VILLE D'ISSY-LES-MOULINEAUX
Service des Assemblées
SB/JV/MC

Le 31 MARS 2022

Cher(e) Collègue,

J'ai l'honneur de vous informer que la prochaine séance du Conseil municipal aura lieu le :

Jeudi 7 avril 2022
à 18 h 30
dans la salle multimédia « La Marseillaise »
Hôtel de Ville
62, rue du Général Leclerc

A cette fin, je vous prie de trouver ci-joint l'ordre du jour ainsi que le dossier du Conseil municipal :

- Appel nominal.
- Nomination d'un secrétaire de séance.
- Approbation du procès-verbal de la séance du 10 février 2022.
- Exposés.

Je vous remercie de votre présence, et je vous prie d'agréer, cher(e) Collègue, l'expression de ma considération la plus distinguée.

Le Maire
Vice-Président de la Métropole du Grand Paris
Ancien Ministre

André SANTINI

Hôtel de Ville - 62, rue du Général Leclerc
Centre Administratif Municipal - 47, rue du Général Leclerc
- 92131 Issy-les-Moulineaux Cedex -
Tél. : 014 123 8000
Internet : http://www.issy.com
Contact : www.issy.com/contact

Toute correspondance doit être adressée à M. le Maire

Service des Assemblées
SB/JV/MC

le 31 mars 2022

CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU JEUDI 7 AVRIL 2022

ORDRE DU JOUR

18 h 30 à 18 h 45

Appel nominal.

Nomination d'un secrétaire de séance.

Approbation du procès-verbal de la séance du jeudi 10 février 2022.

Information sur les décisions prises en application de l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales.

18h45 à 21h00 : 24 questions : VILLE NUMERIQUE - FINANCES – URBANISME - PATRIMOINE - RESSOURCES HUMAINES - SPORTS - ESPACE PUBLIC - PETITE ENFANCE - HYGIENE et SECURITE.

I. VILLE NUMERIQUE – Thierry LEFEVRE

1. Autorisation de signer les marchés relatifs à des services de télécommunication.

II. FINANCES – Edith LETOURNEL

2. Approbation du compte de gestion de la commune pour l'exercice 2021.
3. Adoption du compte administratif de la commune pour l'exercice 2021.
4. Affectation définitive des résultats 2021.
5. Décision modificative n° 1 du budget de la commune pour l'exercice 2022.
6. Tarifs de la taxe de séjour pour l'année 2023.
7. Garantie d'emprunt communale à l'association « Institut Catholique de Lille » (ICL) pour le financement de l'acquisition d'un immeuble.
8. Transfert de la garantie d'emprunt pour la construction d'un ensemble hôtelier « Reine Margot » suite au rapprochement de la Société d'Economie Mixte De L'Arc De Seine (SEMADS) avec la Société d'Economie Mixte Seine Ouest Habitat et Patrimoine (SOHP) - ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS.
9. Transfert de la garantie d'emprunt communal pour la construction d'un ensemble hôtelier « Reine Margot » suite au rapprochement de la Société d'Economie Mixte De L'Arc De Seine (SEMADS) avec la Société d'Economie Mixte Seine Ouest Habitat et Patrimoine (SOHP) - CREDIT AGRICOLE Ile-de-France.
10. Participation financière de la Ville au titre des actions de prévention pour l'année 2022 dans le cadre du Contrat Local de Sécurité.

III. URBANISME – Philippe KNUSMANN

11. Approbation de la convention relative à la passation par la Société Publique Locale Seine Ouest Aménagement d'une concession de services pour la réalisation du projet « AAP H2 » (appel à projet hydrogène).

IV. PATRIMOINE – Fanny VERGNON

12. Présentation du bilan des acquisitions et cessions immobilières pour l'année 2021.

V. RESSOURCES HUMAINES – Nathalie PITROU

13. Modification du tableau des effectifs.
14. Modification du tableau des emplois et autorisation d'occuper un emploi permanent par deux agents contractuels de catégorie A.
15. Création d'un Comité Social Territorial et de sa formation spécialisée, commun à la Ville et au CCAS.
16. Fixation du taux de rémunération des agents vacataires du service éducation et des heures supplémentaires versées aux enseignants.

VI. SPORTS – Bernard de CARRERE

17. Autorisation de lancement de la procédure de concession de service public pour la gestion et l'exploitation des piscines Alfred Sevestre et Aquazena.

VII. ESPACE PUBLIC – David DAOULAS

18. Fixation des tarifs de la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure (TLPE) applicables en 2023.
19. Adhésion de l'Etablissement Public Territorial Grand-Orly Seine Bièvre (EPT GOSB) au Syndicat Intercommunal pour le Gaz et l'Electricité en Ile-de-France (SIGEIF) au titre de la compétence d'autorité organisatrice de la distribution d'énergie.

VIII. PETITE ENFANCE – Kathy SIMILOWSKI

20. Autorisation de lancement de la procédure de concession de service public pour la gestion et l'exploitation de la crèche « Les Epinettes ».
21. Approbation du choix du concessionnaire pour la gestion et l'exploitation de la crèche « Anne Sylvestre » (cœur de ville).
22. Approbation du choix du concessionnaire pour la gestion et l'exploitation des crèches « Cerfs-Volants », « P'tits Sapeurs » et « Pont d'Issy ».
23. Approbation de la convention de sous-traitance avec la Caisse Nationale des Allocations Familiales (CNAF) pour l'attribution des places en crèche dans le cadre de la recherche « Investissement Social dans l'Accueil du Jeune Enfant » dite projet ISAJE.

IX. HYGIENE et SECURITE – Olivier RIGONI

24. Autorisation de signer le lot n°5 du marché relatif à la gestion de la population animale et des nuisibles.

21h00 : fin de la séance du Conseil municipal.

VILLE D'ISSY LES MOULINEAUX
ASSEMBLEES

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL
POUVOIR

Je soussigné M……
Donne pouvoir à M……..
Pour voter à ma place lors de la séance du Conseil Municipal du ……..

Fait à Issy-les-Moulineaux, le ……..

SIGNATURE

VILLE D'ISSY-LES-MOULINEAUX
Service des Assemblées
SB/JV

Le 31 MARS 2022

Madame la Conseillère municipale,
Monsieur le Conseiller municipal,

Le prochain Conseil municipal se tiendra le jeudi 7 avril 2022.

En application de l'article 10 de la loi n° 2021-1465 du 10 novembre 2021 portant diverses dispositions de vigilance sanitaire, la séance se tiendra dans des conditions dérogatoires au droit commun.

Les mesures suivantes seront donc mises en œuvre.

En application du I. de l'article 6 de la loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020, modifié par la loi n°2021-1465 du 10 novembre 2021 précitée, le Conseil municipal se réunira dans la salle multimédia « La Marseillaise » de l'Hôtel de Ville.

Les gestes barrières seront strictement respectés, dans les mêmes conditions que pour les séances précédentes : distanciation physique minimale d'un mètre de part et d'autre de chaque personne, distribution d'un stylo personnel, mise à disposition de gel hydro-alcoolique et de masques et d'un micro individuel pour chaque prise de parole.

Depuis le 10 novembre 2021, et ce jusqu'au 31 juillet 2022, le quorum est fixé au tiers des membres présents et non à la moitié comme l'exige le droit commun. Vous pourrez donc être porteur de deux pouvoirs au lieu d'un.

Le II de l'article 6 de la loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020, modifié par la loi n°2021-1465 du 10 novembre 2021 précitée, prévoit, que *« aux fins de lutter contre la propagation de l'épidémie de covid-19, le maire (…) de l'organe délibérant d'une collectivité territoriale (…) peut décider, pour assurer la tenue de la réunion de l'organe délibérant dans des conditions conformes aux règles sanitaires en vigueur, que celle-ci se déroulera sans que le public soit autorisé à y assister ou en fixant un nombre maximal de personnes autorisées à y assister.».*

Au regard de la configuration de notre salle du Conseil municipal, la publicité de la séance sera assurée par la diffusion de la séance en direct en salon Victor Prouvé, dispositif à nouveau validé par les services de la Préfecture des Hauts-de-Seine le mercredi 30 mars 2022.

Je vous prie de croire, Madame la conseillère municipale, Monsieur le conseiller municipal, en l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le Maire
Vice-Président de la Métropole du Grand Paris
Ancien Ministre

MAIRIE D'ISSY-LES-MOULINEAUX (Hauts-de-Seine)

André SANTINI

Hôtel de Ville - 62, rue du Général Leclerc
Centre Administratif Municipal - 47, rue du Général Leclerc
- 92131 Issy-les-Moulineaux Cedex -
Tél. : 014 123 8000
Internet : http://www.issy.com
Contact : www.issy.com/contact

Toute correspondance doit être adressée à M. le Maire

Convocation et dossier du Conseil municipal du jeudi 7 avril 2022 à 18h30
Type d'envoi : convocation
Le 07/04/2022 de 18:30 à 21:00
Lieu : Hôtel de ville

Voir l'intégralité de l'envoi en PDF: envoi_complet.pdf

Téléchargement de l'intégralité de l'envoi : envoi_complet.zip

1. Autorisation de signer les marchés relatifs à des services de télécommunication.
Rapporteur : Thierry LEFEVRE
Thème : Ville numérique
Commission : commission des Ressources
Service : ville numérique
Accéder au document n° 1 : 1 - VIL NUM - Marchés services Telécommunication.pdf (Note de synthèse)
Accéder au document n° 2 : 1 - AE LOT 1.pdf (annexe)
Accéder au document n° 3 : 1 - AE LOT 3.pdf (annexe)
Accéder au document n° 4 : 1 - CCAP telecommunications.pdf (annexe)
Accéder au document n° 5 : 1 - CCTP TélécommunicationsV2.pdf (annexe)
Accéder au document n° 6 : 1 - BP - Lot 1.pdf (annexe)
Accéder au document n° 7 : 1 - BP - Lot 3.pdf (annexe)
Accéder au document n° 8 : 1. PV CAO TELECOMS (1).pdf (annexe)
Téléchargez l'ensemble des documents de ce dossier : Seance_20220407-Dossier_1.zip

2. Approbation du compte de gestion de la commune pour l'exercice 2021.
Rapporteur : Edith LETOURNEL
Thème : Finances
Commission : Commission des Ressources
Service : Finances
Accéder au document n° 1 : 2 - FIN - COMPTE GESTION COMMUNE.pdf (Note de synthèse)
Accéder au document n° 2 : 2 - FIN - compte de gestion 2021.pdf (annexe)
Téléchargez l'ensemble des documents de ce dossier : Seance_20220407-Dossier_2.zip

3. Adoption du compte administratif de la commune pour l'exercice 2021.
Rapporteur : Edith LETOURNEL
Thème : Finances
Commission : Commission des Ressources

Service : Finances
Accéder au document n° 1 : 3 - FIN - CA COMMUNE.pdf (Note de synthèse)
Accéder au document n° 2 : 3 - FIN - Rapport de présentation CA 2021.pdf (annexe)
Accéder au document n° 3 : 3 - FIN - CA 2021.pdf (annexe)
Téléchargez l'ensemble des documents de ce dossier : Seance_20220407-Dossier_3.zip

4. Affectation définitive des résultats 2021.
Rapporteur : Edith LETOURNEL
Thème : Finances
Commission : Commission des Ressources
Service : Finances
Accéder au document n° 1 : 4 - FIN - Affectation des résultats.pdf (Note de synthèse)
Téléchargez l'ensemble des documents de ce dossier : Seance_20220407-Dossier_4.zip

5. Décision modificative n° 1 du budget de la commune pour l'exercice 2022.
Rapporteur : Edith LETOURNEL
Thème : Finances
Commission : Commission des Ressources
Service : Finances
Accéder au document n° 1 : 5 - FIN - DM1 COMMUNE.pdf (Note de synthèse)
Accéder au document n° 2 : 5 - FIN - DM1 2022.pdf (Annexe)
Téléchargez l'ensemble des documents de ce dossier : Seance_20220407-Dossier_5.zip

6. Tarifs de la taxe de séjour pour l'année 2023.
Rapporteur : Edith LETOURNEL
Thème : Finances
Commission : Commission des Ressources
Service : Finances
Accéder au document n° 1 : 6 - FIN - Taxe de séjour 2023.pdf (Note de synthèse)
Téléchargez l'ensemble des documents de ce dossier : Seance_20220407-Dossier_6.zip

7. Garantie d'emprunt communale à l'association " Institut Catholique de Lille " (ICL) pour le financement de l'acquisition d'un immeuble.
Rapporteur : Edith LETOURNEL
Thème : Finances
Commission : Commission des Ressources
Service : Finances
Accéder au document n° 1 : 7 - FIN - Garantie emprunt ICL.pdf (Note de synthèse)
Accéder au document n° 2 : 7 - FIN - demande garantie Institut Catholique Lille ILM (2).pdf (annexe)
Téléchargez l'ensemble des documents de ce dossier : Seance_20220407-Dossier_7.zip

8. Transfert de la garantie d'emprunt pour la construction d'un ensemble hôtelier " Reine Margot " suite au rapprochement de la Société d'Economie Mixte De L'Arc De Seine (SEMADS) avec la (SOHP) - ARKEA

Rapporteur : Edith LETOURNEL
Thème : Finances
Commission : Commission des Ressources
Service : Finances
Accéder au document n° 1 : 8 - FIN - ARKEA Transfert de garantie SEMADS à SOAD.pdf (Note de synthèse)
Accéder au document n° 2 : 8 - FIN - ARKEA Contrat de prêt Reine Margot signé.pdf (annexe)
Accéder au document n° 3 : 8 - FIN - ARKEA DCM 2018.pdf (annexe)
Accéder au document n° 4 : 8 - FIN - ARKEA Accord sur Proposition de crédit 15 oct 18.pdf (annexe)
Téléchargez l'ensemble des documents de ce dossier : Seance_20220407-Dossier_8.zip

9. Transfert de la garantie d'emprunt communal pour la construction d'un ensemble hôtelier " Reine Margot " suite au rapprochement de la Société d'Economie Mixte De L'Arc De Seine (SEMADS) avec la SOHP - Crédit Agricole Ile-de-France

Rapporteur : Edith LETOURNEL
Thème : Finances
Commission : Commission des Ressources
Service : Finances
Accéder au document n° 1 : 9 - FIN - CREDIT AGRICOLE Transfert de garantie SEMADS à SOAD 07-04-22.pdf (Note de synthèse)
Accéder au document n° 2 : 9 - Contrat SEMADS 9M¿ CREDIT AGRICOLE (1).pdf (Annexe)
Accéder au document n° 3 : 9 - FIN - CREDIT AGRICOLE DCM 2018.pdf (annexe)
Accéder au document n° 4 : 9 - FIN - CREDIT AGRICOLE Accord Proposition Financement taux fixe.pdf (annexe)
Téléchargez l'ensemble des documents de ce dossier : Seance_20220407-Dossier_9.zip

10. Participation financière de la Ville au titre des actions de prévention pour l'année 2022 dans le cadre du Contrat Local de Sécurité.

Rapporteur : Edith LETOURNEL
Thème : Finances
Commission : Commission Ressources
Service : Prévention - Sécurité
Accéder au document n° 1 : 10 - PREV - Avenant financier CLS 2022.pdf (Note de synthèse)
Accéder au document n° 2 : 10 - FIN - Note d'information actions prévention.pdf (annexe)
Téléchargez l'ensemble des documents de ce dossier : Seance_20220407-Dossier_10.zip

11. Approbation de la convention relative à la passation par la Société Publique Locale Seine Ouest Aménagement d'une concession de services pour la réalisation du projet " AAP H2 " (appel à projet hydrogène).

Rapporteur : Philippe KNUSMANN
Thème : Urbanisme
Commission : Commission Aménagement du Territoire
Service : Urbanisme
Accéder au document n° 1 : 11 - URBA - SPL convention AAP H2_JM.pdf (Note de synthèse)

Accéder au document n° 2 : 11 - URBA - Convention portant sur la concession de services rue de Vaugirad à ILM V def 14 fev 2022 V2.pdf (annexe)
Accéder au document n° 3 : 11 - URBA - DCM du 04 10 2018 - lettre mission SPL.pdf (annexe)
Accéder au document n° 4 : 11 - URBA - Lettre de mission H2-LOG-VERT_Ville_signée.pdf (annexe)
Téléchargez l'ensemble des documents de ce dossier : Seance_20220407-Dossier_11.zip

12. Présentation du bilan des acquisitions et cessions immobilières pour l'année 2021.

Rapporteur : Fanny VERGNON
Thème : Patrimoine
Commission : Commission Patrimoine et Construction
Service : Patrimoine
Accéder au document n° 1 : 12 - PAT - Bilan des acquisitions et des cessions 2021 V04.pdf (Note de synthèse)
Accéder au document n° 2 : 12 - PAT Annexe Tableaux acquisitions 2021 SPL SOA (2).pdf (annexe)
Accéder au document n° 3 : 12 - PAT Annexe Tableaux des acquisitions 2021 (1).pdf (annexe)
Téléchargez l'ensemble des documents de ce dossier : Seance_20220407-Dossier_12.zip

13. Modification du tableau des effectifs.

Rapporteur : Nathalie PITROU
Thème : Ressources Humaines
Service : Ressources Humaines
Accéder au document n° 1 : 13 - RH - Modification du tableau des effectifs.pdf (Note de synthèse)
Téléchargez l'ensemble des documents de ce dossier : Seance_20220407-Dossier_13.zip

14. Modification du tableau des emplois et autorisation d'occuper un emploi permanent par deux agents contractuels de catégorie A.

Rapporteur : Nathalie PITROU
Thème : Ressources Humaines
Service : Ressources Humaines
Accéder au document n° 1 : 14 - RH - Modification du tableau des emplois et autorisation d'occuper un emploi permanent par un contractuel A.pdf (Note de synthèse)
Accéder au document n° 2 : 14 - RH - Tb des emplois Mars 2022 Ville.pdf (annexe)
Téléchargez l'ensemble des documents de ce dossier : Seance_20220407-Dossier_14.zip

15. Création d'un Comité Social Territorial et de sa formation spécialisée, commun à la Ville et au CCAS.

Rapporteur : Nathalie PITROU
Thème : Ressources Humaines
Commission : Commission des Ressources
Service : Ressources Humaines
Accéder au document n° 1 : 15 - RH - Création CST V PUBLICA 25 03 2022 (2) (00000003).pdf (Note de synthèse)

Téléchargez l'ensemble des documents de ce dossier : Seance_20220407-Dossier_15.zip

16. Fixation du taux de rémunération des agents vacataires du service éducation et des heures supplémentaires versées aux enseignants.

Rapporteur : Nathalie PITROU
Thème : Ressources humaines
Commission : Commission des Ressources
Service : Ressources Humaines
Accéder au document n° 1 : 16 - RH - Taux de rémunération enseignants.pdf (Note de synthèse)
Téléchargez l'ensemble des documents de ce dossier : Seance_20220407-Dossier_16.zip

17. Autorisation de lancement de la procédure de concession de service public pour la gestion et l'exploitation des piscines Alfred Sevestre et Aquazena.

Rapporteur : Bernard de CARRERE
Thème : Sports
Commission : Commission Services à la Population
Service : Sports
Accéder au document n° 1 : 17 - SPORTS - Lancement DSP Piscines (1).pdf (Note de synthèse)
Accéder au document n° 2 : 17 - SPORTS - Rapport CM Lancement piscines.pdf (annexe)
Téléchargez l'ensemble des documents de ce dossier : Seance_20220407-Dossier_17.zip

18. Fixation des tarifs de la Taxe Locale sur la Publicité Extérieur (TLPE) applicables en 2023.

Rapporteur : David DAOULAS
Thème : Espace public
Commission : Commission Aménagement du Territoire
Service : Espace public
Accéder au document n° 1 : 18 - ESP PUB - TLPE 2023 V2.pdf (Note de synthèse)
Téléchargez l'ensemble des documents de ce dossier : Seance_20220407-Dossier_18.zip

19. Adhésion de l'Etablissement Public Territorial Grand-Orly Seine Bièvre (EPT GOSB) au Syndicat Intercommunal pour le Gaz et l'Electricité en Ile-de-France (SIGEIF) au titre de la compétence d'autorité organisatrice de la distribution d'énergie.

Rapporteur : David DAOULAS
Thème : Espace public
Commission : Commission Aménagement du Teritoire
Service : Espace public
Accéder au document n° 1 : 19 - ESP PUB - Adhesion SIGEIF.pdf (Note de synthèse)
Accéder au document n° 2 : 19 - ESP PUB - Adhésion au SIGEIF de l'EPT Grand Orly Seine Bièvre.pdf (annexe)
Téléchargez l'ensemble des documents de ce dossier : Seance_20220407-Dossier_19.zip

20. Autorisation de lancement de la procédure de concession de service public pour la gestion et l'exploitation de la crèche " Les Epinettes ".

Rapporteur : Kathy SIMILOWSKI
Thème : Petite Enfance
Commission : Commission Services à la Population
Service : Petite Enfance
Accéder au document n° 1 : 20 - PET ENF - DSP crèche Les Epinettes.pdf (Note de synthèse)
Accéder au document n° 2 : 20- PET ENF - Rapport CM crèche EPINETTES.pdf (annexe)
Téléchargez l'ensemble des documents de ce dossier : Seance_20220407-Dossier_20.zip

21. Approbation du choix du concessionnaire pour la gestion et l'exploitation de la crèche " Anne Sylvestre " (coeur de ville).

Rapporteur : Kathy SIMILOWSKI
Thème : Petite Enfance
Commission : Commission Services à la Population
Service : Petite Enfance
Accéder au document n° 1 : 21 - PET ENF - DSP crèche Anne Sylvestre.pdf (Note de synthèse)
Accéder au document n° 2 : 21 - PET ENF - Rapport COP Coeur de Ville.pdf (annexe)
Téléchargez l'ensemble des documents de ce dossier : Seance_20220407-Dossier_21.zip

22. Approbation du choix du concessionnaire pour la gestion et l'exploitation des crèches " Cerfs-Volants ", " P'tits Sapeurs " et " Pont d'Issy ".

Rapporteur : Kathy SIMILOWSKI
Thème : Petite Enfance
Commission : Commission Services à la Population
Service : Petite Enfance
Accéder au document n° 1 : 22 - PET ENF - DSP crèches CV PS PI.pdf (Note de synthèse)
Accéder au document n° 2 : 22 - PET ENF - Rapport COP 2022 CV PS PI choix candidat.pdf (annexe)
Téléchargez l'ensemble des documents de ce dossier : Seance_20220407-Dossier_22.zip

23. Approbation de la convention de sous-traitance avec la Caisse Nationale des Allocations Familiales (CNAF) pour l'attribution des places en crèche dans le cadre de la recherche " Investissement Social dans l'Accueil du Jeune Enfant " dite projet ISAJE.

Rapporteur : Kathy SIMILOWSKI
Thème : Petite Enfance
Commission : Commission des Services à la Population
Service : Petite Enfance
Accéder au document n° 1 : 23 - PET ENF - Convention projet isaje.pdf (Note de synthèse)
Accéder au document n° 2 : 23 - PET ENF - Convention_2022_affectation_places_modèle_VF_Cnaf_issy.pdf (annexe)
Téléchargez l'ensemble des documents de ce dossier : Seance_20220407-Dossier_23.zip

24. Autorisation de signer le lot n°5 du marché relatif à la gestion de la population animale et des nuisibles.

Rapporteur : Olivier RIGONI
Thème : Hygiène et Sécurité

Commission : Commission Patrimoine et Construction
Service : Hygiène et Sécurité
Accéder au document n° 1 : 24 - HYG SEC - Gestion de la population animale.pdf (Note de synthèse)
Accéder au document n° 2 : 24 - HYG SEC - DCM 16122021 Résiliation marché MA20014 population animale O'VEA.pdf (annexe)
Accéder au document n° 3 : 24 - AE - Lot n°5.pdf (annexe)
Accéder au document n° 4 : 24 - CCAP pop animale.pdf (annexe)
Accéder au document n° 5 : 24 - CCTP pop animale.pdf (annexe)
Accéder au document n° 6 : 24 - BPU ACE HYGIENE.pdf (annexe)
Accéder au document n° 7 : 24. PV CAO Population animale.pdf (annexe)
Téléchargez l'ensemble des documents de ce dossier : Seance_20220407-Dossier_24.zip

VILLE D'ISSY LES MOULINEAUX

CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU JEUDI 7 AVRIL 2022

N° 1

OBJET : VILLE NUMERIQUE – Autorisation de signer les marchés relatifs à des services de télécommunication.

Monsieur Thierry LEFEVRE, Premier Maire-Adjoint délégué à la Ville numérique, expose au Conseil municipal ce qui suit :

La Ville bénéficie de plusieurs marchés relatifs à des services de télécommunication. Ces marchés arrivant à échéance le 23 août 2022, la Ville a lancé une consultation pour leur renouvellement par voie d'appel d'offres ouvert en suivant les dispositions des articles L. 2124-2 et R. 2124-2 du Code de la commande publique.

Cette consultation a été allotie comme suit :

- lot n°1 : abonnements et communications des accès Trunk-sip pour IPBX et services de téléphonie mobile avec acquisition de mobiles ;
- lot n°2 : abonnements et communications des lignes téléphoniques analogiques, et abonnements internet xDSL et FTTH ;
- lot n°3 : abonnements à un réseau opéré VPN IP MPLS.

Les marchés sont des accords-cadres mono attributaires de services à bons de commande, sur la base de prix unitaires en application des articles R. 2162-2, R. 2162-4 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique, sans montant annuel minimum et avec des montants maximums annuels suivants :

- lot n°1 : abonnements et communications des accès Trunk-sip pour IPBX et services de téléphonie mobile avec acquisition de mobiles : 190 000 € HT, soit 228 000 € TTC;
- lot n°2 : abonnements et communications des lignes téléphoniques analogiques, et abonnements internet xDSL et FTTH » : 210 000 € HT, soit 252 000 € TTC;
- lot n°3 :abonnements à un réseau opéré VPN IP MPLS : 160 000 € HT, soit 192 000 € TTC.

Les marchés prendront effet à compter à compter de leur date de notification et les prestations débuteront à compter du 24 août 2022 pour une durée d'un an renouvelable trois fois par reconduction tacite, soit une durée maximale de quatre ans.

Lors de sa séance du 28 mars 2022, la commission a procédé à l'analyse des offres en suivant les critères de jugement énoncés dans l'avis d'appel public à la concurrence et dans le règlement de la consultation.

La commission d'appel d'offres a attribué les marchés aux entreprises suivantes qui présentaient les offres économiquement les plus avantageuses :

- lot n°1 : société BOUYGUES TELECOM, sise 6, place Abel Gance 92100 Boulogne-Billancourt.
- lot n°3 : société BOUYGUES TELECOM, sise 6, place Abel Gance 92100 Boulogne-Billancourt.

La commission d'appel d'offres a décidé de ne pas attribuer le lot n°2. Le lot sera déclaré sans suite.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à signer les marchés relatifs aux services de télécommunication.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code général des collectivités territoriales notamment son article L. 2122-21,

Vu le Code de la commande publique,

Vu le procès-verbal de la commission d'appel d'offres en date du 28 mars 2022,

Vu les actes d'engagement des sociétés attributaires et les offres qu'elles ont proposées,

Vu l'avis de la Commission municipale des Ressources en date du 30 mars 2022,

Entendu cet exposé,

APRES EN AVOIR DELIBERE

AUTORISE le Maire à signer les marchés suivants avec les sociétés attributaires :

- lot n°1 « Abonnements et communications des accès Trunk-sip pour IPBX et services de téléphonie mobile avec acquisition de mobiles » société BOUYGUES TELECOM, sise 6 place Abel Gance 92100 Boulogne-Billancourt.
- lot n°3 « Abonnements à un réseau opéré VPN IP MPLS » : société BOUYGUES TELECOM, sise 6 place Abel Gance 92100 Boulogne-Billancourt.

PRECISE que les marchés sont des accords-cadres mono attributaires de services à bons de commande, sur la base de prix unitaires en application des articles R. 2162-2, R. 2162-4 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la Commande publique, sans montant annuel minimum et avec des montants maximums annuels suivants :

- lot n°1 « Abonnements et communications des accès Trunk-sip pour IPBX et services de téléphonie mobile avec acquisition de mobiles » : 190 000 € HT, soit 228 000 € TTC,
- lot n°3 « Abonnements à un réseau opéré VPN IP MPLS » : 160 000 € HT, soit 192 000 € TTC.

PRECISE que les marchés prendront effet à compter à compter de leur date de notification et les prestations débuteront à compter du 24 août 2022 pour une durée d'un an renouvelable trois fois par reconduction tacite, soit une durée maximale de quatre ans.

PRECISE que les dépenses correspondantes sont inscrites au budget communal.

PRECISE que le lot n°2 « Abonnements et communications des lignes téléphoniques analogiques, et abonnements internet xDSL et FTTH » non attribué est déclaré sans suite.

Madame Caroline MILLAN ne prend pas part au vote de cette délibération.

Marché public passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert, en application des dispositions du Code de la commande publique

ACTE D'ENGAGEMENT

Marché de services de télécommunication
Lot n°1 : Abonnements et communications des accès Trunk-sip pour IPBX et services de téléphonie mobile avec acquisition de mobiles

Marché n°	
Date de notification	

Pouvoir adjudicateur, ordonnateur et maître de l'ouvrage

Ville d'Issy-les-Moulineaux
62 rue du Général Leclerc
(Adresse postale : 47, rue du Général Leclerc)
92130 Issy-les-Moulineaux
Tél. : 01 41 23 80 00

Nom, prénom et qualité du signataire

Madame Edith LETOURNEL, Adjoint au Maire délégué, agissant en vertu de la délibération du conseil municipal en date du
et de l'arrêté du Maire N° 2020/423 en date du 28 mai 2020.

Comptable public assignataire des paiements

Madame le Trésorier Principal
1, place d'Alembert - 92130 Issy-les-Moulineaux

Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R.2191-60 du Code de la commande publique

Madame le Directeur des Services Financiers

Cadre réservé à la cession de créances :

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER. IDENTIFICATION ET ENGAGEMENT DU CONTRACTANT(S) 3
ARTICLE 2. PRIX DU MARCHE 4
2-1. Montant du marché 4
2-2. Répartition des prestations entre cotraitants 5
2-3. Montant sous-traité 5
2-4. Créance présentée en nantissement ou cession 6
ARTICLE 3. PAIEMENTS 7
3.1 – Modalités de règlement 7
3.2 - Désignation du (des) compte(s) à créditer 7
3.3 – Avance (articles L.2191-2 et R.2191-3 à R.2191-19 du Code de la commande publique) 7
ARTICLE 4. DUREE DU MARCHE 8
ARTICLE 5. DELAI DE VALIDITE DE L'OFFRE 8
ARTICLE 6. SIGNATURE DU CANDIDAT 8
ARTICLE 7. DECISION DU POUVOIR ADJUDICATEUR 9

ARTICLE PREMIER. IDENTIFICATION ET ENGAGEMENT DU CONTRACTANT(S)

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché public suivantes,

☒ C.C.A.P. (Cahier des clauses administratives particulières)

☒ C.C.T.P. (Cahier des clauses techniques particulières)

☒ C.C.P. (Cahier des clauses particulières)

et conformément à leurs clauses et stipulations,

et après avoir produit les documents, certificats, attestations et déclarations visés aux articles R.2143-1 à R.2143-12 et R.2144-1 à R.2144-7 du Code de la commande publique ainsi que les attestations d'assurance visées à l'article 4-4-1 du Règlement de la consultation,

☒ **Le signataire** (candidat individuel)

Nom : BUHR Prénom : Chantal
Qualité : Directrice Marchés Publics

☐ S'engage, sans réserve, sur la base de son offre et pour son propre compte pour l'ensemble du marché

☒ Engage, sans réserve, la société ci-dessous désignée, sur la base de son offre pour l'ensemble du marché

Dénomination sociale	:	BOUYGUES TELECOM
Adresse de l'établissement	:	6 place Abel Gance 92100 Boulogne
Adresse du siège (si elle est différente de l'établissement)	:	37-39 rue Boissière 75116 Paris
N° de Téléphone	:	0179414666
Adresse Mail pour les communications au cours de l'exécution du marché	:	dgauthie@bouyguestelecom.fr
N° de SIRET	:	39748093003464

à exécuter les prestations demandées aux prix indiqués dans le présent acte d'engagement et au bordereau des prix

☐ **L'ensemble des membres du groupement** s'engagent, sans réserve, sur la base de l'offre du groupement pour l'ensemble du marché, à exécuter les prestations demandées aux prix indiqués dans le présent acte d'engagement et au bordereau des prix

Le groupement est :

☐	Solidaire	ou	☐ Conjoint

Cotraitant n°1 : Mandataire du groupement

Dénomination sociale	:	
Adresse de l'établissement	:	
Adresse du siège (si elle est différente de l'établissement)	:	
N° de Téléphone	:	

Adresse Mail pour les communications au cours de l'exécution du marché	:	
N° de SIRET	:	

Cotraitant n°2 :

Dénomination sociale	:	
Adresse de l'établissement	:	
Adresse du siège (si elle est différente de l'établissement)	:	
N° de Téléphone	:	
Adresse Mail pour les communications au cours de l'exécution du marché	:	
N° de SIRET	:	

Cotraitant n°3 :

Dénomination sociale	:	
Adresse de l'établissement	:	
Adresse du siège (si elle est différente de l'établissement)	:	
N° de Téléphone	:	
Adresse Mail pour les communications au cours de l'exécution du marché	:	
N° de SIRET	:	

ARTICLE 2. PRIX DU MARCHE

2-1. Montant du marché

Le marché est un accord-cadre mono attributaire de services à bons de commande sur la base de prix unitaires, sans montant minimum annuel et avec un montant maximum annuel de 190 000 € HT, en application des articles R. 2162-2, R. 2162-4 à R. 2162-6, R.2162-13 et R.2162-14du Code de la commande publique.

Les commandes sont passées en référence aux prix unitaires indiqués au bordereau des prix et, le cas échéant, aux articles figurant au(x) catalogue(s) avec les prix ou une liste des prix annexée, après application du taux de remise indiqué au bordereau des prix sur lequel le titulaire s'est engagé au moment du dépôt de son offre. Pour les prestations ne figurant ni dans le BPU ni dans les catalogues, la personne publique pourra demander un devis au titulaire. La personne publique est libre d'accepter ou non ce devis ou de le renégocier. Le titulaire fera profiter la personne publique de ses offres promotionnelles.

Les frais de mise en service, le cas échéant, ne seront dus qu'une seule fois par la Ville lors de la 1ère mise en service et ce pour chacune des liaisons.

L'offre de prix est établie sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de la date limite de remise des offres, soit le mois de mars 2022.

Les modalités de variation des prix sont fixées au C.C.A.P.

2-2. Répartition des prestations entre cotraitants

- **En cas de groupement <u>conjoint</u> :**

Les membres du groupement conjoint **indiquent** dans le tableau ci-dessous la répartition des prestations que chacun d'entre eux s'engage à réaliser.

	Nom	Nature de la prestation
Cotraitant n° 1 (mandataire du groupement)		
Cotraitant n° 2		
Cotraitant n° 3		
Cotraitant n° 4		

- **En cas de groupement <u>solidaire</u> :**

Si les cotraitants du groupement solidaire souhaitent la répartition des paiements entre leurs membres, ils **doivent impérativement indiquer** ci-dessous les modalités de cette répartition :

	Nom	Nature de la prestation
Cotraitant n° 1 (mandataire du groupement)		
Cotraitant n° 2		
Cotraitant n° 3		
Cotraitant n° 4		

2-3. Montant sous-traité

<u>2-3-1. Sous-traitance envisagée avant la passation du marché</u>

Le(s) annexe(s) n ° ..... au présent acte d'engagement indique(nt) la nature et le montant des prestations que **<u>j'envisage</u> / <u>nous envisageons</u>** de faire exécuter par des sous-traitants (les noms de ces sous-traitants et les conditions de paiement des contrats de sous-traitance). Le montant des prestations sous-traitées indiqué dans chaque annexe constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder.

Chaque annexe constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance. La notification du marché est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Le montant total des prestations que **j'envisage / nous envisageons** de sous-traiter conformément à ces annexes est de :

Montant Hors Taxe	
Montant toutes taxes comprises	

Les déclarations et attestations désignées aux articles R.2193-1 à R.2193-2 du Code de la commande publique sont jointes au présent acte d'engagement.

2-3-2. Sous-traitance envisagée en cours du marché

En outre le tableau ci-après indique la nature et le montant des prestations que j'envisage de faire exécuter par des sous-traitants payés directement après avoir demandé en cours d'exécution du marché par le moyen d'actes spéciaux de sous-traitance, leur acceptation et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance les concernant à la personne représentant le pouvoir adjudicateur.

Montant Hors Taxe	
Montant toutes taxes comprises	

2-4. Créance présentée en nantissement ou cession

❑ **Prestataire unique**

Le montant maximal, TVA incluse, de la créance que **je pourrai** présenter en nantissement ou céder est ainsi de :

	Montant TTC en €
Minimum	
Maximum	

❑ **Groupement**

Le montant maximal, TVA incluse, de la créance que **nous pourrons** présenter en nantissement ou céder est ainsi de :

	Co-traitant 1 Montant TTC en €	Co-traitant 2 Montant TTC en €	Co-traitant 3 Montant TTC en €
Minimum			

Maximum			

ARTICLE 3. PAIEMENTS

3.1 – Modalités de règlement

Le règlement, après constatation du service fait, est effectué par virement avec mandatement administratif dans le délai global de paiement en vigueur à compter de la présentation de la demande de paiement. Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et du sous-traitant de premier rang, au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Par ailleurs, le défaut de paiement dans ce délai entraîne également de plein droit, au bénéfice du titulaire, le paiement d'une indemnité forfaitaire de 40€ pour frais de recouvrement.

3.2 - Désignation du (des) compte(s) à créditer
(Joindre un ou des IBAN)

En cas de groupement conjoint, chaque entreprise sera payée directement par le pouvoir adjudicateur pour les prestations qu'elle exécute.

La ville se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter les montants au crédit du (des) compte (s) précisé (s) ci-après :

Joindre les IBAN

Dénomination sociale	Etablissement	Code Banque	Code Guichet	N° de Compte	Clé
CREDIT AGRICOLE	CIB 9 Quai Paul Doumer 92920 PARIS LA DEFENSE Cedex	31489	00010	00222091297	47

3.3 – Avance (articles L.2191-2 et R.2191-3 à R.2191-19 du Code de la commande publique)

Le bénéficiaire de l'avance est informé que la Ville demande la constitution d'une garantie à première demande pour tout ou partie du versement de l'avance.

Prestataire unique

Le prestataire désigné ci-devant :

❑ **Accepte** de percevoir l'avance prévue à l'article 10 du C.C.A.P.

☒ **Refuse** de percevoir l'avance prévue à l'article 10 du C.C.A.P.

Groupement

Les prestataires désignés ci-devant :

❑ **Acceptent** de percevoir l'avance prévue à l'article 10 du C.C.A.P.
❑ **Refusent** de percevoir l'avance prévue à l'article 10 du C.C.A.P.

Le paiement et le remboursement de l'avance seront effectués sur le seul compte du mandataire, qui s'engage à les répartir entre les membres du groupement. Le paiement aura un caractère libératoire pour le maître d'ouvrage.

Les soussignés entrepreneurs groupés solidaires donnent par les présentes, au mandataire qui l'accepte, procuration à l'effet de percevoir, répartir et rembourser pour leur compte les sommes qui leur sont dues au titre de l'avance.

ARTICLE 4. DUREE DU MARCHE

Le marché prendra effet à compter de sa date de notification et les prestations débuteront à compter du 24 août 2022 pour une durée d'un (1) an renouvelable trois (3) fois par reconduction tacite, soit une durée maximale de quatre (4) ans. Le titulaire du marché concerné ne peut refuser sa reconduction conformément à l'article R.2112-4 du Code de la commande publique.

En cas de non reconduction du marché et conformément à l'article R.2112-4 du Code de la commande publique, la Ville devra se prononcer par écrit au moins trois mois avant la date de fin de la période considérée, pour informer le titulaire de sa décision de ne pas reconduire le marché. Cette notification s'effectuera par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception.

Le titulaire restera engagé jusqu'à la fin de la période considérée et ce quelle que soit la décision de la personne publique.

Concernant l'exécution du marché, la mise en service des services de télécommunication devra être effective entre 4 semaines et 2 semaines calendaires avant l'échéance du 24 août 2022. La mise en œuvre du marché et la migration sont prévues au C.C.T.P.

ARTICLE 5. DELAI DE VALIDITE DE L'OFFRE

Le présent engagement me lie / nous lie pour le délai de validité des offres indiqué dans le règlement de la consultation.

ARTICLE 6. SIGNATURE DU CANDIDAT

A , le

Nom, Prénom et Qualité du signataire
Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente

Signature :

ARTICLE 7. DECISION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

La présente offre est acceptée pour le lot n°1.

Elle est complétée par les annexes suivantes :

☐ Mise au point du marché

☐ Présentation d'un sous-traitant (imprimé DC4)

A Issy-les-Moulineaux, le

Pour le Maire et par délégation,
Le Maire Adjoint délégué à la
Commande Publique,

Edith LETOURNEL

Marché public passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert, en application des dispositions du Code de la commande publique

ACTE D'ENGAGEMENT

Marché de services de télécommunication
Lot n°3 : Abonnements à un réseau opéré VPN IP MPLS

Marché n°	
Date de notification	

Pouvoir adjudicateur, ordonnateur et maître de l'ouvrage

Ville d'Issy-les-Moulineaux
62 rue du Général Leclerc
(Adresse postale : 47, rue du Général Leclerc)
92130 Issy-les-Moulineaux
Tél. : 01 41 23 80 00

Nom, prénom et qualité du signataire

Madame Edith LETOURNEL, Adjoint au Maire délégué, agissant en vertu de la délibération du conseil municipal en date du
et de l'arrêté du Maire N° 2020/423 en date du 28 mai 2020.

Comptable public assignataire des paiements

Madame le Trésorier Principal
1, place d'Alembert - 92130 Issy-les-Moulineaux

Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R.2191-60 du Code de la commande publique

Madame le Directeur des Services Financiers

Cadre réservé à la cession de créances :

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER. IDENTIFICATION ET ENGAGEMENT DU CONTRACTANT(S) 3
ARTICLE 2. PRIX DU MARCHE 4
2-1. Montant du marché 4
2-2. Répartition des prestations entre cotraitants 5
2-3. Montant sous-traité 5
2-4. Créance présentée en nantissement ou cession 6
ARTICLE 3. PAIEMENTS 7
3.1 – Modalités de règlement 7
3.2 - Désignation du (des) compte(s) à créditer 7
3.3 – Avance (articles L.2191-2 et R.2191-3 à R.2191-19 du Code de la commande publique) 7
ARTICLE 4. DUREE DU MARCHE 8
ARTICLE 5. DELAI DE VALIDITE DE L'OFFRE 8
ARTICLE 6. SIGNATURE DU CANDIDAT 8
ARTICLE 7. DECISION DU POUVOIR ADJUDICATEUR 9

ARTICLE PREMIER. IDENTIFICATION ET ENGAGEMENT DU CONTRACTANT(S)

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché public suivantes,

☒ C.C.A.P. (Cahier des clauses administratives particulières)

☒ C.C.T.P. (Cahier des clauses techniques particulières)

☒ C.C.P. (Cahier des clauses particulières)

et conformément à leurs clauses et stipulations,

et après avoir produit les documents, certificats, attestations et déclarations visés aux articles R.2143-1 à R.2143-12 et R.2144-1 à R.2144-7 du Code de la commande publique ainsi que les attestations d'assurance visées à l'article 4-4-1 du Règlement de la consultation,

☒ **Le signataire** (candidat individuel)

Nom : BUHR Prénom : Chantal
Qualité : Directrice Marchés Publics

☐ S'engage, sans réserve, sur la base de son offre et pour son propre compte pour l'ensemble du marché

☒ Engage, sans réserve, la société ci-dessous désignée, sur la base de son offre pour l'ensemble du marché

Dénomination sociale	:	BOUYGUES TELECOM
Adresse de l'établissement	:	6 place Abel Gance 92100 Boulogne
Adresse du siège (si elle est différente de l'établissement)	:	37-39 rue Boissière 75116 Paris
N° de Téléphone	:	0179414666
Adresse Mail pour les communications au cours de l'exécution du marché	:	dgauthie@bouyguestelecom.fr
N° de SIRET	:	39748093003464

à exécuter les prestations demandées aux prix indiqués dans le présent acte d'engagement et au bordereau des prix

☐ **L'ensemble des membres du groupement** s'engagent, sans réserve, sur la base de l'offre du groupement pour l'ensemble du marché, à exécuter les prestations demandées aux prix indiqués dans le présent acte d'engagement et au bordereau des prix

Le groupement est :

☐	Solidaire	ou	☐ Conjoint

Cotraitant n°1 : Mandataire du groupement

Dénomination sociale	:	
Adresse de l'établissement	:	
Adresse du siège (si elle est différente de l'établissement)	:	

N° de Téléphone	:	
Adresse Mail pour les communications au cours de l'exécution du marché	:	
N° de SIRET	:	

Cotraitant n°2 :

Dénomination sociale	:	
Adresse de l'établissement	:	
Adresse du siège (si elle est différente de l'établissement)	:	
N° de Téléphone	:	
Adresse Mail pour les communications au cours de l'exécution du marché	:	
N° de SIRET	:	

Cotraitant n°3 :

Dénomination sociale	:	
Adresse de l'établissement	:	
Adresse du siège (si elle est différente de l'établissement)	:	
N° de Téléphone	:	
Adresse Mail pour les communications au cours de l'exécution du marché	:	
N° de SIRET	:	

ARTICLE 2. PRIX DU MARCHE

2-1. Montant du marché

Le marché est un accord-cadre mono attributaire de services à bons de commande sur la base de prix unitaires, sans montant minimum annuel et avec un montant maximum annuel de 160 000 € HT, en application des articles R. 2162-2, R. 2162-4 à R. 2162-6, R.2162-13 et R.2162-14du Code de la commande publique.

Les commandes sont passées en référence aux prix unitaires indiqués au bordereau des prix et, le cas échéant, aux articles figurant au(x) catalogue(s) avec les prix ou une liste des prix annexée, après application du taux de remise indiqué au bordereau des prix sur lequel le titulaire s'est engagé au moment du dépôt de son offre. Pour les prestations ne figurant ni dans le BPU ni dans les catalogues, la personne publique pourra demander un devis au titulaire. La personne publique est libre d'accepter ou non ce devis ou de le renégocier. Le titulaire fera profiter la personne publique de ses offres promotionnelles.

Les frais de mise en service, le cas échéant, ne seront dus qu'une seule fois par la Ville lors de la 1ère mise en service et ce pour chacune des liaisons.

L'offre de prix est établie sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de la date limite de remise des offres, soit le mois de mars 2022.

Les modalités de variation des prix sont fixées au C.C.A.P.

2-2. Répartition des prestations entre cotraitants

- **En cas de groupement <u>conjoint</u> :**

Les membres du groupement conjoint **indiquent** dans le tableau ci-dessous la répartition des prestations que chacun d'entre eux s'engage à réaliser.

	Nom	**Nature de la prestation**
Cotraitant n° 1 (mandataire du groupement)		
Cotraitant n° 2		
Cotraitant n° 3		
Cotraitant n° 4		

- **En cas de groupement <u>solidaire</u> :**

Si les cotraitants du groupement solidaire souhaitent la répartition des paiements entre leurs membres, ils **doivent impérativement indiquer** ci-dessous les modalités de cette répartition :

	Nom	**Nature de la prestation**
Cotraitant n° 1 (mandataire du groupement)		
Cotraitant n° 2		
Cotraitant n° 3		
Cotraitant n° 4		

2-3. Montant sous-traité

<u>2-3-1. Sous-traitance envisagée avant la passation du marché</u>

Le(s) annexe(s) n ° ..... au présent acte d'engagement indique(nt) la nature et le montant des prestations que **<u>j'envisage</u> / <u>nous envisageons</u>** de faire exécuter par des sous-traitants (les noms de ces sous-traitants et les conditions de paiement des contrats de sous-traitance). Le montant des prestations sous-traitées indiqué dans chaque annexe constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder.

Chaque annexe constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance. La notification du marché est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Le montant total des prestations que **j'envisage / nous envisageons** de sous-traiter conformément à ces annexes est de :

Montant Hors Taxe	
Montant toutes taxes comprises	

Les déclarations et attestations désignées aux articles R.2193-1 à R.2193-2 du Code de la commande publique sont jointes au présent acte d'engagement.

2-3-2. Sous-traitance envisagée en cours du marché

En outre le tableau ci-après indique la nature et le montant des prestations que j'envisage de faire exécuter par des sous-traitants payés directement après avoir demandé en cours d'exécution du marché par le moyen d'actes spéciaux de sous-traitance, leur acceptation et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance les concernant à la personne représentant le pouvoir adjudicateur.

Montant Hors Taxe	
Montant toutes taxes comprises	

2-4. Créance présentée en nantissement ou cession

❑ **Prestataire unique**

Le montant maximal, TVA incluse, de la créance que **je pourrai** présenter en nantissement ou céder est ainsi de :

	Montant TTC en €
Minimum	
Maximum	

❑ **Groupement**

Le montant maximal, TVA incluse, de la créance que **nous pourrons** présenter en nantissement ou céder est ainsi de :

	Co-traitant 1 Montant TTC en €	Co-traitant 2 Montant TTC en €	Co-traitant 3 Montant TTC en €

Minimum			
Maximum			

ARTICLE 3. PAIEMENTS

3.1 – Modalités de règlement

Le règlement, après constatation du service fait, est effectué par virement avec mandatement administratif dans le délai global de paiement en vigueur à compter de la présentation de la demande de paiement. Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et du sous-traitant de premier rang, au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Par ailleurs, le défaut de paiement dans ce délai entraîne également de plein droit, au bénéfice du titulaire, le paiement d'une indemnité forfaitaire de 40€ pour frais de recouvrement.

3.2 - Désignation du (des) compte(s) à créditer
(Joindre un ou des IBAN)

En cas de groupement conjoint, chaque entreprise sera payée directement par le pouvoir adjudicateur pour les prestations qu'elle exécute.

La ville se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter les montants au crédit du (des) compte (s) précisé (s) ci-après :

Joindre les IBAN

Dénomination sociale	Etablissement	Code Banque	Code Guichet	N° de Compte	Clé
CREDIT AGRICOLE	CIB 9 Quai Paul Doumer 92920 PARIS LA DEFENSE Cedex	31489	00010	00222091297	47

3.3 – Avance (articles L.2191-2 et R.2191-3 à R.2191-19 du Code de la commande publique)

Le bénéficiaire de l'avance est informé que la Ville demande la constitution d'une garantie à première demande pour tout ou partie du versement de l'avance.

Prestataire unique

Le prestataire désigné ci-devant :

❑ **Accepte** de percevoir l'avance prévue à l'article 10 du C.C.A.P.
☒ **Refuse** de percevoir l'avance prévue à l'article 10 du C.C.A.P.

Groupement

Les prestataires désignés ci-devant :

❑ **Acceptent** de percevoir l'avance prévue à l'article 10 du C.C.A.P.
❑ **Refusent** de percevoir l'avance prévue à l'article 10 du C.C.A.P.

Le paiement et le remboursement de l'avance seront effectués sur le seul compte du mandataire, qui s'engage à les répartir entre les membres du groupement. Le paiement aura un caractère libératoire pour le maître d'ouvrage.

Les soussignés entrepreneurs groupés solidaires donnent par les présentes, au mandataire qui l'accepte, procuration à l'effet de percevoir, répartir et rembourser pour leur compte les sommes qui leur sont dues au titre de l'avance.

ARTICLE 4. DUREE DU MARCHE

Le marché prendra effet à compter de sa date de notification et les prestations débuteront à compter du 24 août 2022 pour une durée d'un (1) an renouvelable trois (3) fois par reconduction tacite, soit une durée maximale de quatre (4) ans. Le titulaire du marché concerné ne peut refuser sa reconduction conformément à l'article R.2112-4 du Code de la commande publique.

En cas de non reconduction du marché et conformément à l'article R.2112-4 du Code de la commande publique, la Ville devra se prononcer par écrit au moins trois mois avant la date de fin de la période considérée, pour informer le titulaire de sa décision de ne pas reconduire le marché. Cette notification s'effectuera par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception.

Le titulaire restera engagé jusqu'à la fin de la période considérée et ce quelle que soit la décision de la personne publique.

Concernant l'exécution du marché, la mise en service des services de télécommunication devra être effective entre 4 semaines et 2 semaines calendaires avant l'échéance du 24 août 2022. La mise en œuvre du marché et la migration sont prévues au C.C.T.P.

ARTICLE 5. DELAI DE VALIDITE DE L'OFFRE

Le présent engagement me lie / nous lie pour le délai de validité des offres indiqué dans le règlement de la consultation.

ARTICLE 6. SIGNATURE DU CANDIDAT

A , le

Nom, Prénom et Qualité du signataire
Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente

Signature :

ARTICLE 7. DECISION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

La présente offre est acceptée pour le lot n°3.

Elle est complétée par les annexes suivantes :

☐ Mise au point du marché

☐ Présentation d'un sous-traitant (imprimé DC4)

A Issy-les-Moulineaux, le

Pour le Maire et par délégation,
Le Maire Adjoint délégué à la
Commande Publique,

Edith LETOURNEL

VILLE D'ISSY LES MOULINEAUX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

(C.C.A.P.)

Marché de services de télécommunication

SOMMAIRE

Article 1 OBJET DU MARCHE ET DISPOSITIONS GENERALES 5

1.1 Objet 5

1.2 Décomposition du marché et Forme du marché 5

1.3 Procédure de passation 6

1.4 Parties contractantes 6

1.4.1 La personne publique 6

1.4.2 Le titulaire 6

1.4.3 Le comptable assignataire des paiements pour la Ville d'Issy-les-Moulineaux ... 6

1.5 Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles 6

1.6 Les documents échangés 6

1.7 Forme des notifications et informations au titulaire 7

1.8 Ordre de service 7

1.9 Sous-traitance 7

1.10 Cotraitance 8

Article 2 DOCUMENTS CONTRACTUELS 8

Article 3 DUREE DU MARCHE - DELAIS D'EXECUTION 9

Article 4 GARANTIE TECHNIQUE 9

Article 5 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION 9

5.1 Interlocuteurs 9

5.2 Accès aux locaux - Interventions sur les installations téléphoniques 10

5.3 Guichet d'appel 10

5.4 Sujétions particulières 10

5.4.1 Sujétions relevant des exploitations téléphoniques et informatiques 10

5.4.2 Sujétions résultant du lieu d'exécution des travaux 10

5.4.3 Sujétions résultant de l'exécution simultanée de travaux étrangers au titulaire .. 11

5.4.4 Sujétions relevant des équipements techniques de la personne publique 11

Article 6 CONTROLE ET ADMISSION DES MISES EN SERVICE 11

6.1 Essais et contrôle des moyens d'acheminement 11

6.2 Vérification d'aptitude et mise en service opérationnel des abonnements de liaisons permanentes 11
6.3 Vérification de service régulier 12
6.4 Bons de commande 12
Article 7 CONTINUITE DU SERVICE 14
7.1 Dispositions générales 14
7.2 Conditions d'interventions 14
Article 8 GARANTIE ET RETENUE DE GARANTIE 15
8.1 Garantie 15
8.2 Retenue de garantie 15
Article 9 MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX 15
9.1 Répartition des paiements 15
9.2 Taxes 15
9.3 Modalités d'établissement des prix du marché 15
9.4 Contenu des prix 15
9.5 Variation des prix et ajustement des prix 16
9.6 Prix de règlement 17
Article 10 AVANCE 17
Article 11 PAIEMENT ET ETABLISSEMENT DE LA FACTURE 18
11.1 Constations de l'exécution des prestations 18
11.2 Modalités de facturation 18
11.3 Modalités de règlement 20
Article 12 CONDITIONS DE TRAVAIL DU PERSONNEL 20
Article 13 PENALITES 21
13.1 Pénalités pour retard 22
13.1.1 Pénalités pour retard de mise en service 22
13.1.2 Pénalités pour interruption de service 22
13.1.3 Pénalités pour non-remise de demande d'agrément et d'acceptation d'un sous-traitant 22
13.2 Autres pénalités 23
13.2.1 Pénalités pour manquement 23
13.2.2 Pénalités pour non-conformité de la facturation 23

13.3 Modalités de facturation des pénalités....23
Article 14 REGLEMENT DES LITIGES ET ATTRIBUTION DE COMPETENCE....23
Article 15 RESILIATION....24
Article 16 ASSURANCES....24
Article 17 DISPOSITIONS RELATIVES AU CODE DU TRAVAIL....25
17.1 Vérifications périodiques de la régularité de la situation du titulaire....25
17.2 Sanctions en cas d'irrégularités constatées....25
Article 18 OBLIGATIONS DU TITULAIRE....26
Article 19 OBLIGATIONS EN MATIERE DE PROTECTION DE LA SECURITE ET DE LA CONFIDENTIALITE DES DONNEES PERSONNELLES....26
Article 20 CESSATION D'ACTIVITE - CESSION DU MARCHE....28
20.1 Redressement judiciaire – liquidation judiciaire....28
20.2 Cession du marché....28
Article 21 NOTIFICATION DES MODIFICATIONS DE LA SITUATION JURIDIQUE....28
Article 22 MARCHES NEGOCIES DE PRESTATIONS SIMILAIRES....28
Article 23 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX....29

ARTICLE 1 OBJET DU MARCHE ET DISPOSITIONS GENERALES

1.1 OBJET

Le présent marché a pour objet des services de télécommunication pour la ville d'Issy-les-Moulineaux.

1.2 DECOMPOSITION DU MARCHE ET FORME DU MARCHE

Le marché est un accord-cadre mono attributaire de services à bons de commande, sur la base de prix unitaires en application des articles R. 2162-2, R. 2162-4 à R. 2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la Commande publique, sans montant annuel minimum et avec des montants maximums annuels.

Le marché est alloti au sens de l'article L2113-10 du Code de la commande publique et comprend trois lots :

N° du lot	Intitulé du lot	Pas de montant annuel minimum € HT	Montant annuel maximum € HT
1	Abonnements et communications des accès Trunk-sip pour IPBX et services de téléphonie mobile avec acquisition de mobiles	0	190 000
2	Abonnements et communications des lignes téléphoniques analogiques, et abonnements internet xDSL et FTTH	0	210 000
3	Abonnements à un réseau opéré VPN IP MPLS	0	160 000

Les commandes sont passées en référence aux prix unitaires indiqués au bordereau des prix et, le cas échéant, aux articles figurant au(x) catalogue(s) avec les prix ou une liste des prix annexée, après application du taux de remise indiqué au bordereau des prix sur lequel le titulaire s'est engagé au moment du dépôt de son offre. Pour les prestations ne figurant ni dans le BPU ni dans les catalogues, la personne publique pourra demander un devis au titulaire. La personne publique est libre d'accepter ou non ce devis ou de le renégocier. Le titulaire fera profiter la personne publique de ses offres promotionnelles.

Les frais de mise en service, le cas échéant, ne seront dus qu'une seule fois par la Ville lors de la 1ère mise en service et ce pour chacune des liaisons.

Les variantes ne sont pas autorisées.

Le marché ne comporte pas d'option.

Le marché n'est pas un marché à tranche.

1.3 PROCEDURE DE PASSATION

Le marché est passé sous la forme d'une procédure d'appel d'offres ouvert conformément aux dispositions des articles L2124-2 et R.2124-2 du Code de la commande publique.

1.4 PARTIES CONTRACTANTES

Au sens du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (C.C.A.G. – T.I.C.), sont désignés :

1.4.1 La personne publique

Ville d'Issy-les-Moulineaux, représentée par son Maire, Monsieur André Santini,
62, rue du Général Leclerc
(adresse postale : Centre Administratif - 47, rue du Général Leclerc)
92130 Issy-les-Moulineaux.
SIRET : 219 200 409 000 15
Désignée par « la Ville » dans le présent C.C.A.P.

1.4.2 Le titulaire

L'Opérateur économique ou le groupement d'opérateurs économiques, représenté par son mandataire, qui signera le marché

1.4.3 Le comptable assignataire des paiements pour la Ville d'Issy-les-Moulineaux

Madame la Trésorerie principale,
1, place d'Alembert,
92130 Issy-les-Moulineaux

1.5 SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES

Par dérogation à l'article 26.2 du CCAG T.I.C, dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder 7 jours calendaires à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension. Par dérogation à l'article 26.2 du CCAG T.I.C, dans un délai de 7 jours calendaires, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements.

Les autres dispositions de l'article 26 du CCAG T.I.C s'appliquent.

1.6 LES DOCUMENTS ECHANGES

On entend par document, tout ensemble d'informations soit sous forme papier, soit sous forme électronique.

Pour les documents électroniques, la ville accepte les formats standards à savoir :
- Les formats du pack Microsoft Office : Powerpoint, Word et Excel
- Tous les fichiers texte ;
- Les fichiers Adobe Reader en format PDF ;
- Les fichiers (. JPJ .JPEG . PNG) ;
- Les fichier vidéo (.MP4 .AVI .MKV .DIVX .XVID) ;
- Les fichiers compressés en format ZIP (.ZIP).

Ces documents pourront être transmis par mail (taille maximale 30 MB) ou par tout autre moyen de transmission sécurisé déterminé par les parties lors de la première réunion d'exécution du marché.

En revanche, pour des raisons de sécurité, les supports physiques de lecture direct (clés USB, CD, DVD, etc.) sont proscrits. Les fichiers .ZIP envoyés par mail pourront être bloqués par l'antivirus.
Pour la transmission de documents au-delà de 30 MB, la transmission sera effectuée par le biais de plate-forme comme OneDrive, Openbee ou toute autre plateforme sécurisée déterminée par les deux parties au cours de la réunion de mise en place du marché.

Afin de faciliter l'intégration des documents électroniques, le titulaire prévoira une version HTML ou XML des documents.

Tous les documents seront rédigés en français.

1.7 FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS AU TITULAIRE

1.7.1. Notification faisant courir un délai et notification des Ordres de service

Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations qui font courir un délai ainsi que les ordres de service, la ville prévoit d'utiliser le courrier recommandé avec accusé de réception ou le courriel avec retour de bonne réception.
La ville pourra également utiliser son profil acheteur.

1.7.2. Notifications autres

Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations qui ne font pas courir un délai, la ville prévoit d'utiliser les échanges dématérialisés avec les coordonnées communiquées lors de la mise en place du marché.

La ville pourra également utiliser son profil acheteur.

1.8 ORDRE DE SERVICE

Les ordres de service doivent êtres écrits, datés, numérotés et notifiés par la ville, au titulaire dans les conditions de l'article 1.7 du CCAP. Par dérogation à l'article 3.8.2. du CCAG T.I.C, le titulaire dispose d'un délai de cinq jours à compter de la date de réception de l'ordre de service pour notifier à la ville ses observations sur ledit ordre de service.

1.9 SOUS-TRAITANCE

Conformément aux articles L.2193-1 et suivants du Code de la Commande Publique, le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution des prestations de services du marché, à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de leurs conditions de paiement.

L'acceptation et l'agrément d'un sous-traitant entraînent obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € T.T.C.

L'acceptation d'un sous-traitant ainsi que l'agrément de ses conditions de paiement correspondant est possible au moment du dépôt de l'offre ou en cours de marché selon les

modalités définies aux articles L.2193-4 et suivants et R.2193-1 et suivants du Code de la Commande Publique et à l'article 3.6 du CCAG T.I.C.

Le présent marché est reconductible. Ainsi, le titulaire devra, le cas échéant, présenter annuellement la déclaration de sous-traitance pour acceptation et agrément du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire qui, sciemment, fournit des renseignements inexacts, tant à l'appui de sa demande d'acceptation de sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement figurant dans le contrat de sous-traitance que dans le document constatant cette acceptation et cet agrément, peut encourir la résiliation du marché à ses frais et risques.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché dans les conditions des articles 50 et 54 du CCAG T.I.C.

1.10 COTRAITANCE

La forme juridique choisie pourra être le groupement d'entreprises solidaire ou conjoint. Le groupement pourra être conjoint à la condition que les membres du groupement s'engagent à exécuter des prestations détaillées et précisées dans l'acte d'engagement et que le mandataire du groupement soit solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de la personne publique.

Conformément à l'article R. 2142-21 du code de la commande publique, la personne publique interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou de plusieurs groupements.

ARTICLE 2 DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG T.I.C, les pièces constitutives et contractuelles du marché sont les suivantes, par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement, dont l'exemplaire original conservé par l'administration fait seul foi ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), dont l'exemplaire original conservé par l'administration fait seul foi ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), dont l'exemplaire original conservé par l'administration fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de de techniques de l'information et de la communication (C.C.A.G T.I.C.) dans sa dernière version (arrêté du 30 mars 2021, publié au JORF n°0078 du 1 avril 2021) ;
- Le bordereau des prix (BP) du lot concerné, dont l'exemplaire original conservé par l'administration fait seul foi ;
- Les bons de commande ;
- Les ordres de service ;
- Le(s) catalogue(s) avec les prix ou une liste des prix annexée compris ;
- L'offre technique du titulaire (comprenant le mémoire technique et le cadre de réponse, le calendrier d'exécution et toutes les pièces qui lui sont jointes), dès lors qu'elle n'entre pas en contradiction avec les autres pièces contractuelles.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois de remise des offres.

S'agissant des pièces générales, elles ne sont pas jointes au dossier, le soumissionnaire

étant supposé en avoir pris connaissance. Le titulaire du présent marché ne pourra en aucun cas invoquer l'ignorance des stipulations contenues dans les documents généraux pour tenter de s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG T.I.C, sont envoyés au titulaire à titre de notification une copie de l'acte d'engagement et du bordereau des prix.

ARTICLE 3 DUREE DU MARCHE - DELAIS D'EXECUTION

Le marché prendra effet à compter de sa date de notification et les prestations débuteront à compter du 24 août 2022 pour une durée d'un (1) an renouvelable trois (3) fois par reconduction tacite, soit une durée maximale de quatre (4) ans. Le titulaire du marché concerné ne peut refuser sa reconduction conformément à l'article R.2112-4 du Code de la commande publique.

En cas de non reconduction du marché et conformément à l'article R.2112-4 du Code de la commande publique, la Ville devra se prononcer par écrit au moins trois mois avant la date de fin de la période considérée, pour informer le titulaire de sa décision de ne pas reconduire le marché. Cette notification s'effectuera par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception.

Le titulaire restera engagé jusqu'à la fin de la période considérée et ce quelle que soit la décision de la personne publique.

Concernant l'exécution du marché, la mise en service des services de télécommunication devra être effective entre 4 semaines et 2 semaines calendaires avant l'échéance du 24 août 2022. La mise en œuvre du marché et la migration sont prévues au C.C.T.P.

S'agissant des délais, conformément à l'article 13.2.1 du CCAG T.I.C, la date d'expiration du délai d'exécution est la date de livraison ou de l'achèvement des prestations. L'article 41 du CCAG T.I.C relatif à l'arrêt de l'exécution des prestations ne s'applique pas.

ARTICLE 4 GARANTIE TECHNIQUE

Par dérogation à l'article 36.1 du CCAG T.I.C, la qualité du service doit être impérativement garantie à compter du jour de la mise en service et pendant toute la durée du contrat, en fonction des critères de performances énoncés dans le C.C.T.P.

ARTICLE 5 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION

5.1 INTERLOCUTEURS

Le titulaire désignera l'interlocuteur unique, en qualité de cadre responsable, chargé du suivi du présent marché. Il s'agit de l'interlocuteur technique prévu au CCTP.

Dès notification du marché, les coordonnées de l'interlocuteur dédié (adresse, numéros de téléphone fixe et mobile, adresse de messagerie…) devront être transmises à la Direction de la Ville Numérique.

Dans le cadre de l'exécution du marché, le titulaire s'engage à désigner un membre de son personnel comme interlocuteur dédié, en qualité de cadre responsable. Ce dernier doit avoir une parfaite connaissance du DCE, du contexte, des enjeux et des particularités techniques et fonctionnelles de l'objet du marché. Cet agent responsable du marché devra veiller au bon déroulement des prestations.

L'interlocuteur dédié de la Direction de la Ville Numérique doit disposer de l'autorité

hiérarchique sur les autres membres du personnel affecté à l'exécution des prestations. A ce titre, il doit exercer le pouvoir de direction (organisation du travail sur le site, organisation du temps de travail, détermination des objectifs, fixation des congés, etc.) et le pouvoir disciplinaire (définition des fautes et des sanctions, « rappel » au sein de ses effectifs, sanction des comportements fautifs, etc.

L'interlocuteur unique de la Direction de la Ville Numérique s'engage à être d'une très grande disponibilité à l'égard des services de la Ville. Si l'interlocuteur dédié n'est plus en mesure d'accomplir sa mission conformément aux prescriptions du marché, en cas de départ ou d'empêchement de l'interlocuteur dédié, le titulaire s'engage à en aviser, sans délai, la Ville ainsi qu'à le remplacer et à communiquer les coordonnées du remplaçant, de qualification et d'expérience au moins équivalentes, dans un délai de 8 jours ouvrés maximum, à compter de la date de départ ou d'empêchement, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG T.I.C. Le titulaire prendra toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

5.2 ACCES AUX LOCAUX - INTERVENTIONS SUR LES INSTALLATIONS TELEPHONIQUES

L'accès aux locaux techniques en rapport avec l'exécution des prestations est soumis à l'accord préalable du ou des responsable(s) désigné(s) de la personne publique.

Les installations impliquées dans le service du titulaire sont mises à sa disposition dès que commence à courir le délai contractuel d'exécution, pour procéder à ses propres interventions et/ou adjonctions, sur rendez-vous pris avec le service de La Ville numérique.

Le titulaire procède à ses frais et à ses risques et périls aux interventions sur les équipements téléphoniques en place selon le protocole défini dans le C.C.T.P. Ces interventions sont réalisées obligatoirement, sauf accord du représentant de la personne publique, par ou en présence de l'entreprise en charge de la maintenance des installations téléphoniques, et aux frais du titulaire.

5.3 GUICHET D'APPEL

Le titulaire communiquera, dès la signature des pièces du marché, les coordonnées (téléphone, extranet) du guichet à appeler en cas d'interruption partielle ou totale de service. La personne publique désignera à cette même occasion les personnes habilitées à appeler ce guichet.

5.4 SUJETIONS PARTICULIERES

5.4.1 Sujétions relevant des exploitations téléphoniques et informatiques

Le titulaire doit respecter les contraintes qui lui sont imposées par la personne publique et, en particulier, se conformer aux horaires éventuellement nocturnes ou en jour férié pour l'exécution de travaux affectant le fonctionnement opérationnel du téléphone et de l'informatique des services de la personne publique (travaux bruyants ou salissants, interruptions momentanées de services par exemple), sachant que ces dispositions seront exceptionnelles.

5.4.2 Sujétions résultant du lieu d'exécution des travaux

Le titulaire est réputé connaître, pour s'en être rendu compte personnellement, la nature des lieux et la situation des travaux, et les risques de toutes natures qu'ils peuvent entraîner.

Le titulaire est, dans tous les cas, entièrement responsable vis-à-vis de la personne publique, de tout incident ou accident pouvant survenir du fait de son chantier ou des personnes qu'il emploie.

5.4.3 Sujétions résultant de l'exécution simultanée de travaux étrangers au titulaire

Le titulaire doit le cas échéant collaborer avec les entreprises qui ont à réaliser d'autres travaux téléphoniques. Il en est ainsi en cas de panne de matériel impliquant une modification temporaire du service. Cette collaboration est toujours demandée par la personne publique. La plupart de ces interventions se faisant en cas de panne des équipements de la Ville, le délai maximum doit être très bref, 8h ouvrées au maximum.

5.4.4 Sujétions relevant des équipements techniques de la personne publique

Le titulaire est réputé connaître, pour s'en être rendu compte personnellement, les conditions techniques existant au moment de l'établissement de son offre au sein des équipements techniques de la personne publique impliqués dans les services de télécommunications proposés par le titulaire. Il en est ainsi :

- de la nature, des équipements impactés par les liaisons objets du marché, et de leurs configurations,
- de la nature et de l'importance des réseaux de télécommunications en service.

Le titulaire devra intégrer dans ses tarifs toutes les suggestions techniques nécessaires à l'exécution des prestations proposées.

Le titulaire ne pourra se prévaloir de conditions techniques insuffisantes à la satisfaction de ses services qu'il n'aura pas dûment signalées au moment de son offre.

ARTICLE 6 CONTROLE ET ADMISSION DES MISES EN SERVICE

Les articles 29 à 34 du CCAG T.I.C s'appliquent avec les dérogations qui suivent.

6.1 ESSAIS ET CONTROLE DES MOYENS D'ACHEMINEMENT

Les moyens d'acheminement de toutes natures mis en œuvre par le titulaire sont réputés intégralement contrôlés par lui et exempts de tous défauts fonctionnels.

La personne publique se réserve le droit de procéder à toutes vérifications jugées utiles à cet égard, pendant et après les mises en œuvre.

Le titulaire s'engage à remplacer sans délai, à la demande de la personne publique, tout moyen d'acheminement matériel (câble, dispositif de routage…) ou immatériel (logiciel, paramétrage…) reconnu non conforme.

6.2 VERIFICATION D'APTITUDE ET MISE EN SERVICE OPERATIONNEL DES ABONNEMENTS DE LIAISONS PERMANENTES

Par dérogation à l'article 29 du CCAG T.I.C, le titulaire procède à la mise en service opérationnel dès que possible à l'intérieur des délais prescrits à l'article 3 du présent CCAP et en avise a posteriori la personne publique par écrit (Mail demandant un accusé de réception adressé au chef de projet désigné par la ville Numérique lors de l'initialisation du marché).

Par dérogation à l'article 33.2.1 du CCAG T.I.C, la Ville se réserve la possibilité d'effectuer une vérification d'aptitude dans les 7 jours calendaires suivant l'avis du titulaire, sur l'ensemble des stipulations qualitatives et quantitatives du marché, la présence du titulaire n'étant pas requise pour cette opération.

Dans le cas où le résultat de cette vérification serait négatif, le titulaire sera, dans un délai de 6 jours ouvrés par dérogation à l'article 33.2.1 du CCAG T.I.C, convoqué à une vérification

d'aptitude contradictoire sur l'ensemble des stipulations qualitatives et quantitatives du marché, avec rédaction d'un procès-verbal par la personne publique, qui statue sur l'admission, sur l'ajournement ou le rejet, dans un délai de 6 jours ouvrés par dérogation à l'article 33.2.1 du CCAG T.I.C.

Dans ces deux derniers cas, le titulaire est tenu de notifier une nouvelle demande après corrections, dans un délai de 12 jours ouvrés par dérogation à l'article 33.2.1 du CCAG T.I.C,.

L'absence de réponse de la personne publique dans un délai de sept (7) jours calendaires vaut vérification d'aptitude négative, par dérogation à l'article 33.2.1 du CCAG T.I.C,.

6.3 VERIFICATION DE SERVICE REGULIER

Les équipements matériels et/ou logiciels mis en œuvre par le titulaire dans le cadre du routage des appels sortants sont soumis à une vérification de service régulier portant sur une durée d'un mois à compter du jour de la décision positive de vérification d'aptitude.

Au terme de cette période, le service est réputé régulier si la durée cumulée des indisponibilités comptabilisées par site desservi est inférieure à 0,02 % du temps, soit 20mn, par dérogation à l'article 32.4 du CCAG T.I.C.

L'indisponibilité est constatée :

- lorsque la liaison est interrompue
- lorsque la liaison n'est pas interrompue et que le taux de perte de paquet est supérieur aux spécifications stipulées au CCTP
- lorsque la liaison n'est pas interrompue et que les performances sont inférieures aux spécifications stipulées su CCTP

A l'issue de la période de vérification de service régulier, la personne publique prononcera sa décision d'ajournement, de rejet total ou partiel, d'admission avec réfaction ou d'admission, comme indiqué à l'article 34 du CCAG T.I.C.

En cas de rejet total :

- le service assuré par le titulaire jusqu'à la date du rejet est rémunéré dans les conditions du marché
- le titulaire est tenu de procéder à la remise en l'état initial des installations téléphoniques à ses frais et sous un délai de huit (8) jours ouvrés, par dérogation à l'article 34 du CCAG T.I.C.

En cas de non-réponse par la personne publique à l'issue d'un délai de sept (7) jours ouvrés, par dérogation à l'article 34 du CCAG T.I.C, l'admission est considérée comme prononcée.

6.4 BONS DE COMMANDE

Les commandes sont passées en référence aux prix unitaires indiqués au bordereau des prix et, le cas échéant, aux articles figurant au(x) catalogue(s) avec les prix ou une liste des prix annexée, après application du taux de remise indiqué au bordereau des prix sur lequel le titulaire s'est engagé au moment du dépôt de son offre. Pour les prestations ne figurant ni dans le BPU ni dans les catalogues, la personne publique pourra demander un devis au titulaire. La personne publique est libre d'accepter ou non ce devis ou de le renégocier. Le titulaire fera profiter la personne publique de ses offres promotionnelles.

Pour toute prestation autre que les communications téléphoniques, la Ville informera le titulaire de ses besoins directement par courrier ou courriel ou par le biais de la solution informatique proposée le cas échéant par le titulaire, sur la base des prix fixés dans le cadre

du marché. Ces commandes sont confirmées par un bon de commande écrit des services de la Ville.

Le titulaire dispose d'un délai de cinq (5) jours ouvrés maximum, à compter de la réception de la demande de devis, pour établir un devis. Le devis comportera également le délai de réalisation, le planning des opérations et les interventions nécessaires.

Si une commande basée sur les prix du BPU ou du catalogue est relative à l'acquisition de nouveaux abonnements ou de matériels, elle fera l'objet d'un devis au préalable.

Les bons de commandes seront établis au fur et à mesure des besoins, pendant toute la durée du marché Les commandes sont effectuées, au fur et à mesure des besoins, directement à distance par courrier, mail, par le biais de la solution informatique proposée le cas échéant par le titulaire et sont confirmées par un bon de commande écrit des services de la Ville.

Les bons de commande seront notifiés par la Ville au fur et à mesure des besoins.

Chaque bon de commande fixe le délai de livraison des fournitures/ le délai d'exécution des prestations auxquelles il se rapporte. La date et/ou l'heure prévue au CCTP ou à défaut la date de notification des bons de commande fixe le point de départ du délai de livraison des fournitures correspondantes/ du délai d'exécution des prestations correspondantes.

Les bons de commande indiquent :

- les références du marché (n° et dénomination), du bon de commande, de l'ordre de service, du devis et, le cas échéant, de chaque avenant
- la raison sociale, le nom et les coordonnées postales du ou des titulaire(s)
- la date de commande
- le lieu et la date ou le délai de livraison des fournitures livrées/ d'exécution des prestations
- les coordonnées postales du destinataire
- la désignation, le code, le détail, la quantité et le prix HT des équipements/articles/produits livrés, des prestations exécutées
- le prix d'engagement correspondant au prix du marché ou du devis
- la valeur totale HT et TTC de la commande
- l'adresse de facturation

Les bons de commande établis par la Ville sont notifiés soit par courrier avec accusé de réception, soit par courrier électronique avec accusé de réception.

En cas d'acceptation du devis par la Ville, la demande est ensuite confirmée par un bon de commande écrit.

Au moment de l'établissement du devis, le titulaire s'engage à rechercher systématiquement les meilleurs tarifs proposés.

Toute commande doit faire l'objet d'un bon de commande. Toute commande ne respectant pas cette condition impérative ne sera pas payée.

Les bons de commande portent la signature de la personne habilitée à engager des dépenses au nom et pour le compte de la ville. Il est précisé que conformément aux habilitations en vigueur au 1er janvier 2022, la personne habilitée à rédiger et signer les bons de commande est le Maire ou le Maire-Adjoint délégué pour la Ville d'Issy-les-Moulineaux.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le titulaire. Toute commande faite dans d'autres conditions n'engage pas l'Administration.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

ARTICLE 7 CONTINUITE DU SERVICE

7.1 DISPOSITIONS GENERALES

Le titulaire s'engage :

- à disposer de tous les moyens humains et matériels, quantitatifs et qualitatifs pour assurer la parfaite exécution de ses prestations. En particulier, il est réputé disposer des pièces détachées et équipements de diagnostics nécessaires à une remise en fonction des équipements nécessaires à l'acheminement des communications dans les délais mentionnés au CCTP pour chaque lot dans tous les cas sauf cas de force majeure. Sont considérés comme cas de force majeure :
    - les destructions ou arrachements volontaires ou accidentels,
    - les impacts directs de foudre.

Les phénomènes orageux indirects tels que les surtensions en ligne électrique ou téléphonique ne sont pas considérés comme des cas de force majeure. Dans les cas de force majeure, le titulaire est dégagé de ses obligations contractuelles de maintenance pour les parties concernées et devra procéder aux remises en état sur devis accepté, ce dernier devant être établi sur la base des bordereaux de prix unitaires ou des catalogue(s) avec les prix ou une liste des prix annexée de l'offre du titulaire du marché.

- à préserver l'intégrité des lots adjacents en cas d'équipements ou de réseaux de transmission communs à plusieurs lots.
- à respecter le règlement intérieur des bâtiments de la personne publique, ainsi que l'ensemble des lois, règlements, décrets, circulaires... auxquels il serait assujetti de par ses activités ou l'objet des présentes dispositions.

La personne publique s'engage à laisser au titulaire le libre accès aux locaux et équipements autant que nécessaire à la bonne exécution des prestations, dans le respect des stipulations de l'article 5.2 du présent CCAP.

7.2 CONDITIONS D'INTERVENTIONS

Notification de la demande d'intervention

Dans tous les cas, le point de départ des délais mentionnés au CCTP pour chaque lot est l'heure de réception par le titulaire de l'information du dérangement par messagerie électronique (la boite mail du titulaire doit accuser réception automatiquement de la déclaration d'incident), de la déclaration de l'incident dans l'extranet mis à disposition par le titulaire, ou de la constatation du défaut par le titulaire dans le cadre de ses missions de supervision.

Délai de rétablissement du service

Les délais minima de rétablissement sont détaillés dans le C.C.T.P (dérogation à l'article 14.2.6 du CCAG T.I.C).

Indisponibilité annuelle maximum du service par site

Le taux d'indisponibilité maximal est détaillé dans le C.C.T.P dérogation à l'article 14.2.6 du CCAG T.I.C).

ARTICLE 8 GARANTIE ET RETENUE DE GARANTIE

8.1 GARANTIE

Conformément au C.C.T.P., le titulaire assure une garantie des pièces, main d'œuvre et déplacements pour l'ensemble de sa prestation et pour toute la durée du marché. Cette garantie est intégrée aux prix communiqués par le titulaire.

8.2 RETENUE DE GARANTIE

Il n'y a pas de retenue de garantie dans le cadre du présent marché.

ARTICLE 9 MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

9.1 REPARTITION DES PAIEMENTS

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire et à ses sous-traitants éventuels.

9.2 TAXES

Les prix du marché sont établis hors T.V.A. Le taux de TVA applicable sera celui en vigueur à la date du fait générateur de TVA.

9.3 MODALITES D'ETABLISSEMENT DES PRIX DU MARCHE

Les prix du marché sont établis en euros.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois zéro, fixé au mois de remise des offres, soit le mois de mars 2022.

Les prix unitaires sont indiqués aux bordereaux de prix unitaires ou aux catalogue(s) avec les prix ou une liste des prix annexée ou sur simples devis fournis par le titulaire et acceptés par la Ville.

Le(s) taux de remise consenti(s) sur les prix du catalogue et dans les bordeaux des prix, est (sont) ferme(s) et définitif(s) pour toute la durée du marché.

Au fur et à mesure de l'exécution du marché, les prestataires fourniront à la Ville leurs derniers catalogues sans délai (= un mois avant la date de son entrée en vigueur). En cas de refus par la Ville, elle en informera le prestataire par écrit dans un délai de trente (30) jours calendaires à compter de la réception par ses soins de ce(s) nouveau(x) catalogue(s).

La Ville pourra ajouter des prix au bordereau des prix par ordre de service. En cas de commande de prestations sur la base d'un catalogue, la Ville demandera au prestataire concerné de lister ces prestations sur un devis récapitulatif, conformément aux prix du catalogue. Ce devis sera vérifié par la Ville et vaudra justificatif des prix.

La Ville se réserve également le droit de faire appel, d'une manière ponctuelle, au titulaire pour des prestations non décrites dans les documents financiers. Dans ce cas, il sera établi un bon de commande sur la base uniquement d'un devis.

9.4 CONTENU DES PRIX

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents à l'assurance ainsi que toutes les autres

dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires. Les prix incluent toutes les sujétions du présent CCAP et du CCTP. Les prix incluent les sujétions particulières imposées par la personne publique. Les prix comprennent tous les frais généraux, les sujétions de toutes natures (inhérentes aux prestations ou spéciales au titulaire), les réunions, les livrables, les différentes obligations du titulaire.

Les prix tiennent compte de toutes sujétions nécessaires à l'exécution des prestations, notamment :

- les frais de raccordement des abonnés ou des autocommutateurs d'abonnés jusqu'au central téléphonique de rattachement physique de l'abonné, si nécessaire
- les frais de déplacement, de main d'œuvre, d'hébergement ou de restauration des personnels du titulaire, les pièces détachées en rapport avec l'objet du marché
- les sujétions de montage et de raccordement des équipements de l'opérateur
- les frais de maintenance technique et préventive, le cas échéant
- les surcoûts liés aux interventions en dehors des horaires normaux
- la garantie des matériels mis en place par le titulaire

9.5 VARIATION DES PRIX ET AJUSTEMENT DES PRIX

Le titulaire est tenu de faire bénéficier la Ville des mêmes réductions qu'il consent à ses autres abonnés.

Les prix des bordereaux des prix et les prix figurant au(x) catalogue(s)/ liste(s) de prix annexée(s) sont ajustables sur la base du catalogue des prix publics. Les prix sont ajustables par référence au tarif public que le titulaire applique à l'ensemble de ses abonnés, sous réserve que le changement tarifaire ne s'accompagne pas d'une diminution de qualité du service offert par rapport aux conditions initiales du marché.

Le tarif public applicable lors de la notification du marché est celui joint dans l'offre financière initiale et/ou dans le ou les catalogue(s) du titulaire/ la(des) liste(s) des prix annexé(s).

Pour qu'un nouveau tarif puisse s'appliquer, le titulaire doit, un mois avant la date de son entrée en vigueur, l'adresser par lettre recommandée avec accusé de réception ou le déposer contre récépissé à la Ville d'Issy-les-Moulineaux Centre Administratif Municipal Services Financiers 47, rue du Général Leclerc 92131 Issy-les-Moulineaux, ou par mail avec accusé de réception à l'adresse factures-finances@ville-issy.fr.

La Ville dispose d'un délai de 30 jours à compter de la réception des nouveaux prix pour faire connaître ses observations sur ceux-ci. Passé ce délai, les nouveaux prix deviennent applicables aux bons de commande passés ultérieurement et en tout état de cause, au plus tôt à leur date d'entrée en vigueur.

Dans l'hypothèse où la Ville n'accepterait pas les nouveaux prix, elle se réserve le droit, par simple lettre recommandée avec accusé de réception, de demander une modification et/ou de résilier le marché sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.

Les commandes passées avant la date d'entrée en vigueur du nouveau tarif sont réglées aux prix antérieurs.

En tout état de cause, le marché pourra être résilié de plein droit, sans indemnité, si l'augmentation (remise éventuelle déduite proposée) par le titulaire fait apparaître une hausse supérieure ou égale à 3 % des dépenses soumises à ce/ces tarif(s) sur une période de 12 mois.

En tout état de cause, en l'attente de la décision de la personne publique, le titulaire reste engagé pour l'ensemble des obligations qui lui incombent et qui résultent de ce marché jusqu'à la fin de celui-ci.

9.6 PRIX DE REGLEMENT

Le prix de règlement est constitué par application aux quantités réellement livrées/prestations exécutées, des prix unitaires figurant au BPU, des prix du(des) catalogue(s) avec les prix ou une liste des prix annexée, diminués du taux de remise consenti par le titulaire dans son offre et indiqué au bordereau des prix, des prix sur devis particuliers.

Les prix de règlement sont constitués :

- pour les prestations/ fournitures figurant au bordereau des prix unitaires, par les prix unitaires hors taxes qui y sont mentionnés et diminués du taux de remise consenti par le titulaire dans son offre et indiqué au bordereau des prix, ce(s) taux de remise étant réputé(s) ferme(s) sur toute la durée du marché.

- pour les prestations/ fournitures figurant au(x) catalogue(s) avec les prix ou une liste des prix annexée, par les prix hors taxes qui y sont mentionnés et diminués du taux de remise consenti par le titulaire dans son offre et indiqué au bordereau des prix, ce(s) taux de remise étant réputé(s) ferme(s) sur toute la durée du marché.

- par les prix figurant au devis particulier.

ARTICLE 10 AVANCE

Il est fait application de l'option B (art B.11.1 du CCAG) du CCAG TIC.

Une avance peut être accordée au titulaire du marché, conformément aux stipulations des articles L.2191-2 à L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du Code de la commande publique. Le versement de cette avance sera subordonné à la constitution d'une garantie à première demande. **Il est précisé que les cautions personnelles et solidaires ne sont pas acceptées**.

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance est accordée conformément aux articles R2191-3 et R2191-15 à R2191-19 du Code de la commande publique, pour les bons de commande supérieur à 50 000 € HT et dont la durée d'exécution est supérieure à deux mois.

Pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000,00 € H.T. et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, l'avance est égale à 5 % du montant du bon de commande en application de l'article R2191-7 du Code de la commande publique.

L'avance ne pourra être versée qu'après constitution de la garantie à première demande prévue à l'article R2191-7 du Code de la commande publique. **Il est précisé que les cautions personnelles et solidaires ne sont pas acceptées**.

Le délai global de paiement ne peut courir avant la réception de la garantie.

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable, ni actualisable.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R2191-11 et R2191-12 du Code de la commande publique.

ARTICLE 11 PAIEMENT ET ETABLISSEMENT DE LA FACTURE

11.1 CONSTATIONS DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

La Ville procède au paiement des prestations après avoir réalisé, par tous moyens, un contrôle quantitatif et qualitatif du service fait.

Les prestations des services de télécommunications seront réglées à terme échu excepté pour les abonnements et services associés qui pourront être réglés à terme à échoir, qui ne pourra dépasser la date limite de validité du marché au prorata de la date de départ de l'abonnement (= si le marché se termine en cours de mois, alors qu'habituellement les factures sont mensuelles du 1er au dernier jour du mois, la dernière facture d'abonnement sera au prorata du nombre de jours du mois).

11.2 MODALITES DE FACTURATION

Pour toute question liée à la facturation, le titulaire est invité à envoyer sa demande sur l'adresse mail : factures-finances@ville-issy.fr.

Les fournitures livrées, les prestations réalisées sont payées par virement avec mandatement administratif, sur présentation de la facture.

La périodicité de la facturation est mensuelle ou bimestrielle par périodes entières (du 1er au 31 des mois concernés) avec un prorata temporis dans le cas de mises en service ou de suspension. Une facture par site ou par abonnement doit être adressée.

En application des dispositions des textes réglementaires, le titulaire du marché ainsi que son ou ses cotraitants et son ou ses sous-traitants admis au paiement direct ont l'obligation de transmettre leurs factures sous forme dématérialisée sur l'adresse : **https://chorus-pro.gouv.fr. A défaut, leurs factures seront réputées non reçues.**

Le titulaire doit déposer ses factures sur l'adresse : https://chorus-pro.gouv.fr.

L'envoi des factures électroniques nécessite le numéro SIRET identifiant la structure débitrice, figurant à l'article 1.4 du présent CCP.

Chaque facture (détaillée par site ou par abonnement) devra faire apparaître distinctement, les mentions légales et plus particulièrement:

- Le nom et l'adresse du créancier,
- Le numéro de son compte (bancaire ou postal) tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement,
- Le numéro de SIRET,
- Les références du marché (n° et dénomination), du bon de commande, de l'ordre de service, du devis et, le cas échéant, de chaque avenant,
- La date de facturation,
- Le détail des équipements livrés/ prestations exécutées,
- Le lieu et la date ou le délai de livraison des fournitures ou d'exécution des prestations,
- La désignation et la quantité, le prix HT des articles livrés, des prestations exécutées,

- Le montant hors T.V.A. des fournitures livrées (indiquer le prix public, le taux de remise ainsi que le prix après remise), des prestations exécutées,
- Le prix d'engagement correspondant au prix du marché ou du devis,
- Le montant hors TVA des équipements/articles/produits livrés, des prestations exécutées,
- Le taux et le montant de la TVA,
- Le montant total TTC,
- L'indemnité forfaitaire.

Le Titulaire s'engage à respecter les exigences du présent CCP en matière de facturation.

A défaut, les factures ne seront pas prises en compte par la Ville et seront renvoyées au Titulaire sans qu'il puisse réclamer d'indemnité. Le délai réglementaire de mandatement ne sera ouvert qu'à la réception de factures conformes.

Après avoir réalisé un contrôle quantitatif et qualitatif du service fait par tous moyens, la Ville procède au paiement de la prestation.

Les coordonnées bancaires figurent sur l'IBAN du compte à créditer joint avec l'acte d'engagement. En cas de changement de coordonnées bancaires, le titulaire doit envoyer par courrier son nouvel IBAN à la Direction de la Commande Publique. Aucun changement d'IBAN ne se fera si cette procédure n'est pas respectée.

<u>En cas de sous-traitance :</u>

Le sous-traitant admis au paiement direct dépose sa demande de paiement dans CHORUS pro à l'aide des cadres de facturation dédiés (« dépôt d'une facture par un sous-traitant / cotraitant »). Il précise l'identifiant du titulaire du marché dans son formulaire de dépôt.

Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Si le titulaire rejette la facture du sous-traitant, cette dernière sera quand même transmise à l'établissement public territorial via CHORUS Pro mais avec une mention de rejet par le titulaire.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

<u>En cas de cotraitance</u>

Le cotraitant dépose sa demande de paiement dans CHORUS pro à l'aide des cadres de facturation dédiés (« dépôt d'une facture par un sous-traitant / cotraitant »). Il précise l'identifiant du mandataire du marché dans son formulaire de dépôt. La facture ne sera transmise à l'établissement public territorial que si le mandataire la valide. En cas de rejet, le cotraitant devra émettre une nouvelle facture qui agrée au mandataire.

11.3 MODALITES DE REGLEMENT

Les dépenses afférentes à ce marché seront prélevées sur les crédits inscrits à cet effet au budget de la Ville. Le marché ne pourra pas être financé par des subventions.

Le règlement, après constatation du service fait, est effectué par virement avec mandatement administratif dans le délai global de paiement en vigueur à compter de la présentation de la demande de paiement. Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et du sous-traitant de premier rang, au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Par ailleurs, le défaut de paiement dans ce délai entraîne également de plein droit, au bénéfice du titulaire, le paiement d'une indemnité forfaitaire de 40€ pour frais de recouvrement.

ARTICLE 12 CONDITIONS DE TRAVAIL DU PERSONNEL

12.1. Encadrement du personnel

Le titulaire s'engage à appliquer les normes d'encadrement et à assurer la qualification du personnel conformément à la législation en vigueur.

Pour l'ensemble des prestations, le titulaire sera garant de son personnel. Il doit mettre à disposition le personnel nécessaire à l'exécution des missions et prendre en charge la déclaration et la rémunération dudit personnel.

Le titulaire affecte un responsable à l'encadrement et à la discipline du personnel, habilité à prendre des décisions engageant l'entreprise et assurant la conduite des prestations pendant toute la durée du marché.

Un représentant du titulaire assure l'encadrement du personnel affecté à l'exécution des prestations. Il veille à la correction de la tenue et du comportement du personnel ainsi qu'à la conformité des modalités d'exécution des prestations. Le titulaire devra doter le personnel d'exécution d'un vêtement de travail et des équipements de protection individuels nécessaires. En outre, tous les agents en activité, y compris le personnel d'encadrement, devront porter en permanence un insigne spécifique de leur opérateur économique. Aucun agent ne sera admis s'il n'est pas revêtu de son vêtement de travail, s'il est démuni de son insigne ou s'il présente une tenue négligée.

12.2. Le personnel

Le personnel du titulaire doit faire preuve de la plus grande correction et de la prudence exigée sur les sites visités. Le titulaire s'engage à mettre à la disposition de la Ville du personnel ayant reçu une formation adaptée et ayant une expérience suffisante des prestations concernées.

Le personnel reste sous la responsabilité du titulaire. La ville ne peut être responsable des dommages ou préjudices causés par ce personnel.

Dans tous les cas, le personnel devra faire preuve de la plus grande correction et, si nécessaire, discrétion.

12.3. Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu des dispositions législatives ou réglementaires, des traités ou accords internationaux.

Le titulaire remet à la personne publique une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés.

12.4. Visite médicale

Le titulaire devra obligatoirement soumettre à une visite médicale d'embauche tout nouvel agent, avant sa prise de fonction ou au plus tard avant la fin de la période d'essai. Il soumettra son personnel aux examens médicaux prévus par la législation en vigueur.

Les dates de ces examens, l'identité des agents et les conclusions du médecin du travail sur leur aptitude physique seront consignées par le titulaire sur un registre spécial dont la Ville pourra avoir connaissance sur simple demande.

12.5. Mesures de protection

Le titulaire doit prendre toutes les mesures nécessaires d'ordre, de sécurité et d'hygiène propres à éviter des accidents tant à l'égard du personnel que des tiers. Il est tenu de respecter les règlements applicables en matière de protection de la main d'œuvre et de conditions de travail. Le titulaire doit se conformer à la législation sociale en vigueur, notamment pour les travailleurs étrangers ou handicapés.

En cas d'arrêt de travail pour maladie, après en avoir informé la Ville, le titulaire s'engage à remplacer la personne absente et à assurer normalement l'exécution des prestations courantes ou supplémentaires qui seront éventuellement demandées par la personne publique.

ARTICLE 13 PENALITES

Par dérogation aux dispositions de l'article 14 du CCAG T.I.C, en cas de non-respect de ses engagements par le titulaire, la Ville peut appliquer les pénalités suivantes sans mise en demeure préalable. Les pénalités sont nettes de TVA.

Les pénalités indiquées ci-dessous sont, le cas échéant, cumulables entre elles. Elles ne sont pas libératoires et sont indépendantes des éventuelles réfactions de prix consécutives aux opérations d'admission.

Il est rappelé que les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation, par la Ville des mauvaises exécutions des livraisons/prestations par le titulaire.

Les pénalités sont dues quel que soit leur montant par dérogation à l'article 14 du CCAG T.I.C.

Le montant total des pénalités ne peut pas dépasser 10% du montant annuel maximum des bons de commandes notifiés, par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG T.I.C.

Indépendamment de l'application des pénalités, le titulaire disposera, par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG T.I.C, de 5 jours ouvrés maximum, à compter de la date de notification par la Ville du manquement à ses obligations contractuelles, pour formuler ses

éventuelles observations, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans le cas où le marché est résilié dans les conditions définies à l'article 15 du présent CCP, les pénalités pour retard sont appliquées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.

13.1 PENALITES POUR RETARD

13.1.1 Pénalités pour retard de mise en service

Le non-respect de la date de mise en service stipulée dans le C.C.T.P entraîne des pénalités de retard établies à 2/30ème de la redevance mensuelle par jour calendaire de retard, par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG T.I.C.

13.1.2 Pénalités pour interruption de service

Le titulaire s'engage à assurer le service apporté à la ville d'Issy-les-Moulineaux pendant les périodes définies dans la commande conformément aux prescriptions du C.C.T.P. En cas de dépassement de la durée de rétablissement, les pénalités suivantes s'appliquent, par dérogation à l'article 14.2.6 du CCAG T.I.C :

- l'équivalent de 5 % de l'abonnement mensuel par heure de dépassement de la GTR.
- au-delà de trois interruptions de service annuelles, d'une durée supérieure à 4 heures d'indisponibilité à la fin du délai de GTR, la Ville peut résilier immédiatement, par dérogation à l'article 50.2 du CCAG T.I.C, le marché en cours.

13.1.3 Pénalités pour non-remise de demande d'agrément et d'acceptation d'un sous-traitant

L'acte d'engagement sera accompagné par les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement pour les sous-traitants désignés au marché. Cette demande d'acceptation pourra également intervenir en cours du marché, par un acte spécial transmis au pouvoir adjudicateur avant toute intervention du sous-traitant.

En cas de manquement à cette obligation, le titulaire encourt une pénalité de 300 € par jour calendaire de retard, par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG T.I.C.

Le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et, par différence avec son offre, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement.

Le prestataire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels au pouvoir adjudicateur lorsque celui-ci en fait la demande. Si, sans motif valable, il n'a pas rempli cette obligation quinze jours après avoir été mis en demeure de le faire, il encourt une pénalité journalière de 150 €, par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG T.I.C.

En outre, le défaut de communication du contrat de sous-traitance un mois après cette mise en demeure expose le titulaire à la résiliation du marché dans les conditions visées à l'article 15 du présent CCP.

13.2 AUTRES PENALITES

13.2.1 Pénalités pour manquement

Pour tout manquement à ses obligations (Interventions non respectueuses des normes applicables aux prestations, non conformités ou manquements répétés dans les livraisons, dans les mises en services, dans les interventions de déploiement ou de mises à jour, livraison répétée de fournitures défectueuses, d'articles manquants, abîmés, dégradés, erreurs répétées sur leur nature ou leur quantité, indisponibilité de l'extranet, indisponibilité du titulaire devant être joignable 24/24, non avertissement de la Ville dans un délai de 8 h ouvrées en cas de difficulté liée à la portabilité des numéros, non intervention dans les 8 heures ouvrées prévue à l'article 5.4.3 du présent CCAP), par le fait du titulaire, celui-ci est susceptible d'encourir, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 150,00 euros, par manquement constaté par courrier recommandé avec accusé de réception par le service de la Ville numérique.

S'agissant des pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité, l'article 14.3 du CCAG T.I.C s'applique.

13.2.2 Pénalités pour non-conformité de la facturation

Lorsque la facturation n'est pas établie conformément au présent C.C.A.P, la pénalité est fixée à 50,00 euros par facture non conforme.

13.3 MODALITES DE FACTURATION DES PENALITES

Les pénalités font l'objet d'un titre de recette.

ARTICLE 14 REGLEMENT DES LITIGES ET ATTRIBUTION DE COMPETENCE

L'article 55 du CCAG T.I.C s'applique avec les précisions ci-dessous.

Le présent marché est soumis à la loi française.

En cas de difficultés pour l'application des présentes, les Parties peuvent éventuellement décider de se soumettre préalablement à une procédure amiable.

A ce titre, toute Partie qui souhaiterait mettre en jeu ladite procédure amiable, et ce, préalablement à la saisine du Tribunal compétent, devra notifier par lettre recommandée avec accusé de réception, en laissant un délai de quinze jours à l'autre Partie, une telle volonté.

Les Parties désigneront un expert amiable d'un commun accord dans ledit délai de quinze jours. A défaut, compétence expresse est attribuée à Monsieur le président du Tribunal Administratif pour effectuer une telle désignation.

L'expert amiable devra tenter de concilier les Parties dans un délai de deux mois à compter de sa saisine.

Il proposera un rapport en vue de concilier les vues de chacune des Parties.

En cas de conciliation, les Parties s'engagent à signer un accord transactionnel.

L'accord transactionnel précisera de manière expresse si le marché continuera à s'appliquer.

En l'absence de conciliation ou de procédure amiable, l'affaire sera portée devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise.

ARTICLE 15 RESILIATION

Le chapitre 8 du CCAG T.I.C est pleinement applicable au présent marché, à l'exception de l'article 50.2.

Conformément à l'article 47 du CCAG T.I.C, la personne publique peut résilier à tout moment le marché, qu'il y ait faute ou non du titulaire.

La résiliation est prononcée par décision unilatérale de l'administration, sous réserve du respect d'un préavis de trois mois par envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de carence grave du titulaire (Interventions non respectueuses des normes applicables aux prestations répétées, indisponibilité répétées des services de télécommunication, mauvaise qualité persistante du signal pour la téléphonie mobile, retards répétés dans les livraisons/mises en place/interventions, non conformités/manquements répétés dans les livraisons/mises en place/interventions, livraison répétée de fournitures défectueuses, d'articles manquants, abîmés, dégradés, erreurs répétées sur leur nature ou leur quantité, indisponibilité de l'extranet répétée, indisponibilité répétée du titulaire devant être joignable 24/24) et des cas énumérés à l'article 50.1 du CCAG T.I.C, la Ville peut résilier le marché par lettre recommandée avec accusé de réception, et ce sans préavis (sans mise en demeure), par dérogation à l'article 50.2 du CCAG T.I.C.

En cas de résiliation aux torts du titulaire, suivant les cas énumérés à l'alinéa ci-dessus, la Ville se réserve la possibilité de prendre, aux frais et risques du titulaire, des mesures nécessaires pour assurer l'exécution des prestations jusqu'au commencement d'exécution d'un nouveau marché, conformément à l'article 54 du CCAG T.I.C.

ARTICLE 16 ASSURANCES

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG T.I.C, dans un délai de huit jours à compter de la réception de la demande écrite de la personne publique et avant tout commencement d'exécution, le titulaire, ainsi que ses cotraitants et sous-traitants désignés dans le marché doivent justifier qu'ils sont titulaires d'une assurance responsabilité civile professionnelle couvrant tous les incidents corporels et matériels, causés par le fait de son intervention, garantissant les tiers et la personne publique en cas d'accidents ou de dommages causés par et pendant l'exécution des prestations objets de le marché. La garantie devra être suffisante pour les dommages matériels.

Si le titulaire commet une faute lourde entraînant des dégâts dans les locaux de la Ville ou si ces dégâts lui sont directement imputables, celui-ci devra rembourser à la Ville le montant des dommages causés.

ARTICLE 17 DISPOSITIONS RELATIVES AU CODE DU TRAVAIL

17.1 VERIFICATIONS PERIODIQUES DE LA REGULARITE DE LA SITUATION DU TITULAIRE

Dans le cadre de la mise en œuvre du dispositif de vigilance de l'article D 8222-5 du code du travail, le titulaire s'engage à remettre au pouvoir adjudicateur, tous les six mois à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de son exécution :

- Une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales datant de moins de 6 mois *(article D 8222-5-1°-a du code du travail)*.

- Une attestation sur l'honneur du titulaire du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires *(article D 8222-5-1°-b du code du travail).*

- La liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail et travaillant directement ou indirectement pour ce marché datant de moins de 6 mois *(articles L. 5221-2, 3 et 11 du code du travail).*

- Une copie de la certification ISO 45001 ou équivalent et attestation selon laquelle le titulaire n'entre pas dans un des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-14 du Code de la commande publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés. Le titulaire peut également fournir une attestation selon laquelle il a entamé la démarche en vue d'obtenir la certification ISO 45001 ou équivalent et/ou que celle-ci est en cours d'attribution, ou à défaut une attestation selon laquelle il respecte les obligations concernées.

- L'attestation d'assurance Responsabilité Civile et Professionnelle.

Le titulaire établi à l'étranger fournit les pièces équivalentes demandées à l'article D 8222-7 du code du travail ; ces pièces doivent être rédigées en langue française ou être accompagnées d'une traduction en langue française certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par la Ville, à l'adresse suivante : https://www.e-attestations.com.

17.2 SANCTIONS EN CAS D'IRREGULARITES CONSTATEES

Conformément à l'article L.8222-6 du code du travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du même code, le pouvoir adjudicateur peut :

- Soit appliquer les pénalités prévues à l'article L.8222-6 du Code du travail, dont le montant est fixé à 10% du montant annuel maximum des bons de commandes notifiés, par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG T.I.C sans pouvoir excéder le montant des amendes encourues par le titulaire en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du code du travail.

- Soit résilier le présent le marché, par courrier recommandé avec avis de réception, aux torts exclusifs du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité. La résiliation peut, le cas échéant, être prononcée aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 18 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Les opérateurs fournissant le service téléphonique au public (notamment le service universel et les services obligatoires) doivent respecter un cahier des charges, en vertu de l'article L. 34-1 du Code des postes et télécommunications.

Dans le cadre du présent marché, le titulaire est expressément soumis à une obligation de résultat et s'engage à exécuter les prestations à sa charge conformément aux meilleurs critères de qualité en vigueur dans la profession, selon les règles de l'art et conformément aux dispositions du présent marché.

Le titulaire est tenu au respect de la confidentialité sur l'ensemble des opérations qu'il réalise dans le cadre du présent marché.

Les éventuels rapports d'analyse et de gestion sont la propriété de la Ville d'Issy-les-Moulineaux (en complément à l'article 46.3 du CCAG T.I.C). et sont strictement confidentiels. Ils ne peuvent être communiqués à des tiers que sur autorisation de la personne publique concernée.

Le titulaire remet à la personne publique une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

Le titulaire est soumis à une obligation d'information et de conseil. Ainsi, le titulaire doit fournir l'ensemble des conseils et recommandations nécessaires en termes techniques, fonctionnels et de qualité de service selon une démarche proactive.

ARTICLE 19 OBLIGATIONS EN MATIERE DE PROTECTION DE LA SECURITE ET DE LA CONFIDENTIALITE DES DONNEES PERSONNELLES

Le titulaire s'engage à se conformer au règlement général sur la protection des données (RGPD).

La Ville met à la disposition du titulaire, sur demande de ce dernier, les renseignements et informations en sa possession et dont elle a la libre jouissance, nécessaires à l'exécution des prestations, étant entendu que la Ville en reste propriétaire et que cette mise à disposition ne peut en aucun cas et d'aucune manière être considérée comme conférant au titulaire un quelconque droit d'usage ou une quelconque licence sur les droits de propriété intellectuelle ou industrielle afférents auxdits renseignements et informations.

Ainsi, le titulaire s'engage, pendant la durée du marché, sous sa responsabilité, à assurer toutes les sauvegardes des données et/ou fichiers ainsi que toutes les conditions de sécurité nécessaires.

Le titulaire s'engage à détruire toutes données de la Ville contenues dans les supports anciens des sauvegardes ne nécessitant plus d'être conservées, les données contenues sur un disque dur en panne (hors service), conformément aux directives CNIL.

La reproduction ou l'utilisation par le titulaire, à d'autres fins que l'exécution du présent marché, des éléments (données, fichiers, etc.) transmis par la Ville et, le cas échéant, un tiers ainsi que des résultats des traitements est interdite, sauf autorisation écrite de la Ville ou du tiers concerné.

Chacune des Parties au présent marché s'engage à ne pas porter atteinte à leurs droits de propriété respectifs de quelque façon que ce soit et à faire prendre le même engagement par son personnel et ses sous-traitants éventuels affectés à l'exécution du présent marché.

Les fichiers et données, propriétés de la Ville, sont confidentiels.

OPEN DATA

Conformément à la loi pour une République numérique, n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 et au Livre III du Code des relations entre le public et l'administration, en vigueur au 09 octobre 2016, la Ville est fortement engagée dans une démarche Open Data de publication de ces données sur le site Internet aujourd'hui accessible à l'adresse : https://www.data.gouv.fr/fr/organizations/ville-d-issy-les-moulineaux/

Celui-ci permet d'accéder à tous les types de données publiés sous une licence de réutilisation publique, qui précise les droits et les obligations rattachées aux données. Cette démarche oblige la collectivité à prévoir, dès la contractualisation du marché, les modalités de publication des données produites, le cas échéant, dans le cadre de son exécution. Sont expressément exclues de cette démarche les données personnelles ainsi que celles sur lesquelles des tiers détiennent des droits de propriété intellectuelle. La Ville se réserve la possibilité de publier sous une licence de réutilisation publique, qui précise les droits et les obligations rattachés aux données, les données issues de l'utilisation de l'outil approvisionné par le présent marché.

Le titulaire du marché fournit au maître d'ouvrage, dans des standards ouverts (c'est-à-dire, selon l'article 4 de la LCEN du 21 juin 2004 « tout protocole de communication, d'interconnexion ou d'échange et tout format de données interopérable et dont les spécifications techniques sont publiques et sans restriction d'accès ni de mise en œuvre ») tels que les formats de type .CSV, .ODS, .XML, .KML, .SHP, les données et bases de données collectées ou produites à l'occasion de l'exécution du présent marché. Il autorise par ailleurs la Ville, ou un tiers désigné par celui-ci, à extraire et exploiter librement tout ou partie de ces données et base de données notamment en vue de la mise à disposition à titre gratuit des informations publiques à des fins de réutilisation à titre gratuit ou onéreux.

RGPD

Le titulaire est responsable du respect des obligations découlant de la Loi Informatique et Libertés et du Règlement général sur la protection des données (RGPD), notamment en ce qui concerne les offres des entreprises travaux qu'il aura à analyser (équipe dédiée de l'entreprise travaux). A ce titre, il s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires, notamment celles de tenir un registre et de désigner un Délégué à la Protection des Données (DPD).

Le titulaire informera la Ville des mesures prises dans ce cadre. Il devra également, sur demande de la Ville communiquer toutes les mesures prises pour la mise en place de la réglementation et prendre toute mesure pour assurer le respect de celle-ci.

Au terme de la prestation, le titulaire s'engage à détruire l'ensemble des données personnelles qu'il a eu à traiter.

Au terme de la prestation, si le titulaire n'a pas détruit l'ensemble des données personnelles qu'il a eu à traiter, il encourt une pénalité de 300 euros par jour calendaire de retard jusqu'à ce qu'il fournisse à la Ville une attestation selon laquelle il les a détruites.

ARTICLE 20 CESSATION D'ACTIVITE - CESSION DU MARCHE

20.1 REDRESSEMENT JUDICIAIRE – LIQUIDATION JUDICIAIRE

En cas de redressement judiciaire, le titulaire doit prévenir la Ville dans les 15 jours calendaires maximum qui suivent le jugement du tribunal de Commerce. Le marché est résilié si, après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L. 622-13 du Code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

En cas de liquidation judiciaire du titulaire, le titulaire doit prévenir la personne publique dès jugement du tribunal prononçant l'ouverture de la liquidation judiciaire. Le marché est résilié, si après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'article L. 641-10 du Code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'événement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

20.2 CESSION DU MARCHE

Toute cession du marché à une autre personne morale ou physique est interdite sauf autorisation expresse de la personne publique.

Dans ce cas, le titulaire doit en avertir la personne publique trois mois à l'avance par lettre recommandée avec accusé de réception, le nouveau titulaire s'étant auparavant engagé à respecter les conditions initiales du marché.

ARTICLE 21 NOTIFICATION DES MODIFICATIONS DE LA SITUATION JURIDIQUE

Le titulaire est tenu de notifier immédiatement à la personne publique les modifications survenant au cours de l'exécution du marché le concernant ou concernant l'un des sous-traitants/cotraitants et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité
- à la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination
- à son siège social
- à la répartition du capital social de l'entreprise
- aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent
- aux groupements auxquels il participe lorsque ces groupements sont intéressés par l'exécution du marché
- de façon générale, à toute modification importante du fonctionnement de l'entreprise.

ARTICLE 22 MARCHES NEGOCIES DE PRESTATIONS SIMILAIRES

La ville d'Issy-les-Moulineaux pourra recourir au marché public négocié sans publicité ni mise en concurrence préalables, pour la réalisation des prestations similaires, en application de l'article R2122-7 du Code de la commande publique.

ARTICLE 23 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

- Dérogation à l'article 3.4.3 du C.C.A.G T.I.C par l'article 5.1 du présent C.C.A.P.
- Dérogation à l'article 3.8.2 du C.C.A.G T.I.C par l'article 1.8 du présent C.C.A.P.
- Dérogation à l'article 9.2 du C.C.A.G T.I.C par l'article 16 du présent C.C.A.P.
- Dérogation aux articles 4.1 et 4.2.1 du C.C.A.G T.I.C par l'article 2 du présent C.C.A.P.
- Dérogation à l'article 14 du C.C.A.G T.I.C par l'article 13 du présent C.C.A.P.
- Dérogation à l'article 14.1.2 du C.C.A.G T.I.C par les articles 13 et 17.2 du présent C.C.A.P.
- Dérogation à l'article 14.2.6 du CCAG T.I.C par les articles 7.2 et 13.1.2 du présent C.C.A.P.
- Dérogation à l'article 26.2 du C.C.A.G T.I.C par l'article 1.5 du présent C.C.A.P.
- Dérogation aux articles 29 à 34 du C.C.A.G T.I.C par l'article 6 du présent C.C.A.P.
- Dérogation à l'article 36.1 du C.C.A.G T.I.C par l'article 4 du présent C.C.A.P.
- Dérogation à l'article 41 du C.C.A.G T.I.C (non application) par l'article 3 du présent C.C.A.P.
- Dérogation à l'article 50.2 du C.C.A.G T.I.C par les articles 13.1.2 et 15 du présent C.C.A.P.
- Précisions à l'article 55 du C.C.A.G T.I.C par l'article 14 du présent C.C.A.P.
- Complément à l'article 46.3 du CCAG T.I.C par l'article 18 du présent C.C.A.P.

Ville d'Issy-les-Moulineaux

Cahier des Clauses Techniques Particulières CCTP

Marché de services de télécommunications

Sommaire

I. Cadre de la consultation 3
I.1 Contexte et enjeux 3
I.2 Objet de la consultation 3
I.3 Décomposition en lots 3
II. Obligations des soumissionnaires 4
II.1 Pré-requis 4
II.2 Connaissance de l'existant 4
II.3 Etudes, paramétrages, tests, et formation 4
II.4 Fournitures, matériels et garanties 4
II.5 Mise en œuvre du marché et migration 5
III. Dispositions communes aux différents lots 5
III.1 Caractéristiques techniques 5
III.1.1 Téléphonie fixe 5
III.1.2 Téléphonie mobile 6
III.1.3 Sécurisation des réseaux, garantie de temps de rétablissement 6
III.2 Facturation des fournitures et services 7
III.3 Frais de construction et d'accès au service 7
III.4 Services de traitement analytique des consommations 7
III.5 Extranet de gestion 8
III.6 Contestation 8
III.7 Catalogue 8
IV. Conditions particulières à chaque lot 9
IV.1 Lot N°1 – Abonnements et communications des accès Trunk-sip pour IPBX et services de téléphonie mobile avec acquisition de mobiles 9
IV.1.1 Objet du lot n° 1 9
IV.1.2 Descriptif des prestations pour les accès trunk-SIP 10
IV.1.3 Descriptif des prestations pour les services de téléphonie mobile 11
IV.1.4 Quantitatifs actuels 13
IV.2 Lot n° 2 – Lignes téléphoniques analogiques et liaisons internet ADSL et FTTH. 15
IV.2.1 Objet du lot n° 2 15
IV.2.2 Descriptif des prestations 15
IV.2.3 Quantitatifs actuels 17
IV.3 Lot N°3 – Abonnements à un réseau VPN IP MPLS 18
IV.3.1 Objet du lot n°3 18
IV.3.2 Descriptif des prestations 18
IV.3.3 Quantitatifs actuels 19
V. Annexe 1 : Lot n°1 20
Etat des accès Trunk-SIP 20
Annexe 2 : Lot N°2 21
Lignes analogiques (162) 21
Lignes analogiques sur IP (9) 26
Liste des liaisons ADSL 27
Liste des liaisons FTTH 28
Annexe 3 : Lot n° 3 30
Liste des sites VPN MPLS 30

I. Cadre de la consultation

I.1 Contexte et enjeux

Dans le cadre du renouvellement de ses marchés opérateurs de télécommunications, la ville d'Issy-les-Moulineaux, met en œuvre une procédure d'accords-cadres à bons de commande, pour disposer d'un ensemble cohérent, efficace et compétitif de services de télécommunications.
Il s'agira également de continuer d'améliorer le contrôle et la gestion des consommations téléphoniques, ainsi que d'optimiser l'exploitation de l'ensemble de ses télécommunications.

I.2 Objet de la consultation

Les présents marchés ont pour objet la fourniture des services de télécommunications dans le cadre de la réglementation applicable en cette matière et du Code de la commande publique.

Le présent marché concerne la fourniture de services :

- de téléphonie fixe et de téléphonie mobile
- de transport de voix, données, images (VDI)

La description des services et leurs spécifications sont précisées dans ce document, au chapitre III portant sur les dispositions communes aux différents lots, et au chapitre IV, portant sur les spécifications particulières de chaque lot.

I.3 Décomposition en lots

Le marché est décomposé en 3 lots. Chaque lot peut être attribué à un soumissionnaire différent.
Lot 1 – Abonnements et communications des accès Trunk-sip pour IPBX et services de téléphonie mobile avec acquisition de mobiles.
Lot 2 – Abonnements et communications des lignes téléphoniques analogiques, et abonnements internet xDSL et FTTH
Lot n° 3 – Abonnements à un réseau opéré VPN IP MPLS

II. Obligations des soumissionnaires

II.1 Pré-requis

Dans le cadre de leur réponse, les candidats décriront l'architecture générale de leur réseau à la date de remise des offres et les perspectives d'évolution à court terme. Ils préciseront clairement : le principe d'interconnexion avec le réseau de l'opérateur historique et avec les autres opérateurs alternatifs, le principe d'acheminement des appels sur ces réseaux.
Ils fourniront également une liste de références où fonctionnent des solutions identiques à celles qui sont proposées.
Ils désigneront l'interlocuteur technique (c'est l'interlocuteur dédié au marché qui correspondra avec la personne publique pour tous problèmes relatifs aux prestations de ce marché, notamment le suivi technique des prestations) et le référent administratif (en charge des sujets administratifs, notamment relevant de la facturation des services, autre référent qui pourra être désigné par le titulaire pour correspondre avec les services administratifs et financiers de la Ville) qui correspondront avec la personne publique pour tous problèmes relatifs aux prestations de ce marché.
Les candidats indiqueront dans leurs offres les modalités d'accès à leur service de support ainsi que les attributions de ce service. Ils décriront les procédures d'information du client en cas d'incidents et les procédures déclenchées en cas de dépassement du temps garanti de rétablissement.

II.2 Connaissance de l'existant

Le marché est passé pour des services clefs en mains. Les titulaires sont réputés avoir pris connaissance des contraintes techniques de tous ordres imposées par l'environnement téléphonique ou autre, existant dans les bâtiments et sur les zones d'interventions de la collectivité publique. Ils sont également réputés avoir une parfaite connaissance des conditions de réalisation de l'ensemble des lots, même s'ils ne répondent qu'à une partie des lots, et d'en avoir tenu compte dans l'établissement de leur proposition.

II.3 Etudes, paramétrages, tests, et formation

Les titulaires ont à leur charge toutes les études relatives à la mise en œuvre des moyens de raccordement et d'acheminement des télécommunications, si celles-ci s'avèrent nécessaires à la réalisation de leur mission. De même, si les titulaires font usage de fonctionnalités des autocommutateurs et de toute installation technique de la ville pour remplir leurs obligations, ils auront à leur charge le paramétrage de ces équipements, mais ils devront le faire réaliser par les entreprises en charge des contrats de maintenance sur ces équipements.

Les titulaires doivent assurer dans le cadre de leur prestation tous les essais et les contrôles nécessaires à la mise en œuvre de leur mission. Ainsi ils assureront les tests pour le routage des communications, la qualité des communications, les délais d'établissement des communications téléphoniques sortantes, etc.

La formation du personnel, si nécessaire, fait partie intégrante de la proposition. Celle-ci sera effectuée à l'intérieur des établissements de la ville.

II.4 Fournitures, matériels et garanties

Chaque titulaire prend en charge les éventuelles adjonctions techniques ou logicielles de toutes natures aux équipements téléphoniques existants, si ces adjonctions sont

rendues nécessaires par la mise en service opérationnelle des prestations. Il s'agira par exemple, des logiciels de routage, d'interfaces, des boîtiers… Les adjonctions à la demande de la ville correspondant à des extensions quantitatives ou fonctionnelles des installations ne sont pas prises en charge par les titulaires.

En cas de fourniture de matériel complémentaire aux installations existantes :

- le matériel doit être neuf et présenter toutes les garanties de bon fonctionnement dans le cadre spécifique de la ville d'Issy-les-Moulineaux. En cas de multiples constructeurs, et s'il se produisait un mauvais fonctionnement ou des défectuosités, le titulaire ayant fourni le matériel serait tenu pour seul responsable.
- en cas de récupération de matériels ou logiciels en fin de marchés par le titulaire, celui-ci est tenu de restituer une installation en ordre de marche, au minimum dans l'état initial constaté au moment de la mise en œuvre du marché.

Chaque titulaire doit préalablement à toute installation mentionner ce qu'il envisage de récupérer en fin de marché et ce qu'il envisage de laisser.

Chaque titulaire assure une garantie pièces, main d'œuvre et déplacement pour l'ensemble de sa fourniture pour la durée du marché. Cette garantie est intégrée aux prix communiqués par le titulaire.

II.5 Mise en œuvre du marché et migration

Chaque titulaire, dans le cadre du ou des lots qui lui seront attribués, devra prendre en charge les démarches nécessaires auprès de l'opérateur en charge actuellement des prestations concernant ces lots. **Dès la notification, chaque titulaire devra formaliser de façon très précise les modalités pratiques de la migration** : **planification, prise en compte des contraintes de la Ville, portabilité des numéros, gestion du basculement, procédure de retour arrière éventuellement**…
La portabilité des numéros doit être assurée par les titulaires des lots concernés. Face à toutes difficultés, le titulaire en avertira dans un délai de 8 h ouvrées la Ville.
En fin de marché, chaque titulaire devra apporter son concours actif à l'organisation et à l'exécution des prestations de transfert ou de basculement au profit d'un nouveau titulaire et faire en sorte qu'aucune interruption de service ne lui soit imputable tant que son marché est valide.

III. Dispositions communes aux différents lots

III.1 Caractéristiques techniques

III.1.1 Téléphonie fixe

Les communications téléphoniques établies à partir ou à destination des équipements de la ville doivent répondre aux critères de qualité suivants :

- Caractéristiques de transmission Client – Opérateur :
  - Voie analogique : 300 à 3 400 Hz à +ou- 3 dB
  - Voie numérique : 64 Kbps
- Caractéristiques de transmission du réseau interne à l'opérateur :
  - Transmission numérique 64 Kbps par voie sans compression
- Transmissions de données sur lignes analogiques : Possible jusqu'à 56 Kbps
- Transmissions de données sur lignes numériques : Par pas de 64 Kbps
- Echo : < 25 ms sur le territoire national

- Délai d'établissement des communications : retour d'appel inférieur à 5 secondes après le dernier chiffre du numéro sur le territoire national
- Délai de transmission pour les communications sur le territoire national : < 50 ms
- Disponibilité du central opérateur de rattachement en fonctionnement normal : 99,9 %

Les soumissionnaires préciseront si les communications fixes vers mobiles empruntent uniquement le réseau terrestre (sans passerelles GSM), ou si au contraire elles utilisent des passerelles GSM intégrées à leur réseau, et préciseront quelles seront les contraintes (non affichage du numéro de l'appelant par exemple).

Obsolescence des services sur support RTC :
Du fait de son obsolescence, la fermeture du Réseau Téléphonique Commuté (RTC) dont Orange a la charge en tant qu'opérateur d'infrastructures, aussi bien pour les offres de gros que les offres de détail d'Orange, a été annoncée dans sa communication officielle du 30 novembre 2015 destinée à l'ARCEP (Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes) et aux autres opérateurs membres de la FFT (Fédération Française des Télécoms). Le présent appel d'offre prend en compte le fait que ces évolutions sont prévues à partir de 2018, et par conséquent prend acte du fait que des prestations sur support RTC à compter d'octobre 2018 pourront ne plus être assurées. Toutefois, comme Orange a précisé dans sa communication du 30 novembre 2015 qu'il informera ses clients au plus tard 6 mois avant la mise en œuvre de ces évolutions, les titulaires de lots comportant des services sur support RTC devront également informer la Ville de ces évolutions et de leur impact sur l'exécution du présent marché pour les lots qui les concernent.

Les abonnements RTC du présent marché ne concernent que les abonnements existants qui seront repris à l'identique tant que le service concernant ces lignes sera disponible.
Les lignes analogiques sur IP (lignes analogiques sur support ADSL avec alimentation secteur secourue) existantes seront reprises sous cette forme et les nouveaux besoins en lignes analogiques seront servis en ligne sur IP avec alimentation secteur secourue.

III.1.2 Téléphonie mobile

Les communications téléphoniques établies à partir ou à destination des mobiles de la Ville doivent répondre aux critères de qualité suivants :

- Délai d'établissement des communications : retour d'appel inférieur à 5 secondes après le dernier chiffre du numéro sur le territoire national
- Délai de transmission pour les communications sur le territoire national : < 200 ms
- Disponibilité du central opérateur de rattachement en fonctionnement normal : 99 %

III.1.3 Sécurisation des réseaux, garantie de temps de rétablissement

Les candidats préciseront l'ensemble des dispositions adoptées en vue de garantir la sécurité des acheminements. En particulier, seront précisés :

- les moyens mis en œuvre au niveau des centraux de rattachement (redondances, secours en énergie, sécurité et sûreté des locaux...)
- les moyens mis en œuvre au niveau des réseaux de transmission (routages multiples, débordement sur autre opérateur...)
- les moyens de surveillance du bon fonctionnement de leur réseau.

Ils préciseront également pour les différents lots auxquels ils répondent :

- les types de supervision proposés en précisant les périodes de couverture de la supervision,
- les garanties de temps de rétablissement des prestations en cas d'interruption de service ou de dysfonctionnement, à compter du signalement du défaut par la ville, ou de la détection par le titulaire à l'aide de son système de supervision.

III.2 Facturation des fournitures et services

La facturation doit être conforme au II de l'article 289 du code général des impôts, et comporter les mentions indiquées à l'article 242 nonies A du Code général des impôts, annexe. Elle doit comporter des informations précises comme le nom des parties, l'adresse de livraison, l'adresse du tiers payeur, la date de la prestation de service, l'unité d'œuvre (forfait, secondes...), le coût unitaire moyen, la quantité. La facturation est établie en euros et les factures transmises via Chorus pro.

La Ville souhaite disposer de facturations mensuelles par périodes entières (du 1er au 31 de chaque mois) avec un prorata temporis dans le cas de mises en service ou de suspension.

Elle souhaite également organiser les factures par nature de prestation pour chaque lot, et il sera indiqué dans le descriptif de chaque lot comment les prestations de même nature devront faire l'objet d'une facture unique sur la période de facturation.

Le titulaire d'un lot intégrant un trafic téléphonique sortant doit fournir à l'appui de chaque facture un état de taxation analytique détaillé en quantité de trafic (heures, minutes, secondes) et en Euro par abonnement, sous forme de fichier au format standard (ASCII, tableur…) mis à disposition dans un extranet.

Du point de vue fiscal, les factures devront être datées et numérotées et faire apparaître distinctement le prix unitaire hors taxe et le taux de TVA légalement applicable.

III.3 Frais de construction et d'accès au service

Lorsque la construction d'une ligne ou la mise en œuvre d'un service comporte des frais, ceux-ci ne sont pas applicables dès lors qu'il s'agit de lignes ou de services déjà en place au moment de l'attribution du présent marché et ce sans changement de titulaire en charge de ces prestations.

Dans les autres cas, c'est-à-dire si les lignes n'existent pas et qu'il faut les créer les frais sont applicables.

III.4 Services de traitement analytique des consommations

Le titulaire doit pouvoir fournir dans son extranet pour chaque ligne, groupement de lignes ou forfaits souscrits un état de taxation analytique détaillé sous forme de fichier récupérable sous tableur (ASCII, OpenOffice, Microsoft Excel…). Cela concerne toutes les communications sortantes, et donc cet état doit être produit pour chaque lot comportant des communications.

Le contenu des fichiers est le suivant :

- Date, heure et minute de début ou de fin d'appel (au choix du titulaire)
- Numéro appelé (complet ou avec occultation partielle des derniers chiffres selon les souhaits de la collectivité)
- Identifiant de destination (pays ou département)
- Durée de l'appel (heures, minutes, secondes)
- Coût de la communication

En outre, dans le cas de forfaits, les données suivantes devront être fournies également sur support informatique à l'appui de chaque facture :

- Consommation globale enregistrée par abonnement
- Consommation dans le forfait par abonnement
- Consommation hors forfait par abonnement

III.5 Extranet de gestion

L'extranet doit permettre le suivi et la gestion des prestations (facturation, facturation détaillée, commandes…). Il doit donner accès à l'inventaire détaillé du parc des abonnements et des prestations fournies.
Lorsqu'il s'agit de liaisons fixes, outre les caractéristiques de chaque ligne, l'inventaire doit comporter les références de l'abonnement et l'adresse du site concerné.
L'extranet doit également permettre de déclarer les incidents et de suivre leurs traitements. Dans le cas où une supervision est assurée, l'extranet doit permettre au maître d'ouvrage d'accéder à la supervision en temps réel, au minimum sous la forme d'un indicateur de disponibilité ou d'indisponibilité.
Comme indiqué dans les chapitres précédents, l'extranet permet également d'accéder au détails des communications lorsque les prestations concernées par le lot en comportent, et ce même si ces communications sont gratuites.
Tous les données accessibles sur l'extranet doivent être exportables sous forme de fichiers au format standard (csv, txt, xls, xlsx) exploitables dans des tableurs.

III.6 Contestation

La facturation sera soumise aux règles de la comptabilité publique et ne souffrira pas (sauf en cas de contestation de la facture dans son intégralité) de majorations pour paiement tardif dans la mesure où un mandatement dans les 30 jours suivant la réception de la facture atteste de son traitement.
L'encadrement des prix sera soumis aux dispositions législatives et réglementaires dans la mesure où il n'est pas contrevenu aux règles de la Commande publique.
Toutefois si le dispositif du soumissionnaire est non conforme à celui désiré, mais tend vers le même but, il pourra le proposer à la Ville.

III.7 Catalogue

Le prestataire sera tenu de remettre sans délai (= sous 7 jours calendaires) au client le dernier catalogue en vigueur des fournitures et services applicables à la catégorie du client (collectivités territoriales/secteur public).
Le client, pour des raisons de préparation budgétaire, souhaitera anticiper des évolutions tarifaires et souhaitera disposer dans la période de juin à septembre de l'année en cours des dispositions prises par le prestataire pour l'année n+1.

IV. Conditions particulières à chaque lot

IV.1 Lot N°1 – Abonnements et communications des accès Trunk-sip pour IPBX et services de téléphonie mobile avec acquisition de mobiles

Ce lot concerne les abonnements des accès Trunk-SIP, le trafic téléphonique entrant et l'acheminement de toutes les communications téléphoniques sortantes sur ces accès, ainsi que les services de téléphonie mobile avec acquisition de mobiles.

IV.1.1 Objet du lot n° 1

Le présent lot nécessite pour les **accès trunk-SIP** (services obligatoirement inclus dans l'abonnement, éventuellement hors coût des communications) :

- la mise à disposition des accès physiques reliant les sites à l'opérateur,
- la délivrance des numéros d'appels ou des tranches de numéros d'appels en sélection directe à l'arrivée (SDA), et la reprise des SDA en service actuellement (portabilité),
- l'inscription à l'annuaire officiel,
- la délivrance de la tonalité et des moyens d'acquisition de la numérotation sortante,
- l'acheminement du trafic téléphonique entrant,
- l'acheminement des communications téléphoniques vers tous correspondants ou services accessibles par téléphone fixe,
- la présentation de l'appelant (sauf secret activé par l'appelant)
- **une garantie de temps de rétablissement dans un délai de 4 heures sur une période allant au minimum de 8h00 à 18h00 du lundi au vendredi.**

L'offre doit forcément intégrer tout l'équipement nécessaire au raccordement des infrastructures de téléphonie de la Ville via deux accès trunk-SIP distincts. Cette redondance de lien permet d'assurer la continuité du service en cas de défaillance d'un lien. Les 2 sites à raccorder sont indiqués en annexe 1.

Le présent lot nécessite pour les **services de téléphonie mobile** (services obligatoirement inclus dans l'abonnement, éventuellement hors coût des communications) :

- la mise à disposition d'abonnements radiotéléphoniques avec leur numéros de lignes et la reprise des n° de lignes actuelles (portabilité),
- l'acheminement du trafic entrant sur chaque abonnement,
- l'acheminement des communications téléphoniques sortantes vers toutes destinations terrestres ou de radiotéléphonie,

En option, ou avec des formules d'abonnements les embarquant :

- les services à valeur ajoutée supportés par les réseaux et équipements de radiotéléphonie, tels que les transports de données, l'accès à internet ou les échanges multimédias (SMS, MMS, autres),

Le titulaire devra également proposer un catalogue de terminaux de radiotéléphonie associés aux ouvertures ou renouvellements d'abonnements.

Les réseaux utilisés pour le présent marché peuvent reposer sur tout ou partie des technologies suivantes, cette liste n'étant pas exclusive, notamment pour les normes des générations de réseau à venir :

- GSM, GPRS, EDGE, UMTS, HSDPA, HSPA+, 4G LTE, 4G LTE Advanced, 4G UHD, 5G…

Les conditions de fourniture et de garantie spécifiées à l'article II.4 s'appliquent aux équipements de téléphonie mobile. Le titulaire assure également les prestations de maintenance des équipements au-delà de la période de garantie selon la tarification qu'il aura communiquée.

Une attention particulière sera portée sur la qualité de réception/émission réelle des services de téléphonie mobile, qu'il s'agisse de la voix ou des données.

Pour ce qui concerne ce lot mettant en œuvre de la téléphonie fixe au travers des accès trunk-SIP et de la téléphonie mobile, **il s'agit d'optimiser au mieux les conditions financières à la fois des communications depuis les fixes vers les mobiles de la flotte ou d'autres mobiles, depuis les mobiles entre eux, vers d'autres mobiles et vers les fixes**. Les candidats s'efforceront d'adapter au mieux leur réponse en fonction de leur catalogue (réseau privé virtuel de la flotte et des accès trunk-SIP, convergence trunk-SIP/flotte de mobiles, forfait unique pour la flotte et ajustable...) pour optimiser les coûts en fonction du profil et de la nature des communications telles que décrits dans le présent CCTP.

L'offre concernant ce lot doit comporter en standard l'accès à un extranet de gestion du parc, de la facturation et de suivi des commandes (voir chapitre III.5 du présent CCTP). Dans cet extranet, est également prévu l'accès aux fichiers de consommations détaillées tels que décrits au III.4 du présent CCTP.

IV.1.2 Descriptif des prestations pour les accès trunk-SIP

Raccordement des lignes téléphoniques

Le titulaire doit mettre à disposition sur chaque site indiqué en annexe 1 un raccordement à ses installations pour chaque accès trunk-SIP.

Chaque ligne doit présenter la tonalité d'invitation à numéroter ainsi que les moyens d'acquisition de la numérotation sortante vers toutes destinations. Le titulaire ne pourra de sa propre initiative restreindre le trafic vers certaines destinations.

Services associés aux abonnements téléphoniques

Le titulaire peut délivrer des services complémentaires optionnels suivants :

- Non-inscription à l'annuaire général avec ou sans secret permanent
- Garantie de temps de rétablissement de 4 heures 24h/24 et 7j/7 y compris jours fériés.
- Communications téléphoniques payées partiellement ou totalement par l'appelé (numéros verts, azurs…)

Cette liste n'est ni exhaustive ni imposée. Chaque prestataire proposera les services complémentaires qu'il peut assurer et leurs conditions d'utilisation financières et techniques. A cette fin il fournira son catalogue.

Acheminement des communications téléphoniques entrantes

Le présent lot comporte obligatoirement l'acheminement des communications téléphoniques entrantes en provenance de tout correspondant extérieur fixe ou mobile

quel que soit son opérateur de rattachement, à destination des utilisateurs de la Ville qu'ils disposent ou non d'une sélection directe à l'arrivée (SDA).

Attribution de numéros d'abonnés / inscription à l'annuaire général

Les numéros d'abonnés actuels, restent inchangés, sauf commande particulière de la Ville. Le portage des numéros devra être assuré en cas de changement d'opérateur. Ces numéros figurent dans l'annuaire général des abonnés, sauf demande spécifique de la personne publique au cas par cas. La ville pourra également demander au cas par cas et sans surcoût la non diffusion à des tiers sous forme de fichier informatique des éléments figurant dans l'annuaire.

Acheminement des communications téléphoniques sortantes

L'acheminement des communications est transparent pour l'utilisateur. Celui-ci compose d'abord le préfixe d'accès au réseau public suivi du numéro du correspondant dans le cas de l'utilisation d'un autocommutateur téléphonique. La numérotation vers un abonné national fixe ou mobile commence donc toujours par 0.

Le titulaire doit acheminer les communications téléphoniques sortantes à partir des différents sites concernés vers :

- toute destination locale,
- toute destination nationale,
- toute destination internationale,
- toute destination vers les DOM-TOM,
- les téléphones mobiles pour tous les opérateurs,
- et, d'une manière générale, vers tout correspondant quel que soit l'opérateur de rattachement du correspondant,
- les services des renseignements téléphonés,
- les services d'urgence (Police, Pompiers, SAMU, centre 15...) correspondant au préfixe 1,
- les services vocaux,
- et plus généralement vers les correspondants dits du "service universel".

Toutes les communications sortantes seront facturées par le titulaire du présent lot y compris pour le compte de tiers destinataires du service.

IV.1.3 Descriptif des prestations pour les services de téléphonie mobile

Caractéristiques de la flotte

Les utilisateurs de radiotéléphonie de la Ville (ci-après désignés abonnés) seront regroupés au sein d'une flotte.

Chaque abonné dispose de son numéro d'appel.

Les candidats sont libres de proposer les formules d'abonnement, qu'il s'agisse d'abonnements aux communications illimitées vers tout ou partie de destinations, jusqu'à des abonnements facturés à la communication. Toutefois, il est impossible de délimiter précisément les usages individuels de chaque abonnement. En effet, le contexte propre à la Ville nécessitant une très grande réactivité aux situations externes fait que chaque agent titulaire d'un abonnement peut être amené à avoir des consommations de communications très variables d'un mois sur l'autre, et même d'une année sur l'autre. Plus généralement, l'expérience acquise sur les dernières années conforte les principes suivants :

- Le nombre d'abonnements croit régulièrement (de l'ordre de 10% par an sur les 4 dernières années).
- Les abonnements embarquent de plus en plus d'accès aux services internet (navigation, messagerie, applications métiers) : en 4 ans, sur une flotte mobile initiale de 135 terminaux dont 35 smartphones 4G, on est passé à 182 mobiles dont 49 smartphones 4G.
- Les volumes de communications restent globalement constants sur une année à parc constant, bien qu'ils soient très variables pour chaque abonnement individuel d'un mois sur l'autre et même d'une année à l'autre. L'augmentation du parc ainsi que l'évolution des usages tendent à faire augmenter régulièrement les volumes de communication depuis les mobiles au détriment des fixes.

Pour ces raisons, la tarification choisie par les candidats ne pourra pas s'appuyer sur des d'hypothèses de répartition des communications entre les différentes lignes. Les formules d'abonnement et de tarification des communications proposées de base doivent porter uniquement sur des volumes illimités vers les destinations France et Europe réglementaires tels que sur les devis quantitatifs estimatifs.

A noter que les abonnés peuvent avoir des facultés d'accès différenciées (limitation des communications au national et Europe réglementaire, navigation internet contingentée à l'international...).

Des services complémentaires peuvent être offerts aux abonnés tels que la messagerie vocale, la messagerie vocale visuelle, l'identification de l'appelant, le renvoi d'appel, etc.

Services annexes aux abonnements

Le titulaire doit pouvoir offrir les services d'abonnements suivants :

- Limitations diverses (communications, navigation internet)
- Clés et Hub 4G, 5G…
- Cartes prépayées
- Envoi de SMS
- Envoi de MMS
- Cartes M2M
- Transmissions de données, accès à internet…
- Stock tampon de cartes SIM

Couverture géographique

La personne publique se réserve le droit d'effectuer des essais de couverture, notamment à l'intérieur des bâtiments de la Ville et d'opposer ses observations à celles du titulaire.
En cas d'insuffisance de couverture pendant l'exécution du marché, la personne publique pourra opter pour la souscription d'un abonnement auprès d'un autre opérateur, les excédents de dépenses éventuelles résultant étant supportés par le titulaire.

Sécurité des accès

Le titulaire met en œuvre les moyens nécessaires en vue d'assurer la sécurité des accès au réseau et de prévenir ainsi l'utilisation frauduleuse des postes.

En cas de perte ou de vol d'une carte SIM, le titulaire devra être joignable 24 heures sur 24 par le responsable de la flotte (ou son représentant) de la personne publique ou par l'utilisateur de l'abonnement. L'appel se fait soit par téléphone, soit via l'extranet. Le titulaire du marché s'engage à mettre hors service la ligne concernée dès réception de la demande correspondante et à confirmer par mail ou via l'extranet la prise en compte de la demande. Une nouvelle carte SIM sera ensuite remise si nécessaire à la personne publique. Les conditions techniques et commerciales proposées et notamment le coût et le délai d'établissement d'une nouvelle carte SIM sont précisés dans le mémoire technique du titulaire.

Fourniture de terminaux

La fourniture est limitée aux terminaux en association avec les souscriptions ou renouvellements d'abonnements. Les packs de terminaux sont constitués :

- du terminal
- de sa batterie
- de son chargeur
- d'un kit oreillette
- d'une notice d'utilisation en français.

Les terminaux sont fournis sans blocage limitant l'utilisation du téléphone à un opérateur ou un type d'abonnement, ou à un abonnement particulier. La Ville ne pouvant prendre d'engagement pour une période au-delà de la période de validité du marché, les renouvellements de terminaux ne sauraient être assortis d'une condition obligatoire de souscription à une durée complémentaire d'abonnement qui dépasserait l'échéance du marché.

Sécurisation du réseau opérateur

En cas de défaillance du titulaire, la personne publique peut recourir à un opérateur tiers dans le cadre des articles 54.1 à 54.3 du CCAG-TIC. La ville est libre du choix de cet opérateur tiers. Comme indiqué à l'article 54.4 du CCAG-TIC l'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Protections contre les virus

Le titulaire prendra toutes dispositions afin que le service ne soit pas affecté par des infections extérieures telles que virus, chevaux de Troie… arrivant au travers de ses propres installations. Il n'est pas responsable de ces infections si celles-ci sont dues à l'utilisation d'applications tierces sur les mobiles ou du fait d'un usage inapproprié des téléphones mobiles.
Dans le cas où la Ville se verrait indûment imputer des frais résultant de telles infections (envois massifs de SMS, appels et consommations diverses y compris en direction de l'étranger…), le titulaire sera considéré comme responsable et devra prendre en charge les surcoûts correspondants.

IV.1.4 Quantitatifs actuels

Nombre de lignes et consommations des accès Numéris

Voir adresse des sites en annexe 1

Liens	Nombre de canaux par lien	Nombre de liens	Nombre total de canaux	Nombre de SDA
Trunk-SIP CAM	120	1	120	1384
Trunk-SIP Hôtel de Ville	120	1	120	

Volume annuel des communications sur les accès trunk-SIP	
Types de destinations	**Volume en heures**
Appels Fixes vers Fixes	3 300
Appels Fixes vers mobiles Internes	1 000
Appels Fixes vers Mobiles Autres	6 800
Appels Fixes vers Mobiles du titulaire	1 700

Nombre de lignes et consommations pour les mobiles

Téléphones / smartphones mobiles	
Abonnements lignes mobiles + forfait appels illimités 7j/7 et 24H/24 France fixes et mobiles	181
Dont avec options SMS illimités	69
Dont avec options MMS illimités	69
Dont avec options data 4G / 5 Go	108
Dont avec options data 4G / 25 Go	4

Tablettes / Routeurs Wifi	
Abonnements data Routeur 4G 200Go	8
Abonnements data routeur 4G 25 Go	11
Abonnement date tablettes 4G 5 Go	38

Tablettes / Routeurs Wifi	
Abonnements M2M	12

Volume annuel des communications depuis les mobiles	
Types de destinations	**Volume annuel en heures**
Appels Mobiles vers Fixes	380
Appels Mobiles vers Interne	610
Appels Mobiles vers Mobiles Autres	2200
Appels Mobiles vers Mobiles titulaire	650
Appels reçus Europe Réglementaire	6
Appels émis Europe Réglementaire	12

IV.2 Lot n° 2 – Lignes téléphoniques analogiques et liaisons internet ADSL et FTTH.

Ce lot concerne les abonnements téléphoniques, le trafic téléphonique entrant et l'acheminement de toutes les communications téléphoniques sortantes pour des lignes téléphoniques analogiques existantes. Il concerne également les services d'abonnements internet en ADSL, ou sur support fibre FTTH et la fourniture de services de téléphonie analogique sur ces supports ADSL ou FTTH avec le trafic téléphonique entrant et l'acheminement de toutes les communications téléphoniques sortantes.

IV.2.1 Objet du lot n° 2

Le présent lot nécessite (services obligatoirement inclus dans l'abonnement, éventuellement hors coût des communications) :

- la reprise du parc des lignes téléphoniques analogiques reliant les sites à l'opérateur,
- les services de liaisons internet ADSL sur ligne cuivre, avec le service de téléphonie analogique,
- les services de liaisons internet à très haut débit sur support fibre de type FTTH, avec le service de téléphonie analogique,
- la délivrance des numéros d'appels,
- l'inscription à l'annuaire officiel,
- pour tous les types de lignes analogique (RTC ou sur support internet) :
    - la délivrance de la tonalité et des moyens d'acquisition de la numérotation sortante,
    - l'acheminement du trafic téléphonique entrant,
    - l'acheminement des communications téléphoniques vers tous correspondants ou services accessibles par téléphone fixe,
    - la fourniture de prestations complémentaires selon l'offre de l'opérateur
    - la présentation de l'appelant,
    - renvoi sur occupation ou sur non-réponse (à paramétrer par l'usager),
    - rappel du dernier appelant.
- une garantie de temps de rétablissement dans un délai de 8 heures sur une période allant de 8h00 à 18h00 du lundi au vendredi,

L'offre concernant ce lot doit comporter en standard l'accès à un extranet de gestion du parc, de la facturation et de suivi des commandes (voir chapitre II.5 du présent CCTP). Dans cet extranet, est également prévu l'accès aux fichiers de consommations détaillées tels que décrits au III.4 du présent CCTP.

IV.2.2 Descriptif des prestations

Raccordement des lignes téléphoniques

Le titulaire doit assurer le raccordement à ses installations pour chaque ligne téléphonique analogique.

Chaque ligne doit présenter la tonalité d'invitation à numéroter ainsi que les moyens d'acquisition de la numérotation sortante vers toutes destinations. Le titulaire ne pourra de sa propre initiative restreindre le trafic vers certaines destinations.

Services associés aux abonnements téléphoniques

Le titulaire peut délivrer, en option ou inclus dans ses abonnements, les services complémentaires suivants :

- Non-inscription à l'annuaire général avec ou sans secret permanent
- Double appel avec indication d'appel en instance et message d'information à l'appelant
- Communications téléphoniques payées partiellement ou totalement par l'appelé (numéros verts, azurs…)
- Conférence à trois
- Une garantie de temps de rétablissement dans un délai de 4 heures 24h/24 7j/7.

Cette liste n'est ni exhaustive ni imposée. Chaque prestataire proposera les services complémentaires qu'il peut assurer et leurs conditions d'utilisation financières et techniques.

Acheminement des communications téléphoniques entrantes

Le présent lot comporte obligatoirement l'acheminement des communications téléphoniques entrantes en provenance de tout correspondant extérieur fixe ou mobile quel que soit son opérateur de rattachement, à destination des utilisateurs de la Ville.

Attribution de numéros d'abonnés / inscription à l'annuaire général

Les numéros d'abonnés actuels restent inchangés, sauf commande particulière de la Ville. Le portage des numéros devra être assuré en cas de changement d'opérateur. Ces numéros figurent dans l'annuaire général des abonnés, sauf demande spécifique de la personne publique au cas par cas. La Ville pourra également demander au cas par cas et sans surcoût la non diffusion à des tiers sous forme de fichier informatique des éléments figurant dans l'annuaire.

Acheminement des communications téléphoniques sortantes

L'acheminement des communications est transparent pour l'utilisateur. Celui-ci compose directement le numéro de son correspondant. La numérotation vers un abonné fixe ou mobile commence donc toujours par 0.
Le titulaire doit acheminer les communications téléphoniques sortantes à partir des différents sites concernés vers :

- toute destination locale,
- toute destination nationale,
- toute destination internationale,
- toute destination vers les DOM-TOM,
- les téléphones mobiles pour tous les opérateurs,
- et, d'une manière générale, vers tout correspondant quel que soit l'opérateur de rattachement du correspondant,
- le service des renseignements téléphonés,
- les services d'urgence (Police, Pompiers, SAMU, centre 15...) correspondant au préfixe 1,
- et plus généralement vers tous les correspondants dits du "service universel".

Toutes les communications sortantes seront facturées par le titulaire du présent lot y compris pour le compte de tiers destinataires du service.

Terminaux

Le marché ne prévoit pas de mise à disposition de terminaux pour la téléphonie analogique. Pour les abonnements ADSL et FTTH, les candidats doivent proposer les

terminaux d'accès (box) mais la Ville est libre de souscrire ou non à l'abonnement à ces équipements.

Service d'accès à internet en cuivre ADSL ou Fibre FTTH pour un trafic illimité

Les candidats préciseront les débits proposés (en crête, garantis ou non, descendants et ascendants...) et les technologies proposées pour les accès internet, ainsi que l'éligibilité des sites désignés à l'annexe 2 concernées par ces accès.

En cas de changement de titulaire, le titulaire prévoira un plan de migration des accès internet actuels en collaboration avec les services de la Ville pour assurer la permanence du fonctionnement de ces accès. Il prévoira également une procédure de déploiement des nouveaux accès. Il proposera dans son catalogue de prestations, la mise à disposition des modems et routeurs nécessaires à l'accès internet.

Services complémentaires à l'accès internet en haut débit

Différents services complémentaires peuvent être proposés sur ces accès internet :

- le filtrage par firewall depuis les installations de l'opérateur,
- adresse IP fixe,
- le relais de messagerie SMTP.

Cette liste n'est ni exhaustive ni imposée. Chaque prestataire proposera les services complémentaires qu'il peut assurer et leurs conditions d'utilisation financières et techniques.

IV.2.3 Quantitatifs actuels

Voir les sites en annexe 2

Type de ligne	Quantité
Lignes de téléphone analogiques	162
Lignes analogique sur IP	9
Abonnements ADSL + box	16
FTTH + box	62

Volume annuel des communications depuis les lignes analogiques		
Destinations	**Volume annuel en heures**	**Nbre d'appels**
Vers fixe France (DOM compris)	90	6310
Vers mobile France (DOM compris)	91	3100

IV.3 Lot N°3 – Abonnements à un réseau VPN IP MPLS

Le présent lot concerne un réseau opéré VPN IP MPLS

IV.3.1 Objet du lot n°3

Il s'agit d'interconnecter les sites distants du Centre Administratif Municipal de moyenne importance au réseau local de la Ville via un réseau VPN IP MPLS afin d'assurer la transmission de l'ensemble des flux IP (ToIP, Applications informatiques, internet).
Pour le réseau VPN IP MPLS, le présent lot nécessite :

- la mise en œuvre d'un réseau VPN IP MPLS sur les sites de la Ville,
- la mise à disposition de débits adaptés avec la gestion de la qualité de service associée nécessaires aux différentes utilisations de ce réseau telles que la ToIP, les applications informatiques et l'accès à internet,
- la mise en œuvre de prestations d'exploitation : entretien du réseau, supervision, garantie de temps de rétablissement…

L'offre concernant ce lot doit comporter en standard un accès à un extranet de supervision de l'ensemble des liens (disponibilité, alertes en cas d'indisponibilité, bande passante occupée…).

IV.3.2 Descriptif des prestations

Réseau IP VPN MPLS

Les liaisons VPN IP MPLS doivent être de type symétriques (sur support cuivre SDSL ou fibre optique).
L'abonnement comprend obligatoirement :

- 1 équipement unique mutualisant les fonctions d'écoulement des flux convergents (voix et données) ;
- Gestion de la QoS niveaux 2 et 3 avec conservation des marquages (ToS ou CoS) d'un site à l'autre ;
- Classification selon les classes de services suivantes :
    - 1 classe ToIP pour écouler les flux suivants :
        - les flux voix utiles (type RDP),
        - les flux de signalisation à moins que ces derniers ne soient classés en flux temps réel.
    - 1 classe Temps Réel pour écouler les flux suivants :
        - TSE, Citrix, SQL, etc…
    - 1 classe Métier pour les flux métiers pour écouler les flux suivants :
        - Messagerie électronique, CIFS, etc…
        - 1 classe Best effort (Internet, etc…)

Les engagements minimums demandés pour la classe ToIP sont les suivants:
Disponibilité (99,5 %)
Délais maximum d'un site à l'autre = 150ms (soit 300 ms pour un aller-retour type RTT)
Gigue max = 30 ms (20s en moyenne sur les tranches d'heures ouvrées)
Taux de perte de paquets inférieur à 1%
Débit par communication téléphonique (suivant le codec) :

- de 20 Kbps à 150 Kbps de bande passante garantie pour la voix
- ~ 150 bps de bande passante garantie pour la signalisation

Les prestations d'exploitation doivent obligatoirement comporter en standard une garantie de temps de rétablissement des liaisons VPN IP MPLS de 4h maximum sur une période allant au minimum de 8h00 à 18h00 du lundi au vendredi.

Différents services complémentaires doivent pouvoir proposer :

- une garantie de temps de rétablissement des liaisons VPN IP MPLS de 4h maximum sur une période de 24h/24 et 7J/7.
- un service complémentaire de supervision 24h/24 et 7j/7

Cette liste n'est ni exhaustive et ni imposée. Chaque prestataire proposera les services complémentaires qu'il peut assurer et leurs conditions d'utilisation financières et techniques.

L'offre doit garantir une parfaite compatibilité avec les installations existantes de la Ville, notamment son infrastructure de ToIP basée sur des équipements CISCO.

IV.3.3 Quantitatifs actuels

Liaisons VPN MPLS	**Nombre de liaisons**
SDSL MPLS 2 Mb/s	33
SDSL MPLS 4,5 Mb/s	3
Fibre Optique MPLS 10 Mbs*	1
Nombre total de sites	**37**

Voir les sites en annexe 3

V. Annexe 1 : Lot n°1

Etat des accès Trunk-SIP

Adresse	Code Postal	Commune	Nombre total de canaux
47 Rue Génétral LECLERC	92130	ISSY LES MOULINEAUX	120
60 Rue Général LECLERC	92130	ISSY LES MOULINEAUX	120

Annexe 2 : Lot N°2

Lignes analogiques (162)

Site	Adresse (adr. Installation)	N° de ligne
BORNE POMPIER	12 RUE HONORE FRAGONARD	01 46 48 93 77
AGORA	4 R PAUL BERT (18 RUE ARISTIDE BRIAND)	01 46 38 57 49
CAM	47 RUE DU GENERAL LECLERC	01 40 95 03 03
CAM	47 RUE DU GENERAL LECLERC	01 46 38 16 24
CAM	47 RUE DU GENERAL LECLERC	01 46 62 09 29
CAM	47 RUE DU GENERAL LECLERC	01 55 95 30 24
CAM	47 RUE DU GENERAL LECLERC	01 58 88 10 61
CAM	47 RUE GENERAL LECLERC	01 47 36 32 08
CAM	47 RUE GENERAL LECLERC	01 47 36 47 31
CAM	47 RUE GENERAL LECLERC	01 40 93 33 04
CAM	47 RUE GENERAL LECLERC	01 46 44 31 86
CAM	47 RUE GENERAL LECLERC	01 46 45 74 39
HOTEL DE VILLE	62 RUE GENERAL LECLERC	01 40 95 13 35
CASEMATES SPORTS	62 PROMENADE VERGER	01 49 66 05 30
CASEMATES SPORTS	62 PROMENADE VERGER	01 49 66 07 66
Espace Santé S. VEIL	27 AVENUE VICTOR CRESSON	01 47 36 10 48
CRECHE CLAUDE BOUJON	27 BIS AVENUE VICTOR CRESSON (10 R TELLES DE LA POTERIE)	01 46 42 74 55
CRECHE LA FARANDOLE	3 ALLEE DES PONTS	01 46 48 84 27
CRECHE LES CIGOGNES	27 RUE GUYNEMER	01 40 93 56 49
CRECHE LES LUTINS	21 ALLEE DE LA BRASSERIE	01 41 08 78 93
CRECHE LES MONTGOLFIERES	10 RUE MAURICE BERTEAUX	01 58 88 04 21
CRECHE L'ILE AU TRESOR	11 ALLEE SAINTE LUCIE	01 58 88 06 95
CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL	4 BOULEVARD GARIBALDI	01 46 38 74 88
ECOLE ANATOLE FRANCE	1 BOULEVARD RODIN	01 46 38 46 33
ECOLE ANATOLE FRANCE	1 BOULEVARD RODIN	01 47 36 88 58
ECOLE CHABANNE	55 RUE PIERRE POLI	01 46 44 06 53
ECOLE CHABANNE	55 RUE PIERRE POLI	01 58 88 14 60
ECOLE CLAUDE BOUJON	5 RUE DES ACACIAS	01 46 42 49 73
ECOLE CLAUDE BOUJON	5 RUE DES ACACIAS	01 58 88 14 68
ECOLE DOISNEAU	26 RUE JACQUES HENRI LARTIGUE	01 46 38 10 25
ECOLE DOISNEAU	26 RUE JACQUES HENRI LARTIGUE	01 46 45 15 21
ECOLE ERNEST RENAN	21 R ERNEST RENAN	01 46 45 43 72
ECOLE ERNEST RENAN	23 RUE ERNEST RENAN	01 40 93 47 96
ECOLE ERNEST RENAN	23 RUE ERNEST RENAN	01 40 93 54 73
ECOLE JULES FERRY	5 RUE JULES FERRY	01 40 93 57 16
ECOLE JULES FERRY	5 RUE JULES FERRY	01 47 36 02 06
ECOLE JULES FERRY	1 R JULES FERRY	01 46 38 59 77
ECOLE JUSTIN OUDIN	3 ALLEE LUCIE AUBRAC (72 R DU FORT)	01 41 08 84 30
ECOLE LA FONTAINE	17 R ABBE DERRY	01 46 38 59 87

ECOLE LA FONTAINE	17 R ABBE DERRY	01 47 65 81 45
ECOLE LA FONTAINE	17 R ABBE DERRY	01 47 65 81 78
ECOLE LE COLOMBIER	10 COUR SAINT VINCENT	01 47 36 85 73
ECOLE LE COLOMBIER	12 CRS SAINT VINCENT	01 47 36 90 99
ECOLE LE PETIT TRAIN VERT	21 RUE EUGENE ATGET	01 46 38 79 09
ECOLE LE PETIT TRAIN VERT	21 RUE EUGENE ATGET	01 47 65 96 38
ECOLE LE PETIT TRAIN VERT	21 RUE EUGENE ATGET	01 47 65 96 41
ECOLE LE PETIT TRAIN VERT	21 RUE EUGENE ATGET	01 47 65 96 42
ECOLE LES AJONCS	33 RUE DU DOCTEUR LOMBARD	01 40 95 85 37
ECOLE LES AJONCS	29 RUE DU DOCTEUR LOMBARD	01 41 08 28 55
ECOLE LES CHARTREUX	40 RUE DU CHAMP CHARDON	01 45 29 03 71
ECOLE LES CHARTREUX	40 RUE DU CHAMP CHARDON	01 45 29 03 94
ECOLE LES EPINETTES	38 RUE D'EREVAN	01 40 93 07 39
ECOLE LES EPINETTES	38 RUE D'EREVAN	01 41 08 81 11
ECOLE LES EPINETTES	38 RUE D'EREVAN	01 47 36 66 81
ECOLE LES EPINETTES	38 RUE D'EREVAN	01 47 65 08 28
ECOLE LES ILES	42 AVENUE DU BAS MEUDON	01 41 08 76 45
ECOLE LES ILES	42 AVENUE DU BAS MEUDON	01 46 48 08 83
ECOLE LES PONCEAUX	18 RUE DE MEUDON	01 46 38 50 15
ECOLE LES PONCEAUX	18 RUE DE MEUDON	01 58 88 14 72
ECOLE LES VARENNES	21 VLA MARGUERITE	01 46 38 05 67
ECOLE LES VARENNES	21 VLA MARGUERITE	01 46 42 38 56
ECOLE MARIE MARVINGT	19 RUE VAUDETARD	01 58 88 14 57
ECOLE PAUL BERT	27 RUE ARISTIDE BRIAND	01 46 38 59 76
ECOLE PAUL BERT	27 RUE ARISTIDE BRIAND	01 46 42 03 12
ECOLE PAUL BERT II	7 RUE PAUL BERT	01 40 93 36 55
ECOLE PAUL BERT II	7 RUE PAUL BERT	01 46 42 21 94
ECOLE DOISNEAU	26 RUE JACQUES HENRI LARTIGUE	01 41 90 00 79
ECOLE ST EXUPERY	12 RUE E.JEANNIN GARREAU	01 46 45 87 53
ECOLE ST EXUPERY	12 RUE E.JEANNIN GARREAU	01 58 88 19 61
ECOLE ST-GERMAIN	26 AV JEAN MONNET	01 46 45 94 85
ECOLE ST-GERMAIN	26 AV JEAN MONNET	01 47 36 42 55
ECOLE VOLTAIRE	RUE GUYNEMER	01 46 38 18 60
ECOLE VOLTAIRE	RUE GUYNEMER	01 46 38 21 40
EGLISE SAINT ETIENNE	5 PLACE DE L'EGLISE	01 46 38 25 19
ESPACE MARCEL AYME	15 ALLEE STE LUCIE	01 41 90 03 68
ESPACE MARCEL AYME	15 ALLEE STE LUCIE	01 46 45 39 14
ESPACE MARCEL AYME	15 ALLEE STE LUCIE	01 46 45 43 77
ESPACE ANDREE CHEDID	60 RUE DU GENERAL LECLERC	01 41 90 79 98
ESPACE JEUNE ANNE FRANCK	15 RUE DIDEROT	01 46 44 57 14
ESPACE SENIOR	5 RUE MARCELIN BERTHELOT (1 BD GARIBALDI)	01 45 29 09 87

ESPACE SENIOR	5 RUE MARCELIN BERTHELOT	01 46 45 33 98
GYMNASE JULES GUESDE	15 RUE JULES GUESDE	01 46 42 72 64
GYMNASE LA SOURCE	1 BOULEVARD RODIN	01 47 36 07 65
GYMNASE LA SOURCE	1 BOULEVARD RODIN	01 47 36 10 64
GYMNASE RAOUL FOLLEREAU	29 ESPLANADE RAOUL FOLLEREAU	01 46 45 45 49
HALLE DES EPINETTES	47 RUE EGALITE (55 R EGALITE)	01 46 38 14 22
HALLE DES SPORTS C.GUILLAUME	2 RUE BATEAU LAVOIR	01 41 46 93 78
HALLE DES SPORTS C.GUILLAUME	2 RUE BATEAU LAVOIR	01 46 48 76 54
LUDOTHEQUE	18 RUE ABBE DERRY	01 46 42 28 32
MAISON C.CELTON	10 RUE HENRY MAYER	01 47 65 06 87
MAISON DES EPINETTES	IMPASSE DES 4 VENTS (48 R EREVAN)	01 46 42 59 11
MAISON DES EPINETTES	IMPASSE DES 4 VENTS (48 R EREVAN)	01 46 42 91 27
MAISON DE QUARTIER DES ILES	53 AVENUE DU BAS MEUDON	01 41 09 24 60
MAISON DE QUARTIER DES ILES	53 AVENUE DU BAS MEUDON	01 46 42 46 29
MAISON DE QUARTIER DES ILES	53 AVENUE DU BAS MEUDON	01 46 44 12 08
MAISON QUARTIER VAL DE SEINE	13 RUE MAURICE BERTEAUX	01 46 48 98 19
MAISON QUARTIER VAL DE SEINE	13 RUE MAURICE BERTEAUX	01 46 48 98 93
MAISON DES HAUTS D ISSY	16 RUE ABBE DERRY	01 46 38 15 28
MAISON MEDECIN DE GARDE	4 PARVIS CORENTIN CELTON	01 46 42 33 65
MEDIATHEQUE CENTRALE	33 RUE DU GOUVERNEUR GEN EBOUE	01 41 08 08 04
MEDIATHEQUE DES CHARTREUX	2 RUE CLOS MEUNIER	01 41 46 93 35
MUSEE CARTE A JOUER	16 RUE AUGUSTE GERVAIS	01 46 45 32 31
RELAIS MAIRIE ANNEXE	54 TER RUE EREVAN	01 46 48 95 37
RESIDENCE ANDRE CHENIER	26 RUE ANDRE CHENIER	01 46 42 21 06
RESIDENCE LA FERME	186 AVENUE VERDUN	01 46 45 16 48
STADE ALAIN MIMOUN	1 RUE RABELAIS (26 R ANDRE CHENIER)	01 41 90 92 51
STADE ALAIN MIMOUM	1 RUE RABELAIS	01 46 42 74 48
STADE ALAIN MIMOUM	1 RUE RABELAIS	01 47 36 56 79
STADE ALAIN MIMOUM	1 RUE RABELAIS	01 46 45 61 94
STADE ALAIN MIMOUM	1 RUE RABELAIS	01 47 36 59 38
STADE DE L ILE BILLANCOURT	22 AVENUE BAS MEUDON (44 AV BAS MEUDON)	01 46 42 63 79
CRÈCHE LES DAUPHINS	8 AV JEAN MONNET	01 40 95 08 52
LE TEMPS DES CERISES	90 PROMENADE VERGER	01 40 95 79 01
GYMNASE JACQUES GODDET	237 RUE JEAN JACQUES ROUSSEAU (31 BD GAMBETTA)	01 41 08 27 47
GYMNASE JACQUES GODDET	237 RUE JEAN JACQUES ROUSSEAU (19 R VAUDETARD)	01 41 08 29 44

GYMNASE JACQUES GODDET	237 RUE JEAN JACQUES ROUSSEAU	01 41 90 08 62
GYMNASE JACQUES GODDET	237 RUE JEAN JACQUES ROUSSEAU	01 46 45 86 27
GYMNASE JACQUES GODDET	237 RUE JEAN JACQUES ROUSSEAU	01 46 45 87 85
GYMNASE JACQUES GODDET	237 RUE JEAN JACQUES ROUSSEAU	01 57 75 01 17
GYMNASE JACQUES GODDET	237 RUE JEAN JACQUES ROUSSEAU	01 57 75 03 85
CRÈCHE LES MONTGOLFIÈRES	4 BD DES FRERES VOISIN	01 40 93 04 21
CRÈCHE LES MONTGOLFIÈRES	4 BD DES FRERES VOISIN	01 40 93 04 79
ECOLE JULES FERRY	5 R JULES FERRY	01 40 93 59 17
CRÈCHE ARC EN CIEL CLAIR DE LUNE	41 R ARISTIDE BRIAND	01 41 46 99 45
RESTAURANT CLUB PERSONNES AGÉES	7 ALL STE LUCIE	01 46 38 20 06
CRECHE LES CIGOGNES	27 R GUYNEMER	01 46 44 49 81
GYMNASE ALAIN MIMOUN	4 R RABELAIS	01 46 48 34 62
ECOLE JUSTIN OUDIN	65 R FORT	01 40 95 73 92
ECOLE DES AJONCS	29 R DOCT LOMBARD	01 41 08 28 63
ECOLE DES AJONCS	29 R DOCT LOMBARD	01 41 08 28 74
ECOLE DES AJONCS	29 R DOCT LOMBARD	01 46 38 96 94
ECOLE DES AJONCS	29 R DOCT LOMBARD	01 46 45 83 45
LES ARCADES	54 BD GALLIENI	01 46 45 90 69
PISCINE SEVESTRE	70 BD GALLIENI	01 41 90 73 42
PALAIS DES CONGRÈS	25 AV VICTOR CRESSON	01 41 90 88 09
PALAIS DES CONGRÈS	25 AV VICTOR CRESSON	01 41 90 88 68
PALAIS DES CONGRÈS	25 AV VICTOR CRESSON	01 41 90 88 86
RESIDENCE GUYNEMER	1 R COURTELINE	01 46 45 19 15
RESIDENCE GUYNEMER	1 R COURTELINE	01 46 45 37 90
ECOLE LOUISE MICHEL	34 R DOCT ZAMENHOFF	01 46 44 61 06
ECOLE LOUISE MICHEL	34 R DOCT ZAMENHOFF	01 46 45 14 66
HÔTEL DE VILLE	60 R GEN LECLERC	01 41 08 46 73
SERVICE DES SPORTS VILM	6 AV JEAN JAURES	01 47 36 23 09
ECOLE BORDS DE SEINE	22 R GALIOTE	01 47 65 95 93
ECOLE BORDS DE SEINE	22 R GALIOTE	01 58 88 08 50
ESPACE PARMENTIER	4 R PARMENTIER	01 46 48 93 79
GYMNASE RAOUL FOLLEREAU	29 ESP RAOUL FOLLEREAU	01 46 48 38 24
CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL	4 BD GARIBALDI	01 46 45 40 25
ESPACE LUDIQUE MARCEL AYMÉ	19 ALL STE LUCIE	01 45 29 28 65
ESPACE LUDIQUE MARCEL AYMÉ	19 ALL STE LUCIE	01 46 45 22 08
ENTREPONT	22 CHE ACCES A LA GARE	01 41 08 94 64

ARCHES DES ARTISTES	PL LEON BLUM (21 ARCHES D'ISSY)	01 58 88 22 67
ECOLE JUSTIN OUDIN	65 RUE FORT	01 40 95 76 47
TENNIS CLUB DE BEAUVOIR TCIM	7 R ANTOINE COURBARIEN	01 46 38 47 97
LIBRE SERVICE SOCIAL	53 RUE GENERAL LECLERC	01 46 42 53 66
SQUARE BONAVENTURE LECA	PL BONAVENTURE LECA	01 46 38 44 25
SQUARE BONAVENTURE LECA	PL BONAVENTURE LECA	01 46 38 44 96
ESPACE SAVARY	4 RUE GENERAL LECLERC	01 46 38 49 16
ECOLE SAINT EXUPÉRY	12 R ELIANE JEANNIN-GARREAU	01 46 45 86 81
ESPACE ICARE	31 BD GAMBETTA	01 46 42 88 64
ESPACE ICARE	31 BD GAMBETTA	01 46 42 89 81
ESPACE ICARE	31 BD GAMBETTA	01 46 44 72 30

Lignes analogiques sur IP (9)

Site	Adresse (92130 Issy-les-Moulineaux)	N° ligne
ECOLE JUSTIN OUDIN	2 ALLEE LUCIE AUBRAC	01 45 29 05 58
ECOLE MARIE MARVINGT	19 RUE VAUDETARD	01 41 90 88 34
LUDOTHEQUE	18 RUE ABBE DERRY	01 46 62 01 43
RESIDENCE ANDRE CHENIER	26 RUE ANDRE CHENIER	01 46 48 89 42
LE TEMPS DES CERISES	90 PROMENADE VERGER	09 71 48 14 02
SERVICE DES SPORTS VILM	6 AV JEAN JAURES	09 71 55 47 89
ESPACE SAVARY	4 RUE GENERAL LECLERC	01 46 42 46 24
ECOLE SOPHIE SCHOLL	71 RUE ARISTIDE BRIAND	01 46 38 87 44
ECOLE SOPHIE SCHOLL	71 RUE ARISTIDE BRIAND	09 77 63 83 41

Liste des liaisons ADSL

Site	Adresse (92130 Issy-les-Moulineaux)
CRECHE ARC EN CIEL	41 RUE ARISTIDE BRIAND
ESPACE MARCEL AYME	15 ALLEE STE LUCIE
ESPACE PARMENTIER	4 RUE PARMENTIER
GYMNASE RAOUL FOLLEREAU	29 ESPLANADE RAOUL FOLLEREAU
HALL DES SPORTS GUILLAUME	2 RUE BATEAU LAVOIR
RESIDENCE GUYNEMER	1 RUE COURTELINE
STADE ALAIN MIMOUM	4 RUE RABELAIS
RESTAURANT STE LUCIE	7 ALLEE STE LUCIE
GYMNASE JULES GUESDE	15 RUE JULES GUESDE
GYMNASE LA SOURCE	1 BOULEVARD RODIN
RESIDENCE LA FERME	186 AV DE VERDUN
STADE ILLE BILLANCOURT	44 AVENUE BAS MEUDON
STADE ALAIN MIMOUM	26 RUE ANDRE CHENIER
CASEMATES SPORTS	62 PROMENADE DU VERGER
COMMUNE D ISSY LES MOULINEAUX	11 ARCHES D'ISSY
Maison du Médecin de Garde	4 PARVIS CORENTIN CELTON

Liste des liaisons FTTH

Site	adresse (92130 Issy-les-Moulineaux)
ARCHE 21	24 LES ARCHES D ISSY
ATELIER JANUSZ KORCZAK	14 RUE DU CHEVALIER DE LA BARRE
AUDITORIUM	11-13 RUE DANTON
CAM1	47 RUE GÉNÉRAL LECLERC
CAM1	47 RUE GÉNÉRAL LECLERC
CAM2	47 RUE GÉNÉRAL LECLERC
CAM3	47 RUE GÉNÉRAL LECLERC
CAM4	47 RUE GÉNÉRAL LECLERC
CAM5	47 RUE GÉNÉRAL LECLERC
CAM5	47 RUE GÉNÉRAL LECLERC
CITE DES SPORTS	90 R DU GOUV GENERAL FELIX EBOU
CMS	27 BIS AV VICTOR CRESSON
COMMISSARIAT DE POLICE	22 AVENUE VICTOR CRESSON
COMMUNE D ISSY LES MOULINEAUX	10 RUE HENRI MAYER
COMMUNE D ISSY LES MOULINEAUX	53 AVENUE BAS MEUDON
COMMUNE D ISSY LES MOULINEAUX	19 RUE DIDEROT
CTM	4 BOULEVARD GARIBALDI
ECOLE ANATOLE FRANCE	1 BOULEVARD RODIN
ECOLE CHABANNE	55 RUE PIERRE POLI
ECOLE CLAUDE BOUJON	3 RUE DES ACACIAS
ECOLE DES AJONCS	33 RUE DU DOCTEUR LOMBARD
ECOLE DES CHARTREUX (MÉDIATHÈQU	40 RUE CHAMP CHARDON
ECOLE ERNEST RENAN	21 RUE ERNEST RENAN
ECOLE JULES FERRY	5 RUE JULES FERRY
ECOLE JUSTIN OUDIN	2/4 ALLÉE LUCIE AUBRAC
ECOLE LA FONTAINE	17 RUE DE L'ABBÉ DERRY
ECOLE LES CHARTREUX	40 RUE CHAMP CHARDON
ECOLE LES COLOMBIERS	12 COURS SAINT-VINCENT
ECOLE LES EPINETTES	38 RUE EREVAN
ECOLE LES ILES	42 AVENUE DU BAS MEUDON
ECOLE LES PONCEAUX	18 RUE DE MEUDON
ECOLE LES VARENNES	21 VILLA MARGUERITE
ECOLE LOUISE MICHEL	36 RUE DU DOCTEUR ZAMENHOF
ECOLE PAUL BERT 2	7/9 RUE PAUL BERT
ECOLE PAUL BERT ÉLEM.	27 RUE ARISTIDE BRIAND
ECOLE ROBERT DOISNEAU	19 RUE VAUDETARD
ECOLE ROBERT DOISNEAU	26 RUE JACQUES HENRI LARTIGUE
ECOLE SAINT EXUPERY	12 RUE ELIANE JEANNIN GARREAU
ECOLE SOPHIE SCHOLL	71 RUE ARISTIDE BRIAND
ECOLE ST GERMAIN	26 AVENUE JEAN MONNET
ECOLE VOLTAIRE	1 RUE MAURICE CHAMPEAU

ECOLE VOLTAIRE	1 RUE MAURICE CHAMPEAU
ECOLES BORDS DE SEINE	22 RUE DE LA GALIOTE
ESPACE ANNE FRANCK	15 RUE DIDEROT
ESPACE PARMENTIER	4 RUE PARMENTIER
ESPACE SENIOR	5 RUE MARCELIN BERTHELOT
HALLE DES EPINETTES	45 RUE DE L'EGALITÉ
HÔTEL DE VILLE	62 RUE GÉNÉRAL LECLERC
HÔTEL DE VILLE	62 RUE GÉNÉRAL LECLERC
LES ARCADES	52 BOULEVARD GALLIENI
LUDOTHÈQUE	18 RUE DE L'ABBÉ DERRY
MAIRIE D ISSY LES MOULINEAUX	6 BOULEVARD DES FRERES VOISIN
MAIRIE D ISSY LES MOULINEAUX	90 PRO VERGER
MAIRIE D ISSY LES MOULINEAUX	21 R EUGENE ATGET
MAIRIE D ISSY LES MOULINEAUX	AIGLE - 44 RUE EREVAN
MAIRIE D ISSY LES MOULINEAUX	6 AVENUE JEAN JAURES
MAIRIE D ISSY LES MOULINEAUX	26 R MARCEAU
MAIRIE D ISSY LES MOULINEAUX	16 R AUGUSTE GERVAIS
MAIRIE D ISSY LES MOULINEAUX	90 PRO GERVAIS
MAIRIE D ISSY LES MOULINEAUX	90 PRO GERVAIS
MAIRIE D ISSY LES MOULINEAUX	62 RUE DU GENERAL LECLERC
PMS BASE REPLI	6 AVENUE JEAN JAURES

Annexe 3 : Lot n° 3

Liste des sites VPN MPLS

Site	Liaison	Adresse (92130 Issy-les-Moulineaux)
CRECHE LA FARANDOLE	SDSL MPLS 2M	3 allée des Ponts
CRECHE LES DAUPHINS	SDSL MPLS 2M	25 boulevard des Iles
GROUPE SCOLAIRE VOLTAIRE	SDSL MPLS 2M	RUE GUYNEMER
AGORA	SDSL MPLS 2M	8 Rue Paul Bert
CENTRE ADMINISTRATIF MUNICIPAL	SDSL MPLS 4,5M	47 rue Général Leclerc
CENTRE ADMINISTRATIF MUNICIPAL	Fibre Optique MPLS 10M	47 rue Général Leclerc
CENTRE DE LOISIRS ABBE DERRY	SDSL MPLS 2M	16 Rue de l'Abbé Derry
CRECHE CLAUDE BOUJON	SDSL MPLS 2M	10 Rue Telles de la Poterie
CRECHE DES CIGOGNES	SDSL MPLS 2M	27 rue Guynemer
CRECHE L'ILE AUX TRESORS	SDSL MPLS 2M	11 Allée Sainte-Lucie
CRECHE LA FEE DRAGEE	SDSL MPLS 2M	2 rue Paul Bert
CRECHE LES MONTGOLFIERES	SDSL MPLS 2M	10 rue Maurice Berteaux
CRECHES LES LUTINS	SDSL MPLS 2M	21 allée de la brasserie
ECOLE ANATOLE FRANCE	SDSL MPLS 2M	1 boulevard Rodin
ECOLE BORDS DE SEINE	SDSL MPLS 2M	22 rue de la Galiote
ECOLE CHABANNE	SDSL MPLS 2M	55 rue Pierre Poli
ECOLE CLAUDE BOUJON	SDSL MPLS 2M	3 rue des Acacias
ECOLE DES AJONCS	SDSL MPLS 2M	33 rue du docteur Lombard
ECOLE DES CHARTREUX	SDSL MPLS 4,5M	40 rue du champ chardon
ECOLE DES ILES	SDSL MPLS 2M	42 Rue de Meudon
ECOLE DES PONCEAUX	SDSL MPLS 2M	18 rue de Meudon
ECOLE DES VARENNES	SDSL MPLS 2M	21 villa Marguerite
ECOLE ERNEST RENAN	SDSL MPLS 2M	23 Rue Ernest Renan
ECOLE JULES FERRY	SDSL MPLS 2M	5 rue Jules Ferry
ECOLE JUSTIN OUDIN	SDSL MPLS 2M	65 Rue du Fort
ECOLE LOUISE MICHEL	SDSL MPLS 2M	34 Rue du Docteur Zamenhof
ECOLE PAUL BERT 2	SDSL MPLS 2M	7 Rue Paul Bert
ECOLE SAINT EXUPERY	SDSL MPLS 2M	12 rue Jeannin Garreau
ECOLE SAINT GERMAIN	SDSL MPLS 2M	26 avenue Jean Monet
ESPACE SAVARY	SDSL MPLS 2M	4 rue du Général Leclerc
ESPACE SENIOR	SDSL MPLS 4,5M	5 rue Marcelin Berthelot
GROUPE SCOLAIRE DOISNEAU	SDSL MPLS 2M	26 rue jacques Henri Lartigue
GROUPE SCOLAIRE LES COLOMBIERS	SDSL MPLS 2M	12 cour Saint Vincent
GROUPE SCOLAIRE LES EPINETTES	SDSL MPLS 2M	38 rue d'Erevan
GROUPE SCOLAIRE MARIE MARVINGT	SDSL MPLS 2M	19 Rue Vaudetard
GROUPE SCOLAIRE PAUL BERT	SDSL MPLS 2M	27 Rue Aristide Briand
RAM LES EPINETTES	SDSL MPLS 2M	72 rue de l'égalité

Mairie d'Issy-les-Moulineaux

Lot 1 - Mobiles

Bordereau des prix

Abonnements mobiles	Frais de mise en service € HT	Prix de base HT	Taux de remise	Abonnement mensuel net € HT
Abonnement + communications illimitées*	- €	23,00 €	85%	3,45 €
Option SMS illimités	- €	- €	0%	- €
Option MMS illimités	- €	10,00 €	97%	0,30 €
Option Data 4G - 5 Go **	- €	6,45 €	0%	6,45 €
Option Data 4G - 25 Go **	- €	7,47 €	0%	7,47 €
Abonnement tablette/routeur 5 Go **	- €	29,00 €	84%	4,64 €
Abonnement tablette/routeur 25 Go **	- €	39,00 €	85%	5,85 €
Abonnement tablette/routeur 200 Go **	- €	99,00 €	40%	59,40 €

** 7j/7 24h/24 fixes et mobiles national*

*** Pas de facturation supplémentaire si le maximum est atteint (débit réduit)*

Services	Frais de mise en service € HT	Prix de base HT	Taux de remise	Abonnement mensuel net € HT
double appel et indication d'appel en attente	- €	- €	- €	- €
Présentation du numéro	- €	- €	- €	- €
Limitation vers l'etranger	- €	- €	- €	- €
Messagerie vocale Visuelle (avec Option Data)	- €	- €	- €	- €
Consultation illimitée du répondeur	- €	- €	- €	- €
Renvoi des appels	- €	- €	- €	- €

**** Préciser si le coût est décompté à la seconde*

Les candidats doivent également fournir le catalogue de l'ensemble de leurs services concernant le lot 1.
Ils fourniront également le catalogue des appareils mobiles.

Fait à , le .
Signature et cachet du candidat :

Mairie d'Issy-les-Moulineaux

Lot 1 - Accès trunk-SIP

Bordereau des prix

Liens	Frais de mise en service € HT	Taux de remise sur les frais de mise en service	Frais de mise en service en € HT net	Abonnement mensuel catalogue € HT	Taux de remise sur les abonnements	Abonnement mensuel € net HT
Fibre support Trunk-SIP	- €	- €	- €	530,00 €	100%	- €
Abonnement 120 canaux Trunk-SIP	- €	- €	- €	3 000,00 €	86%	420,00 €
GTR 4h lundi/vendredi 8h-18h pour les accès Trunk-SIP et les canaux	- €	- €	- €	- €	0%	- €
GTR 4h 24H/24 7J/7 pour les accès Trunk-SIP et les canaux	- €	- €	- €	300,00 €	67%	99,00 €

Services	Frais de mise en service € HT	Taux de remise sur les frais de mise en service	Frais de mise en service en € HT net	Abonnement mensuel catalogue € HT	Taux de remise sur les abonnements	Abonnement mensuel € net HT
Pack de 10 SDA	- €	- €	- €	1,00 €	78%	0,22 €

Communications	Unité*			Prix Unitaire catalogue HT	Taux de remise sur les comm.	Net HT comm.
vers fixes (locales et nationales)	minute			- €	- €	- €
vers mobiles internes	minute			- €	- €	- €
vers mobiles du titulaire	minute			- €	- €	- €
vers mobiles autres	minute			- €	- €	- €
vers numéros spéciaux (hors coût éditeur)	minute			- €	- €	- €

** Préciser si le coût est décompté à la seconde*

Les candidats doivent également fournir le catalogue de l'ensemble de leurs services concernant le lot 1.

Fait à , le .
Signature et cachet du candidat :

Mairie d'Issy-les-Moulineaux

Lot 3 - Abonnements à un réseau opéré VPN IP MPLS

Bordereau des prix

Liens VPN MPLS	Frais de mise en service catalogue € HT	Taux de remise	Frais de mise en service net € HT	Coût mensuel Abonnement € HT	Taux de remise	Abonnement net HT	GTR4h 24/24 7/7 catalogue € HT	Taux de remise	GTR4h 24/24 7/7 net € HT	Routeur de secours catalogue € HT	Taux de remise	Routeur de secours net € HT
Sur SDSL MPLS 4,5M	400,00 €	100%	- €	279,00 €	62%	106,02 €	75,00 €	60%	30,00 €	- €	- €	- €
Sur SDSL MPLS 2M	400,00 €	100%	- €	179,00 €	56%	78,76 €	75,00 €	60%	30,00 €	- €	- €	- €
Sur Fibre 10 Mbs	3 500,00 €	100%	- €	530,00 €	65%	185,50 €	300,00 €	67%	99,00 €	- €	- €	- €
Sur Fibre 50 Mbs	3 500,00 €	100%	- €	530,00 €	62%	201,40 €	300,00 €	67%	99,00 €	- €	- €	- €
Sur Fibre 100 Mbs	3 500,00 €	100%	- €	530,00 €	52%	254,40 €	300,00 €	67%	99,00 €	- €	- €	- €

Prestations unitaires	Tarif HT unitaire catalogue	Taux de remise	Tarif HT unitaire net
Modification de configuration d'un équipement	45,00 €		45,00 €
Modification de configuration de l'ensemble des équipements	1 665,00 €		1 665,00 €

Les candidats doivent également fournir le catalogue de l'ensemble de leurs services concernant le lot 3.

Fait à , le .
Signature et cachet du candidat :

PROCES-VERBAL DE SEANCE ET RAPPORT
DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES

MARCHE DE SERVICES DE TELECOMMUNICATION

Le 28 mars 2022 à 16h30, les membres composant la Commission d'appel d'offres, convoqués individuellement et par écrit en date du 15 mars 2022, se sont réunis en présence de Madame Edith LETOURNEL, Présidente de la Commission, représentant Monsieur SANTINI, Maire.

Etaient présents :

- Madame Claire SZABO, membre titulaire
- Monsieur Etienne BERANGER, membre titulaire
- Monsieur Didier VERNET, membre titulaire
- Madame Maria GARRIGUES, membre suppléant
- Madame Kathy SIMILOWSKI, membre suppléant

Etaient excusés :

- Madame Fanny VERGNON, membre titulaire
- Madame Tiphaine BONNIER, membre titulaire

Représentants de l'Etat :

- Madame Danièle REITZ, Comptable Public de la Trésorerie Principale, était excusée ;
- Monsieur le Directeur départemental de la protection des populations, dûment convoqué, n'était pas représenté.

Assistée de :

- Monsieur Fabien FREYGEFOND, directeur-adjoint de la Commande Publique ;
- Madame Anne CARIO, chargée d'affaires à la Commande Publique ;
- Monsieur Jean Paul Poggioli, AMO et maîtrise d'œuvre des systèmes d'information de la Ville.

Le quorum a été atteint non seulement à l'ouverture de la séance mais encore lors des débats et du vote de la commission.

EN SIGNATURE

1- CONDITIONS GENERALES

Le marché est relatif à des services de télécommunication.

Le marché est un accord-cadre mono attributaire de services à bons de commande, sur la base de prix unitaires en application des articles R. 2162-2, R. 2162-4 à R. 2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la Commande publique, sans montant annuel minimum et avec des montants maximums annuels.

Les commandes sont passées en référence aux prix unitaires indiqués au bordereau des prix et, le cas échéant, aux articles figurant au(x) catalogue(s) avec les prix ou une liste des prix annexée, après application du taux de remise indiqué au bordereau des prix sur lequel le titulaire s'est engagé au moment du dépôt de son offre. Pour les prestations ne figurant ni dans le BPU ni dans les catalogues, la personne publique pourra demander un devis au titulaire. La personne publique est libre d'accepter ou non ce devis ou de le renégocier. Le titulaire fera profiter la personne publique de ses offres promotionnelles.

Les frais de mise en service, le cas échéant, ne seront dus qu'une seule fois par la Ville lors de la 1ère mise en service et ce pour chacune des liaisons.

Le marché est alloti au sens de l'article L2113-10 du Code de la commande publique et comprend trois lots :

N° du lot	**Intitulé du lot**	**Pas de montant annuel minimum € HT**	**Montant annuel maximum € HT**
1	Abonnements et communications des accès Trunk-sip pour IPBX et services de téléphonie mobile avec acquisition de mobiles	0	190 000
2	Abonnements et communications des lignes téléphoniques analogiques, et abonnements internet xDSL et FTTH	0	210 000
3	Abonnements à un réseau opéré VPN IP MPLS	0	160 000

Le marché n'est pas un marché à tranche.

Les variantes sont interdites.
Le marché ne comporte pas d'option.

Le marché prend effet à compter de sa date de notification et les prestations débuteront à compter du 24 août 2022 pour une durée d'un an renouvelable trois fois par reconduction tacite, soit une durée maximale de quatre ans.

Le marché est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert conformément aux articles L2124-2 et R.2124-2 du Code de la commande publique.

Un avis d'appel public à la concurrence a été envoyé pour publication le 03 février 2022 aux médias suivants :
- au JOUE annonce n°2022/S 027-068994 parue le 08 février 2022 ;
- au BOAMP annonce n°22-17601 parue le 05 février 2022.

Il fixait la date limite de remise des offres au 08 mars 2022 à 17h00.

ENSIGNATURE

La procédure était dématérialisée. Il y a eu 15 retraits du DCE (doubles téléchargements et téléchargements compris).

11 (dont 6 doublons, les plis 4 à 8 étant des doublons du 9) plis dématérialisés sont arrivés dans les conditions requises par l'annonce.

Le pouvoir adjudicateur a procédé à l'ouverture des plis le 09 mars 2022 et en a enregistré le contenu.

Les entreprises ayant remis une offre étaient les suivantes :

N° d'ordre au registre des dépôts	**Candidats**	**N° de lot**
1	VOIP TELECOM (Paris)	2 et 3
2	ORANGE (Issy-Les-Moulineaux)	2
3	Société Française du Radiotéléphone (SFR) (Paris)	1 et 3
9 les plis 4 à 8 étant des doublons du 9	CELESTE (Champs sur Marne)	2 et 3
10	BOUYGUES TELECOM (Boulogne-Billancourt)	1 et 3
11	LINKT (PUTEAUX – Paris la Défense)	2 et 3

2- EXAMEN DES CANDIDATURES

Le pouvoir adjudicateur a examiné la conformité administrative des candidatures et les capacités professionnelles, techniques et financières des candidats.

2.1 Analyse administrative

Le pouvoir adjudicateur a déclaré l'ensemble des candidatures conformes sur le plan administratif. En effet, celles-ci présentent l'ensemble des documents demandés dans l'avis d'appel public à la concurrence (documents de candidature et attestations sur l'honneur).

2.2 Analyse des capacités professionnelles, techniques et financières

Le pouvoir adjudicateur a procédé à l'examen des candidatures au regard des niveaux de capacités professionnelles, techniques et financières du candidat. Le pouvoir adjudicateur a déclaré les candidatures satisfaisantes pour la réalisation des prestations objet du marché. Les candidats présentent des capacités en adéquation avec l'objet du marché en termes de références similaires, de moyens matériels et humains disponibles et de chiffre d'affaires.

Les candidatures ont été admises.

3- ANALYSE ET JUGEMENT DES OFFRES

Les offres ont été remises à la Direction de la Ville Numérique afin qu'elle en effectue une analyse économique en se fondant sur les critères de jugement des offres définis dans l'avis d'appel public à la concurrence et dans le règlement de la consultation, avec leur pondération, à savoir :

1/Critère 1 Prix au vu du DQE et du BPU – 50 points décomposés de la manière suivante :
- BPU – 25 points
- DQE – 25 points

EN SIGNATURE

2/Critère 2 Modalités d'application de la Garantie du Temps de Rétablissement dans l'offre standard (et non dans les prestations en plus prévues au catalogue) – 15 points

3/Critère 3 Qualité et étendue de l'extranet de gestion des demandes, de déclaration et de suivi des incidents – 15 points

4/Critère 4 Qualité, réactivité et étendue de l'assistance téléphonique – 10 points

5/Critère 5 Nombre et qualité des services de gestion inclus dans l'offre standard faîte à la Ville (et non dans les prestations en plus prévues au catalogue) tels que facturation détaillée, accès à un extranet de gestion et de suivi des consommations – 10 points

Lors de sa réunion du 28 mars 2022 les membres de la commission prenaient connaissance du rapport d'analyse des offres préparé par la Direction de la Ville Numérique, assistée par la Direction de la Commande Publique.

Au vu du rapport d'analyse des offres, la commission décide de classer les offres comme suit :

Lot n°1 Abonnements et communications des accès Trunk-sip pour IPBX et services de téléphonie mobile avec acquisition de mobiles

Candidats	Prix / 50	Technique / 50				Note finale / 100	Classement
		GTR / 15	Extranet / 15	Assistance /10	Services / 10		
SFR	36,15	12	15	10	10	**83,15**	**2ème**
Bouygues Telecom	49,25	12	15	10	10	**96,25**	**1er**

La commission décide d'attribuer le lot n°1 à la société **BOUYGUES TELECOM**, dont l'offre est apparue comme économiquement la plus avantageuse, pour un montant estimatif annuel de 3 267,98 € H.T.

Lot n°2 Abonnements et communications des lignes téléphoniques analogiques, et abonnements internet xDSL et FTTH

La Commission décide à l'unanimité de ne pas attribuer le lot n°2.

Lot n°3 Abonnements à un réseau opéré VPN IP MPLS

Candidats	Prix / 50	Technique / 50				Note finale / 100	Classement
		GTR / 15	Extranet / 15	Assistance /10	Services / 10		
VOIP Telecom	38,11	12	15	8	10	83,11	**2ème**
SFR	35,79	12	15	8	10	80,79	**4ème**
Celeste	37,42	12	15	8	10	82,42	**3ème**
Bouygues Telecom	40,83	12	15	8	10	85,83	**1er**
LinkT	29,53	12	15	8	10	74,53	**5ème**

La commission décide d'attribuer le lot n°3 à la société **BOUYGUES TELECOM**, dont l'offre est apparue comme économiquement la plus avantageuse, pour un montant estimatif annuel de 4 281,64 € H.T.

La séance est levée à 17h40.

EN SIGNATURE

De toutes ces opérations, nous avons dressé le présent procès-verbal, qui est signé de nous.

Madame Edith LETOURNEL, Présidente

Madame Claire SZABO, membre titulaire

Monsieur Etienne BERANGER, membre titulaire

Monsieur Didier VERNET, membre titulaire

Madame Maria GARRIGUES, membre suppléant

Madame Kathy SIMILOWSKI, membre suppléant

EN SIGNATURE

VILLE D'ISSY LES MOULINEAUX

CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU JEUDI 7 AVRIL 2022

N° 2

OBJET : FINANCES - **Approbation du compte de gestion de la commune pour l'exercice 2021.**

Madame Edith LETOURNEL, Maire-Adjointe déléguée aux Finances, expose au Conseil municipal ce qui suit :

Madame le Comptable Public d'Issy-les-Moulineaux, agissant en sa qualité de receveur municipal, présente, après l'avoir reconnu exact, le compte de gestion de l'exercice 2021 pour la commune à savoir :

COMPTE DE GESTION DE LA COMMUNE

	Section de Fonctionnement	Section d'Investissement
Recettes	151 475 619,07 €	66 053 417,79 €
Dépenses	148 012 200,31 €	66 790 928,48 €
Résultat brut de clôture 2021	**+3 463 418,76 €**	**-737 510,69 €**

Le compte présenté par Madame le Comptable Public étant conforme au compte administratif 2021, il est demandé à l'Assemblée de bien vouloir approuver le compte de gestion de la commune afférent à l'exercice 2021.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2343-1,

Vu le compte de gestion de la commune afférent à l'exercice 2021, reconnu exact et présenté par Madame le Comptable Public d'Issy-les-Moulineaux agissant en sa qualité de Receveur Municipal, et dont les résultats sont les suivants :

	Section de Fonctionnement	Section d'Investissement
Recettes	151 475 619,07 €	66 053 417,79 €
Dépenses	148 012 200,31 €	66 790 928,48 €
Résultat brut de clôture 2021	**+3 463 418,76 €**	**-737 510,69 €**

Attendu que ce compte de gestion est conforme au compte administratif 2021 de la commune,

Vu l'avis de la Commission municipale des Ressources en date du 30 mars 2022,

Entendu cet exposé,

APRES EN AVOIR DELIBERE

ADOPTE le compte de gestion de la commune pour l'exercice 2021, présenté par le Receveur Municipal et dont les écritures sont conformes à celles du compte administratif pour le même exercice.

092019

TRES. MUNICIPALE D'ISSY-VANVES

Edition compte de gestion M57

ORIGINE DOCUMENT : pierre-yves.coat

Exercice : 2021

Budget collectivité : 03700

A Viser : 1

Edition Provisoire : 0

Edition destinée au CDG sur chiffre étendu : 1

Date à considérer dans les messages de supervision

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
TRES. MUNICIPALE D'ISSY-VANVES
NUMÉRO CODIQUE 092019
Date d'édition : 03/02/2022

GED

IDENTIFIANT BUDGET 03700

N° de SIRET 21920040900015

ISSY LES MOULINEAUX - COMMUNE

BUDGET PRINCIPAL

COMPTE DE GESTION

EXERCICE 2021

PRÉSENTÉ À

La Chambre régionale des comptes

PAR LE(S) COMPTABLES(S)

Mme REITZ Danièle
092019 TRES. MUNICIPALE D'ISSY-VANVES
Mme ZADVAT Aïcha
092019 TRES. MUNICIPALE D'ISSY-VANVES

AYANT EXERCÉ AU COURS DE LA GESTION

DU 01/04/2021 AU 03/02/2022

DU 01/01/2021 AU 31/03/2021

TRES. MUNICIPALE D'ISSY-VANVES
092019
Date d'édition : 03/02/2022

Population : 68980
Nomenclature **M57**
Voté par Nature avec ref. fonct.
Exercice 2021

SOMMAIRE

		PAGES
1ERE PARTIE : Situation patrimoniale		**3**
1 Bilan synthétique	Etat I-1	4
2 Bilan	Etat I-2	5
3 Compte de résultat synthétique	Etat I-3	9
4 Compte de résultat	Etat I-4	11
5 Annexe		13
Etats des opérations pour compte de tiers	Etat I-5	14
2EME PARTIE : Exécution budgétaire		**16**
1 Résultats budgétaires de l'exercice	Etat II-1	17
2 Résultats d'exécution	Etat II-2	18
3 Etat de consommation des crédits	Etat II-3	20
4 Etat de réalisation des opérations	Etat II-4	24
3EME PARTIE : Comptabilité des deniers et valeurs		**34**
1 Balance des comptes	Etat III-1	35
2 Situation des valeurs inactives	Etat III-2	68
4EME PARTIE : Page des signatures		**69**
ETAT D'ANOMALIES DES CONTROLES D'EDITION		70

SITUATION PATRIMONIALE

03700 ISSY LES MOULINEAUX - COMMUNE

BILAN SYNTHETIQUE

(En Milliers d'Euros)

ACTIF NET [1]	Total	FONDS PROPRES ET PASSIF	Total
ACTIF IMMOBILISÉ		**FONDS PROPRES**	
Immobilisations incorporelles (nettes)		**Apports et subventions d'investissement**	497 053,86
Subventions d'investissement versées	29 895,89	**Neutralisations et régularisations**	38 246,64
Autres immobilisations incorporelles	10 441,74	**Réserves**	344 675,53
Immobilisations corporelles (nettes)		**Report à nouveau**	20 098,62
Terrains	63 611,14	**Résultat de l'exercice**	3 463,42
Constructions	557 436,68	**Droits du concédant, de l'affermant, de l'affectant et du remettant**	
Réseaux et installations de voirie	7 932,23	**TOTAL FONDS PROPRES (I)**	903 538,06
Réseaux divers	2 726,02	**PASSIF**	
Installations techniques, agencements et matériel	3 052,27	**TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)**	465,09
Immobilisations mises en concessions ou affermées		**DETTES FINANCIÈRES**	
Autres	20 565,63	**Emprunts obligataires**	
Immobilisations corporelles en cours	77 233,80	**Emprunts souscrits auprès des établissements de crédit**	2 718,27
Droits de retour relatifs aux biens mis à disposition ou affectés	39 803,63	**Dettes financières et autres emprunts**	124,78
Immobilisations financières (nettes)	70 615,27	**TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)**	2 843,05
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	883 314,31	**DETTES NON FINANCIÈRES**	
ACTIF CIRCULANT		Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 679,05
Stocks	13,18	Autres dettes non financières	3 446,46
Créances	22 287,79	**Produits constatés d'avance**	
Charges constatées d'avance		**TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)**	9 125,51
Trésorerie	10 365,53	**TOTAL TRÉSORERIE (4)**	
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	32 666,50	**TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)**	12 433,65
Comptes de régularisation (III)	0,19	**Comptes de régularisation (III)**	9,30
Écarts de conversion actif (IV)		**Écarts de conversion passif (IV)**	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	915 981,00	**TOTAL GÉNÉRAL (I + II+III+IV)**	915 981,00

[1] Déduction faite des amortissements et des dépréciations

03700 ISSY LES MOULINEAUX - COMMUNE

BILAN (en Euros)

ACTIF	NOTE	EXERCICE N			EXERCICE N-1
		BRUT	AMORTISSEMENTS DÉPRÉCIATIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ					
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Subventions d'investissement versées		38 088 684,68	8 192 790,00	29 895 894,68	22 293 596,84
Autres immobilisations incorporelles		22 790 376,26	12 348 635,66	10 441 740,60	10 515 104,64
Immobilisations incorporelles en cours					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains		64 883 745,94	1 272 602,53	63 611 143,41	61 862 989,78
Constructions		557 436 684,60		557 436 684,60	509 269 867,62
Réseaux et installations de voirie		8 219 257,73	287 031,57	7 932 226,16	7 788 894,73
Réseaux divers		3 066 245,20	340 229,00	2 726 016,20	3 023 064,18
Installations techniques, agencements et matériel		4 916 561,46	1 864 294,39	3 052 267,07	2 908 481,01
Immobilisations mises en concessions ou affermées					
Autres		55 663 268,35	35 097 633,50	20 565 634,85	19 008 698,37
Immobilisations corporelles en cours		77 233 802,09		77 233 802,09	79 098 449,19
DROITS DE RETOUR RELATIFS AUX BIENS MIS A DISPOSITION OU AFFECTÉS		39 803 629,06		39 803 629,06	39 803 629,06
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES		70 615 268,86		70 615 268,86	70 743 248,97
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)		942 717 524,23	59 403 216,65	883 314 307,58	826 316 024,39

03700 ISSY LES MOULINEAUX - COMMUNE

BILAN (en Euros)

ACTIF	NOTE	EXERCICE N			EXERCICE N-1
		BRUT	AMORTISSEMENTS DÉPRÉCIATIONS	NET	NET
ACTIF CIRCULANT					
STOCKS		13 179,40		13 179,40	33 642,00
CRÉANCES					
Créances sur des entités publiques, des organismes internationaux et la Commission européenne		151 462,46		151 462,46	643 267,85
Créances sur les redevables et comptes rattachés		1 736 115,47	403 828,33	1 332 287,14	4 311 201,98
Avances et acomptes versés par la collectivité					
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers					
Créances sur budgets annexes					
Créances sur les autres débiteurs		20 804 045,19		20 804 045,19	1 109 265,68
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE					
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE) (II)		22 704 802,52	403 828,33	22 300 974,19	6 097 377,51
TRÉSORERIE					
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT					
DISPONIBILITÉS		10 365 530,24		10 365 530,24	50 594 858,04
AUTRES					
TOTAL TRÉSORERIE (III)		10 365 530,24		10 365 530,24	50 594 858,04
COMPTES DE REGULARISATION (dont primes de remboursement des obligations) (IV)		190,95		190,95	11 590,95
ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF (V)					
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)		975 788 047,94	59 807 044,98	915 981 002,96	883 019 850,89

03700 ISSY LES MOULINEAUX - COMMUNE

BILAN (en Euros)

FONDS PROPRES ET PASSIF	NOTE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
FONDS PROPRES			
APPORTS NON RATTACHÉS A UN ACTIF DÉTERMINÉ			
Dotations		93 109 845,27	93 109 845,27
Fonds globalisés		251 998 927,09	244 006 459,84
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT			
Rattachées à un actif amortissable		40 232,74	55 886,07
Rattachées à un actif non amortissable		151 904 850,20	130 267 222,20
NEUTRALISATIONS ET RÉGULARISATIONS		38 246 635,27	38 254 865,72
RÉSERVES		344 675 527,37	317 675 527,37
REPORT A NOUVEAU		20 098 620,39	39 107 685,04
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		3 463 418,76	7 990 935,35
DROITS DU CONCÉDANT ET DE L'AFFERMANT			
DROITS DE L'AFFECTANT ET DU REMETTANT			
TOTAL FONDS PROPRES (I)		903 538 057,09	870 468 426,86

03700 ISSY LES MOULINEAUX - COMMUNE

BILAN (en Euros)

FONDS PROPRES ET PASSIF	NOTE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
PASSIF			
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
PROVISIONS POUR RISQUES		465 086,00	1 162 000,00
PROVISIONS POUR CHARGES			
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)		465 086,00	1 162 000,00
DETTES FINANCIÈRES			
EMPRUNTS OBLIGATAIRES			
EMPRUNTS SOUSCRITS AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT		2 718 266,66	2 997 833,33
DETTES FINANCIÈRES ET AUTRES EMPRUNTS		124 781,25	190 653,55
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)		2 843 047,91	3 188 486,88
DETTES NON FINANCIÈRES			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		5 679 051,73	6 114 421,38
Dettes fiscales et sociales		122 789,38	716 308,87
Avances et acomptes reçus			
Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers		17,55	
Fonds gérés par la collectivité			
Dettes sur budgets annexes			
Autres dettes non financières		3 323 652,55	1 302 419,14
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE			
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)		9 125 511,21	8 133 149,39
TRÉSORERIE			
AUTRES ÉLÉMENTS DE TRÉSORERIE PASSIVE			
TOTAL TRÉSORERIE (4)			
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)		12 433 645,12	12 483 636,27
COMPTES DE RÉGULARISATION (III)		9 300,75	67 787,76
ÉCARTS DE CONVERSION PASSIF (IV)			
TOTAL GÉNÉRAL (I + II+III+IV)		915 981 002,96	883 019 850,89

03700 ISSY LES MOULINEAUX - COMMUNE

COMPTE DE RESULTAT SYNTHETIQUE AU 31 DECEMBRE 2021

En Milliers d'Euros

POSTES	EXERCICE N	EXERCICE N-1
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)		
Dotations de l'état	608,00	
Participations	5 017,98	
Compensations, autres attributions et autres participations	2 862,09	
Dons et legs		
Impôts et taxes	118 448,62	
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE		
Ventes de biens ou prestations de services	8 239,58	
Produits des cessions d'actifs	3,59	
Autres produits de gestion	4 819,80	
Production stockée et immobilisée		
AUTRES PRODUITS		
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges	1 196,91	
Reprises du financement rattaché à un actif	0,95	
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions		
Neutralisation des moins-values de cession	10,50	
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT(I)	141 208,02	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Achats et charges externes	32 952,03	
Charges de personnel	42 392,63	
Indemnités des élus (et membres du CESR)	693,89	
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)	957,58	
Impôts et taxes	1 438,82	
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions	8 607,79	
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés	11,82	
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions		
Neutralisation des plus-values de cession	2,27	
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)	87 056,82	

03700 ISSY LES MOULINEAUX - COMMUNE

COMPTE DE RESULTAT SYNTHETIQUE AU 31 DECEMBRE 2021

En Milliers d'Euros

POSTES	EXERCICE N	EXERCICE N-1
CHARGES D'INTERVENTION		
Dispositifs d'intervention pour compte propre	50 537,67	
Autres charges	285,81	
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)	50 823,48	
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)	3 327,72	
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)	135,70	
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)		
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)	135,70	
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)	3 463,42	

03700 ISSY LES MOULINEAUX - COMMUNE

COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2021

POSTES	NOTE	EXERCICE N	EXERCICE N-1	VARIATION
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT				
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)				
Dotations de l'état		608 001,56		
Participations		5 017 979,40		
Compensations, autres attributions et autres participations		2 862 086,75		
Dons et legs				
Impôts et taxes		118 448 618,33		
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE				
Ventes de biens ou prestations de services		8 239 576,15		
Produits des cessions d'actifs		3 586,00		
Autres produits de gestion		4 819 803,01		
Production stockée et immobilisée				
AUTRES PRODUITS				
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges		1 196 914,00		
Reprises du financement rattaché à un actif		950,00		
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions				
Neutralisation des moins-values de cession		10 503,45		
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (I)		141 208 018,65		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Achats et charges externes		32 952 028,65		
Charges de personnel		42 392 626,73		
Dont salaires, traitements et rémunérations diverses		29 846 167,18		
Dont charges sociales		12 546 459,55		
Indemnités des élus (et membres du CESR)		693 886,48		
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)		957 577,13		
Impôts et taxes		1 438 820,18		
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions		8 607 791,84		
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés		11 816,45		
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions				
Neutralisation des plus-values de cession		2 273,00		
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)		87 056 820,46		
CHARGES D'INTERVENTION				
Dispositifs d'intervention pour compte propre		50 537 668,70		
Dont ménages		10 642,92		
Dont personnes morales de droit privé		15 647 599,32		
Dont collectivités territoriales		26 221,40		

03700 ISSY LES MOULINEAUX - COMMUNE

COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2021

POSTES	NOTE	EXERCICE N	EXERCICE N-1	VARIATION
Dont autres organismes publics		34 853 205,06		
Dont établissements d'enseignement				
Autres charges		285 810,73		
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)		50 823 479,43		
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)		3 327 718,76		
PRODUITS FINANCIERS				
Produits des participations et des prêts		121 000,00		
Produits des valeurs mobilières de placement		14 700,00		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Autres produits financiers				
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions financières et transferts de charges				
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)		135 700,00		
CHARGES FINANCIERES				
Charges d'intérêts				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Autres charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions financières				
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)				
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)		135 700,00		
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)		3 463 418,76		

ANNEXE

03700 ISSY LES MOULINEAUX - COMMUNE

OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS

Situation des opérations pour le compte de tiers soldées au 31/12/2021

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur

03700 ISSY LES MOULINEAUX - COMMUNE

OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS

Situation des opérations pour le compte de tiers non soldées au 31/12/2021

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur

EXECUTION BUDGETAIRE

03700 ISSY LES MOULINEAUX - COMMUNE

RESULTATS BUDGETAIRES DE L'EXERCICE

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	97 060 608,80	178 593 533,84	275 654 142,64
Titres de recettes émis (b)	66 102 261,63	154 373 681,87	220 475 943,50
Réductions de titres (c)	48 843,84	2 898 062,80	2 946 906,64
Recettes nettes (d = b - c)	66 053 417,79	151 475 619,07	217 529 036,86
DÉPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	97 060 608,80	178 593 533,84	275 654 142,64
Mandats émis (f)	66 792 953,87	154 585 956,07	221 378 909,94
Annulations de mandats (g)	2 025,39	6 573 755,76	6 575 781,15
Dépenses nettes (h = f -g)	66 790 928,48	148 012 200,31	214 803 128,79
RÉSULTAT DE L'EXERCICE			
(d-h) Excédent		3 463 418,76	2 725 908,07
(h-d) Déficit	737 510,69		

03700 ISSY LES MOULINEAUX - COMMUNE

RESULTATS D'EXECUTION DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS DES SERVICES NON PERSONNALISES

	RÉSULTAT À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT : 2020	PART AFFECTÉE À L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2021	RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2021	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RÉSULTAT DE CLÔTURE DE L'EXERCICE 2021
I - Budget principal					
Investissement	242 268,96		-737 510,69		-495 241,73
Fonctionnement	47 098 620,39	27 000 000,00	3 463 418,76		23 562 039,15
TOTAL I	47 340 889,35	27 000 000,00	2 725 908,07		23 066 797,42
II - Budgets des services à caractère administratif					
TOTAL II					
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
TOTAL III					
TOTAL I + II + III	47 340 889,35	27 000 000,00	2 725 908,07		23 066 797,42

Changement de nomenclature comptable au 01/01/2021 de la M14 à la M57 délibération n°3 du 10/12/2020

03700 ISSY LES MOULINEAUX - COMMUNE
ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS
SECTION DEPENSES D'INVESTISSEMENT

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RÉSERVES		39 640,63	39 640,63
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		36 130,00	36 130,00
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILÉES	480 550,00		480 550,00
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 996 628,38	379 672,52	3 376 300,90
204	Subventions d'équipement versées	9 410 000,00	557 683,79	9 967 683,79
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	19 117 140,00	18 640 408,01	37 757 548,01
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	13 264 497,00	762 249,46	14 026 746,46
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	48 604,00	129 880,00	178 484,00
SOUS-TOTAL	CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS	45 317 419,38	20 545 664,41	65 863 083,79
Opération n° 100059	Opération d'équipement n° 100059		273 356,19	273 356,19
Opération n° 1300001	Opération d'équipement n° 1300001	24 000 000,00	5 354 271,83	29 354 271,83
Opération n° 1800001	Opération d'équipement n° 1800001	1 000 000,00	251 443,54	1 251 443,54
SOUS-TOTAL	CHAPITRES REELS VOTES PAR OPERATION	25 000 000,00	5 879 071,56	30 879 071,56
4541101	Opération pour compte tiers n° 4541101	50 000,00		50 000,00
SOUS-TOTAL	OPERATIONS REELLES POUR LE COMPTE DE TIERS	50 000,00		50 000,00
TOTAL	DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT	70 367 419,38	26 424 735,97	96 792 155,35
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	950,00	10 503,45	11 453,45
041	Opérations patrimoniales		257 000,00	257 000,00
TOTAL	DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT	950,00	267 503,45	268 453,45
TOTAL GENERAL		70 368 369,38	26 692 239,42	97 060 608,80

03700 ISSY LES MOULINEAUX - COMMUNE
ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS
SECTION DEPENSES D'INVESTISSEMENT

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Total prévisions 1	Émissions 2	Annulations 3	DEPENSES nettes 4 = 2 - 3	Solde prévisions/réalisations 5 = 1 - 4
10	39 640,63	7 506,83		7 506,83	32 133,80
13	36 130,00	36 128,07		36 128,07	1,93
16	480 550,00	346 693,97		346 693,97	133 856,03
20	3 376 300,90	1 380 458,17		1 380 458,17	1 995 842,73
204	9 967 683,79	9 387 573,84		9 387 573,84	580 109,95
21	37 757 548,01	22 517 655,19	957,39	22 516 697,80	15 240 850,21
23	14 026 746,46	4 656 997,00		4 656 997,00	9 369 749,46
27	178 484,00	14 232,63		14 232,63	164 251,37
SOUS-TOTAL	65 863 083,79	38 347 245,70	957,39	38 346 288,31	27 516 795,48
Opération n° 100059	273 356,19				273 356,19
Opération n° 1300001	29 354 271,83	27 680 523,07	1 068,00	27 679 455,07	1 674 816,76
Opération n° 1800001	1 251 443,54	549 851,12		549 851,12	701 592,42
SOUS-TOTAL	30 879 071,56	28 230 374,19	1 068,00	28 229 306,19	2 649 765,37
4541101	50 000,00				50 000,00
SOUS-TOTAL	50 000,00				50 000,00
TOTAL	96 792 155,35	66 577 619,89	2 025,39	66 575 594,50	30 216 560,85
040	11 453,45	11 453,45		11 453,45	
041	257 000,00	203 880,53		203 880,53	53 119,47
TOTAL	268 453,45	215 333,98		215 333,98	53 119,47
TOTAL GENERAL	97 060 608,80	66 792 953,87	2 025,39	66 790 928,48	30 269 680,32

03700 ISSY LES MOULINEAUX - COMMUNE
ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS
SECTION RECETTES D'INVESTISSEMENT

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RÉSERVES	32 025 000,00		32 025 000,00
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	26 765 000,00		26 765 000,00
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILÉES	250,00		250,00
23	IMMOBILISATIONS EN COURS			
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	78 604,00		78 604,00
024	Produits de cessions (recettes)	8 640 000,00	-3 586,00	8 636 414,00
SOUS-TOTAL	CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS	67 508 854,00	-3 586,00	67 505 268,00
4541201	Opération pour compte tiers n° 4541201	50 000,00		50 000,00
SOUS-TOTAL	OPERATIONS REELLES POUR LE COMPTE DE TIERS	50 000,00		50 000,00
TOTAL	RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT	67 558 854,00	-3 586,00	67 555 268,00
021	Virement de la section de fonctionnement (section d'investissement)	19 999 998,39	-83 753,00	19 916 245,39
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	8 575 737,00	514 089,45	9 089 826,45
041	Opérations patrimoniales		257 000,00	257 000,00
TOTAL	RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT	28 575 735,39	687 336,45	29 263 071,84
001	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	242 268,96		242 268,96
TOTAL GENERAL		96 376 858,35	683 750,45	97 060 608,80

03700 ISSY LES MOULINEAUX - COMMUNE
ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS
SECTION RECETTES D'INVESTISSEMENT

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Total prévisions 1	Émissions 2	Annulations 3	RECETTES nettes 4 = 2 - 3	Solde prévisions/réalisations 5 = 1 - 4
10	32 025 000,00	35 026 305,92	26 331,84	34 999 974,08	-2 974 974,08
13	26 765 000,00	21 681 564,74	22 512,00	21 659 052,74	5 105 947,26
16	250,00	1 255,00		1 255,00	-1 005,00
23		1 000 170,82		1 000 170,82	-1 000 170,82
27	78 604,00	142 212,74		142 212,74	-63 608,74
024	8 636 414,00				8 636 414,00
SOUS-TOTAL	67 505 268,00	57 851 509,22	48 843,84	57 802 665,38	9 702 602,62
4541201	50 000,00				50 000,00
SOUS-TOTAL	50 000,00				50 000,00
TOTAL	67 555 268,00	57 851 509,22	48 843,84	57 802 665,38	9 752 602,62
021	19 916 245,39				19 916 245,39
040	9 089 826,45	8 046 871,88		8 046 871,88	1 042 954,57
041	257 000,00	203 880,53		203 880,53	53 119,47
TOTAL	29 263 071,84	8 250 752,41		8 250 752,41	21 012 319,43
001	242 268,96				242 268,96
TOTAL GENERAL	97 060 608,80	66 102 261,63	48 843,84	66 053 417,79	31 007 191,01

03700 ISSY LES MOULINEAUX - COMMUNE
ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS
SECTION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2
011	Charges à caractère général	35 788 867,00	162 000,00	35 950 867,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	48 849 798,00		48 849 798,00
014	Atténuations de produits	8 000 000,00		8 000 000,00
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	55 637 783,00	276 914,00	55 914 697,00
66	CHARGES FINANCIÈRES	1 000,00		1 000,00
67	CHARGES SPECIFIQUES	13 100,00	258 000,00	271 100,00
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, AUX DEPRECIATIONS ET AUX	600 000,00		600 000,00
TOTAL	DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	148 890 548,00	696 914,00	149 587 462,00
023	Virement à la section d'investissement (section de fonctionnement)	19 999 998,39	-83 753,00	19 916 245,39
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	8 575 737,00	514 089,45	9 089 826,45
TOTAL	DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT	28 575 735,39	430 336,45	29 006 071,84
TOTAL GENERAL		177 466 283,39	1 127 250,45	178 593 533,84

03700 ISSY LES MOULINEAUX - COMMUNE
ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS
SECTION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Total prévisions 1	Émissions 2	Annulations 3	DEPENSES nettes 4 = 2 - 3	Solde prévisions/réalisations 5 = 1 - 4
011	35 950 867,00	38 126 954,45	5 411 585,77	32 715 368,68	3 235 498,32
012	48 849 798,00	46 623 515,12	417 534,82	46 205 980,30	2 643 817,70
014	8 000 000,00	8 090 021,00	95 994,00	7 994 027,00	5 973,00
65	55 914 697,00	53 008 484,49	648 641,17	52 359 843,32	3 554 853,68
66	1 000,00				1 000,00
67	271 100,00	115 099,72		115 099,72	156 000,28
68	600 000,00	575 009,41		575 009,41	24 990,59
TOTAL	149 587 462,00	146 539 084,19	6 573 755,76	139 965 328,43	9 622 133,57
023	19 916 245,39				19 916 245,39
042	9 089 826,45	8 046 871,88		8 046 871,88	1 042 954,57
TOTAL	29 006 071,84	8 046 871,88		8 046 871,88	20 959 199,96
TOTAL GENERAL	178 593 533,84	154 585 956,07	6 573 755,76	148 012 200,31	30 581 333,53

03700 ISSY LES MOULINEAUX - COMMUNE
ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS
SECTION RECETTES DE FONCTIONNEMENT

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2
013	Atténuations de charges	1 800 000,00		1 800 000,00
70	PRODUITS DES SERVICES DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES	8 706 328,00		8 706 328,00
73	IMPOTS ET TAXES	59 900 000,00		59 900 000,00
731	Fiscalité locale	76 770 211,00		76 770 211,00
74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	5 255 094,00		5 255 094,00
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	4 649 327,00		4 649 327,00
76	PRODUITS FINANCIERS	202 000,00		202 000,00
77	PRODUITS SPECIFIQUES		3 586,00	3 586,00
78	REPRISES SUR AMORTISSEMENTS, DEPRECIATIONS ET PROVISIONS		1 196 914,00	1 196 914,00
TOTAL	RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	157 282 960,00	1 200 500,00	158 483 460,00
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	950,00	10 503,45	11 453,45
TOTAL	RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT	950,00	10 503,45	11 453,45
002	Résultat de fonctionnement reporté	20 182 373,39	-83 753,00	20 098 620,39
TOTAL GENERAL		177 466 283,39	1 127 250,45	178 593 533,84

03700 ISSY LES MOULINEAUX - COMMUNE
ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS
SECTION RECETTES DE FONCTIONNEMENT

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Total prévisions 1	Émissions 2	Annulations 3	RECETTES nettes 4 = 2 - 3	Solde prévisions/réalisations 5 = 1 - 4
013	1 800 000,00	2 139 799,76	1 926,34	2 137 873,42	-337 873,42
70	8 706 328,00	9 696 558,66	1 456 982,51	8 239 576,15	466 751,85
73	59 900 000,00	60 279 535,38	494 153,75	59 785 381,63	114 618,37
731	76 770 211,00	66 901 534,22	244 270,52	66 657 263,70	10 112 947,30
74	5 255 094,00	9 186 496,55	698 428,84	8 488 067,71	-3 232 973,71
75	4 649 327,00	4 808 521,03	2 300,84	4 806 220,19	-156 893,19
76	202 000,00	135 700,00		135 700,00	66 300,00
77	3 586,00	17 168,82		17 168,82	-13 582,82
78	1 196 914,00	1 196 914,00		1 196 914,00	
TOTAL	158 483 460,00	154 362 228,42	2 898 062,80	151 464 165,62	7 019 294,38
042	11 453,45	11 453,45		11 453,45	
TOTAL	11 453,45	11 453,45		11 453,45	
002	20 098 620,39				20 098 620,39
TOTAL GENERAL	178 593 533,84	154 373 681,87	2 898 062,80	151 475 619,07	27 117 914,77

03700 ISSY LES MOULINEAUX - COMMUNE
ETAT DE REALISATIONS DES OPERATIONS
SECTION DEPENSES D'INVESTISSEMENT

N° Chapitre et Article	Intitulé	Émissions 1	Annulations 2	DEPENSES nettes 3 = 1 - 2
10226	Taxe d'aménagement	7 506,83		7 506,83
SOUS-TOTAL CHAPITRE 10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RÉSERVES	7 506,83		7 506,83
13151	GFP de rattachement	36 128,07		36 128,07
SOUS-TOTAL CHAPITRE 13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	36 128,07		36 128,07
1641	Emprunts en euros	279 566,67		279 566,67
165	Dépôts et cautionnements reçus	335,48		335,48
16818	Autres prêteurs	66 791,82		66 791,82
SOUS-TOTAL CHAPITRE 16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILÉES	346 693,97		346 693,97
2031	Frais d'études	614 263,09		614 263,09
2051	Concessions et droits similaires	766 195,08		766 195,08
SOUS-TOTAL CHAPITRE 20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 380 458,17		1 380 458,17
204133	Projets d'infrastructures d'intérêt national	8 626 057,00		8 626 057,00
2041582	Bâtiments et installations	379 741,37		379 741,37
20421	Biens mobiliers, matériel et études	192 000,00		192 000,00
20422	Bâtiments et installations	189 775,47		189 775,47
SOUS-TOTAL CHAPITRE 204	Subventions d'équipement versées	9 387 573,84		9 387 573,84
2128	Autres agencements et aménagements	1 920 074,27		1 920 074,27
21311	Bâtiments administratifs	2 105 117,93		2 105 117,93
21312	Bâtiments scolaires	1 562 711,49		1 562 711,49
21313	Bâtiments sociaux et médico-sociaux	17 654,50		17 654,50
21314	Bâtiments culturels et sportifs	1 439 399,94		1 439 399,94
21316	Équipements du cimetière	56 612,76		56 612,76
21318	Autres bâtiments publics	9 394 163,94	957,39	9 393 206,55
21328	Autres bâtiments privés	2 938,22		2 938,22
21351	Bâtiments publics	52 931,65		52 931,65
2152	Installations de voirie	206 517,43		206 517,43
2158	Autres installations, matériel et outillage techniques	556 582,56		556 582,56
21611	Biens sous-jacents	18 300,00		18 300,00
21622	Dépenses ultérieures immobilisées	86 651,74		86 651,74
21828	Autres matériels de transport	48 124,69		48 124,69
21838	Autre matériel informatique	2 419 529,36		2 419 529,36
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	154 901,92		154 901,92
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	1 688 833,60		1 688 833,60
2188	Autres	786 609,19		786 609,19
SOUS-TOTAL CHAPITRE 21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	22 517 655,19	957,39	22 516 697,80
2312	Agencements et aménagements de terrains	129 702,58		129 702,58

03700 ISSY LES MOULINEAUX - COMMUNE
ETAT DE REALISATIONS DES OPERATIONS
SECTION DEPENSES D'INVESTISSEMENT

N° Chapitre et Article	Intitulé	Émissions 1	Annulations 2	DEPENSES nettes 3 = 1 - 2
2313	Constructions	4 412 821,43		4 412 821,43
238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	114 472,99		114 472,99
SOUS-TOTAL CHAPITRE 23	IMMOBILISATIONS EN COURS	4 656 997,00		4 656 997,00
275	Dépôts et cautionnements versés	14 232,63		14 232,63
SOUS-TOTAL CHAPITRE 27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	14 232,63		14 232,63
SOUS-TOTAL	CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS	38 347 245,70	957,39	38 346 288,31
Opération n° 21281300001	Autres agencements et aménagements	2 352,00		2 352,00
Opération n° 23131300001	Constructions	27 678 171,07	1 068,00	27 677 103,07
SOUS-TOTAL OPERATION n° 1300001	Opération d'équipement n° 1300001	27 680 523,07	1 068,00	27 679 455,07
Opération n° 20311800001	Frais d'études	549 851,12		549 851,12
SOUS-TOTAL OPERATION n° 1800001	Opération d'équipement n° 1800001	549 851,12		549 851,12
SOUS-TOTAL	CHAPITRES REELS VOTES PAR OPERATION	28 230 374,19	1 068,00	28 229 306,19
TOTAL	DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT	66 577 619,89	2 025,39	66 575 594,50
13918	Autres	950,00		950,00
192	Plus ou moins-values sur cessions d'immobilisations	10 503,45		10 503,45
SOUS-TOTAL OPERATION n° 040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	11 453,45		11 453,45
2128	Autres agencements et aménagements	106 669,98		106 669,98
21312	Bâtiments scolaires	19 190,58		19 190,58
21314	Bâtiments culturels et sportifs	31 929,93		31 929,93
21318	Autres bâtiments publics	8 556,36		8 556,36
2313	Constructions	37 533,68		37 533,68
SOUS-TOTAL OPERATION n° 041	Opérations patrimoniales	203 880,53		203 880,53
TOTAL	DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT	215 333,98		215 333,98
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT	66 792 953,87	2 025,39	66 790 928,48

03700 ISSY LES MOULINEAUX - COMMUNE
ETAT DE REALISATIONS DES OPERATIONS
SECTION RECETTES D'INVESTISSEMENT

N° Chapitre et Article	Intitulé	Émissions 1	Annulations 2	RECETTES nettes 3 = 1 - 2
10222	F.C.T.V.A.	7 497 492,00		7 497 492,00
10226	Taxe d'aménagement	528 813,92	26 331,84	502 482,08
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	27 000 000,00		27 000 000,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RÉSERVES	35 026 305,92	26 331,84	34 999 974,08
13151	GFP de rattachement	21 424,74		21 424,74
1321	État et établissements nationaux	236 562,50	22 512,00	214 050,50
1322	Régions	100 241,95		100 241,95
1323	Départements	846 000,00		846 000,00
13251	GFP de rattachement	489 235,55		489 235,55
1328	Autres	750 100,00		750 100,00
1348	Autres	19 200 000,00		19 200 000,00
1381	État et établissements nationaux	38 000,00		38 000,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	21 681 564,74	22 512,00	21 659 052,74
165	Dépôts et cautionnements reçus	1 255,00		1 255,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILÉES	1 255,00		1 255,00
2313	Constructions	1 312,80		1 312,80
238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	998 858,02		998 858,02
SOUS-TOTAL CHAPITRE 23	IMMOBILISATIONS EN COURS	1 000 170,82		1 000 170,82
275	Dépôts et cautionnements versés	142 212,74		142 212,74
SOUS-TOTAL CHAPITRE 27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	142 212,74		142 212,74
SOUS-TOTAL	CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS	57 851 509,22	48 843,84	57 802 665,38
TOTAL	RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT	57 851 509,22	48 843,84	57 802 665,38
192	Plus ou moins-values sur cessions d'immobilisations	2 273,00		2 273,00
21828	Autres matériels de transport	2 105,60		2 105,60
2188	Autres	9 710,85		9 710,85
28031	Frais d'études	6 471,00		6 471,00
2804132	Bâtiments et installations	19 471,00		19 471,00
2804133	Projets d'infrastructures d'intérêt national	963 710,00		963 710,00
28041512	Bâtiments et installations	264 050,00		264 050,00
28041582	Bâtiments et installations	232 363,00		232 363,00
280421	Biens mobiliers, matériel et études	7 700,00		7 700,00
280422	Bâtiments et installations	281 983,00		281 983,00
280423	Projets d'infrastructures d'intérêt national	4 666,00		4 666,00
2804412	Bâtiments et installations	11 333,00		11 333,00
28051	Concessions et droits similaires	1 741 374,74		1 741 374,74
28088	Autres immobilisations incorporelles	60 077,00		60 077,00

03700 ISSY LES MOULINEAUX - COMMUNE
ETAT DE REALISATIONS DES OPERATIONS
SECTION RECETTES D'INVESTISSEMENT

N° Chapitre et Article	Intitulé	Émissions 1	Annulations 2	RECETTES nettes 3 = 1 - 2
28128	Autres agencements et aménagements	280 942,62		280 942,62
28152	Installations de voirie	63 186,00		63 186,00
281533	Réseaux câblés	14 464,00		14 464,00
281538	Autres réseaux	33 997,00		33 997,00
281568	Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile	6 254,00		6 254,00
2815738	Autre matériel et outillage de voirie	1 756,00		1 756,00
28158	Autres installations, matériel et outillage techniques	404 786,50		404 786,50
28181	Installations générales, agencements et aménagements divers	52 941,00		52 941,00
281828	Autres matériels de transport	10 073,00		10 073,00
281831	Matériel informatique scolaire	220 660,00		220 660,00
281838	Autre matériel informatique	1 686 104,66		1 686 104,66
281841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	156 705,79		156 705,79
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	464 972,85		464 972,85
28188	Autres	1 042 740,27		1 042 740,27
SOUS-TOTAL OPERATION n° 040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	8 046 871,88		8 046 871,88
2031	Frais d'études	195 750,59		195 750,59
238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	8 129,94		8 129,94
SOUS-TOTAL OPERATION n° 041	Opérations patrimoniales	203 880,53		203 880,53
TOTAL	RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT	8 250 752,41		8 250 752,41
	TOTAL GENERAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT	66 102 261,63	48 843,84	66 053 417,79

03700 ISSY LES MOULINEAUX - COMMUNE
ETAT DE REALISATIONS DES OPERATIONS
SECTION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

N° Chapitre et Article	Intitulé	Émissions 1	Annulations 2	DEPENSES nettes 3 = 1 - 2
6037	Variation des stocks de marchandises et de terrains nus	33 642,00		33 642,00
6042	Achats de prestations de services (autres que terrains à aménager)	3 445 640,43	273 739,56	3 171 900,87
60611	Eau et assainissement	537 139,98	157 523,39	379 616,59
60612	Énergie - Électricité	2 586 097,69	802 722,75	1 783 374,94
60613	Chauffage urbain	389 745,27	100 547,66	289 197,61
60621	Combustibles	540,00		540,00
60622	Carburants	22 999,98	5 000,00	17 999,98
60623	Alimentation	403 659,19	52 718,95	350 940,24
60628	Autres fournitures non stockées	324 036,79	33 279,76	290 757,03
60631	Fournitures d'entretien	91 363,59	30 840,42	60 523,17
60632	Fournitures de petit équipement	251 054,42	34 591,93	216 462,49
60636	Habillement et Vêtements de travail	95 651,63	29 612,31	66 039,32
6064	Fournitures administratives	105 774,12	3 598,42	102 175,70
6065	Livres, disques, cassettes ... (bibliothèques et médiathèques)	267 113,24	4 754,05	262 359,19
6067	Fournitures scolaires	215 553,46	3 709,07	211 844,39
6068	Autres matières et fournitures.	79 383,32	10 881,24	68 502,08
6078	Autres marchandises	3 777,84		3 777,84
611	Contrats de prestations de services	6 833 528,37	628 495,11	6 205 033,26
6132	Locations immobilières	1 512 952,91	236 685,66	1 276 267,25
61351	Matériel roulant	277 315,97	26 967,18	250 348,79
61358	Autres	208 340,70	800,00	207 540,70
614	Charges locatives et de copropriété	466 187,45	76 456,77	389 730,68
61521	Terrains	468 562,36	76 971,55	391 590,81
615221	Bâtiments publics	1 548 717,91	146 770,98	1 401 946,93
615231	Voiries	39 240,51		39 240,51
615232	Réseaux	3 267,01		3 267,01
61551	Matériel roulant	89 512,49	10 223,52	79 288,97
61558	Autres biens mobiliers	60 882,33	24 713,18	36 169,15
6156	Maintenance	2 183 742,51	486 816,73	1 696 925,78
6161	Multirisques	159 924,46		159 924,46
6168	Autres	34 560,15		34 560,15
617	Études et recherches	485 321,67	49 250,50	436 071,17
6182	Documentation générale et technique	89 872,11	339,00	89 533,11
6183	Frais de formation (personnel extérieur à la collectivité)	1 368,00		1 368,00
6184	Versements à des organismes de formation	328 825,27	123 933,87	204 891,40
6188	Autres frais divers	32 606,22	3 236,40	29 369,82

03700 ISSY LES MOULINEAUX - COMMUNE
ETAT DE REALISATIONS DES OPERATIONS
SECTION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

N° Chapitre et Article	Intitulé	Émissions 1	Annulations 2	DEPENSES nettes 3 = 1 - 2
62268	Autres honoraires, conseils...	1 459 751,30	223 553,35	1 236 197,95
6227	Frais d'actes et de contentieux	79 066,13		79 066,13
6228	Divers	1 052 555,07	16 708,80	1 035 846,27
6231	Annonces et insertions	53 111,00	4 745,00	48 366,00
6232	Fêtes et cérémonies	530 607,90	107 260,33	423 347,57
6236	Catalogues et imprimés et publications	1 093 225,99	145 584,00	947 641,99
6238	Divers	1 176 066,36	385 258,00	790 808,36
6241	Transports de biens	359 834,25	53 028,63	306 805,62
6247	Transports collectifs du personnel	282 608,34	58 038,99	224 569,35
6248	Divers	7 892,40	1 122,00	6 770,40
6251	Voyages, déplacements et missions	7 113,55		7 113,55
6261	Frais d'affranchissement	154 659,22	23 552,50	131 106,72
6262	Frais de télécommunications	554 998,39	31 015,19	523 983,20
627	Services bancaires et assimilés.	14 923,25	71,88	14 851,37
6281	Concours divers (cotisations...)	90 122,20	1 995,00	88 127,20
6282	Frais de gardiennage	6 832,49	650,00	6 182,49
6283	Frais de nettoyage des locaux	4 159 401,82	350 614,85	3 808 786,97
62875	Aux communes membres du GFP	2 538,18		2 538,18
62876	Au GFP de rattachement	357 518,42	213 697,66	143 820,76
62878	A des tiers	54 238,66	7 571,23	46 667,43
6288	Autres	2 671 976,88	340 914,45	2 331 062,43
63512	Taxes foncières	213 016,90		213 016,90
637	Autres impôts, taxes et versements assimilés (autres organismes)	66 994,40	11 023,95	55 970,45
SOUS-TOTAL CHAPITRE 011	Charges à caractère général	38 126 954,45	5 411 585,77	32 715 368,68
6216	Personnel affecté par le GFP de rattachement	918 636,98	399 810,26	518 826,72
6331	Versement mobilité	711 209,33		711 209,33
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	120 542,90		120 542,90
6333	Participation des employeurs à la formation professionnelle continue	520,32		520,32
6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction publique territorial	337 560,28		337 560,28
64111	Rémunération principale	18 037 276,02		18 037 276,02
64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	743 288,59		743 288,59
64113	NBI	209 247,68		209 247,68
64118	Autres indemnités.	5 520 528,89		5 520 528,89
64131	Rémunérations	3 584 328,76		3 584 328,76
64132	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	121 651,44		121 651,44
6414	Personnel rémunéré à la vacation	3 111 393,20		3 111 393,20

03700 ISSY LES MOULINEAUX - COMMUNE
ETAT DE REALISATIONS DES OPERATIONS
SECTION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

N° Chapitre et Article	Intitulé	Émissions 1	Annulations 2	DEPENSES nettes 3 = 1 - 2
6417	Rémunérations des apprentis	58 307,71		58 307,71
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	4 680 652,37		4 680 652,37
6453	Cotisations aux caisses de retraite	5 913 262,49		5 913 262,49
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	257 819,59		257 819,59
6455	Cotisations pour assurance du personnel	1 599 999,83		1 599 999,83
6456	Versement au F.N.C du supplément familial	59 573,00		59 573,00
6458	Cotisations aux autres organismes sociaux.	86 746,34		86 746,34
6472	Prestations familiales directes	42 597,91		42 597,91
64731	Versées directement	88 659,84	17 724,56	70 935,28
6475	Médecine du travail, pharmacie	5 502,68		5 502,68
6478	Autres charges sociales diverses	414 208,97		414 208,97
SOUS-TOTAL CHAPITRE 012	Charges de personnel et frais assimilés	46 623 515,12	417 534,82	46 205 980,30
739118	Autres reversements et restitutions sur contributions directes	841 231,00		841 231,00
7392221	Fonds de péréquation des ressources communales et intercommunales	850 065,00		850 065,00
739331	Communes	6 302 731,00		6 302 731,00
7498	Autres reversements sur dotations et participations	95 994,00	95 994,00	
SOUS-TOTAL CHAPITRE 014	Atténuations de produits	8 090 021,00	95 994,00	7 994 027,00
65132	Prix	11 781,32	1 138,40	10 642,92
65311	Indemnités de fonction	510 522,28		510 522,28
65312	Frais de mission et de déplacement	1 788,12		1 788,12
65313	Cotisations de retraite	23 401,08		23 401,08
65314	Cotisations de sécurité sociale - part patronale	156 366,72		156 366,72
65315	Formation	14 762,13	13 922,13	840,00
653172	Cotisations au fonds de financement de l'allocation de fin de mandat	968,28		968,28
6541	Créances admises en non-valeur	6 292,88		6 292,88
6553	Service d'incendie	1 238 174,06	91 777,00	1 146 397,06
65561	Contributions au fonds de compensation des charges territoriales (établissement	31 226 592,00		31 226 592,00
65568	Autres contributions	285 377,69		285 377,69
65573	Indemnité de logement des instituteurs	433,04		433,04
657341	Communes membres du GFP	23 934,65	762,25	23 172,40
657348	Autres communes	5 335,75	2 286,75	3 049,00
657362	CCAS	2 480 216,00		2 480 216,00
65748	Autres personnes de droit privé	15 818 195,96	170 596,64	15 647 599,32
65818	Autres	22 737,53		22 737,53
6583	Intérêts moratoires et pénalités sur marchés	100 082,25		100 082,25
6584	Amendes fiscales et pénales	1 000,00		1 000,00

03700 ISSY LES MOULINEAUX - COMMUNE
ETAT DE REALISATIONS DES OPERATIONS
SECTION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

N° Chapitre et Article	Intitulé	Émissions 1	Annulations 2	DEPENSES nettes 3 = 1 - 2
65888	Autres	1 080 522,75	368 158,00	712 364,75
SOUS-TOTAL CHAPITRE 65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	53 008 484,49	648 641,17	52 359 843,32
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	115 099,72		115 099,72
SOUS-TOTAL CHAPITRE 67	CHARGES SPECIFIQUES	115 099,72		115 099,72
6815	Dotations aux provisions pour risques et charges de fonctionnement	500 000,00		500 000,00
6817	Dotations aux dépréciations des actifs circulants	75 009,41		75 009,41
SOUS-TOTAL CHAPITRE 68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, AUX DEPRECIATIONS ET AUX	575 009,41		575 009,41
TOTAL	DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	146 539 084,19	6 573 755,76	139 965 328,43
675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	11 816,45		11 816,45
6761	Différences sur réalisations (positives) transférées en investissement	2 273,00		2 273,00
6811	Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles	8 032 782,43		8 032 782,43
SOUS-TOTAL OPERATION n° 042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	8 046 871,88		8 046 871,88
TOTAL	DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT	8 046 871,88		8 046 871,88
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	154 585 956,07	6 573 755,76	148 012 200,31

03700 ISSY LES MOULINEAUX - COMMUNE
ETAT DE REALISATIONS DES OPERATIONS
SECTION RECETTES DE FONCTIONNEMENT

N° Chapitre et Article	Intitulé	Émissions 1	Annulations 2	RECETTES nettes 3 = 1 - 2
6037	Variation des stocks de marchandises et de terrains nus	13 179,40		13 179,40
6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	1 541 781,45	1 926,34	1 539 855,11
6459	Remboursements sur charges de Sécurité Sociale et de prévoyance.	126 725,41		126 725,41
6479	Remboursements sur autres charges sociales	458 113,50		458 113,50
SOUS-TOTAL CHAPITRE 013	Atténuations de charges	2 139 799,76	1 926,34	2 137 873,42
7018	Autres ventes de produits finis	574,87		574,87
70311	Concession dans les cimetières (produit net)	207 743,10		207 743,10
70323	Redevance d'occupation du domaine public	2 935 841,00	1 456 567,00	1 479 274,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	67 740,82		67 740,82
7062	Redevances et droits des services à caractère culturel	412 259,73	16,00	412 243,73
7066	Redevances et droits des services à caractère social	3 203 068,94	102,73	3 202 966,21
7067	Redevances et droits des services périscolaires et d'enseignement	595 386,12	296,78	595 089,34
7078	Autres marchandises	9 998,67		9 998,67
70848	aux autres organismes	1 200 047,00		1 200 047,00
70873	par les C.C.A.S.	78 014,27		78 014,27
70876	par le GFP de rattachement	672 844,87		672 844,87
70878	par des tiers	253 949,29		253 949,29
7088	Autres produits d'activités annexes (abonnements et vente d'ouvrages...)	59 089,98		59 089,98
SOUS-TOTAL CHAPITRE 70	PRODUITS DES SERVICES DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES	9 696 558,66	1 456 982,51	8 239 576,15
73211	Attribution de compensation	59 258 624,00		59 258 624,00
7338	Autres impôts et taxes spécifiques des collectivités d'Île-de-France	1 269,00		1 269,00
738	Autres impôts et taxes	1 019 642,38	494 153,75	525 488,63
SOUS-TOTAL CHAPITRE 73	IMPOTS ET TAXES	60 279 535,38	494 153,75	59 785 381,63
73111	Impôts directs locaux	56 994 083,00		56 994 083,00
73123	Taxe communale additionnelle aux droits de mutation ou à la taxe de publicité fo	7 097 579,87		7 097 579,87
73141	Taxe sur la consommation finale d'électricité	1 645 365,62	24 046,65	1 621 318,97
731721	Taxe de séjour	420 055,52	70 223,87	349 831,65
73174	Taxe locale sur la publicité extérieure	372 135,00	150 000,00	222 135,00
73176	Taxes funéraires	950,21		950,21
7318	Autres	371 365,00		371 365,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 731	Fiscalité locale	66 901 534,22	244 270,52	66 657 263,70
74111	Dotation forfaitaire des communes	340 400,00	292 363,00	48 037,00
743	Dotation spéciale au titre des instituteurs (DSI)	2 808,00		2 808,00
744	FCTVA	158 336,56		158 336,56
74611	DGD	778 554,00	379 734,00	398 820,00
74718	Autres	301 270,47	26 331,84	274 938,63

03700 ISSY LES MOULINEAUX - COMMUNE
ETAT DE REALISATIONS DES OPERATIONS
SECTION RECETTES DE FONCTIONNEMENT

N° Chapitre et Article	Intitulé	Émissions 1	Annulations 2	RECETTES nettes 3 = 1 - 2
7473	Départements	1 362 998,30		1 362 998,30
74741	Communes membres du GFP	19 513,60		19 513,60
74748	Autres communes	14 980,96		14 980,96
74788	Autres	3 345 547,91		3 345 547,91
74833	État - Compensation au titre des exonérations de taxes foncières	2 276 568,00		2 276 568,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	73 280,00		73 280,00
74888	Autres	512 238,75		512 238,75
SOUS-TOTAL CHAPITRE 74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	9 186 496,55	698 428,84	8 488 067,71
752	Revenus des immeubles	821 983,55	220,40	821 763,15
755	Dédits et pénalités perçus	88 808,00		88 808,00
757	Subventions	1 735 333,82		1 735 333,82
75813	Redevances versées par les fermiers et concessionnaires	10 226,94		10 226,94
7584	Recouvrement sur créances admises en non valeur	329,39		329,39
75888	Autres	2 151 839,33	2 080,44	2 149 758,89
SOUS-TOTAL CHAPITRE 75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	4 808 521,03	2 300,84	4 806 220,19
761	Produits de participations	121 000,00		121 000,00
764	Revenus des valeurs mobilières de placement	14 700,00		14 700,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 76	PRODUITS FINANCIERS	135 700,00		135 700,00
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs) ou atteints par la déchéance quadrien	13 582,82		13 582,82
775	Produits des cessions d'immobilisations	3 586,00		3 586,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 77	PRODUITS SPECIFIQUES	17 168,82		17 168,82
7815	Reprises sur provisions pour risques et charges de fonctionnement courant	1 196 914,00		1 196 914,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 78	REPRISES SUR AMORTISSEMENTS, DEPRECIATIONS ET PROVISIONS	1 196 914,00		1 196 914,00
TOTAL	RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	154 362 228,42	2 898 062,80	151 464 165,62
7761	Différences sur réalisations (négatives) reprises au compte de résultat	10 503,45		10 503,45
777	Recettes et quote-part des subventions d'investissement transférées au compte de	950,00		950,00
SOUS-TOTAL OPERATION n° 042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	11 453,45		11 453,45
TOTAL	RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT	11 453,45		11 453,45
	TOTAL GENERAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT	154 373 681,87	2 898 062,80	151 475 619,07

COMPTABILITE

DES DENIERS ET VALEURS

03700 ISSY LES MOULINEAUX - COMMUNE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

arrêtée à la date du 31/12/2021

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1021	Dotations		91 962 050,16						91 962 050,16		91 962 050,16
10222	F.C.T.V.A.		95 204 154,94				7 497 492,00		102 701 646,94		102 701 646,94
10226	Taxe d'aménagement		6 599 724,60			33 838,67	528 813,92	33 838,67	7 128 538,52		7 094 699,85
10228	Autres fonds d'investissement		142 202 580,30						142 202 580,30		142 202 580,30
	Sous Total compte 1022		244 006 459,84			33 838,67	8 026 305,92	33 838,67	252 032 765,76		251 998 927,09
10251	Dons et legs en capital		1 147 795,11						1 147 795,11		1 147 795,11
	Sous Total compte 1025		1 147 795,11						1 147 795,11		1 147 795,11
	Sous Total compte 102		337 116 305,11			33 838,67	8 026 305,92	33 838,67	345 142 611,03		345 108 772,36
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés		317 675 527,37				27 000 000,00		344 675 527,37		344 675 527,37
	Sous Total compte 106		317 675 527,37				27 000 000,00		344 675 527,37		344 675 527,37
	Sous Total compte 10		654 791 832,48			33 838,67	35 026 305,92	33 838,67	689 818 138,40		689 784 299,73
110	Report à nouveau (solde créditeur)		39 107 685,04	27 000 000,00	7 990 935,35			27 000 000,00	47 098 620,39		20 098 620,39
	Sous Total compte 11		39 107 685,04	27 000 000,00	7 990 935,35			27 000 000,00	47 098 620,39		20 098 620,39
12	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (Excédentaire ou		7 990 935,35	7 990 935,35				7 990 935,35	7 990 935,35		0,00
	Sous Total compte 12		7 990 935,35	7 990 935,35				7 990 935,35	7 990 935,35		0,00
13151	GFP de rattachement		51 128,07			36 128,07	21 424,74	36 128,07	72 552,81		36 424,74
	Sous Total compte 1315		51 128,07			36 128,07	21 424,74	36 128,07	72 552,81		36 424,74
1318	Autres		11 408,00						11 408,00		11 408,00
	Sous Total compte 131		62 536,07			36 128,07	21 424,74	36 128,07	83 960,81		47 832,74

03700 ISSY LES MOULINEAUX - COMMUNE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

arrêtée à la date du 31/12/2021

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1321	État et établissements nationaux		6 121 124,06			22 512,00	236 562,50	22 512,00	6 357 686,56		6 335 174,56
1322	Régions		6 570 878,41				100 241,95		6 671 120,36		6 671 120,36
1323	Départements		23 685 993,58				846 000,00		24 531 993,58		24 531 993,58
13248	Autres communes		583 807,13						583 807,13		583 807,13
	Sous Total compte 1324		583 807,13						583 807,13		583 807,13
13251	GFP de rattachement		14 524 433,79				489 235,55		15 013 669,34		15 013 669,34
13258	Autres groupements		541 011,00						541 011,00		541 011,00
	Sous Total compte 1325		15 065 444,79				489 235,55		15 554 680,34		15 554 680,34
1326	Autres établissements publics locaux		7 318,55						7 318,55		7 318,55
1328	Autres		63 124 561,16				750 100,00		63 874 661,16		63 874 661,16
	Sous Total compte 132		115 159 127,68			22 512,00	2 422 140,00	22 512,00	117 581 267,68		117 558 755,68
1345	Amendes de radars automatiques et amende		10 289 923,84						10 289 923,84		10 289 923,84
1348	Autres		2 649 729,19				19 200 000,00		21 849 729,19		21 849 729,19
	Sous Total compte 134		12 939 653,03				19 200 000,00		32 139 653,03		32 139 653,03
1381	État et établissements nationaux		173 400,00				38 000,00		211 400,00		211 400,00
1383	Départements		297 626,22						297 626,22		297 626,22
1388	Autres		1 697 415,27						1 697 415,27		1 697 415,27
	Sous Total compte 138		2 168 441,49				38 000,00		2 206 441,49		2 206 441,49
13918	Autres	6 650,00				950,00		7 600,00		7 600,00	

03700 ISSY LES MOULINEAUX - COMMUNE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

arrêtée à la date du 31/12/2021

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 1391	6 650,00				950,00		7 600,00		7 600,00	
	Sous Total compte 139	6 650,00				950,00		7 600,00		7 600,00	
	Sous Total compte 13	6 650,00	130 329 758,27			59 590,07	21 681 564,74	66 240,07	152 011 323,01		151 945 082,94
15111	Provisions pour litiges et contentieux (		1 162 000,00	912 000,00				912 000,00	1 162 000,00		250 000,00
	Sous Total compte 1511		1 162 000,00	912 000,00				912 000,00	1 162 000,00		250 000,00
15181	Autres provisions pour risques (non budg			284 914,00	500 000,00			284 914,00	500 000,00		215 086,00
	Sous Total compte 1518			284 914,00	500 000,00			284 914,00	500 000,00		215 086,00
	Sous Total compte 151		1 162 000,00	1 196 914,00	500 000,00			1 196 914,00	1 662 000,00		465 086,00
	Sous Total compte 15		1 162 000,00	1 196 914,00	500 000,00			1 196 914,00	1 662 000,00		465 086,00
1641	Emprunts en euros		2 997 833,33			279 566,67		279 566,67	2 997 833,33		2 718 266,66
	Sous Total compte 164		2 997 833,33			279 566,67		279 566,67	2 997 833,33		2 718 266,66
165	Dépôts et cautionnements reçus		10 668,83			335,48	1 255,00	335,48	11 923,83		11 588,35
16818	Autres prêteurs		179 984,72			66 791,82		66 791,82	179 984,72		113 192,90
	Sous Total compte 1681		179 984,72			66 791,82		66 791,82	179 984,72		113 192,90
	Sous Total compte 168		179 984,72			66 791,82		66 791,82	179 984,72		113 192,90
	Sous Total compte 16		3 188 486,88			346 693,97	1 255,00	346 693,97	3 189 741,88		2 843 047,91
192	Plus ou moins-values sur cessions d'immo		22 871 091,10			10 503,45	2 273,00	10 503,45	22 873 364,10		22 862 860,65
193	Autres neutralisations et régularisation		15 383 774,62						15 383 774,62		15 383 774,62
	Sous Total compte 19		38 254 865,72			10 503,45	2 273,00	10 503,45	38 257 138,72		38 246 635,27

03700 ISSY LES MOULINEAUX - COMMUNE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

arrêtée à la date du 31/12/2021

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Total classe 1	6 650,00	874 825 563,74	36 187 849,35	8 490 935,35	450 626,16	56 711 398,66	36 645 125,51	940 027 897,75	7 600,00	903 390 372,24
202	Frais d'études, d'élaboration, de modifi	24 965,30						24 965,30		24 965,30	
2031	Frais d'études	4 788 138,45			77 211,19	1 164 114,21	195 750,59	5 952 252,66	272 961,78	5 679 290,88	
	Sous Total compte 203	4 788 138,45			77 211,19	1 164 114,21	195 750,59	5 952 252,66	272 961,78	5 679 290,88	
204132	Bâtiments et installations	292 073,50						292 073,50		292 073,50	
204133	Projets d'infrastructures d'intérêt nati	10 573 943,00				8 626 057,00		19 200 000,00		19 200 000,00	
	Sous Total compte 20413	10 866 016,50				8 626 057,00		19 492 073,50		19 492 073,50	
2041512	Bâtiments et installations	3 960 776,22						3 960 776,22		3 960 776,22	
	Sous Total compte 204151	3 960 776,22						3 960 776,22		3 960 776,22	
2041582	Bâtiments et installations	4 997 103,54			1 663 102,60	379 741,37		5 376 844,91	1 663 102,60	3 713 742,31	
	Sous Total compte 204158	4 997 103,54			1 663 102,60	379 741,37		5 376 844,91	1 663 102,60	3 713 742,31	
	Sous Total compte 20415	8 957 879,76			1 663 102,60	379 741,37		9 337 621,13	1 663 102,60	7 674 518,53	
	Sous Total compte 2041	19 823 896,26			1 663 102,60	9 005 798,37		28 829 694,63	1 663 102,60	27 166 592,03	
20421	Biens mobiliers, matériel et études	36 000,00				192 000,00		228 000,00		228 000,00	
20422	Bâtiments et installations	4 371 638,91			287 321,73	189 775,47		4 561 414,38	287 321,73	4 274 092,65	
20423	Projets d'infrastructures d'intérêt nati	70 000,00						70 000,00		70 000,00	
	Sous Total compte 2042	4 477 638,91			287 321,73	381 775,47		4 859 414,38	287 321,73	4 572 092,65	
204412	Bâtiments et installations	6 350 000,00						6 350 000,00		6 350 000,00	
	Sous Total compte 20441	6 350 000,00						6 350 000,00		6 350 000,00	

03700 ISSY LES MOULINEAUX - COMMUNE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

arrêtée à la date du 31/12/2021

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 2044	6 350 000,00						6 350 000,00		6 350 000,00	
	Sous Total compte 204	30 651 535,17			1 950 424,33	9 387 573,84		40 039 109,01	1 950 424,33	38 088 684,68	
2051	Concessions et droits similaires	12 790 325,00				766 195,08		13 556 520,08		13 556 520,08	
	Sous Total compte 205	12 790 325,00				766 195,08		13 556 520,08		13 556 520,08	
2088	Autres immobilisations incorporelles	3 529 600,00						3 529 600,00		3 529 600,00	
	Sous Total compte 208	3 529 600,00						3 529 600,00		3 529 600,00	
	Sous Total compte 20	51 784 563,92			2 027 635,52	11 317 883,13	195 750,59	63 102 447,05	2 223 386,11	60 879 060,94	
2111	Terrains nus	9 097 532,90						9 097 532,90		9 097 532,90	
2112	Terrains de voirie	13 129 813,19						13 129 813,19		13 129 813,19	
2113	Terrains aménagés autres que voirie	28 954 859,79						28 954 859,79		28 954 859,79	
2115	Terrains bâtis	2 306 091,20						2 306 091,20		2 306 091,20	
2116	Cimetière	2 387 179,30						2 387 179,30		2 387 179,30	
2118	Autres terrains	27 788,22						27 788,22		27 788,22	
	Sous Total compte 211	55 903 264,60						55 903 264,60		55 903 264,60	
2128	Autres agencements et aménagements	6 951 385,09				2 029 096,25		8 980 481,34		8 980 481,34	
	Sous Total compte 212	6 951 385,09				2 029 096,25		8 980 481,34		8 980 481,34	
21311	Bâtiments administratifs	53 395 669,93		5 935 576,36		2 105 117,93		61 436 364,22		61 436 364,22	
21312	Bâtiments scolaires	129 315 279,61		8 791 165,77	6 519,60	1 581 902,07		139 688 347,45	6 519,60	139 681 827,85	
21313	Bâtiments sociaux et médico-sociaux					17 654,50		17 654,50		17 654,50	

03700 ISSY LES MOULINEAUX - COMMUNE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

arrêtée à la date du 31/12/2021

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
21314	Bâtiments culturels et sportifs			15 023 514,30		1 471 329,87		16 494 844,17		16 494 844,17	
21316	Équipements du cimetière	3 118 294,45				56 612,76		3 174 907,21		3 174 907,21	
21318	Autres bâtiments publics	282 597 747,17		3 719 712,27		9 402 720,30	957,39	295 720 179,74	957,39	295 719 222,35	
	Sous Total compte 2131	468 426 991,16		33 469 968,70	6 519,60	14 635 337,43	957,39	516 532 297,29	7 476,99	516 524 820,30	
21328	Autres bâtiments privés			13 117,97		2 938,22		16 056,19		16 056,19	
	Sous Total compte 2132			13 117,97		2 938,22		16 056,19		16 056,19	
21351	Bâtiments publics	10 709 323,65				52 931,65		10 762 255,30		10 762 255,30	
	Sous Total compte 2135	10 709 323,65				52 931,65		10 762 255,30		10 762 255,30	
2138	Autres constructions	30 133 552,81						30 133 552,81		30 133 552,81	
	Sous Total compte 213	509 269 867,62		33 483 086,67	6 519,60	14 691 207,30	957,39	557 444 161,59	7 476,99	557 436 684,60	
2151	Réseaux de voirie	94 936,87						94 936,87		94 936,87	
2152	Installations de voirie	7 917 803,43				206 517,43		8 124 320,86		8 124 320,86	
21533	Réseaux câblés	1 611 798,67		-353 800,00				1 257 998,67		1 257 998,67	
21534	Réseaux d'électrification	692 322,40						692 322,40		692 322,40	
21538	Autres réseaux	1 010 711,11		105 213,02				1 115 924,13		1 115 924,13	
	Sous Total compte 2153	3 314 832,18		-248 586,98				3 066 245,20		3 066 245,20	
21568	Autre matériel et outillage d'incendie e	252 104,37						252 104,37		252 104,37	
	Sous Total compte 2156	252 104,37						252 104,37		252 104,37	
215738	Autre matériel et outillage de voirie	169 725,50						169 725,50		169 725,50	

03700 ISSY LES MOULINEAUX - COMMUNE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

arrêtée à la date du 31/12/2021

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 21573	169 725,50						169 725,50		169 725,50	
	Sous Total compte 2157	169 725,50						169 725,50		169 725,50	
2158	Autres installations, matériel et outill	3 938 149,03				556 582,56		4 494 731,59		4 494 731,59	
	Sous Total compte 215	15 687 551,38		-248 586,98		763 099,99		16 202 064,39		16 202 064,39	
21611	Biens sous-jacents	2 462 348,16				18 300,00		2 480 648,16		2 480 648,16	
	Sous Total compte 2161	2 462 348,16				18 300,00		2 480 648,16		2 480 648,16	
21621	Biens sous-jacents	668 395,71						668 395,71		668 395,71	
21622	Dépenses ultérieures immobilisées					86 651,74		86 651,74		86 651,74	
	Sous Total compte 2162	668 395,71				86 651,74		755 047,45		755 047,45	
	Sous Total compte 216	3 130 743,87				104 951,74		3 235 695,61		3 235 695,61	
2181	Installations générales, agencements et	794 472,13						794 472,13		794 472,13	
21821	Matériel de transport ferroviaire	1 087 737,94			1 087 737,94			1 087 737,94	1 087 737,94		0,00
21828	Autres matériels de transport			1 083 371,53	2 364,10	48 124,69	2 105,60	1 131 496,22	4 469,70	1 127 026,52	
	Sous Total compte 2182	1 087 737,94		1 083 371,53	1 090 102,04	48 124,69	2 105,60	2 219 234,16	1 092 207,64	1 127 026,52	
21831	Matériel informatique scolaire	15 194 613,77						15 194 613,77		15 194 613,77	
21838	Autre matériel informatique	519 251,70				2 419 529,36		2 938 781,06		2 938 781,06	
	Sous Total compte 2183	15 713 865,47				2 419 529,36		18 133 394,83		18 133 394,83	
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	12 628 918,42				154 901,92		12 783 820,34		12 783 820,34	
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers					1 688 833,60		1 688 833,60		1 688 833,60	

03700 ISSY LES MOULINEAUX - COMMUNE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

arrêtée à la date du 31/12/2021

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 2184	12 628 918,42				1 843 735,52		14 472 653,94		14 472 653,94	
2188	Autres	17 137 649,98			14 523,00	786 609,19	9 710,85	17 924 259,17	24 233,85	17 900 025,32	
	Sous Total compte 218	47 362 643,94		1 083 371,53	1 104 625,04	5 097 998,76	11 816,45	53 544 014,23	1 116 441,49	52 427 572,74	
	Sous Total compte 21	638 305 456,50		34 317 871,22	1 111 144,64	22 686 354,04	12 773,84	695 309 681,76	1 123 918,48	694 185 763,28	
2312	Agencements et aménagements de terrains	4 399 875,52				129 702,58		4 529 578,10		4 529 578,10	
2313	Constructions	73 571 375,22			33 476 567,07	32 128 526,18	2 380,80	105 699 901,40	33 478 947,87	72 220 953,53	
2315	Installations, matériel et outillage tec	98 368,28			-248 586,98			98 368,28	-248 586,98	346 955,26	
	Sous Total compte 231	78 069 619,02			33 227 980,09	32 258 228,76	2 380,80	110 327 847,78	33 230 360,89	77 097 486,89	
238	Avances versées sur commandes d'immobili	1 028 830,17				114 472,99	1 006 987,96	1 143 303,16	1 006 987,96	136 315,20	
	Sous Total compte 23	79 098 449,19			33 227 980,09	32 372 701,75	1 009 368,76	111 471 150,94	34 237 348,85	77 233 802,09	
2423	d'établissements publics de coopération	39 803 629,06						39 803 629,06		39 803 629,06	
	Sous Total compte 242	39 803 629,06						39 803 629,06		39 803 629,06	
	Sous Total compte 24	39 803 629,06						39 803 629,06		39 803 629,06	
261	Titres de participation	299 798,97						299 798,97		299 798,97	
266	Autres formes de participation	9 999 996,00						9 999 996,00		9 999 996,00	
	Sous Total compte 26	10 299 794,97						10 299 794,97		10 299 794,97	
275	Dépôts et cautionnements versés	347 603,52				14 232,63	142 212,74	361 836,15	142 212,74	219 623,41	
2764	Créances sur des particuliers et autres	60 095 850,48						60 095 850,48		60 095 850,48	
	Sous Total compte 276	60 095 850,48						60 095 850,48		60 095 850,48	

03700 ISSY LES MOULINEAUX - COMMUNE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

arrêtée à la date du 31/12/2021

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 27	60 443 454,00				14 232,63	142 212,74	60 457 686,63	142 212,74	60 315 473,89	
2802	Frais d'études, d'élaboration, de modifi		24 965,30						24 965,30		24 965,30
28031	Frais d'études		131 652,03	77 211,19			6 471,00	77 211,19	138 123,03		60 911,84
	Sous Total compte 2803		131 652,03	77 211,19			6 471,00	77 211,19	138 123,03		60 911,84
2804132	Bâtiments et installations		136 297,00				19 471,00		155 768,00		155 768,00
2804133	Projets d'infrastructures d'intérêt nati		2 114 787,00				963 710,00		3 078 497,00		3 078 497,00
	Sous Total compte 280413		2 251 084,00				983 181,00		3 234 265,00		3 234 265,00
28041512	Bâtiments et installations		1 773 386,00				264 050,00		2 037 436,00		2 037 436,00
	Sous Total compte 2804151		1 773 386,00				264 050,00		2 037 436,00		2 037 436,00
28041582	Bâtiments et installations		2 679 924,60	1 663 102,60			232 363,00	1 663 102,60	2 912 287,60		1 249 185,00
	Sous Total compte 2804158		2 679 924,60	1 663 102,60			232 363,00	1 663 102,60	2 912 287,60		1 249 185,00
	Sous Total compte 280415		4 453 310,60	1 663 102,60			496 413,00	1 663 102,60	4 949 723,60		3 286 621,00
	Sous Total compte 28041		6 704 394,60	1 663 102,60			1 479 594,00	1 663 102,60	8 183 988,60		6 520 886,00
280421	Biens mobiliers, matériel et études						7 700,00		7 700,00		7 700,00
280422	Bâtiments et installations		1 592 212,73	287 321,73			281 983,00	287 321,73	1 874 195,73		1 586 874,00
280423	Projets d'infrastructures d'intérêt nati		4 666,00				4 666,00		9 332,00		9 332,00
	Sous Total compte 28042		1 596 878,73	287 321,73			294 349,00	287 321,73	1 891 227,73		1 603 906,00
2804412	Bâtiments et installations		56 665,00				11 333,00		67 998,00		67 998,00
	Sous Total compte 280441		56 665,00				11 333,00		67 998,00		67 998,00

03700 ISSY LES MOULINEAUX - COMMUNE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

arrêtée à la date du 31/12/2021

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 28044	56 665,00				11 333,00		67 998,00		67 998,00	
	Sous Total compte 2804	8 357 938,33		1 950 424,33		1 785 276,00		1 950 424,33	10 143 214,33	8 192 790,00	
28051	Concessions et droits similaires	9 755 359,78				1 741 374,74		11 496 734,52		11 496 734,52	
	Sous Total compte 2805	9 755 359,78				1 741 374,74		11 496 734,52		11 496 734,52	
28088	Autres immobilisations incorporelles	705 947,00				60 077,00		766 024,00		766 024,00	
	Sous Total compte 2808	705 947,00				60 077,00		766 024,00		766 024,00	
	Sous Total compte 280	18 975 862,44		2 027 635,52		3 593 198,74		2 027 635,52	22 569 061,18	20 541 425,66	
28128	Autres agencements et aménagements	991 659,91				280 942,62		1 272 602,53		1 272 602,53	
	Sous Total compte 2812	991 659,91				280 942,62		1 272 602,53		1 272 602,53	
28152	Installations de voirie	223 845,57				63 186,00		287 031,57		287 031,57	
281533	Réseaux câblés	101 248,00				14 464,00		115 712,00		115 712,00	
281538	Autres réseaux	190 520,00				33 997,00		224 517,00		224 517,00	
	Sous Total compte 28153	291 768,00				48 461,00		340 229,00		340 229,00	
281568	Autre matériel et outillage d'incendie e	211 705,28				6 254,00		217 959,28		217 959,28	
	Sous Total compte 28156	211 705,28				6 254,00		217 959,28		217 959,28	
2815738	Autre matériel et outillage de voirie	14 048,00				1 756,00		15 804,00		15 804,00	
	Sous Total compte 281573	14 048,00				1 756,00		15 804,00		15 804,00	
	Sous Total compte 28157	14 048,00				1 756,00		15 804,00		15 804,00	
28158	Autres installations, matériel et outill	1 225 744,61				404 786,50		1 630 531,11		1 630 531,11	

03700 ISSY LES MOULINEAUX - COMMUNE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

arrêtée à la date du 31/12/2021

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 2815	1 967 111,46				524 443,50		2 491 554,96		2 491 554,96	
28181	Installations générales, agencements et	419 328,20				52 941,00		472 269,20		472 269,20	
281821	Matériel de transport ferroviaire	198 610,95		211 860,09	13 249,14			211 860,09	211 860,09		0,00
281828	Autres matériels de transport			15 613,24	207 493,68	10 073,00		15 613,24	217 566,68		201 953,44
	Sous Total compte 28182	198 610,95		227 473,33	220 742,82	10 073,00		227 473,33	429 426,77		201 953,44
281831	Matériel informatique scolaire	9 791 991,88				220 660,00		10 012 651,88		10 012 651,88	
281838	Autre matériel informatique	81 305,50				1 686 104,66		1 767 410,16		1 767 410,16	
	Sous Total compte 28183	9 873 297,38				1 906 764,66		11 780 062,04		11 780 062,04	
281841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	8 919 270,93				156 705,79		9 075 976,72		9 075 976,72	
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers					464 972,85		464 972,85		464 972,85	
	Sous Total compte 28184	8 919 270,93				621 678,64		9 540 949,57		9 540 949,57	
28188	Autres	12 074 181,98		14 523,00		1 042 740,27		14 523,00	13 116 922,25		13 102 399,25
	Sous Total compte 2818	31 484 689,44		241 996,33	220 742,82	3 634 197,57		241 996,33	35 339 629,83		35 097 633,50
	Sous Total compte 281	34 443 460,81		241 996,33	220 742,82	4 439 583,69		241 996,33	39 103 787,32		38 861 790,99
	Sous Total compte 28	53 419 323,25		2 269 631,85	220 742,82	8 032 782,43		2 269 631,85	61 672 848,50		59 403 216,65
	Total classe 2	879 735 347,64	53 419 323,25	36 587 503,07	36 587 503,07	66 391 171,55	9 392 888,36	982 714 022,26	99 399 714,68	942 717 524,23	59 403 216,65
37	STOCKS DE MARCHANDISES ET DE TERRAINS NU	33 642,00		13 179,40	33 642,00			46 821,40	33 642,00	13 179,40	
	Sous Total compte 37	33 642,00		13 179,40	33 642,00			46 821,40	33 642,00	13 179,40	
	Total classe 3	33 642,00		13 179,40	33 642,00			46 821,40	33 642,00	13 179,40	

03700 ISSY LES MOULINEAUX - COMMUNE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

arrêtée à la date du 31/12/2021

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4011	Fournisseurs		2 710,51	33 708 798,18	33 735 538,62			33 708 798,18	33 738 249,13		29 450,95
40171	Fournisseurs - Retenues de garantie		8 760,01	7 734,07	919,30			7 734,07	9 679,31		1 945,24
	Sous Total compte 4017		8 760,01	7 734,07	919,30			7 734,07	9 679,31		1 945,24
	Sous Total compte 401		11 470,52	33 716 532,25	33 736 457,92			33 716 532,25	33 747 928,44		31 396,19
4041	Fournisseurs d'immobilisations			56 849 806,80	56 854 824,72			56 849 806,80	56 854 824,72		5 017,92
40471	Fournisseurs d'immobilisations - Retenue		567 106,11	514 078,17	585 287,74			514 078,17	1 152 393,85		638 315,68
40472	Fournisseurs d'immobilisations - Cession			91 901,15	91 901,15			91 901,15	91 901,15		0,00
40473	Fournisseurs - pénalités de retard d'exé		292 087,01	162 350,00				162 350,00	292 087,01		129 737,01
	Sous Total compte 4047		859 193,12	768 329,32	677 188,89			768 329,32	1 536 382,01		768 052,69
	Sous Total compte 404		859 193,12	57 618 136,12	57 532 013,61			57 618 136,12	58 391 206,73		773 070,61
408	Fournisseurs - Factures non parvenues		5 243 757,74	5 243 757,74	4 874 584,93			5 243 757,74	10 118 342,67		4 874 584,93
	Sous Total compte 40		6 114 421,38	96 578 426,11	96 143 056,46			96 578 426,11	102 257 477,84		5 679 051,73
411	Redevables	2 235 749,15		3 804 392,31	5 462 627,73			6 040 141,46	5 462 627,73	577 513,73	
414	Locataires-acquéreurs et locataires	139 222,00		637 780,84	710 464,74			777 002,84	710 464,74	66 538,10	
4161	Créances douteuses	591 358,04		389 340,15	249 976,72			980 698,19	249 976,72	730 721,47	
	Sous Total compte 416	591 358,04		389 340,15	249 976,72			980 698,19	249 976,72	730 721,47	
4181	Redevables - Produits non encore facturé	1 673 691,71		361 342,17	1 673 691,71			2 035 033,88	1 673 691,71	361 342,17	
	Sous Total compte 418	1 673 691,71		361 342,17	1 673 691,71			2 035 033,88	1 673 691,71	361 342,17	
	Sous Total compte 41	4 640 020,90		5 192 855,47	8 096 760,90			9 832 876,37	8 096 760,90	1 736 115,47	

03700 ISSY LES MOULINEAUX - COMMUNE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

arrêtée à la date du 31/12/2021

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
421	Personnel - Rémunérations dues			24 086 376,93	24 086 448,37			24 086 376,93	24 086 448,37		71,44
427	Personnel - Oppositions			46 536,38	46 536,38			46 536,38	46 536,38		0,00
429	Déficits et débets des comptables et rég			119,84	60,00			119,84	60,00	59,84	
	Sous Total compte 42			24 133 033,15	24 133 044,75			24 133 033,15	24 133 044,75		11,60
431	Sécurité sociale			11 050 229,72	11 050 229,72			11 050 229,72	11 050 229,72		0,00
437	Autres organismes sociaux			8 578 885,22	8 578 885,22			8 578 885,22	8 578 885,22		0,00
4386	Autres charges à payer				98 346,02				98 346,02		98 346,02
	Sous Total compte 438				98 346,02				98 346,02		98 346,02
	Sous Total compte 43			19 629 114,94	19 727 460,96			19 629 114,94	19 727 460,96		98 346,02
4411	Subventions à recevoir - Amiable	22 239,00		36 128,07	58 367,07			58 367,07	58 367,07		0,00
4416	Subventions à recevoir - Contentieux	3 939,25		20 676,75	20 676,75			24 616,00	20 676,75	3 939,25	
	Sous Total compte 441	26 178,25		56 804,82	79 043,82			82 983,07	79 043,82	3 939,25	
4421	Prélèvement à la source - Impôt sur le r			936 286,42	936 286,42			936 286,42	936 286,42		0,00
	Sous Total compte 442			936 286,42	936 286,42			936 286,42	936 286,42		0,00
44311	Dépenses			7 270 398,94	7 270 398,94			7 270 398,94	7 270 398,94		0,00
44312	Recettes - Amiable			76 849,70	322,70			76 849,70	322,70	76 527,00	
	Sous Total compte 4431			7 347 248,64	7 270 721,64			7 347 248,64	7 270 721,64	76 527,00	
44321	Dépenses			5 405,72	5 405,72			5 405,72	5 405,72		0,00
44326	Recettes - Contentieux	2 679,66						2 679,66		2 679,66	

03700 ISSY LES MOULINEAUX - COMMUNE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

arrêtée à la date du 31/12/2021

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 4432	2 679,66		5 405,72	5 405,72			8 085,38	5 405,72	2 679,66	
44331	Dépenses			9 496 307,79	9 496 307,79			9 496 307,79	9 496 307,79		0,00
44336	Recettes - Contentieux	25,41						25,41		25,41	
	Sous Total compte 4433	25,41		9 496 307,79	9 496 307,79			9 496 333,20	9 496 307,79	25,41	
44341	Dépenses			316 879,28	316 879,28			316 879,28	316 879,28		0,00
44342	Recettes - Amiable	5 033,22		34 494,56	38 689,56			39 527,78	38 689,56	838,22	
44346	Recettes - Contentieux	301,86		14 356,00	12 196,00			14 657,86	12 196,00	2 461,86	
	Sous Total compte 4434	5 335,08		365 729,84	367 764,84			371 064,92	367 764,84	3 300,08	
44351	Dépenses			2 131 421,44	2 131 421,44			2 131 421,44	2 131 421,44		0,00
44352	Recettes - Amiable	1 786,05		672 844,87	674 483,42			674 630,92	674 483,42	147,50	
44356	Recettes - Contentieux	607 263,40			607 263,40			607 263,40	607 263,40		0,00
	Sous Total compte 4435	609 049,45		2 804 266,31	3 413 168,26			3 413 315,76	3 413 168,26	147,50	
44361	Dépenses			408,00	408,00			408,00	408,00		0,00
	Sous Total compte 4436			408,00	408,00			408,00	408,00		0,00
44371	Dépenses		29 000,00	2 509 388,80	2 480 388,80			2 509 388,80	2 509 388,80		0,00
44372	Recettes - Amiable			78 014,27	78 014,27			78 014,27	78 014,27		0,00
	Sous Total compte 4437		29 000,00	2 587 403,07	2 558 403,07			2 587 403,07	2 587 403,07		0,00
44381	Dépenses			374 487,88	374 487,88			374 487,88	374 487,88		0,00
44382	Recettes - Amiable			1 202 923,56	1 200 047,00			1 202 923,56	1 200 047,00	2 876,56	

03700 ISSY LES MOULINEAUX - COMMUNE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

arrêtée à la date du 31/12/2021

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 4438			1 577 411,44	1 574 534,88			1 577 411,44	1 574 534,88	2 876,56	
	Sous Total compte 443	617 089,60	29 000,00	24 184 180,81	24 686 714,20			24 801 270,41	24 715 714,20	85 556,21	
444	Opérations pour le compte de la Communau				17,55				17,55		17,55
44551	T.V.A. à décaisser			203 680,00	208 490,00			203 680,00	208 490,00		4 810,00
	Sous Total compte 4455			203 680,00	208 490,00			203 680,00	208 490,00		4 810,00
44571	T.V.A. collectée			256 083,61	256 084,42			256 083,61	256 084,42		0,81
	Sous Total compte 4457			256 083,61	256 084,42			256 083,61	256 084,42		0,81
	Sous Total compte 445			459 763,61	464 574,42			459 763,61	464 574,42		4 810,81
447	Autres impôts, taxes et versements assim			252 247,41	252 247,41			252 247,41	252 247,41		0,00
4486	Autres charges à payer		716 308,87	716 308,87	19 561,11			716 308,87	735 869,98		19 561,11
4487	Produits à recevoir			61 967,00				61 967,00		61 967,00	
	Sous Total compte 448		716 308,87	778 275,87	19 561,11			778 275,87	735 869,98	42 405,89	
	Sous Total compte 44	643 267,85	745 308,87	26 667 558,94	26 438 444,93			27 310 826,79	27 183 753,80	127 072,99	
4621	Créances sur cessions d'immobilisations	1 040 760,00		3 586,00	1 044 346,00			1 044 346,00	1 044 346,00		0,00
	Sous Total compte 462	1 040 760,00		3 586,00	1 044 346,00			1 044 346,00	1 044 346,00		0,00
4643	Vacations encaissées à reverser			1 420,00	1 420,00			1 420,00	1 420,00		0,00
4648	Opérations pour le compte de particulier			23 250,12	23 250,12			23 250,12	23 250,12		0,00
	Sous Total compte 464			24 670,12	24 670,12			24 670,12	24 670,12		0,00
466	Excédents de versement		9 174,65	87 348,49	79 933,80			87 348,49	89 108,45		1 759,96

03700 ISSY LES MOULINEAUX - COMMUNE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

arrêtée à la date du 31/12/2021

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
46711	Autres comptes créditeurs			46 004 146,52	48 911 200,52			46 004 146,52	48 911 200,52		2 907 054,00
	Sous Total compte 4671			46 004 146,52	48 911 200,52			46 004 146,52	48 911 200,52		2 907 054,00
46721	Débiteurs divers - Amiable	28 554,32		23 716 053,28	3 759 612,71			23 744 607,60	3 759 612,71	19 984 994,89	
46726	Débiteurs divers - Contentieux	39 951,36		23 334,83	9 795,73			63 286,19	9 795,73	53 490,46	
	Sous Total compte 4672	68 505,68		23 739 388,11	3 769 408,44			23 807 893,79	3 769 408,44	20 038 485,35	
46752	Mandataire - Opérations déléguées - Rece			4 120,00	4 120,00			4 120,00	4 120,00		0,00
	Sous Total compte 4675			4 120,00	4 120,00			4 120,00	4 120,00		0,00
	Sous Total compte 467	68 505,68		69 747 654,63	52 684 728,96			69 816 160,31	52 684 728,96	17 131 431,35	
4686	Charges à payer		556 863,17	556 863,17	146 824,50			556 863,17	703 687,67		146 824,50
4687	Produits à recevoir			765 500,00				765 500,00		765 500,00	
	Sous Total compte 468		556 863,17	1 322 363,17	146 824,50			1 322 363,17	703 687,67	618 675,50	
	Sous Total compte 46	1 109 265,68	566 037,82	71 185 622,41	53 980 503,38			72 294 888,09	54 546 541,20	17 748 346,89	
4711	Versements des régisseurs		688 684,50	10 017 751,15	9 597 080,74			10 017 751,15	10 285 765,24		268 014,09
4712	Virements réimputés		18 696,82	55 175,36	36 478,54			55 175,36	55 175,36		0,00
47131	Versements sur contributions directes			51 124 128,00	51 124 128,00			51 124 128,00	51 124 128,00		0,00
47132	Versements sur dotation globale de fonct			340 400,00	340 400,00			340 400,00	340 400,00		0,00
47134	Subventions			747 189,04	747 189,04			747 189,04	747 189,04		0,00
47138	Autres		29 314,31	100 514 228,56	100 489 944,81			100 514 228,56	100 519 259,12		5 030,56
	Sous Total compte 4713		29 314,31	152 725 945,60	152 701 661,85			152 725 945,60	152 730 976,16		5 030,56

03700 ISSY LES MOULINEAUX - COMMUNE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

arrêtée à la date du 31/12/2021

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
471411	Excédent à réimputer - Personnes physiqu		3 217,50	20 338,39	18 110,82			20 338,39	21 328,32		989,93
471412	Excédent à réimputer - Personnes morales		12 087,42	1 363 348,94	1 352 102,78			1 363 348,94	1 364 190,20		841,26
	Sous Total compte 47141		15 304,92	1 383 687,33	1 370 213,60			1 383 687,33	1 385 518,52		1 831,19
47143	Flux d'encaissements à réimputer			19,01	19,01			19,01	19,01		0,00
	Sous Total compte 4714		15 304,92	1 383 706,34	1 370 232,61			1 383 706,34	1 385 537,53		1 831,19
4715	Recettes à ventiler (carte multi-service			6 366 772,80	6 366 772,80			6 366 772,80	6 366 772,80		0,00
4718	Autres recettes à régulariser		23 168,53	31 806,47	11 076,94			31 806,47	34 245,47		2 439,00
	Sous Total compte 471		775 169,08	170 581 157,72	170 083 303,48			170 581 157,72	170 858 472,56		277 314,84
47211	Remboursement d'annuités d'emprunt			268 296,11	268 296,11			268 296,11	268 296,11		0,00
47218	Autres dépenses	11 400,00		484 692,27	496 092,27			496 092,27	496 092,27		0,00
	Sous Total compte 4721	11 400,00		752 988,38	764 388,38			764 388,38	764 388,38		0,00
4722	Commissions bancaires en instance de man			13 422,20	13 422,20			13 422,20	13 422,20		0,00
4728	Autres dépenses à régulariser			133 061,35	133 061,35			133 061,35	133 061,35		0,00
	Sous Total compte 472	11 400,00		899 471,93	910 871,93			910 871,93	910 871,93		0,00
4781	Frais de poursuite rattachés	190,95						190,95		190,95	
	Sous Total compte 478	190,95						190,95		190,95	
	Sous Total compte 47	11 590,95	775 169,08	171 480 629,65	170 994 175,41			171 492 220,60	171 769 344,49		277 123,89
4911	Dépréciations des comptes de redevables		328 818,92		75 009,41				403 828,33		403 828,33
	Sous Total compte 491		328 818,92		75 009,41				403 828,33		403 828,33

03700 ISSY LES MOULINEAUX - COMMUNE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

arrêtée à la date du 31/12/2021

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 49		328 818,92		75 009,41				403 828,33		403 828,33
	Total classe 4	6 404 145,38	8 529 756,07	414 867 240,67	399 588 456,20			421 271 386,05	408 118 212,27	22 691 814,07	9 538 640,29
5113	Titres spéciaux de paiement	5 131,53		22 880,99	22 072,26			28 012,52	22 072,26	5 940,26	
5115	Cartes bancaires à l'encaissement	3 525,74		4 580 747,42	4 584 116,01			4 584 273,16	4 584 116,01	157,15	
	Sous Total compte 511	8 657,27		4 603 628,41	4 606 188,27			4 612 285,68	4 606 188,27	6 097,41	
515	Compte au Trésor	50 570 020,63		158 389 065,62	198 617 700,65			208 959 086,25	198 617 700,65	10 341 385,60	
	Sous Total compte 51	50 578 677,90		162 992 694,03	203 223 888,92			213 571 371,93	203 223 888,92	10 347 483,01	
5411	Régisseurs d'avances (avances)	15 000,14		20 632,17	18 725,08			35 632,31	18 725,08	16 907,23	
5412	Régisseurs de recettes (fonds de caisse)	1 180,00			40,00			1 180,00	40,00	1 140,00	
	Sous Total compte 541	16 180,14		20 632,17	18 765,08			36 812,31	18 765,08	18 047,23	
	Sous Total compte 54	16 180,14		20 632,17	18 765,08			36 812,31	18 765,08	18 047,23	
580	Opérations d'ordre budgétaires			8 262 205,86	8 262 205,86			8 262 205,86	8 262 205,86		0,00
584	Encaissement par lecture optique			1 553 428,82	1 553 428,82			1 553 428,82	1 553 428,82		0,00
5872	Compte pivot - Admission en non valeur			6 292,88	6 292,88			6 292,88	6 292,88		0,00
	Sous Total compte 587			6 292,88	6 292,88			6 292,88	6 292,88		0,00
588	Autres virements internes			56 556,75	56 556,75			56 556,75	56 556,75		0,00
	Sous Total compte 58			9 878 484,31	9 878 484,31			9 878 484,31	9 878 484,31		0,00
	Total classe 5	50 594 858,04		172 891 810,51	213 121 138,31			223 486 668,55	213 121 138,31	10 365 530,24	
6037	Variation des stocks de marchandises et					33 642,00	13 179,40	33 642,00	13 179,40	20 462,60	

03700 ISSY LES MOULINEAUX - COMMUNE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

arrêtée à la date du 31/12/2021

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 603					33 642,00	13 179,40	33 642,00	13 179,40	20 462,60	
6042	Achats de prestations de services (autre					3 445 640,43	273 739,56	3 445 640,43	273 739,56	3 171 900,87	
	Sous Total compte 604					3 445 640,43	273 739,56	3 445 640,43	273 739,56	3 171 900,87	
60611	Eau et assainissement					537 139,98	157 523,39	537 139,98	157 523,39	379 616,59	
60612	Énergie - Électricité					2 586 097,69	802 722,75	2 586 097,69	802 722,75	1 783 374,94	
60613	Chauffage urbain					389 745,27	100 547,66	389 745,27	100 547,66	289 197,61	
	Sous Total compte 6061					3 512 982,94	1 060 793,80	3 512 982,94	1 060 793,80	2 452 189,14	
60621	Combustibles					540,00		540,00		540,00	
60622	Carburants					22 999,98	5 000,00	22 999,98	5 000,00	17 999,98	
60623	Alimentation					403 659,19	52 718,95	403 659,19	52 718,95	350 940,24	
60628	Autres fournitures non stockées					324 036,79	33 279,76	324 036,79	33 279,76	290 757,03	
	Sous Total compte 6062					751 235,96	90 998,71	751 235,96	90 998,71	660 237,25	
60631	Fournitures d'entretien					91 363,59	30 840,42	91 363,59	30 840,42	60 523,17	
60632	Fournitures de petit équipement					251 054,42	34 591,93	251 054,42	34 591,93	216 462,49	
60636	Habillement et Vêtements de travail					95 651,63	29 612,31	95 651,63	29 612,31	66 039,32	
	Sous Total compte 6063					438 069,64	95 044,66	438 069,64	95 044,66	343 024,98	
6064	Fournitures administratives					105 774,12	3 598,42	105 774,12	3 598,42	102 175,70	
6065	Livres, disques, cassettes ... (biblioth					267 113,24	4 754,05	267 113,24	4 754,05	262 359,19	
6067	Fournitures scolaires					215 553,46	3 709,07	215 553,46	3 709,07	211 844,39	

03700 ISSY LES MOULINEAUX - COMMUNE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

arrêtée à la date du 31/12/2021

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6068	Autres matières et fournitures.					79 383,32	10 881,24	79 383,32	10 881,24	68 502,08	
	Sous Total compte 606					5 370 112,68	1 269 779,95	5 370 112,68	1 269 779,95	4 100 332,73	
6078	Autres marchandises					3 777,84		3 777,84		3 777,84	
	Sous Total compte 607					3 777,84		3 777,84		3 777,84	
	Sous Total compte 60					8 853 172,95	1 556 698,91	8 853 172,95	1 556 698,91	7 296 474,04	
611	Contrats de prestations de services					6 833 528,37	628 495,11	6 833 528,37	628 495,11	6 205 033,26	
6132	Locations immobilières					1 512 952,91	236 685,66	1 512 952,91	236 685,66	1 276 267,25	
61351	Matériel roulant					277 315,97	26 967,18	277 315,97	26 967,18	250 348,79	
61358	Autres					208 340,70	800,00	208 340,70	800,00	207 540,70	
	Sous Total compte 6135					485 656,67	27 767,18	485 656,67	27 767,18	457 889,49	
	Sous Total compte 613					1 998 609,58	264 452,84	1 998 609,58	264 452,84	1 734 156,74	
614	Charges locatives et de copropriété					466 187,45	76 456,77	466 187,45	76 456,77	389 730,68	
61521	Terrains					468 562,36	76 971,55	468 562,36	76 971,55	391 590,81	
615221	Bâtiments publics					1 548 717,91	146 770,98	1 548 717,91	146 770,98	1 401 946,93	
	Sous Total compte 61522					1 548 717,91	146 770,98	1 548 717,91	146 770,98	1 401 946,93	
615231	Voiries					39 240,51		39 240,51		39 240,51	
615232	Réseaux					3 267,01		3 267,01		3 267,01	
	Sous Total compte 61523					42 507,52		42 507,52		42 507,52	
	Sous Total compte 6152					2 059 787,79	223 742,53	2 059 787,79	223 742,53	1 836 045,26	

03700 ISSY LES MOULINEAUX - COMMUNE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

arrêtée à la date du 31/12/2021

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
61551	Matériel roulant					89 512,49	10 223,52	89 512,49	10 223,52	79 288,97	
61558	Autres biens mobiliers					60 882,33	24 713,18	60 882,33	24 713,18	36 169,15	
	Sous Total compte 6155					150 394,82	34 936,70	150 394,82	34 936,70	115 458,12	
6156	Maintenance					2 183 742,51	486 816,73	2 183 742,51	486 816,73	1 696 925,78	
	Sous Total compte 615					4 393 925,12	745 495,96	4 393 925,12	745 495,96	3 648 429,16	
6161	Multirisques					159 924,46		159 924,46		159 924,46	
6168	Autres					34 560,15		34 560,15		34 560,15	
	Sous Total compte 616					194 484,61		194 484,61		194 484,61	
617	Études et recherches					485 321,67	49 250,50	485 321,67	49 250,50	436 071,17	
6182	Documentation générale et technique					89 872,11	339,00	89 872,11	339,00	89 533,11	
6183	Frais de formation (personnel extérieur					1 368,00		1 368,00		1 368,00	
6184	Versements à des organismes de formation					328 825,27	123 933,87	328 825,27	123 933,87	204 891,40	
6188	Autres frais divers					32 606,22	3 236,40	32 606,22	3 236,40	29 369,82	
	Sous Total compte 618					452 671,60	127 509,27	452 671,60	127 509,27	325 162,33	
	Sous Total compte 61					14 824 728,40	1 891 660,45	14 824 728,40	1 891 660,45	12 933 067,95	
6216	Personnel affecté par le GFP de rattache					918 636,98	399 810,26	918 636,98	399 810,26	518 826,72	
	Sous Total compte 621					918 636,98	399 810,26	918 636,98	399 810,26	518 826,72	
62268	Autres honoraires, conseils...					1 459 751,30	223 553,35	1 459 751,30	223 553,35	1 236 197,95	
	Sous Total compte 6226					1 459 751,30	223 553,35	1 459 751,30	223 553,35	1 236 197,95	

03700 ISSY LES MOULINEAUX - COMMUNE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

arrêtée à la date du 31/12/2021

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6227	Frais d'actes et de contentieux					79 066,13		79 066,13		79 066,13	
6228	Divers					1 052 555,07	16 708,80	1 052 555,07	16 708,80	1 035 846,27	
	Sous Total compte 622					2 591 372,50	240 262,15	2 591 372,50	240 262,15	2 351 110,35	
6231	Annonces et insertions					53 111,00	4 745,00	53 111,00	4 745,00	48 366,00	
6232	Fêtes et cérémonies					530 607,90	107 260,33	530 607,90	107 260,33	423 347,57	
6236	Catalogues et imprimés et publications					1 093 225,99	145 584,00	1 093 225,99	145 584,00	947 641,99	
6238	Divers					1 176 066,36	385 258,00	1 176 066,36	385 258,00	790 808,36	
	Sous Total compte 623					2 853 011,25	642 847,33	2 853 011,25	642 847,33	2 210 163,92	
6241	Transports de biens					359 834,25	53 028,63	359 834,25	53 028,63	306 805,62	
6247	Transports collectifs du personnel					282 608,34	58 038,99	282 608,34	58 038,99	224 569,35	
6248	Divers					7 892,40	1 122,00	7 892,40	1 122,00	6 770,40	
	Sous Total compte 624					650 334,99	112 189,62	650 334,99	112 189,62	538 145,37	
6251	Voyages, déplacements et missions					7 113,55		7 113,55		7 113,55	
	Sous Total compte 625					7 113,55		7 113,55		7 113,55	
6261	Frais d'affranchissement					154 659,22	23 552,50	154 659,22	23 552,50	131 106,72	
6262	Frais de télécommunications					554 998,39	31 015,19	554 998,39	31 015,19	523 983,20	
	Sous Total compte 626					709 657,61	54 567,69	709 657,61	54 567,69	655 089,92	
627	Services bancaires et assimilés.					14 923,25	71,88	14 923,25	71,88	14 851,37	
6281	Concours divers (cotisations...)					90 122,20	1 995,00	90 122,20	1 995,00	88 127,20	

03700 ISSY LES MOULINEAUX - COMMUNE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

arrêtée à la date du 31/12/2021

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6282	Frais de gardiennage					6 832,49	650,00	6 832,49	650,00	6 182,49	
6283	Frais de nettoyage des locaux					4 159 401,82	350 614,85	4 159 401,82	350 614,85	3 808 786,97	
62875	Aux communes membres du GFP					2 538,18		2 538,18		2 538,18	
62876	Au GFP de rattachement					357 518,42	213 697,66	357 518,42	213 697,66	143 820,76	
62878	A des tiers					54 238,66	7 571,23	54 238,66	7 571,23	46 667,43	
	Sous Total compte 6287					414 295,26	221 268,89	414 295,26	221 268,89	193 026,37	
6288	Autres					2 671 976,88	340 914,45	2 671 976,88	340 914,45	2 331 062,43	
	Sous Total compte 628					7 342 628,65	915 443,19	7 342 628,65	915 443,19	6 427 185,46	
	Sous Total compte 62					15 087 678,78	2 365 192,12	15 087 678,78	2 365 192,12	12 722 486,66	
6331	Versement mobilité					711 209,33		711 209,33		711 209,33	
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.					120 542,90		120 542,90		120 542,90	
6333	Participation des employeurs à la format					520,32		520,32		520,32	
6336	Cotisations au CNFPT et au centre de ges					337 560,28		337 560,28		337 560,28	
	Sous Total compte 633					1 169 832,83		1 169 832,83		1 169 832,83	
63512	Taxes foncières					213 016,90		213 016,90		213 016,90	
	Sous Total compte 6351					213 016,90		213 016,90		213 016,90	
	Sous Total compte 635					213 016,90		213 016,90		213 016,90	
637	Autres impôts, taxes et versements assim					66 994,40	11 023,95	66 994,40	11 023,95	55 970,45	
	Sous Total compte 63					1 449 844,13	11 023,95	1 449 844,13	11 023,95	1 438 820,18	

03700 ISSY LES MOULINEAUX - COMMUNE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

arrêtée à la date du 31/12/2021

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
64111	Rémunération principale					18 037 276,02		18 037 276,02		18 037 276,02	
64112	Supplément familial de traitement et ind					743 288,59		743 288,59		743 288,59	
64113	NBI					209 247,68		209 247,68		209 247,68	
64118	Autres indemnités.					5 520 528,89		5 520 528,89		5 520 528,89	
	Sous Total compte 6411					24 510 341,18		24 510 341,18		24 510 341,18	
64131	Rémunérations					3 584 328,76		3 584 328,76		3 584 328,76	
64132	Supplément familial de traitement et ind					121 651,44		121 651,44		121 651,44	
	Sous Total compte 6413					3 705 980,20		3 705 980,20		3 705 980,20	
6414	Personnel rémunéré à la vacation					3 111 393,20		3 111 393,20		3 111 393,20	
6417	Rémunérations des apprentis					58 307,71		58 307,71		58 307,71	
6419	Remboursements sur rémunérations du pers					1 926,34	1 541 781,45	1 926,34	1 541 781,45		1 539 855,11
	Sous Total compte 641					31 387 948,63	1 541 781,45	31 387 948,63	1 541 781,45	29 846 167,18	
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.					4 680 652,37		4 680 652,37		4 680 652,37	
6453	Cotisations aux caisses de retraite					5 913 262,49		5 913 262,49		5 913 262,49	
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C					257 819,59		257 819,59		257 819,59	
6455	Cotisations pour assurance du personnel					1 599 999,83		1 599 999,83		1 599 999,83	
6456	Versement au F.N.C du supplément familia					59 573,00		59 573,00		59 573,00	
6458	Cotisations aux autres organismes sociau					86 746,34		86 746,34		86 746,34	
6459	Remboursements sur charges de Sécurité S						126 725,41		126 725,41		126 725,41

03700 ISSY LES MOULINEAUX - COMMUNE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

arrêtée à la date du 31/12/2021

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 645					12 598 053,62	126 725,41	12 598 053,62	126 725,41	12 471 328,21	
6472	Prestations familiales directes					42 597,91		42 597,91		42 597,91	
64731	Versées directement					88 659,84	17 724,56	88 659,84	17 724,56	70 935,28	
	Sous Total compte 6473					88 659,84	17 724,56	88 659,84	17 724,56	70 935,28	
6475	Médecine du travail, pharmacie					5 502,68		5 502,68		5 502,68	
6478	Autres charges sociales diverses					414 208,97		414 208,97		414 208,97	
6479	Remboursements sur autres charges social						458 113,50		458 113,50		458 113,50
	Sous Total compte 647					550 969,40	475 838,06	550 969,40	475 838,06	75 131,34	
	Sous Total compte 64					44 536 971,65	2 144 344,92	44 536 971,65	2 144 344,92	42 392 626,73	
65132	Prix					11 781,32	1 138,40	11 781,32	1 138,40	10 642,92	
	Sous Total compte 6513					11 781,32	1 138,40	11 781,32	1 138,40	10 642,92	
	Sous Total compte 651					11 781,32	1 138,40	11 781,32	1 138,40	10 642,92	
65311	Indemnités de fonction					510 522,28		510 522,28		510 522,28	
65312	Frais de mission et de déplacement					1 788,12		1 788,12		1 788,12	
65313	Cotisations de retraite					23 401,08		23 401,08		23 401,08	
65314	Cotisations de sécurité sociale - part p					156 366,72		156 366,72		156 366,72	
65315	Formation					14 762,13	13 922,13	14 762,13	13 922,13	840,00	
653172	Cotisations au fonds de financement de l					968,28		968,28		968,28	
	Sous Total compte 65317					968,28		968,28		968,28	

03700 ISSY LES MOULINEAUX - COMMUNE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

arrêtée à la date du 31/12/2021

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 6531					707 808,61	13 922,13	707 808,61	13 922,13	693 886,48	
	Sous Total compte 653					707 808,61	13 922,13	707 808,61	13 922,13	693 886,48	
6541	Créances admises en non-valeur					6 292,88		6 292,88		6 292,88	
	Sous Total compte 654					6 292,88		6 292,88		6 292,88	
6553	Service d'incendie					1 238 174,06	91 777,00	1 238 174,06	91 777,00	1 146 397,06	
65561	Contributions au fonds de compensation d					31 226 592,00		31 226 592,00		31 226 592,00	
65568	Autres contributions					285 377,69		285 377,69		285 377,69	
	Sous Total compte 6556					31 511 969,69		31 511 969,69		31 511 969,69	
65573	Indemnité de logement des instituteurs					433,04		433,04		433,04	
	Sous Total compte 6557					433,04		433,04		433,04	
	Sous Total compte 655					32 750 576,79	91 777,00	32 750 576,79	91 777,00	32 658 799,79	
657341	Communes membres du GFP					23 934,65	762,25	23 934,65	762,25	23 172,40	
657348	Autres communes					5 335,75	2 286,75	5 335,75	2 286,75	3 049,00	
	Sous Total compte 65734					29 270,40	3 049,00	29 270,40	3 049,00	26 221,40	
657362	CCAS					2 480 216,00		2 480 216,00		2 480 216,00	
	Sous Total compte 65736					2 480 216,00		2 480 216,00		2 480 216,00	
	Sous Total compte 6573					2 509 486,40	3 049,00	2 509 486,40	3 049,00	2 506 437,40	
65748	Autres personnes de droit privé					15 818 195,96	170 596,64	15 818 195,96	170 596,64	15 647 599,32	
	Sous Total compte 6574					15 818 195,96	170 596,64	15 818 195,96	170 596,64	15 647 599,32	

03700 ISSY LES MOULINEAUX - COMMUNE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

arrêtée à la date du 31/12/2021

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 657					18 327 682,36	173 645,64	18 327 682,36	173 645,64	18 154 036,72	
65818	Autres					22 737,53		22 737,53		22 737,53	
	Sous Total compte 6581					22 737,53		22 737,53		22 737,53	
6583	Intérêts moratoires et pénalités sur mar					100 082,25		100 082,25		100 082,25	
6584	Amendes fiscales et pénales					1 000,00		1 000,00		1 000,00	
65888	Autres					1 080 522,75	368 158,00	1 080 522,75	368 158,00	712 364,75	
	Sous Total compte 6588					1 080 522,75	368 158,00	1 080 522,75	368 158,00	712 364,75	
	Sous Total compte 658					1 204 342,53	368 158,00	1 204 342,53	368 158,00	836 184,53	
	Sous Total compte 65					53 008 484,49	648 641,17	53 008 484,49	648 641,17	52 359 843,32	
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs					115 099,72		115 099,72		115 099,72	
675	Valeurs comptables des immobilisations c					11 816,45		11 816,45		11 816,45	
6761	Différences sur réalisations (positives)					2 273,00		2 273,00		2 273,00	
	Sous Total compte 676					2 273,00		2 273,00		2 273,00	
	Sous Total compte 67					129 189,17		129 189,17		129 189,17	
6811	Dotations aux amortissements des immobil					8 032 782,43		8 032 782,43		8 032 782,43	
6815	Dotations aux provisions pour risques et					500 000,00		500 000,00		500 000,00	
6817	Dotations aux dépréciations des actifs c					75 009,41		75 009,41		75 009,41	
	Sous Total compte 681					8 607 791,84		8 607 791,84		8 607 791,84	
	Sous Total compte 68					8 607 791,84		8 607 791,84		8 607 791,84	

03700 ISSY LES MOULINEAUX - COMMUNE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

arrêtée à la date du 31/12/2021

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Total classe 6					146 497 861,41	8 617 561,52	146 497 861,41	8 617 561,52	140 004 993,91	2 124 694,02
7018	Autres ventes de produits finis						574,87		574,87		574,87
	Sous Total compte 701						574,87		574,87		574,87
70311	Concession dans les cimetières (produit						207 743,10		207 743,10		207 743,10
	Sous Total compte 7031						207 743,10		207 743,10		207 743,10
70323	Redevance d'occupation du domaine public					1 456 567,00	2 935 841,00	1 456 567,00	2 935 841,00		1 479 274,00
	Sous Total compte 7032					1 456 567,00	2 935 841,00	1 456 567,00	2 935 841,00		1 479 274,00
70388	Autres redevances et recettes diverses						67 740,82		67 740,82		67 740,82
	Sous Total compte 7038						67 740,82		67 740,82		67 740,82
	Sous Total compte 703					1 456 567,00	3 211 324,92	1 456 567,00	3 211 324,92		1 754 757,92
7062	Redevances et droits des services à cara					16,00	412 259,73	16,00	412 259,73		412 243,73
7066	Redevances et droits des services à cara					102,73	3 203 068,94	102,73	3 203 068,94		3 202 966,21
7067	Redevances et droits des services périsc					296,78	595 386,12	296,78	595 386,12		595 089,34
	Sous Total compte 706					415,51	4 210 714,79	415,51	4 210 714,79		4 210 299,28
7078	Autres marchandises						9 998,67		9 998,67		9 998,67
	Sous Total compte 707						9 998,67		9 998,67		9 998,67
70848	aux autres organismes						1 200 047,00		1 200 047,00		1 200 047,00
	Sous Total compte 7084						1 200 047,00		1 200 047,00		1 200 047,00
70873	par les C.C.A.S.						78 014,27		78 014,27		78 014,27

03700 ISSY LES MOULINEAUX - COMMUNE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

arrêtée à la date du 31/12/2021

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
70876	par le GFP de rattachement						672 844,87		672 844,87		672 844,87
70878	par des tiers						253 949,29		253 949,29		253 949,29
	Sous Total compte 7087						1 004 808,43		1 004 808,43		1 004 808,43
7088	Autres produits d'activités annexes (abo						59 089,98		59 089,98		59 089,98
	Sous Total compte 708						2 263 945,41		2 263 945,41		2 263 945,41
	Sous Total compte 70					1 456 982,51	9 696 558,66	1 456 982,51	9 696 558,66		8 239 576,15
73111	Impôts directs locaux						56 994 083,00		56 994 083,00		56 994 083,00
	Sous Total compte 7311						56 994 083,00		56 994 083,00		56 994 083,00
73123	Taxe communale additionnelle aux droits						7 097 579,87		7 097 579,87		7 097 579,87
	Sous Total compte 7312						7 097 579,87		7 097 579,87		7 097 579,87
73141	Taxe sur la consommation finale d'électr					24 046,65	1 645 365,62	24 046,65	1 645 365,62		1 621 318,97
	Sous Total compte 7314					24 046,65	1 645 365,62	24 046,65	1 645 365,62		1 621 318,97
731721	Taxe de séjour					70 223,87	420 055,52	70 223,87	420 055,52		349 831,65
	Sous Total compte 73172					70 223,87	420 055,52	70 223,87	420 055,52		349 831,65
73174	Taxe locale sur la publicité extérieure					150 000,00	372 135,00	150 000,00	372 135,00		222 135,00
73176	Taxes funéraires						950,21		950,21		950,21
	Sous Total compte 7317					220 223,87	793 140,73	220 223,87	793 140,73		572 916,86
7318	Autres						371 365,00		371 365,00		371 365,00
	Sous Total compte 731					244 270,52	66 901 534,22	244 270,52	66 901 534,22		66 657 263,70

03700 ISSY LES MOULINEAUX - COMMUNE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

arrêtée à la date du 31/12/2021

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
73211	Attribution de compensation						59 258 624,00		59 258 624,00		59 258 624,00
	Sous Total compte 7321						59 258 624,00		59 258 624,00		59 258 624,00
	Sous Total compte 732						59 258 624,00		59 258 624,00		59 258 624,00
7338	Autres impôts et taxes spécifiques des c						1 269,00		1 269,00		1 269,00
	Sous Total compte 733						1 269,00		1 269,00		1 269,00
738	Autres impôts et taxes					494 153,75	1 019 642,38	494 153,75	1 019 642,38		525 488,63
739118	Autres reversements et restitutions sur					841 231,00		841 231,00		841 231,00	
	Sous Total compte 73911					841 231,00		841 231,00		841 231,00	
	Sous Total compte 7391					841 231,00		841 231,00		841 231,00	
7392221	Fonds de péréquation des ressources comm					850 065,00		850 065,00		850 065,00	
	Sous Total compte 739222					850 065,00		850 065,00		850 065,00	
	Sous Total compte 73922					850 065,00		850 065,00		850 065,00	
	Sous Total compte 7392					850 065,00		850 065,00		850 065,00	
739331	Communes					6 302 731,00		6 302 731,00		6 302 731,00	
	Sous Total compte 73933					6 302 731,00		6 302 731,00		6 302 731,00	
	Sous Total compte 7393					6 302 731,00		6 302 731,00		6 302 731,00	
	Sous Total compte 739					7 994 027,00		7 994 027,00		7 994 027,00	
	Sous Total compte 73					8 732 451,27	127 181 069,60	8 732 451,27	127 181 069,60		118 448 618,33
74111	Dotation forfaitaire des communes					292 363,00	340 400,00	292 363,00	340 400,00		48 037,00

03700 ISSY LES MOULINEAUX - COMMUNE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

arrêtée à la date du 31/12/2021

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 7411					292 363,00	340 400,00	292 363,00	340 400,00		48 037,00
	Sous Total compte 741					292 363,00	340 400,00	292 363,00	340 400,00		48 037,00
743	Dotation spéciale au titre des institute						2 808,00		2 808,00		2 808,00
744	FCTVA						158 336,56		158 336,56		158 336,56
74611	DGD					379 734,00	778 554,00	379 734,00	778 554,00		398 820,00
	Sous Total compte 7461					379 734,00	778 554,00	379 734,00	778 554,00		398 820,00
	Sous Total compte 746					379 734,00	778 554,00	379 734,00	778 554,00		398 820,00
74718	Autres					26 331,84	301 270,47	26 331,84	301 270,47		274 938,63
	Sous Total compte 7471					26 331,84	301 270,47	26 331,84	301 270,47		274 938,63
7473	Départements						1 362 998,30		1 362 998,30		1 362 998,30
74741	Communes membres du GFP						19 513,60		19 513,60		19 513,60
74748	Autres communes						14 980,96		14 980,96		14 980,96
	Sous Total compte 7474						34 494,56		34 494,56		34 494,56
74788	Autres						3 345 547,91		3 345 547,91		3 345 547,91
	Sous Total compte 7478						3 345 547,91		3 345 547,91		3 345 547,91
	Sous Total compte 747					26 331,84	5 044 311,24	26 331,84	5 044 311,24		5 017 979,40
74833	État - Compensation au titre des exonéra						2 276 568,00		2 276 568,00		2 276 568,00
	Sous Total compte 7483						2 276 568,00		2 276 568,00		2 276 568,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés						73 280,00		73 280,00		73 280,00

03700 ISSY LES MOULINEAUX - COMMUNE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

arrêtée à la date du 31/12/2021

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
74888	Autres						512 238,75		512 238,75		512 238,75
	Sous Total compte 7488						512 238,75		512 238,75		512 238,75
	Sous Total compte 748						2 862 086,75		2 862 086,75		2 862 086,75
7498	Autres reversements sur dotations et par					95 994,00	95 994,00	95 994,00	95 994,00		0,00
	Sous Total compte 749					95 994,00	95 994,00	95 994,00	95 994,00		0,00
	Sous Total compte 74					794 422,84	9 282 490,55	794 422,84	9 282 490,55		8 488 067,71
752	Revenus des immeubles					220,40	821 983,55	220,40	821 983,55		821 763,15
755	Dédits et pénalités perçus						88 808,00		88 808,00		88 808,00
757	Subventions						1 735 333,82		1 735 333,82		1 735 333,82
75813	Redevances versées par les fermiers et c						10 226,94		10 226,94		10 226,94
	Sous Total compte 7581						10 226,94		10 226,94		10 226,94
7584	Recouvrement sur créances admises en non						329,39		329,39		329,39
75888	Autres					2 080,44	2 151 839,33	2 080,44	2 151 839,33		2 149 758,89
	Sous Total compte 7588					2 080,44	2 151 839,33	2 080,44	2 151 839,33		2 149 758,89
	Sous Total compte 758					2 080,44	2 162 395,66	2 080,44	2 162 395,66		2 160 315,22
	Sous Total compte 75					2 300,84	4 808 521,03	2 300,84	4 808 521,03		4 806 220,19
761	Produits de participations						121 000,00		121 000,00		121 000,00
764	Revenus des valeurs mobilières de placem						14 700,00		14 700,00		14 700,00
	Sous Total compte 76						135 700,00		135 700,00		135 700,00

03700 ISSY LES MOULINEAUX - COMMUNE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

arrêtée à la date du 31/12/2021

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
773	Mandats annulés (sur exercices antérieur						13 582,82		13 582,82		13 582,82
775	Produits des cessions d'immobilisations						3 586,00		3 586,00		3 586,00
7761	Différences sur réalisations (négatives)						10 503,45		10 503,45		10 503,45
	Sous Total compte 776						10 503,45		10 503,45		10 503,45
777	Recettes et quote-part des subventions d						950,00		950,00		950,00
	Sous Total compte 77						28 622,27		28 622,27		28 622,27
7815	Reprises sur provisions pour risques et						1 196 914,00		1 196 914,00		1 196 914,00
	Sous Total compte 781						1 196 914,00		1 196 914,00		1 196 914,00
	Sous Total compte 78						1 196 914,00		1 196 914,00		1 196 914,00
	Total classe 7					10 986 157,46	152 329 876,11	10 986 157,46	152 329 876,11	7 994 027,00	149 337 745,65
	Total général	936 774 643,06	936 774 643,06	660 547 583,00	657 821 674,93	224 325 816,58	227 051 724,65	1 821 648 042,64	1 821 648 042,64	1 123 794 668,85	1 123 794 668,85

03700 ISSY LES MOULINEAUX - COMMUNE

BALANCE DES VALEURS INACTIVES

arrêtée à la date du 31/12/2021

DÉSIGNATION DES COMPTES	DÉBIT			CRÉDIT			SOLDES	
N° Intitulé Nature des valeurs inactives	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Débiteurs	Créditeurs
861 Portefeuille								
NEANT								
Sous Total compte 861								
862 Correspondant								
NEANT								
Sous Total compte 862								
863 Prise en charge titre et valeur								
NEANT								
Sous Total compte 863								
TOTAUX	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

03700 ISSY LES MOULINEAUX - COMMUNE

PAGE DES SIGNATURES

Vu et certifié par le comptable supérieur qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

A , le

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

Le comptable affirme, en outre, et sous les mêmes peines, que les recettes et dépenses portées dans ce compte sont, sans exception, toutes celles qui ont été faites pour le service de ISSY LES MOULINEAUX - COMMUNE pendant l'année 2021
et qu'il n'en existe aucune autre à sa connaissance.

A issy-les-moulineaux, le 03/02/2022

Vu par André SANTINI M. le Maire qui certifie que le présent compte dont le montant des titres à recouvrer et des mandats émis est conforme aux écritures de sa comptabilité administrative, a été voté le …… par l'organe délibérant.

A , le

03700 ISSY LES MOULINEAUX - COMMUNE

Le résultat de fonctionnement de l'exercice N-1 n'est pas cohérent sur les différents états du compte de gestion :
Bilan = 7.990.935,35 ; CR synthétique = ,00 ; CR = ,00 ; BE compte 12 =7.990.935,35.

092019

TRES. MUNICIPALE D'ISSY-VANVES

Edition compte de gestion M57

03700 ISSY LES MOULINEAUX - COMMUNE

Nombre de pages : 69

FIN DE DOCUMENT

VILLE D'ISSY LES MOULINEAUX

CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU JEUDI 7 AVRIL 2022

N° 3

OBJET : FINANCES - **Adoption du compte administratif de la commune pour l'exercice 2021.**

Madame Edith LETOURNEL, Maire-Adjointe déléguée aux Finances, expose au Conseil municipal ce qui suit :

Le compte administratif 2021 de la commune se présente comme suit :

	Section de Fonctionnement	Section d'Investissement
Recettes	151 475 619,07 €	66 053 417,79 €
Dépenses	148 012 200,31 €	66 790 928,48 €
Résultat brut de clôture 2021	+3 463 418,76 €	-737 510,69 €
Résultat 2020 reporté	+20 098 620,39 €	+242 268,96 €
RESULTAT DE CLOTURE	**+23 562 039,15 €**	**- 495 241,73 €**
Restes à réaliser	0,00 €	-14 235 332,77 €
RESULTAT NET	+23 562 039,15 €	-14 730 574,50 €

L'excédent global de clôture de l'exercice 2021 est de 23 066 797,42 €.

Les restes à réaliser 2021 de la section d'investissement font apparaître un solde de 14 235 332,77 €. Le résultat net de clôture après « restes à réaliser » s'élève donc à 8 831 464,65 €.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal de bien vouloir adopter le compte administratif de la commune pour l'exercice 2021.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2121-31,

Vu l'avis de la commission municipale des Ressources en date du 30 mars 2022,

Le Conseil municipal ayant élu son président dans les conditions prévues à l'article L. 2121-14 du Code général des collectivités territoriales, afin de délibérer sur le compte administratif de la commune de l'exercice 2021 dressé par Monsieur SANTINI, Maire et après s'être fait présenter le budget primitif et les décisions modificatives de l'année considérée,

Entendu cet exposé,

APRES EN AVOIR DELIBERE

ADOPTE le compte administratif de la commune afférent à l'exercice 2021 et arrêté comme suit :

	Section de Fonctionnement	Section d'Investissement
Recettes	151 475 619,07 €	66 053 417,79 €
Dépenses	148 012 200,31 €	66 790 928,48 €
Résultat brut de clôture 2021	+3 463 418,76 €	-737 510,69 €
Résultat 2020 reporté	+20 098 620,39 €	+242 268,96 €
RESULTAT DE CLOTURE	**+23 562 039,15 €**	**- 495 241,73 €**
Restes à réaliser	0,00 €	-14 235 332,77 €
RESULTAT NET	+23 562 039,15 €	-14 730 574,50 €

ARRETE les résultats de clôture à - 495 241,73 € en investissement et + 23 562 039,15 € en fonctionnement.

COMPTE ADMINISTRATIF

2021

Conseil Municipal du 7 avril 2022

PREAMBULE

Le Compte Administratif retrace les opérations comptables réalisées sur l'exercice 2021. Il rend compte de l'exécution du budget 2021 adopté par le Conseil Municipal et amendé par trois décisions modificatives également approuvées au cours de l'exercice 2021.

L'objectif de maîtrise des dépenses, poursuivi depuis plusieurs années, permet à la Ville de financer la majeure partie de ses programmes d'investissement grâce à l'épargne générée sans recourir à l'emprunt sur 2021.

Pour autant, l'année 2021 enregistre un recul, prévisible et prévu, des résultats 2021 qui ont été repris dans le cadre du budget primitif 2022. L'excédent de fonctionnement capitalisé s'établit à 23,5M€ en 2021 contre 47M€ en 2020. Cette diminution est la conséquence de facteurs conjoncturels liés à la crise sanitaire et d'autres plus structurels comme la réalisation et la livraison d'équipements majeurs pour la Ville et les Isséens. Le résultat net dégagé sur 2021 est de 8,8 M€ à la clôture de l'exercice.

En outre, la ville affiche un délai de désendettement inférieur à 3 mois et maintient sa dette à 41€/habitant, soit un ratio largement inférieur à celui observé dans les communes de même strate où il atteint 1 370€/habitant. Pour mémoire, la loi de finances établit, pour les communes de plus de 10 000 habitants, un délai de désendettement maximal compris entre 11 et 13 ans.

L'exercice 2021 donne lieu, pour la dernière fois, à l'adoption concomitante du compte de gestion et du compte administratif. L'exercice 2021 a vu le passage en nomenclature comptable M57. L'exercice 2022 sera quant à lui marqué par l'adoption du Compte Financier Unique.

I) L'EXECUTION DU BUDGET 2021

➢ LES AUTORISATIONS BUDGETAIRES

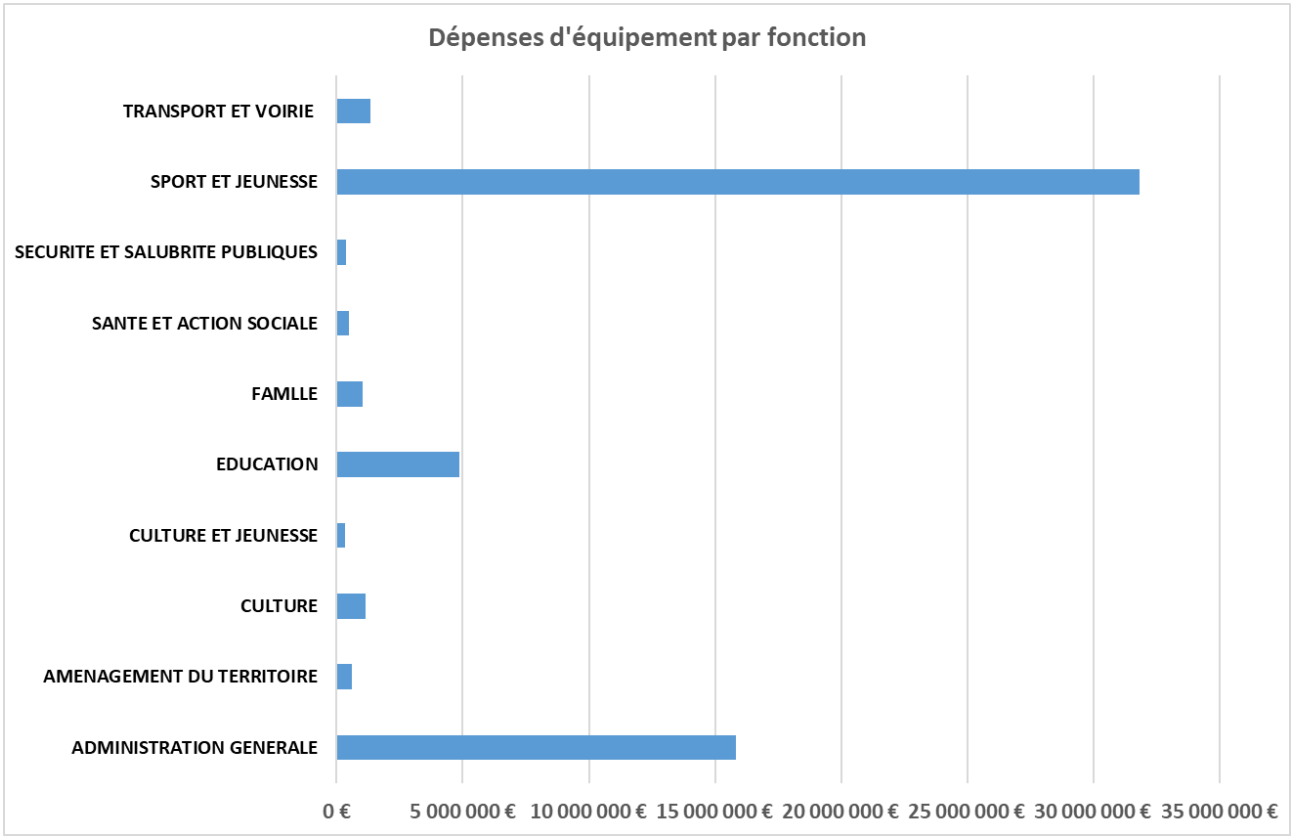
Le total des inscriptions budgétaires pour 2021 (budget primitif + restes à réaliser de l'exercice 2020 + décisions modificatives) s'élève en dépenses et en recettes à **275, 6M€** et se décompose ainsi :

- En fonctionnement : **178,6 M€** (193 M€ en 2020)
- En investissement : **97 M€** (80.8 M€ en 2020)

➢ L'INVESTISSEMENT 2021

▪ Les dépenses d'investissement :

Elles s'élèvent à 66,8M€ hors restes à réaliser (81M€ s'ils sont inclus). Les restes à réaliser concernent des opérations engagées qui connaissent un décalage de phases de travaux et/ou un différé dans leur paiement.



**La fonction « Administration générale » comprend notamment l'état civil, IRIS, les services techniques ou encore l'ensemble des fonctions supports / ** hors dépenses non ventilables*

Par secteur d'activité, les dépenses d'équipement 2021 ont concerné en priorité le sport et la jeunesse, avec 31,8 M€ de dépenses dont la majeure partie représente les dépenses liées à la livraison de la Cité des Sports.

Les dépenses dites d'administration générale s'élèvent à 15,8M€ dont 2M€ pour l'acquisition du 131 avenue de Verdun. Elles intègrent par ailleurs les charges courantes d'entretien et de maintenance du patrimoine de la Ville.

L'éducation (4,8 M€) constitue également l'un des principaux postes de dépenses.

Les dépenses liées à l'aménagement, à l'urbanisme et à l'environnement atteignent 593 K€.

Enfin, 1,1M€ ont été engagés pour des dépenses d'équipement dans le domaine de la Culture et 1M€ pour les services réalisant des prestations à destination des familles.

- **Le financement des dépenses d'investissement :**

(en M€)	CA 2020	CA 2021	% d'évolution
	35,8	**66,3**	**85.20 %**
Subventions d'investissement reçues (hors 138)	4,4	21,7	393,1 %
Emprunts et dettes assimilés (hors 165)	0	0	
Immobilisations en cours	0,1	1	900 %
Dotations, fonds divers et réserves*	4,1	8	95,12 %
Excédents de fonct. Capitalisés	17,6	27	53,41 %
Autres immobilisations financières	0,02	0,1	400 %
Opérations d'ordre de transferts entre sections	9,5	8,25	-13,1 %
Opérations patrimoniales	0	0,2	

*hors 1068

Les recettes d'investissement atteignent **66,3 M€.**

Le chapitre des subventions d'investissement atteint 21.7 M€, soit une hausse de 16,6M€ par rapport au CA2020. Cette augmentation s'explique essentiellement par l'encaissement d'une recette exceptionnelle de 19,2 M€ en lien avec la ZAC du pont d'Issy pour l'aménagement des berges de seine. Par ailleurs, ce chapitre correspond principalement aux financements versés par les partenaires institutionnels tels que la Métropole (400K€), le Conseil Départemental des Hauts-de-Seine (816K€ dans le cadre du contrat de développement) et l'Etat (953K€ dans le cadre de la DSIL et du plan de relance de la construction durable)

Le chapitre 16 n'enregistre aucune écriture du fait de l'absence de recours à l'emprunt en 2021.

Les dotations, fonds divers et réserves s'élèvent à 8M€ en 2021 contre 4,1M€ en 2020. Ce chapitre intègre les produits issus du FCTVA (7,5M€ en 2021, soit une hausse de 3,8M€ par rapport à 2020), ainsi que les produits de la taxe d'aménagement (502K€ en 2021, soit une hausse de 165 K€/2020).

Les excédents de fonctionnement capitalisés s'élèvent à 27M€ en 2021 correspondant au besoin de financement de la section d'investissement affecté.

En 2021, les opérations patrimoniales correspondent aux écritures d'intégration de frais d'études dans le cadre des marchés de travaux réalisés par la ville.

- **Le solde d'investissement :**

(en M€)	Réalisations	Restes à réaliser
Dépenses	**66,8**	**14,2**
Dépenses d'équipement	56,8	14.14
Subventions d'équipement versées	9,4	0,03
Dépenses financières *Dont remboursement de la dette*	0,4 *0.34*	0,03
Dépenses d'ordre d'investissement	0,2	
Recettes	**66,1**	
Recettes réelles	57,8	
Opérations d'ordre	8,3	
Total 2021	**-0,737**	**-14,235**
Solde d'investissement 2021	**-14,97**	
Solde d'exécution positif reporté 2020	+0,242	
Solde d'investissement cumulé 2021	**-14,73**	

Le solde 2021 pour la section d'investissement (total 2021 + restes à réaliser) est donc de **:**

-14,73M€.

➢ LE FONCTIONNEMENT

Depuis 2016, les dépenses et les recettes de fonctionnement intègrent les flux liés à la création de la Métropole du Grand Paris. Le volet recettes inclut ainsi la compensation de la part salaires versée par la Métropole ainsi que la fiscalité ménage auparavant perçue par GPSO. Ces recettes sont intégralement reversées à GPSO via le Fond de Compensation des Charges Transférées (FCCT).

▪ Les dépenses réelles de fonctionnement

Le tableau ci-dessous permet de dresser l'état des dépenses réelles de fonctionnement inscrites au compte administratif 2021, ventilées par chapitre comptable :

(en M€)	Crédits ouverts 2021	CA2021	% de réalisation 2021	CA 2020	CA2021/ CA2020
	149,6	**139,965**	**93,55 %**	**139,1**	**0,26 %**
Charges de personnel	48,85	46,2	94,58 %	46,7	-1,07 %
Charges à caractère général	36	32,7	90,83 %	29,6	10,47 %
Autres charges	55,9	52,35	93,65 %	53,2	-1,60 %
Atténuation de produits	8	8	100	8,3	-3,61%
Charges financières	0,001	0	0 %	0,0001	-100 %
Charges exceptionnelles	0,271	0,115	42,44 %	1,2	-90,46 %
Dotations pour provisions et aux amortissements	0,6	0,6	100 %	0,6	0

A la clôture de l'exercice 2021, le taux de réalisation des crédits budgétés est de 93,5%.

Entre 2020 et 2021, l'évolution du montant des dépenses réelles de fonctionnement supportées par la commune est quasi nulle (+0,26%/CA2020).

Au global, les charges à caractère général augmentent de 10% par rapport à 2020. Cette évolution s'explique par 2 raisons principales. En premier lieu, c'est ce chapitre qui enregistre les frais supplémentaires réalisés pour faire face à la crise sanitaire (achat d'équipements de protection et prestations de nettoyage supplémentaires). En second lieu, ce chapitre a subi un changement de périmètre puisque la participation versée dans le cadre de la DSP des piscines est désormais comptabilisée sur les charges à caractère général et non plus sur le chapitre des autres charges de gestion courante.

Les charges de personnel enregistrent une baisse sur 2021 par rapport à 2020 (-1,07%) pour 3 facteurs principaux :

- Le premier est un nombre de postes vacants particulièrement important, dû à la conjonction de nombreux départs et de difficultés de recrutement ;

- Le second facteur réside dans la prolongation de la crise sanitaire en 2021, qui a conduit à une moindre consommation des enveloppes de vacations ;
- Le dernier facteur est que les élections se sont finalement tenues sur 2 dimanches au lieu de 4 initialement prévus.

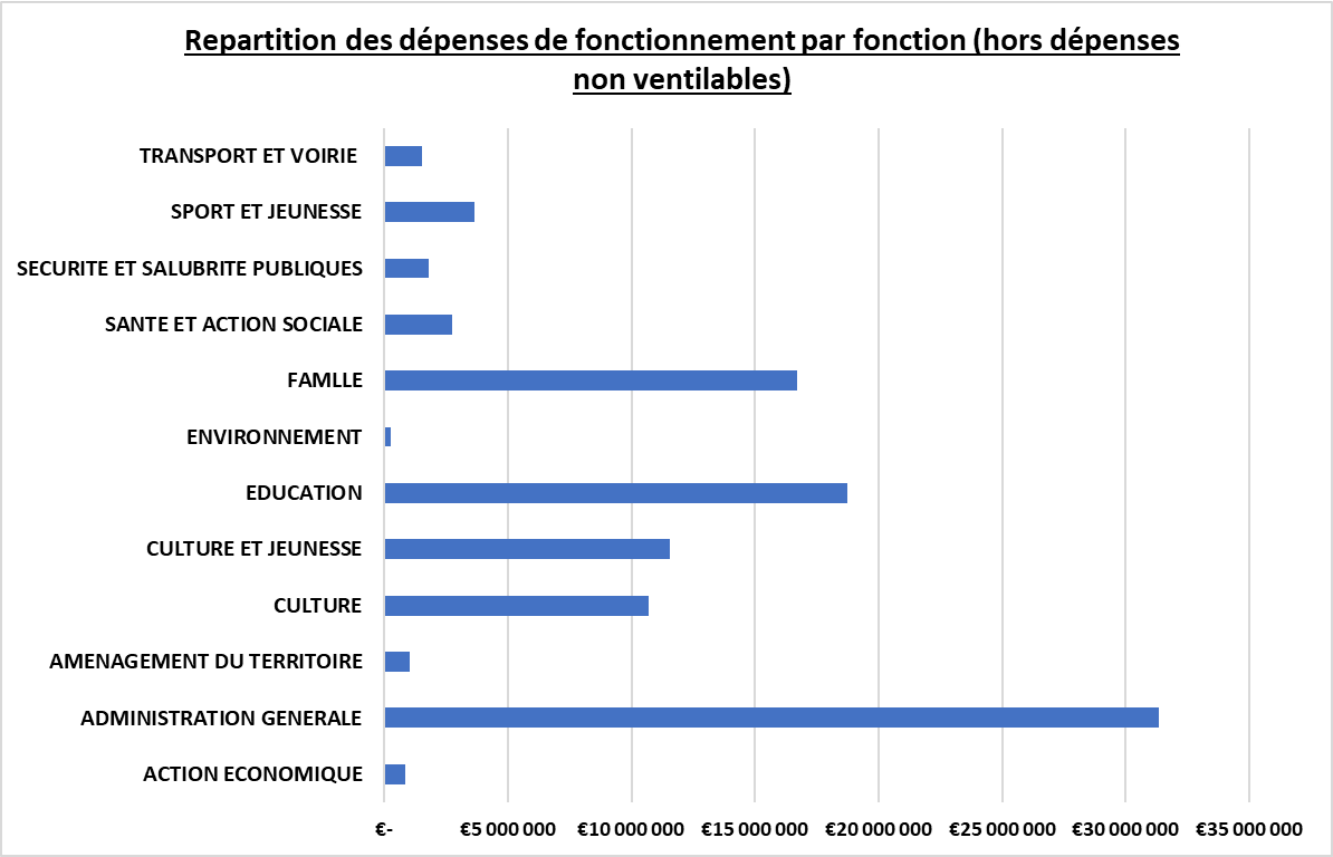
Les autres charges de gestion courante connaissent une baisse par rapport à 2021. Ce chapitre a bénéficié du changement de périmètre indiqué ci-dessus. Une diminution de -0,86 M€ des subventions qui s'explique par l'imputation sur les charges à caractère général du paiement de redevances dans le cadre de la DSP de la piscine. Le montant versé par la Ville à GPSO au titre du FCCT a augmenté en 2021 de 500 K€. Cette évolution est la conséquence de la réforme du stationnement qui s'était matérialisé pour la Ville par une compensation de l'intercommunalité via le FCCT à hauteur de 1,65 M€ en 2020. A l'échelle du bloc communal (communes et GPSO) le résultat de la mise en œuvre de la dépénalisation du stationnement s'étant révélé négatif, le montant du FCCT a été revu à la hausse et a généré une charge supplémentaire pour la commune en 2021. En parallèle la composante du FCCT relative au produit fiscal augmente grâce au dynamisme des bases de taxe foncière

Le chapitre des atténuations de produits atteint 8M€ comme en 2020. Il intègre les dépenses relatives à la contribution de la Ville au Fond de péréquation de la région Ile-de-France, la contribution au Fonds de péréquation aux ressources intercommunales et la contribution à Île-de-France Mobilité pour compenser le manque à gagner de la réforme stationnement.

Les charges financières comptabilisent l'annuité de remboursement des emprunts soit 0 € car l'ensemble des prêts présent dans l'encours de dette sont à taux fixe 0%

Les charges exceptionnelles atteignent 115K€ et comptabilisent principalement les annulations de titres faisant suite aux créances déclarées irrécouvrables.

Enfin, le chapitre des dotations pour provisions reste stable. Celui intègre en 2021 les indemnisations versées en conséquence de la crise sanitaire.



La fonction « Administration générale » comprend notamment l'état civil, IRIS, les services techniques ou encore l'ensemble des fonctions supports.

Les dépenses de fonctionnement réalisées sur les services généraux (Etat Civil, Assemblées, informatique, services techniques…) de la collectivité atteignent 31,3 M€.

L'éducation représente le deuxième poste de dépenses (18,8M€) suivi des dépenses sur les politiques familiales (16,7M€). Enfin, les domaines de la culture, du sport, du social et de la sécurité-salubrité publique bénéficient respectivement de budgets de 10,7M€, de 3,6M€ et de 1,8M€.

- **Les recettes de fonctionnement (hors résultat antérieur reporté)**

(en M€)	Crédits Ouverts 2021	CA 2021	% de réalisation 2021	CA2020	CA2021/CA2020
	158,4	**151,4**	**95,59 %**	**156,5**	**-3,25 %**
Impôts et taxes	136,7	126,5	92,54 %	130,2	-2,84 %
Dotations et participations	5,2	8,49	163,27 %	10	-15,10 %
Produits exceptionnels	0	0	0%	4,3	-100 %
Produits des services, du domaine	8,7	8,2	94,25 %	7,2	13,89 %
Atténuation des charges	1,8	2,1	116,67 %	1,8	16,67 %
Produits financiers	0,2	0,13	65 %	0,0008	16150 %
Autres produits de gestion courante	4,6	4,8	104,35 %	2,6	84.62 %
Reprises provisions semi-budgétaires	1,2	1,2	100 %	0,4	200 %

Les recettes réelles de fonctionnement de la Ville évoluent à la baisse en 2021. Elles atteignent 151,4 M€ hors résultat antérieur reporté, soit une diminution de 3.25 % par rapport au CA 2020.

Les impôts et taxes sont en diminution de 2,84 % : Cette évolution est le résultat :

- De l'exonération des locaux industriels par l'Etat d'une part de taxe foncière faisant basculer ces recettes fiscales dans le panier des compensations et dotations versées par l'Etat pour un montant de 2.25 M€ (le montant total de recette est donc inchangé mais le périmètre du chapitre impôts et taxes est modifié) ;
- D'une diminution du produit des droits de mutation qui s'établit, au 31/12/2021 à 7,1M€ contre 9M € en 2020 ;
- D'un niveau toujours faible de recettes perçues au titre de la taxe de séjour (350 K€) ;
- D'une réduction du produit de la taxe sur la publicité (222 K€)

Les attributions de compensation versées par la Métropole restent stables (59,3 M€).

Les produits des services et du domaine (8,2M€), qui restent pénalisés par la crise sanitaire et ne recouvrent pas leurs niveaux de 2019, sont malgré tout en en augmentation de 13 % par rapport à 2020 (le plus haut de la crise).

Les dotations et participations enregistrent une baisse de 15,1 %. Cette baisse s'explique d'abord par la fin du dispositif d'aide exceptionnelle d'1,2 M€ mis en place par la CAF pour compenser les effets de la pandémie sur les recettes de la Petite Enfance. Ce dispositif ne concernait que l'année 2020. Par ailleurs, la dotation globale de fonctionnement encaissée sur 2021 s'élève à 48K€ contre 800K€ en 2020.

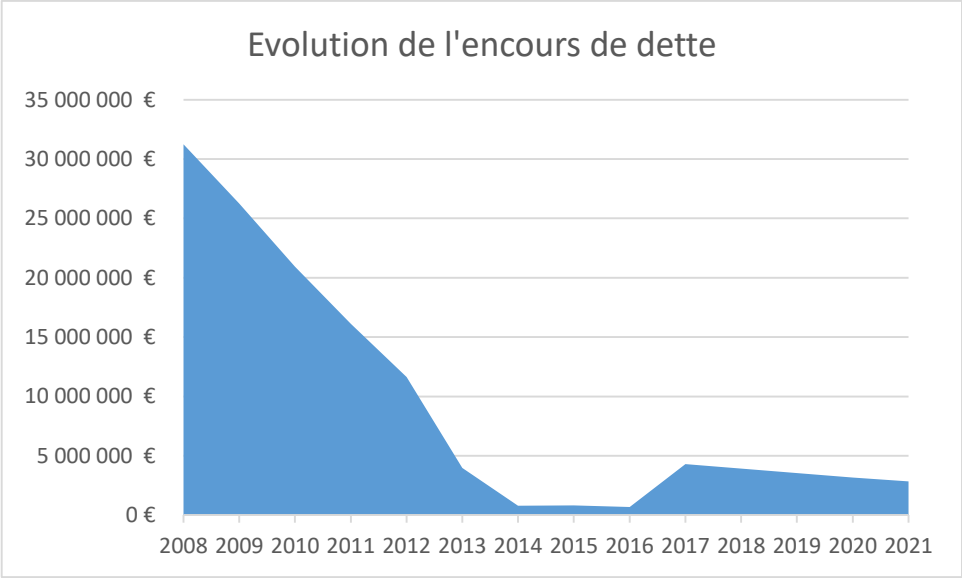
Enfin, du fait des changements de périmètre après l'adoption de la nomenclature M57, le chapitre des produits exceptionnels enregistre une forte diminution et celui des produits de gestion courante une forte hausse par un jeu de vase communicant.

- **Le solde de fonctionnement :**

(en M€)	**Réalisations**
Dépenses de l'exercice	148,012
Dont dépenses réelles *Dont dépenses d'ordre*	*139,965* *8.047*
Recettes de l'exercice	151,476
Solde 2021	**+3,463**
Résultat antérieur reporté	+20,099
Solde cumulé	**23,562**

II) LA GESTION DE LA DETTE

La commune d'Issy-les-Moulineaux s'est engagée depuis plus de 10 ans dans une politique de réduction de son encours de dette et d'un recours à des emprunts nouveaux le plus limité possible. L**e capital restant dû est passé de 31,2M€ au 31/12/2008 à 2,8 M€ au 31/12/2021.** Ramené au nombre d'habitant, cet encours global atteint seulement 41€/habitant au 31/12/2021 contre 1 370 €/habitant en moyenne dans des communes de même strate.



Le taux d'endettement, mesuré par le ratio « encours de la dette en fin d'exercice sur les recettes réelles de fonctionnement de la Ville » témoigne de la bonne gestion de la dette de la commune. Il atteint 1.87 % au CA 2021 contre 2,03% au CA 2020. Pour mémoire, un emprunt à taux zéro de 4M€ avait été mobilisé auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations en 2017. Toutefois, le taux d'endettement de la Ville demeure extrêmement faible puisqu'à titre de comparaison, ce ratio atteint 78,2% en moyenne dans les communes de même strate.

- La variation de l'encours :

Capital restant dû au 1er janvier 2021 :	3 177 818,04 €
Remboursements sur emprunts :	346 358,49 €
Encours au 31 décembre 2021 :	2 831 459,55 €
Encours de dette/hab (population) :	41 €/hab

- Les intérêts de la dette

La ville n'a remboursé aucune charge liée aux intérêts de la dette puisque la structure de la dette est composée en 2021 uniquement de lignes à taux zéro.

- Les caractéristiques de l'encours au 31.12.2021 :

La répartition par prêteur

	Encours restant au 31/12/2021	
Caisse des Dépôts et Consignations	2 666 666.65	94.18%
CAF des Hauts-de Seine	164 792.90	5.82%
Ensemble des prêteurs =	**2 831 459,55**	**100%**

L'emprunt de 4M€ mobilisé en 2017 auprès de la Caisse des Dépôts ne présente aucun risque pour la Ville puisqu'il a été conclu à taux fixe 0 %.

III) LES RESULTATS 2021

Depuis 2016, le résultat global de clôture est repris de façon anticipée, dès le vote du budget prévisionnel.

Après intégration des restes à réaliser, le résultat net de clôture 2021 s'élève à 8,8 M€, soit une diminution de 12,5M€ par rapport à 2020. Ce sont les résultats reportés des années antérieures qui ont permis principalement le financement des projets de grande ampleur.

Résultat de fonctionnement 2021	*+3,5 M€*
Résultat d'investissement 2021 (hors restes à réaliser)	*-737,5 K€*
Résultat de l'exercice	**+ 2,8 M€**
Résultat antérieur cumulé	+20,3 M€
Dont résultat antérieur de fonctionnement	*+20,1 M€*
Dont résultat antérieur d'investissement	*+242 K€*
Résultat global de clôture	**+23,1 M€**
Restes à réaliser 2021	*-14,2 M€*
Résultat net de clôture	**8,8 M€**

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE : VILLE D'ISSY LES MOULINEAUX (1)

(2) AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE

Numéro SIRET : 21920040900015

POSTE COMPTABLE : TRESORERIE MUNICIPALE

M. 57

Compte administratif

Voté par nature

BUDGET : BUDGET PRINCIPAL (3)

ANNEE 2021

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 5
B - Pour mémoire : Modalités de vote du budget 6
C1 - Exécution du budget - Résultats 7
C2 - Exécution du budget - RAR Dépenses 8
C3 - Exécution du budget - RAR Recettes 9

II - Présentation générale

A - Vue d'ensemble - Exécution du budget 10
B1 - Equilibre financier - Investissement 11
B2 - Equilibre financier - Fonctionnement 12
C1 - Balance générale - Dépenses 13
C2 - Balance générale - Recettes 14

III - Adoption du CA

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 16
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 19
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 22
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 23
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 24
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 27
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 30
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 34
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 39

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble 42
A1.01 - Opérations non ventilables 44
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux 45
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 48
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité 49
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 50
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 53
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) 57
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA 60
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 61
A1.906 - Fonction 6 - Action économique 64
A1.907 - Fonction 7 - Environnement 66
A1.908 - Fonction 8 - Transports 69
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 73
A2.01 - Opérations non ventilables 75
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux 76
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 87
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité 88
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 89
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 95
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) 104
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA 110
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI 111
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 112
A2.936 - Fonction 6 - Action économique 115
A2.937 - Fonction 7 - Environnement 117
A2.938 - Fonction 8 - Transports 120

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 128
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 129
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux 133
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 134
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 135
B1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'emprunts avec refinancement 137

B1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N 138
B1.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme 139
B1.9 - Etat de la dette - Autres dettes 140
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 141
B3.1 - Etat des provisions constituées 143
B3.2 - Etalement des provisions 145
B4 - Etat des charges transférées 146
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers 147
B6 - Prêts 149
B7.1 - Etat des emprunts garantis 150
B7.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis 159
B8.1.1 - Concours attribués à des tiers 160
B8.1.2 - Liste des subventions versées aux communes 166
B8.2 - Etat des contrats de crédit-bail 167
B8.3 - Etat des contrats de PPP 168
B8.4 - Etat des autres engagements donnés 169
B8.5 - Etat des engagements reçus 170
B9 - Etat du personnel 171
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier 176
B11.1 - Liste des organismes de regroupement 178
B11.2 - Liste des établissements publics créés 179
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe 180
B12.1 - Variation du patrimoine - Entrées 181
B12.2 - Variation du patrimoine - Sorties 212
B13 - Opérations liées aux cessions 213
B14 - Etat des travaux en régie 214
B15.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement 216
B15.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement 217

C - Annexes budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire - Dépenses 218
C1.2 - Equilibre budgétaire - Recettes 219
C2.1 - Situation des AP 221
C2.2 - Situation des AE 222

D - Autres éléments d'information

D1 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale 223
D2.1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe 224
D2.2.1 - Services assujettis à la TVA - Vue d'ensemble 225
D2.2.2 - Services assujettis à la TVA - Détail investissement 231
D2.2.3 - Services assujettis à la TVA - Détail fonctionnement 237
D3.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget Sans Objet
D3.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation Sans Objet
D3.3 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 3 : Patrimoine Sans Objet
D4.1 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 CU) - Entrées 243
D4.2 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 CU) - Sorties 244
D5 - Gestion des fonds européens 245
D6 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale 246
D7 - Actions de formation des élus 247
D8 - Etat relatif aux ressources et dépenses de la formation professionnelle des jeunes 248
D9 - Compte d'emploi du fonds commun des services d'hébergement 249
D10 - Identification des flux croisés 250
D11 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes 251
D12 - Décisions en matière de taux 253
D13.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement Sans Objet
D13.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement Sans Objet

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 254

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

I – INFORMATIONS GENERALES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	68980

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	2378.339321

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	2029.07
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	2195.77
3	Dépenses d'équipement brut / population	809.27
4	Encours de dette / population (2) (3)	46.07
5	DGF / population	0.70
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	0.33%
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	0.93%
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	0.37%
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	0.02%
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	7.6%

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31 décembre N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
POUR MEMOIRE : MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante a voté le budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II –En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement, et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – L'assemblée délibérante a autorisé le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre dans les limites suivantes (3) : .

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(3) Au maximum dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de la section, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du ...

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET – RESULTATS	C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE				
	Mandats émis	Titres émis	Reprise résultats exercice antérieur (1)		Résultat ou solde (A) (1)
TOTAL DU BUDGET	214 803 128,79	217 529 036,86	20 340 889,35	A1	23 066 797,42
Investissement	66 790 928,48	66 053 417,79	(2) 242 268,96	A2	-495 241,73
Dont 1068		27 000 000,00			
Fonctionnement	148 012 200,31	151 475 619,07	(3) 20 098 620,39	A3	23 562 039,15

	RESTES A REALISER (4)					
	Dépenses		Recettes		Solde (B) (5)	
TOTAL des RAR	I + II	14 235 332,77	III + IV	0,00	B1	-14 235 332,77
Investissement	I	14 235 332,77	III	0,00	B2	-14 235 332,77
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3	0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (6)
TOTAL	**A1 + B1**	8 831 464,65
Investissement	**A2 + B2**	-14 730 574,50
Fonctionnement	**A3 + B3**	23 562 039,15

(1) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(2) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(4) A reporter au budget primitif ou au budget supplémentaire N+1.

(5) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(6) Indiquer le signe : – si déficit ou besoin de financement, + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	14 235 332,77
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		32 133,80
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
1300001	Opération d'équipement n° 1300001		1 669 757,52
1800001	Opération d'équipement n° 1800001		678 354,54
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		510 897,40
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		30 000,00
21	Immobilisations corporelles (3)		3 106 234,61
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		8 207 954,90
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE — II

VUE D'ENSEMBLE – EXECUTION DU BUDGET — A

		DEPENSES		RECETTES	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	148 012 200,31	G	151 475 619,07
	Section d'investissement	B	66 790 928,48	H	66 053 417,79
			+		+
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C	0,00 (si déficit)	I	20 098 620,39 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	0,00 (si déficit)	J	242 268,96 (si excédent)
			=		=
	TOTAL EXERCICE (réalisations + reports N-1)	= A + B + C + D	214 803 128,79	= G + H + I + J	237 869 926,21
RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	14 235 332,77	L	0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E + F	14 235 332,77	= K + L	0,00
RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A + C + E	148 012 200,31	= G + I + K	171 574 239,46
	Section d'investissement	= B + D + F	81 026 261,25	= H + J + L	66 295 686,75
	TOTAL CUMULE	= A + B + C + D + E + F	229 038 461,56	= G + H + I + J + K + L	237 869 926,21

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice.

II – PRESENTATION GENERALE	II
EQUILIBRE FINANCIER – INVESTISSEMENT	B1

SECTION D'INVESTISSEMENT – REALISATIONS

(y compris les restes à réaliser N-1)

Chap.	Libellé	Mandats	Titres
018	RSA	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (1)		21 621 052,74
16	Emprunts et dettes assimilées (2)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (1)	1 930 309,29	0,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (1) (11)	9 387 573,84	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (1)	22 519 049,80	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (1) (3)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (1)	32 334 100,07	1 000 170,82
Total des réalisations d'équipement		**66 171 033,00**	**22 621 223,56**
10	Dotations, fonds divers et réserves (4)	7 506,83	7 999 974,08
13	Subventions d'investissement (1) (5)	36 128,07	38 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	346 693,97	1 255,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (1)	14 232,63	142 212,74
Total des réalisations financières		**404 561,50**	**8 181 441,82**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00
Total des réalisations réelles en investissement		I **66 575 594,50**	II **30 802 665,38**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (8) (9)*	*11 453,45*	*8 046 871,88*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*203 880,53*	*203 880,53*
Total des réalisations d'ordre en investissement		*III* ***215 333,98***	*IV* ***8 250 752,41***

TOTAL DES OPERATIONS D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE

TOTAL	I + III	**66 790 928,48**	II + IV	**39 053 417,79**

RESULTATS ANTERIEURS

001 Solde d'exécution de la section d'investissement N-1 reporté	V	**0,00**	VI	**242 268,96**
1068 Excédents de fonctionnement capitalisés			VII	**27 000 000,00**

TOTAL CUMULE DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

TOTAL DE LA SECTION	I + III + V	**66 790 928,48**	II + IV + VI + VII	**66 295 686,75**
SOLDE D'EXECUTION (recettes – dépenses) (10)	**-495 241,73**			

(1) Hors dépenses et recettes imputées au chapitre 018.

(2) Sauf 165, 166 et 16449.

(3) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(4) En recettes, sauf 1068.

(5) En recettes, détail du 138.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(8) DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(9) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(10) Mettre le signe (-) en cas de déficit ou (+) en cas d'excédent.

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE	II
EQUILIBRE FINANCIER – FONCTIONNEMENT	B2

SECTION DE FONCTIONNEMENT – REALISATIONS

(y compris les restes à réaliser et rattachements N-1)

MANDATS EMIS			TITRES EMIS		
OPERATIONS REELLES ET MIXTES					
011 Charges à caractère général (1)		32 715 368,68	70 Prod. services, domaine, ventes diverses		8 239 576,15
012 Charges de personnel et frais assimilés (1)		46 205 980,30	73 Impôts et taxes (sauf 731)		59 785 381,63
			731 Fiscalité locale		66 657 263,70
			74 Dotations et participations (1)		8 488 067,71
65 Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (1)		52 359 843,32	75 Autres produits de gestion courante (1)		4 806 220,19
6586 Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00			
014 Atténuations de produits		7 994 027,00	013 Atténuations de charges (1)		2 137 873,42
016 APA		0,00	016 APA		0,00
017 RSA / Régularisations de RMI		0,00	017 RSA / Régularisations de RMI		0,00
Total dépenses de gestion des services		139 275 219,30	Total recettes de gestion des services		150 114 382,80
66 Charges financières		0,00	76 Produits financiers		135 700,00
67 Charges spécifiques (1)		115 099,72	77 Produits spécifiques (1)		17 168,82
68 Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (1)		575 009,41	78 Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (1)		1 196 914,00
TOTAL DEPENSES REELLES ET MIXTES	I	**139 965 328,43**	**TOTAL RECETTES REELLES ET MIXTES**	II	**151 464 165,62**

OPERATIONS D'ORDRE (2)					
042 Opérations ordre transf. entre sections (3)		*8 046 871,88*	*042 Opérations ordre transf. entre sections (3)*		*11 453,45*
043 Opérations ordre intérieur de la section		*0,00*	*043 Opérations ordre intérieur de la section*		*0,00*
TOTAL DEPENSES D'ORDRE	*III*	***8 046 871,88***	***TOTAL RECETTES D'ORDRE***	*IV*	***11 453,45***

TOTAL DES DEPENSES DE l'EXERCICE	I + III	**148 012 200,31**	**TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE**	II + IV	**151 475 619,07**

RESULTAT REPORTE DE N-1					
002 Résultat de fonctionnement reporté	V	0,00	002 Résultat de fonctionnement reporté	VI	20 098 620,39

TOTAL DES DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	I + III + V	**148 012 200,31**	**TOTAL DES RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT**	II + IV + VI	**171 574 239,46**

SOLDE D'EXECUTION (recettes – dépenses) (4)	**23 562 039,15**

(1) Hors dépenses et recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(2) *DF 042 = RI 040 ; RF 042 = DI 040 ; DF 043 = RF 043.*

(3) Les comptes 68 et 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(4) Mettre le signe (-) en cas de déficit ou (+) en cas d'excédent.

II – PRESENTATION GENERALE — II
BALANCE GENERALE – DEPENSES — C1

MANDATS EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL Réalisé
10	Dotations, fonds divers et réserves		7 506,83	*0,00*	7 506,83
13	Subventions d'investissement (3)		36 128,07	*950,00*	37 078,07
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		346 693,97	*0,00*	346 693,97
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement		28 229 306,19		28 229 306,19
19	Neutral. et régul. d'opérations			*10 503,45*	10 503,45
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)		1 380 458,17	*0,00*	1 380 458,17
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)		9 387 573,84	*0,00*	9 387 573,84
21	Immobilisations corporelles (3) (5)		22 516 697,80	*166 346,85*	22 683 044,65
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3) (5)		4 656 997,00	*37 533,68*	4 694 530,68
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		14 232,63	*0,00*	14 232,63
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
198	*Neutralisation des amortissements*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total		**66 575 594,50**	***215 333,98***	**66 790 928,48**

Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté	**0,00**

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL Réalisé
011	Charges à caractère général (9)	32 715 368,68		32 715 368,68
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	46 205 980,30		46 205 980,30
014	Atténuations de produits	7 994 027,00		7 994 027,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	52 359 843,32	*0,00*	52 359 843,32
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges spécifiques (9)	115 099,72	*14 089,45*	129 189,17
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	575 009,41	*8 032 782,43*	8 607 791,84
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**139 965 328,43**	***8 046 871,88***	**148 012 200,31**

Pour information D 002 Résultat négatif reporté	**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE — II
BALANCE GENERALE – RECETTES — C2

TITRES EMIS (y compris les restes à réaliser sur N-1)

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL Réalisé
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	7 999 974,08	*0,00*	7 999 974,08
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	21 659 052,74	*0,00*	21 659 052,74
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	1 255,00	*0,00*	1 255,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations		2 273,00	2 273,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00	*195 750,59*	195 750,59
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	*11 816,45*	11 816,45
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	1 000 170,82	*8 129,94*	1 008 300,76
018	RSA	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	142 212,74	*0,00*	142 212,74
28	*Amortissement des immobilisations*		*8 032 782,43*	8 032 782,43
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
	Recettes d'investissement – Total	**30 802 665,38**	***8 250 752,41***	**39 053 417,79**

1068 Excédent de fonctionnement capitalisé N-1	**27 000 000,00**

Pour information R001 Solde d'exécution positif reporté	**242 268,96**

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL Réalisé
013	Atténuations de charges (8)	2 137 873,42		2 137 873,42
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	8 239 576,15		8 239 576,15
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	59 785 381,63		59 785 381,63
731	Fiscalité locale	66 657 263,70		66 657 263,70
74	Dotations et participations (8)	8 488 067,71		8 488 067,71
75	Autres produits de gestion courante (8)	4 806 220,19	*0,00*	4 806 220,19
76	Produits financiers	135 700,00	*0,00*	135 700,00
77	Produits spécifiques (8)	17 168,82	*11 453,45*	28 622,27
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	1 196 914,00	*0,00*	1 196 914,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes de fonctionnement – Total	**151 464 165,62**	***11 453,45***	**151 475 619,07**

Pour information R002 Résultat positif reporté	**20 098 620,39**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – ADOPTION DU CA

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES

III

A

Chapitre		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (1)	Crédits sans emploi (2)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, réalisations gérées hors AP
TOTAL		**97 031 805,35**	**66 790 928,48**	**14 235 332,77**	**16 005 544,10**	**0,00**	**66 790 928,48**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	3 376 300,90	1 380 458,17	510 897,40	1 484 945,33	0,00	1 380 458,17
204	Subventions d'équipement versées (7)	9 967 683,79	9 387 573,84	30 000,00	550 109,95	0,00	9 387 573,84
21	Immobilisations corporelles	37 739 248,01	22 516 697,80	3 106 234,61	12 116 315,60	0,00	22 516 697,80
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	14 300 102,65	4 656 997,00	8 207 954,90	1 435 150,75	0,00	4 656 997,00
	Total des opérations d'équipement (3)	30 605 715,37	28 229 306,19	2 348 112,06	28 297,12	0,00	28 229 306,19
Total des dépenses d'équipement		**95 989 050,72**	**66 171 033,00**	**14 203 198,97**	**15 614 818,75**	**0,00**	**66 171 033,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	39 640,63	7 506,83	32 133,80	0,00		7 506,83
13	Subventions d'investissement	36 130,00	36 128,07	0,00	1,93		36 128,07
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	480 550,00	346 693,97	0,00	133 856,03		346 693,97
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	178 484,00	14 232,63	0,00	164 251,37	0,00	14 232,63
Total des dépenses financières		**734 804,63**	**404 561,50**	**32 133,80**	**298 109,33**	**0,00**	**404 561,50**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**96 773 855,35**	**66 575 594,50**	**14 235 332,77**	**15 962 928,08**	**0,00**	**66 575 594,50**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (5)*	*950,00*	*11 453,45*		*-10 503,45*		*11 453,45*
041	*Opérations patrimoniales (6)*	*257 000,00*	*203 880,53*		*53 119,47*		*203 880,53*
Total des dépenses d'ordre		**257 950,00**	**215 333,98**		**42 616,02**		**215 333,98**
Pour information : D001 Solde d'exécution négatif reporté		**0,00**					
Total des dépenses d'investissement cumulées		**97 031 805,35**	**66 790 928,48**	**14 235 332,77**	**16 005 544,10**	**0,00**	**66 790 928,48**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Crédits sans emploi = crédits ouverts - réalisations - RAR au 31/12.

(3) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(4) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(7) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – ADOPTION DU CA — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — A

Chapitre		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (1)	Crédits sans emploi (2)
TOTAL		**96 807 836,39**	**66 053 417,79**	**0,00**	**30 754 418,60**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	26 750 000,00	21 621 052,74	0,00	5 128 947,26
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	1 000 170,82	0,00	-1 000 170,82
Total des recettes d'équipement		**26 750 000,00**	**22 621 223,56**	**0,00**	**4 128 776,44**
10	Dotations, fonds divers et réserves	32 025 000,00	34 999 974,08	0,00	-2 974 974,08
138	Autres subventions invest. non transf.	15 000,00	38 000,00	0,00	-23 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	250,00	1 255,00	0,00	-1 005,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	78 604,00	142 212,74	0,00	-63 608,74
024	Produits des cessions d'immobilisations	8 640 000,00		0,00	
Total des recettes financières		**40 758 854,00**	**35 181 441,82**	**0,00**	**5 577 412,18**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00
Total des recettes réelles		**67 558 854,00**	**57 802 665,38**	**0,00**	**9 756 188,62**
021	*Virement de la section de fonctionnement (4)*	*19 916 245,39*			
040	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)*	*9 075 737,00*	*8 046 871,88*		*1 028 865,12*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*257 000,00*	*203 880,53*		*53 119,47*
Total des recettes d'ordre		***29 248 982,39***	***8 250 752,41***		***20 998 229,98***
Pour information : R001 Solde d'exécution positif reporté		***242 268,96***			
Total des recettes d'investissement cumulées		**97 050 105,35**	**66 295 686,75**	**0,00**	**30 754 418,60**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Crédits sans emploi = crédits ouverts - réalisations - RAR au 31/12.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation).

(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(6) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – ADOPTION DU CA — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — A1

Chap. / art. (1)		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, réalisations gérées hors AP
TOTAL		**97 031 805,35**	**66 790 928,48**	**14 235 332,77**	**16 005 544,10**	**0,00**	**66 790 928,48**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	3 376 300,90	1 380 458,17	510 897,40	1 484 945,33	0,00	1 380 458,17
2031	Frais d'études	2 403 040,63	614 263,09	376 862,21	1 411 915,33	0,00	614 263,09
2051	Concessions, droits similaires	973 260,27	766 195,08	134 035,19	73 030,00	0,00	766 195,08
204	Subventions d'équipement versées (9)	9 967 683,79	9 387 573,84	30 000,00	550 109,95	0,00	9 387 573,84
204112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00
204133	Subv. Dpt : Projet infrastructure	8 645 000,00	8 626 057,00	0,00	18 943,00	0,00	8 626 057,00
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	566 302,19	379 741,37	0,00	186 560,82	0,00	379 741,37
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	222 000,00	192 000,00	30 000,00	0,00	0,00	192 000,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	484 381,60	189 775,47	0,00	294 606,13	0,00	189 775,47
21	Immobilisations corporelles	37 739 248,01	22 516 697,80	3 106 234,61	12 116 315,60	0,00	22 516 697,80
2115	Terrains bâtis	8 640 000,00	0,00	0,00	8 640 000,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	2 595 057,93	1 920 074,27	397 057,48	277 926,18	0,00	1 920 074,27
21311	Bâtiments administratifs	2 291 523,74	2 105 117,93	85 008,59	101 397,22	0,00	2 105 117,93
21312	Bâtiments scolaires	1 948 048,50	1 562 711,49	237 069,05	148 267,96	0,00	1 562 711,49
21313	Bâtiments sociaux et médico-sociaux	25 569,00	17 654,50	7 914,19	0,31	0,00	17 654,50
21314	Bâtiments culturels et sportifs	2 170 679,00	1 439 399,94	730 744,72	534,34	0,00	1 439 399,94
21316	Equipements du cimetière	131 994,38	56 612,76	2 385,77	72 995,85	0,00	56 612,76
21318	Autres bâtiments publics	11 659 663,49	9 393 206,55	469 575,65	1 796 881,29	0,00	9 393 206,55
21328	Autres bâtiments privés	2 939,00	2 938,22	0,00	0,78	0,00	2 938,22
21351	Bâtiments publics	63 443,45	52 931,65	10 507,67	4,13	0,00	52 931,65
2152	Installations de voirie	260 272,96	206 517,43	4 747,20	49 008,33	0,00	206 517,43
21533	Réseaux câblés	142 712,89	0,00	8 712,89	134 000,00	0,00	0,00
21568	Autre matériel, outillage incendie	19 000,00	0,00	11 755,20	7 244,80	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	814 153,26	556 582,56	252 458,40	5 112,30	0,00	556 582,56
21611	Biens sous-jacents	18 300,00	18 300,00	0,00	0,00	0,00	18 300,00
21622	Dépenses ultérieures immobilisées	98 339,00	86 651,74	10 055,39	1 631,87	0,00	86 651,74
21828	Autres matériels de transport	48 126,54	48 124,69	0,00	1,85	0,00	48 124,69
21838	Autre matériel informatique	3 102 797,95	2 419 529,36	419 210,32	264 058,27	0,00	2 419 529,36
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	287 884,30	154 901,92	128 120,23	4 862,15	0,00	154 901,92
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	2 016 526,59	1 688 833,60	110 523,61	217 169,38	0,00	1 688 833,60
2188	Autres immobilisations corporelles	1 402 216,03	786 609,19	220 388,25	395 218,59	0,00	786 609,19
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	14 300 102,65	4 656 997,00	8 207 954,90	1 435 150,75	0,00	4 656 997,00

Chap. / art. (1)		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, réalisations gérées hors AP
2312	Agencements et aménagements de terrains	208 566,58	129 702,58	65 765,32	13 098,68	0,00	129 702,58
2313	Constructions	13 254 970,07	4 412 821,43	7 758 861,58	1 083 287,06	0,00	4 412 821,43
2315	Install., matériel et outill. technique	587 092,00	0,00	383 328,00	203 764,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	249 474,00	114 472,99	0,00	135 001,01	0,00	114 472,99
	Total des opérations d'équipement (4)	30 605 715,37	28 229 306,19	2 348 112,06	28 297,12	0,00	28 229 306,19
Total des dépenses d'équipement		**95 989 050,72**	**66 171 033,00**	**14 203 198,97**	**15 614 818,75**	**0,00**	**66 171 033,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	39 640,63	7 506,83	32 133,80	0,00		7 506,83
10226	Taxe d'aménagement	39 640,63	7 506,83	32 133,80	0,00		7 506,83
13	Subventions d'investissement	36 130,00	36 128,07	0,00	1,93		36 128,07
13151	Subv. transf. GFP de rattachement	36 130,00	36 128,07	0,00	1,93		36 128,07
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	480 550,00	346 693,97	0,00	133 856,03		346 693,97
1641	Emprunts en euros	379 850,00	279 566,67	0,00	100 283,33		279 566,67
165	Dépôts et cautionnements reçus	700,00	335,48	0,00	364,52		335,48
16818	Emprunts - Autres prêteurs	100 000,00	66 791,82	0,00	33 208,18		66 791,82
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	178 484,00	14 232,63	0,00	164 251,37	0,00	14 232,63
275	Dépôts et cautionnements versés	178 484,00	14 232,63	0,00	164 251,37	0,00	14 232,63
Total des dépenses financières		**734 804,63**	**404 561,50**	**32 133,80**	**298 109,33**	**0,00**	**404 561,50**
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00
45411101	DEPENSES	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**96 773 855,35**	**66 575 594,50**	**14 235 332,77**	**15 962 928,08**	**0,00**	**66 575 594,50**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6)*	*950,00*	*11 453,45*		*-10 503,45*		*11 453,45*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*950,00*	*11 453,45*		*-10 503,45*		*11 453,45*
13918	*Autres subventions d'équipement transf.*	*950,00*	*950,00*		*0,00*		*950,00*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*	*10 503,45*		*-10 503,45*		*10 503,45*
	Charges transférées (7)	*0,00*	*0,00*		*0,00*		*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*257 000,00*	*203 880,53*		*53 119,47*		*203 880,53*
2128	*Autres agencements et aménagements*	*0,00*	*106 669,98*		*-106 669,98*		*106 669,98*
21312	*Bâtiments scolaires*	*0,00*	*19 190,58*		*-19 190,58*		*19 190,58*
21314	*Bâtiments culturels et sportifs*	*0,00*	*31 929,93*		*-31 929,93*		*31 929,93*
21318	*Autres bâtiments publics*	*149 405,00*	*8 556,36*		*140 848,64*		*8 556,36*
2313	*Constructions*	*107 595,00*	*37 533,68*		*70 061,32*		*37 533,68*

Chap. / art. (1)	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, réalisations gérées hors AP
Total des dépenses d'ordre	**257 950,00**	**215 333,98**		**42 616,02**		**215 333,98**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Dépenses engagées non mandatées.

(3) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(4) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – ADOPTION DU CA

III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT

A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Cumul des réalisations	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, réalisations gérées hors AP
TOTAL			**30 605 715,37**	**28 229 306,19**	**2 348 112,06**	**28 297,12**	**67 085 776,85**	**0,00**	**28 229 306,19**
1300001	NOUVEAU COMPLEXE SPORTIF		29 354 271,83	27 679 455,07	1 669 757,52	5 059,24	66 270 510,69	0,00	27 679 455,07
1800001	GROUPE SCOLAIRE DES EPINETTES		1 251 443,54	549 851,12	678 354,54	23 237,88	815 266,16	0,00	549 851,12

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

(2) Dépenses engagées non mandatées.

(3) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

III – ADOPTION DU CA	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

III – ADOPTION DU CA	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 1300001
LIBELLE : NOUVEAU COMPLEXE SPORTIF
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
DEPENSES		**29 354 271,83**	**A1 27 679 455,07**	**1 669 757,52**	**5 059,24**	**A2 66 270 510,69**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 688 345,67**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	2 688 345,67
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**2 352,00**	**2 352,00**	**0,00**	**0,00**	**8 162,42**
2128	Autres agencements et aménagements	2 352,00	2 352,00	0,00	0,00	2 352,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	5 810,42
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**29 351 919,83**	**27 677 103,07**	**1 669 757,52**	**5 059,24**	**63 574 002,60**
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	83 829,29
2313	Constructions	29 351 919,83	27 677 103,07	1 669 757,52	5 059,24	62 155 168,93
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	1 335 004,38

FINANCEMENT EXTERNE (pour information)

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (6)		**450 500,00**	**B1 998 858,02**	**0,00**	**-548 358,02**	**B2 1 335 004,38**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**450 500,00**	**0,00**	**0,00**	**450 500,00**	**0,00**
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	450 500,00	0,00	0,00	450 500,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**998 858,02**	**0,00**	**-998 858,02**	**1 335 004,38**
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	998 858,02	0,00	-998 858,02	1 335 004,38

Solde du financement	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses (8)	**B1 - A1 -26 680 597,05**	**B2 - A2 -64 935 506,31**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(5) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(7) Sauf 165, 166 et 16449.

(8) Indiquer le signe algébrique.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – ADOPTION DU CA	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 1800001
LIBELLE : GROUPE SCOLAIRE DES EPINETTES
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
DEPENSES		**1 251 443,54**	**A1 549 851,12**	**678 354,54**	**23 237,88**	**A2 815 266,16**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**1 251 443,54**	**549 851,12**	**678 354,54**	**23 237,88**	**815 266,16**
2031	Frais d'études	1 251 443,54	549 851,12	678 354,54	23 237,88	815 266,16
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information)

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (6)		**0,00**	**B1 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B2 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses (8)	**B1 - A1 -549 851,12**	**B2 - A2 -815 266,16**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(5) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(7) Sauf 165, 166 et 16449.

(8) Indiquer le signe algébrique.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – ADOPTION DU CA — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — A3

Chap. / art. (1)		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)
TOTAL		**96 807 836,39**	**66 053 417,79**	**0,00**	**30 754 418,60**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	26 750 000,00	21 621 052,74	0,00	5 128 947,26
13151	Subv. transf. GFP de rattachement	0,00	21 424,74	0,00	-21 424,74
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	214 050,50	0,00	-214 050,50
1322	Subv. non transf. Régions	2 738 500,00	100 241,95	0,00	2 638 258,05
1323	Subv. non transf. Départements	3 000 000,00	846 000,00	0,00	2 154 000,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	1 200 500,00	489 235,55	0,00	711 264,45
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	611 000,00	750 100,00	0,00	-139 100,00
1348	Autres fonds non transférables	19 200 000,00	19 200 000,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (5) (11)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (5)	0,00	1 000 170,82	0,00	-1 000 170,82
2313	Constructions	0,00	1 312,80	0,00	-1 312,80
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	998 858,02	0,00	-998 858,02
Total des recettes d'équipement		**26 750 000,00**	**22 621 223,56**	**0,00**	**4 128 776,44**
10	Dotations, fonds divers et réserves	32 025 000,00	34 999 974,08	0,00	-2 974 974,08
10222	FCTVA	5 000 000,00	7 497 492,00	0,00	-2 497 492,00
10226	Taxe d'aménagement	25 000,00	502 482,08	0,00	-477 482,08
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	27 000 000,00	27 000 000,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	15 000,00	38 000,00	0,00	-23 000,00
1381	Subv non transf Etat et établ. nationaux	15 000,00	38 000,00	0,00	-23 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	250,00	1 255,00	0,00	-1 005,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	250,00	1 255,00	0,00	-1 005,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	78 604,00	142 212,74	0,00	-63 608,74
2748	Autres prêts	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00
275	Dépôts et cautionnements versés	48 604,00	142 212,74	0,00	-93 608,74
024	Produits des cessions d'immobilisations	8 640 000,00		0,00	
Total des recettes financières		**40 758 854,00**	**35 181 441,82**	**0,00**	**5 577 412,18**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00
Total des recettes réelles		**67 558 854,00**	**57 802 665,38**	**0,00**	**9 756 188,62**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*19 916 245,39*	*0,00*		

Chap. / art. (1)		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	***9 075 737,00***	***8 046 871,88***		***1 028 865,12***
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*	*2 273,00*		*-2 273,00*
21828	*Autres matériels de transport*	*0,00*	*2 105,60*		*-2 105,60*
2188	*Autres immobilisations corporelles*	*0,00*	*9 710,85*		*-9 710,85*
28031	*Frais d'études*	*0,00*	*6 471,00*		*-6 471,00*
2804132	*Subv. Dpt : Bâtiments, installations*	*0,00*	*19 471,00*		*-19 471,00*
2804133	*Subv. Dpt : Projet infrastructure*	*0,00*	*963 710,00*		*-963 710,00*
28041512	*Subv. Grpt : Bâtiments, installations*	*0,00*	*264 050,00*		*-264 050,00*
28041582	*Autres grpts - Bâtiments et installat°*	*0,00*	*232 363,00*		*-232 363,00*
280421	*Privé - Biens mob., matériel et études*	*0,00*	*7 700,00*		*-7 700,00*
280422	*Privé - Bâtiments et installations*	*0,00*	*281 983,00*		*-281 983,00*
280423	*Privé : Projet infrastructure*	*0,00*	*4 666,00*		*-4 666,00*
2804412	*Sub nat org pub - Bât. et installations*	*0,00*	*11 333,00*		*-11 333,00*
28051	*Concessions et droits similaires*	*0,00*	*1 741 374,74*		*-1 741 374,74*
28088	*Autres immobilisations incorporelles*	*0,00*	*60 077,00*		*-60 077,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*0,00*	*280 942,62*		*-280 942,62*
28152	*Installations de voirie*	*0,00*	*63 186,00*		*-63 186,00*
281533	*Réseaux câblés*	*0,00*	*14 464,00*		*-14 464,00*
281538	*Autres réseaux*	*0,00*	*33 997,00*		*-33 997,00*
281568	*Autre matériel, outillage incendie*	*0,00*	*6 254,00*		*-6 254,00*
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	*0,00*	*1 756,00*		*-1 756,00*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*0,00*	*404 786,50*		*-404 786,50*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*0,00*	*52 941,00*		*-52 941,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*0,00*	*10 073,00*		*-10 073,00*
281831	*Matériel informatique scolaire*	*0,00*	*220 660,00*		*-220 660,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*0,00*	*1 686 104,66*		*-1 686 104,66*
281841	*Matériel de bureau et mobilier scolaire*	*0,00*	*156 705,79*		*-156 705,79*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*9 075 737,00*	*464 972,85*		*8 610 764,15*
28188	*Autres immo. corporelles*	*0,00*	*1 042 740,27*		*-1 042 740,27*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*257 000,00*	*203 880,53*		*53 119,47*
2031	*Frais d'études*	*198 870,00*	*195 750,59*		*3 119,41*
238	*Avances commandes immo corporelles*	*58 130,00*	*8 129,94*		*50 000,06*
Total des recettes d'ordre		***29 248 982,39***	***8 250 752,41***		***20 998 229,98***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Recettes justifiées non titrées.

(3) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – ADOPTION DU CA

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

III

B

DEPENSES

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (1)	Crédits sans emploi (2)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, réalisations gérées hors AE
TOTAL		**178 579 444,39**	**142 872 883,75**	**5 139 316,56**	**0,00**	**30 567 244,08**	**0,00**	**148 012 200,31**
011	Charges à caractère général (3)	35 950 867,00	27 821 222,64	4 894 146,04	0,00	3 235 498,32	0,00	32 715 368,68
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	48 849 798,00	46 107 634,28	98 346,02	0,00	2 643 817,70		46 205 980,30
014	Atténuations de produits	8 000 000,00	7 994 027,00	0,00	0,00	5 973,00		7 994 027,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	55 914 697,00	52 213 018,82	146 824,50	0,00	3 554 853,68	0,00	52 359 843,32
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
Total des dépenses de gestion des services		**148 715 362,00**	**134 135 902,74**	**5 139 316,56**	**0,00**	**9 440 142,70**	**0,00**	**139 275 219,30**
66	Charges financières	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00		0,00
67	Charges spécifiques (3)	271 100,00	115 099,72	0,00	0,00	156 000,28		115 099,72
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	600 000,00	575 009,41			24 990,59		575 009,41
Total des dépenses financières		**872 100,00**	**690 109,13**	**0,00**	**0,00**	**181 990,87**		**690 109,13**
Total des dépenses réelles		**149 587 462,00**	**134 826 011,87**	**5 139 316,56**	**0,00**	**9 622 133,57**	**0,00**	**139 965 328,43**
023	*Virement à la section d'investissement*	*19 916 245,39*	*0,00*					
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*9 075 737,00*	*8 046 871,88*			*1 028 865,12*		*8 046 871,88*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*			*0,00*		*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**28 991 982,39**	**8 046 871,88**			**20 945 110,51**		**8 046 871,88**

Pour information : 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**						

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**178 579 444,39**	**142 872 883,75**	**5 139 316,56**	**0,00**	**30 567 244,08**	**0,00**	**148 012 200,31**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

III – ADOPTION DU CA	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	B

RECETTES

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12 (1)	Crédits sans emploi (2)
TOTAL		**158 480 824,00**	**150 212 346,90**	**1 263 272,17**	**0,00**	**7 005 204,93**
013	Atténuations de charges (3)	1 800 000,00	2 137 873,42	0,00	0,00	-337 873,42
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	8 706 328,00	7 412 109,15	827 467,00	0,00	466 751,85
73	Impôts et taxes (sauf 731)	59 900 000,00	59 785 381,63	0,00	0,00	114 618,37
731	Fiscalité locale	76 770 211,00	66 221 458,53	435 805,17	0,00	10 112 947,30
74	Dotations et participations (3)	5 255 094,00	8 488 067,71	0,00	0,00	-3 232 973,71
75	Autres produits de gestion courante (3)	4 649 327,00	4 806 220,19	0,00	0,00	-156 893,19
Total des recettes de gestion des services		**157 080 960,00**	**148 851 110,63**	**1 263 272,17**	**0,00**	**6 966 577,20**
76	Produits financiers	202 000,00	135 700,00	0,00	0,00	66 300,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	17 168,82	0,00	0,00	-17 168,82
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	1 196 914,00	1 196 914,00			0,00
Total des recettes financières		**1 398 914,00**	**1 349 782,82**	**0,00**	**0,00**	**49 131,18**
Total des recettes réelles		**158 479 874,00**	**150 200 893,45**	**1 263 272,17**	**0,00**	**7 015 708,38**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*950,00*	*11 453,45*			*-10 503,45*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
Total des recettes d'ordre		**950,00**	**11 453,45**			**-10 503,45**

Pour information : 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1	**20 098 620,39**					

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**178 579 444,39**	**170 310 967,29**	**1 263 272,17**	**0,00**	**7 005 204,93**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – ADOPTION DU CA	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, réalisations gérées hors AE
TOTAL		**178 579 444,39**	**142 872 883,75**	**5 139 316,56**	**0,00**	**30 567 244,08**	**0,00**	**148 012 200,31**
011	Charges à caractère général (4)	35 950 867,00	27 821 222,64	4 894 146,04	0,00	3 235 498,32	0,00	32 715 368,68
6037	Variat. stocks march., terrains nus	40 000,00	33 642,00	0,00	0,00	6 358,00	0,00	33 642,00
6042	Achats de prestations de services	3 483 210,00	2 721 577,27	450 323,60	0,00	311 309,13	0,00	3 171 900,87
60611	Eau et assainissement	382 000,00	312 443,29	67 173,30	0,00	2 383,41	0,00	379 616,59
60612	Energie - Electricité	1 789 785,00	1 531 386,68	251 988,26	0,00	6 410,06	0,00	1 783 374,94
60613	Chauffage urbain	290 000,00	210 713,44	78 484,17	0,00	802,39	0,00	289 197,61
60621	Combustibles	550,00	540,00	0,00	0,00	10,00	0,00	540,00
60622	Carburants	18 000,00	10 102,83	7 897,15	0,00	0,02	0,00	17 999,98
60623	Alimentation	492 215,00	240 795,62	110 144,62	0,00	141 274,76	0,00	350 940,24
60628	Autres fournitures non stockées	313 791,00	266 574,71	24 182,32	0,00	23 033,97	0,00	290 757,03
60631	Fournitures d'entretien	64 327,00	57 854,30	2 668,87	0,00	3 803,83	0,00	60 523,17
60632	Fournitures de petit équipement	231 761,00	195 639,54	20 822,95	0,00	15 298,51	0,00	216 462,49
60636	Habillement et vêtements de travail	71 276,00	59 131,42	6 907,90	0,00	5 236,68	0,00	66 039,32
6064	Fournitures administratives	105 602,00	62 140,35	40 035,35	0,00	3 426,30	0,00	102 175,70
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	265 229,00	258 696,29	3 662,90	0,00	2 869,81	0,00	262 359,19
6067	Fournitures scolaires	220 015,00	210 003,61	1 840,78	0,00	8 170,61	0,00	211 844,39
6068	Autres matières et fournitures	84 181,00	60 600,49	7 901,59	0,00	15 678,92	0,00	68 502,08
6078	Autres marchandises	3 778,00	3 777,84	0,00	0,00	0,16	0,00	3 777,84
611	Contrats de prestations de services	6 538 485,00	5 282 724,91	922 308,35	0,00	333 451,74	0,00	6 205 033,26
6132	Locations immobilières	1 338 131,00	1 156 077,21	120 190,04	0,00	61 863,75	0,00	1 276 267,25
61351	Matériel roulant	250 567,00	218 222,10	32 126,69	0,00	218,21	0,00	250 348,79
61358	Autres	441 217,00	192 396,70	15 144,00	0,00	233 676,30	0,00	207 540,70
614	Charges locatives et de copropriété	411 866,00	330 268,08	59 462,60	0,00	22 135,32	0,00	389 730,68
61521	Entretien terrains	399 225,00	294 878,63	96 712,18	0,00	7 634,19	0,00	391 590,81
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	1 456 709,00	1 168 992,18	232 954,75	0,00	54 762,07	0,00	1 401 946,93
615231	Entretien, réparations voiries	39 465,00	37 738,51	1 502,00	0,00	224,49	0,00	39 240,51
615232	Entretien, réparations réseaux	3 268,00	3 267,01	0,00	0,00	0,99	0,00	3 267,01
61551	Entretien matériel roulant	80 495,00	69 275,22	10 013,75	0,00	1 206,03	0,00	79 288,97
61558	Entretien autres biens mobiliers	39 915,00	33 097,92	3 071,23	0,00	3 745,85	0,00	36 169,15
6156	Maintenance	1 921 778,00	1 487 126,13	209 799,65	0,00	224 852,22	0,00	1 696 925,78
6161	Multirisques	160 330,00	159 924,46	0,00	0,00	405,54	0,00	159 924,46
6168	Autres primes d'assurance	35 121,00	34 560,15	0,00	0,00	560,85	0,00	34 560,15
617	Etudes et recherches	479 970,00	188 893,08	247 178,09	0,00	43 898,83	0,00	436 071,17
6182	Documentation générale et technique	95 541,00	89 533,11	0,00	0,00	6 007,89	0,00	89 533,11
6183	Frais de formation (personnel extérieur	1 956,00	1 368,00	0,00	0,00	588,00	0,00	1 368,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, réalisations gérées hors AE
6184	Versements à des organismes de formation	225 867,00	144 123,18	60 768,22	0,00	20 975,60	0,00	204 891,40
6185	Frais de colloques et de séminaires	19 719,00	0,00	0,00	0,00	19 719,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	35 013,00	19 586,66	9 783,16	0,00	5 643,18	0,00	29 369,82
62268	Autres honoraires, conseils	1 487 535,82	995 066,90	241 131,05	0,00	251 337,87	0,00	1 236 197,95
6227	Frais d'actes et de contentieux	83 093,00	79 066,13	0,00	0,00	4 026,87	0,00	79 066,13
6228	Divers	1 041 681,00	1 007 318,85	28 527,42	0,00	5 834,73	0,00	1 035 846,27
6231	Annonces et insertions	45 387,00	48 366,00	0,00	0,00	-2 979,00	0,00	48 366,00
6232	Fêtes et cérémonies	992 108,00	324 689,05	98 658,52	0,00	568 760,43	0,00	423 347,57
6236	Catalogues et imprimés	1 224 238,00	860 387,59	87 254,40	0,00	276 596,01	0,00	947 641,99
6238	Divers	850 748,00	666 008,36	124 800,00	0,00	59 939,64	0,00	790 808,36
6241	Transports de biens	313 100,00	159 445,62	147 360,00	0,00	6 294,38	0,00	306 805,62
6247	Transports collectifs	353 649,00	154 945,86	69 623,49	0,00	129 079,65	0,00	224 569,35
6248	Divers	6 983,40	5 582,40	1 188,00	0,00	213,00	0,00	6 770,40
6251	Voyages, déplacements et missions	15 650,00	7 113,55	0,00	0,00	8 536,45	0,00	7 113,55
6261	Frais d'affranchissement	131 126,00	107 500,51	23 606,21	0,00	19,28	0,00	131 106,72
6262	Frais de télécommunications	549 500,00	514 581,26	9 401,94	0,00	25 516,80	0,00	523 983,20
627	Services bancaires et assimilés	16 092,00	14 851,37	0,00	0,00	1 240,63	0,00	14 851,37
6281	Concours divers (cotisations)	97 370,00	88 127,20	0,00	0,00	9 242,80	0,00	88 127,20
6282	Frais de gardiennage	8 000,00	6 182,49	0,00	0,00	1 817,51	0,00	6 182,49
6283	Frais de nettoyage des locaux	3 850 016,00	3 445 269,24	363 517,73	0,00	41 229,03	0,00	3 808 786,97
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	2 538,18	2 538,18	0,00	0,00	0,00	0,00	2 538,18
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	220 000,00	49 807,09	94 013,67	0,00	76 179,24	0,00	143 820,76
62878	Remb. frais à des tiers	51 200,00	34 267,43	12 400,00	0,00	4 532,57	0,00	46 667,43
6288	Autres services extérieurs	2 409 960,60	1 853 008,40	478 054,03	0,00	78 898,17	0,00	2 331 062,43
63512	Taxes foncières	302 000,00	213 016,90	0,00	0,00	88 983,10	0,00	213 016,90
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	68 533,00	36 409,34	19 561,11	0,00	12 562,55	0,00	55 970,45
012	Charges de personnel et frais assimilés (4) (5)	48 849 798,00	46 107 634,28	98 346,02	0,00	2 643 817,70		46 205 980,30
6216	Personnel affecté par GFP rattachement	670 000,00	518 826,72	0,00	0,00	151 173,28		518 826,72
6331	Versement mobilité	751 072,00	711 209,33	0,00	0,00	39 862,67		711 209,33
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	127 303,00	120 542,90	0,00	0,00	6 760,10		120 542,90
6333	Particip. employeurs format. prof. cont.	791,00	520,32	0,00	0,00	270,68		520,32
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	354 901,00	337 560,28	0,00	0,00	17 340,72		337 560,28
64111	Rémunération principale titulaires	18 575 769,00	18 037 276,02	0,00	0,00	538 492,98		18 037 276,02
64112	SFT, indemnité de résidence	955 230,00	743 288,59	0,00	0,00	211 941,41		743 288,59
64113	NBI	0,00	209 247,68	0,00	0,00	-209 247,68		209 247,68
64118	Autres indemnités	6 026 755,00	5 520 528,89	0,00	0,00	506 226,11		5 520 528,89
64131	Rémunérations	4 135 971,00	3 584 328,76	0,00	0,00	551 642,24		3 584 328,76
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	121 651,44	0,00	0,00	-121 651,44		121 651,44

Chap. / art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, réalisations gérées hors AE
6414	Personnel rémunéré à la vacation	3 425 144,00	3 111 393,20	0,00	0,00	313 750,80		3 111 393,20
6417	Rémunérations des apprentis	48 975,00	58 307,71	0,00	0,00	-9 332,71		58 307,71
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	4 995 910,00	4 680 652,37	0,00	0,00	315 257,63		4 680 652,37
6453	Cotisations aux caisses de retraites	6 149 688,00	5 913 262,49	0,00	0,00	236 425,51		5 913 262,49
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	285 401,00	257 819,59	0,00	0,00	27 581,41		257 819,59
6455	Cotisations pour assurance du personnel	1 600 000,00	1 501 653,81	98 346,02	0,00	0,17		1 599 999,83
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	60 000,00	59 573,00	0,00	0,00	427,00		59 573,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	126 081,00	86 746,34	0,00	0,00	39 334,66		86 746,34
6472	Prestations familiales directes	35 981,00	42 597,91	0,00	0,00	-6 616,91		42 597,91
64731	Allocations chômage versées directement	70 000,00	70 935,28	0,00	0,00	-935,28		70 935,28
6475	Médecine du travail, pharmacie	15 121,00	5 502,68	0,00	0,00	9 618,32		5 502,68
6478	Autres charges sociales diverses	431 705,00	414 208,97	0,00	0,00	17 496,03		414 208,97
648	Autres charges de personnel	8 000,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00		0,00
014	Atténuations de produits	8 000 000,00	7 994 027,00	0,00	0,00	5 973,00		7 994 027,00
739118	Autres revers, restit. contrib. directes	0,00	841 231,00	0,00	0,00	-841 231,00		841 231,00
7392221	Fonds péréquation ress. com. et intercom	900 000,00	850 065,00	0,00	0,00	49 935,00		850 065,00
739331	Communes	6 800 000,00	6 302 731,00	0,00	0,00	497 269,00		6 302 731,00
7398	Revers., restitutions et prél. divers	300 000,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00		0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (4)	55 914 697,00	52 213 018,82	146 824,50	0,00	3 554 853,68	0,00	52 359 843,32
65132	Prix	15 100,00	10 642,92	0,00	0,00	4 457,08	0,00	10 642,92
65311	Indemnités de fonction	482 000,00	510 522,28	0,00	0,00	-28 522,28	0,00	510 522,28
65312	Frais de mission et de déplacement	11 000,00	1 788,12	0,00	0,00	9 211,88	0,00	1 788,12
65313	Cotisations de retraite	23 000,00	23 401,08	0,00	0,00	-401,08	0,00	23 401,08
65314	Cotis. sécurité sociale - part patronale	142 000,00	156 366,72	0,00	0,00	-14 366,72	0,00	156 366,72
65315	Formation	15 000,00	840,00	0,00	0,00	14 160,00	0,00	840,00
653171	Compensations pour formation	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00
653172	Cotis.fonds financ.allocation fin mandat	1 200,00	968,28	0,00	0,00	231,72	0,00	968,28
6541	Créances admises en non-valeur	70 000,00	6 292,88	0,00	0,00	63 707,12	0,00	6 292,88
6553	Service d'incendie	1 350 000,00	1 146 397,06	0,00	0,00	203 602,94	0,00	1 146 397,06
65561	Contrib fonds compens. ch. territoriales	32 000 000,00	31 226 592,00	0,00	0,00	773 408,00	0,00	31 226 592,00
65568	Autres contributions	285 400,00	285 377,69	0,00	0,00	22,31	0,00	285 377,69
65573	Indemnité de logement des instituteurs	800,00	433,04	0,00	0,00	366,96	0,00	433,04
657341	Subv. fonct. communes membres du GFP	23 300,00	12 500,90	10 671,50	0,00	127,60	0,00	23 172,40
657348	Subv. fonct. autres communes	3 770,00	3 049,00	0,00	0,00	721,00	0,00	3 049,00
657358	Subv. fonct. autres groupements	29 000,00	0,00	0,00	0,00	29 000,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, réalisations gérées hors AE
657362	Subv. fonct. CCAS	3 052 317,00	2 480 216,00	0,00	0,00	572 101,00	0,00	2 480 216,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	15 833 738,00	15 557 120,32	90 479,00	0,00	186 138,68	0,00	15 647 599,32
65818	Autres	26 000,00	22 737,53	0,00	0,00	3 262,47	0,00	22 737,53
6583	Int. moratoires et pénalités sur marchés	150 583,00	100 082,25	0,00	0,00	50 500,75	0,00	100 082,25
6584	Amendes fiscales et pénales	3 000,00	1 000,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	1 000,00
65888	Autres	2 396 989,00	666 690,75	45 674,00	0,00	1 684 624,25	0,00	712 364,75
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
Total des dépenses de gestion des services		**148 715 362,00**	**134 135 902,74**	**5 139 316,56**	**0,00**	**9 440 142,70**	**0,00**	**139 275 219,30**
66	Charges financières	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00		0,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00		0,00
67	Charges spécifiques (4)	271 100,00	115 099,72	0,00	0,00	156 000,28		115 099,72
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	271 100,00	115 099,72	0,00	0,00	156 000,28		115 099,72
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	600 000,00	575 009,41			24 990,59		575 009,41
6815	Dot. prov. pour risques fonct. courant	500 000,00	500 000,00			0,00		500 000,00
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	100 000,00	75 009,41			24 990,59		75 009,41
Total des charges financières et spécifiques		**872 100,00**	**690 109,13**	**0,00**	**0,00**	**181 990,87**		**690 109,13**
Total des dépenses réelles		**149 587 462,00**	**134 826 011,87**	**5 139 316,56**	**0,00**	**9 622 133,57**	**0,00**	**139 965 328,43**
023	*Virement à la section d'investissement*	*19 916 245,39*						
042	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)*	*9 075 737,00*	*8 046 871,88*			*1 028 865,12*		*8 046 871,88*
675	*Valeurs comptables immobilisations cédée*	*0,00*	*11 816,45*			*-11 816,45*		*11 816,45*
6761	*Différences sur réalisations (positives)*	*0,00*	*2 273,00*			*-2 273,00*		*2 273,00*
6811	*Dot. amort. immos incorporelles*	*9 075 737,00*	*8 032 782,43*			*1 042 954,57*		*8 032 782,43*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7) (8)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*		*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**28 991 982,39**	**8 046 871,88**			**20 945 110,51**		**8 046 871,88**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (9)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Dépenses engagées non mandatées.

(3) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(8) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(9) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – ADOPTION DU CA	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE	B2

Chap / art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)
TOTAL		**158 480 824,00**	**150 212 346,90**	**1 263 272,17**	**0,00**	**7 005 204,93**
013	Atténuations de charges (4)	1 800 000,00	2 137 873,42	0,00	0,00	-337 873,42
6037	Variat. stocks march., terrains nus	40 000,00	13 179,40	0,00	0,00	26 820,60
6419	Remboursements rémunérations personnel	1 250 000,00	1 539 855,11	0,00	0,00	-289 855,11
6459	Remb.charges sécu.sociale et prévoyance	120 000,00	126 725,41	0,00	0,00	-6 725,41
6479	Rembourst sur autres charges sociales	390 000,00	458 113,50	0,00	0,00	-68 113,50
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	8 706 328,00	7 412 109,15	827 467,00	0,00	466 751,85
7018	Autres ventes de produits finis	0,00	574,87	0,00	0,00	-574,87
70311	Concessions cimetières (produit net)	70 000,00	207 743,10	0,00	0,00	-137 743,10
70323	Red. occupation dom. public	1 200 000,00	713 774,00	765 500,00	0,00	-279 274,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	30 000,00	67 740,82	0,00	0,00	-37 740,82
7062	Redevances services à caractère culturel	513 000,00	412 243,73	0,00	0,00	100 756,27
7066	Redevances services à caractère social	2 928 415,00	3 202 966,21	0,00	0,00	-274 551,21
7067	Redev. services périscolaires et enseign	1 641 200,00	595 089,34	0,00	0,00	1 046 110,66
7078	Autres marchandises	15 000,00	9 998,67	0,00	0,00	5 001,33
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	1 286 000,00	1 200 047,00	0,00	0,00	85 953,00
70873	Remb. frais par les C.C.A.S.	122 453,00	78 014,27	0,00	0,00	44 438,73
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	651 800,00	672 844,87	0,00	0,00	-21 044,87
70878	Remb. frais par des tiers	247 960,00	191 982,29	61 967,00	0,00	-5 989,29
7088	Produits activités annexes (abonnements)	500,00	59 089,98	0,00	0,00	-58 589,98
73	Impôts et taxes (sauf 731)	59 900 000,00	59 785 381,63	0,00	0,00	114 618,37
73211	Attribution de compensation	59 300 000,00	59 258 624,00	0,00	0,00	41 376,00
7338	Autres impôts spéc. coll. Ile-de-France	0,00	1 269,00	0,00	0,00	-1 269,00
738	Autres impôts et taxes	600 000,00	525 488,63	0,00	0,00	74 511,37
731	Fiscalité locale	76 770 211,00	66 221 458,53	435 805,17	0,00	10 112 947,30
73111	Impôts directs locaux	60 150 211,00	56 919 620,00	74 463,00	0,00	3 156 128,00
73123	Taxe com add droit mut ou pub foncière	14 000 000,00	7 097 579,87	0,00	0,00	6 902 420,13
73141	Taxe sur la conso. finale d'électricité	1 200 000,00	1 621 318,97	0,00	0,00	-421 318,97
731721	Taxe de séjour	1 200 000,00	188 489,48	161 342,17	0,00	850 168,35
73174	Taxe locale sur la publicité extérieure	200 000,00	22 135,00	200 000,00	0,00	-22 135,00
73176	Taxes funéraires	20 000,00	950,21	0,00	0,00	19 049,79
7318	Autres	0,00	371 365,00	0,00	0,00	-371 365,00
74	Dotations et participations (4)	5 255 094,00	8 488 067,71	0,00	0,00	-3 232 973,71
74111	Dotation forfaitaire des communes	0,00	48 037,00	0,00	0,00	-48 037,00

Chap / art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)
743	DSI	0,00	2 808,00	0,00	0,00	-2 808,00
744	FCTVA	0,00	158 336,56	0,00	0,00	-158 336,56
74611	DGD des communes et EPCI	398 000,00	398 820,00	0,00	0,00	-820,00
74718	Autres participations Etat	97 210,00	274 938,63	0,00	0,00	-177 728,63
7473	Participation départements	1 278 122,00	1 362 998,30	0,00	0,00	-84 876,30
74741	Participation communes membres du GFP	18 492,00	19 513,60	0,00	0,00	-1 021,60
74748	Participation autres communes	15 600,00	14 980,96	0,00	0,00	619,04
74788	Autres	2 861 990,00	3 345 547,91	0,00	0,00	-483 557,91
74833	Etat-Compens.exonération taxes foncières	0,00	2 276 568,00	0,00	0,00	-2 276 568,00
74834	Etat-Compens.exonération taxe habitation	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	65 680,00	73 280,00	0,00	0,00	-7 600,00
74888	Autres	500 000,00	512 238,75	0,00	0,00	-12 238,75
75	Autres produits de gestion courante (4)	4 649 327,00	4 806 220,19	0,00	0,00	-156 893,19
752	Revenus des immeubles	925 498,00	821 763,15	0,00	0,00	103 734,85
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	88 808,00	0,00	0,00	-88 808,00
757	Subventions	1 811 829,00	1 735 333,82	0,00	0,00	76 495,18
75811	Redev. concessions, brevets, licences,	972 000,00	0,00	0,00	0,00	972 000,00
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	0,00	10 226,94	0,00	0,00	-10 226,94
7584	Recouvr./créances admises en non valeur	2 500,00	329,39	0,00	0,00	2 170,61
75888	Autres	937 500,00	2 149 758,89	0,00	0,00	-1 212 258,89
Total des recettes de gestion des services		**157 080 960,00**	**148 851 110,63**	**1 263 272,17**	**0,00**	**6 966 577,20**
76	Produits financiers	202 000,00	135 700,00	0,00	0,00	66 300,00
761	Produits de participations	175 000,00	121 000,00	0,00	0,00	54 000,00
764	Revenus valeurs mobilières de placement	26 000,00	14 700,00	0,00	0,00	11 300,00
7688	Autres	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	17 168,82	0,00	0,00	-17 168,82
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	13 582,82	0,00	0,00	-13 582,82
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	3 586,00	0,00	0,00	-3 586,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	1 196 914,00	1 196 914,00			0,00
7815	Rep. prov. charges fonctionnt courant	1 196 914,00	1 196 914,00			0,00
Total des recettes réelles		**158 479 874,00**	**150 200 893,45**	**1 263 272,17**	**0,00**	**7 015 708,38**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*950,00*	*11 453,45*			*-10 503,45*
7761	*Différences sur réalisations (négatives)*	*0,00*	*10 503,45*			*-10 503,45*
777	*Rec... subv inv transférées cpte résult*	*950,00*	*950,00*			*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5) (7)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
Total des recettes d'ordre		**950,00**	**11 453,45**			**-10 503,45**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (8)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (9)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Recettes justifiées non titrées.

(3) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).*

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(9) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**8 905 873,67**	**15 839 568,86**	**0,00**	**388 479,35**	**4 840 522,95**	**33 277 590,17**	**1 498 335,95**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 128,07	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	279 816,67	85,48	0,00	0,00	0,00	0,00	66 791,82	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	777 063,48	0,00	0,00	609 428,74	118 827,48	6 231,97	0,00
204	Subventions d'équipement versées	8 626 057,00	192 000,00	0,00	379 741,37	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	14 855 679,23	0,00	8 737,98	2 807 871,61	2 677 125,14	1 090 154,79	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	508,04	0,00	0,00	1 423 222,60	30 445 509,48	335 157,37	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	14 232,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**34 497 492,00**	**19 568 942,98**	**0,00**	**0,00**	**353 107,48**	**1 655 540,84**	**475 000,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	34 497 492,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	19 425 475,24	0,00	0,00	353 107,48	655 370,02	475 000,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	1 255,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000 170,82	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	142 212,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**593 236,01**	**5 383,38**	**0,00**	**1 226 604,16**		**66 575 594,50**
10	Dotations, fonds divers et réserves	7 506,83	0,00	0,00	0,00		7 506,83
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		36 128,07
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		346 693,97
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	204 728,40	0,00	0,00	214 029,22		1 930 309,29
204	Subventions d'équipement versées	189 775,47	0,00	0,00	0,00		9 387 573,84
21	Immobilisations corporelles	187 320,93	5 383,38	0,00	886 776,74		22 519 049,80
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	3 904,38	0,00	0,00	125 798,20		32 334 100,07
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		14 232,63
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**1 252 582,08**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**57 802 665,38**
10	Dotations, fonds divers et réserves	502 482,08	0,00	0,00	0,00		34 999 974,08
13	Subventions d'investissement	750 100,00	0,00	0,00	0,00		21 659 052,74
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		1 255,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		1 000 170,82
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		142 212,74
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		**8 905 873,67**
1641	Emprunts en euros	279 566,67
165	Dépôts et cautionnements reçus	250,00
204133	Subv. Dpt : Projet infrastructure	8 626 057,00
RECETTES		**34 497 492,00**
10222	FCTVA	7 497 492,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	27 000 000,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale							
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	022 Information, communication, publicité	023 Fêtes et cérémonies	024 Aide aux associations	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**15 501 435,61**	**0,00**	**0,00**	**639,04**	**266 830,51**	**56 612,76**	**14 050,94**	**0,00**
165	Dépôts et cautionnements reçus	85,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	10 868,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	192 000,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	766 195,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	5 473,40	0,00	0,00	0,00	11 891,52	0,00	0,00	0,00
21311	Bâtiments administratifs	2 105 117,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21316	Equipements du cimetière	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	56 612,76	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	8 177 609,29	0,00	0,00	0,00	62 938,99	0,00	0,00	0,00
21351	Bâtiments publics	20 116,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	516 881,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 050,94	0,00
21828	Autres matériels de transport	48 124,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	2 306 722,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	1 291 763,36	0,00	0,00	639,04	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	237 736,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	508,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	14 232,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**19 568 942,98**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13151	Subv. transf. GFP de rattachement	21 424,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	204 050,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1348	Autres fonds non transférables	19 200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	1 255,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	142 212,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21311	Bâtiments administratifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21316	Equipements du cimetière	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21828	Autres matériels de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13151	Subv. transf. GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1348	Autres fonds non transférables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					06 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	048 Autres actions		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15 839 568,86**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	85,48
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 868,40
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	192 000,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	766 195,08
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 364,92
21311	Bâtiments administratifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 105 117,93
21316	Equipements du cimetière	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	56 612,76
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 240 548,28
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 116,80
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	530 932,28
21828	Autres matériels de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48 124,69
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 306 722,80
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 292 402,40
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	237 736,37
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	508,04
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 232,63
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**19 568 942,98**
13151	Subv. transf. GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 424,74
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	204 050,50
1348	Autres fonds non transférables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 200 000,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 255,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	142 212,74

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.901

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	14 Plan de relance (crise sanitaire)	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**8 737,98**	**0,00**	**379 741,37**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**388 479,35**
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	379 741,37	0,00	0,00	0,00	379 741,37
2188	Autres immobilisations corporelles	8 737,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 737,98
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs		21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré		
		201 Services communs	202 Plan de relance (crise sanitaire)	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**2 335 728,59**	**1 349 598,85**	**1 155 195,51**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	57 247,70	0,00	552 181,04	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	100 845,31	728 830,51	149 221,50	0,00	0,00	0,00
21312	Bâtiments scolaires	0,00	0,00	785 892,44	597 363,65	179 455,40	0,00	0,00	0,00
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	0,00	0,00	118 519,21	19 309,84	17 072,87	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	88 974,73	4 094,85	18 291,30	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	1 135 496,49	0,00	238 973,40	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	48 752,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**300 000,00**	**0,00**	**53 107,48**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	53 107,48	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires	25 Formation professionnelle						26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale
				251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21312	Bâtiments scolaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 840 522,95**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	609 428,74
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	978 897,32
21312	Bâtiments scolaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 562 711,49
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	154 901,92
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	111 360,88
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 374 469,89
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48 752,71
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**353 107,48**
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	53 107,48

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		**0,00**	**28 745,73**	**40 000,00**	**349 145,24**	**181 957,83**	**0,00**	**457 508,63**	**93 812,40**	**0,00**
13151	Subv. transf. GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	58 440,00	0,00	23 976,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21314	Bâtiments culturels et sportifs	0,00	7 768,87	0,00	247 763,85	46 997,73	0,00	134 602,20	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	2 676,86	0,00	49 014,17	8 147,52	0,00	0,00	0,00	0,00
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21611	Biens sous-jacents	0,00	18 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21622	Dépenses ultérieures immobilisées	0,00	0,00	40 000,00	3 190,00	43 461,74	0,00	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	11 926,32	24 910,84	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	37 250,90	0,00	0,00	0,00	93 812,40	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	298 930,43	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 000,00**	**38 000,00**	**0,00**	**41 554,75**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 241,95	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1381	Subv non transf Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	38 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 312,80	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)					
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives
DEPENSES		**28 790 319,27**	**2 915 114,24**	**5 972,78**	**0,00**	**80 808,22**	**0,00**
13151	Subv. transf. GFP de rattachement	0,00	36 128,07	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	19 332,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	2 352,00	76 266,25	0,00	0,00	0,00	0,00
21314	Bâtiments culturels et sportifs	807 011,59	23 056,59	5 972,78	0,00	80 808,22	0,00
21318	Autres bâtiments publics	65 339,89	10 191,38	0,00	0,00	0,00	0,00
21351	Bâtiments publics	32 814,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	11 202,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21611	Biens sous-jacents	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21622	Dépenses ultérieures immobilisées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	112 806,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	239 694,37	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	62 356,18	60 301,60	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	27 677 103,07	2 469 475,98	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**1 469 858,02**	**0,00**	**60 000,00**	**0,00**	**36 128,07**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	60 000,00	0,00	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	471 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	36 128,07	0,00
1381	Subv non transf Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	998 858,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Action culturelle			34 Vie sociale et citoyenne		35 Plan de relance (crise sanitaire)	39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres			
DEPENSES		**10 827,57**	**0,00**	**323 378,26**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**33 277 590,17**
13151	Subv. transf. GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 128,07
2031	Frais d'études	0,00	0,00	17 078,63	0,00	0,00	0,00	0,00	118 827,48
2128	Autres agencements et aménagements	2 714,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	81 332,78
21314	Bâtiments culturels et sportifs	0,00	0,00	85 418,11	0,00	0,00	0,00	0,00	1 439 399,94
21318	Autres bâtiments publics	8 113,04	0,00	199 426,33	0,00	0,00	0,00	0,00	342 909,19
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 814,85
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 202,28
21611	Biens sous-jacents	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 300,00
21622	Dépenses ultérieures immobilisées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	86 651,74
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	112 806,56
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	20 684,72	0,00	0,00	0,00	0,00	297 216,25
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	770,47	0,00	0,00	0,00	0,00	254 491,55
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 445 509,48
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 655 540,84**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 241,95
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	471 000,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 128,07
1381	Subv non transf Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38 000,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 312,80
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	998 858,02

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**131 882,47**	**0,00**
16818	Emprunts - Autres prêteurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21313	Bâtiments sociaux et médico-sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	8 726,98	0,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	119 051,54	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	4 103,95	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		**338 509,34**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 018 808,67**	**0,00**	**0,00**
16818	Emprunts - Autres prêteurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	66 791,82	0,00	0,00
2031	Frais d'études	3 351,97	0,00	0,00	0,00	0,00	2 880,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 947,72	0,00	0,00
21313	Bâtiments sociaux et médico-sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	668 947,76	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	99 214,95	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	170 026,42	0,00	0,00
2313	Constructions	269 437,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	65 720,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**75 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**400 000,00**	**0,00**	**0,00**
1323	Subv. non transf. Départements	75 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400 000,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						45 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales		
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées					
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**8 927,52**	**207,95**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 498 335,95**
16818	Emprunts - Autres prêteurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	66 791,82
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 231,97
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 947,72
21313	Bâtiments sociaux et médico-sociaux	0,00	0,00	8 927,52	0,00	0,00	0,00	0,00	17 654,50
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	207,95	0,00	0,00	0,00	788 207,25
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	99 214,95
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	174 130,37
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	269 437,09
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	65 720,28
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**475 000,00**
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	75 000,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400 000,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904-4

FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs		51 Aménagement et services urbains						
		501 Services communs	502 Plan de relance (crise sanitaire)	510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**6 585,98**	**161 290,64**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**232 645,70**
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 506,83
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	17 010,00	0,00	0,00	0,00	0,00	187 718,40
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	130 651,75	0,00	0,00	0,00	0,00	22 972,47
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	6 433,94	9 724,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21328	Autres bâtiments privés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 448,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	152,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	3 904,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 252 582,08**
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	502 482,08
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	750 100,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 938,22**	**189 775,47**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	189 775,47	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21328	Autres bâtiments privés	0,00	0,00	0,00	2 938,22	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**593 236,01**
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 506,83
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	204 728,40
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	189 775,47
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	153 624,22
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 158,45
21328	Autres bâtiments privés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 938,22
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 448,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	152,04
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 904,38
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 252 582,08**
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	502 482,08
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	750 100,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles			
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	69 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**5 383,38**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 383,38**
21318	Autres bâtiments publics	5 383,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 383,38
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	79 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions					
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	849 Sécurité routière
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 226 604,16**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	214 029,22	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	680 259,31	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	206 517,43	0,00	0,00	0,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	125 798,20	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	88 Plan de relance (crise sanitaire)	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures					
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 226 604,16**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	214 029,22
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	680 259,31
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	206 517,43
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	125 798,20
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**38 960 690,29**	**31 339 671,45**	**0,00**	**1 820 007,74**	**18 752 703,96**	**25 944 022,33**	**19 463 737,25**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	17 065 407,93	0,00	216 897,22	4 743 376,42	5 303 306,78	4 516 049,59	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	11 065 918,54	0,00	449 713,46	13 079 969,45	7 895 423,07	11 765 462,62	0,00
014	Atténuations de produits	7 152 796,00	841 231,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	31 232 884,88	2 336 420,95	0,00	1 153 397,06	922 776,10	12 744 848,92	3 182 079,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	30 693,03	0,00	0,00	6 581,99	443,56	146,04	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	575 009,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**130 632 499,93**	**7 289 569,82**	**0,00**	**623 797,78**	**1 239 413,94**	**1 134 334,63**	**8 095 908,97**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	2 124 694,02	0,00	0,00	0,00	13 179,40	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	1 784 114,85	0,00	608 647,78	693 665,29	467 558,16	3 205 920,09	0,00
73	Impôts et taxes	59 258 624,00	1 269,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	65 712 981,84	722 146,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	3 394 000,31	1 676 370,23	0,00	0,00	34 817,26	37 012,00	3 345 547,91	0,00
75	Autres produits de gestion courante	934 279,78	977 388,86	0,00	15 150,00	510 931,39	613 802,25	1 544 440,97	0,00
76	Produits financiers	135 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	3 586,00	0,00	0,00	0,00	2 782,82	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	1 196 914,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**1 038 546,26**	**853 997,95**	**275 832,85**	**1 516 118,35**		**139 965 328,43**
011	Charges à caractère général	0,00	449 944,26	9 979,42	79 535,00	330 872,06		32 715 368,68
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	588 602,00	189 547,53	196 297,85	975 045,78		46 205 980,30
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		7 994 027,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	654 471,00	0,00	132 965,41		52 359 843,32
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	77 235,10		115 099,72
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		575 009,41
RECETTES		**0,00**	**395,98**	**229 145,94**	**536 288,63**	**1 682 810,00**		**151 464 165,62**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		2 137 873,42
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	395,98	18 919,00	0,00	1 460 355,00		8 239 576,15
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	525 488,63	0,00		59 785 381,63
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	222 135,00		66 657 263,70
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	320,00		8 488 067,71
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	210 226,94	0,00	0,00		4 806 220,19
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		135 700,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	10 800,00	0,00		17 168,82
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		1 196 914,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		**47 007 562,17**
6541	Créances admises en non-valeur	6 292,88
65561	Contrib fonds compens. ch. territoriales	31 226 592,00
675	Valeurs comptables immobilisations cédée	11 816,45
6761	Différences sur réalisations (positives)	2 273,00
6811	Dot. amort. immos incorporelles	8 032 782,43
6815	Dot. prov. pour risques fonct. courant	500 000,00
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	75 009,41
7392221	Fonds péréquation ress. com. et intercom	850 065,00
739331	Communes	6 302 731,00
RECETTES		**130 643 953,38**
73111	Impôts directs locaux	56 994 083,00
73123	Taxe com add droit mut ou pub foncière	7 097 579,87
73141	Taxe sur la conso. finale d'électricité	1 621 318,97
73211	Attribution de compensation	59 258 624,00
74111	Dotation forfaitaire des communes	48 037,00
744	FCTVA	158 336,56
74611	DGD des communes et EPCI	398 820,00
74833	Etat-Compens.exonération taxes foncières	2 276 568,00
74888	Autres	512 238,75
75888	Autres	934 279,78
761	Produits de participations	121 000,00
764	Revenus valeurs mobilières de placement	14 700,00
7761	Différences sur réalisations (négatives)	10 503,45
777	Rec... subv inv transférées cpte résult	950,00
7815	Rep. prov. charges fonctionnt courant	1 196 914,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale							
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	022 Information, communication, publicité	023 Fêtes et cérémonies	024 Aide aux associations	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**25 659 309,17**	**0,00**	**604 070,69**	**267 804,13**	**1 574 536,89**	**749 285,90**	**1 219 359,40**	**0,00**
6042	Achats de prestations de services	2 629 001,92	0,00	0,00	0,00	0,00	404 665,95	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	319 050,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	1 775 887,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	17 999,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	77 754,62	0,00	0,00	20 920,30	0,00	0,00	15 741,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	152 974,88	0,00	0,00	3 236,70	0,00	0,00	42,36	0,00
60631	Fournitures d'entretien	4 778,24	0,00	0,00	191,36	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	38 638,45	0,00	0,00	1 021,50	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	16 777,16	0,00	0,00	3 996,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	74 467,53	0,00	0,00	1 659,46	234,25	0,00	5 740,97	0,00
6068	Autres matières et fournitures	23 663,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	590,40	0,00
611	Contrats de prestations de services	29 585,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	1 138 443,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61351	Matériel roulant	250 143,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	84 375,90	0,00	0,00	788,10	0,00	0,00	95 736,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	376 073,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	54 361,58	0,00	0,00	0,00	2 697,60	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	146 223,69	0,00	0,00	0,00	15 068,74	59 242,26	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	79 288,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	33 256,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	1 538 544,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	159 924,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6168	Autres primes d'assurance	34 506,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	357 500,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	81 118,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 543,50	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	204 891,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	2 849,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	209,02	0,00
6216	Personnel affecté par GFP rattachement	518 826,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	1 006 977,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	79 066,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	958 476,21	0,00	0,00	0,00	482,08	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	48 366,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale							
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	022 Information, communication, publicité	023 Fêtes et cérémonies	024 Aide aux associations	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
6232	Fêtes et cérémonies	60 873,19	0,00	0,00	78 754,33	89 593,54	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	553 896,00	0,00	393 079,99	0,00	0,00	0,00	666,00	0,00
6238	Divers	578 971,20	0,00	209 174,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	180 612,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	56 071,38	0,00	0,00	0,00	3 411,13	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	7 096,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	131 106,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	523 983,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	14 118,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	79 747,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage	1 451,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	485 191,35	0,00	0,00	0,00	26 560,12	0,00	0,00	0,00
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	2 538,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	143 820,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	20 530,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	738 629,95	0,00	1 816,34	15 689,98	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	104 140,26	0,00	0,00	2 036,75	3 463,40	0,00	15 400,20	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	17 650,89	0,00	0,00	345,19	587,10	0,00	2 610,37	0,00
6333	Particip. employeurs format. prof. cont.	35,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	49 345,53	0,00	0,00	1 002,54	1 643,81	0,00	7 317,27	0,00
63512	Taxes foncières	213 016,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	24 236,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	2 993 861,68	0,00	0,00	23 686,39	50 171,32	0,00	369 395,87	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	120 477,71	0,00	0,00	1 432,22	3 379,05	0,00	13 018,55	0,00
64113	NBI	51 525,57	0,00	0,00	714,72	1 455,44	0,00	9 855,60	0,00
64118	Autres indemnités	1 132 419,25	0,00	0,00	17 452,21	16 216,08	0,00	270 174,20	0,00
64131	Rémunérations	527 957,59	0,00	0,00	59 098,61	61 642,46	0,00	140 008,95	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	14 006,10	0,00	0,00	1 239,80	1 244,10	0,00	3 865,34	0,00
6414	Personnel rémunéré à la vacation	15 361,56	0,00	0,00	1 335,28	2 985,54	0,00	13 921,63	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	11 714,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	501,51	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	621 100,79	0,00	0,00	19 037,91	27 688,85	0,00	103 566,43	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	1 025 445,70	0,00	0,00	10 920,02	19 029,16	0,00	129 329,18	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	22 466,79	0,00	0,00	2 476,48	2 672,85	0,00	6 421,19	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	1 599 999,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	59 573,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	26 722,51	0,00	0,00	94,21	199,82	0,00	1 466,53	0,00
6472	Prestations familiales directes	8 833,58	0,00	0,00	314,09	0,00	0,00	2 398,82	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	70 935,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	5 423,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale							
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	022 Information, communication, publicité	023 Fêtes et cérémonies	024 Aide aux associations	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
6478	Autres charges sociales diverses	63 756,87	0,00	0,00	359,98	1 897,45	0,00	9 838,51	0,00
65311	Indemnités de fonction	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65312	Frais de mission et de déplacement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65313	Cotisations de retraite	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65314	Cotis. sécurité sociale - part patronale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65315	Formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653172	Cotis.fonds financ.allocation fin mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65568	Autres contributions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	285 377,69	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	1 242 213,00	0,00	0,00	0,00
6583	Int. moratoires et pénalités sur marchés	82,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6584	Amendes fiscales et pénales	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	113 861,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	30 693,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739118	Autres revers, restit. contrib. directes	841 231,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	**6 915 888,42**	**0,00**	**0,00**	**254,75**	**58 694,00**	**208 693,31**	**106 039,34**	**0,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	1 539 855,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6459	Remb.charges sécu.sociale et prévoyance	126 725,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6479	Rembourst sur autres charges sociales	458 113,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7018	Autres ventes de produits finis	574,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70311	Concessions cimetières (produit net)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	207 743,10	0,00	0,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	67 740,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	1 200 047,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70873	Remb. frais par les C.C.A.S.	78 014,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	18 881,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	152 419,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0,00	0,00	0,00	0,00	58 694,00	0,00	0,00	0,00
731721	Taxe de séjour	349 831,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73176	Taxes funéraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	950,21	0,00	0,00
7318	Autres	371 365,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7338	Autres impôts spéc. coll. Ile-de-France	1 269,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
743	DSI	2 808,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	231 536,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 759,34	0,00
7473	Participation départements	1 335 986,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	73 280,00	0,00
752	Revenus des immeubles	719 481,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
755	Dédits et pénalités perçus	1 308,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757	Subventions	211 893,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	44 451,31	0,00	0,00	254,75	0,00	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	3 586,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		**1 153 822,36**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6042	Achats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6168	Autres primes d'assurance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6216	Personnel affecté par GFP rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	7 613,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	1 290,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6333	Particip. employeurs format. prof. cont.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	3 613,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	90 582,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	2 731,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	1 692,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	77 536,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	163 049,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	3 072,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6414	Personnel rémunéré à la vacation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	55 896,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	43 770,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	6 765,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	434,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
6472	Prestations familiales directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	1 946,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65311	Indemnités de fonction	510 522,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65312	Frais de mission et de déplacement	1 730,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65313	Cotisations de retraite	23 401,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65314	Cotis. sécurité sociale - part patronale	156 366,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65315	Formation	840,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653172	Cotis.fonds financ.allocation fin mandat	968,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65568	Autres contributions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6583	Int. moratoires et pénalités sur marchés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6584	Amendes fiscales et pénales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739118	Autres revers, restit. contrib. directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6459	Remb.charges sécu.sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6479	Rembourst sur autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7018	Autres ventes de produits finis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70311	Concessions cimetières (produit net)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70873	Remb. frais par les C.C.A.S.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731721	Taxe de séjour	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73176	Taxes funéraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7318	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7338	Autres impôts spéc. coll. Ile-de-France	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
743	DSI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7473	Participation départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					06 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	048 Autres actions		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**111 482,91**	**0,00**	**31 339 671,45**
6042	Achats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 033 667,87
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	319 050,70
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 775 887,66
60622	Carburants	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 999,98
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	114 415,92
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	156 253,94
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 969,60
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 659,95
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 773,16
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	82 102,21
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 253,78
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 585,40
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 138 443,96
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250 143,59
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	180 900,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	376 073,08
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	57 059,18
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	220 534,69
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	79 288,97
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 256,63
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 538 544,04
6161	Multirisques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	159 924,46
6168	Autres primes d'assurance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 506,15
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	357 500,32
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	82 662,08
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	204 891,40
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 058,27
6216	Personnel affecté par GFP rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	518 826,72
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	180,00	0,00	1 007 157,71
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	79 066,13
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	958 958,29
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48 366,00

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					06 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	048 Autres actions		
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	1 805,52	0,00	231 026,58
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	947 641,99
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	788 145,56
6241	Transports de biens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	180 612,62
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	59 482,51
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 096,65
6261	Frais d'affranchissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	131 106,72
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	523 983,20
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	8,50	0,00	14 127,39
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	79 747,20
6282	Frais de gardiennage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 451,85
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	511 751,47
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 538,18
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	143 820,76
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 530,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	756 136,27
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	1 507,55	0,00	134 161,62
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	255,46	0,00	22 739,48
6333	Particip. employeurs format. prof. cont.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35,01
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	715,31	0,00	63 637,63
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	213 016,90
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 236,96
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	52 396,63	0,00	3 580 094,07
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	1 560,46	0,00	142 599,03
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	848,35	0,00	66 091,68
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	22 315,71	0,00	1 536 113,82
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	951 757,12
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 427,46
6414	Personnel rémunéré à la vacation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 604,01
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 216,42
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	7 732,09	0,00	835 022,47
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	20 366,48	0,00	1 248 860,69
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 802,59
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 599 999,83
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	59 573,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	201,05	0,00	29 118,89
6472	Prestations familiales directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 546,49
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 935,28
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 423,66
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	1 532,00	0,00	79 331,57

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					06 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	048 Autres actions		
65311	Indemnités de fonction	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	510 522,28
65312	Frais de mission et de déplacement	0,00	0,00	0,00	0,00	57,80	0,00	1 788,12
65313	Cotisations de retraite	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 401,08
65314	Cotis. sécurité sociale - part patronale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	156 366,72
65315	Formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	840,00
653172	Cotis.fonds financ.allocation fin mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	968,28
65568	Autres contributions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	285 377,69
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 242 213,00
6583	Int. moratoires et pénalités sur marchés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	82,25
6584	Amendes fiscales et pénales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	113 861,53
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 693,03
739118	Autres revers, restit. contrib. directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	841 231,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 289 569,82**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 539 855,11
6459	Remb.charges sécu.sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	126 725,41
6479	Rembourst sur autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	458 113,50
7018	Autres ventes de produits finis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	574,87
70311	Concessions cimetières (produit net)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	207 743,10
70388	Autres redevances et recettes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	67 740,82
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 200 047,00
70873	Remb. frais par les C.C.A.S.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	78 014,27
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 881,33
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	152 419,46
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	58 694,00
731721	Taxe de séjour	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	349 831,65
73176	Taxes funéraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	950,21
7318	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	371 365,00
7338	Autres impôts spéc. coll. Ile-de-France	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 269,00
743	DSI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 808,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	264 295,93
7473	Participation départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 335 986,30
7485	Dotation pour les titres sécurisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	73 280,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	719 481,80
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 308,00
757	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	211 893,00
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	44 706,06
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 586,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.931

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	14 Plan de relance (crise sanitaire)	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**584 322,18**	**0,00**	**1 147 676,28**	**81 009,28**	**0,00**	**7 000,00**	**1 820 007,74**
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	288,73	118,60	0,00	0,00	407,33
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	701,56	66,24	0,00	0,00	767,80
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	288,93	0,00	0,00	0,00	288,93
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	32 138,82	0,00	0,00	32 138,82
6068	Autres matières et fournitures	546,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	546,94
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	1 350,00	0,00	0,00	1 350,00
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	2 217,60	0,00	0,00	2 217,60
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	104,40	0,00	0,00	104,40
6288	Autres services extérieurs	179 075,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	179 075,40
6331	Versement mobilité	6 849,51	0,00	0,00	6,96	0,00	0,00	6 856,47
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	1 160,86	0,00	0,00	1,18	0,00	0,00	1 162,04
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	3 250,47	0,00	0,00	3,30	0,00	0,00	3 253,77
64111	Rémunération principale titulaires	131 721,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	131 721,85
64112	SFT, indemnité de résidence	4 018,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 018,92
64113	NBI	1 643,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 643,43
64118	Autres indemnités	50 814,78	0,00	0,00	44 429,34	0,00	0,00	95 244,12
64131	Rémunérations	98 748,32	0,00	0,00	236,59	0,00	0,00	98 984,91
64132	SFT, indemnité de résidence	1 961,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 961,49
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	50 164,49	0,00	0,00	71,16	0,00	0,00	50 235,65
6453	Cotisations aux caisses de retraites	46 004,28	0,00	0,00	255,54	0,00	0,00	46 259,82
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	4 048,61	0,00	0,00	9,55	0,00	0,00	4 058,16
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	522,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	522,39
6478	Autres charges sociales diverses	3 790,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 790,44
6553	Service d'incendie	0,00	0,00	1 146 397,06	0,00	0,00	0,00	1 146 397,06
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00	7 000,00
RECETTES		**608 647,78**	**0,00**	**0,00**	**15 150,00**	**0,00**	**0,00**	**623 797,78**
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	608 647,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	608 647,78
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	15 150,00	0,00	0,00	15 150,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs		21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré		
		201 Services communs	202 Plan de relance (crise sanitaire)	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**5 850 612,74**	**4 675 712,11**	**2 202 609,19**	**3 500,00**	**0,00**	**0,00**
6042	Achats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	10 100,00	0,00	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	0,00	0,00	0,00	0,00	118 133,89	0,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	0,00	0,00	0,00	0,00	540,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	20 087,39	12 792,06	11 048,25	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	14 312,74	4 143,04	7 213,35	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	42 747,99	12 246,30	15 487,23	0,00	0,00	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	0,00	1 433,25	0,00	853,94	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	911,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6067	Fournitures scolaires	0,00	0,00	50 336,55	127 897,18	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	118,07	7 712,01	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	24 658,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	33 539,89	5 311,65	6 952,91	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	114 870,82	106 484,44	180 630,22	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	2 603,46	4 020,96	15 749,36	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	1 508,40	2 096,40	5 364,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	232,00	487,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6183	Frais de formation (personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	456,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	713,76	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	1 913,40	726,00	19 130,40	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	2 910,58	2 482,80	4 911,30	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	13 160,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	368 225,98	895 872,24	984 144,46	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	0,00	0,00	4 971,51	8 765,92	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	5 392,15	0,00	3 230,40	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	84 387,87	51 083,21	12 290,03	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	14 302,76	8 657,85	2 082,83	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	40 078,92	24 243,64	5 834,54	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	2 467 849,95	1 297 917,63	375 031,24	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	100 097,55	55 591,95	15 978,73	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	0,00	0,00	16 133,44	16 196,52	2 352,57	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs		21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré		
		201 Services communs	202 Plan de relance (crise sanitaire)	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	494 166,25	267 506,78	89 123,47	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	0,00	0,00	433 501,88	208 647,87	66 275,66	0,00	0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	19 519,50	10 154,43	2 399,59	0,00	0,00	0,00
6414	Personnel rémunéré à la vacation	0,00	0,00	27 612,00	545 685,65	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	512 064,17	387 135,09	78 236,20	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	767 899,45	322 846,71	106 455,96	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	18 277,40	15 771,97	2 722,92	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	9 369,62	3 581,54	1 285,92	0,00	0,00	0,00
6472	Prestations familiales directes	0,00	0,00	6 163,15	3 010,51	548,90	0,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	0,00	72 228,72	37 666,16	9 897,60	0,00	0,00	0,00
65132	Prix	0,00	0,00	0,00	7 074,80	0,00	0,00	0,00	0,00
65573	Indemnité de logement des instituteurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657341	Subv. fonct. communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	23 172,40	0,00	0,00	0,00
657348	Subv. fonct. autres communes	0,00	0,00	0,00	0,00	3 049,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	81 157,00	224 598,00	0,00	3 500,00	0,00	0,00
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	384,45	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**28 369,47**	**580 490,07**	**34 494,56**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7067	Redev. services périscolaires et enseign	0,00	0,00	0,00	577 767,09	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74741	Participation communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	19 513,60	0,00	0,00	0,00
74748	Participation autres communes	0,00	0,00	0,00	0,00	14 980,96	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7584	Recouvr./créances admises en non valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	0,00	0,00	28 369,47	2 722,98	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires	25 Formation professionnelle						26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale
				251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6042	Achats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6067	Fournitures scolaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6183	Frais de formation (personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires	25 Formation professionnelle						26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale
				251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 Autres		
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6414	Personnel rémunéré à la vacation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6472	Prestations familiales directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65132	Prix	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65573	Indemnité de logement des instituteurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657341	Subv. fonct. communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657348	Subv. fonct. autres communes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7067	Redev. services périscolaires et enseign	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74741	Participation communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74748	Participation autres communes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7584	Recouvr./créances admises en non valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		**3 860 366,67**	**336 469,45**	**0,00**	**140 815,31**	**0,00**	**0,00**	**18 752 703,96**
6042	Achats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	60 133,00	0,00	0,00	70 233,00
60613	Chauffage urbain	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	118 133,89
60621	Combustibles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	540,00
60623	Alimentation	20 098,14	0,00	0,00	15 069,45	0,00	0,00	35 167,59
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	2 915,74	0,00	0,00	46 843,44
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 669,13
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	17 703,03	0,00	0,00	88 184,55
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 287,19
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	911,88
6067	Fournitures scolaires	0,00	0,00	0,00	33 610,66	0,00	0,00	211 844,39
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	1 109,69	0,00	0,00	8 939,77
611	Contrats de prestations de services	1 300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 300 000,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 658,56
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 804,45
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	401 985,48
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 373,78
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 968,80
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	719,00
6183	Frais de formation (personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	456,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	125,90	0,00	0,00	839,66
62268	Autres honoraires, conseils	9 103,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 873,60
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 304,68
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 160,00
627	Services bancaires et assimilés	330,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	330,05
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 248 242,68
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 737,43
6288	Autres services extérieurs	3 544,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 167,42
6331	Versement mobilité	39 503,42	5 370,22	0,00	208,50	0,00	0,00	221 829,34
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	6 695,64	910,28	0,00	35,33	0,00	0,00	37 597,74
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	18 745,71	2 547,80	0,00	98,95	0,00	0,00	105 306,98
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	181 322,41	0,00	0,00	0,00	0,00	4 689 475,63
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	8 644,33	0,00	0,00	0,00	0,00	193 949,28

Article / compte nature (1)	Libellé	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
64113	NBI	0,00	1 692,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 235,77
64118	Autres indemnités	9 740,25	47 221,46	0,00	0,00	0,00	0,00	1 063 003,29
64131	Rémunérations	1 862,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	805 194,15
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 091,04
6414	Personnel rémunéré à la vacation	1 354 796,62	0,00	0,00	7 089,57	0,00	0,00	2 475 991,64
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	402 913,57	27 542,64	0,00	2 129,11	0,00	0,00	1 650 501,52
6453	Cotisations aux caisses de retraites	57 314,25	57 589,55	0,00	300,13	0,00	0,00	1 487 713,70
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	54 228,05	0,00	0,00	286,25	0,00	0,00	116 126,88
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	721,42	0,00	0,00	0,00	0,00	16 412,25
6472	Prestations familiales directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 729,45
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	2 907,34	0,00	0,00	0,00	0,00	129 810,79
65132	Prix	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 074,80
65573	Indemnité de logement des instituteurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	433,04
657341	Subv. fonct. communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 172,40
657348	Subv. fonct. autres communes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 049,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	313 755,00
65888	Autres	575 291,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	575 291,86
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	6 197,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 581,99
RECETTES		**596 059,84**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 239 413,94**
7067	Redev. services périscolaires et enseign	17 322,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	595 089,34
70878	Remb. frais par des tiers	98 575,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	98 575,95
74718	Autres participations Etat	322,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	322,70
74741	Participation communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 513,60
74748	Participation autres communes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 980,96
752	Revenus des immeubles	7 122,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 122,00
7584	Recouvr./créances admises en non valeur	329,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	329,39
75888	Autres	472 387,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	503 480,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		**3 623 517,17**	**2 003 228,46**	**17 172,43**	**3 467 380,15**	**871 673,64**	**0,00**	**550 761,94**	**172 984,68**	**0,00**
6037	Variat. stocks march., terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	33 642,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6042	Achats de prestations de services	0,00	68 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	922,97	0,00	129,16	28,96	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	5 138,06	0,00	388,81	4 316,33	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	256,94	0,00	1 151,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	2 722,72	0,00	874,88	266,51	0,00	0,00	3 712,84	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	104,90	1 971,21	0,00	2 077,20	326,50	0,00	0,00	0,00	0,00
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	0,00	0,00	0,00	262 359,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	12 443,56	0,00	14 233,83	5 001,15	0,00	0,00	0,00	0,00
6078	Autres marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	3 777,84	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	410 319,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 203,22	0,00	0,00
61351	Matériel roulant	205,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	0,00	17 519,70	0,00	0,00	156,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	12 017,59	15 410,79	59 750,34	17 940,75	0,00	446,40	16 230,55	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	403,60	0,00	220,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	1 127,06	2 200,66	6 832,66	0,00	0,00	26 080,82	0,00
6168	Autres primes d'assurance	0,00	0,00	0,00	0,00	54,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	3 612,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	2 095,89	0,00	0,00	174,56	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
6183	Frais de formation (personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	169,99	0,00	54,08	23 447,82	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	20 427,20	18 700,00	0,00	1 886,40	3 390,10	0,00	2 592,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	500,18	500,18	1 024,37	44 194,30	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	157 882,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	0,00	0,00	0,00	0,00	126 193,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6248	Divers	0,00	0,00	0,00	6 770,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	16,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	17,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	18 555,90	0,00	155 709,16	81 328,89	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 400,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	167 131,01	134,40	27 804,09	6 634,56	0,00	0,00	114 560,47	0,00
6331	Versement mobilité	11 996,62	16 549,13	0,00	47 296,04	8 141,89	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	2 033,28	2 804,74	0,00	8 016,49	1 379,87	0,00	0,00	0,00	0,00
6333	Particip. employeurs format. prof. cont.	0,00	0,00	0,00	103,13	382,18	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	5 690,55	7 852,52	0,00	22 446,96	3 864,71	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	28 618,58	0,00	2 204,26	657,65	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	344 448,63	370 026,07	0,00	1 343 329,81	187 871,36	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	12 870,37	11 782,47	0,00	48 346,81	5 734,30	0,00	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	6 284,75	2 677,44	0,00	12 990,74	3 709,88	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	135 675,80	122 276,50	0,00	390 417,56	62 905,84	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	52 346,08	40 902,87	0,00	155 363,94	11 729,58	0,00	0,00	0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	1 160,87	1 425,24	0,00	3 372,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6414	Personnel rémunéré à la vacation	4 259,68	171 000,08	0,00	130 434,13	88 295,14	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	70 262,72	115 325,88	0,00	288 819,29	59 452,19	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	113 093,23	124 511,54	0,00	430 439,99	65 091,13	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	2 351,84	8 211,44	0,00	11 875,62	5 301,96	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	1 374,35	1 422,13	0,00	5 852,31	3 021,64	0,00	0,00	0,00	0,00
6472	Prestations familiales directes	743,18	319,89	0,00	179,01	67,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	0,00	0,00	15,33	63,69	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
6478	Autres charges sociales diverses	8 624,92	6 673,50	0,00	25 410,52	2 392,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65132	Prix	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	2 829 563,00	74 097,00	0,00	0,00	0,00	0,00	271 476,32	0,00	0,00
65818	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	3 888,70	0,00	0,00	0,00	0,00
6583	Int. moratoires et pénalités sur marchés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	50,78	0,00	0,00	274 044,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	152,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**475 715,62**	**0,00**	**154 461,57**	**32 350,17**	**0,00**	**0,00**	**31 591,25**	**0,00**
6037	Variat. stocks march., terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	13 179,40	0,00	0,00	0,00	0,00
7062	Redevances services à caractère culturel	0,00	221 976,45	0,00	130 430,18	8 533,60	0,00	0,00	0,00	0,00
7078	Autres marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	9 998,67	0,00	0,00	0,00	0,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	0,00	45 315,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7473	Participation départements	0,00	4 500,00	0,00	22 512,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	638,50	0,00	0,00	31 591,25	0,00
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757	Subventions	0,00	103 792,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	0,00	87 347,74	0,00	1 519,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	2 782,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)					
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives
DEPENSES		**2 148 841,51**	**795 989,76**	**698 879,70**	**0,00**	**12 977,25**	**3 568,12**
6037	Variat. stocks march., terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6042	Achats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	154 563,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	3 650,77	1 093,76	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	1 598,68	1 676,53	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	4 520,67	1 057,97	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	242,13	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6078	Autres marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	2 292,00	0,00	900 852,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	110 961,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	13 657,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	696,65	21 473,48	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	177 726,59	58 188,15	63 027,70	0,00	10 569,07	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	85 594,67	598,96	0,00	0,00	0,00	0,00
6168	Autres primes d'assurance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	13 104,67	5 806,75	0,00	0,00	60,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6183	Frais de formation (personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	456,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	51 441,60	1 324,80	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	3 483,16	482,08	0,00	0,00	500,18	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6248	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)					
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage	4 730,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	395 246,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	781 574,76	1 706,28	0,00	0,00	1 392,00	0,00
6331	Versement mobilité	6 107,15	10 595,12	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	1 035,20	1 795,85	0,00	0,00	0,00	0,00
6333	Particip. employeurs format. prof. cont.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	2 897,19	5 034,77	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	106 163,20	328 302,47	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	3 326,81	15 298,93	0,00	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	2 538,03	8 850,83	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	34 244,32	109 771,51	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	93 496,03	40 781,01	0,00	0,00	0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	3 167,19	986,74	0,00	0,00	0,00	0,00
6414	Personnel rémunéré à la vacation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	45 778,55	60 548,02	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	39 056,01	107 439,70	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	3 892,68	1 670,74	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	433,57	1 302,21	0,00	0,00	0,00	0,00
6472	Prestations familiales directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	1 861,78	9 960,97	0,00	0,00	0,00	0,00
65132	Prix	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 568,12
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65818	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6583	Int. moratoires et pénalités sur marchés	0,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	0,00	0,00	-365 000,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	**58 950,10**	**1 664,10**	**187 940,00**	**0,00**	**2 315,40**	**0,00**
6037	Variat. stocks march., terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7062	Redevances services à caractère culturel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7078	Autres marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7473	Participation départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	58 950,10	1 664,10	0,00	0,00	2 315,40	0,00
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	62 350,00	0,00	0,00	0,00
757	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)					
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives
75888	Autres	0,00	0,00	125 590,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Action culturelle			34 Vie sociale et citoyenne		35 Plan de relance (crise sanitaire)	39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres			
DEPENSES		**752 000,82**	**0,00**	**10 825 046,70**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**25 944 022,33**
6037	Variat. stocks march., terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 642,00
6042	Achats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	68 000,00
60613	Chauffage urbain	16 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	171 063,72
60623	Alimentation	0,00	0,00	6 883,89	0,00	0,00	0,00	0,00	7 964,98
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	964,02	0,00	0,00	0,00	0,00	15 551,75
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	245,09	0,00	0,00	0,00	0,00	4 928,85
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	20 149,30	0,00	0,00	0,00	0,00	33 304,89
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	242,13
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	2 458,91	0,00	0,00	0,00	0,00	6 938,72
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	262 359,19
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	3 083,05	0,00	0,00	0,00	0,00	34 761,59
6078	Autres marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 777,84
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 313 463,13
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	113 164,73
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	205,20
61358	Autres	0,00	0,00	1 045,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 720,70
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 657,60
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	399,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 569,13
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	22 171,91	0,00	69 314,06	0,00	0,00	0,00	0,00	522 793,90
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	623,60
6156	Maintenance	482,32	0,00	2 593,63	0,00	0,00	0,00	0,00	125 510,78
6168	Autres primes d'assurance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	54,00
617	Etudes et recherches	366,00	0,00	19 608,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 557,42
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 270,45
6183	Frais de formation (personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	456,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	1 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 471,89
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	5 577,74	0,00	0,00	0,00	0,00	105 339,84
6228	Divers	3 483,16	0,00	4 011,71	0,00	0,00	0,00	0,00	58 179,32
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	157 882,99
6241	Transports de biens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	126 193,00

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Action culturelle			34 Vie sociale et citoyenne		35 Plan de relance (crise sanitaire)	39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres			
6248	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 770,40
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16,90
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17,00
6282	Frais de gardiennage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 730,64
6283	Frais de nettoyage des locaux	87 472,79	0,00	112 395,83	0,00	0,00	0,00	0,00	850 708,68
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 400,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	4 595,76	0,00	0,00	0,00	0,00	1 105 533,33
6331	Versement mobilité	9 556,07	0,00	15 463,12	0,00	0,00	0,00	0,00	125 705,14
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	1 619,73	0,00	2 620,94	0,00	0,00	0,00	0,00	21 306,10
6333	Particip. employeurs format. prof. cont.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	485,31
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	4 536,94	0,00	7 321,55	0,00	0,00	0,00	0,00	59 645,19
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 480,49
64111	Rémunération principale titulaires	330 751,71	0,00	468 530,46	0,00	0,00	0,00	0,00	3 479 423,71
64112	SFT, indemnité de résidence	13 222,07	0,00	23 055,21	0,00	0,00	0,00	0,00	133 636,97
64113	NBI	4 206,00	0,00	9 721,46	0,00	0,00	0,00	0,00	50 979,13
64118	Autres indemnités	95 905,10	0,00	159 129,55	0,00	0,00	0,00	0,00	1 110 326,18
64131	Rémunérations	0,00	0,00	39 961,63	0,00	0,00	0,00	0,00	434 581,14
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	859,27	0,00	0,00	0,00	0,00	10 971,47
6414	Personnel rémunéré à la vacation	0,00	0,00	31 341,85	0,00	0,00	0,00	0,00	425 330,88
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	49 010,93	0,00	89 644,42	0,00	0,00	0,00	0,00	778 842,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	104 583,98	0,00	155 008,64	0,00	0,00	0,00	0,00	1 139 224,22
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	2 783,19	0,00	0,00	0,00	0,00	36 087,47
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	1 306,50	0,00	1 806,76	0,00	0,00	0,00	0,00	16 519,47
6472	Prestations familiales directes	255,65	0,00	1 300,68	0,00	0,00	0,00	0,00	2 865,41
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	79,02
6478	Autres charges sociales diverses	6 278,59	0,00	8 211,98	0,00	0,00	0,00	0,00	69 414,26
65132	Prix	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 568,12
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	9 553 161,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 728 297,32
65818	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 888,70
6583	Int. moratoires et pénalités sur marchés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-90 905,22
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	291,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	443,56
RECETTES		**136 573,07**	**0,00**	**52 773,35**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 134 334,63**
6037	Variat. stocks march., terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 179,40
7062	Redevances services à caractère culturel	0,00	0,00	51 303,50	0,00	0,00	0,00	0,00	412 243,73
7078	Autres marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 998,67
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 315,76
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
7473	Participation départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 012,00

VILLE D'ISSY LES MOULINEAUX - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Action culturelle			34 Vie sociale et citoyenne		35 Plan de relance (crise sanitaire)	39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres			
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	95 159,35
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	62 350,00
757	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	103 792,85
75888	Autres	136 573,07	0,00	1 469,85	0,00	0,00	0,00	0,00	352 500,05
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 782,82

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**11 300,00**	**0,00**	**119 046,08**	**61 486,65**
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	4 419,20	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	1 337,56	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	1 492,28	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	1 113,20	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	411,65	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	12 391,75	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	189,14	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	1 440,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6183	Frais de formation (personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	1 009,88	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	16 461,22	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	78 780,20	0,00
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	534,18
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90,55
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	253,50
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 600,93
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 295,49
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 353,22
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	283,10
6414	Personnel rémunéré à la vacation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 462,94

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	944,02
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	668,72
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6472	Prestations familiales directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657362	Subv. fonct. CCAS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	11 300,00	0,00	0,00	6 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7066	Redevances services à caractère social	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74788	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		**2 561 987,18**	**2 000,00**	**2 000,00**	**1 800,00**	**0,00**	**16 235 142,84**	**0,00**	**0,00**
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	193 391,75	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	92,05	0,00	0,00	0,00	0,00	65 396,66	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	74,71	0,00	0,00	0,00	0,00	21 037,04	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	4,42	0,00	0,00	0,00	0,00	52 472,17	0,00	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 887,35	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 236,29	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 558 599,53	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 805,93	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	242 196,70	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 235,84	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 888,90	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 582,63	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 881,58	0,00	0,00
6183	Frais de formation (personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	456,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 823,60	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 911,30	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 675,00	0,00	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	789,60	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	376,93	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	160 829,38	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 546,65	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	192 266,73	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 586,46	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	91 297,41	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 311 269,58	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	236 734,55	0,00	0,00
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 523,26	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 350 669,54	0,00	0,00
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 104 784,63	0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	47 522,74	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
6414	Personnel rémunéré à la vacation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	176 466,67	0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38 188,58	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 182 492,74	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 715 967,33	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	53 276,08	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 871,56	0,00	0,00
6472	Prestations familiales directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 083,22	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	111 974,89	0,00	0,00
657362	Subv. fonct. CCAS	2 480 216,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	81 600,00	2 000,00	2 000,00	1 800,00	0,00	150 000,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	146,04	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 095 908,97**	**0,00**	**0,00**
7066	Redevances services à caractère social	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 202 966,21	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 953,88	0,00	0,00
74788	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 345 547,91	0,00	0,00
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00
757	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 419 647,97	0,00	0,00
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	114 793,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						45 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales		
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées					
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**281 101,52**	**2 659,98**	**14 000,00**	**171 213,00**	**0,00**	**19 463 737,25**
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	193 391,75
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	1 390,94	401,72	0,00	0,00	0,00	71 700,57
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	1 286,83	451,65	0,00	0,00	0,00	24 187,79
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	296,69	306,61	0,00	0,00	0,00	54 572,17
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 887,35
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	720,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 069,49
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 558 599,53
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 217,58
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	460,45	0,00	0,00	0,00	0,00	255 048,90
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 235,84
6156	Maintenance	0,00	0,00	189,14	0,00	0,00	0,00	0,00	3 267,18
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 022,63
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 881,58
6183	Frais de formation (personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	456,00
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 823,60
6228	Divers	0,00	0,00	2 482,80	0,00	0,00	0,00	0,00	8 403,98
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 675,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	789,60
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	376,93
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	13 824,67	0,00	0,00	0,00	0,00	191 115,27
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	89 326,85
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	192 800,91
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 677,01
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	91 550,91
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 312 870,51
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	236 734,55
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 523,26
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 379 965,03
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 121 137,85

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						45 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales		
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées					
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	47 805,84
6414	Personnel rémunéré à la vacation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	176 466,67
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38 188,58
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 187 955,68
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 716 911,35
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	53 944,80
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 871,56
6472	Prestations familiales directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 083,22
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	111 974,89
657362	Subv. fonct. CCAS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 480 216,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	260 450,00	1 500,00	14 000,00	171 213,00	0,00	701 863,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	146,04
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 095 908,97**
7066	Redevances services à caractère social	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 202 966,21
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 953,88
74788	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 345 547,91
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
757	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 419 647,97
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	114 793,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-3

FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	430 Services communs	431 APA à domicile	432 APA versée aux bénéf. en établissement	433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-4

FONCTION 4-4 – RSA / Régularisation de RMI

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs		51 Aménagement et services urbains						
		501 Services communs	502 Plan de relance (crise sanitaire)	510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**410 888,58**	**271 149,43**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**133 217,49**
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	853,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	7 920,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	262 940,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	288,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 880,00
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 594,40
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	121 743,09
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	6 786,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	1 150,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	3 217,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	129 035,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	7 649,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	0,00	0,00	2 888,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	45 780,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	0,00	0,00	106 827,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	1 973,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	50 131,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	44 801,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	4 127,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	500,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6472	Prestations familiales directes	0,00	0,00	2 041,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	0,00	3 124,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**395,98**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0,00	0,00	395,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**491,00**	**44 233,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	491,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	44 233,20	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6472	Prestations familiales directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 038 546,26**
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	853,14
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 920,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	262 940,47
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	779,96
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 880,00
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	49 827,60
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	121 743,09
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 586,16
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 624,86
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 546,24
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	222 680,85
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 400,63
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 577,81
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	73 401,01
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	106 827,60
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 973,31
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	64 492,43
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	74 817,15
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 127,20
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	873,93
6472	Prestations familiales directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 490,97
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 181,85
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**395,98**
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	395,98

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles			
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**46 419,84**	**143 127,69**	**0,00**	**0,00**	**21 000,00**	**642 106,42**
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 635,42
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	0,00	666,84	2 305,31	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	113,04	390,70	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	316,44	1 093,95	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	22 141,90	58 347,57	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	678,12	1 769,78	0,00	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	0,00	564,00	1 079,44	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	0,00	10 572,14	22 340,90	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	0,00	0,00	19 079,46	0,00	0,00	0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	470,42	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	3 420,24	14 709,25	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	7 138,92	19 452,31	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	777,09	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	88,20	231,52	0,00	0,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	720,00	1 079,99	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 000,00	633 471,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**29 145,94**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**200 000,00**
70323	Red. occupation dom. public	0,00	0,00	18 919,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	0,00	0,00	10 226,94	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.936

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	69 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**1 344,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**853 997,95**
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 635,42
6283	Frais de nettoyage des locaux	1 344,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 344,00
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 972,15
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	503,74
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 410,39
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 489,47
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 447,90
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 643,44
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 913,04
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 079,46
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	470,42
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 129,49
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 591,23
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	777,09
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	319,72
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 799,99
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	654 471,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**229 145,94**
70323	Red. occupation dom. public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 919,00
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 226,94
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.937

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		**246 332,85**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
60632	Fournitures de petit équipement	452,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	14 022,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	25 958,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	9 603,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	2 958,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	501,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	1 404,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	90 225,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	2 798,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	1 809,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	31 349,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	8 801,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	201,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	7 902,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	16 617,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	29 296,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	357,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	358,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6472	Prestations familiales directes	369,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	1 344,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**10 800,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**525 488,63**	**0,00**	**0,00**
738	Autres impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	525 488,63	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	10 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6472	Prestations familiales directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
738	Autres impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	79 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions					
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**29 500,00**	**0,00**	**275 832,85**
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	452,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 022,00
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 958,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 603,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 500,00	0,00	29 500,00
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 958,45
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	501,42
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 404,09
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90 225,76
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 798,61
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 809,72
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 349,79
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 801,89
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	201,62
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 902,71
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 617,59
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 296,29
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	357,50
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	358,57
6472	Prestations familiales directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	369,84
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 344,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**536 288,63**
738	Autres impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	525 488,63
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 800,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.938

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**156 451,42**	**804,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	804,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	156 451,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6472	Prestations familiales directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65818	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70323	Red. occupation dom. public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73174	Taxe locale sur la publicité extérieure	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6472	Prestations familiales directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65818	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70323	Red. occupation dom. public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73174	Taxe locale sur la publicité extérieure	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	849 Sécurité routière
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 322 021,82**	**0,00**	**36 841,11**	**0,00**
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	60 565,89	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	7 487,28	0,00	0,00	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	4 710,67	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	300,26	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	3 385,20	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	0,00	0,00	0,00	39 240,51	0,00	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	3 267,01	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	1 053,08	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	1 768,80	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	8 380,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	5 624,87	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	738,96	0,00	36 841,11	0,00
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	14 339,09	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	2 430,51	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	6 805,08	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	253,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	450 294,17	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	15 702,70	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	10 743,44	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	198 212,61	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	37 964,64	0,00	0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	748,79	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	78 855,54	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	143 588,04	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	1 537,90	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	1 749,56	0,00	0,00	0,00
6472	Prestations familiales directes	0,00	0,00	0,00	0,00	512,53	0,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	11 561,18	0,00	0,00	0,00
65818	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	18 848,83	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	114 116,58	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	849 Sécurité routière
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	77 235,10	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 460 675,00**	**0,00**	**222 135,00**	**0,00**
70323	Red. occupation dom. public	0,00	0,00	0,00	0,00	1 460 355,00	0,00	0,00	0,00
73174	Taxe locale sur la publicité extérieure	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	222 135,00	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	320,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	88 Plan de relance (crise sanitaire)	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures					
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 516 118,35**
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 565,89
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 487,28
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 710,67
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300,26
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 385,20
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	804,00
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 240,51
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 267,01
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 053,08
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 768,80
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	156 451,42
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 380,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 624,87
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 580,07
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 339,09
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 430,51
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 805,08
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	253,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	450 294,17
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 702,70
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 743,44
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	198 212,61
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 964,64
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	748,79
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	78 855,54
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	143 588,04
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 537,90
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 749,56
6472	Prestations familiales directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	512,53
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 561,18
65818	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 848,83

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	88 Plan de relance (crise sanitaire)	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures					
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	114 116,58
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	77 235,10
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 682 810,00**
70323	Red. occupation dom. public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 460 355,00
73174	Taxe locale sur la publicité extérieure	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	222 135,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	320,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**4 000 000,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					4 000 000,00									
5142753	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	08/11/2016	08/11/2016	22/09/2017	4 000 000,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**1 460 325,73**									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1681 Autres emprunts (total) (9)					**1 460 325,73**									
000489	Caisse Allocations Familiales	01/02/2002	01/02/2002	01/02/2003	217 239,85	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
000496	Caisse Allocations Familiales	10/02/2003	10/02/2003	10/02/2004	96 932,10	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
000497	Caisse Allocations Familiales	10/02/2003	10/02/2003	10/02/2004	115 247,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
000498	Caisse Allocations Familiales	03/04/2003	03/04/2003	03/04/2004	194 373,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
000500	Caisse Allocations Familiales	11/10/2004	11/10/2004	11/10/2005	302 171,84	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
000503	Caisse Allocations Familiales	29/07/2014	01/11/2015	01/11/2016	129 000,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	P	O	A-1
488	Caisse Allocations Familiales	01/09/2002	10/06/1994	10/06/1995	405 361,94	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**5 460 325,73**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**2 666 666,65**					**266 666,67**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		2 666 666,65					266 666,67	0,00	0,00	0,00
5142753	N	0,00	A-1	2 666 666,65	9,73	F	Taux fixe à 0 %	0,000	266 666,67	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**164 792,90**					**79 691,82**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		164 792,90					79 691,82	0,00	0,00	0,00
000489	N	0,00	A-1	10 862,04	0,08	F	Taux fixe à 0 %	0,000	10 861,99	0,00	0,00	0,00
000496	N	0,00	A-1	8 160,97	1,11	F	Taux fixe à 0 %	0,000	4 931,73	0,00	0,00	0,00
000497	N	0,00	A-1	11 567,00	1,11	F	Taux fixe à 0 %	0,000	5 760,00	0,00	0,00	0,00
000498	N	0,00	A-1	19 413,00	1,26	F	Taux fixe à 0 %	0,000	9 720,00	0,00	0,00	0,00
000500	N	0,00	A-1	42 921,84	2,78	F	Taux fixe à 0 %	0,000	15 250,00	0,00	0,00	0,00
000503	N	0,00	A-1	51 600,00	3,83	F	Taux fixe à 0 %	0,000	12 900,00	0,00	0,00	0,00
488	N	0,00	A-1	20 268,05	0,67	F	Taux fixe à 0 %	0,000	20 268,10	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**2 831 459,55**					**346 358,49**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

IV

B1.3

REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	B1.4

TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	8	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,01	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	2 831 459,55	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture								Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT	B1.6

REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinance-ment	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résidu-elle	Pério-dicité des rem-bour-se-ments (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					0,00	0,00							0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					0,00	0,00								0,00	0,00	0,00

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

IV – ANNEXES — IV

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N — B1.7

EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
						Contrat initial			Contrat renégocié										
				Contrat initial	Contrat renégocié	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.
- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME	B1.8

DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 31/12/N	Annuité payée au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.9

AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 500.00 €		2020-12-10
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	10	11/12/2003
L	SUBV EQUIP - BATIMENTS ET INSTALLATIONS	15	11/12/2003
L	MATERIEL DIVERS	7	11/12/2003
L	LOGICIEL	2	11/12/2003
L	AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DE TERRAINS	15	11/12/2003
L	INSTALLATIONS DE VOIRIE	15	11/12/2003
L	AUTRES INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNI	10	11/12/2003
L	RESEAUX D'ADDUCTION D'EAU	15	11/12/2003
L	RESEAUX CABLES	15	11/12/2003
L	MOBILIER	12	11/12/2003
L	AUTRES RESEAUX	15	11/12/2003
L	AUTRE MATERIEL OUTILLAGE INCENDIE DEFENSE CIVILE	10	11/12/2003
L	AUTRE MATERIEL ET OUTILLAGE DE VOIRIE	10	11/12/2003
L	INSTALLATIONS GENERALES AGENC ET AMENAG DIVERS	15	11/12/2003
L	MATERIEL DE TRANSPORT	8	11/12/2003
L	MATERIEL DE BUREAU	7	11/12/2003
L	EQUIP.MAT.SPORTIF CULT.SOCIAL EDUC RESTAUR.SANTE	10	11/12/2003
L	MATERIEL OUTILLAGE TECHNIQUE	10	11/12/2003
L	AMENAG.INSTAL.EQUIP.INCORPORES AUX BATIMENTS	15	11/12/2003
L	MATERIEL BUREAU ET MOBILIER SCOLAIRE	12	10/12/2020
L	MATERIEL AUDIOVISUEL,INFORMATIQUE,TELECOM.	5	10/12/2020
L	MATERIEL INFORMATIQUE SCOLAIRE	5	10/12/2020
L	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	10	10/12/2020
L	SUBV EQUIP - BATIMENTS ET INSTALLATIONS	15	10/12/2020
L	MATERIEL DIVERS	10	10/12/2020
L	LOGICIEL	2	10/12/2020
L	AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DE TERRAINS	15	10/12/2020
L	INSTALLATIONS DE VOIRIE	15	10/12/2020
L	AUTRES INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNI	10	10/12/2020
L	RESEAUX D'ADDUCTION D'EAU	15	10/12/2020
L	RESEAUX CABLES	15	10/12/2020

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	AUTRE MATERIEL DE BUREAU ET MOBILIER	10	10/12/2020
L	AUTRES RESEAUX	15	10/12/2020
L	AUTRE MATERIEL OUTILLAGE INCENDIE DEFENSE CIVILE	10	10/12/2020
L	AUTRE MATERIEL ET OUTILLAGE DE VOIRIE	10	10/12/2020
L	INSTALLATIONS GENERALES AGENC ET AMENAG DIVERS	15	10/12/2020
L	MATERIEL BUREAU ET MOBILIER SCOLAIRE	10	10/12/2020
L	MATERIEL DE TRANSPORT	8	10/12/2020
L	MATERIEL AUDIOVISUEL,INFORMATIQUE,TELECOM.	5	10/12/2020
L	MATERIEL INFORMATIQUE SCOLAIRE	5	10/12/2020
L	EQUIP.MAT.SPORTIF CULT.SOCIAL EDUC RESTAUR.SANTE	10	10/12/2020
L	MATERIEL OUTILLAGE TECHNIQUE	10	10/12/2020
L	AMENAGEMENTS INSTALLATIONS	15	10/12/2020

IV – ANNEXES — IV

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES — B3.1

PROVISIONS CONSTITUEES AU 31/12/N

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		**0,00**	**1 487 009,41**	**1 196 914,00**	**290 095,41**
Provisions pour litiges		**0,00**	**1 487 009,41**	**1 196 914,00**	**290 095,41**
Reprise de provision contentieux Frances Rives	05/07/2018	0,00	912 000,00	912 000,00	0,00
Risque exécution crise sanitaire	01/01/2021	0,00	500 000,00	284 914,00	215 086,00
Créances irrécouvrables	14/10/2021	0,00	75 009,41	0,00	75 009,41
Provisions pour pertes de change		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d'emprunt		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres provisions pour risques		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (3)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des immobilisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des stocks et encours		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes financiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des provisions semi-budgétaires		**0,00**	**1 487 009,41**	**1 196 914,00**	**290 095,41**
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour litiges		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour pertes de change		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d'emprunt		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres provisions pour risques		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (3)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des immobilisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des stocks et encours		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes financiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des provisions budgétaires		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

VILLE D'ISSY LES MOULINEAUX - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
TOTAL PROVISIONS		**0,00**	**1 487 009,41**	**1 196 914,00**	**290 095,41**

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETALEMENT DES PROVISIONS	B3.2

ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité.

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	B4

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

N° opération : 101	Intitulé de l'opération : DEPENSES					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**0,00**	**50 000,00**	**0,00**	**0,00**	**50 000,00**	**0,00**
45 DEPENSES (2)	0,00	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**50 000,00**	**0,00**	**0,00**	**50 000,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 2	Intitulé de l'opération : TRAVAUX EXECUTES D'OFFICE RECETTES					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45412 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 201	Intitulé de l'opération : RECETTES					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**50 000,00**	**0,00**	**0,00**	**50 000,00**	**0,00**
45 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**50 000,00**	**0,00**	**0,00**	**50 000,00**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PRETS	B6

Prêts (compte 274)

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 31/12/N	Montant de l'annuité recouvré		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00	0,00	0,00
Non assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00		

IV – ANNEXES — IV

B – ANNEXES PATRIMONIALES – EMPRUNTS GARANTIS — B7.1

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**3 875 000,00**	**2 604 860,98**											**60 934,40**	**258 333,36**
ASS HOPITAL SUISSE DE PARIS	2014	C		CE	3 875 000,00	2 604 860,98	10,07	M	F	Euribor 1M + 0.8	0,821	V	Taux fixe à 2.22 %	2,214	A-1	EUR	60 934,40	258 333,36
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**5 756 480,23**	**2 196 995,99**											**38 669,66**	**346 253,13**
ADEF	2009	P		CDC	2 175 076,06	0,00	0,00	A	V	Livret A + 1.3	2,550	V	Livret A + 1.3	8,573	A-1	EUR	19 417,26	225 869,81
PAPILLONS BLANCS DES RIVES SEINE	2010	P		CDC	3 581 404,17	2 196 995,99	18,00	A	F	Taux fixe à 0.85 %	0,849	F	Taux fixe à 0.85 %	0,845	A-1	EUR	19 252,40	120 383,32
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					**130 258 599,63**	**95 339 451,32**											**1 723 248,25**	**6 667 540,27**
1001 VIES HABITAT	2018	P		CDC	3 266 116,27	2 883 124,03	23,17	A	V	Livret A + 1.2	1,950	V	Livret A + 1.2	1,696	A-1	EUR	51 252,11	131 706,13
1001 VIES HABITAT	2018	P		CDC	682 814,84	600 088,24	23,17	A	V	Livret A + 0.8	1,550	V	Livret A + 0.8	1,297	A-1	EUR	8 169,76	28 355,06
ANTIN RESIDENCES	2001	P		CDC	4 274 640,74	2 503 203,97	17,33	A	V	Livret A + 1.2	3,450	V	Livret A + 1.2	1,695	A-1	EUR	44 561,08	118 036,16
ANTIN RESIDENCES	2004	P		CDC	930 980,03	747 898,63	32,33	A	V	Livret A + 1.2	3,450	V	Livret A + 1.2	1,695	A-1	EUR	12 999,87	16 799,34
ANTIN RESIDENCES	2007	P		CDC	1 901 224,46	1 016 745,27	8,35	A	V	Livret A + 1.2	4,200	V	Livret A + 1.2	1,695	A-1	EUR	18 755,03	86 491,59

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
ANTIN RESIDENCES	2010	P	EHPAD Sainte Lucie	CDC	189 927,00	56 290,70	3,08	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	769,81	13 691,98
AXIMO	2013	P	18-22 bld Garibaldi	CDC	4 228 826,00	3 442 405,61	26,58	A	V	Livret A + 0.6	2,350	V	Livret A + 0.6	2,344	A-1	EUR	83 457,91	108 995,00
AXIMO	2019	P		CDC	5 234 012,25	4 389 962,99	10,33	A	V	Livret A + 0.94	1,690	V	Livret A + 0.94	1,437	A-1	EUR	69 347,90	425 863,69
AXIMO	2019	P		CDC	1 704 655,40	1 468 033,51	12,33	A	F	Taux fixe à 1.27 %	1,270	F	Taux fixe à 1.27 %	1,267	A-1	EUR	20 141,19	117 886,76
BATIGERE EN ILE DE FRANCE	2016	P		CDC	3 790 387,93	2 964 601,45	14,75	S	V	Inflation Livret A + 1.05	0,632	V	Inflation Livret A + 1.05	1,222	A-1	EUR	26 725,98	184 582,79
DOMAXIS	1999	P		CDC	4 398 928,21	1 517 667,79	7,08	A	V	Livret A + 1.3	4,300	V	Livret A + 1.3	1,795	A-1	EUR	30 784,01	192 554,92
DOMAXIS	1999	P		CDC	145 804,10	50 674,47	7,08	A	V	Livret A + 0.8	3,800	V	Livret A + 0.8	1,296	A-1	EUR	742,16	6 414,60
EFIDIS SA d'HLM	1988	P		CDC	442 179,90	84 685,71	3,25	A	V	Livret A + 0.52	4,944	V	Livret A + 0.52	1,017	A-1	EUR	1 085,13	21 699,79
EMMAUS Habitat	2003	P		CDC	90 491,26	62 854,58	31,58	A	V	Livret A + 0.7	2,950	V	Livret A + 0.7	1,197	A-1	EUR	782,79	2 377,74
EMMAUS Habitat	2000	P		CDC	556 660,32	227 221,20	10,33	A	V	Livret A + 0.8	3,050	V	Livret A + 0.8	1,296	A-1	EUR	3 236,09	21 708,69
EMMAUS Habitat	2012	P		CDC	147 985,00	120 940,02	30,33	A	V	Livret A + (-0.2)	2,050	V	Livret A + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	373,97	3 717,39
EMMAUS Habitat	2019	P		CDC	740 396,99	621 732,74	10,33	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	10 224,64	59 910,18
EMMAUS Habitat	2019	P		CDC	544 597,80	473 924,15	16,58	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	7 473,62	24 317,05
EMMAUS Habitat	2019	P		CDC	369 600,93	345 609,98	31,58	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	5 309,68	8 368,56
HLM Residences-Le LOG	1988			CDC	856 684,20	45 202,58	0,58	A	V	Livret A + 0.47	4,944	V	Livret A + 0.47	0,967	A-1	EUR	881,20	45 643,09
HLM Residences-Le LOG	1987			CDC	1 976 958,86	0,00	0,00	A	V	Livret A + 0.47	4,944	V	Livret A + 0.47	0,967	A-1	EUR	1 051,60	108 412,18
HLM Residences-Le LOG	1988			CDC	856 685,42	45 202,65	0,75	A	V	Livret A + 0.47	4,944	V	Livret A + 0.47	0,967	A-1	EUR	881,20	45 643,15
HLM Residences-Le LOG	1988			CDC	1 647 463,17	88 420,40	0,25	A	V	Livret A + 0.47	4,944	V	Livret A + 0.47	0,967	A-1	EUR	1 723,71	89 282,05
IMMOBILIERE 3F	1997	P		CDC	149 076,85	40 640,77	7,58	A	V	Livret A + 0.8	4,300	V	Livret A + 0.8	1,296	A-1	EUR	599,98	5 511,30
IMMOBILIERE 3F	2004	P		CDC	72 363,00	56 410,20	32,83	A	V	Livret A + 0.7	2,950	V	Livret A + 0.7	1,197	A-1	EUR	693,56	1 386,69
IMMOBILIERE 3F	2004	P		CDC	190 561,00	117 100,63	17,83	A	V	Livret A + 0.7	2,950	V	Livret A + 0.7	1,197	A-1	EUR	1 474,78	5 797,49
IMMOBILIERE 3F	2006	P		CDC	2 532 277,14	904 190,40	7,83	A	V	Livret A + 1.2	3,950	V	Livret A + 1.2	1,695	A-1	EUR	17 424,46	120 777,80
IMMOBILIERE 3F	2007	P		CDC	1 278 323,64	1 066 791,06	32,83	S	V	Inflation INSEE hors tabac	1,100	V	Inflation INSEE hors tabac	1,070	A-2	EUR	6 505,93	23 318,65

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
IMMOBILIERE 3F	2007	P		CDC	3 656 922,58	2 483 275,35	17,83	S	V	Inflation INSEE hors tabac	1,100	V	Inflation INSEE hors tabac	2,428	A-2	EUR	62 573,76	115 394,22
IMMOBILIERE 3F	2019	P		CDC	1 156 921,18	930 218,85	12,17	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	15 102,16	76 591,79
O P H SEINE OUEST HABITAT	2020	P		BANQUE POSTALE	4 955 000,00	4 812 850,24	28,96	T	F	Taux fixe à 1.01 %	1,014	F	Taux fixe à 1.01 %	1,007	A-1	EUR	53 122,63	142 149,76
OPDHLM Dept Haut de Seine	2011	P		CDC	9 298 089,93	2 839 769,99	3,42	T	F	Taux fixe à 0.71 %	2,860	F	Taux fixe à 0.71 %	2,822	A-1	EUR	93 870,98	761 199,67
OPDHLM Dept Haut de Seine	1994	P		CDC	381 031,12	134 601,10	7,00	A	V	Livret A + 1.2	5,800	V	Livret A + 1.2	1,695	A-1	EUR	2 940,50	16 193,87
OPDHLM Dept Haut de Seine	2016	P		CDC	132 129,65	78 878,32	5,58	A	F	Taux fixe à 3.89 %	3,890	F	Taux fixe à 3.89 %	3,881	A-1	EUR	3 514,87	11 478,25
OPHLM Arc de Seine Habitat	2018	P		CDC	16 843,22	9 657,36	3,00	A	V	Livret A + 1.3	2,050	V	Livret A + 1.3	1,795	A-1	EUR	247,16	2 399,34
OPHLM Arc de Seine Habitat	2018	P		CDC	16 934,19	11 366,63	5,17	A	V	Livret A + 1.2	1,950	V	Livret A + 1.2	1,697	A-1	EUR	225,28	1 884,96
OSICA	1999	P		CDC	941 892,11	0,00	0,00	A	V	Livret A + 1.3	3,800	V	Livret A + 1.3	1,795	A-1	EUR	1 214,76	67 486,89
OSICA	1999	P		CDC	1 813 142,48	0,00	0,00	A	V	Livret A + 1.3	3,800	V	Livret A + 1.3	1,795	A-1	EUR	2 338,42	129 912,26
OSICA	1999	P		CDC	107 427,00	0,00	0,00	A	V	Livret A + 1.3	3,800	V	Livret A + 1.3	1,795	A-1	EUR	137,55	7 641,57
OSICA	1999	P		CDC	923 924,63	0,00	0,00	A	V	Livret A + 1.3	3,800	V	Livret A + 1.3	1,795	A-1	EUR	1 174,92	65 273,36
OSICA	2018	P		CDC	5 173 600,19	4 502 970,12	19,00	A	V	Livret A + 1.2	1,950	V	Livret A + 1.2	1,695	A-1	EUR	92 161,12	223 240,98
SEMADS	2018	P		CREDIT AGRICOLE	4 500 000,00	4 369 956,02	23,08	A	F	Taux fixe à 2.6 %	2,626	F	Taux fixe à 2.6 %	2,593	A-1	EUR	117 000,00	130 043,98
SEMADS	2018	P		ARKEA	4 500 000,00	4 369 956,02	23,08	A	F	(Moyenne Euribor 3M + 0.6)-Floor 0 sur Moyenne Euribor 3M	0,610	V	Taux fixe à 2.6 %	2,593	A-1	EUR	117 000,00	130 043,98
SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE SEINE OUEST HABITAT ET PA	2020			CDC	299 857,74	149 201,89	0,25	A	V	Livret A + 0.476362949	0,976	V	Livret A + 0.476362949	2,137	A-1	EUR	2 927,70	150 655,85
SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE SEINE OUEST HABITAT ET PA	2020			CDC	42 400,17	21 097,29	0,50	A	V	Livret A + 0.476362949	0,976	V	Livret A + 0.476362949	1,622	A-1	EUR	413,98	21 302,88
SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE SEINE OUEST HABITAT ET PA	2020			CDC	244 964,33	162 506,35	1,08	A	V	Livret A + 0.476362949	0,976	V	Livret A + 0.476362949	2,012	A-1	EUR	2 391,74	82 457,98

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE SEINE OUEST HABITAT ET PA	2020	P		CDC	**70 411,48**	**65 489,14**	14,67	A	V	Livret A + 0.7	1,200	V	Livret A + 0.7	1,601	A-1	EUR	844,94	4 922,34
SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE SEINE OUEST HABITAT ET PA	2020	P		CDC	107 444,83	100 314,60	15,33	A	V	Livret A + 0.7	1,200	V	Livret A + 0.7	2,024	A-1	EUR	1 289,34	7 130,23
SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE SEINE OUEST HABITAT ET PA	2020	P		CDC	88 113,42	83 698,69	16,25	A	V	Livret A + 0.7	1,200	V	Livret A + 0.7	2,118	A-1	EUR	1 057,36	4 414,73
SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE SEINE OUEST HABITAT ET PA	2020	P		CDC	48 791,40	46 346,82	16,42	A	V	Livret A + 0.7	1,200	V	Livret A + 0.7	1,910	A-1	EUR	585,50	2 444,58
SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE SEINE OUEST HABITAT ET PA	2020	P		CDC	280 091,51	266 878,70	17,08	A	V	Livret A + 0.7	1,200	V	Livret A + 0.7	2,306	A-1	EUR	3 361,10	13 212,81
SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE SEINE OUEST HABITAT ET PA	2020	P		CDC	107 268,76	102 491,26	18,25	A	V	Livret A + 0.7	1,200	V	Livret A + 0.7	2,114	A-1	EUR	1 287,23	4 777,50
SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE SEINE OUEST HABITAT ET PA	2020	P		CDC	55 700,96	44 485,06	3,00	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	974,77	11 215,90
SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE SEINE OUEST HABITAT ET PA	2020	P		CDC	1 694 410,02	1 517 732,87	8,92	A	V	Livret A + 1	1,500	V	Livret A + 1	1,618	A-1	EUR	25 416,15	176 677,15

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE SEINE OUEST HABITAT ET PA	2020	P		CDC	2 306 283,32	2 144 289,16	11,25	A	V	Livret A + 1	1,500	V	Livret A + 1	2,667	A-1	EUR	34 594,25	161 994,16
SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE SEINE OUEST HABITAT ET PA	2020	P		CDC	1 669 442,22	1 626 747,41	29,25	A	V	Livret A + 1	1,500	V	Livret A + 1	2,626	A-1	EUR	25 041,63	42 694,81
SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE SEINE OUEST HABITAT ET PA	2020	P		CDC	733 729,59	692 813,10	14,67	A	V	Livret A + 1	1,500	V	Livret A + 1	1,999	A-1	EUR	11 005,94	40 916,49
SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE SEINE OUEST HABITAT ET PA	2020	P		CDC	60 056,40	58 520,50	29,67	A	V	Livret A + 1	1,500	V	Livret A + 1	1,994	A-1	EUR	900,85	1 535,90
SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE SEINE OUEST HABITAT ET PA	2020	P		CDC	1 322 061,50	1 234 388,33	15,33	A	V	Livret A + 1	1,500	V	Livret A + 1	2,530	A-1	EUR	19 830,92	87 673,17
SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE SEINE OUEST HABITAT ET PA	2020	P		CDC	357 504,00	342 883,90	30,33	A	V	Livret A + 1	1,500	V	Livret A + 1	2,512	A-1	EUR	5 362,56	14 620,10
SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE SEINE OUEST HABITAT ET PA	2020	P		CDC	1 248 407,65	1 187 478,13	16,25	A	V	Livret A + 1	1,500	V	Livret A + 1	2,647	A-1	EUR	18 726,11	60 929,52
SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE SEINE OUEST HABITAT ET PA	2020	P		CDC	407 169,60	397 543,52	31,25	A	V	Livret A + 1	1,500	V	Livret A + 1	2,625	A-1	EUR	6 107,54	9 626,08

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE SEINE OUEST HABITAT ET PA	2020	P		CDC	524 315,10	498 725,50	16,42	A	V	Livret A + 1	1,500	V	Livret A + 1	2,387	A-1	EUR	7 864,73	25 589,60
SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE SEINE OUEST HABITAT ET PA	2020	P		CDC	230 454,40	225 006,13	31,42	A	V	Livret A + 1	1,500	V	Livret A + 1	2,373	A-1	EUR	3 456,82	5 448,27
SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE SEINE OUEST HABITAT ET PA	2020	P		CDC	3 596 876,97	3 431 857,75	17,08	A	V	Livret A + 1	1,500	V	Livret A + 1	2,880	A-1	EUR	53 953,15	165 019,22
SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE SEINE OUEST HABITAT ET PA	2020	P		CDC	1 793 422,37	1 752 600,70	32,08	A	V	Livret A + 1	1,500	V	Livret A + 1	2,851	A-1	EUR	26 901,34	40 821,67
SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE SEINE OUEST HABITAT ET PA	2020	P		CDC	1 208 131,87	1 155 368,92	18,25	A	V	Livret A + 0.9	1,400	V	Livret A + 0.9	2,466	A-1	EUR	16 913,85	52 762,95
SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE SEINE OUEST HABITAT ET PA	2020	P		CDC	409 620,56	400 471,10	33,25	A	V	Livret A + 0.9	1,400	V	Livret A + 0.9	2,449	A-1	EUR	5 734,69	9 149,46
SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE SEINE OUEST HABITAT ET PA	2020	P		CDC	302 457,49	280 369,99	12,83	A	V	Livret A + 0.8	1,300	V	Livret A + 0.8	1,511	A-1	EUR	3 931,95	22 087,50
SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE SEINE OUEST HABITAT ET PA	2020	P		CDC	154 735,36	143 785,08	13,42	A	V	Livret A + 0.8	1,300	V	Livret A + 0.8	2,079	A-1	EUR	2 011,56	10 950,28

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE SEINE OUEST HABITAT ET PA	2020	P		CDC	210 547,63	195 909,92	14,83	A	V	Livret A + 0.8	1,300	V	Livret A + 0.8	1,511	A-1	EUR	2 737,12	14 637,71
SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE SEINE OUEST HABITAT ET PA	2020	P		CDC	513 878,34	477 468,93	13,92	A	V	Livret A + 0.8	1,300	V	Livret A + 0.8	1,402	A-1	EUR	6 680,42	36 409,41
SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE SEINE OUEST HABITAT ET PA	2020	P		CDC	104 435,62	98 076,19	15,00	A	V	Livret A + 0.8	1,550	V	Livret A + 0.8	1,296	A-1	EUR	1 618,75	6 359,43
SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE SEINE OUEST HABITAT ET PA	2020	P		CDC	90 726,48	84 992,09	15,58	A	V	Livret A + 0.8	1,300	V	Livret A + 0.8	1,847	A-1	EUR	1 179,44	5 734,39
SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE SEINE OUEST HABITAT ET PA	2020	P		CDC	1 137 200,25	1 070 359,67	16,25	A	V	Livret A + 0.8	1,300	V	Livret A + 0.8	2,302	A-1	EUR	14 783,60	66 840,58
SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE SEINE OUEST HABITAT ET PA	2020	P		CDC	235 833,33	220 923,69	16,25	A	V	Livret A + 0.7	1,200	V	Livret A + 0.7	2,128	A-1	EUR	2 830,00	14 909,64
SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE SEINE OUEST HABITAT ET PA	2020	P		CDC	126 766,19	112 162,00	7,83	A	V	Livret A + 1	1,500	V	Livret A + 1	1,746	A-1	EUR	1 901,49	14 604,19
SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE SEINE OUEST HABITAT ET PA	2020	P		CDC	283 436,02	258 531,32	10,17	A	V	Livret A + 1	1,500	V	Livret A + 1	2,819	A-1	EUR	4 251,54	24 904,70

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE SEINE OUEST HABITAT ET PA	2020	P		CDC	144 749,20	132 030,51	10,42	A	V	Livret A + 1	1,500	V	Livret A + 1	2,408	A-1	EUR	2 171,24	12 718,69
SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE SEINE OUEST HABITAT ET PA	2020	P		CDC	2 895 753,61	2 659 481,28	11,42	A	V	Livret A + 1	1,500	V	Livret A + 1	2,405	A-1	EUR	43 436,30	236 272,33
SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE SEINE OUEST HABITAT ET PA	2020	P		CDC	104 556,37	95 604,21	10,00	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	1 829,74	8 952,16
SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE SEINE OUEST HABITAT ET PA	2020	P		CDC	1 246 598,34	1 144 885,03	11,92	A	V	Livret A + 1	1,500	V	Livret A + 1	1,617	A-1	EUR	18 698,98	101 713,31
SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE SEINE OUEST HABITAT ET PA	2020	P		CDC	1 478 295,52	1 365 711,47	12,92	A	V	Livret A + 1	1,500	V	Livret A + 1	1,617	A-1	EUR	22 174,43	112 584,05
SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE SEINE OUEST HABITAT ET PA	2020	P		CDC	570 300,65	529 510,17	13,42	A	V	Livret A + 1	1,500	V	Livret A + 1	2,399	A-1	EUR	8 554,51	40 790,48
SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE SEINE OUEST HABITAT ET PA	2020	P		CDC	874 613,03	812 056,76	13,92	A	V	Livret A + 1	1,500	V	Livret A + 1	1,617	A-1	EUR	13 119,20	62 556,27
SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE SEINE OUEST HABITAT ET PA	2020	P		CDC	285 617,49	267 328,55	15,58	A	V	Livret A + 1	1,500	V	Livret A + 1	2,131	A-1	EUR	4 284,26	18 288,94

VILLE D'ISSY LES MOULINEAUX - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE SEINE OUEST HABITAT ET PA	2020	P		CDC	3 374 112,48	3 172 933,57	16,25	A	V	Livret A + 1	1,500	V	Livret A + 1	2,657	A-1	EUR	50 611,69	201 178,91
SOFILOGIS SA	2007	P		CDC	1 999 903,78	1 235 199,53	14,82	A	V	Livret A + 1.2	4,200	V	Livret A + 1.2	1,695	A-1	EUR	22 218,44	71 767,37
SOFILOGIS SA	2007	P		CDC	481 748,55	255 424,64	14,71	A	V	Livret A + 0.8	3,800	V	Livret A + 0.8	1,296	A-1	EUR	3 568,62	19 084,44
VILOGIA	2013	P		CDC	1 050 000,00	510 646,28	6,00	A	V	Livret A	2,250	V	Livret A	2,244	A-1	EUR	13 082,40	70 793,50
VILOGIA	2013	P		CDC	522 852,00	378 848,01	16,00	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	2,842	A-1	EUR	11 358,88	19 709,04
VILOGIA	2019	P		CDC	4 893 519,33	4 496 514,24	18,00	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,396	A-1	EUR	77 494,58	200 126,79
VILOGIA	2019	P		CDC	1 848 024,78	1 784 402,93	38,00	A	V	Livret A + 0.95	1,700	V	Livret A + 0.95	1,446	A-1	EUR	30 880,19	32 079,04
VILOGIA	2019	P		CDC	5 646 526,63	5 362 234,71	28,00	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,396	A-1	EUR	90 841,47	143 309,07
TOTAL GENERAL					**139 890 079,86**	**100 141 308,29**											**1 822 852,31**	**7 272 126,76**

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES

B – ANNEXES PATRIMONIALES – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

IV

B7.2

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties échues dans l'exercice (2)	A	704 190,53
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	346 358,49
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**1 050 549,02**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**171 562 786,01**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	**I / II**	**0,61**

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-4 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS	B8.1.1

LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
TOTAL GENERAL	**59 628 769,33**	
Personnes de droit privé	**15 535 140,50**	
Associations	**15 093 128,00**	
1 2 3 POUR RESTER CHEZ SOI	68 000,00	
ACADEMIE DIOMEDE	22 000,00	Billancourt-Mimoun-Halle C. Guillaume-G. Voisin-Palais des Sports - MAD annuelle
ACCUEIL A L'ENFANT	1 800,00	
ACCUEIL ET ACCOMPAGNEMENT AUTOUR DE LA NAISSANCE (A3N)	2 000,00	Espace Andrée Chedid - Maison Corentin Celton - MAD annuelle
ACCUEIL LOISIRS CULTURE (ALC)	500,00	Séminaire Saint Sulpice - MAD annuelle
AEROCLUB « LES ALCYONS » D'ISSY LES MOULINEAUX	5 000,00	
AGRUPACION DE LENGUA Y CULTURA ESPANOLAS DE PARIS (ALCE DE PARIS)	0,00	Maison des Hauts d'Issy - MAD annuelle
AISDS	0,00	Matisse - J Goddet - MAD annuelle
ALMASS	0,00	Halle des Epinettes - MAD annuelle
AMICALE DES MEDECINS D'ISSY-LES-MOULINEAUX	7 000,00	
AMICALE DES PARENTS INDEPENDANTS	300,00	
APF FRANCE HANDICAP	800,00	
ARC CLUB SPORTIF D'ISSY-LES-MOULINEAUX	34 000,00	Palais des Sports -MAD annuelle
ARC DE SCENE	0,00	Halle des Epinettes - Le Temps des Cerises - MAD annuelle
ARCOLE - SECTION BOXE FRANCAISE SAVATE	3 000,00	Agora - Le Colombier - Les Chartreux - MAD annuelle
ART'BRE BONSAI	0,00	Séminaire Saint Sulpice - MAD annuelle
ARTISANS DU MONDE	0,00	Maison des Hauts d'Issy - MAD ponctuelle
ASEPGI	0,00	Divers locaux Ville - MAD annuelle
ASSOCIATION AVENIR DYSPHASIE	0,00	Temps des cerises - MAD annuelle
ASSOCIATION CIVILE ARMENIENNE	3 000,00	
ASSOCIATION D'AIDE AUX VICTIMES D'INFRACTIONS PENALES DES HAUTS DE SEINE (ADAVIP 92)	8 690,00	
ASSOCIATION DANSES ET CULTURES DES AMERIQUES (ADECA)	0,00	Le Duplex-Ecole élémentaire Voltaire-Halle des Epinettes-Maison des Hauts d'Issy - MAD annuelle
ASSOCIATION DE L'AUMÔNERIE CATHOLIQUE DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC D'ISSY-LES-MOULINEAUX	2 600,00	
ASSOCIATION DE LIAISON D'ISSY-LES-MOULINEAUX (ALIM)	4 500,00	Agora - MAD annuelle
ASSOCIATION DE SOLIDARITE AVEC TOUS LES IMMIGRES (ASTI)	59 340,00	Agora - MAD annuelle
ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES PUPILLES DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC DES HAUTS DE SEINE	100,00	
ASSOCIATION DES BARBASTELLES D'ISSY LES MOULINEAUX POUR L'EXPLORATION SPELEOLOGIQUE (ABIMES)	4 500,00	
ASSOCIATION DES COMMERÇANTS DES EPINETTES ET DE LA RUE DE L'EGALITE	3 000,00	
ASSOCIATION DES PARENTS D'ELÈVES DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC D'ISSY-LES-MOULINEAUX PEEP	1 000,00	
ASSOCIATION DES PERES DE FAMILLES ESPAGNOLES EMIGRÉES EN FRANCE	500,00	
ASSOCIATION FAMILIALE CATHOLIQUE D'ISSY-LES-MOULINEAUX	1 000,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
ASSOCIATION IMARGE	9 170,00	
ASSOCIATION POKER ISSEENNE	0,00	Ludothèque - MAD annuelle
ASSOCIATION POUR LA PROMOTION SOCIALE PAR LE TRAVAIL ET L'INSERTION SOCIALE (PHILIA)	2 200,00	
ASSOCIATION SCOUTS ET GUIDES DE FRANCE	2 000,00	
ASSOCIATION SPORTIVE ARARAT ISSY	87 500,00	Stade Mimoun - Gabriel Voisin - MAD annuelle
ASSOCIATION SPORTIVE DU COLLÈGE VICTOR HUGO	3 500,00	
ATELIER ART ET PARTAGE	1 000,00	MQ Hauts d'Issy - MAD ponctuelle
ATELIER DU SENSIBLE	0,00	Le Duplex - MAD annuelle
AVIA CLUB BOXE D'ISSY-LES-MOULINEAUX	8 000,00	Agora - MAD annuelle
BABY FOOT CLUB ISSY	0,00	La Source - MAD annuelle
BALLET ARMENIEN NAVASART	4 000,00	Halle des Epinettes - MAD annuelle
BIGA MUAY THAÏ CLUB	1 800,00	R. Follereau - MAD annuelle
BILLANCOURT ATHLETIC CLUB CANOE KAYAK SEVRES ISSY LES MOULINEAUX	15 000,00	
BOM DIA KIZOMBA	0,00	J. Goddet - MAD annuelle
BOUKAN	0,00	Ecole élémentaire Jules Ferry - MAD annuelle
BRIDGE CLUB ISSEEN	0,00	Ludothèque - MAD annuelle
CADENCE PARFAITE	0,00	Séminaire Saint Sulpice - MAD annuelle
CAP-ARTS	0,00	Le Duplex - Ecole des Chartreux - Maison de la Ferme - MAD annuelle
CARRERE	0,00	La Source - MAD annuelle
CENTRE CULTUREL D'ISSY LES MOULINEAUX	16 200,00	
CHEMINS D'ISSY ET D'AILLEURS	500,00	
CHORALE DE PARIS	0,00	Ecole Robert Doisneau - MAD annuelle
CIDFF 92/CLAMART	18 000,00	
CLUB SPORTIF ET DES LOISIRS DE LA GENDARMERIE PRISMA	5 000,00	Mimoun - Casemates - L. Michel - M. Bec - MAD annuelle
COMITE DE BOULOGNE-BILLANCOURT DU SECOURS POPULAIRE Français	1 000,00	
COMITE DEPARTEMENTAL D'EDUCATION PHYSIQUE ET DE GYMNASTIQUE VOLONTAIRE DES HAUTS DE SEINE (EPGV)	0,00	Le Duplex - MAD annuelle
COMITE DEPARTEMENTAL DE LA PREVENTION ROUTIERE	500,00	
COMITE DES OEUVRES SOCIALES DE LA MAIRIE D'ISSY LES MOULINEAUX (COS)	1 203 213,00	Divers locaux Ville - MAD annuelle
COMPAGNIE DE L'EQUIPAGE	0,00	J. Korczak - Le Duplex - MAD annuelle
COMPAGNIE DE L'INSTANT	1 300,00	Ecole élémentaire Paul Bert - MAD annuelle
COMPAGNIE DU CHAT DU CHESCHIRE	1 150,00	
COMPAGNIE DU MASQUE	3 000,00	Maison de la Ferme - MAD annuelle
COMPAGNIE DU SAUTE-RUISSEAU	266,00	Corentin Celton - Maison des Hauts d'Issy - MAD annuelle
COMPAGNIE L'INTIME	4 836,00	Halle des Epinettes - Maison des Hauts d'Issy - MAD annuelle
COMPAGNIE MINUTE PAPILLON	1 174,00	
COMPAGNIE PETITES SCENES ENTRE AMIS	0,00	J. Korczak - MAD annuelle
COMPAGNIE THE BIG BOMBAY	0,00	Maison des Hauts d'Issy - MAD annuelle
COS GPSO	0,00	R. Follereau - MAD annuelle
CROIX BLEUE DES ARMÉNIENS DE FRANCE	6 000,00	Halle des Epinettes - MAD ponctuelle
CROIX ROUGE FRANÇAISE	31 000,00	Local rue Parmentier Local rue du Chevalier de la Barre - MAD annuelle
CULTURES LOISIRS ET ANIMATIONS DE LA VILLE D'ISSY LES MOULINEAUX (CLAVIM)	8 905 921,00	Divers locaux Ville - MAD annuelle
CUR TANGO	0,00	Le Duplex - Maison des Hauts d'Issy - MAD annuelle
D'ARTSLOVO	0,00	Le Duplex - Halle des Epinettes - MAD annuelle
DANSITE	0,00	Le Duplex - MAD annuelle
ECOLAU	0,00	Séminaire Saint Sulpice - MAD annuelle

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
EGLISE EVANGELIQUE	0,00	La Source - MAD annuelle
ENSEIGNEMENT DU YOGA	0,00	Ecole des Chartreux - MAD annuelle
ENSEMBLE VOCAL GO'JAZZ	1 100,00	
ENSEMBLE VOCAL SYMPHOLIES	1 390,00	
ENTENTE PONGISTE ISSEENNE (EPI)	225 000,00	Mimoun - Gymnase Matisse - J. Godet - Stade Billancourt - MAD annuelle
ESPACE ICARE	655 750,00	MJC 31 boulevard Gambetta - MAD annuelle
EXPRESSIONS 7	0,00	Ecole élémentaire Jules Ferry - MAD annuelle
FAMILLE ACCUEIL SURDOUÉS (FAS)	2 000,00	Divers locaux Ville - MAD annuelle
FF ISSY	0,00	PDS-HalleC Guillaume-Stade Billancourt-Marcel Bec-G Voisin-La Source-MAD annuelle
FONDATION ODILON LANNELONGUE	1 800,00	
FOOT DU MONDE	0,00	Halle Christiane Guillaume - MAD annuelle
FOOTBALL CLUB D'ISSY-LES-MOULINEAUX	235 000,00	Halle C. Guillaume - Colombier - J. Goddet - Stade Billancourt - G. Voisin - Mimoun - MAD annuelle
FOOTBALL DE TABLE CLUB D'ISSY-LES-MOULINEAUX	200,00	La Source - MAD annuelle
FOYER DE JEUNES TRAVAILLEURS « LES JEUNES DE LA PLAINE »	4 000,00	
FRANCE ALZHEIMER HAUTS DE SEINE	1 500,00	
FREE TOUCH RUGBY	4 100,00	G.Voisin - Marcel Bec - MAD annuelle
GALOUVIELLE	0,00	Ecole Robert Doisneau - MAD annuelle
GAM'Z	1 080,00	Ecole élémentaire A. France - MAD annuelle
GRAINE DE PRESENCE	0,00	Espace Andrée Chedid - MAD annuelle
GROUPE ISSÉEN DE FOOTBALL TENNIS	1 000,00	
HAMASKAÏNE HAUTS-DE-SEINE	1 000,00	
HAY MED	2 500,00	
HIP - HISTOIRES PHOTOGRAPHIQUES	1 000,00	
HISTOIRE ET RECHERCHES D'ISSY LES MOULINEAUX (HISTORIM)	1 500,00	
HOMENMEN France	0,00	St-Nicolas - MAD annuelle
HORIZON 92	0,00	Ecole élémentaire Jules Ferry - MAD annuelle
IMPROGLIO	865,00	Halle des Epinettes - Maison des Hauts d'Issy - MAD annuelle
INDISSY 92	0,00	Mimoun - MAD annuelle
INSSEME	0,00	Matisse - Mimoun - L Michel - MAD annuelle
IPH	0,00	PDS - St-Nicolas - MAD annuelle
ISSY AVENTURE	0,00	J. Guesde - Casemates - Mimoun - MAD annuelle
ISSY BASKET CLUB	38 000,00	J. Guesde - Matisse - PDS - MAD annuelle
ISSY BUDO KAI ARTS MARTIAUX	32 500,00	La Source - J. Guesde - MAD annuelle
ISSY DANSE	0,00	Le Duplex - MAD annuelle
ISSY ESCALADE	16 000,00	
ISSY GIM VITALITE	0,00	J. Goddet - Casemates - Halle Christiane Guillaume - La Source - J. Oudin - MAD annuelle
ISSY GYMNASTIQUE RYTHMIQUE ET SPORTIVE (GRS)	16 000,00	Halle C. Guillaume - Agora - Casemates - R. Follereau - J. Oudin - Les Chartreux - MAD annuelle
ISSY HANDBALL MASCULIN	84 000,00	PDS - Colombier - St Nicolas - MAD annuelle
ISSY MAIRIE COMMERCES	18 000,00	
ISSY ORANGE AS	0,00	G. Voisin - MAD annuelle
ISSY SAKURA ACADEMY	10 000,00	La Source - MAD annuelle
ISSY SENIORS (OIPA)	258 950,00	Divers locaux Ville - MAD annuelle
ISSY SOLIDAIRES (CIB)	4 986,00	Divers locaux Ville - MAD annuelle
ISSY TOURISME INTERNATIONAL	633 471,00	Divers locaux Ville - MAD annuelle

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
ISSY TRIATHLON	104 000,00	J. Guesde - Halle Guillaume - MAD annuelle
ISSY TWIRL	0,00	Halle Christiane Guillaume - MAD annuelle
ISSY-LES-MOULINEAUX BADMINTON CLUB 92 (IMBC)	165 000,00	PDS-J. Guesde-Salle omnisports et musculation-Mimoun-St Nicolas-Colombier - MAD annuelle
ISSY-LES-MOULINEAUX TRAMPOLINE ET SPORTS ACROBATIQUES	17 500,00	Halle C. Guillaume - MAD annuelle
ISSY-LES-MOULINEAUX VOLLEY BALL (IMVB)	25 000,00	Mimoun - J Goddet - PDS - MAD annuelle
JEUNESSE ARMENIENNE DE FRANCE (JAF)	5 000,00	
JOKER VIVONS LE HANDICAP AUTREMENT	200,00	Ecole C. Boujon - MAD annuelle
JUSTE POUR SON SOURIRE	2 500,00	
LA BIENNALE DISSY	19 750,00	
LA BOITE A MUSIQUE	0,00	Halle des Epinettes - Maison des Hauts d'Issy - MAD annuelle
LA COMPAGNIE LE RIDEAU REPRISE	266,00	
LAGOA AZUL	0,00	Matisse - MAD annuelle
LE CERCLE DES MOUSQUETAIRES D'ISSY-LES-MOULINEAUX	116 000,00	Agora - MAD annuelle
LE FANZINE LE GRIMOIRE	797,00	
LE JARDIN DES REINETTES	0,00	Maison des Hauts d'Issy - MAD annuelle
LE LEZARD BLEU	0,00	Maison des Hauts d'Issy - MAD annuelle
LE PUITS, ATELIERS DIY	0,00	Séminaire Saint Sulpice - MAD annuelle
LES AGITES DU LOCAL	0,00	Maison des Hauts d'Issy - MAD annuelle
LES AMIS DE LA CAPPADOCE	0,00	Maison des Hauts d'Issy - MAD ponctuelle
LES AMIS DE LA GENDARMERIE	500,00	
LES AMIS DE SONGOU MAN	2 000,00	
LES ARCHES	9 090,00	
LES BLOUSES ROSES	300,00	
LES BRODEUSES D'ISSY	0,00	Le Temps des Cerises - MAD annuelle
LES COQS FESTIFS	0,00	Matisse - MAD annuelle
LES MAUVAISES GRAINES	0,00	Maison des Hauts d'Issy - MAD annuelle
LES MELI MELO	0,00	J.Oudin - MAD annuelle
LES MOMENTS DE L'INSTANT	443,00	
LIGUE INTERNATIONALE CONTRE LE RACISME ET L'ANTISEMITISME (LICRA)	2 000,00	
LIRE ET FAIRE LIRE dans les Hauts de Seine	500,00	
MAISON ARMENIENNE CULTURELLE ET ARTISTIQUE	3 000,00	
MAISON DES ADOLESCENTS DES HAUTS DE SEINE	1 000,00	
MOUVEMENT VIE LIBRE	300,00	
MULTI ACCUEIL GRENADINE	82 000,00	Maison des Hauts d'Issy - MAD ponctuelle
MUSIQUE EN GRANDES ECOLES	500,00	
MUSIQUE ET VARIATIONS	0,00	Ecole élémentaire Anatole France - MAD annuelle
NARCOTIQUES ANONYMES	0,00	Espace Andrée Chedid - MAD annuelle
NATHYCOR ET TOTAM	0,00	Divers locaux Ville - MAD annuelle
OFFICE MUNICIPAL DES SPORTS (OMS)	1 234 013,00	Divers locaux Ville - MAD annuelle
PARIS 92	0,00	PDS - MAD annuelle
PATINAGE ARTISTIQUE SUR ROULETTES (EPAM)	1 500,00	Mimoun Artinian - Matisse- - MAD annuelle
PERSONAL COMPUTER AIDE SÉMINAIRE SAINT SULPICE	300,00	
PETANQUE CLUB D'ISSY-LES-MOULINEAUX	3 000,00	Boulodrome - MAD annuelle
PHARE D'ISSY	0,00	Le Temps des Cerises - MAD annuelle
PHOTOFORT	500,00	Maison de la Ferme - MAD annuelle
PIGMENTS ET ARTS DU MONDE	1 080,00	
POINTEFLEX	0,00	Mimoun - Casemates - L. Michel - MAD annuelle

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
PROTECTION CIVILE DE HAUTS-DE-SEINE - ANTENNE BOULOGNE-BILLANCOURT ET D'ISSY-LES-MOULINEAUX	7 000,00	Maison des Hauts d'Issy - MAD annuelle
RANDORI	0,00	Divers locaux Ville - MAD annuelle
RCF ISSY AVIA (ATHLETISME)	218 000,00	Halle Guillaume - J Oudin - MAD annuelle
RCF ISSY JUDO	0,00	Mimoun - MAD annuelle
RUNNING NATURE DETENTE	500,00	
SAB 92	0,00	Espace Andrée Chedid - MAD annuelle
SCOUTS UNITAIRES DE FRANCE	4 200,00	
SEINE OUEST INSERTION (SOI)	162 227,00	
SEMINAIRE SAINT SULPICE	0,00	La Source - Mimoun - MAD annuelle
SOCIETE DES MEMBRES DE LA LEGION D'HONNEUR Comité d'Issy les Moulineaux	300,00	Espace Savary - MAD annuelle
SOLIDARITE PROTESTANTE FRANCE-ARMENIE	1 500,00	
SOS Urgence Garde d'Enfants Issy	0,00	Espace Andrée Chedid - MAD ponctuelle
TAICHIDO	0,00	Le Duplex - Ecole élémentaire Voltaire - MAD annuelle
TEMPS DE RIRE	0,00	J. Oudin - MAD annuelle
TENNIS CLUB D'ISSY-LES-MOULINEAUX	60 000,00	Marcel Bec - La Source - Halle C Guillaume - J Goddet - J Oudin - MAD annuelle
THEATRE DE L'EQUINOXE	1 510,00	
THEATRE DES AM' D'ISSY ET D'AILLEURS	0,00	Halle des Epinettes - MAD annuelle
TRIBU CAFE	0,00	MQ Le Temps des Cerises - MAD annuelle
UN QUOTIDIEN PLUS VERT	0,00	Maison des Epinettes - Le Temps des Cerises - MAD annuelle
UNAPEI HAUTS-DE-SEINE	10 000,00	
UNION FRANÇAISE DES ASSOCIATIONS DE COMBATTANTS (UFAC)	6 000,00	Espace Savary - MAD annuelle
UNION LOCALE CFDT D'ISSY-LES-MOULINEAUX	1 500,00	
UNION LOCALE DE LA FEDERATION DES CONSEILS DE PARENTS D'ELEVES D'ISSY-LES-MOULINEAUX (FCPE)	1 000,00	
UNION NATIONALE DE FAMILLES ET AMIS DE PERSONNES MALADES ET/OU HANDICAPEES PSYCHIQUES (UNAFAM 92)	500,00	
VILA SENA (ex : SOIF DE RYTHME)	0,00	Studio à l'Entrepont - MAD annuelle
VISITE DES MALADES DANS LES ETABLISSEMENTS HOSPITALIERS	500,00	Billancourt - Mimoun - Halle C. Guillaume - G. Voisin - Palais des Sports - MAD annuelle
VIVA LIVE	0,00	Louise Michel - Le Temps des Cerises - MAD annuelle
ZENISSYM	0,00	Ecole élémentaire Jules Ferry - MAD annuelle
ZOOM 92130 PHOTO CLUB D'ISSY-LES-MOULINEAUX	1 800,00	Maison des Hauts d'Issy - MAD annuelle
Entreprises	**442 012,50**	
SEINE OUEST AMENAGEMENT SOAD	170 575,47	
VIPARIS SOC EXPLOITATION PALAIS ARTS CON	271 437,03	
Personnes physiques	**0,00**	
Autres	**0,00**	
Personnes de droit public	**44 093 628,83**	
Etat	**1 459 836,24**	
DRFIP ILE DE FRANCE	313 439,18	
DRFIP ILE DE FRANCE	1 146 397,06	
Régions	**0,00**	
Départements	**8 626 057,00**	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
CONSEIL DEPARTEMENTAL DES HAUTS PAIERIE DEPARTEMENTALE	8 626 057,00	
Communes	**2 495 765,90**	
CCAS	2 480 216,00	
MAIRIE DE BOULOGNE	9 451,90	
MAIRIE DE CLAMART	762,25	
MAIRIE DE CRETEIL	762,25	
MAIRIE DE SEVRES	3 049,00	
MAIRIE LE PLESSIS ROBINSON	1 524,50	
Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...)	**31 511 969,69**	
CA GPSO	31 226 592,00	
CIMETIERE INTERCOMMUNAL CLAMART	280 764,79	
SIFUREP SYNDICAT INTERCOMMUNAL FUNERAIRE REGION PARISIENNE	4 612,90	
Autres	**0,00**	

IV– ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES SUBVENTIONS VERSEES PAR LA COLLECTIVITE AUX COMMUNES	B8.1.2

SUBVENTIONS VERSEES PAR LA COLLECTIVITE AUX COMMUNES

(Articles L. 4312-11 et L. 3312-5 du CGCT)

(1) Ouvrir un tableau par commune bénéficiant d'une ou de plusieurs subventions versées par la collectivité.

(2) Numéro à 9 chiffres.

(3) Détailler le numéro d'article.

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL	B8.2

ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL RESTANT A COURIR (MOBILIER ET IMMOBILIER)

Type et nature du bien ayant fait l'objet du contrat	Exercice d'origine du contrat	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat (en mois)	Montant de la redevance de l'exercice	Montant des redevances restant à courir					
					N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant	Total (1)
Crédits-bails mobiliers				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits-bails immobiliers				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + cumul restant.

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE	B8.3

ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE

(1) Somme des rémunérations relatives à l'investissement restant à verser au cocontractant pour la durée restante du contrat de PPP au 31/12/N.

(2) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite de la somme des participations reçues d'autres collectivités publiques au titre de la part investissement.

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES	B8.4

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital au 31/12/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 31/12/N ;
- la colonne « Annuité versée au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS	B8.5

ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)					0,00	0,00	0,00
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	B9

ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**6,00**	**0,00**	**6,00**	**4,00**	**0,00**	**4,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services	A	6,00	0,00	6,00	4,00	0,00	4,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**235,00**	**1,00**	**236,00**	**181,00**	**25,00**	**206,00**
Adjoint administratif territorial	C	54,00	0,00	54,00	44,00	4,00	48,00
Adjoint administratif territorial principal de 1ère classe	C	35,00	0,00	35,00	33,00	1,00	34,00
Adjoint administratif territorial principal de 2ème classe	C	38,00	0,00	38,00	35,00	1,00	36,00
Administrateur	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Attaché	A	39,00	0,00	39,00	19,00	10,00	29,00
Attaché TNC	A	0,00	1,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Attaché hors classe	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Attaché principal	A	24,00	0,00	24,00	19,00	2,00	21,00
Directeur territorial	A	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
Rédacteur	B	24,00	0,00	24,00	16,00	5,00	21,00
Rédacteur principal de 1ère classe	B	5,00	0,00	5,00	5,00	0,00	5,00
Rédacteur principal de 2ème classe	B	12,00	0,00	12,00	7,00	2,00	9,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		**267,00**	**46,00**	**313,00**	**256,00**	**26,00**	**282,00**
Adjoint technique territorial	C	98,00	0,00	98,00	78,00	9,00	87,00
Adjoint technique territorial TNC	C	0,00	36,00	36,00	25,00	7,00	32,00
Adjoint technique territorial principal de 1ère classe	C	10,00	0,00	10,00	10,00	0,00	10,00
Adjoint technique territorial principal de 2ème classe	C	83,00	0,00	83,00	77,00	2,00	79,00
Adjoint technique territorial principal de 2ème classe TNC	C	0,00	9,00	9,00	6,00	2,00	8,00
Agent de maîtrise	C	28,00	0,00	28,00	26,00	1,00	27,00
Agent de maîtrise TNC	C	0,00	1,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Agent de maîtrise principal	C	27,00	0,00	27,00	24,00	0,00	24,00
Ingénieur	A	6,00	0,00	6,00	1,00	3,00	4,00
Ingénieur principal	A	6,00	0,00	6,00	4,00	1,00	5,00
Technicien	B	4,00	0,00	4,00	2,00	0,00	2,00
Technicien principal de 1ère classe	B	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
Technicien principal de 2ème classe	B	3,00	0,00	3,00	1,00	1,00	2,00
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**292,00**	**2,00**	**294,00**	**237,00**	**30,00**	**267,00**
Agent social	C	77,00	0,00	77,00	66,00	5,00	71,00
Agent social principal de 1ère classe	C	6,00	0,00	6,00	5,00	0,00	5,00
Agent social principal de 2ème classe	C	27,00	0,00	27,00	24,00	1,00	25,00

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
Agent spécialisé principal de 1ère classe des écoles maternelles	C	22,00	0,00	22,00	19,00	0,00	19,00
Agent spécialisé principal de 2ème classe des écoles maternelles	C	13,00	0,00	13,00	9,00	3,00	12,00
Auxiliaire de puériculture principal de 1ère classe	C	32,00	0,00	32,00	30,00	0,00	30,00
Auxiliaire de puériculture principal de 2ème classe	C	50,00	0,00	50,00	35,00	11,00	46,00
Educateur territorial de jeunes enfants	A	34,00	0,00	34,00	23,00	7,00	30,00
Educateur territorial de jeunes enfants TNC	A	0,00	1,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Educateur territorial de jeunes enfants de classe exceptionnelle	A	13,00	0,00	13,00	12,00	0,00	12,00
Infirmier en soins généraux de classe normale	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Infirmier en soins généraux de classe supérieure	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Infirmier en soins généraux hors classe	A	7,00	0,00	7,00	6,00	0,00	6,00
Masseur-kinésithérapeute,psychomotricien et orthophoniste de classe normale		2,00	0,00	2,00	0,00	2,00	2,00
Médecin hors classe TNC		0,00	1,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Psychologue de classe normale	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Puéricultrice de classe normale	A	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
Puéricultrice hors classe	A	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**7,00**	**0,00**	**7,00**	**7,00**	**0,00**	**7,00**
Conseiller territorial A.P.S.	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Educateur territorial des A.P.S	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Educateur territorial des A.P.S principal de 1ère classe	B	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
Educateur territorial des A.P.S principal de 2ème classe	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
FILIERE CULTURELLE (h)		**74,00**	**2,00**	**76,00**	**64,00**	**7,00**	**71,00**
Adjoint territorial du patrimoine	C	9,00	0,00	9,00	8,00	0,00	8,00
Adjoint territorial du patrimoine principal de 1ère classe	C	11,00	0,00	11,00	9,00	1,00	10,00
Adjoint territorial du patrimoine principal de 2ème classe	C	13,00	0,00	13,00	12,00	0,00	12,00
Assistant d'enseignement artistique	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe TNC	B	0,00	1,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe		3,00	0,00	3,00	0,00	3,00	3,00
Assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe TNC	B	0,00	1,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Assistant de conservation	B	6,00	0,00	6,00	4,00	2,00	6,00
Assistant de conservation principal de 1ère classe	B	9,00	0,00	9,00	9,00	0,00	9,00
Assistant de conservation principal de 2ème classe	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Attaché territorial de conservation (patrimoine)	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Bibliothécaire territorial	A	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
Bibliothécaire territorial principal	A	4,00	0,00	4,00	4,00	0,00	4,00
Conservateur (bibliothèque)	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Conservateur (patrimoine)	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Conservateur en chef (bibliothèque)	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Professeur d'enseignement artistique de classe normale	A	5,00	0,00	5,00	3,00	1,00	4,00
Professeur d'enseignement artistique hors classe	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
FILIERE ANIMATION (i)		**22,00**	**0,00**	**22,00**	**16,00**	**0,00**	**16,00**

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
Adjoint territorial d'animation	C	8,00	0,00	8,00	4,00	0,00	4,00
Adjoint territorial d'animation principal de 2ème classe	C	6,00	0,00	6,00	4,00	0,00	4,00
Animateur	B	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
Animateur principal de 1ère classe	B	4,00	0,00	4,00	4,00	0,00	4,00
Animateur principal de 2ème classe	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		**897,00**	**51,00**	**948,00**	**761,00**	**88,00**	**849,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	B9

ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**0,00**		
Adjoint administratif territorial		ADM	340	0,00	3-1	
Adjoint administratif territorial principal de 1ère classe		ADM	340	0,00	3-1	
Adjoint administratif territorial principal de 2ème classe		ADM	340	0,00	3-1	
Adjoint technique territorial		TECH	340	0,00	3-1	
Adjoint technique territorial		TECH	340	0,00	3-2	
Adjoint technique territorial		TECH	340	0,00	A 14 Ter - Loi n°83-634	
Adjoint technique territorial TNC		TECH	340	0,00	3-1	
Adjoint technique territorial TNC		TECH	340	0,00	3-2	
Adjoint technique territorial TNC		TECH	340	0,00	A 14 Ter - Loi n°83-634	
Adjoint technique territorial principal de 2ème classe		TECH	340	0,00	3-1	
Adjoint technique territorial principal de 2ème classe TNC		TECH	340	0,00	3-1	
Adjoint territorial du patrimoine principal de 1ère classe		CULT	349	0,00	3-2	
Agent de maîtrise		TECH	340	0,00	3-1	
Agent social		MS	340	0,00	3-1	
Agent social principal de 2ème classe		MS	340	0,00	3-1	
Agent spécialisé principal de 2ème classe des écoles maternelles		MS	340	0,00	3-1	
Assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe		CULT	362	0,00	3-2	
Assistant de conservation		CULT	349	0,00	3-3-2°	
Assistant de conservation		CULT	355	0,00	3-2	
Attaché		ADM	390	0,00	3-2	
Attaché		ADM	390	0,00	3-3-2°	
Attaché		ADM	410	0,00	3-2	
Attaché		ADM	410	0,00	3-3-2°	
Attaché		ADM	430	0,00	3-2	
Attaché		ADM	545	0,00	3-2	
Attaché		ADM	545	0,00	3-3-2°	
Attaché principal		ADM	410	0,00	3-2	
Attaché principal		ADM	605	0,00	3-2	
Auxiliaire de puériculture principal de 2ème classe		MS	340	0,00	3-2	
Auxiliaire de puériculture principal de 2ème classe		MS	340	0,00	3-3-2°	
Auxiliaire de puériculture principal de 2ème classe		MS	340	0,00	3-1	
Educateur territorial de jeunes enfants		MS	390	0,00	3-2	
Educateur territorial de jeunes enfants		MS	404	0,00	3-3-2°	
Educateur territorial de jeunes enfants		MS	415	0,00	3-2	
Educateur territorial de jeunes enfants		MS	415	0,00	A 3-5 (portabilité)	
Ingénieur		TECH	419	0,00	3-3-2°	
Ingénieur		TECH	478	0,00	3-2	
Ingénieur		TECH	390	0,00	3-2	
Ingénieur principal		TECH	730	0,00	3-2	

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Masseur-kinésithérapeute,psychomotricien et orthophoniste de classe normale		MS	410	0,00	3-2	
Masseur-kinésithérapeute,psychomotricien et orthophoniste de classe normale		MS	430	0,00	3-2	
Médecin hors classe TNC		MS	HEBb3	0,00	3-3-2°	
Professeur d'enseignement artistique de classe normale		CULT	422	0,00	3-2	
Rédacteur		ADM	340	0,00	3-2	
Rédacteur		ADM	361	0,00	A 14 Ter - Loi n°83-634	
Rédacteur		ADM	381	0,00	3-3-2°	
Rédacteur principal de 2ème classe		ADM	362	0,00	3-2	
Rédacteur principal de 2ème classe		ADM	379	0,00	3-3-2°	
Technicien principal de 2ème classe		TECH	362	0,00	3-3-2°	
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
Collaborateur de cabinet		OTR	473	0,00	110	
Collaborateur de cabinet		OTR	643	0,00	110	
Collaborateur de cabinet		OTR	747	0,00	110	
TOTAL GENERAL				**0,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
PM : Police.
OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels
110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
- Affermage	Equalia Merion		SAS	825 780,23
- Affermage	Evancia Babilou		SAS	397 164,60
- Affermage	Crèche Attitude		EURL	143 086,90
- Affermage	People&Baby		SAS	681 739,90
- Affermage	Les Petits Chaperons Rouges		SAS	982 901,00
- Concession	ELRES		SAS	1 141 361,67
Détention d'une part du capital				
-	Sem Issy Média	SEM ISSY MEDIA	SEM	78 750,00
-	SPL Seine Ouest Aménagement	SEINE OUEST AMENAGEMENT	SPL	114 932,43
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
-	OPHLM Arc de Seine Habitat		OPH	16 714,82
-	EFIDIS SA d'HLM		SA HLM	63 203,45
-	OSICA		SA HLM	4 269 453,97
-	IMMOBILIERE 3F		SA HLM	5 271 657,98
-	SOFILOGIS SA		SA HLM	1 398 849,81
-	EMMAUS Habitat		SA HLM	1 732 253,63
-	AXIMO		SA HLM	8 652 315,87
-	OPDHLM Dept Haut de Seine		OPH	2 241 740,87
-	ASS HOPITAL SUISSE DE PARIS		Ets Médico-Soc Pub	2 346 527,62
-	SOAD		SAS	8 473 061,79
-	ANTIN RESIDENCES		SA HLM	4 082 092,63
-	DOMAXIS		SA HLM	1 370 180,84
-	VILOGIA		SA HLM	12 046 647,33
-	PAPILLONS BLANCS DES RIVES SEINE		Association	2 076 612,67
-	BATIGERE EN ILE DE FRANCE		SA HLM	2 798 673,65
-	1001 VIES HABITAT		SA HLM	3 324 739,60
-	O P H SEINE OUEST HABITAT		OPH	4 669 259,32
-	SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE SEINE OUEST HABITAT ET PA		SEM	28 627 394,48
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				
25/03/2021 -	Association de Coopération des Bibliothèques et Médiathèques des Hauts-de-Seine (BIB 92)		Association	90,00
25/03/2021 -	Association des Bibliothécaires Français (ABF)		Association	260,00
25/03/2021 -	Association des Ludothèques en Ile-de-France (ALIF)		Association	200,00

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
25/03/2021 -	ACIM « Ecouter, Voir »		Association	60,00
25/03/2021 -	Réseau CAREL (Coopération pour l'Accès aux Ressources Electroniques en Bibliothèques)		Association	50,00
25/03/2021 -	Association des classes Préparatoires Publiques aux Ecoles supérieures d'Art (APPEA)		Association	515,00
25/03/2021 -	Club des Utilisateurs Orphée (CUTO)		Association	200,00
25/03/2021 -	Fédération Nationale des Collectivités Territoriales pour la Culture (FNCC)		Association	832,00
25/03/2021 -	Association Grand Paris Seine Ouest Energie (Agence Locale de lEnergie ALE)		Association	2 250,00
25/03/2021 -	Conseil National des Villes et Villages Fleuris (CNVVF)		Association	800,00
25/03/2021 -	AFIGESE		Association	270,00
25/03/2021 -	Association des Maires d'Ile de France (AMIF)		Association	6 434,57
25/03/2021 -	Association des Maires du Département des Hauts-de-Seine (AMD 92)		Association	12 761,30
25/03/2021 -	Territoria (Observatoire National de lInnovation Publique)		Association	1 200,00
25/03/2021 -	IFAC		Association	5 713,11
25/03/2021 -	ANACEJ		Association	2 035,74
25/03/2021 -	Poésie en liberté		Association	200,00
25/03/2021 -	Forum Français pour la Sécurité Urbaine (FFSU)		Association	2 895,00
25/03/2021 -	Cités Unies France		Association	4 095,00
25/03/2021 -	Comité Français pour Yad Vashem		Association	500,00
25/03/2021 -	Association Française du Conseil des Communes et Régions dEurope (AFCCRE)		Association	3 093,00
25/03/2021 -	Réseau Francophone pour les Villes Amies des Ainés		Association	900,00
25/03/2021 -	Maison des adolescents des Hauts-de-Seine		Association	100,00
25/03/2021 -	Association Fédérale des Espaces Jeunes Santé		Association	250,00
25/03/2021 -	Fédération Nationale des Centres de Santé		Association	1 795,00
25/03/2021 -	Association Nationale des Elus du Sport (ANDES)		Association	927,00
25/03/2021 -	Centre Hubertine AUCLERT		Association	3 500,00
08/04/2021 -	CAUE Hauts de Seine		Association	2,00

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée…).

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT	B11.1

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COLLECTIVITE

Désignation des organismes	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Syndicat Intercommunal Funéraire de la Région Parisienne	22/12/1905	participation forfaitaire de 3650 + participation par marché de 481	5 574,00
Syndicat des eaux d'Île-de-France	23/12/1922	fiscalité propre	0,00
Syndicat Intercommunal Pour le Gaz et l'Electricité en Île-de-France	01/01/1923	fiscalité propre	0,00
SIPPEREC	12/01/1924	fiscalité propre	0,00
Syndicat Intercommunal du Cimetière de Clamart	01/01/1957	forfait par concession active + forfait par opération	272 963,00
Etablissement Public Territorial GRAND PARIS SEINE OUEST	01/01/2016	sans fiscalité propre	0,00
Métropole du Grand Paris	01/01/2016	fiscalité propre	0,00
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES	B11.2

LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	B11.3

LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – VARIATION DU PATRIMOINE – ENTREES	B12.1

ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS (1)

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
TOTAL GENERAL			**32 896 988,64**	**1 050 660,00**	
Acquisitions à titre onéreux			**32 896 988,64**	**1 050 660,00**	
07/01/2021	MATÉRIELS DE NETTOYAGE EXTÉRIEUR POUR LES SPORTS	2021-VILLE-00008	1 199,50	117,00	10
07/01/2021	FORUM MAT SUPPLEMENTAIRE DEVIS 4020033B-1	2021-VILLE-00009	3 540,00	233,00	15
07/01/2021	REMPLACEMENT EXTINCTEUR - LUDOTHÈQUE	2021-VILLE-00011	81,76	0,00	0
07/01/2021	REMPLACEMENT EXTINCTEUR - MAISON DES ILES	2021-VILLE-00013	73,98	0,00	0
07/01/2021	REMPLACEMENT EXTINCTEURS - ESPACE MANUFACTURE	2021-VILLE-00014	221,94	0,00	0
07/01/2021	ECOLE ST GERMAIN-FOURNITURE ET POSE EXTINCTEURS	2021-VILLE-00015	81,76	0,00	0
07/01/2021	ECOLE LES ILES-FOURNITURE ET POSE EXTINCTEURS	2021-VILLE-00016	981,18	0,00	0
07/01/2021	MAT.CHABANNE-FOURNITURE ET POSE EXTINCTEURS	2021-VILLE-00017	163,51	0,00	0
08/01/2021	REMPLACEMENT D'1 EXTINCTEUR - CROIX ROUGE CHEVALI	2021-VILLE-00018	73,98	0,00	0
08/01/2021	GS. LES CHARTREUX-FOURNITURE ET POSE EXTINCTEURS	2021-VILLE-00019	237,49	0,00	0
08/01/2021	MATERNELLE CHABANNE-REMPLACEMENT CENTRALE 2B	2021-VILLE-00020	2 151,17	0,00	0
08/01/2021	ESPACE LUDIQUE-MISE EN PLACE BOITIER A CODE	2021-VILLE-00021	1 096,58	0,00	0
08/01/2021	FOURNITURE & POSE VERINS SSI-MAISON DES HAUTS IS	2021-VILLE-00022	1 840,80	0,00	0
08/01/2021	LUDOTHEQUE-INSTALLATION COFFRET DE PROTECTION	2021-VILLE-00023	3 185,06	0,00	0
08/01/2021	CHABANNE-MISE EN PLACE DE GRILLE ANTI-CHUTE	2021-VILLE-00024	4 317,60	0,00	0
08/01/2021	ECOLE CHABANNE-REMPLACEMENT DOME EXUTOIRE	2021-VILLE-00025	1 513,20	0,00	0
08/01/2021	INSTALLATION CENTRALE INCENDIE - CAM 2	2021-VILLE-00026	1 811,45	0,00	0
08/01/2021	FRAIS D'ETUDES POUR CLOTURES-ECOLE DES CHARTREUX	2021-VILLE-00027	20 273,00	0,00	0
08/01/2021	MUSEE-REMPLACEMENT D'UN EXTINCTEUR	2021-VILLE-00028	81,76	0,00	0
08/01/2021	REMPLACEMENT EXTINCTEUR - ECOLE DU COLOMBIER	2021-VILLE-00029	73,98	0,00	0
08/01/2021	REMPLACEMENT EXTINCTEUR - HALLE DES EPINETTES	2021-VILLE-00030	81,76	0,00	0
08/01/2021	REMPLACEMENT TÉLÉCOMMANDES - CAM	2021-VILLE-00031	2 133,60	0,00	0
08/01/2021	CTM-FOURNITURE ET POSE DE BORNES DE RECHARGE	2021-VILLE-00032	1 587,32	0,00	0
08/01/2021	DIVERS TRAVAUX ÉLECTRIQUES - CAM	2021-VILLE-00033	3 883,63	0,00	0
15/01/2021	FORUM DES EPINETTES	2021-VILLE-00036	108 876,23	7 036,00	15
15/01/2021	LES AJONCS-REHAUSSE DE LA CLOTURE DE L ECOLE	2021-VILLE-00038	7 323,00	0,00	0
15/01/2021	POSE DE GARDE-CORPS - THÉÂTRE DES MARIONNETTES	2021-VILLE-00041	5 192,90	0,00	0
15/01/2021	REMPLACEMENT EXTINCTEURS - HÔTEL DE VILLE	2021-VILLE-00044	155,74	0,00	0
15/01/2021	CRECHE MONTGOLFIERES-REMPLACT D'EXTINCTEURS	2021-VILLE-00045	926,64	0,00	0
15/01/2021	ESPACE CHEDID-CREATION PRISES DE COURANT	2021-VILLE-00046	2 212,46	0,00	0
15/01/2021	POSE SANIBROYEURS - OFFICE DU TOURISME	2021-VILLE-00047	4 341,16	0,00	0
15/01/2021	DÉVELOPPEMENT LOGICIEL CHATBOT ISSY	2021-VILLE-00051	711,60	348,00	2
15/01/2021	RENOUVELLEMENT LICENCE BUDGET PART	2021-VILLE-00052	3 600,00	1 770,00	2
15/01/2021	LICENCE NAVIGATEUR POSTES PUBLICS	2021-VILLE-00053	3 000,00	1 475,00	2
15/01/2021	ACHAT D'UN CONNECTEUR	2021-VILLE-00054	240,00	0,00	1
15/01/2021	LICENCES ATAL ET INTÉGRATION DES LICENCES	2021-VILLE-00055	1 080,00	531,00	2
15/01/2021	LICENCE FIREWALL TUFIN	2021-VILLE-00056	3 991,31	1 962,00	2
15/01/2021	LICENCES NEXTHINK AVEC ACT - LT 6	2021-VILLE-00057	6 708,00	3 298,00	2
15/01/2021	LICENCE LOGRYTHM SIEM (INFRASTRUCTURE)	2021-VILLE-00058	14 722,67	7 136,00	2

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
15/01/2021	DÉVELOPPEMENT & INTÉGRATION GRC SALE	2021-VILLE-00059	18 546,30	9 118,00	2
15/01/2021	DEVELOPPEMENT LOGICIEL GRC SALESFOR	2021-VILLE-00060	6 194,69	3 045,00	2
15/01/2021	MO21000501 - LICENCES COMPL. MICROSOFT MS ACCORD E	2021-VILLE-00061	50 859,65	24 652,00	2
15/01/2021	TRAVAUX DE CABLAGE R+3D - C.A.M.	2021-VILLE-00062	30 000,00	2 950,00	10
15/01/2021	TRAVAUX DE CÂBLAGE SURETÉ DU CAM	2021-VILLE-00063	12 000,00	1 180,00	10
15/01/2021	TRAVAUX DE CABLAGE R+4 - C.A.M.	2021-VILLE-00064	2 280,00	224,00	10
15/01/2021	IMPRIMANTE CANON I-SENSYS CAB	2021-VILLE-00065	305,64	0,00	1
15/01/2021	IMPRIMANTE CANON I-SENSYS ECOLE	2021-VILLE-00066	305,64	0,00	1
15/01/2021	3 SCANNERS - SERVICE COURRIER	2021-VILLE-00067	2 113,49	414,00	5
18/01/2021	JARDIN SOLIDAIRE - MISSION CSPS	2021-VILLE-00037	108,00	0,00	1
18/01/2021	TRAVAUX DE MENUISERIE R+1 - C.A.M.	2021-VILLE-00040	92 833,63	0,00	0
18/01/2021	PROJET DE REAMENAGEMENT - C.A.M.	2021-VILLE-00042	19 194,31	0,00	0
18/01/2021	TRAVAUX DE PEINTURES - CRECHE MONTGOLFIERE	2021-VILLE-00048	2 300,00	0,00	0
18/01/2021	CREATION PORTE TELESCOPIQUE - C.A.M	2021-VILLE-00068	11 789,10	0,00	0
18/01/2021	DT20010901P TRAVAUX DE FAUX PLAFONDS R+4 -C.A.M.	2021-VILLE-00069	21 104,76	0,00	0
18/01/2021	TRAVAUX FAUX PLAFONDS R+1G - C.A.M.	2021-VILLE-00070	49 941,11	0,00	0
18/01/2021	REAMENAGEMENT DU R+1 GAUCHE - C.A.M	2021-VILLE-00071	231 981,91	0,00	0
18/01/2021	TRAVAUX D'ELECTRICITE R+3 GAUCHE - C.A.M.	2021-VILLE-00072	2 663,33	0,00	0
18/01/2021	TRAVAUX D'ELECTRICITE SUPPLEMENTAIRES - C.A.M	2021-VILLE-00073	2 301,98	0,00	0
18/01/2021	TRAVAUX DE PEINTURE - CRÈCHE LES MONTGOLFIERE	2021-VILLE-00074	1 755,24	0,00	0
18/01/2021	HOTEL DE VILLE-REMPLACEMENT DU VELUX FUYARD	2021-VILLE-00075	4 752,91	0,00	0
18/01/2021	AMÉNAGEMENT SALLE DU PERSONNEL - MAISON TOURISME	2021-VILLE-00076	8 520,13	0,00	0
18/01/2021	TRAVAUX ÉLECTRIQUES - CRÈCHE LES CIGOGNES	2021-VILLE-00077	781,20	0,00	0
18/01/2021	TRAVAUX D'ELECTRICITE SUPPLEMENTAIRE - C.A.M.	2021-VILLE-00078	787,61	0,00	0
18/01/2021	CRÉATION PRISES ÉLECTRIQUES - CRÈCHE LES COLOMBES	2021-VILLE-00079	1 683,89	0,00	0
18/01/2021	FOURNITURE & POSE DE 2 PORTES R+3 - C.A.M.	2021-VILLE-00080	3 013,85	0,00	0
18/01/2021	CRÉATION SALLE DE CHANGE - CRÈCHE LA FONTAINE	2021-VILLE-00081	36 218,23	0,00	0
18/01/2021	MISE EN PLACE D'UN BALLON D'ECS R+4 - C.A.M.	2021-VILLE-00082	859,14	0,00	0
18/01/2021	CHANGEMENT PORTES ISSUES SECOURS - CAM	2021-VILLE-00083	19 443,00	0,00	0
18/01/2021	MISE EN PLACE DE BALLONS D'ECS R+3D - C.A.M.	2021-VILLE-00084	4 260,55	0,00	0
18/01/2021	MISE EN PLACE TAQUET ANTI S/BTD51-CR.ROULE GALETTE	2021-VILLE-00085	7 122,00	0,00	0
18/01/2021	AMENAGEMENT DE DEUX ESPACES CAFÉTÉRIA	2021-VILLE-00086	4 896,28	0,00	0
18/01/2021	TRAVAUX DE CABLAGE DU R+1 - C.A.M.	2021-VILLE-00087	2 400,00	0,00	0
18/01/2021	TRAVAUX DE MACONNERIE - R+4 - C.A.M.	2021-VILLE-00089	4 277,29	0,00	0
18/01/2021	TRAVAUX DE MACONNERIE R+1 GAUCHE - C.A.M.	2021-VILLE-00090	64 508,44	0,00	0
18/01/2021	TRAVAUX DE VENTILATION ET DE VMC - R+4 - C.A.M	2021-VILLE-00091	42 774,67	0,00	0
18/01/2021	TRAVAUX GENIE CLIMATIQUE R+1G - C.A.M.	2021-VILLE-00092	79 315,21	0,00	0
18/01/2021	AMÉNAGEMENT DES ESPACES D'ACCUEIL DU R+1DEVIS 10	2021-VILLE-00093	145 378,38	14 255,00	10
18/01/2021	CONTRÔLE DACCÈS VIDÉOSURVEILLANCE	2021-VILLE-00095	1 200,00	240,00	5
18/01/2021	CONTRÔLE DACCÈS VIDÉOSURVEILLANCE CAM	2021-VILLE-00096	1 200,00	240,00	5
18/01/2021	ECOLES DE LA VILLE - 30 PC PORTABLES	2021-VILLE-00097	50 668,92	9 767,00	5
18/01/2021	REMPLACEMENT BOITIERS SÉCURITÉ	2021-VILLE-00098	7 368,00	722,00	10
18/01/2021	FOURNITURE ET DÉPLOIEMENT 30 PC PORTABLES - CAM	2021-VILLE-00099	4 932,00	969,00	5
18/01/2021	PLATINES RFID POUR LES MÉDIATHÈQUES	2021-VILLE-00100	2 496,00	245,00	10
18/01/2021	LICENCES ATAL ET INTÉGRATION DES LICENCES	2021-VILLE-00102	1 080,00	529,00	2
20/01/2021	TENTE COMPLETE POUR MANIFESTATION	2021-VILLE-00007	2 706,48	266,00	10
20/01/2021	TABLES BOULEVARD ROBIN	2021-VILLE-00043	3 991,63	394,00	10
20/01/2021	CRECHE ROULE GALETTE-REMPLACT D'EXTINCTEUR	2021-VILLE-00106	73,98	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
20/01/2021	MULTI-ACCUEIL BOUJON-REMPLACT D'EXTINCTEURS	2021-VILLE-00107	624,24	0,00	0
21/01/2021	MISSION COORDINATION SPS - REFECTION	2021-VILLE-00104	811,80	54,00	15
21/01/2021	RESTAURATION MONUMENT AUX MORTS	2021-VILLE-00105	3 918,00	0,00	0
21/01/2021	MOBILIER	2021-VILLE-00108	1 366,98	134,00	10
21/01/2021	MOBILIER POUR CRECHE ROULE GALETTE	2021-VILLE-00109	1 446,55	140,00	10
21/01/2021	MOBILIER POUR CRÈCHE ROULE GALETTE	2021-VILLE-00110	811,60	78,00	10
21/01/2021	MOBILIER POUR CRECHE	2021-VILLE-00111	1 678,46	159,00	10
21/01/2021	MOBILIER POUR CRECHE	2021-VILLE-00112	713,76	70,00	10
21/01/2021	ACHAT DE MOBILIER POUR MEDIATHEQUE	2021-VILLE-00113	2 487,20	245,00	10
21/01/2021	MOBILIERS DIVERS POUR LA LUDOTHEQUE	2021-VILLE-00114	801,92	75,00	10
21/01/2021	MOBILIER - MEDIATHEQUE	2021-VILLE-00115	464,50	0,00	1
21/01/2021	MOBILIER POUR CRECHE	2021-VILLE-00116	349,54	0,00	1
21/01/2021	TRANSPALETTE POUR LA LOGISTIQUE	2021-VILLE-00117	648,00	63,00	10
21/01/2021	ARMOIRE FROIDE POSITIVE POUR CRÈCHE	2021-VILLE-00118	2 352,00	231,00	10
21/01/2021	ACHAT D'UN ENREGISTREUR DE TEMPERATURE	2021-VILLE-00119	985,44	97,00	10
21/01/2021	ACHAT D'UN COUVERCLE ROBOT COUPE POUR CRÈCHE	2021-VILLE-00120	235,92	0,00	1
21/01/2021	URNES ET ISOLOIRS POUR LES ÉLECTIONS	2021-VILLE-00121	27 906,00	2 705,00	10
21/01/2021	TABLES ET CHARIOTS POUR LE PDS	2021-VILLE-00122	5 334,62	523,00	10
21/01/2021	MATERIELS DE LOGISTIQUE POUR LE PDS	2021-VILLE-00123	1 509,30	145,00	10
21/01/2021	SOCLAGE D UNE OEUVRE	2021-VILLE-00124	1 005,84	97,00	10
21/01/2021	MOBILIER EXPOSITION TAROTS	2021-VILLE-00125	23 905,00	2 324,00	10
21/01/2021	ETUDE ET REALISATION POUR L'AUDITORIUM	2021-VILLE-00126	9 390,00	923,00	10
22/01/2021	REMPLACEMENT ÉCLAIRAGES - HÔTEL DE VILLE	2021-VILLE-00961	1 926,89	0,00	0
25/01/2021	MAT.RENAN-FOURNITURE ET POSE EXTINCTEUR	2021-VILLE-00127	81,76	0,00	0
25/01/2021	ECOLE VOLTAIRE-FOURNITURE ET POSE DE 15 EXTINCTEUR	2021-VILLE-00128	1 208,30	0,00	0
25/01/2021	ELEM.ST EXUPERY-FOURNITURE ET POSE D'EXTINCTEURS	2021-VILLE-00129	613,87	0,00	0
25/01/2021	MAT.BOUJON-FOURNITURE ET POSE D'EXTINCTEURS	2021-VILLE-00130	233,60	0,00	0
25/01/2021	FOURNITURE & POSE DE 6 CASIERS-MAT LA FONTAINE	2021-VILLE-00131	5 721,96	0,00	0
25/01/2021	ECOLE A.FRANCE-FOURNITURE ET POSE D'UN PORTILLON	2021-VILLE-00132	1 659,00	0,00	0
25/01/2021	LES PONCEAUX-.MENUISERIE PVC	2021-VILLE-00133	8 539,87	0,00	0
25/01/2021	GS LA FONTAINE-TRAVAUX DE REVETEMENT DES SOLS	2021-VILLE-00134	1 229,65	0,00	0
25/01/2021	GS ANATOLE FRANCE-CREATION D'UNE OUVERTURE	2021-VILLE-00135	2 472,19	0,00	0
25/01/2021	CRÉATION ALIMENTATION ENSEIGNE - MÉDIATHEQUE	2021-VILLE-00136	2 860,34	0,00	0
27/01/2021	MISE EN CONFORMITE ELECTRICQUE - FERME PEDAGOGIQUE	2021-VILLE-00137	713,87	0,00	0
27/01/2021	HOTEL DE VILLE CREATION DE DEUX VELUX SOLAIRE	2021-VILLE-00138	20 626,54	0,00	0
27/01/2021	DÉVELOPPEMENT & INTÉGRATION GRC SALESFORCE	2021-VILLE-00139	57 084,00	26 480,00	2
27/01/2021	TRAVAUX DE CÂBLAGE HALLE CH. GUILLAUME	2021-VILLE-00140	1 288,93	119,00	10
27/01/2021	TRAVAUX DE CÂBLAGE 1 RJ COPIEUR AU CTM	2021-VILLE-00141	674,66	62,00	10
27/01/2021	MO20036601P - TRAVAUX DE CÂBLAGE 1 PRISE RJ ECOLE	2021-VILLE-00142	1 251,18	116,00	10
27/01/2021	EQUIPEMENT SALLE MULTIMÉDIA CAM 4ÈME	2021-VILLE-00143	26 418,00	5 019,00	5
27/01/2021	INFRASTRUCTURES RÉSEAU DU LOCAL TECHNIQUE	2021-VILLE-00144	13 968,00	2 653,00	5
27/01/2021	INFRASTRUCTURES RÉSEAU DU LOCAL TECHNIQUE	2021-VILLE-00145	46 956,52	8 921,00	5
27/01/2021	CASQUES SOFTPHONE JABBRA EVOLVE2-40	2021-VILLE-00146	7 059,65	1 313,00	5
27/01/2021	EQUIPEMENT SALLE MULTIMÉDIA CAM 4ÈME	2021-VILLE-00147	69 783,91	12 987,00	5
27/01/2021	ECOLES DE LA VILLE - 30 PC PORTABLES	2021-VILLE-00148	3 948,00	734,00	5
28/01/2021	MISE EN PLACE RADIATEURS - CRÈCHE LA FONTAINE	2021-VILLE-00149	6 680,30	0,00	0
28/01/2021	TRAVAUX DE CABLAGE R+3D - C.A.M.	2021-VILLE-00153	26 400,00	2 442,00	10
28/01/2021	TRAVAUX DE CABLAGE R+4 - C.A.M.	2021-VILLE-00154	567,41	52,00	10

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
28/01/2021	LICENCES AGORA NOTIF ET AGORA GED	2021-VILLE-00155	480,00	0,00	1
01/02/2021	ESPACE LUDIQUE M. AYME-FOURNITURE ET POSE VENTOU	2021-VILLE-00158	2 059,88	0,00	0
04/02/2021	RELIURE DE DOCUMENTS	2021-VILLE-00103	300,80	0,00	1
04/02/2021	TRAVAUX DE CABLAGE DU R+1 - C.A.M.	2021-VILLE-00156	1 279,60	0,00	0
04/02/2021	ACHAT DE MOBILIER - CENTRE ADMINISTRATIF MUNICIPAL	2021-VILLE-00157	3 128,14	289,00	10
04/02/2021	FOURNITURE MOBILIER R + 1 GAUCHE - C.A.M.	2021-VILLE-00160	115 681,62	10 700,00	10
04/02/2021	MODIFICATION MEUBLE DES ECRANS RDC - C.A.M	2021-VILLE-00162	3 356,86	0,00	0
04/02/2021	TRAVAUX DE FAUX PLAFONDS R+3D - C.A.M.	2021-VILLE-00163	149 784,54	0,00	0
04/02/2021	TRAVAUX D'ELECTRICITE R+3D - C.A.M.	2021-VILLE-00164	411 219,00	0,00	0
04/02/2021	TRAVAUX D'ELECTRICITE R+4 - C.A.M.	2021-VILLE-00165	102 517,02	0,00	0
04/02/2021	TRAVAUX DE REVETEMENT DE SOLS R+4 - C.A.M.	2021-VILLE-00166	10 096,98	0,00	0
05/02/2021	DÉVELOPPEMENT LOGICIEL CHATBOT ISSY.	2021-VILLE-00167	711,60	324,00	2
05/02/2021	RENOUVELLEMENT LICENCE BUDGET PART	2021-VILLE-00168	1 200,00	546,00	2
05/02/2021	TRAVAUX REAMENAGEMENT R2 DROIT - CAM	2021-VILLE-00169	52 800,00	4 796,00	10
05/02/2021	TRAVAUX REAMENAGEMENT R2 GAUCHE - CAM	2021-VILLE-00170	39 600,00	3 597,00	10
05/02/2021	INMAC NOV. ET DÉC. TOUS SERVICES ET STOCK	2021-VILLE-00171	18 628,80	3 394,00	5
06/02/2021	ECIV-RESTAURATION MONUMENT AUX MORTS G	2021-VILLE-00172	3 918,00	0,00	0
08/02/2021	REMPLACEMENT POTEAU INCENDIE RUE EREVANDEVIS 303	2021-VILLE-00180	3 257,88	196,00	15
08/02/2021	TRAVAUX DE BORNES EPINETTES	2021-VILLE-00181	1 963,80	118,00	15
09/02/2021	MAT. P.BERT-FOURNITURE ET POSE D'UN EXTINCTEUR	2021-VILLE-00184	81,76	0,00	0
09/02/2021	MISE EN PLACE BATTERIE EAU FROIDE-P.D.S PALAIS DES	2021-VILLE-00185	59 703,48	0,00	0
09/02/2021	AJOUT DIGICODE - LUDOTHÈQUE	2021-VILLE-00186	1 071,96	0,00	0
09/02/2021	REMPLACEMENT DE 16 DM PAR DES DM ASSOCIES	2021-VILLE-00187	4 381,10	0,00	0
09/02/2021	TRAVAUX DE PEINTURE - ECOLE CHABANNE - PART DU SO	2021-VILLE-00188	8 500,00	0,00	0
09/02/2021	TRAVAUX DE PEINTURES - ECOLE CHABANNE	2021-VILLE-00189	6 502,22	0,00	0
09/02/2021	CHANGEMENT SIGNALÉTIQUE - MÉDIATHÈQUE CENTRALE	2021-VILLE-00190	32 500,80	0,00	0
09/02/2021	VÉRIFICATION, REMPLACEMENT BAES - HAUTS D'ISSY	2021-VILLE-00191	4 234,46	0,00	0
09/02/2021	GYMNASE J.GODDET-REMPLACEMENT DES BAES	2021-VILLE-00192	3 278,17	0,00	0
09/02/2021	REMPLACEMENT EXTINCTEURS - CRÈCHE ARC EN CIEL	2021-VILLE-00193	163,51	0,00	0
09/02/2021	REMPLACEMENT EXTINCTEURS - CRÈCHE LA FARANDOLE	2021-VILLE-00194	459,43	0,00	0
09/02/2021	GS LES CHARTREUX-REMPLACEMENT DE LA CLOTURE	2021-VILLE-00195	7 140,00	0,00	0
12/02/2021	MISE EN OEUVRE D'UN PROGICIEL	2021-VILLE-00199	17 040,00	7 597,00	2
12/02/2021	TRAVAUX DE CÂBLAGE AU MUSEE	2021-VILLE-00200	13 065,02	1 164,00	10
12/02/2021	TRAVAUX DE CÂBLAGE CTM FRIGO CONNECTÉ	2021-VILLE-00201	1 088,96	97,00	10
12/02/2021	TRAVAUX DE CABLAGE HALLE CHRISTIANE GUILLAUME	2021-VILLE-00202	11 461,98	1 022,00	10
12/02/2021	IMPRIMANTE CANON I-SENSYS LBP643CDW COULEUR	2021-VILLE-00203	399,60	0,00	1
12/02/2021	IMPRIMANTE MONOCHROMES CANON I-SENSYS	2021-VILLE-00204	298,50	0,00	1
12/02/2021	IMPRIMANTE CANON I-SENSYS LBP226DW	2021-VILLE-00205	298,50	0,00	1
16/02/2021	FOURNITURE ET POSE DE MATERIELS	2021-VILLE-00197	8 446,45	0,00	0
16/02/2021	FOURNITURE LIT POUR INFIRMERIE AU PDS	2021-VILLE-00198	813,78	72,00	10
16/02/2021	EQUIPEMENTS DIVERS POUR DIVERS	2021-VILLE-00206	1 661,80	145,00	10
16/02/2021	POUBELLE À COUCHES POUR CRÈCHE	2021-VILLE-00207	114,18	0,00	1
16/02/2021	EXOSQUELETTE POUR LA LOGISTIQUE	2021-VILLE-00208	4 794,00	424,00	10
16/02/2021	ACHAT D'UN MIXEUR PLONGEANT POUR CRECHE	2021-VILLE-00209	513,60	47,00	10
16/02/2021	DÉMOLITION - TERRASSEMENT - STRUCTURE	2021-VILLE-00210	37 054,96	2 161,00	15
18/02/2021	TRAVAUX DE PEINTURE - 4EME ETAGE CAM - PART DU SO	2021-VILLE-00173	6 000,00	0,00	0
18/02/2021	TRAVAUX DE PEINTURE R+4 - C.A.M.	2021-VILLE-00174	3 903,73	0,00	0
18/02/2021	TRAVAUX DE MACONNERIE R+4 - C.A.M.	2021-VILLE-00175	8 535,11	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
18/02/2021	C.A.M R+1 GAUCHE - TRAVAUX DE VITROPHANIE	2021-VILLE-00177	23 633,27	0,00	0
18/02/2021	DT20011401P PROJET DE REAMENAGEMENT - C.A.M.	2021-VILLE-00178	4 349,70	0,00	0
18/02/2021	TRAVAUX DE MACONNERIE - R+3D - C.A.M	2021-VILLE-00179	510 636,88	0,00	0
18/02/2021	MICRO-ONDES POUR L'ÉCOLE ÉLÉMENTAIRE JUSTIN OUDIN	2021-VILLE-00215	119,50	0,00	1
18/02/2021	MICRO-ONDES POUR LE R.A.M LES EPINETTES	2021-VILLE-00216	119,50	0,00	1
18/02/2021	TRAVAUX DE CÂBLAGE 1 RJ CRÈCHE LA FARANDOLE	2021-VILLE-00217	740,41	64,00	10
18/02/2021	TRAVAUX DE CÂBLAGE 1 RJ CAM BUREAU 369	2021-VILLE-00218	837,42	72,00	10
18/02/2021	TRAVAUX DE CÂBLAGE LIGNE ALARME TEMPS DES CERISES	2021-VILLE-00219	1 399,18	121,00	10
18/02/2021	TRAVAUX DE CABLAGE R+3D - C.A.M.	2021-VILLE-00220	6 000,00	521,00	10
18/02/2021	TRAVAUX DE CÂBLAGE SURETÉ DU CAM	2021-VILLE-00221	18 000,00	1 565,00	10
18/02/2021	TRAVAUX REAMENAGEMENT R2 DROIT - CAM	2021-VILLE-00222	45 600,00	3 964,00	10
18/02/2021	TRAVAUX REAMENAGEMENT R2 GAUCHE - CAM	2021-VILLE-00223	32 400,00	2 817,00	10
18/02/2021	CONTRÔLE DACCÈS VIDÉOSURVEILLANCE CAM	2021-VILLE-00224	1 800,00	313,00	5
18/02/2021	CONTRÔLE DACCÈS VIDÉOSURVEILLANCE CAM	2021-VILLE-00225	3 600,00	626,00	5
19/02/2021	SUBVENTION RAVALEMENT BUDGET 2021	2021-VILLE-00226	146 193,87	8 446,00	15
22/02/2021	REMPLACEMENT D'UN EXTINCTEUR - STADE DE BILLANCOU	2021-VILLE-00227	73,98	0,00	1
22/02/2021	REMPLACEMEMNT D'UN EXTINCTEUR - GYMNASE LA SOURCE	2021-VILLE-00228	81,76	0,00	1
22/02/2021	PROGRAMMATION ARRÊT SONO - PALAIS DES SPORTS	2021-VILLE-00229	2 358,24	0,00	0
22/02/2021	PROGRAMMATION ARRÊT SONO - PALAIS DES SPORTS	2021-VILLE-00230	39,78	0,00	1
22/02/2021	REMPLACEMENT D'EXTINCTEURS - AGORA	2021-VILLE-00232	2 223,18	0,00	0
22/02/2021	CRECHE LES LUTINS-ALIMENTATION VENTOUSE SUR PORTE	2021-VILLE-00233	324,60	0,00	0
22/02/2021	GS LA FONTAINE-TRAVAUX DE PEINTURE DANS LA LOGE	2021-VILLE-00234	883,78	0,00	0
22/02/2021	CRECHE LES LUTINS-CREATION ALIMENTATION ELECTRIQU	2021-VILLE-00235	639,91	0,00	0
22/02/2021	CRECHE LA FONTAINE-CREATION DOUBLE BLOC PC	2021-VILLE-00236	889,79	0,00	0
22/02/2021	DÉPLACEMENT DE BORNES ÉLECTRIQUES SUITE RÉFECTION	2021-VILLE-00237	3 144,00	0,00	0
22/02/2021	TRAVAUX D'ELECTRICITE CENTRE ADMINISTRATIF MUNIC	2021-VILLE-00238	11 462,02	0,00	0
22/02/2021	MISE EN CONFORMITÉ - ESPACE ICARE	2021-VILLE-00239	1 255,56	0,00	0
22/02/2021	REMPLACEMENT HAUT PARLEURS - CENTRE ADMINISTRATIF	2021-VILLE-00240	4 501,25	0,00	0
22/02/2021	MISE EN PLACE POMPE DE RELEVAGE - CAM	2021-VILLE-00241	2 416,63	0,00	0
22/02/2021	POSE D'EXTINCTEUR - CENTRE ADMINISTRATIF	2021-VILLE-00242	106,80	0,00	0
22/02/2021	CRÉATION D'UN DÉPART ÉCRAN MOTORISÉ - CAM	2021-VILLE-00243	1 121,89	0,00	0
22/02/2021	MEDIATHEQUE-REMPLACEMENT DES BAES HS	2021-VILLE-00244	11 030,53	0,00	0
22/02/2021	CRÉATION ALIMENTATIONS ÉLECTRIQUES - HALLE SPORTS	2021-VILLE-00245	7 850,52	0,00	0
23/02/2021	MISSION COORDINATION SPS - REFECTION TERRAIN ALA	2021-VILLE-00249	147,60	0,00	1
23/02/2021	MITIGEUR ET ÉVIER POUR ÉCOLE ÉLÉMENTAIRE COLOMBIE	2021-VILLE-00250	758,93	65,00	10
23/02/2021	EQUIPEMENT SCOLAIRE POUR ÉCOLE LOUISE MICHEL	2021-VILLE-00251	546,53	47,00	10
23/02/2021	AMENAGEMENT JARDINS SOLIDAIRES	2021-VILLE-00252	33 076,80	1 892,00	15
24/02/2021	DÉVELOPPEMENT & INTÉGRATION GRC SALESFORCE	2021-VILLE-00259	3 664,30	1 572,00	2
24/02/2021	SYSTÈME BASTION WALLIX (INFRASTRUCTURE) - LT 6	2021-VILLE-00260	11 268,00	1 934,00	5
24/02/2021	ECRANS D'AFFICHAGE 65" R+1 CAM - LT 6	2021-VILLE-00261	3 097,20	531,00	5
24/02/2021	MIGRATION IWS INFINITY LT 6	2021-VILLE-00262	2 286,00	981,00	2
24/02/2021	INFRASTRUCTURES RÉSEAU DU LOCAL TECHNIQUE SALL	2021-VILLE-00263	43 608,00	7 486,00	5
24/02/2021	INFRASTRUCTURES RÉSEAU DU LOCAL TECHNIQUE SALL	2021-VILLE-00264	64 480,32	11 069,00	5
24/02/2021	ECOLES DE LA VILLE - 30 PC PORTABLES 830 G7 LT	2021-VILLE-00265	6 408,00	1 096,00	5
24/02/2021	TRAVAUX DE CÂBLAGE TIROIR OPTIQUE CAM	2021-VILLE-00269	1 106,16	94,00	10
24/02/2021	TRAVAUX DE CÂBLAGE GOULOTTE MÉDIATHÈQUE CENTRE	2021-VILLE-00270	885,77	75,00	10
24/02/2021	TRAVAUX DE CÂBLAGE 11 PRISES RJ CAM BUREAUX 135	2021-VILLE-00271	5 463,17	465,00	10
24/02/2021	TRAVAUX DE CABLAGE - ESPACE ANDRE CHEDDID	2021-VILLE-00272	2 428,03	207,00	10

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
24/02/2021	TRAVAUX PEINTURES - RESTAURANT CLUB A. CHENIER	2021-VILLE-00274	207,95	0,00	0
24/02/2021	MISE EN PLACE BALLON ECS - CENTRE ADMINISTRATIF	2021-VILLE-00275	859,14	0,00	0
24/02/2021	MISE EN PLACE MEUBLE VASQUE - CENTRE ADMINISTRATI	2021-VILLE-00276	4 401,86	0,00	0
24/02/2021	CRÉATION DE PRISES ANTIVANDALES HALLE DES SPORTS	2021-VILLE-00277	5 713,25	0,00	10
26/02/2021	MISSION DE COORDINATION DES SYSTÈMES DE SÉCURITÉ	2021-VILLE-00247	1 080,00	0,00	0
02/03/2021	POSE DE CORNIÈRE - CRÈCHE LA FONTAINE	2021-VILLE-00284	136,08	0,00	0
02/03/2021	FOURNITURE PLANS D'ÉVATUATION - ARCHE 21	2021-VILLE-00285	335,52	0,00	0
02/03/2021	RÉFECTION DU SAS CUISINE - CRÈCHE LES CIGOGNES	2021-VILLE-00286	6 095,40	0,00	0
02/03/2021	FOURNITURE PLAN D'ÉVACUATION, CENTRE ADMINISTRATI	2021-VILLE-00288	1 230,24	0,00	0
02/03/2021	CRECHE LE COLOMBIER-PROTECTIONS ANTI PIGEONS	2021-VILLE-00289	2 151,00	0,00	0
02/03/2021	CRECHE LES LUTINS-FOURNITURE ET POSE DE 2 FERME P	2021-VILLE-00290	894,00	0,00	0
02/03/2021	MATERNELLE BOUJON-REMSE EN ETAT DE L'INSTALLATIO	2021-VILLE-00291	244,80	0,00	0
02/03/2021	CRÉATION TOILETTES PMR - STADE DE BILLANCOURT	2021-VILLE-00292	7 717,49	0,00	0
02/03/2021	GS LA FONTAINE-TX DE PEINTURE DANS LES SALLES DE	2021-VILLE-00293	5 600,00	0,00	0
02/03/2021	GS LA FONTAINE-TX DE PEINTURE DANS LES CLASSES	2021-VILLE-00295	4 089,69	0,00	0
02/03/2021	OFFICE DU TOURISME-TRAVAUX DE PEINTURE	2021-VILLE-00296	1 580,89	0,00	0
02/03/2021	REMPLACEMENT BAES - PALAIS DES SPORTS	2021-VILLE-00297	2 827,25	0,00	10
02/03/2021	REMPLACEMENT DES BAES - PALAIS DES SPORTS	2021-VILLE-00298	4 107,91	0,00	0
02/03/2021	ECOLE LES PONCEAUX-CREATION ECLAIRAGE EXTERIEUR	2021-VILLE-00299	1 813,75	0,00	0
02/03/2021	ELEM. A.FRANCE-FOURNITURE ET POSE DE BACS	2021-VILLE-00300	14 568,00	803,00	15
02/03/2021	FOURNITURE COFFRE-FORT - CRÈCHE LES LUTINS	2021-VILLE-00301	463,76	0,00	0
03/03/2021	CREATION D'UN VNI - ECOLE JUSTIN OUDIN	2021-VILLE-00282	1 547,99	131,00	10
03/03/2021	POSE DE MOULURES - CENTRE ADMINISTRATIF	2021-VILLE-00302	3 575,28	0,00	0
03/03/2021	CRÉATION RIDEAU MÉTALLIQUE - CENTRE TECHNIQUE	2021-VILLE-00303	24 158,40	0,00	0
03/03/2021	REMPLACEMENT FILM DEPOLI - ECOLE BORDS DE SEINE	2021-VILLE-00304	857,23	0,00	0
03/03/2021	GS. A.FRANCE-CREATION ALIMENTATIONS PERGOLAS	2021-VILLE-00305	1 969,25	0,00	0
03/03/2021	MODIFICATION MEUBLE CONSIGNE - CENTRE ADMINISTRAT	2021-VILLE-00306	4 688,51	0,00	0
03/03/2021	SU21-00001 - SUBVENTION ACQUISITION EQUIPEMENTS NU	2021-VILLE-00307	117 000,00	6 456,00	15
05/03/2021	REPRISES DES COFFRES R+2G - C.A.M.	2021-VILLE-00246	198 487,88	0,00	0
05/03/2021	TRAVAUX DE MACONNERIE R+1 GAUCHE - C.A.M.	2021-VILLE-00248	149 228,15	0,00	0
05/03/2021	MODIFICATION INSTALLATION SSI T.N. - C.A.M.	2021-VILLE-00266	30 467,57	0,00	0
05/03/2021	TRAVAUX DE FAUX-PLAFONDS R+2D - C.A.M.	2021-VILLE-00267	170 893,93	0,00	0
05/03/2021	TRAVAUX DE FAUX PLAFONDS R+2G - C.A.M.	2021-VILLE-00268	119 613,80	0,00	0
05/03/2021	REPRISES DE COFFRES R+2D - C.A.M.	2021-VILLE-00279	605 820,56	0,00	0
05/03/2021	TRAVAUX DE VITROPHANIE R+2D - C.A.M.	2021-VILLE-00280	15 158,16	0,00	0
05/03/2021	FOURNITURE DE MOBILIER R+4 - C.A.M.	2021-VILLE-00281	58 917,73	5 024,00	10
05/03/2021	TRAVAUX DE VITROPHANIE R+3D - C.A.M.	2021-VILLE-00283	15 411,84	0,00	0
05/03/2021	TRAVAUX DE MACONNERIE - TN - C.A.M.	2021-VILLE-00308	8 383,22	0,00	0
05/03/2021	TRAVAUX DE MENUISERIE R+4 - C.A.M.	2021-VILLE-00309	64 729,58	0,00	0
05/03/2021	MISE EN PLACE DE TRAPPES DE VISITE R+3D - C.A.M.	2021-VILLE-00310	2 038,40	0,00	0
05/03/2021	TRAVAUX REHABILITATION R+1G - C.A.M.	2021-VILLE-00311	4 864,86	0,00	0
08/03/2021	FOURNITURE & POSE CLOISONS AMOVIBLES R+1G - C.A.M	2021-VILLE-00312	6 980,47	0,00	0
08/03/2021	FOURNITURE & POSE DE PORTES T.S. R+3D - C.A.M.	2021-VILLE-00313	14 582,00	0,00	0
08/03/2021	FOURNITURES R+3 GAUCHE V8 - CENTRE ADMINISTRATIF	2021-VILLE-00315	2 931,92	241,00	10
08/03/2021	DT21-00043 TRAVAUX DE PEINTURE - 3EME ETAGE CAM -	2021-VILLE-00318	26 000,00	0,00	0
08/03/2021	TRAVAUX REVETEMENT SOL - 3EME ETAGE CAM - PART DU	2021-VILLE-00319	22 500,00	0,00	0
08/03/2021	TRAVAUX DE PEINTURE R+3 - C.A.M.	2021-VILLE-00320	18 671,40	0,00	0
08/03/2021	TRAVAUX DE REVETEMENT DE SOLS R+3 - C.A.M.	2021-VILLE-00321	53 314,58	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
08/03/2021	MATERIEL FLEURISEMENT	2021-VILLE-00323	2 676,00	229,00	10
08/03/2021	EPANDEURS POUR DIVERSES ÉCOLES	2021-VILLE-00324	391,68	0,00	1
08/03/2021	ASPIRATEUR POUR STADE MIMOUN	2021-VILLE-00325	265,72	0,00	1
08/03/2021	ARMOIRE FROIDE NÉGATIVE 600L	2021-VILLE-00326	3 552,00	288,00	10
08/03/2021	TABLES ET ROLLS POUR SERVICE LOGISTIQUE	2021-VILLE-00327	8 490,48	698,00	10
10/03/2021	CREATION RIDEAU AUTOMATIQUE - CENTRE TECHNIQUE	2021-VILLE-00338	11 995,68	0,00	0
10/03/2021	CRÉATION RÉSEAUX D'ALIMENTATION - HALLE DES SPORT	2021-VILLE-00339	3 937,82	0,00	15
11/03/2021	CREATION D'UNE SONNETTE SANS FIL OFFICE DU TOURISM	2021-VILLE-00340	141,16	0,00	0
12/03/2021	LICENCE ISILOG (ITSM TOUS SERVICES)	2021-VILLE-00330	21 777,76	8 953,00	2
12/03/2021	SYSTÈME ECRANS DE RÉSERVATIONS CAM - LT 4	2021-VILLE-00331	43 998,26	7 235,00	5
12/03/2021	6 MACBOOK PRO POUR ARCHE 2 LOT 4	2021-VILLE-00332	25 534,18	4 198,00	5
12/03/2021	EQUIPEMENT SALLE MULTIMÉDIA CAM 4ÈME ÉTAGE - L	2021-VILLE-00333	4 336,96	713,00	5
12/03/2021	SYSTÈME ECRANS DE RÉSERVATIONS CAM - LT 6	2021-VILLE-00334	10 587,00	1 740,00	5
12/03/2021	REPAS MOYENS / GRANDS :MAXI LOT COUVERTS ENFANT -	2021-VILLE-00335	497,02	0,00	1
12/03/2021	BIBERONNERIE : POUBELLE À PÉDALE - RÉF : 255595	2021-VILLE-00336	556,94	45,00	10
12/03/2021	EQUIPEMENTS POUR LES ACCES PNG R+1 - C.A.M	2021-VILLE-00337	58 420,16	0,00	0
12/03/2021	TRAVAUX DE CÂBLAGE CAM FRIGO CONNECTÉ	2021-VILLE-00341	1 186,88	96,00	10
12/03/2021	TRAVAUX DE CÂBLAGE HÔTEL DE VILLE	2021-VILLE-00342	1 080,92	87,00	10
12/03/2021	TRAVAUX DE CÂBLAGE 2 RJ LUDOTHÈQUE	2021-VILLE-00343	1 534,32	124,00	10
12/03/2021	TRAVAUX DE PLOMBERIE R+3D - C.A.M.	2021-VILLE-00344	43 259,50	0,00	0
12/03/2021	MATERIEL INFORMATIQUE AMÉNAGEMENTS CAM	2021-VILLE-00345	14 725,48	2 388,00	5
12/03/2021	SOLUTION WIFI CAM ET GESTION INFRA RÉSEAU - LT6	2021-VILLE-00346	7 500,00	1 216,00	5
12/03/2021	TRAVAUX DE PLOMBERIE R+4 - C.A.M.	2021-VILLE-00347	12 015,70	0,00	0
15/03/2021	TRAVAUX DE VITROPHANIE R+3D - C.A.M.	2021-VILLE-00348	23 117,76	0,00	0
15/03/2021	TRAVAUX DE MACONNERIE - R+3D - C.A.M	2021-VILLE-00349	137 023,78	0,00	0
15/03/2021	COMMANDE RIDEAU AUTOMATIQUE - CENTRE TECHNIQUE	2021-VILLE-00350	18 040,91	0,00	0
15/03/2021	CHAUFFEUSE 1 PLACE H : 32 - ORANGE PASTEL	2021-VILLE-00351	508,02	40,00	10
15/03/2021	DOUCHE CUISINE : 1 TAPIS DE BAIN COULEUR TAUPE -D	2021-VILLE-00352	1 854,12	149,00	10
15/03/2021	CONVECTEUR ET SYLMASTER POUR HG GRENADINE	2021-VILLE-00353	1 112,82	89,00	10
15/03/2021	CRECHE LE COLOMBIER-PROTECTIONS ANTI PIGEONS	2021-VILLE-00354	19 924,06	0,00	0
15/03/2021	THEATRE DES MARIONNETTES-REPRISE ETANCHEITE	2021-VILLE-00356	1 241,04	0,00	0
22/03/2021	EQUIPEMENT DE PROJECTEURS	2021-VILLE-00316	29 731,20	2 452,00	10
22/03/2021	EQUIPEMENT DE PROJECTEURS TYPE DECOUPE AUDITORIUM	2021-VILLE-00317	18 037,20	1 488,00	10
22/03/2021	POULAILLER TALUS GARIBALDI	2021-VILLE-00322	5 250,00	450,00	10
22/03/2021	MO20010301P - DÉVELOPPEMENT LOGICIEL CHATBOT ISSY.	2021-VILLE-00328	711,60	295,00	2
22/03/2021	LICENCE AVEC MAINTENANCE 1 AN OPENDATASOFT	2021-VILLE-00329	4 200,00	1 744,00	2
22/03/2021	ECIV-RESTAURATION MONUMENT AUX MORTS GN 1870-187	2021-VILLE-00355	1 080,00	0,00	0
22/03/2021	PROJET DE REAMENAGEMENT - C.A.M.	2021-VILLE-00364	4 349,70	0,00	0
22/03/2021	RAYONNAGE INOX TOURNUS	2021-VILLE-00365	836,16	65,00	10
22/03/2021	HY20003801P PARTICIPATION AUX DEPENSES D'INVESTISS	2021-VILLE-00367	167 942,75	8 770,00	15
23/03/2021	INSTALLATION D'UNE BOBILE MX - LUDOTHÈQUE	2021-VILLE-00372	487,45	0,00	0
23/03/2021	FOURNITURE D'ÉMETTEURS - ESPACE CHÉDID	2021-VILLE-00374	468,00	0,00	0
23/03/2021	FOURNITURE D'ÉMETTEURS - ESPACE CHÉDID	2021-VILLE-00375	468,00	0,00	0
23/03/2021	FOURNITURE ET POSE DE FILMS DEPOLIS - OFFICE DU T	2021-VILLE-00376	112,32	0,00	0
23/03/2021	ELEMENTAIRE EPINETTES-POSE D'UN PROJECTEUR LED	2021-VILLE-00377	654,46	0,00	0
23/03/2021	REMPLACEMENT BORNE DE RECHARGE - CENTRE TECHNIQUE	2021-VILLE-00378	674,52	0,00	0
23/03/2021	POSE SÈCHE-MAINS ET CONVECTEUR - STADE BILLANCOUR	2021-VILLE-00379	2 982,19	0,00	0
23/03/2021	ARCHES 21 - FOURNITURE ET POSE DE RIDEAUX	2021-VILLE-00380	7 201,20	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
23/03/2021	APPAREILS ELECTRIQUES	2021-VILLE-00381	595,20	46,00	10
26/03/2021	RAVALEMENT - ANNÉE 2020 - SPL SOA	2021-VILLE-00366	24 381,60	1 259,00	15
26/03/2021	ECOLE LES ILES-SECURISATION-FOURNITURE POTEAU	2021-VILLE-00387	750,60	46,00	15
26/03/2021	REMPLACEMENT DES DALLES DU FAUX-PLAFOND ELEMENTA	2021-VILLE-00388	1 120,92	0,00	0
26/03/2021	ETANCHÉITÉ ÉDICULE BÉTON - HALLE DES SPORTS	2021-VILLE-00389	2 891,21	0,00	0
26/03/2021	LICENCES MICROSOFT MS ACCORD ENTREPRISE	2021-VILLE-00391	144 758,76	55 892,00	2
26/03/2021	6 MACBOOK PRO ARCHE 21 LOT 6	2021-VILLE-00392	3 600,00	554,00	5
26/03/2021	50 PC PORTABLES POUR LES SERVICES	2021-VILLE-00393	11 676,00	1 796,00	5
26/03/2021	SYSTÈME ECRANS DE RÉSERVATIONS CAM	2021-VILLE-00394	10 332,00	1 589,00	5
26/03/2021	AMÉNAGEMENTS CAM JANVIER 2021	2021-VILLE-00395	22 554,00	3 470,00	5
26/03/2021	ECIV-CREMATIONS ADMIN. SUITE REPRISES	2021-VILLE-00396	10 576,33	0,00	0
29/03/2021	ARMOIRE DOSSIER SUSPENDU 4 TIROIRS ÉCOLE DOISNEAU	2021-VILLE-00382	762,00	58,00	10
29/03/2021	ABONNEMENT BORNES DE RECHARGE (PDS)	2021-VILLE-00399	115,20	0,00	1
29/03/2021	MISE EN PLACE DE PORTES DE DOUCHES - C.A.M.	2021-VILLE-00400	2 185,82	0,00	0
29/03/2021	DT20010901P TRAVAUX DE FAUX PLAFONDS R+4 -C.A.M.	2021-VILLE-00401	1 110,78	0,00	0
29/03/2021	TRAVAUX DE FAUX PLAFONDS R+3D - C.A.M.	2021-VILLE-00402	23 547,77	0,00	0
29/03/2021	TRAVAUX DE FAUX PLAFONDS R+2G - C.A.M.	2021-VILLE-00403	6 295,45	0,00	0
29/03/2021	TRAVAUX DE FAUX-PLAFONDS R+2D - C.A.M.	2021-VILLE-00404	8 994,38	0,00	0
29/03/2021	TRAVAUX FAUX PLAFONDS R+1G - C.A.M.	2021-VILLE-00405	7 275,01	0,00	0
29/03/2021	TABOURET ROND À ROULETTES	2021-VILLE-00406	1 236,24	93,00	10
29/03/2021	BORNES DE TRI SAKURA POUR CAM	2021-VILLE-00407	6 094,80	465,00	10
29/03/2021	MOBILIER POUR CRÈCHE ARC EN CIEL	2021-VILLE-00408	1 590,00	120,00	10
29/03/2021	MOBILIER POUR CRÈCHE ARC EN CIEL	2021-VILLE-00409	1 083,60	81,00	10
29/03/2021	MOBILIER POUR CRÈCHE ARC EN CIEL	2021-VILLE-00410	1 039,67	78,00	10
29/03/2021	RÉFRIGÉRATEUR POUR LOGE POUR ÉCOLE	2021-VILLE-00411	244,14	0,00	1
29/03/2021	ARMOIRES FROIDES POSITIVES LEIBHERR	2021-VILLE-00412	3 099,96	234,00	10
29/03/2021	MATÉRIEL DIVERS POUR FUTURE CRÈCHE	2021-VILLE-00413	1 348,02	101,00	10
29/03/2021	JOUETS DIVERS POUR CRÈCHE ARC EN CIEL	2021-VILLE-00414	2 030,23	154,00	10
29/03/2021	JOUETS DIVERS POUR CRÈCHE ARC EN CIEL	2021-VILLE-00415	556,08	42,00	10
29/03/2021	TAPIS SUR MESURE 80CM X 53CM - COULEUR	2021-VILLE-00416	125,02	0,00	1
30/03/2021	MISE EN CONFORMITÉ - GYMNASE JACQUES GODDET	2021-VILLE-00417	583,06	0,00	0
30/03/2021	REMPLACEMENT DES BAES - GYMNASE J GUESDE	2021-VILLE-00418	1 145,94	0,00	0
30/03/2021	REMPLACEMENT EXTINCTEURS - TENNIS CLUB	2021-VILLE-00419	227,12	0,00	0
30/03/2021	TVX DANS CANIVEAUX ÉTANCHES - GYMNASE LA SOURCE	2021-VILLE-00420	12 770,24	0,00	0
30/03/2021	REMPLACEMENT DES BAES - MÉDIATHÈQUE CHARTREUX	2021-VILLE-00421	3 177,47	0,00	0
30/03/2021	TRAVAUX ELECTRIQUES TUNNEL ADJACENT MIMOUN	2021-VILLE-00423	6 449,90	322,00	15
30/03/2021	POSE ET DEPOSE ANCRAGE DE VOLLEY - GYM	2021-VILLE-00425	1 059,48	79,00	10
30/03/2021	EQUIPEMENTS MISE EN CONFORMITE	2021-VILLE-00429	5 930,40	451,00	10
30/03/2021	RENOUVELLEMENT LICENCE BUDGET PARTICIPATIF	2021-VILLE-00430	2 400,00	903,00	2
30/03/2021	LICENCES XG330 NETWORK PROTECTION	2021-VILLE-00431	4 968,17	1 863,00	2
30/03/2021	SOLUTION WIFI CAM ET GESTION INFRA RESEAU	2021-VILLE-00432	187 726,73	28 159,00	5
30/03/2021	LICENCES UCS C240M4	2021-VILLE-00433	13 659,47	5 122,00	2
30/03/2021	LICENCE CIEME STATS TOUS SERVICES CAM	2021-VILLE-00434	1 591,31	596,00	2
30/03/2021	SYSTÈME BASTION WALLIX (INFRASTRUCTURE)	2021-VILLE-00435	27 352,80	4 102,00	5
30/03/2021	LICENCE XM FAX TOUS LES SERVICES DU CAM	2021-VILLE-00436	1 465,67	549,00	2
31/03/2021	TRAVAUX DE CURAGE & DESAMIANTAGE PHASE 2 - C.A.M	2021-VILLE-00422	3 015,84	0,00	0
31/03/2021	TRAVAUX DE CURAGE & DESAMIANTAGE PHASE 5 - C.A.M	2021-VILLE-00424	26 272,01	0,00	0
31/03/2021	TRAVAUX DE DESAMIANTAGE PHASE 3 ET 4 - C.A.M	2021-VILLE-00426	591 316,20	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
31/03/2021	TRAVAUX DE DESAMIANTAGE PHASE 3 ET 4 - C.A.M	2021-VILLE-00427	252 682,07	0,00	0
31/03/2021	TRAVAUX DE CURAGE & DESAMIANTAGE PHASE 5 - C.A.M	2021-VILLE-00428	19 860,38	0,00	0
02/04/2021	DESTRUCTEUR	2021-VILLE-00446	140,64	0,00	1
02/04/2021	MARCHE PIED PLIANT ACIER TINTO (2 MARCH	2021-VILLE-00447	90,00	0,00	1
08/04/2021	MATÉRIELS DE NETTOYAGE POUR FUTURE CRÈCHE	2021-VILLE-00437	228,86	0,00	1
08/04/2021	DÉVELOPPEMENT LOGICIEL CHATBOT ISSY	2021-VILLE-00438	711,60	260,00	2
08/04/2021	TRAVAUX DE CÂBLAGE VNI ECOLE	2021-VILLE-00439	411,60	0,00	1
08/04/2021	CREATION D UNE PRISE IMPRIMANTE - CAM	2021-VILLE-00440	614,72	45,00	10
08/04/2021	AMENAGEMENT JARDINS SOLIDAIRES	2021-VILLE-00443	38 504,16	2 017,00	15
12/04/2021	VAISSELLE DIVERSE POUR CRÈCHE ARC EN CIEL	2021-VILLE-00448	420,10	0,00	1
12/04/2021	CENTRALE DE DÉSINFECTION POUR CRÈCHE ARC EN CIEL	2021-VILLE-00449	332,28	0,00	1
12/04/2021	DOUCHE CUISINE :VESTIAIRE 2 CASES	2021-VILLE-00451	2 874,95	209,00	10
12/04/2021	PÈSE-BÉBÉS+ARMOIRE INFIRMERIE-CRÈCHE ARC EN CIEL	2021-VILLE-00452	544,32	39,00	10
12/04/2021	THERMOGRAPHE POUR CRÈCHE ROULE GALETTE	2021-VILLE-00453	492,72	0,00	1
12/04/2021	RÉFRIGÉRATEUR INOX BIBERONNERIE POUR CRÈCHE	2021-VILLE-00454	1 118,40	81,00	10
12/04/2021	THERMOGRAPHE BARON	2021-VILLE-00455	12 916,56	936,00	10
12/04/2021	VIDÉOPROJECTEUR POUR PALAIS DES SPORTS	2021-VILLE-00456	1 387,28	101,00	10
12/04/2021	OUVRE-LETTRES POUR SERVICE COURRIER	2021-VILLE-00457	1 196,40	87,00	10
13/04/2021	INSTALLATION RADIATEUR - CRÈCHE LA FONTAINE	2021-VILLE-00460	2 088,77	0,00	0
13/04/2021	CRÉATION ALIMENTATION + CONVECTEUR - AQUABULLES	2021-VILLE-00461	1 183,79	0,00	0
13/04/2021	REMISE EN ÉTAT DU SSI - CENTRE ADMINISTRATIF	2021-VILLE-00462	2 054,62	0,00	0
13/04/2021	CRECHE LA FONTAINE-REMPLACEMENT D'UNE PORTE CF	2021-VILLE-00463	3 586,55	0,00	0
13/04/2021	REMPLACEMENT FERMETURE - PACI	2021-VILLE-00464	777,30	0,00	0
13/04/2021	ADAPTATION ÉCLAIRAGE - CENTRE ADMINISTRATIF	2021-VILLE-00465	15 607,57	0,00	0
13/04/2021	TRAVAUX ÉLECTRIQUES - OFFICE DU TOURISME	2021-VILLE-00466	5 129,90	0,00	0
13/04/2021	ESPACE CHEDID-FOURNITURE ET POSE DE FILMS	2021-VILLE-00467	823,52	0,00	0
13/04/2021	ELEMENTAIRE P. BERT-REMPLACEMENT DES BAES	2021-VILLE-00468	605,78	0,00	0
13/04/2021	ELEM.P.BERT-REMPLACEMENT D'UNE FENETRE	2021-VILLE-00470	1 713,07	0,00	0
14/04/2021	IMPRIMANTE CANON I- SENSYS MF267DW	2021-VILLE-00476	433,50	0,00	1
16/04/2021	LO21004001 TRANSPALETTE ET CHARIOT POUR LOGISTIQUE	2021-VILLE-00450	4 705,26	337,00	10
16/04/2021	LOT 4 - LIVRES DE LITTÉRATURE	2021-VILLE-00458	1 146,36	82,00	10
16/04/2021	LOT 4 - LIVRES DE LITTÉRATURE	2021-VILLE-00459	144,89	0,00	1
16/04/2021	PROJET DE REAMENAGEMENT - C.A.M.	2021-VILLE-00475	4 349,70	0,00	0
16/04/2021	SÈCHE-MAINS HU02 HV NK V QUIET	2021-VILLE-00477	28 761,60	2 029,00	10
16/04/2021	MICRO-ONDES POUR CENTRE DE VACCINATIONS	2021-VILLE-00478	248,95	0,00	1
16/04/2021	RÉFRIGÉRATEUR ARMOIRE LIEBHERR K3730	2021-VILLE-00479	838,79	59,00	10
20/04/2021	SONDAGES DESTRUCTIFS - GYMNASE LA SOURCE	2021-VILLE-00480	8 845,20	0,00	0
20/04/2021	HALLE SPORT C. GUILLAUME-FABRICATION MAIN-COURANT	2021-VILLE-00481	1 230,00	0,00	0
21/04/2021	ARMOIRE ET ÉTAGÈRE INOX POUR CRÈCHE ARC EN CIEL	2021-VILLE-00493	1 494,00	104,00	10
21/04/2021	MATÉRIEL ÉLECTROMÉNAGER POUR CRÈCHE ARC EN CIEL	2021-VILLE-00494	5 033,10	352,00	10
21/04/2021	MOBILIER POUR CRÈCHE ARC EN CIEL-MÉNAGE	2021-VILLE-00495	279,61	0,00	1
23/04/2021	MOBILIER POUR CRÈCHE ARC EN CIEL-LINGERIE	2021-VILLE-00498	725,47	50,00	10
23/04/2021	MOBILIER POUR CRÈCHE ARC EN CIEL-MOYENNE SECTION	2021-VILLE-00499	43,99	0,00	1
23/04/2021	MOBILIER POUR CRÈCHE ARC EN CIEL-GRANDE SECTION+P	2021-VILLE-00500	208,02	0,00	1
23/04/2021	MATÉRIEL POUR CRÈCHE ARC EN CIEL-MOYENNE SECTION	2021-VILLE-00501	454,33	0,00	1
23/04/2021	MATÉRIEL POUR CRÈCHE ARC EN CIEL-GRANDE SECTION	2021-VILLE-00502	742,99	51,00	10
23/04/2021	MATÉRIEL POUR CRÈCHE ARC EN CIEL-SAS+HALL ACCUEIL	2021-VILLE-00503	278,18	0,00	1
23/04/2021	MOBILIER POUR CRÈCHE ARC EN CIEL-DOUCHE CUISINE	2021-VILLE-00504	318,46	0,00	1

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
23/04/2021	MATÉRIEL POUR CRÈCHE ARC EN CIEL-PETITE SECTION	2021-VILLE-00505	577,31	40,00	10
23/04/2021	MOBILIER POUR CRÈCHE ARC EN CIEL-PETITE SECTION	2021-VILLE-00506	2 092,35	145,00	10
27/04/2021	MATERIEL DE MUSEOGRAPHIE	2021-VILLE-00508	1 197,12	0,00	7
27/04/2021	DISTRIBUTEURS+RECHARGES IXIENE-CRÈCHE	2021-VILLE-00509	983,52	66,00	10
27/04/2021	DÉVELOPPEMENT INTERFAXCE ESII FILES	2021-VILLE-00510	2 688,00	907,00	2
27/04/2021	LOGICIEL GESTION DES RDV NOUVEAUX ARR	2021-VILLE-00511	1 174,80	396,00	2
28/04/2021	4 BOITES A DONS BUDGET PARTICIPATIF	2021-VILLE-00512	9 513,94	652,00	10
28/04/2021	ACHAT D'UN SCOOTER ÉLECTRIQUE POUR ASVP	2021-VILLE-00513	7 082,50	632,00	8
28/04/2021	TRAVAUX DE REHEBILITATION R+2D - C.A.M.	2021-VILLE-00514	439 657,26	0,00	0
28/04/2021	TRAVAUX DE VITROPHANIE R+2G - C.A.M.	2021-VILLE-00516	28 535,03	0,00	0
28/04/2021	TRAVAUX DE VITROPHANIE R+2D - C.A.M.	2021-VILLE-00517	26 888,17	0,00	0
28/04/2021	FOURNITURE DE BACS ET DE PLANTES - C.A.M.	2021-VILLE-00518	5 473,40	226,00	15
28/04/2021	MOBILIER POUR CRÈCHE ARC EN CIEL	2021-VILLE-00519	156,12	0,00	1
28/04/2021	MOBILIER POUR CRÈCHE ARC EN CIEL	2021-VILLE-00520	112,13	0,00	1
28/04/2021	MOBILIER POUR CRÈCHE ARC EN CIEL	2021-VILLE-00521	112,13	0,00	1
28/04/2021	MOBILIER POUR CRÈCHE ARC EN CIEL	2021-VILLE-00522	112,13	0,00	1
28/04/2021	MOBILIER POUR CRÈCHE ARC EN CIEL	2021-VILLE-00523	89,38	0,00	1
28/04/2021	MATÉRIEL POUR CRÈCHE ARC EN CIEL	2021-VILLE-00524	607,12	41,00	10
28/04/2021	NETTOYEUR VAPEUR VAPODIL POUR HG PTV	2021-VILLE-00525	1 071,60	72,00	10
28/04/2021	MATERNELLE LA FONTAINE-CREATION D'UNE KITCHENETTE	2021-VILLE-00526	3 092,41	0,00	0
28/04/2021	GS LES CHARTREUX-REMPLACEMENT BAIE VITREE	2021-VILLE-00529	5 654,40	0,00	0
28/04/2021	ESPACE SAVARY-REPARATIONSSUR TOIT ZINC ET ARDOIS	2021-VILLE-00530	4 584,60	0,00	0
28/04/2021	CAM-DIVERS TRAVAUX COMPLEMENTAIRES	2021-VILLE-00531	12 944,95	0,00	0
28/04/2021	GS A.FRANCE-FOURNITURE ET POSE D'UN COFFRET	2021-VILLE-00532	958,67	0,00	0
29/04/2021	FOURNITURE DE MOBILIER ACCUEIL R+1 - CAM	2021-VILLE-00533	16 828,49	1 131,00	10
29/04/2021	FOURNITURE DE MOBILIER ACCUEIL R+1 - CAM	2021-VILLE-00534	3 822,94	256,00	10
29/04/2021	FOURNITURE DE MOBILIER ACCUEIL R+1 - CAM	2021-VILLE-00535	18 595,19	1 250,00	10
29/04/2021	FOURNITURE DE MOBILIER ACCUEIL R+1 - CAM	2021-VILLE-00536	56 856,49	3 822,00	10
03/05/2021	ACQUISITION D AFFICHES DE CINEMA	2021-VILLE-00537	850,00	0,00	0
03/05/2021	ECRANS POUR SALLES DE RÉUNION CAM LT6	2021-VILLE-00538	11 106,00	1 486,00	5
03/05/2021	ECRANS SALLES DE RÉUNION CAM R+3 DROITE	2021-VILLE-00539	1 632,00	218,00	5
03/05/2021	SYSTÈME BASTION WALLIX (INFRASTRUCTURE)	2021-VILLE-00540	10 260,00	1 373,00	5
03/05/2021	EQUIPEMENT SALLE MULTIMÉDIA CAM 4ÈME	2021-VILLE-00541	33 336,00	4 463,00	5
03/05/2021	ECRANS POUR SALLES DE RÉUNION CAM LT4	2021-VILLE-00542	22 810,44	3 053,00	5
03/05/2021	SOLUTION WIFI CAM ET GESTION INFRA RESEAU	2021-VILLE-00543	43 656,00	5 844,00	5
03/05/2021	MISE EN PLACE DU TRUNCK SIP SUR PABX	2021-VILLE-00544	4 562,40	305,00	10
03/05/2021	LICENCE AD MANAGER TOUS SERVICES	2021-VILLE-00545	958,20	322,00	2
03/05/2021	PC PORTABLES POUR LES SERVICES	2021-VILLE-00549	4 320,00	568,00	5
06/05/2021	SÉCURITÉ DU GARDE-CORPS - PETIT TRAIN VERT	2021-VILLE-00556	2 790,53	0,00	0
06/05/2021	PALAIS DES SPORTS-ALIMENTATION MOTEUR DESENFUMAGE	2021-VILLE-00558	7 493,63	0,00	0
06/05/2021	PALAIS DES SPORTS-REMPLACEMENT DES BAES	2021-VILLE-00559	1 658,18	0,00	0
06/05/2021	CPE LE PETIT TRAIN VERT-REMPLACEMENT BAES	2021-VILLE-00560	1 630,44	0,00	0
06/05/2021	CRECHE ARC EN CIEL-POSE DE SIGNALETIQUE	2021-VILLE-00561	3 768,00	0,00	0
06/05/2021	TRAVAUX DE REAMENAGEMENT R+1 GAUCHE - C.A.M.	2021-VILLE-00564	29 606,08	0,00	0
06/05/2021	POSE DE POMPES DE RELEVAGE - GYMNASE LA SOURCE	2021-VILLE-00565	12 956,45	0,00	0
06/05/2021	ECOLE LES ILES-FOURNITURE ET POSE BLOC-PORTE	2021-VILLE-00566	8 293,27	0,00	0
06/05/2021	MEDIATHEQUE-FABRICATION ET POSE BLOC-PORTE	2021-VILLE-00567	6 465,00	0,00	0
06/05/2021	ECOLE BOUJON-FOURNITURE ET POSE DE DEUX HUBLOTS	2021-VILLE-00568	359,64	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
06/05/2021	ELEMENTAIRE PAUL BERT-MISE EN CONFORMITE	2021-VILLE-00569	148,80	0,00	0
06/05/2021	MAT. BOUJON-MISE EN PLACE D'UN DISCONNECTEUR	2021-VILLE-00571	5 001,07	0,00	0
06/05/2021	REMPLACEMENT PROJECTEURS - HALLE DES SPORTS	2021-VILLE-00572	23 079,44	0,00	0
06/05/2021	MEDIATHEQUE-RAJOUT DE BAES	2021-VILLE-00573	3 298,50	0,00	0
06/05/2021	ECOLE LES PONCEAUX-CREATION D'UNE ALIMENTATION	2021-VILLE-00574	1 125,06	0,00	0
06/05/2021	MUSEE-CREATION D'ALIMENTATIONS ELECTRIQUES	2021-VILLE-00575	3 012,62	0,00	0
06/05/2021	LUDOTHEQUE-REAMENAGEMENT DES SANITAIRES PMR	2021-VILLE-00576	2 496,44	0,00	0
06/05/2021	HOTEL DE VILLE-FOURNITURE ET POSE DE STORES	2021-VILLE-00577	1 085,04	0,00	0
06/05/2021	FABRICATION ET POSE GARDE-CORPS - GYMNASE COLOMBI	2021-VILLE-00578	12 513,00	0,00	0
06/05/2021	JARDIN SOLIDAIRE - MISSION CSPS	2021-VILLE-00579	186,00	0,00	1
06/05/2021	JARDIN SOLIDAIRE ABRI DE JARDIN ET DALLE DE BETON	2021-VILLE-00580	11 412,60	502,00	15
06/05/2021	INSTALLATION DE JARDINIERES	2021-VILLE-00581	9 972,00	450,00	15
07/05/2021	MATERNELLE BOUJON-REFECTION DU FAUX-PLAFOND	2021-VILLE-00588	34 884,84	0,00	0
07/05/2021	CRECHE LES COLOMBES-FOURNITURE ET POSE PICS	2021-VILLE-00589	2 940,00	0,00	0
07/05/2021	CRECHE LES COLOMBES-CREATION ALIMENTATION ELECTRI	2021-VILLE-00590	1 632,97	0,00	0
07/05/2021	ESPACE SAVARY-REPARATIONSSUR TOIT ZINC ET ARDOIS	2021-VILLE-00591	10 697,40	0,00	0
10/05/2021	TRAVAUX DE CÂBLAGE COFFRET ÉCOLE	2021-VILLE-00551	2 143,51	144,00	10
10/05/2021	TRAVAUX DE CABLAGE - R+3D CAM	2021-VILLE-00552	8 780,48	590,00	10
10/05/2021	MÉDIATHÈQUE CENTRALE - AJOUT DUNE RJ	2021-VILLE-00553	1 264,16	84,00	10
10/05/2021	OUVERTURE DES VOIES DU MUR D'ESCALADE	2021-VILLE-00592	14 133,60	0,00	0
10/05/2021	TRAVAUX ELECTRIQUES	2021-VILLE-00593	31 471,67	0,00	10
11/05/2021	MOBILIER POUR CRÈCHE ARC EN CIEL	2021-VILLE-00601	149,52	0,00	1
11/05/2021	MOBILIER POUR CRÈCHE ARC EN CIEL-CUISINE	2021-VILLE-00602	15,32	0,00	1
11/05/2021	BACS DE RANGEMENT TRANSPARENTS-CRÈCHE AEC	2021-VILLE-00603	61,30	0,00	1
11/05/2021	MOBILIER POUR CRÈCHE ARC EN CIEL-JARDIN	2021-VILLE-00604	678,96	45,00	10
11/05/2021	BAC À LIVRES - RÉF : 120960	2021-VILLE-00605	521,99	33,00	10
11/05/2021	SET DE 2 TÉTINES DÉBIT 1 - RÉF : 544322	2021-VILLE-00606	466,05	0,00	1
11/05/2021	POUBELLES À COUCHES	2021-VILLE-00607	270,76	0,00	1
11/05/2021	CHAISES BLEU PLASTIQUE POUR LOGISTIQUE	2021-VILLE-00608	1 785,24	113,00	10
11/05/2021	LOT DE 5 CHAISES CLUNY PIÈTEMENT NOIR	2021-VILLE-00609	3 932,62	250,00	10
11/05/2021	REPOS MOYENS 1 :CONTOUR DE MATELAS COCO	2021-VILLE-00610	2 944,48	197,00	10
11/05/2021	PETITE SECTION : POCHE POUR FAUTEUIL	2021-VILLE-00611	3 312,04	223,00	10
11/05/2021	MATÉRIEL DIVERS POUR SALLE SNOEZELEN	2021-VILLE-00612	1 261,92	83,00	10
11/05/2021	DOUCHE CUISINE : 1 TAPIS DE BAIN COULEU	2021-VILLE-00613	340,82	0,00	1
11/05/2021	TAPIS D'ACTIVITÉS SUR MESURE 200X40X2CM	2021-VILLE-00614	711,84	46,00	10
11/05/2021	RAYONNAGES ET CLAYETTES POUR CRÈCHE	2021-VILLE-00615	1 766,64	115,00	10
11/05/2021	MOBILIERS DIVERS POUR CRÈCHES LES COLOMBES	2021-VILLE-00616	2 409,53	156,00	10
11/05/2021	MOBILIER POUR CRÈCHE ARC EN CIEL	2021-VILLE-00617	203,56	0,00	1
11/05/2021	TABLE CARRÉ PLATEAU STRATIFIE	2021-VILLE-00618	199,07	0,00	1
11/05/2021	MIROIR ROND 38CM COULEUR NATUREL	2021-VILLE-00619	284,40	0,00	1
11/05/2021	BORNES DE TRI SAKURA POUR CAM	2021-VILLE-00620	2 910,00	189,00	10
11/05/2021	CENTRALE DE DÉSINFECTION POUR CRÈCHE ARC EN CIEL	2021-VILLE-00621	289,01	0,00	1
12/05/2021	TRAVAUX DE CLOISONNEMENTS - C.A.M	2021-VILLE-00546	5 496,85	0,00	0
12/05/2021	MISE EN PLACE DE CLOISON R+2G - C.A.M.	2021-VILLE-00547	16 732,34	0,00	0
12/05/2021	LOT 5 - LIVRES DE LITTÉRATURE	2021-VILLE-00554	749,43	49,00	10
12/05/2021	LOT 5 - LIVRES DE LITTÉRATURE	2021-VILLE-00555	999,96	65,00	10
12/05/2021	MATERIEL POTAGER EDUCATIF DES HAUTS D'ISSY BUDGET	2021-VILLE-00584	580,52	38,00	10
12/05/2021	MATERIEL BIBLIOTHEQUE PARTAGEES	2021-VILLE-00585	3 076,48	202,00	10

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
12/05/2021	REPRISES DE COFFRES R+2D - C.A.M.	2021-VILLE-00586	47 191,02	0,00	0
12/05/2021	PEINTURE REVÊMENT MURAUX LOT 10 1ER ÉTAGE	2021-VILLE-00587	16 952,99	0,00	0
12/05/2021	SYSTÈME BASTION WALLIX (INFRASTRUCTURE)	2021-VILLE-00599	135 283,79	17 738,00	5
12/05/2021	DÉVELOPPEMENT LOGICIEL CHATBOT ISSY	2021-VILLE-00622	711,60	226,00	2
12/05/2021	TRAVAUX DE MENUISERIER+2D - C.A.M.	2021-VILLE-00623	78 209,30	0,00	0
12/05/2021	INTERFACE ONDE	2021-VILLE-00624	4 159,20	1 322,00	2
12/05/2021	TRAVAUX DE MENUISERIE R+2G - C.A.M.	2021-VILLE-00625	66 864,34	0,00	0
12/05/2021	PROJET DE REAMENAGEMENT - C.A.M.	2021-VILLE-00626	4 349,70	0,00	0
12/05/2021	IMPRIMANTE CENTRE DE VACCINATION	2021-VILLE-00630	298,50	0,00	1
12/05/2021	IMPRIMANTE THERMIQUE - HOTEL DE VILLE	2021-VILLE-00635	298,50	0,00	1
12/05/2021	IMPRIMANTE CANON I- SENSYS - CRECHE	2021-VILLE-00636	433,50	0,00	1
14/05/2021	REVÊTEMENT DE SOL SOUPLE LOT 91ER ÉTAGE	2021-VILLE-00627	36 989,46	0,00	0
14/05/2021	TRAVAUX REVETEMENTS DE SOLS - CAM 1ER ETAGE	2021-VILLE-00631	36 562,38	0,00	0
14/05/2021	TRAVAUX DE DESAMIANTAGE PHASE 3 ET 4 - C.A.M	2021-VILLE-00632	3 668,40	0,00	0
14/05/2021	TRAVAUX DE DESAMIANTAGE PHASE 3 ET 4 - C.A.M	2021-VILLE-00633	4 250,40	0,00	0
14/05/2021	TRAVAUX DE DESAMIANTAGE PHASE 3 ET 4 - C.A.M	2021-VILLE-00634	9 514,50	0,00	0
14/05/2021	TRAVAUX DE VENTILATION R+2 - C.A.M.	2021-VILLE-00637	456 058,68	0,00	0
14/05/2021	ACHAT DE MOBILIER R+2G - C.A.M.	2021-VILLE-00638	213 151,88	13 795,00	10
14/05/2021	ACHAT DE MOBILIER R+2D - C.A.M.	2021-VILLE-00639	346 523,05	22 426,00	10
15/05/2021	CORBEILLE À LINGE	2021-VILLE-00640	657,53	41,00	10
15/05/2021	PORTE CORBEILLE À LINGE À HAUTEUR	2021-VILLE-00641	630,00	39,00	10
15/05/2021	ARMOIRE ROTATIVE POUR MÉDECINE DU TRAVAIL	2021-VILLE-00642	3 230,17	204,00	10
15/05/2021	MATÉRIEL DIVERS POUR CRÈCHE ARC EN CIEL	2021-VILLE-00643	895,52	57,00	10
15/05/2021	CONTENEURS ET CHARIOTS POUR CRÈCHE AEC	2021-VILLE-00644	4 832,16	308,00	10
15/05/2021	POUBELLES POUR CRÈCHE ARC EN CIEL	2021-VILLE-00645	126,36	0,00	1
15/05/2021	AC21030501 RADIO LASER SONY CD/MP3	2021-VILLE-00646	296,89	0,00	1
15/05/2021	MICRO-ONDES POUR CRÈCHE LE PETIT TRAIN	2021-VILLE-00647	124,48	0,00	1
15/05/2021	DIVERS ELECTROMENAGER	2021-VILLE-00648	911,01	57,00	10
15/05/2021	MOBILIER POUR CRÈCHE LES LUTINS	2021-VILLE-00649	5 092,62	322,00	10
15/05/2021	LINGE POUR CRECHE AEC	2021-VILLE-00650	856,80	53,00	10
15/05/2021	MOBILIER D'ÉQUIPEMENT POUR CRÈCHE AEC	2021-VILLE-00651	25 892,03	1 625,00	10
17/05/2021	HG CHEDID-CREATION ALIMENTATION	2021-VILLE-00594	14 151,78	0,00	0
17/05/2021	HOTEL DE VILLE-CREATION D'UNE ALIMENTATION	2021-VILLE-00595	958,61	0,00	0
17/05/2021	BERGERIE-PROTECTION DES ALLEGES DES FENETRES	2021-VILLE-00596	6 556,57	0,00	0
17/05/2021	ECOLE RENAN-TRANSPLANTATION DE 4 ARBRES FRUITIERS	2021-VILLE-00597	4 648,80	200,00	15
17/05/2021	REPRISES DIVERSES EN FAÇADE - HALLE DES SPORTS	2021-VILLE-00598	10 343,90	0,00	0
17/05/2021	CAM-FOURNITURE ET POSE DE 12 RADARS	2021-VILLE-00628	5 202,86	0,00	0
17/05/2021	ELEMENTAIRE P.BERT-REMPLACEMENT DE 74 BATTERIES	2021-VILLE-00629	3 812,40	0,00	0
17/05/2021	TRAVAUX DE CURAGE & DESAMIANTAGE PHASE 2 - C.A.M	2021-VILLE-00654	21 948,54	0,00	0
17/05/2021	TRAVAUX DE CURAGE & DESAMIANTAGE PHASE 2 - C.A.M	2021-VILLE-00655	3 015,84	0,00	0
17/05/2021	TRAVAUX DE CURAGE & DESAMIANTAGE PHASE 2 - C.A.M	2021-VILLE-00656	3 015,84	0,00	0
17/05/2021	TRAVAUX DE CURAGE & DESAMIANTAGE PHASE 2 - C.A.M	2021-VILLE-00657	3 015,84	0,00	0
17/05/2021	SERVICE INCENDIE INVESTISSEMENT 1ER ET 2TRIMESTRE	2021-VILLE-00658	59 090,31	2 571,00	15
18/05/2021	TRAVAUX DE PEINTURE AGORA - PART DU SOUS TRAITANT	2021-VILLE-00659	6 000,00	0,00	0
18/05/2021	BERGERIE D'ISSY-EQUIPEMENT DU PORTILLON	2021-VILLE-00660	871,20	0,00	0
18/05/2021	MEDIATHEQUE-TRAVAUX REVETEMENT DE SOL	2021-VILLE-00661	1 638,00	0,00	0
18/05/2021	CAM-ANNEXE 26 RUE MARCEAU-DEMOLITION DE CLOISON	2021-VILLE-00662	5 942,65	0,00	0
18/05/2021	MEDIATHEQUE-FERMETURE D'UN FAUX-PLAFOND	2021-VILLE-00663	3 907,42	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
18/05/2021	AGORA-TRAVAUX DE PEINTURE	2021-VILLE-00664	8 187,91	0,00	0
26/05/2021	POSE GANIVELLE ET PORTILLON CHEMIN MONTQUARTIERS	2021-VILLE-00671	10 477,20	419,00	15
27/05/2021	MEDIATHEQUE-TRAVAUX DE PEINTURE	2021-VILLE-00673	769,46	0,00	0
27/05/2021	ACQUISITION DE 50 CAPTEURS - DIVERS BATIMENTS	2021-VILLE-00675	18 642,00	1 118,00	10
27/05/2021	LUDOTHEQUE-FOURNITURE ET POSE D'UN BAES	2021-VILLE-00676	219,41	0,00	0
27/05/2021	TCIM-REMPLACEMENT DES BAES	2021-VILLE-00677	1 105,08	0,00	0
27/05/2021	REMPLACEMENT PORTE PIETONNE - LA POSTE STE LUCIE	2021-VILLE-00678	13 623,60	0,00	0
27/05/2021	TRAVAUX DE PEINTURES - PART DU SOUS TRAITANT - ME	2021-VILLE-00679	900,00	0,00	0
27/05/2021	CAM-TRAVAUX DE PEINTURE DANS DIFFERENTES ZONES	2021-VILLE-00680	3 749,84	0,00	0
27/05/2021	CAM-TRAVAUX DE PEINTURE DE SOL DES ESCALIERS	2021-VILLE-00681	31 953,53	0,00	0
27/05/2021	LUDOTHEQUE-CREATION D'UN SANITAIRE PMR	2021-VILLE-00682	26 253,95	0,00	0
03/06/2021	LOT 4 - LIVRES DE LITTÉRATURE	2021-VILLE-00666	2 301,02	137,00	10
03/06/2021	LOT 4 - LIVRES DE LITTÉRATURE	2021-VILLE-00667	1 642,93	98,00	10
03/06/2021	LOT 4 - LIVRES DE LITTÉRATURE	2021-VILLE-00668	33,68	0,00	1
03/06/2021	LOT 12 - ACHAT DE DOCUMENTS SONORES	2021-VILLE-00685	492,58	0,00	1
03/06/2021	LOT 9 - ACHAT DE CD	2021-VILLE-00686	181,82	0,00	1
03/06/2021	TABLEAU VERRE MOOD POUR BUREAU MME SIMILOWSKI	2021-VILLE-00687	576,89	35,00	10
03/06/2021	TRANSATS EN BOIS- CRÈCHE ARC EN CIEL(HALL ACCUEIL	2021-VILLE-00689	742,94	45,00	10
03/06/2021	SURBLOUSES ET TUNIQUES POUR CRÈCHE ARC EN CIEL	2021-VILLE-00690	690,94	40,00	10
03/06/2021	DISTRIBUTEUR PAPIER- RÉF : 1055	2021-VILLE-00693	244,08	0,00	1
03/06/2021	BAIN-MARIE POUR CRÈCHE LES MONTGOLFIÈRES	2021-VILLE-00694	938,40	56,00	10
03/06/2021	REPRISE DES INFILTRATIONS - PISCINE SEVESTRE	2021-VILLE-00700	29 341,00	0,00	0
07/06/2021	LICENCE SOPRANO OPUS	2021-VILLE-00701	840,00	245,00	2
07/06/2021	INMAC FEVRIER A AVRIL TOUS LES SERVICES CAM	2021-VILLE-00702	4 018,68	468,00	5
07/06/2021	DEPLOIEMENT 35 PC ECOLES DE LA VILLE	2021-VILLE-00703	35 120,40	4 097,00	5
07/06/2021	SOLUTION WIFI CAM ET GESTION INFRAROUGE	2021-VILLE-00704	9 824,76	1 146,00	5
07/06/2021	INFRASTRUCTURE SERVEUR TOUS SERVICES	2021-VILLE-00705	9 576,00	1 117,00	5
07/06/2021	INFRASTRUCTURE SERVEUR TOUS SERVICES	2021-VILLE-00706	754 990,33	88 082,00	5
07/06/2021	LICENCE PHISH THREAT SOPHOS LT4	2021-VILLE-00707	13 731,44	4 005,00	2
07/06/2021	LICENCE COEURS DE RÉSEAU CISCO 6880	2021-VILLE-00708	2 449,96	714,00	2
07/06/2021	SOLUTION WIFI CAM ET GESTION INFRA RESEAU	2021-VILLE-00709	8 916,00	1 040,00	5
07/06/2021	LICENCES PHISH THREAT SOPHOS LT6	2021-VILLE-00710	6 522,00	1 902,00	2
07/06/2021	TRAVAUX DE CABLAGE R+3D - C.A.M.	2021-VILLE-00711	1 437,14	83,00	10
07/06/2021	CABLAGE 3RJ - CAM	2021-VILLE-00712	2 834,33	165,00	10
07/06/2021	ACQUISITION 2 TPE MUSÉE + ESP. SANTÉ	2021-VILLE-00713	172,80	0,00	1
08/06/2021	MISSION DE COORDINATION DES SYSTÈMES DE SÉCURITÉ	2021-VILLE-00548	1 080,00	0,00	0
08/06/2021	CONSOLE DE MIXAGE	2021-VILLE-00665	129,00	0,00	1
08/06/2021	CANAPÉ 3 PLACE LINGE PUNTO ENDUIT PVC GRIS - RÉF	2021-VILLE-00688	994,20	55,00	10
08/06/2021	CENTRALES AQUAMA POUR DIVERSES ÉCOLES	2021-VILLE-00692	10 469,88	607,00	10
08/06/2021	JOUETS ET MOBILIER DIVERS POUR CRÈCHE ARC EN CIEL	2021-VILLE-00695	2 481,75	144,00	10
08/06/2021	BAC INOX GN1/6 - RÉF : 454145	2021-VILLE-00697	445,92	0,00	1
08/06/2021	VAISSELLES DIVERSES - CRÈCHE ARC EN CIEL	2021-VILLE-00698	2 935,56	169,00	10
08/06/2021	AMÉNAGEMENT SOUS-SOL - ESPACE CHÉDID	2021-VILLE-00719	6 713,41	0,00	0
08/06/2021	FOURNITURE & POSE D'EXTINCTEUR - ECOLE DES EPINET	2021-VILLE-00720	81,76	0,00	0
08/06/2021	POSE D'EXTINCTEUR - ECOLE DES VAREN	2021-VILLE-00721	81,76	0,00	0
08/06/2021	CRECHE ROULE-GALETTE-REMPLACEMENT BAES	2021-VILLE-00722	578,76	0,00	0
08/06/2021	RAM CIGOGNES - TRAVAUX D'ELECTRICITE	2021-VILLE-00723	10 428,40	0,00	0
08/06/2021	ECOLE BOUJON-PASSAGE EN LEDS ENSEMBLE LOCAUX	2021-VILLE-00724	52 955,09	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
09/06/2021	ECOLE LES PONCEAUX-FOURNITURE ET POSE VOLET ROULA	2021-VILLE-00725	1 498,51	0,00	0
09/06/2021	MISE EN PLACE DE TRAPPES - PISCINE SEVESTRE	2021-VILLE-00726	5 972,78	0,00	0
09/06/2021	MAT. JULES FERRY-CREATION PC SOUS EVIER	2021-VILLE-00727	860,33	0,00	0
09/06/2021	ELEM. VOLTAIRE-FOURNITURE ET POSE DE 3 HUBLOTS	2021-VILLE-00728	874,28	0,00	0
09/06/2021	AE21075901 MEDIATHEQUE-CHANGEMENT D'APPLIQUES	2021-VILLE-00729	1 880,48	0,00	0
09/06/2021	MEDIATHEQUE-CREATION DE NOUVELLES PRISES DE COURA	2021-VILLE-00730	5 624,76	0,00	0
09/06/2021	MAT.BOUJON-CREATION D'UN MURET	2021-VILLE-00731	2 996,64	115,00	15
09/06/2021	LUDOTHEQUE-REAMENAGEMENT DE DEUX BLOCS WC	2021-VILLE-00732	3 118,51	0,00	0
09/06/2021	TCIM-RENOVATION DES SANITAIRES	2021-VILLE-00733	2 684,03	0,00	0
09/06/2021	CAM-FOURNITURE ET POSE D'HYGIAPHONES	2021-VILLE-00734	3 762,00	0,00	0
09/06/2021	BERGERIES D'ISSY-REHAUSSE DES POULAILLERS	2021-VILLE-00735	32 776,80	0,00	0
09/06/2021	MEDIATHEQUE-PASSAGE EN LED SALLE DE FOURNITURES	2021-VILLE-00736	9 528,34	0,00	0
09/06/2021	MEDIATHEQUE-CREATION DE NOUVELLES PRISES DE COURA	2021-VILLE-00737	6 042,00	0,00	0
11/06/2021	VAISSELLE DIVERSE POUR CRÈCHE ARC EN CIEL	2021-VILLE-00696	3 001,20	179,00	10
11/06/2021	SET 4 COUSSINS - CRÈCHE LES MONTGOLFIÈRES	2021-VILLE-00699	455,62	0,00	1
11/06/2021	EQUIPEMENT DIVERS - CRÈCHE LES CIGOGNES	2021-VILLE-00714	524,36	30,00	10
11/06/2021	DRAISIENNE - RÉF : 77476	2021-VILLE-00715	199,80	0,00	1
11/06/2021	POUBELLE À PÉDALE DERBY 30L - RÉF : LG2	2021-VILLE-00716	68,39	0,00	1
11/06/2021	CLOISONS MUSEOGRAPHIQUES	2021-VILLE-00717	7 813,63	0,00	0
15/06/2021	JARDIN SOLIDAIRE - AJOUT DE MULCH ET P	2021-VILLE-00748	1 900,74	70,00	15
15/06/2021	JARDIN SOLIDAIRE - HAIE FRUITIERE DEVI	2021-VILLE-00749	5 956,97	220,00	15
15/06/2021	AMENAGEMENT JARDINS SOLIDAIRES	2021-VILLE-00750	9 582,60	349,00	15
15/06/2021	CORENTIN CELTON CRÉATION COFFRET CHANTIER	2021-VILLE-00752	5 287,08	203,00	15
15/06/2021	ARMOIRE DE GESTION ZAC BDS	2021-VILLE-00754	1 728,00	63,00	15
15/06/2021	TRAVAUX D'ELAGAGE DU TALUS GARIBALDI EN VUE DE L	2021-VILLE-00757	5 640,68	208,00	15
15/06/2021	CRÉATION DALLE SAINTE LUCIE SQUARE DE LA RESISTANC	2021-VILLE-00759	2 466,00	89,00	15
15/06/2021	FOUNITURE ET POSE DE BACS EN PLANCHE DE COFFRAGE P	2021-VILLE-00760	19 956,16	724,00	15
17/06/2021	EQUIPEMENT DE PROJECTEURS	2021-VILLE-00745	28 902,00	1 621,00	10
17/06/2021	FOURNITURE TABLE TENNIS DE TABLE ET POTEAUX	2021-VILLE-00746	408,12	0,00	1
17/06/2021	FOURNITURE TABLE TENNIS DE TABLE ET POTEAUX	2021-VILLE-00747	439,30	0,00	1
17/06/2021	MATÉRIEL DIVERS CRECHE ARC EN CEIL	2021-VILLE-00982	7 281,89	392,00	10
18/06/2021	CABLAGE POUR ECRAN D'AFFICHAGE AU PDS	2021-VILLE-00684	11 202,28	669,00	10
18/06/2021	CAM-REMPLACEMENT DES ALIMENTATIONS DU CMSI	2021-VILLE-00763	7 074,00	0,00	0
18/06/2021	LE TEMPS DES CERISES-PASSAGE AU LEDS	2021-VILLE-00764	2 313,42	0,00	0
18/06/2021	PALAIS DES SPORTS-TX REMPLACEMENT DU SSI	2021-VILLE-00765	48 513,49	0,00	0
18/06/2021	GYMNASE LA SOURCE-MISE EN OEUVRE ETANCHEITE	2021-VILLE-00766	26 477,29	0,00	0
18/06/2021	PALAIS DES SPORTS-TX REMPLACEMENT DU SSI	2021-VILLE-00767	9 702,70	0,00	0
18/06/2021	TRAVAUX DE PEINTURE - ENTREPONT - PART DU SOUS TR	2021-VILLE-00768	4 500,00	0,00	0
18/06/2021	ENTREPONT-TRAVAUX DE PEINTURE-DIFFERENTES PIECES	2021-VILLE-00769	3 873,19	0,00	0
18/06/2021	MISE EN CONFORMITE DU SOL - ECOLE MAT.EPINETTES	2021-VILLE-00770	2 266,80	82,00	15
18/06/2021	TCIM-TRAVAUX DE TRANSFORMATION	2021-VILLE-00771	4 843,43	0,00	0
18/06/2021	CAM-FOURNITURE ET POSE DE DIVERSES QUINCAILLERIES	2021-VILLE-00772	6 775,58	0,00	0
18/06/2021	TCIM-MISE EN CONFORMITE	2021-VILLE-00773	740,21	0,00	0
18/06/2021	CPE LE PETIT TRAIN VERT-MISE EN CONFORMITE	2021-VILLE-00774	1 896,22	0,00	0
18/06/2021	REALISATION DE BARRIERE METALLIQUE - MUSEE	2021-VILLE-00775	1 218,00	0,00	0
18/06/2021	FOURNITURE & POSE PORTES METALLIQUES- ENTREPONT	2021-VILLE-00776	6 060,00	0,00	0
18/06/2021	FOURNITURE ET POSE STORES - ESPACE SÉNIORS	2021-VILLE-00777	8 927,52	0,00	0
18/06/2021	CAM-FOURNITURE ET POSE DE LUMINAIRES	2021-VILLE-00778	2 190,60	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
18/06/2021	RENOVATION DES SANITAIRES - ECOLE DU COLOMBIER	2021-VILLE-00779	1 248,66	0,00	0
18/06/2021	FOURNITURE & POSE DE PRISES PC - C.T.	2021-VILLE-00780	1 962,32	0,00	0
21/06/2021	ACHAT D'UN LIVRE D'ARTISTE	2021-VILLE-00742	1 000,00	0,00	0
21/06/2021	LOT 1 - ACHAT D'OUVRAGES TOUS DOMAINES	2021-VILLE-00743	309,27	0,00	1
21/06/2021	ACHAT D'UN PIANO À QUEUE	2021-VILLE-00744	9 990,00	560,00	10
21/06/2021	DÉVELOPPEMENT LOGICIEL CHATBOT ISSY.COM	2021-VILLE-00753	711,60	207,00	2
21/06/2021	FINANCE ACTIVE DROIT D'ACCES OPTIME DU 05/05/20	2021-VILLE-00755	10 264,75	2 894,00	2
21/06/2021	TRAVAUX REAMENAGEMENT R2 DROIT - CAM	2021-VILLE-00756	3 375,19	188,00	10
21/06/2021	TRAVAUX REAMENAGEMENT R2 GAUCHE - CAM	2021-VILLE-00758	2 067,72	114,00	10
21/06/2021	FOURNITURE 50 PC CAM	2021-VILLE-00761	66 472,32	7 201,00	5
21/06/2021	DEPLOIEMENT 50 PC PORTABLES TOUS LES SERVICES D	2021-VILLE-00762	7 337,16	798,00	5
22/06/2021	LICENCES ET MISE EN OEUVRE AGOR@	2021-VILLE-00785	16 392,00	4 325,00	2
22/06/2021	DÉVELOPPEMENT LOGICIEL - EVOLUTIONS	2021-VILLE-00786	1 845,00	486,00	2
22/06/2021	DEPLOIEMENT 50 PC PORTABLES	2021-VILLE-00787	7 872,00	830,00	5
22/06/2021	DEPLOIEMENT 35 PC POUR LES ECOLES VILM	2021-VILLE-00788	3 228,00	340,00	5
22/06/2021	INFRASTRUCTURES RÉSEAU DU LOCAL TECHNIQUE	2021-VILLE-00789	6 012,72	634,00	5
28/06/2021	MOBILIER POUR MÉDIATHÈQUE CENTRE-VILLE	2021-VILLE-00790	949,79	51,00	10
28/06/2021	MOBILIER MACHINE À CAFÉ POUR HDV	2021-VILLE-00791	1 847,76	103,00	10
28/06/2021	TABLE DE PLIAGE DE LINGE - CRÈCHE AEC	2021-VILLE-00792	1 079,76	60,00	10
28/06/2021	TAPIS DE SOL POUR CRÈCHE ARC EN CIEL	2021-VILLE-00793	1 045,45	58,00	10
28/06/2021	VELCRO ADHÉSIF RUBAN	2021-VILLE-00794	87,38	0,00	1
28/06/2021	COUVERCLES ET PANIERS POUR CRÈCHE ARC EN CIEL	2021-VILLE-00797	569,86	30,00	10
28/06/2021	BACS ET PANIERS POUR CRÈCHE ARC EN CIEL	2021-VILLE-00798	2 037,77	110,00	10
28/06/2021	NETTOYEUR VAPODIL POUR CRÈCHE LES DAUPHINS	2021-VILLE-00799	1 071,60	55,00	10
28/06/2021	ENSEMBLE TAPIS MOZAIC CARRÉ (4 TAPIS)	2021-VILLE-00800	445,20	0,00	1
28/06/2021	MOBILIER POUR CRÈCHE CLAUDE BOUJON	2021-VILLE-00801	2 787,33	147,00	10
28/06/2021	AC21035402 MOBILIER POUR CRÈCHE CLAUDE BOUJON	2021-VILLE-00802	1 686,11	88,00	10
28/06/2021	PANNEAUX DE RANGEMENT MURAL - RÉF : 594	2021-VILLE-00803	354,38	0,00	1
28/06/2021	NID HAMAC - RÉF : 57418059	2021-VILLE-00804	208,45	0,00	1
28/06/2021	LAVE-VAISSELLE POUR BIBERONNERIE - CRÈCHE	2021-VILLE-00805	5 613,60	296,00	10
28/06/2021	ARMOIRE MURALE AVEC FERMETURE À CLÉ	2021-VILLE-00806	1 176,00	62,00	10
28/06/2021	RANGEMENTS MURAUX - CRÈCHE MONTGOLFIÈRES	2021-VILLE-00807	41,66	0,00	1
28/06/2021	REPAS MOYENS / GRANDS :ROULEAU ANTIGLISSE	2021-VILLE-00808	189,03	0,00	1
29/06/2021	VEGETALISATION DE LA TERRASSE	2021-VILLE-00718	2 970,00	0,00	15
29/06/2021	ACQUISITION D UN LECTEUR BLU RAY PRO	2021-VILLE-00781	501,60	27,00	10
29/06/2021	FOURNITURE ET POSE D'UNE PORTE COUPE	2021-VILLE-00782	14 353,10	520,00	15
29/06/2021	TRAVAUX SERRURIE TUNNEL ADJACENT AU TERRAIN	2021-VILLE-00809	7 818,00	263,00	15
29/06/2021	TRAVAUX DE SERRURERIE STADE MIMOUN	2021-VILLE-00810	5 148,00	258,00	10
29/06/2021	AMÉNAGEMENTS DES JARDINS SOLIDAIRES - JARDINS BOT	2021-VILLE-00811	5 763,60	202,00	15
29/06/2021	REALISATION MARCHE EN BETON JARDIN BOTANIQUES	2021-VILLE-00813	2 340,00	82,00	15
29/06/2021	CHARGEUR 6 ALVEOLES EQUIPEMENT RADIOS	2021-VILLE-00814	8 737,98	449,00	10
29/06/2021	REPRISE DE SOCLE BÉTON ECOLE M;MARVINGT	2021-VILLE-00815	4 598,84	158,00	15
29/06/2021	TRAVAUX CABLAGE CUISINE AJOUT DE 1RJ4	2021-VILLE-00829	1 778,23	89,00	10
29/06/2021	REPARATION DU LECTEUR CARTADIS MEDIATHEQUE	2021-VILLE-00983	156,00	0,00	1
30/06/2021	IMPRIMANTE CANON I-SENSYS LBP643CDW C	2021-VILLE-00816	399,60	0,00	1
30/06/2021	IMPRIMANTE CANON I-SENSYS MF643CDW	2021-VILLE-00817	399,60	0,00	1
30/06/2021	LECTEUR CARTADIS MEDIATHEQUE CENTRE VILLE	2021-VILLE-00818	855,60	86,00	5
30/06/2021	IMPRIMANTES MONOCHROME CANON - ECOLE RENAN	2021-VILLE-00819	693,13	70,00	5

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
30/06/2021	ACHAT IMPRIMANTE CANON CANON I-SENSYS POUR RENAN	2021-VILLE-00820	298,50	0,00	1
30/06/2021	INMAC MAI 2021 - TOUS LES SERVICES CAM	2021-VILLE-00821	1 065,96	107,00	5
30/06/2021	CABLAGE AJOUT 2 RJ 45 - CRECHE LA FONTAINE	2021-VILLE-00822	3 007,80	152,00	10
30/06/2021	LICENCES PHISH THREAT SOPHOS LT6	2021-VILLE-00823	3 786,00	957,00	2
30/06/2021	Achat de videoprojecteurs pour les écoles	2021-VILLE-00824	30 617,28	3 095,00	5
30/06/2021	CAM BUREAU 204 AJOUT D'UNE PRISE	2021-VILLE-00825	768,67	38,00	10
30/06/2021	MÉDIATHÈQUE CENTRALE 1 RJ ACCUEIL M	2021-VILLE-00826	1 656,56	83,00	10
30/06/2021	TRAVAUX DE CÂBLAGES BUREAUX DE VOTE	2021-VILLE-00827	8 121,19	410,00	10
30/06/2021	LICENCE INTERFACE DSN-NET ENTREPRISE	2021-VILLE-00828	6 369,60	1 610,00	2
01/07/2021	ACHAT DE CD	2021-VILLE-00783	674,00	36,00	10
01/07/2021	ACHAT D'INSTRUMENTS DE MUSIQUE	2021-VILLE-00784	1 382,00	74,00	10
01/07/2021	ACHAT DE 2 SCOOTERS SILENCE ÉLECTRIQUE	2021-VILLE-00795	13 988,52	942,00	8
01/07/2021	MATÉRIEL QUINCAILLERIE POUR ATELIERS	2021-VILLE-00796	3 081,48	166,00	10
05/07/2021	DEPLOIEMENT PANNEAU D'AFFICHAGE/SCORING - PALAIS	2021-VILLE-00835	6 456,00	645,00	5
05/07/2021	INSTALLATION D'UN ECRAN VIDEO DOUBLE FACE AVEC	2021-VILLE-00836	4 257,60	211,00	10
06/07/2021	ROUTEUR 4G TOUS SERVICES - ELECTIONS	2021-VILLE-00830	915,60	92,00	5
06/07/2021	TELEPHONES MOBILES SAMSUNG TOUS SERVICES	2021-VILLE-00831	6 444,00	647,00	5
07/07/2021	MAT. BOUJON-RENOVATION DES CIRCULATIONS	2021-VILLE-00852	31 343,12	0,00	0
07/07/2021	GS A.FRANCE-REFECTION TOTALE DE LA MAIN-COURANTE	2021-VILLE-00853	6 980,40	0,00	0
07/07/2021	CMS-POSE DE FILMS DEPOLIS	2021-VILLE-00854	287,04	0,00	0
07/07/2021	ECOLE VOLTAIRE-REMPLACEMENT DES PORTES	2021-VILLE-00855	14 752,97	0,00	0
07/07/2021	ZAC LE COLOMBIER-INSTALLATION KIT GSM	2021-VILLE-00856	6 103,12	0,00	0
07/07/2021	MAISON DES HAUTS D'ISSY-REMPLACEMENT D'UNE CLOISO	2021-VILLE-00857	1 963,80	0,00	0
07/07/2021	ENTREPONT-REMPLISSAGE DE DEUX BAIES EN PARPAINGS	2021-VILLE-00859	5 961,91	0,00	0
07/07/2021	REMPLACEMENT DES BAES - CRECHE MONTGOLFIERES	2021-VILLE-00860	1 280,98	0,00	0
07/07/2021	MISE EN CONFORMITE ELECTRIQUE - CRECHE R. GALETTE	2021-VILLE-00861	265,78	0,00	0
07/07/2021	CPE MARVINGT-REMPLACEMENT DES MOTEURS DE DESENFU	2021-VILLE-00862	29 946,85	0,00	0
07/07/2021	CPE MARVINGT-REMPLACEMENT DES MOTEURS DE DESENFU	2021-VILLE-00863	1 518,43	0,00	0
07/07/2021	GYMNASE LA SOURCE-DESIAMANTAGE SALLE FUGAIN	2021-VILLE-00864	51 709,81	0,00	0
07/07/2021	MAT. J. OUDIN-MISE EN SECURITE DES GARDE-CORPS	2021-VILLE-00865	18 677,10	0,00	0
07/07/2021	AE21111401 ZAC LE COLOMBIER-LEVEES DE RESERVES	2021-VILLE-00866	3 581,68	0,00	0
07/07/2021	CREATION DE 2 LAVABOS - ECOLE DES VARENNES	2021-VILLE-00867	8 510,88	0,00	0
07/07/2021	GS LE COLOMBIER-CREATION D'UN POINT D'EAU	2021-VILLE-00868	3 284,10	0,00	0
07/07/2021	CPE LE PETIT TRAIN VERT-REMPLACEMENT BALON ECS	2021-VILLE-00869	2 992,67	0,00	0
07/07/2021	TRAVAUX SUR ALARME INCENDIE - ECOLE C. BOUJON	2021-VILLE-00871	504,00	0,00	0
07/07/2021	TRAVAUX COMPLEMENTAIRES TCIM	2021-VILLE-00872	4 367,09	0,00	0
07/07/2021	TRAVAUX ELECTRIQUES - CRECHE C. BOUJON	2021-VILLE-00873	858,65	0,00	0
07/07/2021	HOTEL DE VILLE-FOURNITURE ET POSE DE STORES	2021-VILLE-00874	998,28	0,00	0
07/07/2021	ELEMENTAIRE P.BERT-CREATION D"UNE PORTE	2021-VILLE-00875	3 611,45	0,00	0
07/07/2021	STADE MIMOUN-FOURNITURE ET POSE D'UN PORTAIL	2021-VILLE-00876	4 002,14	0,00	0
07/07/2021	TENNIS DE BEAUVOIR-REMPLACT PAVES LED	2021-VILLE-00877	1 361,14	0,00	0
07/07/2021	GS LE COLOMBIER-REMPLACEMENT D'UNE PORTE METAL	2021-VILLE-00878	5 538,61	0,00	0
07/07/2021	CAM-FOURNITURE ET POSE DE STORES OCCULTANTS -	2021-VILLE-00879	9 896,70	0,00	0
07/07/2021	MATERNELLE CHABANNE-FABRICATION PORTILLON	2021-VILLE-00880	3 420,00	0,00	0
07/07/2021	PALAIS DES SPORTS-TX REMPLACEMENT DU SSI	2021-VILLE-00881	56 599,14	0,00	0
07/07/2021	LEVEES DE RESERVES DU BUREAU DE CONTROLE GS LE COL	2021-VILLE-00882	4 017,60	0,00	0
07/07/2021	PALAIS DES SPORTS-TX REMPLACEMENT DU SSI	2021-VILLE-00883	27 400,86	0,00	0
07/07/2021	ECOLE DOISNEAU-FERMETURE DU COULOIR D'ACCES	2021-VILLE-00884	4 925,40	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
07/07/2021	ZAC LE COLOMBIER-LEVEES DE RESERVES	2021-VILLE-00885	4 595,51	0,00	0
07/07/2021	POSE DE PORTAIL - PART DU SOUS-TRAIT STADE MIMOUN	2021-VILLE-00886	9 750,69	0,00	0
07/07/2021	LUDOTHEQUE-REMPLACEMENT DE FENETRES	2021-VILLE-00888	15 178,06	0,00	0
08/07/2021	GS LE COLOMBIER - REMPLACEMENT DES BAES	2021-VILLE-00906	14 971,73	0,00	0
08/07/2021	MISE EN CONFORMITE ELECTRIQUE - EC COLOMBIER	2021-VILLE-00907	3 229,79	0,00	0
08/07/2021	CRECHE LES MONTGOLFIERES-LEVEES DE RESERVES	2021-VILLE-00908	8 983,99	0,00	0
08/07/2021	MISE EN CONFORMITE SSI - CRECHE MONTGOLFIERES	2021-VILLE-00909	1 328,16	0,00	0
08/07/2021	HG CHEDID-FOURNITURE ET POSE DE 4 FERME IMPOSTE	2021-VILLE-00913	1 443,10	0,00	0
09/07/2021	EXOSQUELETTE POUR LA LOGISTIQUE	2021-VILLE-00889	4 794,00	233,00	10
09/07/2021	STRUCTURE DE MOTRICITÉ POUR ÉCOLE	2021-VILLE-00891	1 777,84	88,00	10
09/07/2021	MOBILIER POUR H.G LES MONTGOLFIÈRES	2021-VILLE-00893	2 785,09	140,00	10
09/07/2021	EQUIPEMENT DIVERS POUR CRECHE	2021-VILLE-00894	817,15	40,00	10
09/07/2021	EQUIPEMENT DIVERS - CRÈCHE LA FONTAINE	2021-VILLE-00895	1 649,47	83,00	10
09/07/2021	TRI DE CHAINE N° 33 - RÉF : 00112M	2021-VILLE-00896	346,96	0,00	1
09/07/2021	ETAGÈRE DE CUISINE - CRÈCHE LA FONTAINE	2021-VILLE-00897	385,91	0,00	1
09/07/2021	MICRO-ONDES - ECOLE PAUL BERT ÉLÉMENTAIRE	2021-VILLE-00898	124,48	0,00	1
09/07/2021	MATÉRIELS DE COUTURE POUR CRÈCHE CIGOGNE	2021-VILLE-00899	1 138,80	56,00	10
09/07/2021	MICROS-ONDES - CAM	2021-VILLE-00900	248,95	0,00	1
09/07/2021	FAUTEUILS BUREAU POUR CRÈCHE ARC EN CIEL	2021-VILLE-00901	1 806,36	89,00	10
09/07/2021	POSTE CD MP3	2021-VILLE-00902	99,92	0,00	1
09/07/2021	ENCEINTE BLUETOOTH SONY	2021-VILLE-00903	115,57	0,00	1
09/07/2021	CENTRALE VAPEUR - CRÈCHE ARC EN CIEL	2021-VILLE-00904	298,37	0,00	1
09/07/2021	JOUETS DIVERS POUR CRÈCHE ARC EN CIEL	2021-VILLE-00905	426,16	0,00	1
12/07/2021	TRAVAUX D'ELECTRICITE R+2G - C.A.M.	2021-VILLE-00670	312 115,70	0,00	0
12/07/2021	RENOUVELLEMENT LICENCE BUDGET PARTICIPATIF	2021-VILLE-00915	3 600,00	860,00	2
12/07/2021	DÉVELOPPEMENT LOGICIEL CHATBOT ISSY.COM	2021-VILLE-00916	711,60	169,00	2
12/07/2021	MATÉRIEL DIVERS POUR SALLE SNOEZELEN CRECHE AEC	2021-VILLE-00917	5 042,70	242,00	10
12/07/2021	TRAVAUX REVETEMENTS MURAUX - CAM 1ER ETAGE	2021-VILLE-00921	14 969,80	0,00	0
12/07/2021	REPRISES DES COFFRES R+2G - C.A.M.	2021-VILLE-00922	236 042,40	0,00	0
12/07/2021	TRAVAUX DE MACONNERIE - TN - C.A.M.	2021-VILLE-00923	14 288,56	0,00	0
12/07/2021	TRAVAUX DE MACONNERIE R+4 - C.A.M.	2021-VILLE-00924	7 570,68	0,00	0
12/07/2021	REPRISES DE COFFRES R+2D - C.A.M.	2021-VILLE-00925	72 565,38	0,00	0
12/07/2021	REPRISES DES COFFRES R+2G - C.A.M.	2021-VILLE-00926	48 284,69	0,00	0
12/07/2021	FOURNITURE DE MOBILIER R+3D - C.A.M	2021-VILLE-00927	289 490,65	15 037,00	10
12/07/2021	PROJET DE REAMENAGEMENT - C.A.M.	2021-VILLE-00928	4 349,10	0,00	0
12/07/2021	TRAVAUX DE CLIMATISATION T.N. - C.A.M.	2021-VILLE-00929	124 396,01	0,00	0
12/07/2021	DT21-00053 TRAVAUX REVETEMENT DE SOL - 2EME ETAGE	2021-VILLE-00931	58 478,00	0,00	0
12/07/2021	HOTEL DE VILLE- CREATION ALIMENTATION EAU	2021-VILLE-00979	1 680,32	0,00	0
13/07/2021	MODIFICATION INSTALLATION SSI T.S. T.N. - C.A.M	2021-VILLE-00669	6 304,87	0,00	0
13/07/2021	TRAVAUX MACONNERIE TUNNEL ADJACENT AU TERRAIN - R	2021-VILLE-00918	23 983,99	763,00	15
13/07/2021	INSTALLATION D'UN ECRAN VIDEO DOUBLE FACE LAIS DE	2021-VILLE-00919	6 456,00	308,00	10
13/07/2021	FOURNITURE D'UN ECRAN VIDEO DOUBLE FACE AVEC EQU	2021-VILLE-00920	106 350,56	10 162,00	5
13/07/2021	DT20011301P TRAVAUX DE MENUISERIE R+3D - C.A.M.	2021-VILLE-00932	177 626,17	0,00	0
13/07/2021	FOURNITURE & POSE DE TABLETTE COURBE CAM	2021-VILLE-00933	3 379,51	0,00	0
13/07/2021	TRAVAUX DE MENUISERIE R+3D - C.A.M.	2021-VILLE-00934	83 681,94	0,00	0
13/07/2021	TRAVAUX DE MENUISERIER+2D - C.A.M.	2021-VILLE-00935	119 165,12	0,00	0
13/07/2021	TRAVAUX DE MENUISERIE R+2G - C.A.M.	2021-VILLE-00936	113 764,49	0,00	0
13/07/2021	TRAVAUX DE PLOMBERIE R+2D - C.A.M.	2021-VILLE-00937	39 926,22	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
13/07/2021	TRAVAUX DE PLOMBERIE R+2G - C.A.M.	2021-VILLE-00938	35 518,38	0,00	0
13/07/2021	TRAVAUX DE REVETEMENT DE SOL R+2 - C.A.	2021-VILLE-00939	70 018,59	0,00	0
13/07/2021	FOURNITURE DE BACS ET DE PLANTES - C.A.M	2021-VILLE-00940	4 760,28	158,00	15
13/07/2021	MISSION DE COORDINATION DES SYSTÈMES DE SECURITE	2021-VILLE-00941	1 080,00	0,00	0
15/07/2021	ARDIN SOLIDAIRE - MISSION CSPS	2021-VILLE-00950	294,00	0,00	1
15/07/2021	INSTALLATION DE SERRURERIE MARCHE EPINETTES	2021-VILLE-00951	384,00	0,00	1
15/07/2021	TRAVAUX D'AMENAGEMENT - RAM CIGOGNES	2021-VILLE-00952	2 625,38	0,00	0
15/07/2021	HOTEL DE VILLE- CREATION ALIMENTATION EAU	2021-VILLE-00953	2 454,30	0,00	0
15/07/2021	HOTEL DE VILLE- CREATION ALIMENTATION EAU	2021-VILLE-00954	1 736,87	0,00	0
15/07/2021	NETTOYAGE ET PEINTURE - HALLE DES SPORTS	2021-VILLE-00955	27 233,88	0,00	0
15/07/2021	GYMNASE LA SOURCE-DESIAMANTAGE SALLE FUGAIN	2021-VILLE-00956	6 588,31	0,00	0
15/07/2021	TRAVAUX ENTREPONT	2021-VILLE-00957	72 668,75	0,00	0
15/07/2021	REMPLACEMENT DU COLLECTEUR RESEAU D'EAU - CT	2021-VILLE-00958	965,27	0,00	0
15/07/2021	CAM-TRAVAUX DIVERS	2021-VILLE-00959	2 185,78	0,00	0
21/07/2021	MATÉRIEL AUDIO VIDÉO	2021-VILLE-00833	1 370,00	69,00	10
21/07/2021	LOT 1 - ACHAT D'OUVRAGES TOUS DOMAINES	2021-VILLE-00890	59,93	0,00	1
21/07/2021	ACHAT D'ALBUMS BÉBÉ	2021-VILLE-00892	1 497,16	73,00	10
21/07/2021	BOUCHE D'EAU MARCHE CORENTIN CELTON	2021-VILLE-00914	2 291,26	76,00	15
21/07/2021	ACHAT 1 TROTTINETTE ET GILETS DE SÉCURITÉ	2021-VILLE-00949	1 111,28	67,00	8
21/07/2021	CONVENTION ISSY BERGES DE SEINE	2021-VILLE-00960	8 626 057,00	258 781,00	15
21/07/2021	LOT 9 - ACHAT DE CD	2021-VILLE-00964	224,88	0,00	1
21/07/2021	COMMANDE 3 CONSOLES DE PROGRAM. ARROSAG CIMETIERE	2021-VILLE-00965	622,94	27,00	10
21/07/2021	RÉFECTION DE DEUX ALLÉES INTERTOMBES CIMETIERE	2021-VILLE-00966	37 120,43	0,00	0
21/07/2021	TRAVAUX DE PLOMBERIE - CRECHE LA FONTAINE	2021-VILLE-00967	4 920,70	0,00	0
21/07/2021	CAM-FOURNITURE ET POSE DE SIX CYLINDRES	2021-VILLE-00968	3 003,17	0,00	0
21/07/2021	ESPACE SAVARY-FOURNITURE ET POSE PORTE EN ALUMINI	2021-VILLE-00969	6 391,92	0,00	0
21/07/2021	ESPACE SAVARY-FOURNITURE ET POSE BLOC-PORTE	2021-VILLE-00970	5 542,63	0,00	0
21/07/2021	CAM-MISE EN PLACE DE BARRES DE SEUIL	2021-VILLE-00971	2 293,20	0,00	0
21/07/2021	ECOLE LES ILES-POSE DES POUTRES BRISE SOLEIL	2021-VILLE-00972	6 202,80	0,00	0
21/07/2021	MEDIATHEQUE-REMISE EN ETAT DES ASCENSEURS	2021-VILLE-00974	10 789,42	0,00	0
21/07/2021	CRECHE MONTGOLFIERES-REMPLACEMENT 11 DIFFUSEURS	2021-VILLE-00975	1 713,00	0,00	0
21/07/2021	MISSION DE COORDINATION DES SYSTÈMES DE SÉCURITÉ	2021-VILLE-00976	2 160,00	0,00	0
21/07/2021	TRAVAUX GENIE CLIMATIQUE R+3 & R+1 - C.A.M.	2021-VILLE-00977	172 295,82	0,00	0
22/07/2021	LOGICIEL RECRUTEMENT RESSOURCES HUMAINES	2021-VILLE-00980	13 461,60	3 028,00	2
22/07/2021	PARAMETRAGE ACTIVITES SCOLAIRES CIRIL	2021-VILLE-00981	6 750,00	1 518,00	2
22/07/2021	GS LE COLOMBIER-ELEVATION DU MURET COUR	2021-VILLE-00984	6 732,00	199,00	15
22/07/2021	POSE DE COUVERTINES - ECOLE DU COLOMBIER	2021-VILLE-00985	600,00	17,00	15
22/07/2021	ESPACE ICARE-CREATION D'UNE LIGNE D'ECLAIRAGE	2021-VILLE-00986	20 647,25	0,00	0
22/07/2021	EVOLUTION TICKETS	2021-VILLE-00987	2 136,00	471,00	2
22/07/2021	TRAVAUX DE CÂBLAGE FIBRE POUR ALGÉCOS	2021-VILLE-00988	2 263,78	99,00	10
22/07/2021	TRAVAUX DE CABLAGE SALLE BLANCHE CAM	2021-VILLE-00989	3 074,64	135,00	10
22/07/2021	FAUTEUIL TABLETTE - CRÈCHE LES CIGOGNES	2021-VILLE-00990	154,15	0,00	1
22/07/2021	SIEGE POUR LA MÉDIATHÈQUE CENTRE-VILLE	2021-VILLE-00991	185,52	0,00	1
22/07/2021	MOBILIER DIVERS POUR CRÈCHE ARC EN CIEL	2021-VILLE-00992	4 590,50	204,00	10
22/07/2021	ACHAT DE MOBILIER DIVERS POUR ECOLE LES ILES	2021-VILLE-00993	4 396,13	194,00	10
22/07/2021	BUREAUX ET MOBILIERS DIVERS	2021-VILLE-00994	19 939,78	880,00	10
26/07/2021	BORDS DE SEINE - REALISATION GC POUR BORNE ENTE	2021-VILLE-00995	5 928,60	174,00	15
26/07/2021	ABRIS POUR MARCHES REPUBLIQUE - SAINTE LUCIE ET E	2021-VILLE-00996	16 692,00	491,00	15

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
26/07/2021	LICENCES AGORA NOTIF ET AGORA GED	2021-VILLE-00999	4 482,00	983,00	2
26/07/2021	10 PURIFICATEURS D'AIR POUR DIVERS SERVICE	2021-VILLE-01000	5 201,88	229,00	10
26/07/2021	SÈCHE-MAINS POUR DIVERS SERVICES	2021-VILLE-01001	14 380,80	635,00	10
26/07/2021	SUBVENTION EXCEPTIONNELLE CROIX ROUGE	2021-VILLE-01628	25 000,00	717,00	15
27/07/2021	TÉLÉVISION ET SUPPORT MURAL POUR MÉDIATHEQUE CV	2021-VILLE-01002	1 872,33	82,00	10
27/07/2021	VENTILATEURS POUR CENTRE DE VACCINATION	2021-VILLE-01003	755,04	33,00	10
27/07/2021	2 TABLES À SABLE ET À EAU	2021-VILLE-01004	147,07	0,00	1
27/07/2021	ARMOIRE À COUTEAUX POUR CRÈCHE LA FONTAINE	2021-VILLE-01005	547,20	23,00	10
27/07/2021	LAVE-VAISSELLE POUR CRÈCHE LA FARANDOLE	2021-VILLE-01006	4 776,00	205,00	10
29/07/2021	LOT 1 - ACHAT D'OUVRAGES TOUS DOMAINES TEMPS DES C	2021-VILLE-01008	30,35	0,00	0
02/08/2021	GYMNASE LA SOURCE-INSTALLATION KIT GSM	2021-VILLE-01012	1 851,38	0,00	0
02/08/2021	ECOLE A.FRANCE-FOURNITURE ET POSE DE BACS	2021-VILLE-01013	4 764,00	134,00	15
02/08/2021	MAT JULES FERRY-REFECTION ETANCHEITE TERRASSE	2021-VILLE-01014	79 567,28	0,00	0
02/08/2021	GS LA FONTAINE-REMPLACEMENT DE LUMINAIRES EN LED	2021-VILLE-01015	4 940,24	0,00	0
02/08/2021	ECOLE L. MICHEL-MISE EN CONFORMITE ALIMENTATION	2021-VILLE-01016	2 489,93	0,00	0
02/08/2021	MATERNELLE RENAN-LEVEES DE RESERVES	2021-VILLE-01017	2 179,37	0,00	0
02/08/2021	GS J.FERRY-LEVEES DE RESERVES	2021-VILLE-01018	5 199,36	0,00	0
02/08/2021	MAT.RENAN-REMPLACEMENT DES COLLECTEURS FONTE	2021-VILLE-01019	6 269,02	0,00	0
02/08/2021	REMPLACEMENT DE ROBINETS HS MATERNELLE RENAN	2021-VILLE-01020	1 473,64	0,00	0
02/08/2021	LE TEMPS DES CERISES-AMENAGEMENT MEUBLES	2021-VILLE-01021	23 996,81	0,00	0
03/08/2021	EQUIPEMENT DIVERS - H.G ANDRÉE CHEDID	2021-VILLE-01022	585,18	24,00	10
03/08/2021	TABLE RECTANGLE - CRÈCHE LES DAUPHINS	2021-VILLE-01023	178,98	0,00	1
03/08/2021	TRAVAUX CÂBLAGE 2 PC CAM REPROGRAPHIE	2021-VILLE-01024	773,36	32,00	10
03/08/2021	DÉVELOPPEMENT LOGICIEL CHATBOT ISSY.	2021-VILLE-01025	711,60	150,00	2
03/08/2021	CHARGES TRAVAUX - SDC LE DIDEROT (RPLT PORTE)	2021-VILLE-01026	68,19	0,00	0
04/08/2021	CLIMBKID LA GRANDE CABANE - CRECHE MONTGOLFIERE	2021-VILLE-01009	5 531,52	233,00	10
04/08/2021	MOBILIER POUR SALLE DE LANGUES-MEDIATHÈQUE	2021-VILLE-01010	1 893,68	78,00	10
04/08/2021	MOBILIER POUR TRANSFORMATION DU CAM	2021-VILLE-01011	2 264,10	94,00	10
04/08/2021	INFRASTRUCTURE SERVEUR TOUS SERVICES	2021-VILLE-01027	88 932,00	7 361,00	5
04/08/2021	CHARGES TRAVAUX - CRECHE PETITS SAPEURS	2021-VILLE-01028	2 495,41	0,00	0
04/08/2021	TABOURETS POUR MÉDIATHÈQUE CENTRE-VILLE	2021-VILLE-01029	980,96	40,00	10
04/08/2021	CAFETIÈRE - R.A.M LE PETIT TRAIN VERT	2021-VILLE-01030	59,02	0,00	1
05/08/2021	HALTE-GARDERIE CHEDID-PLUS-VALUE TX CLIMATISATION	2021-VILLE-01031	43 853,12	0,00	0
05/08/2021	ECOLE ST EXUPERY-PASSAGE EN LEDS ENSEMBLE LOCAUX	2021-VILLE-01032	201 045,16	0,00	0
05/08/2021	ECOLE BOUJON-PASSAGE EN LEDS ENSEMBLE LOCAUX	2021-VILLE-01033	52 955,08	0,00	0
05/08/2021	TRAVAUX DE PEINTURE DANS LE HALL D'ACCUEIL ARCADE	2021-VILLE-01034	1 400,00	0,00	0
05/08/2021	TRAVAUX DE PEINTURE DANS LE LOGEMENT TCIM	2021-VILLE-01035	4 000,00	0,00	0
05/08/2021	RAM CIGOGNES - TRAVAUX DE REVETEMENT DE SOL	2021-VILLE-01036	9 587,34	0,00	0
05/08/2021	TCIM-TRAVAUX DE PEINTURE	2021-VILLE-01037	4 482,30	0,00	0
05/08/2021	LES ARCADES-TX DE PEINTURE DANS LE HALL	2021-VILLE-01038	1 276,86	0,00	0
05/08/2021	TRAVAUX MACONNERIE DANS VESTIAIRE- PARC J. PAUL 2	2021-VILLE-01039	6 045,12	0,00	0
05/08/2021	PALAIS DES SPORTS-REMPLACEMENT DES BAES	2021-VILLE-01040	3 576,29	0,00	0
05/08/2021	MATERNELLE J. FERRY-CREATION D'UNE KITCHENETTE	2021-VILLE-01041	4 417,21	0,00	0
05/08/2021	GS LA FONTAINE-INSTALLATION DUN DISCONNECTEUR	2021-VILLE-01042	7 818,12	0,00	0
05/08/2021	FOURNITURE ET POSE D UN CLOTURE THEATRE DES MARIO	2021-VILLE-01043	2 731,92	75,00	15
05/08/2021	FERMETURE DES ACCÈS COURS CÔTÉ PASSAGE VAUDÉTARD	2021-VILLE-01044	14 772,00	404,00	15
05/08/2021	TCIM-RECHAPAGE DE LA TERRASSE AUTOPROTEGEE	2021-VILLE-01045	26 288,03	0,00	0
05/08/2021	CLOTURE LOCAL MARIONNETTES	2021-VILLE-01046	9 159,60	252,00	15

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
05/08/2021	FOURNITURE CACHE RADIATEUR - CRÈCHE LE COLOMBIER	2021-VILLE-01047	4 025,35	0,00	0
05/08/2021	ECOLE LES PONCEAUX-FABRICATION COUVERTINE	2021-VILLE-01048	1 848,00	0,00	0
05/08/2021	PEINTURE SALLE FUGAIN - GYMNASE LA SOURCE	2021-VILLE-01049	29 803,02	0,00	0
05/08/2021	MEDIATHEQUE LES CHARTREUX-MISE EN OEUVRE OSSATURE	2021-VILLE-01050	23 525,82	0,00	0
11/08/2021	BOITE A DONS BUDGET PARTICIPATIF	2021-VILLE-01053	9 513,94	375,00	10
11/08/2021	ARMOIRE MURALE POUR CRÈCHE LES LUTINS	2021-VILLE-01055	1 449,60	56,00	10
11/08/2021	AC21055001 ROBOT COUPE POUR CRÈCHE LE PETIT TRAIN	2021-VILLE-01056	1 824,00	71,00	10
11/08/2021	TRAVAUX DE PEINTURE RAM CIGOGNES	2021-VILLE-01058	5 000,00	0,00	0
11/08/2021	RAM CIGOGNES - TRAVAUX DE PEINTURE	2021-VILLE-01059	5 496,93	0,00	0
11/08/2021	MAT. BOUJON-RENOVATION DES CIRCULATIONS	2021-VILLE-01060	48 120,31	0,00	0
11/08/2021	ECOLE LOUISE MICHEL-REPRISE ETANCHEITE	2021-VILLE-01062	144 325,94	0,00	0
11/08/2021	MAT. LES VARENNES-REMPLACEMENT DES PLAFONDS	2021-VILLE-01063	12 354,00	0,00	0
11/08/2021	ELEM.J.FERRY-FOURNITURE ET POSE PARE-BALLON	2021-VILLE-01064	7 921,80	206,00	15
11/08/2021	TRAVAUX PEINTURE SALLES COURS DE CHINOIS MEDIATHQU	2021-VILLE-01065	1 400,00	0,00	0
11/08/2021	TRAVAUX DE PEINTURE CAGE D'ESCALIER GPE FONTAINE	2021-VILLE-01066	24 000,00	0,00	0
11/08/2021	ECOLE LA FONTAINE ELE-REFECTION ENROBE ROUGE	2021-VILLE-01067	41 900,82	1 094,00	15
11/08/2021	TRAVAUX DE PEINTURE SALLES DE COURS MEDIATHEQUE	2021-VILLE-01068	1 222,50	0,00	0
11/08/2021	ELEMENTAIRE LA FONTAINE-TX DE PEINTURE CAGE D'ESC	2021-VILLE-01069	17 135,87	0,00	0
11/08/2021	ECRANS SALLE DE RÉUNIONS CAM - LT6	2021-VILLE-01070	3 399,00	264,00	5
12/08/2021	TRAVAUX DE CÂBLAGE MULTIMÉDIA LE RÉACTEUR - LT4	2021-VILLE-01054	1 811,74	70,00	10
12/08/2021	TRAVAUX DE CÂBLAGE MULTIMÉDIA LE RÉACTEUR - LT6	2021-VILLE-01057	5 412,00	208,00	10
12/08/2021	ECRANS SALLE DE RÉUNIONS CAM - LT4	2021-VILLE-01061	4 663,04	362,00	5
12/08/2021	OEUVRE D ART EPHEMERE CULTURE	2021-VILLE-01071	7 320,00	0,00	0
12/08/2021	RPLT STRUCTURE - 33 EBOUE - SDC LE DIDEROT	2021-VILLE-01751	374,62	0,00	0
16/08/2021	TRAVAUX DE PEINTURE R+2 - PART DU SOUS-TRAITANT	2021-VILLE-01073	28 000,00	0,00	0
16/08/2021	TRAVAUX DE PEINTURE R+2 - C.A.M.	2021-VILLE-01074	22 779,31	0,00	0
16/08/2021	MOBILIER POUR MÉDIATHÈQUE CENTRE-VILLE	2021-VILLE-01075	1 032,05	38,00	10
16/08/2021	SIÈGE ASSIS-DEBOUT POUR MME GESLIN	2021-VILLE-01076	143,66	0,00	1
17/08/2021	CREATION ALIMENTATION / EVACUATION - HG A. CHEDID	2021-VILLE-01080	1 870,43	0,00	0
23/08/2021	DÉVELOPPEMENT PROGICIEL SALESFORCE	2021-VILLE-01083	43 186,70	7 857,00	2
25/08/2021	GUICHET NUMÉRIQUE DES AUTORISATIONS D'URBANISME	2021-VILLE-01084	1 128,00	198,00	2
25/08/2021	GRPE LA FONTAINETRAVAUX REVETEMENTS SOLS PART D	2021-VILLE-01085	7 500,00	0,00	0
25/08/2021	ECOLE A.FRANCE TRAVAUX DE PEINTURE - PART DU SOUS	2021-VILLE-01086	12 500,00	0,00	0
25/08/2021	ECOLE A.FRANCE-TRAVAUX DE PEINTURE	2021-VILLE-01087	10 400,92	0,00	0
25/08/2021	ECOLE ELE LA FONTAINE-TRAVAUX DE SOL DANS ESCALIE	2021-VILLE-01088	20 532,07	0,00	0
25/08/2021	MISE EN CONFORMITE DU SOL - ECOLE MAT.C. BOUJON	2021-VILLE-01090	11 744,12	276,00	15
25/08/2021	ECOLE LOUISE MICHEL-FOURNITURE ET POSE 6 BACS	2021-VILLE-01091	6 498,00	152,00	15
25/08/2021	REMPLACEMENT DES EXTINCTEURS - ECOLE J. FERRY	2021-VILLE-01092	682,67	0,00	0
25/08/2021	MEDIATHEQUE-FOURNITURE/POSE DE DALLES MODULES	2021-VILLE-01093	7 715,10	0,00	0
30/08/2021	INSTALLATIONS DE MATERIELS POUR CRÈCHES LES LUTINS	2021-VILLE-01097	2 724,17	94,00	10
30/08/2021	INSTALLATION DE VIDEOPROJECTEURS POUR LES ECOLES	2021-VILLE-01098	411,60	0,00	1
30/08/2021	INSTALLATION DE VIDEOPROJECTEURS POUR ECOLES	2021-VILLE-01099	823,20	28,00	10
31/08/2021	TRAVAUX DE REFECTION DE LA COUR - ECOLE L. MICHEL	2021-VILLE-01100	434 175,28	9 968,00	15
31/08/2021	PALAIS DES SPORTS-TX REMPLACEMENT DU SSI	2021-VILLE-01102	48 513,37	0,00	0
31/08/2021	HALLE GUILLAUME-FOURNITURE ET POSE COUVERTINES-	2021-VILLE-01103	42 624,00	0,00	0
31/08/2021	LES ARCADES-CHANGEMENT DES EVIERS EN PMR	2021-VILLE-01104	7 768,87	0,00	0
31/08/2021	GYMNASE LA SOURCE-POSE DES SUPPORTS DE PANNEAUX,	2021-VILLE-01105	19 677,90	0,00	0
31/08/2021	MEDIATHEQUE-REMPLACEMENT TABLEAUX DE COMMANDE ET	2021-VILLE-01106	20 739,10	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
31/08/2021	MUSEE-MISE EN PLACE DE RAILS ET DE PROJECTEURS	2021-VILLE-01107	38 582,28	0,00	0
31/08/2021	MUSEE-MISE EN PLACE DE RAILS ET DE PROJECTEURS	2021-VILLE-01108	4 184,83	0,00	0
31/08/2021	ICARE-CHANGEMENT DU SSI	2021-VILLE-01109	27 720,00	0,00	0
31/08/2021	GS LE COLOMBIER-RENOVATION SANITAIRES	2021-VILLE-01110	10 449,04	0,00	0
01/09/2021	SÈCHE-LINGE POUR ÉCOLE MIXTE LA FONTAINE	2021-VILLE-01082	2 060,40	77,00	10
01/09/2021	TRAVAUX DE MENUISERIE R+2G - C.A.M.	2021-VILLE-01094	11 865,44	0,00	0
01/09/2021	TRAVAUX DE MENUISERIER+2D - C.A.M.	2021-VILLE-01095	28 803,82	0,00	0
01/09/2021	TRAVAUX DE MENUISERIE R+3D - C.A.M.	2021-VILLE-01096	33 427,38	0,00	0
02/09/2021	GS BORDS DE SEINE-REMPLACEMENT DE CLOTURE	2021-VILLE-01111	84 108,12	1 869,00	15
02/09/2021	GS BORD DE SEINE-REMPLACEMENT CLÔTURE VARIANTE	2021-VILLE-01114	10 494,30	233,00	15
06/09/2021	TRAVAUX DE PEINTURE - PART DU SOUS TRAITANT ECOLE	2021-VILLE-01115	68 845,58	0,00	0
06/09/2021	TRAVAUX DE PEINTURE PART DU SOUS TRAITANT ECOLE C	2021-VILLE-01116	4 581,95	0,00	0
07/09/2021	FOURNITURE ET POSE DE BACS + COFFRE EN BOIS PARC	2021-VILLE-01117	23 514,19	522,00	15
07/09/2021	CREATION RESEAU GOUTTE A GOUTTE PARC J PAUL	2021-VILLE-01119	2 724,80	60,00	15
08/09/2021	DÉVELOPPEMENT LOGICIEL CHATBOT ISSY	2021-VILLE-01121	711,60	117,00	2
08/09/2021	BOITIER EXTRON POUR ESPACE ANDRE CHEDDID	2021-VILLE-01122	798,25	25,00	10
08/09/2021	TABLE NOMADE ET PORTE MANTEAU - CRÈCHE AEC	2021-VILLE-01123	488,54	0,00	1
08/09/2021	POUBELLE À COUCHES - CRÈCHE LE PETIT TRAIN VERT	2021-VILLE-01124	139,04	0,00	1
08/09/2021	CAM-CHANGEMENT DES CARTES ELECTRONIQUES	2021-VILLE-01125	7 731,36	0,00	0
08/09/2021	CREATION ALIMENTATION ELEC P/CLIM - CR FONTAINE	2021-VILLE-01126	4 525,12	0,00	0
08/09/2021	MISE EN PLACE SYSTEME VIDEOPROTECTION-VILLE	2021-VILLE-01127	14 448,00	473,00	10
08/09/2021	ECOLE LES PONCEAUX-TRAITEMENT FISSURES	2021-VILLE-01128	23 240,59	0,00	0
08/09/2021	MISE EN CONFORMITE DU SOL - ECOLE MAT. COLOMBIER	2021-VILLE-01129	3 313,61	72,00	15
08/09/2021	MEUBLE 5 BACS POUR ECOLE CHABANNE	2021-VILLE-01130	171,74	0,00	1
08/09/2021	ECOLE BORDS DE SEINE-ADAPTATION D'UN KIT GSM	2021-VILLE-01131	4 339,98	0,00	0
08/09/2021	MEUBLE 15 CASES - ÉCOLE ÉLÉMENTAIRE LES EPINETTES	2021-VILLE-01132	1 099,68	35,00	10
08/09/2021	DALLES GÉANTES ET REMORQUE-CITÉ DES SPORTS	2021-VILLE-01133	50 585,88	1 615,00	10
08/09/2021	TAPIS CRAYONS BDC + ÉQUIP.DIVERS - ECOLE C.BOUJON	2021-VILLE-01134	232,21	0,00	1
08/09/2021	TAPIS ALPHABET - BDC ÉCOLE MIXTE ANATOLE	2021-VILLE-01135	245,52	0,00	1
08/09/2021	GS LE COLOMBIER-LEVEES DE RESERVES	2021-VILLE-01136	2 126,40	0,00	0
08/09/2021	GS LE COLOMBIER-LEVEES DE RESERVES	2021-VILLE-01137	1 022,04	0,00	0
08/09/2021	CRECHE LES CIGOGNES-MISE EN CONFORMITE ELECTRIQUE	2021-VILLE-01138	1 083,29	0,00	0
08/09/2021	MAT. LES PONCEAUX-REFECTION DE SOL SOUPLE	2021-VILLE-01139	20 940,74	0,00	0
08/09/2021	RAM CIGOGNES - TRAVAUX DE PLOMBERIE	2021-VILLE-01140	10 815,65	0,00	0
08/09/2021	MAT. J.OUDIN-REMPLACT COLONNE LAVABO ET ROBINETS	2021-VILLE-01141	3 484,98	0,00	0
08/09/2021	RAM CIGOGNES - TRAVAUX DE MACONNERIE	2021-VILLE-01142	19 675,31	0,00	0
08/09/2021	MATERNELLE J. FERRY-FOURNITURE ET POSE DE FILMS	2021-VILLE-01143	1 375,87	0,00	0
09/09/2021	MATERNELLE J. FERRY-FOURNITURE ET POSE DE FILMS	2021-VILLE-01144	2 379,94	0,00	0
09/09/2021	LUDOTHEQUE-REMPLACEMENT RADIATEUR	2021-VILLE-01145	1 449,86	0,00	0
09/09/2021	GYMNASE LA SOURCE-CHANGT DE RADIATEURS	2021-VILLE-01146	3 150,58	0,00	0
09/09/2021	GS BORDS DE SEINE-REMPLACEMENT DE CLOTURES	2021-VILLE-01148	56 464,80	1 244,00	15
09/09/2021	GS BORD DE SEINE-REMPLACEMENT CLÔTURE VARIANTE	2021-VILLE-01149	19 730,70	434,00	15
09/09/2021	ELEMENTAIRE LA FONTAINE-MISE EN PLACE DE DALLES	2021-VILLE-01150	4 978,56	0,00	0
09/09/2021	ESPACE LUDIQUE M.AYME-TX DE REVETEMENT DE SOL	2021-VILLE-01151	871,30	0,00	0
09/09/2021	SP21005701 DIVERS FOURNITURES DE SPORT POUR LA SAL	2021-VILLE-01153	15 345,60	477,00	10
10/09/2021	2E TRIM 2021 BSPP INVEST	2021-VILLE-01155	65 788,20	1 340,00	15
10/09/2021	ESPACE ICARE - TRAVAUX DE REVETEMENTS DE SOL - PA	2021-VILLE-01156	3 200,00	0,00	0
10/09/2021	REAMENAGEMENT SALLES 5 ET 6 - ESPACE ICARE	2021-VILLE-01157	9 237,46	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
10/09/2021	TRAVAUX ENTREPONT	2021-VILLE-01158	18 167,20	0,00	0
10/09/2021	PALAIS DES SPORTS-TX REMPLACEMENT DU SSI	2021-VILLE-01159	4 899,22	0,00	0
10/09/2021	MEDIATHEQUE-TRAVAUX DE REVETEMENT DE SOL	2021-VILLE-01160	2 161,44	0,00	0
15/09/2021	CHARIOT DE SERVICE INOX 3 TABLETTES	2021-VILLE-01175	213,58	0,00	1
17/09/2021	ACHAT D'INSTRUMENTS DE MUSIQUE	2021-VILLE-01152	627,90	19,00	10
17/09/2021	MODIFICATION INSTALLATION SSI T.N. - C.A.M.	2021-VILLE-01154	36 002,16	0,00	0
20/09/2021	LICENCE ET INTÉGRATION LOGICIEL PLATAU POUR L'URBA	2021-VILLE-01161	3 456,00	504,00	2
20/09/2021	IMPRIMANTE SAWGRASS VIRTUOSO - MEDIATHEQUE TDC	2021-VILLE-01162	1 242,00	73,00	5
20/09/2021	REMPLACEMENT PANNEAUX VERNIS - GYMNASE LA SOURCE	2021-VILLE-01163	41 962,09	0,00	0
20/09/2021	ECOLE ST GERMAIN-REFECTION TOIT TERRASSE	2021-VILLE-01164	77 309,62	0,00	0
20/09/2021	TRAVAUX DE REFECTION DE LA COUR - ECOLE LOUISE MIC	2021-VILLE-01165	55 225,15	1 196,00	15
20/09/2021	TRAVAUX DE REFECTION DE LA COUR - PART SS TRAITANT	2021-VILLE-01166	104 598,00	2 266,00	15
20/09/2021	ECOLE LES PONCEAUX-REFECTION TOITURE PREAU	2021-VILLE-01167	27 025,79	0,00	0
20/09/2021	GS LE COLOMBIER-RENOVATION COMPLETE BLOC SANITAIRE	2021-VILLE-01168	11 243,40	0,00	0
20/09/2021	RENOVATION DES SANITAIRES - ECOLE DU COLOMBIER	2021-VILLE-01169	1 414,13	0,00	0
20/09/2021	ECOLE DU COLOMBIER - TRAVAUX DE REVETEMENT DE SOL	2021-VILLE-01170	2 200,00	0,00	0
20/09/2021	RENOVATION DES SANITAIRES - ECOLE DU COLOMBIER	2021-VILLE-01171	3 091,64	0,00	0
21/09/2021	CPE LE PETIT TRAIN VERT-FOURNITURE ENREGISTREUR	2021-VILLE-01172	1 490,40	0,00	0
21/09/2021	CAM-FOURNITURE ET POSE INTERPHONE	2021-VILLE-01173	3 083,10	0,00	0
21/09/2021	CTM-FOURNITURE ET POSE D'UN BARDAGE	2021-VILLE-01174	16 716,38	0,00	0
21/09/2021	GYMNASE LA SOURCE-MISE EN OEUVRE ETANCHEITE	2021-VILLE-01178	107 596,85	0,00	0
21/09/2021	MISE EN CONFORMITE DU SOL - ECOLE MAT.E RENAN	2021-VILLE-01179	9 759,59	180,00	15
21/09/2021	MISE EN CONFORMITE DU SOL - ECOLE MAT.A FRANCE	2021-VILLE-01180	6 636,64	124,00	15
21/09/2021	TRAVAUX DE DESENFUMAGE - PDS	2021-VILLE-01182	64 874,10	0,00	0
22/09/2021	AMENAGEMENT BIBONNERIE - CRECHE LA FARANDOLE	2021-VILLE-01183	12 885,59	0,00	0
22/09/2021	POSE D'UNE CLIMATISATION - HÔTEL DE VILLE	2021-VILLE-01185	5 479,49	0,00	0
22/09/2021	CPE LE PETIT TRAIN VERT-FOURNITURE ET POSE DE STOR	2021-VILLE-01186	13 517,16	0,00	0
22/09/2021	REMPLACEMENT RADIATEUR - CRÈCHE ROULE GALETTE	2021-VILLE-01187	1 876,54	0,00	0
22/09/2021	CMS-ETANCHEITE DU PERRON	2021-VILLE-01189	8 726,98	0,00	0
23/09/2021	6 MARCHEPIEDS PLIANTS 2 MARCHES	2021-VILLE-01176	329,08	0,00	1
23/09/2021	BUREAU AVEC CAISSON POUR ECOLE DES ILES	2021-VILLE-01177	0,00	0,00	1
23/09/2021	JOUETS DIVERS POUR CRÈCHE ARC EN CIEL	2021-VILLE-01188	3 739,68	117,00	10
23/09/2021	GS LES CHARTREUX-FOURNITURE ET POSE DE 2 BANCS	2021-VILLE-01190	1 316,58	24,00	15
23/09/2021	FOURNITURES DIVERSES - CRÈCHE ARC EN CIEL	2021-VILLE-01191	1 060,28	32,00	10
23/09/2021	JOUETS DIVERS POUR CRÈCHE ARC EN CIEL	2021-VILLE-01192	1 186,51	36,00	10
23/09/2021	PRODUITS POUR FOUR - CRÈCHE ARC EN CIEL	2021-VILLE-01193	5 682,00	176,00	10
23/09/2021	CELLULE MIXTE REFROID. 5NVX GN1/1	2021-VILLE-01194	3 201,60	99,00	10
23/09/2021	EQUIPEMENT DIVERS - R.A.M ARLEQUIN	2021-VILLE-01195	361,85	0,00	1
23/09/2021	MEDIATHEQUE LES CHARTREUX-CHANGEMENT ASCENSEUR	2021-VILLE-01200	32 072,00	0,00	0
24/09/2021	CAISSE BILLETTERIE POUR LE MUSÉE DE LA CARTE	2021-VILLE-01196	5 617,20	312,00	5
24/09/2021	3 PAQUETS DE 10 ROULEAUX THERMIQUES	2021-VILLE-01197	622,80	17,00	10
24/09/2021	ACHAT DE LIVRES DIVERS POUR CRÈCHE ARC EN CIEL	2021-VILLE-01198	196,10	0,00	1
24/09/2021	TABLES HAUTES ET HOUSSES POUR PROTOCOLE	2021-VILLE-01199	639,04	17,00	10
24/09/2021	EQUIPEMENT DIVERS - ECOLE ÉLÉMENTAIRE J.FERRY	2021-VILLE-01201	3 243,83	91,00	10
24/09/2021	PANNEAU LIMUNEUX - ECOLE CLAUDE BOUJON	2021-VILLE-01202	145,44	0,00	1
24/09/2021	MOBILIER DIVERS - CRÈCHE ROULE GALETTE	2021-VILLE-01203	1 921,09	56,00	10
24/09/2021	MOBILIER ET JOUETS POUR CRÈCHE ARC EN CIEL	2021-VILLE-01204	1 056,85	31,00	10
24/09/2021	MOBILIER ET JOUETS POUR CRÈCHE AEC	2021-VILLE-01205	1 055,76	31,00	10

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
24/09/2021	ACHAT DE MINI CHARIOTS POUR CRÈCHE AEC	2021-VILLE-01206	355,07	0,00	1
24/09/2021	EQUIPEMENT DIVERS - CRÈCHE ARC EN CIEL	2021-VILLE-01207	929,88	27,00	10
24/09/2021	RIDEAUX POUR PORTES - CRÈCHE AEC	2021-VILLE-01208	577,12	16,00	10
24/09/2021	ACHAT RIDEAU OCCULTANT	2021-VILLE-01209	179,96	0,00	1
24/09/2021	MOBILIER DIVERS - ÉCOLE MATERNELLE J.OUDIN	2021-VILLE-01210	2 322,59	67,00	10
24/09/2021	CHAISES ET CHAUFFEUSE - ECOLE C.BOUJON	2021-VILLE-01211	385,69	0,00	1
24/09/2021	TOUR À LIVRES BDC - ÉCOLE MIXTE	2021-VILLE-01212	539,28	15,00	10
24/09/2021	MOBILIER DIVERS	2021-VILLE-01213	1 892,45	58,00	10
24/09/2021	CHARIOT MOBILE - ÉCOLE MATERNELLE J.FERRY	2021-VILLE-01214	103,22	0,00	1
24/09/2021	ACHAT DE MOBILIER Crèche Le Colombier	2021-VILLE-01215	1 199,80	36,00	10
24/09/2021	BAC 6 CASES - ÉCOLE MIXTE ANATOLE FRANCE	2021-VILLE-01216	407,71	0,00	1
27/09/2021	INSTALLATION BORNES ANTI BELIER - PLACE REPUBLIQUE	2021-VILLE-01221	120 691,20	2 212,00	15
30/09/2021	REMPLACEMENT CENTRALE INCENDIE - ECOLE COLOMBIER	2021-VILLE-01184	18 663,60	0,00	0
30/09/2021	PALAIS DES SPORTS-ADJONCTION DIFFUSEURS SANITAIRE	2021-VILLE-01220	8 363,88	0,00	0
30/09/2021	ECOLE C. BOUJON - TRAVAUX DE REVETEMENTS DE SOL	2021-VILLE-01224	20 132,53	0,00	0
01/10/2021	RELIURE DE DOCUMENTS - MEDIATHEQUES	2021-VILLE-01217	495,07	0,00	1
01/10/2021	CLOISONS MUSEOGRAPHIQUES - MUSEE CARTE A JOUER	2021-VILLE-01218	17 249,05	0,00	0
01/10/2021	UNE OEUVRE D ART EPHEMERE - SVE CULTURE	2021-VILLE-01219	10 980,00	0,00	0
01/10/2021	LICENCES IKARE (INFRASTRUCTURES SERVEUR)	2021-VILLE-01222	20 543,48	2 653,00	2
01/10/2021	LICENCES COHESITY (INFRASTRUCTURE)	2021-VILLE-01223	87 485,22	11 300,00	2
01/10/2021	SOLUTION WIFI CAM ET GESTION INFRA RESEAU	2021-VILLE-01227	4 932,00	254,00	5
01/10/2021	INFRASTRUCTURE SERVEUR TOUS SERVICES	2021-VILLE-01228	36 204,00	1 870,00	5
01/10/2021	MIGRATION IWS INFINITY LT 6	2021-VILLE-01229	2 286,00	295,00	2
01/10/2021	MO21021201 - ECRANS DE RESERVATION CAM	2021-VILLE-01230	4 265,22	220,00	5
01/10/2021	ECRAN DE RESERVATION CAM	2021-VILLE-01231	2 700,60	139,00	5
01/10/2021	FOURNITURE 50 PC CAM	2021-VILLE-01232	16 618,08	849,00	5
01/10/2021	TRAVAUX DE CABLAGE - RAM LES CIGOGNES	2021-VILLE-01233	0,00	0,00	10
01/10/2021	TRAVAUX DE CÂBLAGE SURETÉ DU CAM	2021-VILLE-01234	1 755,04	45,00	10
01/10/2021	SOLUTION SÉCURITÉ GESTION RÉSEAU ISE	2021-VILLE-01235	6 348,00	327,00	5
01/10/2021	CONTRÔLE DACCÈS VIDÉOSURVEILLANCE CAM	2021-VILLE-01236	0,00	0,00	5
01/10/2021	CONTRÔLE DACCÈS VIDÉOSURVEILLANCE CAM	2021-VILLE-01237	1 296,00	66,00	5
01/10/2021	CAM CFA ET VIDÉO	2021-VILLE-01238	38 400,00	992,00	10
04/10/2021	COMMANDE D UNE OUEVRE D ART EPHEMERE DANS LE CADR	2021-VILLE-01225	40 000,00	0,00	0
04/10/2021	131 AVENUE DE VERDUN - CRECHE + RESTAURANT	2021-VILLE-01240	2 028 000,00	0,00	0
04/10/2021	TRAVAUX DE SÉCURISATION DE LA PLACE DE L'HDV	2021-VILLE-01241	18 093,56	314,00	15
04/10/2021	TRAVAUX GC BORNE POUR MISE EN PLACE DE BORNE HOTE	2021-VILLE-01242	25 174,80	438,00	15
08/10/2021	AC21062701 COFFRE-FORT - SERVICE DES FINANCES	2021-VILLE-01635	152,04	0,00	1
10/10/2021	BUREAU POUR ECOLE DES ILES	2021-VILLE-01239	195,39	0,00	1
10/10/2021	LOGICIEL CLICRDV POUR LES ESPACES LUDIQUES	2021-VILLE-01244	1 617,60	208,00	2
10/10/2021	DÉVELOPPEMENT LOGICIEL CHATBOT ISSY.COM	2021-VILLE-01245	711,60	91,00	2
10/10/2021	RENOUVELLEMENT LICENCE MICROSOFT - SERVICE EDUC	2021-VILLE-01246	20 718,18	2 503,00	2
10/10/2021	DÉVELOPPEMENT PROGICIEL SALESFORCE	2021-VILLE-01247	17 177,04	2 075,00	2
10/10/2021	TRAVAUX DE CÂBLAGE - CRÈCHE LA FONTAINE 1 RJ	2021-VILLE-01248	2 213,84	53,00	10
10/10/2021	RENOUVELLEMENT LICENCE BUDGET PARTICIPATIF	2021-VILLE-01249	3 600,00	435,00	2
10/10/2021	INTÉGRATION ET DÉVELOPPEMENTS DE PROGICIEL ATAL	2021-VILLE-01250	14 904,00	1 780,00	2
11/10/2021	REPRISE DE LA STRUCTURE TERRASSE - ESPACE SANTE	2021-VILLE-01251	91 004,71	0,00	0
11/10/2021	PALAIS DES SPORTS-TX REMPLACEMENT DU SSI	2021-VILLE-01252	21 736,54	0,00	0
12/10/2021	COMPLEXE SPORTIF TAILLE SÉCURITAIRE SUR EMPR	2021-VILLE-01253	2 352,00	37,00	15

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
14/10/2021	ACHAT ET MONTAGE DE TABLES CORNILLEAU CITE DES SPO	2021-VILLE-01254	5 844,00	126,00	10
14/10/2021	TVX D AMENAGEMENT CITE DES SPORTS	2021-VILLE-01255	171 596,40	2 668,00	15
18/10/2021	MATERIEL POUR LES ANIMATIONS	2021-VILLE-01256	3 218,64	70,00	10
20/10/2021	TR21012801 SCOOTER SILENCE L3E (FRAIS DE MISE EN R	2021-VILLE-01340	7 350,00	234,00	8
20/10/2021	LOT 3 - LIVRES DE LITTÉRATURE	2021-VILLE-01341	2 913,00	57,00	10
20/10/2021	ETIQUETTES DE PROPRIÉTÉ	2021-VILLE-01342	463,48	0,00	1
22/10/2021	MOBILIER DIVERS - ÉCOLE MATERNELLE J.OUDIN	2021-VILLE-01360	4 425,04	110,00	10
22/10/2021	BLOQUE-PORTES ET PROTÈGE-COINS-CRÈCHE	2021-VILLE-01361	325,80	0,00	1
22/10/2021	TABLE ET MEUBLES BAS - ÉCOLE VOLTAIRE	2021-VILLE-01362	823,90	20,00	10
22/10/2021	EQUIPEMENT DIVERS - CRÈCHE ARC EN CIEL	2021-VILLE-01363	340,40	0,00	1
22/10/2021	MINI HACHOIR - CRÈCHE CLAUDE BOUJON	2021-VILLE-01364	158,83	0,00	1
22/10/2021	BOUILLOIRE - CRÈCHE LES COLOMBES	2021-VILLE-01365	79,04	0,00	1
22/10/2021	NETTOYEUR VAPEUR+CAFETIÈRE CRÈCHE	2021-VILLE-01366	735,47	16,00	10
22/10/2021	APPAREIL PHOTO- CRÈCHE LES CIGOGNES	2021-VILLE-01367	198,72	0,00	1
22/10/2021	LECTEUR CD - ECOLE MATERNELLE JULES FERRY	2021-VILLE-01368	499,68	0,00	1
22/10/2021	COFFRE-FORT POUR SERVICE PETITE ENFANCE	2021-VILLE-01369	242,71	0,00	1
22/10/2021	CHANGE GRANDS :MARCHE PIEDS ANTIDÉRAPANT	2021-VILLE-01370	307,62	0,00	1
22/10/2021	POUBELLE DE CUISINE 45L - LUDOTHÈQUE	2021-VILLE-01371	244,87	0,00	1
22/10/2021	EQUIPEMENT DIVERS - ECOLE MATERNELLE J.FERRY	2021-VILLE-01372	1 048,55	22,00	10
22/10/2021	CHARIOT À LINGE ET PANIER - CRÈCHE LES COLOMBES	2021-VILLE-01373	505,12	10,00	10
22/10/2021	CUISINIÈRE - H.T.S ÉCOLE ÉLÉMENTAIRE JU	2021-VILLE-01374	974,03	20,00	10
22/10/2021	URNES ET PRÉSENTOIRS POUR QUALITÉ	2021-VILLE-01375	696,98	14,00	10
22/10/2021	EQUIPEMENT DIVERS - R.A.M ARLEQUIN	2021-VILLE-01376	1 095,31	23,00	10
25/10/2021	TRAVAUX DE CÂBLAGE SURETÉ DU CAM	2021-VILLE-01359	8 251,96	158,00	10
25/10/2021	CHAISES - ECOLE MIXTE LA FONTAINE	2021-VILLE-01377	1 722,96	36,00	10
25/10/2021	CHAISE HAUTE - HALTE-GARDERIE LPTV	2021-VILLE-01378	119,52	0,00	1
25/10/2021	ACHAT DE FAUTEUIL - CRÈCHE DES DAUPHINS	2021-VILLE-01381	1 197,40	23,00	10
25/10/2021	MEUBLE INOX - HALTE-GARDERIE ANDRÉE CHEDID	2021-VILLE-01384	5 372,16	108,00	10
25/10/2021	VAISSELLE DIVERSE POUR CRÈCHE ARC EN CIEL	2021-VILLE-01388	233,44	0,00	1
25/10/2021	TABLE ET CHAISE - ÉCOLE MIXTE LE COLOMBIER	2021-VILLE-01389	223,43	0,00	1
25/10/2021	BANQUE DE TRANS.+ASSISE CRÈCHE LES MONTGOLFIERES	2021-VILLE-01390	978,97	19,00	10
25/10/2021	17 APPLE IMAC RETINA 5K 3.3GHZ	2021-VILLE-01391	40 776,13	1 631,00	5
25/10/2021	DÉVELOPPEMENT DES SCRIPTS ENFANCE	2021-VILLE-01393	1 665,00	166,00	2
25/10/2021	FOURNITURE & POSE PLATELAGE EN BOIS - CR CIGOGNES	2021-VILLE-01396	5 315,30	81,00	15
25/10/2021	CRECHE LES CIGOGNES-AMENAGEMENT DE LA SALLE DE CHA	2021-VILLE-01397	13 392,94	0,00	0
25/10/2021	CRECHE LES EPINETTES-REMPLACEMENT DES MENUISERIES	2021-VILLE-01398	110 292,59	0,00	0
25/10/2021	MATERNELLE BOUJON-AMENAGEMNT DES CIRCULATIONS	2021-VILLE-01400	134 322,67	0,00	0
25/10/2021	CRECHE LES CIGOGNES-AMENAGEMENT MOBILIER DETENTE	2021-VILLE-01401	6 217,39	0,00	0
25/10/2021	INMAC JUIN-AOUT 2021 - TOUS SERVICES	2021-VILLE-01402	11 171,98	440,00	5
26/10/2021	DT21005401 MISSIONDE COORDINATION SSI - C.A.M.	2021-VILLE-01394	1 080,00	0,00	0
26/10/2021	CRECHE LES LUTINS-AMENAGEMENT SOUS-SOL	2021-VILLE-01406	16 999,60	0,00	0
26/10/2021	CRECHE LA FARANDOLE-AMENAGEMENT SALLE DE CHANGE	2021-VILLE-01407	12 241,14	0,00	0
26/10/2021	CRECHE LES CIGOGNES-TX DE REVETEMENT DE SOL	2021-VILLE-01408	8 105,52	0,00	0
26/10/2021	MAT. BOUJON-TRAVAUX DE PEINTURE	2021-VILLE-01409	14 286,19	0,00	0
26/10/2021	ELEMENTAIRE LA FONTAINE-FOURNITURE POSE BBSG ROUG	2021-VILLE-01410	10 875,60	183,00	15
26/10/2021	POSE D'1 PRISE DE RECHARGE VOITURE ELEC- HDV	2021-VILLE-01411	2 593,39	0,00	0
26/10/2021	REMPLACEMENT ECLAIRAGE BTE01-CR COLOMBIER	2021-VILLE-01412	4 672,85	0,00	0
26/10/2021	CRECHE CIGOGNES- POSE VISIOPHONE	2021-VILLE-01413	1 340,89	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
26/10/2021	TRAVAUX INSTALLATION ELEC - CRECHE LA FARANDOLE	2021-VILLE-01414	2 191,93	0,00	0
26/10/2021	CAM-FABRICATION ET POSE MAIN-COURANTE TUBULAIRE	2021-VILLE-01415	914,40	0,00	0
26/10/2021	CPE LE PETIT TRAIN VERT-MISE EN CONFORMITE	2021-VILLE-01416	2 604,86	0,00	0
26/10/2021	LUDOTHEQUE-MISE EN PLACE D'UN FAUX-PLAFOND	2021-VILLE-01417	1 426,50	0,00	0
26/10/2021	FOURNITURE ET POSE PLAFOND - C.A.M.	2021-VILLE-01418	8 321,10	0,00	0
26/10/2021	REMPLACEMENT ASCENSEUR - ECOLE A. FRANCE	2021-VILLE-01419	2 790,00	0,00	0
26/10/2021	CREATION ALIMENTATION EAU ENTREPONT	2021-VILLE-01420	2 582,50	0,00	0
26/10/2021	REMPLACEMENT D'EXTINCTEUR - PALAIS DES SPORTS	2021-VILLE-01421	78,70	0,00	0
26/10/2021	CTM-BTD84-REMPLACEMENT DE LA CARTE PRINCIPALE	2021-VILLE-01422	6 090,85	0,00	0
26/10/2021	TRAITEMENT ACOUSTIQUE - CRÈCHE LES MONTGOLFIÈRES	2021-VILLE-01423	5 458,14	0,00	0
26/10/2021	ELEM.LA FONTAINE-REFECTION DES SOLS DE 2 CLASSES	2021-VILLE-01424	12 216,30	0,00	0
26/10/2021	MEDIATHEQUE LES CHARTREUX-CREATION CLOISON	2021-VILLE-01425	5 995,37	0,00	0
26/10/2021	ECOLE LOUISE MICHEL-FOURNITURE DE DEUX TABLES	2021-VILLE-01426	3 282,73	43,00	15
26/10/2021	ELEMENTAIRE A.FRANCE-FOURNITURE DE DEUX TABLES	2021-VILLE-01427	3 282,73	44,00	15
26/10/2021	CAM-FOURNITURE ET POSE DE MENUISERIES	2021-VILLE-01429	7 687,46	0,00	0
26/10/2021	FOURNITURE ET POSE DE FILMS - CR LA FONTAINE	2021-VILLE-01430	674,70	0,00	0
26/10/2021	CRECHE ROULE GALETTE-TRAVAUX DE REVETEMENT DE SOL	2021-VILLE-01431	3 543,04	0,00	0
26/10/2021	CRECHE LES CIGOGNES-TRAVAUX DE PEINTURE	2021-VILLE-01432	5 617,20	0,00	0
26/10/2021	REMPLACEMENT D'EXTINCTEUR - ECOLE DU COLOMBIER	2021-VILLE-01433	150,84	0,00	0
26/10/2021	AGORA -REMPLACEMENT EXTINCTEUR EP 6 LITRES	2021-VILLE-01434	74,77	0,00	0
28/10/2021	CHARIOT DE MÉNAGE - CRÈCHE ROULE GALETTE	2021-VILLE-01441	211,84	0,00	1
28/10/2021	MATÉRIEL DE NETTOYAGE - CRÈCHE AEC	2021-VILLE-01442	730,78	12,00	10
28/10/2021	TRAVAUX DE MENUISERIES - CRECHE C. BOUJON	2021-VILLE-01752	27 529,02	0,00	0
29/10/2021	MOBILIER DIVERS POUR CRÈCHE ARC EN CIEL	2021-VILLE-01443	1 340,26	23,00	10
29/10/2021	ASSISES POUR CRÈCHE L'ILE AUX TRÉSORS	2021-VILLE-01444	648,13	11,00	10
29/10/2021	MOBILIER DIVERS POUR ECOLE	2021-VILLE-01445	3 942,92	75,00	10
29/10/2021	MOBILIER DIVERS (MS2)-ÉCOLE	2021-VILLE-01446	3 414,95	65,00	10
29/10/2021	MOBILIER DIVERS (PS2)-ÉCOLE	2021-VILLE-01447	2 088,88	40,00	10
29/10/2021	MOBILIER DIVERS (MS1)- ECOLE	2021-VILLE-01448	3 502,10	67,00	10
29/10/2021	MOBILIER DIVERS (GS1)-ECOLE	2021-VILLE-01449	4 554,43	87,00	10
29/10/2021	EQUIPEMENT DIVERS(EPS)-ECOLE	2021-VILLE-01450	2 769,25	53,00	10
29/10/2021	MOBILIER DIVERS (MS2)-ÉCOLE	2021-VILLE-01451	356,68	0,00	1
29/10/2021	MOBILIER DIVERS (MS1) ECOLE	2021-VILLE-01452	356,68	0,00	1
29/10/2021	MOBILIER DIVERS (MS2)-ÉCOLE	2021-VILLE-01453	283,45	0,00	1
29/10/2021	MOBILIER DIVERS (MS1)- ECOLE	2021-VILLE-01454	283,45	0,00	1
02/11/2021	VAISSELLE POUR CRÈCHE ARC EN CIEL	2021-VILLE-01455	305,96	0,00	1
02/11/2021	SÉCHOIR À DESSIN ET MEUBLE	2021-VILLE-01456	732,53	13,00	10
02/11/2021	SIÈGES - CRÈCHE ARC EN CIEL	2021-VILLE-01457	614,11	11,00	10
02/11/2021	ACHAT DE JOUETS POUR CRÈCHE LPTV	2021-VILLE-01458	518,68	9,00	10
02/11/2021	EQUIPEMENT DIVERS - R.A.M ARLEQUIN	2021-VILLE-01459	785,75	14,00	10
02/11/2021	EQUIPEMENTS DE CUISINE - CRÈCHE LPTV	2021-VILLE-01460	300,91	0,00	1
02/11/2021	TAPIS FLEXIBLE - CRÈCHE LE PETIT TRAIN	2021-VILLE-01461	251,64	0,00	1
02/11/2021	FAUTEUIL POUR LOGE ÉCOLE E.RENAN	2021-VILLE-01462	759,86	13,00	10
02/11/2021	BANCS ET BACS PLASTIQUES - CRÈCHE LES COLOMBES	2021-VILLE-01463	849,52	15,00	10
02/11/2021	ACHAT DE JOUETS - CRÈCHE ROULE GALETTE	2021-VILLE-01464	56,16	0,00	1
02/11/2021	MUSEE-INSTALLATION SYSTEME DE CONTROLE	2021-VILLE-01465	8 065,76	0,00	0
02/11/2021	A.DERRY-ARRIVEE D EAU POUR JARDINS POTAGERS	2021-VILLE-01466	1 196,53	13,00	15
02/11/2021	MEDIATHEQUE LES CHARTREUX-ECLAIRAGE EN LED	2021-VILLE-01467	80 529,78	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
02/11/2021	REPRISE DE PAVES A.BRIAND	2021-VILLE-01468	3 750,00	40,00	15
02/11/2021	REMPLACEMENT DE LA BORNE INCENDIE N°235 DEVIS 363	2021-VILLE-01469	2 791,05	32,00	15
02/11/2021	EC21001001 ECIV - EXTENSION DU COLUMBARIUM	2021-VILLE-01470	13 428,00	220,00	10
03/11/2021	INTERFACE BDC MAXIMILIEN 2021	2021-VILLE-01475	1 914,00	156,00	2
03/11/2021	LICENCES UCOPIA	2021-VILLE-01476	1 854,78	162,00	2
03/11/2021	RENEW SUPPORT LOGEPAL / ACTIVEO	2021-VILLE-01477	1 907,60	166,00	2
03/11/2021	DEPLOIEMENT 50 PC PORTABLES POUR LES SERVICES	2021-VILLE-01478	6 036,00	211,00	5
03/11/2021	EQUIPEMENT SALLE MULTIMÉDIA CAM 4ÈME ETAGE	2021-VILLE-01479	464,35	0,00	1
03/11/2021	INFRASTRUCTURE SERVEUR TOUS SERVICES	2021-VILLE-01480	27 264,00	954,00	5
03/11/2021	PROGRAMMATION AUTOMATE CAM 4EME ETAGE	2021-VILLE-01481	1 636,80	28,00	10
03/11/2021	VIDÉOPROJECTEURS POUR MEDIATHEQUE	2021-VILLE-01482	13 545,65	237,00	10
03/11/2021	DÉVELOPPEMENT LOGICIEL CHATBOT ISSY.COM	2021-VILLE-01483	710,40	58,00	2
03/11/2021	DÉVELOPPEMENT PROGICIEL SALESFORCE	2021-VILLE-01484	3 664,30	325,00	2
04/11/2021	ASPIRATEURS ET SACS POUR DIVERS SERVICES	2021-VILLE-01487	2 654,64	42,00	10
04/11/2021	ASPIRATEURS POUR MAGASIN	2021-VILLE-01488	424,27	0,00	1
04/11/2021	FONTAINE PARC JP II TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT	2021-VILLE-01489	11 302,61	119,00	15
04/11/2021	CITE DES SPORTS REMPLACEMENT DE 4 TAMPONS	2021-VILLE-01490	1 672,80	17,00	15
04/11/2021	CITE DES SPORTS MODIFICATION DE LA JARDINIÈRE EN L	2021-VILLE-01491	22 299,60	235,00	15
05/11/2021	SUB ZERO DECHET LA FABRIQUE D'ISSY 54 RUE D'EREVAN	2021-VILLE-01493	50 000,00	527,00	15
05/11/2021	LO21012501 DÉBROUSAILLEUSE POUR DÉVELOPPEMENT DURA	2021-VILLE-01636	587,52	9,00	10
08/11/2021	MOBILIER POUR RDC - CITÉ DES SPORTS	2021-VILLE-01502	26 802,67	424,00	10
08/11/2021	MOBILIER POUR REZ-DE-RUE - CITÉ DES SPORTS	2021-VILLE-01503	9 680,04	153,00	10
08/11/2021	MOBILIER POUR R+2 - CITÉ DES SPORTS	2021-VILLE-01504	135 577,90	2 108,00	10
08/11/2021	MOBILIER POUR R+1 - CITÉ DES SPORTS	2021-VILLE-01505	67 633,76	1 052,00	10
08/11/2021	TABLEAU BLANC TRIPTYQUE POUR MÉDIATHÈQUE	2021-VILLE-01506	593,35	9,00	10
08/11/2021	RÉFRIGÉRATEUR POUR PMI - ECOLE ROBERT DOISNEAU	2021-VILLE-01507	362,74	0,00	1
08/11/2021	CUISINIÈRE POUR HTS ÉCOLE ÉLEM JUSTIN OUDIN	2021-VILLE-01508	1 044,78	17,00	10
08/11/2021	EQUIPEMENT DIVERS - CRÈCHE ARC EN CIEL	2021-VILLE-01509	496,23	0,00	1
08/11/2021	CAFETIÈRE ET BOUILLOIRE - ECOLE	2021-VILLE-01510	111,54	0,00	1
08/11/2021	MACHINE À COUDRE - CRÈCHE MARIE-MARVING	2021-VILLE-01511	689,92	11,00	10
08/11/2021	LAVE-LINGE 5KG - R.A.M ARLIEQUIN	2021-VILLE-01512	405,80	0,00	1
08/11/2021	EQUIPEMENT D' ELECTROMENAGER - CRÈCHE ARC EN CIEL	2021-VILLE-01513	179,28	0,00	1
08/11/2021	PIEDS DE MICRO POUR SALLE DES MARIAGES	2021-VILLE-01514	228,60	0,00	1
10/11/2021	M121017301 ACHAT DE LIVRES D'ARTISTES	2021-VILLE-01485	2 190,00	0,00	0
10/11/2021	M121018601 LOT 3 - LIVRES DE LITTÉRATURE	2021-VILLE-01522	617,95	9,00	10
10/11/2021	M121019001 LOT 3 - ACHAT D'ALBLUM BÉBÉ	2021-VILLE-01524	991,30	15,00	10
10/11/2021	M121017001 LOT 7 - ACHAT DE DVD	2021-VILLE-01525	1 197,97	17,00	10
10/11/2021	TRAVAUX DE CABLAGE - RAM LES CIGOGNES	2021-VILLE-01527	3 090,29	48,00	10
10/11/2021	AMPLIFICATEUR MÉLANGEUR NUMÉRIQUE	2021-VILLE-01528	475,63	0,00	1
10/11/2021	G.S. LES EPINETTES-REMPLACEMENT D'UN EXTINCTEUR	2021-VILLE-01529	82,63	0,00	0
10/11/2021	G.S. J.OUDIN-REMPLACEMENT DE DEUX EXTINTEURS	2021-VILLE-01530	149,54	0,00	0
10/11/2021	IMPRIMANTE POUR CENTRE DE VACCINATION	2021-VILLE-01531	597,00	19,00	5
10/11/2021	IMPRIMANTE CANON POUR CRECHE	2021-VILLE-01532	1 390,50	45,00	5
10/11/2021	6 IMPRIMANTES CANON POUR LES CRECHES	2021-VILLE-01533	2 601,00	85,00	5
10/11/2021	2 IMPRIMANTES CANON I-SENSYS	2021-VILLE-01534	867,00	28,00	5
10/11/2021	CRECHE ARC EN CIEL- FOURNITURE ET POSE TRANSMETTE	2021-VILLE-01536	673,44	0,00	0
10/11/2021	G.S. A.FRANCE-REMPLACEMENT D'UN EXTINCTEUR	2021-VILLE-01538	74,77	0,00	0
10/11/2021	MAT A.FRANCE-REPRISE PARTIELLE ENROBE	2021-VILLE-01539	10 859,57	104,00	15

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
10/11/2021	FOURNITURE ET POSE PORTAIL PORTILLON - ENTREPONT	2021-VILLE-01540	8 040,00	0,00	0
12/11/2021	RÉFECTION DE L'ÉTANCHEITÉ DES 2 BASSINS DE LA COUR	2021-VILLE-01545	50 889,00	480,00	15
12/11/2021	MISE À NIVEAU DE N°235 AVEC DRAIN-KIT AP INCENDIE	2021-VILLE-01546	2 866,13	27,00	15
12/11/2021	MATERNELLE C.BOUJON-DEPOSE ET POSE MAIN COURANTE	2021-VILLE-01553	5 973,12	0,00	0
15/11/2021	MOBILIER DIVERS POUR ÉCOLE SOPHIE SHOLL	2021-VILLE-01515	288,80	0,00	1
15/11/2021	ROLLS CONTENEURS POUR CITÉ DES SPORTS	2021-VILLE-01516	8 921,88	138,00	10
15/11/2021	EQUIPEMENT DIVERS + LIVRES - CRÈCHE ARC	2021-VILLE-01519	1 820,03	28,00	10
15/11/2021	TABLES - HALTE-GARDERIE LES MONTGOLFIÈRES	2021-VILLE-01520	271,30	0,00	1
15/11/2021	PUPITRES POUR ÉCOLE LÉON BLUM	2021-VILLE-01521	35 059,68	555,00	10
15/11/2021	TABLE PLIANTE (SALLE DES MAÎTRES) ECOLE S.SHOLL	2021-VILLE-01523	681,41	10,00	10
15/11/2021	LES CIGOGNES-AMENAGEMENT DE LA SALLE DE CHANGE	2021-VILLE-01535	10 052,22	0,00	0
15/11/2021	LICENCE GONEXA POUR LA GRC	2021-VILLE-01541	12 000,00	1 066,00	2
15/11/2021	BIENNALE 2021 ART CONTEMPORAIN	2021-VILLE-01544	2 896,32	0,00	0
15/11/2021	SERVICE INCENDIE 3ÈME TRIMESTRE 2021	2021-VILLE-01554	86 920,11	837,00	15
17/11/2021	EQUIPEMENT DE MICROS COL DE CYGNE AUDITORIUM	2021-VILLE-01556	1 320,00	16,00	10
17/11/2021	MU21008901 CARTONS DE CONSERVATION	2021-VILLE-01717	256,00	0,00	7
20/11/2021	ACHAT DE MEUBLES POUR ÉCOLE	2021-VILLE-01560	1 143,78	15,00	10
20/11/2021	TABLES ET CHAISES - ÉCOLE LES PONCEAUX	2021-VILLE-01561	620,48	8,00	10
20/11/2021	MOBILIER DIVERS - ÉCOLE ÉLÉMENTAIRE JULES FERRY	2021-VILLE-01562	2 163,56	30,00	10
20/11/2021	PORTE-MANTEAU - ÉCOLE LES VARENNES	2021-VILLE-01563	121,88	0,00	1
20/11/2021	EQUIPEMENT DIVERS - CRÈCHE LES MONTGOLFIERES	2021-VILLE-01564	639,76	7,00	10
20/11/2021	TAPIS SUR MESURE - CRÈCHE LES DAUPHINS	2021-VILLE-01565	451,00	0,00	1
20/11/2021	MATÉRIELS DIVERS - ÉCOLE ROBERT DOISNEAU	2021-VILLE-01566	225,40	0,00	1
20/11/2021	EQUIPEMENT DIVERS - H.G ANDRÉE CHEDID	2021-VILLE-01567	284,32	0,00	1
20/11/2021	MATÉRIELS DIVERS - ÉCOLE ROBERT DOISNEAU	2021-VILLE-01568	18,90	0,00	1
20/11/2021	AC21059101 EQUIPEMENT DIVERS - R.A.M ARLEQUIN	2021-VILLE-01569	2 853,39	35,00	10
20/11/2021	TAPIS - R.A.M ARLEQUIN	2021-VILLE-01570	177,76	0,00	1
20/11/2021	EQUIPEMENT SCOLAIRE POUR ÉCOLE ÉLÉM J.FERRY	2021-VILLE-01571	3 015,12	36,00	10
20/11/2021	BUREAU ET ARMOIRE - ECOLE DES ILES	2021-VILLE-01572	399,38	0,00	1
20/11/2021	CHAISE D'ÉVACUATION - ÉCOLE SOPHIE SCHOLL	2021-VILLE-01573	2 694,00	32,00	10
20/11/2021	MEUBLES POUR SALLE DES MAITRES-ECOLE MAT PTV	2021-VILLE-01574	1 994,45	23,00	10
20/11/2021	MEUBLE POUR SALLE DES MAITRES-ECOLE DOISNEAU	2021-VILLE-01575	2 244,67	26,00	10
20/11/2021	CENDRIERS POUR CENTRE ADMINISTRATIF MUNICIPAL	2021-VILLE-01576	326,41	0,00	1
20/11/2021	FAUTEUILS-ECOLE MAT. SOPHIE SCHOLL	2021-VILLE-01577	1 538,36	18,00	10
20/11/2021	PORTANT DROIT POUR ÉCOLE MATER S.SCHOLL	2021-VILLE-01578	258,48	0,00	1
20/11/2021	EQUIPEMENT D'ELECTROMENAGER POUR ECOLE S.SCHOLL	2021-VILLE-01579	2 457,73	29,00	10
22/11/2021	MISE EN PLACE CLIMATISATION - CPE PETIT TRAIN VER	2021-VILLE-01591	31 544,59	0,00	0
22/11/2021	MISE EN PLACE CLIMATISATION - CRECHE MONTGOLFIERE	2021-VILLE-01592	47 582,77	0,00	0
22/11/2021	CRECHE ROULE-GALETTE-POSE EXTINCTEUR	2021-VILLE-01593	82,63	0,00	0
22/11/2021	GYMNASE LA SOURCE-REMPLACEMENT EXTINCTEURS	2021-VILLE-01594	157,40	0,00	0
22/11/2021	MEDIATHEQUE LES CHARTREUX-ECLAIRAGE EN LED	2021-VILLE-01595	802,70	0,00	0
22/11/2021	TCIM-RENOVATION DES GRADINS	2021-VILLE-01596	36 363,25	0,00	0
22/11/2021	MISE EN PLACE DE BORDURE - ECOLE CHABANNE	2021-VILLE-01597	17 316,00	137,00	15
22/11/2021	REMPLACEMENT DE FAUX PLAFONDS-BELVEDERE	2021-VILLE-01598	20 116,80	0,00	0
22/11/2021	MISE EN PLACE D'UNE POMPE DE RELEVAGE CTM	2021-VILLE-01600	1 387,90	0,00	0
22/11/2021	GS LA FONTAINE-REMPLACEMENT DU SYSTEME ALARME	2021-VILLE-01601	7 843,92	0,00	0
22/11/2021	POUR LA SECURITE-ABATTAGE D'ARBRES - EC. L. MICHE	2021-VILLE-01602	2 352,00	18,00	15
23/11/2021	M121022301 ACHAT DE CD	2021-VILLE-01585	622,00	6,00	10

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
23/11/2021	MU21007501 RESTAURATION D UN TABLEAU	2021-VILLE-01588	950,00	0,00	0
23/11/2021	TR20005901P ACHAT DE 2 TROTTINETTE GAFFITI/PATRIMO	2021-VILLE-01603	1 857,54	218,00	8
23/11/2021	TR21013701 TROTINETTE AVEC GILET POUR PROTOCOLE ÉV	2021-VILLE-01604	1 050,72	123,00	8
24/11/2021	RÉFRIGÉRATEUR ATSEM-ECOLE MATER S.SCHOLL	2021-VILLE-01613	557,63	5,00	10
25/11/2021	Remplacement bouche incendieRue Oradour sur Glane	2021-VILLE-01620	3 226,79	23,00	15
25/11/2021	FOURNITURE & POSE CABLE ELECTRIQUE - ENTREPONT	2021-VILLE-01621	3 676,01	0,00	0
25/11/2021	TRAVAUX DE PLOMBERIE DANS VESTIAIRE- PARC J.PAUL	2021-VILLE-01622	3 679,39	0,00	0
25/11/2021	CRECHE LA FONTAINE-REMISE A NIVEAU DES CTA	2021-VILLE-01623	10 008,30	0,00	0
25/11/2021	CRECHE ARC EN CIEL -AJOUT DE TROIS EXTINCTEURS	2021-VILLE-01624	240,04	0,00	0
25/11/2021	CRECHE LA FONTAINE-MISE EN PLACE CLIMATISATION	2021-VILLE-01625	26 238,08	0,00	0
26/11/2021	FOURNITURES DIVERSES - ECOLE MATER. SOPHIE SCHOLL	2021-VILLE-01580	1 345,90	19,00	10
26/11/2021	KIT PLANNING DIRECTION-ÉCOLE MATER. SOPHIE SCHOLL	2021-VILLE-01581	149,92	0,00	1
26/11/2021	POUBELLE POUR HALL - ÉCOLE MATERNELLE S.SCHOLL	2021-VILLE-01582	40,42	0,00	1
26/11/2021	MOBILIER POUR ECOLE MATERNELLE J.FERRY	2021-VILLE-01583	1 141,30	12,00	10
26/11/2021	M121018901 LOT 10 - ACHAT DE DOCUMENTS SONORES	2021-VILLE-01586	19,11	0,00	1
26/11/2021	M121018701 LOT 4 - LIVRES DE LITTÉRATURE	2021-VILLE-01587	2 000,40	21,00	10
26/11/2021	TR21013501 POSE DE CAMÉRA DE RECUL VÉHICULE LOGIST	2021-VILLE-01589	2 386,80	26,00	10
26/11/2021	TRAVAUX DE CÂBLAGE RÉSEAU DE FIBRE NOIRE	2021-VILLE-01590	61 308,00	749,00	10
26/11/2021	AC21044501 - CHARIOT POUR LUDOTHÈQUE	2021-VILLE-01606	525,60	5,00	10
26/11/2021	MOBILIER DIVERS (GS2) - ECOLE MATER. S.SCHOLL	2021-VILLE-01607	379,46	0,00	1
26/11/2021	LINGE POUR DORTOIR 3 - ÉCOLE MATER. S.SCHOLL	2021-VILLE-01608	3 734,44	39,00	10
26/11/2021	VITRINES POUR ESPACE ANDRÉE CHÉDID	2021-VILLE-01609	19 882,80	215,00	10
26/11/2021	PLACARD POUR LOGE DE L'ÉCOLE MATERNELLE	2021-VILLE-01610	2 611,20	28,00	10
26/11/2021	RÉFRIGÉRATEUR SALLE MAITRES-ECOLE MATERNELLE	2021-VILLE-01611	749,39	8,00	10
26/11/2021	EQUIPEMENT DIVERS - ÉCOLE MATER. S.SCHOLL	2021-VILLE-01612	1 421,88	14,00	10
26/11/2021	RADIO CD - ECOLE MIXTE LA FONTAINE	2021-VILLE-01614	385,68	0,00	1
26/11/2021	ENCEINTES BLUETOOTH - ECOLE SOPHIE SCHOLL	2021-VILLE-01615	1 829,95	19,00	10
26/11/2021	VESTIAIRES - ECOLE MATERNELLE S.SCHOLL	2021-VILLE-01616	2 970,58	31,00	10
26/11/2021	EQUIPEMENT DIVERS POUR ÉCOLE MATER S.SCHOLL	2021-VILLE-01617	14 668,59	158,00	10
26/11/2021	JARDINS PARTAGÉS DEVANT SENTE DE BRETAGNETRAVAIL D	2021-VILLE-01618	8 490,00	55,00	15
26/11/2021	DD21004301 TTRAVAIL DU SOL JARDINS PARTAGÉS DEVANT	2021-VILLE-01619	5 790,00	38,00	15
26/11/2021	MU21009201 MOBILIER ET SIGNALETIQUE EXPO TAROTS EN	2021-VILLE-01626	5 499,97	0,00	10
26/11/2021	LO21017301 PLEXIGLAS POUR ATELIERS	2021-VILLE-01627	4 520,04	47,00	10
29/11/2021	ROLLS CONTENEURS DE RANGEMENT	2021-VILLE-01629	10 234,80	0,00	0
29/11/2021	ECOLE VOLTAIRE-REMPLACEMENT DE TROIS EXTINCTEURS	2021-VILLE-01630	232,18	0,00	0
29/11/2021	MAT. BOUJON-FOURNITURE ET POSE DE DEUX RADIATEURS	2021-VILLE-01631	3 012,31	0,00	0
29/11/2021	ECOLE L.MICHEL-FABRICATION ET POSE D'ETRIERS INOX	2021-VILLE-01632	810,00	5,00	15
29/11/2021	LUDOTHEQUE-CREATION D'UN SANITAIRE PMR	2021-VILLE-01633	3 437,17	0,00	0
29/11/2021	REPRISE DE LA STRUCTURE TERRASSE - ESPACE SANTE	2021-VILLE-01634	27 759,79	0,00	0
29/11/2021	M121018901 LOT 10 - ACHAT DE DOCUMENTS SONORES	2021-VILLE-01638	407,65	0,00	1
29/11/2021	M121018801 LLOT 8 - ACHAT DE CD ET LIVRES-CD	2021-VILLE-01639	240,62	0,00	1
29/11/2021	MO21027101 - IMPRIMANTE - ECOLE PAUL BERT	2021-VILLE-01642	298,50	0,00	1
29/11/2021	INMAC SEPTEMBRE 2021 - TOUS SERVICES	2021-VILLE-01643	11 112,01	228,00	5
30/11/2021	REALISATION DALLE BETON ET POSE DE BORDURES	2021-VILLE-01644	1 289,04	7,00	15
30/11/2021	AMORTISSEMENT GBA FRERES VOISINS	2021-VILLE-01645	3 852,36	22,00	15
30/11/2021	ABRIS CONTENEUR EN BETON MARCHE STE LUCIE	2021-VILLE-01646	719,40	4,00	15
30/11/2021	AMORTISSEMENT DE GBA ANGLE LECLERC	2021-VILLE-01647	3 114,36	18,00	15
06/12/2021	MO21019301 - DÉVELOPPEMENT PROGICIEL SALESFORCE	2021-VILLE-01641	8 224,09	422,00	2

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
06/12/2021	DD21004901 ACHAT DE MOBILIERS BIODIVERSITÉTOURS À	2021-VILLE-01651	2 904,27	15,00	15
06/12/2021	DD21004901 ACHAT DE MOBILIERS BIODIVERSITÉTOURS À	2021-VILLE-01652	1 139,40	5,00	15
06/12/2021	CENTRALES AQUAMA POUR DIVERSES STRUCTURES	2021-VILLE-01653	8 159,94	81,00	10
06/12/2021	MOBILIER DIVERS - ÉCOLE LES ILES	2021-VILLE-01654	2 558,21	27,00	10
06/12/2021	PRÉSENTOIR 7 TABLETTES POUR ÉCOLE MATER S.SCHOLL	2021-VILLE-01655	505,50	5,00	10
06/12/2021	CUISINIÈRE POUR HTS LA FONTAINE	2021-VILLE-01656	1 021,86	11,00	10
06/12/2021	MINI-HACHOIR POUR CRÈCHE ROULE GALETTE	2021-VILLE-01657	88,08	0,00	1
06/12/2021	CHAISES HAUTES CRÈCHE LES LUTINS	2021-VILLE-01658	902,04	7,00	10
06/12/2021	CUISINE DES MAITRES-ECOLE MATER S.SCHOLL	2021-VILLE-01659	4 248,34	43,00	10
06/12/2021	CUISINE DES MAITRES-ECOLE MATER S.SCHOLL	2021-VILLE-01660	7,00	0,00	1
06/12/2021	NETTOYEUR VAPEUR POLTI - ÉCOLES MATERNELLES	2021-VILLE-01661	11 387,48	120,00	10
06/12/2021	SIÈGE DE TRAVAIL - CRÈCHE L'ILE AUX TRÉSORS	2021-VILLE-01662	869,48	9,00	10
06/12/2021	SIÈGE DE TRAVAIL - CABINET DU MAIRE	2021-VILLE-01663	1 604,26	17,00	10
06/12/2021	BANQUE TRANS+TABLE À JOUER CRÈCHE LA FARANDOLE	2021-VILLE-01664	1 056,53	11,00	10
06/12/2021	PANNEAUX LUMINEUX - ÉCOLE SOPHIE SCHOLL	2021-VILLE-01665	1 653,26	17,00	10
06/12/2021	KIT 7 MODULES - CRÈCHE LE PETIT TRAIN VERT	2021-VILLE-01666	562,60	5,00	10
06/12/2021	TOBOGGAN - CRÈCHE LA FARANDOLE	2021-VILLE-01667	126,00	0,00	1
06/12/2021	COUCHETTE EMPILABLE (DORTOIR1) ECOLE SOPHIE SCHOL	2021-VILLE-01668	2 455,68	21,00	10
06/12/2021	COUCHETTE EMPILABLE(DORTOIR 2) ÉCOLE SOPHIE SCHOL	2021-VILLE-01669	4 911,36	43,00	10
06/12/2021	MOBILIER DIVERS BDC - ECOLE SOPHIE SCHOLL	2021-VILLE-01670	2 275,97	20,00	10
06/12/2021	COUCHETTE EMPILABLE(DORTOIR 3) ÉCOLE SOPHIE SCHOL	2021-VILLE-01671	2 455,68	21,00	10
06/12/2021	LINGE - ÉCOLE MATERNELLE SOPHIE SCHOLL	2021-VILLE-01672	51,23	0,00	1
06/12/2021	LINGE DORTOIR 2 - ECOLE MATERNELLE SOPHIE SCHOLL	2021-VILLE-01673	6 231,95	48,00	10
06/12/2021	CHAISES ET PUPITRE - ÉCOLE MIXTE ANATOLE FRANCE	2021-VILLE-01674	12 396,72	106,00	10
06/12/2021	RÉFRIGÉRATEUR BLANC BEKO - ÉCOLE DU COLOMBIER	2021-VILLE-01675	798,65	7,00	10
06/12/2021	FOUR À MICRO-ONDES - SERVICE DES ATELIERS	2021-VILLE-01676	137,45	0,00	1
06/12/2021	RADIO CD/MP3 - CRÈCHE LES CIGOGNES	2021-VILLE-01677	114,60	0,00	1
06/12/2021	CASIERS (SALLE 35) - ÉCOLE MATER. SOPHIE SCHOLL	2021-VILLE-01678	900,65	7,00	10
06/12/2021	MATÉRIEL DE CUISINE - CRÈCHE ARC EN CIEL	2021-VILLE-01679	391,63	0,00	1
06/12/2021	TOBOGGAN PLIABLE BLEU CLAIR CRECHE FEE DRAGEE	2021-VILLE-01680	479,45	0,00	1
06/12/2021	DISTRIBUTEURS PAPIER ET CONSOMMABLES-EC.S.SCHOLL	2021-VILLE-01681	921,96	7,00	10
06/12/2021	POUBELLES POUR CITÉ DES SPORTS	2021-VILLE-01682	528,12	4,00	10
06/12/2021	EQUIPEMENT DIVERS - R.A.M ARLEQUIN	2021-VILLE-01683	1 261,40	9,00	10
06/12/2021	MATÉRIEL SPORTIF - ECOLE SOPHIE SCHOLL	2021-VILLE-01684	41 293,98	286,00	10
06/12/2021	MOBILIER DIVERS-ECOLE MATER S.SCHOLL-CLASSE 7(MS3	2021-VILLE-01685	2 789,56	19,00	10
06/12/2021	MOBILIER DIVERS (GS3) ÉCOLE SOPHIE SCHOLL	2021-VILLE-01686	2 941,04	20,00	10
06/12/2021	MOBILIER DIVERS-ECOLE MATER S.SCHOLL-CLASSE 5(MS2	2021-VILLE-01687	2 770,84	19,00	10
06/12/2021	MOBILIER DIVERS (GS1)ÉCOLE SOPHIE SCHOLL	2021-VILLE-01688	2 941,04	20,00	10
06/12/2021	MOBILIER DIVERS-ECOLE MATER S.SCHOLL(MS1,CLASSE 2	2021-VILLE-01689	2 789,56	19,00	10
06/12/2021	MOBILIER DIVERS (GS2) ÉCOLE SOPHIE SCHOLL	2021-VILLE-01690	3 069,08	21,00	10
06/12/2021	MOBILIER DIVERS(PS1) ÉCOLE MAT. SOPHIE SCHOLL	2021-VILLE-01691	2 397,03	16,00	10
06/12/2021	MOBILIER DIVERS (PS2)ÉCOLE MATER SOPHIE SCHOLL	2021-VILLE-01692	2 397,03	16,00	10
06/12/2021	VITAGYM VAGUE CRECHE ARC EN CIEL	2021-VILLE-01693	2 088,00	30,00	10
06/12/2021	LINGE DORTOIR 1 - ECOLE MATER. SOPHIE SCHOLL	2021-VILLE-01694	3 898,75	41,00	10
07/12/2021	M121017101 LOT 1 - ACHAT D'OUVRAGES TOUS DOMAINES	2021-VILLE-01648	99,63	0,00	1
07/12/2021	M121018601 LOT 3 - LIVRES DE LITTÉRATURE	2021-VILLE-01649	429,08	0,00	1
07/12/2021	MO21032801 - ANNE FRANCK WIFI	2021-VILLE-01697	1 950,83	16,00	10
07/12/2021	MO21032301 - ECOLE LES COLOMBIERS LIGNE ASCENSEU	2021-VILLE-01698	1 451,18	12,00	10

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
07/12/2021	MO21033001 - ANNE FRANCK DÉVOIEMENT ARRIVÉE FTTH	2021-VILLE-01699	1 788,50	15,00	10
07/12/2021	MO21036501 - ARCHE 21 RÉSEAU LOCAL 4 RJ	2021-VILLE-01700	4 658,03	40,00	10
07/12/2021	MO21032501 - TRAVAUX CABLAGES - RAM ET CRÈCHE LES	2021-VILLE-01701	5 773,51	49,00	10
07/12/2021	MO21032401 - CENTRE DE VACCINATION - RÉAMÉNAGEMENT	2021-VILLE-01702	1 908,38	16,00	10
07/12/2021	MO21032901 - ANNE FRANCK SALLE EUROPE	2021-VILLE-01703	905,15	7,00	10
07/12/2021	MO21029701 - IMPRIMANTES CANON I-SENSYS MF267DW -	2021-VILLE-01704	867,00	14,00	5
07/12/2021	MO21013701 - INFRASTRUCTURE SERVEUR TOUS SERVICES	2021-VILLE-01705	6 914,40	119,00	5
07/12/2021	MO21019501 - VIDEOPROJECTEUR MUR MEMORIEL - MEDIAT	2021-VILLE-01706	3 403,04	58,00	5
07/12/2021	MO21031901 - MATÉRIEL ET PRESTATIONS POUR ECOLE PA	2021-VILLE-01707	794,20	13,00	5
07/12/2021	MO21019601 - VIDEOPROJECTEUR MUR MEMORIEL - MEDIAT	2021-VILLE-01708	3 403,20	58,00	5
08/12/2021	TR21013901 TROTINETTE AVEC GILET POUR PROTOCOLE ÉV	2021-VILLE-01637	984,13	123,00	8
08/12/2021	TR21014001 SCOOTER SILENCE L3E (FRAIS DE MISE EN R	2021-VILLE-01695	14 700,00	142,00	8
08/12/2021	MO21-00404 - LICENCE SITE ANNUELLE DU 18/06/2021 A	2021-VILLE-01713	5 368,08	178,00	2
08/12/2021	MO21000101 - RENOUVELLEMENT LICENCE BUDGET PARTICI	2021-VILLE-01714	3 600,00	120,00	2
08/12/2021	MO20-00246P - FOURNITURE INSTALLATION DU LOGICIEL	2021-VILLE-01715	13 860,00	462,00	2
08/12/2021	MU21010901 VITRINE DE PRESENTATION EXPO TAROTS ENL	2021-VILLE-01716	824,05	0,00	0
09/12/2021	MO21032601 - 2 HUE CAMÉRA USB HD PRO - ECOLE LES E	2021-VILLE-01709	254,09	0,00	1
09/12/2021	MO21027401 - INTERCONNEXION VILM ET LE COMMISSARIA	2021-VILLE-01710	8 190,00	141,00	5
09/12/2021	MO21032201 - PC MUR MÉMORIEL TEMPS DES CERISES	2021-VILLE-01711	2 420,45	41,00	5
09/12/2021	MO21016701 - DEPLOIEMENT 50 PC PORTABLES TOUS LES	2021-VILLE-01712	12 876,84	221,00	5
10/12/2021	MU21009101 BOITE POLYPRO TUBE	2021-VILLE-01718	777,60	0,00	0
10/12/2021	MU21010701 DETECTEURS ALARMES EXPO TAROTS ENLUMINE	2021-VILLE-01719	2 178,00	0,00	10
10/12/2021	AC21088301 INSTRUMENTS DE MUSIQUE - CRÈCHE ARC EN	2021-VILLE-01720	2 314,08	16,00	10
10/12/2021	TRAVAUX AMENAGEMENT CITE SPORT	2021-VILLE-01721	89 025,60	379,00	15
10/12/2021	AMENAGEMENT BOUIN / EBOUE	2021-VILLE-01722	107 841,00	459,00	15
10/12/2021	RÉFECTION L'ÉTANCHEITÉ DES BASSINS DE LA COURS COR	2021-VILLE-01724	26 327,86	102,00	15
10/12/2021	MO21021901 - PORTIQUES RFID MÉD. TEMPS DES CERISES	2021-VILLE-01725	17 052,00	198,00	5
10/12/2021	DQ21005701 VELOS CASQUES BUDGET PARTICIPATIF	2021-VILLE-01726	0,00	0,00	10
13/12/2021	CRECHE LA FARANDOLE-CREATION BLOC SANITAIRE	2021-VILLE-01729	3 425,02	0,00	0
13/12/2021	REMPLACEMENT DU TGBT/TGS - PACI	2021-VILLE-01730	26 157,76	0,00	0
13/12/2021	ECOLE ST GERMAIN-RETRANSMETTEUR EN GSM	2021-VILLE-01731	452,64	0,00	0
13/12/2021	FOURNITURE & POSE LISSE DE PROTECTION - EC J OUDIN	2021-VILLE-01732	9 952,80	55,00	15
13/12/2021	CRECHE BOUJON-REPRISE D ENROBE	2021-VILLE-01733	5 632,42	31,00	15
13/12/2021	ENTREPONT LE REACTEUR-: COULAGE D'UNE DALLE BETON	2021-VILLE-01734	1 518,00	8,00	15
13/12/2021	PONÇAGE ET DÉCAPAGE DE PIERRES - HÔTEL DE VILLE	2021-VILLE-01735	1 935,84	0,00	0
13/12/2021	REMPLACEMENT STRUCTURE JEUX - ECOLE JUSTIN OUDIN	2021-VILLE-01736	33 600,34	149,00	15
13/12/2021	CRECHE BOUJON-REMPLACEMENT DE MENUISERIES	2021-VILLE-01737	17 883,36	0,00	0
13/12/2021	TRAVAUX SUR DESENFUMAGE - ECOLE C. BOUJON	2021-VILLE-01738	9 114,00	0,00	0
13/12/2021	FOURNITURE POSE MAIN COURANTE STADE BILLANCOURT	2021-VILLE-01739	519,36	0,00	0
13/12/2021	MISE AUX NORMES GRADATEURS & ECLAIRAGE - PACI	2021-VILLE-01740	107 667,14	0,00	0
13/12/2021	ESPACE ICARE-CONSTITUTION DOSSIER SSI	2021-VILLE-01741	6 442,80	0,00	0
13/12/2021	TRAVAUX DE PEINTURE - STADE DE L'ILE	2021-VILLE-01742	2 473,89	0,00	0
13/12/2021	MEDIATHEQUE-MISE EN VALEUR DES ECLAIRAGES	2021-VILLE-01743	20 201,69	0,00	0
13/12/2021	TCIM-REMPLACEMENT EXTINCTEUR	2021-VILLE-01744	74,77	0,00	0
13/12/2021	HALLE C.GUILLAUME-REMPLACEMENT EXTINCTEUR	2021-VILLE-01745	82,63	0,00	0
13/12/2021	FAC. 138/2021/SPL DU 17/11/2021	2021-VILLE-01746	19 200,00	0,00	0
23/12/2021	AE17086801P GS LA FONTAINE AMO REMPLACEMENT CENTRA	2021-VILLE-01495	3 264,00	0,00	0
23/12/2021	AE18035101 ELEMENTAIRE VOLTAIRE-TRAVAUX DE SONDAGE	2021-VILLE-01496	4 269,24	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
23/12/2021	AE17143401P AMO POUR REMPLACEMENT SSI - HÔTEL DE V	2021-VILLE-01497	4 032,00	0,00	0
23/12/2021	DIAGNOSTIC PLOMB - AMÉNAGEMENT E.N.M.	2021-VILLE-01498	6 989,73	0,00	0
23/12/2021	RÉALISATION ÉTUDE THERMIQUE - ÉCOLE C. BOUJON	2021-VILLE-01499	11 657,34	0,00	0
23/12/2021	DIAGNOSTIC STRUCTUREL - GYMNASE LA SOURCE	2021-VILLE-01500	23 236,20	0,00	0
23/12/2021	VO18003201 VP FORUM PLEIN CIEL MAITRISE D'OEUVRE	2021-VILLE-01501	106 669,98	4 148,00	15
23/12/2021	AN18008701 HOTEL DE VILLE - AUDIT THERMIQUE	2021-VILLE-01747	4 524,36	0,00	0
23/12/2021	COORDINATION SSI - LUDOTHÈQUE	2021-VILLE-01748	1 704,00	0,00	0
23/12/2021	ACQUISITION DE 20 CAPTEURS CO^2 - DIVERS BATIMENTS	2021-VILLE-01753	7 470,00	16,00	10
05/01/2022	VELOS ET CASQUES	2021-VILLE-01756	3 949,92	27,00	10
21/01/2022	SUBVENTION POUR ACQUISITION D AGRES SPORTIFS	2022-VILLE-00013	30 000,00	0,00	0
Acquisitions à titre gratuit			**0,00**	**0,00**	
Mise à disposition			**0,00**	**0,00**	
Affectation			**0,00**	**0,00**	
Mises en concession ou affermage			**0,00**	**0,00**	
Divers			**0,00**	**0,00**	

(1) Selon les dispositions du code général des collectivités locales applicables à la collectivité.

(2) Si le bien acquis est amortissable, indiquer la durée d'amortissement.

IV – ANNEXES — IV

B – ANNEXES PATRIMONIALES – VARIATION DU PATRIMOINE – SORTIES — B12.2

ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS (1)

Modalités et date de sortie (2)	Désignation du bien	Date d'entrée	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée amortis-sement en années	Cumul amortissements antérieurs à l'exercice	VNC le jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values (3)	VNC au 31/12 de l'exercice pour les cessions partielles (4)
TOTAL GENERAL							**3 336,00**	**-7 879,69**	
Cessions à titre onéreux							**3 336,00**	**-7 879,69**	
03/05/2021	CP12067401 Lave-vaisselle pour Crèche Roule-Galett	09/10/2012	2 457,19	10	1 960,00	497,19	111,00	-386,19	0,00
03/05/2021	CP16072201 LAVE-VAISSELLE - HÔTEL DE VILLE	13/10/2016	0,00	10	1 496,00	-1 496,00	71,00	1 567,00	0,00
05/05/2021	CT12017101 ACHAT D'UN SCOOTER FLY 125 GARAGE	10/12/2012	2 394,55	8	2 394,55	0,00	850,00	850,00	0,00
08/07/2021	CP14074301 Matériel Motricité et EPS / Ecole Bords	10/12/2014	9 698,30	10	5 814,00	3 884,30	400,00	-3 484,30	0,00
22/07/2021	REMORQUE BARRIÈRES ESSENTIEL - ASTREINTE	12/03/2018	2 805,60	8	700,00	2 105,60	331,00	-1 774,60	0,00
30/09/2021	FAC. 174655 DU 17/12/2009 SCOOTER PEUGEOT [P]	22/01/2010	19 905,54	8	15 920,00	3 143,24	810,00	-2 333,24	0,00
03/11/2021	NETTOYEUR VAPEUR - CRÈCHE LES COLOMBES	05/09/2018	4 311,36	7	1 230,00	3 081,36	400,00	-2 681,36	0,00
06/11/2021	ACHAT D'UN SCOOTER TOUT EQUIPE	19/05/2004	1 962,02	7	1 962,02	0,00	363,00	363,00	0,00
Cessions à titre gratuit							**0,00**	**0,00**	
Mise à disposition							**0,00**	**0,00**	
Affectation							**0,00**	**0,00**	
Mises en concession ou affermage							**0,00**	**0,00**	
Mise à la réforme							**0,00**	**0,00**	
Divers							**0,00**	**0,00**	

(1) Selon les dispositions du code général des collectivités locales applicables à la collectivité.

(2) Afficher une ligne par cession, qu'elle soit totale ou partielle.

(3) Plus ou moins value = prix de cession - VNC (valeur nette comptable) le jour de la cession.

(4) La VNC au 31/12 est différente de 0 s'il s'agit de cessions partielles.

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS	B13

Pour mémoire		Crédits ouverts (BP + DM)
Chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	8 640 000,00

Produit des cessions		Réalisations
Compte 775	Produits des cessions d'immobilisations	3 586,00
Compte 675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	11 816,45

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES TRAVAUX EN REGIE (1)	B14

SECTION D'INVESTISSEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
20	*Immobilisations incorporelles*	*0,00*
21	*Immobilisations corporelles*	*0,00*
23	*Immobilisations en cours*	*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Dépenses Mandats émis	Recettes Titres émis
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	
72	*Travaux en régie*		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00	0,00

(1) Les immobilisations créées par les services techniques de la collectivité sont enregistrées au coût de leur production. Ce dernier correspond au coût d'acquisition des matières consommées augmenté des charges directes de production (matériel et outillage acquis ou loués, frais de personnel, ...) à l'exclusion des frais financiers et des frais d'administration générale.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité.

(3) Les montants à renseigner correspondent aux mandats émis imputés au chapitre 040.

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES TRAVAUX EN REGIE	B14

RATIO

	Montant
Recettes 72 (I)	0,00
Recettes réelles de fonctionnement	151 464 165,62
Recettes 72 / Recettes réelles de fonctionnement	0,00 %

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION DE FONCTIONNEMENT	B15.1

B15.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	**Libellé (1)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**802 555,00**
60623	Alimentation	15 097,00
60628	Autres fournitures non stockées	29 358,00
60631	Fournitures d'entretien	20 000,00
60632	Fournitures de petit équipement	30 567,00
6232	Fêtes et cérémonies	29 350,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	502 994,00
6288	Autres	175 189,00
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**78 500,00**
64111	Rémunération principale	78 500,00
016	**APA**	**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**284 912,00**
65888	Autres	284 912,00
66	Charges financières	**0,00**
67	**Charges spécifiques**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions, dépréciations**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		1 165 967,00
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		1 165 967,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION D'INVESTISSEMENT	B15.2

B15.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	**Libellé (1)**	**Montant**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
018	**RSA**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (hors opérations)**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**4 104,00**
2188	Autres	4 104,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		**4 104,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**4 104,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
C – ANNEXES BUDGETAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**520 440,63**	**I** **354 815,32**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**479 850,00**	**346 358,49**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	379 850,00	279 566,67
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	100 000,00	66 791,82
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**40 590,63**	**8 456,83**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
10226	Taxe d'aménagement	39 640,63	7 506,83
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*950,00*	*950,00*

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**354 815,32**	**14 235 332,77**	**0,00**	**14 590 148,09**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
C – ANNEXES BUDGETAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**42 750 586,39**	**III**	**16 212 969,25**
Ressources propres externes de l'année (a)		**5 118 604,00**		**8 180 186,82**
10221	TLE	0,00		0,00
10222	FCTVA	5 000 000,00		7 497 492,00
10226	Taxe d'aménagement (2)	25 000,00		502 482,08
10228	Autres fonds d'investissement	0,00		0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	15 000,00		38 000,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
2748	Autres prêts	30 000,00		0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	48 604,00		142 212,74
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**37 631 982,39**		**8 032 782,43**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28031	*Frais d'études*	*0,00*		*6 471,00*
2804132	*Subv. Dpt : Bâtiments, installations*	*0,00*		*19 471,00*
2804133	*Subv. Dpt : Projet infrastructure*	*0,00*		*963 710,00*
28041512	*Subv. Grpt : Bâtiments, installations*	*0,00*		*264 050,00*
28041582	*Autres grpts - Bâtiments et installat°*	*0,00*		*232 363,00*
280421	*Privé - Biens mob., matériel et études*	*0,00*		*7 700,00*
280422	*Privé - Bâtiments et installations*	*0,00*		*281 983,00*
280423	*Privé : Projet infrastructure*	*0,00*		*4 666,00*
2804412	*Sub nat org pub - Bât. et installations*	*0,00*		*11 333,00*
28051	*Concessions et droits similaires*	*0,00*		*1 741 374,74*
28088	*Autres immobilisations incorporelles*	*0,00*		*60 077,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*0,00*		*280 942,62*
28152	*Installations de voirie*	*0,00*		*63 186,00*
281533	*Réseaux câblés*	*0,00*		*14 464,00*

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
281538	*Autres réseaux*	*0,00*	*33 997,00*
281568	*Autre matériel, outillage incendie*	*0,00*	*6 254,00*
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	*0,00*	*1 756,00*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*0,00*	*404 786,50*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*0,00*	*52 941,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*0,00*	*10 073,00*
281831	*Matériel informatique scolaire*	*0,00*	*220 660,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*0,00*	*1 686 104,66*
281841	*Matériel de bureau et mobilier scolaire*	*0,00*	*156 705,79*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*9 075 737,00*	*464 972,85*
28188	*Autres immo. corporelles*	*0,00*	*1 042 740,27*
29…	*Dépréciations des immobilisations*		
31…	*Matières premières (et fournitures) (4)*		
33…	*En-cours de production de biens (4)*		
35…	*Stocks de produits (4)*		
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	8 640 000,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*19 916 245,39*	*0,00*

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	**16 212 969,25**	**0,00**	**242 268,96**	**27 000 000,00**	**43 455 238,21**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	**14 590 148,09**
Ressources propres disponibles	IV	**43 455 238,21**
Solde	V = IV – II (5)	**28 865 090,12**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

(5) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
C – ANNEXES BUDGETAIRES – AUTORISATIONS DE PROGRAMME	C2.1

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION DE PROGRAMME *		Chapitre (s)	Stocks AP votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

* Le détail par programme n'est à renseigner qu'à compter des AP votées en 2005.

(1) Il s'agit des AP affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AP votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AP non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AP affectées (6) / (5)	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
C – ANNEXES BUDGETAIRES – AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT	C2.2

SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION D'ENGAGEMENT *		Chapitre (s)	Stocks AE votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AE votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AE affectées dans l'année (2)	AE affectées annulées (3)	Stock d'AE affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AE affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

* Le détail par engagement n'est à renseigner qu'à compter des AE votées en 2005.

(1) Il s'agit des AE affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AE votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AE non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AE affectées (6) / (5)	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE	D1

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
Total	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D2.1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE	D2.2.1

CULTURE (1)

INVESTISSEMENT					
MANDATS EMIS			**TITRES EMIS**		
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (hors opération)	0,00	20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opération)	0,00	204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opération)	0,00	21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opération)	0,00	22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (hors opération)	0,00	23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	27	Autres immobilisations financières	0,00
Total des opérations d'équipement		0,00			
45	Travaux pour le compte de tiers	0,00	45	Participations des tiers aux travaux faits pour leur compte	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		**0,00**	**Total recettes réelles et mixtes**		**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*	*040*	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*041*	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total dépenses d'ordre		***0,00***	***Total recettes d'ordre***		***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT		**0,00**	**TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT**		**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(1)

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE	D2.2.1

CULTURE (1)

FONCTIONNEMENT					
MANDATS EMIS			TITRES EMIS		
011	Charges à caractère général	0,00	70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	0,00	731	Fiscalité locale	0,00
			74	Dotations et participations	0,00
			75	Autres produits de gestion courante	12 003,65
014	Atténuations de produits	0,00	013	Atténuations de charges	0,00
66	Charges financières	0,00	76	Produits financiers	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	77	Produits spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		**0,00**	**Total recettes réelles et mixtes**		**12 003,65**
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*	*042*	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*043*	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
Total dépenses d'ordre		***0,00***	***Total recettes d'ordre***		***0,00***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT**		**12 003,65**

TOTAL DES DEPENSES DE L'EXERCICE	**0,00**	**TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE**	**12 003,65**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE	D2.2.1

PETITE ENFANCE (1)

INVESTISSEMENT					
MANDATS EMIS			TITRES EMIS		
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (hors opération)	0,00	20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opération)	0,00	204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opération)	0,00	21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opération)	0,00	22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (hors opération)	0,00	23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	27	Autres immobilisations financières	0,00
Total des opérations d'équipement		0,00			
45	Travaux pour le compte de tiers	0,00	45	Participations des tiers aux travaux faits pour leur compte	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		**0,00**	**Total recettes réelles et mixtes**		**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*	*040*	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*041*	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total dépenses d'ordre		***0,00***	***Total recettes d'ordre***		***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT		**0,00**	**TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT**		**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(1)

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE	D2.2.1

PETITE ENFANCE (1)

FONCTIONNEMENT					
MANDATS EMIS			TITRES EMIS		
011	Charges à caractère général	0,00	70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	0,00	731	Fiscalité locale	0,00
			74	Dotations et participations	0,00
			75	Autres produits de gestion courante	792 482,45
014	Atténuations de produits	0,00	013	Atténuations de charges	0,00
66	Charges financières	0,00	76	Produits financiers	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	77	Produits spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		**0,00**	**Total recettes réelles et mixtes**		**792 482,45**
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*	*042*	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*043*	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
Total dépenses d'ordre		***0,00***	***Total recettes d'ordre***		***0,00***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT**		**792 482,45**

TOTAL DES DEPENSES DE L'EXERCICE	**0,00**	**TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE**	**792 482,45**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE	D2.2.1

SPORTS (1)

INVESTISSEMENT					
MANDATS EMIS			**TITRES EMIS**		
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (hors opération)	0,00	20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opération)	0,00	204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opération)	0,00	21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opération)	0,00	22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (hors opération)	0,00	23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	27	Autres immobilisations financières	0,00
Total des opérations d'équipement		0,00			
45	Travaux pour le compte de tiers	0,00	45	Participations des tiers aux travaux faits pour leur compte	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		**0,00**	**Total recettes réelles et mixtes**		**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*	*040*	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*041*	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total dépenses d'ordre		***0,00***	***Total recettes d'ordre***		***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT		**0,00**	**TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT**		**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(1)

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE	D2.2.1

SPORTS (1)

FONCTIONNEMENT					
MANDATS EMIS			TITRES EMIS		
011	Charges à caractère général	0,00	70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	0,00	731	Fiscalité locale	0,00
			74	Dotations et participations	0,00
			75	Autres produits de gestion courante	39 058,00
014	Atténuations de produits	0,00	013	Atténuations de charges	0,00
66	Charges financières	0,00	76	Produits financiers	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	77	Produits spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		**0,00**	**Total recettes réelles et mixtes**		**39 058,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*	*042*	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*043*	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
Total dépenses d'ordre		***0,00***	***Total recettes d'ordre***		***0,00***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT**		**39 058,00**

TOTAL DES DEPENSES DE L'EXERCICE	**0,00**	**TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE**	**39 058,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL INVESTISSEMENT	D2.2.2

CULTURE (1)

INVESTISSEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (hors opération)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opération)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opération)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opération)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (hors opération)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
	Opérations d'équipement (1 ligne par opération)	0,00
45	Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)	0,00
	Total des dépenses réelles	0,00

040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre	*0,00*

TOTAL DEPENSES	0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL INVESTISSEMENT	D2.2.2

CULTURE (1)

INVESTISSEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
45	Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)	0,00
	Total des recettes réelles	0,00

040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
	Total des recettes d'ordre	*0,00*

TOTAL RECETTES	0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL INVESTISSEMENT	D2.2.2

PETITE ENFANCE (1)

INVESTISSEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (hors opération)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opération)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opération)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opération)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (hors opération)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
	Opérations d'équipement (1 ligne par opération)	0,00
45	Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)	0,00
	Total des dépenses réelles	0,00

040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre	*0,00*

TOTAL DEPENSES	0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL INVESTISSEMENT	D2.2.2

PETITE ENFANCE (1)

INVESTISSEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	**Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
45	**Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)**	**0,00**
	Total des recettes réelles	**0,00**

040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
	Total des recettes d'ordre	***0,00***

TOTAL RECETTES	**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL INVESTISSEMENT	D2.2.2

SPORTS (1)

INVESTISSEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (hors opération)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opération)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opération)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opération)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (hors opération)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
	Opérations d'équipement (1 ligne par opération)	0,00
45	Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)	0,00
	Total des dépenses réelles	0,00

040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre	*0,00*

TOTAL DEPENSES	0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL INVESTISSEMENT	D2.2.2

SPORTS (1)

INVESTISSEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
45	Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)	0,00
	Total des recettes réelles	0,00

040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
	Total des recettes d'ordre	*0,00*

TOTAL RECETTES	0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL FONCTIONNEMENT	D2.2.3

CULTURE (1)

FONCTIONNEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00

042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*

TOTAL DEPENSES	0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL FONCTIONNEMENT	D2.2.3

CULTURE (1)

FONCTIONNEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
70	**Prod. services, domaine, ventes diverses**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**0,00**
731	**Fiscalité locale**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**12 003,65**
757	SUBVENTIONS	12 003,65
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits spécifiques**	**0,00**
78	**Reprises amort., dépréciations, prov.**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
Total des recettes réelles		**12 003,65**

042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***

TOTAL RECETTES	**12 003,65**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL FONCTIONNEMENT	D2.2.3

PETITE ENFANCE (1)

FONCTIONNEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00

042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*

TOTAL DEPENSES	0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL FONCTIONNEMENT	D2.2.3

PETITE ENFANCE (1)

FONCTIONNEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
70	**Prod. services, domaine, ventes diverses**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**0,00**
731	**Fiscalité locale**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**792 482,45**
757	SUBVENTIONS	792 482,45
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits spécifiques**	**0,00**
78	**Reprises amort., dépréciations, prov.**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
Total des recettes réelles		**792 482,45**

042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***

TOTAL RECETTES	**792 482,45**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL FONCTIONNEMENT	D2.2.3

SPORTS (1)

FONCTIONNEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00

042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*

TOTAL DEPENSES	0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL FONCTIONNEMENT	D2.2.3

SPORTS (1)

FONCTIONNEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
70	**Prod. services, domaine, ventes diverses**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**0,00**
731	**Fiscalité locale**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**39 058,00**
752	REVENUS DES IMMEUBLES	39 058,00
757	SUBVENTIONS	0,00
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits spécifiques**	**0,00**
78	**Reprises amort., dépréciations, prov.**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
Total des recettes réelles		**39 058,00**

042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***

TOTAL RECETTES	**39 058,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – VARIATION DU PATRIMOINE (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) – ENTREES	D4.1

ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) (1)

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
TOTAL GENERAL			0,00	0,00	
Acquisitions à titre onéreux			0,00	0,00	
Acquisitions à titre gratuit			0,00	0,00	
Mise à disposition			0,00	0,00	
Affectation			0,00	0,00	
Mises en concession ou affermage			0,00	0,00	
Divers			0,00	0,00	

(1) En application du c) de l'article L. 300-5 du code de l'urbanisme, il convient de retracer dans cet état les acquisitions et les cessions réalisées pendant la durée de l'exercice par le concessionnaire d'aménagement.

(2) Si le bien acquis est amortissable, indiquer la durée d'amortissement.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – VARIATION DU PATRIMOINE (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) – SORTIES	D4.2

ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) (1)

Modalités et date de sortie (2)	Désignation du bien	Date d'entrée	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée amortis-sement en années	Cumul amortissements antérieurs à l'exercice	VNC le jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values (3)	VNC au 31/12 de l'exercice pour les cessions partielles (4)
TOTAL GENERAL							**0,00**	**0,00**	
Cessions à titre onéreux							**0,00**	**0,00**	
Cessions à titre gratuit							**0,00**	**0,00**	
Mise à disposition							**0,00**	**0,00**	
Affectation							**0,00**	**0,00**	
Mises en concession ou affermage							**0,00**	**0,00**	
Mise à la réforme							**0,00**	**0,00**	
Divers							**0,00**	**0,00**	

(1) En application du c) de l'article L. 300-5 du code de l'urbanisme, il convient de retracer dans cet état les acquisitions et les cessions réalisées pendant la durée de l'exercice par le concessionnaire d'aménagement.

(2) Afficher une ligne par cession, qu'elle soit totale ou partielle.

(3) Plus ou moins value = prix de cession - VNC (valeur nette comptable) le jour de la cession.

(4) La VNC au 31/12 est différente de 0 s'il s'agit de cessions partielles.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – GESTION DES FONDS EUROPEENS	D5

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – EMPLOI DES CREDITS COMMUNAUTAIRES DANS LE CADRE DE LA SUBVENTION GLOBALE	D6

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N	D7

ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N

ELUS BENEFICIAIRES DES ACTIONS DE FORMATION	ACTIONS DE FORMATION FINANCEES PAR LA COLLECTIVITE OU L'ETABLISSEMENT
Arthur KHANDJIAN	Cours d'arabe
Corine SEMPE	Transition énergétique
Stéphane FORMONT	Transition énergétique
Stéphane FORMONT	Politique de gestion des déchets
Tous les élus	Fresque du climat

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT RELATIF AUX RESSOURCES ET DEPENSES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES JEUNES – Annexe à l'article D. 4312-7	D8

Evolution des dépenses associées à la formation professionnelle des jeunes

	APPRENTISSAGE			ENS PRO ss statut scolaire			FORMATIONS CONTINUES en alternance			TOTAL		
	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%
Montant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Etat des ressources de l'apprentissage

RESSOURCES	MONTANT		
	Année n	Année n-1	%
1ère section FNDMA	0,00	0,00	0,00
2ème section FNDMA	0,00	0,00	0,00
Dotations décentralisation (1)	0,00	0,00	0,00
Dotation indemnité comp. forfaitaire	0,00	0,00	0,00
Contribution additionnelle (2)	0,00	0,00	0,00
FSE	0,00	0,00	0,00
FEDER	0,00	0,00	0,00
FEOGA	0,00	0,00	0,00
Reversement excédent de ressources CFA (3)	0,00	0,00	0,00
Autres ressources	0,00	0,00	0,00
Total ressources externes	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Effort propre de la collectivité	0,00	0,00	0,00
Total ressources	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Dotations au titre des lois du 7 janvier 1983 et du 23 juillet 1987.
(2) Article 37 de la loi de finances initiale pour 2005.
(3) Article R. 116-17 du code du travail.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – COMPTE D'EMPLOI DU FONDS COMMUN DES SERVICES D'HEBERGEMENT (en application de l'article 7 du décret n°2000-992 du 6 octobre 2000)	D9

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – IDENTIFICATION DES FLUX CROISES (1)	D10

1 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET LES COMMUNES (cf. la liste des opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable)

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM dont RAR N-1)	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00

2 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET DES COMMUNES (après neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM dont RAR N-1)	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Cet état doit être rempli uniquement par les groupements à fiscalité propre.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	D11

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	97 031 805,35	66 790 928,48	14 242 839,60	15 998 037,27
RECETTES	97 050 105,35	66 053 417,79	0,00	30 996 687,56
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	178 579 444,39	148 012 200,31	0,00	30 567 244,08
RECETTES	178 579 444,39	151 475 619,07	0,00	27 103 825,32

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget)

(1) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGREGEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	97 031 805,35	66 790 928,48	14 242 839,60	15 998 037,27
RECETTES	97 050 105,35	66 053 417,79	0,00	30 996 687,56
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	178 579 444,39	148 012 200,31	0,00	30 567 244,08
RECETTES	178 579 444,39	151 475 619,07	0,00	27 103 825,32

(1) Y compris les rattachements.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	D11

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (cf. liste des principales opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.

(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	97 031 805,35	66 790 928,48	14 242 839,60	15 998 037,27
RECETTES	97 050 105,35	66 053 417,79	0,00	30 996 687,56
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	178 579 444,39	148 012 200,31	0,00	30 567 244,08
RECETTES	178 579 444,39	151 475 619,07	0,00	27 103 825,32
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	**275 611 249,74**	**214 803 128,79**	**14 242 839,60**	**46 565 281,35**
TOTAL GENERAL DES RECETTES	**275 629 549,74**	**217 529 036,86**	**0,00**	**58 100 512,88**

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements.

IV – ANNEXES — IV

D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DES CONTRIBUTIONS — D12

Libellés		Base notifiée (si connue à la date de vote)	Variation de la base / (N-1) (%)	Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources							
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources							
Taxe foncière sur les propriétés bâties		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources							
Taxe d'habitation		8 233 141,00	-94,20	17,74 %	0,00	1 457 659,00	-94,22
TFPB		219 767 423,00	-7,38	21,32 %	49,72	46 804 360,00	38,49
TFPNB		378 420,00	-12,85	7,84 %	0,00	29 668,00	-12,85
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		**0,00**	**0,00**			**48 291 687,00**	**0,00**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),
A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

.

BART Jean-Baptiste	
BERANGER Etienne	
BERNADET Nicole	
BONNIER Tiphaine	
CORDIER Floraine	
COURCELLE-LABROUSSE Jean	
DAOULAS David	
DORANGE Louis	
De CARRÈRE Bernard	
FORMONT Stéphane	
GALLIOT Claire	
GARRIGUES Maria	
GIACOMETTI Dominique	
GIRAUD Valérie	
GLOWACZOWER Thibaud	
GRANDCLÉMENT Cyrille	
GUICHARD Claire	
GUILCHER Ludovic	
HÉLARY-OLIVIER Christine	
JOIE-SORIA Maud	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

KALASZ Eric	
KHANDJIAN Arthur	
KNUSMANN Philippe	
LAKE-LOPEZ Sabine	
LEFÈVRE Thierry	
LETOURNEL Edith	
LEVY Alain	
LEVY Guillaume	
LIADZE Fabienne	
Le BERRE Marie-Hélène	
MARLIÈRE Isabelle	
MARMIGNON Antoine	
MILLAN Caroline	
PITROU Nathalie	
PUIJALON Thomas	
RIGONI Olivier	
ROMAIN Caroline	
ROUSSEL Thibaut	
SANTINI André	
SEMPÉ Corine	
SIMILOWSKI Kathy	
SINSOLIEUX François	
SZABO Claire	
TANTI André	
THIBAULT Anne-Sophie	
TRIDERA Florent	
VERGNON Fanny	
VERNET Didier	
VESSIÈRE Martine	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …

VILLE D'ISSY LES MOULINEAUX

CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU JEUDI 7 AVRIL 2022

N° 4

OBJET : FINANCES – Affectation définitive des résultats 2021.

Madame Edith LETOURNEL, Maire-Adjointe déléguée aux Finances, expose au Conseil municipal ce qui suit :

L'article L. 2311-5 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que les résultats de l'exécution budgétaire sont affectés par le Conseil municipal après constatation des résultats définitifs lors du vote du compte administratif.

Toutefois, s'il est possible d'estimer les résultats avant l'adoption du compte administratif et du compte de gestion, le Conseil municipal peut alors, au titre de l'exercice clos et avant l'adoption du compte administratif, procéder à la reprise anticipée de ces résultats.

Le Conseil municipal du 10 février 2022 a repris par anticipation les résultats 2021, c'est-à-dire a constaté le résultat de clôture estimé pour 2021 et a statué sur la prévision d'affectation de ce résultat dans le budget primitif 2022. Cette prévision a été arrêté en accord avec la trésorerie municipale.

Pour autant, avant la clôture définitive de l'exercice 2021, une écriture complémentaire a été ordonnée par la Direction Départementale des Finances Publiques des Hauts-de-Seine (DDFIP). La Loi de Finances a instauré un mécanisme de compensation de la suppression de la taxe d'habitation via le coefficient correcteur. Le coefficient correcteur notifié en mars 2021 a été recalculé pour prendre en compte les rôles supplémentaires de taxe d'habitation sur les locaux à usage d'habitation principale de 2020 émis jusqu'au 15 novembre 2021. Ce nouveau calcul est la conséquence de l'application de l'article 41 de la loi de finances n°2021-1900 de finances pour 2022 qui a modifié le calcul prévu initialement par l'article 16 de la loi n° 2019-1479 de finances pour 2020. La DDFIP des Hauts-de-Seine a rendu obligatoire la comptabilisation des reversements de recettes dues au nouveau calcul des coefficients correcteurs sur l'exercice 2021. Les produits de fonctionnement de l'exercice 2021 ont été abondés en journée complémentaire pour un montant de 76 527 €.

Considérant que le résultat cumulé de la section de fonctionnement et le résultat cumulé de la section d'investissement reportés ainsi que les restes à réaliser de la section d'investissement ont été repris par anticipation dans le budget primitif 2022.

Considérant que le compte administratif adopté lors de cette séance du 7 avril 2022 présente les résultats suivants :

Section de Fonctionnement	
A/ Résultats de l'exercice 2021	+ 3 463 418,76 €
B/ Résultat 2020 reporté	+ 20 098 620,39 €
C/ Résultats à affecter = A + B (hors restes à réaliser)	**+ 23 562 039,15 €**

Section d'Investissement	
D/ Résultats de l'exercice 2021	-737 510,69 €
E/ Résultat 2020 reporté	+242 268,96 €
F/ Résultats à affecter = D + E (hors restes à réaliser)	**-495 241,73 €**
Solde des restes à réaliser 2021	**- 14 235 332,77 €**

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal de bien vouloir :

- affecter le déficit d'investissement soit 495 241,73 € au compte 001 en section d'investissement du budget 2022,
- affecter une part de l'excédent de fonctionnement, soit 15 000 000 € au compte 1068 conformément aux dispositions des articles L. 2311-5 et R. 2311 du Code général des collectivités territoriales, et le solde de l'excédent de fonctionnement, soit 8 562 039,15 € au compte 002 en section de fonctionnement du budget 2022.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code général des collectivités locales, notamment l'article L. 2311-5,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57 des communes et de leurs établissements publics administratifs,

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 10 février 2022 de reprise anticipée des résultats,

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 7 avril 2022 adoptant le compte administratif 2021,

Vu l'avis de la commission municipale des Ressources en date du 30 mars 2022,

Entendu cet exposé,

APRES EN AVOIR DELIBERE

ADOPTE la reprise définitive des résultats de l'exercice 2021 dans le budget primitif 2022.

Le résultat de clôture en investissement, soit - 495 241,73 € est porté au compte 001 « résultat d'investissement reporté » du budget 2022.

Le résultat de clôture en fonctionnement soit +23 562 039,15 € est porté pour un montant de 15 000 000 € au compte 1068 conformément aux dispositions des articles L. 2311-5 et R. 2311 du Code général des collectivités territoriales. Le solde de l'excédent de fonctionnement, soit 8 562 039,15 €, est porté au compte 002 en section de fonctionnement du budget 2022.

VILLE D'ISSY LES MOULINEAUX

CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU JEUDI 7 AVRIL 2022

N° 5

OBJET : FINANCES - Décision modificative n°1 du budget de la commune pour l'exercice 2022.

Madame Edith LETOURNEL, Maire-Adjointe déléguée aux Finances, expose au Conseil municipal ce qui suit :

La décision modificative n°1 du budget de la commune se présente de la manière suivante :

SECTION	***DEPENSES***	***RECETTES***
Investissement	-	-
Fonctionnement	98 203,47€	98 203,47 €

Les sommes sont équilibrées en dépenses et en recettes.

La loi de finances a instauré un mécanisme de compensation de la suppression de la taxe d'habitation via le coefficient correcteur. Le coefficient correcteur, notifié en mars 2021, a été recalculé pour prendre en compte les rôles supplémentaires de taxe d'habitation sur les locaux à usage d'habitation principale de 2020 émis jusqu'au 15 novembre 2021. Ce nouveau calcul est la conséquence de l'application de l'article 41 de la loi de finances n° 2021-1900 pour 2022 qui a modifié le calcul prévu initialement par l'article 16 de la loi n° 2019-1479 de finances pour 2020. De plus, la Direction Départementale des Finances Publiques des Hauts-de-Seine a rendu obligatoire la comptabilisation des reversements/prélèvements de recettes dues au nouveau calcul des coefficients correcteurs sur l'exercice auquel ils se rattachent soit 2021.

C'est pourquoi les produits de fonctionnement de l'exercice 2021 ont été abondés en journée complémentaire, pour un montant de 76 527 €. Compte tenu de ces éléments, il convient d'augmenter de 76 527 € le résultat de la section de fonctionnement de l'exercice 2021 repris par anticipation dans le budget primitif 2022.

La dissolution du Syndicat Mixte de l'Ile Saint Germain a été prononcée au 31 décembre 2021 par arrêté préfectoral. Il résulte des comptes arrêtés à cette date un boni de liquidation de 65 029,40 €. Il est réparti entre la commune d'Issy-les-Moulineaux pour un tiers et le département des Hauts-de-Seine pour deux tiers, et ce, conformément aux statuts. Il convient donc d'inscrire la part du résultat revenant à la Ville, soit la somme de 21 676,47 € au chapitre 002 du budget de la commune.

Afin de réaliser divers reversements de dépôts de garantie suite à des départs de locataires, il est proposé un ajustement en section d'investissement, de 5 000 € du chapitre 23, immobilisation en cours vers le chapitre 27, autres immobilisations financières.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal de bien vouloir approuver la décision modificative n°1 du budget de la commune,

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L.1612-11,

Vu l'Instruction Budgétaire et Comptable M57,

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 10 février 2022 adoptant le budget primitif de la commune pour l'exercice 2022,

Vu l'avis de la commission municipale des Ressources en date du 30 mars 2022,

Entendu cet exposé,

APRES EN AVOIR DELIBERE

APPROUVE la décision modificative n°1 de l'exercice 2022 pour le budget de la commune telle qu'elle est explicitée ci-dessus et dans le document budgétaire annexé à la présente délibération.

SECTION	***DEPENSES***	***RECETTES***
Investissement	-	-
Fonctionnement	98 203,47 €	98 203,47 €

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE : VILLE D'ISSY LES MOULINEAUX (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 21920040900015

POSTE COMPTABLE : TRESORERIE MUNICIPALE

M. 57

Décision modificative 1 (3)
Voté par nature

BUDGET : BUDGET PRINCIPAL (4)

ANNEE 2022

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses Sans Objet
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes Sans Objet

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 7
B1 - Présentation des AP votées Sans Objet
B2 - Présentation des AE votées Sans Objet
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 8
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 11
D1 - Balance générale - Dépenses 13
D2 - Balance générale - Recettes 15

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 17
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 21
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement Sans Objet
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP Sans Objet
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP Sans Objet
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 24
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 27
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 30
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 35

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble Sans Objet
A1.01 - Opérations non ventilables Sans Objet
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux Sans Objet
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) Sans Objet
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA Sans Objet
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A1.906 - Fonction 6 - Action économique Sans Objet
A1.907 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A1.908 - Fonction 8 - Transports Sans Objet
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 38
A2.01 - Opérations non ventilables 40
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux Sans Objet
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) Sans Objet
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA Sans Objet
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI Sans Objet
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A2.936 - Fonction 6 - Action économique Sans Objet
A2.937 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A2.938 - Fonction 8 - Transports Sans Objet

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet

B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
B3.1 - Etat des provisions constituées 41
B3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers Sans Objet
B6 - Prêts Sans Objet
B7.1 - Etat des emprunts garantis Sans Objet
B7.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis Sans Objet
B8.1 - Subventions versées Sans Objet
B8.2 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B8.3 - Etat des contrats de PPP Sans Objet
B8.4 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B8.5 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B9 - Etat du personnel Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet

C - Annexes budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire - Dépenses Sans Objet
C1.2 - Equilibre budgétaire - Recettes Sans Objet

D - Autres éléments d'information

D1 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale Sans Objet
D2 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet
D3.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget Sans Objet
D3.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation Sans Objet
D4 - Décisions en matière de taux Sans Objet
D5.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement Sans Objet
D5.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement Sans Objet

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 43

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	68980

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	2378.339321

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	2127.00
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	2263.27
3	Dépenses d'équipement brut / population	603.09
4	Encours de dette / population (2) (3)	41.05
5	DGF / population	0.00
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	33.10%
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	94.30%
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	26.60%
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	1.80%
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	6%

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- avec (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- avec (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – L'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre dans les limites suivantes (3) : .

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

VII – Le présent budget a été voté sans reprise des résultats de l'exercice N-1 (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de la section, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du …

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1)	C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1				
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté		Résultat ou solde (A) (2)
TOTAL DU BUDGET	214 803 128,79	217 452 509,86	20 340 889,35	A1	22 990 270,42
Investissement	66 790 928,48	66 053 417,79	(3) 242 268,96	A2	-495 241,73
Fonctionnement	148 012 200,31	151 399 092,07	(4) 20 098 620,39	A3	23 485 512,15

	RESTES A REALISER N-1				
	Dépenses		Recettes		Solde (B)
TOTAL des RAR	I + II	14 235 332,77	III + IV	0,00	B1 -14 235 332,77
Investissement	I	14 235 332,77	III	0,00	B2 -14 235 332,77
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3 0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)
TOTAL	A1 + B1	8 754 937,65
Investissement	A2 + B2	-14 730 574,50
Fonctionnement	A3 + B3	23 485 512,15

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	0,00	0,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (2)	0,00	0,00

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	98 203,47	0,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 98 203,47
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (3)	98 203,47	98 203,47
	TOTAL DU BUDGET (4)	98 203,47	98 203,47

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (4)	4 904 165,94	0,00	0,00	0,00	4 904 165,94
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (4) (9)	1 040 000,00	0,00	0,00	0,00	1 040 000,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (4)	21 822 308,26	0,00	0,00	0,00	21 822 308,26
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (4) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (4)	31 366 971,42	0,00	-5 000,00	-5 000,00	31 361 971,42
Total des dépenses d'équipement		**59 133 445,62**	**0,00**	**-5 000,00**	**-5 000,00**	**59 128 445,62**
10	Dotations, fonds divers et réserves	32 133,80	0,00	0,00	0,00	32 133,80
13	Subventions d'investissement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	557 750,00	0,00	0,00	0,00	557 750,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	18 870,00	0,00	0,00	0,00	18 870,00
27	Autres immobilisations financières (4)	118 450,00	0,00	5 000,00	5 000,00	123 450,00
Total des dépenses financières		**727 203,80**	**0,00**	**5 000,00**	**5 000,00**	**732 203,80**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)	50 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**59 910 649,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**59 910 649,42**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (8)*	*950,00*		*0,00*	*0,00*	*950,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*300 000,00*		*0,00*	*0,00*	*300 000,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***300 950,00***		***0,00***	***0,00***	***300 950,00***
TOTAL		**60 211 599,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**60 211 599,42**
						+
					D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**495 241,73**
						=
					TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**60 706 841,15**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(8) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (4)	5 813 896,00	0,00	0,00	0,00	5 813 896,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	10 000 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**15 813 896,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15 813 896,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	8 300 000,00	0,00	0,00	0,00	8 300 000,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	15 000 000,00	0,00	0,00	0,00	15 000 000,00
138	Autres subventions invest. non transf. (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	600,00	0,00	0,00	0,00	600,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	34 080,00	0,00	0,00	0,00	34 080,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	3 322 000,00	0,00	0,00	0,00	3 322 000,00
Total des recettes financières		**26 656 680,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**26 656 680,00**
45…	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	50 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
Total des recettes réelles d'investissement		**42 520 576,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**42 520 576,00**

021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*9 386 265,15*		*0,00*	*0,00*	*9 386 265,15*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*8 500 000,00*		*0,00*	*0,00*	*8 500 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*300 000,00*		*0,00*	*0,00*	*300 000,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***18 186 265,15***		***0,00***	***0,00***	***18 186 265,15***

TOTAL	**60 706 841,15**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**60 706 841,15**
					+
R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE					**0,00**
					=
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES					**60 706 841,15**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**17 885 315,15**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général (4)	36 553 859,00	0,00	0,00	0,00	36 553 859,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	48 494 830,00	0,00	0,00	0,00	48 494 830,00
014	Atténuations de produits	8 250 000,00	0,00	0,00	0,00	8 250 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	53 231 919,00	0,00	98 203,47	98 203,47	53 330 122,47
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**146 530 608,00**	**0,00**	**98 203,47**	**98 203,47**	**146 628 811,47**
66	Charges financières	27 000,00	0,00	0,00	0,00	27 000,00
67	Charges spécifiques (4)	63 100,00	0,00	0,00	0,00	63 100,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	100 000,00		0,00	0,00	100 000,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**146 720 708,00**	**0,00**	**98 203,47**	**98 203,47**	**146 818 911,47**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*9 386 265,15*		*0,00*	*0,00*	*9 386 265,15*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*8 500 000,00*		*0,00*	*0,00*	*8 500 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***17 886 265,15***		***0,00***	***0,00***	***17 886 265,15***
TOTAL		**164 606 973,15**	**0,00**	**98 203,47**	**98 203,47**	**164 705 176,62**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**164 705 176,62**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges (4)	2 132 500,00	0,00	0,00	0,00	2 132 500,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	8 953 648,00	0,00	0,00	0,00	8 953 648,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	59 900 000,00	0,00	0,00	0,00	59 900 000,00
731	Fiscalité locale	70 947 319,00	0,00	0,00	0,00	70 947 319,00
74	Dotations et participations (4)	8 392 766,00	0,00	0,00	0,00	8 392 766,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	5 624 278,00	0,00	0,00	0,00	5 624 278,00
Total des recettes de gestion courante		**155 950 511,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**155 950 511,00**
76	Produits financiers	170 000,00	0,00	0,00	0,00	170 000,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**156 120 511,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**156 120 511,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*950,00*		*0,00*	*0,00*	*950,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***950,00***		***0,00***	***0,00***	***950,00***

TOTAL	**156 121 461,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**156 121 461,00**
					+
				R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**8 583 715,62**
					=
				TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**164 705 176,62**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (7)	**17 885 315,15**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – DEPENSES	D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)	0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3) (5)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)	-5 000,00	*0,00*	*-5 000,00*
018	RSA	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	5 000,00	*0,00*	5 000,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
198	*Neutralisation des amortissements*		*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	0,00		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	98 203,47	*0,00*	98 203,47
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges spécifiques (9)	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**98 203,47**	***0,00***	**98 203,47**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**98 203,47**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
BALANCE GENERALE – RECETTES — D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6)	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*			*0,00*	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00		0,00
	Recettes d'investissement – Total		**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00		0,00
74	Dotations et participations (8)	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	0,00	*0,00*	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes de fonctionnement – Total	**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**98 203,47**

=

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
		TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	98 203,47

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

DEPENSES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**60 211 599,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	3 579 811,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	1 040 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	21 822 308,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	28 262 542,90	0,00	0,00	-5 000,00	-5 000,00	0,00	-5 000,00	-5 000,00
	Total des opérations d'équipement (4)	4 428 783,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**59 133 445,62**	**0,00**	**0,00**	**-5 000,00**	**-5 000,00**	**0,00**	**-5 000,00**	**-5 000,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	32 133,80	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	557 750,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	18 870,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	118 450,00	0,00	0,00	5 000,00	5 000,00	0,00	5 000,00	5 000,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**727 203,80**	**0,00**	**0,00**	**5 000,00**	**5 000,00**	**0,00**	**5 000,00**	**5 000,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**59 910 649,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)*	*950,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*300 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**300 950,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (9)	**0,00**

Total des dépenses d'investissement cumulées	**0,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(9) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES	A

RECETTES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
TOTAL		**45 706 841,15**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	5 813 896,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	10 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**15 813 896,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	8 300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	34 080,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	3 322 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**11 656 680,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**27 520 576,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*9 386 265,15*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*8 500 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*300 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***18 186 265,15***		***0,00***	***0,00***	***0,00***

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (8)	**0,00**

Affectation au compte 1068 (9)	**0,00**

Total des recettes d'investissement cumulées	**0,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(9) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	A1

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**60 211 599,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	3 579 811,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	2 342 776,21	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	1 237 035,19	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	1 040 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204133	Subv. Dpt : Projet infrastructure	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	550 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	30 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	460 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	21 822 308,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2111	Terrains nus	66 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2112	Terrains de voirie	6 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2115	Terrains bâtis	3 252 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	3 517 057,48	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21311	Bâtiments administratifs	185 008,59	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21312	Bâtiments scolaires	737 069,05	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21313	Bâtiments sociaux et médico-sociaux	7 914,19	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21314	Bâtiments culturels et sportifs	930 744,72	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21316	Equipements du cimetière	237 330,77	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	5 919 575,65	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21328	Autres bâtiments privés	10 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21351	Bâtiments publics	70 507,67	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	254 747,20	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21533	Réseaux câblés	151 712,89	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autre matériel, outillage incendie	29 755,20	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	681 513,40	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21611	Biens sous-jacents	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21621	Biens sous-jacents	65 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21622	Dépenses ultérieures immobilisées	26 055,39	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21828	Autres matériels de transport	90 900,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
21838	Autre matériel informatique	2 914 210,32	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	577 720,23	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	371 433,61	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	1 719 051,90	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	28 262 542,90	0,00	0,00	-5 000,00	-5 000,00	0,00	-5 000,00	-5 000,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	145 765,32	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	27 146 357,58	0,00		-5 000,00	-5 000,00	0,00	-5 000,00	-5 000,00
2315	Install., matériel et outill. technique	970 420,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (5)	4 428 783,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**59 133 445,62**	**0,00**	**0,00**	**-5 000,00**	**-5 000,00**	**0,00**	**-5 000,00**	**-5 000,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	32 133,80	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	32 133,80	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13151	Subv. transf. GFP de rattachement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	557 750,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	467 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	750,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16818	Emprunts - Autres prêteurs	90 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	18 870,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
261	Titres de participation	18 870,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	118 450,00	0,00	0,00	5 000,00	5 000,00	0,00	5 000,00	5 000,00
275	Dépôts et cautionnements versés	118 450,00	0,00		5 000,00	5 000,00	0,00	5 000,00	5 000,00

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**727 203,80**	**0,00**	**0,00**	**5 000,00**	**5 000,00**	**0,00**	**5 000,00**	**5 000,00**
45…	Opérations pour compte de tiers (6)	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45411101	DEPENSES	50 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**59 910 649,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*950,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*950,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13918	*Autres subventions d'équipement transf.*	*950,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (8)	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*300 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
2128	*Autres agencements et aménagements*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
21312	*Bâtiments scolaires*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
21314	*Bâtiments culturels et sportifs*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
21318	*Autres bâtiments publics*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
2313	*Constructions*	*300 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**300 950,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(5) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE	A3

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**45 706 841,15**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	5 813 896,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13151	Subv. transf. GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	181 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	730 379,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	3 014 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	1 338 517,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	550 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1348	Autres fonds non transférables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4)	10 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	10 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (5) (11)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**15 813 896,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	8 300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10222	FCTVA	8 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1381	Subv non transf Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	34 080,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2748	Autres prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	34 080,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	3 322 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**11 656 680,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**27 520 576,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
021	*Virement de la section de fonctionnement*	***9 386 265,15***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*8 500 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
21828	*Autres matériels de transport*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2188	*Autres immobilisations corporelles*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2804132	*Subv. Dpt : Bâtiments, installations*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2804133	*Subv. Dpt : Projet infrastructure*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28041512	*Subv. Grpt : Bâtiments, installations*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28041582	*Autres grpts - Bâtiments et installat°*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
280421	*Privé - Biens mob., matériel et études*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
280422	*Privé - Bâtiments et installations*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
280423	*Privé : Projet infrastructure*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2804412	*Sub nat org pub - Bât. et installations*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28051	*Concessions et droits similaires*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28088	*Autres immobilisations incorporelles*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28152	*Installations de voirie*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281533	*Réseaux câblés*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281538	*Autres réseaux*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281568	*Autre matériel, outillage incendie*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281831	*Matériel informatique scolaire*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281841	*Matériel de bureau et mobilier scolaire*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*8 500 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*300 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2031	*Frais d'études*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
238	*Avances commandes immo corporelles*	*300 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***18 186 265,15***		***0,00***	***0,00***	***0,00***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES– AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**164 606 973,15**	**0,00**	**0,00**	**98 203,47**	**98 203,47**	**0,00**	**98 203,47**	**98 203,47**
011	Charges à caractère général (4)	36 553 859,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	48 494 830,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	8 250 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	53 231 919,00	0,00	0,00	98 203,47	98 203,47	0,00	98 203,47	98 203,47
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**146 530 608,00**	**0,00**	**0,00**	**98 203,47**	**98 203,47**	**0,00**	**98 203,47**	**98 203,47**
66	Charges financières	27 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	63 100,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	100 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**190 100,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**146 720 708,00**	**0,00**	**0,00**	**98 203,47**	**98 203,47**	**0,00**	**98 203,47**	**98 203,47**
023	*Virement à la section d'investissement*	*9 386 265,15*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5)*	*8 500 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**17 886 265,15**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

D002 Résultat reporté ou anticipé (6)	**0,00**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**98 203,47**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**156 121 461,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges (3)	2 132 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	8 953 648,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	59 900 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	70 947 319,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	8 392 766,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	5 624 278,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**155 950 511,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	Produits financiers	170 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**170 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles		**156 120 511,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*950,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**950,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

R002 Résultat reporté ou anticipé (8)	**98 203,47**

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**98 203,47**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**164 606 973,15**	**0,00**	**0,00**	**98 203,47**	**98 203,47**	**0,00**	**98 203,47**	**98 203,47**
011	Charges à caractère général (5)	36 553 859,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6037	Variat. stocks march., terrains nus	40 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6042	Achats de prestations de services	3 588 788,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	353 200,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	2 255 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	208 130,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	4 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	479 889,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	343 640,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	68 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	230 980,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	91 782,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	86 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	281 162,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6067	Fournitures scolaires	225 410,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	103 895,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6078	Autres marchandises	8 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	9 565 521,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	733 203,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61351	Matériel roulant	263 160,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	367 374,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	373 275,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	453 980,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	966 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	45 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	3 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	76 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	52 390,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	1 511 480,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	265 242,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6168	Autres primes d'assurance	34 233,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	262 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	78 175,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
6183	Frais de formation (personnel extérieur	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	280 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	1 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	32 056,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	1 193 731,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	73 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	1 120 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	49 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	666 270,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	3 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	1 381 909,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	803 677,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	317 200,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	311 300,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6248	Divers	7 140,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	20 650,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	140 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	520 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	17 360,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	96 625,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage	1 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	3 584 036,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	200 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	53 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	1 934 396,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	268 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	60 100,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (5) (6)	48 494 830,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6216	Personnel affecté par GFP rattachement	700 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6331	Versement mobilité	738 857,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	125 225,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6333	Particip. employeurs format. prof. cont.	843,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	323 441,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	18 106 933,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	732 465,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64113	NBI	203 420,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64118	Autres indemnités	6 245 265,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64131	Rémunérations	3 974 728,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	105 607,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64141	Pers. rémunéré vacation - rémunérations	3 585 139,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64171	Apprentis - rémunérations	61 213,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	4 980 311,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	5 986 877,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	288 031,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	1 600 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	60 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	125 589,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6472	Prestations familiales directes	36 858,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	70 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	15 103,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	423 925,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6488	Autres	5 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	8 250 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
739118	Autres revers, restit. contrib. directes	850 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
7392221	Fonds péréquation ress. com. et intercom	900 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
739331	Communes	6 500 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
7398	Revers., restitutions et prél. divers	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (5)	53 231 919,00	0,00	0,00	98 203,47	98 203,47	0,00	98 203,47	98 203,47
65132	Prix	2 250,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65311	Indemnités de fonction	506 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65312	Frais de mission et de déplacement	11 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65313	Cotisations de retraite	24 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65314	Cotis. sécurité sociale - part patronale	158 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65315	Formation	15 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
653171	Compensations pour formation	500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653172	Cotis.fonds financ.allocation fin mandat	1 200,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	70 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6553	Service d'incendie	1 350 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65561	Contrib fonds compens. ch. territoriales	31 464 272,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65568	Autres contributions	285 660,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65573	Indemnité de logement des instituteurs	1 100,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657341	Subv. fonct. communes membres du GFP	22 106,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657348	Subv. fonct. autres communes	6 860,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657358	Subv. fonct. autres groupements	30 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657362	Subv. fonct. CCAS	2 900 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	14 882 841,00	0,00		98 203,47	98 203,47	0,00	98 203,47	98 203,47
65818	Autres	26 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6583	Int. moratoires et pénalités sur marchés	50 800,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6584	Amendes fiscales et pénales	3 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	1 420 830,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**146 530 608,00**	**0,00**	**0,00**	**98 203,47**	**98 203,47**	**0,00**	**98 203,47**	**98 203,47**
66	Charges financières	27 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	27 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (5)	63 100,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	63 100,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (5)	100 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
6815	Dot. prov. pour risques fonct. courant	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	100 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**190 100,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**146 720 708,00**	**0,00**	**0,00**	**98 203,47**	**98 203,47**	**0,00**	**98 203,47**	**98 203,47**
023	*Virement à la section d'investissement*	*9 386 265,15*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
042	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*8 500 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
675	*Valeurs comptables immobilisations cédée*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
6761	*Différences sur réalisations (positives)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
6811	*Dot. amort. immos incorporelles*	*8 500 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (8) (10)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**17 886 265,15**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(5) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(6) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(7) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(11) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE	B2

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**156 121 461,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges (4)	2 132 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6037	Variat. stocks march., terrains nus	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	1 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6459	Remb.charges sécu.sociale et prévoyance	130 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6479	Rembourst sur autres charges sociales	462 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	8 953 648,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7018	Autres ventes de produits finis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70311	Concessions cimetières (produit net)	95 420,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70323	Red. occupation dom. public	1 450 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7062	Redevances services à caractère culturel	586 855,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7066	Redevances services à caractère social	2 830 263,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7067	Redev. services périscolaires et enseign	1 721 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7078	Autres marchandises	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	1 234 280,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70873	Remb. frais par les C.C.A.S.	123 195,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	622 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	244 035,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	59 900 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73211	Attribution de compensation	59 300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7338	Autres impôts spéc. coll. Ile-de-France	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
738	Autres impôts et taxes	600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	70 947 319,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73111	Impôts directs locaux	59 346 319,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73123	Taxe com add droit mut ou pub foncière	9 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73141	Taxe sur la conso. finale d'électricité	1 200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731721	Taxe de séjour	600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73174	Taxe locale sur la publicité extérieure	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73176	Taxes funéraires	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7318	Autres	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	8 392 766,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
74111	Dotation forfaitaire des communes	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
743	DSI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	176 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74611	DGD des communes et EPCI	385 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	110 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7472	Participation régions	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7473	Participation départements	1 107 534,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74741	Participation communes membres du GFP	21 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74748	Participation autres communes	16 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74788	Autres	3 717 252,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74833	Etat-Compens.exonération taxes foncières	2 250 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74834	Etat-Compens.exonération taxe habitation	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	58 580,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74888	Autres	500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	5 624 278,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	2 752 884,00	0,00	0,00	0,00	0,00
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757	Subventions	1 629 869,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75811	Redev. concessions, brevets, licences,	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7584	Recouvr./créances admises en non valeur	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	1 240 025,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**155 950 511,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	Produits financiers	170 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
761	Produits de participations	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
764	Revenus valeurs mobilières de placement	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7688	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
7815	Rep. prov. charges fonctionnt courant	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**156 120 511,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)*	*950,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
7761	*Différences sur réalisations (négatives)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
777	*Rec... subv inv transférées cpte résult*	*950,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5) (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**950,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (9)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).*

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(9) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**39 691 272,00**	**38 119 778,47**	**0,00**	**2 085 138,00**	**17 233 059,00**	**25 867 913,00**	**19 910 937,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	22 737 728,00	0,00	262 200,00	2 482 633,00	5 537 071,00	4 501 747,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	12 097 372,00	0,00	465 938,00	13 677 556,00	8 337 686,00	11 811 390,00	0,00
014	Atténuations de produits	7 400 000,00	850 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	32 164 272,00	2 384 678,47	0,00	1 357 000,00	1 071 870,00	11 993 056,00	3 595 800,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	27 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	50 000,00	0,00	0,00	1 000,00	100,00	2 000,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**133 647 319,00**	**7 428 797,00**	**0,00**	**620 000,00**	**1 896 222,00**	**1 326 473,00**	**8 901 700,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	2 092 500,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	1 621 930,00	0,00	620 000,00	1 823 200,00	605 255,00	2 833 263,00	0,00
73	Impôts et taxes	59 300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	70 046 319,00	701 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	3 331 000,00	98 580,00	0,00	0,00	48 400,00	169 500,00	4 695 286,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	800 000,00	2 914 787,00	0,00	0,00	24 622,00	511 718,00	1 373 151,00	0,00
76	Produits financiers	170 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**1 096 426,00**	**864 241,00**	**328 308,00**	**1 621 839,00**		**146 818 911,47**
011	Charges à caractère général	0,00	472 980,00	11 800,00	101 000,00	446 700,00		36 553 859,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	623 446,00	209 145,00	227 308,00	1 044 989,00		48 494 830,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		8 250 000,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	643 296,00	0,00	120 150,00		53 330 122,47
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		27 000,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00		63 100,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		100 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**150 000,00**	**650 000,00**	**1 500 000,00**		**156 120 511,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		2 132 500,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	150 000,00	0,00	1 300 000,00		8 953 648,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	600 000,00	0,00		59 900 000,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00		70 947 319,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00		8 392 766,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		5 624 278,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		170 000,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		**39 691 272,00**
654	Pertes sur créances irrécouvrables	70 000,00
655	Contributions obligatoires	31 464 272,00
657	Subventions	30 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	600 000,00
661	Charges d'intérêts	27 000,00
681	Dot. amort. et prov. Charges de fonct.	100 000,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	7 400 000,00
RECETTES		**133 647 319,00**
731	Fiscalité locale	70 046 319,00
732	Fiscalité reversée	59 300 000,00
744	FCTVA	176 000,00
746	Dotation générale de décentralisation	385 000,00
748	Autres attributions et participations	2 770 000,00
758	Produits divers de gestion courante	800 000,00
761	Produits de participations	150 000,00
764	Revenus valeurs mobilières de placement	20 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

IV

B3.1

PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions semi-budgétaires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions budgétaires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),
A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2).

.

BART Jean-Baptiste	
BERANGER Etienne	
BERNADET Nicole	
BONNIER Tiphaine	
CORDIER Floraine	
COURCELLE-LABROUSSE Jean	
DAOULAS David	
DORANGE Louis	
De CARRÈRE Bernard	
FORMONT Stéphane	
GALLIOT Claire	
GARRIGUES Maria	
GIACOMETTI Dominique	
GIRAUD Valérie	
GLOWACZOWER Thibaud	
GRANDCLÉMENT Cyrille	
GUICHARD Claire	
GUILCHER Ludovic	
HÉLARY-OLIVIER Christine	
JOIE-SORIA Maud	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

KALASZ Eric	
KHANDJIAN Arthur	
KNUSMANN Philippe	
LAKE-LOPEZ Sabine	
LEFÈVRE Thierry	
LETOURNEL Edith	
LEVY Alain	
LEVY Guillaume	
LIADZE Fabienne	
Le BERRE Marie-Hélène	
MARLIÈRE Isabelle	
MARMIGNON Antoine	
MILLAN Caroline	
PITROU Nathalie	
PUIJALON Thomas	
RIGONI Olivier	
ROMAIN Caroline	
ROUSSEL Thibaut	
SANTINI André	
SEMPÉ Corine	
SIMILOWSKI Kathy	
SINSOLIEUX François	
SZABO Claire	
TANTI André	
THIBAULT Anne-Sophie	
TRIDERA Florent	
VERGNON Fanny	
VERNET Didier	
VESSIÈRE Martine	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …

SL-YC-Fi

VILLE D'ISSY LES MOULINEAUX
CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU JEUDI 7 AVRIL 2022

N° 6

OBJET : FINANCES – Tarifs de la taxe de séjour pour l'année 2023.

Madame Edith LETOURNEL, Maire-Adjointe déléguée aux Finances, expose au Conseil municipal ce qui suit :

Par délibération en date du 17 décembre 2015, la Ville a instauré une taxe de séjour au régime réel sur son territoire. La taxe de séjour est due par chaque personne hébergée, hors cas d'exonération, et se calcule en multipliant le tarif applicable à l'hébergement par le nombre de nuitées passées sur le territoire.

Cette délibération instaurait une grille de tarifs pour 2016 en proposant que la Ville applique une hausse de tarifs progressive en trois ans permettant d'arriver en 2018 à des taux comparables aux villes voisines.

En conséquence, il est proposé de reconduire à l'identique l'ensemble des tarifs de taxe de séjour pratiqués, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2023.

Catégories d'établissements	2022	2023
	Tarif par nuitée et par capacité d'accueil	Tarif par nuitée et par capacité d'accueil
Palaces	4,00 €	4,00 €
Hôtels de tourisme 5 étoiles, meublés de tourismes 5 étoiles et autres établissements similaires	3,00 €	3,00 €
Hôtels de tourisme 4 étoiles, meublés de tourisme 4 étoiles et autres établissements similaires	2,25 €	2,25 €
Hôtels de tourisme 3 étoiles, meublés de tourisme 3 étoiles et autres établissements similaires.	1,50 €	1,50 €
Hôtels de tourisme 2 étoiles, meublés de tourisme 2 étoiles et autres établissements similaires.	0,90 €	0,90 €
Hôtels de tourisme 1 étoiles, meublés de tourisme 1 étoiles, chambres d'hôte et autres établissements similaires.	0,75 €	0,75 €
Terrains de camping et terrains de caravanage classés 3, 4 et 5 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, emplacements dans des aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures	-	0,60 €

Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 1 et en 2 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, ports de plaisance	-	0,20 €
Hôtels, meublé de tourisme et hébergement assimilés sans classement ou en attente de classement.	2% du coût de la nuitée HT par personne	2% du coût de la nuitée HT par personne

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu les articles L. 2333-26 et suivants, R. 2333-43 et suivants du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'article L. 422-3 du Code de tourisme,

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 17 décembre 2015 instaurant la taxe de séjour réelle sur le territoire de la Ville,

Vu l'avis de la commission municipale des Ressources en date du 30 mars 2022,

Entendu cet exposé,

APRES EN AVOIR DELIBERE

FIXE les tarifs de la taxe de séjour par nuitée et par unité de capacité d'accueil comme suit pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2023 :

Catégories d'établissements	**2023**
	Tarif par nuitée et par capacité d'accueil
Palaces	4,00 €
Hôtels de tourisme 5 étoiles, meublés de tourismes 5 étoiles et autres établissements similaires	3,00 €
Hôtels de tourisme 4 étoiles, meublés de tourisme 4 étoiles et autres établissements similaires	2,25 €
Hôtels de tourisme 3 étoiles, meublés de tourisme 3 étoiles et autres établissements similaires.	1,50 €
Hôtels de tourisme 2 étoiles, meublés de tourisme 2 étoiles et autres établissements similaires.	0,90 €
Hôtels de tourisme 1 étoiles, meublés de tourisme 1 étoiles, chambres d'hôte et autres établissements similaires.	0,75 €
Terrains de camping et terrains de caravanage classés 3, 4 et 5 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, emplacements dans des aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures	0,60 €

Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 1 et en 2 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, ports de plaisance	0,20 €
Hôtels, meublé de tourisme et hébergement assimilés sans classement ou en attente de classement.	2% du coût de la nuitée HT par personne

Ces tarifs ne tiennent pas compte de la taxe départementale additionnelle de 10% à la taxe de séjour adoptée par le Conseil départemental des Hauts-de-Seine.

Egalement, ces tarifs ne prennent pas en compte la taxe additionnelle régionale à la taxe de séjour d'un taux de 15% instituée par la loi n°2018-1317 de finances pour 2019 destinée à contribuer au financement de la Société du Grand Paris.

La liste des exemptions obligatoires à la taxe de séjour est la suivante :

- tous les mineurs sont exonérés de taxe de séjour ;
- les titulaires d'un contrat de travail saisonnier employés dans la commune ;
- les personnes bénéficiant d'un hébergement d'urgence ou d'un relogement temporaire ;
- les personnes qui occupent des locaux dont le loyer est inférieur à 280 € par semaine (sont visées notamment les associations non marchandes qui proposent des hébergements à des prix modiques).

PRECISE que les modalités de déclaration et de perception de la taxe restent conformes aux dispositions de la délibération du 17 décembre 2015 instaurant la taxe de séjour au régime réel.

VILLE D'ISSY LES MOULINEAUX

CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU JEUDI 7 AVRIL 2022

N° 7

OBJET : FINANCES – Garantie d'emprunt communale à l'association « Institut Catholique de Lille » (ICL) pour le financement de l'acquisition d'un immeuble.

Madame Édith LETOURNEL, Maire-Adjointe déléguée aux Finances, expose au Conseil municipal ce qui suit :

L'association « Institut Catholique de Lille » (ICL) a sollicité un prêt auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) pour le financement de l'acquisition d'un site située 2, allée des Moulineaux à Issy-Les-Moulineaux.

Afin de financer l'achat de l'immeuble « Le Vaisseau » sur l'Ile Saint Germain qui sera dédié à l'enseignement supérieur (faculté de droit), l'association ICL se voit accorder deux prêts pour un montant total de 56 400 000€. La CDC finance l'opération à hauteur de 50% soit un montant de 28 200 000 €.

Afin de faciliter la souscription de cet emprunt et de permettre à l'association ILC de bénéficier d'un taux optimum, la CDC demande que la Ville garantisse cet emprunt.

L'article L. 2252-1 du Code général des collectivités territoriales précise « *qu'une commune ne peut accorder à une personne de droit privé une garantie d'emprunt ou son cautionnement que dans les conditions fixées au présent chapitre. Le montant total des annuités, déjà garanties ou cautionnées à échoir au cours de l'exercice, d'emprunts contractés par toute personne de droit privé ou de droit public, majoré du montant de la première annuité entière du nouveau concours garanti, et du montant des annuités de la dette communale, ne peut excéder un pourcentage, défini par décret, des recettes réelles de la section de fonctionnement du budget communal ; le montant des provisions spécifiques constituées par la commune pour couvrir les garanties et cautions accordées, affecté d'un coefficient multiplicateur fixé par décret, vient en déduction du montant total défini au présent alinéa. Le montant des annuités garanties ou cautionnées au profit d'un même débiteur, exigible au titre d'un exercice, ne doit pas dépasser un pourcentage, défini par décret, du montant total des annuités susceptibles d'être garanties ou cautionnées en application de l'alinéa précédent. La quotité garantie par une ou plusieurs collectivités territoriales sur un même emprunt ne peut excéder un pourcentage fixé par décret. Les dispositions de l'alinéa précédent ne sont pas applicables aux garanties d'emprunts ou cautionnements accordés par une commune aux organismes d'intérêt général visés aux articles 200 et 238 bis du code général des impôts. Aucune stipulation ne peut faire obstacle à ce que la mise en jeu des garanties ou cautions accordées par une commune porte, au choix de celle-ci, soit sur la totalité du concours, soit sur les annuités déterminées par l'échéancier contractuel ».*

L'association « Institut Catholique de Lille », établissement d'enseignement supérieur privé, est un organisme d'intérêt général visé aux articles 200 et 239 bis du Code général des impôts.

La commune est donc fondée à garantir en totalité le prêt accordé par la CDC.

Compte tenu de l'intérêt local de l'opération, il est proposé de garantir en totalité l'emprunt souscrit auprès de la CDC.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir accorder la garantie communale à hauteur de 100% sur le contrat de prêt souscrit par l'association ICL.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L. 2252-1,

Vu le Code général des impôts, notamment les articles 200 et 239 bis,

Vu le Code civil, notamment les articles 2021 et 2298,

Vu la demande de garantie d'emprunt de L'association « Institut Catholique de Lille » en date du 16 mars 2022,

Vu l'offre de financement de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) en date du 14 mars 2022, annexée à la présente délibération,

Vu l'avis de la Commission municipale des Ressources en date du 30 mars 2022,

Entendu cet exposé,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ

ACCORDE la garantie de la commune d'Issy-les-Moulineaux à hauteur de 100% des sommes dues, pour le remboursement du prêt contracté par l'association « Institut Catholique de Lille » (ICL) pour le financement de l'acquisition d'un immeuble auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) aux conditions suivantes : (offre n°U108516) :

Organisme emprunteur	Association ICL
Caractéristique	Prêt au Secteur Public Local (PSPL)
Enveloppe	Edu prêt
Opération	Financement Immeuble « Le Vaisseau »
Organisme préteur	Caisse des Dépôts et Consignations (CDC).
Montant du financement	28 200 000 €
Durée de préfinancement	28 mois
Taux d'intérêt du préfinancement	Livret A + 0,53%
Durée d'amortissement	50 ans
Périodicité	Annuelle
Taux de période/TEG	1,53%
Taux d'intérêt/phase amortissement	Livret A + 0,53%

PRÉCISE que la garantie d'emprunt de la commune prendra effet à signature du contrat de prêt qui reprendra les caractéristiques de l'offre n°U108516.

ENGAGE la commune d'Issy-les-Moulineaux à effectuer le paiement des sommes dues aux échéances convenues ou des intérêts moratoires encourus en lieu et place de l'association ICL en cas de défaillance de cette dernière, sur simple notification de la CDC – Banque des Territoires adressée par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

AUTORISE Monsieur le Maire à intervenir au contrat de prêt conclu entre l'association ICL et la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC).

INSTITUT CATHOLIQUE DE LILLE

Mairie d'Issy-Les-Moulineaux
Monsieur André Santini
62 Rue du Général Leclerc
92130 Issy-les-Moulineaux

N/Réf. : PS/BL/BM/2022-027

Lille, le 16 mars 2022

Monsieur le Maire, cher Monsieur Santini

Je tiens avant tout à vous remercier vivement pour votre soutien permanent apporté à notre faculté de droit depuis son installation en 2013 sur le territoire de la commune d'Issy-Les-Moulineaux.

J'ai l'honneur de vous adresser, comme convenu lors de notre rencontre, une demande de garantie sur l'emprunt à souscrire par l'association Institut Catholique de Lille auprès de la Banque des Territoires pour le financement de l'acquisition du site. Les modalités attachées à cet emprunt sont indispensables pour faire aboutir cette opération majeure.

Nous avons bien noté que la demande sera instruite lors du conseil municipal du 4 avril prochain.

Nous nous tenons à la disposition de vos services pour toute précision qu'ils jugeraient utile.

En vous remerciant de la bienveillante attention que vous porterez à notre demande, nous vous prions de recevoir, Monsieur le Maire, l'expression de nos sentiments les plus distingués. et très cordiaux,

Patrick SCAUFLAIRE
Recteur

Courrier joint : offre de financement de la banque des territoires

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

MONSIEUR LE PRESIDENT
INSTITUT CATHOLIQUE DE LILLE
60, BOULEVARD VAUBANB.P. 10
59016 LILLE CEDEX

Dossier n° : U108516
Suivi par : **LASTRAJOLI Daniele**
Tél. : 01 49 55 68 38
Courriel : Daniele.Lastrajoli@caissedesdepots.fr

Paris, le 14 mars 2022

Objet : Financement de l'opération de Investissements Infrastructures pour l'enseignement supérieur, située 2 allée des Moulineaux à 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX.

Monsieur le Président,

Vous avez bien voulu nous solliciter pour le financement cité en objet, ce dont je vous remercie.

Sur la base des informations que vous nous avez transmises, je vous informe que la Caisse des Dépôts est en mesure de contribuer au financement de votre opération.

Vous trouverez en pièces jointes les informations relatives à notre offre, notamment les caractéristiques financières et la liste des documents à nous transmettre afin d'établir le contrat.

Restant à votre entière disposition, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

Directrice Régionale Adjointe
Directrice Appui aux Financements et Bancaire

Najoua BENFELLA

Pièces jointes :
- Documents à produire et conditions préalables
- Caractéristiques financières du financement Caisse des Dépôts
- Montage de garantie
- Plan de financement de l'opération

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | **@BanqueDesTerr**

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

Dossier n° U108516
Opération : Vaisseau Ile St Germain (n° 5109188)
Date limite de validité de l'offre : 08/03/2023
Montant total du financement CDC : 28 200 000,00 €
Date limite de validité de la cotation : 14/06/2022

Documents à produire et conditions préalables

Documents à produire et conditions préalables à l'émission des contrats de prêts

- Transmettre la promesse de vente signée de l immeuble « Le Vaisseau »
- Transmettre le bouclage du plan de financement (notification prêt SCI Vaisseau de 28,2M€)

Documents à produire et conditions préalables au versement des fonds

- Transmettre la délibération d octroi de garantie émise par la commune d Issy les Moulineaux
- Transmettre les autorisations administratives et le permis de construire

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

Dossier n° U108516
Opération : Vaisseau Ile St Germain (n° 5109188)
Date limite de validité de l'offre : 08/03/2023
Montant total du financement CDC : 28 200 000,00 €
Date limite de validité de la cotation : 14/06/2022

Caractéristiques financières

Les caractéristiques financières des prêts figurant ci-dessous sont susceptibles d'être modifiées à la demande de l'emprunteur sous réserve d'un accord du prêteur lors de la contractualisation.

Proposition n°1 - 1 prêt(s)

	Offre CDC			
Caractéristiques	PSPL			
Enveloppe	Edu Prêt			
Montant	28 200 000 €			
Commission d'instruction	0 €			
Pénalité de dédit	1 %			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	1,53 %			
TEG[1]	1,53 %			
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	28 mois			
Index de préfinancement	Livret A			
Marge fixe sur index de préfinancement	0,53 %			
Taux d'intérêt du préfinancement	Livret A + 0,53 %			
Règlement des intérêts de préfinancement	Paiement périodique			
Périodicité du règlement des intérêts de préfinancement	Trimestrielle			
Phase d'amortissement				
Durée	50 ans			
Index[2]	Livret A			
Marge fixe sur index	0,53 %			
Taux d'intérêt	Livret A + 0,53 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Amortissement prioritaire			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle			
Modalité de révision	SR			

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

Dossier n° U108516
Opération : Vaisseau Ile St Germain (n° 5109188)
Date limite de validité de l'offre : 08/03/2023
Montant total du financement CDC : 28 200 000,00 €
Date limite de validité de la cotation : 14/06/2022

Phase d'amortissement (suite)				
Taux de progression de l'amortissement	0 %			

1 L'Emprunteur est informé que, conformément à la réglementation en vigueur, le Taux Effectif Global (TEG) susmentionné, calculé selon un mode proportionnel et sur la base du nombre de jours exacts de la durée de la période mis en rapport avec l'année civile (soit "Exact/365"), est fourni à titre indicatif en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie calculés sur la base du montage de garantie prévu dans le tableau ci-après, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt et qu'il est susceptible d'être actualisé à l'émission du contrat de prêt. Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

2 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission de la présente Lettre d'Offre est de 1 % (Livret A).

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

Dossier n° U108516
Opération : Vaisseau Ile St Germain (n° 5109188)
Date limite de validité de l'offre : 08/03/2023
Montage total du financement CDC : 28 200 000,00 €
Date limite de validité de la cotation : 14/06/2022

Montage de garantie

Les garanties des prêts indiquées ci-dessous sont susceptibles d'être modifiées à la demande de l'emprunteur sous réserve d'un accord du prêteur lors de la contractualisation.

		PSPL							
Type de garantie	Dénomination / Désignation	Montant Garanti (€)	Quotité (%)						
Collectivités locales	CMNE D'ISSY LES MOULINEAUX	28 200 000,00	100,00						

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | **@BanqueDesTerr**

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

Dossier n° U108516
Opération : Vaisseau Ile St Germain (n° 5109188)
Date limite de validité de l'offre : 08/03/2023
Montant total du financement CDC : 28 200 000,00 €
Date limite de validité de la cotation : 14/06/2022

Plan de financement de l'opération

Ressources	Montant	%
Total des prêts CDC	28 200 000,00 €	50,00
Total des prêts hors CDC sauf CIL	28 200 000,00 €	50,00
Prêt(s) CIL	0,00 €	0,00
TOTAL des ressources	**56 400 000,00 €**	**100,00**

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

VILLE D'ISSY LES MOULINEAUX

CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU JEUDI 7 AVRIL 2022

N° 8

OBJET : FINANCES - Transfert de la garantie d'emprunt pour la construction d'un ensemble hôtelier « Reine Margot » suite au rapprochement de la SEMADS avec SOHP – ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS.

Madame Édith LETOURNEL, Maire-Adjointe déléguée aux Finances, expose au Conseil municipal ce qui suit :

La loi n°2018-1021, du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (loi ELAN) a imposé à compter du 1er janvier 2021 aux bailleurs sociaux qui gèrent moins de 12 000 logements d'appartenir à un même groupe d'organismes de logements social ou d'opérer divers aménagements organiques à des fins de fusion entre organismes de logement social pour atteindre ce seuil critique.

Afin de satisfaire aux nouvelles exigences législatives, l'OPH Seine Ouest Habitat s'est rapproché de la Société d'Economie Mixte De L'Arc De Seine (SEMADS). Ce rapprochement s'est matérialisé par une cession en bloc de SOH au profit de la SEMADS, à savoir l'acquisition de l'actif et du passif, l'établissement devenant la Société d'Economie Mixte Seine Ouest Habitat et Patrimoine (SEM SOHP).

Par la suite, Seine Ouest Habitat et Patrimoine (SOHP) s'est dotée d'une Société par Actions Simplifiée : Seine Ouest Aménagement et Développement (SOAD) pour gérer les actifs autres que les logements sociaux.

Par délibération en date du 13 décembre 2018, la Ville avait accordé une garantie d'emprunt pour la construction d'un ensemble hôtelier et de rénovation du domaine de la Reine Margot à la Société d'Economie Mixte De L'Arc De Seine (SEMADS).

Afin d'acter du changement de signataire, il est nécessaire de reprendre une délibération concernant le transfert de la garantie d'emprunt comme suit :

Ancienne entité emprunteur : Société D'Economie Mixte De L'Arc De Seine (SEMADS) - SA à Conseil Administration, SA d'Economie mixte / Siret 99864030400015.

Nouvelle entité emprunteur : Seine Ouest Aménagement et Développement (SOAD) - Société par Actions Simplifiée / Siret 88315933700012.

Pour rappel, les caractéristiques de l'emprunt garanti par la Ville sont :

- prêt N°DD13310217 d'un montant initial de 9 000 000 € de 2018 sur 27 ans au total, consolidé sur 25 ans le 30 janvier 2020, date d'échéance finale 30 janvier 2045. Les caractéristiques du prêt sont référencées en annexe à la présente délibération.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal de bien vouloir réitérer sa garantie à hauteur de 50% pour le remboursement desdites lignes de Prêts transférées de la SEMADS vers SOAD.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L. 2252-1,

Vu le Code civil, notamment les articles 2021 et 2298,

Vu la demande de garantie d'emprunt de ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS en date du 30 octobre 2018,

Vu le contrat de prêt initial,

Vu l'avis de la commission municipale des Ressources en date du 30 mars 2022,

Considérant le transfert de l'emprunt pour la construction d'un ensemble hôtelier et de rénovation du domaine de la Reine Margot de la SEMADS vers SOAD,

Entendu cet exposé,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ

ACCORDE le transfert de la garantie de la commune d'Issy-les-Moulineaux à hauteur de 50% des sommes dues, pour le remboursement du prêt contracté par la SOAD (ex-SEMADS) auprès de ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS dans le cadre la construction d'un ensemble hôtelier et de rénovation du domaine de la Reine Margot.

Rappel des conditions du contrat initial :

Organisme préteur	ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels
Montant du financement	9 000 000 €
1ère échéance d'amortissement	30/01/2021
Durée d'amortissement	25 ans
Périodicité	Annuelle
Amortissement	Echéances constantes
Conditions financières	Taux fixe : 2,60%
Base de calcul des intérêts	30/360

PRÉCISE que le changement d'entité est acté dans l'avenant au contrat initial conclu entre les parties.

ENGAGE la commune d'Issy-les-Moulineaux en qualité de garant de la SOAD à hauteur de 50% des sommes dues pour le remboursement du prêt contracté par cette dernière.

AUTORISE Monsieur le Maire à intervenir au contrat de prêt conclu entre la SOAD et ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS.

Ne prennent pas part au vote de cette délibération : André SANTINI, Fanny VERGNON, Philippe KNUSMANN, Ludovic GUILCHER, Edith LETOURNEL, Sabine LAKE-LOPEZ, Tiphaine BONNIER, Christine HELARY-OLIVIER.

ARKEA
BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS
UNE FILIALE DU Crédit Mutuel ARKEA

Emprunteur : **SEMADS - DOMAINE REINE MARGOT (92)**

SIREN : **998640304**
N° identifiant : **53293770**

Caution : **COMMUNE D ISSY LES MOULINEAUX**

SIREN : **219200409**
N° identifiant : **30556478**

Contrat : **CITE GESTION PERFORMANCE 2**
A tranche unique taux fixe

Numéro de contrat : DD13310217

Date d'émission : **22/11/2018**
Objet : **Financement de l'opération de réhabilitation et d'extension du Foyer de la Solitude à Issy-les-Moulineaux**

Montant : **9.000.000,00 €**
Durée :

- **phase de mobilisation** : **du 24/01/2019 au 30/01/2020 inclus**
- **phase d'amortissement** : **300 mois**

CONTRAT DE PRÊT

« CITE GESTION PERFORMANCE 2 »

A tranche unique taux fixe

ENTRE LES SOUSSIGNES

SEMADS - DOMAINE REINE MARGOT, SA A CONSEIL ADMINISTRATION, SA D'ECONOMIE MIXTE, sise au 62 RUE DU GENERAL LECLERC 92130 ISSY LES MOULINEAUX
Représenté(e) par .....dûment habilité(e) à cet effet,
Dénommé(e) ci-après "L'EMPRUNTEUR",

DE PREMIERE PART,

ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS, Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 830 000 000 euros, dont le Siège Social est sis au RELECQ-KERHUON (FINISTERE) – Allée Louis LICHOU, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Brest sous le n° B 378.398.911, et le siège administratif est sis au 3, Avenue d'Alphasis – CS96856, 35760 SAINT GREGOIRE
Représentée par Ronan GUICHON, Responsable Back-office Crédits, dûment habilité(e) à cet effet,
Dénommée ci-après "Le PRETEUR" ou "la BANQUE " ou "ARKEA BANQUE E&I"

DE SECONDE PART,

COMMUNE D ISSY LES MOULINEAUX, COLLECTIVITE TERRITORIALE, COMMUNE, sise au 61 RUE DU GENERAL LECLERC 92130 ISSY LES MOULINEAUX
Représenté(e) par .....dûment habilité(e) à cet effet,
Dénommé(e) ci-après "la CAUTION",

DE TROISIEME PART,

IL A ETE EXPOSE, CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT

L'EMPRUNTEUR reconnaît que le PRETEUR lui accorde un prêt **CITE – GESTION PERFORMANCE 2** aux conditions particulières suivantes :

ARTICLE A : CARACTERISTIQUES DU PRÊT

- **Type de crédit** : Prêt à long terme comprenant une phase de mobilisation et une phase d'amortissement.
- **Objet** : Financement de l'opération de réhabilitation et d'extension du Foyer de la Solitude à Issy-les-Moulineaux
- **Montant** : 9.000.000,00 € (neuf millions d' euros et zéro centime)
- **Durée** :
  - **phase de mobilisation** : du 24/01/2019 au 30/01/2020 inclus
  - **phase d'amortissement** : 300 mois.

Paraphes : Prêteur(s) Emprunteur(s) Caution(s)

☐ **Taux d'intérêt nominal (à terme échu) possibles** :

Phase de mobilisation	
Index + marge	**Marge**
Index Ti3M + marge	0,60 %

Phase d'amortissement	
Taux d'intérêt fixe annuel	2,60 %

☐ **Base de calcul des intérêts** :

- sur index Ti3M, EONIA : nombre de jours exact / 360 jours.
- sur taux fixe : base forfaitaire de 30 jours / 360 jours, sauf en cas d'intérêts intercalaires qui sont calculés en nombre de jours exacts / 365 jours.

☐ **Commission d'engagement** : L'EMPRUNTEUR paiera au PRETEUR une commission d'engagement d'un montant de 13 500,00 € (treize mille cinq cent euros et zéro centime). Cette somme est due à la date de signature du contrat de prêt et restera définitivement acquise au PRETEUR.

☐ **Type d'amortissement** : Progressif

☐ **Taux effectif global (TEG)**

D'après les caractéristiques du contrat de prêt, le TEG ne peut être donné qu'à titre indicatif selon l'hypothèse suivante : le TEG est calculé sur la base de la mise en place automatique des fonds et de l'amortissement conformément à l'ensemble des caractéristiques du prêt. En date du 22/11/2018 et compte tenu des divers frais, le TEG ressort à 2,6132 % l'an, soit un taux de période de 2,6132 %.

☐ **Prélèvement des sommes dues :**

Sur le compte ouvert au nom de l'EMPRUNTEUR dans les livres de ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS auprès de son Centre d'Affaires de PARIS, ce que l'EMPRUNTEUR accepte expressément.

IBAN : FR76 1882 9754 1605 3293 7704 060
BIC : CMBRFR2BCME

☐ **Engagements particuliers :**

Caution solidaire : garanties : A la sureté et garantie du parfait et complet paiement de toutes sommes dues au titre du prêt objet des présentes, il est conféré au PRETEUR caution solidaire VILLE D'ISSY-LES-MOULINEAUX à hauteur de 50% du montant financé, soit la somme de 4.500.000,00 euros (quatre millions cinq cent mille euros et zéro centime) en capital et outre les intérêts et toutes autres sommes dues au titre du prêt, jusqu'à parfait et complet remboursement du Prêt par l'EMPRUNTEUR.

Caution solidaire : conditions suspensives au versement des fonds : Production au PRETEUR huit jours ouvrés avant la date du versement des fonds souhaitée et au plus tard le 30/01/2020:

- du contrat paraphé et signé par le représentant dûment habilité du GARANT
- de la délibération de l'organe compétent pour décider de garantir le présent contrat, exécutoire à la date de signature du contrat par le représentant dûment habilité du GARANT

Autre engagement :

Conditions suspensives au versement des fonds :

- Validation de l'entreprise de Gros Oeuvre
- Obtention du permis de construire purgé de tout recours
- Obtention du bail à construction de 99 ans avec CPSS signé
- Obtention du bail commercial de 11 ans avec ACCORD signé
- Justificatifs des fonds propres de l'opération

Paraphes : Prêteur(s) Emprunteur(s) Caution(s)

ARTICLE B : CARACTERISTIQUES DE LA PHASE DE MOBILISATION

B-1 : Tirages et remboursements non définitifs

☐ Montant minimum de chaque tirage : 100 000,00 €

Les demandes de tirage seront à effectuer par fax ou par @-mail au PRETEUR, avant 10 H au plus tard pour une mise à disposition des fonds le jour de la demande. Les fonds seront versés par virement de type V.S.O.T. (« Virement Spécifique Orienté Trésorerie ») un jour ouvré et à l'exclusion des 24 et 31 décembre. Les fonds seront versés sur le compte ouvert au nom de l'EMPRUNTEUR dans les livres de ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS auprès de son Centre d'Affaires de PARIS, ce que l'EMPRUNTEUR accepte expressément.

IBAN : FR76 1882 9754 1605 3293 7704 060
BIC : CMBRFR2BCME

☐ Montant minimum de chaque remboursement non définitif : 100 000,00 €

Les remboursements non définitifs seront possibles à tout moment, et devront être effectués par virement de type V.G.M. (« Virement Gros Montant »). L'EMPRUNTEUR devra en informer le PRETEUR au plus tard le jour du remboursement non définitif avant 11 H 30 par fax ou par @-mail. Au moyen de l'annexe fournie à cet effet. Le virement devra être effectué sur le R.I.B suivant :

IBAN : FR76 1882 9754 1605 3293 7704 448
BIC : CMBRFR2BCME

B-2 : Calcul des intérêts de la phase de mobilisation

Les intérêts seront calculés proportionnellement au montant des sommes utilisées et au nombre exact de jours d'utilisation, sur la base de 360 jours. Les intérêts commenceront à courir à compter du jour de la mise à disposition. En cas de remboursement non définitif des fonds par l'EMPRUNTEUR, les intérêts cesseront de courir, pour le montant restitué, le jour de réception des fonds par le PRETEUR.
La valeur de l'index qui sera appliquée pour le calcul des intérêts sera:
Index + marge = TI3M + marge = moyenne mensuelle des EURIBOR 3 mois (EuroInterbank Offered Rate – Taux moyen offert dans la zone Euro) du mois en cours + marge.

B-3 : Date d' échéance des intérêts de la phase de mobilisation

Les échéances sont trimestrielles (période : un trimestre civil).
Les intérêts d'une échéance seront à régler dans les 15 jours suivant la date d'arrêté des intérêts, qui se fera dans les premiers jours suivant le dernier trimestre civil de la période d'intérêts.

B-4 : Versement automatique des fonds

Au terme de la phase de mobilisation, sous réserve de la levée des conditions suspensives, les fonds non mobilisés seront versés sur le compte ouvert au nom de l'EMPRUNTEUR dans les livres de ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS auprès de son Centre d'Affaires de PARIS, ce que l'EMPRUNTEUR accepte expressément.

IBAN : FR76 1882 9754 1605 3293 7704 060
BIC : CMBRFR2BCME

Le versement automatique des fonds interviendra le premier jour de la phase d'amortissement. Si le premier jour de la phase d'amortissement n'est pas un jour ouvré ou est le 24 ou 31 décembre, le versement automatique des fonds s'effectuera le premier jour ouvré précédent.
Les conditions de l'amortissement de ces fonds sont définies dans l'article C ci-dessous.

ARTICLE C : CARACTERISTIQUES DE LA PHASE D'AMORTISSEMENT

C-1 : Modalités de mise en place de la phase d'amortissement

La phase d'amortissement prendra effet automatiquement au terme de la phase de mobilisation aux conditions stipulées au présent contrat, conformément à l'article A aux conditions suivantes :

- Taux : taux fixe annuel de 2,60 %,
- Amortissement progressif
- Durée de 25 ans

Paraphes : Prêteur(s) Emprunteur(s) Caution(s)

Cette mise en place automatique interviendra le premier jour de la phase d'amortissement. Si le premier jour de la phase d'amortissement n'est pas un jour ouvré ou est le 24 ou le 31 décembre, la mise en place de la tranche d'amortissement s'effectuera le premier jour ouvré précédent.

C-2 : Echéances de la phase d'amortissement :

☐ **Périodicité des échéances d'amortissement :** Annuelle

☐ **Calcul des intérêts :**
Le calcul se fera conformément aux Conditions Générales du contrat.

ARTICLE D : CONDITIONS GENERALES

Les Conditions Générales s'appliquant au présent prêt sont précisées ci-après, sous la référence PPI.03.2015.CPUBQ. L'EMPRUNTEUR et la(les) CAUTION(S) déclarent les accepter sans réserve, après en avoir pris connaissance et reçu chacun un exemplaire.

ARTICLE E : ANNEXES

Les présentes Conditions Particulières sont complétées par les Conditions Générales visées en Article D ci-avant, ainsi que par les diverses Annexes régissant notamment les remboursements durant la phase de mobilisation.

Fait en 4 exemplaires, dont un destiné au PRETEUR, un pour le GARANT et un pour l'EMPRUNTEUR.

RENNES, le 22/11/2018
Pour le PRETEUR :
Ronan GUICHON

ARKEA Banque
Entreprises & Institutionnels
Siège social : allée Louis Lichou
29480 Le Relecq-Kerhuon
Adresse postale : 29808 Brest Cedex 9
Siren B 378 398 911 - RCS Brest

L'EMPRUNTEUR : SEMADS
représenté par Raymond LOISELEUR
en qualité de Directeur
A ISSY les Mx **Le** 18/12/2018
Cachet, signature, précédée de « Lu et approuvé » :

SEMADS
Société d'Economie Mixte
de l'Arc de Seine
52, Promenade du Verger
92130 ISSY LES MOULINEAUX
Tél. 01 41 90 67 10 / Fax 01 41 90 05 42
RC NANTERRE 80 B 15636
Intracomm. : FR 70998640304

Date de la délibération donnant pouvoirs au signataire : 23/10/18

LE GARANT : COMMUNE D ISSY LES MOULINEAUX
représenté par André SANTINI
en qualité de Maire
A ISSY les Mx **Le** 18/12/18
Cachet, signature, précédée de la mention « Lu et approuvé , bon pour caution solidaire à hauteur de 50 % du montant financé, soit la somme de 4 500 000,00 € (quatre millions cinq cent mille Euros et zéro Centime) en capital et outre les intérêts et toutes autres sommes dues au titre du prêt. » Lu et Approuvé
Bon pour caution solidaire à hauteur de 50 % du montant financé, soit la somme de 4.500.000,00 € (quatre millions cinq cent mille euros et zéro centime) en capital et outre les intérêts et toute autres sommes dues au titre du prêt.

Mairie d'Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine)

Date de la délibération donnant pouvoirs au signataire : 13/12/18

Paraphes : Prêteur(s) Emprunteur(s) Caution(s)

N° Projet : DD13310205 - N° prêt : DD13310217 - Date d'émission : 22/11/2018

CONDITIONS GENERALES DES PRETS CITE GESTION FIXE/INDEX/IN FINE/CGPERF2

Réf. PPI.CIGF.03.2015.CPVEE

Les présentes Conditions Générales s'appliqueront dès lors qu'elles ne sont pas contraires aux Conditions Particulières.

Glossaire des termes techniques :

- Jour ouvré : un jour ouvré est un jour ouvré cumulativement dans le calendrier de la République française et dans le calendrier TARGET et du Trésor Public

- Taux Effectif Global (TEG) : conformément aux dispositions légales et notamment des articles R 313-1 du Code de la Consommation et L 313-4 et suivants du Code Monétaire et Financier, le TEG comprend, outre les intérêts, frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, y compris ceux qui sont payés ou dus à des intermédiaires intervenus de quelque manière que ce soit dans l'octroi du prêt, même si ces frais, commissions ou rémunérations correspondent à des débours réels. Toutefois, les charges liées aux garanties dont le présent Prêt est éventuellement assorti, ne sont intégrées dans le calcul du TEG que si leur montant est connu avec précision à la date de signature du contrat. Le TEG est un taux annuel proportionnel au taux de période, à terme échu et exprimé pour cent unités monétaires.

- EONIA : Euro Overnight Index Average : taux au jour le jour du marché monétaire européen. C'est un taux moyen pondéré par les transactions déclarées par un échantillon de 57 établissements bancaires. de la zone EURO. Il est calculé par la Banque Centrale Européenne et publié par la Fédération Bancaire de l'Union Européenne.

- T4M ou taux moyen mensuel : il était un indice de référence du marché monétaire français. Il est égal à la moyenne arithmétique des taux journaliers EONIA. Il est publié par l'Association Française des Banques.

- Euribor : EuroInterbank Offered rate : taux du marché monétaire européen, il est égal à la moyenne arithmétique des taux offerts sur le marché bancaire européen pour une échéance déterminée. Le fixing de cet index est publié par la Banque Centrale Européenne à partir de cotations fournies quotidiennement par un échantillon représentatif d'établissements bancaires.

- TI3M : = moyenne mensuelle des EURIBOR 3 mois (EuroInterbank Offered Rate – Taux moyen offert dans la zone Euro) du mois en cours.

- Livret A = désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivant du Code monétaire et financier.

ARTICLE 1 : CONTRAT DE PRÊT

La présente offre de prêt accordée par le PRETEUR à l'EMPRUNTEUR est consentie aux conditions prévues aux Conditions Particulières et aux Conditions Générales. Elle deviendra parfaite et constituera le contrat de prêt sous condition que l'EMPRUNTEUR retourne, dans un délai d'un mois à compter de la signature des présentes par le PRETEUR, l'original dûment régularisé et, si nécessaire, accompagné, le cas échéant, de la délibération exécutoire aux termes de laquelle l'EMPRUNTEUR est autorisé à contracter le prêt, objet des présentes. Passé ce délai et sauf délai supplémentaire accordé par le PRETEUR, la présente offre se trouvera résiliée de plein droit et sans mise en demeure préalable du PRETEUR.

ARTICLE 2 : MISE A DISPOSITION DES FONDS / CALCUL DES INTERÊTS

Sauf disposition spéciale prévue aux Conditions Particulières (notamment une phase de mobilisation), l'EMPRUNTEUR aura la faculté de retirer les fonds, en une ou plusieurs fois (minimum : 100.000 euros), dans un délai de deux mois à compter de la date de signature du contrat de prêt par le PRÊTEUR et sous réserve de la levée de toute condition suspensive. Passé ce délai, le PRETEUR pourra réduire le montant du prêt à la somme effectivement utilisée.
Suite au déblocage total des fonds, un tableau d'amortissement sera fourni à l'EMPRUNTEUR.
Les fonds seront versés par virement V.S.O.T (virement parvenant à J sur le « compte destinataire », la demande devant parvenir au PRETEUR pour 10 H 00 au plus tard). Le « compte destinataire » sera le compte ouvert auprès d'ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS ou celui précisé aux Conditions Particulières.

Paraphes : RL AS

DMCIN123333MCIN : Contrat de prêt ARKEA Banque entreprises et institutionnels 3 : TTL

N° Projet : DD13310205 - N° prêt : DD13310217 - Date d'émission : 22/11/2018

Les intérêts commenceront à courir à compter du jour du virement.
Pendant la période de mise à disposition des fonds, les intérêts intercalaires sont calculés, sur la partie réalisée, en fonction du nombre de jours exacts écoulés rapportés à une année de 365 jours.
L'EMPRUNTEUR sera tenu de justifier auprès du PRETEUR, sur demande de celui-ci, de l'utilisation des fonds prêtés. Le PRETEUR ne pourra encourir aucune responsabilité relative à l'emploi des fonds.
Si le taux pris en référence pour l'indexation devient inférieur à zéro, le taux de référence retenu sera réputé être égal à zéro.

ARTICLE 2-A°) Calcul des Intérêts sur taux fixe
La date de départ théorique du prêt s'entend de la date de première échéance moins une période (intervalle séparant deux échéances) :

- Si le jour de déblocage est antérieur ou égal à la date de départ théorique du prêt, des intérêts intercalaires, calculés de la même manière à compter de la date de déblocage des fonds incluse jusqu'à la date de départ théorique du prêt incluse, seront dus et exigibles à la date de première échéance du prêt.
- Si le jour de déblocage est postérieur à la date de départ théorique du prêt, les intérêts de la première échéance seront dus et calculés selon le même mode de calcul que les intérêts intercalaires, c'est-à-dire prorata temporis sur la base du nombre de jours exacts rapportés à une année de 365 jours à compter de la date de déblocage des fonds incluse jusqu'à la date de la première échéance incluse.
- Les intérêts d'une échéance entière seront dus et calculés sur le capital restant dû, en base forfaitaire, c'est-à-dire sur la base d'un nombre de 30 jours rapporté à une année de 360 jours.

ARTICLE 2-B°) Calcul des Intérêts sur index Livret A
La date de départ théorique du prêt s'entend de la date de première échéance moins une période (intervalle séparant deux échéances) :

- Si le jour de déblocage est antérieur ou égal à la date de départ théorique du prêt, des intérêts intercalaires, calculés de la même manière à compter de la date de déblocage des fonds incluse jusqu'à la date de départ théorique du prêt incluse, seront dus et exigibles à la date de première échéance du prêt.
- Si le jour de déblocage est postérieur à la date de départ théorique du prêt, les intérêts de la première échéance seront dus et calculés selon le même mode de calcul que les intérêts intercalaires, c'est-à-dire prorata temporis sur la base du nombre de jours exacts rapportés à une année de 365 jours à compter de la date de déblocage des fonds incluse jusqu'à la date de la première échéance incluse.
- Les intérêts d'une échéance entière seront dus et calculés sur le capital restant dû, en base forfaitaire, c'est-à-dire sur la base d'un nombre de 30 jours rapporté à une année de 360 jours.

Outre la marge indiquée aux Conditions Particulières, le taux d'intérêt applicable à l'échéance tient compte de chaque variation du Livret A au cours de l'échéance, prorata temporis.
Indexation du taux
Le taux d'intérêt indiqué ci-dessus est établi sur la base du taux de rémunération du livret A en vigueur à la date d'émission du contrat. Le calcul des intérêts se fait en méthode équivalente. Ce taux est révisable en fonction de la variation du taux du livret A selon les modalités indiquées ci-dessous :
L'indice I est le taux de l'intérêt servi aux titulaires de comptes sur Livret A
La variation de l'indice I sera appliquée au taux du prêt à chaque variation, suivant la formule mathématique suivante :
$T=To + (I - Io)$ dans laquelle :

- T représente le taux du prêt résultant de l'application de l'indexation,
- To, le taux de base à la date de l'émission du contrat de prêt ou à la date de la dernière variation effective du taux résultant de la variation de l'indice,
- I, la valeur de l'indice en vigueur à la date de la mise en œuvre de l'indexation,
- Io, la valeur de l'indice à la date de l'émission du contrat de prêt ou à la date de la précédente mise en œuvre de l'indexation.

La variation du taux du prêt intervient dès la date de variation de l'indice, selon la formule mathématique ci-dessus.
Toute variation de taux d'intérêt entraîne une modification du montant des échéances.

ARTICLE 2-C°) Calcul des Intérêts sur index Euribor
Les intérêts seront dus et calculés sur le capital restant dû, en fonction du nombre de jours exacts écoulés, de la date d'échéance précédente exclue (ou de la date de mise à disposition des fonds exclue pour la première échéance) à la date d'échéance appelée incluse, rapportés à une année de 360 jours.
Le taux d'intérêt nominal suivra les variations en plus ou en moins de l'EURIBOR indiqué aux Conditions Particulières.
L'EURIBOR retenu sera celui du dernier jour ouvré précédant la date de chaque échéance (ou la date de mise à disposition des fonds pour la première échéance). Il sera donc révisé à l'occasion de chaque échéance. Le taux révisé s'appliquera, sans formalité ni novation, pour la période restant à courir jusqu'à la prochaine échéance; entre deux échéances il ne subira aucune variation. A l'EURIBOR ainsi déterminé s'ajoutera pour le calcul des intérêts la marge bancaire déterminée aux Conditions Particulières. Les intérêts seront perçus à terme échu. En cas d'augmentation ou de diminution du taux d'intérêt résultant de l'indexation sur l'EURIBOR, la modification correspondante (intérêts complémentaires ou réduction d'intérêts) s'appliquera aux seuls intérêts restant à échoir, la quote-part en capital des échéances demeurant sans changement.

DMCIN123353MCIN:Contratdeprêt ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels 3.7TL

Paraphes : RL

AS

Rb

N° Projet : DD13310205 - N° prêt : DD13310217 - Date d'émission : 22/11/2018

ARTICLE 3 : DISPARITION OU MODIFICATION DES INDICES

Si un taux pris en référence pour l'indexation vient pour une raison quelconque à ne plus être calculé ou publié, ou encore si leurs modalités de calcul viennent à être modifiées, le taux qui lui serait substitué s'appliquera et servira de référence pour la variation du taux.
A défaut de taux substitutif, les parties s'engagent à appliquer, parmi les références disponibles, celle qui paraîtra le mieux respecter l'équilibre financier initialement convenu. A défaut d'accord au moins tacite sur ce point, le choix sera confié à un expert désigné soit par les parties soit, si elles ne peuvent s'entendre sur sa désignation, par le Président du Tribunal du siège social du PRÊTEUR statuant en référé. Les frais d'expertise seront dans ce cas partagés par moitié entre le PRÊTEUR et l'EMPRUNTEUR.

ARTICLE 4 : REMBOURSEMENT DES SOMMES DUES

L'EMPRUNTEUR s'oblige à rembourser la totalité du présent prêt aux échéances convenues à compter du jour de la mise à disposition des premiers fonds. L'Echéance se définit comme la somme de la part du capital amorti, des intérêts payés au titre de la périodicité sur le capital restant dû, de tout ou partie des intérêts différés non payés et du coût des éventuelles assurances facultatives souscrites par l'Emprunteur.
Le paiement des échéances du prêt devra être effectué aux dates fixées au tableau d'amortissement qui sera adressé à l'EMPRUNTEUR après la mise à disposition des fonds.
L'EMPRUNTEUR remboursera le prêt aux dates d'échéances prévues, sauf prorogation accordée par le PRETEUR, étant précisé que ces éventuelles prorogations n'entraîneront pas novation.
L'EMPRUNTEUR s'interdit expressément d'opérer compensation entre une somme quelconque due par lui au titre du présent contrat et toute créance qu'il pourrait détenir par ailleurs à l'encontre du PRETEUR (que ce soit à titre principal, à titre d'accessoire ou à titre de dommages intérêts, et que l'origine de cette créance soit contractuelle, extra contractuelle ou judiciaire).
L'EMPRUNTEUR s'interdit également d'effectuer un paiement en le soumettant à une quelconque condition ou réserve ou de faire valoir toute exception ou demande reconventionnelle. Le paiement des sommes dues s'effectuera au plus tard le jour de l'échéance fixé.
L'EMPRUNTEUR autorise le PRETEUR à ce que le règlement des sommes dues s'effectue par prélèvement sur son compte ouvert auprès d'ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS.
L'EMPRUNTEUR autorise le PRÊTEUR à compenser de plein droit, et sans son intervention, toutes sommes qui seront échues en capital, intérêts, éventuelles cotisations d'assurances, commissions, frais et accessoires dues au titre du Prêt avec celles que le PRÊTEUR pourrait éventuellement lui devoir à un titre quelconque.
Les dates d'échéances sont fixées au trentième jour d'un mois (le dernier jour du mois pour le mois de février). La date théorique de première échéance est fixée respectivement le trentième jour du deuxième/cinquième /onzième mois suivant le mois du premier déblocage selon si la périodicité de l'index est trimestrielle/semestrielle/annuelle.

ARTICLE 5 : CLAUSE RELATIVE A LA CAPITALISATION DES INTERÊTS

En cas de remboursement d'une échéance dont le montant serait inférieur au montant des intérêts échus, le montant des intérêts non remboursés sera intégré au capital dans les conditions prévues à l'article 1154 du code civil. Ainsi, toute somme due au titre des intérêts échus des sommes prêtées produira des intérêts au taux ci-avant mentionné aux conditions particulières dès lors qu'il s'agit d'intérêts dus au moins pour une année entière.

ARTICLE 6 : REMBOURSEMENT ANTICIPE

Des remboursements anticipés seront possibles à chaque date d'échéance et sous réserve que le PRÊTEUR en soit avisé au moins un mois à l'avance par lettre recommandée avec avis de réception.
Les remboursements anticipés devront être au moins égaux à dix pour cent (10 %) du montant initial de la tranche.
En cas de remboursement partiel, le PRÊTEUR remettra à l'EMPRUNTEUR un nouveau tableau d'amortissement sans qu'il soit besoin d'établir un avenant au contrat ni que cela entraîne novation.

ARTICLE 6-A°) : Sur index Euribor ou Livret A
Sauf disposition spéciale prévue aux Conditions Particulières, le remboursement anticipé donnera lieu au paiement, au profit du PRÊTEUR, d'une indemnité égale à 3 % des sommes remboursées par anticipation.

ARTICLE 6-B°) : Sur taux fixe
Le remboursement anticipé donnera lieu au paiement, au profit du PRÊTEUR, d'une indemnité actuarielle définie ci-après.
L'indemnité actuarielle dépend de la différence entre le taux du prêt à la mise en place et le taux de marché à la date du remboursement anticipé (appelé taux de réemploi), et de la durée restant à courir. Elle est d'autant plus élevée que la différence de taux et la durée restant à courir sont élevées.

Paraphes :

AS

DMCIN1233533MCIN:Contrat de prêt ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels 3.7TL

N° Projet : DD13310205 - N° prêt : DD13310217 - Date d'émission : 22/11/2018

Si le taux de réemploi est supérieur ou égal au taux fixe de la présente tranche d'amortissement du prêt, aucune indemnité actuarielle n'est due.
L'indemnité actuarielle sera égale à la différence entre la valeur actuelle du prêt définie ci-après et le principal remboursé par anticipation.

Valeur actuelle du prêt
La valeur actuelle du prêt est calculée en actualisant au taux de marché et au jour du remboursement anticipé, chaque flux contractuel futur du prêt (appelés termes).

$$VA(p) = \sum_{f=1}^{n} VA(f)$$

avec :

VA(p)	Valeur actuelle du prêt au jour du remboursement anticipé
VA(f)	Valeur actuelle du terme au jour du remboursement anticipé, définie ci-après
n	Nombre de termes entre la date du remboursement anticipé et l'échéance du terme

La valeur actuelle de chaque terme est déterminée par la formule suivante :

$$VA(f) = \frac{V(f))}{(1+t)^{\frac{d}{365}}}$$

avec :

VA(f)	Valeur actuelle du terme au jour du remboursement anticipé
V(f)	Valeur contractuelle future du terme
t	Taux d'actualisation de chaque terme, exprimé en %, défini ci-après
d	Nombre de jours exacts entre la date du remboursement anticipé et l'échéance du terme

Taux d'actualisation
Pour chaque terme, le taux d'actualisation t de chaque terme sera le taux de swap de marché déterminé par interpolation linéaire entre les deux taux de référence correspondants aux durées les plus proches qui encadrent l'échéance du prêt.
Le calcul se fera sur la base des fixings des swaps de maturité constante (ou Constant Maturity Swap CMS), bas de fourchette, observés 10 jours ouvrés avant la date d'effet du remboursement anticipé, sur la page Reuters EURSFIXA=.
Le taux d'actualisation de chaque terme est déterminé par la formule suivante :

$$t = t_1 + [(t_2 - t_1) \times \frac{d_1}{d_2}]$$

avec :

T	Taux d'actualisation de chaque terme
t1	Taux de swap CMS correspondant à la date la plus proche précédent l'échéance du prêt
t2	Taux de swap CMS correspondant à la date la plus proche suivant l'échéance du prêt
d1	Nombre de jours exacts entre la date la plus proche précédent l'échéance du prêt et celle-ci
d2	Nombre de jours exacts entre la date la plus proche précédent l'échéance du prêt et la date la plus proche suivant l'échéance du prêt

En cas de modification, disparition ou substitution des taux de swap CMS ou de leurs modalités de publication, l'index de cette modification ou substitution s'appliquera de plein droit.
Si une nouvelle disposition législative ou réglementaire s'imposant à l'ensemble des établissements de crédit, ou si, selon l'appréciation du PRÊTEUR le fonctionnement des marchés ou encore un événement quelconque ne permettait pas au PRÊTEUR de disposer du taux d'actualisation, le PRÊTEUR en aviserait l'EMPRUNTEUR. Le PRÊTEUR et l'EMPRUNTEUR négocieraient alors pour convenir d'une méthode différente de fixation de taux appropriés en fonction de la situation nouvelle.

ARTICLE 7 : DEFAILLANCE DE L'EMPRUNTEUR

En cas de défaillance de l'EMPRUNTEUR, pour quelque raison que ce soit, et lorsque le PRÊTEUR n'exige pas le remboursement immédiat du capital restant dû, toute somme en capital, non payée à l'échéance, produit de plein droit sans mise en demeure, des intérêts au taux du PRÊT majoré de trois (3) points à compter de cette échéance.
Si le retard excède une année, les intérêts se capitaliseront dans les formes prévues à l'ARTICLE 1154 du code civil.
Ces dispositions s'appliquent également lorsque le PRÊTEUR est obligé de poursuivre judiciairement le recouvrement de sa créance ou de produire à un ordre de distribution. L'EMPRUNTEUR est tenu de rembourser l'ensemble des frais et des honoraires divers exposés par le PRÊTEUR du fait de la défaillance de l'EMPRUNTEUR.

DMCIN123353MCIN:Contratdeprêt ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels 3.7TL

Paraphes : RL

AS

Rb

N° Projet : DD13310205 - N° prêt : DD13310217 - Date d'émission : 22/11/2018

ARTICLE 8 : EXIGIBILITE ANTICIPEE

Toutes les sommes prêtées deviendront immédiatement exigibles si bon semble au PRÊTEUR, en capital, intérêts, commissions, indemnités, frais et accessoires, sans qu'il soit besoin d'aucune formalité, par la seule survenance de l'un quelconque des événements ci-après :

- déclarations ou pièces émanant de l'EMPRUNTEUR, fausses ou inexactes
- non affectation des fonds prêtés à l'objet convenu
- inexécution de l'une quelconque des clauses prévues aux présentes Conditions Générales, aux Conditions Particulières et/ou aux Conditions Générales des garanties, ainsi qu'aux actes constatant la prise de garanties et, notamment, en cas de non paiement à son échéance de toute somme due au titre du prêt
- diminution ou disparition d'une des garanties prévues, notamment si les biens donnés en garantie ont été aliénés en totalité ou en partie ou ont subi une importante dépréciation. Toutefois, en cas d'aliénation, l'acquéreur pourra être admis, avec l'accord du PRÊTEUR, à continuer le Prêt aux lieu et place de l'EMPRUNTEUR si la nature de la vente n'a pas eu pour effet de purger l'hypothèque ou le nantissement, ni de démembrer ou diviser le droit de propriété afférent au(x) bien(s) donné(s) en garantie.
- toute modification du statut juridique de l'EMPRUNTEUR ou tout retrait d'agrément nécessaire à son activité
- cession totale ou partielle des parts, si l'EMPRUNTEUR est une société de personnes, ou modification dans la répartition majoritaire du capital social de l'EMPRUNTEUR si celui-ci est une Société de capitaux.
- vente de l'immeuble acquis au moyen du prêt
- si les polices d'assurance (contre l'incendie ou autres risques) n'ont pas été maintenues ou renouvelées, si les primes ont cessé d'être régulièrement payées.
- non-respect d'une disposition légale ou réglementaire régissant le Prêt, son objet ou l'activité financée, l'EMPRUNTEUR déclarant être parfaitement informé à ce sujet.
- diminution de la solvabilité de l'EMPRUNTEUR qui serait révélée de quelque manière que ce soit, ou encore en cas de cessation de son activité professionnelle ou de modification de son objet social.
- si l'EMPRUNTEUR venait à faire l'objet d'une procédure de saisie mobilière de nature à compromettre son activité, ou d'une saisie immobilière.
- interdiction bancaire ou judiciaire prononcée contre l'EMPRUNTEUR.
- liquidation amiable ou judiciaire de l'EMPRUNTEUR, ou dissolution, fusion, scission, cession ou apport partiel d'actifs, transmission universelle de patrimoine.

Lors de la survenance de l'un des cas de déchéance du terme ci-dessus prévus, le PRÊTEUR pourra exiger le remboursement total de sa créance par lettre recommandée avec avis de réception adressée à l'EMPRUNTEUR, ou par exploit d'huissier.
Lorsque le PRÊTEUR est amené à se prévaloir de la résolution ou résiliation du contrat et à exiger le remboursement immédiat du capital restant dû ainsi que le paiement des intérêts et accessoires échus, les sommes restant dues produisent des intérêts de retard à un taux égal à celui du prêt majoré de trois (3) points jusqu'à la date du règlement effectif. En outre, l'EMPRUNTEUR paiera au PRÊTEUR une indemnité égale à 7% du capital restant dû. Huit (8) jours après cette mise en demeure, l'indemnité prévue ci-dessus s'appliquera de plein droit à la totalité de la créance.

ARTICLE 9 : GARANTIES

Les garanties demandées par le PRETEUR pour le présent crédit sont mentionnées aux Conditions Particulières. Elles conditionnent l'octroi et le maintien du crédit.

ARTICLE 9-A°) En cas de cautionnement : la (les) caution(s) s'engage(nt), en signant les présentes, à verser les sommes dues par l'EMPRUNTEUR en capital, intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, frais et accessoires, dans le cas où celui-ci ne s'acquitterait pas, quelle qu'en soit la raison, de ses obligations. Ces versements seront effectués sur simple demande du PRETEUR, sans pouvoir lui opposer l'absence de ressources ni exiger que celui-ci ne discute au préalable l'EMPRUNTEUR défaillant. La(les) caution(s) renonce(nt) aussi au bénéfice de division. Les dispositions non contraires du Code Civil s'appliqueront pour le reste au présent cautionnement à titre supplétif.

ARTICLE 9–B°) Assurance des biens : Jusqu'au remboursement intégral du prêt, les biens donnés en garantie devront être assurés contre l'incendie ou tout autre risque selon la nature du (des) bien(s), pour un capital jugé suffisant par le PRÊTEUR et auprès d'une compagnie agréée par lui.
L'EMPRUNTEUR devra remettre au PRÊTEUR un exemplaire de la police en cours et justifier à toute réquisition de cette assurance et du paiement des primes. À défaut, le PRÊTEUR pourra lui-même payer toutes primes et contracter toutes assurances, les sommes avancées par lui à ce titre étant immédiatement exigibles.
En cas de sinistre et malgré toute contestation, l'indemnité due par l'assureur sera versée directement au PRÊTEUR jusqu'à concurrence de la créance résultant des présentes, d'après les comptes présentés par lui et hors la présence de l'EMPRUNTEUR.
Toutes les notifications jugées nécessaires seront faites aux compagnies d'assurances, aux frais de l'EMPRUNTEUR.

Paraphes : AC

AS

RG

DMCIN123353MCIN:Contratdeprêt ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels 3.7TL

N° Projet : DD13310205 - N° prêt : DD13310217 - Date d'émission : 22/11/2018

ARTICLE 10 : FRAIS, IMPÔTS ET TAXES

L'EMPRUNTEUR s'engage à prendre à sa charge tous les émoluments, taxes et impôts présents et futurs ainsi que les droits et frais pouvant résulter du prêt (et notamment les frais de timbre, d'enregistrement, de constitution, de renouvellement ou de mainlevée des garanties), sous quelque forme que ce soit, le PRÊTEUR devant, de convention expresse, recevoir les amortissements du prêt nets de tous impôts, taxes, droits, charges et retenues quelconques présents et futurs.

ARTICLE 11 : REFINANCEMENT, TITRISATION ET CESSION

Le PRÊTEUR se réserve expressément la possibilité de titriser ou céder toute ou partie de ses créances résultant du présent contrat, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 12 : DECLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

L'EMPRUNTEUR déclare que :

- la souscription du prêt est effectuée en conformité avec les décisions d'ordre financier et budgétaire, notamment en matière d'investissement, adoptées par son organe délibérant conformément aux lois et règlements qui lui sont propres,
- la souscription, la signature et l'exécution du prêt ont été dûment autorisées par son organe compétent,
- toutes les autres autorisations nécessaires à la mise en place du financement objet du prêt ont été préalablement obtenues,
- le financement, objet du prêt, et l'opération dans laquelle s'inscrit ledit financement n'ont donné lieu à aucune contestation ou recours quelconque,
- ni la créance du PRÊTEUR ni son paiement ne sont remis en cause par une action judiciaire ou administrative ou par une mesure administrative ou judiciaire prononcée à son encontre par le Préfet ou toute autre autorité supérieure au motif de son insolvabilité réelle ou potentielle, d'un incident de paiement ou de tout autre manquement à une obligation financière.

Jusqu'à complet remboursement de toute somme due au titre du contrat de prêt, l'EMPRUNTEUR s'engage à :

- communiquer chaque année, sur demande du PRÊTEUR, ses différents comptes et budgets certifiés ainsi que tout document utile à l'étude de la situation financière de l'EMPRUNTEUR
- informer le PRÊTEUR, sans délai, en lui fournissant toutes les pièces justificatives nécessaires, de toute modification de ses statuts et des événements susceptibles d'affecter substantiellement son patrimoine, ses engagements ou son activité (par exemple : recours contre le budget ou le contrat même dans le cas où ce recours serait exercé par une autorité autre que de tutelle ou par une tierce personne)
- notifier immédiatement au PRÊTEUR tout événement susceptible d'entraîner l'exigibilité anticipée du prêt
- domicilier chez le PRÊTEUR, son chiffre d'affaires et ses opérations bancaires, au minimum au prorata de la part du financement assuré par le PRÊTEUR dans l'encours global de l'endettement de l'EMPRUNTEUR, sauf dérogation préalable et expresse notifiée par le PRÊTEUR.

ARTICLE 13 : ELECTION DE DOMICILE

Sauf élection de domicile particulière contraire, prévue à l'occasion de prise de garantie(s), et dont l'effet sera limité à chaque garantie, pour l'exécution des présentes et de leurs suites, pour la correspondance et l'envoi des pièces, domicile est élu par les parties en leurs sièges sociaux respectifs.

ARTICLE 14 : ATTRIBUTION DE COMPETENCE, LOI APPPLICABLE

Pour tout litige relatif au présent prêt, les parties déclarent accepter la compétence des tribunaux du siège du PRÊTEUR . Le présent contrat est soumis au droit français.

ARTICLE 15 : INFORMATIQUE ET LIBERTES

ARKEA Banque Entreprises & Institutionnels est responsable du traitement de vos données personnelles. Ces informations recueillies dans le présent document ont un caractère obligatoire dans le cadre de la conclusion du contrat de prêt. A défaut, l'adhésion ne pourra être réalisée. Les informations personnelles collectées seront principalement utilisées par le Prêteur pour des finalités d'octroi de crédit, d'évaluation du risque, de sécurisation, de gestion du crédit, de recouvrement, de prévention de la fraude, de gestion de la relation bancaire, d'animation commerciale et pour satisfaire à ses obligations légales et réglementaires (notamment dans le cadre de la lutte contre le blanchiment d'argent).
Ces informations pourront en outre être utilisées dans certains cas en vue de la souscription de contrats d'assurance accessoires au

Paraphes :

45 RL

RL

DMCIN123535MCIN:Contrat de prêt ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels 3.7TL

N° Projet : DD13310205 - N° prêt : DD13310217 - Date d'émission : 22/11/2018

crédit.

Le Prêteur est tenu au secret professionnel à l'égard des informations personnelles recueillies. Toutefois, le Prêteur est autorisé par les personnes dont les données sont recueillies à partager le secret bancaire en vue des finalités ci-avant indiquées au profit des sociétés de son Groupe, de l'assureur en cas de souscription d'un contrat d'assurance, du partenaire du Prêteur susceptible d'intervenir en qualité de garant du présent prêt ainsi que des autorités judiciaires et administratives habilitées.
Certaines données relatives au présent contrat peuvent être réutilisées dans le cadre de l'instruction de futures demandes de crédit.

Sur ces informations collectées, le Client dispose notamment d'un droit d'accès et de rectification. En outre, ce dernier peut se prévaloir d'un droit d'opposition en particulier pour l'utilisation desdites informations à des fins de prospection commerciale. Pour exercer l'un des droits dont il dispose, le Client peut écrire au service Relations Clientèle - ARKEA Banque Entreprises & Institutionnels, 3 avenue d'Alphasis, CS 96856, 35 760 SAINT GREGOIRE ou lui adresser un e-mail : contactarkeabanqueei@arkea.com.

Si le client souhaite des informations complémentaires sur l'ensemble de ses droits et plus largement sur la gestion de ses informations personnelles, il peut se reporter aux Conditions de fonctionnement de comptes en vigueur disponibles auprès des centres d'affaire et sur le site internet de ARKEA Banque Entreprises & Institutionnels : arkea-banque-ei.com.

DMCIN123535MCIN:Contrat de prêt ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels 3 ; TL

Paraphes :

RL

AS

RL

ARKEA
BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS

47-2018 5AOCT2
Caisse n° 041600
53293770

SIMULATION TABLEAU D'AMORTISSEMENT EN EUROS

EMPRUNTEUR : SEMADS - DOMAINE REINE MARGOT **PROJET N°** : DD13310205
TYPE DE PRÊT : CIGF - CITE GESTION FIXE
MONTANT : 9 000 000,00 €
DURÉE : 300 mois
TOTAL INTERÊTS : 3352199.00
RÉFÉRENCE PRÊT : DD13310217
TAUX DE BASE : 2,6000 % Fixe
TAUX EFFECTIF GLOBAL : 2.6132 % l'an
PÉRIODICITÉ : Annuelle

N° projet : DD13310205			N° prêt : DD13310217			
Rang des échéances	Total à payer	Amortiss. capital	Intérêts Normaux	Intérêts Différés	Assurances	Montant Restant Dû après règlement de l'échéance
1	494 087,96	260 087,96	234 000,00	0,00	0,00	8 739 912,04
2	494 087,96	266 850,25	227 237,71	0,00	0,00	8 473 061,79
3	494 087,96	273 788,35	220 299,61	0,00	0,00	8 199 273,44
4	494 087,96	280 906,85	213 181,11	0,00	0,00	7 918 366,59
5	494 087,96	288 210,43	205 877,53	0,00	0,00	7 630 156,16
6	494 087,96	295 703,90	198 384,06	0,00	0,00	7 334 452,26
7	494 087,96	303 392,20	190 695,76	0,00	0,00	7 031 060,06
8	494 087,96	311 280,40	182 807,56	0,00	0,00	6 719 779,66
9	494 087,96	319 373,69	174 714,27	0,00	0,00	6 400 405,97
10	494 087,96	327 677,40	166 410,56	0,00	0,00	6 072 728,57
11	494 087,96	336 197,02	157 890,94	0,00	0,00	5 736 531,55
12	494 087,96	344 938,14	149 149,82	0,00	0,00	5 391 593,41
13	494 087,96	353 906,53	140 181,43	0,00	0,00	5 037 686,88
14	494 087,96	363 108,10	130 979,86	0,00	0,00	4 674 578,78
15	494 087,96	372 548,91	121 539,05	0,00	0,00	4 302 029,87
16	494 087,96	382 235,18	111 852,78	0,00	0,00	3 919 794,69
17	494 087,96	392 173,30	101 914,66	0,00	0,00	3 527 621,39
18	494 087,96	402 369,80	91 718,16	0,00	0,00	3 125 251,59
19	494 087,96	412 831,42	81 256,54	0,00	0,00	2 712 420,17
20	494 087,96	423 565,04	70 522,92	0,00	0,00	2 288 855,13
21	494 087,96	434 577,73	59 510,23	0,00	0,00	1 854 277,40
22	494 087,96	445 876,75	48 211,21	0,00	0,00	1 408 400,65
23	494 087,96	457 469,54	36 618,42	0,00	0,00	950 931,11
24	494 087,96	469 363,75	24 724,21	0,00	0,00	481 567,36
25	494 087,96	481 567,36	12 520,60	0,00	0,00	0,00

* Intérêts calculés stockés et prélevés ultérieurement

Paraphes : RL

AS

DCRED1130841u112.5

Signature(s) emprunteur(s)
Le : 18/12/2018

Signature(s) cautions(s)
Le :

SEMADS
Société d'Economie Mixte
de l'Arc de Seine
52, Promenade du Verger
92130 ISSY LES MOULINEAUX
Tél. 01 41 90 67 10 / Fax 01 41 90 05 42
RC NANTERRE 80 B 15636
TVA Intra. : FR 70998640304

DCRED113084nu112.5

Paraphes : RL AS

RL

CONDITIONS GENERALES DE GARANTIES

Les présentes conditions générales trouveront à s'appliquer dès lors qu'elles ne sont pas contraires aux Conditions Particulières".

Pour les besoins des présentes :
« **Concours** » désigne le(s) prêt(s) et/ou crédit(s) garanti(s), accordé(s) par ailleurs à l'Emprunteur par le Prêteur, et dont les caractéristiques sont reprises aux Conditions Particulières.
« **Conditions Générales** » désigne les présentes conditions générales de garanties convenues pour chaque garantie, et tous ses actes subséquents.
« **Conditions Particulières** » désigne les conditions particulières convenues pour chaque garantie, et tous ses actes subséquents.
« **Caution** » désigne toute personne physique ou morale se portant caution des Obligations Garanties au sens des articles 2288 et suivants du Code civil et « **Cautionnement** » désigne l'acte formalisant l'engagement de la Caution.
« **Constituant** » désigne la personne physique ou morale ayant consenti et constitué chaque garantie, tel que désignée aux Conditions Particulières, en ce compris toute Caution et Tiers Garant.
« **Emprunteur** » désigne l'emprunteur, tel que défini aux Conditions Particulières.
« **Garantie** » désigne la sureté ou garantie constituée au profit du Prêteur, en vertu des Conditions Particulières.
"**Obligations Garanties**" désigne l'ensemble des obligations de paiement et de remboursement dues à tout moment par l'Emprunteur au Prêteur résultant du Concours, tant en principal, qu'en intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, frais, charges, taxes, dommages et intérêts, accessoires, éventuelles primes d'assurances, et toutes autres sommes de quelque nature que ce soit, que ces sommes soient exigibles ou à terme, certaines ou éventuelles et telles qu'éventuellement modifiées, augmentées ou prorogées.
« **Parties** » désigne ensemble le Prêteur et le Constituant (et « **Partie** » désigne l'un d'entre eux).
« **Prêteur** » désigne le prêteur bénéficiaire de la Garantie tel qu'il est désigné aux Conditions Particulières, ainsi que tout établissement de crédit venant aux droits et actions du Prêteur.
« **Tiers Garant** » désigne la personne physique ou morale, autre que l'Emprunteur, ayant consenti et constitué une sureté réelle et/ou un droit exclusif sur un actif lui appartenant, tel que désignée aux Conditions Particulières.

ARTICLE 1. DISPOSITIONS COMMUNES A TOUTES LES GARANTIES

1.1 Sommes garanties : toute Garantie, que son montant soit plafonné ou non, est consentie pour sûreté du complet paiement et remboursement des Obligations Garanties.

1.2 Solidarité : toute Garantie, réelle ou personnelle, à l'exclusion du cautionnement simple, est donnée conjointement et solidairement, sans bénéfice de discussion ni de division, au profit du Prêteur.

1.3 Indivisibilité : la créance du Prêteur est indivisible. Notamment, en cas de décès du Constituant, il y aura solidarité et indivisibilité entre ses héritiers qui seront tenus de se faire représenter par un mandataire unique.

1.4 Cumul des garanties : si plusieurs garanties sont consenties au Prêteur, celles-ci se cumulent, qu'elles soient données par une même personne ou non et qu'elles couvrent ou non un même Concours.

1.5 Frais-Impôts : les frais et impôts quelconques auxquels donneront lieu les garanties ou leurs suites, seront à la charge de l'Emprunteur.

1.6 Déclarations : le Constituant déclare et reconnaît :

1.6.1 Qu'il n'existe de son chef aucun obstacle d'ordre légal ou contractuel à la conclusion des actes de garantie par suite de sauvegarde, sauvegarde financière accélérée, sauvegarde accélérée, redressement ou liquidation judiciaire, confiscation, mise sous séquestre totale ou partielle de ses biens, placement sous sauvegarde, tutelle ou curatelle ou tout autre motif similaire ;

1.6.2 Que les informations fournies au Prêteur sur sa situation patrimoniale, son état-civil, domicile et régime matrimonial sont sincères et exactes et pouvoir en justifier à première demande du Prêteur ;

1.6.3 Qu'aucun obstacle ne s'oppose à la prise des garanties de sorte que ces garanties viennent bien au rang exigé pour l'octroi du(des) Concours ;

1.6.4 Etre pleinement et suffisamment informé(e) sur la situation financière exacte de l'Emprunteur et se maintenir informé(e) par ses propres moyens;

1.6.5 Avoir entière connaissance des caractéristiques du(des) Concours qu'il (elle) garantit et avoir reçu un exemplaire du (des) contrat(s) y afférent. Si il (elle) est assuré(e) sur sa personne, accepter les conditions de cette (ces) assurance(s) prévue(s) au(x) contrat(s) (ou sur le(s) certificat(s) d'assurance) ;

1.6.6 Lorsque le Concours stipule l'intervention d'un organisme de Caution mutuelle ou d'un autre organisme financier :

. Renoncer à l'égard de ce dernier au bénéfice de l'article 2310 du Code Civil et à tout recours contre lui après paiement.

. Etre informé et accepter que les sommes avancées par cet organisme ne puissent jamais venir en diminution du montant des Obligations Garanties;

1.6.7 Etre informé, dans le cas où le Constituant garantit un Concours stipulé modulable, que la durée et le montant des échéances de ce(s) Concours peuvent varier conformément aux stipulations du Concours ;

1.6.8 **Accepter expressément, en cas de prorogation, renouvellement ou reconduction tacite ou expresse du Concours, y compris en cas d'escompte de billets financiers, de rester tenu par ses engagements résultant de la Garantie dont le Prêteur continuera à bénéficier, dans les termes et conditions prévus à l'(aux) acte(s) de garantie(s) qui continueront à s'appliquer (sauf indication contraire),** sans qu'il soit besoin pour le Prêteur d'accomplir la moindre formalité ou de solliciter de nouveau son consentement. Le Constituant s'engage, en tant que de besoin, à réitérer sa Garantie ou régulariser tout acte et/ou document qui serait éventuellement requis par le Prêteur à sa première demande.

1.6.9 S'engager à ne rien faire qui puisse remettre en cause ou affecter l'étendue et/ou le rang de la Garantie jusqu'au complet remboursement du(des) Concours, en ce compris les Concours de trésorerie, de stockage ou de campagne matérialisés par billets financiers escomptés parle Prêteur.

1.7 Durée : sauf convention expresse contraire, toute Garantie est donnée jusqu'au complet paiement et remboursement des Obligations Garanties, le Prêteur pouvant procéder à tous renouvellements d'inscriptions tant que le(s) Concours n'aura(ont) pas été intégralement remboursés. Pour les Cautionnements souscrits par des personnes physiques, leur durée est rappelée dans la mention manuscrite des Conditions Particulières, prévue à l'article L.331-2 du Code de la consommation.

1.8 Respect des clauses de garanties : faute pour le Constituant de respecter les engagements prévus aux Conditions Générales et aux Conditions Particulières, le Prêteur pourra si bon lui semble, exiger le remboursement intégral et immédiat du Concours et mettre en jeu ses garanties.

1.9 Election de domicile : sauf élection(s) de domicile(s) particulière(s) contraire(s) dont l'effet sera limité à chaque garantie concernée, les Parties font pour l'exécution des garanties ou de leurs suites, élection de domicile en leur siège social (ou à leur adresse principale d'exploitation) respectifs.

1.10 Attribution de compétence : sous réserve des articles 44 et 48 du Code de Procédure Civile, le Tribunal du Siège Social du Prêteur est seul compétent en cas de litiges résultant de l'interprétation ou de l'exécution des Garanties.

1.11 Pouvoirs : tous pouvoirs sont donnés au Prêteur, avec faculté de substituer, pour l'accomplissement de toutes formalités nécessaires (significations, publicités, prorogations, mainlevées,...).

1.12 Dispositions applicables : outre les dispositions des présents articles 1.1 à 1.12, toute Garantie est consentie conformément aux clauses et articles ci-après ainsi qu'aux dispositions légales ou réglementaires non contraires qui trouveront à s'appliquer à titre supplétif.

1.13 Durant toute la durée du(des) Concours, le Prêteur est autorisé à vérifier lui-même ou à faire vérifier par tout mandataire de son choix et ce, à tout moment, l'existence et l'état du ou des bien(s) donné(s) en garantie. De même, il peut faire procéder à toute expertise de la valeur de ce(s) bien(s) par tout expert de son choix, aux frais de l'Emprunteur. Pour ce faire, le Constituant s'oblige à présenter le(s) bien(s) donné(s) en garantie au Prêteur ou à ses mandataires ou experts, à première demande de sa part. Le refus opposé par le Constituant de se soumettre à toute demande en ce sens qui serait présentée par le Prêteur, de même que toute absence de réponse durant quinze (15) jours, pourra constituer, si le Prêteur le décide, un cas d'exigibilité anticipée du(des) Concours s'ajoutant aux autres cas d'exigibilité anticipée du Concours.

ARTICLE 2. GARANTIES SUR PRODUITS BANCAIRES, COMPTE-TITRES FINANCIERS, PARTS SOCIALES, CONTRAT D'ASSURANCE OU DE CAPITALISATION

2.1 Garanties sur compte de titres financiers : les garanties sur compte de titres financiers sont régies par l'article L.211-20 du Code Monétaire et Financier.

2.2 Garanties sur parts sociales : les parts sociales sont affectées en nantissement pour leur entière valeur actuelle et future. Tous titres ou sommes venant en leur substitution ou complément, par suite d'échange, regroupement, division, attribution gratuite, conversion, souscription en numéraire, ou autrement, sont

RL 75 RL

compris dans l'assiette du nantissement. Le nantissement s'étend aux revenus et aux produits de la vente, du rachat ou du remboursement des titres nantis, ainsi qu'à tous titres acquis en remploi de ces produits ou revenus (de plein droit et sans qu'il soit besoin de mentionner expressément ce remploi, ni novation). A cet effet, les produits et revenus seront portés sur un compte spécifique ouvert au nom du Constituant, et spécialement affectés à la garantie du parfait paiement et remboursement des Obligations Garanties au titre du(des) Concours. Le Constituant autorise, dès à présent, le Prêteur à compenser les sommes qui figureront au crédit de ce compte spécifique avec toutes sommes exigibles et non réglées.

2.3 Nantissement de bons au porteur : le nantissement porte sur la valeur nominale des bons nantis et s'étend aux intérêts échus et à échoir.

2.4 Nantissement de dépôts à terme : le nantissement porte sur toutes sommes en capital et intérêts inscrites ou à inscrire au crédit du compte de dépôt ouvert au nom du Constituant.

2.5 Nantissement de contrat d'assurance-vie, de capitalisation : le nantissement porte sur la valeur capitalisée du contrat nanti augmentée de tous versements ultérieurs (si le contrat prévoit la possibilité d'effectuer de tels versements) ainsi que sur la revalorisation (intérêt minimum garanti, participation aux bénéfices financiers). Les supports financiers figurant au contrat nanti, ceux qui leurs sont substitués ou les complètent, de quelque manière que ce soit, ainsi que leurs fruits, revenus et produits en toute monnaie, sont compris dans l'assiette du nantissement.

Le Constituant déclare toute désignation de bénéficiaire(s), en cas de décès, qu'elle résulte du contrat d'origine ou d'avenants, irrévocablement suspendue jusqu'au complet remboursement des Obligations Garanties. Il déclare en outre que le contrat nanti n'a pas été accepté tacitement ou expressément par le(s) bénéficiaire(s). Le Constituant renonce, sauf désintéressement ou accord préalable du Prêteur, à la conversion en rente du capital acquis au terme du contrat nanti. Le Prêteur bénéficiera d'un gage-espèces sur toutes sommes qui seraient restituées au Constituant si ce dernier exerçait sa faculté de renonciation prévue à l'article L. 132-5-1 du Code des assurances. Le Prêteur pourra, en conséquence, retenir ces sommes et les compenser avec toute somme exigible au titre du(des) Concours.

2.6 Dispositions communes à toutes les garanties visées aux Articles 2.1 à 2.5 : le Constituant s'engage (ou accepte que) :

2.6.1 Lorsque le montant de la Garantie est plafonné, à ce que la valeur vénale des biens ou droits gagés ou nantis atteigne le montant de la Garantie indiqué aux Conditions Particulières de l'acte de gage ou de nantissement. A défaut, le Prêteur pourra demander un complément de gage ou de nantissement selon le cas, pour que ce montant soit atteint.

2.6.2 Lorsque le montant de la Garantie n'est pas plafonné, si pour quelque motif que ce soit la valeur vénale des biens ou droits gagés ou nantis venait à diminuer, à fournir au Prêteur un complément de gage ou de nantissement pour porter cette valeur vénale à un montant au moins équivalent à celui existant au jour de la signature de(s) l'acte(s) de Garantie.

2.6.3 A renouveler les placements (ou contrats) nantis à leurs échéances, aux conditions alors en vigueur. Ces placements (ou contrats) renouvelés seront, de plein droit et par subrogation réelle, grevés par la Garantie, ou à fournir au Prêteur tout autre gage, nantissement, privilège (ou droits similaires) dans des conditions jugées suffisantes par le Prêteur. Les substitutions ou renouvellements ici prévus s'effectueront sans novation.

2.6.4 Le Prêteur pourra, à titre de gage-espèces, retenir toutes sommes perçues aux échéances des placements (ou contrats) et ce tant que les Obligations Garanties n'auront pas été intégralement payées et remboursées. Il en sera de même en cas de rachat (ou remboursement anticipé) y compris s'il intervient à l'initiative du Prêteur et en cas de dénouement du contrat, et ce qu'elle qu'en soit l'origine.

Le Prêteur aura la faculté de compenser et de prélever sur toutes sommes dues au titre des placements (ou contrats) nantis, soit à leur échéance, soit antérieurement en cas d'exigibilité du(des) Concours, les sommes exigibles en vertu du(des) Concours et non réglées. A cet effet, le Constituant donne irrévocablement mandat au Prêteur de demander le remboursement ou rachat anticipé des placements (ou contrats) nantis, qui devra être réalisé à première demande du Prêteur ainsi que le mandat de percevoir toutes sommes dues au titre de ces placements (ou contrats) à leur échéance ou lors du rachat (ou remboursement) anticipé. Le Constituant supportera seul les conséquences fiscales du remboursement ou rachat anticipé des placements (ou contrats) dont il reconnaît avoir entière connaissance.

2.6.5 A remettre au Prêteur, sur simple demande et sans délai, un exemplaire des actes, documents ou bons, matérialisant ses droits de propriété sur les biens remis en garantie, et dont le Constituant se dessaisit (ou dessaisira) au profit du Prêteur. Le Prêteur remettra ces pièces en dépôt auprès de la Société identifiée aux Conditions Particulières, aux clauses et conditions ordinaires de dépôt de titres de celle-ci.

ARTICLE 3. NANTISSEMENT SUR FONDS DE COMMERCE

Le nantissement porte sur la clientèle et l'achalandage, l'enseigne et le nom commercial ou professionnel, le droit au bail des lieux où l'activité commerciale ou artisanale est exercée, le matériel et l'outillage, les véhicules automobiles, le mobilier commercial, industriel ou professionnel garnissant et servant à l'exploitation du fonds, la licence de débit de boissons, les brevets d'invention et licences d'exploitation, les marques de fabrique et de commerce, les dessins et modèles et généralement tous les droits de propriété, commerciale, industrielle, littéraire ou artistique qui sont attachés au fonds. Le nantissement portera aussi bien sur le bail que sur tous les renouvellements et prorogations dudit bail, comme aussi en cas de déplacement du fonds sur tous baux (ou locations verbales) afférents aux locaux où le fonds serait transporté. Il s'étend à toutes additions, augmentations, améliorations qui pourront être faites par la suite sur les éléments du fonds. Le nantissement porte également sur toutes les indemnités d'assurances, d'expropriation, d'éviction ou toutes autres indemnités représentatives de tout ou partie des éléments du fonds, ainsi que sur toutes indemnités représentatives des embellissements, améliorations et installations faits par le Constituant à ses frais ou par tout occupant des locaux loués à bail par le Constituant. A défaut par le propriétaire de l'immeuble, de renouveler le bail des lieux où s'exerce l'activité commerciale, le Prêteur exercera son privilège sur l'indemnité d'éviction et toutes les autres indemnités qui seraient mises à la charge dudit propriétaire en vertu de la législation sur les baux. Dans le cas où le Constituant est propriétaire des locaux où est exercée l'activité, il s'engage, dès à présent, en cas de défaillance de l'Emprunteur à consentir un bail à l'acquéreur du fonds.

ARTICLE 4. WARRANT AGRICOLE

Le Constituant conservera, dans les bâtiments et sur les terres de la ferme exploitée par lui, la garde des produits et objets warrantés. Le porteur du warrant pourra, chaque fois que bon lui semblera, constater l'état et l'existence des produits warrantés et, en cas de besoin, il fera nommer un séquestre par le Juge d'Instance, les frais du séquestre devant être payés par privilège sur le prix de la vente. Le warrant, constitué uniquement à titre de garantie réelle, ne sera pas susceptible d'être endossé mais seulement transmis selon les formes du droit civil. Le Constituant aura le droit de vendre à l'amiable les animaux et les objets warrantés, avant le paiement de la créance, même sans le concours du Prêteur, mais il s'engage à ne les remettre à l'acquéreur que lorsque le Prêteur aura été désintéressé, à moins de remplacer l'objet vendu par un autre de même valeur, étant entendu que le Prêteur devra être avisé, au préalable, de toutes les substitutions faites. Le gage s'étendra aux animaux ou biens venant en remplacement de ceux warrantés, même au cas où ce remplacement se serait opéré à l'insu et au mépris des droits du Prêteur.

Le Constituant déclare qu'il n'existe sur les immeubles par nature ou par destination aucune action révocatoire, résolutoire ou rescisoire, aucune hypothèque conventionnelle, légale ou judiciaire, ni aucun droit de nature à porter atteinte au warrant agricole.

ARTICLE 5. HYPOTHEQUES

Les hypothèques immobilières, fluviales, maritimes ou sur aéronefs portent sur l'intégralité des biens décrits aux Conditions Particulières des actes de Garanties correspondant ainsi que sur tous accessoires, agrandissements, constructions, immeubles par destination, améliorations, indemnités d'assurances, machines, agrès, apparaux, pièces de rechange, ou encore toutes pièces et tous équipements destinés de façon continue au service du bien hypothéqué (qu'elles fassent corps avec lui ou non).

ARTICLE 6. ASSURANCE DES BIENS REMIS EN GARANTIE

Le Constituant accepte sans réserve que les dispositions opposables à l'Emprunteur relatives à ces assurances et prévues aux conditions générales du Concours lui soient applicables de plein droit.

ARTICLE 7. DISPOSITIONS APPLICABLES A TOUTES LES GARANTIES

7.1 Outre les dispositions prévues aux articles ci-avant, les clauses suivantes trouveront à s'appliquer à toutes les Garanties, solidaires ou simples, personnelles ou réelles. Elles s'appliqueront aux Cautionnements accordés par des personnes physiques en faveur du Prêteur, sous réserve de ne pas contrevenir aux dispositions des articles L. 331-1 et suivants du Code de la consommation lorsque ces dernières seront applicables.

7.2 De convention expresse, à défaut de règlement à bonne date par l'Emprunteur de tout ou partie des Obligations Garanties, l'ensemble des conditions qui lui sont applicables au titre des intérêts, intérêts de retard, commissions, frais et accessoires resteront en vigueur jusqu'à parfait paiement et seront applicables de plein droit au Constituant.

7.3 La déchéance du terme qui entraîne l'exigibilité anticipée des Obligations Garanties à l'égard de l'Emprunteur sera opposable de plein droit au Constituant, sans qu'il soit besoin d'un quelconque avis ou formalité. En particulier, les

RL AS RL

sommes dues en vertu du Cautionnement seront immédiatement exigibles en cas de déchéance du terme des Obligations Garanties.

7.4 Le Prêteur pourra, de son propre chef, sans en référer au Constituant, accorder toute prorogation d'échéances, sans perdre pour autant le bénéfice des Garanties, la prorogation n'entraînant pas novation.

7.5 De convention expresse, le Constituant s'interdît de se prévaloir de toutes subrogations, d'exercer toutes actions personnelles et de façon générale, d'élever toutes prétentions ou réclamations qui auraient pour résultat de le faire venir en concurrence avec le Prêteur, tant que ce dernier n'aura pas été désintéressé de la totalité des Obligations Garanties.

7.6 Lorsque les Obligations Garanties résultent de mises à dispositions en compte courant (découvert en compte, ouverture de crédit, escompte de billets, etc.), le Constituant consent à ce que la Garantie soit expressément maintenue et réservée en se reportant de plein droit sans faire novation, sur le solde débiteur du compte-courant existant à la date de la clôture du compte ou sur le solde provisoire du compte-courant existant à la date d'exigibilité, normale ou anticipée, des Obligations Garanties.

Il est expressément convenu que le Constituant restera tenu de garantir le parfait paiement et remboursement des Obligations Garanties (exigibles ou non) dont l'origine sera antérieure à la clôture du compte ou à la date d'exigibilité susvisés. En ces cas, le solde débiteur existant au jour de la clôture du compte ou de l'exigibilité des Obligations Garanties sera alors établi en fonction des opérations en cours à cette date, et le Constituant sera tenu de régler au Prêteur le solde débiteur en résultant dans la double limite des Obligations Garanties et du montant de sa Garantie, sans que les remises postérieures ne puissent venir en diminuer le montant, ni que les avances postérieures ne puissent venir l'augmenter.

7.7 Dans toute la mesure permise par la loi, outre les effets habituels du cautionnement ou du gage (ou nantissement) consenti par un Constituant, en cas de sauvegarde, sauvegarde accélérée, sauvegarde financière accélérée, redressement ou liquidation judiciaire de l'Emprunteur, le Constituant reconnaît que :

- le non-paiement d'une échéance par l'Emprunteur quel qu'en soit le motif entraînera automatiquement et sans formalités, déchéance du terme et exigibilité totale de la créance à l'égard de l'Emprunteur et du Constituant. Il en sera de même en cas de non continuation du(des) Concours dans le cadre de l'article L 622-13 du Code du Commerce.

7.8 En cas de pluralité de Garantie (y compris Cautionnements) garantissant les mêmes Obligations Garanties, ces garanties s'additionneront et se cumuleront sans pouvoir affecter la nature ou l'étendue de tout engagement ou Garantie réel(le) ou personnel(le) qui ont pu ou pourront être contractés ou fournis par toute personne en garantie du Concours.

7.9. Réserve des Garanties

En tant que de besoin, en application de l'article 1334 du Code civil, le Prêteur déclare réserver, ce que le Constituant accepte expressément, l'ensemble des Garanties conférées en garantie du(des) Concours, dans les mêmes termes et conditions que la Garantie, dont le Prêteur continuera en conséquence à bénéficier en garantie de toutes sommes dues en cas de renouvellement ou reconduction tacite du(des) Concours et plus généralement en cas de novation de tout ou partie du(des) Concours pour quelque motif que ce soit.

ARTICLE 8. DISPOSITIONS APPLICABLES A TOUS LES CAUTIONNEMENTS

Sous réserve de stipulations contraires dans les Conditions Particulières :

9.1 Tout Cautionnement à durée indéterminée pourra être dénoncé par la Caution sous réserve de respecter un préavis de trois (3) mois.

Il est expressément convenu que la Caution restera tenue de garantir le parfait paiement et remboursement des Obligations Garantie (exigibles ou non) dont l'origine sera antérieure à l'expiration du délai de préavis qui lui est applicable. Pour être recevable, la dénonciation par la Caution devra être notifiée au Prêteur par lettre recommandée avec accusé de réception et il est expressément convenu que cette dénonciation entraînera de plein droit et sans formalités, si bon semble au Prêteur, l'exigibilité de toutes sommes pouvant être dues au titre du(des) Concours.

9.2 Pour les Concours inscrits en compte courant, si le Prêteur ne prononce pas leur exigibilité anticipée ou la clôture des comptes du fait de la dénonciation de son Cautionnement, la Caution restera tenue de garantir au titre de l'obligation de couverture, le(s) Concours lorsqu'il deviendra exigible, dans la limite d'un montant équivalent au montant du(des) solde(s) débiteur(s) existant(s) à l'expiration du délai de préavis de dénonciation applicable à la Caution et sans déduction des sommes créditrices postérieures.

9.3 En complément et sans préjudice des stipulations de l'article 7.8, en cas de pluralité de Cautions garantissant les mêmes Obligations Garanties, ces Cautions s'additionneront et se cumuleront. En conséquence un paiement partiel fait par l'une des Cautions ne libérera pas les autres, tant que le Prêteur n'aura pas été intégralement désintéressé de toutes sommes dues au titre desdites Obligations Garanties. Il est expressément convenu que l'existence de plusieurs éventuelles autres Cautions ne constitue pas un élément déterminant de l'engagement de chaque Caution, le Prêteur pouvant valablement décharger de ses obligations l'une ou l'autre des Cautions, en tout ou en partie, sans avoir à en référer au préalable aux autres Cautions et sans perdre le cas échéant, le bénéfice du(des) autres Cautionnement(s) qu'il n'a point entendu décharger et qui demeureront en vigueur. La Caution restera également tenue si, qu'elle qu'en soit la raison, le Prêteur ne pouvait obtenir la régularisation de toutes les autres Cautions prévues lors de l'octroi du(des) Concours concerné(s).

ARTICLE 9. AUTRES DISPOSITIONS COMMUNES

9.1 Caducité – Imprévision

Si, à tout moment, les Conditions Générales et/ou Conditions Particulières deviennent caduques en application notamment de l'article 1186 du Code civil, cette caducité ne vaudra que pour l'avenir et ne produira aucun effet rétroactif.

Le Prêteur conservera l'intégralité des sommes perçues au titre de la (des) Garantie(s) et de tout document y relatif (en principal, intérêts, intérêts de retard, commissions, pénalités, indemnités, frais, coûts et tous autres accessoires) et ne sera en conséquence tenue d'aucune obligation de restitution envers le Constituant. Le Constituant reconnaît et accepte expressément que dans une telle hypothèse de caducité, toutes les clauses qui par nature sont destinées à survivre à la fin de la (des) Garantie(s), pour quelque cause que ce soit, continueront à produire leurs effets.

Sans préjudice des autres stipulations des présentes, le Constituant convient expressément par les présentes d'exclure l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre de la (des) Garantie(s) et reconnaît qu'il n'entend pas se prévaloir desdites dispositions dont il déclare avoir parfaitement connaissance.

Par conséquent, le Constituant accepte expressément d'assumer le risque de tout changement de circonstances imprévisible à la date de signature des présentes et de l'ensemble de ses actes ultérieurs subséquents, qui serait de nature à rendre l'exécution de ses obligations excessivement onéreuse pour elle.

9.2 Représentation – Agent des Sûretés

Dans l'hypothèse où le Constituant et/ou le Prêteur représenterait plusieurs parties dans le cadre de la régularisation de la (des) Garanties, chacune des parties représentée a autorisé en tant que de besoin le représentant commun à agir en son nom et pour son compte et à intervenir pour le compte d'une ou des autres parties à ladite (auxdites) Garantie(s), dans les limites des pouvoirs qui lui ont été conférés par la ou les autres parties concernées, conformément aux dispositions de l'article 1161 alinéa 2 du Code civil.

9.3 Cession

Le Constituant ne pourra en aucun céder tout ou partie de ses droits et/ou obligations au titre de sa Garantie, sauf accord préalable écrit du Prêteur. Par ailleurs, le Prêteur pourra librement céder tout ou partie de ses droits ou droits et obligations résultant du Concours, ce dont le Constituant prend acte d'ores et déjà par la signature des Conditions Particulières, étant précisé que toute cession s'étend de plein droit aux accessoires de la créance cédée et aux accessoires des droits et obligations cédés par le Prêteur, dont notamment les Garanties.

Pour le cas où le Prêteur serait libéré pour l'avenir de ses droits ou de ses droits et obligations envers l'Emprunteur, au titre du(des) Concours, le Constituant consent expressément à maintenir sa(ses) Garantie(s) à la sureté des Obligations Garanties. Ainsi, en cas de cession de tout ou partie de la créance ou des droits et obligations du Prêteur au titre des Obligations Garanties, ou en cas de subrogation de toute personne dans lesdits droits, le bénéficiaire de la cession ou de la subrogation bénéficiera des droits découlant de toute Garantie consentie par tout Constituant à la sureté du(des) Concours, qui demeurent attachés par accessoire aux droits transférés. En tant que de besoin, le Constituant reconnaît et accepte que toute référence au bénéficiaire et/ou au Prêteur inclut tout bénéficiaire d'une cession ou subrogation, et que la (les) Garantie(s) qu'il a consenti au profit du Prêteur en garantie des Obligations Garanties seront maintenues et bénéficierons de plein droit à tout bénéficiaire d'une telle cession ou subrogation, dans la mesure des droits transférés.

En cas de cession de droits ou de droits et d'obligations, le Constituant reconnait et accepte que la cession produise effet à son égard, en vertu de la règle de l'accessoire, au jour où la cession sera notifiée à l'Emprunteur à la diligence et aux frais du cessionnaire ou lorsque l'Emprunteur en prendra acte par tout moyen,

RL 45 RL

conformément aux dispositions légales. A défaut de notification ou de prise d'acte exprès par l'Emprunteur, le Constituant accepte et reconnait que tout paiement qui serait effectué par l'Emprunteur directement entre les mains du bénéficiaire au titre du(des) Concours garantis emporte prise d'acte par l'Emprunteur de la cession, au plus tard à la date du premier paiement correspondant.
Aux effets ci-dessus, le Constituant s'engage expressément à signer tous actes, et accomplir toutes formalités qui seraient le cas échéant requis par le Prêteur ou le bénéficiaire, aux fins de parfaire la cession par le Prêteur de ses droits et obligations au titre du Contrat et des Garanties y afférentes, les frais d'actes et formalités étant alors supportés par le bénéficiaire.

9.4. Maintien du bénéfice des Garanties en cas de fusion, scission et opérations assimilées

9.4.1. Fusion du Prêteur :

Dans l'hypothèse où le Prêteur ferait l'objet d'une fusion, scission, apports partiels d'actifs, dissolution-confusion et toute opération similaire emportant transmission universelle de patrimoine en faveur d'un tiers (un « Nouveau Prêteur »), **le Constituant accepte expressément que sa Garantie (en ce compris tout Cautionnement) soit de plein droit maintenue et transmise au profit du Nouveau Prêteur et s'engage expressément à garantir le remboursement de toutes sommes dues par l'Emprunteur qui seraient nées postérieurement à l'opération de fusion (et assimilées).**

9.4.2. Fusion de l'Emprunteur :

Dans l'hypothèse où l'Emprunteur ferait l'objet d'une fusion, scission, apports partiels d'actifs, dissolution-confusion et toute opération similaire emportant transmission universelle de patrimoine en faveur d'un tiers (un « Nouvel Emprunteur »), **le Constituant accepte expressément que sa Garantie (en ce compris tout Cautionnement) soit de plein droit maintenue au profit du Prêteur et s'engage expressément à garantir le remboursement de toutes sommes dues par le Nouvel Emprunteur qui seraient nées postérieurement à l'opération de fusion (et assimilées).**

9.4.2. Fusion du Constituant :

Dans l'hypothèse où le Constituant ferait l'objet d'une fusion, scission, apports partiels d'actifs, dissolution-confusion et toute opération similaire emportant transmission universelle de patrimoine en faveur d'un tiers (un « Nouveau Constituant »), **les droits et obligations du Constituant résultant de toute Garantie délivrée par celui-ci (en ce compris tout Cautionnement) seront de plein droit transmis au Nouveau Constituant. De convention expresse, lesdites Garanties sont maintenues au profit du Prêteur, le Nouveau Constituant garantissant ainsi expressément le remboursement de toutes sommes dues par l'Emprunteur qui seraient nées postérieurement à l'opération de fusion (et assimilées).**

9.4.3. Stipulations communes

Dans chacun des cas visés aux articles ci-avant, le (Nouveau) Constituant restera tenu dans les termes et conditions de chaque acte de garantie y afférent :

(i) de l'ensemble des créances nées antérieurement à l'opération de fusion (ou assimilées) et

(ii) ce nonobstant toute modification de la forme juridique du Prêteur, de l'Emprunteur ou du Constituant, quand bien même cette fusion (ou assimilées) entraînerait la création d'une personne morale nouvelle.

Sans préjudice de ce qui précède, si le Prêteur décide d'accomplir quelque diligence que ce soit en vue de confirmer le plein effet de la Garantie, le (Nouveau) Constituant s'engage à accomplir toutes diligences à cet effet, çà première demande du Prêteur.

ARTICLE 10. DONNEES PERSONNELLES - INFORMATIQUE ET LIBERTES

ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels est responsable du traitement de vos données personnelles. Ces informations recueillies dans le présent document ont un caractère obligatoire dans le cadre de la conclusion du contrat. A défaut, l'adhésion ne pourra être réalisée.

Les informations personnelles collectées seront principalement utilisées par la Banque pour, s'il y a lieu, des finalités d'octroi de crédit, d'évaluation du risque, de sécurisation, de gestion du crédit, de recouvrement, de prévention de la fraude, de gestion de la relation bancaire, d'animation commerciale et pour satisfaire à ses obligations légales et réglementaires (notamment dans le cadre de la lutte contre le blanchiment d'argent). Ces informations pourront en outre être utilisées dans certains cas en vue de la souscription de contrats d'assurance.

La Banque est tenue au secret professionnel à l'égard des informations personnelles recueillies. Toutefois, la Banque est autorisée par les personnes dont les données sont recueillies à partager le secret bancaire en vue des finalités ci-avant indiquées au profit des sociétés de son Groupe, de l'assureur en cas de souscription d'un contrat d'assurance, des partenaires de la Banque susceptibles d'intervenir dans le cadre de leurs relations ainsi que des autorités judiciaires et administratives habilitées. Certaines données relatives au présent contrat peuvent être réutilisées dans le cadre de l'instruction de futurs contrats.

Sur ces informations collectées, le Constituant dispose notamment d'un droit d'accès et de rectification. En outre, ce dernier peut se prévaloir d'un droit d'opposition en particulier pour l'utilisation desdites informations à des fins de prospection commerciale.

Pour exercer l'un des droits dont il dispose, le Constituant peut écrire au service Relations Clientèle- ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels, Immeuble Altaïr, 3 avenue d'Alphasis CS 96856 - 35760 Saint-Grégoire cedex ou lui adresser un e-mail: contactarkeabanqueei@arkea.com.

Si le Constituant souhaite des informations complémentaires sur l'ensemble de ses droits et plus largement sur la gestion de ses informations personnelles, il peut se reporter aux Conditions de fonctionnement de comptes en vigueur disponibles auprès des centres d'affaire et sur le site internet de ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels : arkea-banque-ei.com.

AS
RL

Assemblées
SB/MaR/MC

EXTRAIT DES DELIBERATION DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU JEUDI 13 DÉCEMBRE 2018

L'an deux mille dix-huit, le jeudi 13 décembre à 18h33, les membres composant le Conseil municipal d'Issy-les-Moulineaux, régulièrement convoqués individuellement et par écrit le 6 décembre 2018, se sont réunis au nombre de 39 dans la salle du Conseil municipal de l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur André SANTINI, Maire.
Nombre de conseillers municipaux en exercice : 49

Étaient présents :

SANTINI André	PIOT Annie	CAM Christophe
LEFEVRE Thierry	ECAROT Marie	MILLAN Caroline
LETOURNEL Edith	TANTI André	BALI Leïla
KNUSMANN Philippe	VESSIERE Martine	ARNOUX Clémence
MARTIN Gérard	RADENNE Jean-Marc	SIMILOWSKI Kathy à partir de 19h03
GUICHARD Claire	SZMARAGD Jean-Marc	PUIJALON Thomas
PITROU Nathalie	GARRIGUES Maria	MALEYRE Anne-Laure
de CARRERE Bernard	BERANGER Etienne	GAMBIEZ Fabienne
LEVY Alain	ROUSSEL Thibaut	AUFFRET Patrick
SUEUR Joëlle	DANIEL Pierrick	THIBAULT Laurent
SZABO Claire	COURCELLE-LABROUSSE Jean	DORVEAUX Francis
HELARY-OLIVIER Christine	HOUNTOMEY Céline	LEVOYER Sandra
KHANDJIAN Arthur	PROVOT Christophe	LE BERRE Marie-Hélène
RIGONI Olivier	POUJOL Aymeric	
BERNADET Nicole	LAKE-LOPEZ Sabine	

Étaient représentés :
Fabienne LIADZE par Caroline MILLAN
Ludovic GUILCHER par Philippe KNUSMANN
Paul SUBRINI par Jean-Marc SZMARAGD
Isabelle ESTRADE-FRANCOIS par Annie PIOT
Kathy SIMILOWSKI par Thomas PUIJALON jusqu'à 19h03
Vivien JULHÈS par Patrick AUFFRET

Était absente :
Stéphanie FARO
Madame Maria GARRIGUES est désignée à l'unanimité pour remplir les fonctions de secrétaire de séance qu'elle accepte.

Accusé de réception en préfecture
092-219200409-20181213-12dcm-DE
Date de télétransmission : 21/12/2018
Date de réception préfecture : 21/12/2018

Fin
GL/SLB/AF

CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU JEUDI 13 DÉCEMBRE 2018
N° 12

OBJET : FINANCES – Garantie d'emprunt communale à la Société d'Économie Mixte de l'Arc de Seine (SEMADS) pour la construction d'un ensemble hôtelier « Reine Margot » – Groupe ARKEA.

Madame Édith LETOURNEL, Maire-Adjointe déléguée aux Finances, expose au Conseil municipal ce qui suit :

La SEMADS est bénéficiaire d'un bail à construction de 99 ans accordé par la Compagnie des Prêtres Sulpiciens aux fins d'aménagement d'un ensemble hôtelier « Reine Margot » dont l'exploitation sera confiée au groupe ACCOR.

Afin de financer la construction de cet ensemble, la SEMADS se voit accorder deux prêts d'un montant de 9 000 000 € chacun par ARKEA Banque et le Crédit Agricole Île-de-France.
Compte tenu de l'intérêt local de l'opération, il est proposé d'apporter la garantie de la Ville à ces opérations de financement à hauteur de 50%.

Le contrat d'emprunt proposé par ARKEA Banque est accordé aux conditions financières suivantes :

Organisme préteur	ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels
Montant du financement	9 000 000 €
1ère échéance d'amortissement	30/01/2021
Durée d'amortissement	25 ans
Périodicité	Annuelle
Amortissement	Echéances constantes
Conditions financières	Taux fixe : 2,60%
Base de calcul des intérêts	30/360

Le contrat prévoit une phase de mobilisation d'un an jusqu'au 30 janvier 2020. Durant cette période, le taux en vigueur est Ti3M (minimum à 0,00%) + 0,60%, la périodicité est trimestrielle et la base de calcul est Exact/360.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir accorder la garantie communale à hauteur de 50% sur le contrat de prêt à la SEMADS.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L. 2252-1,

Vu le Code civil, notamment les articles 2021 et 2298,

Vu la demande de garantie d'emprunt de ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS en date du 30 octobre 2018,

Vu l'avis de la commission municipale des Ressources en date du 23 novembre 2018,

Considérant l'offre de financement remise par ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS,

Accusé de réception en préfecture
092-219200409-20181213-12dcm-DE
Date de télétransmission : 21/12/2018
Date de réception préfecture : 21/12/2018

Entendu cet exposé,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ

ACCORDE la garantie de la commune d'Issy-les-Moulineaux à hauteur de 50% des sommes dues, pour le remboursement du prêt contracté par la SEMADS auprès de ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS dans le cadre du projet d'aménagement du domaine de la Reine Margot aux conditions suivantes :

Organisme préteur	ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels
Montant du financement	9 000 000 €
1ère échéance d'amortissement	30/01/2021
Durée d'amortissement	25 ans
Périodicité	Annuelle
Amortissement	Echéances constantes
Conditions financières	Taux fixe : 2,60%
Base de calcul des intérêts	30/360

PRÉCISE que le contrat prévoit une phase de mobilisation d'un an jusqu'au 30 janvier 2020. Durant cette période, le taux en vigueur est Ti3M (minimum à 0,00%) + 0,60%, la périodicité est trimestrielle et la base de calcul est Exact/360.

ENGAGE la commune d'Issy-les-Moulineaux à effectuer le paiement des sommes dues aux échéances convenues ou des intérêts moratoires encourus en lieu et place de la SEMADS en cas de défaillance de cette dernière, sur simple notification d'ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS adressée par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

AUTORISE Monsieur le Maire à intervenir au contrat de prêt conclu entre la SEMADS et ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS.

Adopté à l'unanimité
S'est abstenue : 1 : Fabienne GAMBIEZ

En application de l'article L. 2131-11 du Code général des collectivités territoriales, n'ont pas pris part au vote : André SANTINI, Thierry LEFÈVRE et Philippe KNUSMANN.

Édith LETOURNEL
Maire-Adjointe

Accusé de réception en préfecture
092-219200409-20181213-12dcm-DE
Date de télétransmission : 21/12/2018
Date de réception préfecture : 21/12/2018

ARKEA
BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS

UNE FILIALE DU Crédit Mutuel ARKEA

SEMADS

Financement de l'opération de réhabilitation et d'extension du Foyer de la Solitude à Issy-les-Moulineaux

Paris, le 15 octobre 2018

Montant du financement *Commission d'engagement*	**9 000 000 €** ***0.15 % du montant à la mise en place du contrat***

Phase de mobilisation

Durée	Jusqu'au 30 janvier 2020
Conditions financières	Taux variable : Ti3M *+ 0,60 % Taux Minimum de l'Index : 0,00 %
Base de calcul des intérêts	Exact / 360
Périodicité	Trimestrielle
Commission de non utilisation	Néant

** Ti3M = Moyenne mensuelle de l'Euribor 3 mois ; à titre indicatif Ti3M = -0,319 % au 01/09/2018*

Conditions financières

1ère échéance d'amortissement	30 janvier 2021
Durée d'amortissement	25 ans
Périodicité	Annuelle
Amortissement	Echéances constantes
Conditions financières	Taux fixe : **2,60 %**
Base de calcul des intérêts	30 / 360

Caractéristiques techniques

Remboursement anticipé	Possible à chaque échéance Préavis : 1 mois Indemnité actuarielle
Suretés et garanties	- **50 % Ville d'Issy-les-Moulineaux** - **50 % Promesse d'hypothèque du bail à construction**

Conditions préalables à la mise en place

Conditions suspensives	• Obtention du permis de construire purgé de tout recours • Obtention du bail à construction de 99 ans avec CPSS signé • Obtention du bail commercial de 12 ans avec Accor signé • Justificatif des fonds propres de l'opération • Validation de l'entreprise de Gros Œuvre (major du BTP) • Ouverture d'un compte dédié à l'opération dans nos livres

Offre valable jusqu'au 30 octobre 2018

Engagé · Audacieux · Ouvert · Facilitateur

le 26/10/18

SEMADS
Société d'Economie Mixte
de l'Arc de Seine
52, Promenade du Verger
92130 ISSY LES MOULINEAUX
Tél. 01 41 90 67 10 / Fax 01 41 90 05 42
RC NANTERRE 80 B 15636
TVA Intra. : FR 70998640304

Arkea Banque Entreprises et Institutionnels – Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 830.000.000 euros, banque et courtage d'assurances (N° Orias : 07 026 594) – RCS Brest 378 398 911
Siège social : Allée Louis Lichou – 29480 Le Relecq Kerhon | Adresse postale : Immeuble le Sextant, 255 rue de Saint-Malo, CS21135, 35011 Rennes Cedex

VILLE D'ISSY LES MOULINEAUX

CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU JEUDI 7 AVRIL 2022

N° 9

OBJET : FINANCES - Transfert de la garantie d'emprunt communal pour la construction d'un ensemble hôtelier « Reine Margot » suite au rapprochement de la SEMADS avec SOHP - CREDIT AGRICOLE Ile-de-France.

Madame Édith LETOURNEL, Maire-Adjointe déléguée aux Finances, expose au Conseil municipal ce qui suit :

La loi n°2018-1021, du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (loi ELAN) a imposé à compter du 1er janvier 2021 aux bailleurs sociaux qui gèrent moins de 12 000 logements d'appartenir à un même groupe d'organismes de logements social ou d'opérer divers aménagements organiques à des fins de fusion entre organismes de logement social pour atteindre ce seuil critique.

Afin de satisfaire aux nouvelles exigences législatives, l'OPH Seine Ouest Habitat s'est rapproché de la Société d'Economie Mixte De L'Arc De Seine (SEMADS). Ce rapprochement s'est matérialisé par une cession en bloc de SOH au profit de la SEMADS, à savoir l'acquisition de l'actif et du passif, l'établissement devenant la Société d'Economie Mixte Seine Ouest Habitat et Patrimoine (SEM SOHP).

Par la suite, Seine Ouest Habitat et Patrimoine (SOHP) s'est dotée d'une Société par Actions Simplifiée : Seine Ouest Aménagement et Développement (SOAD) pour gérer les actifs autres que les logements sociaux.

Par délibération en date du 13 décembre 2018, la Ville avait accordé une garantie d'emprunt pour la construction d'un ensemble hôtelier et de rénovation du domaine de la Reine Margot à la Société d'Economie Mixte De L'Arc De Seine (SEMADS).

Afin d'acter du changement de signataire, il est nécessaire de reprendre une délibération concernant le transfert de la garantie d'emprunt comme suit :

Ancienne entité emprunteur : Société D'Economie Mixte De L'Arc De Seine (SEMADS) - SA à Conseil Administration, SA d'Economie mixte / Siret 99864030400015.

Nouvelle entité emprunteur : Seine Ouest Aménagement et Développement (SOAD) - Société par Actions Simplifiée / Siret 88315933700012.

Pour rappel, les caractéristiques de l'emprunt garanti par la Ville sont :

- prêt N°00001714850 d'un montant initial de 9 000 000 € consolidé sur 25 ans le 30 janvier 2020, date d'échéance finale 30 janvier 2045. Les caractéristiques du prêt sont référencées en annexe à la présente délibération.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal de bien vouloir réitérer à hauteur de 50% pour le remboursement desdites lignes de Prêts transférées de la SEMADS vers SOAD.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L. 2252-1,

Vu le Code civil, notamment les articles 2021 et 2298,

Vu la demande de garantie d'emprunt du CREDIT AGRICOLE ILE-DE-FRANCE en date du 30 octobre 2018,

Vu le contrat de prêt initial,

Vu l'avis de la commission municipale des Ressources en date du 30 mars 2022,

Considérant le transfert de l'emprunt pour la construction d'un ensemble hôtelier et de rénovation du domaine de la Reine Margot de la SEMADS vers SOAD,

Entendu cet exposé,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ

ACCORDE le transfert de la garantie de la commune d'Issy-les-Moulineaux à hauteur de 50% des sommes dues, pour le remboursement du prêt contracté par la SOAD auprès du CREDIT AGRICOLE ILE-DE-FRANCE dans le cadre du projet de construction d'un ensemble hôtelier et de rénovation du domaine de la Reine Margot.

Rappel des conditions du contrat initial :

Organisme préteur	CREDIT AGRICOLE ILE-DE-FRANCE
Montant du financement	9 000 000 €
1ère échéance d'amortissement	30/01/2021
Durée d'amortissement	25 ans
Périodicité	Annuelle
Amortissement	Echéances constantes
Conditions financières	Taux fixe : 2,60%
Base de calcul des intérêts	30/360

PRÉCISE que le changement d'entité est acté dans l'avenant au contrat initial conclu entre les parties.

ENGAGE la commune d'Issy-les-Moulineaux en qualité de garant de la SOAD à hauteur de 50% des sommes dues pour le remboursement des prêts contractés par cette dernière.

AUTORISE Monsieur le Maire à intervenir au contrat de prêt conclu entre la SOAD et le CREDIT AGRICOLE ILE-DE-FRANCE.

Ne prennent pas part au vote de cette délibération : André SANTINI, Thierry LEFEVRE, Fanny VERGNON, Philippe KNUSMANN, Ludovic GUILCHER, Edith LETOURNEL, Sabine LAKE-LOPEZ, Tiphaine BONNIER, Christine HELARY-OLIVIER.

Île de France

CONTRAT DE PRET EN TAUX FIXE

DE 9.000.000,00€

ENTRE

LA SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE DE L'ARC DE SEINE
(Emprunteur)

ET

CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE PARIS ET D'ILE-DE-FRANCE
(Prêteur)

ET

LA VILLE D'ISSY LES MOULINEAUX
(Caution)

.....

RL

IDENTIFICATION DES PARTIES

1) LA SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE DE L'ARC DE SEINE, Société anonyme d'économie mixte à conseil d'administration située à l'Hôtel de Ville, ISSY LES MOULINEAUX (92 131) 62 Rue du Général LECLERC, immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro SIREN 998 640 304.

Représentée par Monsieur Raymond LOISELEUR, Directeur Général, dûment habilité à l'effet des présentes,

LA SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE DE L'ARC DE SEINE, étant ci-après dénommée l'« **EMPRUNTEUR** » ;

DE PREMIERE PART,

ET :

2) CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE PARIS ET D'ILE DE FRANCE, société coopérative à capital variable, établissement de crédit, société de courtage d'assurances, immatriculée au Registre Unique tenu par l'ORIAS (organisme pour le registre des intermédiaires en Assurance, Banque et Finance) sous le numéro 07 008 015, dont le siège social est à Paris (75012), 26, quai de la Rapée, identifiée au RCS de Paris sous le n°775 665 615,

Représentée par **Monsieur Philippe PETIT,** Directeur du secteur collectivités locales et logement social, dûment habilité à l'effet des présentes par Monsieur Richard RAYON, Directeur du Marché des Entreprises, aux termes d'une délégation de pouvoirs sous seing privé en date du 4 avril 2016, M. Richard RAYON ayant lui-même reçu ses pouvoirs de Madame Nathalie MOURLON, Directrice Générale Adjointe aux termes d'une délégation de pouvoirs sous seing privé en date du 4 avril 2016, Madame Nathalie MOURLON ayant elle-même reçu ses pouvoirs de Monsieur Olivier GAVALDA aux termes d'une délégation de pouvoirs sous seing privé en date du 4 avril 2016, Monsieur Oliver GAVALDA ayant lui-même agi en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par le Conseil d'administration de la Caisse Régionale dans sa séance du 2 mars 2016.

CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE DE PARIS ET D'ILE DE FRANCE étant ci-après dénommée le "**PRETEUR**",

DE DEUXIEME PART,

ET :

3. **La Ville d'ISSY LES MOULINEAUX**,

   Représentée par Monsieur André SANTINI, Maire, dûment habilité à l'effet des présentes, ou toute autre personne dûment habilitée,

   La Ville d'ISSY LES MOULINEAUX étant ci-après dénommée la "**Caution**",

DE TROISIEME PART.

AJ2 RL

L'Emprunteur du fait d'un bail à construction en date du sept novembre 2018 (ci-après le "Bail à construction"), sera maître d'ouvrage d'un nouvel ensemble immobilier à Issy les Moulineaux (92), c'est dans ce contexte qu'il a sollicité du Prêteur, la mise à disposition d'un prêt long terme amortissable s'inscrivant dans le périmètre d'une opération globale de financements à laquelle interviendra également Arkéa Banque Entreprises et Institutionnels (RCS B378398911) (ci-après "Arkea").
Le Prêteur s'est déclaré disposé à consentir à l'Emprunteur, le prêt et a accepté de le mettre à disposition de l'Emprunteur selon les conditions ci-après développées.

Les parties rappellent que le présent contrat a été librement négocié entre elles.

Les parties reconnaissent avoir échangé et reçu toutes les informations qu'elles jugent déterminantes de leur consentement à la date des présentes et au sens de l'article 1112-1 du Code civil.

Connaissance prise des dispositions de l'article 1195 du Code civil, les parties conviennent par les présentes que ces dispositions ne seront pas applicables au Contrat et renoncent par conséquent expressément aux actions qu'elles pourraient exercer au titre de cet article relatif à l'imprévision contractuelle.

Portée de clauses Sanctions Internationales

Les stipulations du présent contrat faisant référence aux Sanctions Internationales s'appliqueront dès lors que ce contrat, l'une quelconque des parties à celui-ci, toute opération envisagée ou réalisée en exécution ou dans le cadre de ce contrat ou l'une quelconque des Personnes participant ou bénéficiaire d'une telle opération, seraient concernés par une mesure d'effet obligatoire relevant d'un régime de Sanctions Internationales.

ARTICLE 1 DEFINITIONS ET INTERPRETATION

Sauf stipulation contraire, les termes et expressions commençant par une majuscule et utilisés dans le Contrat auront la signification qui est portée au regard de chacun d'eux, en particulier :

Contrat :	Désigne le présent contrat, ses annexes qui en font partie intégrante ainsi que tout avenant ultérieur qui viendrait en modifier les conditions.
Date d'Echéance Finale :	Désigne le dernier Jour Ouvré d'une période de vingt-cinq ans à compter de la date de fin de mobilisation du Prêt, soit au plus tard le 30 Janvier 2045.
Jour Ouvré:	Désigne tout jour entier où fonctionne le marché interbancaire et où les banques françaises sont ouvertes toute la journée à PARIS.
Montant du Prêt :	Désigne un montant de NEUF MILLIONS D'EUROS (9.000.000,00 €)
Prêt:	Désigne le prêt que le PRETEUR accepte de mettre à disposition de l'EMPRUNTEUR au terme du Contrat.
Sanctions Internationales	désigne toutes mesures restrictives à caractère obligatoire édictant des sanctions économiques, financières ou commerciales (notamment toutes sanctions ou mesures relatives à un embargo, un gel des fonds et des ressources économiques, à des restrictions pesant sur les transactions avec des personnes physiques ou morales - ci-après des « Personnes » et individuellement une « Personne » -

ou portant sur des biens ou des territoires déterminés) émises, administrées ou mises en application par le Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations-Unies, l'Union Européenne, la France, les Etats-Unis d'Amérique (incluant notamment le Bureau de Contrôle des Actifs Etrangers rattaché au Département du Trésor ou OFAC et le Département d'Etat), ou par toute autre autorité compétente, y compris d'autres Etats, ayant le pouvoir d'édicter de telles sanctions.

Territoire Sous Sanction — désigne tout pays ou territoire qui fait l'objet ou dont le gouvernement fait l'objet d'un régime de Sanctions Internationales interdisant ou restreignant les relations avec ces pays, territoire ou gouvernement.

Aux termes du Contrat :

- les intitulés des Articles, paragraphes et Annexes et la table des matières ont été insérés uniquement pour faciliter les références et ne doivent pas être pris en compte pour l'interprétation du Contrat ;

- toute référence aux "**Articles**", aux "**paragraphes**" ou à une "**Annexe**" est réputée être une référence aux articles, aux paragraphes ou à une annexe du Contrat ;

- les termes définis et utilisés au pluriel englobent le singulier et inversement ;

- sauf indication contraire, toute référence à une personne inclut ses successeurs, substitués ou ayants droit quels qu'ils soient.

ARTICLE 2 – DESTINATION DES FONDS PRETES

Le Prêt est exclusivement destiné, dans les conditions prévues par le Contrat (avec tous ses avenants futurs éventuels) et à concurrence du Montant du Prêt, à financer l'opération de construction par l'Emprunteur d'un ensemble immobilier, dénommée Domaine de la Reine Margot », réalisée à Issy les Moulineaux (Hauts - De - Seine) 27, rue Minard
Le Prêteur n'aura pas de responsabilité en ce qui concerne l'utilisation du Prêt par l'Emprunteur.

Au vu des dispositions européennes et nationales relatives à la lutte contre l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme, l'Emprunteur déclare souscrire le Prêt pour son propre compte.

ARTICLE 3 - CONDITIONS SUSPENSIVES

La mise à disposition du Prêt est subordonnée à la réalisation de l'ensemble des conditions suspensives énoncées ci-après, ces conditions étant stipulées au seul profit du PRETEUR :

1. Remise par l'EMPRUNTEUR au PRETEUR des documents suivants, qui devront être satisfaisants pour le Prêteur, sur la forme et sur le fond, au plus tard à la date de signature du Contrat :

- une copie, certifiée conforme par le représentant légal, de l'EMPRUNTEUR, des statuts à jour de l'EMPRUNTEUR et du Procès-verbal de délibération du Conseil d'Administration de l'EMPRUNTEUR autorisant le Prêt, si les statuts l'exigent ;

- justificatif des pouvoirs du signataire du Contrat;

- un original d'un extrait K-Bis de l'EMPRUNTEUR de moins de trente jours ;

- des attestations de purge du Permis de Construire ;

- de l'apport en fonds propres de 24.353.000,00€ (y compris la participation de la CDC Banque des Territoires au financement via des Obligations convertibles en Actions) ;

- d'une copie du bail à construction comportant l'intégralité de ses annexes ;

- d'une copie certifiée conforme en original par le représentant légal du bail commercial de 11 ans signé avec le Groupe ACCOR ;

2. Remise par l'EMPRUNTEUR au PRETEUR des documents suivants, qui devront être satisfaisants pour le Prêteur, sur la forme et sur le fond, au plus tard à la date de décaissement des fonds :

- Copies des contrats de maîtrise d'œuvre retenus par la SEMADS et validés par les banques ;

- la Garantie de la Ville d'Issy-Les-Moulineaux accompagnée des autorisations et des pouvoirs de son signataire au nom et pour le compte de la ville d'Issy les Moulineaux ;

3. Absence de cas d'exigibilité anticipée (tel que défini à l'article 15 du Contrat) potentiel ou avéré.

4. le Contrat dûment régularisé par toutes les Parties.

5. Garanties. :

Remise par l'EMPRUNTEUR au PRETEUR des documents suivants :

(a) Une copie certifiée conforme de la délibération de l'organe délibérant de la Caution octroyant le cautionnement de la collectivité locale ou de l'établissement public de coopération intercommunale pour le Prêt, ayant caractère exécutoire.

(b) A moins que le signataire pour le compte de la Caution soit son organe exécutif dûment habilité, l'original d'une délégation de pouvoirs au bénéfice du signataire pour le compte de la Caution.

Dans l'hypothèse où les conditions suspensives susvisées n'auraient pas été cumulativement réalisées au plus tard le 20/01/2019, aucune mise à disposition ne pourra être effectuée et le Contrat deviendra caduc de plein droit, sauf accord exprès du PRETEUR de proroger cette date.

ARTICLE 4- REALISATION ET COMPTE SUPPORT

Sous réserve de la réalisation de toutes les conditions suspensives à la mise à disposition du Prêt stipulées aux termes de l'article 3 du Contrat, le Prêt sera décaissé en une ou plusieurs fois,, le 30/01/2020 au plus tard, sur avis de tirage transmis par l'EMPRUNTEUR, dans les conditions et termes visés ci-après.

L'avis de tirage devra parvenir au PRETEUR par télécopie confirmée par courrier, établi selon modèle figurant en annexe 1 au plus tard à 10 heures le deuxième Jour Ouvré précédant la mise à disposition effective des fonds.

Le Montant du Prêt sera décaissé par virement sur le compte bancaire support ouvert dans les livres du PRETEUR au nom de l'EMPRUNTEUR.
Le Prêt ne pourra pas être mis à disposition pour un montant inférieur ou supérieur au Montant du Prêt.
Le Prêt ne pourra faire l'objet que d'une seule mise à disposition.

AJ RL

ARTICLE 5 –DUREE

Le Contrat entre en vigueur à la date de sa signature et se poursuit jusqu'à la Date d'échéance Finale. Le Contrat demeurera en vigueur jusqu'à la date à laquelle l'ensemble des sommes dues et à devoir par l'Emprunteur au Prêteur en vertu du Contrat aura été intégralement payé et remboursé au Prêteur.

ARTICLE 6 -TAUX D'INTERET (fixe)

Le taux d'intérêt du Prêt est de deux virgule soixante pour cent (2,60%) l'an.
Les intérêts seront calculés sur la base d'une année de 360 jours.

De manière plus générale, pour chaque période considérée, tous intérêts, commissions et autres paiements au titre du Contrat seront déterminés sur une base 30/360, soit sur la base du nombre de jours écoulés pendant ladite période divisé par 360, c'est-à-dire le nombre de jours devant être calculé en prenant une année de 360 jours comportant douze (12) mois de trente (30) jours chacun sans tenir compte de la date à laquelle se situe le premier ou le dernier jour de ladite période. Le résultat sera arrondi à la deuxième décimale la plus proche (les demis étant arrondis à la décimale supérieure).

PERIODICITE

Le paiement des intérêts s'effectuera, à compter de la date de décaissement du Prêt, à l'issue de chaque période d'intérêts. La période séparant deux échéances est appelée période d'intérêts.
Chaque période d'intérêts est d'une durée de douze mois.
Toute période d'intérêts commence le dernier jour de la période d'intérêts précédente. La date de paiement d'intérêts est le dernier Jour Ouvré de ladite période.

ARTICLE 7 - REMBOURSEMENT

Le prêt sera remboursé en vingt-cinq échéances annuelles (, réglables à terme échu, comprenant capital et intérêts, avec amortissement progressif du capital.

Un tableau d'amortissement sera adressé à l'EMPRUNTEUR dans les jours qui suivront le décaissement ou chaque décaissement du Prêt.

Tout paiement sera effectué un jour ouvré. Dans le cas où la date d'exigibilité d'une somme quelconque due en vertu du Contrat ne tomberait pas un Jour Ouvré, le paiement correspondant sera reporté au Jour Ouvré suivant sauf s'il en résulte un report du paiement au mois civil suivant, auquel cas le paiement devra être effectué le dernier jour ouvré précédant la date d'exigibilité initialement prévue.

En tout état de cause, l'intégralité du capital du Prêt devra avoir été remboursée au plus tard à la Date d'échéance Finale.

ARTICLE 8 - FRAIS DE DOSSIER

Le PRETEUR percevra à titre de frais de dossier la somme de NEUF MILLE euros (9.000,00 €), qui sera prélevée sur le compte support ouvert au nom de l'EMPRUNTEUR dans les livres du PRETEUR pour les besoins du Prêt dès signature du Contrat, ce que l'EMPRUNTEUR accepte.

ARTICLE 9 - TAUX D'INTERET EFFECTIF GLOBAL

Conformément aux dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier, des articles L.314-1 à L.314-5 et R. 314-1 et suivants du Code de la consommation, compte tenu du taux fixe applicable au Prêt et de la durée de période de douze mois et sur la base de ce qui suit :

Taux d'intérêt 2,60%

3

AS RL

Frais de dossier (9.000,00 €)

Hypothèse de décaissement des fonds en une seule fois le 30/01/2019

Frais d'information annuelle des cautions d'euros (51,00€)

le Taux Effectif Global calculé sur la base d'une année civile calendaire et selon la méthode légale en vigueur est de 2,61%
Et le taux période de 2,61%

En tout état de cause, l'EMPRUNTEUR reconnaît avoir procédé personnellement à toutes estimations qu'il considérait comme nécessaires pour apprécier le coût global du Prêt et reconnaît avoir obtenu à cet égard tous renseignements nécessaires de la part du Prêteur qu'il a pu solliciter à ce titre.

ARTICLE 10 – GARANTIE – Engagement spécifique

10.1 Garantie : Pour sûreté et garantie du paiement et du remboursement par l'Emprunteur de toutes les sommes, tant en principal qu'en intérêts, frais, commissions, intérêts de retard et autres accessoires, dues et à devoir par l'Emprunteur au Prêteur au titre du Prêt et des Documents de Financement, la Caution se porte, par les présentes, caution personnelle, solidaire et indivisible de l'Emprunteur vis-à-vis du Prêteur, à hauteur de cinquante pourcent (50 %) soit à concurrence d'un montant de quatre millions cinq cent mille (€4.500.000,00) en principal à majorer des intérêts, intérêts, intérêt de retard, frais, commissions, indemnités et autres accessoires correspondants.

En conséquence, en cas de non-paiement par l'Emprunteur au Prêteur de tout montant dû au Prêteur, la Caution s'engage à payer au Prêteur ladite somme, et ce au plus tard le huitième (8ième) Jour Ouvré suivant la réception d'une demande du Prêteur à ce titre.

Le Prêteur pourra saisir l'autorité de tutelle en vue de l'inscription d'office au budget de la Caution des sommes nécessaires au service de l'emprunt.

L'engagement de la Caution est un cautionnement personnel, solidaire et indivisible envers le Prêteur. Ledit engagement emporte en conséquence renonciation au bénéfice de discussion prévu à l'article 2298 du Code civil et au bénéfice de division prévu par l'article 2303 du Code civil. En renonçant au bénéfice de discussion, la Caution accepte de payer le Prêteur sans pouvoir exiger de celui-ci qu'il poursuive préalablement l'Emprunteur.

Il y aura solidarité et indivisibilité à l'égard du Prêteur entre tous successeurs, ayant droits et/ou toutes personnes venant, pour quelque cause ou quelque titre que ce soit, aux droits et obligations de la Caution. En conséquence, le Prêteur pourra réclamer la totalité des sommes dues au titre du Cautionnement à n'importe laquelle de ces personnes sans que puisse être imposée au Prêteur une division quelconque de son recours.

Le Cautionnement pourra être appelé en une ou plusieurs fois.

La Caution renonce à se prévaloir :

- des dispositions de l'article 2316 du Code civil qui, sans décharger la Caution de son engagement, l'autorise à poursuivre l'Emprunteur pour le forcer au paiement en cas de délais de paiement accordés à celui-ci par le Prêteur au titre du Contrat. De ce fait, si l'Emprunteur obtient de pareils délais du Prêteur, la Caution qui reste tenue d'exécuter ses engagements, ne pourra poursuivre l'Emprunteur avant l'expiration de ces délais ; et

- des dispositions de l'article 2309 du Code civil qui autorise la Caution, même avant d'avoir payé, à agir contre l'Emprunteur pour être indemnisée par ce dernier dans les cas prévus par les dispositions de l'article 2309 du Code civil.

La Caution s'interdit d'exciper du bénéfice de toute remise ou délai de paiement que l'Emprunteur pourrait obtenir en application notamment des articles 1244-1 et suivants du Code civil ou du livre VI du Code de commerce.

AS RL

Le Cautionnement n'affecte et ne pourra affecter en aucune manière la nature et l'étendue de tous engagements et de toutes garanties, réels ou personnels, qui ont pu ou pourront être contractés ou fournis par l'Emprunteur, la Caution ou par tous tiers, et auxquels il s'ajoute ou s'ajoutera.

En cas de fusion, absorption, scission ou apport partiel d'actifs affectant le Prêteur, la Caution accepte d'ores et déjà irrévocablement le maintien de ses engagements au titre du Cautionnement, y compris pour les créances nées postérieurement aux dites opérations, de sorte que l'entité venant aux droits du Prêteur continuera à bénéficier, dans les mêmes termes, du Cautionnement. La Caution s'engage à cet effet à réitérer à la demande du Prêteur son engagement de caution et à prendre toutes mesures nécessaires aux fins d'obtenir les autorisations nécessaires à ladite réitération. De même, en cas de transfert par le Prêteur initial (ou par tout successeur ou ayant-droit de celui-ci au titre du Prêt) de tout ou partie de ses droits au titre du Prêt et des Documents de Financement, le Cautionnement bénéficiera de plein droit au bénéficiaire dudit transfert.

Le Cautionnement continuera de produire ses pleins et entiers effets en cas de modification ou de disparition des liens ou rapports de fait ou de droit existant ou susceptibles d'exister entre la Caution et/ou l'Emprunteur ou en cas de soumission de celui-ci à une procédure visée au Livre VI du Code de commerce.

En cas de fusion, absorption, scission ou apport partiel d'actifs affectant l'Emprunteur, la Caution accepte d'ores et déjà irrévocablement le maintien de ses engagements au titre du Cautionnement, y compris pour les créances nées postérieurement à ladite opération, de sorte que le Prêteur continuera à bénéficier, dans les mêmes termes, dudit Cautionnement en garantie des sommes garanties par celui-ci. La Caution s'engage à cet effet à réitérer à la demande du Prêteur son engagement de caution et à prendre toutes mesures nécessaires aux fins d'obtenir les autorisations sociales nécessaires à ladite réitération.

La Caution devra une fois par an communiquer au Prêteur tous documents utiles à la vérification de la situation financière de l'Emprunteur et notamment les comptes détaillés de ses opérations ainsi que tous livres et documents qui seraient jugés nécessaires à la vérification desdits comptes, et, plus généralement et par référence à l'article R. 431-60 du Code de la construction et de l'habitation, le contrôle de la Caution sur l'Emprunteur s'effectuera selon les procédés usuels en pareille matière.

Tant que le Prêteur demeurera créancier de l'Emprunteur au titre du Contrat, la Caution renonce irrévocablement à se prévaloir de tout droit, action ou recours (y compris de toute subrogation conventionnelle ou légale), à se prévaloir de toute autre sûreté consentie au Prêteur au titre des sommes garanties par le Cautionnement ou à prendre toute action ou mesure qui aurait pour effet ou pour objet de faire venir la Caution en concours avec le Prêteur.

Il en sera ainsi que la Caution se soit libéré partiellement ou totalement de ses obligations et alors même que l'engagement résultant du Cautionnement serait d'un montant inférieur aux sommes dues au Prêteur par l'Emprunteur au titre des sommes garanties par le Cautionnement.

De même, la Caution s'interdit de se faire consentir par l'Emprunteur, ou de prendre sur les biens présents ou futurs de l'Emprunteur, une quelconque sûreté ou garantie.

Cette garantie devra demeurer en vigueur jusqu'à ce que l'intégralité des sommes couvertes par l'Emprunteur ait été payée et remboursée au Prêteur.

10.2 Engagement spécifique : Promesse d'affectation hypothécaire :
A la garantie (i) du remboursement de toutes sommes en principal que l'EMPRUNTEUR pourrait devoir au PRETEUR au titre des Documents de Financement (y compris la Garantie), et (ii) du paiement de tous les intérêts, commissions, frais et autres accessoires ainsi que toutes autres sommes quelconques dues au titre des Documents de Financement et de manière générale en garantie de l'exécution de toutes les obligations résultant pour lui et pour la Caution du Contrat dans la limite de cinquante pour cent (50%).

L'Emprunteur promet,, d'hypothéquer en premier (1er) rang au profit du PRETEUR à première demande de celui-ci, l'ensemble immobilier désigné dans le Bail à construction et tout droit réel immobilier résultant du Bail à construction et à prendre en charge tous les frais y afférents.

AS RL

Il est rappelé que l'EMPRUNTEUR s'interdit expressément de :
-conférer ou laisser prendre sur l'assiette de l'opération financée (terrain, les constructions existantes et/ou les constructions à édifier, tout immeuble par destination s'y rattachant ainsi que tout droit immobilier s'y rapportant), un privilège ou une hypothèque au profit de quiconque y compris Arkea, sans l'accord préalable et écrit du PRETEUR ; ou
-faire quoi que ce soit qui puisse altérer la valeur des biens et droits promis en garantie ; ou
-selon le cas, vendre tout ou partie de ces biens et/ou constituer toute sûreté sur le droit réel immobilier sans avoir au préalable porté à la connaissance du PRETEUR les modalités de ces opérations.
-contracter un autre emprunt, autre que celui accordé par Arkea, pour le financement de l'opération financée au titre du Contrat sans l'accord préalable et écrit du PRETEUR.

ARTICLE 11- MODALITES DE PAIEMENT ET AUTORISATION DE PRELEVEMENT – AUTONOMIE DU CONTRAT

L'EMPRUNTEUR accepte le Prêt et s'engage à le rembourser conformément aux stipulations du Contrat.
Tous les prélèvements auront lieu au siège du PRETEUR par l'intermédiaire du compte bancaire support ouvert par l'EMPRUNTEUR dans les livres du PRETEUR.

L'EMPRUNTEUR autorise le PRETEUR à débiter son compte de façon permanente du montant des sommes exigibles.

Les parties reconnaissent l'autonomie du Contrat et conviennent expressément d'exclure (sous réserve des mécanismes de remboursement et paiements sur le compte de support susvisé) toute créance résultant du Prêt de tout mécanisme de compensation inhérent à la relation de compte courant et ce, nonobstant toute clause contraire figurant, le cas échéant, dans tout contrat conclu entre les parties.

L'EMPRUNTEUR renonce en tout état de cause à exercer tout droit de compensation dont il pourrait se prévaloir pour le paiement des créances issues du Prêt y compris la compensation pour dettes connexes.

REJET OU SUSPENSION D'INSTRUCTIONS – DEMANDE D'INFORMATIONS

Le PRETEUR se réserve le droit de suspendre ou de rejeter une opération de paiement ou de transfert émise ou reçue, ou à bloquer les fonds et les comptes de l'EMPRUNTEUR lorsque, selon son analyse, l'exécution de cette opération serait susceptible de constituer une infraction à une règle relevant des Sanctions Internationales.

Le PRETEUR peut être amenée à demander à l'EMPRUNTEUR de lui fournir des informations concernant les circonstances et le contexte d'une opération tels que la nature, la destination et la provenance des fonds, ainsi que tous justificatifs, notamment en cas d'opération inhabituelle par rapport aux opérations couramment enregistrées sur son compte.

L'EMPRUNTEUR est tenu de communiquer les informations et justificatifs exigés. Tant que l'EMPRUNTEUR n'a pas fourni à le PRETEUR des informations suffisantes pour lui permettre de conclure à l'absence de risque d'infraction aux Sanctions Internationales, le PRETEUR se réserve le droit de ne pas exécuter ses instructions et de bloquer les fonds et comptes de l'EMPRUNTEUR.

L'EMPRUNTEUR est informé du fait que le PRETEUR peut également être amenée à réaliser des recherches et investigations dans le cadre de la réalisation de toute opération qui pourrait selon son analyse, être susceptible de constituer une infraction à une règle relevant des Sanctions Internationales conduisant le cas échéant, à retarder l'exécution des instructions de l'EMPRUNTEUR.

La responsabilité du PRETEUR ne pourra être recherchée par l'EMPRUNTEUR en cas de retard ou de non-exécution d'une instruction, de rejet d'une opération ou du blocage de fonds ou des comptes, intervenus dans le cadre des Sanctions Internationales. De même, aucune pénalité ou indemnité contractuelle ne sera due à l'EMPRUNTEUR dans de telles circonstances.

AL AL

ARTICLE 12 – PREUVE

La preuve de la réalisation du Prêt, de même que celle des remboursements, résultera des écritures du PRETEUR, sauf erreur manifeste ou preuve contraire rapportée par l'EMPRUNTEUR.

ARTICLE 13 – DECLARATIONS

L'EMPRUNTEUR déclare et garantit au PRETEUR :

- qu'il est une société régulièrement constituée, jouissant de la personnalité morale et possédant la pleine capacité juridique de conclure le contrat et d'en exécuter les termes et conditions,
- que la signature du Contrat a été régulièrement autorisée par les organes compétents de celui-ci,
- que la signature du Contrat et l'exécution des obligations qui en découlent pour lui ne contreviennent à aucune disposition des lois et règlements qui la régissent ni à aucune stipulation d'un contrat auquel il est partie ou engagement qui le lie,
- que le Contrat est et demeurera un engagement valable qui lui est opposable,
- qu'il ne relève d'aucune procédure collective ou n'est pas susceptible de relever d'une telle procédure, qu'il ne fait l'objet d'aucune procédure d'alerte, qu'il n'est pas en état de cessation de paiement,
- qu'il n'existe aucun évènement susceptible de constituer un évènement significatif défavorable défini comme la survenance ou la découverte de tout événement affectant ou susceptible d'affecter de façon défavorable et significative (i) les activités, les actifs, le patrimoine ou la situation financière de l'EMPRUNTEUR (ii) la capacité de l'EMPRUNTEUR à satisfaire ses obligations au titre du contrat de prêt ou (iii) la validité ou la force exécutoire du Contrat,
- que ses obligations au titre du Prêt sont inconditionnelles et (dans la mesure où ces obligations ne bénéficieraient pas d'une priorité de paiement au titre de toute sûreté conférée au titre du contrat) viennent ou le cas échéant viendront, au même rang que toutes ses autres dettes chirographaires et non subordonnées, de quelque nature que ce soit,
- que tous les documents financiers remis ou qu'il doit remettre en vertu du Contrat son sincères et exacts et donnent une image fidèle de sa situation,
- qu'aucune instance, action, procédure administrative ou judiciaire n'est en cours, ou à sa connaissance n'est sur le point d'être intentée ou engagée qui pourrait avoir pour effet ou pour objet d'empêcher ou d'interdire la signature ou l'exécution du Contrat, ou qui pourrait avoir un effet défavorable sur son activité, son patrimoine, sa situation financière,
- qu'il n'est pas en défaut aux termes d'un contrat ou d'une convention quelconque auquel il est partie,
- que les sommes dues au PRETEUR au titre du Contrat constitueront des engagements directs, généraux, inconditionnels et non subordonnés,
- qu'il n'existe aucun évènement susceptible de constituer un événement de nature à avoir un effet gravement défavorable sur l'activité, le patrimoine ou la situation économique et financière de l'Emprunteur,
- que les sommes dues au PRETEUR au titre du Contrat constitueront des engagements directs, généraux, inconditionnels et non subordonnés,
- qu'il n'existe à ce jour aucun événement susceptible de constituer un cas d'exigibilité anticipé visé à l'article 15 du Contrat,
- que toutes les délibérations ont été communiquées dans les quinze jours de leur adoption dans les conditions de l'article L1524-1 du code général de collectivités territoriales,
- qu'il est en conformité avec les dispositions des lois et réglementations qui lui sont applicables (et particulière en vertu des article L1523-1 et suivants du code général des collectivités territoriales et les dispositions du code du commerce lui étant applicable) notamment celles qui régissent l'exercice de son activité, ainsi qu'avec toute injonction délivrée par les autorités compétentes, dans la mesure où leur non-respect serait de nature à porter directement ou indirectement atteinte à sa capacité à satisfaire ses obligations au titre du Contrat.
- que ni lui, ni à sa connaissance, aucune de ses Filiales (ce terme désignant à tout moment pendant la durée du Prêt, toute personne morale directement ou indirectement sous le contrôle de l'EMPRUNTEUR au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce), aucun de leurs représentants légaux, administrateurs, dirigeants et employés respectifs :

AJ ERL

(a) n'est une Personne Sanctionnée ;
(b) n'est une Personne:
   i. détenue ou contrôlée par une Personne Sanctionnée ;
   ii. située, constituée ou résidente dans un Territoire Sous Sanction ;
   iii. engagée dans une activité avec une Personne Sanctionnée ;
   iv. ayant reçu des fonds ou tout autre actif d'une Personne Sanctionnée ;
   v. engagée dans une activité avec une Personne située, constituée ou résidente dans un Territoire Sous Sanctions.

- qu'il a institué et qu'il maintient des procédures et politiques visant au respect des Sanctions Internationales.

-... l'ensemble immobilier et tout droit réel conféré à l'EMPRUNTEUR au titre du Bail à construction considéré sont libres de toute inscription de privilège, d'hypothèque, action résolutoire, saisie ou autre empêchement quelconque ;

Ces déclarations seront réputées réitérées lors du tirage du Prêt et pendant toute sa durée.
L'EMPRUNTEUR déclare que :
il est valablement assuré au titre de sa responsabilité civile ;
toutes les obligations légales d'être assuré sont remplies par chaque participant à l'opération financée au titre du Contrat ;
l'ensemble immobilier financé au titre du Contrat est couvert par une assurance Multirisques "incendie, explosion, dégâts des eaux" ;
il a souscrit une police d'assurance "Tous Risques Chantier"(ci-après "TRC") et une police d'assurance "Dommages -Ouvrage"(ci-après "DO") ;

ARTICLE 14 - ENGAGEMENTS

L'EMPRUNTEUR s'engage envers le PRETEUR, tant qu'il sera susceptible d'être débiteur d'une obligation quelconque en vertu du Contrat :

a) à remettre au PRETEUR :
- - Trimestriellement :
  (i) un état actualisé des situations locatives de l'ensemble immobilier concernant respectivement le bail commercial existant et le bail à construction considéré; et
  (ii) un budget actualisé de l'opération financée au titre du Contrat; et

- annuellement et au plus tard à l'expiration d'un délai de cent quatre-vingt (180) jours suivant la clôture de chacun de ses exercices sociaux, les documents suivants :

(i) les copies certifiées conformes des bilans annuels, comptes de résultat et documents annexes de l'EMPRUNTEUR, du rapport de gestion ainsi que le rapport général du Commissaire aux Comptes,

(ii) les copies certifiées conformes du rapport sur la gestion du groupe établi par son conseil d'administration, de ses bilans et comptes de résultat certifiés par son Commissaire aux Comptes,

ainsi que :

sur simple demande écrite du PRETEUR, toute autre information qu'il pourrait raisonnablement demander sur l'état du patrimoine et l'évolution de la situation financière de l'EMPRUNTEUR ;

l'EMPRUNTEUR s'engage à informer le PRETEUR, immédiatement, de la survenance de tout événement porté à sa connaissance depuis la remise de tous documents au titre du Contrat, qui nécessiterait que ces documents soient révisés de manière substantielle ou dont on pourrait raisonnablement attendre qu'il rende ces documents inexacts ou incorrects sur un point significatif ;.

AY RL

L'EMPRUNTEUR s'engage à :
(i) maintenir en bon état d'utilisation et d'entretien tous les actifs nécessaires à son activité (sous réserve des obligations des locataires à ce titre) et notamment les immeubles composant son patrimoine ;
(ii) ne pas réaliser d'apport à une quelconque autre société de tout ou partie de l'ensemble immobilier dont la construction est financée au moyen du Prêt sauf accord préalable écrit du PRETEUR,
(iii) à ne constituer, ni supporter, pour sûreté du paiement et /ou du remboursement de toute dette, une sûreté réelle sur ses biens ou revenus, et en particulier sur l'ensemble immobilier et/ou le droit réel considéré au titre du Contrat y compris au profit d'Arkea, sans l'accord préalable et écrit du Prêteur ;

b) à affecter les fonds remis en vertu du Contrat spécialement à l'objet décrit ci-dessus,

c) à demander toutes autorisations des autorités compétentes qui deviendraient éventuellement nécessaires après la signature du Contrat pour l'exécution par l'EMPRUNTEUR de ses obligations aux termes de celles-ci ;

d) (i) à immédiatement notifier sans délai au PRETEUR, par lettre recommandée avec accusé réception, la survenance de tout événement constituant ou manifestement susceptible de constituer un cas d'exigibilité anticipée et relater les faits se rapportant à cet événement,

(ii) à immédiatement aviser le PRETEUR de la mise en œuvre par un quelconque autre établissement de crédit, de toute clause d'exigibilité anticipée, avec ou sans préavis, stipulée dans tout contrat relatif à une dette financière qu'il aura pu contracter,

e) à prévenir immédiatement le PRETEUR par lettre recommandée avec accusé réception, en lui fournissant toutes les pièces justificatives nécessaires, de toute modification ou projet de modification affectant la forme, l'objet, la nature ou la capacité de l'EMPRUNTEUR ainsi que tout projet de fusion, scission, apport partiel d'actif(s), restructuration, ou dissolution, toute ouverture de procédure collective ou conciliation à son encontre, tout transfert de son siège social ;

f) à demander toutes autorisations des autorités compétentes qui deviendraient éventuellement nécessaires après la signature du Contrat pour l'exécution par l'EMPRUNTEUR de ses obligations aux termes de celle-ci ;

g) à communiquer au PRETEUR toute information relative à des faits susceptibles d'affecter l'importance ou la valeur du patrimoine de l'EMPRUNTEUR, son activité ou sa situation financière ;

h) à maintenir en vigueur, des assurances pour des montants et des couvertures de risques de dommages et de responsabilités adaptées à la nature de ses activités et à l'opération financée au titre du Contrat ;

AS RL

il s'oblige à en justifier à tout moment à première demande du PRETEUR ;
il s'engage à transmettre au PRETEUR chaque année, à l'échéance des polices, une attestation correspondant aux polices ci-dessus énoncées, signée et complétée par les compagnies d'assurance ainsi qu'une copie de la quittance du paiement des primes ;
tant que l'EMPRUNTEUR sera tenu en vertu du Contrat, l'ensemble immobilier devra rester assuré pour un montant au moins égal à la valeur de reconstruction ;
L'EMPRUNTEUR s'oblige à souscrire un avenant à toutes polices d'assurance souscrites autres que la TRC et la DO :

-comportant l'obligation pour les compagnies d'assurances de demander au PRETEUR par lettre recommandée avec accusé de réception le paiement des primes au lieu et place de l'EMPRUNTEUR, avant de suspendre leur garantie pour défaut de paiement des primes par l'EMPRUNTEUR. Cette suspension ne pourra intervenir qu'après un délai de deux (2) mois suivants la réception par le PRETEUR de ladite notification.

-spécifiant que les clauses d'exclusion pour non remise de documents, ainsi que les franchises et règles proportionnelles ne sont pas opposables au PRETEUR.

L'EMPRUNTEUR s'oblige à communiquer, à première demande du PRETEUR, tous renseignements, documents, et autres susceptibles de l'informer complétement sur les assurances de l'EMPRUNTEUR.
L'EMPRUNTEUR autorise par le présent contrat les compagnies d'assurance à communiquer directement au PRETEUR tous documents, renseignements et autres relatifs à l'opération financée au moyen du Prêt et dont celui-ci jugerait la communication nécessaire à sa complète information.
Dans l'hypothèse où au moment de la survenance du sinistre :

l'avenant aux polices d'assurance n'aurait pas été signé, l'EMPRUNTEUR s'engage irrévocablement à affecter exclusivement à la réparation ou à la reconstruction de l'ensemble immobilier considéré, les indemnités de sinistre versées par la ou les compagnies d'assurance concernées . ou.

l'avenant aux polices d'assurance aurait été signé, les indemnités de sinistre versées à l'EMPRUNTEUR par la ou les compagnies d'assurance concernées seront affectées au remboursement de toutes sommes qui auraient été avancées par le PRETEUR en principal, intérêts et accessoires pour la réparation ou la reconstruction de l'ensemble immobilier concerné.

La notification des clauses ci-dessus sera effectuée par l'EMPRUNTEUR à la ou aux compagnies d'assurance concernées

i) à ne pas conférer de nantissement sur l'un quelconque des comptes de l'EMPRUNTEUR domiciliés dans les livres du PRETEUR servant à la gestion du Prêt (hors comptes titres) ;

j) à ne pas céder ses droits ou déléguer ses obligations au titre du Contrat à un tiers, ni substituer un tiers pour l'exécution de ses obligations au titre des présentes ;

(k) à aviser le PRETEUR, en lui remettant tous documents justificatifs, de toutes modifications et changements des personnes habilitées à le représenter,

(l) à ce que le remboursement du Prêt ne soit pas subordonné à la satisfaction préalable de tout engagement extérieur au Contrat et en conséquence à ne pas souscrire d'engagement extérieur au Contrat y contrevenant.

(m) à immédiatement prévenir le PRETEUR de la saisine de la chambre régionale de comptes par le préfet dans le cadre de son contrôle spécifique prévu à l'article L1524-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

(n) L'EMPRUNTEUR s'engage à informer sans délai la Banque de tout fait dont il aura connaissance qui viendrait à rendre inexacte l'une ou l'autre de ses déclarations relatives aux Sanctions Internationales figurant dans le Contrat.

(o) L'EMPRUNTEUR s'engage à ne pas utiliser directement ou indirectement les fonds prêtés et à ne pas prêter, apporter ou rendre autrement disponibles ces fonds à l'une de ses filiales,

AJ

joint-ventures ou toute autre Personne pour toute opération qui aurait pour objet ou pour effet le financement ou la facilitation des activités ou des relations d'affaire :

(a) avec une Personne Sanctionnée ou avec une Personne située dans un Territoire Sous Sanction ou,

(b) susceptibles de constituer d'une quelconque manière une violation des Sanctions Internationales par toute Personne, y compris pour toute Personne participant au Contrat.

(p) L'EMPRUNTEUR s'engage à n'utiliser aucun revenu, fonds ou profit provenant de toute activité ou opération réalisée avec une Personne Sanctionnée ou avec toute Personne située dans un Territoire Sous Sanction dans le but de rembourser ou payer les sommes dues au PRETEUR au titre du Contrat.

ARTICLE 15 - EXIGIBILITE ANTICIPEE

Le Prêt deviendra de plein droit immédiatement exigible à première demande du PRETEUR en capital, intérêts, frais et accessoires dans tous les cas de déchéance du terme (le ou les "**Cas d'Exigibilité Anticipée**") ci-après listés et sans qu'il soit besoin d'effectuer une quelconque formalité judiciaire :

- si l'un quelconque des engagements (y compris l'engagement spécifique au paragraphe 10.2) au titre du Contrat n'est pas respecté ; ou
- si l'une des clauses du Contrat n'est pas respectée, notamment celle relative au défaut de paiement à bonne date de toute somme due au PRETEUR au titre du Prêt ; ou
- en cas d'inexactitude d'une déclaration de l'EMPRUNTEUR faite dans le cadre du Contrat ou d'une information communiquée par l'EMPRUNTEUR au PRETEUR ; ou
- en cas de clôture du compte support de l'EMPRUNTEUR ouvert dans les livres du PRETEUR pour les besoins du Prêt ; ou
- en cas de nantissement conféré par l'EMPRUNTEUR, portant sur l'un de ses comptes ouverts dans les livres du PRETEUR (à l'exclusion des comptes titres) ; ou
- en cas d'incident(s) de paiement déclaré(s) à la Banque de France, non régularisé(s) dans un délai de trente (30) jours ; ou
- en cas de cessation d'activité, liquidation, dissolution de l'EMPRUNTEUR, ou
- dans le cas où il apparaîtrait sur les registres du tribunal, le non-paiement d'impôts et taxes auxquels L'EMPRUNTEUR serait assujetti pour un montant supérieur à trois cent mille euros (300.000 €), et dont l'exigibilité serait établie, ou
- dans l'hypothèse où l'EMPRUNTEUR viendrait à ne pas remplir les obligations qu'il a souscrites par ailleurs envers le PRETEUR, du chef d'autres concours à court, moyen ou long terme ; ou,
- dans le cas où l'EMPRUNTEUR viendrait à enfreindre les prescriptions légales le régissant, susceptibles d'avoir des conséquences négatives sur le Contrat ou la capacité de l'EMPRUNTEUR à exécuter les obligations qui en découlent pour lui ; ou
- si l'EMPRUNTEUR, n'effectue pas le paiement de toutes dettes autres que celles résultant du Prêt contractées par lui lorsque ce paiement est exigible, ou n'honore pas une garantie donnée par lui lorsque cette garantie est appelée (à moins qu'il n'ait contesté de bonne foi l'exigibilité de cette dette ou le bienfondé de la mise en jeu de la garantie et qu'un tribunal

compétent n'ait été saisi de cette contestation, auquel cas le défaut de paiement ou le refus d'honorer ladite garantie ne constituera pas un Cas d'Exigibilité Anticipée tant que cette contestation ne sera pas tranchée définitivement), ou en cas d'exigibilité anticipée de doute autre dette ; ou

- dans le cas de cession par l'EMPRUNTEUR de ses droits ou de délégation de ses obligations au titre du Contrat à un tiers, et/ou de substitution d'un tiers pour l'exécution de ses obligations au titre du Contrat, sauf accord préalable et écrit du PRETEUR ; ou

- en cas de réalisation, par l'EMPRUNTEUR, de toute opération de fusion, scission, absorption, apport partiel d'actif affectant l'EMPRUNTEUR, sauf consentement préalable du PRETEUR sur la continuation du Prêt à l'issue d'une telle opération, ou

- dans toute la mesure permise par la loi, et sous réserve de la décision de l'administrateur judiciaire ou du mandataire liquidateur, dans le cas où l'EMPRUNTEUR, ferait l'objet d'une procédure sauvegarde, de sauvegarde financière accélérée, de sauvegarde accélérée, de redressement ou liquidation judiciaire, d'un plan de cession totale ou partielle de l'entreprise, de la nomination d'un mandataire ad hoc , ou

- en cas de comportement gravement répréhensible de l'EMPRUNTEUR, comme au cas où la situation de l'EMPRUNTEUR s'avérerait irrémédiablement compromise au sens de l'Article 313-12 du Code Monétaire et Financier, sauf accord du PRETEUR sur la continuation du Prêt ; ou

- au cas où la répartition telle qu'elle se présente à la date de signature du Contrat du capital social et/ou des droits de vote de l'EMPRUNTEUR viendrait à être modifiée dans une proportion égale ou supérieure à cinquante pourcent (50%), sauf accord préalable du PRETEUR sur le maintien du Prêt dans le cas d'une telle modification ; ou

- en cas de transfert du siège social de l'EMPRUNTEUR en dehors de la France Métropolitaine ; ou

- au cas où surviendrait un événement de nature à avoir un effet gravement défavorable sur l'activité, le patrimoine ou la situation économique et financière de l'EMPRUNTEUR, à moins que l'EMPRUNTEUR ne fournisse au PRETEUR dans le délai d'un (1) mois suivant la survenance de cet événement, toute assurance, acceptable pour le PRETEUR, sur sa capacité à rembourser toute somme due au titre du Prêt et, plus généralement, sur sa capacité à respecter les engagements contractés envers le PRETEUR en vertu du Contrat ; ou

- dans le cas où le/les commissaires aux comptes de l'EMPRUNTEUR formule(nt) une certification avec réserves pour désaccord ou avec réserves pour limitation, tel que défini par la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes, sur les comptes annuels de l'EMPRUNTEUR ; ou

- en cas d'invalidation ou annulation du Contrat ou de la délibération ou décision autorisant le recours au présent financement ; ou

- en cas de perte de plus de 50 % des fonds propres de l'Emprunteur et à défaut de recapitalisation dans les délais impartis par la loi . ou.

- au cas où une quelconque sûreté ou garantie devant être constituée au profit du PRETEUR au titre du Contrat ne serait pas dans les conditions prévues au Contrat, serait dénoncée ou cesserait pour une raison quelconque d'avoir effet comme dans le cas où la valeur de cette sûreté ou garantie diminuerait partiellement ou en totalité ; ou

- en cas d'impossibilité de mise en jeu de toute sûreté ou garantie consentie par l'EMPRUNTEUR et/ou tous tiers garant éventuel ; ou

AY

- dans le cas où l'ensemble immobilier, promis en hypothèque serait donné en garantie, apporté en société ou remis en gage immobilier ou en fiducie, sans l'autorisation préalable et écrite du PRETEUR ; ou

- au cas où l'EMPRUNTEUR ne régulariserait pas dans les délais le ou les avenants à ses polices d'assurances prévus au Contrat ; ou

- en cas de dégradation, par l'EMPRUNTEUR, de l'ensemble immobilier promis en hypothèque au titre du Contrat ou de changement sans l'accord du PRETEUR de sa destination ou de son affectation ; ou
- en cas de cession de tout ou partie de ses droits au titre du Bail à construction considéré ou les apporter en société à des tiers sauf accord préalable écrit du PRETEUR.

En cas de survenance d'un des Cas d'Exigibilité Anticipée ci-dessus visés, le PRETEUR pourra se prévaloir de l'exigibilité immédiate de la totalité de sa créance par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à L'EMPRUNTEUR. Huit jours francs après la date d'envoi, les intérêts et frais prévus ci-après s'appliqueront de plein droit à la totalité de la créance ainsi rendue exigible, sans autre formalité.

L'EMPRUNTEUR sera alors tenu au remboursement et au paiement de toutes sommes dues au PRETEUR, en principal, intérêts, commission(s) et, s'il y a lieu, intérêts de retard, frais et accessoires, en ce compris, le cas échéant, l'indemnité de remboursement anticipée stipulée au Contrat.

La non-application immédiate d'une clause d'exigibilité ne vaudra pas renonciation à une mise en jeu ultérieure de cette clause.

ARTICLE 16 - INTERETS DE RETARD ET RECOUVREMENT

Intérêts de retard : Toute somme non payée à son échéance donnera lieu de plein droit et sans mise en demeure, à des intérêts de retard calculés au taux contractuel majoré de trois (3%) pourcent. Les intérêts de retard seront calculés sur la totalité des sommes dues en principal, intérêts, frais et accessoires. Les sommes en intérêts restant dues par l'EMPRUNTEUR pendant une année entière à compter de leur date d'exigibilité seront capitalisées conformément à l'article 1343-2 du Code Civil et produiront des intérêts.

Frais de recouvrement : Au cas où le PRETEUR serait obligé de recouvrer sa créance par voie judiciaire ou contentieuse, l'EMPRUNTEUR lui devrait les frais de recouvrement engagés, sur présentation des justificatifs y afférents.

ARTICLE 17 - REMBOURSEMENT ANTICIPE

L'EMPRUNTEUR pourra, suivant les modalités et les conditions du présent Article, se libérer par anticipation de la totalité du Capital Restant Dû (CRD) au titre du Prêt à la date considérée ou d'une partie de celui-ci (à condition toutefois dans ce dernier cas que sa demande porte sur un minimum de 20% du CRD) contre paiement d'une indemnité actuarielle dont le mécanisme est exposé ci-dessous.

Par ailleurs, tout remboursement anticipé ne pourra intervenir qu'à une date de paiement des intérêts du Prêt et sous réserve du respect d'un préavis de 30 jours ouvrés. Pour ce faire, L'EMPRUNTEUR communiquera son intention de procéder à un remboursement par anticipation en adressant au PRETEUR une télécopie confirmée par une lettre recommandée avec accusé réception.

Si le taux d'intérêt du Prêt est inférieur au taux d'actualisation défini ci-après, aucune indemnité n'est due. Si le taux d'intérêt du Prêt est supérieur au taux d'actualisation défini ci-après, le remboursement anticipé est subordonné au paiement d'une indemnité destinée à compenser la perte financière résultant pour le PRETEUR de ce remboursement anticipé.

AJ RL

L'indemnité de remboursement anticipé est égale à la différence entre :

a) la valeur actuelle, calculée au taux d'actualisation défini ci-après, du montant des échéances de remboursement (capital + intérêts) qu'aurait produit le capital remboursé par anticipation sur la base du taux d'intérêt du présent prêt et sur la durée restant à courir ; et

b) le montant du capital remboursé par anticipation.

Le taux d'actualisation est le taux de rendement interpolé des deux OAT (Obligation Assimilable du Trésor), dont les durées de vie résiduelles encadrent la vie moyenne résiduelle du Prêt. Il est constaté, 5 Jours Ouvrés avant la date de remboursement anticipé sur la base des taux d'OAT apparaissant sur les pages REUTER ou TELERATE d'un des principaux spécialistes en valeurs du Trésor.

Il est en outre précisé que, pour les besoins du précédent paragraphe "vie moyenne" désigne la somme des durées pondérées par les flux d'amortissement et divisée par le total des flux de remboursement (savoir le montant nominal de l'emprunt).

Toute somme reçue à l'occasion d'un remboursement anticipé, partiel ou total, sera affectée en priorité sur les accessoires (dont éventuellement les frais de recouvrement et l'indemnité de remboursement anticipé), puis sur les intérêts, et en dernier lieu sur le capital.

ARTICLE 18 - FRAIS - IMPOTS ET TAXES

Tous les frais, afférents aux actes et formalités relatives à la réalisation du Prêt et au complet désintéressement du PRETEUR seront à la charge de l'EMPRUNTEUR qui s'y oblige.

Par ailleurs, les taxes et impôts qui viendraient grever le Prêt avant qu'il ne soit remboursé, devront, s'ils n'ont été mis par la loi à la charge exclusive du PRETEUR, être acquittés par l'EMPRUNTEUR en plus des sommes exigibles. Dans ce cas l'augmentation des charges indiquées par le PRETEUR sera supportée par l'EMPRUNTEUR, à condition que le PRETEUR lui notifie ladite modification dès qu'il en aura connaissance, par lettre recommandée avec accusé de réception. En tout état de cause, un tel accroissement serait limité à la période exacte où ladite modification de la réglementation resterait en vigueur.

Coûts additionnels

(a) Sous réserve des stipulations du paragraphe (c) ci-dessous, l'EMPRUNTEUR supportera les Coûts Additionnels supportés par le PRETEUR en raison (i) de l'entrée en vigueur ou de la modification après la date de signature d'une loi ou d'une réglementation ayant force obligatoire (y compris toute décision ou directive des autorités de supervision des établissements de crédit), ou d'un changement dans l'interprétation ou l'application d'une loi ou d'une réglementation ayant force obligatoire (y compris toute décision ou directive des autorités de supervision des établissements de crédit) ou (ii) du respect d'une loi ou d'une réglementation ayant force obligatoire (y compris toute décision ou directive des autorités de supervision des établissements de crédit) entrée en vigueur après la date de signature, et ce y compris si cet événement intervient à la suite d'une modification des règles auxquelles il est assujetti, notamment en matière de fonds propres, de solvabilité, de contrôle des grands risques, de liquidité ou de coefficient de fonds propres et de ressources permanentes et/ou si cet événement porte atteinte, même rétroactivement, au régime des garanties et protections que la réglementation des finances locales (établissement, adoption, exécution, contrôle des budgets locaux) assure au PRETEUR (en cas de déséquilibre budgétaire ou de difficultés financières de l'EMPRUNTEUR) et en considération desquelles le PRETEUR a accepté de consentir le Prêt.

"**Coûts Additionnels**" désigne :

(i) une augmentation pour le PRETEUR du coût du financement du Prêt ;

AT

(ii) une réduction pour le PRETEUR de la rémunération nette qu'il tire du Prêt ou de la rémunération nette de son capital ; ou

(iii) une réduction d'un montant exigible au titre du Contrat ;

encouru ou supporté par le PRETEUR en raison du Prêt ou de l'exécution de ses obligations au titre du Contrat.

(b) Si le PRETEUR a l'intention de se prévaloir des stipulations du paragraphe (a) ci-dessus, il avisera l'Emprunteur dans les meilleurs délais et lui indiquera précisément la cause de sa réclamation (accompagnée des justificatifs appropriés).

Si aucune solution ne peut être trouvée entre le PRETEUR et l'EMPRUNTEUR dans le délai de trente (30) jours suivant la réception de la notification susvisée, l'EMPRUNTEUR pourra soit (i) demander au PRETEUR le maintien du Prêt, étant précisé que l'EMPRUNTEUR devra alors supporter tous Coûts Additionnels présents et futurs, soit (ii) procéder au remboursement anticipé volontaire de l'intégralité de l'encours du Prêt dans les conditions stipulées à l'Article 15 du Contrat.

(c) Les stipulations du paragraphe (a) ne seront pas applicable si les Coûts Additionnels considérés :

(i) font l'objet d'une indemnisation dans les conditions décrites ci-dessus ;

(ii) résultent d'un non-respect volontaire par le PRETEUR de la réglementation applicable.

ARTICLE 19 – EXERCICE DES DROITS – NON RENONCIATION

Tous les droits conférés au PRETEUR par le Contrat ou par tout autre document délivré en exécution ou à l'occasion du Contrat, comme les droits découlant pour eux de la loi, sont cumulatifs et pourront être exercés à tout moment.

Le fait pour le PRETEUR de ne pas exercer un droit ou de l'exercer partiellement ou tardivement ne saurait constituer une renonciation à ce droit, et n'empêchera pas, le PRETEUR, de l'exercer à nouveau dans l'avenir ou d'exercer tout autre droit.

ARTICLE 20 – CESSION

Successeurs et ayants-droit

Le Contrat liera leurs parties respectives et bénéficiera à chacune de celles-ci.

Interdiction du transfert des droits et obligations de l'EMPRUNTEUR

L'EMPRUNTEUR ne pourra céder ou autrement transférer ses droits et obligations découlant pour lui du Contrat sauf accord préalable écrit du PRETEUR.

Transfert de droits et obligations par le Prêteur

Le PRETEUR pourra transférer tout ou partie de ses droits et obligations au titre du Prêt à toute autre banque, tout autre établissement financier ou toute autre entité habilitée.

En particulier, le Prêteur pourra (i) librement transférer, céder tout ou partie de ses créances et droits au titre des Documents de Financement en faveur de la Banque de France ou de toute autre entité étatique ou para-étatique de refinancement des banques (ii) librement constituer des sûretés de quelque nature que ce soit, sur tout ou partie de ses droits au titre des Documents de Financement, en faveur de la Banque de France ou de toute autre entité étatique ou para-étatique de refinancement

AP RL

des banques, en garantie de ses obligations envers des tiers et (iii) librement transférer, céder tout ou partie de ses créances et droits au titre des Documents de Financement à un organisme de titrisation conformément aux dispositions légales et règlementaires en vigueur.

ARTICLE 21 - COMMUNICATIONS AUTORISEES D'INFORMATIONS

(c) Le PRETEUR pourra communiquer toute information concernant le Prêt et le Contrat conformément aux dispositions de l'article L. 511-33 du Code monétaire et financier.

(d) En outre, l'EMPRUNTEUR autorise le PRETEUR à communiquer toute information concernant le Prêt et le Contrat aux Personnes Autorisées telles qu'énumérées ci-après seulement si le Prêteur considère qu'une telle communication est nécessaire ou souhaitable pour :

(i) le cas échéant, la gestion du Prêt ;

(ii) la politique concertée du groupe auquel le PRETEUR appartient ;

(iii) la mise en œuvre de ses devoirs, obligations, engagements et activités bancaires ;

(iv) les besoins de sa gestion bilancielle ou de sa gestion des risques ; et/ou

(v) la mise en œuvre ou la défense de ses droits au titre du Contrat ;

étant précisé que :

"**Personnes Autorisées**" désigne l'une quelconque ou toutes les personnes ci-après :

(i) toute autorité ou personne à laquelle le secret bancaire ne peut être opposé ;

(ii) Crédit Agricole S.A. et toute autre entité du groupe du PRETEUR ;

(iii) les auditeurs et les conseils juridiques et fiscaux ;

(iv) toute partie à une instance judiciaire, administrative, réglementaire ou arbitrale à laquelle le PRETEUR est partie ;

(v) tout cessionnaire ou sous-participant potentiel, organisme de titrisation, bénéficiaire de sûretés sur les créances au titre de l'article 19 du Contrat.

ARTICLE 22 – INFORMATIQUE FICHIERS ET LIBERTES

Les données à caractère personnel recueillies par le Prêteur, en qualité de responsable du traitement, dans le cadre de la mise en place du financement, sont nécessaires pour l'octroi du Prêt et pour la constitution des garanties éventuelles ainsi que pour la gestion et le recouvrement de Prêt.
Elles seront conservées pour une durée correspondant à la durée de la relation contractuelle ou de la relation d'affaire, augmentée des délais nécessaires à la liquidation et à la consolidation des droits, ainsi que des durées de prescription et d'épuisement de toutes les voies de recours, et des délais légaux d'archivage.
Il est précisé que, conformément à la loi 78-17 du 6/1/78 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et tous textes subséquents ces données pourront faire l'objet de traitements informatisés par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Paris et d'Ile de France pour les finalités suivantes : octroi du crédit, connaissance du représentant légal de l'Emprunteur et le cas échéant du ou des garant(s), constitution et gestion des garanties éventuelles, recouvrement, évaluation et gestion du risque, lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, sécurité et prévention des impayés et de la fraude, respect des obligations légales et réglementaires notamment en matière de gestion du risque opérationnel. Les opérations et données personnelles du représentant légal de l'Emprunteur et le cas échéant du ou des garant (s) sont couvertes par le secret professionnel auquel

AJ E RL

la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Paris et d'Ile de France est tenue. Toutefois, pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Paris et d'Ile de France peut devoir communiquer des informations notamment à des organismes officiels, des autorités judiciaires ou administratives, légalement habilitées en France comme dans les pays qui sont destinataires de données personnelles. Ainsi à titre d'exemples certaines informations doivent être adressées à l'administration fiscale (déclaration des ouvertures de comptes, déclarations des revenus des capitaux mobiliers...)
Les données personnelles qui sont recueillies et leurs mises à jour éventuelles seront, le cas échéant, communiquées à :
- toute entité de Groupe Crédit Agricole, en cas de mise en commun des moyens ou de regroupement des sociétés,
- des partenaires de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Paris et d'Ile de France pour permettre au titulaire des données à caractère personnel recueillies de bénéficier des prestations et/ou avantages du partenariat auquel il aura adhéré le cas échéant,
- une ou plusieurs sociétés du Groupe Crédit Agricole, chargées de la gestion et de la prévention des risques opérationnels (notamment évaluation du risque, lutte contre le blanchiment de capitaux) au bénéficie de l'ensemble des entités du Groupe Crédit Agricole,
- tout notaire instrumentaire, intervenant le cas échéant dans la formalisation du Prêt,
- des sous-traitants pour les seuls besoins de la sous-traitance.
La liste des entités du Groupe Crédit Agricole susceptibles d'être bénéficiaires des informations le(s) concernant pourra être communiquée au représentant de l'Emprunteur et, le cas échéant au(x) garant(s) sur simple demande au Service Client de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Paris et d'Ile de France au siège social dont l'adresse figure au Contrat ou à l'adresse courriel service.client@ca-paris.fr.
Le titulaire de données à caractère personnelle recueillies peut exercer immédiatement son droit d'opposition à quelque titre que ce soit. Il peut également à tout moment exercer son droit d'opposition et son droit d'accès et de rectification sur les données le concernant, tel que prévu par la loi n° 78-17 du 6/1/78 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés en contactant le Service Client de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Paris et d'Ile de France au siège social dont l'adresse figure au Contrat ou à l'adresse courriel service.client@ca-paris.fr. Les frais de timbre seront remboursés au titulaire des données à caractère personnel recueillis sur demande de sa part.

ARTICLE 23 – LOI APPLICABLE – ELECTION DE DOMICILE - TRIBUNAL COMPETENT

Le Contrat est soumis au droit français. Les Parties conviennent que, en cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution du Contrat, elles s'efforceront de trouver de bonne foi un accord. A défaut, tout litige relatif à l'interprétation ou à l'application des présentes sera du ressort des tribunaux de Paris. Pour l'exécution des présentes, chacune des parties élit domicile à l'adresse mentionnée au Contrat.

AS RL

Fait et signé en trois (3) exemplaires,

A PARIS, le 18/12/18

POUR LE PRETEUR
Le CREDIT AGRICOLE D'ILE DE FRANCE
Monsieur Philippe PETIT
Directeur du secteur collectivités locales et logement social

CAISSE REGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DE PARIS ET D'ILE-DE-FRANCE
ILE-DE-FRANCE
26, Quai de la Rapée
75012 PARIS

POUR L'EMPRUNTEUR (1)
LA SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE DE L'ARC DE SEINE
Monsieur Raymond LOISELEUR
Directeur Général

SEMADS
Société d'Economie Mixte
de l'Arc de Seine
52, Promenade du Verger
92130 ISSY LES MOULINEAUX
Tél. 01 41 90 67 10 / Fax 01 41 90 05 42
RC NANTERRE 80 B 15636
TVA Intra. : FR 70998640304

POUR LA CAUTION (2)
LA VILLE D'ISSY LES MOULINEAUX
Monsieur André SANTINI
Maire
A Issy les M.x, le 18/12/18

Bon pour cautionnement solidaire à hauteur de 50 % soit un montant en principal de quatre millions cinq cent mille euros (4.500.000,00 €) à majorer des intérêts, frais et accessoires correspondants.

Mairie d'Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine)

(1) *Paraphe sur chaque page + signature en dernière page du représentant habilité*

(2) *Paraphe sur chaque page + signature en dernière page du représentant légal précédée de la mention « bon pour cautionnement solidaire à hauteur de 50% soit un montant en principal de QUATRE MILLIONS CINQ CENT MILLE EUROS (4.500.000,00€) à majorer des intérêts, frais et accessoires correspondants »*

ANNEXE 1
TRES URGENT

LA SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE DE L'ARC DE SEINE

Contrat de prêt : 9.000.000,00€
N°Télécopie 01.....
N°Téléphone 01..4.1.9.0.6.710

CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE
MUTUEL DE PARIS ET D'ILE-DE-FRANCE
Secteur Grandes Collectivités Locales et Logement Social
26, quai de la Rapée
75596 PARIS CEDEX 12
A l'attention de Béatrice MAISONNEUVE
Téléphone : 01 44 73 32 47
Télécopie : 01 44 73 15 52

DEMANDE DE TIRAGE DU PRET

Nous nous référons au Contrat de prêt susvisé et demandons la mise à disposition des fonds

à la date du ..... (il doit s'agir d'un jour ouvré, avant le 30/01/2020)

Montant :

La présente demande de tirage doit obligatoirement parvenir (par télécopie confirmée par courrier) à la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Paris et d'Ile-de-France dans les délais prévus au paragraphe « Réalisation et Compte Support » du Contrat précité.

La présente demande de tirage est irrévocable.

A..... , le.....
(nom, qualité du signataire, cachet et signature)

ANNEXE 2

TABLEAU D'AMORTISSEMENT PREVISIONNEL

Hypothèse de décaissement de la totalité des fonds au début de la période de tirage

Ech.		Nb jours é	Capital restant dû début ech.	Total échéance	Intérêts	Capital remboursé	Capital restant dû fin ech.
	mercredi 30 janvier 2019						
	jeudi 30 janvier 2020	360	9 000 000,00	234 000,00	234 000,00	0,00	9 000 000,00
1	samedi 30 janvier 2021	360	9 000 000,00	494 087,96	234 000,00	260 087,96	8 739 912,04
2	dimanche 30 janvier 2022	360	8 739 912,04	494 087,96	227 237,71	266 850,25	8 473 061,78
3	lundi 30 janvier 2023	360	8 473 061,78	494 087,96	220 299,61	273 788,36	8 199 273,43
4	mardi 30 janvier 2024	360	8 199 273,43	494 087,96	213 181,11	280 906,86	7 918 366,57
5	jeudi 30 janvier 2025	360	7 918 366,57	494 087,96	205 877,53	288 210,43	7 630 156,14
6	vendredi 30 janvier 2026	360	7 630 156,14	494 087,96	198 384,06	295 703,90	7 334 452,23
7	samedi 30 janvier 2027	360	7 334 452,23	494 087,96	190 695,76	303 392,21	7 031 060,03
8	dimanche 30 janvier 2028	360	7 031 060,03	494 087,96	182 807,56	311 280,40	6 719 779,62
9	mardi 30 janvier 2029	360	6 719 779,62	494 087,96	174 714,27	319 373,69	6 400 405,93
10	mercredi 30 janvier 2030	360	6 400 405,93	494 087,96	166 410,55	327 677,41	6 072 728,52
11	jeudi 30 janvier 2031	360	6 072 728,52	494 087,96	157 890,94	336 197,02	5 736 531,50
12	vendredi 30 janvier 2032	360	5 736 531,50	494 087,96	149 149,82	344 938,15	5 391 593,35
13	dimanche 30 janvier 2033	360	5 391 593,35	494 087,96	140 181,43	353 906,54	5 037 686,81
14	lundi 30 janvier 2034	360	5 037 686,81	494 087,96	130 979,86	363 108,11	4 674 578,71
15	mardi 30 janvier 2035	360	4 674 578,71	494 087,96	121 539,05	372 548,92	4 302 029,79
16	mercredi 30 janvier 2036	360	4 302 029,79	494 087,96	111 852,77	382 235,19	3 919 794,60
17	vendredi 30 janvier 2037	360	3 919 794,60	494 087,96	101 914,66	392 173,30	3 527 621,29
18	samedi 30 janvier 2038	360	3 527 621,29	494 087,96	91 718,15	402 369,81	3 125 251,48
19	dimanche 30 janvier 2039	360	3 125 251,48	494 087,96	81 256,54	412 831,43	2 712 420,06
20	lundi 30 janvier 2040	360	2 712 420,06	494 087,96	70 522,92	423 565,04	2 288 855,02
21	mercredi 30 janvier 2041	360	2 288 855,02	494 087,96	59 510,23	434 577,73	1 854 277,28
22	jeudi 30 janvier 2042	360	1 854 277,28	494 087,96	48 211,21	445 876,75	1 408 400,53
23	vendredi 30 janvier 2043	360	1 408 400,53	494 087,96	36 618,41	457 469,55	950 930,98
24	samedi 30 janvier 2044	360	950 930,98	494 087,96	24 724,21	469 363,76	481 567,22
25	lundi 30 janvier 2045	360	481 567,22	494 087,96	12 520,75	481 567,22	0,00
				TOTAL	3 352 199,11	9 000 000,00	

Assemblées
SB/MaR/MC

EXTRAIT DES DELIBERATION DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU JEUDI 13 DÉCEMBRE 2018

L'an deux mille dix-huit, le jeudi 13 décembre à 18h33, les membres composant le Conseil municipal d'Issy-les-Moulineaux, régulièrement convoqués individuellement et par écrit le 6 décembre 2018, se sont réunis au nombre de 39 dans la salle du Conseil municipal de l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur André SANTINI, Maire.
Nombre de conseillers municipaux en exercice : 49

Étaient présents :

SANTINI André	PIOT Annie	CAM Christophe
LEFEVRE Thierry	ECAROT Marie	MILLAN Caroline
LETOURNEL Edith	TANTI André	BALI Leïla
KNUSMANN Philippe	VESSIERE Martine	ARNOUX Clémence
MARTIN Gérard	RADENNE Jean-Marc	SIMILOWSKI Kathy à partir de 19h03
GUICHARD Claire	SZMARAGD Jean-Marc	PUIJALON Thomas
PITROU Nathalie	GARRIGUES Maria	MALEYRE Anne-Laure
de CARRERE Bernard	BERANGER Etienne	GAMBIEZ Fabienne
LEVY Alain	ROUSSEL Thibaut	AUFFRET Patrick
SUEUR Joëlle	DANIEL Pierrick	THIBAULT Laurent
SZABO Claire	COURCELLE-LABROUSSE Jean	DORVEAUX Francis
HELARY-OLIVIER Christine	HOUNTOMEY Céline	LEVOYER Sandra
KHANDJIAN Arthur	PROVOT Christophe	LE BERRE Marie-Hélène
RIGONI Olivier	POUJOL Aymeric	
BERNADET Nicole	LAKE-LOPEZ Sabine	

Étaient représentés :
Fabienne LIADZE par Caroline MILLAN
Ludovic GUILCHER par Philippe KNUSMANN
Paul SUBRINI par Jean-Marc SZMARAGD
Isabelle ESTRADE-FRANCOIS par Annie PIOT
Kathy SIMILOWSKI par Thomas PUIJALON jusqu'à 19h03
Vivien JULHÈS par Patrick AUFFRET

Était absente :
Stéphanie FARO
Madame Maria GARRIGUES est désignée à l'unanimité pour remplir les fonctions de secrétaire de séance qu'elle accepte.

Accusé de réception en préfecture
092-219200409-20181213-dcm13-DE
Date de télétransmission : 21/12/2018
Date de réception préfecture : 21/12/2018

Fin
GL/SLB/AF

CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU JEUDI 13 DÉCEMBRE 2018

N° 13

OBJET : FINANCES – Garantie d'emprunt communale à la Société d'Économie Mixte de l'Arc de Seine (SEMADS) pour la construction d'un ensemble hôtelier « Reine Margot » – Groupe Crédit Agricole Ile-de-France.

Madame Édith LETOURNEL, Maire-Adjointe déléguée aux Finances, expose au Conseil municipal ce qui suit :

La SEMADS est bénéficiaire d'un bail à construction de 99 ans accordé par la Compagnie des Prêtres Sulpiciens aux fins d'aménagement d'un ensemble hôtelier « Reine Margot » dont l'exploitation sera confiée au groupe ACCOR.
Afin de financer la construction de cet ensemble, la SEMADS se voit accorder deux prêts d'un montant de 9 000 000 € chacun par ARKEA Banque et le Crédit Agricole Ile-de-France.
Compte tenu de l'intérêt local de l'opération, il est proposé d'apporter la garantie de la Ville à ces opérations de financement à hauteur de 50%.

Le contrat d'emprunt proposé par le Crédit Agricole est accordé aux conditions financières suivantes :

Organisme préteur	Crédit Agricole Ile-de-France
Montant du financement	9 000 000 €
1ère échéance d'amortissement	30/01/2021
Durée d'amortissement	25 ans
Périodicité	Annuelle
Amortissement	Echéances constantes
Conditions financières	Taux fixe : 2,60%
Base de calcul des intérêts	30/360

Le contrat prévoit une phase de mobilisation d'un an jusqu'au 30 janvier 2020. Durant cette période, le taux en vigueur est de 2,60%, la périodicité est trimestrielle et la base de calcul est 30/360.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir accorder la garantie communale à hauteur de 50% sur le contrat de prêt à la SEMADS.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L. 2252-1,

Vu le Code civil, notamment les articles 2021 et 2298,

Vu la demande de garantie d'emprunt du CREDIT AGRICOLE ILE-DE-FRANCE en date du 30 octobre 2018,

Vu l'avis de la commission municipale des Ressources en date du 23 novembre 2018,

Considérant l'offre de financement remise par le CREDIT AGRICOLE ILE-DE-FRANCE,

Entendu cet exposé,

Accusé de réception en préfecture
092-219200409-20181213-dcm13-DE
Date de télétransmission : 21/12/2018
Date de réception préfecture : 21/12/2018

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ

ACCORDE la garantie de la commune d'Issy-les-Moulineaux, à hauteur de 50% des sommes dues, pour le remboursement du prêt contracté par la SEMADS auprès du Crédit Agricole Ile-de-France dans le cadre du projet d'aménagement du domaine de la Reine Margot aux conditions suivante :

Organisme préteur	CREDIT AGRICOLE ILE-DE-FRANCE
Montant du financement	9 000 000 €
1ère échéance d'amortissement	30/01/2021
Durée d'amortissement	25 ans
Périodicité	Annuelle
Amortissement	Echéances constantes
Conditions financières	Taux fixe : 2,60%
Base de calcul des intérêts	30/360

Le contrat prévoit une phase de mobilisation d'un an jusqu'au 30 janvier 2020. Durant cette période, le taux en vigueur est de 2,60%, la périodicité est trimestrielle et la base de calcul est 30/360.

ENGAGE la commune d'Issy-les-Moulineaux à effectuer le paiement des sommes dues aux échéances convenues ou des intérêts moratoires encourus en lieu et place de la SEMADS en cas de défaillance de cette dernière, sur simple notification du Crédit Agricole Ile-de-France adressée par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

AUTORISE Monsieur le Maire à intervenir au contrat de prêt conclu entre la SEMADS et le Crédit Agricole Ile-de-France

En application de l'article L. 2131-11 du Code général des collectivités territoriales, n'ont pas pris part au vote : André SANTINI, Thierry LEFÈVRE et Philippe KNUSMANN.

Adopté à l'unanimité
S'est abstenue : 1 : Fabienne GAMBIEZ

Édith LETOURNEL
Maire-Adjointe

Accusé de réception en préfecture
092-219200409-20181213-dcm13-DE
Date de télétransmission : 21/12/2018
Date de réception préfecture : 21/12/2018

PROPOSITION D'UN FINANCEMENT EN TAUX FIXE

Le 18 octobre 2018

Montant	**9.000.000 €** **A consolider en totalité**
Mode d'amortissement	**Progressif, échéance constante**
Calcul	30/360
Phase de mobilisation des fonds	1 an à compter de janvier 2019
Durée d'amortissement à l'issue de la phase de mobilisation	**25 ans, échéance janvier 2045**
Périodicité des échéances	**Annuelle**
Taux	**2,60%**
TEG pour une hypothèse de décaissement des fonds en une seule fois au début de la phase de mobilisation	*2,61% soit un taux période de 2,61%, période annuelle*
Classification Charte de Bonne Conduite *	1 A
Remboursement anticipé	• Possible à une date d'échéance • Paiement d'une indemnité actuarielle • Préavis : 10 jours ouvrés
Commission de montage	**0,10%**
Garanties	- Garantie à hauteur de 50% en capital, intérêts, frais et accessoires de la ville d'Issy les Moulineaux - Promesse d'affectation hypothécaire pari passu
Conditions suspensives	- Exigibilité anticipée en cas de rupture du bail commercial ACCOR ou de non renouvellement du bail avec Accor - justificatif de l'apport en fonds propres de 24M€, - bail commercial avec le groupe ACCOR signé - bail à construction signé avec la CPSS - permis de construire purgé de tout recours - validation de l'entreprise de gros œuvre
Date limite de validité de l'offre	**31 octobre 2018**

Les conditions de la présente offre ont été déterminées en fonction de nos coûts de refinancement et sont susceptibles de révision en cas d'évolution de ces derniers tant que la contractualisation n'est pas intervenue.

le 29/10/18

SEMADS
Société d'Economie Mixte
de l'Arc de Seine
52, Promenade du Verger
92130 ISSY LES MOULINEAUX
Tél. 01 41 90 67 10 / Fax 01 41 90 05 42
RC NANTERRE 80 B 15636
TVA Intra. : FR 70998640304

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Paris et d'Île-de-France
Siège social, 26 quai de la Râpée, 75012 Paris

Société coopérative à capital variable. Établissement de crédit. Société de courtage d'assurances. 775 665 615 RCS Paris.
Immatriculée au Registre des Intermédiaires en Assurance sous le numéro 07 008 015.

Île de France

CLASSIFICATION DES INDICES DE RISQUES

Selon la Charte de bonne conduite entre les établissements bancaires et les collectivités locales dite Charte Gissler

	Indices sous jacents
1	Indices zone euro
2	Indices inflation française ou inflation zone euro ou écart entre ces indices
3	Ecart d'indices zone euro
4	Indices hors zone euro. Ecart d'indices dont l'un est un indice hors zone euro
5	Ecart d'indices hors zone euro

	Structures
A	Taux fixe simple, Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel).
B	Barrière simple. Pas d'effet de levier.
C	Option d'échange (swaption)
D	Multiplicateur jusqu'à 3, multiplicateur jusqu'à 5 capé.
E	Multiplicateur jusqu'à 5

le 29/10/18

SEMADS
Société d'Economie Mixte
de l'Arc de Seine
52, Promenade du Verger
92130 ISSY LES MOULINEAUX
Tél. 01 41 90 67 10 / Fax 01 41 90 05 42
RC NANTERRE 80 B 15636
TVA Intra. : FR 70998640304

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Paris et d'Île-de-France
Siège social, 26 quai de la Râpée, 75012 Paris

Société coopérative à capital variable. Établissement de crédit. Société de courtage d'assurances. 775 665 615 RCS Paris.
Immatriculée au Registre des Intermédiaires en Assurance sous le numéro 07 008 015.

Prév. sécu.

VILLE D'ISSY LES MOULINEAUX

CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU JEUDI 7 AVRIL 2022

N° 10

OBJET : PRÉVENTION-SÉCURITÉ – Participation financière de la Ville au titre des actions de prévention pour l'année 2022 dans le cadre du Contrat Local de Sécurité.

Madame Edith LETOURNEL, Maire-Adjointe déléguée aux Finances, expose au Conseil municipal ce qui suit :

Les cinq principaux axes du Contrat Local de Sécurité (CLS) de la Ville d'Issy-les-Moulineaux sont :

- la prévention et le soutien à la parentalité ;
- la réussite éducative, la protection de l'enfance et la prévention de la délinquance ;
- les trajectoires sociales et l'insertion professionnelle ;
- la médiation urbaine et la protection du cadre de vie ;
- la communication et l'ingénierie.

Dans ce contexte, la Ville soutient financièrement, pour un montant total de 30 450 € inscrit au budget communal, les actions de prévention des acteurs locaux qui, sans préjudice de propositions nouvelles formulées ultérieurement par les partenaires du dispositif prévention - sécurité isséen, œuvrent dans les domaines suivants :

- la protection de l'enfance en danger ;
- la prévention de l'absentéisme scolaire ;
- la prévention par le sport ;
- les actions « citoyenneté » en direction de la jeunesse ;
- la prévention de la récidive ;
- le soutien à la conjugalité et à la parentalité ;
- le renforcement de l'aide aux victimes ;
- la prévention de la radicalisation ;
- la médiation (sociale, culturelle) ;
- la prévention et la sécurité routière.

La participation de la Ville s'établit comme suit :

Actions bénéficiant d'une participation financière de la commune dans le cadre du CLS (en euros)			
N°	**INTITULÉ/ACTEUR**	**VILLE**	
		2021	**2022**
ACTIONS « CITOYENNETÉ » EN DIRECTION DE LA JEUNESSE			
1	Pièce de théâtre « Suen-Fu » (ALPEGE)	1 670	1 500
2	Accompagnement à la scolarité et à la citoyenneté (ASTI)	4 170	4 000
3	Pièce de théâtre interactive sur le harcèlement scolaire (LYCEE EUGENE IONESCO)	-	1 200
4	Programme Montagnes Russes (LYCEE EUGENE IONESCO)	-	400
5	Bouge ton été (OMS)	-	4 350
PRÉVENTION DE L'ABSENTÉISME SCOLAIRE			
6	Prévention du décrochage scolaire (Questions d'Enfance)	570	500
7	Classe 6ème passerelle (CLAVIM)	4 170	3 000
8	Médiation interculturelle, Jeunes et Parentalité (ASTI)	4 170	4 000
SOUTIEN À LA CONJUGALITÉ ET À LA PARENTALITÉ			
9	L'accompagnement et le soutien en amont et en aval des séparations parentales (CLAVIM)	2 670	1 500
PRÉVENTION DES CONDUITES À RISQUES			
10	Accueil Ecoute - Création - Prévention - Socialisation (IMA'R'GE)	4 170	3 000
AIDE AUX VICTIMES			
11	Permanence d'un psychologue à l'Espace Andrée Chedid (ADAVIP-92)	7 190	7 000
TOTAL EN EUROS		**30 450**	**30 450**

À noter : *Seules les associations attributaires d'une subvention en 2022 ont été listées. C'est pourquoi le montant total indiqué pour 2021 ne correspond pas à l'addition des lignes de la colonne 2021 mais au subventionnement global de la Ville pour l'exercice.*

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L. 2121-29,

Vu le Code de la sécurité intérieure, notamment les articles L. 132-4 et suivants,

Vu le Contrat Local de Sécurité en date du 31 mars 1998, actualisé le 5 mars 2002 en référence à la circulaire interministérielle en date du 28 octobre 1997 relative à la mise en œuvre des contrats locaux de sécurité et réactualisé le 3 décembre 2009,

Vu la circulaire interministérielle en date du 7 juin 1999 relative aux contrats locaux de sécurité,

Vu l'avis de la commission municipale des Ressources en date du 30 mars 2022,

Considérant que les actions mises en œuvre localement reçoivent l'aide financière de la commune pour un montant de 30 450 €, inscrit au budget communal pour l'exercice 2022,

Entendu cet exposé,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ

APPROUVE la participation financière de la Ville au titre des actions de prévention, dans le cadre du Contrat Local de Sécurité, pour un montant de 30 450 €, réparti comme suit :

Actions bénéficiant d'une participation financière de la commune dans le cadre du CLS (en euros)		
N°	**INTITULÉ/ACTEUR**	**VILLE 2022**
ACTIONS « CITOYENNETÉ » EN DIRECTION DE LA JEUNESSE		
1	L'Ecole du Vent (ALPEGE)	1 500
2	Accompagnement à la scolarité et à la citoyenneté (ASTI)	4 000
3	Pièce de théâtre interactive (LYCEE IONESCO)	1 200
4	Programme Montagnes Russes (LYCEE IONESCO)	400
5	Bouge ton été (OMS)	4 350
PRÉVENTION DE L'ABSENTÉISME SCOLAIRE		
6	Prévention du décrochage scolaire (Questions d'Enfance)	500
7	Classe 6ème passerelle (CLAVIM)	3 000
8	Médiation interculturelle, Jeunes et Parentalité (ASTI)	4 000
SOUTIEN À LA CONJUGALITÉ ET À LA PARENTALITÉ		
9	L'accompagnement et le soutien en amont et en aval des séparations parentales (CLAVIM)	1 500
PRÉVENTION DES CONDUITES À RISQUES		
10	Accueil Ecoute - Création - Prévention - Socialisation (IMA'R'GE)	3 000
AIDE AUX VICTIMES		
11	Permanence d'un psychologue à l'Espace Andrée Chedid (ADAVIP-92)	7 000
TOTAL EN EUROS		**30 450**

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tout document résultant de la présente délibération.

AUTORISE le versement des participations financières de la commune aux associations ou organismes concernés.

DIT que les dépenses correspondantes seront inscrites au budget communal.

En application de l'article L. 2131-11 du Code général des collectivités territoriales, ne se prononcent pas sur l'attribution des subventions suivantes :

- MM. LEFEVRE, LEVY, DAOULAS, Mmes BERNADET, GUICHARD, LIADZE, pour la subvention à l'association Cultures, Loisirs, Animations de la Ville d'Issy-les-Moulineaux (CLAVIM).
- MM. DE CARRERE, KHANJIAN, ROUSSEL, DORANGE, KALASZ, DAOULAS, Mmes ROMAIN, BERNADET, SEMPE pour la subvention à l'Office Municipal des Sports (OMS).

NOTE D'INFORMATION

Les documents mentionnés ci-après sont tenus à la disposition des élus au service des Assemblées. En raison du contexte sanitaire, contacter préalablement le 01 41 23 88 01 – josephine.vigreux@ville-issy.fr **pour convenir d'un rendez-vous** :

- **Dossier de présentation des actions pour l'année 2022 accompagné du bilan des actions réalisées.**

VILLE D'ISSY LES MOULINEAUX

CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU JEUDI 7 AVRIL 2022

N° 11

OBJET : URBANISME – Approbation de la convention relative à la passation par la Société Publique Locale Seine Ouest Aménagement d'une concession de services pour la réalisation du projet « AAP H2 » (appel à projet hydrogène).

Monsieur Philippe KNUSMANN, Maire-Adjoint délégué à l'Urbanisme, expose au Conseil municipal ce qui suit :

Par délibération du Conseil municipal en date du 4 octobre 2018, la Ville a confié par lettre de mission à la Société Publique Locale Seine Ouest Aménagement (SPL SOA) une mission générale de conseils techniques, administratifs et financiers pour des projets d'urbanisme.

La Ville d'Issy-les-Moulineaux et l'Etablissement Public Territorial Grand Paris Seine Ouest (EPT GPSO) ont confié le 6 septembre 2021 à la SPL SOA la conduite d'études relatives à un projet dénommé « AAP H2 » (Appel à Projets Hydrogène) consistant à réaliser sur le territoire de la Ville d'Issy-les-Moulineaux un programme mixte destiné à accueillir :

- une station de production et de distribution d'hydrogène ;
- une plateforme logistique du dernier kilomètre ;
- des jardins partagés.

Cet équipement serait implanté sur le site sis rue de Vaugirard, constitué des parcelles L0177- L0148 - L0149 - L0002 - L0003 - L0004 - L0005 - L0006, d'une superficie totale d'environ 1 870 m^2 que la SPL acquerrait auprès du département des Hauts-de-Seine et de l'Etat, actuels propriétaires de l'assiette foncière.

Dans cette perspective, la SPL SOA avait préalablement lancé un appel à projet le 19 février 2021 auprès de différents opérateurs économiques pour mieux définir les besoins et la faisabilité du projet, afin de procéder à une consultation pour désigner le futur opérateur chargé de réaliser ce projet, d'en assurer l'exploitation et la maintenance.

Suite à la remise des offres effectuée le 19 mai 2021, le jury s'est réuni le 10 juin 2021, en présence de la SPL SOA, de la Ville, de l'EPT GPSO, et des cinq groupements de candidats :

- SOGARIS / STUDIO SANNA BALDE / AKUO BOUYGUES ES / BE GALLY / ECT ;
- CONCERTO (KAUFMAN) / HYSETCO (HYPE) / GINGER BURGEAP / OVERDRIVE / MERCI RAYMOND ;
- ENGIE / RAZEL BEC / DPD FRANCE / POSTE IMMO / TOPAGER ;
- CORSALIS / ENERTRAG / SYVIL / CHAMP LIBRE ;
- JUSTY.

Les résultats de la consultation ont permis de confirmer que le mode opératoire le plus pertinent pour la réalisation et l'exploitation de l'équipement serait la passation d'une

concession de services, au sens des dispositions de l'article L. 1121-1 du Code de la commande publique.

Après approbation de ces études, la lettre de mission signée avec la SPL SOA prévoyait une phase optionnelle lui confiant la mission de lancer une procédure de consultation afin de désigner le futur concessionnaire du site, signer le contrat de concession et en assurer le contrôle de l'exécution.

Dans le cadre de sa mission la SPL SOA, pouvoir adjudicateur, agira en tant qu'Autorité concédante en son nom propre, pour le compte des « collectivités ». Elle assurera, sous sa seule responsabilité, la passation du contrat de concession dans le respect du Code de la commande publique et le contrôle de son exécution.

Les caractéristiques techniques et fonctionnelles du cahier des charges défini par la SPL SOA répondent aux objectifs suivants :

- insertion respectueuse du site dans l'environnement ;

- respect des contraintes réglementaires et en particulier des normes et des règles de sécurité ;

- aménagement fonctionnel des espaces ;

- ouverture sur le quartier (visibilité, accessibilité, lisibilité des activités...) ;

- fonctionnalité et performance sur les plans énergétique et environnemental.

La SPL SOA veillera à la bonne articulation entre les principaux éléments de programme, que sont la station d'hydrogène, la plateforme logistique du dernier kilomètre et les jardins partagés.

Le concessionnaire aura pour mission :

- de concevoir, co-financer et réaliser en tant que maître d'ouvrage l'ensemble des ouvrages et équipements ;

- l'entretien, la réparation, la maintenance et la mise aux normes de l'ensemble des ouvrages, équipements et matériels mis à sa charge ;

- l'exploitation des ouvrages et équipements concédés et la perception des recettes sur la clientèle.

La durée de la concession sera de 20 ans, en application notamment des articles R. 3114-1 et R. 3114-2 du Code de la commande publique.

Le montant prévisionnel du chiffre d'affaires est estimé à 35 millions d'euros HT sur toute la durée du contrat, en valeur au 1er janvier 2022. Le montant prévisionnel des investissements, à la charge du concessionnaire, est estimé à 14 150 000 € HT.

La recherche des subventions et des aides publiques, y compris européennes, susceptibles de bénéficier aux services concédés pour l'investissement des ouvrages et des équipements, sera assurée par le concessionnaire.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal d'approuver la convention relative à la passation par la Société Publique Locale Seine Ouest Aménagement d'une concession de services pour la réalisation du projet « AAP H2 » et d'autoriser Monsieur le Maire à la signer.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 1531-1,

Vu les statuts de la Société Publique Locale Seine Ouest Aménagement,

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 4 octobre 2018 approuvant la lettre de mission générale relative à des conseils techniques, administratifs et financiers pour des projets d'urbanisme avec la Société Publique Locale Seine Ouest Aménagement,

Vu la lettre de mission en date du 6 septembre 2021 confiant à la Société Publique Locale Seine Ouest Aménagement la conduite des études relatives à un projet dénommé « AAP H2 » consistant à réaliser sur le territoire de la Ville d'Issy-les-Moulineaux un programme mixte destiné à accueillir une station hydrogène, une plateforme logistique au dernier kilomètre et des jardins partagés,

Vu le projet de convention relative à la passation par la Société Publique Locale Seine Ouest Aménagement d'une concession de services pour la réalisation du projet « AAP H2 » annexée à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission municipale de l'Aménagement du Territoire en date du 21 mars 2022,

Entendu cet exposé,

APRES EN AVOIR DELIBERE

APPROUVE la convention relative à la passation par la Société Publique Locale Seine Ouest Aménagement d'une concession de services pour la réalisation du projet « AAP H2 ».

AUTORISE Monsieur le Maire à la signer.

CONVENTION PORTANT SUR LA PASSATION PAR LA SPL SEINE OUEST AMÉNAGEMENT D'UNE CONCESSION DE SERVICES POUR LA RÉALISATION DU PROJET « AAP H2 » (APPEL À PROJET HYDROGÈNE)

ENTRE

La Commune d'Issy-les-Moulineaux, en sa qualité de collectivité territoriale actionnaire de Seine Ouest Aménagement, représentée par son Maire, André SANTINI, habilité par la délibération du conseil municipal en date du 7 avril 2022,

Ci-après dénommée la « Ville » ou conjointement « les Collectivités »

D'une part,

ET

L'Établissement Public Territorial Grand Paris Seine Ouest, en sa qualité d'établissement actionnaire de Seine Ouest Aménagement, représenté par son président Pierre Christophe BAGUET, habilité par délibération du conseil de territoire n° °,

Ci-après dénommé « l'EPT GPSO » ou conjointement « les Collectivités »,

D'autre part,

ET

SEINE OUEST AMENAGEMENT, Société Publique Locale d'Aménagement, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 512 546 128, représentée par son Directeur Général, Raymond LOISELEUR, autorisé à signer les présentes par délibération du conseil d'administration en date du

Ci-après dénommé la « SPL SOA » ou « la société »,

De troisième part,

PROJET

IL A TOUT D'ABORD ÉTÉ EXPOSÉ CE QUI SUIT :

Conformément aux dispositions de l'article L. 1531 du Code général des collectivités territoriale, la SPL SOA est compétente pour réaliser des opérations d'aménagement au sens de l'article L. 300-1 du Code de l'urbanisme, des opérations de construction, ou encore pour exploiter toutes autres activités d'intérêt général.

Plus particulièrement, aux termes des articles 2 et 3 de ses statuts, la SPL SOA a notamment pour mission :

« (…)

- De procéder aux études et à la réalisation d'opérations d'aménagement, en particulier celles visées à l'article L. 300-1 du Code de l'urbanisme ainsi que les équipements publics destinés, notamment à la Transition Énergétique ;

- D'assurer l'exploitation, la gestion, l'entretien et la mise en valeur par tout moyen des ouvrages, installations, équipements et services connexes dont la réalisation lui est confiée. »

Aux termes d'une lettre de mission en date du 6 septembre2021, la Ville d'Issy-les-Moulineaux et l'Etablissement Public Territorial Grand Paris Seine Ouest (EPT GPSO) ont autorisé la SPL SOA à conduire des études relatives à un projet dénommé « AAP H2 » (Appel à Projets Hydrogène) consistant à réaliser sur le territoire de la Ville d'Issy-les-Moulineaux un programme mixte destiné à accueillir :

- une station de production et de distribution d'hydrogène,
- une plateforme logistique du dernier kilomètre,
- des jardins partagés,

Cet équipement serait implanté sur le site sis rue de Vaugirard, constitué des parcelles L0177-L0148 - L0149 - L0002 – L0003 – L0004 – L0005 - L0006, d'une superficie totale d'environ 1 870 m2 que la SPL acquerrait auprès du département des Hauts-de-Seine et de l'Etat, actuels propriétaires de l'assiette foncière.

Dans cette perspective, la SPL SOA avait préalablement lancé un appel à projet le 19 février 2021 auprès de différents opérateurs économiques pour mieux définir les besoins et la faisabilité du projet, afin de procéder à une consultation pour désigner le futur opérateur chargé de réaliser ce projet, d'en assurer l'exploitation et la maintenance.

Suite à la remise des offres effectuées le 19 mai 2021, le jury s'est réuni, le 10 juin 2021, en présence de la SPL SOA, de la Ville, de l'EPT GPSO, et des cinq groupements de candidats ayant répondu à la consultation.

Les résultats de la consultation ont permis de confirmer que le mode opératoire le plus pertinent pour la réalisation et l'exploitation de l'équipement serait la passation d'une concession de services, au sens des dispositions de l'article L. 1121-1 du Code de la commande publique.

Après approbation de ces études, la lettre de mission signée avec la SPL SOA prévoyait une phase optionnelle, permettant de confier à la SPL une nouvelle convention en vue de lancer une consultation afin de désigner le futur concessionnaire du site, signer le contrat de concession et en assurer le contrôle de l'exécution.

PROJET

CECI EXPOSÉ IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA MISSION

La présente convention a pour objet d'autoriser la SPL SOA à faire réaliser, en son nom propre, pour le compte des collectivités, un programme mixte situé sur le territoire de la Ville d'Issy-les-Moulineaux comprenant :

- une station de production et de distribution hydrogène,
- une plateforme logistique du dernier kilomètre,
- des jardins partagés,

Cet équipement serait implanté sur le site sis rue de Vaugirard, constitué des parcelles L0177-L0148 - L0149 - L0002 – L0003 – L0004 – L0005 - L0006, d'une superficie totale d'environ 1 870 m2 que la SPL acquerrait auprès du département des Hauts-de-Seine et de l'Etat, actuels propriétaires de l'assiette foncière.

La SPL SOA assurera sous sa seule responsabilité la passation du contrat de concession dans le respect du Code de la commande publique et le contrôle de son exécution.

La responsabilité des « collectivités » ne pourra être recherchée du fait de l'exécution de la présente mission.

ARTICLE 2 : MODE DE RÉALISATION DE LA MISSION D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

La SPL s'engage à faire réaliser et exploiter l'équipement dans le cadre d'une concession de service, au sens des dispositions de l'article L.1121-1 du code de la Commande publique.

Dans le cadre de sa mission la SPL SOA, pouvoir adjudicateur, agira en tant qu'Autorité concédante en son nom propre, pour le compte des « collectivités ».

En tant qu'Autorité concédante, la SPL SOA a défini les caractéristiques techniques, fonctionnelles et financières de l'équipement et du projet de contrat de concession qu'elle conclura avec l'opérateur économique, ou le groupement d'opérateurs économiques qu'elle aura choisi, à l'issue de la procédure de mise en concurrence.

ARTICLE 3 : CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES ET FONCTIONNELLES DU PROJET

Les caractéristiques techniques et fonctionnelles du projet définis par la SPL dans le cahier des charges répondent aux objectifs suivants :

- insertion respectueuse du site dans l'environnement ;
- respect des contraintes réglementaires et en particulier des normes et des règles de sécurité ;
- aménagement fonctionnel des espaces ;
- ouverture sur le quartier (visibilité, accessibilité, lisibilité des activités ...) ;
- fonctionnalité et performance sur les plans énergétique et environnemental.

La SPL SOA veillera à la bonne articulation entre les principaux éléments de programme, que sont la station hydrogène, le centre logistique du « dernier kilomètre » et le jardin partagé.

ARTICLE 4 : PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES ÉCONOMIQUES DU CONTRAT DE CONCESSION

Les principales caractéristiques économiques et financières du contrat de concession qui ont été définies par la SPL SOA sont les suivantes :

PROJET

Le concessionnaire aura pour mission :

- de concevoir, co-financer et réaliser en tant que maître d'ouvrage l'ensemble des ouvrages et équipements ;
- l'entretien, la réparation, la maintenance et la mise aux normes de l'ensemble des ouvrages, équipements et matériels mis à sa charge ;
- l'exploitation des ouvrages et équipements concédés et la perception des recettes sur la clientèle.

La durée de la concession sera de 20 ans, en application notamment des articles R. 3114-1 et R. 3114-2 du Code de la commande publique.

Le montant prévisionnel du chiffre d'affaires est estimé à 35 millions d'euros HT sur toute la durée du contrat, en valeur au 1er janvier 2022.

Le Montant prévisionnel des investissements à la charge du concessionnaire est estimé à **14 150 k€ HT**.

Le Concessionnaire fera son affaire de la recherche des subventions et des aides publiques, y compris européennes, susceptibles de bénéficier aux services concédés, au niveau de l'investissement des ouvrages et des équipements.

ARTICLE 5 : INFORMATIONS SUR L'EXÉCUTION DE LA MISSION

La SPL SOA fournira chaque année aux collectivités, pour information, avant le 30 juin, un rapport sur l'exécution du contrat de concession comprenant un rapport de gestion et un rapport financier de l'exercice écoulé.

ARTICLE 6 : FIN DE LA MISSION

Au terme du contrat de concession, quelle qu'en soit la cause, la SPL SOA se rapprochera des collectivités pour déterminer de la fin ou de la poursuite de la mission.

Il pourra être décidé :

- soit de renouveler la concession par une nouvelle mise en concurrence et de prolonger la mission pour la durée du nouveau contrat ;
- soit de remettre les ouvrages aux collectivités, selon leur affectation au regard de leurs compétences respectives, qui en deviendront propriétaire et en assureront la gestion. Les conditions patrimoniales et financières de cette remise seront arrêtées d'un commun accord étant précisé que les ouvrages devront être remis moyennant une indemnité égale à leur valeur nette comptable.

ARTICLE 7 : LITIGES

En cas de litige né de l'exécution des présentes, et sauf règlement amiable, le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise sera saisi.

Fait à …. , le … 2022

PROJET

ÉTABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL GRAND PARIS SEINE OUEST

Pour le Président et par délégation,

VILLE D'ISSY-LES-MOULINEAUX

Le Maire

SPL SEINE OUEST AMÉNAGEMENT

Le Directeur Général

PROJET

Assemblées
SB/MaR/MC

EXTRAITS DES DELIBERATIONS DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU JEUDI 4 OCTOBRE 2018

L'an deux mille dix-huit, le jeudi 4 octobre à 18h34, les membres composant le Conseil municipal d'Issy-les-Moulineaux, régulièrement convoqués individuellement et par écrit le 27 septembre 2018, se sont réunis au nombre de 38 dans la salle du Conseil municipal de l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur André SANTINI, Maire.
Nombre de conseillers municipaux en exercice : 49

Étaient présents :

SANTINI André	RIGONI Olivier	COURCELLE-LABROUSSE Jean
LEFEVRE Thierry	BERNADET Nicole	LAKE-LOPEZ Sabine
LETOURNEL Edith	PIOT Annie	MILLAN Caroline
KNUSMANN Philippe	ECAROT Marie	BALI Leïla
MARTIN Gérard	TANTI André	ARNOUX Clémence
LIADZE Fabienne	VESSIERE Martine	SIMILOWSKI Kathy
GUICHARD Claire	RADENNE Jean-Marc	JULHES Vivien
PITROU Nathalie	SZMARAGD Jean-Marc	MALEYRE Anne-Laure
GUILCHER Ludovic	GARRIGUES Maria	AUFFRET Patrick
LEVY Alain	BERANGER Etienne à partir de 18h40	THIBAULT Laurent
SUEUR Joëlle	ROUSSEL Thibaut à partir de 18h40	DORVEAUX Francis à partir de 18h45
SZABO Claire	DANIEL Pierrick	LEVOYER Sandra
HELARY-OLIVIER Christine	FARO Stéphanie	LE BERRE Marie-Hélène
KHANDJIAN Arthur	ESTRADE-FRANCOIS Isabelle à partir de 19h07	

Étaient représentés :
Bernard de CARRERE par Nathalie PITROU
Paul SUBRINI par Jean-Marc SZMARAGD
Christophe PROVOT par Isabelle ESTRADE-FRANCOIS à partir de 19h07
Aymeric POUJOL par Fabienne LIADZE
Christophe CAM par Sabine LAKE-LOPEZ
Thomas PUIJALON par Vivien JULHES

Étaient absents :
Etienne BERANGER jusqu'à 18h40
Thibaut ROUSSEL jusqu'à 18h40
Isabelle ESTRADE-FRANCOIS jusqu'à 19h07
Francis DORVEAUX jusqu'à 18h45
Céline HOUNTOMEY
Fabienne GAMBIEZ

Madame Caroline MILLAN est désignée à l'unanimité pour remplir les fonctions de secrétaire de séance qu'elle accepte.

Accusé de réception en préfecture
092-219200409-20181004-dcm7-DE
Date de télétransmission : 16/10/2018
Date de réception préfecture : 16/10/2018

ST / Urba
HR / CM

CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU JEUDI 4 OCTOBRE 2018
N° 7
OBJET : URBANISME – Approbation de la lettre de mission relative à des conseils techniques, administratifs et financiers pour des projets d'urbanisme avec la SPL Seine Ouest Aménagement.

Monsieur Philippe KNUSMANN, Maire-Adjoint délégué à l'Urbanisme, expose au Conseil municipal ce qui suit :

Par lettre de mission du 3 janvier 2011 et en vertu de la délibération du Conseil municipal du 16 décembre 2010, la Ville d'Issy-les-Moulineaux a confié à la Société Publique Locale Seine Ouest Aménagement une mission de conseil technique, administratif et financier pour des projets d'urbanisme et d'aménagement.

Prorogée par avenant le 10 mars 2014 pour une durée de 4 ans, soit jusqu'au 10 mars 2018, il est proposé d'approuver une nouvelle lettre de mission de conseil technique, administratif et financier en matière d'urbanisme avec la SPL Seine Ouest Aménagement.

Le périmètre des missions confiées à la SPL tient compte des compétences dévolues depuis le 1er janvier 2018 à l'Établissement public territorial Grand Paris Seine Ouest en matière d'aménagement.

La SPL Seine Ouest Aménagement assistera la collectivité dans les missions suivantes :

- études de territoire : analyse de sites identifiés par la Ville (espaces publics, paysages, tissus économique, morphologies urbaines…), examen des contraintes, études de potentialités urbaines et économiques d'un secteur, études de marché, propositions de scénarios intégrant des stratégies foncières, financières, techniques et juridiques, études de mobilités ;

- appui à la mise en œuvre de processus d'échanges d'informations et de communication relative aux évolutions territoriales pour le public ;

- analyse de l'exercice du droit de préemption des fonds artisanaux, fonds de commerce et baux commerciaux ;

- analyse des problématiques juridiques liées au droit de l'urbanisme et de l'environnement.

En contrepartie, la SPL percevra les honoraires définis comme suit :

- mission de conseil et assistance juridique : 190 € HT/heure ;
- mission de conseil technique, administratif et financier en matière d'urbanisme : 150 € HT/heure ;
- mission de concertation et de communication : 120 € HT/heure.

Il est précisé que la lettre de mission relative à des missions de conseil technique, administratif et financier en matière d'urbanisme est une lettre de mission cadre qui peut être complétée par des dispositions particulières contenues dans des lettres de mission subséquentes.

Accusé de réception en préfecture
092-219200409-20181004-dcm7-DE
Date de télétransmission : 16/10/2018
Date de réception préfecture : 16/10/2018

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir approuver la lettre de mission relative à des conseils techniques, administratifs et financiers en matière d'urbanisme avec la SPL Seine Ouest Aménagement et d'autoriser Monsieur le Maire à la signer.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L. 2122-21,

Vu le Code de l'urbanisme, notamment l'article L 327-1,

Vu les statuts de la SPL Seine Ouest Aménagement,

Vu le projet de lettre de mission relative à des conseils techniques, administratifs et financiers en matière d'urbanisme,

Vu l'avis de la commission municipale de l'Aménagement du Territoire en date du 24 septembre 2018,

Entendu cet exposé,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ

APPROUVE la lettre de mission relative à des conseils techniques, administratifs et financiers pour des projets d'urbanisme avec la SPL Seine Ouest Aménagement.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ladite lettre de mission.

PRÉCISE que la lettre de mission est conclue pour une durée d'un an à compter de sa date de notification, renouvelable trois fois pour la même durée.

Adopté à l'unanimité
Se sont abstenus : 2 : Anne-Laure MALEYRE, Laurent THIBAULT.
N'ont pas pris part au vote : André SANTINI, Philippe KNUSMANN, Gérard MARTIN, Bernard DE CARRÈRE, Etienne BÉRANGER, Olivier RIGONI, Pierrick DANIEL, Thomas PUIJALON, MMES Edith LETOURNEL et Joëlle SUEUR.

Philippe KNUSMANN
Maire-Adjoint

Accusé de réception en préfecture
092-219200409-20181004-dcm7-DE
Date de télétransmission : 16/10/2018
Date de réception préfecture : 16/10/2018

Le 6/9/2021

SPL SEINE OUEST AMENAGEMENT

LETTRE DE MISSION

ENTRE

La Commune d'Issy-les-Moulineaux, en sa qualité de collectivité territoriale actionnaire de Seine Ouest Aménagement, représentée par son Maire, André SANTINI, habilité par la délibération du jeudi 4 octobre 2018, laquelle permet à la commune de confier, à la SPL Seine Ouest Aménagement, des missions de conseil, tant sur les plans techniques, administratif et financier, pour des projets d'urbanisme.

Ci-après dénommée la « Ville » ou conjointement « les Collectivités »

ET

L'Établissement Public Territorial Grand Paris Seine Ouest, en sa qualité d'établissement actionnaire de Seine Ouest Aménagement, représenté par son vice-président Jean-Jacques GUILLET, habilité par arrêté numéro A 201604 en date du 22 janvier 2016,

Ci-après dénommé « l'EPT GPSO » ou conjointement « les Collectivités »

ET

SEINE OUEST AMENAGEMENT, Société Publique Locale, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 512 546 128, représentée par son Directeur Général, Raymond LOISELEUR,

Ci-après dénommé « le Prestataire » ou « la SPL SOA » ou « la société »

La Ville d'Issy-les-Moulineaux et l'EPT GPSO, dénommés « les Collectivités » confient conjointement, et selon leur domaine de compétence, à la SPL SOA, la réalisation des études nécessaires à la réalisation d'un Programme Mixte comprenant :

- une station hydrogène,
- une plateforme logistique au dernier kilomètre
- et des jardins partagés,

Ce Programme Mixte serait implanté sur le site sis route de Vaugirard, constitué des parcelles L0177-L0148-L0149-L0002-L003-L004-L005-L006, d'une superficie totale d'environ 1 800 m², appartenant au Conseil Départemental des Hauts-de-Seine,

Ce programme mixte donnera lieu à une construction d'ouvrages imbriqués sur l'emprise foncière visée ci-dessus.

A l'issue de ces études (phase 1), les Collectivités confieront à la SPL SOA la mission de procéder, pour leur compte, la mise en œuvre d'une procédure de consultation en vue de retenir le futur opérateur en charge de la construction, la gestion et l'exploitation du programme mixte (phase 2).

Le contrat prendra de préférence la forme d'une concession.

Durant la phase d'études, la SPL SOA pourra proposer d'autres schémas que la concession.

I – OBJET DE LA MISSION (CONTENU, PERIMETRE DE LA MISSION)

A. Contexte et objet de la mission

Dès fin 2019, la Ville d'Issy a mené des réflexions sur trois grands thèmes pour les années à venir : l'énergie, la mobilité et la végétalisation.

Les réflexions se sont orientées vers, notamment, le développement de l'hydrogène qui est un vecteur d'énergie propre et qui apporte de nouvelles solutions, complémentaires à la maîtrise des consommations d'énergie et au développement des sources renouvelables : stocker l'électricité, gérer les réseaux énergétiques, se déplacer plus proprement.

Une étude sur l'opportunité de développer ce vecteur d'énergie sur les futures opérations d'aménagement et sur le territoire Isséen a ainsi été menée avec CAPGEMINI entre 2019 et 2020 (pour un montant de 39 500 € HT).

C'est dans ce cadre, que la Ville d'Issy (compétente en matière de jardin partagé et d'hydrogène), en association avec GPSO (compétente en matière de logistique urbaine) et le Département des Hauts-de-Seine (actuellement propriétaire du terrain), a demandé à la SPL SOA, de lancer une réflexion globale sur la transition énergétique du territoire avec, notamment, la mise en place d'un programme mixte combinant une station à hydrogène, une plateforme logistique du dernier km et des jardins partagés en toiture.

C'est à ce titre, qu'un Appel à projet / Sourcing a été lancé le 19 février 2021, en identifiant le terrain, en bordure de la RD7 et de la rue de Vaugirard, visé dans l'exposé.

L'objectif de ce sourcing était de permettre de mieux définir les besoins et la faisabilité du projet afin de pouvoir lancer une consultation pour désigner le futur opérateur chargé de réaliser l'ensemble du Programme Mixte précité, d'en assurer l'exploitation et la maintenance.

Suite à la remise des offres le 19 mai 2021 des participants à l'opération de sourcing, un jury a été organisé le 10 juin 2021, en présence de la Ville d'Issy, de GPSO et des cinq groupements de candidats.

Un cahier des charges doit être rédigé par la SPL SOA au titre de la phase 2, la Ville d'Issy et GPSO devront confirmer les points :

- La plateforme logistique ne pourra être inondable ;
- Le volume d'hydrogène produit/distribuer doit prendre en compte les besoins des Collectivités ;
- qu'elles doivent définir - au regard du déploiement, par elles, de véhicules lourds et de cars de transports de personnes, et des véhicules légers nécessaires aux missions de service public.

Mais d'ores et déjà, et compte tenu des discussions, notamment avec l'ADEME et les Collectivités, il apparait que les objectifs à poursuivre sont définis comme suit :

- Indiquer que la station à hydrogène sera à la fois dédiée à la production de ce vecteur et à la distribution ; La part entre la production et la distribution sera déterminée par l'opérateur
- Le volume d'hydrogène fourni, ne devant pas dépasser 1 tonne/jour, selon les résultats du sourcing, sera réservé pour moitié aux besoins des Collectivités.

- Les investissements et l'exploitation du Programme Mixte devront générer la plus faible participation financière possible des Collectivités.
- Le kilo d'hydrogène fourni par la station du Programme Mixte est plafonné à 9 €/HT.
- Le bilan carbone doit être le plus neutre et vertueux possible.

B. Contenu de la mission

La mission confiée à Seine Ouest Aménagement a pour objet le réaliser les études nécessaires à la réalisation d'un programme mixte comprenant une station hydrogène, une plateforme logistique au dernier kilomètre et des jardins partagés, sur le site sis route de Vaugirard. Cette mission consistera dans les actions suivantes :

Phase 1 (ferme) :

- Recenser les difficultés juridiques, économiques et opérationnelles (servitudes, topographie, infrastructures, ...).
- Identifier l'état d'occupation du bâti, analyser et évaluer le terrain.
- Analyser les autres contraintes du site.
- Définir le Programme Mixte permettant de réaliser une station hydrogène, une plateforme logistique au dernier kilomètre et des jardins partagés
- Négocier les termes de l'acquisition du terrain auprès du Conseil Départemental
- Instruire et porter les demandes de subventions auprès de l'ADEME, ou de toute autre collectivité comme la Région et le Département des Hauts-de-Seine.
- Examiner les conditions de perception des subventions allouées au bénéfice des Collectivités

Phase 2 (optionnelle) :

Après approbation des études par les Collectivités, ces dernières pourront confier à la SPL, par une nouvelle convention, la mission de :

- Lancer une consultation en vue de désigner le futur concessionnaire du site, la SPL agissant en tant que concédant ;
- Signer en son nom le contrat de concession ;
- Assurer le contrôle de l'exécution de la concession jusqu'à son terme.

Les Collectivités seront associées à l'analyse des offres, en particulier dans le cas où l'opérateur demanderait une participation financière du concédant à l'équilibre financier du contrat.

II – DUREE DE LA MISSION

Les prestations relatives à la phase 1 seront exécutées dans un délai maximum de 24 mois à compter de la date de notification de la présente lettre de mission pour la phase 1.

~~Pour la phase 2, une convention sera établie.~~
La durée des prestations relatives à la phase 2 sera fixée par la convention qui sera conclue à l'issue de la phase 1.

III – LE MONTANT DE LA MISSION

Montant de la mission pour la phase 1

- **Forfait mensuel**

Le forfait mensuel est établi sur 24 mois sur la base de 72 900 €HT, soit une somme de 3 037,50 € HT par mois.

- **Prestations spécifiques :**

Au forfait mensuel, s'ajouteront les sommes prévisionnelles suivantes, en fonction des étapes réalisées :

- Synthèse sur l'opération de Sourcing/Appel à projet : 44 000 € HT
- Frais géomètre, sondages géotechnique, étude de sol : 50 000 € HT ;
- Analyse et étude juridique du schéma contractuel: 41 550 € HT ;
- Rédaction du cahier des charges du contrat (conception-réalisation-exploitation) : 90 000 € HT
- Montage administratif, dossier de subvention auprès de l'ADEME : 17 300 € HT

Soit 242 850 € HT.

Soit un total général de 315 750 € HT

Compte tenu de la participation conjointe des 2 Collectivités que sont la ville d'Issy et GPSO, la part supportée par chacune sera de 157 875 € HT

Le montant forfaitaire prévisionnel ne comprend pas les situations imprévues suivantes : les changements de la gouvernance administrative, la modification du programme par les Collectivités. Si une étude complémentaire était rendue nécessaire, par la spécificité du projet ou la réglementation en vigueur, le coût de cette étude serait transmis pour avis à la Ville au préalable.

Indication de l'imputation budgétaire relative à la mission : Chapitre 011 (charges à caractère général), article 6226 (honoraires), fonction 824 (aménagement urbain).

Révision du prix

Dans l'hypothèse où la mission confiée au Prestataire aurait une durée supérieure à deux ans, le montant de sa mission, tel qu'indiqué ci-dessus, sera révisé chaque année, à la date anniversaire de la signature de la présente lettre de mission, en appliquant la formule suivante :

$M1 = Mo \times [0,15 + 0,85 (SYNTEC/SYNTECo)]$

Dans laquelle :

M1 : montant de la mission après révision
Mo : montant de la mission au mois de la signature de la lettre de mission
SYNTEC : valeur de l'indice SYNTEC au jour de la révision
SYNTECo : valeur de l'indice SYNTEC à la date de remise de l'offre du Prestataire à la collectivité.
Cette révision n'est pas applicable aux missions dévolues par la présente lettre de mission.

Règlements par acomptes mensuels

Des acomptes mensuels seront versés au Prestataire sur présentation de demande d'acompte faisant clairement référence à l'objet de la mission et détaillant l'avancement des prestations.

Le montant total de la mission sera soldé après achèvement des prestations, sur présentation d'un décompte récapitulatif faisant apparaître le détail des acomptes précédemment réglés et le montant du solde réclamé.

Paiement de la mission

La présente mission sera réglée dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de réception de la facture par les Collectivités.

Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du Prestataire.

Le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires commencent à courir, augmenté de deux points.

Montant de la mission Phase 2 :

Le montant de la mission sera établi dans le cadre de la convention qui sera établie à cet effet.

IV – PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES

Toute prestation supplémentaire commandée par les Collectivité – non décrite par la présente lettre de mission – devra faire l'objet d'une lettre de mission complémentaire, les honoraires de la SPL SOA étant de 190 € HT/heure

V- OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE

Le Prestataire doit justifier auprès des Collectivités qu'il est titulaire d'une assurance responsabilité civile professionnelle pour l'année en cours.
Le Prestataire s'engage à mettre à la disposition des Collectivités, l'ensemble des personnes qualifiées pour effectuer les prestations de la mission.

Il désignera également l'interlocuteur privilégié des Collectivités qui supervisera la totalité de la mission.
Tout changement de personnel et de responsable qualifié pour la conduite de la mission devra être notifié immédiatement aux Collectivités.

Par ailleurs, le Prestataire s'engage à respecter dans la conduite de sa mission, une obligation de discrétion totale en s'interdisant expressément de communiquer à quiconque, les informations dont il aura à connaître à l'occasion de celle-ci.

VI - SANCTIONS

En cas d'inobservation des obligations définies ci-dessus (V), les Collectivités pourront mettre fin à la présente mission sans que le Prestataire ou ses ayants droit puisse prétendre à une quelconque indemnité.

VII – LES PIECES CONSTITUTIVES DE LA MISSION

Les Collectivités reconnaissent expressément avoir remis au Prestataire les pièces constitutives de la mission, par ordre de priorité décroissant :

- Pièces particulières (à déterminer)
- Pièces générales

VIII – RESILIATION

VIII.1. Résiliation sans faute

Les Collectivités peuvent résilier sans préavis le présent contrat pour un motif d'intérêt général.

Toute résiliation suppose l'accord express des deux Collectivités.

Dans ce cas, elles devront verser à la Société une indemnité égale au montant de la rémunération forfaitaire prévue à l'article III, déduction faite de l'avance et des sommes déjà réglées.

VIII.2. Résiliation pour faute

En cas de carence ou de faute caractérisée de l'une ou l'autre des parties, après mise en demeure restée infructueuse dans le délai imparti, les Collectivités pourront décider de résilier la présente convention d'un commun accord.

Le Prestataire pourra également, en cas de manquement de l'une ou l'autres des Collectivités à leurs obligations, après mise en demeure restée infructueuse dans le délai imparti, demander au juge compétent de résilier la convention aux torts de l'autre partie.

Dans le cas où la résiliation a été prononcée aux torts du Prestataire, les Collectivités établiront un décompte de résiliation qui comprend :

- Au débit du Prestataire, le montant des sommes versées à titre d'avance, d'acompte et de soldes.
- Au crédit du Prestataire, la valeur contractuelle des prestations dont la réception a été prononcée, éventuellement diminuée des réfactions prononcées.

Dans le cas où la résiliation a été prononcée aux torts des Collectivités, ces dernières devront verser solidairement au Prestataire une indemnité égale au montant de la rémunération forfaitaire prévue à l'article III, déduction faite de l'avance et des sommes déjà réglées.

VIII.3. Remise des prestations en cours d'exécution

En cas de résiliation, pour quelque motif que ce soit, les Collectivités peuvent exiger du Prestataire, la remise des prestations exécutées.

IX – LITIGES

En cas de litige né de l'exécution des présentes, et sauf règlement amiable, le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise sera saisi.

Fait à Issy-les-Moulineaux, le 6/9/2021

LA VILLE D'ISSY-LES-MOULINEAUX

Le Maire
Vice-Président de la Métropole du Grand Paris
Ancien Ministre

MAIRIE D'ISSY-LES-MOULINEAUX Hauts-de-Seine

André SANTINI

GPSO

Le Président

Pierre-Christophe BAGUET

LE PRESTATAIRE

Seine Ouest Aménagement

Le Directeur Général

Raymond LOISELEUR

Seine Ouest Aménagement
52, Promenade du Verger
92130 ISSY-LES-MOULINEAUX
Tél : 01 41 90 67 10
SIRET : 512 546 128 00020
RCS Nanterre 2009 B 033 42
TVA Intra. : FR 22512546128

HR/SM

VILLE D'ISSY LES MOULINEAUX

CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU JEUDI 7 AVRIL 2022

N° 12

OBJET : PATRIMOINE – Présentation du bilan des acquisitions et cessions immobilières pour l'année 2021.

Madame Fanny VERGNON, Maire-Adjointe déléguée au Patrimoine, expose au Conseil municipal ce qui suit :

L'article L. 2241-1 du Code général des collectivités territoriales dispose que « *le bilan des acquisitions et cessions opérées sur le territoire d'une commune de plus de 2 000 habitants par celle-ci, ou par une personne publique ou privée agissant dans le cadre d'une convention avec cette commune, donne lieu chaque année à une délibération du Conseil municipal. Ce bilan est annexé au compte administratif de la commune.* »

Opérations réalisées par la Ville en 2021 :

Pour l'année 2021, les mutations immobilières de la Ville d'Issy-les-Moulineaux se sont élevées à un total de :

- acquisitions : 1 690 000 € HT (2 028 000 € TTC) ;
- cessions : 0 €

Acquisitions :

Dans le cadre de la ZAC Léon Blum, et plus particulièrement du programme de construction de l'îlot C réalisé par Seine Ouest Habitat et Patrimoine composé de deux bâtiments à usage de logements sociaux et d'équipements publics, la Ville a acquis auprès de l'office les volumes brut de béton destinés à l'aménagement d'une crèche de 25 berceaux et d'un restaurant club séniors, pour un montant respectif de 1 100 000 € HT et 590 000 € HT.

Dans le cadre de la ZAC du Pont d'Issy, la Ville a signé un acte constitutif de servitude de passage pour piétons, correspondant au mail Simone Michel-Levy, permettant de relier le quai du Président Roosevelt à la gare d'Issy-Val de Seine. Cette servitude perpétuelle est consentie à titre gratuit.

Cessions :

La Ville n'a réalisé aucune cession en 2021.

Opérations réalisées par l'Etablissement public foncier d'Ile-de-France en 2021 :

Dans le cadre de la mission d'intervention foncière confiée par la Commune, l'EPFIF a acquis la parcelle O161 sise 103, avenue de Verdun (lots 2 à 10) auprès de CDC HABITAT suite à un acte d'acquisition amiable après DUP, en date du 23 Mars 2021 pour un montant d'acquisition de 1 470 000 €.

L'EPFIF n'a procédé à aucune cession sur l'année 2021.

Opérations réalisées par les aménageurs en 2021 :

Dans le cadre de la ZAC Léon Blum, la SPL Seine Ouest Aménagement a acquis auprès de la SEM Seine Ouest Habitat et Patrimoine :

- les équipements publics de la ZAC (école maternelle Sophie Scholl, crèche Arc-en - Ciel du 18, Paul Bert et espaces publics des îlots A1-A2) ;
- le foncier destiné au promoteur des Ilots A3 et A4 (SEFRICIME/AIGO PROMOTION) (promesse de vente).

De plus, la SPL a procédé à diverses acquisitions nécessaires à la maîtrise foncière du 122 et 124, avenue de Verdun et 30-32, rue Aristide Briand (îlot B).

En outre, la SPL a également conclu trois promesses de vente au profit du promoteur des îlots A3 et A4 (SEFRICIME/AIGO PROMOTION) et du promoteur de l'îlot B (OGIC-WINY MAAS pour le projet La Serre).

Dans le cadre de la ZAC Pont d'Issy, la SPL a signé un acte constitutif de servitude de passage pour permettre la collecte des déchets pneumatiques par l'Établissement Public Territorial Grand Paris Seine Ouest.

De même, elle a signé un protocole de cession de volumes concernant le futur parvis de la tour KEIKO (volumes n°5 et n°8).

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal de bien vouloir prendre acte du bilan des acquisitions et cessions de l'année 2021.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2241-1,

Vu le bilan de l'année 2021 annexé à la présente délibération,

Vu le bilan des acquisitions et des cessions menées par la SPL en 2021 annexé à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission municipale du Patrimoine et de la Construction en date du 23 mars 2022,

Entendu cet exposé,

APRES EN AVOIR DELIBERE

PREND ACTE du bilan des acquisitions et des cessions immobilières pour l'exercice 2021.

ISSY-LES-MOULINEAUX

ACQUISITION 2021

ZAC Léon Blum (SPL SOA)

Date Acquisition	Nature de l'acte	Adresse	Parcelle	Nom du propriétaire	Destination des biens acquis	Montant HT
02/12/2021	Acte de Vente	Ilot A1 ZAC Blum	Q0050-51-69 Volumes 21	SOHP	Ecole maternelle 12 classes	**12 340 000,00 €**
11/10/2021	Acte de Vente	124 avenue de Verdun	R0103	Mr ARCHAMBAULT Mme LORENTZ	1 appartement, parking, cave (lot 5,19,28)	**189 890,00 €** dont 17 104 € (indemnité de remploi)
29/09/2021	Acte de Vente	30-32 rue Aristide Briand 122 avenue de Verdun	R0085 R0002	Mr DEVORE	2 terrains avec ensembles immobiliers (habitation, activités, garage)	**5 100 000,00 €** dont 467 240 € (indemnité de remploi)
13/07/2021	PSV	Ilot A3 ZAC Blum	Q0050-51-69 Volumes 30,32,33	SOHP	terrain	**19 393 830,00 €**
13/07/2021	PSV	Ilot A4 ZAC Blum	Q0050-51-69 Volume 31	SOHP	terrain	**8 963 280,00 €**
18/05/2021	Acte de Vente	Ilot A1-A2	Q 0050 51 et 69 volume 16	SOHP	espace public	**420 000,00 €**
31/03/2021	Acte de Vente	18 rue Paul Bert	P0078	SOHP	crèche	**3 332 615,74 €**
Montant Total						**49 739 615,74 €**

ZAC Pont d'Issy (SPL SOA)

Date Acquisition	Nature de l'acte	Adresse	Parcelle	Nom du propriétaire	Destination des biens acquis	Montant HT
09/06/2021	Protocole Cession de volume	119 et 147 quai du Pdt Roosevelt	Volumes 5 et 8 de G 120 et 121	SCI ISSY CAMPUS	espace public	**0,00 €**
19/05/2021	Servitude de passage	5 rue Rouget de Lisle 115 quai du pdt Roosevelt à Issy	G120-G121	SCI ISSY PONT	servitude de passage ENVAC (espace public)	**0,00 €**

CESSION 2021

ZAC Léon Blum (SPL SOA)

Date de cession	Nature de l'acte	Adresse	Parcelle	Nom de l'acquéreur	Destination des biens acquis	Montant HT
15/07/2021	PSV	Ilot A3 ZAC Blum	Q0050-51-69 Volumes 29,30	SCCV ISSY LEON BLUM A3	terrain	**43 235 500,00 €**
15/07/2021	PSV	Ilot A4 ZAC Blum	Q0050-51-69 Volume 31	SCCV ISSY LEON BLUM A4	terrain	**20 819 195,00 €**
12/03/2021	PSV	Ilot B ZAC Blum	Q0022-R0085-R0002-R0103-R0104	SCCV ISSY LOT B ZAC BLUM	terrain	**20 000 000,00 €**
Montant Total						**84 054 695,00 €**

ETAT DES ACQUISITIONS D'IMMEUBLES OU DE DROITS REELS IMMOBILIERS ANNEE 2021

NOM DE L'ACQUEREUR	NOM DU CEDANT	DATE D'ACQUISITION	DESIGNATION ADRESSE PARCELLE CADASTRALE	SURFACE UTILE (SU) OU DE LA PARCELLE (SP)	NOM DU PRECEDENT PROPRIETAIRE	ESTIMATION DE FRANCE DOMAINE	PRIX
Ville d'Issy-les-Moulineaux 62, rue du Général Leclerc 92130 Issy-les-Moulineaux	Seine Ouest Habitat et Patrimoine 71 boulevard Galliéni 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX	05/10/2021	Volumes n°4 et n°5 N n°7 et N n°8 131/133 avenue de Verdun 92 130 ISSY-LES-MOULINEAUX	(SP) 1 077 m² 714 m²	OPH Seine Ouest Habitat 71 boulevard Galliéni 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX	-	2 028 000 € TTC (soit 1 690 000 € HT)
Ville d'Issy-les-Moulineaux 62, rue du Général Leclerc 92130 Issy-les-Moulineaux (fonds dominant)	Société ISSY PONT 87 rue de Richelieu 75002 PARIS (fonds servant)	19/05/2021	Servitude de passage au profit du public ZAC du Pont d'Issy A n°36 et A n°47 5 rue Rouget de l'Isle 115 quai du Président Roosevelt 92 130 ISSY-LES-MOULINEAUX	1 787 m² (emprise de la servitude)	NC	-	0 €

RH

VILLE D'ISSY LES MOULINEAUX

CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU JEUDI 7 AVRIL 2022

N° 13

OBJET : RESSOURCES HUMAINES – Modification du tableau des effectifs.

Madame Nathalie PITROU, Maire-Adjointe déléguée aux Ressources Humaines, expose au Conseil municipal ce qui suit :

A l'occasion des mouvements de personnel (mobilités internes ou externes, départs à la retraite … etc.), une réflexion sur l'adéquation des profils de poste par rapport aux missions du service est systématiquement menée.

C'est pourquoi, dans certains cas il s'avère opportun de revoir le niveau de recrutement et donc le grade correspondant au profil de poste.

Par ailleurs, dans le cadre d'une évolution de carrière, certains agents peuvent accéder à un grade supérieur, soit par voie de concours, soit par promotion interne ou avancement de grade en fonction des possibilités statutaires. Dans ce cas, la nomination ne peut être effectuée qu'en cas de vacance d'un poste correspondant à ce nouveau grade.

En conséquence, compte tenu des différents besoins, il est proposé au Conseil municipal dans le cadre d'un réajustement du tableau des effectifs : la création de 2 postes, la suppression de 3 postes, l'ouverture de 20 postes et la fermeture de 20 postes.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 2121-29,

Vu le Code général de la fonction publique,

Vu la loi n° 84-53 du 26 Janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires de la fonction publique territoriale,

Vu les décrets relatifs à la mise en œuvre du protocole relatif aux parcours professionnels, carrières et rémunérations et à l'avenir de la fonction publique,

Vu l'avis favorable du comité technique du 30 mars 2022,

Entendu cet exposé,

APRES EN AVOIR DELIBERE

APPROUVE la modification du tableau des effectifs comme suit :

AGENTS PERMANENTS

Catégorie	Grades	Effectifs Proposés au CM du 10 février 2022	Création de poste	Ouverture de poste pour recrutement réussite concours avancement de grade promotion interne	Fermeture de poste pour recrutement réussite concours avancement de grade promotion interne	Suppression de postes
● Collaborateurs de cabinet		**3**	**0**	**0**	**0**	**0**
● Emplois fonctionnels						
A	Directeur général des services des communes de 40 000 à 80 000 hab.	1	0	0	0	0
A	Directeur général adjoint des services des communes de 40 000 à 150 000 hab.	5	0	0	0	0
		6	**0**	**0**	**0**	**0**
● Filière administrative						
A	Administrateur	1	0	0	0	0
A	Directeur territorial	2	0	0	0	0
A	Attaché hors classe	1	0	0	0	0
A	Attaché principal	23	0	0	1	0
A	Attaché	39	0	4	0	0
A	Attaché TNC	1	0	0	0	0
B	Rédacteur principal de 1ère classe	5	0	0	0	0
B	Rédacteur principal de 2ème classe	12	0	0	1	0
B	Rédacteur	25	0	3	1	0
C	Adjoint administratif territorial principal de 1ère classe	35	0	0	0	0
C	Adjoint administratif territorial principal de 2ème classe	40	0	0	1	0
C	Adjoint administratif territorial	52	1	2	2	0
		236	**1**	**9**	**6**	**0**
● Filière animation						
B	Animateur principal de 1ère classe	4	0	0	0	0
B	Animateur principal de 2ème classe	1	0	0	0	0
B	Animateur	3	0	2	0	0
C	Adjoint territorial d'animation principal de 2ème classe	6	0	0	0	0
C	Adjoint territorial d'animation	8	0	0	2	0
		22	**0**	**2**	**2**	**0**

● **Filière technique**

A	Ingénieur principal	6	0	0	0	0
A	Ingénieur	6	0	0	1	0
B	Technicien principal de 1ère classe	2	0	0	0	0
B	Technicien principal de 2ème classe	3	0	0	0	0
B	Technicien	4	0	2	2	0
C	Adjoint technique territorial principal de 1ère classe	11	0	0	0	0
C	Adjoint technique territorial principal de 2ème classe	82	0	2	3	0
C	Adjoint technique territorial principal de 2ème classe TNC	9	0	0	0	0
C	Adjoint technique territorial	99	1	3	0	1
C	Adjoint technique territorial TNC	36	0	0	0	2
C	Agent de maîtrise principal	27	0	0	5	0
C	Agent de maîtrise	26	0	1	0	0
C	Agent de maitrise TNC	1	0	0	0	0
		312	**1**	**8**	**11**	**3**

● **Filière sportive**

A	Conseiller territorial des A.P.S.	1	0	0	0	0
B	Educateur territorial des A.P.S principal de 1ère classe	3	0	0	0	0
B	Educateur territorial des A.P.S principal de 2ème classe	2	0	0	0	0
B	Educateur territorial des A.P.S	1	0	0	0	0
		7	**0**	**0**	**0**	**0**

● **Filière culturelle**

A	Professeur d'enseignement artistique hors classe	2	0	0	0	0
A	Professeur d'enseignement artistique de classe normale	5	0	0	0	0
A	Conservateur (patrimoine)	1	0	0	0	0
A	Attaché territorial de conservation (patrimoine)	1	0	0	0	0
A	Conservateur en chef (bibliothèque)	1	0	0	0	0
A	Conservateur (bibliothèque)	1	0	0	0	0
A	Bibliothécaire territorial	3	0	0	0	0
A	Bibliothécaire territorial principal	4	0	0	0	0
B	Assistant de conservation principal de 1ère classe	9	0	0	0	0
B	Assistant de conservation principal de 2ème classe	2	0	0	0	0
B	Assistant de conservation	8	0	0	0	0
B	Assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe	2	0	0	0	0
B	Assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe TNC	1	0	0	0	0
B	Assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe	3	0	0	0	0
B	Assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe TNC	1	0	0	0	0
B	Assistant d'enseignement artistique	1	0	0	0	0
C	Adjoint territorial du patrimoine principal de 1ère classe	11	0	0	0	0

C	Adjoint territorial du patrimoine principal de 2ème classe	13	0	0	0	0
C	Adjoint territorial du patrimoine	8	0	0	0	0
		77	0	0	0	0

● **Filière médico-sociale**

A	Médecin hors classe TNC	1	0	0	0	0
A	Masseur-kinésithérapeute,psychomotricien et orthophoniste de classe normale	2	0	0	0	0
A	Psychologue de classe normale	1	0	0	0	0
A	Infirmier en soins généraux hors classe	7	0	0	0	0
A	Infirmier en soins généraux de classe supérieure	1	0	0	0	0
A	Infirmier en soins généraux de classe normale	1	0	0	0	0
A	Puéricultrice hors classe	3	0	0	0	0
A	Puéricultrice de classe normale	3	0	0	0	0
A	Educateur territorial de jeunes enfants de classe exceptionnelle	13	0	0	0	0
A	Educateur territorial de jeunes enfants	34	0	0	0	0
A	Educateur territorial de jeunes enfants TNC	1	0	0	0	0
B	Auxiliaire de puériculture principal de 1ère classe	32	0	0	0	0
B	Auxiliaire de puériculture principal de 2ème classe	50	0	0	0	0
C	Agent social principal de 1ère classe	7	0	0	0	0
C	Agent social principal de 2ème classe	27	0	0	0	0
C	Agent social	77	0	0	1	0
C	Agent spécialisé principal de 1ère classe des écoles maternelles	21	0	0	0	0
C	Agent spécialisé principal de 2ème classe des écoles maternelles	13	0	1	0	0
		294	**0**	**1**	**1**	**0**
		957	**2**	**20**	**20**	**3**

Effectifs après la modification du 10 février 2022	**957**
Créations de Postes	2
Ouvertures de Postes	20
Fermetures de Postes	20
Suppressions de Postes	3
Nouveaux effectifs	**956**

DIT que les dépenses seront imputées au chapitre 012 (charges de personnel et frais assimilés) du budget communal.

RH

VILLE D'ISSY LES MOULINEAUX

CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU JEUDI 7 AVRIL 2022

N° 14

OBJET : RESSOURCES HUMAINES – Modification du tableau des emplois et autorisation d'occuper un emploi permanent par deux agents contractuels de catégorie A.

Madame Nathalie PITROU, Maire-Adjointe déléguée aux Ressources humaines, expose au Conseil municipal ce qui suit :

A l'occasion des différents mouvements de personnel, une réflexion sur l'adéquation des profils de poste par rapport aux missions du service est systématiquement menée. Dans ce cadre, il s'avère parfois opportun de modifier l'intitulé de certains emplois, et de revoir le niveau de recrutement et le cadre d'emploi correspondant.

Or, conformément à l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité. Il appartient donc au Conseil municipal d'approuver les modifications apportées aux emplois de la Commune.

Par ailleurs, en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires, les collectivités peuvent recruter, en application de l'article 3-2 de la loi du 26 janvier 1984 précitée, un agent contractuel pour faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire. Le cas échéant, pour les emplois de catégorie A, B, C lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient, et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté, la collectivité pourra pourvoir un emploi permanent par un agent contractuel, en application de l'article 3-3-2° de la loi du 26 janvier 1984.

Or, à l'issue du processus de recrutement visant à pourvoir le poste de responsable emplois-compétences au sein du service ressources humaines et le poste de chargé(e) d'opérations au sein du service architecture, il n'a pas été possible de sélectionner de fonctionnaires présentant les conditions requises pour occuper ces fonctions. Les besoins des services le justifiant, deux candidats contractuels ont donc été sélectionnés pour occuper ces emplois permanent.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'une part d'actualiser le tableau des emplois (conforme au tableau des effectifs) qui précise le service, le cadre d'emploi et l'intitulé des postes ;
- et d'autre part de bien vouloir autoriser le recrutement de ces agents contractuels aux fonctions susmentionnées, sur le fondement de l'article 3-3-2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code général de la Fonction Publique,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment ses articles 3-2 ; 3-3-2° ; et 34,

Vu le tableau des effectifs de la Commune,

Considérant que la Ville a examiné plusieurs candidatures pour pourvoir les postes mentionnés ci-dessus et qu'aucun fonctionnaire ne présente les qualités appropriées pour être recruté,

Considérant les besoins du service,

Vu l'avis favorable du Comité Technique en date du 30 mars 2022,

Entendu cet exposé,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ

APPROUVE l'actualisation du tableau des emplois annexé à la présente délibération.

DECIDE, compte tenu du non-aboutissement des tentatives de recrutement d'un agent titulaire, le recrutement d'un agent contractuel aux fonctions de responsable emplois-compétences, pour une durée de trois ans renouvelable, en application de l'alinéa 3-3-2° de la loi du 26 janvier 1984, afin de faire face aux besoins du service et eu égard à la nature des fonctions requérant des compétences spécifiques.

FIXE les conditions du recrutement précité comme suit :

Nature des fonctions :
- Définition et mise en oeuvre de la politique de recrutement et de mobilité interne
- Recueil et analyse des besoins de recrutement auprès des managers
- Définition et mise en oeuvre de la stratégie de recherche de candidats
- Conduite d'entretiens en lien avec les services et finalisation du recrutement
- Définition et mise en oeuvre de la politique de formation de la Ville

Grade d'assimilation : Attaché territorial

Niveau de rémunération : en référence à la grille indiciaire du grade d'attaché territorial

Régime indemnitaire : régime indemnitaire lié au grade d'attaché territorial

Expérience professionnelle : une expérience dans le domaine du développement RH, adaptée aux fonctions décrites ci-dessus,

DIT que les dépenses seront imputées au chapitre 012 (charges de personnel et frais assimilés) du budget communal.

DECIDE, compte tenu du non-aboutissement des tentatives de recrutement d'un agent titulaire, le recrutement d'un agent contractuel aux fonctions de Chargé(e) d'opérations architecture, pour une durée de trois ans renouvelable, en application de l'alinéa 3-3-2° de la loi du 26 janvier 1984, afin de faire face aux besoins du service et eu égard à la nature des fonctions requérant des compétences spécifiques.

FIXE les conditions du recrutement précité comme suit :

Nature des fonctions :
- Pilotage d'opérations : projets neufs, de réhabilitations et d'aménagement intérieurs de la phase programme jusqu'à l'année de garantie de parfait achèvement de travaux.
- Pendant les travaux : suivi quotidien des différents chantiers avec notamment la vérification de la qualité du travail des entreprises et leur conformité avec les pièces techniques
- Après les travaux : gestion après réception avec les utilisateurs, suivi des travaux de levée de réserves, suivi de l'équipement pendant l'année de garantie de parfait achèvement
- Analyser et faire expertiser les équipements communaux en vue d'établir une classification technique du patrimoine (description technique, pilotage des audits techniques externalisés)
- Organiser l'inventaire du patrimoine et mettre en œuvre des outils de gestion spécifiques et partagés en lien avec tous les services et directions des services techniques

Grade d'assimilation : ingénieur territorial

Niveau de rémunération : en référence à la grille indiciaire du grade d'ingénieur territorial

Régime indemnitaire : régime indemnitaire lié au grade d'ingénieur territorial

Expérience professionnelle : une expérience dans le domaine de l'architecture, adaptée aux fonctions décrites ci-dessus,

DIT que les dépenses seront imputées au chapitre 012 (charges de personnel et frais assimilés) du budget communal.

Service	Cadre d'emploi	Intitulé de poste	Nombre de Intitulé de poste
Architecture et Patrimoine bâti	Adjoints techniques territoriaux	Chef d'équipe polyvalence	1
		Ouvrier polyvalent	3
		Surveillant de travaux	2
	Agents de maîtrise territoriaux	Dessinateur	1
		Ouvrier polyvalent	8
		Surveillant de travaux	4
	Ingénieurs territoriaux	Chargé(e) d'opérations junior	1
		Directeur	1
		Directeur Adjoint	1
		Directeur du Centre Technique	1
	Techniciens territoriaux	Chargé(e) d'opérations junior	1
		Responsable	1
		Responsable de l'entretien du patrimoine bâti	1
		Responsable du pôle entretien externalisé des bâtiments	1
		Surveillant de travaux	1
Assemblées - CRD - Assurances	Adjoints administratifs territoriaux	Aide archiviste	1
		Assistant(e)	1
	Attachés territoriaux	Directeur	1
		Responsable	1
		Responsable juridique	1
	Rédacteurs territoriaux	Adjoint(e) au Directeur	1
		Assitante de direction	1
		Gestionnaire	1
Cabinet du Maire	Adjoints administratifs territoriaux	Assistant(e)	1
		Assistant(e) de direction	2
	Adjoints techniques territoriaux	Huissier du Maire	1
	EMPLOIS NON CLASSES	Chef de cabinet	1
		Directeur de cabinet	1
		Responsable du secrétariat particulier	1
	Rédacteurs territoriaux	Assistant(e) de direction	1
CLAVIM	Adjoints administratifs territoriaux	Animateur	1
		Assistant(e) de direction	1
		Assistant(e) de direction secteur Enfance	1
		Chargé(e) d'accueil et d'animation	1
		Coordinateur accueil et administration	1
	Adjoints territoriaux d'animation	Animateur	2
		Directeur accueil de loisirs	2
	Adjoints territoriaux du patrimoine	Agent d'accueil polyvalent	1
		Assistant(e) bibliothèque	1
	Animateurs territoriaux	Directeur accueil de loisirs	4
	Assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques	Assistant(e) bibliothèque	1
	Attachés territoriaux	Chargé(e) de prévention enfance	1
		Coordinateur de l'accueil et de la communication	1
		Directeur de la coordination des actions socioculturelles	1
		Directeur Enfance	1
	Bibliothecaires territoriaux	Chargé(e) de mission A.Chedid	1
	Rédacteurs territoriaux	Assistant(e) secteur enfance	1
		Chargé(e) de la gestion administrative du personnel	1
		Chargé(e) de la gestion administrative et financière	1
		Chargé(e) de projets	1
		Directeur accueil de loisirs	1
		Responsable des médiateurs des espaces urbains	1
Commerce et Attractivité économique	Adjoints administratifs territoriaux	Assistant(e) commerce de proximité chargé(e) du secrétariat de(s) l'élu(es)	1
	Agents de maîtrise territoriaux	Référent commerces	1
	Attachés territoriaux	Chargé de mission "petits commerces"	1
		Directeur	1
Communication interne	Attachés territoriaux	Directeur	1
	Rédacteurs territoriaux	Adjoint au directeur	1
COS	Adjoints administratifs territoriaux	Coordinateur administratif et financier	1

Service	Cadre d'emploi	Intitulé de poste	Nombre de Intitulé de poste
COS	Adjoints administratifs territoriaux	Coordinateur administratif et logistique	1
Culture	Adjoints administratifs territoriaux	Acquéreur	1
		Agent d'accueil et de surveillance	1
		Agent de médiathèque	1
		Chargé(e) d'accueil	1
		Coordinateur administratif et financier	1
		Coordinateur administratif et logistique chargé(e) du secrétariat de(s) l'élu(es)	1
		Responsable administratif et financier	1
		Responsable du secteur administration/informatique/multimedia	1
	Adjoints techniques territoriaux	Agent de médiathèque chargé(e) de la préparation des collections et de la logistique	1
	Adjoints territoriaux d'animation	Ludothécaire	2
	Adjoints territoriaux du patrimoine	Acquéreur	6
		Acquéreur chargé(e) de l'actualité et du fonds professionnel	1
		Agent de médiathèque	9
		Agent de médiathèque chargé(e) de la GRC et des plannings	1
		Agent de médiathèque chargé(e) de la médiation	1
		Agent de médiathèque chargé(e) du suivi administratif et financier	1
		Agent de médiathèque chargé(e) du suivi administratif RH	1
		Agent technique de préparation des collections et de logistique	1
		Chargé(e) de documentation	1
		Coordinateur de l'accueil des groupes	1
		Gestionnaire administratif et financier	1
		Ludothécaire	3
		Régisseur des ?uvres	1
		Responsable	1
	Agents de maîtrise territoriaux	Agent d'accueil et de surveillance	1
		Agent technique de préparation des collections et de logistique	2
	Agents sociaux territoriaux	Assistant(e) ludothécaire	1
	Animateurs territoriaux	Ludothécaire	2
		Responsable	1
	Assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques	Acquéreur	11
		Acquéreur chargé(e) de la presse et de l'animation	1
		Agent de médiathèque	2
		Responsable Ajoint(e)	1
		Responsable du secteur adulte	1
		Responsable secteur adulte et musique	1
		Responsable secteur mediation	1
	Assistants territoriaux d'enseignement artistique	Enseignant classe prépa. et pratique amateur	2
		Professeur d'anglais	1
		Professeur d'enseignement artistique	3
	Attachés territoriaux	Directeur	2
		Directeur Adjoint	1
		Responsable administratif et financier	2
		Responsable de la programmation culturelle	1
	Attachés territoriaux de conservation du patrimoine	Attaché(e) de conservation	1
	Bibliothecaires territoriaux	Acquéreur	1
		Responsable	1
		Responsable NTIC	1
		Responsable secteur jeunesse	1
		Responsable secteur musique	1
		Responsable secteur scolaire	1
	Conservateurs territoriaux bibliothèques	Directeur Adjoint	1
		Directeur des Médiathèques	1
	Conservateurs territoriaux du patrimoine	Conservateur du Musée	1
	Educateurs territoriaux de jeunes enfants	Ludothécaire	2
	Professeurs territoriaux d'enseignement artistique	Directeur	1
		Enseignant classe prépa. et pratique amateur	1
		Professeur d'enseignement artistique	4
		Professeur d'enseignement artistique 2 (Prépa)	1

Service	Cadre d'emploi	Intitulé de poste	Nombre de Intitulé de poste
Culture	Rédacteurs territoriaux	Agent de médiathèque	1
		Agent de médiathèque et référent(e) accueil des publics	1
		Assistant(e) chargé(e) de la gestion administrative et technique de l'auditorium NIEDERMEYER et du secrétar	1
		Gestionnaire de la programmation culturelle	1
		Ludothécaire	1
		Technicien informatique	1
Démocratie Participative et des Quartiers	Adjoints administratifs territoriaux	Assistant(e) polyvalent(e)	3
	Rédacteurs territoriaux	Responsable	1
Direction Générale	Adjoints administratifs territoriaux	Assistant(e) de direction chargé(e) du secrétariat de l'élu(e)	1
		Assistant(e) de direction DGS	1
		Assistant(e) de direction, référent(e) stages et support GRC	1
	Administrateurs territoriaux	Directeur des Services Techniques	1
	Directeurs généraux des services des communes de + 2 000 hab. (et adjoints)	Directeur Général Adjoint Finances et Ville Numérique	1
		Directeur Général Adjoint Ressources Humaines et Enfance	1
		Directeur Général Adjoint services à la population et relations extérieures	1
		Directeur Général Adjoint services techniques et juridiques	1
		Directeur Général Adjoint Urbanisme et Aménagement	1
		Directeur général des services	1
	Rédacteurs territoriaux	Assistant(e) de direction DGS	1
Education - Petite Enfance	Adjoints administratifs territoriaux	Agent d'accueil	3
		Agent d'accueil attributions	1
		Assistant(e) de direction chargé(e) du secrétariat de(s) l'élu(es)	2
		Assistant(e) RAM	3
		Comptable	1
		Coordinateur accueil et periscolaire	1
		Gestionnaire comptable et marchés publics	1
		Régisseur et assistant(e) du service accueil et teliss	1
	Adjoints techniques territoriaux	Agent de service	22
		Agent social	4
		Auxiliaire de puériculture	1
		Cuisinier	7
	Adjoints territoriaux d'animation	Animateur	4
	Agents de maîtrise territoriaux	Adjointe au responsable de la restauration scolaire	1
		Agent de service	1
		Cuisinier	4
	Agents sociaux territoriaux	Agent de service	4
		Agent social	71
		Auxiliaire de puériculture	6
		Cuisinier	1
		EJE	1
	Agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles	Agent social	1
	Animateurs territoriaux	Responsable de secteur périscolaire	3
	Assistants territoriaux d'enseignement artistique	Professeur d'allemand	1
		Professeur de chinois	1
	Attachés territoriaux	Chargé(e) d'affaires juridiques	1
		Coordinateur petite enfance	1
		Directeur	1
		Directeur Adjoint	2
		Responsable de la scolarité	1
		Responsable vie des écoles	1
	Auxiliaires de puériculture territoriaux	Auxiliaire de puériculture	80
		Directrice Adjointe de crèche	1
		EJE	1
	Educateurs territoriaux de jeunes enfants	Directrice Adjointe de crèche	5
		Directrice de crèche	1
		Directrice Halte Garderie	3
		Directrice Halte Jeux	1
		Directrice RAM	3
		EJE	32

Service	Cadre d'emploi	Intitulé de poste	Nombre de Intitulé de poste
Education - Petite Enfance	Infirmiers territoriaux en soins généraux	Directrice Adjointe de crèche	1
		Directrice de crèche	8
	Ingénieurs territoriaux	Responsable restauration scolaire	1
	Masseurs-kinésithérapeutes, psychomotriciens et orthophonistes	Directrice Adjointe de crèche	1
		EJE	1
	Psychologues territoriaux	Psychologue	1
	Puéricultrices territoriales	Directrice Adjointe de crèche	3
		Directrice de crèche	3
	Rédacteurs territoriaux	Adjoint au Coordinateur Petite Enfance	1
		Régisseur de recettes chargé(e) de l?exécution budgétaire des recettes	1
		Responsable animateur des temps périscolaires	1
		Responsable vie des structures petite enfance	1
Espaces publics et sécurité	Adjoints administratifs territoriaux	Assistant(e) polyvalent	1
	Adjoints techniques territoriaux	ASVP	12
		Responsable	1
		Surveillant de travaux	1
	Agents de maîtrise territoriaux	Adjoint au Responsable ASVP	1
		ASVP	5
		Surveillant de travaux	1
	Attachés territoriaux	Adjoint au directeur	1
	Ingénieurs territoriaux	Directeur des Espaces Publics	1
	Techniciens territoriaux	Chargé(e) d'opérations	1
		Chargé(e) d'opérations de voirie	1
Évènementiel, Protocole et Vie Associative	Attachés territoriaux	Chargé(e) des partenariats et des équipements associatifs	1
		Directeur	2
		Responsable de la vie associative et des subventions aux associations	1
		Responsable Protocole	1
	Rédacteurs territoriaux	Assistante de direction	1
		Directeur adjoint évènementiel et vie associative	1
		Responsable administratif et financier	1
Finances et achats	Adjoints administratifs territoriaux	Assistant(e) de direction chargé(e) du secrétariat de(s) l'élu(es)	1
		Assistant(e) exécution budgétaire	2
		Coordinateur technique des achats et de l'exécution budgétaire	1
	Attachés territoriaux	Chargé(e) des achats	1
		Directeur	1
		Responsable de l'analyse financière et de l'exécution budgétaire	1
		Responsable des achats et du contrôle de gestion	1
	Rédacteurs territoriaux	Chargé(e) du suivi budgétaire	1
		Coordinateur de l'exécution budgétaire	1
GAE	Adjoints administratifs territoriaux	Agent d'accueil au sein des écoles	16
		Agent de restauration et de goûter	1
		Animateur (ex Responsable d'office)	1
		ATSEM	1
		Coordinateur ATSEM	1
		Coordinateur des agents d'accueil des écoles	1
	Adjoints techniques territoriaux	Agent d'accueil au sein des écoles	26
		Agent de restauration	43
		Agent de restauration et de goûter	20
		ATSEM	32
		Responsable d'office	14
	Agents de maîtrise territoriaux	Agent d'accueil au sein des écoles	4
		Agent de restauration	1
		ATSEM	2
		Responsable d'office	4
	Agents sociaux territoriaux	Agent d'accueil au sein des écoles	3
		ATSEM	23
	Agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles	Agent d'accueil au sein des écoles	5
		ATSEM	29
	Attachés territoriaux	Directeur	1

Service	Cadre d'emploi	Intitulé de poste	Nombre de Intitulé de poste
GAE	Rédacteurs territoriaux	Coordinateur des agents de la restauration scolaire	1
Hygiène et Sécurité	Ingénieurs territoriaux	Chargé(e) de mission fluides, ADAP et Qualité de l'Air	1
		Directeur	1
		Inspecteur salubrité	2
	Techniciens territoriaux	Directeur Adjoint SCHS- Inspecteur salubrité	1
IRIS - Etat civil	Adjoints administratifs territoriaux	Agent d'accueil polyvalent	9
		Chargé(e) d'opération d'état civil	11
		Coordinateur accueil et référent GRC	1
		Coordinateur état civil	5
		Responsable accueil, logiciels et qualité	1
	Adjoints techniques territoriaux	Agent d'accueil polyvalent	1
	Agents de maîtrise territoriaux	Agent d'accueil polyvalent	1
	Attachés territoriaux	Adjoint(e) au Directeur chargé(e) du recensement, de l'information et de la communication	1
		Directeur	1
		Responsable de l'Etat Civil et des affaires funéraires	1
		Responsable du pôle élections et identité	1
Logement	Adjoints administratifs territoriaux	Assistant(e) logement	1
		Assistant(e) logement chargé(e) du secrétariat de(s) l'élu(es)	1
	Adjoints territoriaux d'animation	Assistant(e) logement	1
	Attachés territoriaux	Directeur	1
Moyens Généraux	Adjoints administratifs territoriaux	Agent du service courrier	4
		Assistant(e) polyvalent(e)	2
		Assistant(e) polyvalent(e) fournitures et mobiliers	1
	Adjoints techniques territoriaux	Agent chargé(e) des prestations de nettoyage et des approvisionnements	1
		Agent polyvalent	1
		Agent polyvalent achats et logistique	1
		Chauffeur du Maire	2
		Conducteur VL TC	1
		Magasinier	1
		Manutentionnaire	6
		Responsable	1
	Agents de maîtrise territoriaux	Chauffeur VL et agent d'entretien du parc véhicules	1
		Chef d'équipe barriérage	1
		Conducteur VL TC	1
		Manutentionnaire	2
		Responsable magasin	1
	Attachés territoriaux	Directeur	1
		Responsable	1
	Rédacteurs territoriaux	Adjoint(e) au Responsable service courrier	1
		Responsable du service courrier et référent moyens généraux CAM	1
	Techniciens territoriaux	Responsable	1
Rayonnement local et international	Adjoints administratifs territoriaux	Chargé(e) de projets relations internationales et tourisme	1
	Attachés territoriaux	Directeur	1
		Directeur Adjoint	1
	Rédacteurs territoriaux	Chargé(e) de projets relations internationales et tourisme	1
Ressources Humaines	Adjoints administratifs territoriaux	Assistant(e) de Direction/recrutement chargé(e) du secrétariat de l'élu(e)	1
		Chargé(e) formation	1
		Gestionnaire carrières et paie	1
		Gestionnaire carrières et paie	2
	Adjoints techniques territoriaux	Chargé(e) d'accueil RH	1
	Attachés territoriaux	Chargé(e) de recrutement	1
		Conseiller de prévention	1
		Détachement OPH	1
		Directeur des Ressources Humaines	1
		Responsable Budget, Effectifs et SIRH	1
		Responsable Carrières et Paies	1
		Responsable des effectifs et des études	1
		Responsable des mobilités	1
		Responsable d'opérations financières et comptables RH	1

Service	Cadre d'emploi	Intitulé de poste	Nombre de Intitulé de poste
Ressources Humaines	Attachés territoriaux	Responsable Emplois-Compétences	1
		Responsable formation	1
	Educateurs territoriaux de jeunes enfants	EJE - Décharge syndicale	1
	Médecins territoriaux	Médecin de prévention	1
	Rédacteurs territoriaux	Assistant(e) santé et prévention	1
		Gestionnaire carrières et paie	4
		Responsable Adjoint	1
Sports	Adjoints administratifs territoriaux	Assistant(e) de l'OMS et du secteur pédagogique	1
		Assistant(e) planification et événementiel	1
		Coordinateur administratif et financier	1
		Gestionnaire paie et comptabilité	1
		Gestionnaire planning des installations sportives	1
		Référent(e) accueil et assistant(e) pédagogique	1
	Adjoints techniques territoriaux	Agent d'accueil et d'entretien	20
		Agent d'entretien	5
		Agent technique polyvalent et événementiel	2
		Régisseur/Chef d'établissement	1
		Responsable opérationnel d'installations sportives	1
		Responsable opérationnel d'installations sportives et agent technique polyvalent événementiel	1
	Adjoints territoriaux d'animation	Agent d'accueil et d'entretien	1
	Adjoints territoriaux du patrimoine	Agent d'accueil et d'entretien	1
	Agents de maîtrise territoriaux	Coordinateur informatique et numérique	1
		Responsable événementiel sportif	1
	Attachés territoriaux	Directeur	1
		Responsable administratif financier et qualité- Adjoint au Directeur	1
	Conseillers territoriaux des A.P.S.	Conseiller pédagogique et Responsable du secteur scolaire	1
	Educateurs territoriaux des A.P.S.	Coordinateur technique	1
		ETAPS	5
	Rédacteurs territoriaux	Adjoint au Régisseur/Chef d'établissement	1
		Responsable planification et vie associative sportive	1
ST - Direction Administrative et Financière	Adjoints administratifs territoriaux	Assistant(e) comptable et administrative d'opérations	1
		Assistant(e) comptable et administrative d'opérations et secrétaire d'élu	1
		Assistant(e) polyvalent(e)	2
		Assistant(e) polyvalent(e) chargé(e) du secrétariat de l'élu(e)	1
		Chargé(e) d'opérations administratives et comptables	2
		Responsable administratif et financier	1
	Attachés territoriaux	Directeur administratif et financier	1
		Responsable administratif et financier	1
		Responsable juridique	1
		Responsable Patrimoine	1
	Rédacteurs territoriaux	Responsable d'unité et gestionnaire comptable	1
Transformation	Attachés territoriaux	Directeur	1
		Responsable de la démarche qualité	1
Urbanisme et Aménagement	Adjoints administratifs territoriaux	Agent administratif polyvalent	1
		Assistant(e) et pré-instructeur des autorisations d'urbanisme	3
	Attachés territoriaux	Directeur Adjoint	1
		Responsable des autorisations d'urbanisme	1
	Ingénieurs territoriaux	Directeur	1
	Rédacteurs territoriaux	Instructeur des autorisations d'urbanisme	2
Ville Durable	Adjoints administratifs territoriaux	Assistant(e) polyvalent(e) chargé(e) du secrétariat de l'élu(e)	1
	Attachés territoriaux	Chargé(e) de mission	1
		Directeur ville durable	1
Ville Numérique	Attachés territoriaux	Chargé(e) de projets Ville Numérique	2
		Directeur Ville Numérique	1
Total général			**956**

RH

VILLE D'ISSY LES MOULINEAUX

CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU JEUDI 7 AVRIL 2022

N° 15

OBJET : RESSOURCES HUMAINES – Création et composition du Comité Social Territorial et de sa formation spécialisée, commun à la Ville et au CCAS.

Madame Nathalie PITROU, Maire-Adjointe déléguée aux Ressources humaines, expose au Conseil municipal ce qui suit :

L'article L.112-1 du Code général de la fonction publique consacre le droit des fonctionnaires à la participation et dispose que : « *Les fonctionnaires participent par l'intermédiaire de leurs délégués siégeant dans des organismes consultatifs à l'organisation et au fonctionnement des services publics, à l'élaboration des règles statutaires et à l'examen des décisions individuelles relatives à leur carrière* ».

Pour rappel, ces organismes consultatifs sont, à ce jour :

- les Commissions Administratives Paritaires (CAP) qui ont pour rôle d'examiner les situations individuelles des agents fonctionnaires titulaires et stagiaires (refus de titularisation, licenciement, formation disciplinaire, etc.) ;
- les Commissions Consultatives Paritaires (CCP) qui ont pour rôle d'examiner les situations individuelles des agents contractuels de droit public (licenciement intervenant après la période d'essai, non renouvellement d'un agent investi d'un mandat syndical, sanctions disciplinaires, etc.) ;
- le Comité Technique (CT) ;
- le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT).

La loi de transformation de la fonction publique n°2019-828 du 6 août 2019 est venue modifier l'organisation de ces instances de dialogue social.

Il en découle les évolutions suivantes :

- pour les CAP : les groupes hiérarchiques au sein de chaque catégorie (A, B et C) sont supprimés. Ainsi, les fonctionnaires d'une catégorie pourront désormais examiner les questions relatives à la situation individuelle des fonctionnaires relevant de la même catégorie, sans distinction de cadre d'emplois et de grade ;
- les CCP ne sont plus organisées par catégories. Tous les contractuels, quelle que soit leur catégorie, dépendent donc d'une CCP unique.
L'élection des représentants aux CAP et CCP est organisée par le CIG de la Petite Couronne ;
- un Comité Social Territorial (CST) est créé, en lieu et place du comité technique et du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) dans chaque collectivité employant au moins 50 agents, qui pourra se réunir en assemblée dite plénière ou en formation spécialisée.
L'organisation de l'élection des représentants du personnel au comité social territorial (CST) relève de la compétence de la Ville.
Les élections des représentants du personnel se tiendront le 8 décembre 2022.

Par ailleurs, l'article L. 251-7 du Code général de la fonction publique prévoit qu'« *il peut être décidé, par délibérations concordantes des organes délibérants d'une collectivité territoriale et d'un ou plusieurs établissements publics rattachés à cette collectivité, de créer un comité social territorial compétent à l'égard des agents de la collectivité et de l'établissement ou des établissements ».*

Enfin, l'article L. 251-9 du Code général de la fonction publique dispose qu'*« une formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail est instituée au sein du comité social territorial dans les collectivités territoriales et les établissements publics employant deux cents agents au moins ».*

Dans ce nouveau contexte législatif, il est proposé de créer un CST, et sa formation spécialisée, commun à la Ville et au CCAS.

Conformément au titre III du décret n°2021-571 du 10 mai 2021, le CST est compétent notamment pour traiter de l'ensemble des sujets collectifs qui s'organisent autour des questions relatives :
- à l'organisation, aux fonctionnements des services et aux évolutions des administrations ;
- à l'accessibilité des services et la qualité des services rendus ;
- aux orientations stratégiques sur les politiques de ressources humaines ;
- aux lignes directrices de gestion notamment en matière de promotion et de valorisation des parcours professionnels et leur mise en œuvre qui fait l'objet d'un bilan ;
- aux enjeux et aux politiques d'égalité professionnelle et de lutte contre les discriminations ;
- aux orientations stratégiques en matière de politique indemnitaire, d'action sociale et d'aides à la protection sociale complémentaire ;
- à la protection de la santé physique et mentale, à l'hygiène, à la sécurité des agents dans leur travail, à l'organisation du travail, au télétravail, aux enjeux liés à la déconnexion et aux dispositifs de régulation de l'utilisation des outils numériques, à l'amélioration des conditions de travail et aux prescriptions y afférentes.

Composition du comité social territorial

Le décret n°2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux CST des collectivités territoriales et de leurs établissements publics dispose qu'au plus tard six mois avant la date du scrutin, soit le 8 juin 2022, l'organe délibérant de la collectivité doit approuver la création et la composition du CST.

Principes généraux

Le CST est composé des représentants du personnel et des représentants de la collectivité territoriale.

Le nombre de sièges du CST est déterminé en fonction de l'effectif global de fonctionnaires (titulaires et stagiaires) et de contractuels de droit public et privé employé par la collectivité au 1er janvier 2022. L'effectif de la Ville relevant du CST au 1er janvier 2022 est de 933 agents et de 43 pour la CCAS, soit un effectif total de 976 agents, dont 791 femmes (81%) et 185 hommes (19%).
Pour un effectif supérieur ou égal à 200 et inférieur à 1000, le CST est composé de 4 à 6 représentants titulaires, et d'autant de représentants suppléants.
Le nombre de représentants titulaires au sein de la formation spécialisée est égal au nombre de représentants titulaires dans le CST.

Membres représentants de l'autorité territoriale

Le collège employeur du CST est composé :
- du président du CST qui ne peut être que l'autorité territoriale ou son représentant ;
- des membres du collège désignés par l'autorité territoriale parmi les membres de l'organe délibérant et les agents de la collectivité.

Membres représentants du personnel

Les membres du CST représentants du personnel sont élus au scrutin de liste à un seul tour avec représentation proportionnelle avec attribution des restes à la plus forte moyenne.

Le nombre de siège doit être approuvé par délibération après consultation des organisations syndicales. Ces dernières ont été consultées le 30 mars 2022 et il est proposé de fixer le nombre de siège à six et de maintenir la parité entre les représentants du personnel et ceux de la collectivité.

Il est précisé que chaque liste devra comprendre un nombre de femmes et d'hommes correspondant aux parts respectives de femmes (81%) et d'hommes (19%) représentés au sein du Comité Social Territorial, arrondi indifféremment à l'entier inférieur ou supérieur. Les listes doivent être déposées au moins six semaines avant la date du scrutin.

Composition et modalités de désignation de la formation spécialisée

Notre effectif étant supérieur à 200 agents, une formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail est instituée au sein du comité social territorial.

Le nombre de représentants du personnel titulaire dans la formation spécialisée du CST est égal au nombre de représentants du personnel titulaire dans le CST, avec autant de représentants suppléants.
Ses représentants titulaires seront désignés parmi les représentants élus au CST.
Ses représentants suppléants seront désignés librement parmi les agents remplissant les conditions pour être électeur au CST, au moment de leur désignation.

Le Président de la formation spécialisée est désigné par l'autorité territoriale parmi les membres de l'organe délibérant.
Son nombre de représentants ne peut excéder le nombre de représentants du personnel.

Au regard de ces éléments, la formation spécialisée serait composée de 6 représentants du personnel titulaires avec autant de représentants suppléants.

Toutefois, lorsque le bon fonctionnement de la formation spécialisée le justifie, le Conseil municipal peut décider, après avis du CST, que chaque titulaire dispose de deux suppléants.

Il est également proposé d'instaurer la parité entre les représentants du personnel et ceux de la collectivité au sein de la formation spécialisée.

Fonctionnement du CST et de sa formation spécialisée

Conformément au fonctionnement du CT actuel et comme le prévoit l'article 30 du décret du 10 mai 2021, l'avis des représentants de l'autorité territoriale sera recueilli sur les questions sur lesquelles ces instances émettent un avis.

Recours au vote électronique

En plus de la réforme des instances, ces élections seront également marquées par la possibilité d'un recours au vote électronique.
Les modalités de mises en œuvre du vote électronique par internet seront présentées dans une prochaine délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de créer un Comité Social Territorial avec sa formation spécialisée, commun à la Ville et au CCAS ;
- de fixer leur composition à six membres titulaires et six membres suppléants représentants du personnel ainsi qu'à six membres titulaires et six membres suppléants représentants de la collectivité ;
- d'acter le principe du recours au vote électronique exclusif.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code électoral,

Vu le Code général de la fonction publique, et notamment le titre V du livre II,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique,

Vu le décret n°85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatifs aux agents contractuels de la fonction publique territoriale, notamment son article 1er,

Vu le décret n°2014-793 du 9 juillet 2014 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du vote électronique par internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de représentation du personnel de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

Vu l'arrêté du 9 mars 2022 fixant la date des prochaines élections professionnelles dans la fonction publique,

Vu les circulaires du 30 novembre 2021 relatives aux élections professionnelles 2022 des CAP, CCP et CST,

Vu la délibération du 3 juillet 2014 relative à la fixation du nombre de représentants du personnel au Comité Technique et à la décision du recueil de l'avis des représentants de la collectivité,

Vu l'avis favorable du Comité Technique en date du 30 mars 2022,

Vu l'avis de la commission municipale des Ressources en date du 30 mars 2022,

Considérant que la date des élections professionnelles est fixée au 8 décembre 2022,

Considérant que le décret n°2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics dispose qu'au plus tard six mois avant la date du scrutin, l'organe délibérant de la collectivité doit approuver la création et la composition du CST,

Entendu cet exposé,

APRES EN AVOIR DELIBERE

DECIDE la création d'un Comité Social Territorial et d'une formation spécialisée compétents pour l'ensemble du personnel de la Ville et du CCAS à la suite des élections professionnelles du 8 décembre 2022.

DECIDE le maintien du paritarisme numérique en fixant un nombre de représentants de la collectivité égal à celui des représentants du personnel titulaires et suppléants.

FIXE la composition du Comité Social Territorial et la composition de la formation spécialisée, à six membres titulaires et six membres suppléants représentants du personnel ainsi qu'à six membres titulaires et six membres suppléants représentants de la collectivité.

DECIDE que l'avis du collège des représentants de la collectivité sera également recueilli lors des votes en séance.

ACTE le principe du vote électronique exclusif pour les élections professionnelles du 8 décembre 2022 et indique que les modalités seront précisées dans une prochaine délibération.

RH/EDUCATION

VILLE D'ISSY LES MOULINEAUX

CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU JEUDI 7 AVRIL 2022

N° 16

OBJET : RESSOURCES HUMAINES – Fixation du taux de rémunération des agents vacataires du service éducation et des heures supplémentaires versées aux enseignants.

Madame Nathalie PITROU, Maire-Adjointe déléguée aux Ressources Humaines, expose au Conseil municipal ce qui suit :

Par délibération du 16 décembre 2021, le Conseil municipal avait fixé les taux de rémunération des agents vacataires employés dans le secteur de l'éducation ainsi que ceux applicables aux heures supplémentaires effectuées par les enseignants, afin de réévaluer les taux de vacation des activités périscolaires et des études.

Ces activités sont rémunérées sur la base d'un taux horaire, en fonction du type d'activité.

Considérant qu'il y a lieu, s'agissant des enseignants, d'appliquer le taux de rémunération des heures supplémentaires effectuées par les professeurs des écoles en fonction de leur statut et de la nature des activités selon un plafond déterminé par référence aux dispositions du décret n° 66-787 du 14 octobre 1966.

Dans un souci d'harmonisation, le taux unique appliqué pour les enseignants sera celui de professeur des écoles de classe normale, qu'il s'agisse des études ou des activités périscolaires.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal de bien vouloir approuver les taux plafonds de rémunération des heures supplémentaires versées aux enseignants, fixés aux montants figurant dans les tableaux ci-dessous, ainsi que les taux de rémunération des agents vacataires du service éducation.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le décret n° 66-787 du 14 octobre 1966 fixant les taux plafond de rémunération de certains travaux supplémentaires effectués par les personnels enseignants du premier degré en dehors de leur service normal,

Vu le décret n° 82-979 du 19 novembre 1982 fixant les conditions d'octroi d'indemnités par les collectivités territoriales et leurs établissements publics aux agents des services déconcentrés de l'État ou des établissements publics de l'État, pour les missions de surveillance et d'encadrement effectuées par des personnels des établissements scolaires,

Vu l'arrêté du 6 mai 1985 fixant l'indemnité allouée aux instituteurs chargés d'accompagner leurs élèves en classe de découverte,

Vu le décret n° 2016-670 du 25 mai 2016 portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'État, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation, entraînant une revalorisation des taux plafonds des travaux supplémentaires effectués par les enseignants des écoles à compter du 1er février 2017,

Vu la délibération du Conseil municipal du 3 juillet 2014 portant fixation des taux de rémunération des agents vacataires employés dans le secteur de l'éducation et des indemnités journalières versées aux enseignants,

Vu la délibération du Conseil municipal du 13 décembre 2018 portant fixation des taux de rémunération des agents vacataires employés dans le secteur de l'éducation ainsi que ceux applicables aux indemnités journalières versées aux enseignants,

Vu la délibération du Conseil municipal du 16 décembre 2021 portant fixation du taux de rémunération des agents vacataires du service éducation et des heures supplémentaires versées aux enseignants,

Vu l'avis de la commission municipale des Ressources en date du 30 mars 2022,

Entendu cet exposé,

APRES EN AVOIR DELIBERE

ADOPTE les taux suivants :

Codification	Fonction	Personnel concerné	Durée de la vacation en heure	**Taux de vacation Brut MODIFIE**
1	Intervenants BCD	Tous statuts (Personnel de l'Education nationale +vacataires)	1	22,34 €
1	Coordinateur temps du midi	Vacataires	1	23,33 €
1	Animateur temps du midi	Vacataires	1	13,47 €
1	Intervenant activités intégrées temps scolaire et langues vivantes	Vacataires	1	27,30 €
1	Intervenant activités périscolaires	Vacataires	1	20,00 €
1	Intervenant activités périscolaires	Personnel de l'Education nationale	1	22.34 €
1	Coordinateur activités périscolaires	Vacataires	1	27.30€
1	Coordinateur activités périscolaires	Personnel de l'Education nationale	1	22.34€
1	Intervenant et responsable études surveillées	Tous statuts (Personnel de l'Education nationale +vacataires)	1	22.34€

1	Animateur garderie matin / soir	Vacataires	1	16,54 €
1	Intervenant garderie exceptionnelle	Vacataires	1	10,80 €
1	Directeur d'une école maternelle, élémentaire ou groupe scolaire – indemnité de direction	Personnel de l'Education nationale	1	11,80 €
1	Intervenant Médecin	Vacataires	2	81,00 €
2	Enseignant accompagnateur de classes d'environnement	Personnel de l'Education nationale	Indemnité journalière	25,88 €

PRECISE que les augmentations suivront les majorations des traitements des personnels civils et militaires de l'Etat et des personnels des collectivités territoriales.

INDIQUE que toute vacation sera versée après service fait, au vu d'un état de vacation établi mensuellement.

DIT que les dépenses correspondantes seront imputées au budget communal.

VILLE D'ISSY LES MOULINEAUX

CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU JEUDI 7 AVRIL 2022

N° 17

OBJET : SPORTS – Autorisation de lancement de la procédure de concession de service public pour la gestion et l'exploitation des piscines Alfred Sevestre et Aquazena.

Monsieur Bernard de CARRERE, Maire-Adjoint délégué aux Sports, expose au Conseil municipal ce qui suit :

La Ville dispose de deux piscines, la piscine Alfred SEVESTRE , sise 70, boulevard Gallieni et la piscine Aquazena sise 140-144, promenade du Verger, au Fort.

Ces deux piscines sont gérées par un contrat de délégation de service public de type affermage, approuvé par délibération du Conseil municipal en date du 7 février 2019 et signé avec la société EQUALIA. Ce contrat prendra fin le 30 juin 2023.

Il est donc nécessaire de définir le mode de gestion à retenir pour ces deux équipements à compter du 1er juillet 2023.

Compte tenu de la pluralité d'acteurs dans ce secteur d'activités et des compétences spécifiques dans la gestion des équipements sportifs aquatiques qu'il est nécessaire de détenir pour optimiser la gestion de ces deux piscines, il est proposé de confier la gestion et l'exploitation des piscines Sevestre et Aquazena à une société spécialisée dans le cadre d'un contrat de concession de service public.

La gestion par voie de concession de service public bénéficie d'avantages par rapport à la régie directe et notamment :

- la responsabilité de l'exploitant, personne privée à qui sont transférés les aléas et les risques liés à l'exploitation (fréquentation des infrastructures en dehors des missions de services publics) ;
- l'expertise d'une société spécialisée dans la gestion de ce type d'équipement ;
- les qualifications et savoir-faire requis pour l'exploitation du service ;
- la capacité d'investir dans de nouveaux matériels et équipements.

Le mode de gestion déléguée choisi est la concession de service public de type affermage.

Le contrat aura une durée de 5 ans et prendra effet à compter du 1er juillet 2023 jusqu'au 30 juin 2028.

Il est précisé que la Commission d'Ouverture des Plis compétente pour arrêter la liste des candidats admis à remettre une offre et pour exprimer un avis sur lesdites offres sera la Commission d'Ouverture des Plis chargée des concessions de service public du secteur des Sports instituée par délibération en date du 4 juin 2020 et présidée par le Maire-Adjoint délégué aux Sports. L'exécutif procédera à la négociation du contrat.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal de bien vouloir :

- approuver le principe d'une concession de service public pour la gestion et l'exploitation des piscines Alfred Sevestre et Aquazena ;
- approuver le rapport présentant les prestations que devra assurer le concessionnaire, étant précisé que le Conseil municipal sera saisi par Monsieur le Maire du choix de l'entreprise auquel il sera procédé et se prononcera sur le choix du titulaire pour le contrat ;
- autoriser le lancement d'une procédure de concession de service public en vue de déléguer la gestion et l'exploitation des piscines Alfred Sevestre et Aquazena,

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 1411-1 à L.1411-19, L. 1413-1, R. 1410-1, R. 1410-2,

Vu le Code de la commande publique,

Vu le rapport présentant les caractéristiques des prestations que doit assurer le concessionnaire, annexé à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission municipale des services à la Population en date du 22 mars 2022,

Vu l'avis de la commission consultative des services publics locaux en date du 28 mars 2022,

Entendu cet exposé,

APRES EN AVOIR DELIBERE

APPROUVE le principe d'une concession de service public pour la gestion des piscines Alfred Sevestre et Aquazena.

APPROUVE le rapport présentant les prestations que devra assurer le concessionnaire.

AUTORISE le lancement d'une procédure de concession de service public en vue de déléguer la gestion et l'exploitation des piscines Alfred Sevestre et d'Aquazena.

PRECISE que le Conseil municipal sera saisi par Monsieur le Maire du choix du concessionnaire auquel il aura procédé et se prononcera sur le choix du titulaire pour le contrat de concession de service public.

VILLE D'ISSY LES MOULINEAUX

CONSEIL MUNICIPAL

JEUDI 07 AVRIL 2022

RAPPORT SUR LE CHOIX DU MODE DE GESTION DES PISCINES ALFRED SEVESTRE ET AQUAZENA

Contenu

1 PREAMBULE 3
2 PRÉSENTATION DES PISCINES ET DE LEUR FONCTIONNEMENT ACTUEL 3
2.1 Descriptif de la piscine Sevestre 3
2.2 Descriptif de la piscine Aquazena 3
2.3 Fonctionnement actuel des piscines 4
3 MODE DE GESTIONS ENVISAGEABLES ET PRECONISATIONS 4
3.1 La gestion en régie 4
3.1.1 La gestion directe non individualisée 4
3.1.2 Les régies individualisées : régie dotée de l'autonomie financière seule ou régie dotée de l'autonomie financière et de la personnalité morale 4
3.1.3 Conclusion sur la gestion en régie 5
3.2 La gestion déléguée 5
3.2.1 La concession de travaux 5
3.2.2 La concession de service public 6
3.2.3 Conclusion sur la gestion déléguée 6
3.3 Conclusion sur les modes de gestion envisageables 7
4 LES CARACTERISTIQUES ESSENTIELLES DU CONTRAT DE CONCESSION DE SERVICE PUBLIC ET LES PRESTATIONS CONFIEES AU FUTUR CONCESSIONNAIRES 7
4.1 Objet du contrat 7
4.2 Clauses financières 8
4.3 Contrôle et critère de qualité 8
4.4 Durée 8
5 CONCLUSION 8

1 PREAMBULE

Le présent rapport visé à l'article L.1411-4 du Code général des collectivités territoriales a pour objet de présenter les caractéristiques essentielles du mode de gestion envisagé pour le service public de l'exploitation et de la gestion des piscines Alfred Sevestre et Aquazena, à Issy-les-Moulineaux.

En effet, les deux piscines sont actuellement gérées via un contrat de délégation de service public qui arrive à son terme le 30 juin 2023.

Compte tenu de la durée nécessaire à la passation d'un contrat de concession de service public, la ville doit dès à présent s'interroger sur le mode de gestion le plus pertinent pour ces 2 équipements.

L'objectif visé à travers ce document est de fournir tous les éléments nécessaires au Conseil Municipal pour qu'il rende son avis dans des conditions maximales de transparence et de clarté sur le choix d'un mode de gestion de ces services.

2 PRÉSENTATION DES PISCINES ET DE LEUR FONCTIONNEMENT ACTUEL

La Ville d'Issy-les-Moulineaux dispose de deux piscines :

- la piscine « Alfred SEVESTRE », sise 70, boulevard Gallieni. Construite en 1972, cette piscine a fait l'objet d'une réhabilitation lourde en 2016/2017.
- la piscine Aquazena sise 140-144, promenade du Verger, au Fort. Cette piscine a ouvert en juillet 2015.

Ces deux piscines sont gérées via un contrat de délégation de service public (affermage) signé avec la société EQUALIA qui prend fin le 30 juin 2023 (une société dédiée exclusivement à la gestion de la DSP a été créée : la société MERION).

2.1 Descriptif de la piscine Sevestre

RDC : Hall d'accueil,
Vestiaires comprenant douches et sanitaires,
Salle de fitness,
Locaux techniques (chaufferie, filtre traitement des eaux).

1er étage : 1 bureau + salle de repos,
Vestiaires comprenant douches et sanitaires

Mezzanine : Sauna, hammam

Bassins : 1 grand bassin de 25 X 15 m (6 lignes d'eau)
1 petit bassin de 12,5 m X 10 m avec fonds mobile
Plages
Local MNS
Infirmerie
Local technique

Extérieur : Terrasse solarium, pataugeoire
Buvette
Places de parking

2.2 Descriptif de la piscine Aquazena

- Un grand bassin 15 x 25 m
- Un bassin d'apprentissage fitness 10 x 15 m
- Un bassin espace découverte pour enfants de 0 à 4 ans
- 2 solariums
- Vestiaires
- SPA : hammam, sauna, douches massantes + dépendances + solarium

- Salle de fitness et cardio
- Espace détente
- Deux terrains de squash

2.3 Fonctionnement actuel des piscines

Une Direction commune aux deux piscines de la Ville est demandée à l'actuel concessionnaire.

Les deux piscines se répartissent l'ensemble des créneaux scolaires (écoles, collèges, lycées), des clubs (triathlon, kayak) et des particuliers.

De nombreuses activités sont proposées (natation, activités de fitness aquatique, aquabike), réparties via des offres de pass (détente, forme, etc.).
Des cours de fitness et un accès à la salle de cardio (piscine Aquazena) sont également dispensés.
Quelques suppléments sont également intéressants : espace détente, squash, etc.

Chaque piscine reçoit en moyenne, entre 20 000 et 25 000 visiteurs par mois.

3 MODE DE GESTIONS ENVISAGEABLES ET PRECONISATIONS

Les piscines peuvent faire l'objet de 2 modes de gestion principaux :
- La gestion directe en régie,
- La gestion déléguée via une concession de service public.

3.1 La gestion en régie

Les collectivités peuvent gérer directement leurs services publics administratifs. L'article L. 1412-2 du Code général des collectivités territoriales leur permet également d'individualiser la gestion d'un service public administratif relevant de leur compétence par la création d'une régie dotée de l'autonomie financière seule ou d'une régie dotée de l'autonomie financière mais également de la personnalité morale.

3.1.1 La gestion directe non individualisée

La collectivité assure elle-même le fonctionnement des piscines et a donc en charge tous les aspects de la gestion. Elle est maître d'ouvrage des installations et équipements nécessaires au fonctionnement du service et en assure le suivi et l'entretien. Elle recrute son personnel, soumis au statut de la fonction publique, et sur lequel elle a autorité. Elle suit l'ensemble des opérations financières en recettes et dépenses selon les règles de comptabilité publique. Elle peut néanmoins avoir recours à des prestataires de services via des marchés publics dont elle définit le périmètre. Elle garde l'entière responsabilité de l'activité (technique et financière).

3.1.2 Les régies individualisées : régie dotée de l'autonomie financière seule ou régie dotée de l'autonomie financière et de la personnalité morale

La Régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière

La régie est créée et prend fin en vertu d'une délibération du conseil municipal. La délibération de création arrête les statuts et fixe le montant de la dotation initiale de la régie.
La régie est administrée par un conseil d'administration et un directeur désignés par le conseil municipal sur proposition du maire. Les élus du conseil municipal y détiennent la majorité. Le conseil d'administration délibère sur toutes questions intéressant le fonctionnement de la régie et vote le budget.

La Régie dotée de la seule autonomie financière

La régie est créée et prend fin en vertu d'une délibération du conseil municipal. La délibération de création arrête les statuts et détermine l'ensemble des moyens mis à la disposition de la régie.
La régie est administrée par un conseil d'exploitation et un directeur qui sont sous l'autorité du maire et du conseil municipal. Le conseil municipal, après avis du conseil d'exploitation et dans les conditions

prévues par le règlement intérieur, délibère sur toutes questions intéressant le fonctionnement de la régie et en vote le budget.
Dans le cadre d'une gestion du service public en régie, la personne publique prend donc en charge les aspects stratégiques et opérationnels de la gestion du service public.

Dès lors :

- le personnel est directement recruté par la collectivité chargée de la gestion du service public, qu'il s'agisse de fonctionnaires ou d'agents contractuels de droit public;
- les biens nécessaires à l'exploitation du service public appartiennent à la personne publique ;
- le financement de la gestion du service public en régie est assuré par le budget de la personne publique.

La collectivité peut toutefois confier des prestations particulières à des tiers dans le cadre de marchés de services, de fournitures et de travaux. Le (ou les) titulaire(s) du (des) marché(s) public(s) demeure(nt) un (de) simple(s) prestataire(s) de service agissant pour le compte de la collectivité. La responsabilité du service ne lui (leur) est pas transférée.
Le mode de gestion en régie semble peu pertinent pour l'exploitation des deux piscines dès lors que l'exploitation d'un tel service nécessite, compte tenu de la nature des activités, des savoir-faire et des moyens dont ne dispose pas la Ville aujourd'hui.

En outre, le recours à un tel mode de gestion nécessiterait :

- la prise en charge directe et intégrale des coûts du service et des risques associés à l'exploitation, par le budget de la Ville ;
- la reprise par la Ville de l'ensemble des personnels actuellement affectés au service.

3.1.3 Conclusion sur la gestion en régie

Eu égard à son coût et aux risques qu'elle ferait peser sur le budget de la Ville (d'autant plus en période COVID avec des coûts supplémentaires et des recettes bien moindres), la ré-internalisation, en régie, de l'exploitation des piscines Sevestre et Aquazena ne paraît donc pas adaptée. Qui plus est, l'exploitation de ce type d'équipement nécessite le recrutement et la formation de personnels dédiés et spécialisés qui ne figurent pas dans les effectifs de la Collectivité.

3.2 La gestion déléguée

La gestion déléguée d'un service public prend la forme d'un contrat de concession de service public (article L.1411-1 du CGCT) qui est un contrat par lequel une collectivité confie la gestion d'un service public dont elle a la charge à un concessionnaire, en transférant à ce dernier le risque lié à l'exploitation du service, en contrepartie soit du droit d'exploiter le service qui fait l'objet du contrat, soit de ce droit assorti d'un prix.

Les deux caractéristiques principales de ce type de montage sont donc :

- son objet : l'activité sur laquelle porte la concession doit constituer une activité de service public;
- le mode de rémunération du partenaire privé : celui-ci doit se rémunérer sur l'exploitation du service, étant entendu que cette rémunération peut également être assortie d'un prix, dès lors toutefois que le partenaire privé conserve à sa charge une part significative de risque lié à cette exploitation.

On distingue toutefois, au sein de cette catégorie générique des concessions de service public, au moins deux montages contractuels distincts : la concession de travaux et la concession de service public.

3.2.1 La concession de travaux

La concession de service public est le mode de gestion par lequel la collectivité charge son cocontractant de « *construire des ouvrages »*, *« de réaliser des travaux »* de premier établissement et d'exploiter le service public dont les ouvrages construits seront le siège, à charge pour ce dernier de se rémunérer sur cette exploitation.

Les principales caractéristiques de ce type de montage sont les suivantes :

- Charge des investissements : la première caractéristique de la concession de service public est de mettre les investissements immobiliers (travaux) ou mobiliers (matériels, systèmes

informatiques, etc.) à la charge du concessionnaire. Ce dernier a pour mission de financer l'investissement sur fonds propres ou par financement extérieur.

- La concession doit tenir compte, pour la détermination de sa durée, de la nature des prestations demandées au concessionnaire et ne doit pas dépasser la durée d'amortissement des investissements réalisés.
- Maîtrise d'ouvrage des travaux : le concessionnaire est chargé de conclure les marchés nécessaires à la réalisation des ouvrages et à l'acquisition des biens (marchés de travaux, de maîtrise d'œuvre, d'assistance, etc.) ; il a, de ce fait, la qualité de « maître d'ouvrage ».
  Il convient de rappeler que l'infrastructure construite par le concessionnaire est toutefois considérée comme étant, *ab initio*, propriété du concédant puisqu'il constitue un bien de retour.
- Rémunération : la rémunération du concessionnaire doit provenir de l'exploitation du service mais peut également être assortie d'un prix. Toutefois, et nonobstant le versement d'un prix par la collectivité, le concessionnaire doit supporter une part « non négligeable » du risque lié à l'exploitation du service.

La commune ayant pris à sa charge les investissements nécessaires pour la réhabilitation de la piscine Sevestre et la construction de la piscine Aquazena, le recours à une concession de travaux ne se justifie pas compte tenu des faibles investissements à réaliser.

3.2.2 La concession de service public

La concession de service public par affermage se distingue de la concession de travaux essentiellement par le fait que les ouvrages nécessaires à l'exploitation du service sont remis au concessionnaire par la collectivité qui, en règle générale, en a assuré le financement et la construction, le concessionnaire étant chargé de la maintenance de ces ouvrages.

La rémunération du concessionnaire doit provenir de l'exploitation du service (éventuellement assortie d'un prix), mais il reverse à la collectivité une redevance destinée à contribuer à l'amortissement technique des biens mis à disposition.

Dans la mesure où le concessionnaire n'est pas responsable des investissements de premier établissement :

- il appartient à la collectivité de réaliser ces investissements sous maîtrise d'ouvrage publique;
- la durée des contrats d'affermage est généralement plus courte que celle des contrats de concession de travaux.

Les biens remis au concessionnaire sont la propriété de la collectivité et doivent lui revenir en fin d'exploitation. Le sort des biens acquis dans le cadre de l'affermage par le concessionnaire est traité dans le cadre de la convention.

3.2.3 Conclusion sur la gestion déléguée

La concession de service, mode de gestion qui est celui retenu actuellement pour l'exploitation des deux piscines, paraît, compte tenu des caractéristiques des piscines le plus adapté pour le service.

En effet, sur le plan technique, la gestion de piscine correspond à une exploitation qui requiert un savoir-faire et une technicité que la Ville n'a pas actuellement développés en interne.

Dès lors, compte tenu des contraintes inhérentes à l'exploitation de 2 piscines, il apparaît souhaitable que la Ville fasse appel à un exploitant professionnel disposant déjà des compétences et du savoir-faire dans le cadre d'un mode de gestion permettant souplesse et réactivité et dans l'objectif d'assurer un niveau de service optimal.

En outre, le recours à un mode de gestion déléguée permettra de faire peser sur une entreprise professionnelle du secteur l'ensemble des risques propres à une telle activité, et notamment :

- le risque commercial lié à l'évolution des activités (aléa économique) ;
- l'ensemble des risques techniques lié au fonctionnement des équipements (entretien et maintenance afin de disposer en permanence d'équipements répondant aux exigences légales et règlementaires) ;

- la prise en charge de l'ensemble des coûts et investissements nécessaires au bon fonctionnement des équipements.

Enfin, l'expertise et le savoir-faire de l'entreprise devrait permettre une optimisation des coûts globaux d'exploitation du service par rapport à une gestion en régie, nécessairement plus lourde du fait, notamment des contraintes liées aux règles de comptabilité publique, aux procédures de marchés ou encore au statut des agents.

Il convient de noter que concession ne signifie pas privatisation, et la Ville conservera, tout au long du contrat, une place prépondérante dans le cadre de la définition des obligations et de la politique tarifaire du service ainsi que dans le contrôle du concessionnaire.

3.3 Conclusion sur les modes de gestion envisageables

Au regard des éléments développés ci-avant, le mode de gestion sous forme de gestion déléguée semble le plus adapté en vue de l'exploitation des piscines Alfred Sevestre et Aquazena.

Dans ce cadre, dans la mesure où la Ville remettra au futur concessionnaire les deux piscines le contrat en cause prendra la forme d'un affermage constitutif d'une concession de services au sens du Code de la commande publique.

La mise en place d'une gestion déléguée pour l'exploitation de cette structure est envisagée car ce mode de gestion présente de nombreux avantages par rapport à la régie directe, et notamment :

- La responsabilité de l'exploitant, personne privée à qui sont transférés les aléas et les risques liés à l'exploitation (fréquentation des infrastructures en dehors des missions de services publics) ;
- L'expertise d'une société spécialisée dans la gestion de ce type d'équipement ;
- Les qualifications et savoir-faire requis pour l'exploitation du service ;
- La recherche par le prestataire d'une optimisation de gestion ;
- Le respect par le prestataire d'obligations précises de service public.

La Ville exclut le recours à la régie qui conduirait à ce que la collectivité assume les frais et risques de l'exploitation et engendrerait un coût salarial conséquent puisque du personnel devrait être embauché par la Ville.

4 LES CARACTERISTIQUES ESSENTIELLES DU CONTRAT DE CONCESSION DE SERVICE PUBLIC ET LES PRESTATIONS CONFIEES AU FUTUR CONCESSIONNAIRES

4.1 Objet du contrat

Le contrat aura pour objet de confier au concessionnaire la gestion et l'exploitation des piscines Alfred Sevestre et Aquazena (contrat d'affermage concessif), conformément aux dispositions du Code de la commande publique.

A cet effet, la commune, autorité concédante, mettra à la disposition de son futur concessionnaire l'ensemble des installations, dont elle est et sera propriétaire, nécessaires au fonctionnement du service.

La convention à conclure se caractérisera également par les principaux éléments suivants :

- exploitation par le concessionnaire à ses risques et périls du service public de piscines municipales ;
- perception par le concessionnaire des tarifs auprès des usagers du service dans la limite du montant des tarifs usagers votés en Conseil Municipal, des piscines gérées par la ville ;
- élaboration d'un schéma général de fonctionnement des établissements, d'un planning d'occupation des bassins et équipements annexes ;
- élaboration d'un budget prévisionnel de fonctionnement ;
- aménagement des locaux ;

- obligation pour le concessionnaire de renouveler les équipements et matériels affermés au prorata de leur durée d'amortissement au travers de la constitution obligatoire de provisions ; obligation de faire valider par la Ville les différents investissements de renouvèlement à faire sur la durée du contrat ;
- aménagement, entretien et surveillance des locaux et des espaces extérieurs ;
- recrutement, encadrement et formation du personnel salarié par le titulaire ;
- direction générale de l'établissement avec toutes les sujétions inhérentes à cette fonction (gestion, comptabilité, facturation etc.) ;
- fourniture des énergies, ligne téléphonique, Internet et suivi des facturations relatives à ces consommations ;
- programmation et organisation de tous types de manifestations contribuant au développement de l'activité et à la mise en valeur des piscines ;
- gardiennage des lieux ;
- communication des événements effectués au sein de la piscine ;
- paiement par le fermier d'une redevance de mise à disposition des locaux ;
- production de rapports annuels permettant le contrôle de l'exécution du service (article L. 1411-4 du CGCT, Code de la commande publique).

4.2 Clauses financières

La rémunération du concessionnaire sera substantiellement liée aux résultats de l'exploitation. Elle sera constituée dans les conditions ci-après.

En contrepartie des charges qui incombent au fermier en exécution du contrat, celui-ci bénéficie :

- de la perception des recettes versées par les usagers,
- de la compensation des contraintes de service public versée par la Ville en contrepartie de la mise à disposition des installations aux établissements scolaires et associatifs de la Ville,
- d'une subvention en contrepartie des sujétions particulières imposées au fermier dans le cadre du contrat (prestations dont les tarifs sont décidés par la Ville),
- de la perception de toutes recettes annexes.

En contrepartie des biens mis à disposition par la Collectivité, le concessionnaire versera chaque année une redevance à la ville d'Issy-les-Moulineaux.

4.3 Contrôle et critère de qualité

Le concessionnaire produira annuellement un rapport permettant le contrôle de l'exécution du service (article L. 1411-4 du CGCT, Code de la commande publique).

Pour permettre la vérification et le contrôle du fonctionnement et des conditions financières du présent contrat, le concessionnaire produira chaque année un compte rendu financier certifié et un compte rendu technique.

Le compte rendu financier comprendra une analyse des dépenses et des recettes. Pour le contrôle technique, le concessionnaire devra fournir le plan de renouvellement des installations techniques.

4.4 Durée

Le contrat de concession (de type affermage) aura une durée de 5 ans et prendra effet à compter de sa date de notification. Les prestations débuteront à compter du 01 juillet 2023 jusqu'au au 30 juin 2028, donc pour une durée de 5 ans.

5 CONCLUSION

Compte tenu des objectifs de la ville, des contraintes afférentes à l'exploitation des 2 piscines et de la nature du service, la solution de la concession de service public sous forme d'affermage apparait comme le mode de gestion le mieux adapté.

Conformément aux dispositions prévues par l'article L.1411-4 du Code général des collectivités territoriales, la CCSPL (commission consultative des services publics locaux) a été consultée pour avis

le 28 mars 2022 sur le projet de la concession du service public d'exploitation et de gestion des piscines Alfred Sevestre et Aquazena.

Au vu du rapport de présentation, il sera demandé au Conseil municipal de se prononcer sur le principe de recours à la concession de service public par voie de concession de services, de type affermage, pour l'exploitation et la gestion des piscines Alfred Sevestre et Aquazena sur le territoire de la Ville d'Issy-les-Moulineaux.

Esp. pub.
HR/FM/MM

VILLE D'ISSY LES MOULINEAUX

CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU JEUDI 7 AVRIL 2022

N° 18

OBJET : ESPACE PUBLIC – Fixation des tarifs de la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure (TLPE) applicables en 2023.

Monsieur David DAOULAS, Maire-adjoint délégué à l'Espace public, expose au Conseil municipal ce qui suit :

Par délibération du 2 octobre 2008, le Conseil municipal a approuvé la création de la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure (TLPE) à compter du 1er janvier 2009, se substituant à la taxe communale sur les emplacements publicitaires fixes.

Les tarifs maximums de base de la TLPE, fixés par le Code général des collectivités territoriales, sont relevés chaque année dans une proportion égale au taux de croissance de l'indice des prix à la consommation de la pénultième année, hors tabac, soit + 2,8% pour 2021 (INSEE).

Le tarif maximum de base applicable à la commune d'Issy-les-Moulineaux, communes de 50 000 habitants et plus appartenant à un EPCI de 200 000 habitants et plus, est ainsi porté à 33,30 € en 2023.

Ce tarif de base fait ensuite l'objet de multiplicateurs en fonction des supports et des superficies, tels qu'exposés ci-dessous :

Enseignes			**Dispositifs publicitaires et pré-enseignes (supports non numériques)**		**Dispositifs publicitaires et pré-enseignes (supports numériques)**	
superficie inférieure ou égale à 12 m²	superficie entre 12 et 50 m²	superficie supérieure à 50 m²	superficie inférieure ou égale à 50 m²	superficie supérieure à 50 m²	superficie inférieure ou égale à 50 m²	superficie supérieure à 50 m²
Tarif de base	Tarif x2	Tarif x 4	Tarif de base	Tarif x2	Tarif x3	Tarif x6

En application de l'article L. 2333-7 du Code général des collectivités territoriales, sont toutefois exonérés de plein droit :

- les dispositifs exclusivement dédiés à l'affichage de publicités à visée non commerciale ou concernant des spectacles ;
- les dispositifs prescrits par une disposition légale ou réglementaire ou imposés par une convention signée avec l'État ;
- les dispositifs relatifs à la localisation de professions réglementées ;
- les supports exclusivement destinés à la signalisation directionnelle apposés sur un immeuble ou installés sur un terrain et relatifs à une activité qui s'y exerce ou à un service qui y est proposé ;

- les dispositifs dédiés aux horaires ou aux moyens de paiement de l'activité, ou à ses tarifs si la superficie est inférieure ou égale à 1 m² ;
- sauf délibération contraire, les enseignes apposées sur un immeuble ou installées sur un terrain, dépendances comprises, et relatives à une activité qui s'y exerce, si la somme de leurs superficies est inférieure ou égale à 7 mètres carrés.

Les collectivités territoriales peuvent augmenter ou réduire leurs tarifs à plusieurs conditions :

- la délibération doit être prise avant le 1er juillet de l'année précédant l'année d'application (soit avant le 1er juillet 2022 pour une application au 1er janvier 2023);
- l'augmentation du tarif de base par m² d'un support doit être limitée à 5 € par rapport au tarif de base de l'année précédente ;
- l'augmentation du tarif de base par m² d'un support est plafonnée à 33,30 € pour les communes de plus de 50 000 habitants appartenant à un EPCI de plus de 200 000 habitants pour 2022, plafond fixé par le Code général des collectivités territoriales.

En conséquence, et après deux années consécutives de gel des tarifs de la TLPE, il est proposé au Conseil municipal de relever les tarifs 2023 sur les montants plafonds règlementaires, soit une augmentation de + 4,39% :

	Enseignes			**Dispositifs publicitaires et préenseignes (supports non numériques)**		**Dispositifs publicitaires et préenseignes (supports numériques)**	
	superficie inférieure ou égale à 12 m²	superficie entre 12 et 50 m²	superficie supérieure à 50 m²	superficie inférieure ou égale à 50 m²	superficie supérieure à 50 m²	superficie inférieure ou égale à 50 m²	superficie supérieure à 50 m²
Tarifs 2022	*31,90 €*	*63,80 €*	*127,60 €*	*31,90 €*	*63,80 €*	*95,70 €*	*191,40 €*
Montants plafonds 2023	*33,30 €*	*66,60 €*	*133,20 €*	*33,30 €*	*66,60 €*	*99,90 €*	*199,80 €*
Proposition Tarifs TLPE 2023	**33,30 €**	**66,60 €**	**133,20 €**	**33,30 €**	**66,60 €**	**99,90 €**	**199,80 €**

Tarifs au m² et par an

En application de l'article L. 2333-8 du Code général des collectivités territoriales, il est également proposé au Conseil municipal de maintenir les exonérations suivantes pour :

- les enseignes non scellées au sol dont la somme des superficies est inférieure ou égale à 12 mètres carrés ;
- les dispositifs publicitaires apposés sur des éléments de mobilier urbain et sur les kiosques à journaux.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2333-6 à L. 2333-16 et R. 2333-10 à R. 2333-17 relatifs à la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure,

Vu le Code de l'environnement, d'une part dans sa partie législative, livre V, titre VIII, protection du cadre de vie, chapitre 1er, « publicité, enseignes et pré-enseignes », d'autre part dans sa partie réglementaire, livre V, titre VIII, protection du cadre de vie, chapitre 1er « publicité, enseignes et pré-enseignes », articles R. 581-1 à R. 581-88,

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 2 octobre 2008 instaurant la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure,

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 8 avril 2021 fixant les tarifs de la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure pour l'année 2022,

Vu l'avis de la commission municipale de l'Aménagement du territoire en date du 21 mars 2022,

Vu l'avis de la commission municipale des Ressources en date du 30 mars 2022,

Entendu cet exposé,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ

FIXE les tarifs de la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure au titre de l'année 2023, ainsi qu'il suit :

Enseignes			**Dispositifs publicitaires et préenseignes (supports non numériques)**		**Dispositifs publicitaires et préenseignes (supports numériques)**	
superficie inférieure ou égale à 12 m²	superficie entre 12 et 50 m²	superficie supérieure à 50 m²	superficie inférieure ou égale à 50 m²	superficie supérieure à 50 m²	superficie inférieure ou égale à 50 m²	superficie supérieure à 50 m²
33,30 €	**66,60 €**	**133,20 €**	**33,30 €**	**66,60 €**	**99,90 €**	**199,80 €**

Tarifs au m² et par an

DÉCIDE de l'exonération pour les enseignes non scellées au sol dont la somme des superficies est inférieure ou égale à 12 mètres carrés ainsi que pour les dispositifs publicitaires apposés sur des éléments de mobilier urbain et les kiosques à journaux.

PRECISE qu'en application de l'article L. 2333-14 du Code général des collectivités territoriales le recouvrement de la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure est opéré, à compter du 1er septembre de l'année d'imposition.

PRECISE qu'en application de l'article L. 2333-13 du Code général des collectivités territoriales, lorsque le support est créé après le 1er janvier, la taxe est due à compter du premier jour du mois suivant celui de la création du support. Lorsque le support est supprimé en cours d'année, la taxe n'est pas due pour les mois restant à courir à compter de la suppression du support.

DIT que les recettes correspondantes sont inscrites au budget communal.

JV/ MC
Assemblées

VILLE D'ISSY LES MOULINEAUX

CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU JEUDI 7 AVRIL 2022

N° 19

OBJET : ESPACE PUBLIC – Adhésion de l'Établissement Public Territorial Grand-Orly Seine Bièvre (EPT GOSB) au Syndicat Intercommunal pour le Gaz et l'Electricité en Ile-de-France (SIGEIF) au titre de la compétence d'autorité organisatrice de la distribution d'énergie.

Monsieur David DAOULAS, Maire-Adjoint délégué à l'Espace public, expose au Conseil municipal ce qui suit :

Par délibération en date du 7 février 2022, le Syndicat Intercommunal pour le Gaz et l'Electricité en Ile-de-France (SIGEIF) a autorisé l'adhésion de l'Établissement Public Territorial Grand-Orly Seine Bièvre (EPT GOSB) au titre :

- de la compétence d'autorité organisatrice du service public de distribution de gaz pour le compte des communes de Morangis (91), Arcueil (94), Cachan (94), Chevilly-Larue (94), Choisy-le-Boi (94), Fresnes (94), Gentilly (94), lvry-sur-Seine (94), Le Kremlin-Bicètre (94), L'Haÿ-les-Roses (94), Orly (94), Rungis (94), Thiais (94), Villejuif (94) et Vitry-sur-Seine (94) ;
- de la compétence d'autorité organisatrice du service public de distribution de l'électricité pour le compte de la commune de Morangis (91).

Conformément à l'article L. 5211-18 du Code général des collectivités territoriales, cette délibération doit faire l'objet d'une consultation des collectivités membres du SIGEIF qui disposent d'un délai de trois mois à compter de sa notification pour se prononcer sur l'admission de ce nouvel établissement.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal de bien vouloir donner un avis favorable à l'adhésion de l'Établissement Public Territorial Grand-Orly Seine Bièvre au titre de la compétence d'autorité organisatrice de la distribution d'énergie.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 5211-18,

Vu la délibération du Comité du Syndicat Intercommunal pour le Gaz et l'Electricité en Ile-de-France (SIGEIF) en date du 7 février 2022 relative à l'adhésion de l'Établissement Public Territorial Grand-Orly Seine Bièvre (EPT GOSB) au SIGEIF, notifiée le 21 février 2022,

Vu l'avis de la commission municipale de l'Aménagement du territoire en date du 21 mars 2022,

Entendu cet exposé,

APRES EN AVOIR DELIBERE

DONNE un avis favorable à l'adhésion de l'Établissement Public Territorial Grand-Orly Seine Bièvre au Syndicat Intercommunal pour le Gaz et l'Electricité en Ile-de-France au titre :

- de la compétence d'autorité organisatrice du service public de distribution de gaz pour le compte des communes de Morangis (91), Arcueil (94), Cachan (94), Chevilly-Larue (94), Choisy-le-Boi (94), Fresnes (94), Gentilly (94), lvry-sur-Seine (94), Le Kremlin-Bicètre (94), L'Haÿ-les-Roses (94), Orly (94), Rungis (94), Thiais (94), Villejuif (94) et Vitry-sur-Seine (94), ;
- de la compétence d'autorité organisatrice du service public de distribution de l'electricité pour le compte de la commune de Morangis (91).

Sigeif

SERVICE PUBLIC
DU GAZ, DE L'ÉLECTRICITÉ
ET DES ÉNERGIES LOCALES
EN ÎLE-DE-FRANCE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Cabinet du Maire
Reçu le 23 FEV. 2022

Comité de Direction du
28 FEV. 2022

MONSIEUR ANDRE SANTINI
Maire
Hôtel de Ville
47 rue du Général Leclerc
92130 ISSY-LES-MOULINEAUX CEDEX

Paris, le 21 février 2022

Lettre recommandée avec AR
Nos réf. *: JSS/JM*
Affaire suivie par Joséphine Moisy – Cabinet du Président
01 44 13 92 44 - josephine.moisy@sigeif.fr

Objet : *Adhésion au Sigeif de l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre*

Monsieur le Maire,

Je vous prie de bien vouloir trouver en pièce jointe la délibération n° 22-11 du Comité d'administration du Syndicat Intercommunal pour le Gaz et l'Électricité en Île-de-France (Sigeif) en date du 7 février 2022.

Cette délibération approuve l'adhésion au Sigeif de l'Établissement public territorial Grand-Orly Seine Bièvre (EPT GOSB) au titre de la compétence d'autorité organisatrice de la distribution d'énergie.

Elle fait suite à une précédente délibération du Sigeif, en date du 14 décembre 2020, portant sur le même objet mais dont les services du contrôle de légalité ont estimé que le fondement retenu du mécanisme dit de « représentation-substitution » était erroné.

Afin de se conformer à l'interprétation de la préfecture, cette nouvelle délibération, prise sur le fondement de la procédure d'adhésion de l'article L 5211-18 du CGCT, vous est de nouveau notifiée afin que votre collectivité se prononce à son tour en faveur de l'adhésion de l'EPT GOSB.

Je vous remercie d'inscrire cette affaire à l'ordre du jour de votre prochaine assemblée délibérante afin que mes services puissent transmettre le plus rapidement possible au Préfet de la Région d'Île-de-France, Préfet de Paris, l'avis de l'ensemble des collectivités du Sigeif. Je vous adresse à cette fin un modèle de délibération accompagnée de son rapport de présentation.

Comptant sur votre diligence et vous remerciant par avance des dispositions que vous voudrez bien faire prendre dans ce sens, je vous prie de croire, Monsieur le Maire, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Le Président du Syndicat

SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR LE GAZ ET L'ÉLECTRICITÉ EN ÎLE-DE-FRANCE

JEAN-JACQUES GUILLET
Maire de Chaville

P.J. : - Délibération n° 22-11 du Sigeif en date du 7 février 2022
- Modèles de délibération et de rapport de présentation.

Sigeif

SERVICE PUBLIC
DU GAZ, DE L'ÉLECTRICITÉ
ET DES ÉNERGIES LOCALES
EN ÎLE-DE-FRANCE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

SÉANCE DU COMITÉ DU 7 FÉVRIER 2022

DÉLIBÉRATION N° 22-11

OBJET :

Adhésion de l'Établissement Public Territorial
« Grand-Orly Seine Bièvre »
au titre des compétences d'autorité organisatrice
du service public de distribution de gaz et
d'autorité organisatrice du service public de
distribution de l'électricité

L'an deux mille vingt-deux, le sept février à quinze heures, les membres du Comité d'administration du Syndicat Intercommunal pour le Gaz et l'Électricité en Île-de-France se sont réunis en téléconférence et en présentiel au nombre de cent seize au Centre de conférences Capital 8 - 32, rue de Monceau à Paris 8eme, sous la présidence de Monsieur Jean-Jacques Guillet, Président, ayant été régulièrement et individuellement convoqués par le Président du Syndicat, le trente et un janvier deux mille vingt-deux.

Étaient présents :

Mme LEMMET (Antony), MM. DURAND (Arnouville), CUBEAU (Attainville), Mme BALSECA (Bagneux), MM. DENOUEL (Bagnolet), BOUGHALEM (Ballainvilliers et C.A. Paris-Saclay), BONTEMPS (Belloy-en-France), Mmes PAPON (Béthemont-la-Forêt), BAUMONT (Boissy-Saint-Léger), MM. KADI (Bonneuil-sur-Marne), TESSÉ (Bouffémont), Mme BELLIARD (Boulogne-Billancourt), M. LEGENDRE (Bourg-la-Reine), Mme FALGUEYRAC (Boussy-Saint-Antoine), MM. LECLERC (Bry-sur-Marne), VALENTIN (Carrières-sur-Seine), FEUGERE (Châtenay-Malabry), FERRÉ (Châtillon), GRZECZKOWICZ (Chatou), GUILLET (Chaville), PHILIPPON (Chelles), DELLA-MUSSIA (Chennevières-sur-Marne), ROSPINI CLERICI (Le Chesnay-Rocquencourt), KOMOROWSKI (Chevilly-Larue), DELIANCOURT (Chilly-Mazarin), CRESPI (Clamart), Mme MAATOUGUI (Colombes), MM. CHENTOUF (Courtry), DUFEU (Créteil), BONNET (Croissy-sur-Seine), Mme BRINGER (Deuil-la-Barre), MM. STEMPLEWSKI (Domont), MILLARD (Drancy), DUFOUR (Eaubonne), JOLY (Enghien-les-Bains), GAUVRY (Épinay-sous-Sénart), REDON (Épinay-sur-Seine), Mmes NGO (Grand-Orly Seine Bièvre - Morangis), DE PAMPELONNE (Grand Paris Seine Ouest), MM. LEDEUR (Ermont), AUZANNET (Fontenay-en-Parisis), SANSON (Fontenay-le-Fleury), CORNELIS (Fontenay-sous-Bois), MARTINET (Gagny), Mme BODIN (Garches), MM. DRANSART (La Garenne-Colombes), LEROUX (Gentilly), AUBERT (L'Haÿ-les-Roses), PRIVÉ (Igny), Mme BONNIER (Issy-les-Moulineaux), MM. PECQUEUX (Ivry-sur-Seine), POURSIN (Jouy-en-Josas), Mme DESCHIENS (Levallois-Perret), M. LAFARGUE (Livry-Gargan), Mme PERRAUD (Les Loges-en-Josas), MM. DELAGNEAU (Longjumeau et C.A. Paris-Saclay), HERBILLON (Maisons-Alfort), KOPELIANSKIS (Maisons-Laffitte), THOMAS (Marcoussis et C.A. Paris-Saclay), Mme VILLE-VALLÉE (Margency), MM. D'ALLEMAGNE (Marnes-la-Coquette), SCHEUER (Meudon), DARAGON (Mitry-Mory), GIRAUD (Montesson), Mme DUDEK (Montfermeil), M. TSORBA (Montlignon), Mme BENATTAR (Montmagny), MM. TOURÉ (Neuilly-Plaisance), SCHINDLER (Neuilly-sur-Seine), GERBIER (Noisy-le-Sec), FOURNES (Nozay et C.A. Paris-

Accusé de réception en préfecture
075-200050433-20220207-22-11-DE
Date de télétransmission : 14/02/2022
Date de réception préfecture : 14/02/2022

Saclay), MARTIN (Ormesson-sur-Marne), CHAZAN (Orsay et C.A. Paris-Saclay), Mme LEHEMBRE (Pantin), MM. CARBONNELLE (Pavillons-sous-Bois), COUTURE (Le Perreux-sur-Marne), CARRÉ (Pierrefitte-sur-Seine), FOISY (Le Plessis-Robinson), PERCHAT (Puiseux-en-France), GAHNASSIA (Puteaux), BELOT (Le Raincy), COTTIN (Roissy-en-France), LANGLOIS D'ESTAINTOT (Rueil-Malmaison), LEROY (Rungis), MONNET (Saint-Denis), BRIQUET (Saint-Gratien), CIPRIANO (Saint-Maur-des-Fossés), ARCHAMBAULT (Saint-Maurice), ISNARD (Sceaux), Mme MABCHOUR (Sevran), MM. FORTIN (Sèvres), ABOUT (Soisy-sous-Montmorency), CURLIER-ANDRADE (Thiais), CHOCHOIS (Le Thillay), BROCHÉ (Vaires-sur-Marne), GAUDUCHEAU (Vanves), PRÉEL (Vaucresson), TESTU (Vélizy-Villacoublay), DELORT (Verrières-le-Buisson et C.A. Paris-Saclay), Mme SCHMIT (Versailles), MM. VOLOVIK (Villaines-sous-Bois), MM. CHEVALIER (Ville-d'Avray), FANTOU (Villebon-sur-Yvette et C.A. Paris-Saclay), FITAMANT (Villemomble), RARCHAERT (Villeneuve-la-Garenne), BEAUDEAU (Villepinte), Mme HERMANN (Viroflay), M. TOULY (Wissous).

Lesquels forment la majorité des membres en exercice et peuvent délibérer valablement conformément aux articles L.2121-17, L.2121-20, L.2121-21, L. 5212-1 et L.5212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Absents excusés :

Mme MAGNE, déléguée titulaire de Charenton-le-Pont - M. CÉSARI, délégué titulaire de Courbevoie - M. JUVIN, délégué titulaire de La Garenne-Colombes - M. ALLY, délégué titulaire de Grand-Orly Seine Bièvre - Morangis - Mme DELBOSQ, déléguée titulaire de L'Île-Saint-Denis - MM. LANGLOIS et DAVID, délégués titulaire et suppléant de Linas - M. THOREAU, délégué titulaire de Mandres-les-Roses - Mme CECCALDI-RAYNAUD, déléguée titulaire de Puteaux - M. ALI KHODJA, délégué titulaire de Stains - M. THÉVENOT, délégué titulaire de Vélizy-Villacoublay - MM. GREZE et PAVILLON, délégués titulaire et suppléant de Villeparisis.

Ont donné pouvoir :

- Mme MAGNE, déléguée titulaire de Charenton-le-Pont, à Mme SCHMIT, déléguée titulaire de Versailles –
- M. CÉSARI, délégué titulaire de Courbevoie, à M. GUILLET, délégué titulaire de Chaville -
- Mme DELBOSQ, déléguée titulaire de L'Île-Saint-Denis, à M. MONNET, délégué titulaire de Saint-Denis -
- M. THOREAU, délégué titulaire de Mandres-les-Roses, à M. DELORT, délégué titulaire de Verrières-le-Buisson –
- M. ALI KHODJA, délégué titulaire de Stains, à Mme LEHEMBRE, déléguée titulaire de Pantin –

À l'unanimité, a été élue comme secrétaire de séance, Mme Sophie DESCHIENS, vice-présidente, déléguée titulaire de Levallois-Perret.

Accusé de réception en préfecture
075-200050433-20220207-22-11-DE
Date de télétransmission : 14/02/2022
Date de réception préfecture : 14/02/2022

LE COMITÉ,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 5211-18,

Vu le décret du 31 décembre 1903 portant constitution du Syndicat Intercommunal du Gaz,

Vu les statuts du Syndicat Intercommunal pour le Gaz et l'Électricité en Île-de-France (Sigeif), autorisés par arrêté interpréfectoral n° 2014342-0031 en date du 8 décembre 2014,

Vu la convention de concession pour le service public de distribution de gaz signée le 21 novembre 1994 et applicable sur le territoire du Sigeif à compter du 1er janvier 1995 pour une période de trente ans,

Vu la convention de concession pour le service public du développement et de l'exploitation du réseau de distribution d'électricité et de la fourniture d'énergie électrique aux tarifs règlementés de vente signée le 18 octobre 2019 et applicable sur le territoire du Sigeif à compter du 1er novembre 2019 pour une période de trente ans,

Vu la délibération n° 2020-11-17_2054 en date du 17 novembre 2020 de l'Établissement Public Territorial « Grand-Orly Seine Bièvre » d'adhésion et désignation des représentant de l'EPT au Sigeif,

Vu les courriers de du préfet de la région Ile-de-France en date des 19 avril et 21 décembre 2021,

Considérant que le Sigeif est invité à se prononcer sur cette demande d'adhésion au titre de l'article L 5211-18 susvisé,

Sur proposition du Bureau syndical,

À l'unanimité,

DÉLIBÈRE :

Article 1er : - Un avis favorable est donné à la demande d'adhésion au Sigeif de l'Établissement Public Territorial « Grand-Orly Seine Bièvre » au titre :

- de la compétence d'autorité organisatrice du service public de distribution de gaz pour le compte des communes de Morangis (91), Arcueil (94), Cachan (94), Chevilly-Larue (94), Choisy-le-Roi (94), Fresnes (94), Gentilly (94), Ivry-sur-Seine (94), Le Kremlin-Bicêtre (94), L'Haÿ-les-Roses (94), Orly (94), Rungis (94), Thiais (94), Villejuif (94) et Vitry-sur-Seine (94),

- de la compétence d'autorité organisatrice du service public de distribution de l'électricité pour le compte de la commune de Morangis (91).

Article 2 : - Conformément à l'article L.5211-18 du Code général des collectivités territoriales, la présente délibération sera notifiée à chacune des collectivités adhérentes qui disposeront d'un délai de trois mois pour se prononcer sur l'admission de l'Établissement Public Territorial « Grand-Orly Seine Bièvre » dans les conditions de majorité qualifiée requises pour la création de l'établissement public de coopération intercommunale. A défaut de délibération dans ce délai, leur décision est réputée favorable.

Accusé de réception en préfecture
075-200050433-20220207-22-11-DE
Date de télétransmission : 14/02/2022
Date de réception préfecture : 14/02/2022

Article 3 : - La délibération n° 20-78 du Comité du 14 décembre 2020 est abrogée.

Article 4 : - Le Président est autorisé à prendre toute mesure d'exécution de la présente délibération.

Le Président du Syndicat,
JEAN-JACQUES GUILLET
Maire de Chaville

.....

Certifié exécutoire la présente délibération
affichée le 14 FEV. 2022
et transmise à M. le Préfet de la Région
Île-de-France, Préfet de Paris
le 14 FEV. 2022
(art. 2 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée)
Le Président du Syndicat,
Jean-Jacques Guillet

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur général,

Christophe PROVOT

Accusé de réception en préfecture
075-200050433-20220207-22-11-DE
Date de télétransmission : 14/02/2022
Date de réception préfecture : 14/02/2022

Com.Pub./Pet.Enf
FF/VA – AA/BP

VILLE D'ISSY LES MOULINEAUX

CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU JEUDI 7 AVRIL 2022

N° 20

OBJET : PETITE ENFANCE – Autorisation de lancement de la procédure de concession de service public pour la gestion et l'exploitation de la crèche « Les Epinettes ».

Madame Kathy SIMILOWSKI, Maire-Adjointe déléguée à la Petite enfance, expose au Conseil municipal ce qui suit :

La crèche Les « Epinettes », sise 68, rue de l'Egalité, a une capacité d'accueil de 60 berceaux.

Cette structure est gérée par un contrat de délégation de service public par affermage, approuvé par délibération du Conseil municipal en date du 20 avril 2017. Ce contrat arrive à terme le 31 juillet 2023.

En raison des difficultés de recrutement dans ce secteur d'activité et afin de conserver à l'identique la masse salariale de la direction de la Petite Enfance, il est proposé de confier à nouveau la gestion et l'exploitation de cette crèche à une société spécialisée dans le cadre d'un contrat de concession de service public.

La gestion par voie de concession de service public bénéficie d'avantages par rapport à la régie directe et notamment :
- responsabilité du concessionnaire qui assume le risque lié à l'exploitation de la crèche ;
- qualification et savoir-faire requis pour l'exploitation du service ;
- moyens importants, notamment en personnel qualifié, pour assurer la continuité du service.

Le mode de gestion déléguée choisi est la concession de service public de type affermage. La procédure n'est pas allotie.

Le contrat prendra effet à compter de sa date de notification. Les prestations débuteront à compter du 1er août 2023 pour une durée de 5 ans.

Il est précisé que la Commission d'Ouverture des Plis compétente pour arrêter la liste des candidats admis à remettre une offre et pour exprimer un avis sur lesdites offres sera la Commission permanente d'Ouverture des Plis chargée des délégations de service public du secteur de la petite Enfance instituée par délibération en date du 4 juin 2020. Cette Commission, présidée par le Maire-Adjoint à la Petite Enfance, sera chargée par ailleurs, au stade de l'examen des offres, d'émettre un avis et de préparer un rapport. L'exécutif procédera à la négociation de l'affermage.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal de bien vouloir :
- autoriser le lancement d'une procédure de concession de service public en vue de déléguer la gestion et l'exploitation de la crèche « Les Epinettes » ;
- approuver le rapport présentant les prestations que devra assurer le concessionnaire, étant précisé que le Conseil municipal sera saisi par Monsieur le Maire du choix de

l'entreprise auquel il sera procédé et se prononcera sur le choix du titulaire pour le contrat de concession de type affermage.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 1411-1 à L.1411-19, L.1413-1, R.1410-1, R. 1410-2,

Vu le Code de la commande publique,

Vu le rapport présentant les caractéristiques des prestations que doit assurer le concessionnaire,

Vu l'avis de la commission municipale des services à la population en date du 22 mars 2022,

Vu l'avis de la commission consultative des services publics locaux en date du 28 mars 2022,

Entendu cet exposé,

APRES EN AVOIR DELIBERE

AUTORISE le lancement d'une procédure de concession de service public en vue de déléguer la gestion et l'exploitation de la crèche « Les Epinettes ».

APPROUVE le rapport présentant les prestations que devra assurer le concessionnaire.

PRECISE que le Conseil municipal sera saisi par Monsieur le Maire du choix du concessionnaire auquel il aura procédé et se prononcera sur le choix du titulaire du contrat de concession de type affermage.

Conseil Municipal du 7 avril 2022

Concession de service public pour la gestion et l'exploitation de la crèche « Les Epinettes ».

Rapport présentant les principales caractéristiques des prestations assurées par le délégataire

1. PRÉAMBULE

Le présent rapport visé à l'article L.1411-4 du Code général des collectivités territoriales a pour objet de présenter les caractéristiques essentielles du mode de gestion envisagé pour le service public de la crèche « Les Epinettes », sise 68 rue de l'Egalité.

L'objectif visé à travers ce document est de fournir tous les éléments nécessaires au Conseil municipal pour qu'il décide, dans des conditions maximales de transparence et de clarté, du choix d'un mode de gestion de ce service.

2. PRÉSENTATION DU PROJET – CONTEXTE

Par délibérations en date du 20 avril 2017, le Conseil Municipal a approuvé le contrat d'affermage relatif à l'exploitation et à la gestion de la crèche « Les Epinettes ». Ce contrat d'affermage arrive à terme le 31 juillet 2023.

La capacité d'accueil de ces structures actuellement est de 60 berceaux, répartis sur trois sections. L'ensemble des berceaux est attribué par la Ville à des familles isséennes.

Cette structure peut accueillir des enfants âgés de 2 mois et demi à 4 ans.

Le mode de gestion souhaité par la Ville est l'affermage. La procédure ne sera pas allotie.

3. PRÉSENTATION DES DIFFÉRENTS MODES DE GESTION ET PROPOSITION D'UN MODE DE GESTION

La commune apprécie librement s'il convient que l'exploitation de ses services de crèche soit assurée par elle-même, en gestion directe, ou bien en gestion déléguée, c'est à dire par les soins d'un tiers, auquel l'exploitation du service aura été déléguée.

Le choix du mode de gestion doit être guidé par les critères suivants :

- Qualités de service
- Performance du délégataire
- Aspects financiers
- Qualité des contrôles

3.1 Les différents modes de gestion pouvant s'appliquer à la crèche « Les Epinettes » sont les suivants :

- La gestion directe en régie
- La gestion déléguée

3.1.1 La gestion directe en régie

La collectivité assure elle-même le fonctionnement de la crèche avec son personnel et a donc en charge tous les aspects stratégiques et opérationnels de la gestion. Elle assure le suivi et l'entretien de l'équipement. Le personnel est directement recruté par la collectivité qu'il s'agisse de fonctionnaires ou d'agents contractuels de droit public ou de droit privé. Elle suit l'ensemble des opérations financières en recettes et dépenses selon les règles de comptabilité publique. Elle peut avoir recours à des prestataires de services.

La Ville veut assurer pour chacune de ses crèches, une offre d'accueil optimale. Si le mode de gestion choisi est la régie, cela implique que la ville doit se doter du personnel nécessaire au bon fonctionnement de la structure. Or, dans le contexte actuel, le recrutement des personnels de la Petite Enfance est difficile, d'autant plus que le service des crèches demande une grande technicité et donc une formation adaptée des personnels.

Du fait de ces difficultés, ce mode de gestion n'apparaît pas pertinent.

3.1.2 La gestion déléguée

La gestion déléguée d'un service public prend la forme d'un contrat de concession de service public (article L.1411-1 du CGCT) qui est un contrat par lequel une collectivité confie la gestion d'un service public dont elle a la charge à un concessionnaire, en transférant à ce dernier le risque lié à l'exploitation du service, en contrepartie soit du droit d'exploiter le service qui fait l'objet du contrat, soit de ce droit assorti d'un prix.

Les deux caractéristiques principales de ce type de montage sont donc :

- Son objet : l'activité sur laquelle porte la concession doit constituer une activité de service public ;
- Le mode de rémunération du partenaire privé : celui-ci doit se rémunérer sur l'exploitation du service, étant entendu que cette rémunération peut également être assortie d'un prix, dès lors toutefois que le partenaire privé conserve à sa charge une part significative de risque lié à cette exploitation.

On distingue toutefois, au sein de cette catégorie générique des délégations de service public, au moins trois montages contractuels distincts : la régie intéressée, la concession et l'affermage.

3.2 Les catégories de délégation de service public

3.2.1 La régie intéressée

Elle est définie « comme le contrat par lequel une collectivité publique confie à un délégataire appelé régisseur, le soin d'exploiter un service public moyennant une rémunération fixe assortie d'un intéressement aux résultats ».

La régie intéressée conduisant à ce que la Ville assume les frais et risques de l'exploitation, il convient d'écarter ce mode de gestion.

3.2.2 La concession de travaux

La concession de service public est un contrat qui charge une société d'exécuter un ouvrage public ou d'assurer un service public à ses frais avec ou sans subventions, avec ou sans garanties d'intérêts et que l'on rémunère en lui confiant l'exploitation de l'ouvrage public ou l'exécution du service public avec le droit de percevoir des redevances sur les usagers d'ouvrages ou sur ceux qui bénéficient du service public.

Les principales caractéristiques de ce type de montage sont donc les suivantes : la charge pour le concessionnaire des investissements immobiliers (travaux) ou mobiliers (matériels, systèmes informatiques, etc.) du contrat et la rémunération du concessionnaire provenant de l'exploitation du service et éventuellement assortie d'un prix versé par la collectivité.

La Ville ayant pris en charge les investissements nécessaires au service, le recours à une telle concession ne se justifie pas.

3.2.3 La concession de service public

La concession de service public est un contrat qui charge une société d'assurer la gestion d'un service public, et à qui est transféré un risque lié à l'exploitation du service, en contrepartie, soit du droit d'exploiter le service, soit de ce droit assorti d'un prix.

On parle d'affermage lorsque les ouvrages nécessaires à l'exploitation du service sont remis au concessionnaire par la collectivité qui, en règle générale, en a assuré le financement et la construction, le concessionnaire étant chargé de la maintenance de ces ouvrages.

Comme dans le système de la concession, la rémunération du concessionnaire doit provenir de l'exploitation du service (éventuellement assortie d'un prix), mais il reverse à la collectivité une redevance destinée à contribuer à l'amortissement technique des biens mis à disposition.

Dans la mesure où le concessionnaire n'est pas responsable des investissements de premier établissement :

- il appartient à la collectivité de réaliser ces investissements sous maîtrise d'ouvrage publique ;
- la durée des contrats d'affermage est généralement plus courte que celle des contrats de concession.

Les biens remis au concessionnaire sont la propriété de la collectivité et doivent lui revenir en fin d'exploitation. Le sort des biens acquis dans le cadre de l'affermage par le concessionnaire est traité dans le cadre de la convention.

En outre, le recours à un mode de gestion déléguée de type affermage permettra de faire peser sur une entreprise professionnelle du secteur l'ensemble des risques propres à une telle activité, et notamment :

- le risque commercial lié à l'évolution des activités (aléa économique) ;
- l'ensemble des risques techniques lié au fonctionnement des équipements (entretien et maintenance afin de disposer en permanence d'équipements répondant aux exigences légales et règlementaires) ;
- la prise en charge de l'ensemble des coûts et investissements nécessaires au bon fonctionnement des équipements.

Enfin, l'expertise et le savoir-faire de l'entreprise devrait permettre une optimisation des coûts globaux d'exploitation du service par rapport à une gestion en régie, nécessairement plus lourde du fait, notamment des contraintes liées aux règles de comptabilité publique, aux procédures de marchés ou encore au statut des agents.

Ce mode de gestion est donc adapté pour la Ville.

3.3 Proposition d'un mode de gestion

La gestion sous la forme d'un affermage constitutif d'une concession de service au sens de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession, telle que définie ci-dessus, bénéficie ainsi d'avantages par rapport à la régie directe et notamment :

- La responsabilité de l'exploitant, personne privée à qui sont transférés les aléas et les risques liés à l'exploitation ;

- La qualification et le savoir-faire requis pour l'exploitation du service et notamment la commercialisation de berceaux aux entreprises ;

- La recherche par le prestataire d'une optimisation de gestion ;

- Des moyens importants notamment en personnel. Une société spécialisée est capable de se doter rapidement du personnel nécessaire pour la gestion d'un établissement d'accueil de jeunes enfants et de disposer de moyens de recrutement importants.

Compte tenu des différentes caractéristiques des modes de gestion décrits supra, il est proposé de retenir comme mode de gestion pour la crèche « Les Epinettes » une concession de service public de type affermage.

4. CARACTÉRISTIQUES DE LA DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC ENVISAGÉE POUR LA GESTION DE LA CRECHE « LES EPINETTES »

La commune, autorité délégante mettra à la disposition de son futur concessionnaire l'ensemble des installations, dont elle est propriétaire, nécessaire au fonctionnement du service.

La convention à conclure se caractérisera également par les principaux éléments suivants :

- exploitation par le concessionnaire à ses risques et périls du service public de crèche ;

- perception par le concessionnaire des tarifs auprès des usagers du service dans la limite du montant des tarifs usagers de crèche gérée par la ville ;

- perception par le concessionnaire des subventions de la Caisse d'Allocations Familiales et du Conseil départemental ;

- perception par le concessionnaire de la participation de la Ville au titre du fonctionnement ;

- aménagement des locaux ;

- obligation pour le concessionnaire de renouveler les équipements et matériels affermés au prorata de leur durée d'amortissement au travers de la constitution obligatoire de provisions ;

- paiement par le concessionnaire d'une redevance de mise à disposition des locaux ;

- production de rapports annuels permettant le contrôle de l'exécution du service (article L. 1411-3 du CGCT).

Le contrat d'affermage prendra effet à compter de sa date de notification. Les prestations débuteront à compter du 1er août 2023 pour une durée de 5 ans, soit jusqu'au 31 juillet 2028.

La Ville conservera le contrôle de la gestion des services, notamment en ce qui concerne le suivi de la fréquentation des enfants, du personnel et de l'entretien des locaux.

Elle disposera d'un pouvoir de résiliation unilatérale de ces conventions, si un motif d'intérêt général le justifiait.

Enfin, il convient de rappeler que le Conseil municipal conservera la possibilité de mettre fin à tout moment à la procédure de délégation de service public, en particulier si les offres n'apparaissent pas satisfaisantes et de nature à répondre aux objectifs de la commune.

Conformément aux dispositions prévues par l'article L.1411-4 du Code général des collectivités territoriales, la CCSPL (commission consultative des services publics locaux) a

été consultée pour avis le 28 mars 2022 sur le projet de la concession du service public d'exploitation et de gestion de la crèche « Les Epinettes ».

Au vu du rapport de présentation dont il a été donné lecture, il est demandé au Conseil municipal de bien vouloir émettre un avis quant au principe de la délégation par voie d'affermage de la crèche « Les Epinettes ».

Com.Pub./Pet.Enf
FF/VA – AA/BP

VILLE D'ISSY LES MOULINEAUX

CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU JEUDI 7 AVRIL 2022

N° 21

OBJET : PETITE ENFANCE - Approbation du choix du concessionnaire pour la gestion et l'exploitation de la crèche « Anne Sylvestre ».

Madame Kathy SIMILOWSKI, Maire-Adjointe déléguée à la Petite enfance, expose au Conseil municipal ce qui suit :

Par délibération en date du 4 février 2021, le Conseil municipal a autorisé le lancement d'une procédure de concession de service public en vue de déléguer la gestion et l'exploitation de la crèche Anne Sylvestre, nouvel équipement de la ZAC Cœur de Ville à Issy-les-Moulineaux. Cette crèche dispose d'une capacité totale de 60 berceaux, pour l'accueil des enfants âgés de 2 mois et demi à 4 ans, et 5 ans selon cas particuliers, répartie comme suit :

Crèche Anne Sylvestre, sise 64, rue Victor Hugo :

- section bébés : 20 places ;
- section moyens : 20 places ;
- section grands : 20 places.

Lors de la séance en date du 21 avril 2021, la commission d'ouverture des plis a procédé à l'ouverture des candidatures et émis un avis favorable pour que les candidats suivants soient admis à présenter une offre :

1. PEOPLE AND BABY ;
2. LPCR COLLECTIVITES PUBLIQUES ;

La Ville a adressé à chacun des deux candidats le cahier des charges définissant les caractéristiques quantitatives et qualitatives des prestations, ainsi que les conditions de tarification du service rendu à l'usager.

Le 10 septembre 2021, la commission a procédé à l'ouverture des deux plis parvenus à la Ville dans les délais impartis. Les candidats ayant présenté une offre étaient les suivants :

1. PEOPLE AND BABY
2. LPCR COLLECTIVITES PUBLIQUE

Le 15 octobre 2021, la commission d'ouverture des plis a analysé les différentes offres et a émis un avis invitant l'autorité habilitée à signer le contrat à engager la discussion avec les deux entreprises précitées, conformément à l'article L. 1411-5 du Code général des collectivités territoriales.

L'autorité habilitée a suivi l'avis de la commission d'ouverture des plis et a organisé des négociations avec les deux candidats. Ces négociations se sont déroulées entre les mois d'octobre et de décembre 2021.

L'autorité habilitée à signer le contrat a rendu son rapport sur les motifs du choix de la société PEOPLE AND BABY et sur l'économie générale du contrat.

La société PEOPLE AND BABY a été retenue pour la qualité de son offre au regard des critères suivants :

- les moyens matériels et humains affectés au service ;
- les qualités du contenu du projet d'établissement garantissant notamment la qualité du service rendu aux usagers ;
- l'organisation mise en place pour la gestion de la crèche ;
- les conditions financières proposées sur la durée du contrat.

Ainsi, la société PEOPLE AND BABY propose des moyens humains adaptés, satisfaisants et conformes aux exigences de la Ville, de même que pour la reprise, le remplacement, le suivi et la formation du personnel.

Son mode de fonctionnement permet à plusieurs salariés de rang 1, personnes diplômées issues d'une école des métiers de la Petite enfance, d'être affectés dans chaque section. Par ailleurs, PEOPLE AND BABY dispose de nombreux avantages qui permettent de fidéliser les équipes.
Pour assurer la continuité du service, la société a recours au recrutement de CDD ou à de l'intérim, mais dispose également d'un groupe de professionnels volants dédié spécifiquement aux crèches d'Issy-les-Moulineaux. PEOPLE AND BABY dispose de son propre organisme de formation agréé « Enfance pour tous ».

La société prévoit des moyens matériels satisfaisants et adéquats, notamment :
- un budget en investissement de 96 787 € pour les travaux et aménagements, ainsi que 4 343 € dédiés au renouvellement du mobilier et du matériel ;
- un budget d'entretien et de réparation des bâtiments de 66 330 € ;
- un budget de fournitures, jouets et consommables de 131 455 €.

La société propose un règlement de fonctionnement conforme à celui de la Ville et des horaires d'ouverture satisfaisants : 8h à 19h. La société présente un projet d'établissement spécifique décliné autour de plusieurs axes, tels que l'aménagement des espaces autour de 5 espaces d'éveil socles, le projet social, le plan d'action « mission Handicap », la musique comme socle pédagogique et fil conducteur de l'aménagement des locaux ou encore l'intégration des familles à la vie de la crèche.

L'offre alimentaire est complète et satisfaisante. PEOPLE AND BABY se conforme aux exigences de la loi EGALIM et va même au-delà concernant certains points d'engagement.

La société présente une offre financière compétitive économiquement sur la durée du contrat. Les charges et les recettes prévues apparaissent bien estimées et en cohérence avec l'offre qualitative proposée. Le coût pour la Ville est attractif au regard de la qualité de l'offre.

La synthèse financière sur la durée du contrat est la suivante :

- participation de la Ville : 1 752 055 € ;
- redevance pour la mise à disposition des locaux (révisée chaque année selon la clause d'indexation prévue par la Ville) : 1 062 581 €.

Le contrat d'affermage prendra effet à compter de sa date de notification. Les prestations débuteront à compter du 1er aout 2022 jusqu'au 31 juillet 2027.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal de bien vouloir :

- approuver le choix de la société PEOPLE AND BABY pour assurer la gestion de la crèche Anne Sylvestre, sise 64, rue Victor Hugo, à Issy-les-Moulineaux ;
- approuver le contrat de concession de service public pour la crèche Anne Sylvestre ;

- autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer ce contrat avec la société PEOPLE AND BABY.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 1411-1 à L.1411-19,

Vu le Code de la Commande Publique,

Vu la délibération de lancement de la procédure de concession de service public pour la gestion de la crèche Anne Sylvestre, sise 64, rue Victor Hugo, à Issy-les-Moulineaux, en date du 4 février 2021,

Vu les procès-verbaux de la commission d'ouverture des plis en date des 21 avril 2021, 10 septembre 2021 et 15 octobre 2021,

Vu le rapport de la commission d'ouverture des plis et de l'autorité habilitée à négocier présentant notamment la liste des entreprises admises à présenter une offre et l'analyse des propositions de celles-ci, ainsi que les motifs de choix du candidat et l'économie générale du contrat, transmis à l'ensemble des membres du Conseil municipal le 22 mars 2022,

Vu l'avis de la commission des Services à la population en date du 22 mars 2022,

Entendu cet exposé,

APRES EN AVOIR DELIBERE

APPROUVE le choix de la société PEOPLE AND BABY, sise 9, Avenue Hoche à Paris (75008) pour être le concessionnaire de la crèche Anne Sylvestre, sise 64, rue Victor Hugo, à Issy-les-Moulineaux.

APPROUVE le contrat d'affermage portant sur la concession de service public pour la gestion et l'exploitation de la crèche Anne Sylvestre.

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer ce contrat avec ladite société.

DIT que les dépenses et recettes sont inscrites au budget communal.

CONCESSION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION DE LA CRECHE ANNE SYLVESTRE (AFFERMAGE)

RAPPORT DE LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLIS MOTIFS DU CHOIX ET ECONOMIE GENERALE DU CONTRAT

Sommaire

PREAMBULE 3
I – LA PROCEDURE 3
II- ANALYSE COMPARATIVE DES OFFRES 5
II- LES MOTIFS DU CHOIX DU CANDIDAT RETENU.....1
III- L'ECONOMIE GENERALE DU CONTRAT 7
CHAPITRE 1 Objet et durée du contrat.....8
CHAPITRE 2 Moyens d'exploitation du service.....11
CHAPITRE 3 obligations à la charge du CONCESSIONNAIRE.....13
CHAPITRE 4 Entretien, réparations, renouvellement.....27
CHAPITRE 5 Dispositions financières.....31
CHAPITRE 6 Contrôle par la ville.....33
CHAPITRE 7 Sanctions.....39
CHAPITRE 8 Fin de la concession.....43
CHAPITRE 9 Dispositions diverses.....49
ANNEXES 49

PREAMBULE

La crèche Anne Sylvestre est une structure avec une capacité d'accueil de 60 berceaux, située au 64 rue Victor Hugo. La crèche est implantée au rez-de-chaussée et au premier étage d'un immeuble accueillant une résidence séniors et des logements.
Les 60 berceaux sont répartis en trois sections ; la crèche peut accueillir des enfants âgés de de 2 mois et demi à 4ans.

L'ouverture de cette nouvelle structure est prévue pour le second semestre 2022.
La Ville a lancé une procédure de concession de service public (type affermage) pour la gestion de cette crèche.

Le présent rapport établi en application des articles L.1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales a pour objet de :

- Rappeler le déroulement de la procédure d'attribution du contrat de concession de service public (type affermage) pour la gestion et l'exploitation de la crèche Anne Sylvestre ;

- Présenter les motifs du choix du concessionnaire ;

- Exposer l'économie générale du contrat de concession de service public.

I – LA PROCEDURE

Dans le respect des articles L.1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales, de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 et du décret n°2016-86 du 1er février 2016 relatifs aux contrats de concession, la procédure de consultation pour la passation de la concession de service public s'est déroulée de la manière suivante :

Le Conseil municipal a autorisé le lancement de la consultation de concession de service public par délibération en date du 4 février 2021. Il a également décidé que cette concession se ferait au moyen d'un contrat de concession de service public (type affermage).

Conformément à l'article 15-III du décret du n°2016-86 du 1er février 2016, il a été procédé, le 28 février 2021, aux mesures de publicité suivantes :

- Publication d'un avis d'appel public à la concurrence dans le BOAMP : avis paru le 05/03/2021, annonce n°21-27274,
- Publication d'un avis d'appel public à la concurrence dans le JOUE : avis paru le 05/03/2021, annonce n°2021/S045-114109.

La date limite de remise des candidatures était fixée au 14 avril 2021 à 17h00.

Le 21 avril 2021, la Commission d'ouverture des plis s'est réunie pour ouvrir et examiner les candidatures et arrêter la liste des candidats admis à présenter une offre.

Deux plis de candidature sont arrivés dans les délais impartis :
1. PEOPLE AND BABY ;
2. LPCR COLLECTIVITES PUBLIQUES ;

Après ouverture des plis, la commission a constaté, que l'ensemble des documents demandés étaient bien présents. Elle s'est également attachée à déterminer dans quelle mesure ces documents manifestaient la capacité des candidats à exercer les missions qui leur seraient confiées dans le cadre de cette concession de service public.

La Commission a admis l'ensemble des candidats à présenter une offre.

Par suite, la Ville a transmis par voie électronique à chacun des deux candidats le cahier des charges, document définissant les caractéristiques quantitatives et qualitatives des prestations, composé des documents suivants :

- Le règlement de la consultation,
- Le cahier des charges et ses annexes :
  - Annexe 1 : Plans de la crèche ;
  - Annexe 2 : Tableau des surfaces ;
  - Annexe 3 : Liste des biens mis à disposition par la Ville au Concessionnaire ;
  - Annexe 4 : Descriptif des « installations techniques » ;
  - Annexe 5 : Tarif horaire plafond année 2021 fixés par le Conseil Municipal ;
  - Annexe 6 : Comptes d'exploitation prévisionnels sur la durée du contrat ;
  - Annexe 8 : Règlement de fonctionnement des structures Petite Enfance municipales de la Ville d'Issy-les-Moulineaux ;
  - Annexe 9 : Spécifications techniques des locaux.

Le règlement de la consultation fixait les date et heure limites de remise des offres au 05 juillet 2021 à 17h00.

Le 10 septembre 2021, la commission a procédé à l'ouverture des 2 plis parvenus à la Ville dans les délais impartis. Les soumissionnaires étaient les suivants :

1. PEOPLE AND BABY
2. LPCR COLLECTIVITES PUBLIQUE

La Commission a vérifié la présence des informations et documents qui étaient demandées par la Ville dans le cahier des charges et le règlement de consultation.

Lors de sa séance du 15 octobre 2021, la Commission d'ouverture des plis a analysé les différentes offres et a émis un avis invitant l'autorité habilitée à signer le contrat à engager la discussion avec les 3 entreprises précitées, conformément à l'article L. 1411-5 du Code général des Collectivités territoriales.

L'autorité habilitée à signer le contrat a suivi l'avis de la Commission d'ouverture des plis et, dans les conditions prévues à l'article 46 de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016, a entamé les négociations avec les 2 soumissionnaires.

Ces négociations se sont déroulées en deux temps :

- Première négociation :
  - Par courrier en date du 18 novembre 2021, la Ville a demandé des précisions et/ou compléments d'informations à l'ensemble des candidats.
  - Ce courrier fixait la remise des précisions et compléments d'informations au 05 novembre 2021 à 17h00.
  - Ce courrier convoquait également les 2 candidats à des négociations en visioconférence.
  - Les réunions de négociation ont eu lieu le 16 novembre 2021.

- Deuxième négociation :
  - Par courrier en date du 24 novembre 2021, la Ville a demandé des précisions et/ou compléments d'informations à l'ensemble des candidats.
  - Ce courrier fixait la remise des précisions et compléments d'informations au 10 décembre 2021 à 17h00.

- Demande d'offres finales :
  - Par courrier en date du 04 janvier 2022, la Ville a demandé la remise de l'offre définitive à l'ensemble des candidats.
  - Ce courrier fixait la remise de la dernière offre des candidats au 14 janvier 2022.

Les offres finales ont été reçues dans les délais impartis. Elles ont fait l'objet d'une analyse sur la base des critères indiqués dans les documents de la consultation, à savoir :

- Les moyens matériels et humains affectés au service,
- Les qualités du contenu du projet d'établissement garantissant notamment la qualité du service rendu aux usagers,
- L'organisation mise en place pour la gestion de la crèche,
- Les conditions financières proposées sur la durée du contrat.

II- ANALYSE COMPARATIVE DES OFFRES

LEXIQUE :

AP : Auxiliaire de puériculture

APE : Agent petite enfance

AS : Agent social

AT : Agent technique

CR : Compte des résultats

CEP : Compte d'exploitation prévisionnel

EJE : Educateur jeunes enfants

ETP : Equivalent temps plein

VAE : Validation des acquis de l'expérience

LPCR

En rouge : ce qui pose problème ou interrogation et/ou questions posées au candidat.
En bleu, offre complémentaire : indication des modifications ou des compléments apportés à l'offre initiale
En violet, offre finale : indication des modifications ou des compléments apportés à l'offre initiale et à l'offre complémentaire

LES PETITS CHAPERONS ROUGES

1 - LES MOYENS HUMAINS ET MATERIELS AFFECTES AU SERVICE

	OFFRE INITIALE 10 septembre 2021	OFFRE COMPLEMENTAIRE 10 décembre 2021	OFFRE FINALE 14 JANVIER 2022
MOYENS HUMAINS			
Organisation de la société **Fonctions support au siège**	Président : Jean-Emmanuel RODOCANACHI Fanny LHOTE, directrice régionale Leslie PELLETIER, Responsable Opérationnelle		
Procédures de recrutement	Privilégier un personnel stable, qualifié, motivé en recourant au maximum à des CDI à temps plein. Un service RH de proximité pour les directeurs et les coordinatrices : pré-sélection de CV, qualification téléphonique, etc… Privilégier des professionnel(le)s habitant à proximité de la crèche Proposer des mobilités internes aux personnels travaillant au sein de nos structures de la région Développer nos partenariats locaux, que ce soit avec le Pôle Emploi ou les écoles afin d'accroître notre visibilité et toucher un maximum de public Travailler avec les Missions Locales pour favoriser l'insertion Accueillir des stagiaires et des apprentis **Délais de recrutements: :** 1 à 3 mois pour le recrutement d'une directrice (en fonction des délais de préavis éventuels) 1 à 3 mois pour le recrutement d'une éducatrice de jeunes enfants ou d'une auxiliaire de puériculture 15 jours pour le recrutement d'un agent spécialisé petite enfance (CAP Petite Enfance) ou d'une maitresse de maison (agent de service) Processus: l'outil de gestion de nos recrutements « Talentsoft recrutement : a permis de constituer à ce jour une CV thèque nationale importante; recrutement est assuré par le Chargé de recrutement de proximité et le Directeur de Crèche. Les moyens de recherche de candidats aux profils qualifiés et/ou diplômés sont intégrés à une stratégie globale de recrutement annuelle qui repose sur le déploiement de supports presse et internet diversifiés et des actions de communication Ressources Humaines envers les étudiants et les professionnel(le)s diplômés d'état. Publications d'annonces presse sur des supports dédiés au secteur de la Petite Enfance : « les Cahiers de la Puéricultrice » « Info crèches pro » et « Infirmier magazine » Publication d'annonces on-line sur des job boards spécialisés dans le secteur de la Petite Enfance : Job Enfance, Staff Santé, Staff Social, Emploi Soignant Publication d'annonces sur des réseaux sociaux professionnels : Viadeo Relais des annonces sur notre site internet www.lpcr.fr Collaboration avec nos partenaires institutionnels : Pôle emploi, Cap emploi, Mission locale, … Diffusion de Flash Recrutement au sein de notre réseau pour favoriser la mobilité, la promotion et la cooptation de candidats Primes de cooptation : Chaque collaborateur peut recommander une ou plusieurs personnes de son entourage sur une opportunité proposée au sein du réseau. En cas d'embauche confirmée à l'issue de la période d'essai, le salarié cooptant se voit attribué une prime allant de 300€ à 1000€ en fonction du profil coopté. Candidatures spontanées Cabinets de placement pour les profils compliqués à recruter tels que les Educateurs de Jeunes Enfants partenariats (contrats cadres) avec des organismes de travail temporaire spécialisés sur les métiers de la Petite Enfance et du médico-social ***Chaque salarié nouvellement embauché signe notre charte de bientraitance***, **favoriser la diversité et la parité.** L'emploi des seniors Recrutement des collaborateurs expérimentés et les maintenir dans l'entreprise Développer des compétences et des qualifications avec un accès prioritaires aux formations utiles pour appréhender au mieux le départ à la retraite Transmettre les savoirs et les compétences par le développement du tutorat Améliorer les conditions de travail et prévenir la pénibilité en étudiant attentivement les demandes d'aménagement horaire ou de mutation de site Aménagement des fins de carrière vers la retraite en informant les salariés L'insertion professionnelle des jeunes peu ou pas qualifiés favorisons l'emploi des jeunes via des recrutements et l'accueil de stagiaires et d'apprentis. 2 à 3 stagiaires chaque année par crèche. L'emploi des personnes en situation de handicap Depuis 2009, l'accueil des enfants porteurs de handicap est un engagement fort des Petits Chaperons Rouges. Grâce au partenariat avec l'association « Une Souris Verte » et les actions mises en place, nous avons accueilli près de 150 enfants en situation de handicap au sein de nos crèches en 2019 La ville d'Issy-les-Moulineaux étant un territoire à recrutement difficile, les salaires d'embauche des professionnels de catégorie 1 sont majorés afin d'être plus attractifs en tant qu'employeur et de fidéliser les salariés. Tous les salariés disposent également d'une prime qualité qui est intégrée dans la rémunération annuelle brute totale.	l'offre financière intègre des salaires à l'embauche des professionnels de catégorie 1 plus élevés que sur le reste de l'Ile-de-France car ils intègrent une indemnité de localisation spécifique à Issy-les-Moulineaux. Mise en place de dispositifs visant à améliorer l'attractivité de LPCR comme employeur : *Lors des NAO de juillet 2021, il a été décidé pour les équipes existantes :* o Une augmentation générale des salaires de +0,7% (hors CAP Petite Enfance dont le salaire est fixé sur le niveau du SMIC) o Une enveloppe d'augmentation individuelle de +0,7% à la main des managers (coordinatrices et directrices) pour les équipes de crèche o Le maintien des jours de fidélisation (jusqu'à 6 jours pour les professions hors cadre en fonction de l'ancienneté dans l'entreprise et jusqu'à 2 jours pour les directrices qui bénéficient également d'un forfait cadre comprenant 10 jours forfait par an) o Le maintien des autres avantages présentés dans l'offre initiale **Prime** Depuis septembre 2021, LPCR a créé 4 postes d'assistantes administratives sur la région Ile-de-France.; elles peuvent être envoyées 1 jour par semaine sur des crèches identifiées comme étant en difficulté afin de décharger l'équipe de direction des tâches administratives et qu'elle puisse se consacrer à l'accompagnement pédagogique de l'équipe de sa crèche. LPCR est en cours de recrutement (en interne et en externe) de chargés de développement pédagogique. Il s'agira d'Educatrices de Jeunes Enfants qui interviendront sur des missions d'accompagnement pédagogique dans les crèches où les EJE sont nouvellement diplômées ou quand il n'y a pas d'EJE en section. Elles seront présentes toute une journée en section pour accompagner l'équipe sur le positionnement d'une Educatrice de Jeunes Enfants mais n'auront pas de tâches d'encadrement des enfants. Leur mission d'accompagnement en crèche pourra durer de 1 à 3 mois maximum. Elles peuvent également accompagner jusqu'à 2 crèches par semaine. Depuis le 1er décembre 2021, mise en place d'une prime d'intégration spécifique pour les professionnels de catégorie 1. Cette prime d'un montant de 500€ brut est versée en 2 fois : o 1/3 de la prime sur le premier salaire (160 €) o 2/3 de la prime au 6ème mois (340€) Afin de renforcer l'attractivité au recrutement, les annonces d'emploi font mention de l'existence de cette prime exceptionnelle d'intégration. Cette prime permet aux professionnels d'envisager de se rapprocher de leur lieu de travail mais aussi de les fidéliser dès les premiers mois au sein de la crèche au-delà de leur période d'essai. Enfin, LPCR réfléchit à mettre en place, au moins pour les professionnels de catégorie 1, des contrats de travail à 37,5h par semaine. Cela permet d'avoir des salaires à l'embauche encore plus attractifs car les heures supplémentaires sont payées et défiscalisées. Cette organisation permet également une plus grande souplesse dans les plannings, les professionnels étant présents sur des temps plus importants. Selon le souhait de la Ville, LPCR pourra intégrer une des crèches de la ville d'Issy-les-Moulineaux dans le panel de crèches tests. L'intérêt de proposer aux diplômés de rang 1 de passer sur un contrat de 37,5 heures par semaine représente plus un intérêt relatif à au recrutement qu'un intérêt économique. En effet, le fait de passer sur un contrat avec un temps de travail de 37,5heures par semaine permet aux diplômées de voir les heures supplémentaires payées ce qui leur confère un gain de pouvoir d'achat. ***Si la crèche Anne Sylvestre intégrait le panel de test, LPCR embaucherait une des ASPE avec un contrat de 17,5h (au lieu de 35h) afin de conserver le même nombre d'ETP encadrant les enfants sur la crèche sans entrainer de surcoût pour la Ville.*** ***L'équipe de la crèche serait donc la suivante :*** 1 Directrice 1 Adjointe 2 EJE 1 IDE 5 AP 8. 5 ASPE 2 agents techniques 1 cuisinier (salarié du prestataire de restauration) soit 21 personnes ; 21.1 ETP ; 16.3 ETP en encadrement ; 53% de catégorie 1	
Process pour la reprise du personnel	Chaque nouveau professionnel est accueilli le jour de son arrivée par le directeur de la crèche. Son arrivée est préparée afin que dès le premier jour, il se sente attendu au sein de l'établissement. Le directeur lui remet l'ensemble des documents nécessaires à sa bonne intégration : Contrat de travail et Charte de bientraitance Livret d'accueil du salarié Fiche de poste Projet d'accueil (qui reprend les grands principes du projet éducatif) Livret « Nos Références Pédagogiques » (qui présente nos pédagogues de référence) Le projet d'établissement de la crèche		

	Livret Emploi pour tous (en lien avec la politique Handicap) Règlement Intérieur Livret Sécurité Incendie Le collaborateur est ensuite pris en charge par l'équipe de la section au sein de laquelle il va travailler. Un tuteur est désigné pour l'accompagner tout au long de sa période d'essai. Lui sont présentés : Les enfants La journée type de la section L'organisation des temps forts Les protocoles à respecter en matière d'hygiène et sécurité A la fin de la première semaine, un point est réalisé avec le directeur de crèche. Deux points complémentaires sont également prévus : A mi-période d'essai En fin de période d'essai		
Equipe de la crèche **Nb d'ETP** **Temps de travail** **Diplômes**	<u>La PMI prend en compte un taux d'encadrement de :</u> - 1 professionnelle pour 5 enfants non-marchants (les bébés) - 1 professionnelle pour 8 enfants marchants (les moyens et les grands) La formule de calcul de la PMI des Hauts-de-Seine pour le taux d'encadrement est la suivante : (Nb d'ETP nécessaire au sens strict du taux d'encadrement x nb de jours d'ouverture par semaine x amplitude horaire journalière) / 35 h de travail hebdomadaire : ***selon le barème CAF, il faut prévoir 14.8 ETP en encadrement ; LPCR propose 16 ETP auprès des enfants*** **Equipe proposée:** 1 Directrice 1 Adjointe 2 EJE 1 IDE 5 AP 8 ASPE 2 agents techniques 1 cuisinier **(salarié du prestataire de restauration)** **soit 21 personnes ; 20.8 ETP ; 16 ETP en encadrement ; 50 % d catégorie 1** **le tableau de chiffrage du cout RH indique 3 EJE et une équipe de 21.8 ETP, alors que la liste de l'équipe indique 2 EJE. De même dans le mémoire technique page 170 est indiqué la rémunération brute pour 3 EJE mais la somme correspond à 2 salariés**	<u>**Passage à 37.5 heures par semaine pour les diplômées de rang 1 :**</u> fait de passer sur un contrat avec un temps de travail de 37,5heures par semaine permet aux diplômées de voir les heures supplémentaires payées ce qui leur confère un gain de pouvoir d'achat. Si la crèche Anne Sylvestre intégrait le panel de test, LPCR embauchera une des ASPE avec un contrat de 17,5h (au lieu de 35h) afin de conserver le même nombre d'ETP encadrant les enfants sur la crèche **sans entrainer de surcoût pour la Ville.** ***Equipe proposée:*** 1 Directrice 1 Adjointe 2 EJE 1 IDE 5 AP ***8. 5 ASPE*** 2 agents techniques 1 cuisinier (salarié du prestataire de restauration) soit 21 personnes ; 21.1 ETP ; 16.3 ETP en encadrement ; 43% de catégorie 1 <u>**Agent supplémentaire dédiée à la crèche**</u> Un Agent Spécialisé Petite Enfance (ASPE) n'est pas affecté à une section en particulier, il sera un renfort organisationnel pour la crèche : il assurera un soutien logistique, humain pour le décloisonnement des activités et l'utilisation des différents espaces de la crèche en petit groupe, et facilitera la mise en œuvre des projets. Il s'agit d'un poste d'ASPE qui fera office de « volante intra-crèche ». Elle sera bien titularisée au sein de l'équipe de crèche à temps plein ; ne sera pas affectée à une section en particulier ; son planning sera adapté en fonction des activités prévue dans chaque section : les ateliers sensoriels et jeux d'eau s'effectuant dans des pièces séparées des sections, les professionnels accompagnant les enfants doivent se détacher de leur section. Afin de pallier ce détachement lors de ces activités, cette professionnelle volante intra-crèche pourra intervenir dans la section d'origine. Cette professionnelle pourra également intervenir dans les sections en cas de courtes absences de professionnels (24h) pour des formations ou autre. **cette salariée supplémentaire serait engagée à 17.5h** **la deuxième offre n'est pas à jour concernant la constitution de l'équipe dans le Mémoire Technique par rapport au Document de Réponse aux questions de la ville.** **dans le document de réponse, le total des ETP et nombre de personnes ne semble pas correct par rapport au tableau prenant en compte les 37.5h des salariées. il faut compter 21.1 ETP au regard des données du tableau (page 8) ; erreur aussi sur les ETP d'encadrement ; vérifier aussi dans la composition de l'équipe comment est compté le cuisinier. (et éventuellement son coût RH).**	<u>**Composition Equipe:**</u> 21 personnes (dont le cuisinier salarié d'Ansamble) pour 20.8 ETP 16 ETP en encadrement 50% de rang 1. 1 DIRECTRICE IDE 1 ADJOINTE EJE 2 EJE 1 IDE 5 AP 8 ASPE 2 agents de service 1 cuisinier **Un médecin pour 8h / mois** **Un psychologue pour 16h / mois** **Une psychomotricienne pour 12h/mois** offre alternative de constitution de l'équipe en plaçant les rang 1 à 37.5h/semaine, soit 1.07 ETP ; une ASPE serait alors embauchée à 0.5 ETP au lieu de 1 ETP, de conserver le même nombre d'ETP encadrant les enfants sur la crèche sans entrainer de surcoût pour la Ville. **: à étudier pour le contrat**
Répartition par section	**Les 60 places seront réparties en 3 sections, soit :** **- 20 bébés** **- 20 moyens** **- 20 grands** **Section des bébés :** **o 1 Infirmière** **o 2 AP** **o 3 ASPE** **Section des moyens :** **o 1 EJE** **o 2 AP** **o 2 ASPE** **Section des grands** **o 1 EJE** **o 1 AP** **o 2 ASPE** **un ASPE non affecté à une section, servira de pivot organisationnel merci de préciser son rôle et confirmer sa titularisation sur la crèche**		
Avantages pour les salariés	Depuis fin 2018, LPCR adhère à **la Convention Collective des Services à la Personne** ; Dans le cadre d'un travail de négociation avec les acteurs de la branche il a d'ores et déjà été mis en place depuis janvier 2019, une prime d'ancienneté. - les équipes bénéficient d'une prime qualité octroyée en fin d'année en fonction de différents critères (présentéisme, entretien d'évaluation, satisfaction des familles, engagement du collaborateur) et son montant peut aller jusqu'à 5% du salaire annuel brut. - Les Directrices: prime de gestion complémentaire, dont le montant peut aller jusqu'à 5% du salaire annuel brut. - tickets restaurants d'une valeur de 6€, pris en charge à 50% par LPCR. (+ salle de repos équipée de tout l'électroménager nécessaire à un déjeuner sur place) - Des chèques cadeaux pour naissance, mariage et PACS – de 90 € à 160 € - Reconnaissance de l'ancienneté chez LPCR par l'octroi d'une indemnité de fidélisation payable au 31 décembre – de 135 € à 230 € selon l'ancienneté - Prime de cooptation : Chaque collaborateur peut recommander une ou plusieurs personnes de son entourage sur une opportunité professionnelle proposée au sein du réseau. En cas d'embauche confirmée à l'issue de la période d'essai, le salarié cooptant se voit attribué une prime allant de 300€ à 1000€ en fonction du profil	<u>Depuis le 1er décembre 2021, LLPCR a mis en place une prime d'intégration spécifique pour les professionnels de catégorie 1:</u> Cette prime d'un montant de 500€ brut est versée en 2 fois : - 1/3 de la prime sur le premier salaire (160 €) - 2/3 de la prime au 6ème mois (340€) Afin de renforcer l'attractivité au recrutement, les annonces d'emploi font mention de l'existence de cette prime exceptionnelle d'intégration. Cette prime permet aux professionnels d'envisager de se rapprocher de leur lieu de travail mais aussi de les fidéliser dès les premiers mois au sein de la crèche au-delà de leur période d'essai.	La ville d'Issy-les-Moulineaux étant un territoire à recrutement difficile, les salaires d'embauche des professionnels de catégorie 1 sont majorés afin d'être plus attractifs en tant qu'employeur et de fidéliser les salariés. Tous les salariés disposent d'une prime qualité. La prime qualité est intégrée directement dans la rémunération brute

	coopté. - Prise en charge à 50% des abonnements de transport en commun (yc Vélos et trottinettes) - Un avantage vestimentaire : fourniture d'un polo et d'un sweat-shirt - une mutuelle, financée pour moitié par Les Petits Chaperons Rouges. Le salarié peut opter pour des options surcomplémentaires facultatives (pour lui ou sa famille). Les collaborateurs ont accès à une plate-forme en ligne afin de faciliter les échanges avec la mutuelle et pouvoir télécharger les différents justificatifs. - un régime de prévoyance. La prévoyance couvre les frais dans le cadre des garanties décès et d'incapacité du bénéficiaire. La prévoyance indemnise également le salarié non-cadre dans le cas d'une maladie d'une durée supérieure à 90 jours et pour les salariés cadre, à compter d'une absence maladie de 60 jours. Des jours de congé de fidélisation supplémentaires pour les non-cadres et les cadres à temps partiel : o 1 journée de congé supplémentaire à partir d'un an d'ancienneté o 2 jours de congés supplémentaires à partir de 2 ans d'ancienneté o 5 jours de congés supplémentaires à partir de 3 ans d'ancienneté o 6 jours de congés supplémentaires à partir de 5 ans d'ancienneté o 7 jours de congés supplémentaires à partir de 8 ans d'ancienneté Les directrices à temps plein bénéficient d'un forfait cadre avec 10 jours de repos forfait par an et de jours de congé de fidélisation supplémentaires : o 1 jour de congé supplémentaire à partir de 2 ans d'ancienneté o 2 jours de congés supplémentaires à partir de 5 ans d'ancienneté Des absences non rémunérées pour enfant malade (5 jours / an) 5 jours d'absence rémunérés lors de l'hospitalisation de son enfant de moins de 12 ans dont la durée est supérieure à 24h L'aménagement du temps de travail des femmes enceintes : o Réduction du temps de travail de 10h30 le 6ème mois de grossesse et de 21h le 7ème mois Des jours de congés exceptionnels pour évènements familiaux (bénéficient aussi aux conjoints y compris dans le cadre d'un PACS) o 5 jours pour leur mariage o 5 jours pour la naissance ou l'adoption d'un enfant o 2 jours pour le décès d'un grand-parent o 7 jours pour les hommes en cas de naissance ou d'adoption o 4 jours pour le décès des beaux-parents 1 jour de congé rémunéré pour tout déménagement dans le cadre d'une mobilité interne L'accès aux offres parentalité du Portail RH Grandir Babysittor : ▪ Plateforme digitale qui permet aux parents de déposer une annonce et trouver très rapidement sa baby-sitter. World Is a Village : ▪ Plateforme communautaire fermée d'interentreprise, qui met en relation des familles du monde entier pour proposer des échanges linguistiques et culturels aux enfants Prof Express : ▪ Plateforme digitale d'aide aux devoirs pour les élèves d'école primaire, de collège et de lycée Places en crèche pour les enfants des collaborateurs Report du jour de repos lorsqu'il tombe un jour férié, pour les salariés travaillant à temps plein en crèche sur quatre jours par semaine (hors journée de solidarité et week-end) Dès cette année, mise en place du coffre-fort électronique avec dématérialisation des fiches de paie. Optimiser les conditions de travail Adaptation des plannings pour une meilleure conciliation vie professionnelle/vie personnelle Nous proposons d'adapter les plannings des professionnelles sur 4 ou 5 jours/semaines en fonction des souhaits exprimés au sein de l'équipe. ð Les plannings en 4 jours/semaine permettent aux professionnelles de bénéficier d'un jour de repos supplémentaire par semaine et d'être présentes dans la crèche sur une plus grande amplitude horaire journalière. ð Les plannings en 5 jours/semaine permettent aux professionnelles d'avoir des horaires de travail journalier plus courts. Favoriser les mobilités internes Nous favorisons les mobilités internes afin de permettre à nos professionnel(le)s de se rapprocher de leur domicile, à travers les actions suivantes : - Communication tous les 15 jours des opportunités de poste à pourvoir au sein du réseau - Tableau de suivi des demandes de mutations internes, nous permettant de pouvoir contacter les professionnel(le)s intéressés lorsqu'une opportunité apparait Des aides financières à travers notre Fonds de solidarité Notre Fonds de Solidarité pour l'enfance participe au financement de l'aménagement du logement des professionnels du secteur, de leur permis de conduire, de la cantine scolaire et des temps d'accueil en centre aéré de leurs enfants. Des attentions régulières Chaque année nous proposons de petites attentions en direction de nos professionnel(le)s de crèches : des chocolats à Pâques et Noel, des corbeilles de fruits au moment de la semaine de la QVT… Réduction du temps de travail des femmes enceintes Réduction du temps de travail de 10h30 le 6ème mois de grossesse et de 21h le 7ème mois.		des salariés et donc dans la ligne budgétaire correspondant : « salaires ».
Mesures prises pour les remplacements	**<u>La continuité de direction</u>** La continuité de direction est obligatoire. Il s'agit d'une délégation de fonction et non de personnes. La continuité de direction fait l'objet d'un protocole écrit et connu de toute l'équipe Le directeur est présent 5 jours par semaine au sein du multi-accueil LPCR souhaite qu'elle soit clairement connue des parents et des équipes (affichage) Mise à disposition des directrices un guide méthodologique avec toutes les questions clefs à se poser pour organiser une bonne continuité de direction En complément tous les EJE sont formés à la direction des établissements. Une coordinatrice est rattachée à un réseau de 8 à 10 crèches (maximum) et peut intervenir en cas d'absence du directeur afin d'organiser la continuité du service. **<u>Le remplacement de la directrice</u>** Dans le cas d'une absence de courte durée (réunion directeurs, formation au siège, et jusqu'à une semaine de congés), continuité de direction selon le protocole établi dans la crèche. La continuité peut ainsi s'exercer via la directrice adjointe, les EJE, la directrice relais du même périmètre, voire même avec le support de la coordinatrice si besoin. Dans le cas d'une absence de longue durée, appel :	**2 professionnelles volantes dédiées aux trois crèches en DSP sur la ville d'Issy-les-Moulineaux, 1 volante Auxiliaire de Puériculture et 1 volante CAP petite enfance. De plus, 5 volantes CAP sont recrutées pour le secteur Issy-les-Moulineaux/Meudon/Puteaux.** **Dans le cas où LPCR serait retenu gestionnaire de la crèche Anne Sylvestre, une 3ème professionnelle volante dédiée aux crèches d'Issy-les-Moulineaux serait recrutée.** **Cette volante aurait un diplôme de CAP.**	Pour les remplacements ponctuels des postes de direction, Les Petits Chaperons Rouges disposent de 6 directrices volantes, qui sont d'anciens directeurs expérimentés des Petits Chaperons Rouges sélectionnées pour leurs capacités d'encadrement et de management d'équipe. Elles interviennent selon

	o soit à l'un des Directeurs volants, o soit au recrutement d'un directeur en CDD. Le temps du recrutement, nous organisons la continuité de direction P**our les remplacements ponctuels des postes de direction, Les Petits Chaperons Rouges disposent de 6 directrices volantes,** qui sont d'anciens directeurs expérimentés des Petits Chaperons Rouges sélectionnées pour leurs capacités d'encadrement et de management d'équipe. Elles interviennent selon les besoins sur des remplacements de directrice, de l'accompagnement des nouvelles directrices, ou en renfort de la directrice de crèche sur des sujets spécifiques (organisation, management…). **Dans tous les cas d'absence, nous nous engageons à maintenir les ratios règlementaires relatifs à l'encadrement à la fois en nombre de professionnels auprès des enfants mais également en catégories (professionnels diplômés)**. Dans le cas d'absences longues durées (congés maternité, congé parental, maladie de longue durée) les professionnelles sont automatiquement remplacées par des CDD à qualification équivalente. **<u>Faire face aux absences non planifiées du personnel</u>** Le remplacement s'opère par ordre de priorité en fonction de la durée de l'absence : ◆ ***Solution n°1 : Faire appel à du personnel interne au multi-accueil*** Lors d'absences imprévues et de courte durée, privilégier en premier lieu le remplacement par du personnel de la crèche. Le directeur peut faire appel à la directrice adjointe qui ira en section ou au volontariat des professionnel(le)s pour effectuer des heures supplémentaires ou modifier leur planning. La directrice vérifie qu'elle a les professionnelles diplômées d'ouverture et de fermeture. Si elle ne les a pas, elle fait appel au volontariat pour augmenter le temps de travail de certaines salariées afin d'assurer le bon taux d'encadrement sur ces périodes importantes. Si l'ouverture et la fermeture ne peuvent pas être assurées par le volontariat, la directrice et/ ou la directrice adjointe assure l'encadrement temporaire des enfants en section en attendant l'arrivée de la professionnelle remplaçante. ***Solution n°2 : Faire appel au pool de volantes*** Conscient des difficultés de recrutement et des besoins de remplacement, nous avons mis en place un pool de volantes. Notre pool de volantes Ile-de-France est composé de 107 professionnel(le)s, dont 20 de catégorie 1. Nous disposons de 49 volantes spécifiquement dédiées au secteur des Hauts-de-Seine. ð La personne en charge des plannings des volantes est disponible dès 7h le lundi matin afin de planifier les réaffectations de dernière minute. **De plus, nous avons 2 professionnelles volantes dédiées aux trois crèches que nous gérons en délégation de service public sur la ville d'Issy-les-Moulineaux, 1 volante Auxiliaire de Puériculture et 1 volante CAP petite enfance.** De plus, 5 volantes CAP sont recrutées pour le secteur Issy-les-Moulineaux/Meudon/Puteaux. Les volantes interviennent principalement sur des remplacements courts. Dès que nous sommes face à une absence prévue de longue durée ou qu'une absence tend à se prolonger, un CDD est recruté et la volante peut ainsi intervenir sur une autre structure. Par ailleurs, cette catégorie de personnel est prioritaire pour tout contrat en CDI dès qu'un poste se libère dans une de nos crèches (remplacement définitif dans une crèche ouverte, création de poste pour une nouvelle crèche, etc.). ◆ ***Solution n°3 : Faire appel à du personnel externe*** En dernier recours, nous faisons appel à des agences d'intérim avec lesquelles nous avons conclu des partenariats : ADECCO MEDICAL KELLY SERVICE MANPOWER SANTE GROUPE RANDSTAD : JBM, APPEL MEDICAL AILE MEDICALE	les besoins sur des remplacements de directrice, de l'accompagnement des nouvelles directrices, ou en renfort de la directrice de crèche sur des sujets spécifiques (organisation, management…).
Intervenants extérieurs	La psychologue intervient **16 heures par mois sur la crèche**, à raison d'une visite de **4 heures toutes les semaines** Le psychomotricien intervient à hauteur de **12 heures par mois**, à raison d'une visite de **3 heures toutes les semaines** **Le médecin 8h par mois ; Le** médecin intervient 2 fois par mois à la crèche sur une durée de 4 heures ou selon un planning de besoins défini par la directrice.		
Suivi médical du personnel	un service dédié à la Qualité de Vie au Travail (QVT) des salariés, chargé de proposer des actions de Prévention des risques et des solutions ergonomiques pour adapter au mieux les postes de travail pour les professionnel(e)s Petite Enfance. <u>S'intéresser au bien être dans le travail déclenche un cercle vertueux :</u> Motivation des salariés Baisse de l'absentéisme Diminution du turnover Réduction des accidents du travail Climat social serein Partage des valeurs de son entreprise Notoriété de l'entreprise Confiance des familles Augmentation de la performance L'achat de de matériel pour le confort et la santé des professionnels L'aménagement de la crèche De plus le service QVT permet aux salariés de s'épanouir sur leur lieu de travail, en proposant des actions ciblées (concours sur l'aménagement des salles de pauses, initiations au Yoga, livraisons de fruit frais, …) Chaque professionnel de crèche bénéficie de formations gestes et postures et prévention des risques chimiques. En complément, le Service QVT en lien avec le service Hygiène-Sécurité-Environnement (HSE) propose un guide des bons gestes et postures disponible pour les équipes de crèche et propose régulièrement de nouveaux équipements ergonomiques. Le médecin de crèche participe également à la prévention des risques professionnels ; Les Petits Chaperons Rouges sont également en lien avec la médecine du travail pour évoquer les aptitudes aux postes et les aménagements éventuels à prévoir L'équipe de la crèche bénéficie de la présence d'un psychologue vacataire sur la structure : celui-ci est présent régulièrement pour conseiller les professionnel(le)s face aux difficultés qu'elles peuvent rencontrer d'un point de vue professionnel, tant avec les enfants qu'avec les autres membres de l'équipe. Afin de mesurer la satisfaction des salariés, Les Petits Chaperons Rouges ont mis en place un baromètre social anonyme lancé tous les 2 ans. L'objectif est de mesurer la satisfaction des collaborateurs à travailler au sein des crèches gérées par Les Petits Chaperons Rouges. Les résultats sont analysés au niveau national, par crèche et par service support. Un	<u>Le statut Référent Santé et Accueil Inclusif sera assuré par les vacations du médecin de crèche.</u> En effet, pour une crèche de 60 berceaux, le temps de référence demandé par le décret ne peut pas être assuré par la directrice ni par l'adjointe qui doivent être dédiées à leur mission de direction. Le décret impose un temps de référence de 50 heures annuelles minimum. Par expérience, LPCR a fait le choix de prévoir des temps de vacation du médecin équivalents à 8h/mois, soit 84 heures annuelles en moyenne, le médecin n'intervenant pas pendant les périodes de fermetures de la crèche.	

	plan d'actions est ensuite mis en œuvre		
Formation du personnel	Des actions incontournables au sein des Petits Chaperons Rouges en lien avec la qualité d'accueil des familles et des enfants : o Le projet éducatif o Accueillir au quotidien o Bientraitance et bienveillance o Communication avec l'enfant o Le développement de l'enfant o La gestion du comportement agressif du jeune enfant o L'enfant et le jeu o L'accueil de l'enfant en situation de handicap o L'alimentation o Les relations parents-professionnel(le)s o La communication en équipes pluridisciplinaires Des actions pour professionnaliser nos directeurs pour qu'ils soient en capacité de mieux accompagner leurs équipes : o Management o Evaluation des équipes o Accompagnement au changement o Prévention et gestion de conflits o Gestion du temps et des priorités o Les basiques du droit social o Animateur Relais Prévention o Être référent HACCP Des actions pour respecter nos obligations règlementaires : o Gestes d'urgences à l'enfant o SST o Gestes et postures o Hygiène et sécurité alimentaire o Hygiène en collectivité Formations conduites soit par des par des experts-métiers internes, soit par des prestataires ou des partenaires extérieurs, spécialisés dans leur domaine, par exemple : ✓ Groupe Vivalians pour les formations Hygiène et sécurité ✓ Société HySeQua pour l'alimentation du jeune enfant... <u>Outils de formation internes:</u> L'Académie Grandir E-learning : Ce nouvel outil de formation, en phase avec la mise en place du référentiel qualité Crèch'EXPERT, s'inscrit dans le projet global d'entreprise « Chaperons 2024 ». Il permet de créer un fil rouge avec les formations en présentiel, notamment sur les aspects de sécurité et d'hygiène, essentiels à la qualité d'accueil dans nos crèches. Le e-learning se présente sous forme de modules en ligne de 5 à 20 minutes, réalisables sur les temps calmes de la journée (pendant la sieste des enfants par exemple). Les modules sont développés afin de répondre aux besoins de formation de toutes les catégories de diplômes. Les formations se font sur des tablettes mises à disposition dans les crèches et pendant les temps de travail des professionnels. Chaque professionnel(le) bénéficie en moyenne de 2 à 3 actions de formation / an. Le budget alloué à la formation est équivalent à 2.6% de la masse salariale brute Pour l'ensemble des collaborateurs (directeurs, directeurs adjoints, services supports, professionnels de crèche, 1 à 2 journées d'intégration selon le profil, sont organisées au siège social à Clichy. Chaque directeur nouvellement embauché bénéficie d'un parcours de formation sur mesure et individualisé visant l'appropriation de la culture de l'entreprise, des process, le partage des valeurs et le développement des compétences, facilitant ainsi son adaptation au poste. ð Ce parcours peut s'inscrire dans le cadre de la signature d'un contrat de professionnalisation immédiate qui permet de s'adjoindre le concours d'un organisme extérieur dans le suivi des formations réalisées. La durée du parcours de professionnalisation est de plus de 200 heures réparties sur 7 à 8 mois. Le parcours est jalonné de quatre rencontres, permettant de suivre la progression et l'état d'avancement du parcours pour éventuellement réajuster le programme de formation. Par ailleurs, chaque nouveau directeur, bénéficie du soutien d'un directeur référent et d'un relais pédagogique, qui l'accompagnent dans les questions du quotidien pendant cette période d'acquisition des compétences.	La formation à l'utilisation de l'espace sensoriel se fait directement en interne via l'Académie Grandir. LPCR forme au minimum un professionnel par section ainsi que la directrice de la crèche. La formation dure 1 journée (7h) en présentiel. En plus de la formation présentielle, un module de E-learning spécifique a été développé afin qu'il soit une ressource disponible à tout moment pour les professionnels. LPCR organisera les formations des professionnels à l'éveil sensoriel. les référents sensoriels de chaque section seront formés dans les 6 mois suivant l'ouverture de la crèche. un membre de l'équipe Direction Qualité Petite Enfance de LPCR formé au sensoriel soit référent pour accompagner l'équipe à la mise en œuvre du projet avec un accompagnement 1 fois par mois pendant les 6 premiers mois.	Chaque professionnel(le) va bénéficier en moyenne de 2 à 3 actions de formation par an. Le budget alloué à la formation est équivalent à 2.6% de la masse salariale brute.
MOYENS MATERIELS			
Procédure de sélection des fournisseurs **Procédures de commande (travaux ou matériel) en interne**	Charte d'Achats Responsables et Ethiques, annexe obligatoire à l'ensemble des contrats. Fondée sur une logique de bilatéralité, cette Charte reprend les engagements du Groupe Les Petits Chaperons Rouges vis-à-vis de l'ensemble de ses fournisseurs, mais aussi les engagements que tout fournisseur et prestataire doit prendre pour travailler avec le Groupe. Elle nous assure des relations commerciales basées sur des principes d'éthique et de confiance mutuelle. ð Dans chaque appel d'offre, mise en place d'un questionnaire pour évaluer les fournisseurs sur leur démarche RSE. **<u>Le mobilier et les équipements</u>** privilégions des jouets en bois issus de forêts éco gérées ou en plastique recyclé. partenariat avec l'organisme Rejoué, association qui porte un chantier d'insertion en donnant une seconde vie aux jouets grâce à une activité de collecte, nettoyage, réassemblage et revente ; Nos fournisseurs sont engagés en matière de développement durable : o travail avec les sociétés WESCO, CAT Pattes et HABA pour la grande partie des jeux, jouets et mobiliers pédagogiques (tapis, barrières, étagères, lits, tables, structures de motricité…). Celles-ci répondent toutes aux normes françaises NF Mobilier Crèches, NF Mobilier Education, NF Environnement Ameublement. o HABA est de plus certifié ISO 140001 et ISO 9001 et détient une certification Oekotex. o Cedoo qui fournit en linge, respecte la certification OEKO-TEX, un label Textile Santé et les fibres textiles utilisée sont certifiées au Global Organic Textile Standard (GOTS). o La société JM Bruneau qui fournit en mobiliers de bureau et en fournitures pédagogiques, utilise des produits issus de forêts labellisées FSC et PEFC **<u>Couches choisies :</u> Bio Babby** fabrication française ; label OEKO TEX et FSC		
Plan de renouvellement du matériel sur la durée du contrat	Lave-linge ou sèche-linge semi-professionnel : 1 464 € TTC travaux peinture et sol : 25 537 € TTC TOTAL : 27 002 €		

Plan d'investissement sur la durée du contrat	Le montant de l'investissement de départ proposé est de **83 755 € TTC. Il sera amorti sur la durée du contrat soit 5 ans.** Le montant de l'amortissement est donc de **16 751€ TTC/an.** Le montant de l'amortissement pour l'année 2022 est de 6 980 € TTC, et de 9 771 € TTC pour l'année 2027. Il s'agit de biens de reprise qui reviendront à la collectivité en fin de délégation	**un budget de 3 735,6€ d'investissement en matériels pour l'aménagement de la salle Snoezelen.**	

2 - LES QUALITES DU CONTENU DU PROJET D'ETABLISSEMENT GARANTISSANT NOTAMMENT LA QUALITE DE SERVICE RENDU AUX USAGERS

LES PETITS CHAPERONS ROUGES

	OFFRE INITIALE 10 septembre 2021	OFFRE COMPLEMENTAIRE	OFFRE FINALE
Projets social, éducatif et pédagogique	**Favoriser l'allaitement maternel** la possibilité sera offerte à la maman qui le désire d'apporter des biberons de lait maternel recueilli puis transporté par ses soins, selon un protocole défini. La maman pourra également allaiter sur place à la crèche dans l'espace prévu à cet effet. Elle aura ainsi la possibilité d'échanger si elle le souhaite avec les professionnels sur l'allaitement, ses bienfaits, ses techniques. **PAI** : Lorsque des parents indiquent que leur enfant présente une allergie alimentaire ou un régime spécial nécessitant une prévention et des soins en cas d'urgence, la directrice de la crèche leur propose de mettre en place un Projet d'Accueil Individualisé. Le médecin de la crèche est alors chargé de la rédaction du PAI. **Les Valeurs du projets** La centration sur l'enfant : les actions éducatives ont comme base les besoins et les projets de l'enfant L'éducation à la vie en société : l'autonomie, l'entraide, la paix et la coopération Les pédagogies actives favorisent la libre expérimentation en donnant les moyens aux enfants d'être acteurs et d'agir sur les situations pour ne pas les subir En complément au projet pédagogique, les équipes de chaque section travaillent sur leur projet de section détaillant ainsi l'ensemble des activités proposées aux enfants ainsi que l'organisation et les pratiques de la section. Le projet social explique comment la structure prend en considération l'environnement géographique, social, économique et démographique du lieu dans lequel il va fonctionner. Il est important car ce contexte va entraîner des conséquences très concrètes sur le fonctionnement de la structure. Il détaille notamment : Le projet d'accueil handicap Le projet d'accueil des familles en difficultés sociales L'ensemble des partenariats possibles avec les acteurs du territoire Le choix du focus revient à la Directrice de la structure d'accueil et de son équipe de professionnels. la DQPE des Petits Chaperons Rouges transmets ensuite des instructions et supports nécessaires. Concrètement il s'agit pour l'équipe de la crèche de choisir un ou plusieurs thèmes qu'elle aura envie de mettre en place au sein de l'établissement. Une fois le ou les thème(s) choisi(s), l'équipe l'intègrera au projet d'établissement et petit à petit, le mettra en place et/ou le développera à la crèche. Le projet sera complété au fur et à mesure par de nouvelles actions ou avec d'autres focus. Pour la mise en place du thème, la structure devra choisir un thème en particulier. Puis l'équipe réfléchit à son approfondissement au sein de chaque section. L'équipe sera accompagnée dans sa mise en place grâce à une boite à outil. Celle-ci permet d'aider l'équipe et sera surtout un soutien à sa créativité, elle n'est en aucun cas limitative et d'autres activités pourront bien entendu être proposées aux enfants. De plus chaque équipe pourra également partager ce qui est fait au sein de sa crèche avec les autres structures du Groupe. ***Au sein de l'établissement Anne Sylvestre « la nature » sera mise en avant***. Favoriser l'insertion sociale et professionnelle : favoriser l'insertion et la qualification des demandeurs d'emploi à travers l'accueil de stagiaires chaque année et le recours aux contrats en alternance (contrats d'apprentissage / contrats de professionnalisation) pour la préparation du CAP (auxiliaire de puériculture) petite enfance, du BEP sanitaire et social ou du diplôme d'Etat d'auxiliaire de puériculture Favoriser l'emploi des personnes en situation de handicap: Pour améliorer le taux d'emploi, mise en place d'une « Mission Emploi Handicap » depuis 2013 en charge du déploiement de la politique handicap. la Mission Emploi Handicap met notamment à disposition de tous les collaborateurs un accès à la handibox, site internet dédié à la sensibilisation des collaborateurs et des managers à la question du handicap en entreprise. Engagements sur le recrutement des salariés en situation de handicap: actions d'information à destination des collaborateurs, dont les objectifs sont multiples : Sensibiliser le plus grand, se sentir partie prenante de l'engagement grâce à la formation des managers ou la mise en place d'évènements Faire reculer les idées reçues sur le handicap ; Faciliter l'intégration des travailleurs handicapés au sein des équipe ; Inviter les collaborateurs à faire reconnaître leur handicap et obtenir ainsi une reconnaissance administrative. Tous les postes au sein des Petits Chaperons Rouges sont ouverts aux candidatures de travailleurs handicapés. Des actions concrètes permettent de faire avancer le sujet notamment (Le développement d'un réseau de partenaires pour le recrutement spécialisé dans l'emploi de personnes handicapées telle que l'association ARIS ou les cabinets de recrutement comme DEFI RH.). Tout salarié reconnu travailleur handicapé dont les restrictions de poste émises par la Médecine du travail nécessitent un aménagement de poste est accompagné par la Mission Emploi Handicap. L'accueil des enfants en situation de handicap: Depuis 2009, Les Petits Chaperons Rouges font appel à l'association lyonnaise Une Souris Verte pour un accompagnement en formation et sensibilisation autour de la question de l'accueil d'enfants en situation de handicap dans les structures ordinaires de la petite enfance. ; LPCR dotés d'un Groupe Handicap Référent composé de 15 professionnels de terrain répartis sur l'ensemble du territoire. Il est au quotidien : • A disposition des équipes (animation de réunion, conseils méthodologiques et pistes de réflexion, aménagement de l'espace) • En lien avec un réseau local et national autour du handicap et des partenaires institutionnels (CAF, PMI...) • En soutien à la parentalité avec mise en relation avec les partenaires de soin et les associations spécialisées Mise en place « d'une journée sans jeux, une journée 100 jeux » : les enfants réapprennent à jouer avec des objets simples du quotidien, pour développer leur créativité et montrer que l'on peut s'amuser simplement Engagements de LPCR: créé dès 2010 le fonds de dotation : Grandir - Fonds de solidarité pour l'enfance. Voici les 3 axes : 1. Accompagnement de la Recherche et de l'Innovation au service de l'éveil Participation de 10 crèches Les Petits Chaperons Rouges au programme national « Parler Bambin » sur le développement du langage, en partenariat avec le CNRS, l'Agence Nouvelle des Solidarités Actives (ANSA) et l'Ecole d'économie de Paris Financement du film - Le Maitre est l'enfant Financement des activités Petite Enfance de la médiathèque de la ville de Clichy 2. Recherche Médicale, espoir de l'enfant malade et accompagnement des familles : Partenariat avec Make a Wish : réalisation de vœux d'enfants atteints de maladie graves Fondation du souffle : soutien à la recherche médicale pour les enfants Partenariat ADOMA : dons de 70 000 couches pour les enfants SDF et réfugiés 3. Soutien au métier de la Petite Enfance Participation au financement de l'aménagement de leur logement, de leur permis de conduire, de la cantine scolaire et des temps d'accueil en centre aéré de leurs enfants Appel à projets sur le Bien Grandir. 50 dossiers ont été reçus. 3 prix ont été remis : Des actions de solidarité en crèche	Au sein de l'établissement Anne Sylvestre « la musique et le mouvement » seront mis en avant. Les différentes activités mis en place à l'attention des enfants, des professionnelles et des familles, sont présentées au sein des projets d'établissement des structures joints à notre offre.	

	Collecte de denrées et matériels de puériculture pour la Croix Rouge ou les Restos du Coeur Collecte de bouchons pour l'association Handicap Prévention		
Protocoles	<u>Les dispositifs de sécurité, d'hygiène, de santé</u> *Ce plan fait partie intégrante du plan global de sécurité d'accueil des Petits Chaperons Rouges* Le plan de mise en sureté: protocoles de mise en sureté : protocole d'évacuation; protocole de mise en sécurité ; protocole de confinement Protocole incendie: Une formation « Pack Sécurité » est délivrée par un organisme de formation aux salariées lors d'une ouverture ou d'une reprise d'un établissement ; *Les exercices d'évacuation sont réalisés à minima deux fois par an sur chaque établissement à intervalle de 6 mois* Protocole sécurité et confinement: (attentat): Le confinement *Les exercices de mise en sureté sont réalisés un fois par an sur chaque établissement ;* protocole d'alerte crèche: LPCR met en place un système d'alerte crèche d'urgence (SACU). Lors de la survenue d'un incident enregistré par le directeur (numéro et protocole spécial), la direction du Groupe LPCR et les services opérationnels compétents reçoivent automatiquement par courriel et par SMS l'information. Selon la gravité de l'incident, une conférence téléphonique peut être organisée, à laquelle chaque partie prenante se connecte. L'autorité délégante est tenue informée de tout incident ou évènement particulier en crèche, dès lors que des questions de sécurité sont en jeux. <u>Les règles d'hygiène</u> Les agents de service du multi-accueil assurent quotidiennement le nettoyage de la structure. Un plan prévisionnel de nettoyage avec les fréquences d'interventions est prévu au sein de chacune des crèches. En complément de leurs actions : Un passage trimestriel pour le nettoyage de la vitrerie intérieure et extérieure Un décapage annuel pour les sols à la mono brosse Préalablement à toute prise de fonction, une formation est mise en place pour les personnels concernés. Il s'agit notamment de valider le respect des protocoles d'hygiène, de l'utilisation des produits, du bon fonctionnement du matériel de cuisine, ou encore de l'application des principes HACCP en vigueur dans la restauration collective règles préventives : surchaussures, En période épidémique (novembre à février), il pourra être demandé de limiter l'entrée de la crèche aux seules personnes accompagnant ou venant chercher les enfants. Une solution hydro-alcoolique est mise à disposition Les membres de l'équipe se lavent les mains après chaque soin et avant de donner les repas. Les tables de change sont nettoyées après chaque utilisation. Une sensibilisation à ce nettoyage est régulièrement dispensée. En cas de rhume, les crèches mettent à disposition de l'équipe des masques à usage unique. Quand le risque de contamination est élevé, les regroupements bébés – moyens – grands sont évités. Après chaque nettoyage de nez, quand le/la professionnel(le) ne peut pas quitter la section pour se laver les mains, il/elle a à sa disposition une solution hydro-alcoolique. <u>des protocoles COVID :</u> Aujourd'hui les recommandations de l'état et nos protocoles sanitaires nous permettent de conserver l'ensemble des activités proposées aux enfants antérieurement. Nos protocoles de nettoyage nous permettent de garder tous les jeux à disposition des enfants en créant par exemple des lots de jeux (un pour le matin et l'autre pour l'après midi). Seules les activités qui mélangeaient les différentes sections ne sont plus possibles, les équipes les proposent donc à chaque section séparément. Les intervenants extérieurs continuent leurs activités selon un protocole spécifique (tenue de crèche, changement de masque entre chaque groupe d'enfants, lavage des mains etc…). <u>Assurer la continuité du service public :</u> mis en place un système d'alerte crèche d'urgence (SACU) : Lors de la survenue d'un incident enregistré par le directeur, la direction du Groupe LPCR et les services opérationnels compétents reçoivent automatiquement par courriel et par SMS l'information. Selon la gravité de l'incident, une conférence téléphonique peut être organisée, à laquelle chaque partie prenante se connecte. La Collectivité est tenue informée de tout incident ou évènement particulier en crèche, dès lors que des questions de sécurité sont en jeux. <u>protocole de gestion en cas de grève</u> d'abord mettre tout en œuvre pour éviter les grèves : la coordinatrice, les directrices, le chargé de missions Ressources Humaines (CRH) mais aussi la psychologue, évaluent au quotidien le « baromètre social » des crèches. La coordinatrice peut ainsi intervenir quand un problème apparaît dans l'équipe. Le CRH dédié intervient aussi sur site pour animer des réunions ou en prévention de la grève afin de désamorcer l'éventuel conflit. Enfin, la psychologue est très présente pour les équipes et veille aussi à leur bien-être. - en cas de survenue d'une grève, pour préserver au maximum l'accueil des enfants, une procédure d'Alerte Crèche est lancée et prévient l'ensemble de la direction des Petits Chaperons Rouges et mobilisent les personnes concernées. - Par la suite, recensement des personnels en grève et ceux qui ne le sont pas ; appel aux directrices de crèches à proximité immédiate afin de recenser les places disponibles pour un accueil éventuel des enfants sur d'autres structures. - Si nécessaire au regard du personnel absent, diminuer la capacité d'accueil de la crèche en grève afin d'assurer un service minimum pour les parents qui n'auraient pas d'autres solutions de garde ou essayer de replacer les enfants dans les crèches à proximité selon la convenance des parents.		
Implication des familles	Les informations légales relatives à la santé des enfants sont présentées aux parents dans le règlement de fonctionnement. En outre, les parents sont informés lorsque le médecin est présent à la crèche. Les parents sont présents lors de la visite d'admission de l'enfant à la crèche. Par la suite, ils peuvent demander à rencontrer le médecin dès qu'ils le souhaitent. Le médecin peut communiquer des informations aux parents à tout moment par courrier et/ou par mail. <u>L'équipe de la crèche a différents moyens d'information des familles :</u> Des réunions parents animées par le médecin, le psychologue, le directeur, la diététicienne du prestataire de restauration sur des thèmes liés à la santé des enfants, L'information régulière de la Direction Qualité Petite Enfance des Petits Chaperons Rouges sur les risques et campagnes de prévention (canicule, épidémie, vaccins …), Des réunions et conférences à destination des parents sur différents thèmes, De l'affichage et des expositions dans la crèche sur des thèmes d'actualité. Des extraits du journal interne sur les bonnes pratiques ; Les dernières publications pédagogiques De plus les équipes s'attachent à prendre contact et créer un partenariat avec la PMI afin de proposer un suivi de certaines familles pouvant être accueillies dans la crèche. <u>2 enquêtes de satisfaction dans l'année:</u> Le premier à la rentrée « scolaire » courant octobre pour les nouvelles familles de la crèche ; Le second au printemps pour toutes les familles de la crèche ,Cette seconde enquête est réalisée par la ville d'Issy-les-Moulineaux : Les résultats de ces enquêtes seront communiqués tous les ans à la Collectivité au sein du bilan annuel. Une boîte aux lettres interne est également utilisée par les familles lorsque ces dernières souhaitent déposer un document interface internet dédiée : Chaperons et Vous ! Deux fois par trimestre, les parents reçoivent par e-mail une newsletter relatant les « actus des sections », « actus petite enfance », « actus pratiques » et « actus à venir ». Participation à la vie de la crèche Invitation à la conduite d'ateliers ; Invitations à des moments festifs, des spectacles 2 à 3 fois par an ; Invitation à participer aux sorties ; Invitation aux ateliers PEP'S (Parent, Enfant, Professionnels): Tous les mois, les équipes organisent des ateliers parents/enfants/professionnels pour offrir aux parents des moments privilégiés de rencontre avec leurs enfants et consolider le lien enfant/parent autour d'une activité commune. Ces activités permettent également aux parents de se rencontrer et de créer du lien social. Des réunions et conférences sur la pédagogie : au minimum 3 réunions chaque année ; Des ateliers de prévention ; Des réunions avec la diététicienne sur l'alimentation : au minimum 1 réunion chaque année; Des réunions de section pour présenter les projets de l'année ou évoquer des problématiques propres à la section ; Des groupes de parole en fonction des attentes des parents ; Des petits déjeuners et goûters, en moyenne 1 fois par trimestre Des « cafés parents », 1 fois par trimestre conformément à vos attentes Les fêtes de la crèche, 2 à 3 fois par an		
Sorties ou partenariats avec des structures extérieures	association Môm'Artre qui intervient afin de proposer des activités d'éveil musical, et d'expression corporelle : 6h par mois.En comptant la mise en place des activités et les semaines de fermeture de la crèche, l'intervention de Môm'Artre se fait sur 10 mois dans l'année.Môm'Artre facture ses interventions 50€ TTC de l'heure.LPCR prévoit un budget de 3 000€ TTC/an pour les interventions de Môm'Artre.La directrice de crèche aura également à disposition un montant de 600 € TTC/an pour faire venir à la crèche d'autres intervenants extérieurs.Soit un montant total prévu pour les intervenants extérieurs de 3 600€ TTC/an.		
Modalités de facturation aux familles	Afin d'améliorer le taux d'occupation réel de la structure, d'enrichir les réponses possibles aux demandes des familles, et d'apporter une offre de proximité et de permettre à des parents souhaitant socialiser leur enfant avant l'entrée à l'école maternelle, LPCR souhaite		

	proposer un accueil occasionnel aux familles. C'est un accueil ponctuel en fonction des disponibilités de la crèche. Une démarche annuelle Le mois de septembre, le mercredi, les petites vacances scolaires, le mois de juillet en raison de places généralement disponibles, sont des périodes qui sont toujours propices à des propositions d'accueil occasionnel. Une démarche mensuelle et hebdomadaire L'analyse régulière de la planification des accueils réguliers en tenant compte des congés des familles, des absences d'enfants pour maladie, donne une vision précise des créneaux libérés pouvant être mis à disposition des familles souhaitant de l'accueil occasionnel. Le travail sur l'accueil occasionnel se fera en lien avec le Projet Social de la structure. **merci de préciser les modalités de cet accueil ponctuel : comment les familles sont-elles contactées/ démarchées, comment les plannings d'accueil des enfants sont faits...**		
Fermetures annuelles Horaires d'ouverture	amplitude de 11h30, soit du lundi au vendredi de 8h00 à 19h30 La structure est fermée : 1 semaine en fin d'année entre Noël et le Jour de l'An, 3 semaines en août, les jours fériés, le vendredi suivant le jeudi de l'ascension et 1 jour pour journée pédagogique. LPCR élabore en conséquence un budget basé sur 232 jours d'ouverture sur les exercices en année pleine et sur 87 jours pour le premier exercice, et 145 jours pour le dernier, en réel.		

3 - L'ORGANISATION MISE EN PLACE POUR LA GESTION DE LA CRECHE

	OFFRE INITIALE 10 septembre 2021	**OFFRE COMPLEMENTAIRE 10 décembre 2021**	**OFFRE FINALE 14 JANVIER 2022**
ORGANISATION POUR LA REPRISE EN GESTION	Les différentes étapes du projet Etape 1 : Constitution de l'équipe projet Les Petits Chaperons Rouges Dès la notification du contrat, désignation en interne, l'équipe en charge de la prise de gestion de la crèche. Elle est pilotée par la coordinatrice Petite Enfance et s'articule autour de 4 groupes de compétences : Administratif, gestion et relations CAF et Pmi / Ressources humaines / Logistique, bâtiment, informatique / Relations familles Cette équipe projet se réunira en moyenne 1 fois par semaine afin de suivre l'avancée de la prise de gestion. Etape 2 : Réunion de lancement avec la Ville d'Issy-les-Moulineaux Dès la notification du contrat, organiser une réunion avec l'équipe projet. Les objectifs de cette réunion sont : Présentation des interlocuteurs et de leurs rôles / Définition et lancement du retro planning de prise de gestion de votre crèche / Transfert du maximum d'informations et notamment concernant les familles dont les contrats sont à reprendre / Définition et lancement des actions de communication auprès des familles / A l'issue de cette réunion, nous souhaitons que l'équipe projet puisse visiter la structure. Tous les 15 jours, LPCR mettra en place un comité de suivi afin d'informer de manière régulière de l'avancée de l'ouverture et de toutes les démarches. Etape 3 : Modalités juridiques Demande de conventionnement PSU : le service juridique sollicitera également un conventionnement PSU auprès de la Caisse d'Allocations Familiales des Hauts-de-Seine. Assurances: le service juridique prendra contact avec la compagnie d'assurance de LPCR pour la couverture de ce nouvel établissement. Demande d'agrément: le service juridique sollicitera auprès de la Pmi l'agrément pour la crèche en lien avec vos service. Un dossier sera constitué et comprendra entre autres les éléments suivants : Une étude de besoins ; Le projet d'établissement comprenant le règlement de fonctionnement de la structure ; L'organigramme du multi-accueil ; Le plan de la structure ; Les autorisations données par la Commission de sécurité et la DDSV ; Les diplômes du personnel. Afin de compléter ce dossier, le coordinateur/ ou le service petite enfance de la Ville prendra contact avec le médecin de PMI du secteur afin de planifier la visite d'agrément. Le délai d'instruction, une fois le dossier complet, est d'environ 3 mois. Pour cette raison LPCR souhaite faire ces démarches dès la notification du contrat. Etape 4 : Recrutement et intégration de la directrice lancement de la procédure de recrutement de la directrice environ 2 à 3 mois avant l'ouverture du multi-accueil. Pour le recrutement de la directrice, deux leviers : Recrutement interne : mobilité géographique ou promotion / Recrutement externe par le biais de la CVthèque Pendant le mois qui précède l'ouverture de la structure, la future directrice bénéficie d'un processus d'intégration personnalisé. Il est structuré en 4 temps : temps en crèche, temps de formation, temps avec des représentants des différentes fonctions support, une journée complète d'intégration au siège. Etape 5 : Recrutement des équipes Dans la mesure du possible, la directrice est associée au recrutement de son équipe. Dans le cadre des ouvertures de crèche, LPCR favorise au maximum la diversité des parcours en intégrant à la fois des recrutements internes, via une annonce à l'ensemble des directeurs de nos structures, et externes, via la cooptation et CVthèque. Etape 6 : Premiers contacts avec les familles organisation d'une réunion d'accueil des familles dont le dossier a été validé en commission d'attribution. Si les travaux sont terminés, faire la réunion au sein de la crèche afin que les familles puissent visiter le nouvel équipement. Par la suite, avant l'ouverture, la directrice prendra contact avec les familles afin de planifier un rendez-vous de rencontre. Au cours de ce rendez-vous, la directrice fait si possible visiter la structure, présente l'équipe, fait signer le contrat et peut ainsi planifier l'adaptation de l'enfant. Etape 7 : Modalités techniques service informatique intervient pour assurer la mise en place des lignes téléphoniques et internet. LPCR fournit à la directrice un téléphone portable, ce qui permettra aux familles de pouvoir joindre la crèche en cas de difficulté. En amont, le service technique effectue les commandes de mobiliers, matériels, jeux, jouets, électroménagers et de consommables nécessaires. Enfin, le service entretien/maintenance se charge de passer l'ensemble des contrats relatifs au suivi technique des bâtiments ainsi que la prise des contrats liés aux fluides. Etape 8 : Etat des lieux et inventaire du matériel Au moment de la mise à disposition du bâtiment, un état des lieux de l'ensemble des ouvrages et installations du site contradictoirement avec la ville. Etape 9 : Séminaire d'ouverture pour les professionnel(le)s Pendant la semaine qui précède la date d'ouverture de la crèche, le personnel participe au séminaire d'ouverture de la structure. Ce séminaire est animé par le coordinateur et la directrice, avec intervention de formateurs. L'objectif est de permettre à l'équipe de prendre possession des locaux, de s'approprier le projet éducatif des Petits Chaperons Rouges, de renforcer les liens entre chacun pour insuffler une dynamique d'équipe et de participer à différentes formations. Etape 10 : Petit-déjeuner post-ouverture avec les familles Environ deux mois après l'ouverture, nous organisons un petit déjeuner avec les familles. C'est l'occasion de faire un premier bilan sur l'organisation du multi-accueil. Nous y convions également la Collectivité.		
OFFRE ALIMENTAIRE ***Fournisseurs*** ***Type (liaison froide ou préparation sur place)*** ***Aliments BIO*** ***Tranches d'âge et composantes***	Restauration en préparation sur place : la cuisinière est embauchée par le prestataire de restauration Ansamble société Ansamble dont l'atelier culinaire se situe à Dreux, qui nous propose une offre dédiée à la Petite Enfance et adaptée aux attentes de la Ville, avec une place privilégiée pour les produits locaux et bios ANSAMBLE: 5e acteur français de la restauration collective	**COUT DU REPAS** Pour les repas, LPCR pondéré le total à hauteur de 85%, estimant que 85% des repas sont réellement consommés tous les jours (moyenne observée dans les crèches). Le poste repas regroupe les frais	

Type et qualité des denrées Contrôles sanitaires	lait : lait Gallia Bio respect des recommandations du GEMRCN et des normes HACCP <u>Des menus composés de + de 50% de produits d'origine ou de qualité certifiée :</u> **2 composantes Bio / jour / enfant (Bio local français)** **2 produits locaux / jour / enfant dans les menus (- de 200km de l'atelier culinaire)** Le respect des produits de saison : 85% de fruits & 70% de légumes frais et de saison <u>Des produits labellisés :</u> o 100% de produits bio Français o 100% de viandes françaises o 90% de viandes fraîches o 100% poisson QSA issu de la pêche responsable Produits Sans OGM - Sans additif - Sans conservateur - Sans huile de palme Du pain artisanal essentiellement de campagne <u>Cuisine 100% faite maison :</u> o Des produits natifs simples : exclusion des plats cuisinés industriels o Priorité aux fruits et légumes de saison et à maturité : afin de profiter pleinement de leurs saveurs, leurs textures et pour révéler tous leurs arômes et être plus faciles à digérer (exigences vis-à-vis de nos fournisseurs) o Exclusion des conserves de légumes* des préparations, à cause de leur teneur trop élevée en sel (*sauf maïs et tomates concassées) o Exclusion des fruits au sirop ou compotes : seuls les fruits au naturel et purées de fruits, sans sucre ajouté, sont autorisés. o Exclusions des denrées surgelées cuisinées o Pas de conservateurs : pas d'additifs alimentaires pour la préparation des plats. o Exclusion des fonds de sauce, seul le bouillon de volaille est utilisé. o Exclusion des produits contenant de l'arachide : éviter les risques allergiques Le respect des termes de la loi EGALIM n°20218- 938 du 30 octobre 2018 **merci de préciser quelle sera la stratégie de Ansamble concernant les emballages, contenants et les vaisselles utilisées pour le service des enfants, dans la perspective de suppression des plastiques et réduction des perturbateurs endocriniens.** Des menus adaptés et affichés Possibilité de repas alternatifs (sans Porc, sans viande) Des menus travaillés par une diététicienne Des actions formatives et informatives vers les parents par le biais de cessions d'informations animées par la diététicienne de notre prestataire Des animations diététiques pour les enfants sur différents thèmes Des analyses bactériologiques réglementaires **(merci de préciser si elles sont réalisées à la cuisine centrale et/ou à la cuisine de la crèche)** Un prestataire respectueux de l'environnement Priorité aux BIO pour les produits les plus consommés par les tout petits : ð Pommes de terre et légumes présents tous les jours dans l'assiette de 150g à 200g. ð Pommes tous les jours dans nos purées de fruits (200g). Ansamble s'engage à proposer des produits de qualité et pour la plupart labellisés selon ces normes nationales, européennes et internationales. <u>Des engagements en faveur du bien-être animal</u> Le choix des produits labellisés répond à des engagements qualités au niveau du consommateur mais garantit également le choix de filières respectueuses du bien-être et de la cause animale. Ansamble fait partie des 3 entreprises agroalimentaires françaises les mieux classées pour leur prise en compte du bien-être des animaux d'élevage et leur transparence dans ce domaine. Voir page 28 du mémoire technique les labels et engagements de ANSAMBLE dans le respect du bien-être et de la cause animale ainsi que les labels des produits utilisés pour l'élaboration des repas **<u>Animations pédagogiques:</u>** Ansamble s'engage à la mise en place d'animations diététiques toute l'année. tout au long de l'année les menus sont affichés dans la crèche 6 semaines à l'avance ; les menus sont aussi disponibles sur l'application "Chaperons et vous" des dépliants mis à la disposition par Ansamble et un site internet présentent ANSAMBLE et ses actions aux familles + livres de recettes et conseils pour cuisiner pour les enfants Le Plan de Maitrise Sanitaire repose sur quatre piliers : Le Plan HACCP (Hazard Analyses Critical Control Point) répertorie, analyse et formalise les actions de surveillance et les actions correctives à mener pour assurer la sécurité sanitaire des produits. Ce pilier regroupe aussi toutes les bonnes pratiques d'hygiène à tenir dans les crèches afin de prévenir les failles sanitaires Les campagnes de prélèvements microbiologiques assurées par un prestataire : 7 prélèvements par an Les formations à l'HACCP pour les maitresses de maison (agents de service), les directrices et leurs relais hygiène Les audits PMS, assurés par le Service Hygiène-Sécurité-Environnement afin de s'assurer de la bonne application du Plan de Maitrise Sanitaire **Protocoles de préparation des biberons:** **<u>Synthèse offre alimentaire</u>** Ansamble inclus dans ses menus : 50% de produits Bio / jour / enfant (Bio local français) 2 produits locaux / jour / enfant dans les menus + de 90% de produits frais dans la composition des menus Des produits labellisés : o 100% de viandes françaises o 90% de viandes fraiches o 100% du porc français Bleu Blanc Coeur o 100% poisson QSA issu de la pêche responsable Des produits sans OGM - sans additifs - sans conservateurs- sans huile de palme Du pain artisanal essentiellement de campagne Le respect strict des produits de saison : 95% de fruits & 70% de légumes frais et de saison La possibilité de repas alternatifs (sans Porc, sans viande) Des animations diététiques pour les enfants sur différents thèmes et mise en valeur des produits du terroir dans les menus Des engagements pour le bien-être animal **<u>Réduction du gaspillage alimentaire</u>** accompagnement de la part d'Ansamble sur une campagne de pesée des déchets afin de quantifier le gaspillage alimentaire sur nos crèches et d'établir des plans d'actions concrets sur le sujet avec réflexion sur les grammages. Deux tailles de barquettes de conditionnement sont à disposition des ateliers culinaires d'Ansamble. Les crèches sont livrées en barquettes multi portions de 5 et/ou en barquettes individuelles. Ces dernières permettent d'ajuster à l'exactitude des commandes les grammages livrés Les fruits livrés au kg dans un sac primeur : Afin de limiter le gaspillage, Ansamble nous livre l'intégralité des fruits entiers au kg. ; sacs, à usage unique, sont fabriqués en France et issus de ressources renouvelables. Ils sont également 100% recyclables et biodégradables. <u>Conseils aux structures, quant aux bonnes pratiques pour la conservation des fruits</u>	de fourniture des denrées pour la préparation des repas ainsi que des frais fixes mensuels pour le salaire du cuisinier, les contrôles bactériologiques, la tenue du cuisinier, etc. **<u>Fourniture des denrées</u>** Cout du repas en préparation sur place (déjeuner et gouter) : 2,07€ HT/jour/enfant Nombre de repas prévus pour une année pour la crèche : 60 enfants * 232 jours d'ouverture * 85% = 11 832 repas Taux de TVA : 10% Soit un coût de denrées de : 2,07 € HT * 1,1 * 11 832 repas = 26 905 € TTC / an **<u>Frais fixes</u>** Ce forfait regroupe l'ensemble des frais de recrutement, de remplacement, de formation, visite médicale et tenue du cuisinier. Cela comprend aussi les assurances, l'appui du service HACCP, les analyses microbiologiques et l'accompagnement par la diététicienne. Frais fixes de gestion sur place : 3 650 € HT/mois Taux de TVA : 10% Soit un coût de frais fixes de : 3 650 € HT * 1,1 * 12 mois = 48 180 € TTC/an Soit un coût total pour la ligne restauration de 75 085 € TTC/an. **<u>ANALYSES</u>** Pour les cuisines en préparation, les analyses sont échelonnées mensuellement. Elles sont réalisées directement par Ansamble dans la cuisine de la crèche. **<u>ECOLOGIE ET VAISSELLE</u>** La loi EGALIM impose la fin des barquettes plastiques en 2025, le prestataire Ansamble a déjà amorcé les premières études sur des barquettes végétales. Une phase de tests sera lancée en février 2022 sur la Ville de Toulouse. En 2025, Ansamble sera en mesure de proposer ce nouveau contenant. Aujourd'hui les barquettes, sont garanties sans Bisphénol A, F et S, et Ansamble maîtrise parfaitement leur process de recyclage : LPCR s'engage à utiliser de la vaisselle en inox et verre trempé (ou autre matière hors plastique) afin de respecter la loi Egalim. Les biberons sont garantis sans Bisphénol A.	
Reporting	**LPCR intégrera la crèche dans sa démarche qualité afin d'améliorer de manière continue :** la qualité de service petite enfance dans vos structures, la qualité de la relation aux familles ainsi que la qualité de nos relations au quotidien et sur toute la durée du contrat. Réalisation d'audits annuels de l'établissement selon le Référentiel Crech'Expert, et en communiquerons les résultats dans le		

	rapport annuel. un accès à l'espace reporting en ligne		
Outils de gestion à la disposition de la directrice	**Un logiciel de gestion et de pilotage des crèches** Pour favoriser une gestion efficace et flexible des contrats des familles, **Un outil de gestion automatique des commandes** Les Petits Chaperons Rouges ont développé en interne un outil de gestion automatique des commandes directement connecté à l'outil de gestion. Cet outil est mis à disposition des directrices de crèche directement en lien avec le service Achats. Son interface est à l'image d'un site d'achats en ligne : les directrices remplissent un panier et ont une visibilité sur leur budget. **Un outil de suivi des demandes de travaux et de maintenance** Cet outil permet une automatisation du suivi des interventions permettant à notre service entretien/maintenance : D'enregistrer toutes les demandes des utilisateurs ; De planifier les interventions des techniciens, en fonction de règles d'affectation et de gestion prédéfinies et de garantir un délai en fonction de la priorité; D'effectuer un suivi systématique de toutes les interventions (à affecter, en cours de traitement, clôturées…); D'avoir une vue globale et d'en tirer des statistiques/ analyses au national ou crèche par crèche. **Un outil d'aide au recrutement / CV thèque** L'outil sert à Automatiser et industrialiser une partie des tâches du service recrutement, Mettre en place une CV thèque, et à obtenir un suivi du processus de recrutement homogène pour traiter toutes les candidatures reçues et créer un vivier de candidatures **Un outil d'aide au management : le book RH** Nous mettons à disposition des directrices un « book RH » qui rassemble l'ensemble des bases du droit du travail nécessaires aux directrices. C'est donc un outil de référence au sein de la crèche. Il rappelle les règles de Ressources Humaines nécessaires aux directrices concernant L'embauche, Le suivi médical des salariés. Les règles du droit du travail applicables en matière de CDD et de CDI ; Les procédures disciplinaires ; La gestion des Instances Représentatives du Personnel ; Les règles régissant les congés des salariés VOIR LA PROPOSITION DE PLANNING DANS LE MEMOIRE TECHNIQUE PAGE 153	L'accueil occasionnel : La directrice constitue une liste de familles intéressées par de l'accueil occasionnel, sur les plages horaires en général délestée par les familles accueillies en régulier, soit les vacances scolaires, mais aussi les lundis, mercredis et vendredis tout au long de l'année. Il appartient à la directrice, véritable interlocutrice locale pour les familles, de proposer et générer l'accueil occasionnel au sein de la structure. Le calendrier des vacances prévisionnelles renseigné par les familles au moment de la signature du contrat d'accueil lui permet d'avoir une visibilité à moyen terme sur l'occupation de la crèche et de pouvoir anticiper et donc de développer l'accueil occasionnel. Les équipes de crèches sont formées à l'accueil occasionnel des enfants, et ont en leur possession des outils adaptés comme : - La fiche d'habitude, qui vient compléter les éléments recueillis lors d'une familiarisation courte ou sans familiarisation pour les accueils d'urgence, - Un guide des pratiques pédagogiques pour l'accueil occasionnel - Ainsi qu'un guide à destination de la directrice Qu'est-ce que l'accueil occasionnel ? L'accueil est occasionnel lorsque les besoins sont ponctuels, non récurrents, mais peuvent être connus à l'avance. Il est proposé aux familles en fonction des disponibilités de la crèche, c'est-à-dire sur les créneaux d'accueil non occupés par l'accueil régulier. Un contrat d'accueil occasionnel est alors mis en place pour une durée de 1 à plusieurs mois en fonction des besoins des familles, jusqu'au 31/12 de l'année en cours, renouvelable à la demande de la famille sur l'année suivante. Les réservations se font uniquement selon un planning mensuel, en fonction des disponibilités de chaque crèche, validées par la directrice. La durée d'accueil ne pourra dépasser 30 jours consécutifs. Les réservations peuvent se renouveler dans le temps. Au-delà de 30 jours consécutifs, une demande doit être faite pour un accueil régulier auprès du Service Familles. Pourquoi proposer ce type d'accueil sur la crèche ? Proposer de l'accueil occasionnel, c'est être à l'écoute des besoins des parents et les respecter. Nous apportons donc aux familles une réponse professionnelle en permettant à tous les enfants de bénéficier de temps d'accueil et d'éveil de qualité au sein d'une structure dédiée. L'accueil occasionnel peut répondre aux situations ci-dessous : • Mode d'accueil habituel de la famille non disponible (Ex : absence de l'assistante maternelle, fermeture de la structure d'accueil habituelle…) ; • Souhait des parents de socialiser l'enfant quelques jours, de temps en temps ; • Equilibre de la cellule familiale : permettre au parent qui prend habituellement soin de l'enfant de prendre un temps pour lui (recherche d'emploi, loisirs, RDV médical, démarche administrative…) ; • Demande issue des partenariats avec les Villes, RAM, PMI… L'intérêt de l'accueil occasionnel est également économique : • Il permet de compenser en partie les charges fixes de la crèche (ex : charges de personnel, loyer) lorsque le nombre d'enfants présents est inférieur à la capacité d'accueil autorisée (ex : périodes de vacances scolaires où tous les enfants ne sont pas présents) ; Il permet également	

		d'optimiser le taux d'occupation de la crèche, de réduire l'écart entre les heures facturées et les heures réalisées, et donc d'obtenir un taux de PSU plus favorable (aide au fonctionnement de la Caf)**.** **L'accueil occasionnel pourra être mis en place avec l'accord de la ville et seulement après avoir informée la Direction de la Petite Enfance des familles intéressées et des créneaux proposés. L'affectation d'enfants par les services de la Ville devra rester prioritaire (à mettre dans le contrat le cas échéant)**	
Mesure de la satisfaction des usagers	Deux fois par an, un questionnaire est distribué à l'ensemble des parents utilisateurs de la crèche. Le premier à la rentrée scolaire courant octobre pour les nouvelles familles de la crèche. Il nous permettra d'évaluer les impressions des familles ; Le second à la fin de l'année scolaire courant mars pour toutes les familles de la crèche. Il nous permettra d'évaluer les impressions plus détaillées des familles Cette seconde enquête sera réalisée par la ville d'Issy-les-Moulineaux.		
Actions mises en œuvre dans le cadre du développement durable	Depuis 2016, en partenariat avec SGS ICS, LPCR a engagé une démarche officielle de certification de l'ensemble de nos établissements : Crèch'EXPERT : les services supports et toutes les crèches s'engagent à respecter au quotidien les 131 engagements de qualité de service du Référentiel Crèch'EXPERT parmi lesquels on retrouve une famille d'engagements sur le développement durable. Ainsi, à travers cette démarche de certification, les crèches sont engagées dans différentes actions en faveur du développement durable et plus largement de la RSE. d'exemple les engagements RSE pris par les crèches et certifiés Crech'Expert: - Le nettoyage des sols et des surfaces des établissements est réalisé avec des produits écolabellisés, respectueux de la santé et de l'environnement. - L'entreprise sensibilise les équipes au respect des éco-gestes du quotidien via : - Un livret à disposition des professionnels - Un affichage personnalisé par les professionnels - Des pictogrammes disponibles pour les établissements qui le souhaitent - Un module de formation en e-learning - Tous les ans, l'établissement met en place au moins une action de solidarité (collecte de jeux, vêtements, objets de puériculture, etc.) Les familles sont informées et/ou associées à ces actions. - Tous les ans, l'établissement met en place au moins une action en lien avec la sensibilisation au développement durable - Action de récupération de matériel pour des activités avec les enfants - Démarche de récupération (piles, bouchons, etc.) -Action autour du gaspillage alimentaire - Atelier spécifique en lien avec la nature (ex. jardinage, vivarium) Les familles sont informées et/ou associées à ces actions - Chaque établissement met en place un programme de prévention de la qualité de l'air intérieur via : - La réalisation d'un autodiagnostic de la qualité de l'air intérieur - L'affichage des bonnes pratiques d'aération - Les menus proposés aux enfants comportent des produits issus de l'agriculture biologique et/ou fournis par des producteurs locaux. - La construction des nouveaux établissements est réalisée avec des produits respectueux de la santé et de l'environnement : - Les colles utilisées pour la pose des sols sont de base sans solvant. - La peinture utilisée est écolabellisée et à faible teneur en solvant. **La future crèche Anne Sylvestre étant située en plein « éco-quartier » Coeur de Ville, LPCR aura à cœur de développer différentes actions en lien avec ce sujet au sein de l'équipement ; Voici les actions concrètes en faveur du développement durable qui seront mises en place:** **Analyse de la qualité de l'air** Chacune de nos structures réalise un autodiagnostic sur la qualité de l'air intérieur sur la base de la grille proposée par le Ministère de l'Ecologie. Ce diagnostic est renouvelé si un changement majeur intervient sur la crèche (travaux, etc.). **programme de prévention de la qualité de l'air:** dans 100% des crèches, les systèmes de ventilation sont contrôlés deux fois par an ; actions sont également réalisées au quotidien dans la crèche : aérons quotidiennement les locaux et veillons à vérifier régulièrement les systèmes d'aération et de ventilation ; réalisons un nettoyage humide des sols et du mobilier selon les protocoles de nettoyage de chaque pièce ; Nous maintenons une température modérée (19-21°C) dans les pièces de vie Référencement de plantes dépolluantes: Nous avons référencé des plantes dépolluantes dans notre centrale d'achats. Nous en prévoyons 2 pour la salle de pause du personnel de votre crèche. Charte d'Achats Responsables et Ethiques, annexe obligatoire à l'ensemble de nos contrats. Fondée sur une logique de bilatéralité, cette Charte reprend les engagements du Groupe Les Petits Chaperons Rouges vis-à-vis de l'ensemble de ses fournisseurs, mais aussi les engagements que tout fournisseur et prestataire doit prendre pour travailler avec notre Groupe. Elle nous assure des relations commerciales basées sur des principes d'éthique et de confiance mutuelle. ð Dans chaque appel d'offre, mise en place d'un questionnaire pour évaluer les fournisseurs sur leur démarche RSE. **L'entretien des locaux** Les sols et les surfaces des établissements sont nettoyés à l'aide de produits éco labellisés conformément au protocole de nettoyage. LPCR travaille à la labellisation Ecolo Crèche de certaines crèches en Ile-de-France. Les professionnels bénéficient du partage des bonnes pratiques au sein du Groupe concernant le nettoyage des crèches. LPCR encourage l'utilisation de produits faits maison pour l'entretien des locaux, sous réserve de validation de la formule par le service HSE : - Pour le nettoyage des sols et la lessive, - Pour le nettoyage des surfaces **La crèche Anne Sylvestre fera-t-elle l'objet d'une recherche de l'obtention du label Ecolo Creche ? comment se déroule cette labellisation ? quelles crèches sur la Ville sont dans ce processus ?** Les équipes utilisent une lessive éco labellisée ; Pour le nettoyage des vitres, les professionnel(le)s utiliseront du vinaigre blanc brut. Effort pour la diminution de l'utilisation des produits d'entretien en sensibilisant les professionnel(le)s à la différence entre désinfecter et nettoyer : par exemple une activité peinture ne se nettoie pas au produit d'entretien mais à l'eau➔ référencement d'un vaporisateur spécifique pour le nettoyage des tâches. LPCR favorise l'utilisation de produits réutilisables pour l'entretien des locaux : o Lavettes réutilisables o Balais à franges Fournitures pour l'hygiène des enfants En partenariat avec les Laboratoires RIVADIS, nous utilisons des produits 100% verts pour l'hygiène des enfants. Ils sont élaborés à partir de bases lavantes 100% végétales Les formules reposent sur des ingrédients d'origine naturelle à 80% Les cartons d'emballage, sacs papier, flacons et tubes sont 100% recyclables Les pompes distributrices sont toutes réutilisables Ils sont garantis sans savon, sans parfum, sans parabène et sans phénoxyéthanol **Réduire l'impact sur l'environnement:** Sensibilisation des professionnels aux écogestes ; Mise à disposition des équipes du livret « NOS ÉCO-GESTES POUR LA PLANÈTE ; Donner une seconde vie aux objets du quotidien et fabriquer à partir de matériaux récupérés; affichons au sein de l'établissement l'ensemble des écogestes mise en pratique par l'équipe Recyclage des toners usagés et les autres consommables informatiques ; l'organisme Conibi qui les collecte et les recycle/valorise. Conibi est certifié ISO 9001 et 14001 par l'AFAQ ; Actions de récupération et lutte contre le gaspillage Ansamble propose d'ores et déjà des barquettes 100% recyclables, récupérées par le livreur au rythme souhaité, une fois rincées en cuisine. **Economies d'énergie** Afin de limiter les consommations d'énergies, voici nos différentes actions : Utilisation d'une paire de sur-chaussure en coton/famille sur 1 semaine Lavettes réutilisables pour nettoyer les meubles, jeux et jouets	**Labélisation Ecolo Creche :** *Le Label Ecolo crèche® a été créé en 2009 : il s'agit du 1er label de développement durable dédié à la petite enfance. Cette démarche, conçue avec des experts en management environnemental, permet aux lieux de vie d'intégrer des pratiques plus respectueuses de l'environnement, du bien-être des publics accueillis et des professionnels.* *Formations liées à la labellisation Ecolo-crèche* *Dans une volonté de labellisation de la crèche Anne Sylvestre, nous prévoyons en complément des autres formations « classiques », des formations spécifiques proposées par le réseau Label Vie pour les professionnels de la crèche :* *• Formation "Créer une crèche éco responsable- 1 jour"* *• Conseil aux matériaux éco responsables* *• Formation "Préparer sa labellisation – 1 jour" pour le porteur de projet ou la direction* *• Audit sur site* *• Formation "S'engager dans la démarche"-2 jours pour le directeur* *• Formations "Nettoyer sans polluer" et "Éduquer à l'environnement dès la petite enfance" - 2 jours pour les professionnels de l'équipe* *• Formation "Préparer sa labellisation" - 1 jour pour le directeur* Un budget spécifique à la labellisation Ecolo Crèche est intégré à l'offre financière LPCR (dont frais de formation spécifiques et frais d'adhésion annuels au réseau permettant : l'accès au réseau Label Vie® ce qui permet à l'équipe de participer aux Journées Réseau, à des rencontres thématiques avec des pairs de la région, à un espace privé sur le site internet et à des conférences téléphoniques hebdomadaires, pour échanger sur leurs expériences et solutions et l'accès à l'outil de diagnostic.) **Le coût de la labellisation pour une nouvelle crèche de 60 berceaux est de 9 400€.** **A ce coût, il faut ajouter l'adhésion annuelle à Label Vie d'un coût de 400€ par an.** **Soit pour les 5 ans de délégation : 9 400€ + (400€ * 5 ans) = 11 400 € TTC** **Soit un montant de 2 280 € TTC / an.** ***Ce coût n'est pas inclus dans le compte d'exploitation prévisionnel : Si la ville souhaitait se positionner sur la labellisation de la crèche Anne Sylvestre, LPCR pourra mettre à jour le compte d'exploitation prévisionnel proposé avec le coût de la labellisation lors d'une phase de mise au point du contrat. Pour une première année d'exploitation et comme évoqué lors des entretiens de négociation, cette labellisation***	

	Pour la réduction de la consommation d'eau, notre service HSE travaille sur un projet de simplification du processus du tri du linge afin de réduire le nombre de machines à laver Pour la consommation d'électricité, nous utilisons des lampes LED à basse consommation dans toutes nos crèches Nous utilisons des réfrigérateurs afin d'avoir des modèles plus durables Achat d'électroménager de classe minimum A+ Economies de papier Afin de limiter les consommations de papier voici nos actions : Dématérialisation : mails avec les familles, application Chaperons & Vous, documentation sur le réseau informatique Dématérialisation des dossiers enfants et création de dossiers parents informatiques Impression en noir/blanc et recto/verso Récupération du papier de brouillon et recyclage des catalogues Nouveau ! Nous lançons la dématérialisation des bulletins de paie cette année et la dématérialisation des chèques cadeaux **Réduction de notre empreinte carbone** plan de mobilité et renouvellement de notre flotte de véhicules ; l'objectif est d'atteindre 100% de véhicules propres d'ici 2024 et de réduire nos émissions de gaz à effet de serre de 5% à horizon 2022. Engagements de notre prestataire Ansamble concernant les livraisons Livraisons des denrées assurées par un véhicule circulant au gaz naturel comprimé (GNC) qui assure plus d'autonomie km que l'électrique. Les livreurs sont formés à l'écoconduite. Le responsable logistique d'Ansamble construit et fait évoluer les tournées de livraison à l'aide d'un logiciel éco-performant : - Km parcourus + crèches livrées = minimisation des impacts carbone **avez-vous des objectifs chiffrés, par structure ou par région, ou au niveau du groupe, de réduction de consommation d'énergie ou de ressources, au regard des efforts faits pour limiter la consommation ?**	***n'est pas une priorité.*** **Couches lavables** représente un projet et des contraintes spécifiques : plus de manipulations, de temps et d'organisation. Les enfants ont souvent besoin d'être plus changés, le nombre de machines à laver augmente et le remontage des couches nécessite un temps important ***si la Ville souhaite mettre en place ce projet, LPCR devra compter 0,5 ETP de maitresse de maison supplémentaire, ainsi qu'un sèche-linge supplémentaire pour faire face au nombre important de lessives quotidiennes.*** ***Proposition d'ouvrir la crèche avec les couches jetables et bio et par la suite de proposer aux familles qui le souhaitent (après avoir travaillé le projet avec l'équipe) de passer en couches lavables. Cela serait alors un choix pour les familles, et donc un point valorisant pour la collectivité. En fonction de l'engouement ou non pour ce projet, celui-ci pourrait prendre de l'ampleur pour se généraliser en étant porté par l'équipe, ou rester à la carte pour les familles qui souhaitent s'engager avec la crèche dans ce processus.*** ***L'offre repose actuellement sur les couches écologiques de la marque Biobabby (produites en France)*** ***intégrer les couches lavables représenterait un surcout dans l'offre de 20 000 euros par an (consommables + personnel dédié).*** ***voir le détail du coût et des contraintes dans la réponse***	
Commercialisation des berceaux aux entreprises	**40 places seront attribuées aux familles Isséennes directement par la Ville** **20 places seront commercialisées à des entreprises au bénéfice de leurs salariés** LPCR a déduit de la participation de la ville 11 000 € / an par place, au prorata de la date de commercialisation prévue 2022: 5 2023: 10 2023: 15 2025: 20 2026: 20 2027: 20 Montant déduit de la participation de la Ville pour places commercialisées 2022: 18 333 € 2023: 73 333 € 2023: 128 333 € 2025: 183 333 € 2026: 220 000 € 2027: 128 333 € **TOTAL: 751 667 €** Dans le CEP, les participations annuelles perçues des entreprises réservataires ont été directement déduites de la participation de la Ville. LPCR s'engage sur ces montants, quelle que soit la réalité de la commercialisation. Action commerciale : Les Petits Chaperons Rouges disposent d'une équipe commerciale dédiée à la vente de places aux entreprises en Ile-de-France : 15 personnes présentes sur la Région, Par ailleurs, le réseau Grandir permet d'attribuer des places aux familles habitant la commune dont l'entreprise partenaire du réseau est l'employeur, même si l'entreprise n'a pas son siège social sur la commune. Afin de maximiser les chances de commercialiser des places au sein de la crèche LPCR l'intégrera donc à son offre réseau. Communication : • Organisation d'une Journée Portes Ouvertes annuelle / Visites de la structure pour les sociétés • Distribution de flyers de présentation de la crèche • Communication et évènements avec les associations d'entreprises du territoire	montée en charge revue pour la commercialisation des places entreprises : le montant des participations des entreprises a donc été revu à la hausse et intégré dans le nouveau compte d'exploitation proposé. 2022 : 5 2023 : 15 2023 : 20 2025 : 20 2026 : 20 2027 : 20 Montant déduit de la participation de la Ville pour places commercialisées 2022 : 18 333 € 2023: 91 667 € 2023: 183 333 € 2025: 220 000 € 2026: 220 000 € 2027: 128 333 € TOTAL: 861 667 € .	
GESTION DU BATIMENT ***Moyens humains*** ***Procédures internes*** ***Maintenance (prestations proposées par rapport aux équipements)*** ***Réparations*** ***Urgences***	**Ménage et entretien** Quotidiennement, les tâches suivantes sont réalisées par le personnel de la crèche : Gestion du linge de la crèche Nettoyage des sols et des surfaces Nettoyage des matériels utilisés quotidiennement et des jouets portés fréquemment à la bouche Aération des locaux doublée d'une ventilation mécanique Réglage du chauffage selon le type d'espace concerné Vidage et lavage des poubelles et autres conditionnements Approvisionnement des toilettes en papier et savon Nettoyage de l'office LPCR a mis en place un processus de sélection et d'utilisation des produits d'entretien :La grande majorité des produits d'entretien sont des produits écolabellisés. Processus de choix des produits et de leur appropriation: ***Communication interne sur l'intranet et en crèche*** • Fiches de sécurité • Fiches techniques • Protocoles • Fiche produit sur la centrale d'achat • Envoi de la communication d'autorisation d'utilisation du produit (finalisation de la démarche avant emploi) ***Suivi et sensibilisation continue***		

	• Rappels réguliers des consignes • Réalisation annuelle d'un inventaire d'entretien : contrôle de la bonne application des protocoles et de la consommation des produits ***Protocoles de nettoyage et de désinfection*** • Mise à disposition des modes d'emploi des produits (dilution, protection, fréquence) • Planification des contrôles de nettoyage / désinfection De plus les professionnel(le)s peuvent utiliser du vinaigre blanc pour les vitres et utiliser des méthodes de nettoyage alternatifs proposées par notre service HSE (cf. partie développement durable de l'offre).		

4 - LES CONDITIONS FINANCIERES PROPOSEES SUR LA DUREE DU CONTRAT

LES PETITS CHAPERONS ROUGES

	OFFRE INITIALE 10 septembre 2021	**OFFRE COMPLEMENTAIRE 10 décembre 2021**	**OFFRE FINALE 14 JANVIER 2022**
Amortissement	**Montant TTC : 83 755 €**		
Provisions	**Montant de la provision TTC sur 5 ans : 27 000 € (dont remplacement lave-linge et reprise peintures et sols)**		
Budget fournitures	Chaque directrice a à sa main un budget annuel pour l'achat des jeux, jouets, petits mobiliers, fournitures diverses.Petit agencement et matériel divers50 € HT / an / placeFournitures pédagogiques, jouets, jeux et livres50 € HT / an / placeProduits d'entretien70 € HT / an / placeProduits pharmaceutiques et d'hygiène corporelle20 € HT / an / placeFournitures administratives15 € HT / an / placeFournitures fêtes et réceptions15 € HT / an / place		
Budget bâtiment	Entretien et réparations : 86931	Entretien et réparations : 86931	Entretien et réparations : 86931
Budget RH	Année 2022 pleine :21.8 EPsalaire brut dont primes 459 130 €cotisations patronales : 137 739 €taxe sur les salaires : 27 548 €**TOTAL : 624 417 €le tableau de chiffrage du cout RH indique 3 EJE et une équipe de 21.8 ETP, alors que la liste de l'équipe indique 2 EJE. De même dans le mémoire technique page 170 est indiqué la rémunération brute pour 3 EJE mais la somme correspond à 2 salariés**		
Frais de siège ou frais de gestion	Les frais de gestion pour la crèche Anne Sylvestre ont été estimés à 950 € HT par place et par an. La répartition des frais de gestion inclus dans le poste « Frais de gestion et de management » est représentée ci-dessous. Cette répartition a servi de ventilation dans le compte d'exploitation (lignes « Direction générale », « Coordination », « Ressources humaines », « Informatique », « Fêtes et réceptions », « Commissaire aux comptes », « Comptabilité », et « Charges diverses de gestion courante »).	Pour information, en 2019, le montant des frais de siège refacturés aux crèches en DSP équivaut à 1 420 € TTC/ place. **Dans le cadre de l'appel d'offre et à titre commercial, LPCR a réduit ses frais de siège afin de n'impacter que les frais de siège liés directement à la gestion opérationnelle de la crèche et ainsi réduire la participation annuelle de la Ville. Est intégré dans l'offre financière des frais de siège réduits d'un montant de 960 € TTC / place / an.** **soit 295 531 € sur la durée du contrat contre 350 944 € dans l'offre initiale soit 55 413 € d'économie.**	
Redevance	redevance annuelle d'occupation de 110 625 € TTC pour le premier exercice en réel, soit l'équivalent de 265 500 € pour le premier exercice en année pleine (s**ur la base d'un prix estimé à 265 € TTC/m²**), o 250€/m²/ HT en adéquation avec le prix du marché analysé par service spécialisé de LPCR. **merci d'indiquer les sources pour les montants retenus** Le montant en réel pour 7 mois pour le dernier exercice est de 162 775 € TTC. La redevance sera réévaluée sur la base de la formule indiquée dans le cahier des charges. Dans le CEP, l'évolution a été estimée sur la base d'une évolution de 1% par an. montant des charges locatives estimé en prenant la moyenne du montant annuel indiqué par la Ville dans les réponses aux questions, soit un montant de 15 000 € TTC/an en 2022, et donc en réel un montant de 6 250 € TTC pour le premier exercice et 9 352 € TTC pour le dernier exercice sur 7 mois.	**Erreur entre les documents : la valeur de la redevance pour la dernière année d'exercice ne correspondant pas entre le CEP de la 2e offre et ce qui est indiqué dans le Mémoire technique de la 2e offre.**	La surface de la crèche retenue pour le calcul de la redevance est de 885 m². Ainsi la redevance proposée est de : 250€ HT/m² * 1,2 * 885 m² = 265 500 € TTC /an pour l'année 2022 en année pleine, soit 110 625 € TTC pour le premier exercice en réel (5 mois). Cette redevance sera réévaluée chaque année selon la formule indiquée dans le cahier des charges.
Taux d'occupation	**Un budget basé sur un taux d'occupation de 80%**		
Taux de facturation	**Le nombre d'heures facturées réellement effectuées est estimé à 88%, ce qui donne un taux de facturation de 113,6%.**		
Sincérité des postes budgétaires	LPCR a comptabilisé les jours d'ouverture pour chaque année en prenant en compte les éléments suivants : 48 semaines d'ouverture (soit 4 semaines de congés) 4 jours fixes de fermeture de la crèche (2 journées pédagogiques, le jeudi de l'ascension et le vendredi suivant le jeudi de l'ascension) Les jours fériés tombant sur des jours d'ouverture chaque année Le taux d'occupation moyen proposé est en lien avec la moyenne constatée sur nos autres établissements en délégation. Compte d'exploitation prévisionnel à euros constants sur la durée d'exploitation du contrat soit 5 ans. LPCR a néanmoins intégré les différents taux d'inflation connus pour l'évaluation des charges et des produits d'une année à l'autre, à savoir : 1 % pour l'évolution de toutes les charges afférentes au personnel, ceci faisant partie de notre politique salariale 1 % pour l'évolution de la redevance, celle-ci faisant l'objet d'une formule d'indexation 1% pour l'évolution de la PSU et des participations familiales, taux connu à ce jour et publié dans la nouvelle COG 0,8 % pour l'évolution de la participation de la ville d'Issy-les-Moulineaux		
Participations familiales	2022 : 115 464 €2023 : 310 984 €2024 : 314 094 €2025 : 317 235 €2026 : 320 407 €2027 : 202 257 €		
Subvention CAF	LPCR tient compte d'un montant de PSU basé sur un taux moyen de facturation de la crèche compris entre 107 et 117%. LPCR a prévu dans le compte d'exploitation prévisionnel une augmentation de +1% de la PSU chaque année en prenant pour base le montant 2021 d**e la PSU (5.29€ / heure facturée), soit un montant de 5,34€ / heure facturée en 2022.** Par la suite, chaque année LPCR applique donc une augmentation de la PSU de 1%. 2022 : 141 123 € 2023 : 380 092 € 2024 : 383 892 € 2025 : 387 731 €		

	2026 : 391 609 € 2027 : 247 203 €		
Subvention du CD	LPCR souhaite intégrer dans l'article de réexamen des conditions financières (article 31), une clause relative à la suppression ou l'évolution du montant de la subvention du Conseil Départemental de plus ou moins 20% par an par rapport au montant prévu dans le compte d'exploitation prévisionnel. **Merci de préciser les conditions de cette révision et son impact**L'expérience de LPCR permet d'observer une tendance à la baisse du montant horaire de la subvention du Conseil Départemental. Or, en 2019, LPCR a perçu un montant de subvention de 0,40€ / heure réalisée. LPCR a donc pris en compte un montant de 0,30€ / heure réalisée dans le compte d'exploitation afin d'intégrer cette tendance à la baisse.2022 : 42 261 €2023 : 112 696 €2024 : 112 696 2025 : 112 696 2026 : 112 696 2027 : 21 131 €	Le montant de la subvention du Conseil Départemental sont fluctuantes et baissent chaque année. Ce montant étant assez représentatif au niveau des recettes et donc de l'équilibre général du contrat, LPCR souhaite prendre en compte son évolution dans le prix payé par la Ville à travers une clause qui permettrait de refacturer l'éventuelle baisse de cette subvention à la Ville, ou le cas échéant que cette subvention ne soit pas intégrée dans le compte d'exploitation prévisionnel mais directement reversée à l'euro-euro à la Ville. **demander à LPCR de nous adresser une offre financière selon ce schéma qui n'intégrerait pas la participation du CD92**	dans son offre finale, LPCR a proposé de CEP, un avec la participation du CD92, et un sans, où le montant de cette participation est imputé à la Ville.Dans le second cas, si LPCR perçoit une participation du CD92 elle serait reversée à la Ville ."Dans ce compte d'exploitation prévisionnel, nous n'avons pas pris en compte la subvention du Conseil Départemental à dans la mesure où celle-ci serait perçue par le gestionnaire MAIS intégralement reversée au réel à la ville d'Issy-les-Moulineaux."LPCR souhaite ainsi faire une offre permettant d'anticiper une forte baisse de la participation du CD92
Participation des entreprises	Montant déduit de la participation de la Ville pour places commercialisées 2022 : 18 333 € 2023 : 73 333 € 2023 : 128 333 € 2025 : 188 333 € 2026 : 220 000 € 2027 : 128 333 € TOTAL : 751 666 €	Nouvelle offre avec montée en charge revue pour la commercialisation des places entreprises : le montant des participations des entreprises a donc été revu à la hausse et intégré dans le nouveau compte d'exploitation proposé. 2022: 5 2023: 15 2023: 20 2025: 20 2026: 20 2027: 20 Montant déduit de la participation de la Ville pour places commercialisées 2022: 18 333 € 2023: 91 667 € 2023: 183 333 € 2025: 220 000 € 2026: 220 000 € 2027: 128 333 € **TOTAL: 861 667 € (contre 751 666 € dans l'offre initiale)**	identique
Participation de la Ville	Montant de la participation de la Ville : 2022 : 237 453 € 2023 : 473 087 € 2023 : 422 459 € 2025 : 371 865 € 2026 : 339 640 € 2027 : 169 362 € TOTAL : 2 013 868 €	Montant de la participation de la Ville : 2022 : 232 796 € 2023 : 443 486 € 2023 : 356 101 € 2025 : 323 750 € 2026 : 328 100 € 2027 : 162 576 € TOTAL : 1 846 812 €	Montant de la participation de la Ville : 2022 : 232 796 € 2023 : 443 486 € 2023 : 356 101 € 2025 : 323 750 € 2026 : 328 100 € 2027 : 162 576 € TOTAL : 1 846 812 €

PEOPLE AND BABY

En rouge : ce qui pose problème ou interrogation et/ou questions posées au candidat. En bleu, offre complémentaire : indication des modifications ou des compléments apportés à l'offre initiale En violet, offre finale : indication des modifications ou des compléments apportés à l'offre initiale et à l'offre complémentaire			
PEOPLE AND BABY			
1 - LES MOYENS HUMAINS ET MATERIELS AFFECTES AU SERVICE			
	OFFRE INITIALE 10 septembre 2021	**OFFRE COMPLEMENTAIRE 10 décembre 2021**	**OFFRE FINALE 14 janvier 2022**
MOYENS HUMAINS			
Organisation de la société **Fonctions support au siège**	People&baby gère plus de 140 structures publiques pour un total de plus de 3400 berceaux. Dans le 92 : 30 établissements People&baby, soient plus de 1000 berceaux, dont 8 DSP Directrice des marchés publics : Mélanie HADDAD Responsable relations collectivités : Marina DEMIRSJIAN		
Procédures de recrutement	ambition de P&B : devenir l'employeur préféré du secteur. Donner la priorité à l'emploi local (qu'est-ce que cela implique ?) Partenariats avec les acteurs locaux de l'emploi et les écoles: les offres d'emploi y sont toujours adressées Un outil de multiposting: logiciel Multiposting permettant aux RO de multi-diffuser les annonces d'emploi vers les sites d'emploi habituellement utilisés ; de multi-diffuser les annonces vers les sites et associations d'anciens élèves de plus de 1400 écoles ; de gérer facilement les annonces après leur diffusion (modification, suppression, ajout de sites etc.) ; de mesurer la performance des sites utilisés. Une CVthèque; des offres d'emploi régulières ; une bourse à l'emploi interne délai de recrutement d'une directrice: 6 à 8 semaines valorisation des mutations internes pour être plus réactifs sur l'occupation des postes de diplômés vacants et faire face aux difficultés de recrutement rencontrées sur le secteur Dans le cadre du partenariat avec le Pôle Emploi, P&B s'appuie sur la méthode de recrutement par simulation (MRS), validée par le « Défenseur des droits » : Ainsi, les candidats sont jugés sur leurs aptitudes professionnelles en situation et leurs diplômes politique Handi'Cap: facilite le recrutement et le maintien de l'emploi des collaborateurs en situation de handicap et déploie de nombreux dispositifs dans les domaines du recrutement, de l'intégration, de la formation, du maintien dans l'emploi des collaborateurs. Tous les collaborateurs en situation de handicap bénéficient d'un accompagnement spécialisé, d'aides spécifiques à la mobilité et à l'autonomie, d'aides humaines et techniques etc. L'objectif est de permettre à tous de travailler dans un principe d'égalité et d'assurer à chacun une qualité de vie professionnelle. People&baby est signataire d'une charte d'Engagement Handicap : Plusieurs crèches pilotes ont été désignées afin d'être le relai actif de notre programme Handi'Cap permettant de renforcer le travail sur le terrain du chef de projet Mission Handicap des Ressources Humaines. People&baby, signataire de la charte de la diversité en entreprise		
Process pour la reprise du personnel	réunion collective d'information et de réponses aux questions des salariés en présence du responsable opérationnel de secteur et de la responsable RH dédiée aux structures du secteur parcours d'intégration: Des livrets d'accueils, des vidéos de formation et de présentation de People&baby, les salariés invités à visiter les crèches du secteur et à échanger avec les équipes. Un parcours d'intégration spécifique pour les équipes de direction : suivent des formations sur 5 semaines et participent à une réunion de direction par mois. La directrice de chaque structure se voit attribuer une « marraine », directrice d'une structure People&baby située à proximité + un temps d'immersion de 14 jours au sein d'une autre crèche une phase d'observation permet de ne pas imposer un fonctionnement dès notre arrivée en tant que gestionnaire des structures des permanences téléphoniques avec le responsable paie dédié au secteur sont organisées sur des créneaux de 2 heures trois fois par semaine. L'aménagement des espaces au sein des sections sera présenté à la directrice et aux équipes par des formateurs éducateurs et psychologues, en détailleront les bienfaits pour l'enfant et pour l'apprentissage de l'autonomie. People&baby s'engage à maintenir tous les éléments individuels du contrat de travail des collaborateurs que nous reprendrons dans le cadre du présent marché :		
Equipe de la crèche **Nb d'ETP** **Temps de travail** **Diplômes**	Directrice Infirmière Puéricultrice Directrice EJE Infirmière EJE EJE EJE Auxiliaire de Puériculture Auxiliaire de Puériculture Auxiliaire de Puériculture Agent PE (CAP ou équivalent) Agent PE (CAP ou équivalent) Agent PE (CAP ou équivalent) Agent PE (CAP ou équivalent) Agent PE (CAP ou équivalent) Agent PE (CAP ou équivalent) Agent PE (CAP ou équivalent) Agent PE (CAP ou équivalent) Agent PE (CAP ou équivalent) Agent PE (CAP ou équivalent) Agent de service Agent de service **pas de cuisinier?** **TOTAL : 22 ETP (tous les postes à 1 ETP) il est indiqué 22 salariés dans l'équipe, mais les tableaux de la composition de l'équipe en font apparaitre que 21 salariés** People&baby propose une équipe d'encadrement diplômée « petite enfance » supérieure à la règlementation en vigueur (40%). Aussi, l'objectif du groupe reste celui de faire monter en compétences les agents sans diplôme, en particulier les agents petite enfance, en leur proposant un parcours de VAE (validation des acquis de l'expérience). Au total, l'équipe de la structure est composée de **22 salariés dont 17 ETP auprès des enfants parmi lesquels 7 ETP diplômés**. Cela assure un **taux de diplômés auprès des enfants de 41%,** conforme aux normes légales d'encadrement et à celles exprimées dans votre cahier des charges.		**Composition de l'équipe** Au total, l'équipe de la structure est composée de 22 salariés dont 17 ETP auprès des enfants parmi lesquels 7 ETP diplômés. Cela assure un taux de diplômés auprès des enfants de 41%, conforme aux normes légales d'encadrement et à celles exprimées dans votre cahier des charges. **Nombre d'ETP 22,00** **Dont auprès des enfants 17,00** **Dont diplômées 7,00** **Soit taux de qualification 41%** le cuisinier n'apparait pas dans l'annexe dédiée au personnel mais apparait bien dans la liste de l'équipe donnée dans la première réponse aux questions de la Ville en octobre 2021

Répartition par section	**Merci de la préciser**	**Section des Bébés :** - 1 EJE - 1 AP - 4 APE **Section des Moyens :** - 1 EJE - 1 AP - 3 APE **Section des Grands :** - 1 EJE - 1 AP - 3 APE	
Avantages pour les salariés	Primes sur objectif : ont pour objectif de récompenser les résultats, la régularité et les efforts de toute l'équipe de la crèche. Fixées sur des objectifs mensuels ou semestriels, ces primes représentent un potentiel annuel qui s'élève jusqu'à 1200€ par an. Prime pour cooptation: les primes pour cooptation varient entre 350€ et 550€ suivant les profils recherchés et la disparité des ressources du territoire ciblé. Cas exceptionnels Congés Prime Naissance d'un enfant 3 jours 30,00 € Adoption d'un enfant 3 jours 30,00 € Mariage de l'employé 4 jours Mariage d'un enfant 2 jours Mariage d'un frère ou d'une sœur 1 jour Décès d'un enfant 3 jours Décès d'un conjoint 3 jours Décès d'un parent 2 jours Autre avantage groupe Congés Ancienneté acquise de 2 ans 1 jour supplémentaire Autres avantages : tickets restaurants d'une valeur faciale de 7,00 €/jour ; mutuelle d'entreprise ; Comité d'entreprise P&B signataire de la charte de la parentalité: Signé le 11 avril 2008, People&baby s'est engagé à faire évoluer les solutions et les mentalités liées à la parentalité dans l'entreprise. People&baby applique tous ces principes au sein de son organisation et donne également à ses clients les moyens d'y parvenir chaque année, les directeurs/trices les plus innovants sont invités à se rendre au Brésil, à Babylonia l'espace éducatif parrainé par People&baby situé dans une favela de Rio de Janeiro, afin de partager les pratiques professionnelles		
Mesures prises pour les remplacements	Pool de volants en CDI: - capacité d'affecter un agent volant dans la demi-journée - recrutement d'un agent volant (CAP) spécialement dédié aux crèches du présent marché. En cas d'absence de longue durée (ex : congé maternité), l'agent est remplacé par un agent de diplôme équivalent en CDD. Grace à son réseau People&baby est capable de mobiliser des équipes d'autres structures: Dans un rayon défini le personnel People&baby à temps partiel pourra être sollicité ponctuellement selon les besoins des crèches. Ce système de remplacement permet de répondre rapidement aux besoins des crèches en manque ponctuel de personnel mais aussi aux demandes des professionnels qui souhaitent compléter leur temps partiel avec des heures de travail supplémentaires. **Procédures remplacement:** **Courte durée:** Direction: heures supp pour l'adjoint ou présence du RO ou EJE prend la direction Encadrement: pool volant ou heures supp pour l'équipe en place ou appui de la direction ou intérim ou remplacement en CDD Agents polyvalents: pool volant ou heures supp pour l'équipe en place ou appui de la direction ou intérim ou remplacement en CDD **longue durée:** Direction: heures supp pour l'adjoint ou présence du RO ou intérim ou remplacement en CDD Encadrement: pool volant ou heures supp pour l'équipe en place ou intérim ou remplacement en CDD Agents polyvalents: pool volant ou heures supp pour l'équipe en place ou appui de la direction ou intérim ou remplacement en CDD Plan d'action et de prévention de l'absentéisme: détecter comprendre et lutter contre les causes (prévenir les maladies, former les agents, rassembler autour d'un projet) **Merci de préciser le nombre de volants sur le secteur et leur diplômes (le document n'est pas à jour pour l'offre Coeur de Ville)**	le responsable opérationnel du secteur dispose d'un pool de 6 gents volants dont une AP. En 2022, son périmètre comptera entre 270 et 300 berceaux pour une gestion de 11 crèches. l'augmentation du nombre de berceaux entrainera si nécessaire le recrutement d'une nouvelle volante qui sera rattachée au périmètre de M. Lamour ou un redispatche des volantes rattachées au secteur du département des Hauts-de-Seine: **si People and Baby remporte la DSP ils recruteront un volant en plus ? nous voulons être certain qu'un volant supplémentaire soit sur le secteur dans le cas où P&B remporterai l'appel d'offres.** le pool de volante permet de limiter grandement l'intérim. Mais malgré un pool de volant de plus en plus conséquent, qui s'étoffe au gré des ouvertures de structures, recours à des agences d'intérim spécialisées dans le domaine de la petite enfance. Le recours aux contrats d'intérim représente moins de 20% de ce poste de dépense.	dans le cas où P&B remporterait l'AO et que l'augmentation du nombre de berceaux le nécessite, le recrutement d'un nouveau salarié « volant » qui sera rattaché au périmètre de M. Lamour sera fait, ou un redispatche des volants rattachés au secteur du département des Hauts-de-Seine.
Intervenants extérieurs	Pédiatre : 6 heures par mois Psychologue : 10 heures par mois Psychomotricien : 16 heures par mois **Merci de préciser si des intervenants extérieurs sont prévus et si un budget dédié est donné à la directrice pour les animations**		
Suivi médical du personnel	Les visites médicales périodiques : les collaborateurs People&baby rencontrent un médecin du travail à leur arrivée au sein de l'entreprise, au cours de leur période d'essai, puis périodiquement tous les deux ans. Les visites de reprise et de pré-reprise : une visite de reprise est obligatoire en cas d'absence pour : • Congés maternité • Cause de maladie professionnelle (peu importe sa durée) • Cause d'accident du travail (absence d'au moins 30 jours) • Cause de maladie ou d'accident d'origine non professionnelle (absence d'au moins 30 jours) Les visites de pré-reprises sont vivement conseillées pour toutes absences supérieures à trois mois. Les visites médicales à la demande du collaborateur Les visites du médecin du travail en crèche : périodiquement, les médecins du travail référents se rendent au sein des structures pour vérifier la qualité de l'environnement de travail. le médecin peut être accompagné de spécialistes (ergonomes, psychologues…), des aménagements spécifiques peuvent être déployés. Les vaccinations: People&baby s'engage à prendre en charge le coût lié à la vaccination lorsque cela s'avère nécessaire. Un accompagnement psychologique: intervenir un psychologue dont l'objectif est d'accompagner l'équipe dans son travail au quotidien, en plus des parents et des enfants Des formations gestes et postures PEOPLE&BABY DISPOSE POUR CHACUN DE SES SECTEURS D'UNE INFIRMIERE REFERENTE : elle a pour rôle de rédiger les protocoles sanitaires et de veiller à leur bonne application. Elle est joignable par les équipes et peut leur apporter son expertise. De plus, un Kit Protocole (obligatoire) est fourni à l'ensemble des crèches et comprend les marches sanitaires à suivre.	Suite à la nouvelle réforme des modes de garde, P&B doit allouer à chaque crèche un référent santé et accueil inclusif en fonction de la taille des structures. Le référent santé peut-être : • Un médecin spécialisé petite enfance • Un infirmier puériculteur • Un infirmier spécialisé petite enfance (ou témoignant de trois ans d'expérience auprès des enfants) La crèche Anne Sylvestre, qui compte 60 berceaux est dénommée comme étant une très grande crèche. Le référent santé doit faire 50 heures par an dont 10 heures par trimestre et 0.40 ETP d'infirmier. Nous avons intégré au budget l'intervention d'un médecin à raison de 6 heures par mois soit 72 heures par ans et 18 heures par trimestre et une infirmière dans l'équipe pourra faire le lien complémentaire à 0.40 % de son temps de travail.	

Formation du personnel	Organisme de formation agréé, Enfance Pour Tous propose aux professionnels du secteur de la petite enfance des formations variées. Près de 150 formations sont dispensées chaque année. programme de formation pour les personnels se déroulera en 3 étapes clés : Un bilan individualisé pour évaluer les compétences (Un audit des pratiques collectives en matière d'hygiène et de sécurité et à renouveler tous les ans Evacuation, o Geste et postures , HACCP, Protocoles sanitaires et médicaux; Un audit des pratiques « métiers » pédagogie, connaissance de l'enfant ; Le bilan des actions de formation déjà menées) Des formations incontournables pour se remettre à niveau Des parcours à la carte pour se perfectionner progressivement 2 jours de formation par personne et par an dédiés au personnel affecté au service, minimum Au sein de People&baby, la formation relève de six dispositifs : | Le Compte personnel de formation (CPF), | Le Congé individuel de formation (CIF), | La Période de professionnalisation (PP), | Le Fonds Paritaire de sécurisation des Parcours Professionnels (FPSPP), | Le plan de formation aux métiers de la Petite Enfance, | La taxe d'apprentissage. Au-delà des journées de formation, d'autres formations sont assurées en interne soit par la Directrice puéricultrice, soit par la Responsable opérationnelle. En plus des formations obligatoires et des formations pédagogiques reprises dans le guide de formation, P&B propose des ateliers autour de la relaxation et de la sophrologie dans le cadre du programme « génération durable » et de son axe « Zen ». People&baby a recruté un directeur régional sophrologue, Christophe Vigliano; mission : proposer de bâtir des programmes de formation liés à la relaxation et l'anticipation du burn-out. Pour sensibiliser l'ensemble des Directrices de crèches, des séances d'une heure sont organisées. De plus, des séances de yoga sont proposées au sein des crèches sur les temps de déjeuner 1 fois par mois selon le nombre de professionnel(le)s de l'équipe intéressés. proposer aux enfants une initiation à l'anglais dans chacune de nos crèches : volonté de recruter une professionnelle parlant bien l'anglais par section ou proposer à une personne par section une formation à l'anglais afin de permettre la mise en place de l'activité Imagine. Des intervenants extérieurs peuvent également être sollicités par l'équipe pour la mise en place de cette activité. Des conférences sont proposées chaque mois et les directrices peuvent y inscrire les pros de leur crèche ; des formations aux outils informatiques (Excel, Word, Logiciel de Gestion, Outil de commande, etc…) Formation pour les Directrices: Chaque directrice participe à des réunions inter-structures organisées tous les deux mois par la responsable opérationnelle + réunions de direction mensuelles sur des thèmes liés au management et à la gestion de structures petite enfance, L'accompagnement à une Validation des Acquis de l'Expérience (V.A.E.) : People&baby aide les professionnels à construire leur projet V.A.E., à choisir la certification correspondant à leurs acquis et à leur objectif La formation à l'intégration et à l'accueil d'enfants handicapés De nombreux outils de formation collective et individuelle sont mis à disposition de l'équipe éducative pour mettre en place un accueil de qualité pour les enfants porteurs de handicap ou de maladie chronique : | Formation interne : par des éducateurs spécialisés ou des professionnels partageant leur expérience | Formation externe : via des ateliers pédagogiques animés par des professionnels sur la prise en charge d'enfants porteurs de handicap (éducateur, psychomotricien, ergothérapeute, kinésithérapeute…).	Formation dédiée à l'Espace Snoezelen : La démarche de formation est évolutive en fonction de l'expérience des professionnels dans ce domaine. Nous travaillons sur 3 axes : 1. L'accompagnement des émotions du jeune enfant o Comprendre les spécificités du développement émotionnel de l'enfant (point sur les neurosciences) o Savoir faire des propositions en lien avec la gestion des émotions o Comprendre l'intérêt de la relaxation et savoir pratiquer des exercices de relaxation pour les enfants 2. L'aménagement d'un espace zen Penser l'ambiance et les propositions faites aux enfants o Choisir le matériel et constituer une salle zen o Adapter sa posture professionnelle dans la relation à l'enfant 3. L'accompagnement des équipes sur site o Observation de l'utilisation de l'espace zen par les enfants o Observation de la posture professionnelle o Temps d'échange o Réajustement de l'aménagement, des propositions, du choix du matériel pour les adapter aux besoins des enfants et les faire évoluer o Orientation pour accompagner l'enfant Chaque formation dure de 3h à 7h. Un suivi mensuel est proposé sur un semestre pour accompagner les équipes dans la mise en œuvre de ce projet et le faire évoluer au cours de l'année. Des pistes de travail sont donnés aux équipes. Elles les mettent en place, les testent sur un mois et font un retour ensuite sur ce qui a fonctionné, ce qui a moins bien marché, pourquoi, et comment réajuster. **Labellisation AFNOR CERTI'CRECHE** outil de pilotage qui permet de fixer des objectifs concrets et mesurables pour améliorer l'engagement. Les avantages : | Garantir une qualité de service constante aux familles et aux enfants | Disposer d'un outil pratique d'organisation et d'amélioration continue de la qualité de service | Harmoniser vos bonnes pratiques | Valoriser votre savoir-faire et votre professionnalisme | Proposer une démarche innovante aux parents	
MOYENS MATERIELS			
Procédure de sélection des fournisseurs **Procédures de commande (travaux ou matériel) en interne**	Dans le choix de ses fournisseurs, People&baby : doivent partager les mêmes valeurs et répondre à la démarches environnementales et écocitoyennes de P&B : respect des normes européennes et françaises. une attention particulière à la politique RSE des fournisseurs. ***choix des couches BAMBO Nature (fabriquées au Danemark)*** | Couches écologiques élues « Meilleurs Produits Eco 2020 » | Couches certifiées : Nordic Swan, FSC, Dermatologically Testes, Asthma & Allergy | Couches répondant 100% aux recommandations de l'ANSES | Cellulose 100% certifiée FSC garantissant une gestion durable des forêts | 0% de parfum, sans lotion ajoutée | Ne contient ni résidu de lotion, parfum, chlore, colophane, latex, phtalates et parabens		
Plan de renouvellement du matériel sur la durée du contrat	4 333 € au titre du renouvellement du matériel de la structure et du gros entretien exceptionnel sur le marché, soit 867 € par an		
Plan d'investissement sur la durée du contrat	**<u>investissements initiaux :</u>** Investissements incorporels 5 374,00 € Investissements corporels 81 276,14 € *Accueil - bureau - administratif 5 257,80 €* *Espace du personnel 3 941,00 €* *Buanderie / ménage 2 903,66 €* *Cuisine et biberonnerie 5 425,00 €* *Espaces enfants 63 748,68 €* **<u>Total 86 650,14 €</u>**	**ajout de cases à chansons (30 euros pièces) : pourra être évoqué après l'installation de la crèche et les travaux d'emménagement** **une reprise en peinture d'un mur par section et par dortoir ainsi que la mise en place de papier peint graphiques au niveau des entrées R+0 et R+1. Pour cela nous comptons 1 semaine de travaux et 8 000 € HT de budget** **L'aménagement mobilier est quant à lui prévu sur deux semaines (à cela s'ajoute le temps d'approvisionnement d'environ 6 à 8 semaines).**	

<u>2 - LES QUALITES DU CONTENU DU PROJET D'ETABLISSEMENT GARANTISSANT NOTAMMENT LA QUALITE DE SERVICE RENDU AUX USAGERS</u>

PEOPLE AND BABY			
	OFFRE INITIALE 10 septembre 2021	**OFFRE COMPLEMENTAIRE 10 décembre 2021**	**OFFRE FINALE 14 janvier 2022**

Projets social, éducatif et pédagogique	usage des locaux : P&B aménage les espaces autour de 5 espaces d'éveil socles (Livres, manipulation, ressources, moteur, "Comme des Grands" imitation) ; faciliter le "libre accès" et l'autonomie des enfants. ces espaces sont en continuité avec les espaces extérieurs. + Espaces multisensoriels, jeux d'eau, espaces nature et espaces extérieurs **Projet social:** accueillir au mieux les familles provenant d'un milieu défavorisé - une attention particulière à travailler avec le CCAS de la collectivité. programme « protection de l'enfance », sur demande de la PMI ou d'une assistante sociale, les professionnels sont en mesure d'accueillir des enfants à l'environnement familial difficile: un accueil spécifique sera préparé avec l'organisme demandeur et l'équipe des crèches sous supervision de la directrice. **Projet sanitaire:** - action de promotion de la santé en direction des parents: | réunions thématiques d'information par trimestre, avec un spécialiste (médecin, psychologue…) sur des thématiques liées à la petite enfance (exemple: les maladies infantiles). | Visite du médecin auprès des enfants dans le cadre de ses vacations, en présence des parents. Le médecin observe également en section pour faire du dépistage. | Des fiches conseils hebdomadaires affichées à l'entrée de chaque section sur un sujet donné. Sur les 45 fiches mises en place au cours de l'année, 15 concernent spécifiquement la thématique de la santé, (exemple : la bronchiolite). | L'infirmière surveille la bonne tenue du carnet de santé et répond aux questions des parents (allaitement, développement psychomoteur…) | Des conseils personnalisés au travers du cahier de vie. un plan d'action dédi**é « mission Handicap »,** constituée de professionnels de l'accueil du jeune enfant aux profils sanitaires et éducatifs, d'un architecte, d'un responsable des achats, et des membres du CHSCT: Plusieurs crèches pilotes ont été identifiées afin d'être le relai actif de la mission Handicap. Les bonnes pratiques identifiées sont formalisées et diffusées à l'ensemble des structures. De plus, une charte d'accueil individualisé des enfants porteurs de handicap a été élaborée par la mission. **Plan d'action Handicap:** Action 1 Soutenir financièrement l'aménagement de structures collectives Petite Enfance pour l'accueil d'enfants ou de parents porteurs de handicap. Action 2 Renforcer l'accès à la formation pour les équipes Action 3 Diffuser les bonnes pratiques en matière d'accueil et d'intégration des enfants porteurs de handicap en structure Petite Enfance Action 4 Participer à des projets de collectivités locales favorisant l'accueil d'enfants ou de parents porteurs de handicap dans des structures d'accueil collectif de la Petite Enfance. Accueillir les parents d'enfants porteurs de handicap: le psychologue des crèches recevra les parents pour un temps d'échange les premières semaines d'accueil de l'enfant. **Mission Handicap** S'agissant des enfants porteurs de handicap ou de maladie en milieu collectif un plan d'action spécifique est déployé par une mission handicap dédiée Le protocole d'accueil défini est | Préparer l'accueil avec l'enfant, son entourage et des professionnels | Proposer un accueil adapté à l'enfant | Apporter un soutien aux parents | Accompagner les professionnels (formations, soutien, temps d'échange). Par ailleurs, **la Fondation People&baby pour l'enfance**, sous égide de la Fondation de France, nous permet d'élargir notre engagement en faveur de l'accueil des enfants porteurs de handicap en crèche collective. **comment sont identifiées les crèches pilotes, sur quels critères?** **Projet pédagogique**: Mettre en pratique la bienveillance: Accueillir la singularité et les particularités de l'enfant quel que soit sa culture, son milieu social, son handicap Former les équipes : formations continues et en ateliers pédagogiques (émotions, communication positive, postures et positionnements professionnels bienveillants, Créer des outils: Création d'une Charte bienveillance, -Réalisation de vidéos sur les attitudes à adopter pour entrer en relation avec l'enfant -Fiches pratiques annexées au projet pédagogique (le repas, le sommeil, le jeu libre…) **Proposer des ateliers pédagogiques autour de l'éveil des sens:** Des ateliers pédagogiques socles sur 6 thématiques permettent de multiplier les expériences et d'éveiller les sens de l'enfant. Les thématiques Baby Maestro et Baby Conteur offrent une diversité de sonorités musicales et langagières, celle de Baby Chef offre un éveil au plaisir du goût et du mélange des textures, la thématique Baby Artiste accompagne l'enfant dans son expression créatrice, celle de Baby Archi offre des possibilités de construction en 3 dimensions et la compréhension de l'espace, et la thématique Baby Explorateur sensibilise et stimule l'enfant à la nature et à la découverte de son environnement. mettre en place un **partenariat avec l'école maternelle Marie-Marvingt:** faire découvrir l'école aux enfants et les familiariser avec les lieux ; Par petits groupes et accompagnés de professionnels, les enfants de plus de 3 ans seront immergés à l'école sur une demi-journée 2 fois durant le dernier trimestre. Un projet passerelle permet d'assurer une cohérence éducative entre professionnels et de collaborer avec les parents pour une continuité éducative des enfants de 2-4 ans.. **Avez-vous déjà des expériences similaires sur la Ville de passerelle école-crèche ?** Volonté de s'appuyer sur les commerces locaux (pain, fleurs, ...) et d'aller les rencontrer. **Des expériences similaires déjà sur la Ville ?**	La certification AFNOR Certi'crèche est un outil de pilotage qui permet de fixer des objectifs concrets et mesurables pour améliorer l'engagement. Si la ville d'Issy-les-Moulineaux en collaboration avec People & Baby souhaite valoriser la qualité de l'accueil et du service de ses établissements de la petite enfance, ce label peut nous y aider. Comme évoquer lors de notre rencontre nous nous engageons à mettre en place les démarches nécessaires à cette certification en partenariat avec la ville. Cette certification n'a pas d'impact financier pour la collectivité.	
Protocoles	En cas de danger | Un protocole de conduite à tenir en plan Vigipirate | Un protocole de confinement et une fiche réflexe « Risque Attentat ou Intrusion extérieure », inspirée de la circulaire n° DGCS/SD2C/2016/261 du 17 août 2016 | Plan de formation pour nos collaborateurs | Un kit de confinement : matériel de soin, couvertures de survie, lampe autonome, radio portative, denrées non périssables, etc... | Mise à disposition d'un numéro d'urgence en cas de crise | Une Fiche Reflexe. hygiène / propreté des protocoles de nettoyage remis à chaque collaborateur et affiché dans les structures. Médical: L'infirmière référente de People&baby sur le secteur met en place un certain nombre de protocoles et suit leur bonne utilisation + formation du personnel et appropriation Formation sur les signes d'alerte et d'urgence chez le nourrisson et l'enfant People&baby s'engage à mener une campagne d'information sur la vaccination auprès des parents. Protocole sanitaire: création du plan violet pour faire face aux risques d'épidémies en mettant en œuvre les moyens, pratiques et formations nécessaires pour permettre de garder l'établissement ouvert et de protéger les adultes et les enfants. un protocole d'accueil d'enfants en situation de handicap Sensibiliser les équipes au handicap en EAJE ; les équipes sont formées à repérer et signaler des troubles dans le comportement d'un enfant Développer l'intégration et l'accueil des enfants : L'admission d'un enfant présentant un handicap est prononcée au cas par cas après avis du pédiatre, sur la compatibilité du handicap avec la vie en collectivité. ; Il est également nécessaire de prendre en compte les ressources et le mobilier dont la crèche dispose afin de préparer au mieux l'arrivée de l'enfant et d'installer, si besoin, du matériel spécifique. Formation en interne et en externe des pros pour l'accueil de l'enfant en situation de handicap		

Implication des famille	**Allaitement :** | L'allaitement à la crèche : l'ensemble des crèches équipées de fauteuils d'allaitements disposés à l'abri des regards, dans des espaces dédiés lorsque cela est possible. | Apporter le lait maternel à la crèche est possible sous certaines conditions d'hygiène. Si nécessaire, People&baby s'engage à fournir à la crèche des tire-laits pour que les mamans soient en mesure de tirer leur lait à la fois à leur domicile et à la crèche. | L'allaitement mixte : lait maternel matin et soir et lait de la crèche le reste de la journée ***Relations avec les parents et outils de communicatio***n Des cafés et des goûters parents Des conférences sur la parentalité animées par des spécialistes Des réunions toute l'année L'organisation de temps festifs Le cahier de vie de l'enfant Des panneaux photos Des panneaux d'affichage Des mails envoyés régulièrement Le journal de la crèche newsletter ou gazette L'espace crèche » est une plateforme en ligne dédiée à la structure et sécurisée à destination des familles Le conseil d'établissement : Il se compose de la directrice de l'établissement, un représentant de la collectivité, 2 repéré sentant de parents et 1 suppléant.		
Sorties ou partenariats avec des structures extérieures	Proposition de passerelle vers les maternelles de secteur pour les Grands avec des journées d'immersionliens avec les médiathèque Centre-Ville et des Chartreux: sorties en petits groupes + emprunt de livresMarché place de la république: y emmener les enfantsFaire des liens avec les acteurs locaux: Chaque structure possède un budget pédagogique lui permettant de faire appel aux intervenants extérieurs de son choix dont des exemples| Les associations et clubs sportifs ; L'association PeggYoga ; L'association Music'Ici ; la Caserne des pompiers d'Issy ; Le Cube ; profiter du parc de l'Ile saint germainLa ferme pédagogique itinérante ; La compagnie Enfance et Musique ; L'association « Lire et faire lire » ; Partenariat intergénérationnel: Les enfants des multi-accueils d'Issy-les-Moulineaux pourront se rendre à la Résidence seniors de la ZAC Coeur de Ville		
Modalités de facturation aux familles	Annualisation (conformément au Règlement de fonctionnement de la Ville)		
Fermetures annuelles Horaires d'ouverture	230 jours d'ouverture **horaires** : 8h à 19h amplitude horaire 11 heures **Fermetures :** 4 semaines de fermeture dans l'année • 3 semaines en été • 1 semaine entre les fêtes de fin d'année • 2 journées pédagogiques par an		

3 - L'ORGANISATION MISE EN PLACE POUR LA GESTION DE LA CRECHE

PEOPLE AND BABY

	OFFRE INITIALE 10 septembre 2021	**OFFRE COMPLEMENTAIRE 10 décembre 2021**	**OFFRE FINALE 14 janvier 2022**
ORGANISATION POUR LA REPRISE EN GESTION	Parcours d'intégration des nouveaux salariés ; un cursus spécifique pour la Direction (directrice « marraine ») ; attribution d'un référent RH et d'un référent paie pour la crèche pour les nouvelles équipes ; Des réunions d'information, d'écoute et de communication avec les nouvelles équipes et les services support du siège		
OFFRE ALIMENTAIRE ***Fournisseurs Type (liaison froide ou préparation sur place) Aliments BIO Tranches d'âge et composantes Type et qualité des denrées Contrôles sanitaires***	**prestataire de restauration API** **Lait: Everymilk (lait bio fabriqué en France pour People&baby)** L'offre « Premier Pas » intègre des composantes BIO dans ses menus + fort savoir-faire en matière d'approvisionnement local et issu de l'agriculture biologique: | 50% de produits BIO par enfant par repas | Des repas « épicuriens » afin de faire découvrir aux enfants des produits différents de ceux proposés en crèche habituellement (roquefort, fougasse, smoothie, etc…) et d'éveiller leur goût | Des menus établis régionalement pour respecter la saisonnalité des produits en approvisionnement local (-180km autour de la cuisine centrale) | De nombreuses animations pour les fêtes (chandeleur, etc…) | Des menus à thèmes : un menu « couleur » ainsi qu'un menu « cuisine du monde » une fois par mois Api dispose d'outils de communication à destination des parents notamment une application mobile pour être informé en temps réel et connaître chaque jour les menus. **politique alimentaire avec notamment:** enfants de 6 à 12 mois: interdiction des produits OGM; interdiction des acides gras dans biscuits et pâtisseries enfants de 13 à 18 mois: poisson (interdiction des zones de pêche à risque et suppression des espèces sensibles) plus de 18 mois : interdiction des produits ionisés ; interdiction de l'huile d'arachide et de l'huile de soja; respect recommandation ANSES sur les teneurs en sel. toutes les viandes françaises recettes de sauces et bouillons à base de légumes bio pour les desserts et gouter des pâtisseries "maison" ; qui pourront être réalisés avec les enfants dans le cadre des ateliers Baby Chef. Biscuits sans huile de palme ni matières hydrogénées 75 à 80% de produits frais utilisés dans les repas servis aux enfants. respecter la saisonnalité et adapter les menus aux produits disponibles **le label Crèche bio** proposer 3 éléments bio par jour et par enfant minimum dans nos menus pour chaque tranche d'âges. Les produits bio proposés toute l'année sont notamment les pommes, carottes, betteraves, quinoa, lentilles, pois cassés, boulgour, pâtes, riz, semoule et œufs politique d'approvisionnement de proximité : de nombreuses denrées issues de productions locales et régionales. Si les récoltes locales ne permettent pas d'assurer les approvisionnement BIO toute l'année, les produits bio français sont alors privilégiés. **Animations** atelier Baby Chef : En petits groupes, l'enfant va manipuler des textures, des saveurs, et des odeurs variées. Il est initié aux bons produits et commence à éduquer son goût		

	la semaine du Goût et la semaine Fresh 'attitude **programme de sensibilisation au gaspillage alimentaire.** Le programme « moi, moche et bon » valorise les fruits et légumes dits « moches » aussi bien dans nos menus que dans la communication qui en est faite auprès des enfants et des parents: dégustation de fruits "moches" ; affichage ludique pour parents et enfants **Le recyclage des contenants** L'ensemble des repas proposés par API Restauration sont livrés dans des barquettes recyclables ; un protocole est défini entre la crèche et API Restauration pour que le livreur puisse facilement récupérer ces barquettes au préalable lavées et protégées. Les barquettes sont recyclées via des organismes spécialisés. D'ici 2020, notre partenaire API Restauration s'est contractuellement engagé à stopper l'utilisation de conditionnement en matière recyclable pour proposer uniquement des contenants réutilisables. Est-ce désormais le cas ? Pour l'approvisionnement quotidien en pain, nous souhaitons développer un partenariat à l'année avec des boulangeries locales et idéalement proches des crèches. Si les établissements sont accessibles à pieds depuis les crèches, nous pourrons envisager, d'avec votre accord et en fonction du nombre d'enfants présents, des sorties d'une professionnelle accompagnée de deux enfants pour aller acheter le pain.		
Reporting	demande de People and Baby de décaler la date de remise des rapports annuels d'activité au 1er mai au lieu du 15 avril comme demandé dans le cahier des charges. P&B propose que la ville puisse avoir accès à une interface synchronisée avec Mikado pour suivre en direct l'activité des crèches **<u>contrôle par la collectivité</u>**: chaque mois une fiche info chaque semestre un bilan chaque année un rapport Un mini-site dédié pour donner à la collectivité l'accès en continu aux informations de gestion: profil utilisateur spécifique pour la collectivité donnant accès aux fiches familles de tous les enfants inscrits, aux taux d'occupation ainsi qu'aux fréquentations réelles constatées sur les structures. Elle pourra également consulter les factures et les règlements. (une formation délivrée dédié sera proposée.) La collectivité aura accès aux taux d'occupation des structures de façon journalière, hebdomadaire et mensuelle ainsi qu'aux plannings et à la présence réelle détaillée par enfant. La collectivité pourra consulter la liste des factures émises ainsi que le détail de chaque facture. Elle aura également accès aux règlements ce qui lui permettra d'avoir une vision sur les retards et les impayés ainsi que sur les montant réellement perçus.		
Outils de gestion à la disposition de la directrice	Attribution des places en crèches: P&B propose d'accompagner la Ville dans la définition de critères et pour le choix des places à attribuer | Des critères d'éligibilité: Attendre la naissance d'un enfant (à confirmer dans les 2 semaines suivant la naissance) ou avoir un enfant de moins de 5 ans ; ou Résider ou travailler dans un périmètre géographique défini avec la collectivité | Des critères de classement: Ils doivent permettre une gestion efficace et équitable de l'ensemble des demandes parents, et garantir aux familles bénéficiaires du service une réponse sur mesure à leurs besoins. | Des critères de départage (en cas d'égalité entre familles): | Age de l'enfant pour une répartition équilibrée les tranches d'âges dans chaque structure; ou Date de dépôt de la demande de pré-inscription A la suite de la commission d'attribution, P&B propose la constitution d'une liste d'attente complémentaire: en cas d'absence d'enfants (maladie, vacances), les familles sont contactées pour une proposition d'accueil temporaire de courte durée pour leur enfant ; L'objectif est d'optimiser l'occupation de la crèche pour qu'un maximum de familles puisse bénéficier de ce service d'accueil pour jeunes enfants. voir les critères proposés page 18 Mémoire technique. Outils de suivi des présences des enfants et des pros: tablette à l'entrée de la crèche pour que les familles badgent en arrivant (suivi du temps de présence réel de l'enfant) idée de P&B de relier le badgeage des enfants au système de pointage des pros afin de déterminer en temps réel les taux d'encadrement nécessaires. logiciel Mikado: outil de suivi de toutes les données de la crèche (les directrices y sont toutes formées) chaque directrice est sensibilisée à l'optimisation du taux d'occupation de la crèche; un guide opérationnel dédié au suivi du TO lui est transmis ; + suivi du responsable opérationnel et de la direction financière sur le TO. P&B propose que la ville puisse avoir accès à une interface synchronisée avec Mikado pour suivre en direct l'activité des crèches Audits biannuels: (cf p25 mémoire technique) Audit P pédagogique Audit S sanitaire et S sécuritaire Audit Administratif Cahier de suivi de la maintenance Un référentiel de Bienveillance		
Mesure de la satisfaction des usagers	Une enquête de satisfaction People And Baby est menée deux fois par an auprès des usagers et analysée puis remise à la Mairie d'Issy Les Moulineaux. Une enquête de satisfaction est également réalisée par la Mairie une fois par an.		
Actions mises en œuvre dans le cadre du développement durable	People&baby intègre son plan de maîtrise interne en faveur des économies d'énergies basé sur deux axes majeurs que sont La sobriété énergétique et L'efficacité énergétique: - La sobriété énergétique: prévention, la sensibilisation et, de facto, le changement des comportements du personnel dans son utilisation des énergies. - L'efficacité énergétique: actions et/ou des outils permettant de réduire la consommation d'énergies liées à l'activité, notamment grâce au progrès technique People&baby pourrait ainsi proposer de mettre en place un diagnostic de performance énergétique (DPE) au démarrage de la gestion d'une crèche. Ce diagnostic permet de connaitre la qualité des infrastructures et de mettre en place un plan de maîtrise de la demande en énergie ayant pour objectif : | La diminution du gaspillage énergétique | La réduction de la demande en énergie (gaz, électricité) | La diminution de la précarité énergétique (favoriser l'achat de matériel et équipement peu énergivore même si ceux-ci semblent plus chers à l'achat) des fiches et procédures de bonnes pratiques et des gestes écocitoyens sont transmises à l'ensemble du personnel encadrant. **Autres action**s: l'utilisation de supports dématérialisés est préconisée ; People&baby fournit uniquement des supports dits « lettres vertes ; l'utilisation d'ampoules basse consommation ; People&baby met à disposition de son personnel des tenues écoresponsables réalisées à partir de fibres recyclées ; People&baby met à disposition de ses salariés des vélos ; optimisation des commandes et livrassions de matériels et fournitures pour limiter les camions campagne de réduction des déchets que ce soit au sein même de son réseau de crèches ou bien directement au siège de l'entreprise: réduire le volume d'emballage ; Une diminution du poids des emballages ; réduire le recours et le poids de la matière plastique; d'emballages biodégradables ou recyclables, P&B a développé des collectés (cartouches, ampoules, piles; équipements électroniques...) tri sélectif dans les crèches	<u>détailler vos actions de sensibilisation à la réduction des déchets et ce qui pourra être mis en place concrètement à la crèche Anne Sylvestre :</u> **LA BONNE GESTION DES DECHETS** A travers sa certification ISO 26 000 en faveur d'un mangement responsable et sociétale, People&baby mène une campagne de réduction des déchets que ce soit au sein même de son réseau de crèches ou bien directement au siège de l'entreprise. Un travail important a été engagé auprès des fournisseurs afin d'impulser une véritable politique de diminution des emballages. Pour cela un poste spécifique de Chef de Projets & Méthodes Durables, a été créé au sein du service Achat. De cette manière, les critères environnementaux font partie intégrante des exigences lors du référencement des fournisseurs, favorisant notamment : | L'emballage en vrac plutôt qu'en conditionnements individuels pour réduire le volume d'emballage | Une diminution du poids des emballages : il s'agit autant du contenant des fournitures/denrées que de l'emballage servant au transport (réduction des épaisseurs), | L'introduction de bulles d'airs dans les emballages permet de réduire le recours et le	

	Choix des fournisseurs: jeux produits en bois FSP, papier PEFC, couches BAMBO bénéficiant de nombreux labels, nettoyage par électronise ; vêtement en matériaux recyclés, partenariat avec des entreprises de recyclage et valorisation pour les consommables (papiers) et objets usagers. **projet éducatif Génération Durable.** Insertion et sensibilisation à la nature: l'installation d'un bac à potager sur chacune de nos structures ; Sur certaines structures, au-delà du végétal, nous proposons aux enfants la découverte des animaux avec l'installation d'hôtel à insectes, de poulailler, ou le recours à des biquette pour la tonte du gazon. Valoriser le recyclage: l'atelier Recycl'tTout, nous valorisons la réutilisation des éléments dans les activités proposées en crèche Sensibilisation des familles: containers pour objets à recyclés dans la crèche pour les familles. La journée verte: journée organisée chaque année Démarche certifiante: inspiration du label écolo crèche ; analyse des pratiques et mise en place d'un plan d'action ; la crèche produits des rapports d'actions mises en place et d'avancement des projets. ***quels projets pour les crèches de l'appel d'offre, quels objectifs de labellisation s'il y en a ? avez-vous des objectifs chiffrés de baisse de consommation dans le cadre de votre plan de maitrise d'énergie et Génération Durable?*** **Hygiène/ entretien** gamme ECOLAB spécialisée dans la conception de produits d'hygiène et d'entretien non polluants. L'intégralité de nos produits sont livrés dans des conditionnements de grandes tailles afin d'être rendus et recyclés après utilisation. People&Baby utilise le procédé everyclean®, technologie d'électrolyse 100% biodégradable, remplace ainsi 80% des détergents et désinfectants usuels ; à l'exception des produits anticalcaires qui peuvent être remplacés par des solutions au vinaigre blanc	poids de la matière plastique. | La mise en place d'emballages biodégradables ou recyclables, dès que cela est possible DES ACTIONS CONCRETES AU QUOTIDIEN People&baby a développé un partenariat de collecte : | Des cartouches d'encre usagées susceptibles de polluer l'environnement. | Des ampoules usagées, | Des piles et accumulateurs usagés, | De l'équipement électrique et électronique (ordinateurs, téléphones portables, souris, carte mère, sont ainsi confiés pour être reconditionnés), | De papiers de bureau, dossiers, | D'autres déchets (CD ROM, …) People&baby applique une politique de tri sélectif au sein de ses crèches. L'efficacité du tri repose essentiellement sur les individus.	
Commercialisation des berceaux aux entreprises	**développer la fréquentation des structures (hors places entreprises):** P&B constate que l'occupation des places disponibles en multi-accueil n'est pas toujours optimale dans la mesure où les temps de contractualisation ne couvrent pas l'intégralité de l'amplitude d'ouverture des structures et que des absences ponctuelles sont constatées possibilité de s'appuyer sur la capacité maximale d'accueil différente de la capacité d'agrément. <u>Les leviers:</u> - sensibiliser les familles à anticiper et prévenir leurs absences: La gestion dite « socialement rentable » est de sens fiabiliser les familles à une gestion plus partageuse du service public dont elles bénéficient - Constituer une liste d'attente pour encourager l'accueil occasionnel (valoriser les places vacantes auprès de familles en recherche d'un mode de garde sur une période définie.): un partenariat collectivité-gestionnaire : la collectivité définit le cadre de l'accueil occasionnel + flexibilité au délégataire pour attribuer les places vacantes : permet à la direction de l'établissements de gérer en temps réel l'attribution des places occasionnelles (réactivité pour valoriser au maximum l'occupation des places disponibles momentanément au sein des structures.) La liste d'attente (familles non retenues pour accueil régulier + familles s'étant manifesté pour de l'accueil occasionnel) = vivier riche de parents en recherche ponctuelle de mode de garde. La direction les recontactera en priorité pour leur faire bénéficier des places vacantes temporaires. avec ce système le taux d'occupation, peut être valorisé de 4 à 15% selon la zone géographique. - mieux faire connaitre les crèche et ce mode de fonctionnement: référencer les établissements au sein des plateformes web P&B (crèche pour tous - réseau ; People&baby, crèches lib') + Flyers + réunion de présentation aux familles du territoire - Occupancy manager: recense les demandes privées non abouties : parmi les demandes de places en crèche, il collecte celles qui n'aboutissent pas par un financement entreprises pour les revaloriser au titre de places occasionnelles en fonction des disponibilités sur la crèche demandée par la famille. Pour ce faire il est en charge du partenariat avec Pôle Emploi et propose différentes actions de communication pour promouvoir les places libres. - People&baby a créé le dispositif Crèche Solidarité Emploi en partenariat avec Pôle emploi : contribuer à la réinsertion professionnelle des parents en difficulté. les structures People&baby s'inscrivent dans ce dispositif et accueillent des enfants de familles ayant des impératifs liés à leur parcours professionnel : libérer les parents dans leurs démarches via une garde ponctuel Commercialisation des places entreprise : 9000 € la place | Crèche ANNE SYLVESTRE : 20 places calendrier : 2022 : 6 places 2023 : 12 places 2024 : 20 places 2025 : 20 places 2026 : 20 places		
GESTION DU BATIMENT ***Moyens humains Procédures internes Maintenance (prestations proposées par rapport aux équipements) Réparations Urgences***	<u>Plan de Maîtrise Sanitaire (PMS) est une exigence qui découle du « Paquet Hygiène » de l'Union Européenne:</u> Des contrôles en temps réel sont effectués chaque jour Un guide présent dans chacune des crèches Manuel HACCP est en parfaite conformité avec la norme ISO 22000 (Vidéo de rappel des bonnes pratiques disponibles pour les agents Pour les interventions de laboratoires afin effectuer des analyses de l'eau et des bactériologiques et analyse de l'eau, le prestataire national est Silliker (appartenant au groupe Mérieux NutriSciences). <u>Veiller à la qualité de l'air:</u> Le dispositif réglementaire (2018 – 2023) du Ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer impose la surveillance de la qualité de l'air dans les établissements d'accueil collectif d'enfants de moins de six ans au 1er janvier 2018. Toutes les crèches People&baby sont équip**ées d'un purificateur d'air qui élimine 99,95% des allergènes et polluants dans l'atmosphère.** **y-a-t-i un purificateur dans chaque section ?**		

4 - LES CONDITIONS FINANCIERES PROPOSEES SUR LA DUREE DU CONTRAT

PEOPLE AND BABY

	OFFRE INITIALE 10 septembre 2021	OFFRE COMPLEMENTAIRE 10 décembre 2021	OFFRE FINALE 14 janvier 2022
Amortissement	**86 650 € d'investissement en début de contrat**		96 786 € d'investissement en début de contrat
Provisions	**<u>4 333 € au</u> titre du renouvellement du matériel de la structure et du gros entretien exceptionnel sur le marché, soit 867 € par an :** **mobilier et matériel enfant amortissable : 1299.75 €**		

	mobilier et matériel adulte amortissable : 433.25 **aménagements intérieurs (peintures...) : 2 599.50 €**		
Budget fournitures			
Budget bâtiment	**Budget contrats de maintenance : 9 266 €** **Budget entretien et réparations : 6 642 €**		
Budget RH	recrutement d'une équipe complète de 22 ETP dont 17 ETP auprès des enfants**Salaires brut annuel : 524 280 €Charges patronales : 133 109 €**	**détail de la ligne du CEP "personnel intérimaire":**Le pool de volante permet à P&B de limiter grandement l'intérim. Malgré un pool de volant qui s'étoffe au gré des ouvertures de structures, P&B doit parfois faire appel à des agences d'intérim spécialisées dans le domaine de la petite enfance. Le recours aux contrats d'intérim représente moins de 20% de ce poste de dépense.	
Frais de siège ou frais de gestion	**répartition des Frais de siège :** Direction générale 13% Coordination 21% Ressources humaines 31% Informatique 5% Comptabilité 19% Charges diverses de gestion courante : 12 %	: • Anne-Sylvestre : **721 € soit par berceaux (ancien tarif 846 €)** Ce montant a été revu à la baisse pour cette offre par People and Baby "afin de vous démontrer notre volonté de travailler avec la ville d'Issy-les-Moulineaux"	
Redevance	Valeur déterminée au regard du prix bas au m² à la location sur le secteur, soit 20 € TTC / m² / moi soit 240 €/m²/an. **calculer la redevance suivante :** 885 m² x 20 = 17 700 € TTC par mois soit **212 400 € TTC par an, arrondi à 210 000 € TTC par an pour la** crèche Anne Sylvestre. 2022 : 88 027€ 2023 : 210 000 € 2024 : 210 000 € 2025 : 210 000 € 2026 : 210 000 € 2027 : 122 548 €	nouvelle offre avec une redevance affichant un prix au mètre carré revu à la baisse (soit 15 € au m²). Cette charge pourra être révisée selon votre souhait Mode de calcul : à partir du site Agorabiz (loyers bureaux situés dans la même zone), mais également sur les loyers des crèches P&B situées dans le secteur. De cette étude ressort un loyer moyen/bas au mètre carré de 20 € TTC : 13 275 € par mois 2022 : 66 650€ 2023 : 150 000 € 2024 : 150 000 €€ 2025 : 150 000 € 2026 : 150 000 € 2027 : 92 786 € **valeur annuelle de la redevance arrondie (devrait être de 159 00 euros par an) ; est-il possible d'avoir votre offre définitive avec une redevance à 20 euros le m² TTC, sans impact sur participation de la ville et reprenant les données financières de votre offre du 10 décembre 2021?**	Pour répondre à votre demande nous appliquons donc un prix au m² TTC de 20 € par mois soit 240 € TTC / m² / an soit une redevance globale de 212 400 € TTC par an pour la totalité de la surface intérieure de la crèche soit 885 m². cela entraine naturellement une modification des charges pour la Ville ; L'augmentation des charges, nécessitant une augmentation des recettes pour obtenir un CEP à l'équilibre.
Taux d'occupation	**78%**	P&B prévoit un TOF à 78% sur la première année de délégation allant progressivement jusqu'à 80% sur la dernière année de délégation ; le CEP propose de prendre en compte cette évolution	
Taux de facturation	**heures facturées 118 404 (2023)** **107 %**	**heures facturées 119 922 (2023)** **107 %**	
Erreurs		**Le tableau récapitulatif de fin du document de réponse aux questions est faux, il y a des erreurs dans les sommes et montants indiqués : le total des charges n'est pas correct et le coût par berceaux est faux puisque se base sur 60 berceaux alors que la participation de la Ville porte sur 40 berceaux.**	
Sincérité des postes budgétaires		**Modif : description Impact financier - Année pleine** **Modifications au 10/12/2021** Evolution du TOF de 78 % à 80 % sur la durée du contrat (ici 2023): - 9 108 € Baisse de la redevance à 15 € par m² au lieu de 20 € par m²: - 51 000 € Baisse de notre rémunération à 170 € par berceaux et non 200 € - 2 304 € Baisse des frais de siège - 6 756 € Archi : Peinture et papier peint + 1 922 € détailler le poste « honoraires » et ce qu'il comprend ? Le poste honoraire comprend les postes de charges déplacements, fêtes et réception	Afin de montrer à la ville d'Issy-les-Moulineaux notre souhait de partenariat **Modif au 12/1/2022 : description Impact financier - Année pleine** Suite demande de la ville d'Issy-les-Moulineaux - Redevance à 20 € TTC / m² / mois : +53 400 € Baisse de notre rémunération à 130 € par berceaux et non 170 € : - 3 072 € Baisse des frais de siège - 1 351 €
Participations familiales	L'effort horaire est estimé à 2,67 € par heure d'accueil facturée ; Cela permet de calculer la participation des familles suivant la formule ci-dessous**Recettes PSU des familles = Effort horaire * Nombre d'heures d'accueil facturées**	**prévu 186 446.40 € par an dans la première offre2e offre prévoit : 191 875 € en 2023 et 194 304 € pour 2025 et 2026**	
Subvention CAF	Les recettes PSU CAF sont donc calculées de la manière suivante : **Recettes PSU CAF = (Montant de PSU * Nombre d'heures d'accueil facturées) - Recettes PSU des familles** **Tarif horaire PSU retenu 5,78 €**	prévu **494 928 €** par an dans la première offre 2e offre prévoit : **501 273 €** en 2023 et 2024 et **507 619 €** pour 2025 et 2026	
Subvention du CD	Le conseil départemental du 92 accorde une subvention estimée à 0,22 € par heure facturée pour 2022. Cette estimation a été faite sur la base des montants des subventions versées en 2019 et 2020 par le conseil départemental : 0,40 € / heure facturée en 20219 et 0,33 € / heures facturées en 2020 soit une baisse de 18%. P&B a appliqué cette baisse sur 2021 et 2022 afin d'obtenir le montant 2022	prévu 26 048**€** par an dans la première offre2e offre prévoit : **26 382€** en 2023 et 2024 et 26 716 **€** pour 2025 et 2026	
Participation des entreprises	Commercialisation des places entreprise : 9000 € la place | Crèche ANNE SYLVESTRE : 20 places calendrier : 2022 : 6 places : 54 000 € 2023 : 12 places : 108 000 € 2024 : 20 places : 180 000 € 2025 : 20 places : 180 000 € 2026 : 20 places : 180 000 € TOTAL : 702 000 €	Commercialisation des places entreprise : 9000 € la place | Crèche ANNE SYLVESTRE : 20 places calendrier : 2022 : 6 places : 22 635 € 2023 : 12 places : 108 000 € 2024 : 20 places : 180 000 € 2025 : 20 places : 180 000 € 2026 : 20 places : 180 000 € 2027 : 20 places : 105 041 € TOTAL : 702 000 €	
Participation de la Ville	Participation brute : 2022 : 186 991 € 2023 : 423 418 € 2024 : 351 418 € 2025 : 351 418 € 2026 : 351 418 € 2027 : 197 955 €	Participation brute : **baisse de la participation brute de la Ville et baisse de la participation en lien avec la commercialisation des places entreprise.** 2022 : 162 655 € 2023 : 356 279 € 2024 : 284 279 € 2025 : 275 171 € 2026 : 275 171 € 2027 : 153 471 €	Participation brute (hausse pour donner suite à revalorisation de la redevance) 2022 : 183 195 € 2023 : 405 255 € 2024 : 333 255 € 2025 : 324 147 € 2026 : 324 147 € 2027 : 182 052 €

II- LES MOTIFS DU CHOIX DU CANDIDAT RETENU

L'offre de la société People and Baby, relative à la crèche Anne Sylvestre, apparait comme la plus avantageuse pour la Ville.

A. Des moyens matériels et humains affectés au service satisfaisants

Moyens humains :

People and Baby propose des moyens humains adaptés, satisfaisants et conformes aux exigences de la ville.

La société dispose de nombreux avantages qui permettent de fidéliser les équipes, par exemple:
- Actions en faveur du bien-être : baromètre social, budget festif, prévention et ergonomie…
- Jours de congés supplémentaires liés à des évènements familiaux et à l'ancienneté
- Titres restaurant ;
- Remboursement 50% des transports en commun, vélo et trottinette ;
- Mutuelle d'entreprise et prévoyance ; convention collective des services à la personne
- Comité d'entreprise
- Avantages pour les cadres au forfait, primes pour les directrices
- Revalorisation salariale annuelle

L'équipe proposée par People and Baby pour la crèche est quantitativement et qualitativement satisfaisante :

Crèche Anne Sylvestre :
Equipe de 22 personnes, réparties en 22 ETP, dont 17 auprès des enfants

Elle est composée de :
- 1 Directrice IDE
- 1 Directrice adjointe EJE

Auprès des enfants :
- 3 Educatrices de Jeunes Enfants
- 1 Infirmière
- 3 Auxiliaires de Puériculture
- 10 Agents Petite Enfance

Equipe technique :
- 2 agents de service
- 1 cuisinier

Les diplômés de rang 1 représentent 41% des encadrants

En plus de l'équipe de crèche, la société fera appel à d'autres compétences :
- Pédiatre : 6 heures par mois
- Psychologue : 10 heures par mois
- Psychomotricien : 16 heures par mois

L'équipe proposée par People and Baby est de qualité et correspond bien à la réalité du marché du travail dans le secteur de la Petite Enfance. En effet, tout en étant réaliste avec des postes d'Agent Petite Enfance en nombre et plus facile à recruter, l'équipe proposée permet d'affecter plusieurs salariés de rang 1 dans chaque section.

En cas d'absence de professionnels et pour assurer la continuité du service, la société a recours au recrutement de CDD ou à de l'intérim. Pour les remplacements sur courts préavis et en complément, le responsable opérationnel du secteur dispose d'un pool de 6 gents volants dont une Auxiliaire de Puériculture. Dans le cadre du présent marché, un volant supplémentaire sera recruté.

La société People and Baby a mis en place des cursus de formation autour de 3 axes :
- qualité d'accueil des familles et des enfants (pédagogie, compétences métier)
- former à l'accueil d'enfants et de parents en situation de handicap
- initiation des enfants aux langues étrangères (recrutement de professionnels bilingues, intervenants extérieurs).

La société dispose de son organisme de formation agrée « Enfance pour Tous ». Il est prévu un minimum de 2 jours de formation par professionnel par an. A cela s'ajoutent des formations assurées en interne par la Directrice et par la Responsable opérationnelle. People and baby propose aussi des ateliers autour de la relaxation et de la sophrologie dans le cadre du programme «génération durable» et de son axe « Zen ». (relaxation, prévention de l'épuisement, yoga).

Moyens matériels :

La crèche Anne Sylvestre étant un nouvel équipement, il reviendra au gestionnaire d'en assurer l'équipement et l'ameublement pour l'ouverture à l'été 2022.

La société People and Baby prévoit un budget d'investissement de 96 787 € pour les travaux et aménagements, ainsi que 4 343 € dédiés au renouvellement du mobilier et du matériel.
Cette enveloppe est considérable et permettra de prévoir un équipement correspondant bien à la qualité des prestations de cette nouvelle structure.

En outre, pour la partie fonctionnement, la société prévoit sur la durée du contrat un budget de 131 455€ concernant la fourniture de petit matériel nécessaire à l'exploitation de la crèche et à l'accueil des enfants au quotidien (couches, jeux, jouets…), ainsi qu'un budget de 66 330€ pour l'entretien et les réparations sur la durée du contrat.

L'offre d'investissement initial de People and Baby est plus intéressante que celle proposée par l'autre candidat et constitue un élément important dans le cadre de l'aménagement d'une crèche neuve. Pour un équipement récemment livré et bénéficiant de garanties du constructeur, les sommes prévues pour l'entretien et les travaux de rénovation sont très bien adaptées.

Les plans d'entretien et de renouvellement prévus pour la durée du contrat sont adaptés et cohérents.

People and Baby a proposé des programmes d'aménagement et de peinture des espaces intérieurs dédiés aux enfants et aux personnels, afin de donner plus de personnalité aux différentes zones de vie, afin de mettre en valeur son projet pédagogique et de rendre la crèche plus accueillante.

B. Un projet d'établissement intéressant et de qualité garantissant notamment la qualité du service rendu aux usagers

Le projet social et pédagogique présenté par la société People and Baby est adapté et s'appuie sur des fondamentaux et des valeurs partagés avec la Ville :

People and Baby aménage les espaces autour de 5 espaces d'éveil socles (Livres, manipulation, ressources, moteur, "Comme des Grands"/ imitation) dans l'idée de faciliter le "libre accès" et l'autonomie des enfants. Cette approche intègre les espaces extérieurs, ainsi que l'espaces multisensoriels et la salle de jeux d'eau.

Projet social : afin d'accueillir au mieux les familles en difficultés, la société accorde une attention particulière à travailler avec le CCAS de la collectivité. Dans le cadre du programme « Protection de l'enfance », sur demande de la PMI ou d'une assistante sociale, les professionnels sont en mesure d'accueillir des enfants à l'environnement familial difficile : un accueil spécifique sera préparé avec l'organisme demandeur et l'équipe des crèches sous supervision de la directrice.

Le plan d'action « mission Handicap » : constituée de professionnels de l'accueil du jeune enfant, d'un architecte, d'un responsable des achats, et des membres du CHSCT, il a permis l'élaboration d'une charte d'accueil individualisé des enfants porteurs de handicap (aménagement de structures collectives Petite Enfance pour l'accueil d'enfants ou de parents porteurs de handicap, renforcer l'accès à la

formation pour les équipes ; accueil des parents d'enfants porteurs de handicap par le psychologue des crèches les premières semaines d'accueil de l'enfant).

En lien avec l'artiste Anne Sylvestre, le projet de la crèche intégrera aussi la musique comme socle pédagogique et fil conducteur de l'aménagement des locaux.

Pour les familles, People and Baby souhaite proposer plusieurs moyens de communication afin de les intégrer à la vie de la crèche : des cafés et des goûters parents ; des conférences sur la parentalité animées par des spécialistes ; des panneaux photos et d'affichage ; des mails envoyés régulièrement ainsi qu'un journal de la crèche (newsletter ou gazette). Les familles disposent aussi de « L'espace crèche », une plateforme en ligne dédiée à la structure et sécurisée à destination des familles

People and Baby souhaite aussi faciliter la pratique de l'allaitement : mobilier et matériel adaptés, possibilité d'apporter le lait maternel à la crèche.

People and Baby présente un règlement de fonctionnement qui reprend celui de la Ville. La société propose une amplitude horaire journalière de 11h. La crèche sera ouverte de 8h00 à 19h, ce qui est bien adapté aux besoins des familles et au fonctionnement de l'équipe proposée.

Enfin, People and Baby dispose des protocoles nécessaires au bon fonctionnement des structures et garantissant le respect des règles d'hygiène et de sécurité.

C. Une organisation mise en place pour l'exploitation adaptée et très satisfaisante

L'organisation proposée par People and Baby pour l'exploitation des structures est cohérente et adéquate.

L'offre en matière de politique alimentaire proposée est satisfaisante dans le cas d'une préparation sur place des repas :

- Prestataire : API
- Lait Everymilk (lait bio fabriqué en France)
- Les menus comprennent :
    - 50% de produits BIO par enfant par repas
    - Des repas « épicuriens » afin de faire découvrir aux enfants des produits différents de ceux proposés en crèche habituellement (roquefort, fougasse, smoothie, etc…) et d'éveiller leur goût
    - Des menus établis régionalement pour respecter la saisonnalité des produits en approvisionnement local (-180km autour de la cuisine centrale)
    - De nombreuses animations pour les fêtes (chandeleur, etc…)
    - Des menus à thèmes : un menu « couleur » ainsi qu'un menu « cuisine du monde » une fois par mois

politique alimentaire avec notamment :

- enfants de 6 à 12 mois :
    - interdiction des produits OGM ;
    - interdiction des acides gras dans biscuits et pâtisseries
- enfants de 13 à 18 mois :
    - poisson (interdiction des zones de pêche à risque et suppression des espèces sensibles)
- plus de 18 mois : interdiction des produits ionisés ; interdiction de l'huile d'arachide et de l'huile de soja ; respect recommandation ANSES sur les teneurs en sel.
- toutes les viandes françaises
- recettes de sauces et bouillons à base de légumes bio
- pour les desserts et gouter des pâtisseries "maison" ; qui pourront être réalisés avec les enfants dans le cadre des ateliers Baby Chef.
- Biscuits sans huile de palme ni matières hydrogénées
- 75 à 80% de produits frais utilisés dans les repas servis aux enfants.
- respecter la saisonnalité et adapter les menus aux produits disponibles

le Label Crèche bio

Proposer 3 éléments bio par jour et par enfant minimum pour chaque tranche d'âges. Les produits bio proposés toute l'année sont notamment les pommes, carottes, betteraves, quinoa, lentilles, pois cassés, boulgour, pâtes, riz, semoule et œufs

La société People and Baby a fourni une liste complète des opérations d'entretien et de maintenance du bâtiment, conforme à la liste des équipements techniques fournie en annexe du cahier des charges.

People and Baby s'est engagé sur l'adoption de pratiques et de moyens d'exploitation visant à réduire l'exposition aux perturbateurs endocriniens, aux polluants (produits d'entretien labellisés et nettoyage par électrolyse), et à réduire l'emploi du plastique dans la préparation des repas (livraisons et préparations faites dans des bacs inox, suppression des emballages/barquettes plastiques ; service dans des vaisselles non plastique : verre et porcelaine).

Par ailleurs, la société s'est engagée, ainsi qu'au nom de ses fournisseurs, à employer des produits et des denrées reposant sur des labels assurant limiter la souffrance animale et faisant une exploitation durable et raisonnée des ressources naturelles et animales.

D. ***Des conditions financières avantageuses***

Sur la durée du contrat, People and Baby présente une offre financière compétitive, dans le cadre d'un projet d'un établissement neuf à équiper.

Synthèse des coûts, sur la durée du contrat :

	PEOPLE AND BABY
Redevance versée pour la mise à disposition des locaux	1 062 581 €
Participation brute de la Ville	1 752 055 €
Participation totale nette de la Ville (déduction faite de la Redevance)	689 473 €
Participation des Entreprise (vente de berceaux)	775 677 €
Coût brut du Berceau (première année pleine, puis décroissant)	10 131 €
Coût net du berceau (première année pleine, puis décroissant)	4 821 €

Le coût du berceau pour la Ville est attractif au regard de la qualité de l'offre et des prix pratiqués sur le territoire.

Les hypothèses de taux d'occupation et de facturation sont réalistes. De même, People and Baby prévoit la commercialisation des 20 places prévues pour des entreprises (sur les 60 places de la crèche) au prix unitaire de 9 000 €. Ce tarif correspond à celui pratiqué par la majorité des acteurs sur le territoire. Ces données constituent un objectif de recettes réaliste et permettent de considérer l'offre comme étant de qualité.

Pour les subventions de la Caisse d'Allocations Familiales et du Conseil Départemental, le prévisionnel d'heures est cohérent.

La redevance est justifiée : 240€ TTC le m². Il sera fait application de la clause de révision annuelle prévue au contrat.

Les charges et les recettes présentées dans le compte d'exploitation sont bien estimées et en cohérence avec l'offre qualitative proposée.

En ce qui concerne la société Les Petits Chaperons Rouges :

Les moyens humains proposés sont satisfaisants par rapport aux attentes de la Ville :

- Anne Sylvestre : 20.8 Equivalents Temps Plein dont 16 ETP auprès des enfants.

Cependant, si l'offre repose sur un nombre plus important de diplômés que l'offre de People and Baby, cela va poser des difficultés en termes de recrutement au regard du marché de l'emploi de ce secteur.
Par ailleurs l'équipe proposée ne permet pas d'affecter une Educatrice de Jeune Enfant par salle de vie.
Enfin, l'équipe compte moins de personnel, notamment pour l'encadrement des enfants (17 personnes dans l'offre de People and Baby).
L'équipe proposée dans l'offre de People and Baby, qui est qualitative, s'appuie sur un effectif global plus important, présentant plus de garanties de continuité de l'accueil et étant plus réaliste.

Les autres propositions relatives aux moyens humains affectés (recrutement, politique RH, formation) sont conformes.

LPCR présente une offre de qualité concernant le contenu du projet d'établissement et son offre alimentaire est bien structurée, bien que le budget alloué aux repas (hors rémunération du cuisinier) et à la fourniture de lait soit inférieur à l'offre de People and Baby.

Concernant les moyens humains et l'organisation mise en place pour la reprise en gestion des structures, ceux-ci sont satisfaisants.

L'offre présentée pour la gestion technique du bâtiment est adaptée et conforme au descriptions techniques fournies en annexe du cahier des charges.

	LPCR
Redevance versée pour la mise à disposition des locaux	1 327 500 €
Participation brute de la Ville	1 846 812 €
Participation totale nette de la Ville (déduction faite de la Redevance)	519 312 €
Participation des Entreprise (vente de berceaux)	861 667 €
Coût brut du Berceau (première année pleine, puis décroissant)	11 087.17 €
Coût net du berceau (première année pleine, puis décroissant)	4 450 €

L'offre financière de la société LPCR est satisfaisante. Si les deux candidats indiquent avoir faits de grands efforts commerciaux, par exemple sur leurs frais de siège, l'offre de LPCR parait très basse, notamment au regard du coût annuel du berceaux pour la Ville. Des différences apparaissent par exemple sur les sommes allouées aux salaires (la rémunération est plus intéressante pour les diplômés chez People and Baby) et aux repas, supérieures dans l'offre de People and Baby.

Par ailleurs, la proposition financière de LPCR parait moins réaliste : l'amplitude horaire proposée de 11 heures et demie par jour ne correspond pas nécessairement aux besoins des familles et pourrait poser des difficultés en termes de postages et de ressources humaines. De même, LPCR indique vendre les places dédiées aux entreprises à 11 000 € ; au regard des difficultés que connaissent les crèches sur notre territoire pour commercialiser ces places, ce tarif élevé ne favoriserait pas la vente de berceaux aux entreprises. L'offre financière de LPCR parait donc moins équilibrée.

Moyens matériel :

Pour la crèche Anne Sylvestre**,** la société prévoit un budget d'investissement de 83 755 € pour les travaux et aménagements, ainsi que 27 002 € dédiés au renouvellement du mobilier et du matériel.

En outre, pour la partie fonctionnement, la société prévoit sur la durée du contrat un budget de 123 806€ concernant la fourniture de petit matériel nécessaire à l'exploitation de la crèche et à l'accueil des enfants au quotidien (couches, jeux, jouets…), ainsi qu'un budget de 86 931 € pour l'entretien et les réparations sur la durée du contrat.

L'offre d'investissement initiale pour l'aménagement de la crèche, qui est d'une importance capitale dans un établissement neuf, est plus intéressante (96 787 €) chez People and Baby que pour LPCR (83 755€). De même, People and Baby prévoit une somme supérieure pour la fourniture de petit matériel et consommables (131 455 €).

Enfin, si les enveloppes dédiées aux travaux d'entretien sont supérieures dans l'offre de LPCR, cette différence ne représente pas nécessairement un avantage pour un bâtiment venant d'être livré, bénéficiant des garanties du constructeur. Ces provisions semblent légèrement surestimées.

Les plans d'entretien et de renouvellement prévus pour la durée du contrat sont adaptés et cohérents.

III- L'ECONOMIE GENERALE DU CONTRAT

CHAPITRE 1 OBJET ET DUREE DU CONTRAT

Article 1 – Objet

La Ville d'Issy-les-Moulineaux a décidé de confier la réalisation de l'opération ZAC Cœur de Ville à la SPL « Seine Ouest Aménagement ». Une concession d'aménagement a été signée entre les 2 parties le 6 mai 2010. Cette concession prévoit la réalisation d'équipements publics dont une crèche de 60 berceaux.

La crèche Anne Sylvestre est une structure avec une capacité d'accueil de 60 berceaux, située au 64 rue Victor Hugo. La crèche est implantée au rez-de-chaussée et au premier étage d'un immeuble accueillant une résidence séniors et des logements.

La VILLE d'Issy-les-Moulineaux confie au CONCESSIONNAIRE, à titre exclusif et pour la durée précisée ci-après, la gestion et l'exploitation par affermage de cette crèche, d'une capacité totale de 60 berceaux, répartie en trois sections, et pouvant accueillir des enfants âgés de 2 mois et demi à 3 ans :

- Section bébés : 20 places
- Section moyens/grands : 20 places
- Section grands : 20 places

Les droits d'exploitation du service consistant en :

- le recrutement, la gestion et la rémunération du personnel des structures dans son ensemble (congés, formations…),
- l'accueil des familles et des enfants respectant les règles fixées par la Protection Maternelle et Infantile, ainsi que toutes les dispositions de la législation en vigueur,
- les demandes et le recouvrement des subventions de fonctionnement,
- la facturation et l'encaissement des participations familiales,
- l'élaboration et la fourniture de repas adaptés aux tout-petits (recommandations du GEM-RCN),
- le contrôle diététique des repas et la réalisation à ses frais des contrôles microbiologiques prévus par la réglementation,
- le contrôle de l'hygiène, l'application de la méthode « H.A.C.C.P. » et la mise en place d'un Plan de Maîtrise Sanitaire,
- l'entretien et le nettoyage des locaux respectant l'hygiène nécessaire à l'accueil d'enfants de moins de 4 ans, ainsi que des espaces et équipements extérieurs,
- les contrôles relatifs à la qualité de l'air à ses frais conformément à la règlementation en vigueur,
- l'organisation de réunions d'informations destinées aux familles,
- l'élaboration et le suivi d'un projet d'établissement, incluant le projet pédagogique et le règlement intérieur conformes aux préconisations de la VILLE et de la CAF des Hauts-de-Seine,
- la mise en place d'outils de communication,
- l'aménagement et l'équipement intérieur et extérieur des crèches,
- l'entretien et la maintenance des équipements techniques, matériels et mobiliers mis à disposition,
- l'acquisition et l'entretien du matériel et mobilier nécessaire à l'exploitation.

L'ensemble des installations de nature mobilière et/ou immobilière affectées à l'exploitation de ce service, dans les conditions ci-après définies, sont :

- les installations et ouvrages existants,
- les renouvellements d'équipements qui pourront être effectués en cours de jouissance du CONCESSIONNAIRE.

Article 2 - Durée

Le contrat d'affermage prend effet à compter de sa date de notification jusqu'au 31 juillet 2027 sous réserve :

- de sa signature, de sa transmission au représentant de l'État et de sa notification au concessionnaire ;

- de l'obtention par le concessionnaire de l'agrément du service de Protection Maternelle et Infantile (P.M.I.) du Conseil Départemental des Hauts-de-Seine avant l'accueil des enfants, condition obligatoire à la continuité du contrat sauf avis contraire de la Ville.

- De la signature par le CONCESSIONNAIRE d'une convention de financement de « Prestation de Service Unique » (P.S.U.) avec la Caisse d'Allocations Familiales (C.A.F.) des Hauts-de-Seine. Dans le cas où ce dernier ne pourrait être obtenu dans un délai de neuf (9) mois à compter de la notification du contrat, celui-ci sera automatiquement résilié sans que le concessionnaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

Le CONCESSIONNAIRE supporte par ailleurs toutes les conséquences liées à un retard dans le début d'exploitation des crèches, qui lui seraient imputables.

Conformément à l'article L. 1411-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, le contrat ne pourra pas être renouvelé par tacite reconduction mais pourra être prolongé exceptionnellement dans les conditions fixées par cet article.

Article 3 - Documents contractuels

Le contrat d'affermage ainsi que ses documents annexes ont valeur contractuelle.

Les documents suivants sont annexés au contrat d'affermage :

- les comptes d'exploitation prévisionnels sur la durée du contrat, établis conformément au comptes d'exploitation type annexé,
- le plan des locaux,
- l'inventaire des biens mis à disposition par la Ville au CONCESSIONNAIRE, élaboré dans le délai d'un mois à compter de la prise de possession des locaux,
- le descriptif des installations techniques,
- le projet d'établissement comprenant le projet pédagogique et le règlement de fonctionnement élaboré par le CONCESSIONNAIRE et validé par la Ville,
- l'offre alimentaire.

Le contrat d'affermage et ses annexes sont interprétés au regard des principes du droit des concessions de service public et des règles générales applicables aux contrats administratifs français.

Article 4 - Responsabilités

Le CONCESSIONNAIRE gère le service public à ses risques et périls.

Le CONCESSIONNAIRE est entièrement responsable de l'exécution des prestations décrites dans le présent contrat, tant à l'égard de l'autorité concédante que des usagers et des tiers. Il répond de tous dommages résultant de l'exploitation des ouvrages et du service public. Il garantit l'autorité concédante de toutes condamnations éventuelles prononcées à l'encontre de cette dernière ou sommes mises à sa charge, pour des dommages trouvant leur origine dans l'exécution, l'inexécution ou la mauvaise exécution des missions qui lui sont confiées.
Le seul cas d'exonération de la société concessionnaire est la force majeure.

Article 5 - Capital de la Société concessionnaire

La répartition du capital de la Société concessionnaire est maintenue au moins pendant une durée de deux années à compter de la date de prise d'effet de l'exploitation.

Le contrat est conclu intuitu personae, en considération des qualités et capacités des actionnaires majoritaires de la société concessionnaire. Toute modification de la répartition du capital de la société ayant pour effet direct ou indirect de faire perdre le contrôle de la société par un ou plusieurs desdits actionnaires, est subordonnée à l'information préalable et écrite de l'autorité concédante, qui pourra alors demander des garanties financières et techniques équivalentes.

Dans cette hypothèse, la Société concessionnaire doit informer l'autorité concédante, dans le délai de 15 jours calendaires à compter de la modification de la répartition du capital de la société.
Le non-respect de ces obligations peut être sanctionné par la déchéance.

Les dispositions relatives à la répartition du capital de la société dédiée sont inscrites à l'article 60 du présent contrat.

Article 6 - Sous-traitance

Le CONCESSIONNAIRE ne peut pas sous-traiter les missions globales d'exploitation qui lui sont dévolues par le cahier des charges. En revanche, il peut sous-traiter à des tiers une partie des tâches qui lui sont confiées à la condition expresse que celui-ci conserve pour lui-même l'entière responsabilité du service et qu'il y ait été préalablement autorisé par la VILLE. Le défaut de réponse de la VILLE ne pourra en aucun cas valoir accord de celle-ci.

Toutefois, dans un souci de continuité du service et afin de permettre au CONCESSIONNAIRE une meilleure réactivité, les contrats suivants pourront être souscrits librement, sans accord préalable de la VILLE :
- Contrats de maintenance ;
- Contrats de vérifications périodiques et de formation incendie ;
- Contrats de fournisseurs de denrées brutes sous réserve du respect de l'offre alimentaire.

La sous-traitance ne peut, en tout état de cause, porter que sur la fourniture de prestations définies et non sur l'ensemble du service faisant l'objet du contrat.

Le CONCESSIONNAIRE fait son affaire de tout contentieux qui pourrait survenir du fait ou à l'occasion de cette sous-traitance.
Le sous-traitant ne peut lui-même sous-traiter.

Article 7 - Exclusivité

La concession confère à l'exploitant l'exclusivité de l'exploitation et de la gestion des crèches dans le périmètre défini par le présent contrat.

CHAPITRE 2 MOYENS D'EXPLOITATION DU SERVICE

Article 8 – Moyens immobiliers

La Ville met à la disposition du CONCESSIONNAIRE, les terrains, ouvrages immobiliers, installations et matériels dont elle est propriétaire ou qui ont été mis à sa disposition et qui sont nécessaires à l'exploitation du service. Ces biens donneront lieu à l'établissement d'un inventaire contradictoire dans un délai d'un (1) mois à compter de la date de prise de possession des locaux.

Sont annexées au présent cahier des charges les listes des biens qui seront mis à disposition du CONCESSIONNAIRE ainsi que les plans de la crèche.

Descriptif des locaux de la crèche « Anne Sylvestre » :

- Locaux rez-de-chaussée (hall, locaux poussettes et ménages...) : 92 m²
- Locaux 1er étage (sections, bureaux, buanderie, cuisine...) : 793 m²
- Section Bébés : 150.4 m² (zone d'éveil, change et dortoirs)
- Section Moyens : 155.89 m² (zone d'éveil, change et dortoirs)
- Section Grands : 133.85 m² (zone d'éveil, change et dortoirs)

TOTAL SURFACE UTILE : 885 m²

- Espaces extérieurs : 185.6 m²

Le CONCESSIONNAIRE prend l'ensemble de ces biens en charge dans l'état où ils se trouveront lors de la prise de possession des locaux sans pouvoir se prévaloir de cet état pour se soustraire à l'une quelconque de ses obligations.

D'autre part, le CONCESSIONNAIRE ne peut se prévaloir d'une différence entre les inventaires susmentionnés, qui seront annexés au contrat à conclure, et l'ensemble des biens effectivement mis à sa disposition pour remettre en cause le contrat ou ses conditions financières, sauf si cette différence se révélait suffisamment importante pour modifier l'économie générale du contrat d'affermage et sa conformité aux présentes caractéristiques des prestations.

Article 9 – Utilisation des locaux

Les locaux mis à la disposition du CONCESSIONNAIRE sont utilisés conformément à l'objet du service délégué.

A titre dérogatoire, le CONCESSIONNAIRE peut utiliser ces locaux pour des prestations à caractère particulier, sous réserve d'obtenir au préalable l'accord exprès de la VILLE.

Article 10 – Fluides – Téléphonie – Charges de copropriété

Le CONCESSIONNAIRE souscrit un abonnement pour l'électricité, l'eau ainsi que pour une ligne téléphonique extérieure et toutes lignes utiles ou accès internet.

Le délégataire a également à sa charge les dépenses liées à ses consommations en chauffage.
La production calorifique et frigorifique est assurée par l'intermédiaire d'une sous-station de chaud et de froid urbain permettant le transfert de l'énergie calorifique et frigorifique depuis le

réseau concessionnaire vers celui de l'abonné. La production se fera par une sous-station raccordée à la boucle thermique du quartier qui assurera la production de chaleur et de froid.

Les charges générales de l'immeuble dont un locataire est redevable mais qui seront facturées à la Ville par le gestionnaire immobilier feront l'objet d'un titre de recette émis par la VILLE à destination du CONCESSIONNAIRE. Il devra les payer dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception du titre par ses soins.

CHAPITRE 3 OBLIGATIONS A LA CHARGE DU CONCESSIONNAIRE

Article 11 – Exploitation du service – Aménagement des locaux – Principes généraux

Le CONCESSIONNAIRE exploite le service dont la gestion lui sera déléguée à ses frais et risques en respectant toutes les clauses, charges et obligations du contrat d'affermage.

Il devra assurer la sécurité, le bon fonctionnement et la continuité du service, la qualité de l'accueil des enfants et de leurs parents pendant toute l'année.

Le CONCESSIONNAIRE aura en charge l'aménagement et l'équipement intérieur et extérieur des crèches.

Les biens mis à disposition par la VILLE sont listés en annexe du présent contrat.

Article 12 - Respect des principes de la République dans l'exploitation du service

Conformément aux dispositions de l'article 1-II de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021, le CONCESSIONNAIRE est tenu d'assurer l'égalité des usagers devant le service exécuté et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. Il prend les mesures nécessaires à cet effet et, en particulier, il veille à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le CONCESSIONNAIRE veille également à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public s'assure du respect de ces obligations. Il est tenu de communiquer à la VILLE chacun des contrats de sous-traitance ou de sous-concession ayant pour effet de faire participer un sous-traitant ou un sous-concessionnaire à l'exécution de la mission de service public.

Article 13 – Préparation des repas

La crèche sera équipée d'une cuisine en préparation des repas sur place.

Le CONCESSIONNAIRE devra affecter les moyens humains et matériels nécessaires à ces prestations. Il est possible que le personnel en charge de la préparation des repas soit salarié de l'entreprise qui fournira les repas et gouters à la crèche.

En référence aux mesures de la loi EGALIM relatives à la restauration collective, le CONCESSIONNAIRE disposera d'un plan d'alimentation exigeant en termes de produits durables et biologiques et d'un plan d'actions progressif de substitution aux matières plastiques. Ce plan concernera tant les emballages des denrées livrées (notamment les contenant alimentaires de préparation en liaison froide), que les plateaux, vaisselle et couverts utilisés pour les repas des enfants.

Il devra faire les démarches administratives nécessaires, préalablement au commencement d'activité (déclaration d'activité auprès de la Direction Départementale de la Protection des Populations).

Afin d'assurer l'hygiène et la sécurité sanitaire de ses productions, le CONCESSIONNAIRE mettra en place un Plan de Maîtrise Sanitaire pour la crèche.

Le CONCESSIONNAIRE prendra en charge et assurera le suivi des contrôles microbiologiques et audits des cuisines, au minimum :
- 2 prélèvements alimentaires par semestre ;
- 2 prélèvements de surface par semestre ;
- 1 analyse physico-chimique et bactériologique de l'eau par an
- 2 recherches de légionnelle (prélèvements en cuisine et salles de change) par an ;
- 1 audit hygiène et qualité (cuisine et biberonnerie) par an.

Article 14 - Attributions des places et admission des enfants

La Ville aura la maîtrise des attributions des 40 places et désignera elle-même les familles bénéficiaires, dans le respect de l'équilibre des sections et des âges des enfants.

La Ville autorise le délégataire à commercialiser 20 berceaux à des entreprises. L'entreprise réservataire ou le salarié bénéficiaire de la place en crèche devront être impérativement Isséens.

La répartition des berceaux réservés à la Villes et ceux à commercialiser aux entreprises s'opérera de manière équitable en fonction des tranches d'âges et sera soumis à l'accord préalable de la Ville.

En effet, dans le cadre du suivi des effectifs des enfants accueillis, la Direction de la crèche devra informer la Ville lorsque de nouvelles admissions d'enfants placent la crèche en situation de sureffectif, y compris dans le cadre prévu par l'agrément de la crèche et selon les proportions validées par la PMI. Ceci concernera aussi bien les places réservées à la Ville que celles réservées aux entreprises. L'admission des enfants, à partir du moment où la crèche a atteint la capacité prévue par son agrément, se fera alors après accord de la Ville systématiquement.

Dans le cadre de la passation des contrats de réservation avec les entreprises, le titulaire devra s'assurer que leurs échéances (terme du contrat ou possibilité de mettre un terme au contrat par système de reconduction notamment) coïncideront avec le terme du contrat de concession de service public.

L'admission de l'enfant sera validée après la visite médicale faite par le médecin de la crèche en présence des parents.

Une période minimum d'adaptation sera obligatoire avant l'entrée en crèche.

Article 14.1 - Règles d'attribution des places en crèches :

- Concernant l'attribution des places à temps plein (4 et 5 jours d'accueil par semaine) :

Le directeur d'établissement doit communiquer les places disponibles, dès qu'il en a connaissance, à la VILLE.
La VILLE a la maitrise totale et la responsabilité de ces placements.
Néanmoins, le directeur aura la possibilité de faire des propositions de familles qu'il aurait rencontrées et qui pourraient correspondre à la tranche d'âge souhaitée.

- Concernant l'attribution des places à temps partiels (1/2 journée, 1 jour, 2 jours, 3 jours par semaine) ou occasionnelles (vacances) :

De la même façon, le directeur devra communiquer les places disponibles à la VILLE pour information ainsi que la période le cas échéant.
Ces attributions restent, dans tous les cas, soumises à la validation de la VILLE.

Article 14.2 - Cas où le CONCESSIONNAIRE est dans l'incapacité de commercialiser une ou plusieurs places entreprises (quelle que soit la raison) :

La VILLE pourra être sollicitée par le CONCESSIONNAIRE afin d'attribuer (en plus de son propre quota) directement ces places à des familles isséennes dans la limite de 2 berceaux maximum (soit 10% du quota places entreprises).

Il n'y aura pas de participation financière versée par la VILLE au titre de ces attributions.
Cependant, le CONCESSIONNAIRE percevra les participations familiales, les subventions de la CAF et du Conseil Départemental.

Les enfants concernés par les attributions, décidées dans ce cadre bien précis, pourront être réaffectés dans le quota des places VILLE sous conditions.
Cette intégration dans les effectifs VILLE sera soumise à la commission d'attribution du mois de mai qui suivra la date d'entrée de l'enfant dans la structure, pour une prise d'effet au 1er septembre suivant.

Cet accord sera confirmé par un écrit de la VILLE adressé au CONCESSIONNAIRE.

Dès que les enfants seront intégrés au quota VILLE, le CONCESSIONNAIRE récupèrera les places ainsi libérées, et sera libre de les commercialiser à nouveau à des entreprises.

Le CONCESSIONNAIRE qui ne commercialise pas toutes ses places « entreprises » peut en faire bénéficier des familles isséennes « directement » (hors participation de la Ville et de leur employeur). Cette pratique est soumise à l'accord express et préalable de la VILLE et ne sera possible que si l'accueil de l'enfant est garanti jusqu'à son entrée à l'école. Ce dispositif ne concerne que les familles résident à Issy-les-Moulineaux.

La répartition des places dédiées à la réservation par des entreprises pourra être réétudiée au cours du contrat, l'accord de la Ville demeurant nécessaire pour toute nouvelle répartition.

Article 15 - Jours, amplitude horaire d'ouverture et fermetures

Le CONCESSIONNAIRE propose une amplitude horaire journalière de 11h : de 8h à 19h du lundi au vendredi.

Les horaires d'ouverture et de fermeture des structures pourront être modifiés en cours d'exécution s'il s'avère qu'ils ne répondent pas aux besoins des usagers.

Il est prévu 4 semaines de fermeture annuelle des structures et 2 journée pédagogiques par an.
Les périodes de fermeture sont par principe conformes à celles des structures municipales.
Des périodes supplémentaires de fermeture peuvent être envisagées d'un commun accord, sans qu'il soit nécessaire de passer un avenant à la convention.

Article 16 - Suivi médical/Vaccination

Le médecin de la crèche assure le suivi des enfants à titre préventif et les visites d'admission en crèche.

Il appartiendra au médecin de la crèche de prévenir le médecin traitant si l'enfant est malade ou s'il juge opportun de faire pratiquer des examens complémentaires.

Le CONCESSIONNAIRE doit s'assurer du respect du calendrier des vaccinations obligatoires en collectivité.

Si l'état de santé de l'enfant contre-indique l'une ou l'autre de ces vaccinations, un certificat médical mentionnant les motifs et la durée de la contre-indication devra être exigé par le CONCESSIONNAIRE.

Maladie de l'enfant :

Si un enfant présente des symptômes inhabituels à l'arrivée ou dans la journée, il appartiendra au directeur d'apprécier s'il peut être gardé ou non à la crèche.

Les parents seront prévenus.

Un enfant ne pourra être gardé en crèche durant le cours d'une maladie qu'après avis du médecin de la crèche.

En cas de maladie contagieuse, le directeur devra mettre en œuvre les mesures qui s'imposent au niveau de la crèche.

Médicaments :

Le CONCESSIONNAIRE devra demander aux parents que le médecin traitant prenne en compte l'accueil de l'enfant en crèche dans la prescription du traitement.

Le CONCESSIONNAIRE devra respecter les obligations inscrites aux articles R 4312-29, R 4311-4 et R4311-5 du Code de la santé publique ainsi que la Circulaire n° 99-320 du 4 juin 1999 relative à l'administration des médicaments.

Urgence médicale :

Pour les cas d'urgence, la directrice devra demander aux parents une attestation écrite autorisant le transfert vers l'hôpital pédiatrique le plus proche et tout geste médical ou chirurgical.

Article 17 - Accompagnement par des intervenants extérieurs :

Les équipes de la crèche seront accompagnés par les intervenants suivants :

Pédiatre : 6 heures par mois
Psychologue : 10 heures par mois
Psychomotricien : 16 heures par mois

Le volume horaire et le type d'intervenants pourront évoluer en cours de contrat pour s'adapter aux besoins de l'équipe de crèche. Ces modifications ne pourront avoir lieu qu'après accord préalable de la VILLE sans qu'il soit nécessaire de faire un avenant.

Article 18 - Projet d'établissement

Le CONCESSIONNAIRE élaborera un Projet d'Etablissement, pour la crèche, qui mettra en avant les actions sociales, éducatives et pédagogiques qui seront menées au sein de l'établissement d'accueil.

Le projet d'établissement doit comprendre les éléments prévus à l'article R 2324-29 du Code de la Santé Publique.

Plus particulièrement, le projet d'établissement devra détailler les engagements du CONCESSIONNAIRE sur les thèmes suivants :

- Concernant les produits d'hygiène, les couches, les articles de puériculture, le CONCESSIONNAIRE présentera les labels et certification des produits et de ses fournisseurs.
- Concernant les produits d'entretien, le CONCESSIONNAIRE présentera les labels et certification des produits et de ses fournisseurs, ainsi que les pratiques et moyens qui seront mis en œuvre.
- Concernant la qualité de l'air intérieur, le CONCESSIONNAIRE détaillera les actions mises en œuvre pour sa surveillance et dans le cadre du Plan d'action sur la qualité de l'air intérieur (troisième Plan national santé environnement)
- **Concernant la réduction des perturbateurs endocriniens** (produits chimiques de synthèse), priorités dans le 4ème Plan National Santé Environnement 2020/2024. Elle concerne plus particulièrement les publics sensibles tels que les jeunes enfants. C'est un objectif de santé publique et d'environnement. On retrouve les perturbateurs endocriniens dans de nombreux objets et produits (formaldéhyde, benzène, bisphénol A et phtalates par exemple). Cela pourra notamment s'appliquer dans le choix des matériaux (lors des travaux, choix des jeux et jouets, éléments de cuisine et vaisselle…)
- **Des démarches écologiques** (choix des produits alimentaires, réduction des emballages et des contenants en plastique, lutte contre le gaspillage alimentaire, sélection des produits de soin et d'entretien, sensibilisation des enfants aux activités en plein air et en contact avec la nature)
- **Du bien-être animal** (choix de produits labellisés indiquant des conditions d'élevage durable ou des produits d'hygiène n'ayant pas fait l'objet d'expérimentation sur les animaux).

Article 19 – Accueil des familles et présentation de la crèche aux familles

La direction de la structure pourra être sollicitée par la Ville afin d'accorder des rendez-vous pour présenter le mode d'accueil en établissement collectif aux familles pouvant prétendre à une place en crèche (à la suite de son inscription en Mairie) au centre administratif municipal.

Le CONCESSIONNAIRE devra tenir des réunions d'information collective ou individuelle pour les parents dont l'enfant vient d'être admis en crèche.

Le CONCESSIONNAIRE sera tenu de transmettre les évènements intervenus dans la journée de l'enfant auprès des familles.

Article 20 - Règlement de fonctionnement

Un règlement de fonctionnement, approuvé par la VILLE et conforme aux préconisations de la CAF, définira les règles applicables au service. Au plus tard 2 mois avant chaque rentrée de crèche, le nouveau règlement applicable devra être soumis au préalable à l'approbation de la VILLE.

Toute modification du règlement de fonctionnement demandée par le CONCESSIONNAIRE sera soumise à l'approbation de la VILLE. Toute demande de modification du règlement de fonctionnement par la VILLE sera communiquée au CONCESSIONNAIRE et la modification devra avoir lieu dans le délai de sept (7) jours à compter de la réception par le CONCESSIONNAIRE de cette demande.

Article 21 – Police, hygiène et sécurité

Article 21.1 - Réglementation en matière de police générale

Le CONCESSIONNAIRE s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment applicable en matière de police, d'hygiène et de sécurité, de sorte que la VILLE ne puisse être inquiétée ni voir sa responsabilité recherchée.

Le CONCESSIONNAIRE s'engage, de manière générale, en dehors des travaux éventuellement pris en charge par la VILLE avant la prise de possession des lieux par le CONCESSIONNAIRE, à assurer la conformité permanente des locaux mis à sa disposition avec les lois, règlements et prescriptions administratives applicables, en vigueur ou à venir.

Le CONCESSIONNAIRE s'engage à assurer la préservation et la conservation des dépendances du domaine public qui lui sont confiées au terme de la future convention.

Dans le cadre de la gestion des locaux et des équipements mis à la disposition du CONCESSIONNAIRE et nécessaires au fonctionnement des structures, celui-ci devra respecter les autorisations accordées par les administrations de contrôle (services de P.M.I., services vétérinaires…). Il lui appartiendra de prendre toute mesure nécessaire et d'en informer la collectivité.

Article 21.2 - Réglementation en matière d'hygiène et de sécurité

Ces établissements, de type R, sont classés en 5ème catégorie et relèvent des dispositions du règlement de sécurité du 25 juin 1980 modifié.

Le CONCESSIONNAIRE s'engage à respecter et faire respecter les règles d'hygiène et de sécurité qui lui sont applicables à raison :
- de son activité,
- des personnes qu'il emploie,
- des populations qu'il accueille,
- de la nature des locaux qui sont mis à sa disposition par la VILLE.

Le CONCESSIONNAIRE reconnaît par avance qu'il a une parfaite connaissance de la réglementation qui lui est applicable, les présents développements n'ayant simplement pour objet que d'identifier et spécifier certaines de ces obligations impératives et substantielles, pour certaines activités présentant des risques particuliers.

Hygiène et sécurité et nature de l'activité exercée

LE CONCESSIONNAIRE s'engage impérativement à respecter, et faire respecter, l'ensemble des règles d'hygiène et de sécurité auxquelles il est tenu à raison de la nature particulière de l'activité qu'il entend exercer dans l'enceinte des locaux mis à sa disposition.

LE CONCESSIONNAIRE s'engage, notamment :

Lorsque son activité le conduit à assurer **un service de restauration**, à respecter les prescriptions issues de l'arrêté ministériel du 21 décembre 2009 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, de produits d'origine animale et denrées alimentaires en contenant.

Lorsque son activité le conduit à assurer **un service d'accueil des populations fragiles (jeunes enfants)**, à respecter les dispositions légales et réglementaires spécifiquement applicables à ce type de population, notamment les obligations inscrites au décret n°2000-762 du 1er août 2000, au décret n°2007-230 du 20 février 2007 et au décret n°2010-613 du 7 juin 2010 relatifs aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans.

Hygiène et sécurité et personnes employées ou amenées à intervenir dans les locaux

LE CONCESSIONNAIRE s'engage à prendre toutes les dispositions pour assurer la prévention des accidents susceptibles d'intervenir dans les locaux désignés à la présente convention, tant à l'égard des personnes qu'il emploie habituellement qu'envers les personnels d'entreprise extérieures intervenant ponctuellement.

LE CONCESSIONNAIRE s'engage ainsi à assurer :

- **La prévention des risques en matière de sécurité au travail,**
  notamment incendie, en contrôlant l'usage ou l'utilisation des matériaux, de l'électricité, du chauffage et des fluides, des moyens de combat du feu, du matériel et des accès

de secours, des mesures d'évacuation du personnel en veillant à l'application des règles ou consignes.

LE CONCESSIONNAIRE veillera également à mettre en place une démarche globale de prévention fondée sur :

- l'application des principes généraux de prévention,
- l'évaluation des risques professionnels et la mise en place d'actions correctives (organisationnelles, techniques et humaines),
- la formation et l'information des agents à la sécurité (machines, équipements et moyens de protection),
- le port des Equipements de Protection Individuelle

- **<u>La prévention des risques en matière d'hygiène au travail,</u>**

  en contrôlant et veillant à l'application des réglementations issues du Code du Travail, en matière d'hygiène et de sécurité, et notamment celles relatives :
  - à la présence de boissons alcoolisées sur les lieux de travail ;
  - à la restauration ;
  - au tabac ;
  - à la présence de vestiaires individuels ;
  - à l'état constant de propreté des locaux sanitaires.

- **<u>Hygiène et sécurité et personnes accueillies dans les locaux</u>**

  LE CONCESSIONNAIRE s'engage à maintenir les locaux en permanence, en situation de conformité avec les dispositions des :
  - Articles R.123-1 à R.123-55 du Code de la Construction et de l'Habitation relatives à la Protection contre les risques d'incendie et de panique dans les immeubles recevant du public ;
  - Prescriptions du Règlement de sécurité du 25 juin 1980 modifié, portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;
  - Le CONCESSIONNAIRE devra se soumettre aux obligations inscrites au décret n° 2000-762 du 1er août 2000, au décret n° 2007-206 du 20 février 2007 et au décret n°2010-613 du 7 juin 2010 relatifs aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans.
  - Préconisations émises par la Commission de sécurité amenée à se prononcer sur l'établissement.
  - Prescriptions de la circulaire ministérielle N° DGCS/SD2C/2016/261.

De plus, le délégataire s'engage à vérifier et assurer la présence d'agents au moment de l'accueil et du départ des enfants et notamment à vérifier qu'au moment de la fermeture aucun enfant ne reste dans les locaux.

En cas de non-respect des normes de sécurité aussi bien techniques que d'encadrement des enfants, la VILLE pourra procéder à la fermeture de l'établissement et résilier la convention d'affermage dans les conditions prévues aux articles 44, 45 et 50 du présent contrat.

Hygiène et sécurité et locaux mis à disposition

LE CONCESSIONNAIRE s'engage à contrôler et à veiller à ce que le matériel, les équipements et les bâtiments mis à sa disposition dans le cadre de la future convention, soient constamment maintenus en parfait état de **propreté et de bon fonctionnement**.

LE CONCESSIONNAIRE s'engage à faire procéder à l'ensemble des **contrôles et vérifications techniques** des installations, matériels et bâtiments par du personnel qualifié ou des organismes agréés périodiquement, conformément à la réglementation en vigueur et surveillera le suivi et la bonne exécution des travaux entrepris dans les locaux.

LE CONCESSIONNAIRE sera tenu d'effectuer, sans délai et à ses frais, toutes remises en état ou adaptations des matériels, équipements et bâtiments rendues nécessaires par l'évolution de la législation et l'usure due à l'utilisation des équipements.

LE CONCESSIONNAIRE s'engage à laisser le libre accès à l'ensemble des services de contrôle compétents, et notamment à la Commission Communale de Sécurité.

LE CONCESSIONNAIRE s'engage, s'agissant des aménagements intérieurs des locaux mis à sa disposition, à s'assurer que les **sorties et dégagements intérieurs** permettent toujours un accès rapide aux issues de secours.

LE CONCESSIONNAIRE s'engage à assurer lui-même l'évacuation des **déchets** de ses activités et à ses frais.
Le délégataire veillera au respect des pratiques qu'implique le type de collecte du secteur des crèches.
Le cas échéant le CONCESSIONNAIRE disposera également de containers réglementaires fermés, poubelles et récipients en nombre suffisant. Il limitera la présence des containers sur la voie publique au strict nécessaire et devra les sortir 1 heure avant la collecte et les rentrer 1 heure après au maximum. Il prendra en charge financièrement toutes mesures nécessaires pour veiller à ce que les containers soient rentrés (exemple : le weekend ou avant la fermeture prolongée de l'établissement) en ayant recours si nécessaire à un prestataire.

Article 21.3 - Contrôles

La VILLE pourra effectuer ou faire effectuer tout contrôle à l'effet de vérifier notamment les conditions sanitaires, d'hygiène et de sécurité des lieux ainsi que l'état général des locaux mis à disposition et prescrire la réalisation de tous travaux nécessaires.
En cas de non-réalisation desdits travaux par LE CONCESSIONNAIRE, la convention liant la VILLE et le CONCESSIONNAIRE pourra être résiliée d'office aux torts exclusifs de celui-ci

Article 21.4 - Le Responsable unique de sécurité

LE CONCESSIONNAIRE s'engage, préalablement à la prise de possession des locaux qui lui sont confiés dans le cadre de la présente convention, **à désigner, pour chacune des structures, un RESPONSABLE UNIQUE DE SECURITE.**

Il lui fournira les moyens financiers, matériels et humains ainsi que les formations nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

Il est entendu que le RESPONSABLE UNIQUE DE SECURITE aura été, préalablement, pleinement éclairé sur les compétences requises pour assurer l'exercice de ses pouvoirs.

Celui-ci aura la charge d'assurer la mise en œuvre des mesures garantissant le respect des réglementations applicables **en matière de police, d'hygiène et de sécurité**, notamment contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, et les risques d'accident du travail et de maladies professionnelles.

Le RESPONSABLE UNIQUE DE SECURITE aura, notamment, pour mission de :

- Assurer le respect des conditions d'hygiène et de sécurité au travail et la lutte contre les accidents du travail et les maladies professionnelles ;
- Assurer le respect des conditions d'hygiène et de sécurité des locaux et la lutte contre les risques de toute nature, notamment sanitaire, incendie et panique ;
- Accueillir les services de l'Inspection du travail lors de ses visites et lui rendre compte des dispositions prises en matière d'hygiène et sécurité au travail ;
- Accueillir la Commission Communale de sécurité lors de ses visites et lui rendre compte des dispositions prises en matière de sécurité incendie, notamment l'ouverture et à la tenue à jour du registre de sécurité pour l'ensemble des équipements et parties communes ;
- Informer les exploitants et/ou intervenants extérieurs sur sites, des conditions particulières à respecter dans l'établissement au titre de la prévention des risques en matière d'hygiène et sécurité au travail – notamment par l'établissement d'un Plan Particulier de Sécurité et de Prévention – et d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;
- Informer la VILLE de tous problèmes liés à l'hygiène et la sécurité, et l'informer le cas échéant des difficultés rencontrées dans l'application de la réglementation ;
- Veiller au maintien des locaux, installation et équipements en conformité avec les dispositions légales et réglementaires, notamment issues du Code du Travail et du Code de la Construction et de l'Habitation ;
- Assurer, en toutes circonstances, de la vacuité et la permanence des cheminements d'évacuation, faire appliquer les consignes en cas d'incendie, mettre en œuvre les moyens de 1ère intervention et assurer l'évacuation du public ;
- Veiller au bon fonctionnement et à l'entretien des installations et équipements de sécurité (extincteurs, équipements hydrauliques, alarmes et détection, fermeture des portes, désenfumage, éclairage, etc.) ;
- Assurer le suivi des contrats d'entretien obligatoires et vérifications techniques périodiques ;
- Garantir le respect des prescriptions de la commission de sécurité et des observations des organismes de contrôle et techniciens compétents ;
- Assurer la tenue d'exercices périodiques d'instruction des personnels ;
- Garantir l'absence de travaux dangereux réalisés en présence du public ou faisant courir un risque à celui-ci ;

La présente énumération n'est aucunement limitative des obligations du CONCESSIONNAIRE **comme du RESPONSABLE UNIQUE DE SECURITE** qu'il a désigné, à qui il incombe, plus généralement, de prendre toutes les mesures nécessaires, à la sécurité et l'hygiène au travail, au bon déroulement des activités qu'il proposera et à la préservation et conservation des locaux confiés au terme de la future convention.

Article 22 – Recrutement et gestion des personnels

Le CONCESSIONNAIRE devra recruter les personnels nécessaires pour l'exploitation de la crèche d'une capacité de 60 berceaux et équipée d'une cuisine de préparation sur place (liaison froide), d'une lingerie/buanderie et d'une biberonnerie, selon les normes du décret n° 2000-762 du 1er août 2000, du décret n° 2007-230 du 20 février 2007 et du décret n°2010-613

du 7 juin 2010 relatifs aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans, et conformément à la réglementation en vigueur.

Dans le cadre de l'application des nouvelles normes d'encadrement issues du décret du 30 août 2021 relatif aux établissements d'accueil de jeunes enfants, le candidat devra préciser dans son offre et dans son règlement de fonctionnement, le mode de calcul retenu pour la constitution de l'équipe d'encadrement : soit d'un professionnel pour cinq enfants qui ne marchent pas et d'un professionnel pour huit enfants qui marchent, soit d'un professionnel pour six enfants.

L'équipe devra être composée :

- du personnel titulaire des diplômes requis par les textes en vigueur concernant l'encadrement des jeunes enfants,
- du personnel nécessaire au fonctionnement d'un office de préparation, à l'entretien du linge et des locaux,
- une équipe pluridisciplinaire en soutien (1 médecin, 1 psychologue et 1 psychomotricienne).

Le personnel sera entièrement rémunéré par le CONCESSIONNAIRE, charges sociales et patronales comprises, et autres frais et taxes. L'ensemble du personnel devra être affecté au fonctionnement du service.

Un extrait de casier judiciaire n°3 devra être versé au dossier de chaque agent recruté.
.
Le CONCESSIONNAIRE affectera au suivi du contrat et en support de l'équipe de la crèche :

- un coordinateur de proximité,
- un référent administratif et financier,
- un référent facturation/comptabilité,
- un référent technique (suivi entretien du bâtiment),
- Un référent RH.

Le CONCESSIONNAIRE s'engage à mettre en place une équipe de 22 personnes, réparties en 22 ETP, dont 17 auprès des enfants

Elle est composée de :

- 1 Directrice IDE
- 1 Directrice adjointe EJE

Auprès des enfants :

- 3 Educatrices de Jeunes Enfants
- 1 Infirmière
- 3 Auxiliaires de Puériculture
- 10 Agents Petite Enfance

Equipe technique :

- 2 agents de service
- 1 cuisinier

Les diplômés de rang 1 représentent 41% des encadrants

En plus de l'équipe de crèche, la société fera appel à d'autres compétences :

- Pédiatre : 6 heures par mois
- Psychologue : 10 heures par mois
- Psychomotricien : 16 heures par mois

En cas d'absence de professionnels et pour assurer la continuité du service, le CONCESSIONNAIRE a recours au recrutement de CDD ou à de l'intérim. Pour les remplacements sur courts préavis et en complément, le responsable opérationnel du secteur dispose d'un pool de 6 gents volants dont une Auxiliaire de Puériculture.

Le CONCESSIONNAIRE dispose de son organisme de formation agrée « Enfance pour Tous ». Il s'engage sur un minimum de 2 jours de formation par professionnel par an. A cela s'ajoutent des formations assurées en interne par la Directrice et par la Responsable opérationnelle.

Aarticle 23 – Jouissance des biens immobiliers

Le CONCESSIONNAIRE devra jouir des biens mis à sa disposition selon les usages et sollicitera notamment les autorisations qui pourraient se révéler nécessaires préalablement à l'exercice de ses droits.

Article 24 – Assurance – Responsabilités

Article 24.1 – Principes

Les contrats d'assurance souscrits par le CONCESSIONNAIRE devront notamment respecter les conditions ci-après :

1. le CONCESSIONNAIRE doit prendre les dispositions nécessaires pour que soient assurés tous les intervenants dans la limite de leurs interventions, notamment l'autorité concédante et le personnel du CONCESSIONNAIRE.

2. le contrat d'assurances multirisques doit garantir les dommages matériels atteignant les ouvrages et toutes les immobilisations relevant du CONCESSIONNAIRE, y compris les biens mis à sa disposition, à l'exception des dommages relevant de la garantie décennale incombant aux constructeurs en vertu des articles 1792 et suivants du Code Civil.

3. l'assurance du CONCESSIONNAIRE, au titre de sa responsabilité civile, couvre les responsabilités encourues du fait de l'exploitation technique et commerciale des ouvrages et du service.

4. Une assurance perte d'exploitation couvrant, entre autres, la redevance due à la VILLE sur les bases des mois courants et les pertes d'exploitation du bénéficiaire avec clause de non-recours contre la VILLE.

5. Le délégataire doit fournir à la Ville, dans les 30 jours de l'échéance de leur assurance, l'attestation d'assurance et de prime à jour.

6. Il est précisé que les compagnies d'assurances renoncent à tous recours contre l'autorité concédante ou contre le CONCESSIONNAIRE, le cas de malveillance excepté.

7. Les polices assurant, à concurrence de la valeur actuelle, les immeubles et les équipements devront porter sur les risques suivants : locatifs, de voisinage, eau, électricité, foudre, incendie et explosions, inondations et pertes d'exploitation.

8. Les risques sur les biens assurés seront réévalués tous les ans en fonction de l'indice d'indexation du contrat d'assurance.

9. En cas de sinistre, l'indemnité versée par les Compagnies sera intégralement affectée à la remise en état de l'ouvrage et de ses équipements. A ce titre, les indemnités seront réglées au CONCESSIONNAIRE, qui devra se charger des travaux de remise en état, sans affecter en rien l'estimation de la valeur du parc avant le sinistre.

Les travaux de remise en état devront commencer immédiatement après le sinistre sauf délai supplémentaire lié à l'intervention des assurances.

Caractère personnel

La convention sera consentie à titre personnel, au bénéfice exclusif du CONCESSIONNAIRE.

Le CONCESSIONNAIRE déclare avoir été pleinement informé :

- qu'il n'a pas qualité pour autoriser un tiers à occuper les locaux mis à disposition par la VILLE ;
- qu'il ne pourra en conséquence autoriser quiconque à occuper le domaine public mis à disposition, qu'avec l'accord préalable et écrit de la VILLE et qu'il ne pourra dès lors accorder de droits à des tiers qui excèderaient ceux qui lui ont été consentis par la future convention.

Responsabilités

Le CONCESSIONNAIRE aura l'entière responsabilité des dommages et nuisances éventuelles pouvant survenir, de son fait ou des personnes agissant pour son compte, à son personnel, ses fournisseurs, ses prestataires, les usagers et à tout tiers pouvant se trouver dans les lieux objet de la présente convention, ainsi qu'à leurs biens, durant la durée de l'occupation.

En conséquence, le CONCESSIONNAIRE s'obligera à garantir la VILLE de toute condamnation qui pourrait être prononcée à son encontre.

Article 24.2 - Immeubles, équipements et meubles mis à la disposition du CONCESSIONNAIRE

En ce qui concerne les locaux, équipements et meubles pouvant appartenir à la VILLE et mis à la disposition du CONCESSIONNAIRE dans le cadre de l'affermage, celle-ci ainsi que ses assureurs disposent d'un recours locatif contre le CONCESSIONNAIRE et ses assureurs, en cas d'incendie, d'explosion, dégâts des eaux et risques annexes.

En revanche, le CONCESSIONNAIRE ainsi que ses assureurs devront renoncer, pour ces mêmes risques, à exercer tout recours contre la collectivité et ses assureurs.

Article 24.3 - Immeubles, équipements et meubles appartenant au CONCESSIONNAIRE

Le CONCESSIONNAIRE sera tenu de faire couvrir les dommages causés aux équipements, meubles et matériels lui appartenant dans les lieux, nécessaires au fonctionnement du service, en cas notamment d'incendie, explosion et risques assimilés, dégât des eaux, vol, dégradation résultant de la gestion des locaux et risques habituels couverts par une multirisques usuelle.

Article 24.4 – Gestion de l'activité

Le CONCESSIONNAIRE s'assurera également de manière à couvrir la responsabilité qu'il peut encourir du fait de la gestion du service, en ce compris notamment les risques d'intoxication ou d'empoisonnement pouvant survenir du fait de son exploitation.

Article 24.5 – Justification des assurances

Toutes les polices d'assurances doivent être communiquées à la collectivité. Le CONCESSIONNAIRE lui adressera à cet effet, dès signature, chaque police et avenant, accompagnée d'une déclaration de la compagnie d'assurance précisant qu'elle dispose d'une ampliation certifiée du texte du contrat.

L'autorité concédante pourra en outre, à toute époque, exiger du CONCESSIONNAIRE la justification du paiement régulier des primes d'assurances.

Toutefois, cette communication n'engagera en rien la responsabilité de l'autorité concédante pour le cas où, à l'occasion d'un sinistre, l'étendue des garanties ou le montant de ces assurances s'avéreraient insuffisants.

Article 24.6 – Clauses générales

Les polices d'assurance souscrites par le CONCESSIONNAIRE, ou le cas échéant par la VILLE, devront prévoir que les compagnies d'assurances auront communication des termes spécifiques du futur contrat d'affermage afin de rédiger en conséquence leurs garanties.

Chaque année, avant la date d'échéance du contrat d'assurance, le CONCESSIONNAIRE sera tenu de procéder à une réactualisation des garanties et transmettra une attestation d'assurance.

Article 24.7 - Obligations du CONCESSIONNAIRE en cas de sinistre

En cas de sinistre ou du fait des travaux de remise en état engagés à la suite du sinistre, le CONCESSIONNAIRE sera tenu de prendre toutes dispositions pour qu'il y ait le moins d'interruption possible dans l'exécution du service.

En cas de sinistre affectant les immeubles et équipements, l'indemnité versée par les compagnies sera intégralement affectée à la remise en état, sans affecter en rien l'estimation de la valeur des biens avant le sinistre.

Les travaux de remise en état devront commencer immédiatement après le sinistre, sauf cas de force majeure ou d'impossibilité liée aux conditions d'exécution des expertises.

CHAPITRE 4 ENTRETIEN, REPARATIONS, RENOUVELLEMENT

Au sens de l'article 606 du Code Civil, il est fait une distinction entre les grosses réparations (toutes celles qui intéressent l'immeuble dans sa structure et sa solidité générale) et les réparations d'entretien (celles qui sont utiles au maintien permanent en bon état de l'immeuble).

Dans le cadre de ce contrat, le concessionnaire a pour mission le maintien en état de fonctionnement des biens, équipements et ouvrages du service exploité. A ce titre, il est chargé de l'entretien de l'ensemble des biens mais aussi de leur renouvellement.

Les dispositions suivantes explicitent la répartition de ces réparations entre le concessionnaire et l'autorité concédante.

Le CONCESSIONNAIRE devra mettre en œuvre un suivi spécifique de ces installations. En effet, le concessionnaire s'engage à avertir immédiatement la Ville de toutes anomalies ou dysfonctionnements relevés concernant ces équipements. De plus avant toute opération de maintenance et d'entretien de ceux-ci le concessionnaire avertira la Ville et transmettra dans les plus brefs délais les comptes rendus des interventions.

Article 25 - Entretien courant

Le CONCESSIONNAIRE sera tenu d'effectuer régulièrement et à ses frais, tous les **travaux d'entretien et les réparations** sur les biens immobiliers, locaux, équipements et matériels mis à disposition, ou dont il fera usage, dans le cadre de l'exécution du futur contrat.

Il assure également :

- le maintien en parfait état de propreté de tous les locaux (sols, vitres intérieures et extérieures, murs, peintures, plafonds, motifs de décoration, mobilier, façade extérieure, volets extérieures etc.),

- l'entretien, les dépannages et la maintenance spécifique du petit et du gros matériel lié à l'exercice de sa délégation,

- l'entretien des espaces extérieurs (portail, clôtures, sols souples, jeux, cabane, pelouse…) ainsi que de l'auvent de protection, du filet de protection, de la verrière et du toit terrasse le cas échéant,

- le cloisonnement autre que les structures porteuses,

- les travaux demandés par les commissions de sécurité, les travaux consécutifs aux rapports de bureaux de contrôle, de la Direction Départementale de la Protection des Populations ou des services de la Protection Maternelle Infantile,

- le CONCESSIONNAIRE aura l'obligation d'assurer les dépannages, la maintenance préventive et corrective ainsi que les éventuels renouvellements, conformément à la réglementation en vigueur, des équipements suivants :
  - équipements structurels et, notamment les installations électriques, de chauffage, de l'ensemble des réseaux d'eau et d'évacuation, des terrasses …
  - équipements techniques tels que les moyens de secours incendie (SSI, détecteurs, déclencheurs manuels, extincteurs, RIA, colonnes sèches et humides, désenfumage etc.…) ; les systèmes d'alarme anti-intrusion (prévoir un

raccordement téléphonique), d'interphonie, de vidéophonie, de l'ensemble des réseaux aérauliques (systèmes de ventilation, de climatisation…) …
- équipements spécifiques tels que les hottes de cuisine, les bacs à graisse…

Il est à noter que la liste des équipements cités n'est pas exhaustive.

Toute installation nécessitant un remplacement de l'équipement devra être validée au préalable par l'autorité concédante.
Tous travaux effectués par le fermier font l'objet d'un rapport de vérification réglementaire après travaux (RVRAT) par un bureau de contrôle et sont réceptionnés par la VILLE.

Pour satisfaire à l'obligation générale d'entretien des biens mis à disposition, le CONCESSIONNAIRE élabore un programme prévisionnel de travaux sur la durée du contrat sur la base duquel il constitue une provision pour Travaux d'Entretien et de Réparations (provisions pour charges) conformément aux comptes d'exploitations prévisionnels annexés au présent contrat. La fraction non utilisée de cette provision à l'expiration de la convention, par arrivée de son terme ou avant terme, revient à la VILLE.

De plus, en cas d'installation d'un système de vidéosurveillance, le CONCESSIONNAIRE devra réaliser (avec l'appui de la collectivité) les démarches de déclarations administratives auprès des institutions concernées.

Le CONCESSIONNAIRE devra assurer conformément à la réglementation en vigueur (notamment l'arrêté du 25 juin 1980 applicable aux Etablissements Recevant du Public (ERP) les **vérifications périodiques obligatoires** des équipements qui lui sont confiés. Ces charges devront impérativement être intégrées dans le compte d'exploitation prévisionnel.

En cas d'observations et/ou de non-conformité, le CONCESSIONNAIRE devra mettre en œuvre et dans les plus brefs délais, les travaux de mise en conformité.

En cas de non-réalisation par le CONCESSIONNAIRE des contrôles obligatoires de vérifications périodiques, la VILLE pourra appliquer au CONCESSIONNAIRE une sanction telle que prévue au présent contrat et pourra mandater un bureau de contrôle pour effectuer ces contrôles obligatoires aux frais du CONCESSIONNAIRE. Si le bureau de contrôle indique dans son rapport qu'il est nécessaire de faire des travaux ou de procéder à une intervention quelconque afin de respecter les normes sanitaires, d'hygiène et de sécurité, la VILLE mandatera une société pour réaliser ces travaux aux frais du CONCESSIONNAIRE. Ces contrôles et ces travaux feront l'objet d'un titre de recette que le CONCESSIONNAIRE devra payer dans un délai de 30 jours à compter de la réception de ce titre.

Le CONCESSIONNAIRE aura aussi à sa charge **le prélèvement et l'analyse d'eau pour la recherche préventive de légionnelle** (au minimum deux fois par an) conformément aux dispositions du règlement sanitaire départemental des Hauts de Seine. En cas de présence de légionnelle, le CONCESSIONNAIRE devra mettre en œuvre et dans les plus brefs délais les opérations correctives.

Dans ce cadre, le CONCESSIONNAIRE devra obligatoirement transmettre à la VILLE, au fur et à mesure :
- tous les rapports et comptes rendus des contrôles effectués des différents équipements cités ci-dessus,
- les rapports de vérification périodique des contrôles obligatoires.

En tout état de cause, le CONCESSIONNAIRE devra annexer à son bilan annuel l'ensemble des bons d'interventions, des rapports de vérifications et d'analyse et tout autre attestation assurant du service fait pour l'entretien et la maintenance des différents équipements.

Le CONCESSIONNAIRE devra communiquer à la VILLE avant le commencement de l'exploitation des structures tous les contrats d'entretien et de maintenance techniques qu'il a souscrits ou / et déclarer les moyens et personnels nécessaires pour effectuer les opérations à sa disposition. Le prestataire devra déclarer tout changement de prestataire en cours d'exécution du contrat.

Le CONCESSIONNAIRE ne pourra souscrire de contrats pour une durée supérieure à celle de la convention.

En cas de résiliation anticipée de la convention, ces contrats seront cessibles à l'autorité concédante ou à tout autre repreneur.

Il est à noter que la liste des équipements cités en annexe du contrat n'est pas exhaustive.

Article 26 - Répartitions des grosses réparations entre la VILLE et le concessionnaire

La VILLE fait son affaire de toutes les grosses réparations concernant les bâtiments telles que définies à l'article 606 du Code civil (la structure, le clos et le couvert), les réseaux en copropriété, l'étanchéité dans la mesure où la responsabilité du fermier n'est pas engagée.

Le concessionnaire a la charge des grosses réparations notamment dans le cas où sa responsabilité serait engagée.

Dès que la VILLE connaît les modalités de réalisation des travaux qu'elle souhaite engager, elle prévient le concessionnaire des interventions prévues dans le bâtiment.

Le concessionnaire doit cependant supporter la réalisation des travaux entrepris par la VILLE et ce quel que soit l'incommodité que ces travaux peuvent lui causer et pour autant qu'il soit privé, pendant qu'ils se font, d'une partie quelconque des équipements mis à disposition.

Il ne peut, en outre, réclamer aucun dommage et intérêt ni changement de tarification ou de la rémunération pour le préjudice qui lui serait causé à l'occasion et à la suite de travaux.

Article 27 – Renouvellement des biens à la charge du concessionnaire

Le CONCESSIONNAIRE doit assurer le renouvellement des biens et équipements susceptibles de subir une défaillance au cours de la durée d'exécution du contrat et nécessaires pour assurer la continuité immédiate et permanente du fonctionnement du service.

A ce titre, il devra notamment remplacer les équipements et matériels détériorés ou disparus immédiatement et sans préjudice des recours éventuels contre les auteurs de dégâts.

Au préalable, la Ville devra donner son accord sur le type ou le modèle (exemples : cylindre des portes, équipements de chauffage...).

La notion de renouvellement excède le simple entretien des biens ou leur maintien en état de fonctionnement. Elle consiste en l'engagement de procéder au remplacement du bien à l'identique afin de permettre la continuité de l'exploitation.

En cas de non-réalisation par le CONCESSIONNAIRE des renouvellements nécessaires, la VILLE pourra appliquer au CONCESSIONNAIRE une sanction telle que prévue au présent contrat et pourra mandater une société pour effectuer ces travaux ou acheter directement les biens correspondants au frais du CONCESSIONNAIRE. Ces travaux et ces achats feront l'objet d'un titre de recette que le CONCESSIONNAIRE devra payer dans les 30 jours à compter de la réception de ce titre.

Le CONCESSIONNAIRE doit constituer dans ses comptes une provision (provision pour charges) pour satisfaire à cette obligation de renouvellement conformément aux comptes d'exploitations prévisionnels annexés au présent contrat. La fraction non utilisée de cette provision à l'expiration de la convention, lors de l'arrivée de son terme ou avant terme, revient à la VILLE.

CHAPITRE 5 DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 28 – Rémunération du CONCESSIONNAIRE

En contrepartie de ses obligations, le CONCESSIONNAIRE recevra une rémunération, comprenant :

- les participations familiales,
- la participation de la VILLE au titre du fonctionnement,
- la participation des entreprises,
- la subvention de fonctionnement de la Caisse d'Allocations Familiales,
- la subvention de fonctionnement du Conseil Départemental des Hauts de Seine.

Article 29 – Tarifs applicables aux usagers

Le CONCESSIONNAIRE aura l'obligation d'appliquer les taux d'effort et le tarif plancher de la Caisse Nationale d'Allocations Familiales (C.N.A.F.) ainsi que le tarif plafond votés en Conseil Municipal. Ces tarifs planchers et plafonds sont ceux appliqués aux structures municipales.

En général, la VILLE procède à la modification des tarifs des services publics au mois de décembre pour les tarifs applicables durant l'année civile. Aussi, la VILLE transmettra les délibérations correspondantes au CONCESSIONNAIRE au fur et à mesure et dès que possible.

Article 30 – Réexamen des conditions financières

Pour tenir compte de l'évolution économique et technique, le montant des tarifs sur lesquels le CONCESSIONNAIRE s'engage, pourra être réexaminé :

- si la fréquentation annuelle connaît une augmentation ou une diminution d'au moins 20 % sur 12 mois successifs par rapport à un taux de fréquentation moyen de 80 % par jour,

- si les charges de fluide inscrites au compte d'exploitation prévisionnel subissent une variation de plus de 20 % sur 12 mois successifs,

En cas d'évolution de la réglementation (normes, fiscalité…), le CONCESSIONNAIRE devra supporter les charges supplémentaires, sans réexamen possible des conditions financières sauf en cas de bouleversement de l'économie du contrat.

Article 31 – Redevance

Le CONCESSIONNAIRE versera à la collectivité une redevance, en contrepartie des biens immobiliers et mobiliers mis à sa disposition par la VILLE.

Valeur déterminée au regard du prix bas au m² à la location sur le secteur, soit 20 € TTC / m² / moi soit 240 €/m²/an. Soit une redevance globale de 212 400 € TTC par an pour la totalité de la surface intérieure de la crèche soit 885 m².

La redevance est révisée chaque année selon la clause d'indexation prévue à l'article 32 de la présente convention

Conformément au décret n°2015-1763 du 24 décembre 2015 la redevance est assujettie à la TVA.

Cette redevance sera versée en une seule fois, en fin d'année civile, sur présentation d'un titre de recettes. Cette redevance est exigible annuellement au mois d'octobre de l'année concernée. Pour la dernière année d'exécution du contrat, elle sera exigible au mois de juin de l'année concernée.

Le CONCESSIONNAIRE disposera d'un délai de 30 jours à compter de la réception du titre pour verser la redevance.

Article 32 – Clause d'indexation

A partir de 2021, La redevance sur laquelle le CONCESSIONNAIRE s'engage sera automatiquement revalorisée une fois par an le mois prévu pour son exigibilité, en application de la formule suivante :

$$P = P_0 \times (0{,}15 + (0{,}85 \times I/I_0))$$

P = Prix révisé
P_0 = Prix au mètre carré proposé pour la 1ère année d'exploitation
0,15 = Partie fixe
I_0 = Indice d'indexation connu le mois de la prise de possession des locaux
I = Indice d'indexation connu le mois anniversaire de la prise de possession des locaux
Indice I = Indice FSD 1. (Frais et services divers - modèle de référence n°1)
Composition de l'indice FSD 1 :
- 79% de l'indice MIG EBI (correspondant à l'indice de prix de production de l'industrie française "Energie et biens intermédiaires" Base 2015 de l'Insee) code : 010534840
- 21% de l'indice TCH (correspondant à l'indice de prix à la consommation "Transport, communications et hôtellerie" Base 2015 de l'Insee) code : 001763861

En cas de cessation de publication ou de disparition, avant l'expiration du contrat, d'un des indices choisis, et si un nouvel indice était publié afin de s'y substituer, la révision se trouverait de plein droit indexée sur ce nouvel indice, et le passage de l'ancien indice au nouveau s'effectuerait en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire. Sinon, les parties conviendraient de lui substituer un indice similaire choisi en accord entre elles.

Article 33 – Dispositions fiscales – Charges de copropriété - Provisions

Les impôts ou taxes, y compris les impôts relatifs aux immeubles du service, ainsi que les charges seront répartis entre la VILLE et le CONCESSIONNAIRE comme elles sont normalement réparties entre un propriétaire et un locataire.

Article 34 – Amortissements et Provisions

Les dotations aux amortissements et dotations aux provisions dans les charges d'exploitation du service délégué doivent être suffisantes pour permettre au concessionnaire de récupérer les capitaux qu'il a investis et de respecter ses engagements contractuels, notamment en ce qui concerne le renouvellement des installations de la collectivité. Ces dotations sont calculées selon les règles fiscales et comptables en vigueur, et ne doivent pas excéder les besoins de financement prévisibles du service délégué.

Le concessionnaire rend compte annuellement dans ses rapports d'activités de l'utilisation de cette provision. Les provisions non utilisées feront retour à la collectivité en fin de contrat. La gestion des provisions est la suivante : l'excédent de la provision de l'exercice n-1 est reporté à l'exercice n et vient s'ajouter à la provision de l'exercice n.

Elles seront également dues à la Collectivité au jour de la rupture du contrat en cas de résiliation pour motif d'intérêt général ou déchéance.

Article 35 – Modalités de facturation et délai de paiement

Le CONCESSIONNAIRE commencera à facturer la Ville le premier mois d'accueil des enfants. La facturation se fera mensuellement à terme échu en tenant compte de la participation de la VILLE indiquée dans le compte d'exploitation annexé au contrat (participation VILLE de l'année concernée divisée par le nombre de mois d'exploitation).

Les factures afférentes au contrat seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :
- les noms, n° de SIRET et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal ;
- les références du contrat (n° et dénomination) et le cas échéant de chaque avenant ;
- la prestation exécutée et le mois concerné ;
- le montant total conformément au compte d'exploitation annexé ;
- la date ;

Les montants facturés sont arrondis au deuxième chiffre après la virgule.

En application des dispositions des textes réglementaires, le concessionnaire a l'obligation de transmettre ses factures sous forme dématérialisée sur l'adresse : https://chorus-pro.gouv.fr . A défaut, ses factures seront réputées non reçues.

L'envoi des factures électroniques nécessite le numéro SIRET identifiant la structure débitrice, à savoir : **209 200 409 000 15**.

Le règlement, après constatation du service fait, est effectué par virement avec mandatement administratif dans le délai global de 30 jours à compter de la présentation de la demande de paiement. Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire, au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points.

Par ailleurs, le défaut de paiement dans ce délai entraîne également de plein droit, au bénéfice du titulaire, le paiement d'une indemnité forfaitaire de 40€ pour frais de recouvrement.

CHAPITRE 6 CONTROLE PAR LA VILLE

Article 36 - Principe

La VILLE conserve le contrôle du service délégué.

Pour en permettre l'exercice, le CONCESSIONNAIRE devra lui communiquer, par l'intermédiaire de son représentant, ou communiquer à toute personne physique ou morale accréditée, les documents et renseignements suivants afin de justifier du parfait accomplissement des obligations mises à sa charge par le contrat. Le CONCESSIONNAIRE

s’obligera à accepter toute vérification par la VILLE des documents communiqués. A cet effet, les personnes accréditées par la VILLE pourront se faire présenter toutes pièces comptables, extra-comptables ou autres nécessaires.

Le CONCESSIONNAIRE s’obligera également à répondre à toute demande de précision et, de manière générale, à prêter son concours à la VILLE pour faciliter sa mission de contrôle. La VIILLE pourra à tout moment s'assurer que le service est effectué avec diligence par le fermier. Les frais de contrôle engagés par la VILLE seront à la charge du fermier lorsqu'il s'avérera que l'entretien et l'exploitation du service sont mal ou insuffisamment assurés.

Article 37- Rapport du CONCESSIONNAIRE

En application des dispositions des articles L. 1411-3 du Code Général des Collectivités territoriales, et de l’article 52 de l’ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession, le CONCESSIONNAIRE transmet à l’autorité concédante, chaque année un rapport comprenant conformément à l’article 33 du décret n° 2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession :

- des données comptables,
- une analyse de la qualité du service,
- une annexe comprenant un compte rendu technique et financier.

Ce rapport comprendra également l’ensemble des bons d’interventions, des rapports de vérifications et d’analyses et toute autre attestation assurant du service fait pour l’entretien et la maintenance des différents équipements.

Ce rapport doit être transmis à la VILLE **avant le 15 avril de chaque année.**

37.1 - Données comptables

Les données comptables à fournir par le CONCESSIONNAIRE sont les suivantes :

a) Le compte annuel de résultat de l’exploitation de la concession certifié, rappelant les données présentées l'année précédente au titre du contrat en cours. Pour l'établissement de ce compte, l'imputation des charges s'effectue par affectation directe pour les charges directes et selon des critères internes issus de la comptabilité analytique ou selon une clé de répartition dont les modalités sont précisées dans le rapport pour les charges indirectes, notamment les charges de structure ;

b) Un état des provisions effectuées par le CONCESSIONNAIRE ainsi que le niveau de consommation de ces sommes ;

c) Une présentation des méthodes et des éléments de calcul économique annuel et pluriannuel retenus pour la détermination des produits et charges directs et indirects imputés au compte de résultat de l'exploitation, les méthodes étant identiques d'une année sur l'autre sauf modification exceptionnelle et dûment motivée ;

d) Un état des variations du patrimoine immobilier intervenues dans le cadre du contrat ;

e) Un état des autres dépenses de renouvellement réalisées dans l'année conformément aux obligations contractuelle ;

f) Un compte rendu de la situation des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public concédé, comportant notamment une description des biens et, le cas échéant, le programme d'investissement, y compris au regard des normes environnementales et de sécurité ;

g) Un état du suivi du programme contractuel d'investissements en premier établissement et du renouvellement des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public concédé ainsi qu'une présentation de la méthode de calcul de la charge économique imputée au compte annuel de résultat d'exploitation de la concession ;

h) Un inventaire des biens désignés au contrat comme biens de retour et de reprise du service concédé ;

i) Les engagements à incidences financières, y compris en matière de personnel, liés à la concession et nécessaires à la continuité du service public ;

37.2 - Analyse de la qualité du service

Au titre de ce rapport d'analyse du service, le CONCESSIONNAIRE devra fournir au minimum les indications suivantes :

1. L'effectif du service et les qualifications correspondantes, y compris les intervenants extérieurs,
2. l'évolution générale des locaux et matériels,
3. les modifications éventuelles de l'organisation du service,
4. la fréquentation mensuelle,
5. copie des dossiers transmis deux fois par an à la Caisse d'Allocations familiales,
6. le projet d'établissement comprenant le projet pédagogique et le règlement intérieur pour l'année suivante,
7. les résultats des contrôles périodiques règlementaires ainsi que l'ensemble des bons d'interventions, des rapports de vérifications et d'analyses et toute autre attestation assurant du service fait pour l'entretien et la maintenance des différents équipements,
8. les pièces nécessaires à la tenue du registre de sécurité,
9. les modifications éventuelles demandées par la P.M.I,
10. la liste et le coût des investissements et des renouvellements en matériels,
11. la liste de l'ensemble des adaptations ou travaux à envisager,
12. les résultats de l'enquête de satisfaction menée par le CONCESSIONNAIRE.

L'analyse de la qualité du service comporte tout élément permettant d'apprécier la qualité du service rendu et les mesures proposées par le CONCESSIONNAIRE pour une meilleure satisfaction des usagers. La qualité du service est notamment appréciée à partir d'indicateurs proposés par le CONCESSIONNAIRE ou demandés par l'autorité concédante et définis par voie contractuelle.

37.3 - Compte rendu technique et financier

Le compte rendu technique comprend au moins les indications suivantes :

- travaux d'entretien, de renouvellement et de modernisation effectués,
- adaptations à envisager,
- attestations des polices d'assurances,
- justificatif du paiement régulier des primes d'assurances,
- rapports des organismes de contrôle réglementaires (hygiène alimentaire : rapport d'analyses, rapport de la PMI, rapport de la CAF, rapport de vérifications périodiques),
- copie des réclamations et des réponses apportées,
- liste des contrats de sous-traitance et/ou d'entretien.

Le compte rendu financier rappelle les conditions économiques générales de l'année d'exploitation. Il précise, en outre, les recettes de l'exploitation, les tarifs applicables et leur évolution ainsi que les recettes d'activités annexes, et leur évolution par rapport à l'exercice antérieur. Pour les dépenses, il précise le détail par nature (personnel, fonctionnement, entretien et réparation) et leur évolution par rapport à l'exercice antérieur ainsi que les charges d'investissement. Les frais de siège devront également être détaillés.

De façon générale, Il retrace tous les comptes des opérations afférentes à la délégation.

Le compte rendu technique et financier est accompagné d'une analyse justifiée du CONCESSIONNAIRE en ce qui concerne les évolutions d'une année sur l'autre et, les écarts constatés avec les comptes prévisionnels annexés à la présente convention.

37.4 - Règles générales

Le rapport annuel du CONCESSIONNAIRE respecte les principes d'indépendance des exercices et de permanence des méthodes retenues pour l'élaboration de chacune de ses parties, tout en permettant la comparaison entre un exercice et le précédent.

Les recettes et les dépenses générées dans l'année doivent impérativement être imputées sur l'exercice comptable de l'année concernée.

En outre, le rapport annuel du CONCESSIONNAIRE est transmis à la commission consultative des services publics locaux, conformément aux dispositions de l'article L. 1413-1 du Code général des collectivités territoriales, et il est joint au compte administratif de l'autorité concédante lors des mesures de publicité.

Le rapport annuel doit être remis par le CONCESSIONNAIRE dès la première année de prise d'effet et d'exécution du contrat, en l'adaptant aux missions exécutées selon les modalités convenues avec l'autorité concédante.

Article 38.1 - Tableaux de bord mensuels

A la fin de chaque mois, au plus tard, le 5 du mois suivant, le CONCESSIONNAIRE transmet à l'autorité concédante un tableau de bord mensuel.

A la demande de l'autorité concédante, les informations du tableau de bord mensuel pourront être complétées et/ou modifiées.

Article 38.2 - Qualité

La direction de la Petite Enfance est investie dans une démarche qualité relative à l'exécution des concessions de service public.

A titre d'information les indicateurs relevés sont les suivants :

- la satisfaction des usagers ;
- le taux d'occupation ;
- le respect du nombre d'agents prévu au contrat ;
- le respect des diplômes des agents prévu au contrat.

Il s'agit d'une liste non exhaustive des indicateurs qui peut être amenée à évoluer en cours d'exécution du contrat.

Il sera donc demandé au CONCESSIONNAIRE de fournir l'ensemble des informations nécessaires à la Ville pour l'établissement de ces indicateurs.

Article 39 – Information de l'Autorité concédante

De manière générale, le CONCESSIONNAIRE s'engage à répondre à toute demande d'information de l'autorité concédante :

- le CONCESSIONNAIRE disposera de 8 jours calendaires pour les informations nécessitant des recherches documentaires ou des éléments financiers inconnus,
- le CONCESSIONNAIRE devra répondre dans les plus brefs délais pour toutes les autres demandes ;

Ces délais courent à compter de la réception de la demande transmise par tout moyen.

Il s'engage, en outre, à porter à la connaissance de l'autorité concédante, en temps réel, tout incident grave ou accident, qui, par sa nature ou sa portée, est susceptible d'affecter la continuité du service public délégué. Toute information verbale est confirmée par un rapport ou une note écrite.

Les informations sont communiquées sur papier ou sur fichier informatique exploitable et par transmission électronique, à la demande de l'autorité concédante.

Article 40 - Contrôle de l'autorité concédante

40.1 - L'autorité concédante a un pouvoir de contrôle étendu sur l'exécution des missions du CONCESSIONNAIRE, dans le respect de l'autonomie de gestion de ce dernier.

L'autorité concédante peut demander au CONCESSIONNAIRE, dans un délai qu'elle fixe, des informations complémentaires sur tous les comptes rendus et documents annexes produits ou tout autre rapport utile à l'exercice de son contrôle.

En outre, des réunions peuvent être organisées à la demande de l'autorité concédante avec le CONCESSIONNAIRE, selon un ordre du jour fixé par celle-ci. Elles donnent lieu à l'établissement d'un procès-verbal rédigé par le CONCESSIONNAIRE et transmis à l'autorité concédante dans les délais convenus qui ne pourront excéder 8 jours calendaires.

La non production des documents visés au présent article, ainsi qu'aux articles précédents du présent chapitre, dans les délais fixés, peut être sanctionnée dans les conditions prévues au chapitre 7.

40.2 - L'autorité concédante peut avoir recours à des organismes de contrôle extérieurs, choisis par elle. Les procédures de contrôle sont alors définies de manière indépendante par ces derniers, en accord avec l'autorité concédante et les résultats sont validés par celle-ci.

Toutes les personnes accréditées à cet effet par l'autorité concédante peuvent se rendre sur place et se faire présenter toutes les pièces nécessaires à leur contrôle. Elles peuvent procéder à toutes vérifications utiles, pour s'assurer que les biens concédés sont exploités et entretenus dans les conditions du présent contrat et que les intérêts contractuels de l'autorité concédante sont sauvegardés.

Dans tous les cas, les procédures de contrôle mises en œuvre et leurs résultats s'imposent au CONCESSIONNAIRE.

40.3 - Des enquêtes de satisfaction auprès des usagers seront menées afin de mieux cerner les performances et le fonctionnement du service public en vue de l'améliorer et/ou de le développer.

Elles sont effectuées :
- par l'autorité concédante durant les mois d'avril/mai ;
- par le CONCESSIONNAIRE durant les mois de novembre/décembre

40.4 - L'autorité concédante se réserve également le droit de faire procéder à des audits des conditions d'exploitation du service public.

CHAPITRE 7 SANCTIONS

Article 41 - Exécution d'office des travaux d'entretien, de réparation et de renouvellement

41.1 Le CONCESSIONNAIRE assure la continuité du service en toutes circonstances, sauf en cas de force majeure, ou de destruction totale des ouvrages ou de retard imputable à l'autorité concédante. En cas d'interruption tant totale que partielle du service, l'autorité concédante a le droit d'assurer le service par le moyen qu'elle juge bon aux frais du CONCESSIONNAIRE.

Sauf dans les cas d'exonération de responsabilité mentionnés à l'alinéa précédent, faute pour le CONCESSIONNAIRE d'exécuter ses obligations, et notamment de réalisation ou d'entretien des ouvrages, installations, équipements et matériels mises à sa charge, l'autorité concédante pourra faire exécuter d'office des travaux et prestations nécessaires à la réalisation ou au fonctionnement des ouvrages et du service.

Cette faculté s'exerce après mise en demeure dûment notifiée et restée sans effet à l'expiration d'un délai de quinze jours calendaires.

41.2 De même, l'autorité concédante peut faire assurer provisoirement le service public d'exploitation et de gestion des structures dont le périmètre est défini par le présent contrat, aux frais et risques du CONCESSIONNAIRE après mise en demeure dûment notifiée et non suivie d'effet à l'expiration d'un délai de quinze jours calendaires.

41.3 A compter de la notification du titre de recette, le CONCESSIONNAIRE a 30 jours pour rembourser les dépenses qui lui sont imputables à l'autorité concédante**.** Elles sont majorées de 10 % du montant des travaux et/ou des prestations exécutés d'office, en raison des frais supportés par l'autorité concédante pour la mise en œuvre des stipulations du présent article, sans préjudice des éventuels dommages et intérêts dus à des usagers ou à des tiers.

41.4 Si à l'expiration de la mise en régie provisoire, le CONCESSIONNAIRE est dans l'incapacité de reprendre l'exécution du service, l'autorité concédante peut prononcer sa déchéance, dans les conditions prévues à l'article 45 ci-après.

Article 42 – Pénalités pour retard de paiement

Le non-respect par le CONCESSIONNAIRE de ses obligations au paiement ou au reversement au profit de la VILLE de toute somme mise à sa charge par le contrat, pour quelque motif que ce soit, rend exigible, en sus du principal dû, un intérêt calculé au taux d'intérêt légal majoré de huit points.

Soit : somme due **X** (nombre de jours de retard de paiement / 365) **X** taux d'intérêt légal majoré de huit points

Article 43 – Pénalités

Dans les cas prévus ci-après, faute pour le CONCESSIONNAIRE de remplir les obligations qui lui sont imposées par les présentes caractéristiques des prestations, des pénalités

pourront lui être infligées sans préjudice et, s'il y a lieu, des dommages et intérêts envers les tiers. Les pénalités seront prononcées au profit de la VILLE par son représentant.

Elles seront calculées comme suit :

Retard dans l'entrée en fonctionnement du service ou interruption générale du service :

- pénalité de 2 000 € par jour ouvré de retard ou d'interruption

Interruption partielle du service :

- pénalité de 1 000 € par jour ouvré d'interruption

Constatation de la non-conformité de la gestion de l'activité aux prescriptions du présent contrat :

- pénalité de 500 € par manquement constaté et par jour ouvré après une mise en demeure adressée au CONCESSIONNAIRE en courrier recommandé à son siège social et restée infructueuse dans un délai de 10 jours ouvrés.

Constatation du non-respect des règles en vigueur en matière de sécurité et d'hygiène :

- pénalité de 500 € par manquement constaté et par jour ouvré au respect des règles et des normes après une mise en demeure adressée au CONCESSIONNAIRE en courrier recommandé à son siège social et restée infructueuse dans un délai de 10 jours ouvrés.

Non-respect des engagements contractuels du CONCESSIONNAIRE relatifs au nombre de professionnel et/ou à la qualification du personnel :

- pénalité de 150 € par manquement constaté et par jour ouvré de manquement après une mise en demeure adressée au CONCESSIONNAIRE en courrier recommandé à son siège social et restée infructueuse dans un délai de 10 jours ouvrés. Le montant total de cette pénalité est plafonné à 10% du montant total dû par le concessionnaire par période concernée (c'est-à-dire par mois concerné).

Non-réalisation d'un contrôle de vérifications périodiques dans le délai d'un mois à compter de la date où ce contrôle devient obligatoire :

- pénalité de 200 € par jour ouvré de constat de non réalisation de ce contrôle

Négligence dans le renouvellement ou l'entretien des biens mis à disposition :

- pénalité de 300 € par manquement constaté et par semaine ouvré de manquement après une mise en demeure adressée au CONCESSIONNAIRE en courrier recommandé à son siège social et restée infructueuse dans un délai de 10 jours ouvrés.

Retard dans la présentation de documents prévus au contrat :

- pénalité de 150 € par jour ouvré de retard

Non-production des documents prévus au chapitre 6, et après mise en demeure de la VILLE restée sans réponse dans un délai de 10 jours :

- pénalité de 300 € par jour ouvré de retard

En cas d'absence aux réunions non préalablement communiquée :

- pénalité de 150 € par manquement constaté

En cas de non-respect des opérations d'entretien et de nettoyage :

- pénalité de 200 € par manquement constaté après une mise en demeure adressée au CONCESSIONNAIRE en courrier recommandé à son siège social et restée infructueuse dans un délai de 10 jours ouvrés.

Non-respect des principes de la République (*cf*. article 12 du présent contrat)

- pénalité de 500 € par manquement constaté et par jour ouvré après une mise en demeure adressée au CONCESSIONNAIRE en courrier recommandé à son siège social et restée infructueuse dans un délai de 5 jours ouvrés
- passé ce délai, si le CONCESSIONNAIRE n'est pas en mesure de se conformer aux principes susvisés, l'autorité concédante peut prononcer sa déchéance, dans les conditions prévues à l'article 45 ci-après

Ces pénalités sont cumulables entre elles.

Ces pénalités sont dues quel que soit leur montant.

Elles sont nettes de TVA.

Facturation des pénalités
La ville émettra un titre de recettes du montant des pénalités.

Article 44 – Mise en régie ou fermeture provisoire

Sauf cas de force majeure dûment constaté ou de destruction totale des ouvrages en cas de **faute grave du CONCESSIONNAIRE**, notamment si la sécurité ou l'hygiène des enfants vient à être compromise, ou **si le service** est totalement interrompu ou **n'est exécuté que partiellement**, la VILLE pourra prendre toutes les mesures nécessaires (mandatement d'un prestataire extérieur ou exécution en régie par ses propres services) pour le bon fonctionnement du service aux frais et risques du CONCESSIONNAIRE. La VILLE pourra exécuter ou faire exécuter la partie du service affectée, objet de la faute grave ou de l'inexécution partielle, ou l'ensemble du service. Elle pourra prendre à cet effet possession temporairement des locaux, matériels, stocks, etc. et d'une manière générale de tout moyen nécessaire à l'exploitation.

La VILLE pourra également décider la non-exécution d'une partie du service ou de l'ensemble du service.

Cette mesure devra être précédée d'une mise en demeure restée sans effet dans un délai de 15 jours, sauf en cas de mesures d'urgence visées à l'article 46.

Le CONCESSIONNAIRE ne pourra en aucun cas demander des indemnités à l'occasion et à la suite des cas précités.

La mise en régie cesse dès que le délégataire est de nouveau en mesure de remplir ses obligations, sauf si la déchéance est prononcée.

Article 45 – Déchéance

Sauf cas de cause exonératoire de responsabilité prévue dans le présent contrat, en cas de faute d'une particulière gravité ou de manquements graves et répétés du CONCESSIONNAIRE à ses obligations contractuelles, l'autorité concédante peut prononcer la déchéance du CONCESSIONNAIRE, par décision de son assemblée délibérante.

La suspension de l'exploitation de tout ou partie des ouvrages délégués pendant une durée excédant soixante jours consécutifs correspond à une faute d'une particulière gravité du CONCESSIONNAIRE pouvant entrainer une déchéance.

La déchéance est obligatoirement précédée d'une mise en demeure, dûment motivée, notifiée par l'exécutif de l'autorité concédante et fixant un délai d'au moins deux mois au CONCESSIONNAIRE pour remplir ses obligations.

Le CONCESSIONNAIRE peut présenter toutes observations écrites et demander à être entendu sur les motifs de la mise en demeure.

En cas de déchéance, le CONCESSIONNAIRE n'a droit à aucune indemnité, sauf paiement de la valeur non amortie des biens immobiliers et mobiliers.

Ce montant sera versé au CONCESSIONNAIRE après paiement à l'autorité concédante des éventuelles pénalités et sanctions pécuniaires et coercitives qui lui sont dues.

Article 46 – Mesures d'urgence

En cas de péril imminent, ou de défaut dans l'exploitation du service public, l'autorité concédante peut prendre les mesures d'urgence et conservatoires nécessaires, y compris l'interruption provisoire du fonctionnement du service. Elle en informe immédiatement le CONCESSIONNAIRE.

Les mesures prises, le cas échéant, et les pénalités imposées sont sans préjudice des éventuels dommages et intérêts dus à des usagers ou à des tiers.

Le CONCESSIONNAIRE est tenu de désigner un référent technique pour le bâtiment qui sera en mesure de se déplacer en urgence pour tout incident pouvant impacter le bâtiment (les noms et coordonnées de la personne seront communiqués à la Ville en début de contrat).

Par ailleurs, si en dehors des horaires d'ouverture de la crèche, l'astreinte technique de la Ville était sollicitée par un tiers (voisins, pompiers, gérant de l'immeuble…) pour accéder en urgence aux locaux de la crèche et qu'aucun représentant du CONCESSIONNAIRE (le référent technique), préalablement averti, n'était en mesure de se déplacer dans l'immédiat, ils sont autorisés à donner l'accès à ces locaux. Il doit s'agir de situation d'urgence (inondations, dégâts des eaux...). En aucun cas, la Ville ne pourra être tenue comme responsable si les tiers devant intervenir dans les locaux causent des dégâts matériels.

CHAPITRE 8 FIN DE LA CONCESSION

Article 47 – Faits générateurs

La future convention prendra fin :

- à l'expiration de sa durée normale,
- en cas de déchéance du concessionnaire,
- en cas de résiliation pour motif d'intérêt général par l'autorité concédante,
- en cas d'annulation juridictionnelle totale ou de résiliation par voie de conséquence d'une décision juridictionnelle,
- en cas de force majeure ou d'évènement extérieur rendant impossible la poursuite de l'exécution de la convention,
- en cas de résiliation de plein droit,
- en cas de retrait de l'agrément de la P.M.I.,
- en cas de dissolution, redressement judiciaire sans continuation de la convention, liquidation judiciaire.

Article 48 – Dissolution – redressement judiciaire – liquidation judiciaire

En cas de dissolution de la personne morale CONCESSIONNAIRE, la VILLE pourra prononcer la déchéance sans attendre que les procédures engagées aient abouti (notamment la clôture de la liquidation amiable). Cette déchéance pourra donc intervenir de plein droit, dès la date de dissolution publiée et sans que le CONCESSIONNAIRE puisse prétendre à une quelconque indemnité.

En cas de redressement judiciaire du CONCESSIONNAIRE, la déchéance pourra être prononcée si l'administrateur judiciaire ne demande pas la continuation de la convention dans le mois suivant la date du jugement.

En cas de liquidation de la personne morale, la déchéance interviendra automatiquement et de plein droit dans le mois suivant le jugement. Cette déchéance interviendra de plein droit sans que le CONCESSIONNAIRE ou l'administrateur puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Article 49 - Effets de l'expiration de la convention

49.1 - A la fin de la convention, pour quelque cause que ce soit, l'Autorité concédante est subrogée dans les droits et obligations du CONCESSIONNAIRE au titre de la future convention, à l'exclusion des contrats conclus, le cas échéant, par le CONCESSIONNAIRE pour le financement des droits d'entrée à sa charge. A la date du jour de l'expiration, tous les produits de la concession reviennent à l'Autorité concédante ou au nouvel exploitant désigné par elle.
Le CONCESSIONNAIRE s'engage à transférer à la VILLE les provisions non utilisées.

Le CONCESSIONNAIRE doit s'assurer que tout contrat conclu par lui pendant et pour l'exécution de la future convention est cessible à l'autorité concédante ou à tout autre repreneur et réalisable dans les mêmes conditions que celles qui lui sont accordées. A l'issue de la convention, s'il s'avérait que cette possibilité n'avait pas été prévue, le CONCESSIONNAIRE s'engage à prendre à sa charge le coût du transfert desdits

contrats vers l'autorité concédante, de telle façon que les conditions financières demeurent identiques et ce, pour autant que la durée desdits contrats ne soit pas arrivée à terme.

L'Autorité concédante se réserve le droit de faire poursuivre par le nouvel exploitant les contrats que le CONCESSIONNAIRE a conclus pour l'exécution normale du service. En toute hypothèse, la continuité du service public devra être assurée. En cas de non poursuite desdits contrats, l'Autorité concédante ne peut, en aucune façon, voir sa responsabilité engagée ni être tenue au paiement d'une quelconque indemnité.

Le CONCESSIONNAIRE doit transcrire les présentes stipulations dans les contrats qu'il conclut pour l'exploitation normale du service.

Il s'agit d'une faculté qui ne s'impose pas à la ville.

49.2 - L'Autorité concédante s'engage à imposer l'obligation de respecter les dispositions des articles L. 1224-1 à L. 1224-3, L 1234-7, L 1234-10 et L 1234-12 du Code du Travail relatives à la reprise du personnel par un nouvel exploitant.

Article 50 - Résiliation pour motif d'intérêt général

50.1 - L'autorité concédante pourra, à tout moment, mettre fin au contrat de concession de service public pour un motif d'intérêt général.

La résiliation est prononcée par décision de l'assemblée délibérante de l'autorité concédante moyennant un préavis d'au moins trois mois, dûment motivé et notifié au CONCESSIONNAIRE. La prise d'effet de la résiliation peut être reportée à la date d'entrée en vigueur de la nouvelle convention ou du nouveau mode d'exploitation.

50.2 - Le CONCESSIONNAIRE a droit à l'indemnisation intégrale du préjudice subi défini comme suit entre les parties.

Pour le calcul des indemnités, sont pris en compte les éléments suivants :

- les frais de rupture des contrats conclus pour la bonne exécution de la convention, sauf substitution de l'autorité concédante ou d'un nouvel exploitant,

- les frais directement engagés par le CONCESSIONNAIRE pour la bonne exécution de la convention et non encore couverts à la date de prise d'effet de la résiliation, sur présentation de justificatifs,

- la valeur non amortie des biens et droits financés par le CONCESSIONNAIRE, majorée, le cas échéant, de la TVA à reverser au Trésor Public,

- la valeur nette comptable des biens de reprise, majorée de la TVA à reverser au Trésor Public,

- l'indemnité pour manque à gagner :
  - si la résiliation pour motif d'intérêt général intervient dans le courant des deux premières années d'exploitation du service, le CONCESSIONNAIRE a droit à l'indemnisation du préjudice subi correspondant à la moyenne des montants des résultats annuels des deux premières années fixés dans le compte d'exploitation prévisionnel rapporté au prorata du temps restant à courir jusqu'à l'échéance du contrat (1er août 2025).

- si la résiliation pour motif d'intérêt général intervient dans la 3ème année d'exploitation du service, le CONCESSIONNAIRE a droit à l'indemnisation du préjudice subi correspondant à la moyenne des résultats annuels des deux dernières années rapportée au prorata du temps restant à courir jusqu'à l'échéance du contrat (1er août 2025).
- si la résiliation pour motif d'intérêt général intervient dans le courant des deux dernières années d'exploitation du service, le CONCESSIONNAIRE a droit à l'indemnisation du préjudice subi correspondant à la moyenne des résultats annuels des trois dernières années rapportée au prorata du temps restant à courir jusqu'à l'échéance du contrat (1er août 2025).

Article 51 - Résiliation juridictionnelle ou par voie de conséquence

En cas de résiliation du contrat prononcée par la juridiction administrative, ou par voie de conséquence d'une décision juridictionnelle, les indemnités seront fixées à l'amiable, au besoin avec l'aide d'experts, ou par voie juridictionnelle.

Article 52. - Résiliation pour force majeure

52.1.- En cas de force majeure ou d'évènements extérieurs aux parties assimilables à la force majeure, rendant impossible l'exécution du contrat, la résiliation peut être prononcée, à la demande du CONCESSIONNAIRE, par voie conventionnelle ou juridictionnelle.

52.2. - Le CONCESSIONNAIRE a droit à l'indemnisation :

- de la valeur non amortie des biens et droits financés par le CONCESSIONNAIRE, majorée, le cas échéant, de la TVA à reverser au Trésor Public,
- de la valeur nette comptable des biens de reprise, majorée de la TVA à reverser au Trésor Public.

Si les biens, de retour ou de reprise, ont été détruits ou endommagés, il est procédé à une expertise, et il est tenu compte des indemnités de toutes sortes pouvant être versées au CONCESSIONNAIRE, afin de déterminer ses droits à l'indemnisation au titre de la délégation.

L'indemnité sera versée au CONCESSIONNAIRE dans les trois mois qui suivront la reprise des biens par l'autorité concédante.

Article 53. - Résiliation de plein droit

53.1. La présente convention est résiliée de plein droit, dans les hypothèses suivantes :

- en cas de redressement judiciaire de la société concessionnaire,
- en cas de liquidation judiciaire de la société concessionnaire,
- en cas de radiation, devenue définitive, du CONCESSIONNAIRE du registre du commerce et des sociétés.

53.2. Par application des dispositions de l'article L1523-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, en cas de résiliation de plein droit, l'autorité concédante devra indemniser le CONCESSIONNAIRE de la partie non amortie des biens acquis ou réalisés par ce dernier et nécessaires à l'exploitation du service. Le montant de l'indemnité correspondra à la valeur nette comptable des biens repris.

L'indemnité sera versée au CONCESSIONNAIRE dans les trois mois qui suivront la reprise des biens par l'autorité concédante.

Article 54 – Retrait de l'agrément P.M.I

En cas de retrait consécutif à un manquement de la VILLE à ses obligations vis à vis de la P.M.I, le contrat sera résilié dans les conditions prévues à l'article 50 (**résiliation pour motifs d'intérêt général**).

En cas de retrait consécutif à un manquement du CONCESSIONNAIRE à ses obligations vis à vis de la P.M.I., le CONCESSIONNAIRE sera **déchu** dans les conditions prévues à l'article 45.

Article 55 - Régime des biens en fin de contrat

A l'expiration du contrat, le CONCESSIONNAIRE sera tenu de remettre à la VILLE, en état normal d'entretien, tous les biens, installations, matériels et équipements qui font partie intégrante du service.

Six (6) mois avant l'expiration du contrat, les parties arrêteront et estimeront, s'il y a lieu, après expertise, les travaux à exécuter sur les ouvrages du service, qui ne sont pas en état normal d'entretien : le CONCESSIONNAIRE sera tenu d'exécuter les travaux correspondants avant l'expiration du contrat.

L'ensemble des biens meubles et immeubles mis à la disposition du CONCESSIONNAIRE et nécessaires au fonctionnement du service public objet du présent contrat restent la propriété de la VILLE à l'expiration de la convention.

L'ensemble des biens meubles et immeubles renouvelés par le CONCESSIONNAIRE et nécessaires au fonctionnement du service public intègrent la propriété de la ville dès leur réalisation ou leur acquisition.

Les biens meubles et immeubles nécessaires au fonctionnement du service public devront également être en bon état, état prenant en compte l'usage normal qui en a été fait ainsi que l'entretien régulier réalisé pendant l'exécution du contrat. En cas de disfonctionnement ou de mauvais état, le CONCESSIONNAIRE sera tenu de remplacer ou de remettre en état ces biens meubles ou immeubles. Six (6) mois avant l'expiration du contrat, les parties arrêteront et estimeront, s'il y a lieu, après expertise, les interventions nécessaires sur ces biens meubles ou immeubles.

Ces remises se feront à titre gratuit, le CONCESSIONNAIRE ne pouvant prétendre à aucune indemnité.

Si le CONCESSIONNAIRE souhaite acquérir des biens meubles et immeubles hors renouvellement, l'accord exprès de la VILLE est nécessaire. Pour ces biens qui auront été financés par le CONCESSIONNAIRE, hors renouvellement, et qui font partie intégrante du service, celui-ci peut prétendre à une indemnité au titre des investissements pour les biens qui

n’ont pu être amortis au cours de la période d’exécution du contrat. Six (6) mois avant l'expiration de la convention, les parties arrêteront un montant provisoire de cette indemnité et les modalités de paiement. Pendant cette période, le CONCESSIONNAIRE devra informer la VILLE des investissements qu'il se propose de réaliser.

Dans un délai de 15 jours à compter de l’expiration du contrat, le CONCESSIONNAIRE communiquera à la VILLE le montant définitif de l'indemnité.

En tout état de cause l'indemnité mise à la charge de la VILLE au titre de ces biens ne saurait être supérieure à la valeur nette comptable des investissements réalisés.

De plus, la VILLE pourra reprendre ou faire reprendre par un exploitant désigné par elle, moyennant un prix, et sans que le CONCESSIONNAIRE ne puisse s’y opposer, des biens qui ne sont pas nécessaires au fonctionnement du service public et qui ont été financés en tout ou partie par le CONCESSIONNAIRE.

En tout état de cause, en cas de contestation sur l’existence ou le montant de l’indemnité, un expert pourra être désigné par le Président du Tribunal Administratif saisi à cet effet par la partie la plus diligente et statuant en la forme des référés. Les conclusions de l’expert s’imposeront aux parties. A compter de la date de saisie du tribunal, le CONCESSIONNAIRE informera la collectivité et, le cas échéant, l’expert désigné, dans les plus brefs délais, de toute évolution relative aux biens concernés.

Article 56. - Indemnités – Règlement financier

56.1. - Les modalités d’indemnisation du CONCESSIONNAIRE sont déterminées, selon les cas de fin de convention, par les articles 45 (déchéance), 50 (Résiliation pour motif d’intérêt général), 51 (résiliation juridictionnelle ou par voie de conséquence), 52 (résiliation pour force majeure), 53 (résiliation de plein droit), 54 (retrait de l’agrément P.M.I). Les indemnités seront fixées, dans les conditions prévues au contrat, en accord entre les parties, au besoin avec l’aide d’experts, ou par voie juridictionnelle.

56.2. - Les parties procèdent à un règlement financier intégrant les sommes dues par l’Autorité concédante et celles dues par le CONCESSIONNAIRE au titre, notamment, des pénalités, des frais de remise en état ou des dotations aux amortissements techniques et aux provisions de renouvellement non utilisées.

Article 57. - Continuité du service en fin de contrat

57.1. - A partir d’un délai d’un an précédant l’expiration du contrat, ou tout autre délai, précédant la fin anticipée du contrat, l’Autorité concédante a la faculté, sans qu’il en résulte un droit à indemnité pour le CONCESSIONNAIRE de prendre toutes mesures utiles pour assurer la continuité du fonctionnement du service public délégué.

De façon générale, l’Autorité concédante peut prendre toutes mesures nécessaires pour faciliter le passage progressif au nouveau régime d’exploitation, sauf prorogation ou renouvellement de la convention, dans le respect de la législation en vigueur.

57.2. - Dans le délai d'un an avant l'expiration de la durée normale de la convention, ou tout autre délai précédant la fin anticipée de la convention, le CONCESSIONNAIRE doit remettre à l'Autorité concédante les documents que celle-ci lui demandera.

Article 58 – Personnel du CONCESSIONNAIRE

En cas de résiliation, de déchéance ou à l'expiration de la durée convenue de la convention, la VILLE et le CONCESSIONNAIRE se rapprocheront pour examiner la situation des personnels concernés.

Au plus tard, un (1) an avant la date d'expiration de la durée convenue de la concession ou sans délai à compter de la date de notification de la décision de résiliation ou de déchéance, le CONCESSIONNAIRE communiquera à la VILLE une liste nominative des personnels susceptibles d'être repris.

Cette liste mentionnera la rémunération, la qualification, l'ancienneté, la durée du contrat de travail, les acquis sociaux et plus généralement toute indication concernant l'aptitude des personnels susceptibles d'être ainsi repris.

A compter de cette communication, le CONCESSIONNAIRE informera la VILLE, dans les plus brefs délais, de toute évolution affectant cette liste.

Toute embauche supplémentaire de personnel dans les douze mois précédant le terme de la présente concession doit être dûment justifié. La Ville pourra le cas échéant s'opposer à toute embauche supplémentaire.

Le concessionnaire accepte que les informations prévues au présent article soient communiquées aux candidats admis à présenter une offre dans le cadre de la procédure de délégation de service public applicable au futur contrat de concession.

Article 59 – Procédure de délégation à l'issue du contrat de concession

Le CONCESSIONNAIRE apportera son concours aux services de la VILLE dans le cadre de la procédure de délégation qui pourra être organisée pour l'exploitation du service après l'expiration du contrat.

Il s'engagera notamment à autoriser la visite des installations par les candidats admis à présenter une offre. Il pourra également lui être demandé de faire visiter les installations. Cette intervention ne donnera lieu à aucune rétribution.

CHAPITRE 9 DISPOSITIONS DIVERSES

Article 60 – Cession

Par cession du contrat, est compris tout remplacement du concessionnaire par un tiers au contrat, au cours de l'exécution du contrat. Il en va ainsi de toute transmission de patrimoine ou de cession d'actifs (notamment par scission ou par fusion) qui entraine un changement de personnalité morale du délégataire.

La cession du contrat entraine la reprise pure et simple, par le cessionnaire qui constitue son nouveau délégataire, de l'ensemble des droits et obligation résultant du présent contrat. Elle ne saurait être assortie d'une remise en cause des éléments essentiels du contrat tels que la durée, les conditions financières ou la nature des prestations.

Toute cession totale ou partielle du contrat est interdite, à moins d'un accord préalable exprès de la ville qui vérifiera notamment si le cessionnaire présente bien toute les garanties professionnelles et financières pour assurer les prestations objet du contrat conformément aux obligations contractuelles.

La ville disposera pour se faire d'un délai de 4 mois à compter de la réception de la demande d'agrément de la cession, qui devra être formulée par le délégataire par lettre recommandée avec accusé de réception et contenir toutes les justifications nécessaires. Le concessionnaire ne pourra se prévaloir d'aucune acceptation tacite.

Article 61 – Litiges

Les parties s'efforceront de régler leurs éventuels différends à l'amiable.

Si dans un délai de trois mois à compter de la date de survenance du litige, un accord n'est pas intervenu, une commission composée de trois membres, dont l'un est désigné par l'autorité concédante, l'autre par le CONCESSIONNAIRE et le troisième par les deux premiers, statue sur le litige.

Faute pour les parties de s'entendre dans un délai de 15 jours, la désignation du troisième membre est faite par le président du tribunal administratif de Cergy-Pontoise. Il en est de même pour les membres qui n'auraient pas été désignés par les parties dans le même délai à compter de l'expiration de la période de trois mois ci-dessus.
A défaut, les litiges seront soumis à la juridiction administrative territorialement compétente.

ANNEXES

Annexe 1 : Plans des locaux
Annexe 2 : Tableau des surfaces
Annexe 3 : Liste des biens mis à disposition par la Ville au Concessionnaire
Annexe 4 : Descriptif des « installations techniques »
Annexe 5 : Tarif horaire plafond année 2022 fixés par le Conseil Municipal
Annexe 6 : Trame des comptes d'exploitation prévisionnels sur la durée du contrat
Annexe 7 : Tableau des données prévisionnelles d'activités
Annexe 8 : Règlement de fonctionnement des structures Petite Enfance municipales de la Ville d'Issy-les-Moulineaux
Annexe 9 : Spécifications techniques des locaux

Com.Pub./Pet.Enf
FF/VA – AA/BP

VILLE D'ISSY LES MOULINEAUX

CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU JEUDI 7 AVRIL 2022

N° 22

OBJET : PETITE ENFANCE - Approbation du choix du concessionnaire pour la gestion et l'exploitation des crèches « Cerfs-Volants », « P'tits Sapeurs » et « Pont d'Issy ».

Madame Kathy SIMILOWSKI, Maire-Adjointe déléguée à la Petite enfance, expose au Conseil municipal ce qui suit :

Par délibération en date du 4 février 2021, le Conseil municipal a autorisé le lancement d'une procédure de concession de service public en vue de déléguer la gestion et l'exploitation des crèches « Cerfs-Volants », « P'tits Sapeurs » et « Pont d'Issy », à Issy-les-Moulineaux. Ces crèches disposent d'une capacité totale de 127 berceaux, pour l'accueil des enfants âgés de 2 mois et demi à 4 ans, et 5 ans selon cas particuliers, répartie comme suit :

- Cerfs-Volants, sise 15, rue Victor Hugo :
  - section bébés : 10 places ;
  - section moyens/grands : 10 places

- P'tits Sapeurs, sise 98, boulevard Galliéni :
  - section bébés : 14 places ;
  - section moyens : 16 places ;
  - section grands : 17 places.

- Pont d'Issy, sise ZAC du Pont d'Issy au 100, rue Camille Desmoulins :
  - section bébés : 20 places ;
  - section moyens : 20 places ;
  - section grands : 20 places.

Lors de la séance en date du 14 avril 2021, la commission d'ouverture des plis a procédé à l'ouverture des candidatures et émis un avis favorable pour que les candidats suivants soient admis à présenter une offre :

1. LPCR COLLECTIVITES PUBLIQUES ;
2. PEOPLE AND BABY ;
3. LIVELI (CRECHE ATTITUDE).

La Ville a adressé à chacun des trois candidats le cahier des charges définissant les caractéristiques quantitatives et qualitatives des prestations ainsi que les conditions de tarification du service rendu à l'usager.

Le 29 Juin 2021, la commission a procédé à l'ouverture des deux plis parvenus à la Ville dans les délais impartis. Les candidats ayant présenté une offre étaient les suivants :

1. PEOPLE AND BABY ;
2. LIVELI (CRECHE ATTITUDE).

Le 17 septembre 2021, la commission d'ouverture des plis a analysé les différentes offres et a émis un avis invitant l'autorité habilitée à signer le contrat à engager la discussion avec les deux entreprises précitées, conformément à l'article L. 1411-5 du Code général des collectivités territoriales.

L'autorité habilitée a suivi l'avis de la commission d'ouverture des plis et a organisé des négociations avec les deux candidats. Ces négociations se sont déroulées entre les mois d'octobre et de décembre 2021.

L'autorité habilitée à signer le contrat a rendu son rapport sur les motifs du choix de la société LIVELI et sur l'économie générale du contrat.

La société LIVELI a été retenue pour la qualité de son offre au regard des critères suivants :

- les moyens matériels et humains affectés au service ;
- les qualités du contenu du projet d'établissement garantissant notamment la qualité du service rendu aux usagers ;
- l'organisation mise en place pour la gestion de la crèche ;
- les conditions financières proposées sur la durée du contrat.

Ainsi, la société LIVELI propose des moyens humains adaptés, satisfaisants et conformes aux exigences de la Ville, de même que pour la reprise, le remplacement, le suivi et la formation du personnel.

Son mode de fonctionnement permet à plusieurs salariés de rang 1, personnes diplômées issues d'une école des métiers de la Petite enfance, d'être affectés dans chaque section. Par ailleurs, LIVELI dispose de nombreux avantages qui seront étendus aux nouveaux salariés repris et permettront de fidéliser les équipes.
Pour assurer la continuité du service, la société a recours au recrutement de CDD ou à de l'intérim, mais dispose également d'un groupe de professionnels volants dédié spécifiquement aux crèches d'Issy-les-Moulineaux. LIVELI dispose de son propre organisme de formation : PROFORMANCE, dont la démarche s'appuie sur les recherches en neurosciences appliquées à la Petite Enfance en partenariat avec l'institut Boris Cyrulnik.

La société prévoit des moyens matériels satisfaisants et adéquats, répartis sur les trois crèches, et notamment :

- un budget en investissement de 390 426 € sur la durée du contrat, incluant le rafraichissement, les travaux et l'aménagement des locaux, ainsi que le renouvellement sur la durée du contrat du mobilier et du matériel ;
- un budget d'entretien et de réparation des bâtiments de 182 070 € ;
- un budget de fournitures, jouets et consommables de 287 752 €.

La société propose un règlement de fonctionnement conforme à celui de la Ville et maintient les horaires d'ouverture actuels. La société présente un projet d'établissement spécifique pour chacune des crèches décliné autour de plusieurs axes, tels que l'exploitation de l'espace extérieur pour répondre aux besoins fondamentaux de l'enfant, la Sérénité, le « Zen », développés autour d'activités sensorielles et de gestion des émotions. L'offre alimentaire est complète et satisfaisante. LIVELI se conforme aux exigences de la loi EGALIM et va même au-delà concernant certains points d'engagement.

Pour la gestion technique de la structure, la société LIVELI a fourni une liste complète des opérations d'entretien et de maintenance en adéquation avec l'état et les installations techniques du bâtiment.

La société présente une offre financière compétitive économiquement sur la durée du contrat. Les charges et les recettes prévues apparaissent bien estimées et en cohérence avec l'offre qualitative proposée. Le coût pour la Ville est attractif au regard de la qualité de l'offre.

La synthèse financière sur la durée du contrat est la suivante :

- participation de la Ville : 3 674 388 € ;
- redevance pour la mise à disposition des locaux (révisée chaque année selon la clause d'indexation prévue par la Ville) : 2 460 750 €.

Le contrat d'affermage prendra effet à compter de sa date de notification. Les prestations débuteront à compter du 1er aout 2022 jusqu'au 31 juillet 2027.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal de bien vouloir :

- approuver le choix de la société LIVELI pour assurer la gestion et l'exploitation des crèches « Cerfs-Volants », « P'tits Sapeurs » et « Pont d'Issy », sises respectivement 15, rue Victor Hugo, 98, boulevard Galliéni et 100, rue Camille Desmoulins, à Issy-les-Moulineaux,
- approuver le contrat de concession de service public pour des crèches « Cerfs-Volants », « P'tits Sapeurs » et « Pont d'Issy »,
- autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer ce contrat avec la société LIVELI.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 1411-1 à L.1411-19,

Vu le Code de la commande publique,

Vu la délibération de lancement de la procédure de concession de service public pour la gestion des crèches « Cerfs-Volants », « P'tits Sapeurs » et « Pont d'Issy », sises respectivement 15, rue Victor Hugo, 98, boulevard Galliéni et 100, rue Camille Desmoulins, à Issy-les-Moulineaux, en date du 4 février 2021,

Vu les procès-verbaux de la commission d'ouverture des plis en date des 14 avril 2021, 29 juin 2021 et 17 septembre 2021 ;

Vu le rapport de la commission d'ouverture des plis présentant notamment la liste des entreprises admises à présenter une offre et l'analyse des propositions de celles-ci, ainsi que les motifs de choix du candidat et l'économie générale du contrat, transmis à l'ensemble des membres du Conseil municipal le 22 mars 2022,

Vu l'avis de la commission des Services à la population en date du 22 mars 2022,

Entendu cet exposé,

APRES EN AVOIR DELIBERE

APPROUVE le choix de la société LIVELI sise 9-21, rue du Dôme à Boulogne-Billancourt (92100) pour être le concessionnaire des crèches « Cerfs-Volants », « P'tits Sapeurs » et « Pont d'Issy », sises respectivement 15, rue Victor Hugo, 98, boulevard Galliéni et 100, rue Camille Desmoulins, à Issy-les-Moulineaux.

APPROUVE le contrat d'affermage portant sur la concession de service public pour la gestion et l'exploitation des crèches « Cerfs-Volants », « P’tits Sapeurs » et « Pont d’Issy ».

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer ce contrat avec ladite société.

DIT que les dépenses et recettes sont inscrites au budget communal.

CONCESSION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION DES CRECHES « CERFS-VOLANTS », « P'TITS SAPEURS » ET « PONT D'ISSY » (AFFERMAGE)

RAPPORT DE LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLIS

Sommaire

PREAMBULE **3**
I- LA PROCEDURE **3**
II- ANALYSE COMPARATIVE DES OFFRES **5**
PEOPLE AND BABY 6
LIVELI (CRECHE ATTITUDE) 31
III- LES MOTIFS DU CHOIX DU CANDIDAT RETENU **69**
IV- L'ECONOMIE GENERALE DU CONTRAT **77**
CHAPITRE 1 : Objet et durée du contrat 77
CHAPITRE 2 : Moyens d'exploitation du service 81
CHAPITRE 3 : Obligations à la charge du CONCESSIONNAIRE 84
CHAPITRE 4 : Entretien, réparations, renouvellement 99
CHAPITRE 5 : Dispositions financières 103
CHAPITRE 6 : Contrôle par la VILLE 106
CHAPITRE 7 : Sanctions 111
CHAPITRE 8 : Fin de la concession 115
CHAPITRE 9 : Dispositions diverses 121

PREAMBULE

La présente consultation a pour objet la concession de service public sous forme d'affermage pour la gestion des crèches « Cerfs-Volants » sise 15, rue Victor Hugo, « P'tits Sapeurs » sise 98, boulevard Galliéni et « Pont d'Issy » sise ZAC du Pont d'Issy au 100, rue Camille Desmoulins. Elle est soumise aux articles L.1121-1, L.1121-3, R.3111-1 et suivants du Code de la commande publique.

La capacité d'accueil de ces structures actuellement est de 127 places réparties comme suit :
- Cerfs-Volants : 20 berceaux, répartis en deux sections de 10 places
- P'tits Sapeurs : 47 berceaux répartis en section des Bébés (14 places), Moyens (16 places) et Grands (17 places)
- Pont d'Issy : 60 berceaux répartis en trois sections de 20 places.

Elles accueillent des enfants âgés de de 2 mois et demi à 4 ans, et 5 ans selon cas particuliers.

Ces crèches sont gérées via des contrats de délégation de service public par affermage, approuvés par délibérations du Conseil municipal en date des 7 avril 2016 et 12 octobre 2017. Ces contrats arrivent à terme le 31 juillet 2022.

La Ville a donc relancé une procédure de concession de service public (type affermage) pour la gestion de ces crèches.

Le présent rapport établi en application des articles L.1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales a pour objet de :

- Rappeler le déroulement de la procédure d'attribution du contrat de concession de service public (type affermage) pour la gestion et l'exploitation des crèches Cerfs-Volants, P'tits Sapeurs et Pont d'Issy ;

- Présenter les motifs du choix du concessionnaire ;

- Exposer l'économie générale du contrat de concession de service public.

I- LA PROCEDURE

Dans le respect des articles L.1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales, L.1121-1, L.1121-3, R.3111-1 et suivants du Code de la commande publique, la procédure de consultation pour la passation de la concession de service public s'est déroulée de la manière suivante :

Le Conseil municipal a autorisé le lancement de la consultation de concession de service public par délibération en date du 4 février 2021. Il a également décidé que cette concession se ferait au moyen d'un contrat de concession de service public (type affermage).

Conformément aux articles R.3122-1 et suivants, il a été procédé, le 23 février 2021, aux mesures de publicité suivantes :

- Publication d'un avis d'appel public à la concurrence dans le BOAMP : avis paru le 25 février 2021, annonce n°21-24823,
- Publication d'un avis d'appel public à la concurrence dans le JOUE : avis paru le 26 février 2021, annonce n°2021/S040-101208.

La date limite de remise des candidatures était fixée au 7 avril 2021 à 17h00.

Le 14 avril 2021, la Commission d'ouverture des plis s'est réunie pour ouvrir et examiner les candidatures et arrêter la liste des candidats admis à présenter une offre.

Trois plis de candidature sont arrivés dans les délais impartis :

1. LPCR COLLECTIVITES PUBLIQUES ;
2. PEOPLE AND BABY ;
3. CRÊCHE ATTITUDE SAPEURS.

Après ouverture des plis, la commission a constaté, que l'ensemble des documents demandés étaient bien présents. Elle s'est également attachée à déterminer dans quelle mesure ces documents manifestaient la capacité des candidats à exercer les missions qui leur seraient confiées dans le cadre de cette concession de service public.

La Commission a admis l'ensemble des candidats à présenter une offre :

Par suite, la Ville a transmis par voie électronique à chacun des trois candidats le cahier des charges, document définissant les caractéristiques quantitatives et qualitatives des prestations, composé des documents suivants :

- Le présent règlement de la consultation
- Le cahier des charges et ses annexes :
  - Annexe 1 : Plans des locaux (1 par crèche)
  - Annexe 2 : Tableaux des surfaces (1 par crèche)
  - Annexe 3 : Inventaires des biens mis à disposition par la Ville au Concessionnaire (1 par crèche)
  - Annexe 4 : Descriptifs des « installations techniques » (1 par crèche)
  - Annexe 5 : Tarif horaire plafond année 2021 fixés par le Conseil Municipal
  - Annexe 6 : Trame des comptes d'exploitation prévisionnels sur la durée du contrat
  - Annexe 7 : Déclaration réelle Caf de l'année 2019 (1 par crèche)
  - Annexe 8 : Listes du personnel affecté à l'exploitation des crèches en février 2021 (1 par crèche)
  - Annexe 9 : Tableaux des données prévisionnelles d'activités
  - Annexe 10 : Règlement de fonctionnement des structures Petite Enfance municipales de la ville d'Issy-les-Moulineaux
- L'attestation de visite

Le dossier de consultation des concepteurs envoyé à chacun des candidats admis à présenter une offre par courriers AR via la plateforme Maximilien en date du 28 avril 2021 fixait les date et heure limites de remise des offres au 18 juin 2021 à 17h00. La date limite de remise des offres a été repoussée au 24 juin 2021 à 17h00 pour faire suite aux demandes de compléments d'informations sollicitées par les candidats.

Le 29 juin 2021, la commission a procédé à l'ouverture des plis parvenus à la Ville dans les délais impartis. La Commission a pris acte du désistement de la société LPCR COLLECTIVITES PUBLIQUES.

Les soumissionnaires étaient les suivants :

1. PEOPLE AND BABY ;
2. CRÊCHE ATTITUDE SAPEURS devenue LIVELI.

La Commission a vérifié la présence des informations et documents qui étaient demandées par la Ville dans le cahier des charges et le règlement de consultation.

Lors de sa séance du 17 septembre 2021, la Commission d'ouverture des plis a analysé les différentes offres et a émis un avis invitant l'autorité habilitée à signer le contrat à engager la discussion avec les 2 entreprises précitées, conformément à l'article L. 1411-5 du Code général des Collectivités territoriales.

L'autorité habilitée à signer le contrat a suivi l'avis de la Commission d'ouverture des plis et, dans les conditions prévues à l'article L. 3124-1 du Code de la commande publique, a entamé les négociations avec les 2 soumissionnaires.

Ces négociations se sont déroulées en trois temps :

- Première négociation :
    - Par courriers en date du 08 octobre 2021, la Ville a demandé des précisions et/ou compléments d'informations à l'ensemble des candidats.
    - Ces courriers fixaient la remise des précisions et compléments d'informations au 22 octobre 2021 à 17h00. People and Baby a été autorisée à remettre sa réponse jusqu'au 8 novembre 2021 à 12h car un dysfonctionnement de la plateforme n'a pas permis la délivrance du courrier avant le 22 octobre 2022.
    - Ces courriers convoquaient également les 2 candidats à des négociations en visioconférence.
    - Les réunions de négociation ont eu lieu les mardi 9 et mercredi 10 novembre 2021.

- Deuxième négociation :
    - Par courriers en date du 24 novembre 2021, les candidats ont été invités à apporter des précisions aux questions complémentaires sur leur offre. Ils disposaient jusqu'au 10 décembre 2021 à 17h00 pour remettre leur réponse.

- Demande d'offres finales :
    - Par courriers en date du 4 janvier 2022, la Ville a demandé la remise de l'offre définitive à l'ensemble des candidats.
    - Ce courrier fixait la remise de la dernière offre des candidats au 14 janvier 2021 à 17h00.

Les offres finales ont été reçues dans les délais impartis. Elles ont fait l'objet d'une analyse sur la base des critères indiqués dans les documents de la consultation, à savoir :

- Les moyens matériels et humains affectés au service,
- Les qualités du contenu du projet d'établissement garantissant notamment la qualité du service rendu aux usagers,
- L'organisation mise en place pour la gestion des crèches,
- Les conditions financières proposées sur la durée du contrat.

II- ANALYSE COMPARATIVE DES OFFRES

La direction de la Petite Enfance a procédé à l'analyse détaillée de chaque offre afin de pouvoir les comparer et choisir l'offre techniquement et financièrement la plus adaptée aux besoins de la Ville pour l'exécution de la mission de service public.

LEXIQUE :

AP : Auxiliaire de puériculture

APE : Agent petite enfance

AS : Agent social

AT : Agent technique

CR : Compte des résultats

CEP : Compte d'exploitation prévisionnel

EJE : Educateur jeunes enfants

ETP : Equivalent temps plein

VAE : Validation des acquis de l'expérience

PEOPLE AND BABY

En rouge : ce qui pose problème ou interrogation et/ou questions posées au candidat.
En bleu, offre complémentaire : indication des modifications ou des compléments apportés à l'offre initiale
En violet, offre finale : indication des modifications ou des compléments apportés à l'offre initiale et à l'offre complémentaire

PEOPLE AND BABY

1 - LES MOYENS HUMAINS ET MATERIELS AFFECTES AU SERVICE

	OFFRE INITIALE 10 juillet 2021	OFFRE COMPLEMENTAIRE 10 décembre 2021	OFFRE FINALE - 14 janvier 2022
	MOYENS HUMAINS		
Organisation de la société **Fonctions support au siège**	People&baby gère plus de 140 structures publiques pour un total de plus de 3400 berceaux. Dans le 92 : 30 établissements People&baby, soient plus de 1000 berceaux, dont 8 DSP Directrice des marchés publics : Mélanie HADDAD Responsable relations collectivités : Marina DEMIRSJIAN		
Procédures de recrutement	Ambition de P&B : devenir l'employeur préféré du secteur. Donner la priorité à l'emploi local **(qu'est-ce que cela implique ?)** Partenariats avec les acteurs locaux de l'emploi et les écoles: les offres d'emploi y sont toujours adressées Un outil de multipostions: logiciel Multiposting permettant aux RO de multi-diffuser les annonces d'emploi vers les sites d'emploi habituellement utilisés ; de multi-diffuser les annonces vers les sites et associations d'anciens élèves de plus de 1400 écoles ; de gérer facilement les annonces après leur diffusion (modification, suppression, ajout de sites etc.) ; de mesurer la performance des sites utilisés. Une CVthèque; des offres d'emploi régulières ; une bourse à l'emploi interne délai de recrutement d'une directrice: 6 à 8 semaines valorisation des mutations internes pour être plus réactifs sur l'occupation des postes de diplômés vacants et faire face aux difficultés de recrutement rencontrées sur le secteur Dans le cadre du partenariat avec le Pôle Emploi, P&B s'appuie sur la méthode de recrutement par simulation (MRS), validée par le « Défenseur des droits » : Ainsi, les candidats sont jugés sur leurs aptitudes professionnelles en situation et leurs diplômes politique Handi'Cap: facilite le recrutement et le maintien de l'emploi des collaborateurs en situation de handicap et déploie de nombreux dispositifs dans les domaines du recrutement, de l'intégration, de la formation, du maintien dans l'emploi des collaborateurs. Tous les collaborateurs en situation de handicap bénéficient d'un accompagnement spécialisé, d'aides spécifiques à la mobilité et à l'autonomie, d'aides humaines et techniques etc. L'objectif est de permettre à tous de travailler dans un principe d'égalité et d'assurer à chacun une qualité de vie professionnelle.		

		People&baby est signataire d'une charte d'Engagement Handicap : Plusieurs crèches pilotes ont été désignées afin d'être le relai actif de notre programme Handi'Cap permettant de renforcer le travail sur le terrain du chef de projet Mission Handicap des Ressources Humaines. People&baby, signataire de la charte de la diversité en entreprise		
	Process pour la reprise du personnel	réunion collective d'information et de réponses aux questions des salariés en présence du responsable opérationnel de secteur et de la responsable RH dédiée aux structures du secteur parcours d'intégration: Des livrets d'accueils, des vidéos de formation et de présentation de People&baby, les salariés invités à visiter les crèches du secteur et à échanger avec les équipes. Un parcours d'intégration spécifique pour les équipes de direction : suivent des formations sur 5 semaines et participent à une réunion de direction par mois. La directrice de chaque structure se voit attribuer une « marraine », directrice d'une structure People&baby située à proximité + un temps d'immersion de 14 jours au sein d'une autre crèche une phase d'observation permet de ne pas imposer un fonctionnement dès notre arrivée en tant que gestionnaire des structures des permanences téléphoniques avec le responsable paie dédié au secteur sont organisées sur des créneaux de 2 heures trois fois par semaine. L'aménagement des espaces au sein des sections sera présenté à la directrice et aux équipes par des formateurs éducateurs et psychologues, en détailleront les bienfaits pour l'enfant et pour l'apprentissage de l'autonomie. People&baby s'engage à maintenir tous les éléments individuels du contrat de travail des collaborateurs que nous reprendrons dans le cadre du présent marché :	Conditions de reprise de l'équipe pluridisciplinaire (médecin, psychologue, psychomotricien) qui serait en CDI dans l'équipe type, si ces derniers souhaitaient poursuivre la collaboration avec le repreneur : P&B confirme que si ces derniers souhaitaient poursuivre la collaboration avec People&baby, ils reprendraient l'équipe pluridisciplinaire en CDI.	
CERFS VOLANTS	**Equipe de la crèche** **Nb d'ETP** **Temps de travail** **Diplômes**	Directrice Psychomotricienne : 1 ETP Infirmière : 1 ETP EJE : 1 ETP Auxiliaire de Puériculture : 1 ETP Auxiliaire de Puériculture : 1 ETP Psychomotricienne : 0.4 ETP Agent PE (CAP ou équivalent : 0.2 ETP Agent PE (CAP ou équivalent : : 1 ETP Agent PE (CAP ou équivalent : 1 ETP Agent PE (CAP ou équivalent : 1 ETP Agent polyvalent : 0.9 ETP **TOTAL : 9.41 ETP**		**reprise de l'ensemble du personnel en place sur la structure Cerfs-Volants qui ont été communiqué dans le cadre de la consultation et complément de l'équipe avec un agent PE qui sera un personnel volant interne aux trois crèches objet du contrat.** **Au total, l'équipe de la structure est composée de 10 salariés dont 6,56 ETP auprès des enfants parmi lesquels 3,4 ETP diplômés** **Cela assure un taux de diplômés auprès des enfants de 52%, conforme aux normes légales d'encadrement et à celles exprimées dans le cahier des charges.** **Nombre d'ETP 8,41** **Dont auprès des enfants 6,56** **Dont diplômées 3,40** **Soit taux de qualification 52%**

PETITS SAPEURS	**Equipe de la crèche** **Nb d'ETP** **Temps de travail** **Diplômes**	Directrice EJE : 1 ETP Adjointe Infirmière : 1 ETP EJE : 1 ETP EJE : 1 ETP EJE : 1 ETP Auxiliaire de Puériculture : 1 ETP Auxiliaire de Puériculture : 1 ETP Auxiliaire de Puériculture : 1 ETP Agent PE (CAP ou équivalent) : 1 ETP Agent PE (CAP ou équivalent) : 1 ETP Agent PE (CAP ou équivalent) : 1 ETP Agent PE (CAP ou équivalent) : 1 ETP Agent PE (CAP ou équivalent) : 1 ETP Agent PE (CAP ou équivalent) : 1 ETP Agent PE (CAP ou équivalent) : 1 ETP Agent PE (CAP ou équivalent) : 0.4 ETP Cuisinier : 1.1 ETP Agent polyvalent : 1 ETP Agent de service intérieur: 0.4 ETP **TOTAL 17.87 ETP**		**Nous reprenons l'ensemble du personnel en place sur la structure P'tits Sapeurs qui ont été communiqué dans le cadre de la consultation et complétons l'équipe avec un agent PE qui sera un personnel volant interne aux trois crèches objet du contrat.** **Au total, l'équipe de la structure est composée de 19 salariés dont 13,37 ETP auprès des enfants parmi lesquels 6 ETP diplômés.** **Cela assure un taux de diplômés auprès des enfants de 45%, conforme aux normes légales d'encadrement et à celles exprimées dans votre cahier des charges.** **Nombre d'ETP 17,87** **Dont auprès des enfants 13,37** **Dont diplômées 6,00** **Soit taux de qualification 45%**
PONT D'ISSY	**Equipe de la crèche** **Nb d'ETP** **Temps de travail** **Diplômes**	Directrice EJE: 1 ETP Adjointe Infirmière : 1 ETP Infirmière : 1 ETP EJE: 1 ETP EJE: 1 ETP EJE: 0.3 ETP Auxiliaire de Puériculture: 1 ETP Auxiliaire de Puériculture: 1 ETP Auxiliaire de Puériculture: 1 ETP Auxiliaire de Puériculture: 1 ETP Agent PE (CAP ou équivalent) : 1 ETP Agent PE (CAP ou équivalent): 1 ETP Agent PE (CAP ou équivalent): 1 ETP Agent PE (CAP ou équivalent): 1 ETP Agent PE (CAP ou équivalent): 1 ETP Agent PE (CAP ou équivalent): 1 ETP Agent PE (CAP ou équivalent): 1 ETP Agent PE (CAP ou équivalent): 1 ETP Agent PE (CAP ou équivalent): 1 ETP Agent PE (CAP ou équivalent): 0.5 ETP Cuisinier 1 ETP Agent de service intérieur 1 ETP Agent de service intérieur 1 ETP **TOTAL : 21.77 ETP** la psychomotricienne (poste vacant) est remplacée par un CAP Petite enfance; 16h par mois de vacation de psychomotricienne sont ajoutées.		**Nous reprenons l'ensemble du personnel en place sur la structure Pont d'Issy qui ont été communiqué dans le cadre de la consultation et complétons l'équipe avec un agent PE qui sera un personnel volant interne aux trois crèches objet du contrat.** **Aussi, 2 EJE, 1 auxiliaire de puériculture et 1 agent PE viendront compléter les besoin de l'équipe dans un souci de conformité et de confort.** **Au total, l'équipe de la structure est composée de 23 salariés dont 16,77 ETP auprès des enfants parmi lesquels 7,3 ETP diplômés.** **Cela assure un taux de diplômés auprès des enfants de 44%, conforme aux normes légales d'encadrement et à celles exprimées dans votre cahier des charges.** **Nombre d'ETP 21,77** **Dont auprès des enfants 16,77** **Dont diplômées 7,30** **Soit taux de qualification 44%**

CERFS VOLANTS	**Répartition par section**	Au total, l'équipe de la structure est composée de 11 salariés dont 7,56 ETP auprès des enfants parmi lesquels 4,4 ETP diplômés Cela assure un taux de diplômés auprès des enfants de 58%, conforme aux normes légales d'encadrement et à celles exprimées dans le cahier des charges		
PETITS SAPEURS		Au total, l'équipe de la structure est composée de 19 salariés dont 13,37 ETP auprès des enfants parmi lesquels 6 ETP diplômés. Cela assure un taux de diplômés auprès des enfants de 45%, conforme aux normes légales d'encadrement et à celles exprimées dans le cahier des charges.		
PONT D'ISSY		Au total, l'équipe de la structure est composée de 23 salariés dont 16,77 ETP auprès des enfants parmi lesquels 7,3 ETP diplômés Cela assure un taux de diplômés auprès des enfants de 44%, conforme aux normes légales d'encadrement et à celles exprimées dans le cahier des charges.		
	Avantages pour les salariés	Primes sur objectif : ont pour objectif de récompenser les résultats, la régularité et les efforts de toute l'équipe de la crèche. Fixées sur des objectifs mensuels ou semestriels, ces primes représentent un potentiel annuel qui s'élève jusqu'à 1200€ par an. Prime pour cooptation: les primes pour cooptation varient entre 350€ et 550€ suivant les profils recherchés et la disparité des ressources du territoire ciblé. Cas exceptionnels Congés Prime Naissance d'un enfant 3 jours 30,00 € Adoption d'un enfant 3 jours 30,00 € Mariage de l'employé 4 jours Mariage d'un enfant 2 jours Mariage d'un frère ou d'une sœur 1 jour Décès d'un enfant 3 jours Décès d'un conjoint 3 jours Décès d'un parent 2 jours Autre avantage groupe Congés Ancienneté acquise de 2 ans 1 jour supplémentaire <u>Autres avantages :</u> tickets restaurants d'une valeur faciale de 7,00 €/jour ; mutuelle d'entreprise ; Comité d'entreprise P&B signataire de la charte de la parentalité: Signé le 11 avril 2008, People&baby s'est engagé à faire évoluer les solutions et les mentalités liées à la parentalité dans l'entreprise. People&baby applique tous ces principes au sein de son organisation et donne également à ses clients les moyens d'y parvenir chaque année, les directeurs/triceps les plus innovants sont invités à se rendre au Brésil, à Babylonia l'espace éducatif parrainé par People&baby situé dans une favela de Rio de Janeiro, afin de partager les pratiques professionnelles		

	Mesures prises pour les remplacements	Pool de volants en CDI: - capacité d'affecter un agent volant dans la demi-journée - recrutement d'un agent volant (CAP) spécialement dédié aux crèches du présent marché. En cas d'absence de longue durée (ex : congé maternité), l'agent est remplacé par un agent de diplôme équivalent en CDD. Grace à son réseau People&baby est capable de mobiliser des équipes d'autres structures: Dans un rayon défini le personnel People&baby à temps partiel pourra être sollicité ponctuellement selon les besoins des crèches. Ce système de remplacement permet de répondre rapidement aux besoins des crèches en manque ponctuel de personnel mais aussi aux demandes des professionnels qui souhaitent compléter leur temps partiel avec des heures de travail supplémentaires. **Procédures remplacement:** Courte durée: *Direction:* heures supp pour l'adjoint ou présence du RO ou EJE prend la direction Encadrement: pool volant ou heures supp pour l'équipe en place ou appui de la direction ou intérim ou remplacement en CDD Agents polyvalents: pool volant ou heures supp pour l'équipe en place ou appui de la direction ou intérim ou remplacement en CDD longue durée: *Direction: heures supp pour l'adjoint ou présence du RO ou intérim ou remplacement en CDD* *Encadrement: pool volant ou heures supp pour l'équipe en place ou intérim ou remplacement en CDD* *Agents polyvalents: pool volant ou heures supp pour l'équipe en place ou appui de la direction ou intérim ou remplacement en CDD* Plan d'action et de prévention de l'absentéisme: détecter comprendre et lutter contre les causes (prévenir les maladies, former les agents, rassembler autour d'un projet)	M. Vincent Lamour, responsable opérationnel du secteur dispose aujourd'hui d'un pool de 6 gents volants dont une AP. En 2022, son périmètre comptera entre 270 et 300 berceaux. Aussi nous tenons à préciser que notre offre compte le recrutement d'un agent volant exclusivement réservé aux trois crèches, Cerfs-Volants, P'tits Sapeurs et Pont d'Issy.	
CERFS VOLANTS	**Intervenants extérieurs**	Médecin : 4 heures par mois Psychologue : 8 heures par mois Psychomotricien : intégré à l'équipe Autres (interventions pédagogiques ou culturelles) : 3h par mois		
PETITS SAPEURS		Médecin : 6 heures par mois Psychologue : 8 heures par mois Psychomotricien : 12 heures par mois Autres (interventions pédagogiques ou culturelles) : 6h par mois		
PONT D'ISSY		Médecin : 6 heures par mois Psychologue : 10 heures par mois Psychomotricien : 16 heures par mois		

		Autres (interventions pédagogiques ou culturelles) : 8h par mois		
	Suivi médical du personnel	Les visites médicales périodiques : les collaborateurs People&baby rencontrent un médecin du travail à leur arrivée au sein de l'entreprise, au cours de leur période d'essai, puis périodiquement tous les deux ans. Les visites de reprise et de pré-reprise : une visite de reprise est obligatoire en cas d'absence pour : • Congés maternité • Cause de maladie professionnelle (peu importe sa durée) • Cause d'accident du travail (absence d'au moins 30 jours) • Cause de maladie ou d'accident d'origine non professionnelle (absence d'au moins 30 jours) Les visites de pré-reprises sont vivement conseillées pour toutes absences supérieures à trois mois. Les visites médicales à la demande du collaborateur Les visites du médecin du travail en crèche : périodiquement, les médecins du travail référents se rendent au sein des structures pour vérifier la qualité de l'environnement de travail. le médecin peut être accompagné de spécialistes (ergonomes, psychologues…), des aménagements spécifiques peuvent être déployés. Les vaccinations: People&baby s'engage à prendre en charge le coût lié à la vaccination lorsque cela s'avère nécessaire. Un accompagnement psychologique: intervenir un psychologue dont l'objectif est d'accompagner l'équipe dans son travail au quotidien, en plus des parents et des enfants Des formations gestes et postures PEOPLE&BABY DISPOSE POUR CHACUN DE SES SECTEURS D'UNE INFIRMIERE REFERENTE : elle a pour rôle de rédiger les protocoles sanitaires et de veiller à leur bonne application. Elle est joignable par les équipes et peut leur apporter son expertise. De plus, un Kit Protocole (obligatoire) est fourni à l'ensemble des crèches et comprend les marches sanitaires à suivre.	Le crèche Cerfs-Volants, qui compte 20 berceaux est dénommée comme étant une petite crèche. Le référent santé doit faire 20 heures par an dont 4 heures par trimestre. Nous avons intégré au budget l'intervention d'un pédiatre à raison de 4 heures par mois soit 48 heures par ans et 8 heures par trimestre. La crèche P'tits Sapeurs, qui compte 47 berceaux est dénommée comme étant une grande crèche. Le référent santé doit donc intervenir à raison de 40 heures par an dont 8 heures par trimestre, (+ 0.30 ETP d'infirmier puériculture ou infirmier). Ici nous avons intégré 6 heures par mois de pédiatre soit 72 heures par an dont 12 heures par trimestre. L'adjointe de la structure, IDE consacrera 0.30 % de son temps de travail à ses missions de référent santé et accueil inclusif. La crèche Pont d'Issy, qui compte 60 berceaux est dénommée comme étant une très grande crèche. Le référent santé doit donc intervenir à raison de 50 heures par an dont 8 heures par trimestre, (+ 0.40 ETP d'infirmier puériculture ou infirmier). Ici nous avons intégré 6 heures par mois de pédiatre soit 72 heures par an dont 12 heures par trimestre. L'adjointe de la structure, IDE consacrera 0.40 % de son temps de travail à ses missions de référent santé et accueil inclusif.	
	Formation du personnel	Organisme de formation agréé, *Enfance Pour Tous* propose aux professionnels du secteur de la petite enfance des formations variées. Près de 150 formations sont dispensées chaque année. programme de formation pour les personnels se déroulera en 3 étapes clés : **Un bilan individualisé pour évaluer les compétences** (Un audit des pratiques collectives en matière d'hygiène et de sécurité et à renouveler tous les ans Evacuation, o Geste et postures , HACCP, Protocoles sanitaires et médicaux; Un audit des pratiques « métiers » pédagogie, connaissance de l'enfant ; Le bilan des actions de formation déjà menées)		

	D**es formations incontournables pour se remettre à niveau** **Des parcours à la carte pour se perfectionner progressivement** 2 jours de formation par personne et par an dédiés au personnel affecté au service, minimum Au sein de People&baby, la formation relève de six dispositifs : | Le Compte personnel de formation (CPF), | Le Congé individuel de formation (CIF), | La Période de professionnalisation (PP), | Le Fonds Paritaire de sécurisation des Parcours Professionnels (FPSPP), | Le plan de formation aux métiers de la Petite Enfance, | La taxe d'apprentissage. Au-delà des journées de formation, d'autres formations sont assurées en interne soit par la Directrice puéricultrice, soit par la Responsable opérationnelle. En plus des formations obligatoires et des formations pédagogiques reprises dans le guide de formation, **P&B propose des ateliers autour de la relaxation et de la sophrologie dans le cadre du programme « génération durable » et de son axe « Zen ».** People&baby a recruté un directeur régional sophrologue, Christophe Vigliano ; mission : proposer de bâtir des programmes de f**ormation liés à la relaxation et l'anticipation du burn-out.** Pour sensibiliser l'ensemble des Directrices de crèches, des séances d'une heure sont organisées. De plus, d**es séances de yoga sont proposées au sein des crèches sur les temps de déjeuner 1 fois par mois se**lon le nombre de professionnel(le)s de l'équipe intéressés. **proposer aux enfants une initiation à l'anglais dans chacune de nos crèches :** volonté de recruter une professionnelle parlant bien l'anglais par section ou proposer à une personne par section une formation à l'anglais afin de permettre la mise en place de l'activité Imagine. Des intervenants extérieurs peuvent également être sollicités par l'équipe pour la mise en place de cette activité. Des conférences sont proposées chaque mois et les directrices peuvent y inscrire les pros de leur crèche ; des formations aux outils informatiques (Excel, Word, Logiciel de Gestion, Outil de commande, etc…) Formation pour les Directrices: Chaque directrice participe à des réunions inter-structures organisées tous les deux mois par la responsable opérationnelle + réunions de direction mensuelles sur des thèmes liés au management et à la gestion de structures petite enfance, L'accompagnement à une Validation des Acquis de l'Expérience (V.A.E.) : People&baby aide les professionnels à construire leur projet V.A.E., à choisir la certification correspondant à leurs acquis et à leur objectif **La formation à l'intégration et à l'accueil d'enfants handicapés** De nombreux outils de formation collective et individuelle sont mis à disposition de l'équipe éducative pour mettre en place un accueil de qualité pour les enfants porteurs de handicap ou de maladie chronique : | Formation interne : par des éducateurs spécialisés ou des professionnels partageant leur expérience | Formation externe : via des ateliers pédagogiques animés par des professionnels sur la prise en charge d'enfants porteurs de handicap (éducateur, psychomotricien, ergothérapeute, kinésithérapeute…).		

	MOYENS MATERIELS			
	Procédure de sélection des fournisseurs **Procédures de commande (travaux ou matériel) en interne**	Dans le choix de ses fournisseurs, People&baby : doivent partager les mêmes valeurs et répondre aux démarches environnementales et écocitoyennes de P&B : respect des normes européennes et françaises. une attention particulière à la politique RSE des fournisseurs.		
CERFS VOLANTS	**Plan de renouvellement du matériel sur la durée du contrat**	**Investissements incorporels 1 500,00 €** Logiciel Mikado 1 500,00 € **Investissements corporels 14 824,80 €** Accueil - bureau - administratif 3 534,80 € Badgeuse 2 000,00 € Matériel informatique 1 500,00 € Armoire à pharmacie 34,80 € Espaces enfants 11 290,00 € Renouvellement des convecteurs (Petite enfance - paroi froide) 7 500,00 € Jeux jouets divers et livres 440,00 € Matériel pour activités zen 800,00 € Espace extérieur : bac potager 500,00 € Equipement de motricité 550,00 € Renouvellement petit matériel jeux et jouets en cours de délégation 1 500,00 €		
PETITS SAPEURS		**Investissements incorporels 1 500,00 €** Logiciel Mikado 1 500,00 € **Investissements corporels 29 973,00 €** Accueil - bureau - administratif 3 960,00 € Badgeuse 2 000,00 € Matériel informatique 1 500,00 € Mobilier de bureaux direction (bureau, caisson, fauteuils bureau/visiteurs) 460,00 € Buanderie / ménage 1 608,00 € Sèche-linge Pro 1 500,00 € Chariot et sac à linge 108,00 € Espaces enfants 24 405,00 € Renouvellement des convecteurs (Pet ite enfance - paroi froide) 10 500,00 € Petit équipement propreté, santé et sécurité 50,00 € Mobilier : lits à barreaux bébés 2 175,00 € Mobilier : autre mobilier de section (Casiers, étagères, meubles, …) 3 600,00 € Jeux jouets divers et livres 880,00 € Matériel pour activités zen 800,00 € Espace extérieur : bac potager 500,00 € Equipement de motricité 3 900,00 € Renouvellement petit matériel jeux et jouet s au cours de la délégation 2 000,00 €		

PONT D'ISSY		**Investissements corporels 2 500,00 €** Espaces enfants 2 500,00 € Espace extérieur : bac potager 500,00 € Renouvellement petit matériel jeux et jouets en cours de délégation 2 000,00 €		
CERFS VOLANTS	**Plan d'investissement sur la durée du contrat**	<u>Travaux de début de contrat (aout 2022) : ouverture septembre 2022</u> Hall d'entrée : 500€ HT Salle personnel : 2 970 € HT Couloir : 13 100 € HT Extérieur : 5 500€ HT Section Moyens : 2 424€ HT Section Grands : 1 035 € HT Buanderie : 60€ HT Autres (visiophone et écrans et alarme) : 7 250 € HT **TOTAL : 32 839€ HT soit 36 123€ TTC (TVA 10%)**		
PETITS SAPEURS		<u>Travaux de début de contrat (aout 2022) : ouverture septembre 2022</u> Hall d'entrée : 3 700€ HT Salle personnel : 2 200 € HT Couloir : 9 450 € HT Extérieur : 2 700€ HT Section Bébés : 4 522€ HT Section Moyens : 3 185€ HT Section Grands : 8 700 € HT Autres (visiophone et écrans) : 6 000 € HT **TOTAL : 40 457€ HT soit 44 503€ TTC (TVA 10%)**		
PONT D'ISSY		<u>Travaux de début de contrat (aout 2022) : ouverture septembre 2022</u> Section des Grands (peinture des dortoirs) : 2 500 € HT Faux-plafond : 250€ HT Autres (butée de porte) : 25€ HT **TOTAL : 2 775€ HT soit 3 052.5 € TTC (TVA 10%)**		

2 - LES QUALITES DU CONTENU DU PROJET D'ETABLISSEMENT GARANTISSANT NOTAMMENT LA QUALITE DE SERVICE RENDU AUX USAGERS

PEOPLE AND BABY

	OFFRE INITIALE 10 juillet 2021	OFFRE COMPLEMENTAIRE 10 décembre 2021	OFFRE FINALE - 14 janvier 2022
Projets social, éducatif et pédagogique	Usage des locaux : P&B aménage les espaces autour de 5 espaces d'éveil socles (Livres, manipulation, ressources, moteur, "Comme des Grands" imitation) ; faciliter le "libre accès" et l'autonomie des enfants. Ces espaces sont en continuité avec les espaces extérieurs. + Espaces multisensoriels, jeux d'eau, espaces nature et espaces extérieurs Projet social: accueillir au mieux les familles provenant d'un milieu défavorisé - une attention particulière à travailler avec le CCAS de la collectivité. programme « **protection de l'enfance** », sur demande de la PMI ou d'une assistante sociale, les professionnels sont en mesure d'accueillir des enfants à l'environnement familial difficile: un accueil spécifique sera préparé avec l'organisme demandeur et l'équipe des crèches sous supervision de la directrice. Projet sanitaire: - action de promotion de la santé en direction des parents: | réunions thématiques d'information par trimestre, avec un spécialiste (médecin, psychologue…) sur des thématiques liées à la petite enfance (exemple: les maladies infantiles). | Visite du médecin auprès des enfants dans le cadre de ses vacations, en présence des parents. Le médecin observe également en section pour faire du dépistage. | Des fiches conseils hebdomadaires affichées à l'entrée de chaque section sur un sujet donné. Sur les 45 fiches mises en place au cours de l'année, 15 concernent spécifiquement la thématique de la santé, (exemple : la bronchiolite). | L'infirmière surveille la bonne tenue du carnet de santé et répond aux questions des parents (allaitement, développement psychomoteur…) | Des conseils personnalisés au travers du cahier de vie. un plan d'action dédié « mission Handicap », constituée de professionnels de l'accueil du jeune enfant aux profils sanitaires et éducatifs, d'un architecte, d'un responsable des achats, et des membres du CHSCT: Plusieurs crèches pilotes ont été identifiées afin d'être le relai actif de la mission Handicap. Les bonnes pratiques identifiées sont formalisées et diffusées à l'ensemble des structures. De plus, une charte d'accueil individualisé des enfants porteurs de handicap a été élaborée par la mission. **Plan d'action Handicap:** Action 1 Soutenir financièrement l'aménagement de structures collectives Petite Enfance pour l'accueil d'enfants ou de parents porteurs de handicap. Action 2 Renforcer l'accès à la formation pour les équipes Action 3 Diffuser les bonnes pratiques en matière d'accueil et d'intégration des enfants porteurs de handicap en structure Petite Enfance Action 4 Participer à des projets de collectivités locales favorisant l'accueil d'enfants ou de parents porteurs de handicap dans des structures d'accueil collectif de la Petite Enfance. Accueillir les parents d'enfants porteurs de handicap: le psychologue des crèches recevra les parents pour un temps d'échange les premières semaines d'accueil de l'enfant.		

	Mission Handicap S'agissant des enfants porteurs de handicap ou de maladie en milieu collectif un plan d'action spécifique est déployé par une mission handicap dédiée Le protocole d'accueil défini est | Préparer l'accueil avec l'enfant, son entourage et des professionnels | Proposer un accueil adapté à l'enfant | Apporter un soutien aux parents | Accompagner les professionnels (formations, soutien, temps d'échange). Par ailleurs, la Fondation People&baby pour l'enfance, sous égide de la Fondation de France, nous permet d'élargir notre engagement en faveur de l'accueil des enfants porteurs de handicap en crèche collective. **comment sont identifiées les crèches pilotes, sur quels critères?** **Projet pédagogique:** Mettre en pratique la bienveillance: Accueillir la singularité et les particularités de l'enfant quel que soit sa culture, son milieu social, son handicap Former les équipes : formations continues et en ateliers pédagogiques (émotions, communication positive, postures et positionnements professionnels bienveillants, Créer des outils: Création d'une Charte bienveillance, -Réalisation de vidéos sur les attitudes à adopter pour entrer en relation avec l'enfant -Fiches pratiques annexées au projet pédagogique (le repas, le sommeil, le jeu libre…) Proposer des ateliers pédagogiques autour de l'éveil des sens: Des ateliers pédagogiques socles sur 6 thématiques permettent de multiplier les expériences et d'éveiller les sens de l'enfant. Les thématiques Baby Maestro et Baby Conteur offrent une diversité de sonorités musicales et langagières, celle de Baby Chef offre un éveil au plaisir du goût et du mélange des textures, la thématique Baby Artiste accompagne l'enfant dans son expression créatrice, celle de Baby Archi offre des possibilités de construction en 3 dimensions et la compréhension de l'espace, et la thématique Baby Explorateur sensibilise et stimule l'enfant à la nature et à la découverte de son environnement.		
Protocoles	**En cas de danger** | Un protocole de conduite à tenir en plan Vigipirate | Un protocole de confinement et une fiche réflexe « Risque Attentat ou Intrusion extérieure », inspirée de la circulaire n° DGCS/SD2C/2016/261 du 17 août 2016 | Plan de formation pour nos collaborateurs | Un kit de confinement : matériel de soin, couvertures de survie, lampe autonome, radio portative, denrées non périssables, etc... | Mise à disposition d'un numéro d'urgence en cas de crise | Une Fiche Reflexe. hygiène / propreté des protocoles de nettoyage remis à chaque collaborateur et affiché dans les structures. Médical: L'infirmière référente de People&baby sur le secteur met en place un certain nombre de protocoles et suit leur bonne utilisation + formation du personnel et appropriation Formation sur les signes d'alerte et d'urgence chez le nourrisson et l'enfant People&baby s'engage à mener une campagne d'information sur la vaccination auprès des parents. **Protocole sanitaire: c**réation du plan violet pour faire face aux risques d'épidémies en mettant en		

	œuvre les moyens, pratiques et formations nécessaires pour permettre de garder l'établissement ouvert et de protéger les adultes et les enfants. <u>un protocole d'accueil d'enfants en situation de handicap</u> Sensibiliser les équipes au handicap en EAJE ; les équipes sont formées à repérer et signaler des troubles dans le comportement d'un enfant Développer l'intégration et l'accueil des enfants : L'admission d'un enfant présentant un handicap est prononcée au cas par cas après avis du pédiatre, sur la compatibilité du handicap avec la vie en collectivité. ; Il est également nécessaire de prendre en compte les ressources et le mobilier dont la crèche dispose afin de préparer au mieux l'arrivée de l'enfant et d'installer, si besoin, du matériel spécifique. Formation en interne et en externe des pros pour l'accueil de l'enfant en situation de handicap		
Implication des familles	**<u>Allaitement :</u>** | L'allaitement à la crèche : l'ensemble des crèches équipées de fauteuils d'allaitements disposés à l'abri des regards, dans des espaces dédiés lorsque cela est possible. | Apporter le lait maternel à la crèche est possible sous certaines conditions d'hygiène. Si nécessaire, People&baby s'engage à fournir à la crèche des tire-laits pour que les mamans soient en mesure de tirer leur lait à la fois à leur domicile et à la crèche. | L'allaitement mixte : lait maternel matin et soir et lait de la crèche le reste de la journée **<u>Relations avec les parents et outils de communication</u>** Des cafés et des goûters parents Des conférences sur la parentalité animées par des spécialistes Des réunions toute l'année L'organisation de temps festifs Le cahier de vie de l'enfant Des panneaux photos Des panneaux d'affichage Des mails envoyés régulièrement Le journal de la crèche newsletter ou gazette L'espace crèche » est une plateforme en ligne dédiée à la structure et sécurisée à destination des familles Le conseil d'établissement : Il se compose de la directrice de l'établissement, un représentant de la collectivité, 2 repéré sentant de parents et 1 suppléant.		
Sorties ou partenariats avec des structures extérieures	Proposition de passerelle vers les maternelles de secteur pour les Grands avec des journées d'immersion liens avec les médiathèque Centre-Ville et des Chartreux: sorties en petits groupes + emprunt de livres Marché place de la république: y emmener les enfants <u>Faire des liens avec les acteurs locaux:</u> Chaque structure possède un budget pédagogique lui permettant de faire appel		

	aux intervenants extérieurs de son choix dont des exemples | Les associations et clubs sportifs ; L'association PeggYoga ; L'association Music'Ici ; la Caserne des pompiers d'Issy ; Le Cube ; profiter du parc de l'Ile saint germain La ferme pédagogique itinérante ; La compagnie Enfance et Musique ; L'association « Lire et faire lire » ; Partenariat intergénérationnel: Les enfants des multi-accueils d'Issy-les-Moulineaux pourront se rendre à la Résidence les neuf muses d'Issy-les-Moulineaux		
Modalités de facturation aux familles	<u>Le tarif horaire est calculé comme suit à partir d'un revenu mensuel moyen :</u> (Ressources nettes annuelles N- 2 / 12) * Taux horaire d'effort de la famille **L'effort horaire est ainsi estimé à 2,67 € par heure d'accueil facturée**. Cela permet de calculer la participation des familles suivant la formule ci-dessous : *Recettes PSU des familles = Effort horaire * Nombre d'heures d'accueil facturées*		
Fermetures annuelles Horaires d'ouverture	En raison des travaux de reprise, P&B demande une réouverture en septembre 2022. **<u>horaires</u>** : CERFS VOLANTS : 8h à 19h30 PETITS SAPEURS : 7h30 à 19h PONT D'ISSY : 8h à 19h **<u>Fermetures :</u>** 4 semaines de fermeture dans l'année • 3 semaines en été • 1 semaine entre les fêtes de fin d'année • 2 journées pédagogiques par an		

	3 - L'ORGANISATION MISE EN PLACE POUR LA GESTION DE LA CRECHE			
	PEOPLE AND BABY			
		OFFRE INITIALE 10 juillet 2021	**OFFRE COMPLEMENTAIRE 10 décembre 2021**	**OFFRE FINALE - 14 janvier 2022**
	ORGANISATION POUR LA REPRISE EN GESTION		Dans la gestion du personnel : une référente RH et un référent Paie sur le secteur seront à disposition des salariés. La référente RH est en contact direct avec le responsable opérationnel et la directrice de chaque structure mais reste joignable en cas de demande d'un salarié de crèche. Pour les questions concernant la Paie, des permanences téléphoniques avec le responsable paie dédié au secteur sont organisées sur des créneaux de 2 heures trois fois par semaine. Cette organisation permet d'accompagner au mieux les salariés lors de la reprise et d'instaurer une relation de confiance entre l'employeur et le salarié. Pouvez-vous nous confirmer les conditions de reprise de l'équipe pluridisciplinaire (médecin, psychologue, psychomotricien) qui serait en CDI dans l'équipe type, si ces derniers souhaitaient poursuivre la collaboration avec le repreneur ? Nous vous confirmons que si ces derniers souhaitaient poursuivre la collaboration avec People&baby, nous reprendrons l'équipe pluridisciplinaire en CDI.	
CERFS VOLANTS	**OFFRE ALIMENTAIRE** ***Fournisseurs Type (liaison froide ou préparation sur place) Aliments BIO Tranches d'âge et composantes Type et qualité des denrées Contrôles sanitaires***	**prestataire de restauration API** **Lait: Everymilk** (lait bio fabriqué en France pour People&baby) L'offre « Premier Pas » intègre des composantes BIO dans ses menus + fort savoir-faire en matière d'approvisionnement local et issu de l'agriculture biologique: | 50% de produits BIO par enfant par repas | Des repas « épicuriens » afin de faire découvrir aux enfants des produits différents de ceux proposés en crèche habituellement (roquefort, fougasse, smoothie, etc…) et d'éveiller leur goût | Des menus établis régionalement pour respecter la saisonnalité des produits en approvisionnement local (-180km autour de la cuisine centrale) | De nombreuses animations pour les fêtes (chandeleur, etc…) | Des menus à thèmes : un menu « couleur » ainsi qu'un menu « cuisine du monde » une fois par mois Api dispose d'outils de communication à destination des parents notamment une application mobile pour être informé en temps réel et connaître chaque jour les menus. politique alimentaire avec notamment: enfants de 6 à 12 mois: interdiction des produits OGM; interdiction des acides gras dans biscuits et		

		pâtisseries enfants de 13 à 18 mois: poisson (interdiction des zones de pêche à risque et suppression des espèces sensibles) plus de 18 mois : interdiction des produits ionisés ; interdiction de l'huile d'arachide et de l'huile de soja; respect recommandation ANSES sur les teneurs en sel. toutes les viandes françaises recettes de sauces et bouillons à base de légumes bio pour les desserts et gouter des pâtisseries "maison" ; qui pourront être réalisés avec les enfants dans le cadre des ateliers Baby Chef. Biscuits sans huile de palme ni matières hydrogénées 75 à 80% de produits frais utilisés dans les repas servis aux enfants. respecter la saisonnalité et adapter les menus aux produits disponibles **le label Crèche bio** proposer 3 éléments bio par jour et par enfant minimum dans nos menus pour chaque tranche d'âges. Les produits bio proposés toute l'année sont notamment les pommes, carottes, betteraves, quinoa, lentilles, pois cassés, boulgour, pâtes, riz, semoule et œufs politique d'approvisionnement de proximité : de nombreuses denrées issues de productions locales et régionales. Si les récoltes locales ne permettent pas d'assurer les approvisionnement BIO toute l'année, les produits bio français sont alors privilégiés. **Animations** atelier Baby Chef : En petits groupes, l'enfant va manipuler des textures, des saveurs, et des odeurs variées. Il est initié aux bons produits et commence à éduquer son goût la semaine du Goût et la semaine Fresh 'attitude **programme de sensibilisation au gaspillage alimentaire.** Le programme « moi, moche et bon » valorise les fruits et légumes dits « moches » aussi bien dans nos menus que dans la communication qui en est faite auprès des enfants et des parents: dégustation de fruits "moches" ; affichage ludique pour parents et enfants **Le recyclage des contenants** L'ensemble des repas proposés par API Restauration sont livrés dans des barquettes recyclables ; un protocole est défini entre la crèche et API Restauration pour que le livreur puisse facilement récupérer ces barquettes au préalable lavées et protégées. Les barquettes sont recyclées via des organismes spécialisés. D'ici 2020, notre partenaire API Restauration s'est contractuellement engagé à stopper l'utilisation de conditionnement en matière recyclable pour proposer uniquement des contenants réutilisables. Est-ce désormais le cas ? Pour l'approvisionnement quotidien en pain, nous souhaitons développer un partenariat à l'année avec des boulangeries locales et idéalement proches des crèches. Si les établissements sont accessibles à pieds depuis les crèches, nous pourrons envisager, d'avec votre accord et en fonction du nombre d'enfants présents, des sorties d'une professionnelle accompagnée de deux enfants pour aller acheter le pain. **y-a-t-il une différence entre la crèche en liaison froide et les crèches ayant des offices de préparation, quant aux engagements sur le bio et la fraicheur des produits par exemple ?**		

PETITS SAPEURS **Et** **PONT D'ISSY**			Offre alimentaire pour les crèches avec cuisine en préparation sur place identique à l'offre en liaison froide : les menus sont les mêmes avec des fiches recettes indiquant aux cuisiniers comment les préparer. aucune distinction de menus ou de qualité n'est faite en fonction du type de cuisine (sur place vs liaison froide). Contractualisation avec API un accord cadre s'appliquant à l'ensemble des crèches quelques que soit le type de cuisine. cahier des charges avec API qualitatif avec : • 3 composantes BIO par jour et par enfant au minimum (soit environ 50%), • Un approvisionnement régional dès que possible selon la saisonnalité • Des viandes françaises et labélisées • Du poisson issu de la pêche durable et 100% filet. Par ailleurs, le lait proposé aux enfants est BIO et produit en France. Les menus API sont élaborés par des diététiciens et chefs de cuisine. Ils sont adaptés à la région pour respecter les recettes et les produits locaux. Le respect des saisons est une priorité de notre prestataire de restauration API. Des saisons intégrées dans les menus c'est : • Une démarche d'achat durable en saison de produits locaux et régionaux • Plus de goûts avec des produits de pleine saison • Une démarche pédagogique relayée dans des contes et animations Travailler des produits frais, bio, labélisés et de saisons permet d'offrir un maximum de saveur aux enfants mais c'est aussi permettre aux cuisiniers d'API d'exercer pleinement leur métier avec passion en cuisinant pleinement. Pour ces raisons notre partenaire API prend l'engagement de respecter 75 % à 80 % de produits durables dans leurs préparations.	

	Reporting	demande de People and Baby de décaler la date de remise des rapports annuels d'activité au 1er mai au lieu du 15 avril comme demandé dans le cahier des charges. P&B propose que la ville puisse avoir accès à une interface synchronisée avec Mikado pour suivre en direct l'activité des crèches **<u>contrôle par la collectivité</u>**: chaque mois une fiche info chaque semestre un bilan chaque année un rapport Un mini-site dédié pour donner à la collectivité l'accès en continu aux informations de gestion: profil utilisateur spécifique pour la collectivité donnant accès aux fiches familles de tous les enfants inscrits, aux taux d'occupation ainsi qu'aux fréquentations réelles constatées sur les structures. Elle pourra également consulter les factures et les règlements (une formation délivrée dédiée sera proposée.) La collectivité aura accès aux taux d'occupation des structures de façon journalière, hebdomadaire et mensuelle ainsi qu'aux plannings et à la présence réelle détaillée par enfant. La collectivité pourra consulter la liste des factures émises ainsi que le détail de chaque facture. Elle aura également accès aux règlements ce qui lui permettra d'avoir une vision sur les retards et les impayés ainsi que sur les montant réellement perçus.		
	Outils de gestion à la disposition de la directrice	**<u>Attribution des places en crèches:</u>** P&B propose d'accompagner la Ville dans la définition de critères et pour le choix des places à attribuer <u>| Des critères d'éligibilité:</u> Attendre la naissance d'un enfant (à confirmer dans les 2 semaines suivant la naissance) ou avoir un enfant de moins de 5 ans ; ou Résider ou travailler dans un périmètre géographique défini avec la collectivité <u>| Des critères de classement</u>: Ils doivent permettre une gestion efficace et équitable de l'ensemble des demandes parents, et garantir aux familles bénéficiaires du service une réponse sur mesure à leurs besoins. <u>| Des critères de départage (en cas d'égalité entre familles):</u> | Age de l'enfant pour une répartition équilibrée les tranches d'âges dans chaque structure; ou Date de dépôt de la demande de pré-inscription A la suite de la commission d'attribution, P&B propose la constitution d'une liste d'attente complémentaire: en cas d'absence d'enfants (maladie, vacances), les familles sont contactées pour une proposition d'accueil temporaire de courte durée pour leur enfant ; L'objectif est d'optimiser l'occupation de la crèche pour qu'un maximum de familles puisse bénéficier de ce service d'accueil pour jeunes enfants. ***voir les critères proposés page 18 Mémoire technique.*** **<u>Outils de suivi des présences des enfants et des pros:</u>** tablette à l'entrée de la crèche pour que les familles badgent en arrivant (suivi du temps de présence réel de l'enfant) idée de P&B de relier le badgeage des enfants au système de pointage des pros afin de déterminer en temps réel les taux d'encadrement nécessaires. *logiciel Mikado:* outil de suivi de toutes les données de la crèche (les directrices y sont toutes formées) chaque directrice est sensibilisée à l'optimisation du taux d'occupation de la crèche; un guide opérationnel dédié au suivi du TO lui est transmis ; + suivi du responsable opérationnel et de la		

	direction financière sur le TO. P&B propose que la ville puisse avoir accès à une interface synchronisée avec Mikado pour suivre en direct l'activité des crèches **<u>Audits biannuels: (cf p25 mémoire technique)</u>** Audit P pédagogique Audit S sanitaire et S sécuritaire Audit Administratif *Cahier de suivi de la maintenance* *Un référentiel de Bienveillance* <u>Entretien du bâtiment:</u> La Direction est tenue de remplir une fiche de signalement pour chaque avarie constatée sur les locaux des structures		
Mesure de la satisfaction des usagers	Une enquête de satisfaction People And Baby est menée deux fois par an auprès des usagers et analysée puis remise à la Mairie d'Issy Les Moulineaux. Une enquête de satisfaction est également réalisée par la Mairie une fois par an.		
Actions mises en œuvre dans le cadre du développement durable	People&baby intègre son plan de maîtrise interne en faveur des économies d'énergies basé sur deux axes majeurs que sont La sobriété énergétique et L'efficacité énergétique: - <u>La sobriété énergétique:</u> prévention, la sensibilisation et, de facto, le changement des comportements du personnel dans son utilisation des énergies. - <u>L'efficacité énergétique:</u> actions et/ou des outils permettant de réduire la consommation d'énergies liées à l'activité, notamment grâce au progrès technique People&baby pourrait ainsi proposer de mettre en place un diagnostic de performance énergétique (DPE) au démarrage de la gestion d'une crèche. Ce diagnostic permet de connaitre la qualité des infrastructures et de mettre en place un plan de maîtrise de la demande en énergie ayant pour objectif : | La diminution du gaspillage énergétique | La réduction de la demande en énergie (gaz, électricité) | La diminution de la précarité énergétique (favoriser l'achat de matériel et équipement peu énergivore même si ceux-ci semblent plus chers à l'achat) Ainsi, des fiches et procédures de bonnes pratiques et des gestes écocitoyens sont transmises à l'ensemble du personnel encadrant. <u>Autres actions:</u> l'utilisation de supports dématérialisés est préconisée ; People&baby fournit uniquement des supports dits « lettres vertes ; l'utilisation d'ampoules basse consommation ; People&baby met à disposition de son personnel des tenues écoresponsables réalisées à partir de fibres recyclées ; People&baby met à disposition de ses salariés des vélos ; optimisation des commandes et livrassions de matériels et fournitures pour limiter les camions campagne de réduction des déchets que ce soit au sein même de son réseau de crèches ou bien directement au siège de l'entreprise: réduire le volume d'emballage ; Une diminution du poids des emballages ; réduire le recours et le poids de la matière plastique; d'emballages biodégradables ou recyclables, P&B a développé des collectés (cartouches, ampoules, piles; équipements électroniques...) tri sélectif dans les crèches		

	Choix des fournisseurs: jeux produits en bois FSP, papier PEFC, couches BAMBO bénéficiant de nombreux labels, nettoyage par électronise ; vêtement en matériaux recyclés, partenariat avec des entreprises de recyclage et valorisation pour les consommables (papiers) et objets usagers. **projet éducatif Génération Durable.** *Insertion et sensibilisation à la nature:* l'installation d'un bac à potager sur chacune de nos structures ; Sur certaines structures, au-delà du végétal, nous proposons aux enfants la découverte des animaux avec l'installation d'hôtel à insectes, de poulailler, ou le recours à des biquette pour la tonte du gazon. Valoriser le recyclage: l'atelier Recycl'tTout, nous valorisons la réutilisation des éléments dans les activités proposées en crèche Sensibilisation des familles: containers pour objets à recyclés dans la crèche pour les familles. La journée verte: journée organisée chaque année Démarche certifiante: inspiration du label écolo crèche ; analyse des pratiques et mise en place d'un plan d'action ; la crèche produits des rapports d'actions mises en place et d'avancement des projets. **quels projets pour les crèches de l'appel d'offre, quels objectifs de labellisation s'il y en a ? avez-vous des objectifs chiffrés de baisse de consommation dans le cadre de votre plan de maitrise d'énergie et Génération Durable?** Hygiène/ entretien gamme ECOLAB spécialisée dans la conception de produits d'hygiène et d'entretien non polluants. L'intégralité de nos produits sont livrés dans des conditionnements de grandes tailles afin d'être rendus et recyclés après utilisation. People&Baby utilise le procédé everyclean®, technologie d'électrolyse 100% biodégradable, remplace ainsi 80% des détergents et désinfectants usuels ; à l'exception des produits anticalcaires qui peuvent être remplacés par des solutions au vinaigre blanc		
Commercialisation des berceaux aux entreprises	**développer la fréquentation des structures (hors places entreprises):** P&B constate que l'occupation des places disponibles en multi-accueil n'est pas toujours optimale dans la mesure où les temps de contractualisation ne couvrent pas l'intégralité de l'amplitude d'ouverture des structures et que des absences ponctuelles sont constatées possibilité de s'appuyer sur la capacité maximale d'accueil différente de la capacité d'agrément. **Les leviers:** - sensibiliser les familles à anticiper et prévenir leurs absences: La gestion dite « socialement rentable » est de sens fiabiliser les familles à une gestion plus partageuse du service public dont elles bénéficient - Constituer une liste d'attente pour encourager l'accueil occasionnel (valoriser les places vacantes auprès de familles en recherche d'un mode de garde sur une période définie.): un partenariat collectivité-gestionnaire : la collectivité définit le cadre de l'accueil occasionnel + flexibilité au délégataire pour attribuer les places vacantes : permet à la direction de l'établissements de gérer en temps réel l'attribution des places occasionnelles (réactivité pour valoriser au maximum l'occupation des places disponibles momentanément au sein des structures.) La liste d'attente (familles non retenues pour accueil régulier + familles s'étant manifesté pour de l'accueil occasionnel) = vivier riche de parents en recherche ponctuelle de mode de garde. La		

	direction les recontactera en priorité pour leur faire bénéficier des places vacantes temporaires. avec ce système le taux d'occupation, peut être valorisé de 4 à 15% selon la zone géographique. - mieux faire connaitre les crèche et ce mode de fonctionnement: référencer les établissements au sein des plateformes web P&B (crèche pour tous - réseau ; People&baby, crèches lib') + Flyers + réunion de présentation aux familles du territoire - Occupancy manager: recense les demandes privées non abouties : parmi les demandes de places en crèche, il collecte celles qui n'aboutissent pas par un financement entreprises pour les revaloriser au titre de places occasionnelles en fonction des disponibilités sur la crèche demandée par la famille. Pour ce faire il est en charge du partenariat avec Pôle Emploi et propose différentes actions de communication pour promouvoir les places libres. - People&baby a créé le dispositif Crèche Solidarité Emploi en partenariat avec Pôle emploi : contribuer à la réinsertion professionnelle des parents en difficulté. les structures People&baby s'inscrivent dans ce dispositif et accueillent des enfants de familles ayant des impératifs liés à leur parcours professionnel : libérer les parents dans leurs démarches via une garde ponctuel **Commercialisation des places entreprise :** 9000 € la place Cerfs-Volants : 10 places Petits Sapeurs : 14 places Pont d'Issy : 6 places		
GESTION DU BATIMENT ***Moyens humains Procédures internes Maintenance (prestations proposées par rapport aux équipements) Réparations Urgences***	Plan de Maîtrise Sanitaire (PMS) est une exigence qui découle du « Paquet Hygiène » de l'Union Européenne: Des contrôles en temps réel sont effectués chaque jour Un guide présent dans chacune des crèches Manuel HACCP est en parfaite conformité avec la norme ISO 22000 (Vidéo de rappel des bonnes pratiques disponibles pour les agents Pour les interventions de laboratoires afin effectuer des analyses de l'eau et des bactériologiques et analyse de l'eau, le prestataire national est Silliker (appartenant au groupe Mérieux NutriSciences). Veiller à la qualité de l'air: Le dispositif réglementaire (2018 – 2023) du Ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer impose la surveillance de la qualité de l'air dans les établissements d'accueil collectif d'enfants de moins de six ans au 1er janvier 2018. Toutes les crèches People&baby sont équip**ées d'un purificateur d'air qui élimine 99,95% des allergènes et polluants dans l'atmosphère.** **y-a-t-i un purificateur dans chaque section ?**		

4 - LES CONDITIONS FINANCIERES PROPOSEES SUR LA DUREE DU CONTRAT

PEOPLE AND BABY

		OFFRE INITIALE 10 juillet 2021	OFFRE COMPLEMENTAIRE 10 décembre 2021	OFFRE FINALE - 14 janvier 2022
CERFS VOLANTS	**Amortissement**	**Travaux de reprise : 36 123€ TTC**	**Vérifier pourquoi baisse des sommes consacrées aux investissements et amortissements dans les CEP**	Budget travaux : 36 123 € Budget équipement : 16 325 € **Total 52 447,70€**
PETITS SAPEURS		**Travaux de reprise : 44 503€ TTC**		Budget travaux : 44 503 € Budget équipement : 31 473 € **Total 75 976,00 €**
PONT D'ISSY		**Travaux de reprise : 3 052.5 € TTC**		Budget travaux : 3 053 € Budget équipement : 2 500 € **Total 5 552,50 €**
CERFS VOLANTS	**Provisions**	**Provisions pour renouvellement (renouvellement du matériel de la structure et du gros entretien exceptionnel) : 6667€ soit 1333 € par an.**		
PETITS SAPEURS		**Provisions pour renouvellement (renouvellement du matériel de la structure et du gros entretien exceptionnel) : 14 231 € soit 2 846 € par an**		
PONT D'ISSY		**Provisions pour renouvellement (renouvellement du matériel de la structure et du gros entretien exceptionnel) : 10 037 € soit 2007 € par an.**		
CERFS VOLANTS	**Budget fournitures**	Budget fournitures sur la durée du contrat (hors lait) 44 061€		Budget fournitures sur la durée du contrat (hors lait) 43953 €
PETITS SAPEURS		Budget fournitures sur la durée du contrat (hors lait) 103082 €		Budget fournitures sur la durée du contrat (hors lait) 103082 €
PONT D'ISSY		Budget fournitures sur la durée du contrat (hors lait) 131 240 €		Budget fournitures sur la durée du contrat (hors lait) 131477 €

CERFS VOLANTS	**Budget bâtiment**	Budget entretien et réparation sur la durée du contrat :19774.04€		Budget entretien et réparation sur la durée du contrat :19774.04€
PETITS SAPEURS		Budget entretien et réparation sur la durée du contrat : 41288.87 €		Budget entretien et réparation sur la durée du contrat : 41288.87 €
PONT D'ISSY		Budget entretien et réparation sur la durée du contrat : 51 512 €		Budget entretien et réparation sur la durée du contrat : 59467 €
CERFS VOLANTS	**Budget RH**	**Salaires brut annuel primes incluses : 235 864 €dont charges patronales : 67 022 €**		
PETITS SAPEURS		**Salaires brut annuel primes incluses : 427 614 e** **dont charges patronales : 113 145 €**		
PONT D'ISSY		**Salaires brut annuel primes incluses : 507 685€** **dont charges patronales : 127 130 €**		
	Frais de siège ou frais de gestion	**Type de frais** — **Clés de répartition** Direction générale 13 % Coordination 21% RH 31% Informatique 4.6% Comptabilité 18.7% Charges diverses de gestion courante 12%	Concernant les crèches objets de la délégation nous appliquons aujourd'hui les frais ci-dessous détaillés :• Cerfs-Volants : 721 € soit par berceaux• P'tits Sapeurs : 721 € soit par berceaux• Pont d'Issy : 721 € soit par berceaux**Ces montants ont été revus à la baisse pour cette offre (geste commercial) :469 896 € (toutes crèches totales 5 années) contre 541 439€ dans l'offre initiale**	
CERFS VOLANTS	**Redevance**	242 m² x 20 = 4 840 € TTC par mois soit 58 080 € TTC par an arrondi à **55 000 € TTC par an** pour la crèche les Cerfs-Volants.	Nouvelle offre de redevance à 15m² TTC par mois ; soit 43 000 e par année pleine **baisse du prix**	
PETITS SAPEURS		455,65 m² x 20 = 9 113 € TTC par mois soit 109 356 € TTC par an arrondi à **105 000 € TTC par an** pour la crèche Les P'tit sapeurs.	Nouvelle offre de redevance à 15m² TTC par mois soit 82 000 e par année pleine	
PONT D'ISSY		561,91 m² x 20 = 11 238,20 € TTC par mois soit 134 858,40 € TTC par an arrondi à **130 000 € TTC par an** pour la crèche Pont d'Issy	Nouvelle offre de redevance à 15m² TTC par mois soit 140 000 e par année pleine	
CERFS VOLANTS	**Taux d'occupation**	**84%**		
PETITS SAPEURS		**83%**		
PONT D'ISSY		**77%**		

CERFS VOLANTS	Taux de facturation	**107%**		
PETITS SAPEURS		**110%**		
PONT D'ISSY		**105%**		
	Erreurs			
	Sincérité des postes budgétaires	La synthèse budgétaire indique que la participation de la ville augmente en 2022 (198 729€) et 2023 (487 370€) puis reste fixe pendant 3 années (406 370 €) la participation de la Ville baisse donc à partir de 2024 quand toutes les places entreprises sont commercialisées dans le scénario proposé.	**erreur sur ces synthèses financières par rapport au CEP reçu, les sommes diffèrent** **Ci-dessous, le détail des modifications apportées et l'impact financier sur l'offre :** **CERFS-VOLANTS** Modif : description Impact financier - Année pleine Baisse de la redevance à 15 € par m² au lieu de 20 € par m² - 5 030 € Baisse de notre rémunération à 170 € par berceaux et non 200 € - 322 € Baisse des frais de siège - 944 € Ajustement du personnel suite à la nouvelle liste - 20 862 € **P'TITS SAPEURS** Modif : description Impact financier - Année pleine Baisse de la redevance à 15 € par m² au lieu de 20 € par m² - 9 641 € Baisse de notre rémunération à 170 € par berceaux et non 200 € - 757 € Baisse des frais de siège - 2 219 € Ajustement du personnel suite à la nouvelle liste +1 013 € **PONT D'ISSY** Modif : description Impact financier - Année pleine Baisse de la redevance à 15 € par m² au lieu de 20 € par m² + 4 192 € Ajustement surface intérieure + 4 483 € Baisse de notre rémunération à 170 €	**CERFS VOLANTS** Modif : description Impact financier - Année pleine **Modifications au 10/12/2021** Baisse de la redevance à 15 € par m² au lieu de 20 € par m² - 12 000 € Baisse de notre rémunération à 170 € par berceaux et non 200 € - 768 € Baisse des frais de siège - 2 252 € Ajustement du personnel suite à la nouvelle liste - 52 127 € Ajustement des frais des travaux (aléas, architecte, bureau d'étude, …) - 3 235 € **Modifications au 14/01/2022** Baisse de notre rémunération à 130 € par berceaux et non 170 € - 1 024 € Baisse des frais de siège - 450 € **PETITS SAPEURS** Modif : description Impact financier - Année pleine **Modifications au 10/12/2021** Baisse de la redevance à 15 € par m² au lieu de 20 € par m² - 23 000 € Baisse de notre rémunération à 170 € par berceaux et non 200 € - 1 805 € Baisse des frais de siège - 5 293 € Ajustement du personnel suite à la nouvelle liste 2 568 € Ajustement des frais des travaux (aléas, architecte, bureau d'étude, …) - 3 488 € **Modifications au 14/01/2022** Baisse de notre rémunération à 130 € par berceaux et non 170 € - 2 406 € Baisse des frais de siège - 1 059 €

			par berceaux et non 200 € - 966 € Baisse des frais de siège - 2 832 €	**PONT D'ISSY** Modif : description Impact financier - Année pleine **Modifications au 10/12/2021** Baisse de la redevance à 15 € par m² au lieu de 20 € par m² 10 000 € Ajustement surface intérieure 10 695 € Baisse de notre rémunération à 170 € par berceaux et non 200 € - 2 304 € Baisse des frais de siège - 6 756 € Ajustement des frais des travaux (aléas, architecte, bureau d'étude, …) - 2 232 € **Modifications au 14/01/2022** Baisse de notre rémunération à 130 € par berceaux et non 170 € - 3 072 € Baisse des frais de siège - 1 351 €
CERFS VOLANTS	**Participations familiales**	**L'effort horaire est ainsi estimé à 2,67 € par heure d'accueil facturéeRecettes PSU des familles = Effort horaire * Nombre d'heures d'accueil facturées**		
PETITS SAPEURS				
PONT D'ISSY				
CERFS VOLANTS	**Subvention CAF**	La CAF complète la participation des familles dans la limite du montant de PSU auquel nous avons droit. Les recettes PSU CAF sont donc calculées de la manière suivante : ***Recettes PSU CAF = (Montant de PSU * Nombre d'heures d'accueil facturées) - Recettes PSU des familles*** TARIF HORAIRE RETENU : 5.78€		
PETITS SAPEURS		TARIF HORAIRE RETENU : 5.34 €		
PONT D'ISSY		TARIF HORAIRE RETENU : 5.78 €		
CERFS VOLANTS	**Subvention du CD**	Le conseil départemental du 92 accorde une **subvention estimée à 0,22 € par heure facturée pour 2022.** Cette estimation a été faite sur la base des montants des subventions versées en 2019 et 2020 par le conseil départemental : 0,40 € / heure facturée en 2019 et 0,33 € / heures facturées en 2020 soit une baisse de 18%. People and Baby a appliqué cette baisse sur 2021 et 2022 avec d'obtenir le montant 2022.		
PETITS SAPEURS				
PONT D'ISSY				
	Participation des entreprises	le prix du berceau entreprise est indiqué à 9000 € Participation entreprises pour 30 berceaux : **1 213 150 €**		Participation entreprises pour 30 berceaux 1 213 150 €
	Participation de la Ville	Participation de la Ville pour 97 berceaux **3 578 622 €**		Participation de la Ville pour 97 berceaux **3 072 727 €**

LIVELI (CRECHE ATTITUDE)

En rouge : ce qui pose problème ou interrogation et/ou questions posées au candidat.
En bleu, offre complémentaire : indication des modifications ou des compléments apportés à l'offre initiale
En violet, offre finale : indication des modifications ou des compléments apportés à l'offre initiale et à l'offre complémentaire

LIVELI (CRECHE ATTITUDE)

1 - LES MOYENS HUMAINS ET MATERIELS AFFECTES AU SERVICE

	OFFRE INITIALE 06 juillet 2021	OFFRE COMPLEMENTAIRE 10 décembre 2021	OFFRE FINALE 14 janvier 2022
MOYENS HUMAINS			
Organisation de la société **Fonctions support au siège**	Crèche est rattachée à une Direction Régionale composée des fonctions suivantes : • 1 Directrice Régionale • 1 Responsable de Secteur • 1 Responsable Projets • 1 Contrôleur de Gestion Opérationnelle • 1 Responsable des Ressources Humaines • 1 Commercial		
Procédures de recrutement	En cas de changement au cours du marché, LIVELI s'engage à maintenir un binôme de direction complémentaire alliant expertise pédagogique et expertise médicale. **délais de recrutement:** Agent : 2 à 4 semaines Directrice: 3 mois si externe, 1 mois en interne Professionnel Petite Enfance : 3 à 6 semaines EJE: 1 à 2 mois **Outils de recrutement:** process Internes : plusieurs outils et process permettent de détecter, de former et de faire évoluer les talents en interne. Process externes : étroite collaboration avec le Pôle Emploi, les associations locales, les écoles de formation locales, des sites spécialisés dans la publication d'annonces dans la Petite Enfance : accords avec Creche Emploi et Staff Santé + intérim spécialisé (intérim reste la solution de dernier recours) logiciel de recrutement Talents'In : gestion du "vivier" et du secteur Relation avec les écoles de formation: se faire connaitre, animer des évènements et forum, accueillir des stagiaires... Outils internes: diffusion des postes à pourvoir au sein des structures du réseau grâce à la lettre d'information interne « Envie d'évoluer ». Les « people review » permettent d'identifier les talents et de leur proposer des évolutions de carrière en cas de poste vacant. Annonces au sein des structures du réseau pour favoriser la mobilité et inciter les salariés au parrainage. Les salariés du réseau Liveli sont encouragés à parrainer une personne de leur entourage avec un système de prime de cooptation.		

Process pour la reprise du personnel	Un Responsable Projets dédié, qui prendra en charge la reprise de Pont d'Issy de A à Z, en collaboration avec le Responsable de secteur et le Chargé RH recrutement et intégration du personnel: • Recrutement de l'équipe (expertise dans la reprise de personnel et a développé une méthodologie éprouvée grâce à une centaine de reprises d'établissements.); Responsable RH pour les entretiens avec l'équipe pour savoir les pros restent ou non; formation de la Directrice de crèche aux process Liveli. • Séminaire d'intégration : salariés sont réunis 3 à 5 jours avant l'ouverture; rencontrent divers intervenants du siège **<u>La reprise se fera en plusieurs phases et en collaboration avec la collectivité</u>** 1. Réunion avec la direction de la crèche et la Collectivité 2. Réunion collective de présentation avec le personnel de la crèche et la collectivité 3. Entretiens individuels avec les membres de l'équipe 4. Signature des nouveaux contrats 5. Formation de la Directrice aux outils de Liveli (parcours d'intégration est organisé pour la Directrice au cours duquel elle est formée aux outils et valeurs LIVELI 6. Séminaire d'intégration de l'équipe (Organisé quelques jours avant la réouverture de l'établissement aux enfants) Les rencontres démarreraient en mai/juin - les formations d'intégration et de maitrise des logiciels en octobre. Parrainage de la directrice par une directrice du réseau **<u>Avantages sociaux:</u>** **Liveli garantit :** - La reprise de l'ancienneté - La reprise de leur qualification - La reprise de la rémunération annuelle - Le maintien ou la compensation des avantages individuels acquis. Lors de la reprise du personnel, l'origine de l'ensemble des avantages est analysée les RH afin de déterminer leur origine : convention collective, accord d'entreprise, avantages individuels acquis, usages…Suite à cette analyse et en fonction de leur origine, ces avantages sociaux seront maintenus ou valorisés dans les salaires. **<u>Passifs sociaux</u>** Tout ce qui est dû à la date de reprise et donc issu d'une période de travail sous la responsabilité de l'ancien gestionnaire, devra être repris par ce dernier : - Les heures supplémentaires ayant été effectuées sous la gestion du précédent délégataire, devront être récupérées ou soldées avant le 31/07/2022 ; - Les reliquats de congés payés et congés ancienneté seront payés par le délégataire précédent avant la reprise ; - Les primes reprises par Liveli seront payées uniquement sur la période pour laquelle nous sommes l'employeur. La part liée à des jours travaillés sous la responsabilité de leur ancien employeur sera prise en charge par ce dernier, au prorata.		

CERFS VOLANTS	**Equipe de la crèche** **Nb d'ETPTemps de travailDiplômes**	**Une équipe de 10 personnes représentant 8 ETP :** **6,5 ETP en encadrement Dont 3,5 ETP diplômés soit un taux de diplômés de 53,8%** Médecin : 4 heures/mois Psychologue :8 heures/mois **il est indiqué 6h par mois dans l'annexe B7 Psychologue et psychomotricien contradiction avec doc B10** Au sein de la crèche Cerfs-Volants, le médecin et le psychologue sont embauchés sous forme de CDI et non sous forme de vacation. Concernant le médecin, proposition de mutualiser ses interventions entre les 3 crèches (cohérence dans la mise en œuvre de la politique santé). CRECHE CERFS-VOLANTS Temps de travail Temps auprès des enfants **DIRECTION** **1 ETP** **0,5 ETP** Directrice EJE/IDE/Puer : 1 ETP 0,5 ETP **PERSONNEL ENCADRANT DIPLÔME** **3 ETP** **3 ETP** Educatrice de Jeunes Enfants (EJE) : 1 ETP 1 ETP Infirmière Diplômée d'Etat (IDE) 0,6 ETP 0,6 ETP Psychomotricienne 0,4 ETP 0,4 ETP Auxiliaire de Puériculture (AP) 1 ETP 1 ETP **PERSONNEL ENCADRANT QUALIFIE** **3 ETP** **3 ETP** Auxiliaire de crèche (CAP) 3 ETP 3 ETP **PERSONNEL TECHNIQUE** **1 ETP** **1 ETP** Agent polyvalent 1 ETP 0 ETP S'agissant d'un multi-accueil d'une petite surface (242 m²) et avec des repas livrés en liaison froide, la présence d'1 ETP suffit selon LIVELI pour réaliser les tâches de nettoyage des locaux, de blanchisserie et de réchauffage des repas.	**Nouvelle composition d'équipe proposée :** Directrice IDE 1 ETP1 EJE 1 ETP 2 AP 2 ETP 1 psychomot 0.4 ETP 3 ASPE 3 ETP 1 agent de service 1 ETP La présence d'une directrice infirmière dans l'équipe et le départ de l'infirmière présente en section, ont notamment amené à recruter une Auxiliaire de Puériculture en section sur le poste précédemment occupé par une infirmière.**la nouvelle équipe intègre un taux de diplômés de 60% contre 53% dans l'offre initiale : erreur dans le calcul du taux d'encadrement : il y a 6.9 ETP d'encadrement et non 6.6, ce qui ramène le taux de diplômés à 56.52% et non 60%les tableaux donnés dans les documents "Réponses aux questions" et "Organisation et Moyens Humains" n'indiquent pas les mêmes données concernant la constitution de l'équipe et le nombre de temps pleins (notamment pour les auxiliaires de crèches). Pourriez-vous nous transmettre une version harmonisée avec l'équipe définitive ?** Nous souhaitons également maintenir notre proposition d'augmenter le temps de présence de l'agent technique, en faisant passer son temps de travail de 0,85 ETP à 1 ETP. Son temps de travail actuel apparait en effet insuffisant pour réaliser l'ensemble de ses missions **validé** ces réaffectations de poste permettent de gagner en cohérence sans diminuer le taux de diplômés ni diminuer le nombre d'encadrants auprès des enfants ; ces changements se traduisent par un impact mineur en termes de masse salariale brute, la masse salariale annuelle brute passant de 198 092€ dans l'offre initiale à 199 658€ dans notre nouvelle offre	**Nouvelle composition d'équipe proposée** Directrice IDE 1 ETP1 EJE 1 ETP2 AP 2 ETP 1 psychomot 0.4 ETP 3 ASPE 2.6 ETP 1 agent de service 1 ETPsalariée volant rang 1 0.3 ETP Total 8.41 ETP Médecin 0.03 ETP Psychologue 0.04 ETP **Encadrement :** 6,5 ETP en encadrement Avec 3,9 ETP diplômés soit un taux de diplômés de 60%

PETITS SAPEURS	**Equipe de la crèche** **Nb d'ETP** **Temps de travail** **Diplômes**	**Une équipe de 19 personnes représentant 17,03 ETP** **12,61 ETP en encadrement Dont 5,61 ETP diplômés soit un taux de diplômés de 44,5%** la psychomotricienne intervient sous forme de vacation à hauteur de 4 heures par semaine soit une moyenne de 16 heures par mois ce qui représente 0,11 ETP (16/151,67=0,11). Elle intervient à 100% auprès des enfants via la mise en place d'ateliers autour de la motricité ce qui explique qu'elle soit comptée dans l'encadrement. La psychomotricienne intervient 4h par semaine soit 16h par mois ; elle intervient une matinée par semaine. Au sein de la crèche P'tits Sapeurs, les repas sont préparés sur place et exigent la présence d'un cuisiner à plein temps. Les deux agents polyvalents représentant 1,43 ETP sont dédiés au nettoyage des locaux (456m2) et à l'entretien du linge. Médecin: 6 heures/mois Psychologue : 10 heures/mois **CRECHE P'TITS SAPEURS** — **Temps de travail** — **Temps auprès des enfants** **DIRECTION** — **1 ETP** — **0,5 ETP** Directrice EJE — 1 ETP — 0 ETP Directrice Adjointe IDE — 1 ETP — 0,5 ETP **PERSONNEL ENCADRANT DIPLÔME** — **5,11 ETP** — **5,11 ETP** Educatrice de Jeunes Enfants (EJE) — 2 ETP — 2 ETP Auxiliaire de Puériculture (AP) — 3 ETP — 3 ETP Psychomotricien (4h par semaine) — 0,11 ETP — 0,11 ETP **PERSONNEL ENCADRANT QUALIFIE** — **7 ETP** — **7 ETP** Auxiliaire de crèche (CAP) — 7 ETP — 7 ETP **PERSONNEL TECHNIQUE** — **2,43 ETP** — **2,43 ETP** Cuisinier — 1 ETP — 1 ETP Agent polyvalent — 1,43 ETP — 0 ETP Une présence continue d'un des membres de la direction de l'ouverture à la fermeture de la crèche pour les crèches P'tits Sapeurs et Pont d'Issy.	nouvelle proposition d'équipe qui correspond davantage aux réalités du marché de l'emploi en Ile-de-France et permet d'harmoniser le taux de diplômés avec celui proposé sur la crèche Pont d'Issy: changement dans l'engagement : passer à 2 Auxiliaires de Puériculture et 1 Salarié de Rang 1 (contre 3 Auxiliaires de Puériculture dans l'équipe initialement) ; afin de se laisser la possibilité de recruter un profil intéressant d'Auxiliaire de Puériculture, de Psychomotricien ou d'Infirmière. Les modifications d'équipe proposées par rapport à l'équipe actuelle se feront au fur et à mesure, en cas de départ d'un des salariés actuellement présents. LIVELI s'engage à prendre à sa charge tout surcoût, dans le cas où cette composition d'équipe ne pourrait pas être mise en place dès le début du marché : **les tableaux donnés dans les documents "Réponses aux questions" et "Organisation et Moyens Humains" n'indiquent pas les mêmes données concernant la constitution de l'équipe et le nombre de temps pleins notamment concernant les AP. pourriez vous nous transmettre une version harmonisée avec l'équipe définitive ? de même merci de nous préciser pour toutes les crèches comment doit être comptabilité le salarié Rang 1 volant, s'il doit apparaitre dans l'effectif de la crèche** Directrice EJE DA IDE 2 EJE 1 rang 1 2 AP 7 ASPE 1 psychomot 0.11 ETP salarié volant rang 1 0.5 ETP 2 agents techniques 1.43 ETP 1 cuisinier 16.54 ETP	Concernant la crèche P'tits Sapeurs, Liveli confirme la proposition intégrant la présence de 2 Auxiliaires de Puériculture et 1 Salarié de Rang 1 afin de se laisser la possibilité de recruter un profil intéressant d'Auxiliaire de Puériculture, de Psychomotricien ou d'Infirmière Directrice EJE 1 ETP DA IDE 1 ETP 2 EJE 1 ETP 1 rang 1 1 ETP 2 AP 2 ETP 7 ASPE 7 ETP 1 psychomot 0.11 ETP salarié volant rang 1 0.3 ETP 2 agents techniques 1.43 ETP 1 cuisinier 1 ETP Médecin 0.04 ETP Psychologue 0.07 ETP **TOTAL : 16.98 ETP** **ENCADREMENT**: 12,61 ETP en encadrement avec 5,61 ETP diplômés soit un taux de diplômés de 44,5%

<table>
<tr><td></td><td></td><td></td><td>une hausse de 1 621 € de la masse salariale brute annuelle</td><td></td></tr>
<tr><td>PONT D'ISSY</td><td>Equipe de la crèche

Nb d'ETP
Temps de travail
Diplômes</td><td>Constat par rapport aux annexes du DCE sur l'équipe :
certains postes n’étaient actuellement pas pourvus et que certains postes semblaient mutualisés avec d’autres structures du délégataire (exemple de l’EJE avec un contrat de 10h30 par semaine):
proposition d'une composition d’équipe retravaillée, adaptée à l’accueil de 60 berceaux tout en prenant en compte les réalités du marché de l’emploi du secteur de la Petite Enfance en Ile-de-France
Nous nous engageons à reprendre tous les salariés qui seraient en poste lors de la reprise en juillet 2022

21 ETP dont 16 ETP en encadrement Dont 7 ETP diplômés soit un taux de diplômés de 43,8%

Médecin : 6 heures/mois
Psychologue: 10 heures/mois

<u>CRECHE PONT D’ISSY</u> <u>Temps de travail</u> <u>Temps auprès des enfants</u>
DIRECTION 2 ETP 0 ETP
Directrice EJE 1 ETP 0 ETP
Directrice Adjointe IDE 1 ETP 0,5 ETP

PERSONNEL ENCADRANT DIPLÔME 7 ETP 7 ETP
Psychomotricien 1 ETP 1 ETP
Educatrice de Jeunes Enfants (EJE) 2 ETP 2 ETP
Auxiliaire de Puériculture (AP) 4 ETP 4 ETP

PERSONNEL ENCADRANT QUALIFIE 9 ETP 9 ETP
Auxiliaire de crèche (CAP) 9 ETP 9 ETP

PERSONNEL TECHNIQUE 3 ETP 2,43 ETP
Cuisinier 1 ETP 0 ETP
Agent polyvalent 2 ETP 0 ETP

Au sein de la crèche Pont d’Issy, les repas sont préparés sur place et exigent la présence d’un cuisiner à plein temps. La présence de deux agents polyvalents à temps plein (2 ETP) est nécessaire du fait de la surface importante des locaux à entretenir (799m2).

Une présence continue d’un des membres de la direction de l’ouverture à la fermeture de la crèche pour les crèches P’tits Sapeurs et Pont d’Issy.</td><td>LIVELI s'engage à reprendre tous les salariés qui seraient en poste lors de la reprise en juillet 2022, selon les dispositions du Code du Travail relatives à la reprise des salariés (Article L1224-1 du Code du Travail).
LIVELI s’engage à prendre à sa charge tout surcoût, dans le cas où cette composition d’équipe ne pourrait pas être mise en place dès le début du marché:

Directrice EJE
DA IDE
1 psychomot
2 EJE
4 AP
9 ASPE
1 salarié rang 1 volant 0.50 ETP
2 agents techniques
1 cuisinier

21 ETP
7.5 ETP encadrement diplômés
45.45%

Afin de vous montrer sa motivation et ne pas augmenter le prix de l'offre, LIVELI n'a impacté ni hausse du SMIC intervenue en octobre 2021 (passage à 1589,47€ bruts mensuels) ni la hausse prévisionnelle du SMIC en janvier 2022.</td><td><u>Nouvelle composition d'équipe proposée</u>

Directrice EJE 1 ETP
DA IDE 1 ETP
1 psychomot 1 ETP
2 EJE 2 ETP
4 AP 4 ETP
9 ASPE 9 ETP
1 salarié rang 1 volant 0.33 ETP
2 agents techniques 2 ETP
1 cuisinier 1 ETP

Médecin 0.04 ETP
Psychologue 0.07 ETP

TOTAL : 21.44 ETP

<u>Encadrement:</u>
16 ETP en encadrement ; avec 7 ETP diplômés soit un taux de diplômés de 43,8%</td></tr>
<tr><td>CERFS VOLANTS</td><td>Répartition par section</td><td>Section des bébés : 5 placesRang 1 : 1 ETPAAP : 1 ETPSection des moyens/grands: 15 placesRang 1 : 2 ETPAAP : 2 ETPles deux pièces de vie des moyens et des grands sont considérées comme une seule section car elles communiquent et permettent des temps de regroupement</td><td></td><td>Section des bébés : 5 placesRang 1 : 1 ETPAAP : 1 ETPSection des moyens/grands : 15 placesRang 1 : 2.4 ETPAAP : 1.6 ETP</td></tr>
</table>

PETITS SAPEURS		Section des bébés : 14 places AP : 2 ETP AAP : 2 ETP Section des moyens : 16 places EJE : 1 ETP AP : 1 ETP AAP : 2 ETP Section des grands : 17 places EJE : 1 ETP AAP : 3 ETP		Section des bébés : 14 places AP : 2 ETP AAP : 2 ETP Section des moyens : 16 places EJE : 1 ETP AP : 1 ETP AAP : 2 ETP Section des grands : 17 places EJE : 1 ETP AAP : 3 ETP
PONT D'ISSY		Section des bébés : 20 places EJE : 1 ETP AP : 2 ETP AAP : 3 ETP Section des moyens : 20 places EJE : 1 ETP AP : 1 ETP AAP : 3 ETP Section des grands : 20 places Psychomotricien : 1 ETP AP : 1 ETP AAP : 3 ETP		Section des bébés : 20 places EJE : 1 ETP AP : 2 ETP AAP : 3 ETP Section des moyens : 20 places EJE : 1 ETP AP : 1 ETP AAP : 3 ETP Section des grands : 20 places Psychomotricien : 1 ETP AP : 1 ETP AAP : 3 ETP
	Avantages pour les salariés	> Une politique sociale basée sur la CCN des Services A la Personne et complétée par un éventail d'avantages sociaux supplémentaires (jours de congés supplémentaires, chèques cadeaux…) ; > Revalorisation annuelle > Prévoyance et mutuelle avantageuse > Titre restaurants > Remboursement à 50% des titres de transport en commun + indemnité kilométrique vélo > Délégués du personnel > Primes directrices allant jusqu'à 8% de leur salaire annuel L'écoute et la proximité des salariés : enquête d'engagement annuelle et aux bilans sociaux+C18 communication interne renforcée et organisons régulièrement des événements destinés à nos équipes (conventions, réunions de secteur, réunion entre pairs…). Favoriser la diversité et l'inclusion, source d'enrichissement pour les équipes et les familles, à travers notamment la mise en place d'une Politique Handicap à l'horizon 2021. qu'est-ce que la politique handicap ? quels apports ? convention annuelle pour les directrices chaque année, l'ensemble des Directrices, ainsi que les équipes supports du siège de Liveli se retrouvaient lors d'une grande Convention Nationale de 2 jours ; les restrictions sanitaires obligeront à trouver un nouveau format convention régionale pour tous les salariés : restriction COVID LIVELI a transformé la convention régionale en journée pédagogique à distance (chaque équipe de crèche étant réunie dans sa crèche) afin de limiter les contacts. Les petites attentions managériales		

Les directrices de crèche sont encouragées et accompagnées par leur Responsable de secteur à organiser des moments conviviaux et à offrir de petites attentions à leurs équipes tout au long de l'année : repas de Noël offert par Liveli, petits-déjeuners d'équipes offerts par Liveli plusieurs fois par an, organisation d'un calendrier de l'avent pour l'équipe en décembre, organisation de jeux de cohésion lors des réunions d'équipe… :
- Chèque cadeaux parrainage 120 €
- Carte cadeau fin d'année : → Entre 6 mois et 2 ans d'ancienneté : 50€ → A partir de 2 ans d'ancienneté : 70€ Sont concernés les CDD supérieure à 6 mois sans discontinuité
- Cadeau 10 ans ancienneté : 100 €

Autres avantages :
- remboursement de l'abonnement de transport en commun à hauteur de 50% d'indemnités kilométriques pour les salariés qui viennent quotidiennement ou régulièrement au travail à vélo
- mutuelle d'entreprise (couverture complémentaire santé collective) est proposée à tous les salariés
- régime de prévoyance complémentaire à faible coût qui protège le salarié ainsi que sa famille des conséquences d'une perte soudaine de revenus
- dispositif d'aide au logement : 1% logement

Politique salariale :
Liveli revoit, chaque année, la rémunération de ses salariés ayant au minimum 6 mois d'ancienneté, selon :
- l'évolution du coût de la vie, en se référant à l'indice des prix à la consommation (IPC) et l'évolution du SMIC ;
- l'implication et les actions menées au cours de l'année par le collaborateur

pour les directrices, une prime d'objectifs maximale de 8% de leur rémunération brute annuelle sur la base des objectifs suivants :
- Les projets pédagogiques menés
- Les retours de l'enquête familles
- Les taux d'occupation financier et réel
- La gestion des risques, notamment avec la prévention des accidents du travail
- En outre, un objectif est laissé au libre choix de la directrice en fonction des enjeux spécifiques de la crèche.

Avantages sociaux :
Application de la CCN des Services A la Personne (c'est aussi déjà le cas à Pont d'Issy)

des avantages sociaux formalisés dans le cadre du Socle Social.
Prime et cadeau de naissance : prime de 150€ par enfant et un livre cadeau
Maternité : réduction du temps de travail et allongement de la durée du congé maternité ; réduction de 10h le mois précédent le départ en congé maternité sans condition d'ancienneté ; 2 semaines de congés maternité supplémentaires rémunérées intégralement au terme des 10 semaines de congés maternité après la naissance. (si 5 ans d'ancienneté)

Congés liés à des événements familiaux

Evénement	Droit du travail	Socle social
Mariage du collaborateur	4 jours	5 jours
Pacs du collaborateur	4 jours	5 jours
Naissance (père) et adoption	3 jours	5 jours
Décès d'un enfant	5 jours	5 jours
Mariage d'un enfant	1 jour	3 jours
Décès du conjoint	3 jours	5 jours
Décès parents	3 jours	3 jours
Décès des grands-parents	0 jour	2 jours

congés supplémentaires liés à leur ancienneté

		. Après 1 an : 1 jour . Après 3 ans : 2 jours . Après 5 ans : 3 jours . Après 7 ans : 4 jours jour de congé pour leur déménagement Prime de départ à la retraite . Après 10 ans et +, passage de l'indemnité de 0,5 à 1 mois . Après 15 ans et +, passage de l'indemnité de 1 à 2 mois . Après 20 ans et +, passage de l'indemnité de 1,5 à 3 mois . Après 30 ans et +, passage de l'indemnité de 2 à 4 mois CHEQUES DEJEUNER Les salariés des crèches Cerfs-Volants et P'tits Sapeurs bénéficient de chèques déjeuner d'une valeur de 6€ avec participation employeur à 50%. Les salariés de Pont d'Issy touchent actuellement 7€ ; cela sera ramené à 6€ pour garantir l'équité entre les salariés de la société dédiée CRECHE ATTITUDE SAPEURS ; La perte de cet avantage correspondant à 1€ par jour ouvré sera valorisée et versée sous forme de salaire AVANTAGES SPECIFIQUES DES SALARIES DE P'TITS SAPEURS Suite à la reprise de la crèche P'tits Sapeurs par Crèche Attitude, les salariés de cette structure ont gardé des avantages spécifiques liés à l'ancien gestionnaire : - Prime pouvant aller jusqu'à 500€ - 7 jours de congés supplémentaires et qui viennent s'ajouter aux 25 jours de congés payés légaux politique sociale en faveur de la parentalité : Liveli est signataire de la Charte de la Parentalité : faciliter les offres au sein du réseau ; guide de la parentalité, adapter les horaires et plannings L'enquête d'engagement Liveli mène tous les ans une enquête d'engagement La prévention des risques psycho-sociaux personnel encadrant a la possibilité de participer à une formation sur la « Prévention des risques Psychosociaux" mis en place « Sodexo Supports Me », une ligne téléphonique gratuite qui répond aux questions personnelles et professionnelles des salariés de Liveli.		
	Mesures prises pour les remplacements	Recrutement d'1 ETP volant diplômé de rang 1 à 100% dédié à ce marché : recruter un salarié de rang 1 (Auxiliaire de Puériculture, EJE, IDE…) qui assurera une fonction de volante dédiée à 100% aux 3 crèches objets du marché. Continuité de service / Gestion des absences : privilégier toujours dans un premier temps des solutions internes pour remplacer les absences Continuité de direction : relai par une équipe de volantes expérimentées ou vivier de directrices disponibles ou intérim Continuité en section : volantes ou embauche de CDD du vivier ou intérim Continuité des agents : embauche de CDD du vivier ou intérim ou augmentation du temps de travail des agents des crèches du réseau limitrophes. continuité du cuisinier : appel dans un premier temps aux cuisiniers disponibles dans notre réseau via Andjaro (Liveli ou Sodexo) ou si besoin à une agence d'intérim spécialisée ; En cas d'urgence, préparation des repas en interne (2 collaborateurs sont formés à la préparation des repas adaptés à la Petite Enfance) ou demander à l'un des prestataires de fournir des repas en liaison froide. Sur toutes les crèches des stocks tampons de denrées sèches permettant de garantir une continuité de service à tout moment. ANDJARO : plateforme de mise à disposition ponctuelle de personnel entre sites d'un même groupe ; processus basé sur le volontariat et la personne détachée de sa crèche touche une indemnité incitative.	En plus de la volante de rang 1 dédiée à 100% aux crèches d'Issy-les-Moulineaux, LIVELI a 2 salariées volantes sur le secteur d'Aurélie GAIGNARD (Issy-les-Moulineaux et Boulogne-Billancourt) : 1 EJE et 1 CAPle périmètre d'intervention des volantes comprendrait 6 crèches, représentant 327 berceaux	Dans un souci de cohérence, et afin de refléter son intervention sur les 3 crèches, notre nouvelle offre intègre 0,33 ETP lié à cette volante de rang 1 dans chaque crèche et l'intégration de son salaire à 33% sur chacune des crèches.Cette salariée volante est comptée à 0,33 ETP dans l'effectif global de chaque crèche mais n'est pas comptée dans l'effectif d'encadrement et dans le taux de diplômés. Ce choix reflète notre volonté de dédier sa mission uniquement à un rôle de volante, qui vient en remplacement d'un professionnel absent en section. Dans la mesure où son temps d'encadrement pallie l'absence d'un collègue en section, nous n'avons donc pas compté son temps de travail dans l'encadrement et le taux de diplômés.

		Equipe de salariées volantes : combien de volants sur le secteur d'ILM ? Vivier de candidats : permet une bonne réactivité en cas de besoin urgent de recrutement ; avec la plateforme Talents'In les candidatures sont accessibles à toutes les crèches du secteur + stagiaires + personnes rencontrées en "job dating"		
CERFS VOLANTS	**Intervenants extérieurs**	médecin : Cerfs-Volants : 4h/mois Des vacations de médecin qui vont au-delà des normes réglementaires pour répondre aux exigences de notre politique santé Psychologue : 6h/mois Des vacations de psychologue pour assurer un accompagnement de qualité des professionnels et un soutien des familles. **8h/mois indiqué dans la présentation de l'équipe** Psychomotricien : 0,4 ETP soit 60h/mois Un psychomotricien dans chaque crèche pour des propositions de qualité autour de la motricité et un soutien aux enfants en situation de handicap.	La majorité des heures de pédiatre, psychologue et psychomotricien sont réalisés par des professionnels en CDI et n'apparaissent pas dans les lignes dédiés du budget. Ces professionnels sont intégrés à l'équipe et leur rémunération est intégrée à la ligne « Salaires ».	**LIVELI précise que pour chacune des crèches, est désormais comptabilisé les temps de travail du médecin et psychologue dans le nombre d'équivalents temps plein de l'équipe, ces derniers étant embauchés sous forme de CDI. Leur salaire était déjà budgété à la ligne « Salaires » du Compte d'Exploitation prévisionnel de notre offre du 10 décembre 2021.**
PETITS SAPEURS		médecin : petits Sapeurs : 6h/mois Psychologue : 10h/mois Psychomotricien : 16h/mois		
PONT D'ISSY		médecin : Pont d'Issy : 6h/mois Psychologue : 10h/mois Psychomotricien : 1 ETP soit 151,67h/mois proposition que la même psychologue des Petits Sapeurs intervienne à Pont d'Issy		

Suivi médical du personnel	suivi des vaccinations à jour avec la directrice et le médecin de crèche	Pour les crèches objets du marché, LIVELI propose que ce rôle de Référent Santé et Accueil Inclusif soit assuré par le Docteur Julie PRADEL, qui sera le médecin des 3 crèches et dont les heures d'interventions permettent de remplir ce rôle en allant bien-au-delà des exigences de la nouvelle règlementation :	
Formation du personnel	<u>Formation des équipes à la politique QH2S et sanitaires :</u> Chaque nouveau directeur de crèche : parcours d'intégration, dont 3 jours consacrés à la santé, sécurité, hygiène, avec un module de formation complet sur le guide de santé. Chaque nouveau collaborateur de crèche est formé par la directrice à ces process dans le cadre de son parcours d'intégration. Un récapitulatif des procédures d'hygiène lui est remis. Ces procédures d'hygiène détaillées dans le règlement intérieur du collaborateur. Il est également précisé dans son contrat de travail. Le Pôle QH2S forme le personnel au Plan de Maitrise Sanitaire (PMS) et plus particulièrement à la méthode HACCP les professionnels titulaires d'un diplôme médical (infirmière ou puéricultrice) animent régulièrement des « points QH2S » auprès de l'équipe sur des thèmes de santé, sécurité et hygiène L'ensemble du personnel est formé annuellement aux gestes d'urgence pédiatrique en alternance par une entreprise extérieure, l'année suivante par le médecin de la crèche. Ces formations intègrent des mises en situation sur les situations d'urgence afin de s'assurer de la capacité de réaction de l'équipe. Une formation incendie avec manipulation des extincteurs animé par 3SQE avec des pompiers professionnels, est organisée une fois par an. **Politique RH:** repérage et la fidélisation des talents (70% de nos Directrices de crèche sont issues de la mobilité interne) Le développement des compétences: politique de formation riche (plus de 80 formations proposées par le centre de formation interne, de nombreux supports et outils disponibles pour se former à tout moment) ; programme d'accompagnement à la VAE pour les diplômes d'EJE et de AP. **<u>politique de formation:</u>** investissement en formation par collaborateur est supérieur à la réglementation et aux pratiques constatées sur notre secteur d'activité, avec 3% de la masse salariale investie chaque année propre organisme de formation : PROFORMANCE 3 marqueurs: - Handicap - Nutrition - Développement durable + Hygiène santé sécurité et management fondamentaux des neurosciences appliquées à la Petite Enfance en partenariat avec l'institut Boris Cyrulnik Hygiène : les cuisiniers suivent une formation HACCP une fois par an (cuisine sur place) et les agents en charge du réchauffage tous les 2 ans (si cuisine satellite) Chaque Directrice rejoignant le réseau est intégrée dans un parcours de formation managérial qui s'étend sur 3 ans : ressources humaines, formation aux logiciels internes, accompagnement du changement, gestion du stress… **l'offre prévoit un budget formation de 350 euros par an et par salarié. Ce budget permet à chaque salarié de suivre en moyenne 1 à 2 journées de formations par an, en fonction du coût**		

	de la formation journées pédagogiques pour l'équipe de la crèche 2 à 3 fois par an La Validation des Acquis par l'Expérience (VAE) Le Projet de Transition Professionnel (PTP) période de congés durant un temps déterminé et variable permettant de valider un diplôme reconnu au Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP). L'analyse de la pratique professionnelle formation continue portant sur l'analyse de la pratique professionnelle menée par le psychologue rattaché à l'établissement Le programme MOBI'CRÈCHE® de Liveli : programme de mobilité du personnel inter-crèche créé par Liveli : permet l'échange de professionnels durant une semaine entre deux structures, afin que les professionnels puissent s'enrichir mutuellement de nouvelles expériences, compétences et sensibilités, qu'ils peuvent partager ensuite avec le reste de l'équipe.		

	MOYENS MATERIELS			
	Procédure de sélection des fournisseurs **Procédures de commande (travaux ou matériel) en interne**	Notre service Achats sélectionne les fournisseurs de matériel et équipement en privilégiant des meubles et équipements à faible impact environnemental Mobilier : Du matériel et mobilier sélectionnés pour leur robustesse, facilité d'entretien et non-toxicité. Les labels écologiques et le « made in France » sont privilégiés dans nos référencements. Notre fournisseur principal est MATHOU, fabricant français de meubles en bois pour enfants et spécialiste de l'aménagement de crèches. Tous les produits sélectionnés par le service Achats font l'objet d'une validation du Comité Santé, afin de garantir leur conformité sanitaire et de limiter les perturbateurs endocriniens. Nous sommes également vigilants à ce que nos produits soit respectueux du bien-être et de la cause animale. Ainsi nous sélectionnons les marques et produits à labels tels que EKOTEX, ECOCERT… Notre service Achats sélectionne les fournisseurs de matériel et équipement selon des critères rigoureux : • La conformité aux normes de certification sécurité, • Le rapport qualité/prix, • Le confort des usagers, • La durabilité de l'équipement et sa facilité d'entretien, • Les labels garantissant la non-toxicité des produits et le faible impact environnemental avec une priorité aux produits bio • Une importance donnée au « made in France » avec des fournisseurs qui produisent en France : Mathou en Aveyron, Wesco en Vendée, Fixies dans les Vosges et Rivadis dans les Deux-Sèvres. Notre service Achats sélectionne exclusivement des produits issus de fournisseurs spécialisés dans la Petite Enfance tels que MATHOU, WESCO, HABA, HENRI JULIEN, AGIS, CENTEX…. Ces fournisseurs sont connus pour : • Leur connaissance du secteur de la Petite Enfance, • Leur robustesse, • Leur conformité à des normes élevées garantissant la non-toxicité des matériaux. référentiel de prestataires pour les maintenances et contrôles est évolutif grâce à un suivi régulier de la prestation de chaque entreprise : s'alimente avec les retours des directrices et des questionnaires annuels de satisfaction		
CERFS VOLANTS	**Plan de renouvellement du matériel sur la durée du contrat**	Achat de nouveau matériel et mobilier dans le cadre du réaménagement des locaux en début de contrat (dont renouvellement de la vaisselle en éliminant le plastique) : **28 080.52 €**		
PETITS SAPEURS		Achat de nouveau matériel et mobilier dans le cadre du réaménagement des locaux en début de contrat et mise en place du projet sensoriel (dont renouvellement de la vaisselle en éliminant le plastique) : **23 163.12 €**		
PONT D'ISSY		Achat de nouveau matériel et mobilier dans le cadre du réaménagement des locaux en début de contrat et mise en place du projet sensoriel (dont renouvellement de la vaisselle en éliminant le plastique) : **12 490 €**		

CERFS VOLANTS	**Plan d'investissement sur la durée du contrat**	rénovation et la remise en peinture de la totalité de la surface des Cerfs-Volants pour un montant **29 620 € TTC** Le changement total des sols de Cerfs-Volants représente une dépense de **25 410 € TTC.** Remise en état de l'éclairage (LED + variateurs + détecteurs de présence) : 9 438 € TTC et reprise faux plafonds : **8 712 €** réaménagement de la salle du personnel : Le constat premier était que les salles de repos actuelles paraissent trop petites et l'aménagement peut fonctionnelle. Ainsi nous vous proposons pour ces trois espaces le réaménagement via l'installation de nouvelles kitchenettes, des éléments de détente et des kits de relaxation. 414.50 € pour la kitchenette ; chiffrage réaménagement dans le matériel section des grands : changement meubles de change : **8 300 €** section des bébés : changement meubles de change + portillons **5 650** € Rénovation de l'espace extérieur avec chalet de rangement : **26 642 €** rénovation de la biberonnerie : **2000 €** Réaménagement local toilette et ménage : **7200 €** LIVELI fera une demande d'investissement auprès de la CAF pour la rénovation de cette structure. **quid en cas de refus ou de montant de la participation CAF faible ?** **est-il intéressant de demander un projet impliquant moins de travaux dont l'amortissement ne s'écoulerait pas sur le marché suivant ?** **avez-vous des objectifs chiffrés de réduction des coûts / charges avec le remplacement des luminaires et autres actions de baisse de la consommation d'énergie ?** **TOTAL : 122 972.80€**		
PETITS SAPEURS		rénovation et la remise en peinture d'environ 80% de la surface de la crèche P'tits Sapeurs pour un montant de **41 807 € TTC** changement des sols de la salle du personnel, du bureau de la direction ainsi que dans les salles de vie des bébés et des grands et dans les dortoirs des moyens pour un investissement de **18 220 € TT**C Remise en état de l'éclairage (LED + variateurs + détecteurs de présence): **18 000 € TTC.** réaménagement de la salle du personnel: Le constat premier était que les salles de repos actuelles paraissent trop petites et l'aménagement peut fonctionnelle. Ainsi nous vous proposons pour ces trois espaces le réaménagement via l'installation de nouvelles kitchenettes, des éléments de détente et des kits de relaxation. : Les sols extérieurs des crèches Cerfs-Volants et P'tits Sapeurs sont vétustes aussi nous avons prévus de les changer, nous profitons de ces grands travaux pour réaménager. LIVELI fera une demande d'investissement auprès de la CAF pour la rénovation de cette structure. **quid en cas de refus ou de montant de la participation CAF faible ?** ***voir les autres travaux prévus dans le document : Politique Achat et bien valorisés par pièces*** **TOTAL : 174 232.80 € TTC**		

PONT D'ISSY		repeindre les dortoirs des moyens et des grands soit un investissement de **9 760 € TTC.** réaménagement de la salle du personnel : Le constat premier était que les salles de repos actuelles paraissent trop petites et l'aménagement peut fonctionnelle. Ainsi nous vous proposons pour ces trois espaces le réaménagement via l'installation de nouvelles kitchenettes, des éléments de détente et des kits de relaxation. Peinture + sols + kitchenette : 8 582.4 € crochets local poussette : 500€ **TOTAL : 18 842.40 € TTC**		

2 - LES QUALITES DU CONTENU DU PROJET D'ETABLISSEMENT GARANTISSANT NOTAMMENT LA QUALITE DE SERVICE RENDU AUX USAGERS

LIVELI (CRECHE ATTITUDE)

	OFFRE INITIALE 06 juillet 2021	OFFRE COMPLEMENTAIRE 10 décembre 2021	OFFRE FINALE 14 janvier 2022
Projets social, éducatif et pédagogique	**FIL ROUGE DE LA CRECHE CERFS-VOLANTS:** ***"Dedans, dehors et si on jouait partout ?"*** - la crèche Cerfs-Volants souhaite renforcer la prolongation entre l'intérieur de la crèche et l'espace extérieur pour reproduire en extérieur des espaces qui répondent aux besoins fondamentaux de l'enfant : motricité, manipulation, construction et déconstruction, imitation, création et détente. - Utilisation de l'espace extérieur comme un prolongement de l'intérieur de la crèche: réaménagement de l'espace extérieur facilitera la réalisation concrète de ce projet : la suppression des bacs en béton créera de l'espace pour des activités et pour une cabane de jardin permettant de ranger le matériel utilisé exclusivement à l'extérieur. **Motricité:** - Les ateliers moteurs en extérieur seront développés. **Eveil à la nature** nouveaux bacs potagers **Découvertes sensorielles en extérieu**r - Cabanes éphémères d'inspiration Snoezelen en extérieur - Parcours pieds-nus - Sons : mobiles musicaux qui bougent et tintent en fonction du vent - Panneau d'activité d'inspiration montessorienne avec différentes textures - Jeux d'eau aux beaux jours **Les jeux symboliques:** l'installation d'une petite cuisine et l'utilisation l'installation de jeux symboliques en extérieur : station de lavage pour les tricycles et porteurs de la crèches, bateaux ou encore circuits de voitures. **Moments cocons de rêverie et d'imagination** La poursuite du projet fort de la crèche : travail autour de l'autonomie de l'enfant **FIL ROUGE DE LA CRECHE P'TITS SAPEURS** ***; "La sérénité."***	LIVELI tient à souligner son engagement de la reconduction de labélisation Ecolo'crèche de P'tits Sapeurs, la poursuite du processus sur Cerfs-Volants et l'initiation de cette démarche sur la crèche Pont d'Issy	

Mise en place du projet sensoriel: Le projet sensoriel dans le cadre du prochain marché a été pensé de façon globale, afin qu'il soit profitable à tous les enfants, toutes sections confondues : l'équipe a souhaité se doter d'un chariot sensoriel, qui pourra se déplacer d'une section à une autre. Il regroupe à lui seul les 5 sens grâce aux différents matériels qui le compose. Tout le personnel de la crèche sera formé à l'éveil sensoriel et l'utilisation de son chariot par la psychomotricienne de la crèche.

Initier un des projets des grands à toutes les sections : travail autour des émotions: mise en place de la cabane des émotions dans la section des grands ; personnel fabriquera un imagier des émotions avec des photos d'enfants et de professionnels de la crèche, ce qui remettra les émotions dans l'univers que l'enfant connait, rendant ces sentiments plus concrets.

La crèche souhaite poursuivre son partenariat avec la médiathèque d'Issy-les-Moulineaux

Yoga et relaxation pour les enfants: Le yoga pourra être instauré avant le repas du midi, afin de montrer la transition vers un moment plus calme, et ainsi recentrer l'enfant. Deux professionnels de la crèche Claudia et Julie mettent en place régulièrement cette activité par petits groupes. Cette pratique du yoga avec les tout-petits sera partagée avec les parents dans le cadre d'ateliers parents-enfants ou l'espace familles.

LE PROJET D'ETABLISSEMENT DE LA CRECHE DE PONT D'ISSY
accompagnement dans un premier temps l'équipe aux changements de gestionnaire, de mode de gestion et de procédures (formation du personnel, parrainage de la directrice)
dans un premier temps poursuivre le projet d'établissement en cours, respecter le travail réalisé par l'équipe en place et proposé aux enfants et aux parents. dans un second temps le Responsable de secteur des structures d'Issy-les-Moulineaux et de notre Responsable pédagogique travailleront à l'élaboration d'un nouveau projet d'établissement qui sera réalisé avec l'équipe de crèche.

Le fil conducteur sur le Zen retravaillé : Les activités sensorielles et de gestion des émotions seront travaillés afin de mieux répondre aux besoins des familles qui ne semblent pas être satisfaites par les activités proposées aujourd'hui aux vues des résultats du rapport d'activité de la crèche de Pont d'Issy 2020. La crèche bénéficiant d'une salle d'approche Snoezelen l'équipe sera formée à cette approche par notre Responsable Pédagogique et la psychomotricienne qui intervient sur les crèches Cerfs-Volants et P'tits Sapeurs.

étude du dernier rapport d'activité qui montre les attentes des familles :
D'activités proposées différentes
D'une utilisation plus large de l'espace extérieur
D'un travail sera mené afin d'améliorer la qualité des transmissions
D'une meilleure communication aux familles

PROJET SOCIAL:
Accueil des familles bénéficiant des minima sociaux
Obligation de réserver 1 place/20 aux enfants des familles remplissant les conditions ci-dessous et sous réserve de conditions de ressources:
Bénéficiaire du Revenu de Solidarité Active
Bénéficiaire de l'allocation de parent isolé
Bénéficiaire de l'allocation de solidarité spécifique
Bénéficiaire de primes forfaitaires

Ainsi, la ville d'Issy-les-Moulineaux, pourra réserver 6 places avec respectivement 1 place pour Cerfs-Volants, 2 places sur P'tits Sapeurs et 3 places sur Pont d'Issy aux enfants des parents remplissant les conditions mentionnées ci-dessus et dont les ressources sont inférieures au montant forfaitaire mentionné au 2° de l'article L.262-2 du Code de l'action sociale et des familles. Pour ces familles, la possibilité d'obtenir une place en crèche apparait comme un facteur fort de retour à l'emploi et de lutte contre la pauvreté.

	Ces familles bénéficieront d'un contact privilégié avec les professionnels et des actions d'accompagnement à la parentalité. Grâce à sa collaboration avec le réseau institutionnel local, les professionnels de l'établissement pourront orienter, si besoin, les familles vers des organismes médicaux, sociaux ou de soutien à la parentalité. plusieurs actions seront mises en place ou poursuivies pour valoriser les savoir-faire et la culture des parents : - Ateliers autour de découvertes culturelles : cuisine, musiques et instruments de musique, contes et livres… - La participation des parents qui souhaiteraient partager leur culture par des comptines, des recettes, , - La proposition de journées ou de repas à thème Projet pédagogique : Notre atout - Une Responsable Pédagogie experte en neurosciences - Une Directrice de crèche formée aux neurosciences dès son embauche - Une formation progressive de 100% de l'équipe aux neurosciences la 1ère année du marché Nos équipes sont formées aux fondamentaux des neurosciences ; nous avons choisi l'Institut Petite Enfance Boris Cyrulnik Les activités liées au développement durable 100% de nos crèches développent des actions pédagogiques en lien avec le développement durable Nous proposons d'inscrire votre crèche de Pont d'Issy dans la même dynamique que Cerfs-Volants et P'tits Sapeurs, soit de rentrer dans une démarche de labellisation et ce dès la deuxième année du marché Toutes nos crèches travaillent sur 4 axes : en faveur du tri, de la récupération, de la découverte de la faune et de la flore. Des partenariats et actions autour de nos valeurs éducatives Le travail autour du respect de l'environnement est mené en partenariat avec l'association « Label vie » (association anciennement nommée ECOLO CRECHE)Le Pôle Pédagogie a développé 2 partenariats : - « Programme Malin » pour former nos professionnels, conseiller les parents par des conseils et offrir des aides financières aux parents en difficulté, afin que le « bien manger » soit accessible à tous ; - Chef Bambino pour proposer des ateliers pédagogiques axés sur l'équilibre alimentaire, la découverte des fruits et légumes, ou encore la saisonnalité ;		
Protocoles	**<u>Alimentation:</u>** Des audits réguliers, programmés ou inopinés, réalisés par la Directrice de crèche et/ou par le Responsable de secteur, permettent de vérifier la mise en œuvre des protocoles garants des bonnes pratiques d'hygiène et de l'efficacité du prestataire. Une formation annuelle obligatoire sur le PMS (« Plan de Maîtrise Sanitaire ») est dispensée au responsable d'établissement et au personnel en charge de la préparation des repas afin d'adapter les protocoles aux spécificités des équipements. Le PMS inclut une formation sur la méthodologie HACCP. Tous les autocontrôles et les évaluations internes sont retranscrits et conservés dans un souci de traçabilité et de conformité avec la réglementation. Ils permettent de conserver la preuve de la surveillance effectuée, notamment pour les contrôles réalisés de manière inopinée par les organismes mandatés par l'Etat (DDPP ou ARS). laboratoire conseil extérieur agréé COFRAC réalise pour nous des prélèvements pour analyses bactériologiques et des audits hygiène et infrastructure des audits réalisés par un laboratoire spécialisé sont effectués deux fois par an pour contrôler les bonnes pratiques d'hygiène et de qualité alimentaire		

<u>règles d'hygiène strictes</u>. formalisées par des protocoles affichés au sein des établissements et conformes au Plan de Maîtrise Sanitaire.

Protocoles sanitaires:
Grâce à son pôle QH2S entièrement dédié aux questions de qualité, hygiène, santé et sécurité en crèche, Liveli s'affirme comme le leader du secteur pour la prévention des risques en crèche:
GARANTIR LE RESPECT DES NORMES REGLEMENTAIRES
REDUIRE LES RISQUES LIES A L'HYGIENE, LA SANTE ET LA SECURITE
ASSURER LA QUALITE DE VIE DES EQUIPES ET DES FAMILLES

<u>Liveli a créé un service dédié à la gestion des risques qui a pour objectif de :</u>
Définir notre politique QH2S ;
Guider et former les professionnels dans la prise en charge des différentes situations ;
Harmoniser les pratiques au sein de notre réseau ;
Assurer un contrôle continu des pratiques en crèche à travers des audits et une animation du réseau.

Depuis la réouverture de nos crèches, tous nos professionnels ont reçu une formation Covid-19 et appliquent depuis la rentrée les mesures sanitaires du guide ministériel Covid19 – Modes d'accueil du Jeune Enfant – rentrée 2020 :

<u>Politique Santé:</u>
grandes orientations de notre politique de santé réunies dans un outil de référence unique, « Le Guide de Santé et de Soins », élaboré par nos spécialistes de la santé et mis à disposition dans chacune des crèches.

Liveli s'est récemment doté d'un médecin référent du réseau: s'engage auprès du réseau sur la validation des protocoles de soins et accompagne la politique sanitaire du groupe.; se tient à la disposition : des établissements sans médecin de crèche, des médecins de crèche, des responsable de secteur

<u>Les vaccinations des enfants de la crèche:</u>
- accompagner les familles en les informant sur la règlementation liée à la vaccination obligatoire du jeune enfant (11 vaccins obligatoires depuis le 1er janvier 2018).
- campagnes d'affichages et des vidéos diffusées sur l'espace parents
- outil de gestion « CASPER® » gère le suivi des vaccinations : les dates de rappel sont calculées automatiquement et l'outil permet l'édition de courriers individuels de rappel

<u>projet d'accueil individualisé (P.A.I)</u>
La Directrice de crèche doit, sur la base du modèle interne :
• Garantir, en collaboration avec le médecin de crèche, la mise en application des prescriptions du P.A.I au sein de l'établissement ;
• Mettre à jour l'information et assurer un suivi régulier en collaboration avec la famille et les médecins (celui de la crèche et médecin traitant) ;
• Diffuser et rendre l'information accessible et connue de tous les membres de l'équipe en la positionnant dans chaque pôle de l'établissement : sections, bureau de la direction, biberonnerie, cuisine.

Implication des familles	Les mères qui le désirent peuvent poursuivre leur allaitement grâce à un espace spécialement aménagé et respectant leur intimité. L'équipe et la mère établissent un lien spécifique et organisent les visites pour respecter le rythme alimentaire de l'enfant. Les parents ont aussi la possibilité d'apporter des biberons de lait maternel, dans les conditions fixées dans le protocole d'allaitement Lien avec les familles pendant le COVID: lien avec les familles par des communications régulières, au moins 2 fois par semaine, dans lesquelles nous leur avons partagé notre expertise pour répondre au mieux aux besoins de leur(s) enfant(s) dans le contexte particulier et potentiellement anxiogène du confinement faire une place particulière aux parents au sein des établissements en leur attribuant notamment un statut de partenaire et non celui de simple usager d'un service **Communication avec les familles:** Réunions régulières avec les familles Evaluation de la satisfaction des familles l'Espace parents (en ligne) Actualité de la crèche Albums photos Calendrier Trombinoscope de l'équipe Accès à des fiches thématiques « Le Coin des p'tites annonces » Les factures en ligne Participation des familles à la vie de la crèche et accompagnement à la parentalité - réunions à thème pour accompagner à la parentalité - Cafés Crèche - ateliers parents-enfant - moments festifs - astuces mensuelles - conférences annuelles avec des intervenants extérieurs		
Sorties ou partenariats avec des structures extérieures	cf projet pédagogique et projet social COLLABORATION ET PARTENARIATS AVEC LES ACTEURS DE VOTRE TERRITOIRE Le réseau institutionnel local: Protection Maternelle Infantile (PMI) Le CAMSP La MDPH Les partenariats socio-culturels Avec la bibliothèque: Pour la crèche de Pont d'Issy, nous souhaitons mettre en place un partenariat avec les bibliothèques environnantes, Avec les crèches Liveli situées à proximité: mettre en place un prêt de jeux Les sorties: En raison de la localisation de la crèche et du Plan Vigipirate actuellement en place, c'est « l'extérieur » qui est invité « à l'intérieur » des crèches afin d'offrir aux enfants, malgré les interdictions ou restrictions de sorties, une ouverture sur d'autres propositions telles qu'une ferme pédagogique, des conteurs, des marionnettes, des musiciens, du personnel de bibliothèque…		

Modalités de facturation aux familles	Les parents peuvent consulter et payer leurs factures en ligne sur leur Espace Parents sur parents.liveli.fr		
Fermetures annuelles **Horaires d'ouverture**	Fermeture pour les 3 crèches : > Une semaine entre Noël et le jour de l'an > 3 semaines l'été > Les jours fériés > Lors de 3 journées pédagogies En moyenne les structures sont donc ouvertes 228 jours par an. Il n'est pas proposé de continuité du service en aout ou en décembre au regard de l'absence de la majorité des familles et des coûts que cela représenterait. d'autres structures sur le secteur sont par ailleurs ouvertes. HORAIRES: **Cerfs-Volants:** Horaires actuels: De 8h à 19h30 ; 11,5 heures d'amplitude horaire Horaires proposés: De 7h30 à 19h00 ; 11,5 heures d'amplitude horaire (ouvrir plus tôt à la demande des familles, et fermer plus tôt car peu de familles le soir) **P'tits Sapeurs** Horaires actuels: De 7h30 à 19h00, 11,5 heures d'amplitude horaire Horaires proposés: Inchangés **Pont d'Issy** Horaires actuels: De 8h à 19h; 11 heures d'amplitude horaire Horaires proposés: Inchangés		

3 - L'ORGANISATION MISE EN PLACE POUR LA GESTION DE LA CRECHE

LIVELI (CRECHE ATTITUDE)

	OFFRE INITIALE 06 juillet 2021	OFFRE COMPLEMENTAIRE 10 décembre 2021	OFFRE FINALE 14 janvier 2022
ORGANISATION POUR LA REPRISE EN GESTION	un interlocuteur: la responsable de projet ; en lien avec la Responsable de secteur et la Chargé RH; Etapes de la reprise: **1 réunion de transition dès la notification du marché** ; le précédent délégataire assistera à cette réunion ; Cette réunion est suivie de points réguliers a minima mensuels jusqu'à l'arrivée des familles le Bilan de reprise: Trois mois après l'ouverture de la structure, rencontre pour déterminer les premières impressions de la Ville, les axes d'amélioration, réajuster les tâches et priorités restantes. **2 définition collaborative du fonctionnement de la structure**: Elaboration du règlement de fonctionnement + Elaboration du projet d'établissement (en s'appuyant sur celui en cours pour garantir la continuité) **3 Gestion des démarches administratives :** Obtention de l'arrêté d'ouverture auprès du Conseil Départemental : LIVELI se charge des démarches et de la gestion du dossier avec le département + Convention de prestation de service avec la CAF + • Demande de subventions de fonctionnement au Conseil Départemental et à la CAF (demande de subvention d'investissement pour les travaux de rénovation que nous réaliserons sur les crèches des Cerfs-Volants et des P'tits Sapeurs.) + DDPP et Commission communale de sécurité et d'accessibilité **4 Aménagement et achats:** Aménagement des structures (compléments et renouvellement du matériel) ; Commande du matériel d'exploitation **5 recrutement et intégration du personnel:** • Recrutement de l'équipe (expertise dans la reprise de personnel et a développé une méthodologie éprouvée grâce à une centaine de reprises d'établissements.); Responsable RH pour les entretiens avec l'équipe pour savoir les pros restent ou non; formation de la Directrice de crèche aux process Liveli. • Séminaire d'intégration : salariés sont réunis 3 à 5 jours avant l'ouverture; rencontrent divers intervenants du siège **Etape 6 : relation avec les familles**: Communication auprès des familles via, selon volonté de la Ville une campagne d'information et de promotion des multi-accueil auprès des Isséens. les outils de communication d'abord soumis à la collectivité pour validation. LIVELI peut gérer : La conception de plaquettes descriptives de l'établissement; La distribution et l'affichage d'outils de communication ; La gestion des relations avec la presse locale Liveli établira un nouveau contrat famille pour toutes les familles ayant signé un contrat avec le gestionnaire actuel préalablement à la reprise. Gestion des attributions: LIVELI recommande de transmettre la liste des enfants inscrits dans l'établissement au plus tard 2 mois avant l'ouverture de l'établissement. La Directrice de crèche pourra alors prendre contact avec les familles. Voir planning de la reprise de la crèche dans l'annexe Préambule. ; la procédure s'étend de mai 2022 à octobre 2022.		

CERFS VOLANTS	**OFFRE ALIMENTAIRE** ***LIAISON FROIDE*** ***Fournisseurs Type (liaison froide ou préparation sur place) Aliments BIO Tranches d'âge et composantes Type et qualité des denrées Contrôles sanitaires***	**L'alimentation:** Les repas sont livrés **en liaison froide par Ansamble** pour la crèche Cerfs-Volants o 40% de produits bio avec un focus sur les produits les plus consommés par les enfants et les plus exposés aux pesticides ; Le Bio est absolu pour les aliments les plus consommés par les tout-petits et en plus grandes quantités : - 100% des œufs bio ; - 100% des produits terreux bio (carotte, poireau, betterave, épinard, chou, …) car plus sensibles aux pesticides ; - 100% des pommes bio : tous les jours dans nos purées de fruits (200g) ; • Huile uniquement de colza bio et d'olive bio ; • Des produits bio 100% français. o 2 produits locaux par jour ; o Du poisson 100% labellisés MSC o De la viande 100% française et labellisée Bleu Blanc Coeur pour le porc o 100% de fruits et légumes de saison; o Des repas préparés à partir de produits frais et selon des méthodes de cuisine traditionnelle o Ces engagements nous permettent d'être conformes à la loi Egalim o Un repas végétarien par mois o La possibilité de repas sans viande pour les enfants avec des régimes alimentaires spécifiques o La suppression du plastique des contenants alimentaires dès le début du marché • Produits de saison, frais et locaux ; • Hors saison, utilisation raisonnable de produits surgelés cuits à maturité ; • 100% de fruits et légumes de saison. • Minimum 2 produits locaux par jour c'est-à-dire issus de producteurs situés à moins de 150 kilomètres de la cuisine centrale de Dreux; • Produits en circuit court ; • 100% des viandes et volailles françaises (fraîches ou surgelées) ; • Porc labellisé Bleu Blanc Coeur ; • Tous nos légumes d'accompagnement d'origine France et issus de l'agriculture raisonnée. • Poissons garantis sans arête, 100% filet, issus de la pêche responsable (label MSC) ; • Fromages : 2 AOP par cycle de menus ; • Aucun OGM. • Les plats sont élaborés en cuisine pour en maîtriser le contenu et exclure ainsi tout conservateur ou autre additif : moulinés et purées de légumes, purées de fruits maison, gâteaux et certains desserts lactés maison, potages à partir de légumes frais ou surgelés, etc. • Sauces à partir de bouillon de légumes sans fond de sauce industriel contenant de la viande et sans alcool. • Aucun plat issu de l'industrie agro-alimentaire, 0 charcuterie. • Pas de produits panés ni de fritures. • Optimisation des taux de remplissage des camions et des distances parcourues • Contenants en polypropylène recyclable, sans Bisphénol A, exemptes de chlore, métaux lourds et phtalate. Pain fourni par les boulangeries de quartier (baguette ou pain aux céréales) **Un menu végétarien par mois pour les plus grands** • D'un plat complet associant céréale/légumineuse et légume ; • D'une entrée éventuelle à base de poisson pour garantir l'apport en protéines et en Oméga 3 ; • D'un fruit et/ou de crudités dont la teneur en vitamine C contribue à la bonne absorption du fer contenu dans les légumineuses et céréales.	Contenants et barquettes pour la liaison froide: Ces barquettes recyclables sont garanties sans : • Perturbateurs endocriniens • Bisphénol A, F et S • Chlore • Métaux lourds • Phtalates/plastifiants • Substances SVCH du 07/07/17 • MOSH LOAH Le fournisseur de barquette réalise des tests selon nos conditions d'utilisation (refroidissement, mode de réchauffe, durée de conditionnement des aliments dans les barquettes, etc…) et nous garantit l'absence de ces perturbateurs endocriniens. Un appel d'offre est actuellement lancé auprès de prestataire alimentaire pour septembre 2022 et cette capacité à passer au plus vite sur des contenants 0 plastique fera partie des critères de notation. Sur Cerfs-Volants, nous prévoyons le nombre de repas suivant : 20 places X 229 jours d'ouverture=4 580 repas **pour un coût total de 20 863€.** **coût moyen du repas + gouter : 4.55 €** **En liaison froide, le coût des repas inclut :** **• La composition des menus par une diététicienne Petite Enfance** **• L'élaboration des repas** **• La livraison** **• Le kit d'animation annuel et les supports de communication (menus, affiches…)** Engagements LIVELI : - 40% de produits bio sur le grammage (25% en valeur d'achat au sens de la loi EGALIM) avec un choix du bio pour les aliments les plus sensibles et les consommés par les tout-petits	

		Les animations culinaires: tous les deux mois , sur une tradition culinaire d'un autre pays. En cuisine sur place comme en liaison froide, engagement à ce que la prestation alimentaire soit conforme à la Loi Egalim qui entrera en vigueur en janvier 2022. **Lait GALLIA:** Une marque reconnue et fiable qui est la plus prescrite par les pédiatres • Une gamme étendue qui répond aux besoins nutritionnels individuels des bébés avec des laits spécifiques (troubles intestinaux, régurgitations sévères, risque d'allergie au lait de vache) • Une marque distribuée au grand public qui permet aux parents d'avoir une continuité entre le lait consommé à la crèche et à la maison **Les petits pots COMME DES PAPAS:** , particulièrement adaptés avec : • Une gamme variée permettant de découvrir les fruits et légumes, avec une riche diversité de goûts • Des recettes qui évoluent au rythme naturel des saisons. • Des pots pasteurisés conservable 6 semaines • Composés d'ingrédients bio et de saison • Une fabrication 100% française, dans une usine basée en Sologne ; Une alternative pour les enfants avec un PAI ne leur permettant de bénéficier des repas livrés par Ansamble : Comme des Papas propose des repas sans gluten, sans allergène, sans lait, adaptés aux besoins de chaque tranche d'âge. **Modalités de livraison / Mesures prises pour assurer la continuité de service:** - véhicule d'urgence chez ANSAMBLE + accord avec société de camion frigorifiques Petit Forestier La société Ansamble est équipée d'un logiciel d'optimisation des tournées + calibrer les trajets des véhicules afin de limiter les émissions de carbone. Ce logiciel assure aussi le respect de l'organisation des livraisons - L'équipe de direction forme les salariés titulaires du CAP pour veiller à la bonne application de la méthodologie HACCP et assurer la continuité du service en cas d'absence inopiné d'un agent technique. Il est à noter que la méthode HACCP fait partie intégrante du cursus de formation de CAP Petite Enfance. Ainsi, en cas d'absence inopinée, le relai peut être pris durant la première journée par la directrice ou un agents titulaire d'un CAP. **PAI:** pour allergie simple: ingrédient ou plat de substitution pour allergie multiple: plateau repas des familles ou recours aux pots de la marque Comme des Papas (permet aux familles de ne pas avoir à apporter de plateau) Nous exigeons de la part de notre prestataire des contrôles et analyses réguliers effectués dans sa Cuisine Centrale et par des organismes extérieurs.	- Minimum 2 produits locaux par jour c'est-à-dire issus de producteurs situés à moins de 350 kilomètres de d'Issy-les-Moulineaux - 100% de fruits et légumes de saison - 100% de viandes françaises - Porc Bleu Blanc Coeur - 2 produits locaux chaque jour	
PETITS SAPEURS et PONT D'ISSY	**OFFRE ALIMENTAIRE** ***Fournisseurs*** ***Type (liaison froide ou préparation sur place)*** ***Aliments BIO*** ***Tranches d'âge et composantes*** ***Type et qualité des denrées*** ***Contrôles sanitaires***	Concernant les établissements P'tits Sapeurs et Pont d'Issy, **les repas sont cuisinés sur place à base** de denrées alimentaires brutes fournies par Transgourmet puis préparés par les cuisiniers. **Nous garantissons un minimum de 50% de produits durables dont 20% minimum de produits bio.** **Prestataire TRANSGOURMET** Nous garantissons un minimum de 50% de produits durables dont 20% minimum de produits bio. • Produits de saison, frais et locaux • Hors saison, utilisation raisonnable de produits surgelés cuits à maturité • Du poisson issu de la pêche responsable • Des produits sans OGM • 90% de viandes fraîches	Pour les deux crèches en cuisine sur place, P'tits Sapeurs et Pont d'Issy, LIVELI garantit l'absence de plastique dans le processus de préparation des repas. Les 2 crèches ont un office équipé d'une cuisine en inox avec du matériel électroménager professionnel qui permet au cuisinier de réaliser toutes les préparations sur place ; Pour les préparations froides (salades, dessert), exclusivement des plats en verre ou en inox. • Les plats de service sont exclusivement en verre ou en	

		• Des recettes garanties sans conservateurs, sans huile de palme et sans produits industriels • Des préparations faites maisons : potages, bouillons, tartes, cakes, flans de légumes, plats végétariens, purées de légumes et de fruits, smoothies, milk-shakes et desserts lactés, pâtisserie. • Optimisation des taux de remplissage des camions et des distances parcourues Pain fourni par les boulangeries de quartier (baguette ou pain aux céréales) En cuisine sur place comme en liaison froide, nous nous engageons à ce que la prestation alimentaire soit conforme à la Loi Egalim qui entrera en vigueur en janvier 2022. Ateliers culinaires organisés au sein des crèches sensibilisent les enfants aux fruits et légumes de saison. **document sur l'offre alimentaire incomplet sur l'offre pour PETITS SAPEURS et PONT D'ISSY** **Lait GALLIA:** Une marque reconnue et fiable qui est la plus prescrite par les pédiatres • Une gamme étendue qui répond aux besoins nutritionnels individuels des bébés avec des laits spécifiques (troubles intestinaux, régurgitations sévères, risque d'allergie au lait de vache) • Une marque distribuée au grand public qui permet aux parents d'avoir une continuité entre le lait consommé à la crèche et à la maison **Les petits pots COMME DES PAPAS:** particulièrement adaptés avec : • Une gamme variée permettant de découvrir les fruits et légumes, avec une riche diversité de goûts • Des recettes qui évoluent au rythme naturel des saisons. • Des pots pasteurisés conservable 6 semaines • Composés d'ingrédients bio et de saison • Une fabrication 100% française, dans une usine basée en Sologne ; Une alternative pour les enfants avec un PAI ne leur permettant de bénéficier des repas livrés par Ansamble : Comme des Papas propose des repas sans gluten, sans allergène, sans lait, adaptés aux besoins de chaque tranche d'âge. En cas d'absence du cuisinier : appel dans un premier temps aux cuisiniers disponibles dans le réseau via Andjaro (Liveli ou Sodexo) ou si besoin à une agence d'intérim spécialisée En cas d'urgence: réaliser la préparation des repas en interne (2 collaborateurs sont formés à la préparation des repas adaptés à la Petite Enfance) ou demander à l'un des prestataires avec lesquels nous travaillons à proximité de nous fournir des repas en liaison froide. **PAI:** si PAI simple, les menus peuvent être discutés avec la cuisinière; en cas d'allergie multiple, le PAI imposera le plateau repas par sourcing de traçabilité et santé de l'enfant. ou Petits pots Comme des Papas Nous exigeons de la part de notre prestataire des contrôles et analyses réguliers effectués dans sa Cuisine Centrale et par des organismes extérieurs.	matériaux de type porcelaine. Dans le cadre de ce marché, LIVELI s'engage à mettre en place dans les 3 crèches une vaisselle enfant 0 plastique et ce dès la rentrée 2022 **P'tits Sapeurs** Sur P'tits Sapeurs, nous prévoyons le nombre de repas suivant : 47 places X 229 jours d'ouverture=10 763 repas pour u**n coût total de 41 976€.** • **Pont d'Issy** Sur Pont d'Issy, nous prévoyons le nombre de repas suivant : 60 places X 229 jours d'ouverture=13 740 repas pour **un coût total de 53 586€.** **prix du repas + gouter : 3.90€** Dans le cadre de la loi EGALIM, les produits issus de l'agriculture biologique doivent représenter au moins 20% du total de la valeur d'achat (en € HT) sur les 50% exigés (dont des production "En conversion"). Liveli s'engage à aller au-delà des exigences de la loi Egalim avec les engagements suivants : 25% de bio en valeur d'achat, 8% de produits BBC et pèche durable; 20% de produit HVE et labellisés ; soit 53% selon critères EGALIM. Engagements: LIVELI : au moins 50% de produits reconnus "durables" - 40% de produits bio sur le grammage (25% en valeur d'achat au sens de la loi EGALIM) avec un choix du bio pour les aliments les plus sensibles et les consommés par les tout-petits - Minimum 2 produits locaux par jour c'est-à-dire issus de producteurs situés à moins de 350 kilomètres de d'Issy-les-Moulineaux - 100% de fruits et légumes de saison - 100% de viandes françaises - Porc Bleu Blanc Coeur - 2 produits locaux chaque jour - Epicerie bio (farine, sucre…)	

Reporting	outil sécurisé de reporting en ligne: un site dédié qui permet d'accéder aux données de ILM dans un espace sécurisé + possibilité d'échanges - Derniers chiffres ou documents mis à sa disposition ; - Actualités outil interne de gestion et de reporting : CASPER logiciel relié à un système de badgeuses permet à la Directrice de crèche d'accéder à toutes les informations nécessaires à la bonne gestion de la structure ETAT DE PRESENCE DES ENFANTS ; GESTION DES PLANNINGS DE L'EQUIPE ; GESTION DES DONNEES FAMILLES		
Outils de gestion à la disposition de la directrice	**Pour les recrutements :** outils pour accompagner la Directrice dans le process de recrutement : - Création d'une grille de questions-types pour l'évaluation des candidats - Elaboration, en lien avec le Pôle Petite Enfance, d'un test de mise en situation afin d'évaluer la dimension pédagogique des collaborateurs terrain - Formation à la conduite d'entretien guide de la Maintenance Tableau de suivi de la maintenance Le registre de sécurité		
Mesure de la satisfaction des usagers	**Evaluation de la satisfaction des familles** Chaque année au mois de mai, une enquête de satisfaction auprès des familles est réalisée par un prestataire extérieur. Cette enquête permet d'identifier les axes de travail de l'équipe pour améliorer la qualité d'accueil des enfants et des familles.		
Actions mises en œuvre dans le cadre du développement durable	**couches FIXIES, un choix durable et sain pour le change des tout-petits** : • Fabrication française à partir de 47% de matières premières françaises • Absence de perturbateurs endocriniens, de parfum et de lotion chimiques, 0% de petrolatum • Confort pour les enfants grâce à une épaisseur renforcée et des oreilles élastiques • Adaptabilité à la morphologie des enfants grâce aux différentes tailles proposées partenariat historique avec l'association Label Vie et son label Ecolo crèche®, premier label écologique indépendant dédié à la Petite Enfance ; inscrire la structure Pont d'Issy dans cette démarche dès la 2ème année du marché, les crèches Cerfs-Volants et P'tits Sapeurs poursuivront les actions dans cette démarche, à ce titre le renouvellement de leur labélisation sera remise en jeux durant ce marché ; Les démarches qui seront mise en place sur ce marché en la matière : ▪ Des potagers pédagogiques sur les trois structures ▪ Achat de vaisselles zéro plastique pour les enfants ▪ Attention portée sur la consommation de l'énergie avec le changement des installations de l'éclairage sur Cerfs-Volants et P'tits Sapeurs intégrant des ampoules Led, des détecteurs de présence et des variateurs de lumières ▪ Des ateliers parents enfants En 2019, et pour la 12ème année consécutive, Sodexo s'est classé au 1er rang des entreprises de son secteur pour son excellente performance en matière de développement durable: Plan d'action Better Tomorow 2025 Parce que chaque crèche est unique, chaque équipe définit les axes prioritaires de mise en œuvre de		

sa démarche écoresponsable au sein de sa structure.
La crèche P'tits Sapeurs a obtenu sa labellisation **Ecolo Crèche** en juin 2019. Elle poursuit ses actions et les approfondit, la labellisation étant remise en cause tous les 3 ans.

La crèche Cerfs-Volants vient d'entamer sa démarche de labellisation en vue d'une obtention du label en 2022.

inscrire la crèche Pont d'Issy dans cette démarche dès 2023, une fois le processus de reprise de l'équipe bien terminé.

L'entretien des locaux: éliminer totalement la nocivité des produits en travaillant exclusivement avec les produits d'entretien écologiques Ecover, 100% biodégradables et composés d'ingrédients naturels (l'entretien des locaux, du linge, des jeux et des jouets.) ; fabrication maison aussi de certains produits d'entretien ; utilisation de produits répondant aux labels CRADEL TO CRADLE ; NORDIC LABEL et ECOLABEL

marque BIOKIMBO: dont les produits répondent à des exigences strictes en matière d'environnement, de qualité et de santé et sont certifiés par les labels « Cradle to Cradle », « Nordic swan », « EU Ecolabel » et « Ecocert » : • Utilisation de matériaux non toxiques • Conception à l'aide de matériaux réutilisables ou biodégradables • Utilisation responsable de l'eau et d'énergie renouvelable • Production socialement responsable • Prise en considération de l'impact environnemental global du produit
voir aussi la rubrique ENTRETIEN DU BATIMENT

Les produits d'hygiène:
liniment bio de la marque CENTIFOLIA pour le change des enfants (Label COSMEBIO) ou Liniment « maison », fabriqué à base d'eau de chaux et d'huile d'olive selon des process validés par le service QH2S.
gel lavant de la marque RIVADOUCE
couches FIXIES (fabrication française; Absence de perturbateurs endocriniens, de parfum et de lotion chimiques, 0% de petrolatum)

La gestion des déchets et lutte contre le gaspillage
- Privilégier les produits moins emballés, les gros conditionnements, la consigne de certains contenants ou la réutilisation des contenants par certains fournisseurs ;
- Installer des poubelles de tri (cartons, verres, etc.) à plusieurs endroits de la crèche ;
- Utiliser des déchets dans le cadre d'activités proposées aux enfants (rouleau de sopalin, cartons, etc.) ;
- Transformer une grande partie des déchets alimentaires en compost.

L'eau et l'énergie
plan d'économie de l'eau et de l'énergie
Utilisation d'ampoules basse consommation au fur et à mesure des renouvellements d'ampoules ;
- Mise en place de détecteurs de présence dans les locaux les moins fréquentés ;
- Achat de machines à laver peu consommatrices en eau et en énergie lors d'un renouvellement de matériel ;
- Mise en place de réducteurs de débit sur les robinets ;
- Récupération des eaux de pluie pour arroser le jardin potager

L'ameublement
Matériel en plastique garanti sans phtalate, sans bisphénol A, sans formaldéhyde ;
• Matériel en bois issu de forêts éco gérées.
• Importance donnée aux labels garantissant la non-toxicité des produits et le faible impact environnemental
• Une importance donnée au « made in France » avec des fournisseurs qui produisent en France : Mathou en Aveyron, Wesco en Vendée, Fixies dans les Vosges et Rivadis dans les Deux-Sèvres.

	biodiversité Mise en place d'un jardin pédagogique entretenu par les enfants avec les équipes : notre projet de réaménagement des espaces extérieurs de Cerfs-Volants et P'tits Sapeurs permettra de développer ce projet de jardin. - Installation de nichoirs pour les oiseaux avec le soutien de l'association LPO (Ligue pour la protection des oiseaux) ; - Découverte des insectes : fabrication d'un hôtel à insectes, projet d'élevage de coccinelles… **activités pédagogiques** axées sur la réduction des déchets et le développement durable. partenariat avec l'association Label Vie et le label Ecolo Crèche et formation des équipes + sensibilisation des familles L'obtention du label: projet au long cours et se fait en 4 étapes sur une durée moyenne de 2 ans, depuis le premier diagnostic jusqu'à l'obtention du label : A horizon d'août 2020, nous souhaitons que 100% de nos crèches : 1- Trient au moins 3 éléments, au choix (médicaments, piles, ampoules, verres, plastique, papier/carton, cartouches d'encre, boîtes métallisées, …) ; 2- Récupèrent au moins 2 éléments, au choix (bouteilles plastique, bouchons, jouets, habits, …) ; 3- Mettent en œuvre au moins 1 action en faveur de la découverte de la faune (tortue, aquarium, chenille à papillon, abeille, poules, mouton, LPO, maison à escargots, …) ; 4- Et au moins 1 action en faveur de la découverte de la flore (jardin pédagogique, potager, land art,		
Commercialisation des berceaux aux entreprises	Un commercial dédié au secteur d'Issy-les Moulineaux ; soutenu par la Responsable Développement et la Responsable Grands Comptes pour la commercialisation auprès de grandes entreprises du secteur ;**outils de commercialisation**outils marketing: - Le site Liveli (les familles peuvent prendre contact et ensuite le chargé d'affaire travaille à la commercialisation)- campagnes Facebook ads et Instagram : communication ciblée auprès des parents- Flyers et affiches- CRM et campagne emailing auprès de nos clients prospects**Détail de notre projection de commercialisation:**La première année (5 mois) 10 berceaux seront vendus- La deuxième année (année pleine) l'équivalent de 20 berceaux en moyenne seront vendus- Les années suivantes, jusqu'à la fin du contrat, les 30 berceaux seront commercialisésAu vu des prix pratiqués sur le secteur, nous avons établi notre budget sur **un prix moyen du berceau commercialisé à 10 000 €, avec application d'une revalorisation de ce prix de 1% par an**. **Dans les budgets proposés la participation de la ville prend en compte une montée en charge de la commercialisation sur les deux premières années.** C'est pourquoi la participation par berceau de la Ville est supérieure sur ces deux premières années.	**à votre demande, nous vous proposons la répartition suivante des berceaux entreprises :- Cerfs-Volants : 5 berceaux - P'tits Sapeurs : 13 berceaux - Pont d'Issy : 12 berceaux**Cette proposition est basée sur les demandes de familles que notre service commercial reçoit régulièrement et sur les zones les plus demandées. Conformément au cahier des charges, nous souhaiterions que cette répartition reste indicative et puisse être modulée de façon souple entre les crèches.	

GESTION DU BATIMENT ***Moyens humains*** ***Procédures internes*** ***Maintenance (prestations proposées par rapport aux équipements)*** ***Réparations*** ***Urgences***	**Nettoyage et entretien :** - **Cerfs-Volants** : S'agissant d'un multi-accueil d'une petite surface (242 m2) et avec des repas livrés en liaison froide, la présence d'1 ETP suffit pour réaliser les tâches de nettoyage des locaux, de blanchisserie et de réchauffage des repas. - **P'tits Sapeurs** : Au sein de la crèche P'tits Sapeurs, les repas sont préparés sur place et exigent la présence d'un cuisiner à plein temps. Les deux agents polyvalents représentant 1,43 ETP sont dédiés au nettoyage des locaux (456m2) et à l'entretien du linge. - **Pont d'Issy** Au sein de la crèche Pont d'Issy, les repas sont préparés sur place et exigent la présence d'un cuisiner à plein temps. La présence de deux agents polyvalents à temps plein (2 ETP) est nécessaire du fait de la surface importante des locaux à entretenir (799m2). L'agent réalise le nettoyage de la crèche en partie après la fermeture/avant l'ouverture de la structure. Ce nettoyage quotidien est complété par des entretiens seront réalisés par une société de ménage professionnelle. Notre appartenance au groupe Sodexo nous permet de faire bénéficier d'un niveau de formation élevée aux agents de nettoyage (l'utilisation de produits, l'utilisation de machines ou encore l'entretien spécifique d'une surface type.) dans le cadre de notre démarche EcoloCrèche® (cf. ci-après, Notre démarche environnementale), nos équipes procèdent à la fabrication de produits d'entretien maison. fournisseur unique de produits d'entretien BIOKIMBO pour garantir une harmonie des pratiques au sein des structures, et plus largement au sein de notre réseau. Leurs produits répondent à des exigences strictes en matière d'environnement, de qualité et de santé et sont certifiés par les labels suivants : CRADLE TO CRADLE ; NORDIC SWAN ; EU ECOLABEL contrôles réguliers selon un suivi de nettoyage établi par Liveli. Ces contrôles sont effectués par la Directrice de crèche et/ou le Responsable de secteur sur une base trimestrielle. Tous les audits et évaluations internes sont retranscrits et conservés dans un souci de traçabilité. Ils permettent de conserver la preuve de la surveillance effectuée. Toutes les non-conformités font l'objet de mesures correctives et d'un suivi renforcé de la structure par le Responsable de secteur et le service QH2S. **Sécurité:** Une entrée sécurisée Le registre de sécurité Nos protocoles liés aux risques majeurs - PROTOCOLE D'URGENCE INCENDIE - PLAN VIGIPIRATE - PLAN PARTICULIER DE MISE EN SURETE (PPMS) - PLAN CANICULE - PLAN DE CONFINEMENT La sécurité des locaux Des locaux conformes aux normes règlementaires Contrats d'assurance Contrats de maintenance et contrôles périodiques Commission communale de sécurité et d'accessibilité Tous les trimestres, chaque directrice de crèche renseigne un tableau de suivi sur l'entretien et la maintenance des locaux qu'elle transmet à sa Responsable de secteur et au Responsable		

	Maintenance. Guide de la maintenance: proposer aux Directrices des solutions et des outils pour l'exploitation courante des bâtiments, en partenariat avec leur Responsable de Secteur et les services supports de Liveli ;rappelle les obligations légales en termes de sécurité incendie, de prévention et de maintenance des équipements au sein des établissements recevant du public. Il présente à la Directrice de crèche les différentes maintenances obligatoires au sein de sa structure Présence d'un agent technique LIVELI sur le secteur pour les petites interventions et travaux		

		4 - LES CONDITIONS FINANCIERES PROPOSEES SUR LA DUREE DU CONTRAT		
	LIVELI (CRECHE ATTITUDE)			
		OFFRE INITIALE 06 juillet 2021	**OFFRE COMPLEMENTAIRE 10 décembre 2021**	**OFFRE FINALE 14 janvier 2022**
CERFS VOLANTS	**Amortissement**	**Budget total des investissements en travaux : 122 972 €** dont budget amorti sur la durée du contrat : 73 061 € budget amorti annuel moyen : 14 612 € Dont VNC à reprendre par le futur gestionnaire à l'issue du marché : 49 911 € **Amortissement Equipements : 28 080** € Budget annuel moyen : 5 616 €	LIVELI souligne que les investissements proposés dans son offre sont élevés ; Dans le cas où ce niveau d'investissements s'avérerait trop élevé pour la ville, LIVELI se tient prêt à faire une nouvelle offre financière intégrant une baisse des investissements en fonction des chantiers jugés comme prioritaires par la ville d'Issy-les-Moulineaux. Des investissements conséquents, notamment sur Cerfs-Volants et Pont d'Issy, avec une enveloppe globale d'amortissements intégrée au budget de 337 206€ amortie sur la durée du marché, avec un engagement de maintenir 100% des propositions initiales et à prendre à la charge de LIVELI tout surcoût éventuel suite à l'optimisation du budget travaux **Notre nouvelle offre intègre un montant d'investissements de 132 146€ pour Cerfs-Volants:** **- 28 080€ de matériel** **- 104 066€ de travaux.** Amortissement annuel : 26 429 € La subvention FME est calculée uniquement sur la base du total d'investissements travaux, le renouvellement de matériel n'étant pas éligible à cette subvention CAF. Ainsi, nous avons calculé pouvoir obtenir une subvention correspondant à 60% des 104 066€ de travaux soit une subvention CAF totale de 62 440€. Les investissements étant désormais amortis sur 5 ans, nous avons intégré l'ensemble de la subvention CAF au budget que nous	

			avons lissé sur 5 ans, soit 12 488€ par an.	
PETITS SAPEURS		**<u>Budget total des investissements en travaux</u> : 174 233 €** dont budget amorti sur la durée du contrat : 135 082 € budget amorti annuel moyen : 27 016 € Dont VNC à reprendre par le futur gestionnaire à l'issue du marché : 39 151 € **<u>Amortissement Equipements</u> : 23 163 €** Budget annuel moyen : 4 633 €	**Notre nouvelle offre intègre un montant d'investissements de 176 942€ pour Petits Sapeurs :** **- 23 163€ de matériel** **- 153 579€ de travaux** **Amortissement annuel : 35 348€** La subvention FME est calculée uniquement sur la base du total d'investissements travaux, le renouvellement de matériel n'étant pas éligible à cette subvention CAF. Ainsi, nous avons calculé pouvoir obtenir une subvention correspondant à 60% des 153 579€ de travaux soit une subvention CAF totale de 92 148€. Les investissements étant désormais amortis sur 5 ans, nous avons intégré l'ensemble de la subvention CAF au budget que nous avons lissé sur 5 ans, soit 18 430€ par an.	
PONT D'ISSY		**<u>Budget total des investissements en travaux :</u> 18 842 €** dont budget amorti sur la durée du contrat : 1 934 € budget amorti annuel moyen : 9 171 € Dont VNC à reprendre par le futur gestionnaire à l'issue du marché : 9 171 € **<u>Amortissement Equipements</u> : 12 490 €** Budget annuel moyen : 2 498 €	**Dotation aux investissements : 28 318 €** **Amortissement annuel : 5 664 €**	
CERFS VOLANTS	**Provisions**	Provision travaux de rafraichissement des locaux (notamment en fin de contrat) : 8 540,66 € TTC Provision pour renouvellement gros matériel et électroménager : 3000 € **total sur la durée du marché : 11 540.66 € (erreur dans le document C.2)** **Provision lissée par an : 2 308 €**		**Cerfs-Volants** Provision pour remplacement de gros équipement 3 000 € Provision pour travaux de remise en état 8541 € TOTAL : 11 541 €
PETITS SAPEURS		Provision travaux de rafraichissement (notamment en fin de contrat) : 11 981,49 € TTC Provision pour renouvellement gros matériel et électroménager : 5000 € **total sur la durée du marché : 16 981 €** **Provision lissée par an : 3 396 €**		**PETITS SAPEURS** Provision pour remplacement de gros équipement 5 000 € Provision pour travaux de remise en état 11 981 € TOTAL : 16 981 €

PONT D'ISSY		Provision travaux de rafraichissement (notamment en fin de contrat) : 28 212,78 € TTC Provision pour renouvellement gros matériel et électroménager : 5000 € **total sur la durée du marché : 33 213 €** **Provision lissée par an : 6 653 €**	Provision travaux de rafraichissement (notamment en fin de contrat) : 19 739 € TTC Provision pour renouvellement gros matériel et électroménager : 5000 € total sur la durée du marché : 24 739 € Provision lissée par an : 4 948 €	**PONT D'ISSY** Provision pour remplacement de gros équipement 3 000 € Provision pour travaux de remise en état 19 739 € TOTAL : 24 739 €
CERFS VOLANTS	**Budget fournitures**	MATERIEL ET EQUIPEMENT : 7 183 € LINGE : 1 231€ FOURNITURES PEDAGOGIQUES : 6 157€ **TOTAL : 14 571**		
PETITS SAPEURS		MATERIEL ET EQUIPEMENT : 16 880 € LINGE : 2 894 € FOURNITURES PEDAGOGIQUES : 16 880€ **TOTAL : 36 654 €**		
PONT D'ISSY		MATERIEL ET EQUIPEMENT : 21 549€ LINGE : 3 694€ FOURNITURES PEDAGOGIQUES : 21 549€ **TOTAL : 46 612 €**		
CERFS VOLANTS	**Budget bâtiment**	Budget entretien et réparation sur la durée du contrat : 31 561 €	Budget entretien et réparation sur la durée du contrat : 29 756 €	Budget entretien et réparation sur la durée du contrat : 29 756 €
PETITS SAPEURS		Budget entretien et réparation sur la durée du contrat : 60 300 €	Budget entretien et réparation sur la durée du contrat : 57 263 €	Budget entretien et réparation sur la durée du contrat : 57 263 €
PONT D'ISSY		Budget entretien et réparation sur la durée du contrat : 97 541 €	Budget entretien et réparation sur la durée du contrat : 95 051 €	Budget entretien et réparation sur la durée du contrat : 95 051 €
CERFS VOLANTS	**Budget RH**	<u>Equipe de 10 personnes sur 8.08 ETP :</u> Total mensuel brut : 33 950.08 € Total annuel brut : 195 308.31 € Total primes annuelles : 2 784 €	**Afin de vous montrer sa motivation et ne pas augmenter le prix de l'offre, LIVELI n'a impacté ni hausse du SMIC intervenue en octobre 2021 (passage à 1589,47€ bruts mensuels) ni la hausse prévisionnelle du SMIC en janvier 2022.**	LIVELI précise que pour chacune des crèches, est désormais comptabilisé les temps de travail du médecin et psychologue dans le nombre d'équivalents temps plein de l'équipe, ces derniers étant embauchés sous forme de CDI. Leur salaire était déjà budgété à la ligne « Salaires » du Compte d'Exploitation prévisionnel de notre offre du 10 décembre 2021. Dans un souci de cohérence, et afin de refléter son intervention sur les 3 crèches, notre nouvelle offre intègre 0,33 ETP lié à cette volante de rang 1 dans chaque crèche et l'intégration de son salaire à 33% sur chacune des crèches.
PETITS SAPEURS		<u>Equipe de 18 personnes sur 17.11 ETP :</u> Total mensuel brut : 47 402.72 € Total annuel brut : 389 152.68 € Total primes annuelles : 10 712.21 €		
PONT D'ISSY		<u>Equipe de 22 personnes sur 21.61 ETP :</u> Total mensuel brut : 53 790 €		

		Total annuel brut : 483 746.71 € Total primes annuelles : 3 216 €		Cette salariée volante est comptée à 0,33 ETP dans l'effectif global de chaque crèche mais n'est pas comptée dans l'effectif d'encadrement et dans le taux de diplômés. Ce choix reflète notre volonté de dédier sa mission uniquement à un rôle de volante, qui vient en remplacement d'un professionnel absent en section. Dans la mesure où son temps d'encadrement pallie l'absence d'un collègue en section, nous n'avons donc pas compté son temps de travail dans l'encadrement et le taux de diplômés. Afin de vous montrer toute notre motivation et ne pas augmenter le prix de notre offre, nous n'avons impacté ni hausse du SMIC en janvier 2022 (SMIC mensuel brut revalorisé à 1603€) ni la revalorisation globale des salaires dont le personnel a bénéficié début janvier 2022.
	Frais de siège ou frais de gestion	<u>Total sur la durée du marché</u> CERFS VOLANTS : 150 228.68 € PETIT SAPEURS : 236 271.54 € PONT D'ISSY : 278 343.78 €	**Effort commercial de LIVELI qui a revu et optimisé l'offre financière en intégrant notamment une baisse importante des frais de gestion qui représente une économie de 15 840€ par an, soit 79 200€ d'économie sur la durée du contrat.** (Il est à noter que cette réduction des frais de siège est minimisée par l'augmentation des charges de personnel liée aux changements proposés dans les équipes. L'augmentation de la masse salariale sur les crèches Cerfs-Volants et P'tits Sapeurs se traduit en effet par une augmentation des charges patronales et taxes sur les salaires associée.)	
	Redevance	❖ Cerfs-Volants : = 78 000€ TTC soit 322€/m2 ❖ P'tits Sapeurs : =150 480€ TTC soit 330€/m2 ❖ Pont d'Issy : = 263 805€ TTC soit 330€/m2 Dans le budget LIVELI, les redevances sont indexées sur la base d'une inflation de 1% comme l'ensemble des charges, **Vérifier les modes de calculs et les sources**		
CERFS VOLANTS	**Taux d'occupation**	**83,01%**		
PETITS SAPEURS		**81,64%**		
PONT D'ISSY		**85,35%**		

CERFS VOLANTS **PETITS SAPEURS** **PONT D'ISSY**	**Taux de facturation**	**hypothèse taux de facturation inférieur à 107%** pour toute la durée du marché, sur la base de du taux observé sur les 3 crèches. En tant que gestionnaire actuel des crèches Cerfs-Volants et P'tits Sapeurs, LIVELI indique avoir mené un travail important pour faire passer ce taux de facturation en dessous de 107% ce qui se traduit par une hausse des recettes de la CAF et par une baisse de la participation de la ville.		
	Erreurs			La correction de certaines coquilles dans les équipes a amené LIVELI à légèrement revoir l'offre financière: - La répartition du salarié de rang 1 sur les 3 crèches n'a aucun impact sur la masse salariale globale mais se traduit par une modification de la ventilation des frais de personnel. - Concernant le salarié volant de rang 1, son salaire et les charges patronales sont répartis à parts égales sur les 3 crèches mais les autres frais tels que les frais de formation, la médecin du travail, les frais de tenue et les autres avantages sont bien impactés une seule fois (intégration dans le budget de la crèche Pont d'Issy). - dû à une erreur de formule, les salaire du médecin et du psychologue n'étaient pas comptabilisés sur la crèche P'tits Sapeurs. Cette erreur a été corrigée et LIVELI a intégré une baisse du résultat pour prendre en charge cette erreur sans hausse du prix pour votre ville.
	Sincérité des postes budgétaires	**VNC à reprendre par le futur gestionnaire à l'issue du contrat (amortissement sur les investissements de travaux) : 98 233 €** dont budget amorti sur la durée du contrat : 217 814 € budget amorti annuel moyen : 43 562 € Ces montants représentent un total amorti de 217 814€ sur la durée du marché avec une VNC de 98 233€ à reprendre par le futur gestionnaire. Apres déduction de la part résiduelle de la subvention CAF, la VNC en fin de marche sera réduite à 44 796€ : 98 233€ - 53 437€ = **44 796€.**	un nouveau budget en euros constants n'intégrant aucun pourcentage d'augmentation ni des recettes ni des charges. LIVELI prend à sa charge le risque d'une évolution des charges supérieure à l'évolution des recettes liées à la PSU. Les seules variations de recettes du budget s'expliquent par : - La baisse graduelle de la subvention du Conseil Départemental des Hauts-de-Seine sur la durée du contrat - La montée en charge progressive du nombre de berceaux commercialisés bien noté la demande de la ville et Liveli a travaillé sur une proposition alternative de travaux et d'investissements impliquant un amortissement d'une durée égale au contrat. Ainsi 100% des investissements proposés sont	

			amortis sur une durée de 5 ans. Le fait d'amortir l'ensemble du budget lié aux travaux sur 5 ans sans revoir le budget d'investissements aurait pour impact d'augmenter la participation de la ville. Afin de ne pas augmenter la participation demandée à la ville, LIVELI a décidé de faire un geste commercial en optimisant le prix des investissements, de manière à maintenir 100% des propositions initiales et à les amortir sur la durée du contrat, sans surcoût pour la ville par rapport à la proposition initiale. Tout dépassement du budget présenté à la ville sera à la charge de LIVELI, sans refacturation ou hausse du prix pour la ville. Afin de montrer leur motivation, LIVELI a revu et optimisé l'offre financière en intégrant notamment une baisse importante des frais de gestion qui représente une économie de 15 840€ par an. Il est à noter que cette réduction des frais de siège est minimisée par l'augmentation des charges de personnel liée aux changements proposés dans les équipes (augmentation de la masse salariale sur les crèches Cerfs-Volants et P'tits Sapeurs). L'augmentation de la masse salariale sur les crèches Cerfs-Volants et P'tits Sapeurs se traduit en effet par une augmentation des charges patronales et des taxes associées (taxe sur les salaires, taxe d'apprentissage...). la nouvelle offre financière intègre une participation globale de la ville sur la durée du contrat de 3 675 049 € soit une économie de 53 105€ par rapport à l'offre du 22/10/2021. Les économies ainsi réalisées par rapport à notre offre initiale, n'entament en rien la qualité du service rendu aux familles ni la prestation de gestion réalisée pour le compte de la collectivité Ces optimisations financières se traduisent par une grande économie pour votre ville : notre nouvelle offre		

			intègre une participation globale de la ville sur la durée du contrat de 3 728 154€ soit une économie de 108 819€ par rapport à l'offre initiale (3 836 973€).	
CERFS VOLANTS	**Participations familiales**	Total sur la durée du marché **518 956.40 €**		
PETITS SAPEURS		Total sur la durée du marché **1 199 463.50 €**		
PONT D'ISSY		Total sur la durée du marché **1 531 230 €**		
CERFS VOLANTS	**Subvention CAF**	**Subvention PSU CAF** montant de PSU par heure de 5,78 euros pour 2022 le budget est basé sur l'hypothèse suivante de répartition des recettes PSU : Parents 40% - CAF 60% Pour l'année 2022 (dernière année pour laquelle la CAF a communiqué le montant de PSU horaire à appliquer), LIVELI applique le **montant de PSU par heure de 5,78 euros.** Le contrat objet du marché se termine le 1er Août 2026. Au vu des dernières informations transmises par la CAF, l'offre intègre une hausse prévisionnelle annuelle moyenne de 1% du tarif horaire PSU soit la projection suivante pour les années suivantes : HYPOTHESE DE PSU retenue : taux de facturation inférieur à 107 % avec couches et repas fournis 2022 5.78€ 2023 5.84 € 2024 5.90 € 2025 5.96 € 2026 6.02 € 2027 6.08 € **Subvention CAF totale durée du marché CERFS VOLANTS: 778 434.60 €** **Subvention liée au Fonds de Modernisation des EAJE:** **Les critères d'éligibilité** • l'ancienneté de la structure : sont prioritaires les structures de plus de 10 ans ; • le risque de la fermeture prochaine ou non de places (voire de l'établissement) ; • la nature des travaux : sont prioritaires la sécurisation des locaux, l'informatisation des structures et l'installation de cuisines et de locaux de stockage pour les couches ou la fourniture de repas ; • la date de début des travaux. Cerfs-Volants et P'tits Sapeurs sont ancienne et n'ont pas bénéficié de subventions dans le cadre du FME dans les 10 dernières années; LIVELI a intégré une subvention CAF liée au FME pour ces 2 structures. **Montants** au maximum 80% du coût par place des travaux et est plafonnée à 4 000 euros par place en moyenne une subvention de 60% car la CAF ne subventionne pas systématiquement l'ensemble des travaux présenté dans dossiers de demande de subventions	Part estimée des recettes parents/CAF Notre budget est basé sur l'hypothèse suivante de répartition des recettes PSU : - Parents : 48% - CAF : 52%	

		Pour les crèches Cerfs-Volants et P'tits Sapeurs, LIVELI a intégré cette subvention à hauteur de 60% des travaux. Pour CERFS VOLANTS, le montant de la subvention serait 73 784€, soit 60% des 122 972 € prévus de travaux, dont 59 894 € amortissable sur 5 ans et 13 890€ amortissables sur 10 ans. ***montants à vérifier car erreurs dans le tableau*** en fin de marché une part résiduelle de la subvention CAF de 29 945€ subsistera (73 784 – 43 834€). Cette **part résiduelle estimée à 29 945€** sera déduite de la VNC devant être reprise par le futur gestionnaire en 2027.		
PETITS SAPEURS		<u>Subvention liée au Fonds de Modernisation des EAJE :</u> la subvention FME est calculée sur la base du **total d'investissements travaux de 174 233€ soit une subvention de 104 540€.** **Pour Petits sapeurs vérifier les chiffres dans tableau de réponse à nos questions car données erronées.** Ainsi, en fin de marché une part résiduelle de la subvention CAF de 23 490€ subsistera (104 540 – 81 050€). Cette **part résiduelle estimée à 23 490 €** sera déduite de la VNC devant être reprise par le futur gestionnaire en 2027. **Subvention CAF PSU totale durée du marché PETITS SAPEURS : 1 799 195.25 €**		
PONT D'ISSY		**Subvention CAF PSU totale durée du marché PONT D'ISSY : 2 296 845 €**		
CERFS VOLANTS	**Subvention du CD**	le budget intègre la subvention du Conseil Départemental des Hauts-de-Seine à hauteur de 0,41€ par heure de présence pour l'année 2022: Heures réalisées : 41 097 Subvention CD92 Année 2022 Base année complète: **16 850€** Subvention CD92 Année 2022 Base 5 mois : 7 021€ *depuis plusieurs années une baisse constante de la subvention du CD92 : le budget est donc impacté d'une baisse annuelle de 33% de la subvention versée par le CD92* <u>synthèse de cette subvention sur la durée du marché pour 3 crèches:</u> 2022 43 963€ (5 mois) 2023 71 399 € 2024 47 838 € 2025 32 051 € 2026 21 474 € 2027 8 393 € (7 mois)		
PETITS SAPEURS		le budget intègre la subvention du Conseil Départemental des Hauts-de-Seine à hauteur de 0,41€ par heure de présence pour l'année 2022 : Heures réalisées : 94 987 Subvention CD92 Année 2022 Base année complète : **38 945€** Subvention CD92 Année 2022 Base 5 mois : **16 227€** depuis plusieurs années une baisse constante de la subvention du CD92 : le budget est donc impacté d'une baisse annuelle de 33% de la subvention versée par le CD92		

PONT D'ISSY		le budget intègre la subvention du Conseil Départemental des Hauts-de-Seine à hauteur de 0,41€ par heure de présence pour l'année 2022 : Heures réalisées : 121 260 Subvention CD92 Année 2022 Base année complète : **49 717€** Subvention CD92 Année 2022 Base 5 mois :**20 715€** depuis plusieurs années une baisse constante de la subvention du CD92 : le budget est donc impacté d'une baisse annuelle de 33% de la subvention versée par le CD92		
	Participation des entreprises	budget sur un prix moyen du berceau commercialisé à 10 000 €, avec application d'une revalorisation de ce prix de 1% par an Recettes prévues 2022 : (10 berceaux) 41 667€ 2023 : (20 berceaux) 202 000€ 2024 : (30 berceaux) 306 030€ 2025 : (30 berceaux) 309 090€ 2026 : (30 berceaux) 312 181€ 2027: (30 berceaux) 183 927€ En cas de commercialisation plus faible que celle inscrite au budget de fonctionnement, le risque est entièrement porté par le Délégataire et n'entrainera aucun surcoût pour la ville.	**Recettes prévues** 2022 : (10 berceaux) 41 667€ 2023 : (20 berceaux) 200 000€ 2024 : (30 berceaux) 300 000€ 2025 : (30 berceaux) 300 000€ 2026 : (30 berceaux) 300 000€ 2027 : (30 berceaux) 175 000€	
	Participation de la Ville	La participation financière annuelle moyenne pour la ville est de : **767 395 €** coût moyen du berceau de **7 623 €** coût moyen du berceau HORS LOYER de **2 605€** participation financière totale de la collectivité sur la durée du contrat est de **: 3 836 973 €**	nouvelle offre financière intégrant une participation globale de la ville sur la durée **du contrat de 3 675 049 € soit une économie de 53 105€ par rapport à l'offre** précédente **(et économie de 161 924€ depuis l'offre initiale)** La participation financière annuelle moyenne pour la ville est de : **735 010 €** soit un coût moyen du berceau de **7 577 € (base 97 berceaux)** et un coût moyen du berceau HORS LOYER de **2 504€ (base 97 berceaux)** **La participation financière totale de la collectivité sur la durée du contrat est de : 3 675 049 €** **soit une économie de 161 924€ par rapport à l'offre initiale (3 836 973€)**	La participation financière annuelle moyenne pour votre ville est de : 734 878 € soit un coût moyen du berceau de 7 576 € (base 97 berceaux) et un coût moyen du berceau HORS LOYER de 2 502€ (base 97 berceaux) La participation financière totale de votre collectivité sur la durée du contrat est de : 3 674 388€ soit une économie de 162 585€ par rapport à notre offre initiale (3 836 973€) et de 53 766€ par rapport à notre offre du 22/10/2021 (3 728 154€).

III- LES MOTIFS DU CHOIX DU CANDIDAT RETENU

L'offre de la société LIVELI, relative aux trois crèches Cerfs-Volants, les Petits Sapeurs et Pont d'Issy, apparait comme la plus avantageuse pour la Ville.

A. Des moyens matériels et humains affectés au service satisfaisants

Moyens humains :

LIVELI propose des moyens humains adaptés, satisfaisants et conformes aux exigences de la ville.

La société dispose de nombreux avantages qui permettent de fidéliser les équipes :
- Actions en faveur du bien-être : baromètre social, budget festif, conventions régionales...
- Jours de congés supplémentaires liés à des évènements familiaux et à l'ancienneté
- Titres restaurant ;
- Remboursement 50% des transports en commun, vélo et trottinette ;
- Mutuelle d'entreprise et prévoyance ; convention collective des services à la personne
- Comité d'entreprise
- LIVELI signataire de la Charte de la Parentalité : adapter les horaires et plannings, faciliter les mobilités.
- Avantages pour les cadres au forfait, primes pour les directrices
- Revalorisation salariale annuelle

Lors de la reprise de la crèche Pont d'Issy, ces avantages seront étendus aux nouveaux salariés et certains avantages de l'ancienne employeur repris ou traduits en revalorisation salariale.

Les équipes proposées par LIVELI pour les crèches sont quantitativement et qualitativement satisfaisantes :

Crèche Cerfs-Volants :
Equipe de 9 personnes, réparties en 8.41 ETP, dont 6.5 auprès des enfants, soit un taux de diplômés de 60%

Elle est composée de :
- 1 Directrice IDE

Auprès des enfants :
- 1 Educatrice de Jeunes Enfants
- 1 Psychomotricienne
- 2 Auxiliaires de Puériculture
- 3 Agents Petite Enfance

Equipe technique :
- 1 agent de service

En plus de l'équipe de crèche, la société fera appel à des intervenants extérieurs :
- Pédiatre : 4 heures par mois
- Psychologue : 8 heures par mois

Crèche Petits Sapeurs :
Equipe de 18 personnes, réparties en 16.98 ETP, dont 12.1 auprès des enfants, soit un taux de diplômés de 44.5%

Elle est composée de :
- 1 Directrice EJE
- 1 adjointe infirmière

Auprès des enfants :
- 2 Educatrices de Jeunes Enfants
- 1 Psychomotricienne
- 2 Auxiliaires de Puériculture
- 1 professionnelle diplômée de rang 1
- 7 Agents Petite Enfance

Equipe technique :
- 2 agents de service
- 1 cuisinier

En plus de l'équipe de crèche, la société fera appel à des intervenants extérieurs :
- Pédiatre : 6 heures par mois
- Psychologue : 10 heures par mois

Crèche Pont d'Issy :
Equipe de 21 personnes, réparties en 21 ETP, dont 16 auprès des enfants, soit un taux de diplômés de 43.8%

Elle est composée de :
- 1 Directrice EJE
- 1 adjointe infirmière

Auprès des enfants :
- 2 Educatrices de Jeunes Enfants
- 1 Psychomotricienne
- 4 Auxiliaires de Puériculture
- 9 Agents Petite Enfance

Equipe technique :
- 2 agents de service
- 1 cuisinier

En plus de l'équipe de crèche, la société fera appel à des intervenants extérieurs :
- Pédiatre : 6 heures par mois
- Psychologue : 10 heures par mois

Les équipes proposées par LIVELI sont de qualité et correspondent bien à la réalité du marché du travail dans le secteur de la Petite Enfance. En effet, tout en étant réaliste en termes de recrutements, les équipes proposées permettent d'affecter plusieurs salariés de rang 1 dans chaque section.

En cas d'absence de professionnels et pour assurer la continuité du service, la société a recours au recrutement de CDD ou à de l'intérim. Pour les remplacements sur courts préavis et en complément, le responsable opérationnel du secteur dispose d'un pool de 2 professionnels volants dont une Educatrice de Jeune Enfant. Dans le cadre du présent marché, la société prévoit de recruter un volant supplémentaire de rang 1 dédié spécifiquement aux crèches d'Issy-les-Moulineaux.

La société LIVELI a mis en place des cursus de formation autour de 3 axes :
- Handicap
- Nutrition
- Développement durable

LIVELI dispose de son propre organisme de formation : PROFORMANCE. Les formations et l'approche pédagogique s'appuient sur les recherches en neurosciences appliquées à la Petite Enfance en partenariat avec l'institut Boris Cyrulnik.

Moyens matériels :

Le candidat s'est engagé à réaliser d'importants travaux de rénovation pour les crèches Cerfs-Volants et Petits Sapeurs. La crèche Pont d'Issy, plus récente, bénéficiera de travaux de rafraichissement.

Pour la crèche Cerfs-Volants, la société LIVELI prévoit un budget d'investissement de 104 066 € pour les travaux et aménagements, ainsi que 28 080 € dédiés au renouvellement du mobilier et du matériel. Cette enveloppe est considérable et permettra de rénover cet équipement qui devient ancien et d'offrir de meilleures conditions d'accueil. A cela s'ajoutent 11 500 € de provisions pour la remise en état des locaux et le renouvellement de matériel en cours de contrat.

En outre, pour la partie fonctionnement, la société prévoit sur la durée du contrat un budget de 47 567 € concernant la fourniture de petit matériel nécessaire à l'exploitation de la crèche et à l'accueil des enfants au quotidien (couches, jeux, jouets…), ainsi qu'un budget de 29 756 € pour l'entretien et les réparations sur la durée du contrat.

Pour la crèche Petits Sapeurs, LIVELI prévoit un budget d'investissement de 153 579 € pour les travaux et aménagements, ainsi que 23 163 € dédiés au renouvellement du mobilier et du matériel. Ces moyens importants doivent permettre de rénover cette crèche pour accueillir les enfants avec plus de confort au quotidien. A cela s'ajoutent 16 981 € de provisions pour la remise en état des locaux et le renouvellement de matériel en cours de contrat.

En outre, pour la partie fonctionnement, la société prévoit sur la durée du contrat un budget de 105 860€ concernant la fourniture de petit matériel nécessaire à l'exploitation de la crèche et à l'accueil des enfants au quotidien (couches, jeux, jouets…), ainsi qu'un budget de 57 263 € pour l'entretien et les réparations sur la durée du contrat.

LIVELI a décidé d'importants travaux pour la rénovation de ces deux crèches qui sont des bâtiments désormais assez anciens. A ce titre, la société compte sur une subvention de la CAF pour financer une partie de ces travaux. Cette proposition permet à la Ville de rénover ces équipements pour un coût moindre tout en garantissant l'accueil des familles dans de meilleures conditions.

Enfin, la crèche Pont d'Issy est un équipement plus récent qui ne nécessite pas autant de travaux de rénovation. LIVELI a prévu un budget d'investissement de 15 828 € de travaux et 12 490 € de renouvellement du matériel en début de contrat. A cela s'ajoutent 24 739 € de provisions pour la remise en état des locaux et le renouvellement de matériel en cours de contrat.

En outre, pour la partie fonctionnement, la société prévoit sur la durée du contrat un budget de 134 325 € concernant la fourniture de petit matériel nécessaire à l'exploitation de la crèche et à l'accueil des enfants au quotidien (couches, jeux, jouets…), ainsi qu'un budget de 95 051 € pour l'entretien et les réparations sur la durée du contrat.

L'offre d'investissement initial de LIVELI est nettement plus intéressante que celle proposée par l'autre candidat et constitue un élément important dans le cadre de l'entretien et la rénovation des équipements de la Ville.

Les plans d'entretien et de renouvellement prévus pour la durée du contrat sont adaptés et cohérents.

B. Un projet d'établissement intéressant et de qualité garantissant notamment la qualité du service rendu aux usagers

Le projet social et pédagogique présenté par la société LIVELI est adapté et s'appuie sur des fondamentaux et des valeurs partagées avec la Ville. Un projet spécifique a été étudié pour chacune des crèches.

A la crèche les Cerfs-Volants, l'accent sera mis sur l'exploitation de l'espace extérieur pour y reproduire des espaces qui répondent aux besoins fondamentaux de l'enfant : motricité, manipulation, construction et déconstruction, imitation, création et détente. Des aménagements et un renforcement de la végétalisation seront réalisés. Ceci afin de mettre l'accent sur l'autonomie de l'enfant.

A la crèche Les Petits Sapeurs, le projet pédagogique s'appuiera sur « La sérénité." Le projet sensoriel a été pensé de façon globale, afin qu'il soit profitable à tous les enfants, toutes sections confondues : l'équipe a souhaité se doter d'un chariot sensoriel pouvant se déplacer d'une section à une autre. Il regroupe à lui seul les 5 sens grâce aux différents matériels qui le compose. Tout le personnel de la crèche sera formé à l'éveil sensoriel et l'utilisation de son chariot par la psychomotricienne de la crèche.

Enfin, à la crèche Pont d'Issy, le projet pédagogique en cours sera conservé dans un premier temps pour réaliser la transition. L'accent sera mis sur le Zen : Les activités sensorielles et de gestion des émotions seront travaillés afin de mieux répondre aux besoins des familles. La crèche bénéficiant d'une salle d'approche Snoezelen l'équipe sera formée à cette approche par la Responsable Pédagogique et la psychomotricienne qui intervient sur les crèches Cerfs-Volants et Petits Sapeurs.

PROJET SOCIAL :

Accueil des familles bénéficiant des minimas sociaux : Pour ces familles, la possibilité d'obtenir une place en crèche apparait comme un facteur fort de retour à l'emploi et de lutte contre la pauvreté.
Ces familles bénéficieront d'un contact privilégié avec les professionnels et des actions d'accompagnement à la parentalité. En collaboration avec le réseau institutionnel local, les professionnels de l'établissement pourront orienter, si besoin, les familles vers des organismes médicaux, sociaux ou de soutien à la parentalité.

Les équipes sont formées aux fondamentaux des neurosciences, en partenariat notamment avec l'Institut Petite Enfance Boris Cyrulnik

Les activités liées au développement durable : Toutes les crèches développent des actions pédagogiques en lien avec le développement durable. LIVELI propose d'inscrire la crèche Pont d'Issy dans la même dynamique que Cerfs-Volants et Petits Sapeurs et de rentrer dans une démarche de labellisation dès la deuxième année du marché

Pour les familles, LIVELI souhaite proposer plusieurs moyens de communication afin de les intégrer à la vie de la crèche : des cafés et des goûters parents ; des conférences sur la parentalité animées par des spécialistes ; des panneaux photos et d'affichage ; des mails envoyés régulièrement. Les familles disposent aussi de « L'espace Parents », une plateforme en ligne dédiée à la structure et sécurisée à destination des familles.

LIVELI souhaite aussi faciliter la pratique de l'allaitement : mobilier et matériel adaptés, possibilité d'apporter le lait maternel à la crèche.

LIVELI présente un règlement de fonctionnement qui reprend celui de la Ville. La société propose des amplitudes horaires journalières d'ouverture bien adaptées aux besoins des familles et au fonctionnement des équipes proposées.

Enfin, LIVELI dispose des protocoles nécessaires au bon fonctionnement des structures et garantissant le respect des règles d'hygiène et de sécurité.

C. Une organisation mise en place pour l'exploitation adaptée et très satisfaisante

L'organisation proposée par LIVELI pour l'exploitation des structures est cohérente et adéquate.

Préparation des repas :

Pour la crèche Les Cerfs-Volants, la restauration se fera en liaison froide avec la société Ansamble, selon ces engagements :

- 40% de produits bio avec un focus sur les produits les plus consommés par les enfants et les plus exposés aux pesticides ; Le Bio est absolu pour les aliments les plus consommés par les tout-petits et en plus grandes quantités :
- 100% des œufs bio ;
- 100% des produits terreux bio (carotte, poireau, betterave, épinard, chou, …) car plus sensibles aux pesticides ;
- 100% des pommes bio : tous les jours dans les purées de fruits (200g) ;
- Huile uniquement de colza bio et d'olive bio ;
- Des produits bio 100% français.
- 2 produits locaux par jour ;
- Du poisson 100% labellisés MSC
- De la viande 100% française et labellisée Bleu Blanc Cœur pour le porc
- 100% de fruits et légumes de saison ;
- Des repas préparés à partir de produits frais et selon des méthodes de cuisine traditionnelle
- Ces engagements permettent d'être conformes à la loi Egalim
- Un repas végétarien par mois
- La possibilité de repas sans viande pour les enfants avec des régimes alimentaires spécifiques
- Lait Gallia

Concernant les barquettes de livraison des repas, LIVELI travaille à leur remplacement par des contenants zéro plastique dès 2022.

Pour les crèches Petits Sapeurs et Pont d'Issy, la préparation des repas se fera sur place, le fournisseur étant Transgourmet.

Dans le cadre de la loi EGALIM, les produits issus de l'agriculture biologique doivent représenter au moins 20% du total de la valeur d'achat (en euros hors taxes) sur les 50% exigés (dont des production "En conversion"). LIVELI s'engage à aller au-delà des exigences de la loi Egalim avec les engagements suivants : 25% de bio en valeur d'achat, 8% de produits BBC et pèche durable ; 20% de produit HVE et labellisés ; soit 53% selon critères EGALIM.

- 40% de produits bio sur le grammage (25% en valeur d'achat au sens de la loi EGALIM) avec un choix du bio pour les aliments les plus sensibles et les consommés par les tout-petits
- Minimum 2 produits locaux par jour c'est-à-dire issus de producteurs situés à moins de 350 kilomètres de d'Issy-les-Moulineaux
- 100% de fruits et légumes de saison
- 100% de viandes françaises
- Porc Bleu Blanc Cœur
- 2 produits locaux chaque jour
- Epicerie bio (farine, sucre…)

Dans le cadre de ce marché, LIVELI s'engage à mettre en place dans les 3 crèches une vaisselle pour le service des enfants sans plastique dès la rentrée 2022.

La société LIVELI a fourni une liste complète des opérations d'entretien et de maintenance du bâtiment, conforme à la liste des équipements techniques fournie en annexe du cahier des charges.

LIVELI s'est engagé sur l'adoption de pratiques et de moyens d'exploitation visant à réduire l'exposition aux perturbateurs endocriniens, aux polluants (produits d'entretien labellisés et écologiques).

Par ailleurs, la société s'est engagée, ainsi qu'au nom de ses fournisseurs, à employer des produits et des denrées reposant sur des labels assurant limiter la souffrance animale et faisant une exploitation durable et raisonnée des ressources naturelles et animales.

D. Des conditions financières avantageuses

Sur la durée du contrat, LIVELI présente une offre financière compétitive.

Synthèse des coûts, sur la durée du contrat :

	LIVELI
Redevance versée pour la mise à disposition des locaux	2 460 750 €
Participation brute de la Ville	3 674 388 €
Participation totale nette de la Ville (déduction faite de la Redevance)	1 213 638 €
Participation des Entreprise (vente de berceaux)	1 316 667 €
Coût brut du Berceau (première année pleine, puis décroissant)	7 961 €
Coût net du berceau (première année pleine, puis décroissant)	2 887 €

Le coût du berceau pour la Ville est attractif au regard de la qualité de l'offre et des prix pratiqués sur le territoire.

Les hypothèses de taux d'occupation et de facturation sont réalistes. De même, LIVELI prévoit la commercialisation des 30 places prévues pour des entreprises (sur les 127 places des trois crèches) au prix moyen de 10 000 €. Ce tarif correspond à celui pratiqué par la majorité des acteurs sur le territoire. Ces données constituent un objectif de recettes réaliste et permettent de considérer l'offre comme étant de qualité.

Pour les subventions de la Caisse d'Allocations Familiales et du Conseil Départemental, le prévisionnel d'heures est cohérent.

Les redevances sont justifiées et seront de :
- ❖ Cerfs-Volants : = 78 000€ TTC soit 322€/m²
- ❖ P'tits Sapeurs : = 150 480€ TTC soit 330€/m²
- ❖ Pont d'Issy : = 263 805€ TTC soit 330€/m²

Les charges et les recettes présentées dans le compte d'exploitation sont bien estimées et en cohérence avec l'offre qualitative proposée.

En ce qui concerne la société PEOPLE AND BABY :

Les moyens humains proposés sont satisfaisants par rapport aux attentes de la Ville :

Crèche Cerfs-Volants :
Equipe de 10 personnes, réparties en 8.41 ETP, dont 6.5 auprès des enfants, avec un taux de diplômés de 52%

Crèche Petits Sapeurs :
Equipe de 19 personnes, réparties en 17.87 ETP, dont 13.37 auprès des enfants, avec un taux de diplômés de 45%

Crèche Pont d'Issy :
Equipe de 23 personnes, réparties en 21.7 ETP, dont 16.7 auprès des enfants, avec un taux de diplômés de 44%

Cependant, l'offre de LIVELI propose un meilleur taux de diplômés que l'offre de People and Baby.

Les autres propositions relatives aux moyens humains affectés (recrutement, politique RH, formation) sont conformes.

People and Baby présente une offre de qualité concernant le contenu du projet d'établissement et son offre alimentaire est bien structurée.

Concernant les moyens humains et l'organisation mise en place pour la reprise en gestion des structures, ceux-ci sont satisfaisants.

L'offre présentée pour la gestion technique du bâtiment est adaptée et conforme aux descriptions techniques fournies en annexe du cahier des charges.

	PEOPLE AND BABY
Redevance versée pour la mise à disposition des locaux	1 325 726 €
Participation brute de la Ville	3 072 727 €
Participation totale nette de la Ville (déduction faite de la Redevance)	1 747 001 €
Participation des Entreprise (vente de berceaux)	1 231 151 €
Coût brut du Berceau (première année pleine, puis décroissant)	6 969 €
Coût net du berceau (première année pleine, puis décroissant)	4 237 €

L'offre financière de la société People and Baby est satisfaisante, mais si les deux candidats indiquent avoir faits de grands efforts commerciaux lors des négociations, par exemple sur leurs frais de siège, l'offre de LIVELI reste, à ce titre, la plus intéressante sur le montant des investissements réalisés pour la rénovation des locaux avec un coût nettement moins élevé pour la Ville.

Moyens matériels :

Pour la crèche Cerfs-Volants, la société People and Baby prévoit un budget d'investissement de 52 448 € (travaux, mobilier et matériel) pour la reprise.

En outre, pour la partie fonctionnement, la société prévoit sur la durée du contrat un budget de 43 953 € concernant la fourniture de petit matériel nécessaire à l'exploitation de la crèche et à l'accueil des enfants au quotidien (couches, jeux, jouets…), ainsi qu'un budget de 19 774 € pour l'entretien et les réparations sur la durée du contrat.

Pour la crèche Petits Sapeurs, People and Baby prévoit un budget d'investissement de 75 973 € pour les travaux et le matériel.

En outre, pour la partie fonctionnement, la société prévoit sur la durée du contrat un budget de 103 082 € concernant la fourniture de petit matériel nécessaire à l'exploitation de la crèche et à l'accueil des enfants au quotidien (couches, jeux, jouets…), ainsi qu'un budget de 41 288 € pour l'entretien et les réparations sur la durée du contrat.

Enfin, pour la crèche Pont d'Issy People and Baby a prévu un budget d'investissement de 5 552 € de travaux et de renouvellement du matériel.

En outre, pour la partie fonctionnement, la société prévoit sur la durée du contrat un budget de 131 477 € concernant la fourniture de petit matériel nécessaire à l'exploitation de la crèche et à l'accueil des enfants au quotidien (couches, jeux, jouets…), ainsi qu'un budget de 61 165 € pour l'entretien et les réparations sur la durée du contrat.

Les montants prévus pour les trois crèches dans l'offre de LIVELI sont d'une manière générale nettement supérieurs à ceux de l'offre People and Baby.

Les plans d'entretien et de renouvellement prévus pour la durée du contrat sont adaptés et cohérents.

IV- L'ECONOMIE GENERALE DU CONTRAT

CHAPITRE 1 : OBJET ET DUREE DU CONTRAT

Article 1 - Objet

La VILLE d'Issy-les-Moulineaux confie au CONCESSIONNAIRE, à titre exclusif et pour la durée précisée ci-après, la gestion et l'exploitation par affermage de ces trois crèches, d'une capacité totale de 127 berceaux, répartie sur chacune des crèches en deux ou trois sections, et pouvant accueillir des enfants âgés de 2 mois et demi à 4 ans, et 5 ans selon cas particuliers :

- Cerfs-Volants, sise 15, rue Victor Hugo :
    - Section bébés : 10 places
    - Section moyens/grands : 10 places

- P'tits Sapeurs, sise 98, boulevard Galliéni :
    - Section bébés : 14 places
    - Section moyens : 16 places
    - Section grands : 17 places

- Pont d'Issy, sise ZAC du Pont d'Issy au 100, rue Camille Desmoulins :
    - Section bébés : 20 places
    - Section moyens : 20 places
    - Section grands : 20 places.

Les droits d'exploitation du service consistant en :

- le recrutement, la gestion et la rémunération du personnel des structures dans son ensemble (congés, formations…),
- l'accueil des familles et des enfants respectant les règles fixées par la Protection Maternelle et Infantile, ainsi que toutes les dispositions de la législation en vigueur,
- les demandes et le recouvrement des subventions de fonctionnement,
- la facturation et l'encaissement des participations familiales,
- l'élaboration et la fourniture de repas adaptés aux tout-petits (recommandations du GEM-RCN),
- le contrôle diététique des repas et la réalisation à ses frais des contrôles microbiologiques prévus par la réglementation,
- le contrôle de l'hygiène, l'application de la méthode « H.A.C.C.P. » et la mise en place d'un Plan de Maîtrise Sanitaire,
- l'entretien et le nettoyage des locaux respectant l'hygiène nécessaire à l'accueil d'enfants de moins de 4 ans, ainsi que des espaces et équipements extérieurs,
- les contrôles relatifs à la qualité de l'air à ses frais conformément à la règlementation en vigueur,
- l'organisation de réunions d'informations destinées aux familles,
- l'élaboration et le suivi d'un projet d'établissement, incluant le projet pédagogique et le règlement intérieur conformes aux préconisations de la VILLE et de la CAF des Hauts-de-Seine,

- la mise en place d'outils de communication,
- l'aménagement et l'équipement intérieur et extérieur des crèches,
- l'entretien et la maintenance des équipements techniques, matériels et mobiliers mis à disposition,
- l'acquisition et l'entretien du matériel et mobilier nécessaire à l'exploitation.

L'ensemble des installations de nature mobilière et/ou immobilière affectées à l'exploitation de ce service, dans les conditions ci-après définies, sont :

- les installations et ouvrages existants,
- les renouvellements d'équipements qui pourront être effectués en cours de jouissance du CONCESSIONNAIRE.

Article 2 - Durée

Le contrat d'affermage prend effet à compter de sa date de notification jusqu'au 31 juillet 2027 sous réserve :

- de sa signature, de sa transmission au représentant de l'État et de sa notification au concessionnaire ;

- de l'obtention par le concessionnaire de l'agrément du service de Protection Maternelle et Infantile (P.M.I.) du Conseil Départemental des Hauts-de-Seine avant l'accueil des enfants, condition obligatoire à la continuité du contrat sauf avis contraire de la Ville.

- De la signature par le CONCESSIONNAIRE d'une convention de financement de « Prestation de Service Unique » (P.S.U.) avec la Caisse d'Allocations Familiales (C.A.F.) des Hauts-de-Seine. Dans le cas où ce dernier ne pourrait être obtenu dans un délai de neuf (9) mois à compter de la notification du contrat, celui-ci sera automatiquement résilié sans que le concessionnaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

Le CONCESSIONNAIRE supporte par ailleurs toutes les conséquences liées à un retard dans le début d'exploitation des crèches, qui lui seraient imputables.

Conformément à l'article L. 1411-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, le contrat ne pourra pas être renouvelé par tacite reconduction mais pourra être prolongé exceptionnellement dans les conditions fixées par cet article.

Article 3 - Documents contractuels

Le contrat d'affermage ainsi que ses documents annexes ont valeur contractuelle.

Les documents suivants sont annexés au contrat d'affermage :
- les comptes d'exploitation prévisionnels sur la durée du contrat, établis conformément aux comptes d'exploitation type annexé,
- le plan des locaux,
- l'inventaire des biens mis à disposition par la VILLE au CONCESSIONNAIRE, élaboré dans le délai d'un mois à compter de la prise de possession des locaux,
- le descriptif des installations techniques,
- le contrat de financement de P.S.U. conclu entre le CONCESSIONNAIRE et la C.A.F. des Hauts-de-Seine,
- le projet d'établissement comprenant le projet pédagogique et le règlement intérieur élaboré par le CONCESSIONNAIRE et validé par la VILLE,

- l'avis favorable du service de Protection Maternelle et Infantile (P.M.I.) du Conseil Départemental obtenu par le CONCESSIONNAIRE,
- l'offre alimentaire

Le contrat d'affermage et ses annexes sont interprétés au regard des principes du droit des concessions de service public et des règles générales applicables aux contrats administratifs.

Article 4 - Responsabilités

Le CONCESSIONNAIRE gère le service public à ses risques et périls.

Le CONCESSIONNAIRE est entièrement responsable de l'exécution des prestations décrites dans le présent contrat, tant à l'égard de l'autorité concédante que des usagers et des tiers. Il répond de tous dommages résultant de l'exploitation des ouvrages et du service public. Il garantit l'autorité concédante de toutes condamnations éventuelles prononcées à l'encontre de cette dernière ou sommes mises à sa charge, pour des dommages trouvant leur origine dans l'exécution, l'inexécution ou la mauvaise exécution des missions qui lui sont confiées.
Le seul cas d'exonération de la société concessionnaire est la force majeure.

Article 5 - Capital de la Société concessionnaire

La répartition du capital de la Société concessionnaire est maintenue au moins pendant une durée de deux années à compter de la date de prise d'effet de l'exploitation.

Le contrat est conclu intuitu personae, en considération des qualités et capacités des actionnaires majoritaires de la société concessionnaire. Toute modification de la répartition du capital de la société ayant pour effet direct ou indirect de faire perdre le contrôle de la société par un ou plusieurs desdits actionnaires, est subordonnée à l'information préalable et écrite de l'autorité concédante, qui pourra alors demander des garanties financières et techniques équivalentes.

Dans cette hypothèse, la Société concessionnaire doit informer l'autorité concédante, dans le délai de 15 jours calendaires à compter de la modification de la répartition du capital de la société.
Le non-respect de ces obligations peut être sanctionné par la déchéance.

Les dispositions relatives à la répartition du capital de la société dédiée sont inscrites à l'article 60 du présent contrat.

Article 6 - Sous-traitance

Le CONCESSIONNAIRE ne peut pas sous-traiter les missions globales d'exploitation qui lui sont dévolues par le cahier des charges. En revanche, il peut sous-traiter à des tiers une partie des tâches qui lui sont confiées à la condition expresse que celui-ci conserve pour lui-même l'entière responsabilité du service et qu'il y ait été préalablement autorisé par la VILLE. Le défaut de réponse de la VILLE ne pourra en aucun cas valoir accord de celle-ci.

Toutefois, dans un souci de continuité du service et afin de permettre au CONCESSIONNAIRE une meilleure réactivité, les contrats suivants pourront être souscrits librement, sans accord préalable de la VILLE :
- Contrats de maintenance ;
- Contrats de vérifications périodiques et de formation incendie ;
- Contrats de fournisseurs de denrées brutes sous réserve du respect de l'offre alimentaire.

La sous-traitance ne peut, en tout état de cause, porter que sur la fourniture de prestations

définies et non sur l'ensemble du service faisant l'objet du contrat.

Le CONCESSIONNAIRE fait son affaire de tout contentieux qui pourrait survenir du fait ou à l'occasion de cette sous-traitance.
Le sous-traitant ne peut lui-même sous-traiter.

Article 7 - Exclusivité

La concession confère à l'exploitant l'exclusivité de l'exploitation et de la gestion des crèches dans le périmètre défini par le présent contrat.

CHAPITRE 2 : MOYENS D'EXPLOITATION DU SERVICE

Article 8 - Moyens immobiliers

La VILLE met à la disposition du CONCESSIONNAIRE, les terrains, ouvrages immobiliers, installations et matériels dont elle est propriétaire ou qui ont été mis à sa disposition et qui sont nécessaires à l'exploitation du service. Ces biens donnent lieu à l'établissement d'un inventaire contradictoire dans un délai d'un (1) mois à compter de la date de prise de possession des locaux.

Est annexée au présent contrat les plans des crèches.

Descriptif des locaux de la crèche **« Cerfs-Volants »** :

- Locaux communs ou techniques : surface 103.3 m²
- Locaux section des bébés/moyens : surface utile 68.7 m²
- Locaux section des moyens/grands : surface 70 m²

TOTAL SURFACE UTILE : **242 m²**

- Espaces extérieurs en sol souple avec une cabane : 53.40 m²
- 1 cave

La crèche fait partie d'un ensemble immobilier géré par un syndic de copropriété (Cabinet LOISELET&DAIGREMONT). Avant toutes transformations extérieures, les accords préalables de la VILLE et du syndicat sont nécessaires.

Descriptif des locaux de la crèche **« P'tits Sapeurs »** :

- Locaux communs ou techniques : surface 174.15 m²
- Locaux section des bébés : surface utile 72.5 m²
- Locaux section des moyens : surface 92 m²
- Locaux section des grands : surface 117 m²

TOTAL SURFACE UTILE : **455.65 m²**

- Espaces extérieurs en sol souple avec une cabane (12m²) environ 180 m²
- 1 place de parking

La crèche fait partie d'un ensemble immobilier géré par un syndic de copropriété (Cabinet Delaire). Avant toutes transformations extérieures, les accords préalables de la VILLE et du syndicat sont nécessaires.

Descriptif des locaux de la crèche **« Pont d'Issy »** :

- Locaux communs ou techniques : surface utile 361 m²
- Locaux section des bébés : surface utile 142.61 m²
- Locaux section des moyens : surface utile 152.1 m²
- Locaux section des grands : surface utile 143.7 m²

TOTAL SURFACE UTILE : **561,91 m²**

- Espaces extérieurs : 180 m²

La crèche fait partie d'un ensemble immobilier géré par une Association Syndicale Libre (ASL). Avant toutes transformations extérieures, l'accord préalable de la VILLE et de l'ASL est nécessaire.

Le CONCESSIONNAIRE prend l'ensemble de ces biens en charge dans l'état où ils se trouveront lors de la prise de possession des locaux sans pouvoir se prévaloir de cet état pour se soustraire à l'une quelconque de ses obligations.

D'autre part, le CONCESSIONNAIRE ne peut se prévaloir d'une différence entre l'inventaire susmentionné, qui sera annexé au contrat à conclure, et l'ensemble des biens effectivement mis à sa disposition pour remettre en cause le contrat ou ses conditions financières, sauf si cette différence se révélait suffisamment importante pour modifier l'économie générale du contrat d'affermage et sa conformité aux présentes caractéristiques des prestations.

Article 9 - Utilisation des locaux

Les locaux mis à la disposition du CONCESSIONNAIRE devront être utilisés conformément à l'objet du service délégué.

A titre dérogatoire, le CONCESSIONNAIRE pourra utiliser ces locaux pour des prestations à caractère particulier, sous réserve d'obtenir au préalable l'accord exprès de la VILLE.

Article 10 - Fluides – Téléphonie – Charges de copropriété

Pour chacun des sites, le CONCESSIONNAIRE souscrit un abonnement pour l'électricité, l'eau ainsi que pour une ligne téléphonique extérieure et toutes lignes utiles ou accès internet. Le concessionnaire aura l'obligation d'effectuer les démarches nécessaires afin d'opérer le transfert de la ligne téléphonique pour conserver le numéro de téléphone actuel des structures.

Le délégataire aura également à sa charge les dépenses liées à ses consommations en chauffage.

CERFS-VOLANTS :

Les locaux sont chauffés par des convecteurs électriques. L'eau chaude est produite par 1 chauffe-eau électrique.
Le concessionnaire a également à sa charge les dépenses liées à ses consommations en chauffage.

Les charges générales de l'immeuble dont un locataire est redevable mais qui sont facturées à la Ville par le gestionnaire immobilier font l'objet d'un titre de recette émis par la VILLE à destination du concessionnaire. Il doit les payer dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception du titre par ses soins.

A titre d'informations, la Ville a refacturé 5 553,60 € pour l'année 2020 et 5 553,62 € pour 2019.

P'TITS SAPEURS

Les locaux sont chauffés par des convecteurs électriques. L'eau chaude sanitaire est produite par 1 chauffe-eau électrique.
Le concessionnaire a également à sa charge les dépenses liées à ses consommations en chauffage.

Les charges générales de l'immeuble dont un locataire est redevable mais qui sont facturées à la Ville par le gestionnaire immobilier font l'objet d'un titre de recette émis par la VILLE à destination du concessionnaire. Il doit les payer dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception du titre par ses soins.

A titre d'information, la Ville a refacturé 4 649,19€ au délégataire en 2020 et 4 789,05 € en 2019.

PONT D'ISSY

Les besoins en eau chaude sanitaire sont satisfaits par une sous-station de chauffage et d'eau chaude sanitaire dont l'entretien incombe au concessionnaire.

Le concessionnaire a également à sa charge les dépenses liées à ses consommations en chauffage (planchers chauffants hydrauliques – raccordement au réseau de chauffage urbain par l'intermédiaire d'une sous-station – radiants hydrauliques dans les plafonds).

Les charges générales de l'immeuble dont un locataire est redevable mais qui seront facturées à la Ville par le gestionnaire immobilier feront l'objet d'un titre de recette émis par la Ville à destination du concessionnaire. Il devra les payer dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception du titre par ses soins.

CHAPITRE 3 : OBLIGATIONS A LA CHARGE DU CONCESSIONNAIRE

Article 11 - Exploitation du service – Aménagement des locaux – Principes généraux

Le CONCESSIONNAIRE exploite le service dont la gestion lui est déléguée à ses frais et risques en respectant toutes les clauses, charges et obligations du contrat d'affermage.

Il doit assurer la sécurité, le bon fonctionnement et la continuité du service, la qualité de l'accueil des enfants et de leurs parents pendant toute l'année.

Le CONCESSIONNAIRE a en charge l'aménagement et l'équipement intérieur et extérieur des crèches.

Les biens mis à disposition par la VILLE sont listés en annexe du présent contrat.

Article 12 - Respect des principes de la République dans l'exploitation du service

Conformément aux dispositions de l'article 1-II de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021, le CONCESSIONNAIRE est tenu d'assurer l'égalité des usagers devant le service exécuté et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. Il prend les mesures nécessaires à cet effet et, en particulier, il veille à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le CONCESSIONNAIRE veille également à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public s'assure du respect de ces obligations. Il est tenu de communiquer à la VILLE chacun des contrats de sous-traitance ou de sous-concession ayant pour effet de faire participer un sous-traitant ou un sous-concessionnaire à l'exécution de la mission de service public.

Article 13 - Préparation des repas

Les crèches Petits Sapeurs et Pont d'Issy sont équipées d'une cuisine de préparation sur place et la crèche Cerfs-Volants est en liaison froide. Les trois crèches disposent d'une biberonnerie.

Le CONCESSIONNAIRE doit affecter les moyens humains et matériels nécessaires à ces prestations. Il est possible que le personnel en charge de la préparation des repas soit salarié de l'entreprise qui fournit les repas et gouters à la crèche.

En référence aux mesures de la loi EGALIM relatives à la restauration collective, le CONCESSIONNAIRE dispose d'un plan d'alimentation exigeant en termes de produits durables et biologiques et d'un plan d'actions progressif de substitution aux matières plastiques. Ce plan concerne tant les emballages des denrées livrées (notamment les contenant alimentaires de préparation en liaison froide), que les plateaux, vaisselle et couverts utilisés pour les repas des enfants.

Il doit faire les démarches administratives nécessaires, préalablement au commencement d'activité (déclaration d'activité auprès de la Direction Départementale de la Protection des Populations).

Afin d'assurer l'hygiène et la sécurité sanitaire de ses productions, le CONCESSIONNAIRE met en place un Plan de Maîtrise Sanitaire pour chacune des crèches.

Le CONCESSIONNAIRE prend en charge et assure le suivi des contrôles microbiologiques et audits de cuisine, au minimum :
- 2 prélèvements alimentaires par semestre ;
- 2 prélèvements de surface par semestre ;
- 1 analyse physico-chimique et bactériologique de l'eau par an
- 2 recherches de légionnelle (prélèvements en cuisine et salles de change) par an ;
- 1 audit hygiène et qualité (cuisine et biberonnerie) par an.

Article 14 - Attributions des places et admission des enfants

La VILLE a la maîtrise des attributions des 97 places et désigne elle-même les familles bénéficiaires, dans le respect de l'équilibre des sections et des âges des enfants.

La VILLE autorise le concessionnaire à commercialiser 30 berceaux à des entreprises. L'entreprise réservataire ou le salarié bénéficiaire de la place en crèche doit être impérativement isséens.

La répartition des berceaux réservés à la Ville et ceux à commercialiser aux entreprises s'opère de manière équitable en fonction des tranches d'âges.

En effet, dans le cadre du suivi des effectifs des enfants accueillis, la Direction de la crèche informe la Ville lorsque de nouvelles admissions d'enfants placent la crèche en situation de sureffectif, y compris dans le cadre prévu par l'agrément de la crèche et selon les proportions validées par la PMI. Ceci concerne aussi bien les places réservées à la Ville que celles réservées aux entreprises. L'admission des enfants, à partir du moment où la crèche a atteint la capacité prévue par son agrément, se fera alors après accord de la Ville systématiquement.

Le concessionnaire soumet à la Ville en janvier de chaque année une proposition de répartition des places « entreprises ». La Ville se réserve le droit de modifier librement cette répartition entre les tranches d'âge et entre les 3 crèches.

Dans le cadre de la passation des contrats de réservation avec les entreprises, le titulaire doit s'assurer que leurs échéances (terme du contrat ou possibilité de mettre un terme au contrat par système de reconduction notamment) coïncident avec le terme du contrat de concession de service public.

L'admission de l'enfant est validée après la visite médicale faite par le médecin des crèches en présence des parents.

Une période minimum d'adaptation est obligatoire avant l'entrée en crèche.

Article 14.1 - Règles d'attribution des places en crèches :

- Concernant l'attribution des places à temps plein (4 et 5 jours d'accueil par semaine) :

Le directeur d'établissement doit communiquer les places disponibles, dès qu'il en a connaissance, à la VILLE.
La VILLE a la maitrise totale et la responsabilité de ces placements.
Néanmoins, le directeur a la possibilité de faire des propositions de familles qu'il aurait rencontrées et qui pourraient correspondre à la tranche d'âge souhaitée.

- Concernant l'attribution des places à temps partiels (1/2 journée, 1 jour, 2 jours, 3 jours par semaine) ou occasionnelles (vacances) :

De la même façon, le directeur doit communiquer les places disponibles à la VILLE pour information ainsi que la période le cas échéant.
Ces attributions restent, dans tous les cas, soumises à la validation de la VILLE.

Article 14.2 - Incapacité de commercialiser les places réservataires

Il s'agit du cas où le CONCESSIONNAIRE est dans l'incapacité de commercialiser une ou plusieurs places entreprises quelle que soit la raison.

La VILLE peut être sollicitée par le CONCESSIONNAIRE afin d'attribuer (en plus de son propre quota) directement ces places à des familles isséennes dans la limite de 3 berceaux maximum (soit 10% du quota places entreprises).

Il n'y aura pas de participation financière versée par la VILLE au titre de ces attributions.
Cependant, le CONCESSIONNAIRE percevra les participations familiales, les subventions de la CAF et du Conseil Départemental.

Les enfants concernés par les attributions, décidées dans ce cadre bien précis, sont réaffectés dans le quota des places VILLE sous conditions.
Cette intégration dans les effectifs VILLE est soumise à la commission d'attribution du mois de mai qui suit la date d'entrée de l'enfant dans la structure, pour une prise d'effet au 1er septembre suivant.

Cet accord sera confirmé par un écrit de la VILLE adressé au CONCESSIONNAIRE.

Dès que les enfants sont intégrés au quota VILLE, le CONCESSIONNAIRE récupère les places ainsi libérées, et est libre de les commercialiser à nouveau à des entreprises.

Le CONCESSIONNAIRE qui ne commercialise pas toutes ses places « entreprises » peut en faire bénéficier des familles isséennes « directement » (hors participation de la Ville et de leur employeur). Cette pratique est soumise à l'accord express et préalable de la VILLE et n'est possible que si l'accueil de l'enfant est garanti jusqu'à son entrée à l'école.

La répartition des places dédiées à la réservation par des entreprises peut être réétudiée au cours du contrat, l'accord de la Ville demeurant nécessaire pour toute nouvelle répartition.

Article 15 - Catégories d'usagers

Le CONCESSIONNAIRE est tenu d'accueillir des enfants âgés de 2 mois et demi à 4 ans, et 5 ans selon cas particuliers.

Article 16 - Jours, amplitude horaire d'ouverture et fermetures

Le CONCESSIONNAIRE doit ouvrir au minimum 11 heures par jour et du lundi au vendredi.
Les périodes de fermeture sont par principe conformes à celles des structures municipales.

Les amplitudes horaires actuelle des structures sont :
- CERFS-VOLANTS : de 8h à 19h30 du lundi au vendredi ;
- P'TITS SAPEURS : de 7h30 à 19h30 du lundi au vendredi.
- PONT D'ISSY : de 8h à 19h du lundi au vendredi

Les horaires d'ouverture et de fermeture des structures pourront être modifiés en cours d'exécution s'il s'avère qu'ils ne répondent pas aux besoins des usagers.

Il est prévu 4 semaines de fermeture annuelle des structures et 2 journée pédagogiques par an.

Les périodes de fermeture sont par principe conformes à celles des structures municipales.
Des périodes supplémentaires de fermeture peuvent être envisagées d'un commun accord, sans qu'il soit nécessaire de passer un avenant à la convention.

Article 17 - Suivi médical/Vaccination

Le médecin de la crèche assure le suivi des enfants à titre préventif et les visites d'admission en crèche.

Il appartiendra au médecin de la crèche de prévenir le médecin traitant si l'enfant est malade ou s'il juge opportun de faire pratiquer des examens complémentaires.

Le CONCESSIONNAIRE doit s'assurer du respect du calendrier des vaccinations obligatoires en collectivité.

Si l'état de santé de l'enfant contre-indique l'une ou l'autre de ces vaccinations, un certificat médical mentionnant les motifs et la durée de la contre-indication devra être exigé par le CONCESSIONNAIRE.

Maladie de l'enfant :

Si un enfant présente des symptômes inhabituels à l'arrivée ou dans la journée, il appartient au directeur d'apprécier s'il peut être gardé ou non à la crèche. Les parents sont prévenus.

Un enfant ne pourra être gardé en crèche durant le cours d'une maladie qu'après avis du médecin de la crèche.

En cas de maladie contagieuse, le directeur devra mettre en œuvre les mesures qui s'imposent au niveau de la crèche.

Médicaments :

Le CONCESSIONNAIRE demande aux parents que le médecin traitant prenne en compte l'accueil de l'enfant en crèche dans la prescription du traitement.

Le CONCESSIONNAIRE respecte les obligations inscrites aux articles R 4312-29, R 4311-4 et R4311-5 du Code de la santé publique ainsi que la Circulaire n° 99-320 du 4 juin 1999 relative à l'administration des médicaments.

Urgence médicale :

Pour les cas d'urgence, la directrice demande aux parents une attestation écrite autorisant le transfert vers l'hôpital pédiatrique le plus proche et tout geste médical ou chirurgical.

Article 18 - Accompagnement psychologique et psychomoteur

La Ville souhaite que l'équipe et les familles de chacune des trois structures soient accompagnées d'intervenants pluridisciplinaires tels que :

- Un psychologue : en liaison avec l'équipe et les parents, il contribue à la bonne adaptation des enfants et à leur épanouissement. Il peut rencontrer les parents pour les éclairer sur le comportement de leur enfant et leur donner des conseils psycho-éducatifs. Il a un rôle de prévention et d'observation des enfants en section et assure un rôle de dépistage des troubles du développement psychique ou physique. Le cas échéant, il assure le lien avec d'autres partenaires (médecin, service hospitalier, PMI, CAMPS…). Il intervient aussi auprès de l'équipe où il soutient le travail de chaque professionnel(le).

- Un psychomotricien : il accompagne les équipes dans l'aménagement de l'espace, la proposition d'activités favorisant l'éveil et le développement psychomoteur de l'enfant. Il forme et anime l'équipe aux côtés des éducateurs de jeunes enfants. Il est soutien dans l'accompagnement de l'accueil des enfants en situation de handicap.

Le volume horaire et le type d'intervenants pourront évoluer en cours de contrat pour s'adapter aux besoins de l'équipe de crèche. Ces modifications ne peuvent avoir lieu qu'après accord préalable de la VILLE sans qu'il soit nécessaire de faire un avenant.

Article 19 - Projet d'établissement et projet pédagogique

Le CONCESSIONNAIRE élabore un Projet d'Etablissement, pour chacune des trois crèches, qui met en avant les actions sociales, éducatives et pédagogiques qui sont menées au sein de chacun des établissements d'accueil.

Le projet d'établissement doit comprendre les éléments prévus à l'article R 2324-29 du Code de la Santé Publique.

Plus particulièrement, le projet d'établissement détaille les engagements du CONCESSIONNAIRE sur les thèmes suivants :

- Concernant les produits d'hygiène, les couches, les articles de puériculture, le CONCESSIONNAIRE présente les labels et certification des produits et de ses fournisseurs.
- Concernant les produits d'entretien, le CONCESSIONNAIRE présente les labels et certification des produits et de ses fournisseurs, ainsi que les pratiques et moyens qui sont mis en œuvre.
- Concernant la qualité de l'air intérieur, le CONCESSIONNAIRE détaille les actions mises en œuvre pour sa surveillance et dans le cadre du Plan d'action sur la qualité de l'air intérieur (troisième Plan national santé environnement)
- **Concernant la réduction des perturbateurs endocriniens** (produits chimiques de synthèse), priorités dans le 4ème Plan National Santé Environnement 2020/2024. Elle concerne plus particulièrement les publics sensibles tels que les jeunes enfants. C'est un objectif de santé publique et d'environnement. On retrouve les perturbateurs endocriniens dans de nombreux objets et produits (formaldéhyde, benzène, bisphénol A et phtalates par exemple). Cela peut notamment s'appliquer dans le choix des matériaux (lors des travaux, choix des jeux et jouets, éléments de cuisine et vaisselle…)
- **Des démarches écologiques** (choix des produits alimentaires, réduction des emballages et des contenants en plastique, lutte contre le gaspillage alimentaire, sélection des produits de soin et d'entretien, sensibilisation des enfants aux activités en plein air et en contact avec la nature)
- **Du bien-être animal** (choix de produits labellisés indiquant des conditions d'élevage durable ou des produits d'hygiène n'ayant pas fait l'objet d'expérimentation sur les animaux).

Le CONCESSIONNAIRE présente le projet pédagogique de chacun des établissements mettant en avant notamment des pratiques innovantes.

Article 20 - Accueil des familles et présentation de la crèche aux familles

La direction de la structure peut être sollicitée par la Ville afin d'accorder des rendez-vous pour présenter le mode d'accueil en établissement collectif aux familles pouvant prétendre à une place en crèche (à la suite de son inscription en Mairie) au centre administratif municipal.

Le CONCESSIONNAIRE tient des réunions d'information collective ou individuelle pour les parents dont l'enfant vient d'être admis en crèche.

Le CONCESSIONNAIRE est tenu de transmettre les évènements intervenus dans la journée de l'enfant auprès des familles.

Article 21 - Règlement de fonctionnement

Un règlement de fonctionnement, propre à chacune des trois structures, approuvé par la VILLE et conforme aux préconisations de la CAF, définit les règles applicables au service. Au plus tard 2 mois avant chaque rentrée de crèche, le nouveau règlement applicable doit être soumis au préalable à l'approbation de la VILLE.

Toute modification du règlement de fonctionnement demandée par le CONCESSIONNAIRE est soumise à l'approbation de la VILLE. Toute demande de modification du règlement de fonctionnement par la VILLE est communiquée au CONCESSIONNAIRE et la modification doit avoir lieu dans le délai de sept (7) jours à compter de la réception par le CONCESSIONNAIRE de cette demande.

Article 22 - Police, hygiène et sécurité

Article 22.1 - Réglementation en matière de police générale

Le CONCESSIONNAIRE s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment applicable en matière de police, d'hygiène et de sécurité, de sorte que la VILLE ne puisse être inquiétée ni voir sa responsabilité recherchée.

Le CONCESSIONNAIRE s'engage, de manière générale, en dehors des travaux éventuellement pris en charge par la VILLE avant la prise de possession des lieux par le CONCESSIONNAIRE, à assurer la conformité permanente des locaux mis à sa disposition avec les lois, règlements et prescriptions administratives applicables, en vigueur ou à venir.

Le CONCESSIONNAIRE s'engage à assurer la préservation et la conservation des dépendances du domaine public qui lui sont confiées au terme de la future convention.

Dans le cadre de la gestion des locaux et des équipements mis à la disposition du CONCESSIONNAIRE et nécessaires au fonctionnement des structures, celui-ci doit respecter les autorisations accordées par les administrations de contrôle (services de P.M.I., services vétérinaires…). Il lui appartient de prendre toute mesure nécessaire et d'en informer la collectivité.

Article 22.2 - Réglementation en matière d'hygiène et de sécurité

Ces établissements, de type R, sont classés en 5ème catégorie et relèvent des dispositions du règlement de sécurité du 25 juin 1980 modifié.

Le CONCESSIONNAIRE s'engage à respecter et faire respecter les règles d'hygiène et de sécurité qui lui sont applicables à raison :
- de son activité,
- des personnes qu'il emploie,
- des populations qu'il accueille,
- de la nature des locaux qui sont mis à sa disposition par la VILLE.

Le CONCESSIONNAIRE reconnaît par avance qu'il a une parfaite connaissance de la réglementation qui lui est applicable, les présents développements n'ayant simplement pour objet que d'identifier et spécifier certaines de ces obligations impératives et substantielles, pour certaines activités présentant des risques particuliers.

Hygiène et sécurité et nature de l'activité exercée

LE CONCESSIONNAIRE s'engage impérativement à respecter, et faire respecter, l'ensemble des règles d'hygiène et de sécurité auxquelles il est tenu à raison de la nature particulière de l'activité qu'il entend exercer dans l'enceinte des locaux mis à sa disposition.

LE CONCESSIONNAIRE s'engage, notamment :

- Lorsque son activité le conduit à assurer **un service de restauration**, à respecter les prescriptions issues de l'arrêté ministériel du 21 décembre 2009 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, de produits d'origine animale et denrées alimentaires en contenant.

- Lorsque son activité le conduit à assurer **un service d'accueil des populations fragiles (jeunes enfants)**, à respecter les dispositions légales et réglementaires spécifiquement applicables à ce type de population, notamment les obligations inscrites au décret n°2000-762 du 1er août 2000, au décret n°2007-230 du 20 février 2007 et au décret n°2010-613 du 7 juin 2010 relatifs aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans.

Hygiène et sécurité et personnes employées ou amenées à intervenir dans les locaux

LE CONCESSIONNAIRE s'engage à prendre toutes les dispositions pour assurer la prévention des accidents susceptibles d'intervenir dans les locaux désignés à la présente convention, tant à l'égard des personnes qu'il emploie habituellement qu'envers les personnels d'entreprise extérieures intervenant ponctuellement.

LE CONCESSIONNAIRE s'engage ainsi à assurer :

- **La prévention des risques en matière de sécurité au travail,**
  notamment incendie, en contrôlant l'usage ou l'utilisation des matériaux, de l'électricité, du chauffage et des fluides, des moyens de combat du feu, du matériel et des accès de secours, des mesures d'évacuation du personnel en veillant à l'application des règles ou consignes.

  LE CONCESSIONNAIRE veille également à mettre en place une démarche globale de prévention fondée sur :
  - l'application des principes généraux de prévention,

- l'évaluation des risques professionnels et la mise en place d'actions correctives (organisationnelles, techniques et humaines),
- la formation et l'information des agents à la sécurité (machines, équipements et moyens de protection),
- le port des Equipements de Protection Individuelle

- **La prévention des risques en matière d'hygiène au travail,**
  en contrôlant et veillant à l'application des réglementations issues du Code du Travail, en matière d'hygiène et de sécurité, et notamment celles relatives :
  - à la présence de boissons alcoolisées sur les lieux de travail ;
  - à la restauration ;
  - au tabac ;
  - à la présence de vestiaires individuels ;
  - à l'état constant de propreté des locaux sanitaires.

Hygiène et sécurité et personnes accueillies dans les locaux

LE CONCESSIONNAIRE s'engage à maintenir les locaux en permanence, en situation de conformité avec les dispositions des :

- Articles R.123-1 à R.123-55 du Code de la Construction et de l'Habitation relatives à la Protection contre les risques d'incendie et de panique dans les immeubles recevant du public ;
- Prescriptions du Règlement de sécurité du 25 juin 1980 modifié, portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;
- Le CONCESSIONNAIRE devra se soumettre aux obligations inscrites au décret n° 2000-762 du 1er août 2000, au décret n° 2007-206 du 20 février 2007 et au décret n°2010-613 du 7 juin 2010 relatifs aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans.
- Préconisations émises par la Commission de sécurité amenée à se prononcer sur l'établissement.
- Prescriptions de la circulaire ministérielle N° DGCS/SD2C/2016/261.

De plus, le concessionnaire s'engage à vérifier et assurer la présence d'agents au moment de l'accueil et du départ des enfants et notamment à vérifier qu'au moment de la fermeture aucun enfant ne reste dans les locaux.

En cas de non-respect des normes de sécurité aussi bien techniques que d'encadrement des enfants, la VILLE peut procéder à la fermeture de l'établissement et résilier la convention d'affermage dans les conditions prévues aux articles 46, 47 et 52 du présent contrat.

Hygiène et sécurité et locaux mis à disposition

LE CONCESSIONNAIRE s'engage à contrôler et à veiller à ce que le matériel, les équipements et les bâtiments mis à sa disposition dans le cadre de la future convention, soient constamment maintenus en parfait état de **propreté et de bon fonctionnement**.

LE CONCESSIONNAIRE s'engage à faire procéder à l'ensemble des **contrôles et vérifications techniques** des installations, matériels et bâtiments par du personnel qualifié ou des organismes agréés périodiquement, conformément à la réglementation en vigueur et surveillera le suivi et la bonne exécution des travaux entrepris dans les locaux.

LE CONCESSIONNAIRE est tenu d'effectuer, sans délai et à ses frais, toutes remises en état ou adaptations des matériels, équipements et bâtiments rendues nécessaires par l'évolution de la législation et l'usure due à l'utilisation des équipements.

LE CONCESSIONNAIRE s'engage à laisser le libre accès à l'ensemble des services de contrôle compétents, et notamment à la Commission Communale de Sécurité.

LE CONCESSIONNAIRE s'engage, s'agissant des aménagements intérieurs des locaux mis à sa disposition, à s'assurer que les **sorties et dégagements intérieurs** permettent toujours un accès rapide aux issues de secours.

LE CONCESSIONNAIRE s'engage à assurer lui-même l'évacuation des **déchets** de ses activités et à ses frais.
Le concessionnaire veille au respect des pratiques qu'implique le type de collecte du secteur des crèches.
Le cas échéant le CONCESSIONNAIRE dispose également de containers réglementaires fermés, poubelles et récipients en nombre suffisant. Il limite la présence des containers sur la voie publique au strict nécessaire et doit les sortir 1 heure avant la collecte et les rentrer 1 heure après au maximum. Il prend en charge financièrement toutes mesures nécessaires pour veiller à ce que les containers soient rentrés (exemple : le weekend ou avant la fermeture prolongée de l'établissement) en ayant recours si nécessaire à un prestataire.

Article 22.3 - Contrôles

La VILLE peut effectuer ou faire effectuer tout contrôle à l'effet de vérifier notamment les conditions sanitaires, d'hygiène et de sécurité des lieux ainsi que l'état général des locaux mis à disposition et prescrire la réalisation de tous travaux nécessaires.
En cas de non-réalisation desdits travaux par LE CONCESSIONNAIRE, la convention liant la VILLE et le CONCESSIONNAIRE peut être résiliée d'office aux torts exclusifs de celui-ci.

Article 22.4 - Le Responsable unique de sécurité

LE CONCESSIONNAIRE s'engage, préalablement à la prise de possession des locaux qui lui sont confiés dans le cadre de la présente convention, **à désigner, pour chacune des structures, un RESPONSABLE UNIQUE DE SECURITE.**

Il lui fournit les moyens financiers, matériels et humains ainsi que les formations nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

Il est entendu que le RESPONSABLE UNIQUE DE SECURITE aura été, préalablement, pleinement éclairé sur les compétences requises pour assurer l'exercice de ses pouvoirs.

Celui-ci a la charge d'assurer la mise en œuvre des mesures garantissant le respect des réglementations applicables **en matière de police, d'hygiène et de sécurité**, notamment contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, et les risques d'accident du travail et de maladies professionnelles.

Le RESPONSABLE UNIQUE DE SECURITE a, notamment, pour mission de :

- Assurer le respect des conditions d'hygiène et de sécurité au travail et la lutte contre les accidents du travail et les maladies professionnelles ;
- Assurer le respect des conditions d'hygiène et de sécurité des locaux et la lutte contre les risques de toute nature, notamment sanitaire, incendie et panique ;
- Accueillir les services de l'Inspection du travail lors de ses visites et lui rendre compte des dispositions prises en matière d'hygiène et sécurité au travail ;

- Accueillir la Commission Communale de sécurité lors de ses visites et lui rendre compte des dispositions prises en matière de sécurité incendie, notamment l'ouverture et à la tenue à jour du registre de sécurité pour l'ensemble des équipements et parties communes ;
- Informer les exploitants et/ou intervenants extérieurs sur sites, des conditions particulières à respecter dans l'établissement au titre de la prévention des risques en matière d'hygiène et sécurité au travail – notamment par l'établissement d'un Plan Particulier de Sécurité et de Prévention – et d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;
- Informer la VILLE de tous problèmes liés à l'hygiène et la sécurité, et l'informer le cas échéant des difficultés rencontrées dans l'application de la réglementation ;
- Veiller au maintien des locaux, installation et équipements en conformité avec les dispositions légales et réglementaires, notamment issues du Code du Travail et du Code de la Construction et de l'Habitation ;
- Assurer, en toutes circonstances, de la vacuité et la permanence des cheminements d'évacuation, faire appliquer les consignes en cas d'incendie, mettre en œuvre les moyens de 1ère intervention et assurer l'évacuation du public ;
- Veiller au bon fonctionnement et à l'entretien des installations et équipements de sécurité (extincteurs, équipements hydrauliques, alarmes et détection, fermeture des portes, désenfumage, éclairage, etc.) ;
- Assurer le suivi des contrats d'entretien obligatoires et vérifications techniques périodiques ;
- Garantir le respect des prescriptions de la commission de sécurité et des observations des organismes de contrôle et techniciens compétents ;
- Assurer la tenue d'exercices périodiques d'instruction des personnels ;
- Garantir l'absence de travaux dangereux réalisés en présence du public ou faisant courir un risque à celui-ci ;

La présente énumération n'est aucunement limitative des obligations du CONCESSIONNAIRE **comme du RESPONSABLE UNIQUE DE SECURITE** qu'il a désigné, à qui il incombe, plus généralement, de prendre toutes les mesures nécessaires, à la sécurité et l'hygiène au travail, au bon déroulement des activités qu'il propose et à la préservation et conservation des locaux confiés au terme de la future convention.

Article 23 - Recrutement et gestion des personnels

Les articles L.1224-1 et suivants du Code du Travail prévoient la subsistance entre le nouvel employeur et le personnel de l'entreprise de tous les contrats de travail en cours au jour d'une modification dans la situation juridique de l'employeur.
L'obligation de reprise du personnel s'applique si le transfert concerne la même activité et que l'ensemble des moyens nécessaires à la poursuite de l'activité a été transféré.

Le CONCESSIONNAIRE doit recruter les personnels nécessaires pour l'exploitation des crèches Cerfs-Volants, d'une capacité de 20 berceaux, Petits Sapeurs d'une capacité de 47 berceaux et Pont d'Issy d'une capacité de 60 berceaux et équipées d'une cuisine de préparation sur place (liaison froide pour Cerfs-Volants), d'une lingerie/buanderie et d'une biberonnerie, selon les normes du décret n° 2000-762 du 1er août 2000, du décret n° 2007-230 du 20 février 2007 et du décret n°2010-613 du 7 juin 2010 relatifs aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans, et conformément à la réglementation en vigueur.

Pour chacune des trois crèches, l'équipe est composée :
- du personnel titulaire des diplômes requis par les textes en vigueur concernant l'encadrement des jeunes enfants,

- du personnel nécessaire au fonctionnement d'un office de préparation ou de liaison froide, à l'entretien du linge et des locaux,
- une équipe pluridisciplinaire en soutien (1 médecin, 1 psychologue et 1 psychomotricienne).

Le personnel est entièrement rémunéré par le CONCESSIONNAIRE, charges sociales et patronales comprises, et autres frais et taxes. Il est cependant possible que le personnel en charge de la préparation des repas soit salarié de l'entreprise qui fournira les repas et gouters à la crèche.

Un extrait de casier judiciaire n°3 doit être versé au dossier de chaque agent recruté.

L'ensemble du personnel doit être affecté au fonctionnement du service.

Le CONCESSIONNAIRE affecte au suivi du contrat et en support des équipes des crèches :

- Un coordinateur de proximité,
- Un référent administratif et financier,
- Un référent facturation/comptabilité,
- Un référent technique (suivi entretien du bâtiment),
- Un référent RH.

Composition des équipes pour chacune des crèches :

Crèche Cerfs-Volants :
Equipe de 9 personnes, réparties en 8.41 ETP, dont 6.5 auprès des enfants, soit un taux de diplômés de 60%

Elle est composée de :
- 1 Directrice IDE

Auprès des enfants :
- 1 Educatrice de Jeunes Enfants
- 1 Psychomotricienne
- 2 Auxiliaires de Puériculture
- 3 Agents Petite Enfance

Equipe technique :
- 1 agent de service

En plus de l'équipe de crèche, la société fait appel à des intervenants extérieurs :
- Pédiatre : 4 heures par mois
- Psychologue : 8 heures par mois

Crèche Petits Sapeurs :
Equipe de 18 personnes, réparties en 16.98 ETP, dont 12.1 auprès des enfants, soit un taux de diplômés de 44.5%

Elle est composée de :
- 1 Directrice EJE
- 1 adjointe infirmière

Auprès des enfants :
- 2 Educatrices de Jeunes Enfants
- 1 Psychomotricienne
- 2 Auxiliaires de Puériculture

- 1 professionnelle diplômée de rang 1
- 7 Agents Petite Enfance

Equipe technique :

- 2 agents de service
- 1 cuisinier

En plus de l'équipe de crèche, la société fait appel à des intervenants extérieurs :

- Pédiatre : 6 heures par mois
- Psychologue : 10 heures par mois

Crèche Pont d'Issy :

Equipe de 21 personnes, réparties en 21 ETP, dont 16 auprès des enfants, soit un taux de diplômés de 43.8%

Elle est composée de :

- 1 Directrice EJE
- 1 adjointe infirmière

Auprès des enfants :

- 2 Educatrices de Jeunes Enfants
- 1 Psychomotricienne
- 4 Auxiliaires de Puériculture
- 9 Agents Petite Enfance

Equipe technique :

- 2 agents de service
- 1 cuisinier

En plus de l'équipe de crèche, la société fait appel à des intervenants extérieurs :

- Pédiatre : 6 heures par mois
- Psychologue : 10 heures par mois

Concernant l'évolution des moyens humains sur la durée du contrat, le CONCESSIONNAIRE s'engage à maintenir un niveau équivalent de diplôme et de temps de travail du personnel. Toute évolution devra être actée au préalable avec la Ville.
Par ailleurs, le concessionnaire doit dans le cadre de l'exploitation de chacune des crèches s'assurer que les moyens humains nécessaires sont affectés en lien avec l'activité en rapport aux taux d'encadrement et à la répartition des diplômes par catégorie.

En outre, le CONCESSIONNAIRE affecte deux agents volants dédiés uniquement aux structures gérées en concession par celui-ci sur la VILLE. Ces professionnels sont respectivement titulaires d'un diplôme de rang 1 et d'un diplôme de rang 2.

Article 24 - Jouissance des biens immobiliers

Le CONCESSIONNAIRE jouit des biens mis à sa disposition selon les usages et sollicite notamment les autorisations qui pourraient se révéler nécessaires préalablement à l'exercice de ses droits.

Article 25 - Assurance – Responsabilités

Article 25.1 - Principes

Les contrats d'assurance souscrits par le CONCESSIONNAIRE doivent notamment respecter les conditions ci-après :

1. le CONCESSIONNAIRE doit prendre les dispositions nécessaires pour que soient assurés tous les intervenants dans la limite de leurs interventions, notamment l'autorité concédante et le personnel du CONCESSIONNAIRE.

2. le contrat d'assurances multirisques doit garantir les dommages matériels atteignant les ouvrages et toutes les immobilisations relevant du CONCESSIONNAIRE, y compris les biens mis à sa disposition, à l'exception des dommages relevant de la garantie décennale incombant aux constructeurs en vertu des articles 1792 et suivants du Code Civil.

3. l'assurance du CONCESSIONNAIRE, au titre de sa responsabilité civile, couvre les responsabilités encourues du fait de l'exploitation technique et commerciale des ouvrages et du service.

4. Une assurance perte d'exploitation couvrant, entre autres, la redevance due à la VILLE sur les bases des mois courants et les pertes d'exploitation du bénéficiaire avec clause de non-recours contre la VILLE.

5. Le délégataire doit fournir à la Ville, dans les 30 jours de l'échéance de leur assurance, l'attestation d'assurance et de prime à jour.

6. Il est précisé que les compagnies d'assurances renoncent à tous recours contre l'autorité concédante ou contre le CONCESSIONNAIRE, le cas de malveillance excepté.

7. Les polices assurant, à concurrence de la valeur actuelle, les immeubles et les équipements portent sur les risques suivants : locatifs, de voisinage, eau, électricité, foudre, incendie et explosions, inondations et pertes d'exploitation.

8. Les risques sur les biens assurés sont réévalués tous les ans en fonction de l'indice d'indexation du contrat d'assurance.

9. En cas de sinistre, l'indemnité versée par les Compagnies est intégralement affectée à la remise en état de l'ouvrage et de ses équipements. A ce titre, les indemnités sont réglées au CONCESSIONNAIRE, qui doit se charger des travaux de remise en état, sans affecter en rien l'estimation de la valeur du parc avant le sinistre.

Les travaux de remise en état doivent commencer immédiatement après le sinistre sauf délai supplémentaire lié à l'intervention des assurances.

Caractère personnel

La convention est consentie à titre personnel, au bénéfice exclusif du CONCESSIONNAIRE.

Le CONCESSIONNAIRE déclare avoir été pleinement informé :
- qu'il n'a pas qualité pour autoriser un tiers à occuper les locaux mis à disposition par la VILLE ;
- qu'il ne peut en conséquence autoriser quiconque à occuper le domaine public mis à disposition, qu'avec l'accord préalable et écrit de la VILLE et qu'il ne peut dès lors accorder de droits à des tiers qui excèderaient ceux qui lui ont été consentis par la future convention.

Responsabilités

Le CONCESSIONNAIRE a l'entière responsabilité des dommages et nuisances éventuelles pouvant survenir, de son fait ou des personnes agissant pour son compte, à son personnel, ses fournisseurs, ses prestataires, les usagers et à tout tiers pouvant se trouver dans les lieux objet de la présente convention, ainsi qu'à leurs biens, durant la durée de l'occupation.

En conséquence, le CONCESSIONNAIRE s'oblige à garantir la VILLE de toute condamnation qui pourrait être prononcée à son encontre.

Article 25.2 - Immeubles, équipements et meubles mis à la disposition du CONCESSIONNAIRE

En ce qui concerne les locaux, équipements et meubles pouvant appartenir à la VILLE et mis à la disposition du CONCESSIONNAIRE dans le cadre de l'affermage, celle-ci ainsi que ses assureurs disposent d'un recours locatif contre le CONCESSIONNAIRE et ses assureurs, en cas d'incendie, d'explosion, dégâts des eaux et risques annexes.

En revanche, le CONCESSIONNAIRE ainsi que ses assureurs renoncent, pour ces mêmes risques, à exercer tout recours contre la collectivité et ses assureurs.

Article 25.3 - Immeubles, équipements et meubles appartenant au CONCESSIONNAIRE

Le CONCESSIONNAIRE est tenu de faire couvrir les dommages causés aux équipements, meubles et matériels lui appartenant dans les lieux, nécessaires au fonctionnement du service, en cas notamment d'incendie, explosion et risques assimilés, dégât des eaux, vol, dégradation résultant de la gestion des locaux et risques habituels couverts par une multirisques usuelle.

Article 25.4 - Gestion de l'activité

Le CONCESSIONNAIRE s'assure également de manière à couvrir la responsabilité qu'il peut encourir du fait de la gestion du service, en ce compris notamment les risques d'intoxication ou d'empoisonnement pouvant survenir du fait de son exploitation.

Article 25.5 - Justification des assurances

Toutes les polices d'assurances doivent être communiquées à la collectivité. Le CONCESSIONNAIRE lui adresse à cet effet, dès signature, chaque police et avenant, accompagnée d'une déclaration de la compagnie d'assurance précisant qu'elle dispose d'une ampliation certifiée du texte du contrat.

L'autorité concédante peut en outre, à toute époque, exiger du CONCESSIONNAIRE la justification du paiement régulier des primes d'assurances.

Toutefois, cette communication n'engage en rien la responsabilité de l'autorité concédante pour le cas où, à l'occasion d'un sinistre, l'étendue des garanties ou le montant de ces assurances s'avéreraient insuffisants.

Article 25.6 - Clauses générales

Les polices d'assurance souscrites par le CONCESSIONNAIRE, ou le cas échéant par la VILLE, doivent prévoir que les compagnies d'assurances auront communication des termes spécifiques du contrat d'affermage afin de rédiger en conséquence leurs garanties.

Chaque année, avant la date d'échéance du contrat d'assurance, le CONCESSIONNAIRE est tenu de procéder à une réactualisation des garanties et transmet une attestation d'assurance.

Article 25.7 - Obligations du CONCESSIONNAIRE en cas de sinistre

En cas de sinistre ou du fait des travaux de remise en état engagés à la suite du sinistre, le CONCESSIONNAIRE est tenu de prendre toutes dispositions pour qu'il y ait le moins d'interruption possible dans l'exécution du service.

En cas de sinistre affectant les immeubles et équipements, l'indemnité versée par les compagnies est intégralement affectée à la remise en état, sans affecter en rien l'estimation de la valeur des biens avant le sinistre.

Les travaux de remise en état commencent immédiatement après le sinistre, sauf cas de force majeure ou d'impossibilité liée aux conditions d'exécution des expertises.

CHAPITRE 4 : ENTRETIEN, REPARATIONS, RENOUVELLEMENT

Article 26 - Entretien, réparations et renouvellement

Au sens de l'article 606 du Code Civil, il est fait une distinction entre les grosses réparations (toutes celles qui intéressent l'immeuble dans sa structure et sa solidité générale) et les réparations d'entretien (celles qui sont utiles au maintien permanent en bon état de l'immeuble).

Dans le cadre de ce contrat, le concessionnaire a pour mission le maintien en état de fonctionnement des biens, équipements et ouvrages du service exploité. A ce titre, il est chargé de l'entretien de l'ensemble des biens mais aussi de leur renouvellement.

Les dispositions suivantes explicitent la répartition de ces réparations entre le concessionnaire et l'autorité concédante.

Le CONCESSIONNAIRE met en œuvre un suivi spécifique de ces installations. En effet, le concessionnaire s'engage à avertir immédiatement la Ville de toutes anomalies ou dysfonctionnements relevés concernant ces équipements. De plus avant toute opération de maintenance et d'entretien de ceux-ci le concessionnaire avertit la Ville et transmet dans les plus brefs délais les comptes rendus des interventions.

Article 27 - Entretien courant

Le CONCESSIONNAIRE est tenu d'effectuer régulièrement et à ses frais, tous les **travaux d'entretien et les réparations** sur les biens immobiliers, locaux, équipements et matériels mis à disposition, ou dont il fait usage, dans le cadre de l'exécution du contrat.

Il assure également :

- le maintien en parfait état de propreté de tous les locaux (sols, vitres intérieures et extérieures, murs, peintures, plafonds, motifs de décoration, mobilier, façade extérieure, volets extérieures etc.),

- l'entretien, les dépannages et la maintenance spécifique du petit et du gros matériel lié à l'exercice de sa délégation,

- l'entretien des espaces extérieurs (portail, clôtures, sols souples, jeux, cabane, pelouse…) ainsi que de l'auvent de protection, du filet de protection, de la verrière et du toit terrasse le cas échéant,

- le cloisonnement autre que les structures porteuses,

- les travaux demandés par les commissions de sécurité, les travaux consécutifs aux rapports de bureaux de contrôle, de la Direction Départementale de la Protection des Populations ou des services de la Protection Maternelle Infantile,

- le CONCESSIONNAIRE a l'obligation d'assurer les dépannages, la maintenance préventive et corrective ainsi que les éventuels renouvellements, conformément à la réglementation en vigueur, des équipements suivants :

- équipements structurels et, notamment les installations électriques, de chauffage, de l'ensemble des réseaux d'eau et d'évacuation, des terrasses …
- équipements techniques tels que les moyens de secours incendie (SSI, détecteurs, déclencheurs manuels, extincteurs, RIA, colonnes sèches et humides, désenfumage etc.…) ; les systèmes d'alarme anti-intrusion (prévoir un raccordement téléphonique), d'interphonie, de vidéophonie, de l'ensemble des réseaux aérauliques (systèmes de ventilation, de climatisation…) …
- équipements spécifiques tels que les hottes de cuisine, les bacs à graisse…

Il est à noter que la liste des équipements cités n'est pas exhaustive.

Toute installation nécessitant un remplacement de l'équipement doit être validée au préalable par l'autorité concédante.
Tous travaux effectués par le fermier font l'objet d'un rapport de vérification réglementaire après travaux (RVRAT) par un bureau de contrôle et sont réceptionnés par la VILLE.

Pour satisfaire à l'obligation générale d'entretien des biens mis à disposition, le CONCESSIONNAIRE élabore un programme prévisionnel de travaux sur la durée du contrat sur la base duquel il constitue une provision pour Travaux d'Entretien et de Réparations (provisions pour charges) conformément aux comptes d'exploitations prévisionnels annexés au présent contrat. La fraction non utilisée de cette provision à l'expiration de la convention, par arrivée de son terme ou avant terme, revient à la VILLE.

De plus, en cas d'installation d'un système de vidéosurveillance, le CONCESSIONNAIRE devra réaliser (avec l'appui de la collectivité) les démarches de déclarations administratives auprès des institutions concernées.

Le CONCESSIONNAIRE assure conformément à la réglementation en vigueur (notamment l'arrêté du 25 juin 1980 applicable aux Etablissements Recevant du Public (ERP) les **vérifications périodiques obligatoires** des équipements qui lui sont confiés. Ces charges doivent impérativement être intégrées dans le compte d'exploitation prévisionnel.

En cas d'observations et/ou de non-conformité, le CONCESSIONNAIRE met en œuvre et dans les plus brefs délais, les travaux de mise en conformité.

En cas de non-réalisation par le CONCESSIONNAIRE des contrôles obligatoires de vérifications périodiques, la VILLE peut appliquer au CONCESSIONNAIRE une sanction telle que prévue au présent contrat et mandater un bureau de contrôle pour effectuer ces contrôles obligatoires aux frais du CONCESSIONNAIRE. Si le bureau de contrôle indique dans son rapport qu'il est nécessaire de faire des travaux ou de procéder à une intervention quelconque afin de respecter les normes sanitaires, d'hygiène et de sécurité, la VILLE mandatera une société pour réaliser ces travaux aux frais du CONCESSIONNAIRE. Ces contrôles et ces travaux feront l'objet d'un titre de recette que le CONCESSIONNAIRE doit payer dans un délai de 30 jours à compter de la réception de ce titre.

Le CONCESSIONNAIRE a aussi à sa charge **le prélèvement et l'analyse d'eau pour la recherche préventive de légionnelle** (au minimum deux fois par an) conformément aux dispositions du règlement sanitaire départemental des Hauts de Seine. En cas de présence de légionnelle, le CONCESSIONNAIRE met en œuvre et dans les plus brefs délais les opérations correctives.

Dans ce cadre, le CONCESSIONNAIRE doit obligatoirement transmettre à la VILLE, au fur et à mesure :

- tous les rapports et comptes rendus des contrôles effectués des différents équipements cités ci-dessus,
- les rapports de vérification périodique des contrôles obligatoires.

En tout état de cause, le CONCESSIONNAIRE doit annexer à son bilan annuel l'ensemble des bons d'interventions, des rapports de vérifications et d'analyse et tout autre attestation assurant du service fait pour l'entretien et la maintenance des différents équipements.

Le CONCESSIONNAIRE communique à la VILLE avant le commencement de l'exploitation des structures tous les contrats d'entretien et de maintenance techniques qu'il a souscrits ou / et déclarer les moyens et personnels nécessaires pour effectuer les opérations à sa disposition. Le prestataire devra déclarer tout changement de prestataire en cours d'exécution du contrat.

Le CONCESSIONNAIRE ne peut souscrire de contrats pour une durée supérieure à celle de la convention.

En cas de résiliation anticipée de la convention, ces contrats sont cessibles à l'autorité concédante ou à tout autre repreneur.

Il est à noter que la liste des équipements cités en annexe du contrat n'est pas exhaustive.

Article 28 - Répartitions des grosses réparations entre la VILLE et le concessionnaire

La VILLE fait son affaire de toutes les grosses réparations concernant les bâtiments telles que définies à l'article 606 du Code civil (la structure, le clos et le couvert), les réseaux en copropriété, l'étanchéité dans la mesure où la responsabilité du fermier n'est pas engagée.

Le concessionnaire a la charge des grosses réparations notamment dans le cas où sa responsabilité est engagée.

Dès que la VILLE connaît les modalités de réalisation des travaux qu'elle souhaite engager, elle prévient le concessionnaire des interventions prévues dans le bâtiment.

Le concessionnaire doit cependant supporter la réalisation des travaux entrepris par la VILLE et ce quel que soit l'incommodité que ces travaux peuvent lui causer et pour autant qu'il soit privé, pendant qu'ils se font, d'une partie quelconque des équipements mis à disposition.

Il ne peut, en outre, réclamer aucun dommage et intérêt ni changement de tarification ou de la rémunération pour le préjudice qui lui serait causé à l'occasion et à la suite de travaux.

Article 29 - Renouvellement des biens à la charge du concessionnaire

Le CONCESSIONNAIRE doit assurer le renouvellement des biens et équipements susceptibles de subir une défaillance au cours de la durée d'exécution du contrat et nécessaires pour assurer la continuité immédiate et permanente du fonctionnement du service.

A ce titre, il doit notamment remplacer les équipements et matériels détériorés ou disparus immédiatement et sans préjudice des recours éventuels contre les auteurs de dégâts.

Au préalable, la Ville devra donner son accord sur le type ou le modèle (exemples : cylindre des portes, équipements de chauffage...).

La notion de renouvellement excède le simple entretien des biens ou leur maintien en état de fonctionnement. Elle consiste en l'engagement de procéder au remplacement du bien à l'identique afin de permettre la continuité de l'exploitation.

En cas de non-réalisation par le CONCESSIONNAIRE des renouvellements nécessaires, la VILLE peut appliquer au CONCESSIONNAIRE une sanction telle que prévue au présent contrat et mandater une société pour effectuer ces travaux ou acheter directement les biens correspondants au frais du CONCESSIONNAIRE. Ces travaux et ces achats feront l'objet d'un titre de recette que le CONCESSIONNAIRE doit payer dans les 30 jours à compter de la réception de ce titre.

Le CONCESSIONNAIRE doit constituer dans ses comptes une provision (provision pour charges) pour satisfaire à cette obligation de renouvellement conformément aux comptes d'exploitations prévisionnels annexés au présent contrat. La fraction non utilisée de cette provision à l'expiration de la convention, lors de l'arrivée de son terme ou avant terme, revient à la VILLE.

CHAPITRE 5 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 30 - Rémunération du CONCESSIONNAIRE

En contrepartie de ses obligations, le CONCESSIONNAIRE recevra une rémunération, comprenant :

- les participations familiales,
- la participation de la VILLE au titre du fonctionnement,
- la participation des entreprises,
- la subvention de fonctionnement de la Caisse d'Allocations Familiales,
- la subvention de fonctionnement du Conseil Départemental des Hauts de Seine.

Article 31 - Tarifs applicables aux usagers

Le CONCESSIONNAIRE a l'obligation d'appliquer les taux d'effort et le tarif plancher de la Caisse Nationale d'Allocations Familiales (C.N.A.F.) ainsi que le tarif plafond votés en Conseil Municipal. Ces tarifs planchers et plafonds sont ceux appliqués aux structures municipales.

En général, la VILLE procède à la modification des tarifs des services publics au mois de décembre pour les tarifs applicables durant l'année civile. Aussi, la VILLE transmettra les délibérations correspondantes au CONCESSIONNAIRE au fur et à mesure et dès que possible.

Article 32 - Réexamen des conditions financières

Pour tenir compte de l'évolution économique et technique, le montant des tarifs sur lesquels le CONCESSIONNAIRE s'engage, peut être réexaminé :

- si la fréquentation annuelle connaît une augmentation ou une diminution d'au moins 20 % sur 12 mois successifs par rapport à un taux de fréquentation moyen de 80 % par jour,

- si les charges de fluide inscrites au compte d'exploitation prévisionnel subissent une variation de plus de 20 % sur 12 mois successifs,

En cas d'évolution de la réglementation (normes, fiscalité…), le CONCESSIONNAIRE doit supporter les charges supplémentaires, sans réexamen possible des conditions financières sauf en cas de bouleversement de l'économie du contrat.

Article 33 - Redevance

Le CONCESSIONNAIRE verse à la collectivité une redevance, en contrepartie des biens immobiliers et mobiliers mis à sa disposition par la VILLE.

La redevance est calculée à partir de la moyenne des loyers des crèches privées de LIVELI situées à Issy-les-Moulineaux, ainsi que la moyenne basse des loyers de locaux commerciaux observés sur la Ville, soit :

<u>Les redevances sont :</u>

- ❖ Cerfs-Volants : = 78 000€ TTC soit 322€/m²
- ❖ P'tits Sapeurs : =150 480€ TTC soit 330€/m²

- ❖ Pont d'Issy : = 263 805€ TTC soit 330€/m²

Les surfaces prises en compte :

- « Cerfs-Volants » : 242 m²
- « Les P'tits Sapeurs » : 456 m²
- « Pont d'Issy » : 562 m²

La redevance est révisée chaque année selon la clause d'indexation prévue à l'article 34 de la présente convention

Conformément au décret n°2015-1763 du 24 décembre 2015 la redevance est assujettie à la TVA.

Cette redevance sera versée en une seule fois, en fin d'année civile, sur présentation d'un titre de recettes. Cette redevance est exigible annuellement au mois d'octobre de l'année concernée. Pour la dernière année d'exécution du contrat, elle sera exigible au mois de juin de l'année concernée.

Le CONCESSIONNAIRE dispose d'un délai de 30 jours à compter de la réception du titre pour verser la redevance.

Article 34 - Clause d'indexation

A partir de 2023, la redevance sur laquelle le CONCESSIONNAIRE s'engage est automatiquement revalorisée une fois par an le mois prévu pour son exigibilité, en application de la formule suivante :

$$P = P_0 \times (0{,}15 + (0{,}85 \times I/I_0))$$

P = Prix révisé
P_0 = Prix au mètre carré proposé pour la 1ère année d'exploitation
0,15 = Partie fixe
I_0 = Indice d'indexation connu le mois de la prise de possession des locaux
I = Indice d'indexation connu le mois anniversaire de la prise de possession des locaux
Indice I = Indice FSD 1. (Frais et services divers - modèle de référence n°1)
Composition de l'indice FSD 1 :
- 79% de l'indice MIG EBI (correspondant à l'indice de prix de production de l'industrie française "Energie et biens intermédiaires" Base 2015 de l'Insee) code : 010534840
- 21% de l'indice TCH (correspondant à l'indice de prix à la consommation "Transport, communications et hôtellerie" Base 2015 de l'Insee) code : 001763861

En cas de cessation de publication ou de disparition, avant l'expiration du contrat, d'un des indices choisis, et si un nouvel indice était publié afin de s'y substituer, la révision se trouverait de plein droit indexée sur ce nouvel indice, et le passage de l'ancien indice au nouveau s'effectuerait en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire. Sinon, les parties conviendraient de lui substituer un indice similaire choisi en accord entre elles.

Article 35 - Dispositions fiscales – Charges de copropriété - Provisions

Les impôts ou taxes, y compris les impôts relatifs aux immeubles du service, ainsi que les charges sont répartis entre la VILLE et le CONCESSIONNAIRE comme elles sont normalement réparties entre un propriétaire et un locataire.

Article 36 - Amortissements et Provisions

Les dotations aux amortissements et dotations aux provisions dans les charges d'exploitation du service délégué doivent être suffisantes pour permettre au concessionnaire de récupérer les capitaux qu'il a investis et de respecter ses engagements contractuels, notamment en ce qui concerne le renouvellement des installations de la collectivité. Ces dotations sont calculées selon les règles fiscales et comptables en vigueur, et ne doivent pas excéder les besoins de financement prévisibles du service délégué.

Le concessionnaire rend compte annuellement dans ses rapports d'activités de l'utilisation de cette provision. Les provisions non utilisées seront retournées à la collectivité en fin de contrat. La gestion des provisions est la suivante : l'excédent de la provision de l'exercice n-1 est reporté à l'exercice n et vient s'ajouter à la provision de l'exercice n.

Elles sont également dues à la Collectivité au jour de la rupture du contrat en cas de résiliation pour motif d'intérêt général ou déchéance.

Article 37 - Modalités de facturation et délai de paiement

Le CONCESSIONNAIRE commence à facturer la Ville le premier mois d'accueil des enfants. La facturation se fait mensuellement à terme échu en tenant compte de la participation de la VILLE indiquée dans le compte d'exploitation annexé au contrat (participation VILLE de l'année concernée divisée par le nombre de mois d'exploitation).

Les factures afférentes au contrat seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :
- les noms, n° de SIRET et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal ;
- les références du contrat (n° et dénomination) et le cas échéant de chaque avenant ;
- la prestation exécutée et le mois concerné ;
- le montant total conformément au compte d'exploitation annexé ;
- la date ;

Les montants facturés sont arrondis au deuxième chiffre après la virgule.

En application des dispositions des textes réglementaires, le concessionnaire a l'obligation de transmettre ses factures sous forme dématérialisée sur l'adresse : https://chorus-pro.gouv.fr . A défaut, ses factures seront réputées non reçues.

L'envoi des factures électroniques nécessite le numéro SIRET identifiant la structure débitrice, à savoir : **209 200 409 000 15**.

Le règlement, après constatation du service fait, est effectué par virement avec mandatement administratif dans le délai global de 30 jours à compter de la présentation de la demande de paiement. Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire, au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points.

Par ailleurs, le défaut de paiement dans ce délai entraîne également de plein droit, au bénéfice du titulaire, le paiement d'une indemnité forfaitaire de 40€ pour frais de recouvrement.

CHAPITRE 6 : CONTROLE PAR LA VILLE

Article 38 - Principe du contrôle du service public délégué

La VILLE conserve le contrôle du service délégué.

Pour en permettre l'exercice, le CONCESSIONNAIRE lui communique, par l'intermédiaire de son représentant, ou communique à toute personne physique ou morale accréditée, les documents et renseignements suivants afin de justifier du parfait accomplissement des obligations mises à sa charge par le contrat. Le CONCESSIONNAIRE s'oblige à accepter toute vérification par la VILLE des documents communiqués. A cet effet, les personnes accréditées par la VILLE peuvent se faire présenter toutes pièces comptables, extra-comptables ou autres nécessaires.

Le CONCESSIONNAIRE s'oblige également à répondre à toute demande de précision et, de manière générale, à prêter son concours à la VILLE pour faciliter sa mission de contrôle. La VIILLE peut à tout moment s'assurer que le service est effectué avec diligence par le fermier. Les frais de contrôle engagés par la VILLE sont à la charge du fermier lorsqu'il s'avère que l'entretien et l'exploitation du service sont mal ou insuffisamment assurés.

Article 39 - Rapport du CONCESSIONNAIRE

En application des dispositions des articles L. 1411-3 du Code Général des Collectivités territoriales, et de l'article L.3131-5 du Code de la commande publique, le CONCESSIONNAIRE transmet à l'autorité concédante, chaque année un rapport comprenant conformément aux articles R.3131-2, R.3131-3 et R.3131-4 du Code de la commande publique :

- des données comptables,
- une analyse de la qualité du service,
- une annexe comprenant un compte rendu technique et financier.

Ce rapport comprend également l'ensemble des bons d'interventions, des rapports de vérifications et d'analyses et toute autre attestation assurant du service fait pour l'entretien et la maintenance des différents équipements.

Ce rapport doit être transmis à la VILLE **avant le 15 avril de chaque année.**

39.1 - Données comptables

Les données comptables à fournir par le CONCESSIONNAIRE sont les suivantes :

a) Le compte annuel de résultat de l'exploitation de la concession certifié, rappelant les données présentées l'année précédente au titre du contrat en cours. Pour l'établissement de ce compte, l'imputation des charges s'effectue par affectation directe pour les charges directes et selon des critères internes issus de la comptabilité analytique ou selon une clé de répartition dont les modalités sont précisées dans le rapport pour les charges indirectes, notamment les charges de structure ;

b) Un état des provisions effectuées par le CONCESSIONNAIRE ainsi que le niveau de consommation de ces sommes ;

c) Une présentation des méthodes et des éléments de calcul économique annuel et pluriannuel retenus pour la détermination des produits et charges directs et indirects imputés au compte de résultat de l'exploitation, les méthodes étant identiques d'une année sur l'autre sauf modification exceptionnelle et dûment motivée ;

d) Un état des variations du patrimoine immobilier intervenues dans le cadre du contrat ;

e) Un état des autres dépenses de renouvellement réalisées dans l'année conformément aux obligations contractuelles ;

f) Un compte rendu de la situation des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public concédé, comportant notamment une description des biens et, le cas échéant, le programme d'investissement, y compris au regard des normes environnementales et de sécurité ;

g) Un état du suivi du programme contractuel d'investissements en premier établissement et du renouvellement des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public concédé ainsi qu'une présentation de la méthode de calcul de la charge économique imputée au compte annuel de résultat d'exploitation de la concession ;

h) Un inventaire des biens désignés au contrat comme biens de retour et de reprise du service concédé ;

i) Les engagements à incidences financières, y compris en matière de personnel, liés à la concession et nécessaires à la continuité du service public ;

39.2 - Analyse de la qualité du service

Au titre de ce rapport d'analyse du service, le CONCESSIONNAIRE fournit au minimum les indications suivantes :

1. L'effectif du service et les qualifications correspondantes, y compris les intervenants extérieurs,
2. l'évolution générale des locaux et matériels,
3. les modifications éventuelles de l'organisation du service,
4. la fréquentation mensuelle,
5. copie des dossiers transmis deux fois par an à la Caisse d'Allocations familiales,
6. le projet d'établissement comprenant le projet pédagogique et le règlement intérieur pour l'année suivante,
7. les résultats des contrôles périodiques règlementaires ainsi que l'ensemble des bons d'interventions, des rapports de vérifications et d'analyses et toute autre attestation assurant du service fait pour l'entretien et la maintenance des différents équipements,
8. les pièces nécessaires à la tenue du registre de sécurité,
9. les modifications éventuelles demandées par la P.M.I,
10. la liste et le coût des investissements et des renouvellements en matériels,
11. la liste de l'ensemble des adaptations ou travaux à envisager,

12. les résultats de l'enquête de satisfaction menée par le CONCESSIONNAIRE.

L'analyse de la qualité du service comporte tout élément permettant d'apprécier la qualité du service rendu et les mesures proposées par le CONCESSIONNAIRE pour une meilleure satisfaction des usagers. La qualité du service est notamment appréciée à partir d'indicateurs proposés par le CONCESSIONNAIRE ou demandés par l'autorité concédante et définis par voie contractuelle.

39.3 - Compte rendu technique et financier

Le compte rendu technique comprend au moins les indications suivantes :

- travaux d'entretien, de renouvellement et de modernisation effectués,
- adaptations à envisager,
- attestations des polices d'assurances,
- justificatif du paiement régulier des primes d'assurances,
- rapports des organismes de contrôle réglementaires (hygiène alimentaire : rapport d'analyses, rapport de la PMI, rapport de la CAF, rapport de vérifications périodiques),
- copie des réclamations et des réponses apportées,
- liste des contrats de sous-traitance et/ou d'entretien.

Le compte rendu financier rappelle les conditions économiques générales de l'année d'exploitation. Il précise, en outre, les recettes de l'exploitation, les tarifs applicables et leur évolution ainsi que les recettes d'activités annexes, et leur évolution par rapport à l'exercice antérieur. Pour les dépenses, il précise le détail par nature (personnel, fonctionnement, entretien et réparation) et leur évolution par rapport à l'exercice antérieur ainsi que les charges d'investissement. Les frais de siège devront également être détaillés.

De façon générale, Il retrace tous les comptes des opérations afférentes à la délégation.

Le compte rendu technique et financier est accompagné d'une analyse justifiée du CONCESSIONNAIRE en ce qui concerne les évolutions d'une année sur l'autre et, les écarts constatés avec les comptes prévisionnels annexés à la présente convention.

39.4 - Règles générales

Le rapport annuel du CONCESSIONNAIRE respecte les principes d'indépendance des exercices et de permanence des méthodes retenues pour l'élaboration de chacune de ses parties, tout en permettant la comparaison entre un exercice et le précédent.

Les recettes et les dépenses générées dans l'année doivent impérativement être imputées sur l'exercice comptable de l'année concernée.

En outre, le rapport annuel du CONCESSIONNAIRE est transmis à la commission consultative des services publics locaux, conformément aux dispositions de l'article L. 1413-1 du Code général des collectivités territoriales, et il est joint au compte administratif de l'autorité concédante lors des mesures de publicité.

Le rapport annuel doit être remis par le CONCESSIONNAIRE dès la première année de prise d'effet et d'exécution du contrat, en l'adaptant aux missions exécutées selon les modalités convenues avec l'autorité concédante.

Article 40 - Suivi qualitatif de l'exécution

Article 40.1 - Tableaux de bord mensuels

Pour chacune des crèches, à la fin de chaque mois, au plus tard, le 15 du mois suivant, le CONCESSIONNAIRE transmet à l'autorité concédante un tableau de bord mensuel.

A la demande de l'autorité concédante, les informations du tableau de bord mensuel pourront être complétées et/ou modifiées.

Article 40.2 - Qualité de l'exécution

La direction de la Petite Enfance est investie dans une démarche qualité relative à l'exécution des concessions de service public.

A titre d'information les indicateurs relevés sont les suivants :

- la satisfaction des usagers ;
- le taux d'occupation ;
- le respect du nombre d'agents prévu au contrat ;
- le respect des diplômes des agents prévu au contrat.

Il s'agit d'une liste non exhaustive des indicateurs qui peut être amenée à évoluer en cours d'exécution du contrat.

Il est donc demandé au CONCESSIONNAIRE de fournir l'ensemble des informations nécessaires à la Ville pour l'établissement de ces indicateurs.

Article 41 - Information de l'Autorité concédante

De manière générale, le CONCESSIONNAIRE s'engage à répondre à toute demande d'information de l'autorité concédante :

- le CONCESSIONNAIRE dispose de 8 jours calendaires pour les informations nécessitant des recherches documentaires ou des éléments financiers inconnus,
- le CONCESSIONNAIRE doit répondre dans les plus brefs délais pour toutes les autres demandes ;

Ces délais courent à compter de la réception de la demande transmise par tout moyen.

Il s'engage, en outre, à porter à la connaissance de l'autorité concédante, en temps réel, tout incident grave ou accident, qui, par sa nature ou sa portée, est susceptible d'affecter la continuité du service public délégué. Toute information verbale est confirmée par un rapport ou une note écrite.

Les informations sont communiquées sur papier ou sur fichier informatique exploitable et par transmission électronique, à la demande de l'autorité concédante.

Article 42 - Contrôle de l'autorité concédante

Article 42.1 - Etendu du contrôle de l'autorité concédante

L'autorité concédante a un pouvoir de contrôle étendu sur l'exécution des missions du CONCESSIONNAIRE, dans le respect de l'autonomie de gestion de ce dernier.

L'autorité concédante peut demander au CONCESSIONNAIRE, dans un délai qu'elle fixe, des informations complémentaires sur tous les comptes rendus et documents annexes produits ou tout autre rapport utile à l'exercice de son contrôle.

En outre, des réunions peuvent être organisées à la demande de l'autorité concédante avec le CONCESSIONNAIRE, selon un ordre du jour fixé par celle-ci. Elles donnent lieu à l'établissement d'un procès-verbal rédigé par le CONCESSIONNAIRE et transmis à l'autorité concédante dans les délais convenus qui ne peuvent excéder 8 jours calendaires.

La non production des documents visés au présent article, ainsi qu'aux articles précédents du présent chapitre, dans les délais fixés, peut être sanctionnée dans les conditions prévues au chapitre 7.

Article 42.2 - Recours à des organismes de contrôle extérieur

L'autorité concédante peut avoir recours à des organismes de contrôle extérieurs, choisis par elle. Les procédures de contrôle sont alors définies de manière indépendante par ces derniers, en accord avec l'autorité concédante et les résultats sont validés par celle-ci.

Toutes les personnes accréditées à cet effet par l'autorité concédante peuvent se rendre sur place et se faire présenter toutes les pièces nécessaires à leur contrôle. Elles peuvent procéder à toutes vérifications utiles, pour s'assurer que les biens concédés sont exploités et entretenus dans les conditions du présent contrat et que les intérêts contractuels de l'autorité concédante sont sauvegardés.

Dans tous les cas, les procédures de contrôle mises en œuvre et leurs résultats s'imposent au CONCESSIONNAIRE.

Article 42.3 - Enquêtes de satisfaction

Des enquêtes de satisfaction auprès des usagers seront menées afin de mieux cerner les performances et le fonctionnement du service public en vue de l'améliorer et/ou de le développer.

Elles sont effectuées :
- par l'autorité concédante durant les mois d'avril/mai ;
- par le CONCESSIONNAIRE durant les mois de novembre/décembre

Article 42.4 - Réalisation d'audits de contrôle

L'autorité concédante se réserve également le droit de faire procéder à des audits des conditions d'exploitation du service public.

CHAPITRE 7 : SANCTIONS

Article 43 - Exécution d'office des travaux d'entretien, de réparation et de renouvellement

Article 43.1 - Exécution d'office pour continuité du service

Le CONCESSIONNAIRE assure la continuité du service en toutes circonstances, sauf en cas de force majeure, ou de destruction totale des ouvrages ou de retard imputable à l'autorité concédante. En cas d'interruption tant totale que partielle du service, l'autorité concédante a le droit d'assurer le service par le moyen qu'elle juge bon aux frais du CONCESSIONNAIRE.

Sauf dans les cas d'exonération de responsabilité mentionnés à l'alinéa précédent, faute pour le CONCESSIONNAIRE d'exécuter ses obligations, et notamment de réalisation ou d'entretien des ouvrages, installations, équipements et matériels mises à sa charge, l'autorité concédante peut faire exécuter d'office des travaux et prestations nécessaires à la réalisation ou au fonctionnement des ouvrages et du service.

Cette faculté s'exerce après mise en demeure dûment notifiée et restée sans effet à l'expiration d'un délai de quinze jours calendaires.

Article 43.2 - Mise en régie directe provisoire au frais du CONCESSIONNAIRE

De même, l'autorité concédante peut faire assurer provisoirement le service public d'exploitation et de gestion des structures dont le périmètre est défini par le présent contrat, aux frais et risques du CONCESSIONNAIRE après mise en demeure dûment notifiée et non suivie d'effet à l'expiration d'un délai de quinze jours calendaires.

Article 43.3 - Modalités de remboursement des travaux et prestations réalisés d'office

A compter de la notification du titre de recette, le CONCESSIONNAIRE a 30 jours pour rembourser les dépenses qui lui sont imputables à l'autorité concédante**.** Elles sont majorées de 10 % du montant des travaux et/ou des prestations exécutés d'office, en raison des frais supportés par l'autorité concédante pour la mise en œuvre des stipulations du présent article, sans préjudice des éventuels dommages et intérêts dus à des usagers ou à des tiers.

Article 43.4 - Expiration de la mise en régie provisoire

Si à l'expiration de la mise en régie provisoire, le CONCESSIONNAIRE est dans l'incapacité de reprendre l'exécution du service, l'autorité concédante peut prononcer sa déchéance, dans les conditions prévues à l'article 47 ci-après.

Article 44 - Pénalités pour retard de paiement

Le non-respect par le CONCESSIONNAIRE de ses obligations au paiement ou au reversement au profit de la VILLE de toute somme mise à sa charge par le contrat, pour quelque motif que ce soit, rend exigible, en sus du principal dû, un intérêt calculé au taux d'intérêt légal majoré de huit points.

Soit : somme due **X** (nombre de jours de retard de paiement / 365) **X** taux d'intérêt légal majoré de huit points

Article 45 - Pénalités

Dans les cas prévus ci-après, faute pour le CONCESSIONNAIRE de remplir les obligations qui lui sont imposées par les présentes caractéristiques des prestations, des pénalités pourront lui être infligées sans préjudice et, s'il y a lieu, des dommages et intérêts envers les tiers. Les pénalités sont prononcées au profit de la VILLE par son représentant.

Elles sont calculées comme suit :

Non-respect des principes de la République (*cf*. article 12 du présent contrat)

- pénalité de 500 € par manquement constaté et par jour ouvré après une mise en demeure adressée au CONCESSIONNAIRE en courrier recommandé à son siège social et restée infructueuse dans un délai de 15 jours ouvrés
- passé ce délai, si le CONCESSIONNAIRE n'est pas en mesure de se conformer aux principes susvisés, l'autorité concédante peut prononcer la déchéance du CONCESSIONNAIRE, dans les conditions prévues à l'article 47 ci-après

Retard dans l'entrée en fonctionnement du service ou interruption générale du service :

- pénalité de 2 000 € par jour ouvré de retard ou d'interruption

Interruption partielle du service :

- pénalité de 1 000 € par jour ouvré d'interruption

Constatation de la non-conformité de la gestion de l'activité aux prescriptions du présent contrat :

- pénalité de 500 € par manquement constaté et par jour ouvré après une mise en demeure adressée au CONCESSIONNAIRE en courrier recommandé à son siège social et restée infructueuse dans un délai de 10 jours ouvrés.

Constatation du non-respect des règles en vigueur en matière de sécurité et d'hygiène :

- pénalité de 500 € par manquement constaté et par jour ouvré au respect des règles et des normes après une mise en demeure adressée au CONCESSIONNAIRE en courrier recommandé à son siège social et restée infructueuse dans un délai de 10 jours ouvrés.

Non-respect des engagements contractuels du CONCESSIONNAIRE relatifs au nombre de professionnel et/ou à la qualification du personnel :

- pénalité de 150 € par manquement constaté et par jour ouvré de manquement après une mise en demeure adressée au CONCESSIONNAIRE en courrier recommandé à son siège social et restée infructueuse dans un délai de 10 jours ouvrés. Le montant total de cette pénalité est plafonné à 10% du montant total dû par le concessionnaire par période concernée (c'est-à-dire par mois concerné).

Non-réalisation d'un contrôle de vérifications périodiques dans le délai d'un mois à compter de la date où ce contrôle devient obligatoire :

- pénalité de 200 € par jour ouvré de constat de non-réalisation de ce contrôle

Négligence dans le renouvellement ou l'entretien des biens mis à disposition :

- pénalité de 300 € par manquement constaté et par semaine ouvré de manquement après une mise en demeure adressée au CONCESSIONNAIRE en courrier recommandé à son siège social et restée infructueuse dans un délai de 10 jours ouvrés.

Retard dans la présentation de documents prévus au contrat :

- pénalité de 150 € par jour ouvré de retard

Non-production des documents prévus au chapitre 6, et après mise en demeure de la VILLE restée sans réponse dans un délai de 10 jours :

- pénalité de 300 € par jour ouvré de retard

En cas d'absence aux réunions non préalablement communiquée :

- pénalité de 150 € par manquement constaté

En cas de non-respect des opérations d'entretien et de nettoyage :

- pénalité de 200 € par manquement constaté après une mise en demeure adressée au CONCESSIONNAIRE en courrier recommandé à son siège social et restée infructueuse dans un délai de 10 jours ouvrés.

Ces pénalités sont cumulables entre elles.

Ces pénalités sont dues quel que soit leur montant.

Elles sont nettes de TVA.

Facturation des pénalités : La Ville émettra un titre de recettes du montant des pénalités.

Article 46 - Mise en régie ou fermeture provisoire

Sauf cas de force majeure dûment constaté ou de destruction totale des ouvrages en cas de **faute grave du CONCESSIONNAIRE**, notamment si la sécurité ou l'hygiène des enfants vient à être compromise, ou **si le service** est totalement interrompu ou **n'est exécuté que partiellement**, la VILLE peut prendre toutes les mesures nécessaires (mandatement d'un prestataire extérieur ou exécution en régie par ses propres services) pour le bon fonctionnement du service aux frais et risques du CONCESSIONNAIRE. La VILLE peut exécuter ou faire exécuter la partie du service affectée, objet de la faute grave ou de l'inexécution partielle, ou l'ensemble du service. Elle peut prendre à cet effet possession temporairement des locaux, matériels, stocks, etc. et d'une manière générale de tout moyen nécessaire à l'exploitation.

La VILLE peut également décider la non-exécution d'une partie du service ou de l'ensemble du service.

Cette mesure est précédée d'une mise en demeure restée sans effet dans un délai de 15 jours, sauf en cas de mesures d'urgence visées à l'article 48.

Le CONCESSIONNAIRE ne peut en aucun cas demander des indemnités à l'occasion et à la suite des cas précités.

La mise en régie cesse dès que le délégataire est de nouveau en mesure de remplir ses obligations, sauf si la déchéance est prononcée.

Article 47 - Déchéance

Sauf cas de cause exonératoire de responsabilité prévue dans le présent contrat, en cas de faute d'une particulière gravité ou de manquements graves et répétés du CONCESSIONNAIRE à ses obligations contractuelles, l'autorité concédante peut prononcer la déchéance du CONCESSIONNAIRE, par décision de son assemblée délibérante.

La suspension de l'exploitation de tout ou partie des ouvrages délégués pendant une durée excédant soixante jours consécutifs correspond à une faute d'une particulière gravité du CONCESSIONNAIRE pouvant entrainer une déchéance.

La déchéance est obligatoirement précédée d'une mise en demeure, dûment motivée, notifiée par l'exécutif de l'autorité concédante et fixant un délai d'au moins deux mois au CONCESSIONNAIRE pour remplir ses obligations.

Le CONCESSIONNAIRE peut présenter toutes observations écrites et demander à être entendu sur les motifs de la mise en demeure.

En cas de déchéance, le CONCESSIONNAIRE n'a droit à aucune indemnité, sauf paiement de la valeur non amortie des biens immobiliers et mobiliers.

Ce montant sera versé au CONCESSIONNAIRE après paiement à l'autorité concédante des éventuelles pénalités et sanctions pécuniaires et coercitives qui lui sont dues.

Article 48 - Mesures d'urgence

En cas de péril imminent, ou de défaut dans l'exploitation du service public, l'autorité concédante peut prendre les mesures d'urgence et conservatoires nécessaires, y compris l'interruption provisoire du fonctionnement du service. Elle en informe immédiatement le CONCESSIONNAIRE.

Les mesures prises, le cas échéant, et les pénalités imposées sont sans préjudice des éventuels dommages et intérêts dus à des usagers ou à des tiers.

Le CONCESSIONNAIRE est tenu de désigner un référent technique pour le bâtiment qui sera en mesure de se déplacer en urgence pour tout incident pouvant impacter le bâtiment (les noms et coordonnées de la personne sont communiqués à la Ville en début de contrat).

Par ailleurs, si en dehors des horaires d'ouverture de la crèche, l'astreinte technique de la Ville était sollicitée par un tiers (voisins, pompiers, gérant de l'immeuble…) pour accéder en urgence aux locaux de la crèche et qu'aucun représentant du CONCESSIONNAIRE (le référent technique), préalablement averti, n'était en mesure de se déplacer dans l'immédiat, ils sont autorisés à donner l'accès à ces locaux. Il doit s'agir de situation d'urgence (inondations, dégâts des eaux...). En aucun cas, la Ville ne peut être tenue comme responsable si les tiers devant intervenir dans les locaux causent des dégâts matériels.

CHAPITRE 8 : FIN DE LA CONCESSION

Article 49 - Faits générateurs

La convention prendra fin :

- à l'expiration de sa durée normale,
- en cas de déchéance du concessionnaire,
- en cas de résiliation pour motif d'intérêt général par l'autorité concédante,
- en cas d'annulation juridictionnelle totale ou de résiliation par voie de conséquence d'une décision juridictionnelle,
- en cas de force majeure ou d'évènement extérieur rendant impossible la poursuite de l'exécution de la convention,
- en cas de résiliation de plein droit,
- en cas de retrait de l'agrément de la P.M.I.,
- en cas de dissolution, redressement judiciaire sans continuation de la convention, liquidation judiciaire.

Article 50 - Dissolution – redressement judiciaire – liquidation judiciaire

En cas de dissolution de la personne morale CONCESSIONNAIRE, la VILLE peut prononcer la déchéance sans attendre que les procédures engagées aient abouti (notamment la clôture de la liquidation amiable). Cette déchéance peut donc intervenir de plein droit, dès la date de dissolution publiée et sans que le CONCESSIONNAIRE puisse prétendre à une quelconque indemnité.

En cas de redressement judiciaire du CONCESSIONNAIRE, la déchéance peut être prononcée si l'administrateur judiciaire ne demande pas la continuation de la convention dans le mois suivant la date du jugement.

En cas de liquidation de la personne morale, la déchéance intervient automatiquement et de plein droit dans le mois suivant le jugement. Cette déchéance intervient de plein droit sans que le CONCESSIONNAIRE ou l'administrateur puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Article 51 - Effets de l'expiration de la convention

Article 51.1 - Subrogation, transfert de propriété, cession de contrats

A la fin de la convention, pour quelque cause que ce soit, l'Autorité concédante est subrogée dans les droits et obligations du CONCESSIONNAIRE au titre de la convention, à l'exclusion des contrats conclus, le cas échéant, par le CONCESSIONNAIRE pour le financement des droits d'entrée à sa charge. A la date du jour de l'expiration, tous les produits de la concession reviennent à l'Autorité concédante ou au nouvel exploitant désigné par elle.

Le CONCESSIONNAIRE s'engage à transférer à la VILLE les provisions non utilisées.

Le CONCESSIONNAIRE doit s'assurer que tout contrat conclu par lui pendant et pour l'exécution de la convention est cessible à l'autorité concédante ou à tout autre repreneur et réalisable dans les mêmes conditions que celles qui lui sont accordées. A l'issue de la convention, s'il s'avérait

que cette possibilité n'avait pas été prévue, le CONCESSIONNAIRE s'engage à prendre à sa charge le coût du transfert desdits contrats vers l'autorité concédante, de telle façon que les conditions financières demeurent identiques et ce, pour autant que la durée desdits contrats ne soit pas arrivée à terme.

L'Autorité concédante se réserve le droit de faire poursuivre par le nouvel exploitant les contrats que le CONCESSIONNAIRE a conclus pour l'exécution normale du service. En toute hypothèse, la continuité du service public devra être assurée. En cas de non poursuite desdits contrats, l'Autorité concédante ne peut, en aucune façon, voir sa responsabilité engagée ni être tenue au paiement d'une quelconque indemnité.

Le CONCESSIONNAIRE doit transcrire les présentes stipulations dans les contrats qu'il conclut pour l'exploitation normale du service.

Il s'agit d'une faculté qui ne s'impose pas à la Ville.

Article 51.2 - Reprise du personnel

L'Autorité concédante s'engage à imposer l'obligation de respecter les dispositions des articles L. 1224-1 à L. 1224-3, L 1234-7, L 1234-10 et L 1234-12 du Code du Travail relatives à la reprise du personnel par un nouvel exploitant.

Article 52 - Résiliation pour motif d'intérêt général

L'autorité concédante peut, à tout moment, mettre fin au contrat de concession de service public pour un motif d'intérêt général.

La résiliation est prononcée par décision de l'assemblée délibérante de l'autorité concédante moyennant un préavis d'au moins trois mois, dûment motivé et notifié au CONCESSIONNAIRE. La prise d'effet de la résiliation peut être reportée à la date d'entrée en vigueur de la nouvelle convention ou du nouveau mode d'exploitation.

Le CONCESSIONNAIRE a droit à l'indemnisation intégrale du préjudice subi défini comme suit entre les parties.

Pour le calcul des indemnités, sont pris en compte les éléments suivants :

- les frais de rupture des contrats conclus pour la bonne exécution de la convention, sauf substitution de l'autorité concédante ou d'un nouvel exploitant,

- les frais directement engagés par le CONCESSIONNAIRE pour la bonne exécution de la convention et non encore couverts à la date de prise d'effet de la résiliation, sur présentation de justificatifs,

- la valeur non amortie des biens et droits financés par le CONCESSIONNAIRE, majorée, le cas échéant, de la TVA à reverser au Trésor Public,

- la valeur nette comptable des biens de reprise, majorée de la TVA à reverser au Trésor Public,

- l'indemnité pour manque à gagner :
  - si la résiliation pour motif d'intérêt général intervient dans le courant des deux premières années d'exploitation du service, le CONCESSIONNAIRE a droit à l'indemnisation du préjudice subi correspondant à la moyenne des montants des résultats annuels des deux premières années fixés dans le compte

d'exploitation prévisionnel, rapportée au prorata du temps restant à courir jusqu'à l'échéance du contrat (31 juillet 2027).

- si la résiliation pour motif d'intérêt général intervient dans la 3ème année d'exploitation du service, le CONCESSIONNAIRE a droit à l'indemnisation du préjudice subi correspondant à la moyenne des résultats annuels des deux dernières années, rapportée au prorata du temps restant à courir jusqu'à l'échéance du contrat (31 juillet 2027).
- si la résiliation pour motif d'intérêt général intervient dans le courant des deux dernières années d'exploitation du service, le CONCESSIONNAIRE a droit à l'indemnisation du préjudice subi correspondant à la moyenne des résultats annuels des trois dernières années, rapportée au prorata du temps restant à courir jusqu'à l'échéance du contrat (31 juillet 2027).

Article 53 - Résiliation juridictionnelle ou par voie de conséquence

En cas de résiliation du contrat prononcée par la juridiction administrative, ou par voie de conséquence d'une décision juridictionnelle, les indemnités sont fixées à l'amiable, au besoin avec l'aide d'experts, ou par voie juridictionnelle.

Article 54 - Résiliation pour force majeure

En cas de force majeure ou d'évènements extérieurs aux parties assimilables à la force majeure, rendant impossible l'exécution du contrat, la résiliation peut être prononcée, à la demande du CONCESSIONNAIRE, par voie conventionnelle ou juridictionnelle.

Le CONCESSIONNAIRE a droit à l'indemnisation :

- de la valeur non amortie des biens et droits financés par le CONCESSIONNAIRE, majorée, le cas échéant, de la TVA à reverser au Trésor Public,
- de la valeur nette comptable des biens de reprise, majorée de la TVA à reverser au Trésor Public.

Si les biens, de retour ou de reprise, ont été détruits ou endommagés, il est procédé à une expertise, et il est tenu compte des indemnités de toutes sortes pouvant être versées au CONCESSIONNAIRE, afin de déterminer ses droits à l'indemnisation au titre de la délégation.

L'indemnité est versée au CONCESSIONNAIRE dans les trois mois qui suivront la reprise des biens par l'autorité concédante.

Article 55 - Résiliation de plein droit

La présente convention est résiliée de plein droit, dans les hypothèses suivantes :

- en cas de redressement judiciaire de la société concessionnaire,
- en cas de liquidation judiciaire de la société concessionnaire,
- en cas de radiation, devenue définitive, du CONCESSIONNAIRE du registre du commerce et des sociétés.

Par application des dispositions de l'article L1523-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, en cas de résiliation de plein droit, l'autorité concédante doit indemniser le CONCESSIONNAIRE de la partie non amortie des biens acquis ou réalisés par ce dernier et nécessaires à l'exploitation du service. Le montant de l'indemnité correspond à la valeur nette comptable des biens repris.

L’indemnité est versée au CONCESSIONNAIRE dans les trois mois qui suivront la reprise des biens par l’autorité concédante.

Article 56 - Retrait de l’agrément du Conseil Départemental

En cas de retrait consécutif à un manquement de la VILLE à ses obligations vis à vis de la P.M.I, le contrat est résilié dans les conditions prévues à l’article 50 (**résiliation pour motifs d’intérêt général**).

En cas de retrait consécutif à un manquement du CONCESSIONNAIRE à ses obligations vis à vis du Conseil Départemental, le CONCESSIONNAIRE est **déchu** dans les conditions prévues à l’article 47.

Article 57 - Régime des biens en fin de contrat

A l'expiration du contrat, le CONCESSIONNAIRE est tenu de remettre à la VILLE, en état normal d'entretien, tous les biens, installations, matériels et équipements qui font partie intégrante du service.

Six (6) mois avant l'expiration du contrat, les parties arrêtent et estiment, s'il y a lieu, après expertise, les travaux à exécuter sur les ouvrages du service, qui ne sont pas en état normal d'entretien : le CONCESSIONNAIRE est tenu d’exécuter les travaux correspondants avant l'expiration du contrat.

L’ensemble des biens meubles et immeubles mis à la disposition du CONCESSIONNAIRE et nécessaires au fonctionnement du service public objet du présent contrat restent la propriété de la VILLE à l’expiration de la convention.

L’ensemble des biens meubles et immeubles renouvelés par le CONCESSIONNAIRE et nécessaires au fonctionnement du service public intègrent la propriété de la Ville dès leur réalisation ou leur acquisition.

Les biens meubles et immeubles nécessaires au fonctionnement du service public doivent également être en bon état, état prenant en compte l’usage normal qui en a été fait ainsi que l’entretien régulier réalisé pendant l’exécution du contrat. En cas de disfonctionnement ou de mauvais état, le CONCESSIONNAIRE est tenu de remplacer ou de remettre en état ces biens meubles ou immeubles. Six (6) mois avant l'expiration du contrat, les parties arrêtent et estiment, s'il y a lieu, après expertise, les interventions nécessaires sur ces biens meubles ou immeubles.

Ces remises se font à titre gratuit, le CONCESSIONNAIRE ne pouvant prétendre à aucune indemnité.

Si le CONCESSIONNAIRE souhaite acquérir des biens meubles et immeubles hors renouvellement, l’accord exprès de la VILLE est nécessaire. Pour ces biens qui auront été financés par le CONCESSIONNAIRE, hors renouvellement, et qui font partie intégrante du service, celui-ci peut prétendre à une indemnité au titre des investissements pour les biens qui n’ont pu être amortis au cours de la période d’exécution du contrat. Six (6) mois avant l'expiration de la convention, les parties arrêtent un montant provisoire de cette indemnité et les modalités de paiement. Pendant cette période, le CONCESSIONNAIRE doit informer la VILLE des investissements qu'il se propose de réaliser.

Dans un délai de 15 jours à compter de l’expiration du contrat, le CONCESSIONNAIRE communique à la VILLE le montant définitif de l'indemnité.

En tout état de cause l'indemnité mise à la charge de la VILLE au titre de ces biens ne saurait être supérieure à la valeur nette comptable des investissements réalisés.

De plus, la VILLE peut reprendre ou faire reprendre par un exploitant désigné par elle, moyennant un prix, et sans que le CONCESSIONNAIRE ne puisse s'y opposer, des biens qui ne sont pas nécessaires au fonctionnement du service public et qui ont été financés en tout ou partie par le CONCESSIONNAIRE.

En tout état de cause, en cas de contestation sur l'existence ou le montant de l'indemnité, un expert peut être désigné par le Président du Tribunal Administratif saisi à cet effet par la partie la plus diligente et statuant en la forme des référés. Les conclusions de l'expert s'imposent aux parties. A compter de la date de saisie du tribunal, le CONCESSIONNAIRE informe la collectivité et, le cas échéant, l'expert désigné, dans les plus brefs délais, de toute évolution relative aux biens concernés.

Article 58 - Indemnités – Règlement financier

Les modalités d'indemnisation du CONCESSIONNAIRE sont déterminées, selon les cas de fin de convention, par les articles 47 (déchéance), 52 (Résiliation pour motif d'intérêt général), 53 (résiliation juridictionnelle ou par voie de conséquence), 54 (résiliation pour force majeure), 55 (résiliation de plein droit), 56 (retrait de l'agrément du Conseil Départemental). Les indemnités seront fixées, dans les conditions prévues au contrat, en accord entre les parties, au besoin avec l'aide d'experts, ou par voie juridictionnelle.

Les parties procèdent à un règlement financier intégrant les sommes dues par l'Autorité concédante et celles dues par le CONCESSIONNAIRE au titre, notamment, des pénalités, des frais de remise en état ou des dotations aux amortissements techniques et aux provisions de renouvellement non utilisées.

Article 59 - Continuité du service en fin de contrat

A partir d'un délai d'un an précédant l'expiration du contrat, ou tout autre délai, précédant la fin anticipée du contrat, l'Autorité concédante a la faculté, sans qu'il en résulte un droit à indemnité pour le CONCESSIONNAIRE de prendre toutes mesures utiles pour assurer la continuité du fonctionnement du service public délégué.

De façon générale, l'Autorité concédante peut prendre toutes mesures nécessaires pour faciliter le passage progressif au nouveau régime d'exploitation, sauf prorogation ou renouvellement de la convention, dans le respect de la législation en vigueur.

Dans le délai d'un an avant l'expiration de la durée normale de la convention, ou tout autre délai précédant la fin anticipée de la convention, le CONCESSIONNAIRE doit remettre à l'Autorité concédante les documents que celle-ci lui demandera.

Article 60 - Personnel du CONCESSIONNAIRE

En cas de résiliation, de déchéance ou à l'expiration de la durée convenue de la convention, la VILLE et le CONCESSIONNAIRE se rapprochent pour examiner la situation des personnels concernés.

Au plus tard, un (1) an avant la date d'expiration de la durée convenue de la concession ou sans délai à compter de la date de notification de la décision de résiliation ou de déchéance, le CONCESSIONNAIRE communique à la VILLE une liste nominative des personnels susceptibles d'être repris.

Cette liste mentionnera la rémunération, la qualification, l'ancienneté, la durée du contrat de travail, les acquis sociaux et plus généralement toute indication concernant l'aptitude des personnels susceptibles d'être ainsi repris.

A compter de cette communication, le CONCESSIONNAIRE informe la VILLE, dans les plus brefs délais, de toute évolution affectant cette liste.

Toute embauche supplémentaire de personnel dans les douze mois précédant le terme de la présente concession doit être dûment justifié. La Ville peut le cas échéant s'opposer à toute embauche supplémentaire.

Le concessionnaire accepte que les informations prévues au présent article soient communiquées aux candidats admis à présenter une offre dans le cadre de la procédure de délégation de service public applicable au futur contrat de concession.

Article 61 - Procédure de délégation à l'issue du contrat de concession

Le CONCESSIONNAIRE apporte son concours aux services de la VILLE dans le cadre de la procédure de délégation qui peut être organisée pour l'exploitation du service après l'expiration du contrat.

Il s'engage notamment à autoriser la visite des installations par les candidats admis à présenter une offre. Il peut également lui être demandé de faire visiter les installations. Cette intervention ne donne lieu à aucune rétribution.

CHAPITRE 9 : DISPOSITIONS DIVERSES

Article 62 - Cession

Par cession du contrat, est compris tout remplacement du concessionnaire par un tiers au contrat, au cours de l'exécution du contrat. Il en va ainsi de toute transmission de patrimoine ou de cession d'actifs (notamment par scission ou par fusion) qui entraine un changement de personnalité morale du délégataire.

La cession du contrat entraine la reprise pure et simple, par le cessionnaire qui constitue son nouveau délégataire, de l'ensemble des droits et obligation résultant du présent contrat. Elle ne saurait être assortie d'une remise en cause des éléments essentiels du contrat tels que la durée, les conditions financières ou la nature des prestations.

Toute cession totale ou partielle du contrat est interdite, à moins d'un accord préalable exprès de la Ville qui vérifie notamment si le cessionnaire présente bien toute les garanties professionnelles et financières pour assurer les prestations objet du contrat conformément aux obligations contractuelles.

La Ville dispose pour se faire d'un délai de 4 mois à compter de la réception de la demande d'agrément de la cession, qui doit être formulée par le délégataire par lettre recommandée avec accusé de réception et contenir toutes les justifications nécessaires. Le concessionnaire ne peut se prévaloir d'aucune acceptation tacite.

Article 63 - Litiges

Les parties s'efforcent de régler leurs éventuels différends à l'amiable.

Si dans un délai de trois mois à compter de la date de survenance du litige, un accord n'est pas intervenu, une commission composée de trois membres, dont l'un est désigné par l'autorité concédante, l'autre par le CONCESSIONNAIRE et le troisième par les deux premiers, statue sur le litige.

Faute pour les parties de s'entendre dans un délai de 15 jours, la désignation du troisième membre est faite par le président du tribunal administratif de Cergy-Pontoise. Il en est de même pour les membres qui n'auraient pas été désignés par les parties dans le même délai à compter de l'expiration de la période de trois mois ci-dessus.
A défaut, les litiges sont soumis à la juridiction administrative territorialement compétente.

VILLE D'ISSY LES MOULINEAUX

CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU JEUDI 7 AVRIL 2022

N° 23

OBJET : PETITE ENFANCE – Autorisation de signer la convention de sous-traitance avec la Caisse Nationale des Allocations Familiales (CNAF) pour l'attribution des places en crèche dans le cadre de la recherche « Investissement Social dans l'Accueil du Jeune Enfant » dite projet ISAJE.

Madame Kathy SIMILOWSKI, Maire-Adjointe déléguée à la Petite Enfance, expose au Conseil municipal ce qui suit :

En 2020, la Caisse Nationale des Allocations Familiales (CNAF), en partenariat avec l'École d'Économie de Paris et l'École Polytechnique, a débuté une recherche académique visant à produire des travaux scientifiques mesurant les effets des actions d'investissement social dans l'accueil du jeune enfant et les gains induits pour la société. Ce projet de recherche, dénommé ISAJE : Investissement Social dans l'Accueil du Jeune Enfant, réunit également des chercheurs, économistes, sociologues, psychologues des universités de Dublin, Yale et Montréal.

L'étude porte sur 3 000 à 5 000 enfants et concerne toutes les familles demandant une place dans un établissement collectif géré par la commission d'attribution des territoires engagés dans la recherche.

La réussite du projet ISAJE nécessite la participation active de territoires disposant de plusieurs centaines de places d'accueil. Aussi, la Caisse d'Allocation Familiales (CAF) des Hauts-de-Seine a-t-elle invité les villes du département à y participer et à accepter de recourir à une procédure automatique d'affectation des places.

Étant donné l'ampleur de cette étude, l'intérêt scientifique qu'elle présente en termes de politique de la petite enfance, des implications possibles sur le taux d'occupation de nos crèches par un meilleur ajustement entre les demandes des familles et les places vacantes, il est intéressant pour la Ville d'y prendre part.

Pour cela, il est nécessaire de signer une convention de sous-traitance avec la CNAF pour l'attribution des places vacantes par un logiciel qui sera paramétré pour prendre en compte les critères d'attribution indiqués dans notre règlement de fonctionnement.

La convention est conclue pour une durée allant jusqu'au 31 décembre 2022. Elle peut être résiliée à tout moment, par l'une ou l'autre des parties, en respectant un délai de préavis de 3 mois et sans qu'aucune des deux parties ne puisse prétendre à une indemnité.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention de sous-traitance avec la Caisse Nationale des Allocations Familiales pour l'attribution des places en crèche dans le cadre de la recherche « Investissement Social dans l'Accueil du Jeune Enfant » ainsi que tous les documents et actes afférents nécessaires à sa mise en œuvre.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 2121-29,

Vu le projet de convention de sous-traitance avec la Caisse Nationale des Allocations Familiales pour l'attribution des places en crèche dans le cadre de la recherche « Investissement Social dans l'Accueil du Jeune Enfant » dite projet ISAJE, annexé à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission des Services à la population en date du 22 mars 2022,

Entendu cet exposé,

APRES EN AVOIR DELIBERE

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention de sous-traitance avec la Caisse Nationale des Allocations Familiales pour l'attribution des places en crèche dans le cadre de la recherche « Investissement Social dans l'Accueil du Jeune Enfant » dite projet ISAJE, annexée à la présente délibération, ainsi que tous les documents et actes afférents nécessaires à sa mise en œuvre.

Convention de sous-traitance pour l'attribution des places en crèche entre la Ville d'Issy-les Moulineaux et la Caisse nationale des allocations familiales pour la réalisation en 2022 de l'attribution des places en établissements d'accueil du jeune enfant (EAJE).

Entre :

La **Ville d'Issy-les Moulineaux**, représentée par son maire, André SANTINI Agissant au nom et pour le compte de la Ville, en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du jeudi 7 avril 2022

ci-après désigné « Le territoire »

et :

La CAISSE NATIONALE DES ALLOCATIONS FAMILIALES, 32 avenue de la Sibelle 75685 Paris Cedex 14, représentée par son Directeur général, Monsieur Nicolas Grivel,

ci-après désignée « La Cnaf »

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Dans le cadre de la recherche « Investissement Social dans l'Accueil du Jeune Enfant » dite projet Isaje, une procédure automatique d'affectation des places en crèche a été développée. Elle respecte strictement les critères de priorité définis par le territoire et accommode les contraintes pratiques de ce dernier (par exemple jours demandés, groupe d'âge, mixité, etc.) tout en satisfaisant les besoins de la recherche. Cette procédure automatique est dénommée ci-après « outil » ou « procédure »

En vue de l'affectation des places en crèches, la Cnaf utilise cet outil en respectant les étapes suivantes :

1. Les familles demandent une place en EAJE et proposent jusqu'à 5 établissements classés par ordre de préférence stricte.

2. Le territoire définit un ordre de priorité à partir de critères explicites qui lui sont propres. Ces critères peuvent être spécifiques à chaque équipement ou commun à tous. Ce classement aboutit souvent à des *ex-aequo* qui sont alors départagés par un numéro de loterie (compris entre 0 et 1).

3. Le territoire définit au niveau de chaque EAJE le nombre de places d'accueil régulier par classe d'âge à attribuer. Si les demandes portent sur des jours spécifiques et/ou si les capacités diffèrent suivant les jours de la semaine, le territoire définit toutes les capacités par jour et par groupe d'âge. Au sein de chaque établissement et en fonction de chaque classe d'âge et des jours de garde demandés, le territoire peut définir des quotas correspondant à des caractéristiques mutuellement exclusives des familles. Pour ces places, les familles possédant la caractéristique du quota sont prioritaires sur tous les autres dossiers tant que toutes les places ne sont pas pourvues. S'il n'y a pas assez de dossiers possédant cette caractéristique, les places sont pourvues par d'autres familles.

4. L'affectation des enfants aux places en crèche se déroule en suivant les étapes suivantes :

    - Initialement, l'outil fixe un nombre minimal de points de priorité pour obtenir chaque crèche : on commence à 0.
    - L'outil oriente chaque famille à sa crèche favorite parmi les crèches pour lesquelles la famille a assez de points (au premier tour, toutes les familles ont assez de points)
    - Si cela définit une affectation possible (les capacités sont respectées) alors la procédure s'arrête. Sinon l'outil augmente le nombre minimal de points nécessaire dans les crèches qui ont trop de demandes
    - Les dossiers des familles n'ayant pas le nombre de points requis sont orientés vers leur vœu préféré suivant et classés selon leur niveau de priorité avec les autres familles qui y postulent.
    - Si cela définit une affectation possible (les capacités sont respectées) alors la procédure s'arrête. Sinon l'outil augmente le nombre minimal de points nécessaire dans les crèches qui ont trop de demandes.
    - La procédure continue ainsi jusqu'à une affectation faisable (les capacités sont respectées).

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Afin de participer au projet de recherche ISAJE **« investissement social dans l'accueil du jeune enfant »,** le Territoire souhaite utiliser la procédure d'affectation de place en établissement d'accueil du jeune enfant (EAJE), présentée en préambule.
La Cnaf possède tous les droits d'auteurs et voisins et tous les droits d'exploitation et d'utilisation de la procédure.
Dans le cadre de la mission d'attribution des places en EAJE, des données à caractère personnel du territoire (Fichier « Demandes »), définies en annexe 1, sont mises à disposition du sous-traitant pour la mise en place de la procédure d'affectation.

La présente convention a donc pour objet de définir les conditions d'exécution entre le territoire et le sous-traitant pour la réalisation de l'attribution des places en EAJE au moyen de l'outil d'attribution des places en crèche dont les principes de fonctionnement sont décrits dans le préambule.

ARTICLE 2 – ETAPES DE LA PROCEDURE D'ATTRIBUTION DES PLACES EN EAJE

Une réunion de lancement (en présentiel, en visioconférence ou par téléphone) est tenue entre les parties concernant la mise en œuvre de la procédure d'affection, objet de la présente convention, dans les 20 jours calendaires suivant la signature de la convention.

La procédure d'attribution des places en EAJE suppose la réalisation des étapes suivantes :

- La **définition ou non de critères de priorisation des demandes de places** en crèches sous la forme d'un score. Ces critères peuvent être construits pour participer à ISAJE ou correspondre à ceux utilisés habituellement par le territoire. Si aucun critère n'est défini, il est entendu que les dossiers sont équivalents et seront départagés par le hasard.
- La **définition ou non de quotas souples pour chaque EAJE** établis sur la base de critères mutuellement exclusifs[1] correspondant à des caractéristiques renseignées par les familles.
- Le **recueil des demandes des familles** comprenant les vœux ordonnés des établissements demandés, les jours et les horaires demandés, les caractéristiques de la famille.
- La **constitution d'un fichier informatique** « **crèches** » contenant, **pour chaque crèche clairement identifiée, le nombre de places disponibles** pour de l'accueil régulier dans chaque groupe d'âge par jour de la semaine et, le cas échéant, le nombre de place pour chaque quota souple.
- La **constitution d'un fichier informatique des « demandes »** incluant les identifiants des familles, le score et les caractéristiques définissant l'éligibilité pour les places réservées (quotas souples). Ce fichier n'intègre pas les demandes et places traitées lors de la pré-commission.
- **La mise en œuvre de la procédure d'affectation des places en EAJE** à partir des fichiers précédemment constitués.
- La **restitution au territoire des listes des familles** à qui une **place en crèche** est proposée et celle des familles sur liste d'attente.

[1] Les groupes constitués à partir des quotas ne doivent pas se chevaucher ; aucun dossier ne doit pouvoir appartenir à plusieurs groupes. Par exemple, la définition de quotas sur l'activité (actif/inactif) et la situation familiale (monoparentale/couple) implique de croiser ces catégories pour former quatre sous-groupes (monoparental actif, monoparental inactif, couple actif, couple inactif).

- **L'information des familles des résultats** de la commission d'attribution
- Suite aux confirmations et désistements des familles, **la mise en œuvre d'un 2nd tour** d'affectation avec l'algorithme ISAJE des places libérées par des désistements d'admis au premier tour. Les familles qui ont refusé la place ne peuvent participer au 2nd tour. L'affectation se fait parmi les familles rejetées au premier tour.

Pour la réalisation de ces missions par le sous-traitant,

Le territoire :

- Décrit les critères utilisés pour l'affectation des places en crèche ;
- Constitue le fichier informatique des « demandes » de places ;
- Constitue le fichier « crèches » des places disponibles dans chaque EAJE et des quotas souples associés, le cas échéant ;
- Transmet au sous-traitant de façon sécurisée les deux fichiers « crèches » et « demandes » dans les conditions prévues à l'article 3 ci-dessous.
- Informe les familles des résultats d'attribution des places ;
- Transmet à nouveau au sous-traitant de façon sécurisée les deux fichiers « crèches » et « demandes » dans les conditions prévues à l'article 3 ci-dessous, suite aux confirmations et désistements des résultats du premier tour.
- Informe les familles du résultat final.

Le Sous-traitant :

- Adapte les fichiers « crèches » et « demandes » pour pouvoir mettre en œuvre la procédure d'affectation automatique ;
- Exécute la procédure d'affectation des places en crèche développées dans le cadre du projet ISAJE.
- Liste les dossiers bénéficiant d'une place (et leur affectation aux différents établissements), et ceux mis sur liste d'attente par la procédure. Ces deux listes sont présentées dans le fichier « résultats » qui comporte pour chaque demande le résultat de la procédure (statut d'affectation, identifiant de l'EAJE affecté le cas échéant).
- Transmet de façon sécurisée le fichier « résultats » au territoire.
- Exécute à nouveau ces étapes pour le 2nd tour de l'affectation après confirmation/désistement.

ARTICLE 3 - CONDITIONS D'EXECUTION

Pour faciliter l'adaptation de la procédure aux spécificités du territoire, le territoire transmet au sous-traitant, dans les 20 jours calendaires suivant la signature de la présente convention, les fichiers « crèches » et « demandes » correspondant à une commission d'attribution passée, purgés des informations à caractère personnel identifiantes (les colonnes correspondantes sont laissées vides). Le Sous-traitant est ainsi en mesure de tester sa procédure d'affectation et s'assurer que les résultats sont satisfaisants pour le Territoire.

Les différents fichiers sont envoyés au Sous-traitant par le territoire par voie électronique, sous forme d'archives (7zip) après cryptage et sécurisation par un mot de passe (communiqué séparément).

ARTICLE 4 - CALENDRIER D'EXECUTION

Le calendrier d'exécution est élaboré conjointement entre les parties lors de la réunion de lancement du projet.

ARTICLE 5 - DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature par les deux parties pour une durée allant jusqu'au 31 décembre 2022.

ARTICLE 6 - SECRET PROFESSIONNEL – OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE ET DE DISCRETION

Les parties sont tenues au secret professionnel (article 226-13 du code pénal) et à l'obligation de confidentialité et de discrétion professionnelle.

Les faits, informations, études, documents, supports d'information, fichiers informatiques ou non, et décisions de toute nature et renseignements fournis par chaque partie, auxquels l'autre partie a accès, à quelque titre que ce soit, au cours de l'exécution de la présente convention, sont considérés comme secrets au sens de l'article 226-13 du code pénal.

Les parties s'interdisent notamment toutes communications écrites ou verbales relatives à la présente convention, ainsi que toute remise de documents à des tiers, sans l'accord de l'autre partie.

Les parties s'engagent également à faire respecter les dispositions du présent article par leur personnel et par toute personne qui interviendrait directement ou indirectement pour leur compte, notamment leurs sous-traitants. Les parties concluent par ailleurs avec ces derniers un engagement de confidentialité reprenant les obligations prévues au présent article.

Les parties se réservent le droit de procéder à toute vérification qui leur paraîtrait utile pour s'assurer du respect de ses obligations, tant par l'autre partie que par ses sous-traitants éventuels. Pour ce faire, elles se réservent notamment le droit de demander, à tout moment, à l'autre partie, communication de l'engagement de confidentialité prévu au précédent alinéa.

Le non-respect de cette obligation peut entraîner, outres les sanctions pénales éventuellement encourues, la résiliation de la présente convention conformément à l'article 10 ci-dessous.

Ces obligations demeurent valables y compris après la fin de la présente convention.

Les parties s'engagent à maintenir confidentielles les informations signalées comme telles par le l'autre qu'elles recevraient de celle-ci.

ARTICLE 7 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Les données traitées portent sur l'identification, les vœux des familles pour les EAJE et les caractéristiques que le territoire utilise pour classer ces demandes.

L'annexe 2 définit et caractérise les conditions d'utilisation et de protection de ces données. Pour la réalisation de ce traitement le territoire est **responsable de traitement** et la Cnaf est sous-traitant au sens RGPD.
Le sous-traitant peut faire appel à un sous-traitant ultérieur pour le traitement des données à caractère personnel dans les conditions prévues à l'annexe 2 de la présente convention.
De plus, le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations telles que prévues dans la présente convention.

ARTICLE 8 – IDENTITIE DES PERSONNES EN CHARGE DE LA MISE EN ŒUVRE

Le correspondant pour le territoire est Adeline ANDRE, directrice adjointe de la Petite enfance.

Les correspondants pour le sous-traitant sont :

- Arthur Heim, chef de projet ISAJE à la Caisse nationale des Allocations familiales ;
- Saad Loutfi, chargé de recherche et d'évaluation à la Caisse nationale des Allocations familiales.

ARTICLE 9 – AVENANTS ET EXECUTION FORMELLE

La présente convention peut être modifiée par voie d'avenant signé par les deux Parties.

Cet avenant devra notamment déterminer les modifications apportées à la présente convention après accord des Parties.

ARTICLE 10 - RESILIATION

La présente convention peut être résiliée par chacune des parties soit au terme de la collecte et avant l'exploitation des résultats, soit à une date définie et convenue entre les parties.

Dans tous les cas, la demande de résiliation par l'une des parties se fait par courrier recommandé avec accusé de réception et en respectant un délai de préavis de 3 mois et sans qu'aucune des deux parties ne puisse prétendre à une indemnité.

En cas de résiliation de la convention, le sous-traitant s'engage à restituer, sans délai, toutes les pièces fournies par le territoire durant l'exécution de la convention et dont il est le dépositaire.

Il s'engage aussi à détruire toutes les données précédemment transmises par le territoire dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 11 - LITIGES

La présente convention est régie par la loi française.

Les parties s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations de la présente convention ou à la réalisation des engagements mis à la charge de ces dernières au titre de la présente.

A défaut, tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort de la juridiction compétente.

ARTICLE 12 - CLAUSE EXECUTOIRE

La présente convention deviendra exécutoire après avoir été revêtue de la signature des parties contractantes.

Fait en deux exemplaires originaux

A Issy-les Moulineaux, le	A , le
le Maire ou son représentant	Le Directeur général de la Caisse nationale des Allocations familiales
André SANTINI	Nicolas Grivel

ANNEXE 1 – Données nécessaires à l'affectation des places en EAJE

Les données individuelles transmises par le territoire à la Cnaf concernent le fichier « demandes » évoqué dans le corps du texte. Ce fichier doit comporter a minima les informations suivantes :

- Identifiant des demandes des familles (soit par un numéro de dossier, soit par les noms, prénoms date de naissance du ou des parents)
- Caractéristiques de l'enfant (âge ou date de naissance, sexe, mention de handicap…)
- Information quant à la présence de frère et/ou sœur dans un établissement spécifique
- Information sur des dossiers correspondants à des jumeaux/jumelles.
- Vœux ordonnés pour les EAJE désirés
- Jours et plage horaires demandés
- Caractéristiques correspondantes le cas échéant aux places réservées pour les quotas souples.
- Score de priorité établi par le territoire

ANNEXE 2 – Protection des données à caractère personnel

La présente annexe constitue l'acte juridique exigé par l'article 28 du règlement (UE) n°2016/679 du 27 avril 2016, ci-après dénommé « le règlement général sur la protection des données » ou « RGPD ». Dans le présent document, le territoire est nommé « responsable de traitement » au titre de l'article 4.7 du RGPD et le Sous-traitant, « sous-traitant » au sens du règlement général sur la protection des données au titre de l'article 4.8 du RGPD.

Le responsable du traitement et le sous-traitant s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le RGPD et la loi Informatique et Libertés n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée.

1. Objet

Le présent document a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel réalisées dans le cadre de la présente convention.

2. Description des traitements effectués par le sous-traitant

Le sous-traitant est autorisé à traiter pour le compte du responsable du traitement, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir la prestation suivante :

- Affectation des places en EAJE à partir d'une procédure informatique développée pour le projet ISAJE.

La nature des opérations réalisées sur les données par le sous-traitant est celle décrite à l'article 2 de la convention.
Les personnes concernées par le traitement sont les familles ayant déposé une demande de place en EAJE.
Pour l'exécution de sa mission, le responsable de traitement met initialement à la disposition du sous-traitant les catégories de données définies à l'annexe 1 de la présente convention.

Dans le cadre de cette convention, les catégories de données à caractère personnel telles que définies à l'annexe 1 seront traitées par le sous-traitant.

3. Obligations du responsable de traitement

Le responsable du traitement s'engage à :

a) Respecter les obligations qui lui incombent en sa qualité de responsable de traitement, en vertu des dispositions du RGPD et de la loi Informatique et Libertés ;

b) Fournir au sous-traitant la description du ou des prestations confiées dans le cadre de la présente convention et documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données ;

c) Mettre à disposition du sous-traitant toutes les données nécessaires à l'exécution de sa mission ;

d) Le cas échéant, effectuer une analyse d'impact relative à la protection des données, avec le concours du sous-traitant ;

e) Veiller, au préalable et pendant toute la durée de la convention, au respect des obligations prévues par le RGPD de la part du sous-traitant ;

f) Superviser le traitement, y compris par la réalisation d'audits et d'inspections auprès du sous-traitant ;

g) Notifier, le cas échéant, les violations de données à caractère personnel à la Commission nationale de l'informatique et des libertés et communiquer, si nécessaire, aux personnes concernées, avec l'assistance du sous-traitant, dans les conditions décrites à l'article 4.2 du présent document.

4. Obligations du sous-traitant

Le sous-traitant s'engage à :

a) Respecter les obligations qui lui incombent en sa qualité de sous-traitant, en vertu des dispositions du RGPD et de la loi Informatique et Libertés, dont la tenue d'un registre sous-traitant au titre de l'article 30 du RGPD ;

b) Traiter les données à caractère personnel uniquement pour la ou les seules finalités faisant l'objet de la sous-traitance et en aucun pour ses propres besoins ou pour les besoins d'un tiers ;

c) Traiter les données à caractère personnel conformément aux instructions documentées du responsable du traitement, transmises par ses services après la signature de la convention. Si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du RGPD, de la loi n°78-

17 du 6 janvier 1978 modifiée ou de toute autre disposition du droit de l'Union européenne ou du droit des Etats membres relatives à la protection des données, il en informe immédiatement le responsable du traitement ;

d) Assurer la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre de la présente convention, dans les conditions décrites aux articles 3 et 6 de la présente convention ;

e) Respecter son obligation de conseil et signaler au responsable de traitement les mesures de sécurité additionnelles qu'il conviendrait de prendre ;

f) Ne pas chercher à lever le pseudonymat de données pseudonymes qui lui auraient été confiées par le responsable de traitement. Informer sans délai le responsable de traitement en cas de réidentification à partir de données insuffisamment anonymisées par le responsable de traitement ;

g) Informer le responsable de traitement de toute réquisition ou demande de communication des données personnelles confiées, par un tiers autorisé, sauf si un texte légal l'interdit ;

h) Mettre à la disposition du responsable du traitement toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues à l'article 28 du RGPD et dans la présente annexe ;

i) Fournir au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données ou de toute autre personne faisant office de délégué à la protection des données pour son compte.

4.1. Sous-traitant ultérieur

Le sous-traitant peut faire appel à son propre sous-traitant, dénommé ci-après « sous-traitant ultérieur » (sous-traitant du sous-traitant), pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans le cadre de la présente convention l'Ecole polytechnique 91128 PALAISEAU CEDEX, représentée par son Président, M. Eric Labaye, sera mobilisée comme sous-traitant ultérieur. Son Délégué à la Protection des données peut être contacté à l'adresse dpd@polytechnique.fr.

De manière générale, le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations de la présente annexe et notamment les instructions du responsable de traitement. Il appartient au sous-traitant de s'assurer que le sous-traitant ultérieur choisi présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas les obligations en matière de protection des données, le sous-traitant demeure pleinement responsable du mauvais traitement des données par le sous-traitant ultérieur.

4.2. Transfert de données personnelles vers des pays tiers

Sur demande expresse et spécifique du responsable de traitement, le sous-traitant s'engage à traiter les données exclusivement sur le territoire d'un État membre de l'Union européenne ou assurant un niveau de protection adéquat au titre de l'article 45 du RGPD.

4.3. Droits des personnes concernées

Dans la mesure du possible, le sous-traitant aide le responsable de traitement, sans frais, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, à donner suite aux demandes des personnes concernées en vue d'exercer leurs droits prévus au chapitre III du RGPD. À ce titre, il répond dans les meilleurs délais à toute sollicitation du responsable de traitement.

4.3.1. Information des personnes concernées

Il appartient au responsable de traitement de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

4.3.2. Exercice des droits des personnes

Lorsque les personnes concernées exercent à tort auprès du sous-traitant des demandes d'exercice de leurs droits, le sous-traitant doit adresser au responsable de traitement et de façon sécurisée ces demandes dès réception, aux coordonnées indiquées par le responsable de traitement.

4.4. Assistance apportée au responsable de traitement

Le sous-traitant aide le responsable de traitement à démontrer que celui-ci respecte ses obligations légales et réglementaires relatives à la protection des données.
En particulier, le sous-traitant aide le territoire à rendre disponible l'outil, son code source, et répond aux obligations relatives à la loi pour une république numérique de 2016, à savoir :

- Fournir une information générale (article L.312-1-3)
- Faire figurer une mention explicite (article L.311-3-1)
- Fournir une information individuelle à la demande de l'intéressé (article L.311-3-1-2).

4.4.1. Analyses d'impact relatives à la protection des données

Le sous-traitant assiste notamment le responsable de traitement pour la réalisation des analyses d'impact relatives à la protection des données prévues à l'article 35 du RGPD et, si besoin, de la consultation préalable de l'autorité de contrôle prévues à l'article 36 du RGPD.

4.4.2. Traitement des incidents de sécurité

Le sous-traitant aide également le responsable du traitement à garantir le respect des obligations prévues aux articles 32 à 36 du RGPD.

Le sous-traitant notifie au responsable de traitement tout incident de sécurité impactant les données qu'il traite dans le cadre de la prestation qui lui a été confiée. Cette notification intervient dans les plus brefs délais et, en tout état de cause, dans un délai maximum de 48 heures ouvrables après en avoir eu connaissance, aux coordonnées indiquées par le responsable de traitement.

Cette notification est accompagnée de toute information utile pour permettre au responsable de traitement de qualifier l'incident de violation de données au sens de l'article 4.12 du RGPD et, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente au titre de l'article 33 du RGPD, voire de la communiquer aux personnes concernées au titre de l'article 34 du RGPD.

Cette notification contient au moins les informations suivantes :

- La description de l'incident de sécurité : nature, portée, catégories et nombre approximatif d'enregistrements de données personnelles concernées, catégories et nombre approximatif de personnes concernées, temporalité, conséquences ;

- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel les informations supplémentaires peuvent être obtenues ;

- La description des mesures prises, engagées, envisagées ou proposées pour remédier à l'incident de sécurité, y compris, le cas échéant les mesures pour atténuer les éventuels effets négatifs pour les personnes concernées.

S'il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, le sous-traitant peut les communiquer de manière échelonnée, sans délai injustifié. Il en informe le responsable de traitement en lui indiquant des raisons pour lesquelles la totalité des informations ne peuvent être communiquées dans ce délai.
Le sous-traitant s'engage à coopérer pleinement, à ses frais, avec le responsable de traitement afin de l'aider dans la gestion de cette situation et notamment en :

- L'aidant à la conduite des investigations sur l'incident de sécurité ;
- Fournissant au responsable de traitement ou au tiers indépendant qu'il a désigné, un accès physique aux installations et opérations concernées ;
- Organisant des entretiens entre le personnel du responsable de traitement et son propre personnel ;
- Fournissant tous les registres, journaux, dossiers, communications de données et autres documents pertinents nécessaires pour se conformer à la réglementation en vigueur et, le cas échéant, aux codes de conduite auxquels il aurait adhéré.

Le sous-traitant s'engage à ne pas informer les tiers, y compris les personnes concernées mais à l'exception des autorités de contrôle, de tout incident de sécurité ou de toute violation de données traitées dans le cadre de la présente convention, sans avoir obtenu le consentement préalable et écrit du responsable de traitement.
Le sous-traitant reconnaît que le responsable de traitement est seul habilité :

- à déterminer si l'incident de sécurité constitue ou non une violation de données à caractère personnel ;
- à décider cette violation doit ou non être notifiée à l'autorité de contrôle, voire communiquée aux personnes concernées ;
- à formaliser le contenu de ladite notification ;
- à réaliser la notification proprement dite à la CNIL.

Lorsque le responsable de traitement est dans l'obligation de communiquer la violation de données à caractère personnel aux personnes concernées, le sous-traitant prend en charge les frais liés à cette communication si la violation est survenue à cause d'un manquement du sous-traitant aux obligations prévues par la présente et au RGPD.
Suite à une éventuelle violation de données, le sous-traitant assiste le responsable de traitement pour répondre à toute enquête ou demande émanant d'une autorité de contrôle, voire à toute plainte formulée par une personne concernée ou par un regroupement de celles-ci.
En cas de manquement du sous-traitant au titre de ses obligations décrites dans la présente annexe, celui-ci restaure, à ses frais, les données traitées dans le cadre de la présente convention en cas de perte de données.
Le sous-traitant tient et met à disposition du responsable de traitement un registre des incidents de sécurité qui ont impacté les données confiées et y documente, au minimum, toute information pertinente concernant les circonstances de ces incidents de sécurité, ses effets et les mesures prises à ses frais pour y remédier et éviter qu'ils ne se reproduisent.

5. Sécurité des données

Le sous-traitant reconnait que la sécurité est un critère fondamental pour la protection des données à caractère personnel et s'engage à mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au niveau de risque déterminé par le responsable de traitement.
Celles-ci tiennent compte de l'état de l'art, de la doctrine de la CNIL et de l'Anssi et sont conformes aux standards de sécurité en vigueur. Elles ne doivent en aucun cas être moins rigoureuses que celles mises en place par le sous-traitant pour le traitement de ses propres données.
Le sous-traitant s'engage à communiquer au responsable de traitement, sur simple demande, tout document décrivant sa politique de sécurité des informations, les mesures de sécurité mises en œuvre, les certifications obtenues et les résultats synthétiques des audits de sécurité qu'il fait réaliser. Ces documents sont considérés comme confidentiels.

5.1. Engagements de sécurité

Le sous-traitant s'engage expressément à :

a) Prendre en compte les principes de protection des données par défaut et dès la conception de ses outils, produits, applications ou services (*Security by Default & by Design*) ;

b) Assurer la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la traçabilité d'accès et d'usage des données qu'il traite pour le compte du responsable de traitement ;

c) Tenir à jour une documentation écrite décrivant les mesures de sécurité techniques et organisationnelles mises en œuvre à cet effet ;

d) Traiter avec diligence toute demande du responsable de traitement relative à la sécurité des données traitées dans le cadre de la convention ;

e) Rétablir dans les meilleurs délais la disponibilité et l'accessibilité des données du responsable de traitement en cas d'incident de sécurité ;

f) Assurer le stockage des données du responsable de traitement séparément de ses propres données ou des données d'autres clients ;

g) Restreindre l'accès aux données faisant l'objet du traitement au seul personnel habilité et autorisé à cet effet, du fait de son travail et de ses fonctions, en limitant l'accès aux données strictement nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches ;

h) Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel :
- s'engagent à respecter la confidentialité et soient soumises aux dispositions relatives à la confidentialité et au secret professionnel de la présente convention ;
- reçoivent une formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

i) Ne prendre aucune copie des documents et supports d'information confiés par le responsable de traitement sauf si ladite copie est indispensable à la réalisation de la prestation ;

j) Ne pas utiliser, ni communiquer les documents et informations traités à des finalités autres que celles définies par la présente convention ;

k) Prendre toutes les mesures permettant d'éviter une utilisation détournée ou frauduleuse des données en cours d'exécution de la convention ;

Le cas échéant, le sous-traitant s'engage par ailleurs à mettre en œuvre les mesures de sécurité prévues par le code de conduite auquel il a adhéré ou la certification dont il se targue.

Toute modification importante des mesures de sécurité mises en place par le sous-traitant doit être documentée et présentée au responsable de traitement pour évaluation. Elles ne peuvent en aucun cas réduire le niveau de sécurité des données pendant la durée de la convention.

5.2. Mesures de sécurité spécifiques

Le sous-traitant s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité spécifiques suivantes :
- le chiffrement des sauvegardes des données à caractère personnel ;
- le chiffrement des données à caractère personnel en transit ;
- le chiffrement des données à caractère personnel au sein des bases de données ;
- la protection des fichiers et des espaces comportant les données nécessaires au traitement ;
- l'accès aux données à un nombre limité de personnes.

6. Vérification du respect des obligations du sous-traitant

Le responsable de traitement se réserve le droit d'effectuer ou de faire effectuer en son nom et pour son compte, à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations mentionnées dans la présente annexe, notamment par la réalisation d'audits, y compris des inspections et des tests de sécurité.
Le sous-traitant coopèrera pleinement à ces audits et s'engage notamment à autoriser le responsable de traitement ou les tiers qu'il a mandaté, à accéder, sans limitation, à l'ensemble des informations

nécessaires à l'accomplissement de leur mission, aux environnements physiques et techniques, aux registres et systèmes d'informations, au personnel, ou encore aux sites ou locaux à partir desquels le sous-traitant délivre les prestations visées dans la présente annexe.
Sans préjudice de cette faculté du responsable de traitement, le sous-traitant lui exposera au moins une fois par an les résultats synthétiques des contrôles qu'il met régulièrement en œuvre afin de vérifier le caractère conforme et suffisant des mesures techniques et organisationnelles de sécurité prises.
Le responsable de traitement pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des obligations précitées. La responsabilité du sous-traitant peut également être engagée sur le fondement des articles 226-5 et 226-17 du code pénal.

7. Durée autorisée du traitement

La présente convention est valable à compter de sa signature jusqu'au 31 décembre 2022.

L'autorisation donnée par le responsable de traitement au sous-traitant pour effectuer les traitements prévus le cadre de la prestation est valable pour toute la durée de la convention.

Suivant les instructions du territoire, au terme de cette convention, le sous-traitant s'engage à renvoyer sous un format standard exploitables toutes les données à caractère personnel au responsable de traitement. Le renvoi doit être suivi de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant à une date effective notifiée par le responsable de traitement. Une fois les données détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de cette destruction.

8. Responsabilités

Le Tribunal compétent est celui de la juridiction compétente.
Le sous-traitant sera tenu responsable en cas de manquement exclusivement imputable à lui et/ou à ses sous-traitants ultérieurs à leurs obligations en vertu du présent accord, du RGPD et de la Loi Informatique et Libertés.

9. Points de contact

- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données du sous-traitant ou de la personne en charge de la protection des données sont les suivants :
  Bruno Rasle
  Directeur et Délégué à la protection des données mutualisé
  Mission de l'Analyse de la Conformité Informatique et Libertés et de la Sécurité du Système d'Information (Macssi)
  32 avenue de la Sibelle – 75685 Paris Cedex 14
  protection-dp@cnaf.fr

- Le nom et les coordonnées de la personne intervenant pour prendre en charge tout incident de sécurité sont les suivantes : Bruno Rasle (cf. coordonnées ci-dessus)

- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données du responsable du traitement sont les suivants : Joséphine VIGREUX, Déléguée à la Protection des données – 47 rue du Général LECLERC 92131 ISSY-LES-MOULINEAUX Cedex.

VILLE D'ISSY LES MOULINEAUX

CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU JEUDI 7 AVRIL 2022

N° 24

OBJET : HYGIENE ET SECURITE – Autorisation de signer le lot n°5 du marché relatif à la gestion de la population animale et des nuisibles.

Monsieur Olivier RIGONI, Maire-Adjoint délégué à l'Hygiène et à la sécurité, expose au Conseil municipal ce qui suit :

Conformément aux dispositions du Code de la commande publique, un marché ayant pour objet la gestion de la population animale et des nuisibles avait été initialement lancé sous la forme d'une procédure d'appel d'offres ouvert.

Il était alloti au sens des articles L. 2113-10, L. 2113-11, R. 2113-2 et R. 2113-3 du Code de la commande publique et comprenait 5 lots :

- lot n°1 : accueil en fourrière des animaux errants ou dangereux ;
- lot n°2 : capture des animaux vivants errants ou dangereux et ramassage des cadavres d'animaux morts ;
- lot n°3 : capture et euthanasie des pigeons et corneilles noires ;
- lot n°4 : dératisation et désinsectisation ;
- lot n°5 : enlèvement des nids et essaims d'insectes volants.

Par délibération en date du 16 décembre 2021, suite à des manquements répétés, le Conseil municipal a décidé la résiliation du lot n°5 du marché MA20014 relatif à l'enlèvement des nids et essaims des insectes volants.

A la suite de cette résiliation, ce lot a été relancé selon une procédure d'appel d'offres.

Le marché est un accord-cadre mono-attributaire de services, traité à bons de commande sur la base des prix unitaires indiqués au bordereau des prix unitaires. Il est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 16 000 € HT sur la durée totale du marché.

Ce marché ne comprend ni option, ni phase, ni tranche.

Le marché prendra effet à compter de sa date de notification jusqu'au 29 décembre 2022.

Lors de sa séance du 28 mars 2022, la commission a procédé à l'analyse des offres en suivant les critères de jugement énoncés dans l'avis d'appel public à la concurrence et dans le règlement de la consultation.

La commission d'appel d'offres a attribué le marché à la société ACE HYGIENE, qui présentait l'offre économiquement la plus avantageuse.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à signer le lot n° 5 du marché relatif à la gestion de la population animale et des nuisibles.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code général des collectivités territoriales notamment son article L. 2122-21,

Vu le Code de la commande publique et notamment ses articles L. 2113-10, L. 2113-11, L. 2120-1, L. 2125-1, R. 2113-1, R. 2124-2, R. 2162-2 à R. 2161-5,

Vu le procès-verbal de la commission d'appel d'offres en date du 28 mars 2022,

Vu l'acte d'engagement de la société attributaire et l'offre qu'elle a proposée,

Vu l'avis de la commission municipale Patrimoine et de la Construction en date du 23 mars 2022,

Entendu cet exposé,

APRES EN AVOIR DELIBERE

AUTORISE le Maire à signer le marché avec la société ACE HYGIENE, sise, 18 rue Viet à CRETEIL (94 000).

PRECISE que le marché est à bons de commande sur la base de prix unitaires, sans montant minimum et avec un montant maximum de 16 000 € HT, conformément aux dispositions des articles L. 2125-1, R. 2162-2 et suivants du Code de la commande publique.

PRECISE que le marché prend effet à compter de sa date de notification jusqu'au 29 décembre 2022.

PRECISE que les dépenses correspondantes sont inscrites au budget communal.

Assemblées
SB/JV/MC

EXTRAIT DES DELIBERATIONS DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU JEUDI 16 DECEMBRE 2021

L'an deux mille vingt et un, le jeudi 16 décembre à 18h30, les membres composant le Conseil municipal d'Issy-les-Moulineaux, régulièrement convoqués individuellement et par écrit le 9 décembre 2021, se sont réunis au nombre de 41 dans la salle du Conseil municipal de l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur André SANTINI, Maire.
Nombre de conseillers municipaux en exercice : 49

Étaient présents :

André SANTINI	Sabine LAKE-LOPEZ	Isabelle MARLIERE
Thierry LEFEVRE	Olivier RIGONI	Jean COURCELLE-LABROUSSE
Fanny VERGNON	Tiphaine BONNIER	Corine SEMPE A partir de 18h59
Philippe KNUSMANN	Etienne BERANGER	Stéphane FORMONT
Fabienne LIADZE	Kathy SIMILOWSKI	Louis DORANGE
Ludovic GUILCHER	Nicole BERNADET	Caroline MILLAN
Edith LETOURNEL	Dominique GIACOMETTI Jusqu'à 20h37	Guillaume LEVY
David DAOULAS	Maria GARRIGUES	Anne-Sophie THIBAULT
Nathalie PITROU	Christine HELARY-OLIVIER	Caroline ROMAIN
Alain LEVY	Thibaut ROUSSEL	Didier VERNET
Claire GUICHARD	Marie-Hélène LE BERRE	Martine VESSIERE
Arthur KHANDJIAN	François SINSOLIEUX	Jean-Baptiste BART
Claire SZABO	Florent TRIDERA	André TANTI
Bernard de CARRERE	Eric KALASZ	Valérie GIRAUD

Étaient représentés :
Dominique GIACOMETTI par Guillaume LEVY à partir de 20h37
Claire GALLIOT par Tiphaine BONNIER
Cyrille GRANDCLEMENT par Thibaut ROUSSEL
Floraine CORDIER par Didier VERNET
Thomas PUIJALON par Valérie GIRAUD
Maud JOIE-SORIA par Valérie GIRAUD
Thibaud GLOWACZOWER par François SINSOLIEUX
Antoine MARMIGNON par Didier VERNET

Etait absente :
Corinne SEMPE jusqu'à 18h59

Thibaut ROUSSEL est désigné à l'unanimité pour remplir les fonctions de secrétaire de séance qu'il accepte.
Publication par affichage : le 23 décembre 2021.

Accusé de réception en préfecture
092-219200409-20211216-dcm46-DE
Date de télétransmission : 27/12/2021
Date de réception préfecture : 27/12/2021

CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU JEUDI 16 DECEMBRE 2021
N° 46
OBJET : HYGIENE ET SECURITE – Résiliation du lot n°5 au marché n°MA20014, relatif à la gestion de la population animale et des nuisibles : enlèvement des nids et essaims des insectes volants, attribué à la société O'VEA.

Monsieur Olivier RIGONI, Maire-Adjoint délégué à l'Hygiène et la sécurité, expose au Conseil municipal ce qui suit :

La Ville bénéficie d'un marché n°MA20014 alloti en 5 lots et relatif à la gestion de la population animale et des nuisibles.

Le lot n°5 relatif à l'enlèvement des nids et essaims des insectes volants a été notifié le 29 décembre 2020 à la société O'VEA sise 4, rue Erik Satie à Créteil (94 000). La durée du marché est de 2 (deux) ans fermes. Il est un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande sur la base des prix unitaires indiqués au bordereau des prix. Il a été conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 16 000 € HT sur la durée totale du marché.

Des difficultés dans l'exécution des prestations sont apparues, se sont accentuées et aggravées depuis septembre 2021. Les délais d'intervention, de transmission des rapports et de facturation, figurant dans les cahiers des charges administratifs et techniques ne sont pas respectés. Ainsi, des nids et essaims étaient encore présents sur le domaine public début octobre, alors qu'une intervention avait été demandée début septembre.

C'est pourquoi, considérant ces manquements répétés, en application de l'article du 12 du cahier des clauses administratives particulières du marché et de l'article 32.1 du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services, il est proposé la résiliation du marché public aux torts du titulaire. Cette résiliation étant aux torts, la Ville n'aura pas d'indemnité à verser au titulaire. Elle prendra effet à compter de la date de notification de la décision.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal de bien vouloir prononcer la résiliation du marché avec la société O'VEA à ses torts et à ses frais et risques.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment son article L. 2122-21,

Vu le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et service approuvé par arrêté du 19 Janvier 2009 et notamment son article 32.1,

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 10 décembre 2020 autorisant la signature du marché,

Vu le marché n° MA20014 et son cahier des clauses administratives particulières,

Vu l'avis de la Commission municipale du Patrimoine et de la Construction en date du 1er décembre 2021,

Accusé de réception en préfecture
092-219200409-20211216-dcm46-DE
Date de télétransmission : 27/12/2021
Date de réception préfecture : 27/12/2021

Considérant les manquements graves et répétés de la société O'VEA à ses obligations contractuelles,

Entendu cet exposé,

APRES EN AVOIR DELIBERE

DECIDE la résiliation du lot n°5 du marché n° MA20014 attribué à la société O'VEA aux torts de ladite société et à ses frais et risques.

AUTORISE Monsieur le Maire à notifier la résiliation à la société O'VEA et à prendre toutes les décisions nécessaires à la mise en œuvre de ladite résiliation.

Adopté à l'unanimité

Olivier RIGONI
Maire-Adjoint

Accusé de réception en préfecture
092-219200409-20211216-dcm46-DE
Date de télétransmission : 27/12/2021
Date de réception préfecture : 27/12/2021

Marché public passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert, en application des dispositions du Code de la commande publique

ACTE D'ENGAGEMENT

GESTION DE LA POPULATION ANIMALE ET DES NUISIBLES

Lot n°5 : Enlèvement des nids et essaims des insectes volants

Marché n°	
Date de notification	

Pouvoir adjudicateur, ordonnateur et maître de l'ouvrage

Ville d'Issy-les-Moulineaux
62 rue du Général Leclerc
(Adresse postale : 47, rue du Général Leclerc)
92130 Issy-les-Moulineaux
Tél. : 01 41 23 80 00

Nom, prénom et qualité du signataire

Madame Edith LETOURNEL, Adjoint au Maire délégué, agissant en vertu de la délibération du conseil municipal en date du 2022 et de l'arrêté du Maire N° 2020/423 en date du 28 mai 2020.

Comptable public assignataire des paiements

Madame le Trésorier Principal
1, place d'Alembert - 92130 Issy-les-Moulineaux

Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R.2191-60 du Code de la commande publique

Madame le Directeur des Services Financiers

Cadre réservé à la cession de créances :

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER. IDENTIFICATION ET ENGAGEMENT DU CONTRACTANT(S) 3

ARTICLE 2. PRIX DU MARCHE 4
2-1. Montant du marché 4
2-2. Répartition des prestations entre cotraitants 4
2-3. Montant sous-traité 5
2-4. Créance présentée en nantissement ou cession 6
2-5. Respect des obligations en termes de recours à des petites et moyennes entreprises ou à des artisans ..... **Erreur ! Signet non défini.**

ARTICLE 3. PAIEMENTS 6
3.1 – Modalités de règlement 6
3.2 - Désignation du (des) compte(s) à créditer 7
3.3 – Avance (articles L.2191-2 et R.2191-3 à R.2191-19 du Code de la commande publique) 7

ARTICLE 4. DUREE DU MARCHE 7

ARTICLE 5. DELAI DE VALIDITE DE L'OFFRE 7

ARTICLE 6. SIGNATURE DU CANDIDAT 8

ARTICLE 7. DECISION DU POUVOIR ADJUDICATEUR 8

ARTICLE PREMIER. IDENTIFICATION ET ENGAGEMENT DU CONTRACTANT(S)

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché public suivantes,

☒ C.C.A.P. (Cahier des clauses administratives particulières)

☒ C.C.T.P. (Cahier des clauses techniques particulières)

et conformément à ses / leurs clauses et stipulations,

et après avoir produit les documents, certificats, attestations et déclarations visés aux articles R.2143-1 à R.2143-12 et R.2144-1 à R.2144-7 du Code de la commande publique ainsi que les attestations d'assurance visées à l'article 4-4-1 du Règlement de la consultation,

☒ **Le signataire** (candidat individuel)

Nom : GEERTS Prénom : Luc Qualité : Gérant

☐ S'engage, sans réserve, sur la base de son offre et pour son propre compte pour l'ensemble du marché

☒ Engage, sans réserve, la société ci-dessous désignée, sur la base de son offre pour l'ensemble du marché

Dénomination sociale	:	ACE HYGIENE
Adresse de l'établissement	:	18 RUE VIET
Adresse du siège (si elle est différente de l'établissement)	:	
N° de Téléphone	:	01.41.78.91.57
Adresse Mail pour les communications au cours de l'exécution du marché	:	contact@ace-hygiene.fr
N° de SIRET	:	439 943 218 00065

à exécuter les prestations demandées aux prix indiqués dans le présent acte d'engagement et au bordereau des prix

☐ **L'ensemble des membres du groupement** s'engagent, sans réserve, sur la base de l'offre du groupement pour l'ensemble du marché, à exécuter les prestations demandées aux prix indiqués dans le présent acte d'engagement et au bordereau des prix

Le groupement est :

☐	☐	Solidaire	ou	☐ Conjoint

Cotraitant n°1 : Mandataire du groupement

Dénomination sociale	:	
Adresse de l'établissement	:	
Adresse du siège (si elle est différente de l'établissement)	:	
N° de Téléphone	:	
Adresse Mail pour les communications au cours de l'exécution du marché	:	

N° de SIRET	:	

Cotraitant n°2 :

Dénomination sociale	:	
Adresse de l'établissement	:	
Adresse du siège (si elle est différente de l'établissement)	:	
N° de Téléphone	:	
Adresse Mail pour les communications au cours de l'exécution du marché	:	
N° de SIRET	:	

Cotraitant n°3 :

Dénomination sociale	:	
Adresse de l'établissement	:	
Adresse du siège (si elle est différente de l'établissement)	:	
N° de Téléphone	:	
Adresse Mail pour les communications au cours de l'exécution du marché	:	
N° de SIRET	:	

ARTICLE 2. PRIX DU MARCHE

2-1. Montant du marché

Le marché est un accord-cadre mono-attributaire de services à bons de commande sur la base de prix unitaires, sans montant minimum et avec un montant maximum de 16 000 € HT sur la durée totale du marché, en application des articles R.2162-2 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique**.**

Les commandes sont passées en référence aux prix unitaires indiqués au bordereau des prix Pour les prestations ne figurant pas dans le BPU, la personne publique pourra demander un devis au titulaire. La personne publique est libre d'accepter ou non ce devis ou de le renégocier.

Les modalités de variation des prix sont fixées au C.C.A.P.

2-2. Répartition des prestations entre cotraitants

- **En cas de groupement <u>conjoint</u> :**

Les membres du groupement conjoint **indiquent** dans le tableau ci-dessous la répartition des prestations que chacun d'entre eux s'engage à réaliser.

	Nom	Nature de la prestation
Cotraitant n° 1 (mandataire du groupement)		
Cotraitant n° 2		
Cotraitant n° 3		
Cotraitant n° 4		

- **En cas de groupement <u>solidaire</u> :**

Si les cotraitants du groupement solidaire souhaitent la répartition des paiements entre leurs membres, ils **doivent impérativement indiquer** ci-dessous les modalités de cette répartition (Cf. article 11.6.1 du C.C.A.G.-Travaux) :

	Nom	Nature de la prestation
Cotraitant n° 1 (mandataire du groupement)		
Cotraitant n° 2		
Cotraitant n° 3		
Cotraitant n° 4		

2-3. Montant sous-traité

<u>2-3-1. Sous-traitance envisagée avant la passation du marché</u>

Le(s) annexe(s) n ° ..... au présent acte d'engagement indique(nt) la nature et le montant des prestations que **<u>j'envisage</u> / <u>nous envisageons</u>** de faire exécuter par des sous-traitants (les noms de ces sous-traitants et les conditions de paiement des contrats de sous-traitance). Le montant des prestations sous-traitées indiqué dans chaque annexe constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder.

Chaque annexe constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance. La notification du marché est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Le montant total des prestations que **<u>j'envisage</u> / <u>nous envisageons</u>** de sous-traiter conformément à ces annexes est de :

Montant Hors Taxe	
Montant toutes taxes comprises	

Les déclarations et attestations désignées aux articles R.2193-1 à R.2193-2 du Code de la commande publique sont jointes au présent acte d'engagement.

2-3-2. Sous-traitance envisagée en cours du marché

En outre le tableau ci-après indique la nature et le montant des prestations que j'envisage de faire exécuter par des sous-traitants payés directement après avoir demandé en cours d'exécution du marché par le moyen d'actes spéciaux de sous-traitance, leur acceptation et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance les concernant à la personne représentant le pouvoir adjudicateur.

Montant Hors Taxe	
Montant toutes taxes comprises	

2-4. Créance présentée en nantissement ou cession

X❑ **Prestataire unique**

Le montant maximal, TVA incluse, de la créance que **je pourrai** présenter en nantissement ou céder est ainsi de :

	Montant TTC en €
Minimum	
Maximum	19 200

❑ **Groupement**

Le montant maximal, TVA incluse, de la créance que **nous pourrons** présenter en nantissement ou céder est ainsi de :

	Co-traitant 1 Montant TTC en €	Co-traitant 2 Montant TTC en €	Co-traitant 3 Montant TTC en €
Minimum			
Maximum			

ARTICLE 3. PAIEMENTS

3.1 – Modalités de règlement

Le règlement, après constatation du service fait, est effectué par virement avec mandatement administratif dans le délai global de paiement en vigueur à compter de la présentation de la demande

de paiement. Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et du sous-traitant de premier rang, au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Par ailleurs, le défaut de paiement dans ce délai entraîne également de plein droit, au bénéfice du titulaire, le paiement d'une indemnité forfaitaire de 40€ pour frais de recouvrement.

3.2 - Désignation du (des) compte(s) à créditer
(Joindre un ou des IBAN)

En cas de groupement conjoint, chaque entreprise sera payée directement par le pouvoir adjudicateur pour les prestations qu'elle exécute.

La ville se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter les montants au crédit du (des) compte (s) précisé (s) ci-après :

Joindre les IBAN

Dénomination sociale	Etablissement	Code Banque	Code Guichet	N° de Compte	Clé
ACE HYGIENE	BPI France	18359	00043	00019798645	26

3.3 – Avance (articles L.2191-2 et R.2191-3 à R.2191-19 du Code de la commande publique)

Sans objet.

ARTICLE 4. DUREE DU MARCHE

Le marché prend effet à compter de sa date de notification jusqu'au 29 décembre 2022.

ARTICLE 5. DELAI DE VALIDITE DE L'OFFRE

Le présent engagement me lie / nous lie pour le délai de validité des offres indiqué dans le règlement de la consultation.

ARTICLE 6. SIGNATURE DU CANDIDAT

A Créteil, , le 09/03/2022

Nom, Prénom et Qualité du signataire
Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente

Signature :

ARTICLE 7. DECISION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

La présente offre est acceptée.

Elle est complétée par les annexes suivantes :
☐ Mise au point du marché
☐ Présentation d'un sous-traitant (imprimé DC4)

A Issy-les-Moulineaux, le

Pour le Maire et par délégation,
Le Maire Adjoint délégué à la
Commande Publique,

Edith LETOURNEL

Gestion de la population animale et des nuisibles

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

(C.C.A.P.)

SOMMAIRE

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES 4
ARTICLE 2. FORME ET DUREE DU MARCHE 4
2.1 – Forme du marché 4
2.2 – Durée du marché 4
ARTICLE 3. PROCEDURE DE PASSATION 4
ARTICLE 4. PARTIES CONTRACTANTES 4
ARTICLE 5. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE 5
ARTICLE 6. COTRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE 5
6.1 – Cotraitance 5
6.2 – Sous-traitance 5
ARTICLE 7. CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES PRESTATIONS 6
7.1 – Spécifications techniques 7
7.2 – Délais d'exécution 7
ARTICLE 8. MODALITES DE COMMANDE 7
ARTICLE 9. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS 8
ARTICLE 10. DISPOSITIONS FINANCIERE 8
10.1 – Répartition des paiements 8
10.2 – Taxe sur la valeur ajoutée 8
10.3 – Forme des prix 9
10.4 – Contenu des prix 9
10.5 – Révision des prix ..... **Erreur ! Signet non défini.**
10.6 – Modalités de facturation 9
10.7 – Modalité de règlement 10
ARTICLE 11. PENALITES 10
11.1 – Pénalités pour retard 11
11.2 – Pénalités pour manquement aux obligations du titulaire 11
11.3 – Pénalités pour non remise de demande d'agrément et acceptation 11
11.4 – Modalités de facturation des pénalités 11
ARTICLE 12 - RESILIATION DU MARCHE 11
ARTICLE 13 - GARANTIES ET FINANCEMENT 12
13.1 – Cautionnement - Retenue de garantie 12
13.2 - Avances 12
ARTICLE 14 – OBLIGATION ET ENGAGEMENT DU PRESTATAIRE 12
14.1 - Obligation de résultat 12
14.2 - Confidentialité 12
ARTICLE 15 – CESSATION D'ACTIVITE – CESSION DU MARCHE 12
15.1 – Redressement judiciaire – liquidation judiciaire 12
15.2 – Cession du marché 13

ARTICLE 16 – ASSURANCES.....13

ARTICLE 17 – PRODUCTION DES ATTESTATIONS ET DES CERTIFICATS PENDANT L'EXECUTION DU CONTRAT 13

17.1 - Vérifications périodiques de la régularité de la situation du titulaire.....13

17.2 - Sanctions en cas d'irrégularités constatées 13

ARTICLE 18 - PROTECTION ET CONDITIONS DE TRAVAIL DU PERSONNEL 14

ARTICLE 19 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER.....14

ARTICLE 20 - PROCEDURE AMIABLE 15

ARTICLE 21 – DEROGATIONS.....15

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) a pour objet la gestion de la population animale et des nuisibles sur le territoire de la ville d'Issy-les-Moulineaux.

Le contenu précis des prestations est explicité dans le Cahier des Clauses Techniques particulières.

ARTICLE 2. FORME ET DUREE DU MARCHE

2.1 – Forme du marché

Un marché ayant pour objet la gestion de la population animale et des nuisibles avait été initialement lancé sous la forme d'une procédure d'appel d'offres ouvert conformément aux dispositions du Code de la commande publique.

Il était alloti au sens des articles L2113-10, L2113-11, R2113-2 et R2113-3 du Code de la commande publique et comprenait 5 lots :

- Lot n°1 : Accueil en fourrière des animaux errants ou dangereux
- Lot n°2 : Capture des animaux vivants errants ou dangereux et ramassage des cadavres d'animaux morts
- Lot n°3 : Capture et euthanasie des pigeons et corneilles noires
- Lot n°4 : Dératisation et désinsectisation
- Lot n°5 : Enlèvement des nids et essaims d'insectes volants

Le pouvoir adjudicateur a décidé de résilier le lot n°5 concernant l'enlèvement des nids et essaims des insectes volants. Le présent marché gardera la numérotation initiale.

Le marché est un accord-cadre mono-attributaire de services, traité à bons de commande sur la base des prix unitaires indiqués au bordereau des prix unitaires. Il est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 16 000 € HT sur la durée totale du marché.

Ce marché ne comprend ni option, ni phase, ni tranche.

2.2 – Durée du marché

Le marché prendra effet à compter de sa date de notification jusqu'au 29 décembre 2022.

ARTICLE 3. PROCEDURE DE PASSATION

Le présent marché est passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert, conformément aux dispositions du Code de la commande publique.

ARTICLE 4. PARTIES CONTRACTANTES

Au sens du Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG-FCS) pour les marchés de fournitures et services, sont désignés :

- La Personne publique :

Ville d'Issy-les-Moulineaux,
représentée par son Maire, Monsieur André SANTINI, ou son représentant
62, rue du Général Leclerc
(adresse postale : Centre Administratif - 47, rue du Général Leclerc)
92130 Issy-les-Moulineaux.
SIRET : 21920040900015

- Les Titulaires :

Les prestataires de service ou les mandataires des groupements qui signeront les marchés.

- Le comptable assignataire des paiements :

Madame le Trésorier Principal
1, Place d'Alembert
92130 Issy-les-Moulineaux

ARTICLE 5. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Le présent marché, dont l'original conservé dans les archives de la personne publique fait foi, est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) ;
- Le bordereau des prix ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS) dans sa dernière version (arrêté du 19 janvier 2009, publié au JOFR n°0066 du 19 mars 2009) ;
- Les normes en vigueur ;
- Le mémoire technique du candidat, s'il n'entre pas en contradiction avec les autres documents contractuels.

Les pièces particulières, les pièces générales et les documents d'exécution constituent des documents contractuels.

Il est dérogé à l'article 4 du CCAG-FCS concernant les pièces qui seront délivrées au titulaire : seuls l'acte d'engagement et le bordereau des prix et délais accompagneront la notification.

ARTICLE 6. COTRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE

6.1 – Cotraitance

La forme juridique choisie pourra être le groupement d'entreprises solidaire ou conjoint. Le groupement pourra être conjoint à la condition que les membres du groupement s'engagent à exécuter des prestations détaillées et précisées dans l'acte d'engagement et que le mandataire du groupement soit solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de Grand Paris Seine Ouest.

Conformément à l'article R.2142-21 du Code de la commande publique, Grand Paris Seine Ouest interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité du candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements.

6.2 – Sous-traitance

Conformément aux articles L.2193-1 et suivants du Code de la Commande Publique, le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de son marché public à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de leurs conditions de paiement. **En cas de sous-traitance directe,** le titulaire devra accepter le sous-traitant et agréer ses conditions conformément à la réglementation en vigueur. L'acceptation et l'agrément d'un sous-traitant de premier rang entraîne obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'acceptation d'un sous-traitant ainsi que l'agrément de ses conditions de paiement correspondant est possible au moment du dépôt de l'offre ou en cours de marché selon les modalités définies aux articles L.2193-4 et suivants du Code de la Commande Publique et à l'article 3.6 du C.C.A.G.

Le titulaire devra déclarer ses sous-traitants à chaque période de renouvellement du présent marché.

Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre, l'acceptation et l'agrément du sous-traitant sont constatés dans une annexe à l'acte d'engagement.

Celle-ci devra mentionner les éléments suivants :
- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison, ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- les modalités de calcul et de versement des avances et acomptes ;
- la date (ou le mois) d'établissement des prix ;
- les stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfactions et retenues diverses ;
- la déclaration du sous-traitant comportant ses capacités professionnelles et financières ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner aux marchés publics au titre des articles L.2141-1 et suivants du Code de la Commande Publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;
- l'attestation sur l'honneur (ou photocopie certifiée conforme à l'original par une personne habilitée à engager l'entreprise) attestant que le candidat a satisfait à ses obligations en matière d'impôts, taxes et cotisations sociales ;
- les attestations d'assurance du sous-traitant en cours de validités ;
- le compte à créditer et son IBAN.

La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient en cours d'exécution du marché, le titulaire adressera au pouvoir adjudicateur, par lettre recommandée avec accusé de réception, un acte spécial dûment rempli indiquant l'ensemble des éléments mentionnés ci-dessus.

En outre, le titulaire établira qu'aucune cession ni aucun nantissement de créance résultant du marché ne font obstacle au paiement du sous-traitant, en produisant soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.
En cas de nantissement ou de cession de créance, le titulaire doit obtenir la modification de l'exemplaire unique.

Le silence du pouvoir adjudicateur gardé pendant vingt-et-un jours à compter de la date de réception de l'intégralité des documents susmentionnés emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

En cas de sous-traitance indirecte, les sous-traitants qui sous-traitent devront faire accepter leur sous-traitant indirect et agréer leurs conditions de paiement. Cela ne pourra intervenir avant que le pouvoir adjudicateur ait accusé réception au titulaire d'une copie de la caution personnelle et solidaire mentionnée à l'article L.2193-14 du Code de la commande publique ou, avant la signature, de l'acte par lequel l'entrepreneur principal donne délégation au pouvoir adjudicateur pour paiement à son sous-traitant à concurrence du montant des prestations exécutées par ce dernier.

En cas de communication de renseignements inexacts ou de sous-traitance occulte, le titulaire peut encourir la résiliation du marché à ses frais et risques (articles 41 et 45 du C.C.A.G.).

ARTICLE 7. CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES PRESTATIONS

Dans le cadre du présent marché, le titulaire est expressément soumis à une obligation de résultat et s'engage à exécuter les prestations à sa charge conformément aux meilleurs critères de qualité en vigueur dans la profession.

7.1 – Spécifications techniques

Le descriptif technique des prestations à effectuer au titre du présent marché et ses conditions particulières d'exécution sont décrits dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P).

7.2 – Délais d'exécution

Les prestations doivent être exécutées dans les délais figurant au C.C.T.P.

En cas de refus d'accéder à la demande de la Ville, cette dernière se réserve le droit de faire intervenir un autre prestataire en lieu et place du titulaire. Toutefois, s'il apparait une différence de prix à son détriment, celle-ci sera mise à la charge du titulaire.

Prolongation des délais d'exécution :
Une prolongation des délais d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur au titulaire lorsqu'une cause n'engageant par la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution du marché dans les délais contractuels.

Il en est notamment ainsi si la cause qui met le titulaire dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels est le fait de la personne publique ou provient d'un évènement avant le caractère de force majeure.

Pour pouvoir bénéficier d'une prolongation des délais d'exécution, le titulaire devra signaler par lettre recommandée ou, en cas d'interventions urgentes, par télécopie ou par courriel adressé au pouvoir adjudicateur, les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans les délais contractuels et qui, selon lui, échappent à sa responsabilité.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du C.C.A.G.-F.C.S., pour les prestations ayant un caractère d'urgence, cette demande de prolongation devra intervenir dès l'apparition de ces causes.

ARTICLE 8. MODALITES DE COMMANDE

Les bons de commande seront notifiés par la ville au fur et à mesure des besoins sur la base des prix fixés dans le bordereau des prix.

La ville informera le titulaire de ses besoins directement à distance par courrier ou courriel. La demande est ensuite confirmée par un bon de commande écrit.

La ville se réserve également le droit de faire appel d'une manière ponctuelle au titulaire pour des prestations non décrites dans le bordereau des prix. Dans ce cas, il sera établi un bon de commande sur la base d'un devis. En tout état de cause, les devis devront parvenir au pouvoir adjudicateur dans un délai de 5 jours à compter de la demande. Au moment de l'établissement du devis, le titulaire s'engage à rechercher systématiquement les meilleurs tarifs proposés. Après négociation éventuelle, l'acceptation du devis sera formalisée par l'émission d'un bon de commande.

Les commandes seront faites aux moyens de bons de commande qui devront mentionner :
- la référence au marché,
- la date,
- la raison sociale et les coordonnées postales du destinataire,
- la désignation des prestations à effectuer,
- les prix d'engagement correspondant au prix du marché,

- le délai d'exécution des prestations ;
- l'adresse de facturation.

Toute commande doit faire l'objet d'un bon de commande. Toute commande ne respectant pas cette condition impérative ne sera pas payée. Aucun rythme de commande et aucune quantité ne peuvent être imposés à la ville.

Les bons de commande portent la signature de la personne habilitée à engager des dépenses au nom et pour le compte de la ville. Il est précisé que conformément aux habilitations en vigueur pour l'année 2022, la personne habilitée à rédiger et signer les bons de commande est le Maire ou le Maire-Adjoint délégué pour la Ville d'Issy-les-Moulineaux.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le titulaire. Toute commande faite dans d'autres conditions n'engage pas l'Administration.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

ARTICLE 9. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Il sera fait application des articles 27 à 30 du C.C.A.G.-F.C.S. avec les précisions qui suivent.

En cas de non-conformité du service effectué par le prestataire avec les stipulations techniques décrites au C.C.T.P., le service hygiène et sécurité de la Ville transmettra dans un délai de 5 jours ouvrés ses réclamations au titulaire.

Chaque réclamation sera transmise avec les indications suivantes :
- identité du service destinataire,
- adresse du service,
- désignation de la prestation de service défectueuse,
- observations motivant la réclamation.

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prend une décision expresse d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet des prestations, conformément à l'article 30 du C.C.A.G.-F.C.S.

En cas de rejet des prestations, le titulaire devra fournir à la Ville une réponse dans un délai de 2 heures pour lui signifier sa proposition de solution.

La Ville devra faire connaître sa décision définitive dans les 24 heures qui suivent la proposition du prestataire.

Par dérogation à l'article 41.2 du C.C.A.G.-F.C.S., des manquements répétés pourront entraîner la résiliation du présent marché, et ce sans mise en demeure préalable.

ARTICLE 10. DISPOSITIONS FINANCIERE

10.1 – Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :
- Au titulaire et à ses sous-traitants éventuels,
- Au titulaire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

10.2 – Taxe sur la valeur ajoutée

Les prix du marché sont établis hors TVA. Le taux de TVA appliqué sur les prix hors taxes sera celui en vigueur à la date du fait générateur, sauf disposition législative contraire.

10.3 – Forme des prix

Ce marché est un accord-cadre mono-attributaire traité à bons de commande sur la base des prix unitaires indiqués au bordereau des prix unitaires. Il est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 16 000 € HT sur la durée totale du marché.

Les prix sont fermes et définitifs pour toute la durée du marché.

10.4 – Contenu des prix

Les prix comprennent tous les frais nécessaires à l'exécution des prestations, notamment tous les frais de transport, d'assurances, les frais généraux, les faux-frais et les sujétions de quelque nature qu'elles soient, inhérentes aux prestations ou spéciales au titulaire. Le matériel et les produits nécessaires aux prestations sont inclus dans le prix.

10.5 – Modalités de facturation

Pour toute question liée à la facturation, le titulaire est invité à envoyer sa demande sur l'adresse mail : factures-finances@ville-issy.fr.

Les prestations réalisées sont payées une fois le service fait, à terme échu, par virement avec mandatement administratif, sur présentation de la facture.

En application des dispositions des textes réglementaires, le titulaire du marché ainsi que son ou ses cotraitants et son ou ses sous-traitants admis au paiement direct ont l'obligation de transmettre leurs factures sous forme dématérialisée sur l'adresse : **https://chorus-pro.gouv.fr. A défaut, leurs factures seront réputées non reçues.**

L'envoi des factures électroniques nécessite le numéro SIRET identifiant la structure débitrice, figurant à l'article 4 du présent CCAP.

Chaque facture devra faire apparaître distinctement, les mentions légales[1] et plus particulièrement :

- Le nom et l'adresse du titulaire,
- Le numéro et l'objet du marché,
- La date de facturation,
- L'indication en clair des prestations effectuées avec le détail, le cas échéant des quantités et des prix unitaires facturés,
- La période de réalisation des prestations,
- Le montant hors TVA des prestations dues,
- Le taux et le montant de la TVA,
- Le montant total TTC,
- L'indemnité forfaitaire.

Le Titulaire s'engage à respecter les exigences du présent C.C.A.P. en matière de facturation. A défaut, les factures ne seront pas prises en compte par la Ville et seront renvoyées au Titulaire sans qu'il puisse réclamer d'indemnité. Le délai réglementaire de mandatement ne sera ouvert qu'à la réception de factures conformes.

Après avoir réalisé un contrôle quantitatif et qualitatif du service fait par tous moyens, la Ville procède au paiement de la prestation.

Les coordonnées bancaires du compte à créditer figurent sur l'IBAN joint avec l'acte d'engagement.

[1] A noter que les factures électroniques devront comporter l'ensemble des mentions énumérées à l'article 1er du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016, sous peine de ne pas être acceptées

En cas de changement de coordonnées bancaires, le titulaire doit envoyer par courrier son nouvel IBAN à la direction de la Commande Publique. Aucun changement d'IBAN ne se fera si cette procédure n'est pas respectée.

En cas de sous-traitance :
Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché via CHORUS.

Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

10.6 – Modalité de règlement

Les dépenses afférentes à ce marché seront prélevées sur les crédits inscrits à cet effet au budget de la Ville. Le marché ne sera pas financé par des subventions.

Le règlement, après constatation du service fait, est effectué par virement avec mandatement administratif dans le délai global de paiement en vigueur à compter de la présentation de la demande de paiement. Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et du sous-traitant de premier rang, au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal, incluse.

Par ailleurs, le défaut de paiement dans ce délai entraîne également de plein droit, au bénéfice du titulaire, le paiement d'une indemnité forfaitaire de 40€ pour frais de recouvrement.

ARTICLE 11. PENALITES

En cas de non-respect de ses engagements par le titulaire, la Ville peut appliquer les pénalités suivantes. Les pénalités sont nettes de TVA.

Les pénalités indiquées ci-dessous sont, le cas échéant, cumulables entre elles. Elles ne sont pas libératoires et sont indépendantes des éventuelles réfactions de prix consécutives aux opérations d'admission.

Les pénalités ci-dessous s'appliquent par dérogation aux dispositions de l'article 14 du C.C.A.G.-F.C.S.

Il est rappelé que les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation, par la Ville, des mauvaises exécutions des prestations par le ou les titulaires.

Les pénalités sont dues quel que soit leur montant par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G.-F.C.S.

11.1 – Pénalités pour retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 150,00 €, par dérogation à l'article 14.1.1 du C.C.A.G.-F.C.S.

Conformément à l'article 14.1.2 du C.C.A.G-F.C.S, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

11.2 – Pénalités pour manquement aux obligations du titulaire

En cas de non-respect par le titulaire des stipulations du présent C.C.A.P. et de celles du C.C.T.P. (impossibilité d'accueil des animaux 24h/24 et 7 jours/7, défauts dans la régularité des visites vétérinaires, défaut dans la recherche des propriétaires, cas ou suspicion de maltraitance, le titulaire se verra appliquer une pénalité d'un montant de 50,00 € par manquement constaté.

11.3 – Pénalités pour non remise de demande d'agrément et acceptation

L'acte d'engagement sera accompagné par les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement pour les sous-traitants désignés au marché. Cette demande d'acceptation pourra également intervenir en cours de marché, par un acte spécial transmis au pouvoir adjudicateur avant toute intervention du sous-traitant.

En cas de manquement à cette obligation, le titulaire encourt une pénalité de 150,00 € par jour calendaire de retard.

Le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et, par différence avec son offre, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement.

Le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels au pouvoir adjudicateur lorsque celui-ci en fait la demande. Si, sans motif valable, il n'a pas rempli cette obligation quinze jours après avoir été mis en demeure de le faire, il encourt une pénalité journalière de 150,00 €.

En outre, le défaut de communication du contrat de sous-traitance un mois après cette mise en demeure le titulaire s'expose à la résiliation du marché dans les conditions visées à l'article 9 du présent C.C.A.P.

11.4 – Modalités de facturation des pénalités

Les pénalités feront l'objet d'un titre de recette.

ARTICLE 12 - RESILIATION DU MARCHE

Le chapitre 7 du C.C.A.G.-F.C.S. est pleinement applicable, exception faite de l'article 41.2.
En cas de carence grave de sa prestation (retards répétés, manquements répétés aux obligations contractuelles, etc.) et des cas énumérés à l'article 41.1 du C.C.A.G.-F.C.S., la Ville d'Issy-les-Moulineaux peut résilier le marché par lettre recommandée avec accusé de réception, sans préavis, par dérogation à l'article 41.2 du C.C.A.G.-F.C.S.

En cas de résiliation aux torts du titulaire (cas énumérés au paragraphe ci-dessus), la Ville d'Issy-

les-Moulineaux se réserve la possibilité de faire prendre, au frais et risques du titulaire, des mesures nécessaires pour assurer l'exécution des prestations jusqu'au commencement d'exécution du marché par le nouveau titulaire, conformément à l'article 45 du C.C.A.G.-F.C.S.

La personne publique peut résilier le marché à tout moment, qu'il y ait ou non faute du titulaire. La résiliation est prononcée par décision unilatérale de l'administration, sous réserve du respect d'un préavis de trois mois à compter de l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 13 - GARANTIES ET FINANCEMENT

13.1 – Cautionnement - Retenue de garantie

Il n'est prévu ni cautionnement ni retenue de garantie.

13.2 - Avances

Il n'est pas prévu d'avance.

ARTICLE 14 – OBLIGATION ET ENGAGEMENT DU PRESTATAIRE

14.1 - Obligation de résultat

Dans le cadre du présent marché, le titulaire est expressément soumis à une obligation de résultat et s'engage à exécuter les prestations à sa charge conformément aux meilleurs critères de qualité en vigueur dans la profession, selon les règles de l'art et conformément aux dispositions du présent C.C.A.P. et du C.C.T.P.

14.2 - Confidentialité

Le prestataire s'engage, tant pour lui-même que pour l'ensemble des personnes qu'il associera à l'exécution du présent marché, à considérer de façon confidentielle les informations qui lui sont communiquées par la Ville, ou dont il a connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché et ce quels que soient la forme et le support (papier, dessins, supports informatiques, etc.) utilisés pour cette transmission.

A ce titre, le prestataire s'engage à ne pas les communiquer à des tiers, à des personnes de son entreprise ou à celles de sociétés filiales ou parentes qui n'ont pas besoin d'en connaître, sans l'accord préalable écrit de la Ville et à traiter lesdites informations comme il traite ses propres informations confidentielles.

ARTICLE 15 – CESSATION D'ACTIVITE – CESSION DU MARCHE

15.1 – Redressement judiciaire – liquidation judiciaire

En cas de redressement judiciaire, le titulaire doit prévenir l'Etablissement public territorial dans les 15 jours calendaires maximum qui suivent le jugement du tribunal de Commerce. Le marché est résilié si, après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L. 622-13 du Code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

En cas de liquidation judiciaire du titulaire, le titulaire doit prévenir la personne publique dès jugement du tribunal prononçant l'ouverture de la liquidation judiciaire. Le marché est résilié, si après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'article L. 641-10 du Code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'événement. Elle n'ouvre droit, pour

le titulaire, à aucune indemnité.

15.2 – Cession du marché

Toute cession du marché à une autre personne morale ou physique est interdite sauf autorisation expresse de la personne publique.

Dans ce cas, le titulaire doit en avertir la personne publique trois mois à l'avance par lettre recommandée avec accusé de réception, le nouveau titulaire s'étant auparavant engagé à respecter les conditions initiales du marché.

ARTICLE 16 – ASSURANCES

Le titulaire devra justifier, avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire d'assurances garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers et de la personne publique en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou des modalités de leur exécution.

La garantie devra être suffisante. Elle sera illimitée pour les dommages corporels.

ARTICLE 17 – PRODUCTION DES ATTESTATIONS ET DES CERTIFICATS PENDANT L'EXECUTION DU CONTRAT

17.1 - Vérifications périodiques de la régularité de la situation du titulaire

Dans le cadre de la mise en œuvre du dispositif de vigilance de l'article D 8222-5 du code du travail, le titulaire s'engage à remettre au pouvoir adjudicateur, tous les six mois à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de son exécution :

- Une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales datant de moins de 6 mois *(article D 8222-5-1°-a du code du travail)*.

- Une attestation sur l'honneur du titulaire du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires *(article D 8222-5-1°-b du code du travail).*

- La liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail et travaillant directement ou indirectement pour ce marché datant de moins de 6 mois *(articles L. 5221-2, 3 et 11 du code du travail).*

- L'attestation de Déclaration Obligatoire d'Emploi des Travailleurs Handicapés (ou Attestation de DOETH) fournie par l'AGEFIPH.

- L'attestation d'assurance Responsabilité Civile et Professionnelle.

Le titulaire établi à l'étranger fournit les pièces équivalentes demandées à l'article D 8222-7 du code du travail ; ces pièces doivent être rédigées en langue française ou être accompagnées d'une traduction en langue française certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par GPSO, à l'adresse suivante : https://www.e-attestations.com.

17.2 - Sanctions en cas d'irrégularités constatées

Conformément à l'article L.8222-6 du code du travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du même code, le pouvoir adjudicateur peut :

- Soit appliquer les pénalités prévues à l'article L.8222-6 du Code du travail, dont le montant est fixé à 10% du montant du marché sans pouvoir excéder le montant des amendes encourues par le titulaire en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du code du travail.

- Soit résilier le présent marché, par courrier recommandé avec avis de réception, aux torts exclusifs du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité. La résiliation peut, le cas échéant, être prononcée aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 18 - PROTECTION ET CONDITIONS DE TRAVAIL DU PERSONNEL

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée, en vertu des dispositions législatives ou réglementaires, de traités ou accords internationaux.

L'entrepreneur devra obligatoirement soumettre à une visite médicale d'embauche tout nouvel agent, avant sa prise de fonction, ou au plus tard avant la fin de la période d'essai. Il soumettra son personnel aux examens médicaux périodiquement prévus par la législation en vigueur.

Les dates de ces examens, l'identité des agents et la conclusion du médecin de travail sur leur aptitude physique seront consignées par l'entrepreneur sur un registre spécial dont la Maître d'ouvrage peut avoir connaissance sur simple demande.

L'entrepreneur devra doter le personnel d'exécution d'un vêtement de travail et d'un vêtement réfléchissant.

En outre, tous les agents en activité, y compris le personnel d'encadrement, devront porter en permanence un insigne spécifique de leur entreprise. Aucun agent ne sera admis s'il n'est pas revêtu de son vêtement de travail, s'il est démuni de son insigne ou s'il présente une tenue négligée.
L'entrepreneur sera garant de son personnel et s'engagera à fournir le personnel nécessaire à l'exécution des prestations qui seront commandées.

Le personnel de l'entreprise devra faire preuve de la plus grande correction.
L'entrepreneur doit prendre toutes les mesures nécessaires d'ordre, de sécurité et d'hygiène propre à éviter des accidents tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers. Il est tenu de respecter les règlements applicables en matière de la protection de la main d'œuvre et de condition de travail.

L'entrepreneur doit se conformer à la législation sociale en vigueur notamment pour les travailleurs étrangers et handicapés.

En cas d'arrêt de travail pour maladie, l'entrepreneur s'engage à remplacer la personne absente et à assurer l'exécution des prestations courantes ou supplémentaires qui seront éventuellement demandées par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 19 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

La monnaie de comptes du marché est l'euro. Le prix libellé en euro restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en

France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscale.

ARTICLE 20 - PROCEDURE AMIABLE

Le présent marché est soumis à la loi française.

En cas de difficultés pour l'application des présentes, les Parties décident de se soumettre préalablement à une procédure amiable.

A ce titre, toute Partie qui souhaiterait mettre en jeu ladite procédure, et ce, préalablement à la saisine du Tribunal compétent, devra notifier par lettre recommandée avec accusé de réception, en laissant un délai de quinze jours à l'autre Partie, une telle volonté.

Les Parties désigneront un expert amiable d'un commun accord dans ledit délai de quinze jours. A défaut, compétence expresse est attribuée à Monsieur le président du Tribunal Administratif pour effectuer une telle désignation.

L'expert amiable devra tenter de concilier les Parties dans un délai de deux mois à compter de sa saisine.

Il proposera un rapport en vue de concilier les vues de chacune des Parties.

En cas de conciliation, les Parties s'engagent à signer un accord transactionnel et confidentiel.

L'accord transactionnel précisera de manière expresse si le marché continuera à s'appliquer.

ARTICLE 21 – DEROGATIONS

ARTICLES DU C.C.A.G.-F.C.S. AUXQUELS IL EST DEROGE	ARTICLES DU C.C.A.P. PORTANT DEROGATION
4	5
13.3.2	7.2
41.2	9 et 12
14 et 14.1.3	11
14.1.1	11.1

Fait à le,

« Lu et approuvé »,
(Date, cachet, signature)

Gestion de la population animale et des nuisibles

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

C.C.T.P.

LOT N°5 - ENLEVEMENT DES NIDS ET ESSAIMS D'INSECTES VOLANTS 3

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE 3

ARTICLE 2 : CADRE REGLEMENTAIRE....3

ARTICLE 3 : SPECIFICATIONS TECHNIQUES....3

ARTICLE 3-1 : DOMAINE GEOGRAPHIQUE D'INTERVENTION....3

ARTICLE 3-2 : ESPECES VISEES 3

ARTICLE 3-3 : DELAI D'INTERVENTION....3

ARTICLE 3-4 : DEFINITION DES INTERVENTIONS....3

ARTICLE 3-5 : SPECIFICITES MATERIELLES 3

ARTICLE 3-6 : FORMATION ET SECURITE 3

ARTICLE 3-7 : SUIVI DES INTERVENTIONS....4

Dans un but de sécurité publique, pour remédier aux nuisances provoquées par les animaux et pour satisfaire pleinement aux obligations du code rural, la Ville d'Issy-les-Moulineaux a décidé de recourir à des sociétés spécialisées pour réaliser les prestations de gestion de la population animale sur son territoire.

Pour le présent lot, l'usage de produits avec une faible rémanence de produits actifs dans le milieu naturel ainsi que l'usage de véhicules à faible émission de dioxyde de carbone seront privilégiés.

LOT N°5 - ENLEVEMENT DES NIDS ET ESSAIMS D'INSECTES VOLANTS

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE

Il s'agit d'assurer la capture ou la destruction des nids d'insectes volants sur le domaine public ou le domaine privé communal.

ARTICLE 2 : CADRE REGLEMENTAIRE

Les prestations devront être réalisées en conformité avec les stipulations des articles suivants du code rural : L.254-1 à L.254-10 (La distribution et l'application des produits phytosanitaires) et les articles L.214-1 à L214-23 (La protection des animaux).

- Le prestataire devra être agréé par le Ministère de l'Agriculture pour l'application de produits antiparasitaires.

ARTICLE 3 : SPECIFICATIONS TECHNIQUES

ARTICLE 3-1 : DOMAINE GEOGRAPHIQUE D'INTERVENTION

- Le titulaire interviendra sur l'ensemble des espaces publics, berges de Seine et bâtiments communaux.

ARTICLE 3-2 : ESPECES VISEES

- Les insectes suivants : guêpes, frelons, abeilles, bourdons.

ARTICLE 3-3 : DELAI D'INTERVENTION

- Durant le présent marché, le titulaire interviendra sur les lieux cités à l'article 3-1 en cas d'infestation des espèces visées à l'article 3-2, et ce dans un délai de 24h00 à partir du signalement par le Service Communal Hygiène et Sécurité ou son secrétariat, week-ends compris.

ARTICLE 3-4 : DEFINITION DES INTERVENTIONS

- Pour les guêpes et frelons, il sera utilisé une méthode aboutissant à la mort des individus le plus rapidement possible.
- Pour les bourdons et abeilles, espèces protégées, l'essaim sera capturé et remis à un apiculteur au choix du prestataire. En cas d'agressivité des abeilles ou des bourdons mettant en danger la sécurité du public ou en cas d'inaccessibilité de l'essaim, celui-ci sera détruit.

ARTICLE 3-5 : SPECIFICITES MATERIELLES

- Le prestataire devra être capable d'intervenir en hauteur si nécessaire, en toute sécurité conformément aux articles R4323-58 à R4323-90 du Code du Travail (dispositions particulières applicables à l'exécution de travaux temporaires en hauteur et à certains équipements de travail utilisés à cette fin).
- Lors d'un traitement par des produits ayant une toxicité sur des espaces accessibles au public (notamment accessible à un public sensible tel de jeunes enfants), le prestataire balisera par un moyen adéquat la zone traitée.

ARTICLE 3-6 : FORMATION ET SECURITE

- Tous les produits et techniques employés par le titulaire devront être autorisés par les

autorités sanitaires et adaptés à la situation rencontrée (espace fréquenté par de jeunes enfants, cuisines, milieux humides…).
➢Le personnel du titulaire devra être vacciné, formé en continu pour sa propre sécurité et pour celle des usagers fréquentant les espaces publics traités.
➢Le personnel du titulaire devra être formé au travail en hauteur.

ARTICLE 3-7 : SUIVI DES INTERVENTIONS
➢Après chaque intervention, le titulaire fournira un rapport détaillé de son action notant la date, l'heure, la nature et le lieu des interventions effectuées.
➢Le titulaire fera, parvenir messagerie électronique, le rapport au Service Communal Hygiène et Sécurité dans un délai maximum de 48h00.

Fait à le,
« Lu et approuvé »,
(Date, cachet, signature)

GESTION DE LA POPULATION ANIMALE ET DES NUISIBLES

LOT N° 5
ENLEVEMENT DES NIDS ET ESSAIMS D'INSECTES VOLANTS :
LUTTE CONTRE LES GUEPES/FRELONS/ABEILLES

	NATURE DE PRESTATION	PRIX UNITAIRE EN € HT
Jours ouvrés	destruction de nids de guêpes/frelons/abeilles/bourdons (intervention simple)	90
	destruction de nids de guêpes/frelons/abeilles/bourdons (utilisation d'une nacelle ou tout autre moyen pour atteindre l'essaim ou le nid)	300

	NATURE DE PRESTATION	PRIX UNITAIRE EN € HT
Week-end et jours fériés	destruction de nids de guêpes/frelons/abeilles/bourdons (intervention simple)	110
	destruction de nids de guêpes/frelons/abeilles/bourdons (utilisation d'une nacelle ou tout autre moyen pour atteindre l'essaim ou le nid)	330

Fait à Créteil Le 8 mars 2022
SIGNATURE ET CACHET DU CANDIDAT

PROCES-VERBAL DE SEANCE ET RAPPORT
DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES

GESTION DE LA POPULATION ANIMALE ET DES NUISIBLES

LOT N°5 : ENLEVEMENT DES NIDS ET ESSAIMS DES INSECTES VOLANTS

Le 28 mars 2022 à 16h30, les membres composant la Commission d'appel d'offres, convoqués individuellement et par écrit en date du 15 mars 2022, se sont réunis en présence de Madame Edith LETOURNEL, Présidente de la Commission, représentant Monsieur SANTINI, Maire.

Etaient présents :

- Madame Claire SZABO, membre titulaire
- Monsieur Etienne BERANGER, membre titulaire
- Monsieur Didier VERNET, membre titulaire
- Madame Maria GARRIGUES, membre suppléant

Etaient excusés :

- Madame Fanny VERGNON, membre titulaire
- Madame Tiphaine BONNIER, membre titulaire
- Madame Nicole BERNADET, membre suppléant
- Madame Kathy SIMILOWSKI, membre suppléant
- Monsieur Stéphane FORMONT, membre suppléant
- Monsieur Thomas PUIJALON, membre suppléant

Représentants de l'Etat :

- Madame Danièle REITZ, Comptable Public de la Trésorerie Principale, était excusée ;
- Monsieur le Directeur départemental de la protection des populations, dûment convoqué, n'était pas représenté.

Assistée de :

- Monsieur Fabien FREYGEFOND, directeur-adjoint de la Commande Publique ;
- Madame Judith COMMINSOLI, chargée d'affaires à la Commande Publique ;
- Madame Marie-Laure JEHANNO, directrice du Service Communal d'Hygiène et de Sécurité ;
- Monsieur Louis JEANPIERRE, directeur Adjoint du Service Communal d'Hygiène et de Sécurité

Le quorum a été atteint non seulement à l'ouverture de la séance mais encore lors des débats et du vote de la commission.

SIGNATURE

1- CONDITIONS GENERALES

Un marché ayant pour objet la gestion de la population animale et des nuisibles avait été initialement lancé sous la forme d'une procédure d'appel d'offres ouvert conformément aux dispositions du Code de la commande publique.

Il était alloti au sens des articles L2113-10, L2113-11, R2113-2 et R2113-3 du Code de la commande publique et comprenait 5 lots :

- Lot n°1 : Accueil en fourrière des animaux errants ou dangereux
- Lot n°2 : Capture des animaux vivants errants ou dangereux et ramassage des cadavres d'animaux morts
- Lot n°3 : Capture et euthanasie des pigeons et corneilles noires
- Lot n°4 : Dératisation et désinsectisation
- Lot n°5 : Enlèvement des nids et essaims d'insectes volants

Le pouvoir adjudicateur a décidé de résilier le lot n°5 concernant l'enlèvement des nids et essaims des insectes volants. Le présent marché gardera la numérotation initiale.

Le présent marché a pour objet la gestion de la population animale et des nuisibles uniquement pour le lot n°5 : Enlèvement des nids et essaims des insectes volants.

Le marché est un accord-cadre mono-attributaire de services, traité à bons de commande sur la base des prix unitaires indiqués au bordereau des prix unitaires. Il est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 16 000 € HT sur la durée totale du marché.

Ce marché ne comprend ni option, ni phase, ni tranche.

Le marché prendra effet à compter de sa date de notification jusqu'au 29 décembre 2022.

Le marché est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert conformément aux articles L.2124-1, L.2124-2, R.2124-1 et R.2124-2 du Code de la commande publique.

Un avis d'appel public à la concurrence a été envoyé pour publication le 7 février 2022 aux médias suivants :
- au JOUE annonce 2022/S030-075687 parue le 10 février 2022 ;
- au BOAMP annonce n°22-19205 parue le 10 février 2022.

Il fixait la date limite de remise des offres au 10 mars 2022 à 17h00.

Il y a eu 5 retraits du DCE (y compris téléchargements anonymes et doubles téléchargements).

4 plis dématérialisés sont arrivés dans les conditions requises par l'annonce.

Le pouvoir adjudicateur a procédé à l'ouverture des plis le 10 mars 2022 et en a enregistré le contenu.

Les entreprises ayant remis une offre dans les délais étaient les suivantes :

N° d'ordre au registre des dépôts	Candidats
1	**PRO HYGIENE SOLUTION** (93100 – MONTREUIL)
2	**ATALIAN PROPRETE** (94653 – RUNGIS)
3	**ATALIAN PROPRETE** (94653 – RUNGIS)
4	**ACE HYGIENE** (94000 – CRETEIL)

EN SIGNATURE

L'article R.2151-6 du Code de la commande publique dispose que « si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres ».

L'entreprise ATALIAN PROPRETE ayant déposé deux plis et conformément à l'article précité, seule la dernière offre déposée a été ouverte.

2- EXAMEN DES CANDIDATURES

Le pouvoir adjudicateur a examiné la conformité administrative des candidatures et les capacités professionnelles, techniques et financières des candidats.

2.1 Analyse administrative

Le pouvoir adjudicateur a déclaré l'ensemble des candidatures conformes sur le plan administratif. En effet, celles-ci présentent l'ensemble des documents demandés dans l'avis d'appel public à la concurrence (documents de candidature et attestations sur l'honneur).

2.2 Analyse des capacités professionnelles, techniques et financières

Le pouvoir adjudicateur a procédé à l'examen des candidatures au regard des niveaux de capacités professionnelles, techniques et financières du candidat. Le pouvoir adjudicateur a déclaré les candidatures satisfaisantes pour la réalisation des prestations objet du marché. Les candidats présentent des capacités en adéquation avec l'objet du marché en termes de références similaires, de moyens matériels et humains disponibles et de chiffre d'affaires.

Les candidatures ont été admises.

3- ANALYSE ET JUGEMENT DES OFFRES

Les offres ont été remises au Service Communal d'Hygiène et de Sécurité afin qu'il en effectue une analyse économique en se fondant sur les critères de jugement des offres définis dans l'avis d'appel public à la concurrence et dans le règlement de la consultation, avec leur pondération, à savoir :

1/ Valeur technique : 65 points de la note finale, décomposé comme suit :

- Qualification de l'équipe dédiée et suivi hebdomadaire des prestations : 35 points
- Respect environnemental des moyens, produits et respect du bien-être animal dans les techniques employés : 15 points
- Délais d'intervention : 15 points

2/ Prix des prestations : 35 points

Lors de sa réunion du 28 mars 2022, les membres de la commission prenaient connaissance du rapport d'analyse des offres préparé par le Service Communal d'Hygiène et de Sécurité, assisté par la Direction de la Commande Publique.

ENSIGNATURE

Au vu du rapport d'analyse des offres, la commission décide de classer les offres comme suit :

Synthèse des critères				
Candidat	**Valeur technique Note sur 65**	**Prix Note sur 35**	**TOTAL sur 100**	**Classement**
1 - PRO HYGIENE SOLUTION	49,75	22,84	72,59	**3**
2 - ATALIAN PROPRETE	44,50	28,19	72,69	**2**
3 - ACE HYGIENE	52,00	33,95	85,95	**1**

La commission décide d'attribuer le marché à **l'entreprise ACE HYGIENE** dont l'offre est apparue comme économiquement la plus avantageuse. Le marché est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 16 000 € HT sur la durée totale du marché.

La séance est levée à 16h45.

EN SIGNATURE

De toutes ces opérations, nous avons dressé le présent procès-verbal, qui est signé de nous.

Madame Edith LETOURNEL, Présidente

Madame Claire SZABO, membre titulaire

Monsieur Etienne BERANGER, membre titulaire

Monsieur Didier VERNET, membre titulaire

EN SIGNATURE

Service des Assemblées
SB/JV/MC

Le 31 mars 2022

LISTE DES DÉCISIONS
PRISES EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 2122-22
DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

♦ Adoption du marché PA21029 à conclure avec l'entreprise SODILAC ayant pour objet la fourniture de lait infantile pour l'ensemble des structures de petite enfance de la Ville d'Issy-les-Moulineaux.
Montant maximum annuel : 7 000 € H.T.
(08/09/2021)

♦ Adoption de la modification n° 1 du marché PA21017 relatif aux travaux de désamiantage et de déconstruction partielle du bâtiment principal rue du collège de la Paix situé à Issy-les-Moulineaux – lot n° 1 désamiantage.
(15/10/2021)

♦ Adoption du marché PA21070 à conclure avec l'entreprise STOCKSIGNES pour la fourniture et pose de plaques, panneaux, enseignes et autres éléments de signalétique.
Montant maximum annuel : 45 000 € H.T.
(23/11/2021)

♦ Adoption du marché PA21088 à conclure avec l'entreprise BERGER LEVRAULT pour les prestations de maintenance et d'assistance de la solution informatique ATAL II et eATAL.
Montant de la part forfaitaire annuelle : 10 525,46 € H.T.
Montant maximum : 120 000 € H.T.
(30/12/2021)

♦ Avenant n°1 a la convention de mise à disposition de locaux au sein de l'espace Andrée Chedid sis 60, rue du Général Leclerc à l'association : « NARCOTIQUES ANONYMES » pour la saison 2021-2022.
Cette occupation est consentie moyennant une redevance symbolique annuelle d'un euro.
(03/02/2022)

♦ Convention de mise à disposition de locaux, équipements et matériels sportifs à l'association : « ACADEMIE BERNARD DIOMEDE » saisons 2021-2024.
Cette occupation est consentie moyennant une redevance symbolique annuelle d'un euro.
(03/02/2022)

♦ Convention de mise à disposition de locaux, équipements et matériels sportifs à l'association : « ASSOCIATION ISSEENNE DE SELF DEFENSE SYSTEM (A.I.S.D.S.) » saisons 2021-2024.
Cette occupation est consentie moyennant une redevance symbolique annuelle d'un euro.
(03/02/2022)

♦ Convention de mise à disposition de locaux, équipements et matériels sportifs à l'association : « ISSY HANDBALL MASCULIN » saison 2021-2022.
Cette occupation est consentie moyennant une redevance symbolique annuelle d'un euro.
(03/02/2022)

♦ Convention de mise à disposition de locaux sportifs au sein de la Cité des Sports sise 92, rue du Gouverneur Général Eboué à l'association : « AVIA CLUB ATHLETISME » pour l'année 2021-2022.
Cette occupation est consentie moyennant une redevance symbolique annuelle d'un euro.
(03/02/2022)

♦ Convention de mise à disposition de locaux, équipements et matériels sportifs au gymnase Jacques Godet appartenant à la Ville d'Issy-les-Moulineaux à l'association : « BOM DIA KIZOMBA » pour l'année 2021-2022.
Cette occupation est consentie moyennant une redevance symbolique annuelle d'un euro.
(03/02/2022)

♦ Convention de mise à disposition de locaux, équipements et matériels sportifs à l'association : « ISSY BASKET CLUB » pour la saison 2021-2022.
Cette occupation est consentie moyennant une redevance symbolique annuelle d'un euro.
(03/02/2022)

♦ Convention de mise à disposition à titre gracieux de locaux sportifs au sein de la Cité des Sports sise 92, rue du Gouverneur Général Eboué à l'association : « ISSY TRIATHLON » pour la saison 2021-2022.
Cette occupation est consentie moyennant une redevance symbolique annuelle d'un euro.
(03/02/2022)

♦ Convention de mise à disposition de locaux, équipements et matériels sportifs appartenant à la Ville d'Issy-les-Moulineaux à l'association : « FOOT DE TABLE ISSY-LES-MOULINEAUX » pour l'année 2021-2022.
Cette occupation est consentie moyennant une redevance symbolique annuelle d'un euro.
(03/02/2022)

♦ Convention de mise à disposition de locaux, équipements et matériels sportifs appartenant à la Ville d'Issy-les-Moulineaux à l'association : « LES COQS FESTIFS » pour l'année 2021-2022.
Cette occupation est consentie moyennant une redevance symbolique annuelle d'un euro.
(03/02/2022)

♦ Convention de mise à disposition de locaux, équipements et matériels sportifs au sein de la Halle Christiane Guillaume à l'association : « ISSY TWIRL » pour l'année 2021-2022.
Cette occupation est consentie moyennant une redevance symbolique annuelle d'un euro.
(03/02/2022)

♦ Adoption du marché PA22004 à conclure avec l'entreprise UP pour la fourniture de chèque-cadeau pour le personnel communal.
Montant du marché : 46 787,50 € H.T.
(04/02/2022)

♦ Contrat relatif à la prestation d'un spectacle à la Médiathèque Centre-Ville ayant pour thème : « LE PETIT FACTEUR DES COULEURS » à passer avec la société PRODUCTIONS FREDDY HANOUNA.
Montant total de la prestation : 398,10 € H.T.
(07/02/2022)

♦ Convention relative à la cession de droits de diffusion d'extraits sonores du film : « MARIUS » au sein du Musée Français de la Carte à Jouer, à passer avec la société Compagnie méditerranéenne de films – MPC.

Montant total des prestations : 9 000 € H.T.
(10/02/2022)

♦ Convention de mise à disposition à titre gracieux du gymnase Jules Guesde d'Issy-les-Moulineaux à la « LIGUE SPORT ADAPTE ILE-DE-FRANCE » le mardi 22 février 2022.
Cette mise à disposition est consentie moyennant le règlement d'une redevance d'occupation symbolique d'un euro.
(11/02/2022)

♦ Convention de mise à disposition de locaux, équipements et matériels sportifs à l'association : « NATHYCOR ET TOTAM » pour l'année 2021-2022.
Cette occupation est consentie moyennant une redevance symbolique annuelle d'un euro.
(11/02/2022)

♦ Convention de mise à disposition à titre payant du Palais des Sports Robert Charpentier d'Issy-les-Moulineaux à la société VINOMEDIA en vue de l'organisation d'un salon gastronomique du 11 au 13 février 2022.
Cette mise à disposition est consentie moyennant le règlement d'une redevance d'occupation de 15 697,50 € H.T. soit 18 837 € T.T.C.
(11/02/2022)

♦ Convention de mise à disposition de parcelles de terrain sise Rond-Point Hector Guimard dans le cadre des jardins partagés de la Ville d'Issy-les-Moulineaux à l'association : « UN QUOTIDIEN PLUS VERT ».
Cette mise à disposition est consentie moyennant le versement d'un loyer annuel d'un euro symbolique.
(14/02/2022)

♦ Convention de mise à disposition d'une salle d'activité du Relais d'Assistantes Maternelles Arlequin sis 27, rue Guynemer à Issy-les-Moulineaux à l'association : « LIRE ET FAIRE LIRE DANS LES HAUTS-DE-SEINE ».
Cette occupation est consentie moyennant une redevance symbolique annuelle d'un euro.
(14/02/2022)

♦ Convention de mise à disposition à titre gracieux du Palais des Sports Robert Charpentier d'Issy-les-Moulineaux à l'association : « ISSY-LES-MOULINEAUX VOLLEYBALL (IMVB) ».
Cette mise à disposition est consentie moyennant le règlement d'une redevance d'occupation symbolique d'un euro.
(14/02/2022)

♦ Convention de mise à disposition de locaux, équipements et matériels sportifs appartenant à la Ville d'Issy-les-Moulineaux à l'association : « GPSO 92 ISSY » saisons 2021-2024.
Cette occupation est consentie moyennant une redevance symbolique annuelle d'un euro.
(14/02/2022)

♦ Convention fixant les conditions de mise à disposition d'un local sis 2, place Léon Blum à Issy-les-Moulineaux (café 115) au sein de la résidence Garibaldi entre la Ville d'Issy-les-Moulineaux et la Société d'Economie Mixte « SEINE OUEST HABITAT ET PATRIMOINE ».
Montant du loyer annuel hors charges est fixé à 12 000 €
(17/02/2022)

♦ Contrat de prêt d'œuvres entre le Petit Palais - Musée des Beaux-Arts de la Ville de Paris et la Ville d'Issy-les-Moulineaux en vue de l'organisation de l'exposition : « VICTOR PROUVE MAITRE DE L'ART NOUVEAU » programmée au Musée Français de la Carte à Jouer.

(17/02/2022)

♦ Contrat relatif à la prestation d'un spectacle à la Médiathèque des Chartreux ayant pour thème : « COQUELICOT ET ASTICOT », à passer avec la société LES CAILLOUX BRULANTS.
Montant total de la prestation : 600 € nets
(21/02/2022)

♦ Convention de mise à disposition de locaux, équipements et matériels sportifs appartenant à la Ville d'Issy-les-Moulineaux à l'association : « ISSY BUDO KAI ARTS MARTIAUX » saisons 2021-2024.
Cette occupation est consentie moyennant une redevance symbolique annuelle d'un euro.
(24/02/2022)

♦ Convention de mise à disposition à titre gracieux du Palais des Sports Robert Charpentier d'Issy-les-Moulineaux à l'association : « ARC CLUB SPORTIF ISSY LES MOULINEAUX » (A.C.S.I.M.) du vendredi 11 mars au dimanche 13 mars 2022.
(24/02/2022)

♦ Convention de mise à disposition à titre gracieux du Palais des Sports d'Issy-les-Moulineaux au Comité Régional Île-de-France Handisport le jeudi 24 février 2022.
Cette mise à disposition est consentie moyennant le règlement d'une redevance d'occupation symbolique d'un euro.
(24/02/2022)

♦ Convention de mise à disposition à titre gracieux de locaux sportifs au sein de la Cité des Sports d'Issy-les-Moulineaux au Comité Régional Île-de-France Handisport le mercredi 23 et le jeudi 24 février 2022.
Cette mise à disposition est consentie moyennant le règlement d'une redevance d'occupation symbolique d'un euro.
(24/02/2022)

♦ Aliénation de gré a gré de biens reformés.
(28/02/2022)

♦ Contrat relatif à l'animation d'une conférence pédagogique, ludique et interactive pour les professionnels de la Petite Enfance, à passer avec le Docteur Héloïse JUNIER.
Montant total de la prestation : 1 390 € nets.
(01/03/2022)

♦ Adoption du marché PA21081 à conclure avec l'entreprise SILVERPEAS ayant pour objet les prestations de maintenance et d'assistance et prestations complémentaires relatives à la solution progicielle SILVERPEAS.
Montant maximum annuel : 20 000 € H.T.
(08/03/2022)

♦ Adoption du marché PA21082 à conclure avec l'entreprise BENEYLU ayant pour objet la maintenance, l'assistance et les prestations complémentaires relatives à la plateforme espace numérique de travail (ENT) pour les écoles maternelles et élémentaires d'Issy-les-Moulineaux.
Montant maximum annuel : 15 000 € H.T.
Montant forfaitaire annuel : 7 321,67 € H.T.
(08/03/2022)

♦ Contrat relatif à un prêt d'exposition ayant pour thème « Christian Jaccard : les livres du pyronaute » à un vernissage et une rencontre, à passer avec Monsieur Christian Jaccard.
Montant total de la prestation : 1 300 € nets
(10/03/2022)

♦ Convention de prêt en vue de l'organisation d'une exposition temporaire intitulée « Sonne. Die Quelle des Lichts in der Kunst » entre le Musée Français de la Carte à Jouer d'Issy-les-Moulineaux et le Musée Barberini sis à Potsdam en Allemagne.
(11/03/2022)

♦ Convention de mise à disposition de locaux, équipements et matériels sportifs appartenant à la ville d'Issy-les-Moulineaux à l'association « ISSY LES MOULINEAUX RUGBY LEAGUE CLUB 92 » saisons 2021-2024.
Cette occupation est consentie moyennant une redevance symbolique annuelle d'un euro.
(14/03/2022)

♦ Convention de mise à disposition de locaux, équipements et matériels sportifs appartenant à la ville d'Issy-les-Moulineaux à l'association « VIVA LIVE » saison 2021-2022.
Cette occupation est consentie moyennant une redevance symbolique annuelle d'un euro.
(14/03/2022)

♦ Demande de subvention auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles d'Ile-de-France pour le contrat d'accueil en résidence d'artiste-auteur conclu avec Madame Leticia MARTINEZ PEREZ.
(14/03/2022)

♦ Convention de mise à disposition d'une classe mobile par la ville d'Issy-les-Moulineaux à l'association : « ASTI ».
Cette mise à disposition est consentie moyennant une redevance symbolique annuelle d'un euro.
(21/03/2022)

♦ Convention de mise à disposition de locaux, équipements et matériels sportifs à l'association : « Office Municipal des Sports » (OMS) pour l'année 2021-2022.
Cette occupation est consentie moyennant une redevance symbolique annuelle d'un euro.
(21/03/2022)

♦ Convention de mise à disposition à titre gracieux du Palais des Sports Robert Charpentier d'Issy-les-Moulineaux à l'association : « ISSY GRS » le dimanche 27 mars 2022.
Cette mise à disposition est consentie moyennant une redevance d'occupation symbolique d'un euro.
(21/03/2022)

♦ Convention de mise à disposition de locaux, équipements et matériels sportifs appartenant à la ville d'Issy-les-Moulineaux à l'association : « CSLG PRISMA » pour l'année 2021-2022.
Cette occupation est consentie moyennant une redevance symbolique annuelle d'un euro.
(21/03/2022)

♦ Convention de mise à disposition de locaux, équipements et matériels sportifs à l'association : « UNIROLLER » pour l'année 2021-2022.
Cette occupation est consentie moyennant une redevance symbolique annuelle d'un euro.
(21/03/2022)

♦ Convention de mise à disposition à titre gracieux du Palais des Sports Robert Charpentier d'Issy-les-Moulineaux à l'association :« ISSY LES MOULINEAUX BADMINTON CLUB 92 » (I.M.B.C.92) le samedi 19 mars 2022.
Cette mise à disposition est consentie moyennant une redevance d'occupation symbolique d'un euro.
(21/03/2022)

♦ Adoption du marché PA22012 à conclure avec la Société ADM SPECTACLES pour l'animation d'un bal le jeudi 14 juillet 2022, sise Place Madaule à Issy-les-Moulineaux, ayant pour thème « AMBRE 9 » à passer avec Madame Michèle GUYETAND représentante de la société.
Prix forfaitaire : 5 200 € H.T.
(21/03/2022)

♦ Adoption du marché PA21080 à conclure avec l'entreprise GEOSAT ayant pour objet les prestations de relevés de géomètre expert et de géomètre topographe.
Montant maximum annuel : 40 000 € H.T.
(22/03/2022)

♦ Convention de mise à disposition à titre payant du Palais des Sports Robert Charpentier sis 4-6 boulevard des Frères Voisin à Issy-les-Moulineaux par la Ville d'Issy-les-Moulineaux à la Société Paris 92.
Cette mise à disposition est consentie moyennant le règlement d'une redevance annuelle de 32 000 € T.T.C.
(24/03/2022)

♦ Convention de mise à disposition de locaux, équipements et matériels sportifs appartenant à la ville d'Issy-les-Moulineaux à l'association : « INDISSY 92 » pour l'année 2021-2022.
Cette occupation est consentie moyennant une redevance symbolique annuelle d'un euro.
(25/03/2022)

♦ Convention de mise à disposition de locaux, équipements et matériels sportifs à l'association : « ISSY-LES-MOULINEAUX BADMINTON CLUB » pour l'année 2021-2022.
Cette occupation est consentie moyennant une redevance symbolique annuelle d'un euro.
(25/03/2022)

♦ Convention de mise à disposition à titre gracieux de la Cité des Sports d'Issy-les-Moulineaux à l'association : « AVIA CLUB ATHLETISME » le dimanche 3 avril 2022.
Cette mise à disposition est consentie moyennant le règlement d'une redevance symbolique annuelle d'un euro.
(28/03/2022)

♦ Adoption du marché PA22015 à conclure avec la Société ABRACADABRA, pour des prestations d'installations électriques provisoires pour les manifestations à caractère évènementiel.
Montant maximum annuel de commande : 35 000 € H.T.
(28/03/2022)

-o-o-o-o-

Assemblées
SB/JV/MC

PROCÉS-VERBAL
DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL
DU JEUDI 10 FEVRIER 2022

L'an deux mille vingt-deux, le jeudi 10 février à 18h32, les membres composant le Conseil municipal d'Issy-les-Moulineaux, régulièrement convoqués individuellement et par écrit le jeudi 3 février 2022, se sont réunis au nombre de 46 dans la salle du Conseil municipal de l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur André SANTINI, Maire.
Nombre de conseillers municipaux en exercice : 49

Étaient présents :

André SANTINI	Tiphaine BONNIER	Louis DORANGE
Thierry LEFEVRE	Etienne BERANGER	Claire GALLIOT
Fanny VERGNON	Kathy SIMILOWSKI	Guillaume LEVY
Philippe KNUSMANN	Nicole BERNADET	Anne-Sophie THIBAULT
Fabienne LIADZE Jusqu'à 20h00	Dominique GIACOMETTI	Cyrille GRANDCLEMENT
Ludovic GUILCHER	Maria GARRIGUES	Caroline ROMAIN
Edith LETOURNEL	Christine HELARY-OLIVIER	Didier VERNET
David DAOULAS	Thibaut ROUSSEL	Maud JOIE-SORIA
Nathalie PITROU Jusqu'à 20h08 et à partir de 20h13	Marie-Hélène LE BERRE	Martine VESSIERE
Alain LEVY	François SINSOLIEUX	Jean-Baptiste BART
Claire GUICHARD	Florent TRIDERA	André TANTI
Arthur KHANDJIAN	Eric KALASZ	Thibaud GLOWACZOWER
Claire SZABO	Isabelle MARLIERE	Antoine MARMIGNON
Bernard de CARRERE	Jean COURCELLE-LABROUSSE jusqu'à 20h00	Valérie GIRAUD
Sabine LAKE-LOPEZ	Corine SEMPE	
Olivier RIGONI	Stéphane FORMONT	

Étaient représentés :
Fabienne LIADZE par Olivier RIGONI à partir de 20h00
Nathalie PITROU par Philippe KNUSMANN de 20h08 à 20h13
Jean COURCELLE-LABROUSSE par Thibaut ROUSSEL à partir de 20h00
Caroline MILLAN par Claire SZABO
Floraine CORDIER par Didier VERNET
Thomas PUIJALON par Maud JOIE-SORIA

Claire GALLIOT est désignée à l'unanimité pour remplir les fonctions de secrétaire de séance qu'elle accepte.

M. le Maire.- "Mes chers collègues, l'heure est expirée, nous allons pouvoir commencer pour ne pas pénaliser les gens présents."

(*Il est procédé à l'appel.*)

M. le Maire.- "Le quorum est atteint, la séance est donc ouverte."

Nomination d'un secrétaire de séance

M. le Maire.- "Nous devons désigner le secrétaire de séance. Pour mémoire, Thibaut ROUSSEL avait été désigné le 16 décembre. En raison du contexte sanitaire, le secrétaire de séance restera à sa place – hélas pour lui. Qui est candidat ?"

M. LEFÈVRE.- "Claire GALLIOT se porte volontaire."

M. le Maire.- "Claire GALLIOT est volontaire. Pas d'autre candidat ?

Qui est contre ? Abstention ?

Claire GALLIOT, de sa place, sera secrétaire de séance."

Adopté à l'unanimité.

Claire GALLIOT est élue secrétaire de séance.

Information sur les décisions prises en application de l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales.

M. le Maire.- "Il est pris acte de la transmission aux membres du Conseil municipal de la liste des décisions. Il n'y a donc pas de vote."

Il est pris acte.

M. le Maire.- "Ordre du jour *stricto sensu*.

Premièrement, reprise anticipée des résultats d'exercice 2021. C'est l'épisode financier. Édith LETOURNEL, Maire-adjoint."

I – FINANCES – Édith LETOURNEL

1. Reprise anticipée des résultats de l'exercice 2021

Mme LETOURNEL.- "Merci Monsieur le Maire.

Le vote du budget 2022 est un moment important de l'année. Je vais vous le présenter au travers de plusieurs délibérations, en commençant par la reprise anticipée des résultats, opération habituelle que nous menons pour pouvoir intégrer dans le budget 2022 les résultats de l'année antérieure.

Les montants en question figurent en note de synthèse.

En section fonctionnement, le résultat de l'exercice 2021 s'élève à 3 386 891 €. En cumulant avec le résultat 2020 reporté, le résultat est de 23 485 512 €.

En section d'investissement, nous avons eu des dépenses et résultats importants sur l'exercice 2021, mais le solde recettes moins charges aboutit à un résultat légèrement négatif de moins 737 510 €. En cumulant avec le résultat 2020 reporté, le résultat s'élève à moins 495 241 €. Le solde de commandes engagées non réalisées en 2021 et reportées en 2022 est de 14 235 000 €.

En cumulant le report d'investissement de moins 495 000 €, le report de fonctionnement et en affectant en réserve en investissement le montant de 15 M€ en prévision de ces dépenses à réaliser, le solde résiduel du report de fonctionnement est de 8 485 512 €.

Il vous est proposé de bien vouloir adopter la reprise anticipée de ces résultats 2021 sur l'exercice 2022 et de les intégrer au budget primitif que nous allons voter juste après."

M. le Maire.- "Des questions ?

Monsieur TANTI a demandé la parole."

M. TANTI.- "Monsieur le Maire, juste un point – je vais intervenir sur la question –, mais sauf erreur de ma part – ou alors je commence à avoir les oreilles bouchées avec mon grand âge… –, nous n'avons pas approuvé le procès-verbal."

M. le Maire.- "C'est exact, je commençais à somnoler… On va y revenir avec votre permission."

M. TANTI.- "Merci beaucoup Monsieur le Maire."

M. le Maire.- Heureux de vous avoir rendu service !

Vous posez quand même une question sur ce point ?"

M. TANTI.- "Absolument."

M. le Maire.- "Vous avez la parole."

M. TANTI.- "Monsieur le Maire, sur le principe de la reprise anticipée des résultats pour permettre dès cette présente séance d'adopter le budget conforme à la situation comptable réelle, pas d'observation et avis favorable.

Sans entrer dans l'évolution de tous les montants présentés, nous examinerons l'évolution du montant final qui est le report de fonctionnement – en gros, ce que beaucoup appellent depuis plusieurs années la cagnotte – et qui continue de fondre (8,5 M€ reportés de 2021 sur 2022).

Quelle est l'évolution ?

- 2017 : 54 M€ ;
- 2018 : 43,6 M€ ;
- 2019 : 39,1 M€ ;
- 2020 : 20,1 M€,
- 2021 : 8,5 M€.

On observe donc une nouvelle forte diminution, heureusement moins forte que celle de l'année dernière. La décrue se poursuit et ce n'est pas le programme annoncé d'investissements qui va éviter la fin programmée de ces résultats positifs.

En conséquence, nous nous abstiendrons sur cette délibération."

M. le Maire.- "Merci. Nous passons au vote, car il y a vote sur ce point.

Avis contraires ? Abstentions ?

Toute l'opposition s'abstient, c'est formidable ! Merci de leur action."

Le Conseil municipal :

APPROUVE la reprise anticipée des résultats 2021 sur l'exercice 2022.

DÉCIDE de reporter la somme de 495 241,73 euros sur la ligne 001 en dépenses d'investissement, d'affecter la somme de 15 000 000 euros au compte 1068 en recettes d'investissement et de reporter la somme de 8 485 512,15 euros sur la ligne 002 en recettes de fonctionnement.

DIT que l'affectation définitive de ces sommes sera approuvée par délibération à l'issue du vote du compte administratif.

Adopté à l'unanimité
Se sont abstenus : 9 : Didier VERNET, Floraine CORDIER, Antoine MARMIGNON, Thomas PUIJALON, Maud JOIE-SORIA, Valérie GIRAUD, Martine VESSIERRE, Jean-Baptiste BART, André TANTI.

M. le Maire.- "Nous revenons, avec l'avis de M. TANTI, au début, après avoir approuvé la nomination du secrétaire de séance, à l'approbation du procès-verbal de la séance du jeudi 16 décembre."

Approbation du procès-verbal de la séance du jeudi 16 décembre 2021.

M. le Maire.- "Y a-t-il des remarques ?

Avis contraires ? Abstentions ?"

Le procès-verbal de la séance du 16 décembre 2021 est adopté à l'unanimité.

M. le Maire.- "Nous revenons au point 2, le budget primitif de la commune, Édith LETOURNEL."

2. Budget primitif de la commune pour l'exercice 2022

Mme LETOURNEL.- "Merci Monsieur le Maire.

Nous abordons la délibération principale qui concerne l'adoption du budget primitif pour 2022.

Je vais m'appuyer sur des *slides* comme habituellement.

Sur la délibération qui vous a été remise, vous voyez que la section de fonctionnement affiche un montant global de 164 600 973 € et la section d'investissement un montant de 60 706 841 €.

Nous avons construit ce budget 2022 dans un contexte toujours perturbé. Il l'a particulièrement été en 2020, mais l'a encore un peu été en 2021. En 2022, même si l'on entrevoit des éclaircies à venir très prochainement, une relative incertitude se manifeste par des changements de comportements et dans l'évolution de certains postes de recettes plus que de dépenses.

Le contexte est donc encore marqué par la crise que nous traversons et que nous espérons voir derrière nous bientôt.

Néanmoins, au cours de l'année 2022 – et même au-delà – des évolutions auront lieu, mais ne conduiront pas à un retour complet strictement identique à la normale, par exemple à l'année 2019 – année de référence avant Covid.

Pour autant, nous avons construit ce budget en veillant à l'inscrire dans une maîtrise de nos dépenses et de nos recettes pour un autofinancement qui reste de bon niveau avec des dépenses de fonctionnement maîtrisées. Cela conduit à explorer toutes les pistes de maîtrise, voire de diminutions, qui peuvent se

présenter pour ces dépenses de fonctionnement, d'optimisation pour le dire autrement. Cela conduit également à veiller à une prévision de recettes ajustée et adaptée au contexte que nous connaissons.

En parallèle, le programme d'investissements reste soutenu et fait maintenant place à de nouveaux projets. Le projet phare de la Cité des sports est derrière nous ; elle est en service depuis l'automne. Elle va nous permettre de passer un cap important et intéressant dans toute l'offre de services et d'activités sportives et autres qui sera proposée par ce biais.

L'équipe municipale d'Issy-les-Moulineaux continue et souhaite continuer à rénover son patrimoine – j'évoquerai des programmes tout à l'heure – dans l'optique de pouvoir préserver nos acquis, nos atouts et les développer bien au contraire.

Dans ce contexte, nous avons inscrit – j'en dirai quelques mots par la suite – dans ce budget 2022 la possibilité de pouvoir recourir à l'emprunt du fait de ce contexte d'évolution et particulièrement du contexte conjoncturel d'aujourd'hui où les taux d'intérêt sont plutôt bas et nous incitent à anticiper plutôt qu'à retarder à d'autres moments qui seraient moins favorables ce recours à l'emprunt.

Voilà pour le contexte dans sa globalité.

On équilibre ainsi le budget en fonctionnement et en investissement selon les montants que j'ai mentionnés tout à l'heure pour un total de 220 313 814 €. Pour mémoire, le BP 2021 atteignait 273 843 141 € – le montant d'investissement était un peu plus important.

Comme on vient de le voter auparavant, on a intégré les résultats cumulés des exercices précédents, ce qui nous permet d'améliorer la visibilité financière, comme on le fait habituellement.

Au 31 décembre 2021, le résultat de clôture s'élève à 22 990 000 € (fonctionnement + investissement). Cela permet de garder en tête ce montant de réserve ou de résultat des exercices antérieurs.

Allons un peu plus dans le détail.

Vous avez ici une vision des dépenses, en particulier des charges à caractère général (dépenses réelles de fonctionnement et recettes associées).

On constate une diminution légère de ces deux postes (défenses et recettes de fonctionnement). On a cherché à mener un exercice de maîtrise et diminution de certaines charges pour pouvoir rentrer dans cette enveloppe qui diminue légèrement, puisqu'on diminue de presque 3 M€ par rapport aux crédits ouverts en 2021.

Voilà pour les principaux faits marquants.

Dans cette enveloppe globale de dépenses de fonctionnement, les charges à caractère général (prestations de service, frais, nettoyage, maintenance, honoraires, fournitures) représentent 36,5 M€, c'est-à-dire environ 25 % de l'ensemble, et ont conduit à des économies de 1,8 M€ sur l'ensemble de l'économie prévue sur cette année par rapport à 2021.

La masse salariale globale, qui s'élève à 48,5 M€, est quasi stable. Cette année, elle tient compte :

- des effets de GVT (glissement vieillesse technicité),
- des enveloppes de vacataires et d'heures supplémentaires pour tenir compte d'activités qui vont revenir à la normale comparativement aux années passées,
- du complément indemnitaire annuel (CIA), qui va toucher un certain nombre de catégories d'agents, pour un montant de 600 000 €,
- des charges liées à la tenue des élections présidentielles et législatives pour quatre tours pour une estimation prévisionnelle d'environ 400 000 €. Je parle là uniquement des dépenses de personnel,

- des revalorisations partielles de grilles indiciaires pour certaines catégories d'agents, en l'occurrence catégorie C, pour environ 200 000 €.

Le budget est relativement maîtrisé pour les dépenses de personnel, en très légère baisse (quasi au même niveau), mais qui tient compte de tous ces effets d'évolutions conjoncturelles notamment liés aux élections.

Pour aboutir à cette stabilité des charges de personnel, outre les évolutions et les augmentations que j'ai évoquées à l'instant, il y a également des efforts continus et de rationalisation des organisations qui mènent à une légère diminution résiduelle des effectifs. Cela explique que l'un et autre se compensent pour une quasi-stabilité des charges de personnel. Le transfert vers la SEMOP de personnels, jusque-là rémunérés par la Ville, contribue également à la baisse.

Dans le poste de dépenses de fonctionnement, un poste est important : les subventions participations versées, en particulier le fonds de compensation des charges transférées (FCCT), qui nous vient de la MGP, mais qui est reversé à Grand Paris Seine Ouest selon le mécanisme habituel et qui devrait atteindre 31,5 M€ en 2022, en baisse de 500 000 € par rapport à 2021. Il y a également un poste concernant les subventions sur lequel nous allons revenir dans une autre délibération pour un montant global de 14,6 M€, en baisse de 500 000 €.

Des analyses plus précises ont été effectuées pour certaines associations pour ajuster les besoins de financement, sans mettre en péril leur fonctionnement, mais en tenant compte de la fluctuation d'activités et des besoins réels de fonctionnement compte tenu d'éventuelles réserves de trésorerie qui justifieraient de devoir ajuster les subventions en conséquence. Vous êtes comme moi conscients qu'il y a eu, selon les associations, des sollicitations qui ont pu fluctuer ces deux dernières années et qui n'ont pas permis de réaliser certaines activités ou événements par exemple.

On en parle de moins en moins, mais la situation est toujours là même pour les fonds de compensation FPIC et SRIF. Le montant global d'atténuation de produits s'élève à 8,25 M€. Comme vous le savez, nous n'avons plus de DGF. Elle était à plus de 12 M€ il y a quelques années et a fondu comme neige au soleil en 2012/2013 : on est maintenant à zéro. En revanche, on a toujours les fonds de compensation SRIF, fonds qui couvre l'Île-de-France, et FPIC, fonds national qui représente en cumulé un peu plus de 8 M€.

Les charges financières représentent 27 000 €. Elles ont été légèrement augmentées cette année, en prévision de l'éventualité d'une souscription d'un emprunt de 10 M€ courant 2022. À ce stade, on a prévu une seule échéance, tenant compte d'un déblocage tardif du capital, puisqu'il n'y avait pas un besoin urgent dans les mois qui viennent, et d'un cycle d'amortissement semestriel. On aura un effet année pleine en 2023 sur cet éventuel emprunt à venir.

Voilà pour les commentaires que je voulais apporter sur ce budget de fonctionnement qui est équilibré et dégage un excédent brut de fonctionnement de près de 8 M€."

M. le Maire.- "Merci Édith. Vos questions ?

Monsieur TANTI."

M. TANTI.- "Monsieur le Maire, je ne reviendrai pas sur le report examiné lors de la délibération précédente.

Que dire de ce budget qui s'inscrit sur plusieurs plans dans une continuité ?

Continuité dans la diminution de ces montants d'équilibre. Nous avons fait remarquer l'année dernière que la section de fonctionnement s'équilibrait jusqu'en 2020 légèrement au-delà de 190 M€. Pour 2021, elle s'équilibrait à 177,5 M€ et pour cette année, ce sera 164,6 M€, soit un peu plus de 25 M€ de moins en deux ans. En fait, ce sont la diminution du report et la baisse de la capacité d'autofinancement sur laquelle nous reviendrons qui l'expliquent. On ne peut donc pas classer ces indicateurs dans la catégorie vert et cela est

préoccupant, même si dans la présentation qu'elle a faite en votre nom, Madame l'adjointe aux finances n'a pas paru préoccupée par cette situation.

On voit en ce qui concerne la capacité d'autofinancement que sa diminution d'année en année est aussi importante. En effet, la diminution du montant inscrit dans les budgets primitifs est importante :

- 2019 : 45,5 M€,
- 2020 : 39,2 M€,
- 2021 : 28,6 M€,
- 2022 :17,9 M€.

La conséquence, c'est que la section d'investissement ne s'équilibre que par le recours à un emprunt de 10 M€. Ce n'est donc pas comme il est annoncé un emprunt de confort pour profiter des taux encore bas, mais bien d'un réel besoin de financement.

Nous avons juste une question : jusqu'à quel taux envisagez-vous d'emprunter si, comme cela est annoncé, les taux montent ?

Depuis 15 ans, les différentes lois ont bouleversé le financement des collectivités locales en retirant aux communes bien gérées – pour notre Ville, je parle du passé – une partie significative de leurs recettes. Or, nous ne voyons dans les budgets qui nous sont présentés une vraie prise en compte de ce changement de paradigme. Il serait temps que vous proposiez à l'ensemble du Conseil municipal une réflexion sur cette évolution.

Nous faisons cette suggestion sans réel espoir que vous changiez quoi que ce soit de vos pratiques et cela est bien dommage. Si vous acceptiez d'écouter quelquefois des critiques constructives de vos opposants en les associant aux réflexions, cela vous éviterait parfois d'énormes bêtises. Nous ne prendrons qu'un exemple : quand on observe les gros défauts de la Cité des sports qui se révèlent depuis son ouverture, nous sommes tristes de faire ces constatations alors qu'il s'agit du plus gros investissement sans précédent réalisé ces dernières années.

L'excuse de la souplesse de gestion pour expliquer que vous gérez des parts importantes des interventions de la Commune, en dehors d'un véritable contrôle démocratique de cette instance, devrait être revue maintenant que vous maîtrisez plus les procédures qui ont été simplifiées grâce au Compte Financier Unique. En effet, le CCAS, le CLAVIM, les différentes SEM ou SEMOP – et je dois en oublier – gèrent une partie significative des interventions de la Commune sans qu'une partie des conseillers municipaux n'aient une vraie connaissance de leurs interventions.

Nous craignons que l'idée même d'envisager ou de modifier ces pratiques ne vous effleure. Évitez-nous votre réponse habituelle qui est « la loi vous le permet », celle-ci a été faite par beaucoup trop de députés-maires et sénateurs-maires. Les interdictions de cumuls s'ils ne sont pas rétablis pourront peut-être changer les pratiques dans quelques années quand le Parlement estimera qu'il faudra remettre du contrôle démocratique.

Enfin, nous constatons avec regret et toujours dans la continuité qu'il n'y a pas un euro supplémentaire pour la sécurité alors que celle-ci se dégrade sur notre Ville. Devons-nous rappeler que le Premier ministre, tendance politique qui est très bien représentée dans votre majorité, demande que toutes les communes de plus de 10 000 habitants disposent d'une police municipale ? Or, Issy-les-Moulineaux est la seule ville de plus de 50 000 habitants des Hauts-de-Seine à ne pas en avoir.

Dans ces conditions, le groupe « Vivre Issy Pleinement » votera contre ce budget 2022."

M. le Maire.- Contre, très bien.

Autres questions ?"

M. VERNET.- "Nous vous avions adressé un certain nombre de questions préalables.

Pourriez-vous revenir sur les investissements que vous aviez prévus pour que l'on ait une vision véritablement pluriannuelle qui nous permette de voir comment s'échelonnent les grands projets et où ils nous emmènent dans les années à venir ?

Par ailleurs, un investissement public important sur le stade Mimoun se fait avec un partenaire privé ; peut-on avoir de la visibilité sur les investissements respectifs des deux parties ?

Ensuite, de façon plus…"

M. le Maire.- "Combien de questions avez-vous à poser Monsieur ? On en est à deux, combien encore ?"

M. VERNET.- "J'ai simplement maintenant un commentaire pour vous expliquer notre vote."

M. le Maire.- "Faites-le maintenant."

M. VERNET.- "Je vais le faire maintenant si vous voulez bien."

M. le Maire.- "Ne nous laissez pas en suspens..."

M. VERNET.- "Nous allons voter contre ce budget, non pas que nous soyons contre un certain nombre de choses que vous présentez. Nous sommes en particulier très favorables à la construction d'une belle école aux Épinettes ou à l'augmentation des infrastructures sportives ou encore au recours à l'emprunt."

M. le Maire.- Et c'est pour cela que vous votez contre !"

M. VERNET.- Nous voterons contre parce que nous ne sommes pas d'accord avec la méthode que vous appliquez. Tous les projets que vous concevez font la part belle à des partenaires privés (SEMOP, Cité des sports, stade Mimoun et j'en passe). On peut dire que même la politique culturelle de la Ville semble se résumer cette année à l'installation d'un complexe UGC.

Votre slogan « Issy l'Audacieuse » se résume-t-elle à faire des coups de communication avec des promoteurs immobiliers ou des investisseurs ? Nous préférerions une ville Issy ambitieuse qui anticipe les transformations que va par exemple nous imposer le changement climatique sur nos infrastructures, une ville qui innove pour permettre à toutes les classes sociales de bien se loger à Issy et qui investisse dans la culture pour tous. Donc, si l'ambition d'Issy, c'était cela, le budget serait bien différent. Donc, nous voterons contre."

M. le Maire.- Merci Monsieur de cette intelligence prospective.

Édith, vous pouvez répondre à toutes ces questions éclairées ?"

Mme LETOURNEL.- "Merci Monsieur VERNET, car vous les aviez posées par écrit, ce qui est plus facile pour y répondre.

J'ai fait tout à l'heure une présentation centrée sur le budget de fonctionnement. Quelques autres *slides* concernaient l'investissement.

Pour parler de l'investissement et notamment de la question de la vision pluriannuelle que vous évoquez, je vous renvoie au débat d'orientation budgétaire dans lequel nous avions présenté un tableau pluriannuel des prévisions d'investissements complet des années à venir (de 2022 à 2026, voire 2027). Je ne vais pas de nouveau le présenter, mais je vous propose de vous y référer. Vous verrez que nous y avons inscrit les investissements phares que nous avons prévus et qui sont déjà en cours :

- le solde de la Cité des sports pour des travaux qui restent très minimes,
- le groupe scolaire des Épinettes, projet principal, avec 3 M€ prévus dès cette année,

- la réhabilitation/extension de Mimoun qui a déjà débuté pour un montant d'un peu plus de 11 M€,
- la rénovation de Marie Marvingt, pour 4,9 M€ en 2022,
- les travaux d'aménagement du collège de la Paix en prévision des travaux des Épinettes pour 3 M€ cette année.

Je vous renvoie directement à cette liste qui vous donnera une vision pluriannuelle de l'ensemble des investissements.

Il faut noter que 2022 est encore une année importante en termes d'investissements (montant global de 25 M€). Nous nous orientons vers un rythme d'investissements plus faible à partir de 2023. Effectivement, nous aurons bien avancé sur les projets phares que je viens de citer et nous devrions nous situer un peu au-delà de 15 M€ sur les années 2023, 2024 et au-delà.

Sur le projet de Mimoun, vous demandez ce qui relève de la partie privée et de la partie publique, mais nous n'avons pas la décomposition de ce qui sera dévolu à l'association Homenetmen. Ce n'est pas découpé de cette manière en termes d'investissements. Il s'agit de construire un ensemble dont on va chercher à optimiser l'usage de différentes manières et permettre ainsi d'offrir davantage de possibilités au-delà de la rénovation du stade Mimoun. Ce point est important et rejoint parfaitement notre manière de gérer ce type d'équipement – et là je regarde en même temps Bernard de CARRÈRE qui est très investi sur ces sujets. L'enjeu n'est pas d'avoir deux gymnases côte à côte, l'un dédié au public et l'autre au privé ; au contraire, c'est d'optimiser ces deux adhésions pour en faire un meilleur usage, à la fois pour les différents services qui pourront être offerts et pour une meilleure gestion financière au global.

Je ne peux pas vous donner plus d'informations, puisqu'il n'y a pas de découpage particulier entre public et privé.

Pour la SEMOP, la mise à disposition des agents qui vont la rejoindre est budgétée pour un montant de 250 000 €. Cela fait partie des recettes qui reviendront à la Ville en section de fonctionnement réglées par la SEMOP.

Je ne sais pas si j'ai répondu à toutes vos questions, mais en tout cas, il me semble que cela couvre les points que vous avez évoqués."

M. le Maire.- "Vous avez très bien répondu. Merci.

Nous passons au vote, s'il vous plaît.

Avis contraires ? C'est donc l'opposition, enfin ce qu'il en reste...

Adopté. Merci.

Le budget est donc adopté."

Voté à main levée – Adopté

Le Conseil municipal :

ADOPTE le budget primitif de la commune pour l'exercice 2022.

AUTORISE le Maire, à l'intérieur de chaque section du budget principal, tant en investissement qu'en fonctionnement, de procéder à tout virement de crédits de chapitre à chapitre qui s'avérerait nécessaire, dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de la section considérée, à l'exclusion des dépenses de personnel.

AUTORISE le Maire à prendre toute décision et à signer tout acte nécessaire à l'application de la présente délibération.

Adopté par 40 voix
Ont voté contre : 9 : Didier VERNET, Floraine CORDIER, Antoine MARMIGNON, Thomas PUIJALON, Maud JOIE-SORIA, Valérie GIRAUD, Martine VESSIERRE, Jean-Baptiste BART, André TANTI.

M. TANTI.- "Monsieur le Maire, je n'ai pas eu la réponse sur le taux d'emprunt."

M. le Maire.- Édith, vous acceptez encore de répondre ?"

Mme LETOURNEL.- "Je ne vais pas faire de grandes prédictions sur les taux d'emprunt, excusez-moi, mais je crois, Monsieur le Maire, que vous aviez évoqué le taux d'emprunt utilisé pour le SEDIF, en tout cas qui est en vigueur actuellement. Les taux d'emprunt sont très bas."

M. le Maire.- "Pour l'instant."

Mme LETOURNEL.- "Donc, pour l'instant, on a fait une prévision d'emprunt pour cette année de l'ordre de 1 % (inscrite au budget). Pour une ville comme Issy-les-Moulineaux qui n'a quasiment aucun emprunt, puisque les quelques emprunts résiduels sont à taux zéro, et compte tenu des taux actuels, 1 % est relativement confortable.

Je n'ai pas de boule de cristal et je ne vais pas vous dire à combien on empruntera dans quelques années, puisque la question n'est pas là ; on n'a pas défini si on emprunterait dans quelques années. Le taux de référence que l'on pense viser se situe autour de 1 %. Je dis cela, mais je n'ai rien dit, puisque l'on va forcément entrer en discussion avec certaines banques pour obtenir la meilleure négociation possible sur ce taux. Un certain nombre de propositions sont actuellement faites et sont bien en dessous de 1 %. C'est bien dans ce contexte que l'on s'inscrit. On n'a pas défini de taux maximum. Je le répète : il n'y a pas d'urgence absolue, mais une anticipation de notre part."

M. le Maire.- "Merci Édith de cette précision qui réjouit M. TANTI si bien qu'il va voter pour approuver votre action !

Nous avons donc adopté le budget. Nous vous remercions.

Nous passons au point 3, à la fixation des taux d'imposition."

3. Fixation des taux d'imposition des contributions directes locales pour l'exercice 2022

Mme LETOURNEL.- "Sans surprise, les taux d'imposition ne vont pas changer, comme les années passées. Je ne vais pas tous vous les relire, vous les avez sur la délibération. Ils restent inchangés : 2022 reste identique à 2021, et c'est ainsi depuis plusieurs années. Il n'y a pas d'autre précision à apporter puisque cela ne bouge pas."

M. le Maire.- "Des questions ?"

M. TANTI.- "Oui, Monsieur le Maire."

M. le Maire.- "Même là-dessus quand les taux sont inchangés vous avez encore le culot de prendre la parole !"

M. TANTI.- "Mais bien sûr."

M. le Maire.- "Eh ben dis donc, on voit que vous êtes en retraite !"

M. TANTI.- "Je peux, Monsieur le Maire ?"

M. le Maire.- "Oui, bien sûr, ça intéresse tout le monde !"

M. TANTI.- "Merci beaucoup Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire, les circonstances vous amènent à ne pas changer les taux pour 2022. Pourtant, lorsque les Isséens concernés par le paiement de ces contributions recevront à la fin de l'été ou à l'automne 2022 le montant de leur taxe d'habitation ou de leur taxe foncière, ils verront que les montants augmenteront de manière significative. En effet, la revalorisation de 3,4 % des bases d'imposition va entraîner ces hausses et vous en avez largement tenu compte dans la préparation du budget 2022 pour son équilibre.

En conséquence, nous nous abstiendrons sur cette délibération."

M. le Maire.- "Ah ! C'est un progrès ! Abstention. Vous avez noté.

Édith, vous pouvez rassurer M. TANTI qu'il passe une bonne nuit quand même ?"

Mme LETOURNEL.- "Rassurer, je ne sais pas, mais ces taux nous sont imposés, les revalorisations sur les bases, vous savez comme moi…"

M. le Maire.- "Pas les collègues anciens de TANTI…"

Mme LETOURNEL.- "… par les structures de l'État qui ont savamment calculé ce taux. Ce n'est pas la première fois, c'est la même chose tous les ans. Ce taux varie selon les exercices. Il est un peu plus élevé cette année que les années passées. Nous en avons tenu compte dans l'évolution de nos recettes, ce qui est tout à fait normal. Cela démontre d'autant plus l'effort de stabilité des taux de la Ville que nous effectuons, puisque nous n'augmentons pas nos taux, même si les bases sont revalorisées."

M. le Maire.- "Merci Édith d'avoir rassuré M. TANTI qui oubliait ses fonctions antérieures.

Il faut quand même voter, même si on ne bouge pas les taux.

Avis contraires ?

Abstentions ? Le groupe TANTI. Le PS aussi ? C'est la catastrophe ! C'est Fukushima là !

Le Conseil municipal :

FIXE, ainsi qu'il suit, les taux d'imposition des contributions directes locales à appliquer pour l'année 2022 :

	Taux 2022
Taxe d'habitation	17,74%
Taxe foncière bâti	21,32 %
Taxe foncière non bâti	7,84 %

Adopté à l'unanimité
Se sont abstenus : 6 : Thomas PUIJALON, Maud JOIE-SORIA, Valérie GIRAUD, Martine VESSIERRE, Jean-Baptiste BART, André TANTI.

C'est donc adopté. Merci d'avoir approuvé cette fixation nulle des taux d'imposition. Nos administrés apprécieront.
Nous passons au point 4, aux subventions aux associations. C'est Édith LETOURNEL."

4. Subventions aux associations pour l'année 2022

Mme LETOURNEL.- "Merci Monsieur le Maire.

Cette délibération est importante puisqu'elle définit les montants de subventions qui vont être alloués aux associations en 2022. En décembre, nous avons voté une délibération pour certaines associations afin de leur octroyer une avance de ces subventions de manière à garantir un fonctionnement sans coup dur, sans faille.

Vous voyez apparaître le tableau qui mentionne le montant qui sera alloué en 2022 *versus* le montant alloué en 2021.

Le principe retenu est d'ajuster le cas échéant le montant des subventions allouées en 2022 en fonction de l'activité constatée et des véritables besoins de fonctionnement ou de financements desdites associations en 2022."

M. le Maire.- "Des questions ?"

M. BART.- "Oui, Monsieur le Maire."

M. le Maire.- "Ah ! Je croyais que vous interveniez seulement à la fin, Monsieur BART.

M. BART.- "Non."

M. le Maire.- "Vous avez progressé dans la hiérarchie."

M. BART.- "J'interviens dès maintenant !"

M. le Maire.- "Mais je vous rattraperai tout à l'heure, à la fin !"

M. BART.- "Très bien."

M. le Maire.- "Quand on m'a dit que vous étiez chef d'entreprise, j'ai été ébloui, mais quand j'ai vu votre question, j'ai compris qu'on vous avait encensé."

M. BART.- "Ah non, je ne suis pas chef d'entreprise !"

M. le Maire.- "Non, mais on avait dit ça, vous l'aviez peut-être laissé passer…"

M. BART.- "Ah non, je n'ai même pas laissé passer !"

M. le Maire.- "Mais rien du tout ! Votre question est tellement intelligente, on vous habillera avec ! Posez votre problème préalable encore."

M. BART.- "On est dans un contexte global où l'on voit une baisse de 3 % des subventions entre 2021 et 2022. Notre petite inquiétude porte sur les associations sportives pour lesquelles la baisse est plus forte (10 %, 160 000 €. Pour les associations sportives sont-elles plus touchées, et notamment des sports emblématiques de la Ville d'Issy-les-Moulineaux (triathlon ou escrime). Quelles seront les conséquences sur les associations sportives ? Le complément viendra-t-il de la SEMOP ? Nous souhaitions avoir un éclaircissement sur ce point."

M. le Maire.- "Édith vous répondez ou Bernard ?"

Mme LETOURNEL.- "Je vais laisser Bernard répondre, ce sera plus précis."

M. de CARRÈRE.- "Cela va peut-être vous sembler paradoxal, mais les associations sportives en sortie de crise se portent plutôt bien. Elles ont reconstitué leurs fonds propres pour une raison très simple : les aides de l'État ont été massives, bien orientées. Les salariés ont été mis en chômage partiel ou total à certains moments et n'ont donc pas pesé sur la comptabilité des clubs.

Par ailleurs, les compétitions ont été supprimées ou allégées, ce sont des frais qu'ils n'ont donc pas eus.

D'un autre côté, au niveau des recettes, les adhérents ont su faire preuve de beaucoup de solidarité et n'ont pas demandé de remboursement partiel ou total ; ils ont compris qu'ils avaient adhéré à une association.

Donc, en sortie de crise, les clubs sportifs d'Issy-les-Moulineaux se portent plutôt bien sur le plan des finances.

Le triathlon et l'escrime sont deux clubs d'élite sur la Ville d'Issy-les-Moulineaux – vous avez raison de le signaler. En tant que clubs d'élite, ils sont supportés et plus supportés encore que par le passé par le Département. En plein accord avec ces deux clubs, nous avons baissé des subventions pour tenir compte des augmentations des subventions versées par le Département."

M. le Maire.- "Merci mon cher collègue de vos explications qui vont obliger M. BART, économiste bien connu, à voter puisque cette fois, il est pleinement rassuré.

Nous passons au vote si vous en êtes d'accord.

Qui est contre ? Abstentions ?

Le Conseil municipal :

AUTORISE le versement des subventions aux associations mentionnées dans le tableau annexé à la présente délibération.

DIT que le versement des subventions complémentaires est conditionné au respect des termes des conventions de mise à disposition de personnel municipal conclues entre la Ville et les associations concernées.

DIT qu'un mandatement d'un montant de 161 478 € sera émis par la Ville au bénéfice du Comité des Œuvres Sociales au titre des prestations réalisées en 2021.

DIT que les crédits correspondants sont inscrits au budget communal.

En application de l'article L. 2131-11 du Code général des collectivités territoriales, n'ont pas pris part au vote de certaines subventions :

- M. DAOULAS, M. de CARRERE, M. KHANDJIAN, M. DORANGE, M. ROUSSEL, Mme BERNADET, M. KALASZ, Mme ROMAIN et Mme SEMPE pour la subvention de l'Office Municipal des Sports (OMS).
- M. LEFEVRE, Mme LIADZE, M. DAOULAS, M. LEVY, Mme GUICHARD et Mme BERNADET pour la subvention de l'association Cultures Loisirs et Animation de la Ville d'Issy-les-Moulineaux (CLAVIM).
- Mme LIADZE, M. LEVY, M. KHANDJIAN, Mme BONNIER, Mme GUICHARD et Mme GARRIGUES pour la subvention de l'association Issy Tourisme International.
- M. GUILCHER, Mme PITROU, Mme BERNADET et Mme MARLIERE pour la subvention de l'association SEINE OUEST INSERTION (anciennement ALPIRIM, qui a fusionné avec l'association TRAIT D'UNION ENTR'AIDE EMPLOI).
- M. SANTINI, Mme LETOURNEL et Mme PITROU pour la subvention au Comité des Œuvres Sociales (COS).
- M. SANTINI, M. LEFEVRE, M. LEVY et Mme BERNADET pour la subvention de l'Espace Icare.
- M. GUILCHER, Mme GARRIGUES, Mme LE BERRE et Mme THIBAULT pour la subvention de l'association Issy Solidaires (ex CIB).
- M. GUILCHER, M. RIGONI, M. DORANGE, M. SINSOLIEUX et Mme BERNADET pour la subvention de l'association Issy Seniors (ex OIPA).
- M. SANTINI pour la subvention de l'association 1, 2, 3 pour rester chez soi.

- M. KALASZ pour la subvention de l'association Issy-les-Moulineaux Volley Ball (IMVB).
- M. Alain LEVY, M. BERANGER et M. Guillaume LEVY pour la subvention de la Ligue Internationale Contre le Racisme et l'Antisémitisme Sud 92 (LICRA Sud 92).
- M. KHANDJIAN et Mme HELARY-OLIVIER pour la subvention de l'association Les Amis de la Gendarmerie.
- M. ROUSSEL pour la subvention de l'association Soins Palliatifs à Issy-les-Moulineaux (SPIM 92).
- M. LEVY pour la subvention de la Maison des Adolescents des Hauts-de-Seine.
- Mme GARRIGUES pour la subvention à l'Association de Liaison d'Issy-les-Moulineaux (ALIM)
- M. SANTINI pour la subvention de la Société des Membres de la Légion d'Honneur Comité d'Issy-les-Moulineaux.

Adopté à l'unanimité

Tout le monde a voté ? Je n'ai pas bien vu là-haut... Ils ont voté. Formidable ! Unanimité mes chers collègues. Merci à tous les délégataires qui ont préparé les budgets avec les associations.
Nous passons au point 5, modification du Plan de Prévention des Risques d'Inondation, M. KNUSMANN."

II – URBANISME – Philippe KNUSMANN

5. Avis sur le projet de modification du Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) de la Seine dans le département des Hauts-de-Seine

M. KNUSMANN.- "Le PPRI de la Seine dans notre Département a été approuvé par arrêté préfectoral en janvier 2004 puis modifié par un autre arrêté préfectoral en juillet 2017. Il concerne 18 communes du Département et trois EPT dont Grand Paris Seine Ouest, et à l'intérieur de cet EPT, les quatre communes suivantes : Boulogne, Issy, Meudon et Sèvres.

Une nouvelle procédure de modification du PPRI est en cours d'élaboration à l'initiative des services de l'État et la Ville d'Issy-les-Moulineaux, comme ses consœurs, est consultée de façon réglementaire pour donner un avis sur ce projet.

Le PPRI est une servitude d'utilité publique annexée au PLU et est opposable à toute demande d'occupation ou d'utilisation du sol. Il traduit bien entendu à l'égard des communes ou de tout bénéficiaire éventuel d'une autorisation d'urbanisme des obligations, le respect de certaines prescriptions qui ont pour but de renforcer la sécurité des personnes et des biens et d'éviter un accroissement de dommages en cas d'inondation.

Le projet de modification du PPRI concerne essentiellement :

- des modifications de pure forme relatives au vocabulaire employé dans le règlement du PPRI qui peut parfois paraître abscons aux usagers qui en prennent connaissance ou s'intéressent à son contenu,
- l'introduction de définitions manquantes,
- la précision de définitions existantes,
- et surtout la clarification de dispositions relatives à des changements de destination, notamment de bureaux vers des logements, sous réserve du respect d'autres dispositions applicables au PPRI. Le PPRI rend possible la transformation de bureaux en logements, mais interdit des locaux techniques en sous-sol selon en général leur taille, sous réserve cependant de leur cuvelage, mais il arrive que même avec un cuvelage, l'État soit amené à donner des avis défavorables à certains projets.

Les modifications sont également destinées à modifier un certain nombre de dispositions qui permettent l'écoulement des eaux.

Nous, on regrettera à ce stade que ces modifications n'aient pas intégré des projets innovants, comme le développement de réseau de chaleur, de réseau de froid, la géothermie ou l'hydrogène, qui ont une incidence en matière de développement durable si elles s'appliquaient de façon stricte. C'est pourquoi nous assortirons notre avis d'un certain nombre de réserves ou de suggestions qui figure en annexe du projet de délibération.

Par une décision rendue le 5 août 2021, l'autorité environnementale a décidé de ne pas procéder à une évaluation environnementale – l'État conduit la procédure, il en a donc parfaitement le droit –, mais il ne peut pas échapper à la consultation des collectivités territoriales.

Le projet de modification a été mis à la disposition du public pendant un mois du 17 janvier au 18 février 2022.

Nous vous proposons d'émettre un avis favorable au projet de modification pour sa partie simplification des dispositions, mais assorti des réserves que j'ai évoquées et qui figurent dans l'annexe jointe au projet de délibération."

M. le Maire.- "Merci. Des questions ?"

Mme VESSIERE.- Oui."

M. le Maire.- Madame VESSIÈRE en plus ! Monsieur BART… Quel tandem !"

Mme VESSIERE.- "Le troisième paragraphe des observations de la Ville que M. KNUSMANN vient d'évoquer dit « *l''absence de souplesse du texte et de volonté affirmée de soutenir l'implantation de ce type de projet novateur pourrait avoir pour conséquence d'encourager les démolitions/reconstructions en lieu et place des restructurations avec changement de destination*. »

Nous constatons avec plaisir que vous prenez finalement conscience des effets délétères des opérations de démolition/reconstruction et qu'il faut privilégier les restructurations avec changement de destination. Cela aurait peut-être évité certaines opérations fort peu écologiques si c'était intervenu plus tôt dans la Ville.

Toutefois, cela nous conforte aussi dans notre indéfectible soutien au projet de rénovation du quartier de la Ferme sans démolition.

Sur la délibération, vous venez d'évoquer la mise à disposition du public de ce projet. Comment et quand a été faite l'annonce de mise à disposition du projet ? Où ? Dans les mairies et sur Internet, écrivez-vous – et d'ailleurs, cela vient d'être dit –, ce qui ne veut rien dire pour cette dernière occurrence. En fouillant bien, on trouve ce projet sur le site de la DRIEAT Île-de-France, c'est-à-dire la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement de l'Aménagement et des Transports. Mais quel public fera finalement le chemin pour aller jusque-là ? Aller sur ce site, ce n'est quand même pas téléphoner !

Nous n'oserons donc même pas demander combien d'Isséens ont donné leur avis sur cette consultation, mais tout n'est peut-être pas perdu, puisque cette consultation se termine le 18 février. Pourriez-vous mettre le lien en ligne sur le site de la Ville dès demain avec une explication visible ? Il faut savoir que la ville de Nanterre par exemple l'a mis sur son site. Cela aura le mérite d'être clair vis-à-vis de cette délibération en affichant le lien pour que les gens puissent s'exprimer. Merci."

M. le Maire.- "Merci de la propagande pour la ville de Nanterre, on ne vous savait pas aussi ouverte, mais enfin c'est bien !"

Mme VESSIERE.- "Monsieur le Maire, ce n'est pas une propagande mais juste une comparaison !"

M. le Maire.- "Mais Madame arrêtez ! Tout ce qui se passe à l'extérieur est très bien parce que cela ne se passe pas ici ! Vous, vous êtes incapable, vous traversez la Ville, vous ne voyez rien, vous ne savez rien, on voit bien le score que vous avez fait Madame !"

Mme VESSIERE.- "Monsieur le Maire, ce n'est pas sur le site de la Ville !"

M. le Maire.- "Monsieur KNUSMANN va répondre."

M. KNUSMANN.- "Sur la première question sur l'objectif des démolitions/rénovations, on a pu constater notamment dans la ZAC Léon Blum, en réunissant les résidents de bâtiments HLM qui étaient voués à la démolition parce que certains étaient au bord de l'insalubrité que les gens n'étaient pas aussi mécontents de voir leur ancien bâtiment démoli et être relogés dans des conditions bien plus acceptables et de façon personnalisée.

Quant à la mise à disposition du public du projet de modification de PPRI, je rappelle que l'État conduit la procédure, la Ville n'étant sollicitée que pour soumettre un avis. Le questionnaire était disponible au CAM. Il n'y a pas d'obstacle à ce que nous mettions le lien que vous évoquez si vous souhaitez en prendre connaissance, mais encore une fois, c'est l'État qui conduit la procédure et qui est seul responsable et seul appréciateur des modalités de cette consultation."

M. le Maire.- "Autres questions ?"

M. VERNET.- Je m'interroge : en quoi consiste cette consultation et la consultation du public ? Vous avez raison de noter qu'il y avait un certain nombre d'incohérences, qui seront corrigées – je suis tout à fait d'accord avec les réserves que vous avez formulées. En revanche, je m'inquiète que les experts de l'État aient décidé de ne pas effectuer d'évaluation environnementale sur quelque chose qui a été établi il y a maintenant quasiment 20 ans. Je ne souhaiterais pas que notre avis soit considéré comme une acceptation et une validation de leur décision de ne pas faire d'évaluation environnementale."

M. KNUSMANN.- "Comme je viens de le dire, l'État conduit la procédure et estime, en fonction de critères qui lui appartiennent, s'il faut procéder à cette consultation environnementale ; à plus forte raison pour nous de faire les réserves qu'il convient pour le développement d'innovations telles qu'on en connaît sur le territoire de la Commune.

Il est important que nous fassions ces réserves : elles nous serviront de socle au cas où on en aurait besoin justement pour favoriser ou peut-être se poser ou demander à l'État de revoir un certain nombre de décisions qui n'iraient pas dans le sens du développement durable."

M. le Maire.- "Pas d'autres questions ?

Nous passons donc au vote avec tous les amendements que vous avez développés.

Avis contraires ? Abstentions ?

Le Conseil municipal :

EMET un avis favorable au projet de modification du plan de prévention des risques d'inondation (PPRI) de la Seine dans le département des Hauts-de-Seine, sous réserve des observations annexées à la présente délibération.

Adopté à l'unanimité
Se sont abstenus : 3 : Didier VERNET, Floraine CORDIER, Antoine MARMIGNON.

Voté à main levée. Adopté.

M. le Maire.- "Nous passons au point 6, le contrat de relance du logement, M. KNUSMANN, avec GPSO."

6. Adoption du contrat de relance du logement entre l'État, l'Établissement Public Territorial Grand Paris Seine Ouest (EPT GPSO) et la Ville

M. KNUSMANN.- Le Gouvernement a mis en place un plan exceptionnel d'aide de 100 Md€ dénommé « France Relance » et a introduit en 2021 au sein de ce dispositif une aide à la relance de la construction durable dotée de 350 M€ sur deux ans afin de soutenir la production de logements neufs.

Cette aide se basait sur les logements qui avaient fait l'objet d'un permis délivré – c'était la condition première et en quelque sorte le fait générateur – ; à ce titre, la Ville a déjà perçu un montant de 750 000 €.

Pour 2022, le Gouvernement a souhaité faire évoluer cette aide en la réservant aux territoires qui connaissent une forte tension en matière de logements, ce qui est le cas de notre territoire et de notre Commune en particulier, en conditionnant son octroi à une contractualisation, sous le biais d'un contrat de relance du logement, à signer entre l'État, la Ville et l'Intercommunalité à laquelle la Ville appartient. Ce dispositif doit être approuvé avant le 31 mars.

On soulignera que les communes carencées ne sont bizarrement pas éligibles à ce dispositif.

Le contrat de relance doit définir un objectif chiffré. La délivrance du permis constitue le fait générateur. Nous devons dire à l'État que l'on délivrera avant le 31 août 2022 pour la période s'étendant depuis le mois de septembre 2021, donc septembre 2021 - août 2022. On doit s'engager sur un nombre de logements qui feront l'objet de la délivrance d'un permis de construire.

Nous avons la possibilité de dépasser le quota sur lequel on s'est engagé de 10 %, auquel cas, on reçoit une subvention complémentaire. Si on fait encore plus que ces 110 %, on ne touche rien.

Nous nous sommes engagés sur un nombre de 700 logements dont les permis seront délivrés ; la Ville obtiendrait 1 500 € par logement dans cette deuxième phase du dispositif, alors que la première phase concernait l'attribution d'une subvention par mètre carré de 100 €.

Le montant définitif sera versé à l'échéance du contrat, donc pas avant le dernier trimestre de 2022.

Il est demandé au Conseil municipal d'approuver cet objectif de 700 logements à subventionner, d'approuver le contrat de relance de logement concernant Issy et d'autoriser M. le Maire à le signer, sachant que GPSO a délibéré hier de façon positive sur le sujet."

M. le Maire.- "Des questions ?"

Mme VESSIERE.- "Oui, Monsieur le Maire, une question.

Sur l'ensemble des 700 logements qui seraient éligibles sur la période concernée du 1er septembre 2021 au 31 août 2022, combien seront issus de bureaux transformés en logements pouvant donc offrir un bonus de 500 € ? Ce n'est pas tellement pour le bonus, mais cela fait le lien avec la remarque faite à la délibération précédente."

M. le Maire.- "D'autres questions ?

Monsieur KNUSMANN."

M. KNUSMANN.- "Sous réserve de vérification, je ne crois pas qu'il y ait de projet issu d'une transformation de bureaux en logements."

M. le Maire.- "On a actuellement un immeuble en cours, boulevard Gallieni."

M. KNUSMANN.- "Oui, mais lui faisait partie du dispositif précédent."

M. le Maire.- "La transformation de bureaux en logements n'est pas facile. On raconte ça dans les *meetings,* dans les articles, etc., mais on le voit bien avec le boulevard Gallieni, où des salles de sport, des salles d'eau, des canalisations, etc. sont rajoutées. Ce n'est pas facile. Pour l'instant, cela avance. Vous verrez boulevard Gallieni que c'est un très bel immeuble qui a été transformé en appartements."

M. KNUSMANN.- "Mais là encore, Monsieur le Maire, pour rapprocher le sujet que vous évoquez de la précédente délibération, c'est une transformation qui avait fait dans un premier temps l'objet d'un refus de la préfecture. Il a fallu se battre avec l'aménageur."

M. le Maire.- "Les « y'a qu'à, faut qu'on », on les connaît ! Transformer les immeubles de bureaux en logements, cela me semble formidable, et après comment on fait ?"

M. KNUSMANN.- On s'est battu avec l'aménageur et le préfet a accepté de revenir sur sa décision."

M. le Maire.- "Pas d'autres questions ?

Nous passons donc au vote.

Tout à l'heure, j'ai oublié de rappeler que pour les associations, les conseillers et adjoints municipaux intéressés ne se prononcent pas sur l'attribution des subventions concernées.

Donc, je le dis une fois pour toutes, parce qu'on peut y revenir après.

Qui est contre cette relance ? Abstentions ?

Tout le monde est d'accord. Adopté. Unanimité."

Le Conseil municipal :

FIXE l'objectif de constructions éligibles à 700 pour la période allant du 1er septembre 2021 au 31 août 2022,

APPROUVE le projet de contrat de relance du logement annexé à la présente délibération.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer le contrat de relance du logement avec l'Etat et l'Établissement Public Territorial Grand Paris Seine Ouest.

Adopté à l'unanimité

Voté à main levée. Adopté à l'unanimité.

M. le Maire.- "Nous passons au point 7, ZAC Cœur de Ville, le mail du Cœur de Ville, M. KNUSMANN."

7. ZAC Cœur de Ville. Dénomination du mail de Cœur de Ville

M. KNUSMANN.- "Dans le cadre de la réalisation de la ZAC du Cœur de Ville, un mail piéton va traverser de part en part ce quartier et desservira notamment les commerces et les équipements publics au sein d'un parc arboré de 4 000 m² de pleine terre.

Arrivent les échéances aux termes desquelles les premiers arrivants vont bientôt se manifester, sans doute dans le courant du mois de mai, les commerçants qui vont commencer à équiper les locaux. Pour ce faire et pour leur activité respective ou simplement leur domiciliation, les futurs occupants ont besoin de savoir quelle adresse mentionner leur habitation ou leur commerce.

Nous avons lancé un appel à idées *via* le site Internet de la Ville et les réseaux sociaux afin de faire participer les Isséens au choix du nom de ce mail.

Nous avons reçu près de 300 réponses. La consultation a eu lieu entre le 13 décembre et le 3 janvier.

Je vous livre ici une courte synthèse – je n'énumérerai pas toutes les propositions, car il y en a beaucoup ; certaines sont intéressantes, d'autres moins.

En noms de personnalités, puisque la suggestion était libre, nous avons par ordre d'importance, notre Maire, proposé 24 fois devant Joséphine BAKER, proposée 20 fois."

M. le Maire.- "Madame VESSIÈRE, devant Joséphine BAKER, vous vous rendez compte ! Pas un n'a voté pour vous, c'est bizarre ça !"

M. KNUSMANN.- "Non, malheureusement… Ensuite, il y a des personnalités, et quel que soit leur monde d'origine (scientifiques, artistes, politiques ou autres), on tombe à deux ou trois réponses par nom cité. Deux personnalités se détachent donc vraiment.

Dans le choix du nom de lieu, là encore qui était très ouvert, la proposition qui arrive en tête avec 17 suggestions, c'est autour du mot « cœur », ce qui n'est pas étonnant, parce que la notion de Cœur de Ville, au-delà d'être le nom de la ZAC, est un concept qui est rentré dans les esprits et les conversations et qui identifie bien lorsqu'il est prononcé ce dont on parle.

Avec le mixte des deux, nous vous proposons le nom de « Promenade Cœur de Ville » pour l'ensemble des adresses relevant du Cœur de Ville."

M. le Maire.- "Des questions ou des remarques ?

Vous êtes d'accord ? Avis contraires ? Abstentions ?

Adopté."

Voté à main levée. Adopté.

Le Conseil municipal :

DENOMME la voie nouvelle de la ZAC Cœur de Ville : « Promenade Cœur de Ville »

Adopté à l'unanimité
Se sont abstenus : 6 : Didier VERNET, Floraine CORDIER, Antoine MARMIGNON, Thomas PUIJALON, Maud JOIE-SORIA, Valérie GIRAUD.

M. le Maire.- "Ce qui est intéressant, c'est le nombre de gens qui se sont manifestés.
Il y a six abstentions. Pourquoi s'abstenir là-dessus… ? On s'est présentés aux élections, on a fait un score minable, on a trois élus par groupe, il faut bien se manifester...

Nous passons au point 8, le budget climat, et c'est Tiphaine BONNIER."

III – DÉVELOPPEMENT DURABLE – Thiphaine BONNIER

8. Budget climat primitif pour la Ville pour l'année 2022

Mme BONNIER.- "Merci Monsieur le Maire. Bonsoir à tous.

Lors du dernier Conseil municipal du mois de décembre, nous avons présenté le compte de résultat 2020 et nous avons eu le débat d'orientation climatique 2022. Aujourd'hui, nous allons vous présenter un prospectif pour l'année 2022 et établir le budget primitif climat.

Pour rappel, l'Accord de Paris, traité international juridiquement contraignant, a été adopté le 12 décembre 2015 et est entré en vigueur en novembre 2016. Le but est d'entreprendre des efforts ambitieux pour lutter

contre le changement climatique et s'adapter à ses effets. L'objectif est de limiter le réchauffement climatique à 2 degrés et d'atteindre la neutralité carbone au niveau national à l'horizon 2050.

La Ville souhaite s'inscrire dans cette démarche n'a pas attendu l'Accord de Paris pour s'engager dans la transition écologique. En effet, dès 1991, par le plan municipal d'environnement, la Ville d'Issy-les-Moulineaux devient une des premières villes de France à élaborer un tel document.

S'en est suivi :

- en 1995, l'adhésion à la Charte européenne d'Aalborg en 1995,
- en 2003, le programme Agenda 21,
- en 2009, la charte de qualité environnementale Isséo,
- en 2012, le nouvel Agenda 21 local.

Le budget climat de la Ville que je vous ai présenté l'année est un exercice inédit de comptabilité carbone au niveau territorial. L'objectif est d'émettre un plafond maximal d'émission de CO^2 au niveau du territoire qui comprend les différents acteurs publics et privés.

Nous avons eu le débat d'orientation climatique en décembre ; l'objectif pour 2022 est d'acter que les dépenses seront de 111 619 tonnes équivalent carbone, qui prend en compte les différents secteurs (résidentiels, tertiaires, industries, déchets et transports) et les acteurs (ménages, entreprises, acteurs publics de manière générale, mais également la Ville d'Issy-les-Moulineaux).

Cet exercice est assez innovant. Des ajustements peuvent avoir lieu au fur et à mesure du recueil des données au niveau communal.

Ainsi, sans entrer dans le détail de l'ensemble des tonnes équivalent carbone à diminuer, l'objectif est de diminuer de 3,2 % pour l'année 2022.

Par ailleurs, comme je vous l'avais présenté en décembre, un tableau de bord est accessible sur le site de la Ville d'Issy-les-Moulineaux et reprend l'ensemble des éléments, ce à quoi on s'était engagés l'année dernière et qui montre également la transparence de la démarche.

Il vous sera demandé d'adopter ce budget climat primitif de la Ville pour l'année 2022.

Si vous me le permettez Monsieur le Maire, avant que l'on ne passe aux questions/réponses, je tiens à remercier l'ensemble des délégations qui participent à l'exercice et à l'élaboration de ce budget climat, ainsi que les services, car cela demande un effort considérable. En effet, comme je l'ai déjà dit mais je le répète, travailler sur la tonne équivalente carbone n'est pas évident et est nouveau. Merci."

M. le Maire.- "Merci à vous Tiphaine pour l'énergie et l'enthousiasme que vous déployez qui finissent par convaincre tout le monde. Avez-vous des questions ?"

M. BART.- "Oui."

M. le Maire.- "Oh là là ! Encore vous mon vieux !"

M. BART.- "Oui, je suis encore là !"

M. le Maire.- "Oui, oui, mais nous sommes épuisés nous !"

M. BART.- "Merci pour la présentation.

Dans les tableaux récapitulatifs de répartition sectorielle, où se situent les chantiers de démolition/reconstruction, comment sont-ils pris en compte et dans quelle catégorie ?"

M. le Maire.- "Vous demandez où sont les chantiers ? Vous n'habitez pas la Ville Monsieur ?"

M. BART.- "Non, dans les calculs.

Une deuxième question sur la récente décision prise lors de la Commission que nous avons eue ensemble. Au 1er juin 2022, les véhicules critère 3 devaient normalement être exclus de la ZFE en semaine de 8 heures à 20 heures. Or cette application a été très récemment reportée à début 2023. Cela a-t-il un impact sur le budget climat de la ville, puisque l'on se situe dans cette ZFE, donc les véhicules critère 3 continueront à circuler toute l'année 2022 ?"

M. le Maire.- "D'autres questions ? Tiphaine."

Mme BONNIER.- "Merci beaucoup.

Je vais commencer par la ZFE."

M. le Maire.- "Oui, c'est important. Monsieur BART lit les journaux, vous savez..."

Mme BONNIER.- " Moi aussi, d'ailleurs.

Une précision sur le calendrier qui date du 1er février. C'est très récent. La décision a été prise en lien avec la Ville de Paris de reporter la mise en œuvre de la prochaine étape du printemps 2022 à début 2023. Cela concernait les critères 3.

Quand nous élaborons une stratégie sur plusieurs années, nous nous fixons sur les lois ou les éléments dont nous avons connaissance. Je disais que des ajustements pouvaient avoir lieu au fur et à mesure, cela en fait clairement partie. Mon collègue aux mobilités, David, était engagé sur les plans vélo et RER V, etc. qui vont également permettre d'amorcer cette transition sur la baisse d'émissions de gaz à effet de serre.

Ce genre d'actualité montre que l'on doit s'adapter. Je vous dirai l'année prochaine si le report de cette mesure a eu des conséquences sur les résultats."

M. le Maire.- "On a publié ce matin les morts par la pollution."

Mme BONNIER.- "Vous me devancez. Ce matin, des articles sont parus sur la qualité de l'air. Entre 2010 et 2019, avant Covid et arrêt de la circulation pendant trois mois, le nombre de morts a baissé de 40 %, en passant d'environ 10 300 à 6 200, selon l'Observatoire régional de la santé d'Île-de-France entre autres.

Les décisions et lois sur l'électrique, les plans vélo, vélo électrique vont permettre de baisser les émissions de gaz à effet de serre et d'augmenter la qualité de l'air. C'est un travail où chacun doit jouer son rôle pour pouvoir y parvenir.

Sur la question des déchets du bâtiment, il va y avoir ce qui est lié aux opérations d'aménagement privé. Ce n'est pas que l'on n'a pas de visibilité, mais le décret – et on a échangé ensemble – est passé le 31 décembre et a été publié le 1er janvier. C'est tout récent, il faut regarder ce que cela va donner.

Nous sommes en lien avec Seine Ouest Habitat et Patrimoine, sur le budget climat. On parle du bilan carbone. Je n'ai pas aujourd'hui les résultats, mais sur deux opérations, des bilans carbone sont engagés ; sur le reste ils sont vigilants. La loi s'impose à tous.

Le décret qui a entériné l'article R-543 et suivants du Code de l'environnement parle bien d'une création d'une nouvelle obligation de responsabilités élargies du producteur avec notamment des éco-organismes qui vont se mettre en place sur les déchets et proposer un maillage territorial.

Le décret a été publié le 1er janvier 2022 ; on n'a pas encore le recul nécessaire en février 2022 sur une matière aussi importante. Je le suis, parce qu'au-delà de m'intéresser, ce sujet est très important et primordial pour le budget climat et pour notre Ville."

M. le Maire.- "Merci à vous. Nous passons au vote.

Qui est contre ? Abstentions ? Adopté. Unanimité pour le budget climat."

Le Conseil municipal :

ADOPTE le budget climat primitif de la commune pour l'exercice 2022.

Adopté à l'unanimité

M. le Maire.- "Nous passons au point 9, accord pour la continuité des services publics d'accueil des enfants de moins de 3 ans, Nathalie PITROU."

IV – RESSOURCES HUMAINES – Nathalie PITROU

9. Accord visant à assurer la continuité des services publics d'accueil des enfants de moins de 3 ans et de la restauration scolaire

Mme PITROU.- "Merci Monsieur le Maire.

Chers collègues, il vous est demandé d'approuver l'accord qui a été validé par les agents impactés et accepté par les organisations syndicales. Cependant, ces dernières se sont abstenues au moment du vote à l'occasion du dernier CT, mais davantage pour des questions de déontologie. Elles nous ont félicités pour la qualité de la concertation et du dispositif.

Cet accord va permettre d'assurer la continuité du service public d'accueil des enfants de moins de 3 ans et du service de la restauration scolaire. Il est bien sûr prévu de respecter le droit de grève des agents qui travaillent sur ces deux secteurs d'activité, lesquels devront désormais informer leur hiérarchie 48 heures avant.

Les termes de cet accord joints à la délibération déterminent à la fois les conditions, le nombre d'agents et l'organisation nécessaire au maintien de ces deux services. Je vous remercie."

M. le Maire.- "Des questions ? Pas de question.

Avis contraires ? Abstentions ? Adopté."

Voté à main levée. Adopté.

Le Conseil municipal :

APPROUVE l'accord visant à assurer la continuité des services publics d'accueil des enfants de moins de trois ans et de la restauration scolaire, annexé à la présente délibération.
L'accord détermine :

- les fonctions et le nombre d'agents indispensables à la continuité du service public ;
- les conditions dans lesquelles, en cas de perturbation prévisible de ces services, l'organisation du travail est adaptée et les agents présents sont affectés.

DECIDE de mettre en en œuvre cet accord dès lors que le nombre d'agents présents ne permet pas d'assurer le service public concerné dans le respect des conditions de fonctionnement habituelles.

DÉCIDE, qu'à compter de l'adoption de la présente délibération, les agents grévistes des services accueil d'enfants de moins de trois enfants et de la restauration scolaire devront respecter les règles fixées par l'accord visant à la continuité du service public.

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer l'accord et à le faire signer aux organisations syndicales.

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à y apporter les modifications jugées nécessaires, après consultation du Comité technique, qui sera dénommée Comité Social Territorial, à compter des prochaines élections professionnelles, et dès lors que ces modifications ne dénaturent pas ces nouvelles règles.

Adopté à l'unanimité
Se sont abstenus : 3 : Didier VERNET, Floraine CORDIER, Antoine MARMIGNON.

M. le Maire.- "Point 10, attribution exceptionnelle de chèques cadeaux au personnel communal, Nathalie."

10. Attribution exceptionnelle de chèques cadeaux au personnel communal

Mme PITROU.- "Merci. Chers collègues, il s'agit sur la proposition de M. le Maire de vous proposer d'attribuer un chèque cadeau d'un montant de 50 € à tous les agents qui occupent un emploi permanent au sein de notre Collectivité, afin de marquer notre reconnaissance pour leur travail, leur dévouement au service des Isséens et des Isséennes, notamment durant ces derniers mois. Je vous remercie."

M. le Maire.- "Des questions ?"

Mme VESSIERE.- "Juste une remarque Monsieur le Maire.

C'est très bien d'octroyer ces chèques, mais nous regrettons à nouveau que ces chèques ne soient pas réservés à des achats chez les commerçants d'Issy-les-Moulineaux, supermarchés locaux compris. D'autres villes proches de la nôtre l'ont fait, c'est donc possible.

En outre, Monsieur le Maire, lors de la dernière séance... "

M. le Maire.- "Nathalie, vous êtes nulle !"

Mme VESSIERE.- "Pardon ?"

M. le Maire.- "Rien, rien… Je disais comme ça, ça m'a échappé… Nathalie est nulle. C'est elle qui a géré ça ! Enfin !"

Mme VESSIERE.- "Monsieur le Maire lors de la dernière séance, vous avez même demandé de favoriser la Ville lors des achats de livres..."

M. le Maire.- "…Absolument. "

Mme VESSIERE.- "… que ce soit pour les médiathèques ou les écoles. Donc, suivons la ligne."

M. le Maire.- "Oui, on n'y arrive toujours pas."

Mme VESSIERE.- "De même, alors que des paniers garnis ont été offerts aux seniors de la Ville pour remplacer les événements festifs liés aux vœux qui n'ont pas pu avoir lieu, nous aimerions savoir si ces paniers ont été constitués d'éléments achetés chez les commerçants de la Ville. Merci."

M. le Maire.- "Nathalie et GUILCHER. Répondez un peu !"

Mme PITROU.- "Pour ce qui relève des chèques cadeaux, Madame VESSIÈRE, vous pensez bien qu'on s'est préoccupés du sujet, même avant que vous nous le demandiez…

M. le Maire.- "Est-ce possible ?"

Mme PITROU.- "… surtout que vous connaissez toute l'attention de la Ville pour les commerçants. Je vous rappelle que certains agents n'habitent pas la Ville. L'objectif était de leur permettre d'accéder à un

maximum d'achats. Je suis curieuse de savoir quelle ville a octroyé plus de 500 cartes cadeaux d'un montant de 50 € permettant une multiplicité et diversité d'achats, en respectant les règles des marchés publics et en permettant l'accès dans leurs commerces.

Ce n'est pas nous qui avons écrit le Code des marchés publics – nous le regrettons –, mais nous nous sommes appliqués à le respecter, ce qui complique largement les choses."

M. le Maire.- "Merci."

Mme PITROU. "Je laisse à Ludovic le soin de répondre pour les paniers."

M. le Maire.- "Oui, Ludovic aussi, il ne fait rien Ludovic !"

M. GUILCHER.- "Même question, même réponse ou même punition : pour qu'il y ait une offre, il faut qu'il y est une demande. En l'occurrence, il est assez compliqué d'avoir 2 500 paniers, colis gourmands, réalisés à partir des commerçants de la Ville.

Nous avons fait un appel d'offres, comme la loi nous y oblige, et ont répondu ceux qui sont capables de fournir en quelques semaines – et ce n'était pas facile compte tenu des contraintes que nous avions – 2 500 colis gourmands.

Donc, de fait, le répondant n'a pas intégré ce critère dans la constitution de ces paniers. Il n'aurait pas pu le faire dans les délais que nous lui avons demandés.

Il faut espérer que l'année prochaine nous revenions à un dispositif d'événements plus classique et que l'on n'ait pas à utiliser le système des paniers gourmands. Sinon, on peut essayer de l'intégrer en anticipant cette question et on essayera de le faire. "

M. le Maire.- "Un an avant."

M. GUILCHER.- "Un an avant ou plutôt 11 mois."

M. le Maire.- **"**Monsieur PETROSSIAN qui va s'installer dans les commerces chez nous regrette, parce qu'il était prêt à livrer quelques boîtes de caviar, ce qui aurait été localement apprécié.

D'autres questions ? On peut passer au vote.

Avis contraires ? Abstentions ? Adopté. Unanimité."

Le Conseil municipal :

APPROUVE l'attribution exceptionnelle par Monsieur le Maire ou son représentant d'un carnet de chèques cadeaux aux agents municipaux présents et rémunérés par la Ville au moment de la tenue traditionnelle de la cérémonie des vœux.

DECIDE que les bénéficiaires de ce chèque cadeau sont les suivants :
- les fonctionnaires titulaires et stagiaires en position d'activité, affectés à un emploi permanent, quelle que soit la quotité de temps de travail, et rémunérés par la Ville au 1er janvier 2022 ;
- les agents contractuels temporaires ou occasionnels présents depuis plus de 6 mois, au 1er janvier 2022, quelle que soit la quotité de temps de travail ;
- les apprentis.

DECIDE que la valeur du carnet de chèques cadeaux s'élèvera à cinquante euros (50€).

DIT que les dépenses correspondantes seront imputées au chapitre 11 (charges à caractère général) du budget communal.

Adopté à l'unanimité

M. le Maire.- "Modalités de rémunération des agents participant aux opérations électorales. C'est encore Nathalie qui distribue les colis, les primes, les enveloppes… Elle n'est pourtant pas candidate, elle est élue !"

11. Modalités de rémunération des agents communaux participant aux opérations électorales

Mme PITROU.- "À nouveau merci.

Il s'agit de vous proposer de valider les modalités de rémunération des agents communaux qui tiendront les bureaux de vote de la Ville. La dernière délibération sur le sujet date de 1997 et les textes nous contraignent aujourd'hui à modifier les conditions de cette rémunération.

Nous avions le choix entre demander aux agents de récupérer ce temps de travail ou de les rémunérer, option que nous avons retenue, avec l'octroi d'heures supplémentaires pour les agents de catégories B et C. Les agents de catégorie A qui n'ont pas droit aux heures supplémentaires bénéficieront d'une indemnité forfaitaire qui leur sera versée.

Je rappelle que les agents qui tiennent les 47 bureaux de vote de la Ville sont tous volontaires."

M. le Maire.- "Il y a deux tours pour les présidentielles et deux tours pour les législatives qui suivent. Donc, il faut à tout prix légiférer avant.

Des questions ? Pas de question.

Avis contraires ? Abstentions ? Adopté."

Le Conseil municipal :

ABROGE la délibération du 19 juin 1997 fixant la rémunération des agents communaux participant aux élections électorales.

APPROUVE les modalités de rémunération des agents communaux accomplissant des travaux supplémentaires à l'occasion des scrutins électoraux, tels que présentés ci-après :

- les fonctionnaires titulaires et stagiaires et les agents contractuels de droit public de catégorie B et C peuvent percevoir des indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS), pour les travaux supplémentaires effectués à l'occasion de la préparation, de l'organisation et du déroulement des consultations électorales.

Compte tenu du caractère exceptionnel de ces travaux, il peut être dérogé aux garanties minimales définies à l'article 3 du décret n°2000-815 du 2 août 2000 et le nombre d'heures supplémentaires réalisées par ces agents peut dépasser le contingent mensuel de 25 heures.

- les fonctionnaires titulaires et stagiaires et les contractuels de droit public de catégorie A, peuvent percevoir une indemnité forfaitaire complémentaire pour élections (IFCE) lorsqu'ils sont mobilisés pour les opérations électorales.

Pour les élections présidentielles, législatives, régionales, départementales, municipales, européennes, et les consultations par voie de référendum, le montant de l'indemnité forfaitaire complémentaire pour les élections est calculé dans la double limite :

- d'un crédit global obtenu en multipliant la valeur maximum de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires mensuelle du grade d'attaché territorial (IFTS de 2ème catégorie) par le nombre de bénéficiaires ;

- d'une somme individuelle au plus égale au quart de l'indemnité forfaitaire annuelle pour travaux supplémentaires du grade d'attaché territorial (IFTS de 2ème catégorie).

Pour les autres consultations électorales, telles que les élections prud'homales, l'IFCE sera allouée dans la double limite :
- d'un crédit global maximal en multipliant le 36ème de la valeur de l'indemnité forfaitaire mensuelle pour travaux supplémentaires du grade d'attaché territorial (IFTS de 2ème catégorie) par le nombre de bénéficiaires ;
- d'une somme individuelle au plus égale au 12ème de l'indemnité forfaitaire annuelle pour travaux supplémentaires du grade d'attaché territorial (IFTS de 2ème catégorie).

Compte tenu du caractère exceptionnel de ces travaux, il peut être dérogé aux garanties minimales définies à l'article 3 du décret n°2000-815 du 2 août 2000 et le nombre d'heures supplémentaires réalisées par ces agents peut dépasser le contingent mensuel de 25 heures.

DECIDE que le montant de référence pour le calcul de l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élections (IFCE) sera celui du taux moyen de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaire du grade d'attaché territorial (IFTS de 2ème catégorie) affecté à un coefficient multiplicateur de 8.

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à fixer, par arrêté, le montant individuel de l'indemnité, en fonction du travail effectué par l'agent, le jour des élections, aux opérations qui lui sont confiées, dans la limite des crédits inscrits et des modalités de calcul de l'IFCE.

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à procéder au paiement des IHTS sur présentation d'un état détaillé des heures effectués par les agents et de l'IFCE en fonction du travail effectué le jour des élections.

DIT que les crédits nécessaires seront inscrits au chapitre 012 (charges de personnel et frais assimilés) du budget communal.

Adopté à l'unanimité

M. le Maire.- "Point 12, le taux de rémunération pour les agents vacataires qui interviennent, Nathalie."

12. Fixation du taux de rémunération pour les agents vacataires intervenant à l'occasion des opérations électorales

Mme PITROU.- "Merci Monsieur le Maire."

M. le Maire. "Pourquoi ce n'est BÉRANGER qui a pris ce dossier ?"

Mme PITROU.- "Parce que c'est DRH, mais on est tous les deux ; c'est surtout M. BÉRANGER qui a tout le mérite de l'organisation des élections. Comme la précédente délibération, il s'agit pour ce point de fixer les modalités de rémunération des vacataires auxquels il nous arrive de faire appel uniquement si nous ne parvenons pas à pourvoir l'ensemble des postes nécessaires à la tenue de nos bureaux de vote avec les candidatures volontaires des agents de la Ville. Je vous remercie."

M. le Maire.- "Des questions ? Tout le monde est d'accord ?

Avis contraires ? Abstentions ? Adopté à l'unanimité."

Le Conseil municipal :

FIXE à compter du 1er avril 2022, deux taux de rémunération pour les agents vacataires intervenant à l'occasion des consultations électorales selon les fonctions exercées au sein du bureau de vote :

- 18 €/heure pour les vacataires exerçant les fonctions d'agent d'accueil, de surveillant ou d'adjoint au chef de centre ;
- 20 €/heure pour les vacataires exerçant les fonctions de chef de centre.

INDIQUE que toute vacation sera versée après service fait, au vu d'un état de vacation établi à l'issue de chaque journée de scrutin électoral.

DIT que les dépenses seront imputées au chapitre 012 (charges de personnel et frais assimilés) du budget communal.

Adopté à l'unanimité

M. le Maire.- "Point 13, les effectifs ; là, c'est Nathalie !"

13. Modification du tableau des effectifs

Mme PITROU.- "Vous êtes désormais très habitués et familiarisés à ce point. Il s'agit de voter l'actualisation de notre tableau des effectifs qui présente le même nombre de postes que celui que vous avez voté en décembre dernier : 957 postes ouverts."

M. le Maire.- "Des questions ? Pas de question.

Avis contraires ? Abstentions ? Adopté."

Le Conseil municipal :

APPROUVE la modification du tableau des effectifs comme suit :

AGENTS PERMANENTS

Catégorie	Grades	Effectifs Proposés au CM du 16 décembre 2021	Création de poste	Ouverture de poste pour recrutement réussite concours avancement de grade promotion interne	Fermeture de poste pour recrutement réussite concours avancement de grade promotion interne	Suppression de postes
● Collaborateurs de cabinet		**3**	**0**	**0**	**0**	**0**
● Emplois fonctionnels						
A	Directeur général des services des communes de 40 000 à 80 000 hab.	1	0	0	0	0
A	Directeur général adjoint des services	5	0	0	0	0

	des communes de 40 000 à 150 000 hab.					
		6	**0**	**0**	**0**	**0**

● **Filière administrative**

A	Administrateur	1	0	0	0	0
A	Directeur territorial	2	0	0	0	0
A	Attaché hors classe	1	0	0	0	0
A	Attaché principal	24	0	0	0	1
A	Attaché	39	0	0	0	0
A	Attaché TNC	1	0	0	0	0
B	Rédacteur principal de 1ère classe	5	0	0	0	0
B	Rédacteur principal de 2ème classe	12	0	0	0	0
B	Rédacteur	24	1	0	0	0
C	Adjoint administratif territorial principal de 1ère classe	35	0	0	0	0
C	Adjoint administratif territorial principal de 2ème classe	38	0	3	1	0
C	Adjoint administratif territorial	54	0	0	1	1
		236	**1**	**3**	**2**	**2**

● **Filière animation**

B	Animateur principal de 1ère classe	4	0	0	0	0
B	Animateur principal de 2ème classe	1	0	0	0	0
B	Animateur	3	0	0	0	0
C	Adjoint territorial d'animation principal de 2ème classe	6	0	0	0	0
C	Adjoint territorial d'animation	8	0	0	0	0
		22	**0**	**0**	**0**	**0**

● **Filière technique**

A	Ingénieur principal	6	0	0	0	0
A	Ingénieur	6	0	0	0	0
B	Technicien principal de 1ère classe	2	0	0	0	0
B	Technicien principal de 2ème classe	3	0	0	0	0
B	Technicien	4	0	0	0	0
C	Adjoint technique territorial principal de 1ère classe	10	0	1	0	0
C	Adjoint technique territorial principal de 2ème classe	83	0	1	2	0

C	Adjoint technique territorial principal de 2ème classe TNC	9	0	0	0	0
C	Adjoint technique territorial	98	1	1	1	0
C	Adjoint technique territorial TNC	36	0	0	0	0
C	Agent de maîtrise principal	27	0	0	0	0
C	Agent de maîtrise	28	0	0	2	0
C	Agent de maitrise TNC	1	0	0	0	0
		313	**1**	**3**	**5**	**0**

● **Filière sportive**

A	Conseiller territorial des A.P.S.	1	0	0	0	0
B	Educateur territorial des A.P.S principal de 1ère classe	3	0	0	0	0
B	Educateur territorial des A.P.S principal de 2ème classe	2	0	0	0	0
B	Educateur territorial des A.P.S	1	0	0	0	0
		7	**0**	**0**	**0**	**0**

● **Filière culturelle**

A	Professeur d'enseignement artistique hors classe	2	0	0	0	0
A	Professeur d'enseignement artistique de classe normale	5	0	0	0	0
A	Conservateur (patrimoine)	1	0	0	0	0
A	Attaché territorial de conservation (patrimoine)	1	0	0	0	0
A	Conservateur en chef (bibliothèque)	1	0	0	0	0
A	Conservateur (bibliothèque)	1	0	0	0	0
A	Bibliothécaire territorial	3	0	0	0	0
A	Bibliothécaire territorial principal	4	0	0	0	0
B	Assistant de conservation principal de 1ère classe	9	0	0	0	0
B	Assistant de conservation principal de 2ème classe	2	0	0	0	0
B	Assistant de conservation	6	0	2	0	0
B	Assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe	2	0	0	0	0
B	Assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe TNC	1	0	0	0	0
B	Assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe	3	0	0	0	0
B	Assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe TNC	1	0	0	0	0
B	Assistant d'enseignement artistique	1	0	0	0	0

C	Adjoint territorial du patrimoine principal de 1ère classe	11	0	0	0	0

C	Adjoint territorial du patrimoine principal de 2ème classe	13	0	0	0	0
C	Adjoint territorial du patrimoine	9	0	0	1	0
		76	**0**	**2**	**1**	**0**

● **Filière médico-sociale**

A	Médecin hors classe TNC	1	0	0	0	0
A	Masseur-kinésithérapeute,psychomotricien et orthophoniste de classe normale	2	0	0	0	0
A	Psychologue de classe normale	1	0	0	0	0
A	Infirmier en soins généraux hors classe	7	0	0	0	0
A	Infirmier en soins généraux de classe supérieure	1	0	0	0	0
A	Infirmier en soins généraux de classe normale	1	0	0	0	0
A	Puéricultrice hors classe	3	0	0	0	0
A	Puéricultrice de classe normale	3	0	0	0	0
A	Educateur territorial de jeunes enfants de classe exceptionnelle	13	0	0	0	0
A	Educateur territorial de jeunes enfants	34	0	0	0	0
A	Educateur territorial de jeunes enfants TNC	1	0	0	0	0
C	Auxiliaire de puériculture principal de 1ère classe	32	0	0	0	0
C	Auxiliaire de puériculture principal de 2ème classe	50	0	0	0	0
C	Agent social principal de 1ère classe	6	0	1	0	0
C	Agent social principal de 2ème classe	27	0	0	0	0
C	Agent social	77	0	1	1	0
C	Agent spécialisé principal de 1ère classe des écoles maternelles	22	0	1	2	0
C	Agent spécialisé principal de 2ème classe des écoles maternelles	13	0	1	1	0
		294	**0**	**4**	**4**	**0**

957	**2**	**12**	**12**	**2**

Effectifs après la modification du 16 décembre 2021	**957**
Créations de Postes	2
Ouvertures de Postes	12
Fermetures de Postes	12
Suppressions de Postes	2
Nouveaux effectifs	**957**

DIT que les dépenses seront imputées au chapitre 012 (charges de personnel et frais assimilés) du budget communal.

Adopté à l'unanimité

M. le Maire.- "Point 14, le tableau des emplois et autorisation d'occuper, Nathalie PITROU encore."

14. Modification du tableau des emplois et autorisation d'occuper un emploi permanent par un agent contractuel de catégorie A

Mme PITROU.- "Je vous remercie de bien vouloir voter le tableau des emplois qui vient renseigner les 957 postes du tableau des effectifs que je vous ai présenté à l'instant, en précisant le cadre d'emploi, l'intitulé du poste, ainsi que le service.

Je sollicite également à travers cette délibération votre autorisation pour pourvoir au recrutement contractuel d'un agent pour occuper les missions de responsable associatif, puisqu'aucun candidat de la Fonction publique en interne ou en externe ne correspondait au profil que nous recherchons pour tenir ce service."

M. le Maire.- "Des questions ?"

M. VERNET.- "Oui, s'il vous plaît.

Sur ce poste, je ne trouve pas que ce soit une compétence de niche. J'ai bien noté que vous aviez été dans l'incapacité de trouver quelqu'un dans le vivier des fonctionnaires territoriaux. Serait-il possible de conclure ce contrat pour une durée limitée dans le temps afin que l'on recherche un candidat statutaire dans l'avenir ?"

Mme PITROU.- "Merci de cette question.

D'abord, la délibération prévoit si elle est votée ce soir un contrat de trois ans, c'est le principe. Ensuite, oui, si l'occasion se présente de privilégier un statutaire, mais là, on est sur un débat politique, puisque les textes nous accordent aujourd'hui d'embaucher autant de contractuels que nous le souhaitons si nous respectons les textes. C'est une décision politique, on n'a pas forcément le même avis sur le sujet."

M. le Maire.- "Merci.

Avis contraires ? Abstentions ? Adopté."

Le Conseil municipal :

APPROUVE l'actualisation du tableau des emplois annexé à la présente délibération.

DECIDE, compte tenu du non-aboutissement des tentatives de recrutement d'un agent titulaire, le recrutement d'un agent contractuel aux fonctions de responsable de la vie associative, pour une durée de trois ans renouvelable, en application de l'alinéa 3-3-2° de la loi du 26 janvier 1984, afin de faire face aux besoins du service et eu égard à la nature des fonctions requérant des compétences spécifiques.

FIXE les conditions du recrutement précité comme suit :

Nature des fonctions :
- Piloter l'ensemble du processus d'octroi des subventions aux associations
- Conseiller et accompagner les acteurs de la vie associative et les porteurs de projet sur le plan financier
- Mettre en oeuvre, animer et évaluer les relations contractuelles et partenariales avec le monde associatif.
- Organiser et animer les évènements associatifs de la direction
- Gérer les outils de communication y compris digitaux mis à disposition des associations et promouvoir l'activité des associations grâce aux différents supports de la ville.
- Encadrer le chargé des partenariats et des équipements associatifs et dans ce cadre, superviser les mises à disposition et les relations contractuelles avec les associations
- Participer à la mise en œuvre de l'Observatoire de la Vie associative

Grade d'assimilation : Attaché territorial

Niveau de rémunération : en référence à la grille indiciaire du grade d'attaché territorial

Régime indemnitaire : régime indemnitaire lié au grade d'attaché territorial

Expérience professionnelle : une expérience dans le domaine administratif, adaptée aux fonctions décrites ci-dessus,

DIT que les dépenses seront imputées au chapitre 012 (charges de personnel et frais assimilés) du budget communal.

Adopté à l'unanimité
Se sont abstenus : 3 : Didier VERNET, Floraine CORDIER, Antoine MARMIGNON.

M. le Maire.- "Merci.

Débat obligatoire dans le cadre de la réforme de la protection sociale complémentaire, Nathalie. Il n'y aura pas de vote, c'est une prise d'acte."

15. Débat obligatoire du choix du délégataire pour la gestion de la restauration collective scolaire et accueils de loisirs

Mme PITROU.- "Merci Monsieur le Maire.

L'ordonnance 2021-175 du 17 février dernier relative à la protection sociale complémentaire dans la Fonction publique prévoit la mise en place obligatoire d'une participation des employeurs publics à la protection sociale complémentaire de leurs agents, quel que soit leur statut.

En outre, un débat portant sur les garanties accordées aux agents doit être organisé avant le 18 février 2022, ce qui justifie la présente délibération dont l'objet est de rappeler le contexte et le cadre juridique.

Il est important de rappeler que les agents de la Ville bénéficient déjà d'un dispositif fixé par la délibération du Conseil municipal du 13 décembre 2012 actualisée à l'occasion des séances des 29 septembre 2016, 20 avril 2017, 13 décembre 2018 et 10 octobre 2019 pour la dernière. Nous avons à l'occasion de la présentation de ces différentes délibérations toujours marqué notre attention sur ce sujet.

Pour mémoire, l'assurance santé couvre un pourcentage des frais non pris en charge par la Caisse primaire d'assurance maladie et la prévoyance garantit le maintien de salaire de l'agent en cas de longue maladie reconnue.

Pour l'assurance santé, la Ville a opté – pour mémoire puisque vous avez voté ces délibérations –pour la labellisation qui permet aux agents de choisir un prestataire de leur choix et de recevoir une participation de la Ville.

Pour le risque prévoyance, la Ville a conclu pour six ans, à compter du 1er janvier 2020, une convention de participation avec Generali. Il s'agit d'un contrat collectif à adhésion facultative qui ouvre droit au versement d'une participation de la Ville.

Pour ces deux risques, le montant de la participation de la Ville dépend de la tranche de rémunération dans laquelle l'agent se situe. Vous avez peut-être déjà pris connaissance ou vous allez le faire, mais tous les montants versés par la Ville, le reste à charge des agents et le nombre des agents qui en bénéficient à ce jour sont mentionnés de manière très précise dans le corps de la délibération.

Au regard des efforts déjà consentis par la Ville, la nouvelle ordonnance qui n'est pas encore parue à ce jour, n'entraînera pas d'obligation de modification des modalités financières de soutien à nos agents.

Je tiens d'ailleurs à préciser que nous présentons cette délibération obligatoire sans aucune information précise pour nourrir le débat, puisque nous ne disposons pas du montant des plafonds qui entraîneront le remboursement d'un montant égal à 50 % pour le risque santé et à 20 % pour le risque prévoyance, mais avons juste connaissance d'une fourchette maximale, ce qui nous permet de vous affirmer ce soir que nous sommes déjà largement au-dessus des montants qui vont être exigés. Nous ne savons pas non plus si nous serons autorisés à adopter des dispositifs différents pour ces deux assurances, ce qui est un vrai sujet, puisque nous nous interrogeons avec les représentants syndicaux et plusieurs agents sur la possibilité de rendre la souscription à la prévoyance obligatoire, car malheureusement, nous sommes parfois confrontés à des situations longue maladie qui entraînent le versement d'un demi-salaire particulièrement préjudiciable pour l'agent impacté quand il doit déjà se battre pour guérir.

En revanche, nous partageons la même position avec les représentants syndicaux au sein du Comité technique : il nous apparaît important de respecter le libre choix des agents pour ce qui relève de la complémentaire santé qui varie en fonction de la situation familiale, l'âge et l'état de santé de l'agent.

Nous étudierons également la possibilité d'une participation évaluée en fonction de la condition familiale de l'agent.

En résumé, toutes les hypothèses autorisées par les textes seront étudiées pour optimiser l'accès pour nos agents à ces deux dispositifs de protection. À ce stade, le Gouvernement est en discussion avec les représentants syndicaux nationaux, mais il semble qu'ils aient quelques difficultés à trouver un point d'entente.

Aussi, en attendant la parution du décret, je vous propose d'acter ce soir plutôt qu'un débat le lancement de la concertation que nous allons matérialiser par l'envoi d'un questionnaire aux agents qui sera ensuite discuté avec nos représentants syndicaux puis présenté au Comité technique avant naturellement de faire l'objet d'une délibération qui sera soumise à votre vote.

Un point d'information intermédiaire vous sera présenté après les résultats de la consultation auprès des agents.

Pour conclure, je tiens sincèrement à saluer le travail considérable qui a été réalisé par les ressources humaines qui a permis la rédaction de cette délibération précise, claire et synthétique. Je vous confirme qu'à la demande de M. le Maire, les services comme moi-même portons toute l'attention nécessaire à ce sujet essentiel s'agissant de la protection sociale de nos agents. Je vous remercie."

M. le Maire.- "Nous sommes en avance sur les textes officiels, mais c'est important pour garantir des conditions de santé avec tous les compléments Covid que vous connaissez à nos agents.

Pas de question ? Le débat peut avoir lieu, mais il n'y a pas de vote, c'est seulement une prise d'acte."

Mme PITROU.- "Oui, Monsieur le Maire. "

M. le Maire.- "Adopté sans vote !"

Il est pris acte.

Le Conseil municipal :

PREND ACTE du débat organisé dans le cadre de la réforme de la protection sociale complémentaire des agents municipaux et des nouvelles dispositions en la matière.

Mme PITROU.- "J'ai fini."

M. le Maire.- "Merci à vous quand même.

Nous passons au point 16, approbation du choix du délégataire pour la restauration collective, c'est Bernard de CARRÈRE."

V – ÉDUCATION– Bernard de CARRÈRE

16. Approbation du choix du délégataire pour la gestion de la restauration collective scolaire et accueils de loisirs

M. de CARRÈRE.- "Notre contrat de délégation de service public pour la restauration scolaire se termine en août 2022.

Depuis plusieurs mois, le processus du nouveau contrat pour couvrir la période 2022 à 2028 a été initié. Il faut rappeler que le contrat comporte d'une part, la fourniture des repas en liaison froide, puis l'entretien des espaces de restauration et la gestion du personnel de plusieurs écoles.

Le cahier des charges qui a été élaboré prévoit de maintenir un haut niveau d'exigence pour ce qui concerne les repas bio et le développement durable. Il faut d'ailleurs noter que nous avons mené les négociations et les discussions en partenariat avec Tiphaine BONNIER, au titre du développement durable et pour bénéficier de son expertise dans ce domaine.

Trois propositions ont pu être étudiées et négociées pendant plusieurs mois.

Il nous est apparu que l'offre de la société SCOLAREST était la plus cohérente sur la base des sept critères principaux que nous avions retenus.

La plus cohérente en ce sens qu'elle prévoyait 55 % de produits de développement durable dès 2022 pour passer à 70 % en 2027. Ces pourcentages sont définis en application des règles de calcul de la loi EGalim ; loi EGalim que nous appliquons, mais avec anticipation par rapport calendrier de cette loi.

La plus cohérente aussi puisque les travaux proposés dans les espaces de restauration pendant cette période nous ont été considérés comme pertinents.

Par ailleurs, la société SCOLAREST prévoit d'effectuer tous les ans un bilan carbone permettant ainsi une bonne consolidation avec notre propre plan d'action. L'objectif de SCOLAREST est d'avoir une neutralité carbone pour 2028.

Sur le plan financier, le nouveau contrat entraînerait un léger surcoût du prix du repas pour la Ville – augmentation de 3,9 % –, d'autant plus acceptable qu'il intègre l'indexation de l'année 2023, mais aussi l'intégration d'une nouvelle école Françoise Giroud qui ouvrira à la rentrée de 2022.

Je vous remercie donc de confirmer le choix de la société SCOLAREST, la société SCOLAREST étant une société du groupe COMPASS."

M. le Maire.- "Y a-t-il des questions ?"

M. BART.- "Jean-Baptiste BART. "

M. le Maire.- "Encore !"

M. BART.- "Oui."

M. le Maire.- "Oh là là !"

M. BART.- "J'ai deux points."

M. le Maire.- "Il est insomniaque… Tout à l'heure, on s'occupera un peu de vous quand même Monsieur BART. "

M. BART.- "Oui, j'attends."

M. le Maire.- "On attend une question intelligente."

M. BART.- "D'abord, un regret qu'aucune étude n'ait été faite sur la faisabilité d'une cuisine centrale sur GPSO qui aurait pu être source d'économies."

M. le Maire.- "C'est vous qui le dites, Monsieur ! Je prends la parole pour ne pas accabler Bernard de CARRÈRE qui a participé à tous ces débats. Qu'est-ce que c'est que cette cuisine centrale ? Dans les villes communistes, c'est à la mode. Je ne savais pas, Madame VESSIÈRE, que vous aviez ouvert votre liste... Vous recrutez des gens qui sont pour la centralisation, la collectivisation de la cuisine. Après, on mettra aussi les douches collectives…

Mon pauvre Monsieur BART, qu'est-ce que vous faites là-dedans... ?"

M. BART.- "Et le deuxième point, vous l'avez évoqué, mais pas explicitement Monsieur de CARRÈRE, c'est le côté local des aliments qui vont être servis dans les cantines – vous avez parlé du côté développement durable, bio –, c'est-à-dire faire venir les aliments de pas trop loin, mais j'imagine que ce doit être pris en compte. On a vu dans les annexes à la délibération que le caractère local des aliments servis dans les cantines était pris en compte et nous y tenons beaucoup."

M. le Maire.- "D'autres questions ?"

M. MARMIGNON.- "Oui. Vous avez indiqué que l'entreprise visait la neutralité carbone : comment espère-t-elle l'obtenir ?"

M. le Maire.- "D'autres questions ? Monsieur de CARRÈRE, vous avez vraiment des bretteurs..."

M. de CARRÈRE.- "Est-ce que je réponds sur la cuisine centrale ou je considère que vous avez répondu ?"

M. le Maire.- "Non, répondez, ils reviendront à la charge : ils n'ont que ça à faire ! C'est fatigant l'opposition, vous savez. "

M. de CARRÈRE.- "Nous sommes très attentifs à ce qui peut se passer dans le domaine. Les équipes mènent un contrôle et une surveillance. On regarde les cuisines centrales ; objectivement, elles ont plutôt tendance à fermer qu'à ouvrir. Les mettre aux normes et les faire fonctionner, c'est bien quand c'est géré par des entreprises compétentes qui ont cet objectif.

Sur les produits de développement durable, vous avez raison de préciser que ce sont à la fois les produits bio, locaux, labellisés et en circuit court. Circuit court, c'est-à-dire sans intermédiaire ; cela ne veut pas dire

que c'est du local, mais que c'est directement acheté aux producteurs. Par exemple, un fournisseur de mandarines corses, c'est du circuit court.

Il y a aussi des produits labellisés sur différents types de viande (volailles, etc.). La loi EGalim les classifie maintenant très précisément.

Les seules incertitudes que nous avons portent sur les produits de la pêche raisonnée qui ne sont pas considérés comme développement durable dans la loi EGalim. Un certain nombre de prestataires – ce n'est pas le cas de SCOLAREST – a considéré que cela ne devait pas être intégré dans les produits de développement durable.

Pour ce qui concerne la neutralité carbone qui est l'objectif de SCOLAREST, cela suppose de suivre l'ensemble des procédures de production, d'avoir des retours des producteurs, de vérifier que les transports se font d'une façon pertinente et que les transports entre la cuisine centrale et les espaces de restauration se font avec des véhicules propres.

Vous avez compris avec ce que disait Tiphaine BONNIER tout à l'heure que c'était un axe important de notre stratégie. Il est clair que la restauration scolaire devra s'intégrer dans cet objectif qui est un objectif ambitieux. Si SCOLAREST arrive déjà à être neutre en carbone pour la restauration scolaire en 2028, ce sera déjà très bien."

M. le Maire.- "Merci. Nous passons au vote.

Qui est contre ? Abstentions ? Je ne vois personne. Adopté. Unanimité."

Le Conseil municipal :

APPROUVE le choix de la société COMPASS GROUP FRANCE (SCOLAREST) dont le siège social est sis Immeuble Smart Up, 123, avenue de la République, 92320 Châtillon, pour être le délégataire de l'exploitation de la restauration collective scolaire et accueils de loisirs.

APPROUVE le contrat de concession portant sur la délégation du service public pour la restauration collective scolaire et accueils de loisirs.

PRECISE que les variantes travaux (décoration, concept des écoles Les Iles, Voltaires, Anatole France (maternelle et élémentaire), La Fontaine (maternelle et élémentaire)) et développement durable (GoodPlanet) sont retenues et que l'option relative à la récupération et du traitement des déchets alimentaires ne sera pas levée.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer le contrat de concession de service public avec la société COMPASS GROUP FRANCE (SCOLAREST)

DIT que les prestations de restauration débuteront le 22 août 2022 pour une durée de 6 ans.

DIT que les dépenses et les recettes seront imputées au budget communal.

Adopté à l'unanimité

M. le Maire.- "Merci à Bernard de son dévouement escorté de Tiphaine, bien sûr.

Dossier suivant, c'est le point 17, approbation du contrat de concession de service public pour la gestion des piscines Sevestre et Aquazena, Bernard de CARRÈRE."

VI – SPORTS – Bernard de CARRÈRE

17. Approbation de la modification n° 1 au contrat n°DSP1901 de concession de service public pour la gestion des piscines Alfred Sevestre et Aquazena

M. de CARRÈRE.- "Nos deux piscines sont gérées par le groupe EQUALIA depuis avril 2019.

Si la première année a été normale en termes d'exploitation, depuis mars 2020, celle-ci est pour le moins chaotique avec des fermetures complètes, puis des ouvertures pour les seules scolaires, puis des ouvertures pour tous publics, mais avec des jauges – nous avons mis en place des systèmes de réservation obligatoire pour aller à la piscine et en sortir, tout était planifié. Vous imaginez bien que ces fermetures et modes d'exploitation ont considérablement amoindri les recettes alors que par ailleurs les dépenses elles, en particulier de fluides, étaient maintenues.

Pendant ces périodes, nous avons toujours privilégié l'accueil des scolaires, le savoir nager étant une priorité pour nous.

EQUALIA a estimé ses pertes financières pour la période de mars 2020 à juin 2021 à 801 000 €.

Après analyse et négociation, nous pourrions proposer à EQUALIA une indemnité équivalente à 50 % des charges de fluides, soit 263 000 €, et nous pourrions l'exonérer des redevances que la société EQUALIA nous doit au titre du contrat au titre de l'utilisation de nos installations, ce qui correspondrait à un effort de la Ville de 247 000 €.

J'ajoute que nous organiserons pendant les vacances scolaires des stages de natation pour les scolaires ayant dû subir un retard dans leur apprentissage.

Je vous remercie d'approuver cet avenant n° 1."

M. le Maire.- "Des questions ?"

M. TANTI.- "Oui, Monsieur le Maire."

M. le Maire.- "Encore ! Lui aussi, décidément !"

M. TANTI.- "Sur 19 délibérations, je serai intervenu sur quatre, Monsieur le Maire."

M. le Maire.- "C'est beaucoup."

M. TANTI.- "Ce n'est pas beaucoup."

M. le Maire.- "C'est beaucoup."

M. TANTI.- "Non.

Monsieur le Maire, nous rappelons qu'une concession de service public ne doit pas obligatoirement se traduire par un bénéfice garanti pour le concessionnaire.

On peut considérer que la crise sanitaire est une force majeure, encore que je n'aie pas encore vu une décision du Conseil d'État en ce sens. L'indemnisation proposée porte sur 63,7 % de la perte indiquée, c'est-à-dire que la Ville en prend plus de la moitié.

Nous voterons quand même cette délibération, mais comme cela a déjà été demandé, nous souhaitons qu'à la fin de toutes ces opérations d'indemnisations, le Conseil municipal puisse disposer d'un récapitulatif de toutes ces aides apportées aux différents cessionnaires."

M. le Maire.- "Merci de votre modestie, Monsieur de CARRÈRE a pris note ; il s'y engage bien sûr."

M. de CARRÈRE.- " En ce qui concerne le sport au moins."

M. le Maire.- "Oui."

M. de CARRÈRE.- "Ce n'est pas un cas de force majeure, à ma connaissance.

Contrairement à ce que j'ai pu dire pour les clubs sportifs, les adhérents, qui étaient des clients de la société EQUALIA, ont été relativement exigeants sur les modalités de remboursement de leur inscription, la plupart ayant payé une inscription annuelle qu'EQUALIA n'a évidemment pas pu honorer. Des propositions d'avoirs ont été faites, mais n'ont pas été acceptées par un certain nombre.

Même si la délégation de service public s'effectue aux risques et périls du délégataire, il n'empêche que le délégataire a l'obligation de maintenir un schéma financier compatible avec les objectifs financiers de la société exploitante.

Nous avons maintenu pendant très longtemps les ouvertures. Beaucoup de piscines ont fermé. Nous avons maintenu au maximum les ouvertures quand c'était possible. Des entreprises comme EQUALIA ou d'autres qui gèrent les piscines ont pu obtenir des aides de l'État, mais cela ne couvrait pas l'ensemble de leurs dépenses.

Cette négociation me semble être favorable malgré tout aux intérêts de la Ville. "

M. le Maire.- "Merci nous passons au vote, car il y a vote.

Avis contraires ? Abstentions ? Adopté. Unanimité."

Le Conseil municipal :

APPROUVE la modification n° 1 au contrat n° DSP1901 de concession de service public pour la gestion des piscines Alfred Sevestre et Aquazena à Issy-les-Moulineaux.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la modification n° 1 au contrat n° DSP1901 de concession de service public pour la gestion des piscines Alfred Sevestre et Aquazena à Issy-les-Moulineaux.

PRECISE que ladite modification n°1 a pour objet d'acter de la non-perception de la redevance annuelle d'occupation du domaine public et de la participation de la Ville à hauteur de 50% aux charges fixes liées au frais de fluides/énergie des piscines pour la période du 16 mars 2020 au 30 juin 2021, mesures permettant de limiter l'impact de la crise sanitaire liée au Covid 19 sur l'équilibre économique du contrat.

PRECISE que ladite modification n° 1 prendra effet à compter de sa date de notification.

Adopté à l'unanimité

M. le Maire.- "Point 18, déclassement d'une partie du domaine public boulevard Garibaldi, c'est M. DAOULAS."

VII – ESPACE PUBLIC – David DAOULAS

18. Déclassement anticipé d'une partie du domaine public communal situé 4, boulevard Garibaldi

M. DAOULAS.- "Merci Monsieur le Maire.

Chers collègues, cette délibération appelle au déclassement d'une partie du domaine public, comme vous l'avez lu dans la délibération. Le point géomètre était lié au dossier.

L'hydrogène est en hausse dans notre pays. Le Gouvernement investit d'ailleurs plus de 7 Md€ dans le cadre de France Relance 2030 sur ce projet. Les véhicules à hydrogène présentent l'avantage d'être silencieux et surtout de n'émettre aucun gaz à effet de serre – et là-dessus, on est clairement dans le budget climat et les orientations qu'évoquait Tiphaine BONNIER tout à l'heure.

Dans le cadre de cet objectif, la Commune souhaite la création d'une station de distribution sur la commune. Elle a mandaté la SPL Seine Ouest Aménagement pour identifier un opérateur privé qui pourrait créer une station de distribution sur la parcelle évoquée.

Étant donné que cette parcelle est dans le cadre du domaine public, il est proposé par anticipation de déclasser cette parcelle pour une durée d'un an maximum sous contrôle d'huissier pour vérification de la faisabilité technique du projet. Aucune enquête publique n'est nécessaire du fait de l'article L141-3 du Code de voirie.

Il vous est proposé d'autoriser ce déclassement et d'autoriser également M. le Maire ou son représentant à signer les documents afférents à ce dossier."

M. le Maire.- "Merci. Des questions ?"

M. MARMIGNON.- "Je conviens que les moteurs à hydrogène sont plus silencieux et moins polluants. Cependant, les procédés de fabrication de production de l'hydrogène ne le sont pas tous. Y aurait-il moyen de s'assurer que l'hydrogène qui alimentera ces futures stations viendra de productions peu polluantes ? Je vous remercie."

M. le Maire.- "Autre question ?"

M. BART.- "Oui."

M. le Maire.- "Oh ! Encore vous ! Décidément, une grande vedette !"

M. BART.- "Une question sur la compatibilité de la future station d'hydrogène avec des débats qui ont lieu en ce moment à GPSO par rapport au schéma de cohérence territoriale. Cela ne sera-t-il pas un obstacle au déploiement de cette station à hydrogène sur la Ville ? A-t-on une idée du coût de cette station et de son calendrier ? Un peu la même question de M. MARMIGNON sur l'intérêt d'avoir un hydrogène décarboné pour véritablement participer au bilan carbone de la Ville."

M. le Maire.- "Qui répond ? DAOULAS ou KNUSMANN ? Complétez-vous."

M. KNUSMANN.- "Sur la nature de l'hydrogène qui sera produit et distribué, il s'agira dans un premier temps d'hydrogène gris, c'est-à-dire décarboné, et ensuite d'hydrogène vert. On est parfaitement dans l'optique du développement durable."

M. le Maire.- "DAOULAS ?"

M. DAOULAS.- "Sur le point que vous évoquez avec GPSO, il n'y a pas à ma connaissance de problématique particulière. Philippe a répondu sur la question sur l'hydrogène – vert ou gris. Il me semble que les questions ont obtenu réponse."

M. le Maire.- "Nous passons au vote.

Avis contraires ? Abstentions ? Adopté. Unanimité."

Le Conseil municipal :

PRONONCE le déclassement anticipé de l'emprise indiquée sur le relevé de géomètre annexé à la présente délibération, d'une superficie de 400 m² environ sur la parcelle cadastrée G0063p, sise 4 boulevard Garibaldi à Issy-les-Moulineaux.

Ce bien étant actuellement à usage de voirie, la désaffectation effective de l'emprise sera constatée par acte d'huissier dès confirmation de la faisabilité technique du projet, dans un délai ne dépassant pas 1 an.

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer toutes les pièces relatives à ce dossier.

Adopté à l'unanimité

M. le Maire.- "Point 19, le lancement d'un appel d'offres pour la fourniture d'équipements électroménagers, c'est le grand retour d'Étienne BÉRANGER, vedette de la radio et des disques !"

VIII – MOYENS GÉNÉRAUX– Étienne BÉRANGER

19. Lancement d'un appel d'offres pour la fourniture d'équipements électroménagers professionnels et courants

M. BÉRANGER.- "Monsieur le Maire, cette ultime et passionnante résolution, comme vous avez pu le constater, est une résolution qui jette un froid, puisqu'il s'agit essentiellement de fournir des réfrigérateurs."

M. le Maire.- "Il est toujours drôle. La dernière fois qu'il parlait de froid, c'était pour les morts !"

M. BÉRANGER.- "Oui. Ces réfrigérateurs sont quand même un peu petits pour mettre des morts… Néanmoins, il s'agit du renouvellement d'un marché qui arrive à terme le 18 avril de cette année.

Ce marché est réparti en deux lots :

- le lot 1 : « électroménagers professionnels destinés aux cuisines »,
- le lot 2 : « électroménagers courants ».

Il s'agit de marchés à bons de commande sur la base de prix unitaires, sans montant minimum mais avec des montants maximums indiqués dans la résolution.

Le montant des dépenses annuelles du marché est estimé à 60 000 € HT pour le lot 1 et 74 000 € HT hors taxes pour le lot 2.

Le marché prendra effet à compter du 18 avril ou de sa date de notification. Il est renouvelable trois fois par tacite reconduction.

Il est demandé au Conseil municipal de bien vouloir autoriser M. le Maire à signer les lots des marchés correspondants."

M. le Maire.- "Des questions ? Pas de question. Étienne est terriblement convaincant.

Nous passons au vote.

Avis contraires ? Abstentions ? Adopté. Unanimité pour la grande gloire d'Étienne BÉRANGER.

Le Conseil municipal :

AUTORISE Monsieur le Maire à signer le marché qui résultera de la consultation.

PRECISE qu'en cas d'absence d'offre ou si seules des offres inappropriées au sens de l'article L.2152-4 du Code de la commande publique ont été déposées, le(s) marché(s) sera(ont) relancé(s) soit par voie d'appel d'offres ouvert, soit par voie de marché sans publicité ni mise en concurrence préalable dans les

conditions définies par le Code de la commande publique. Dans les cas où seules des offres irrégulières ou inacceptables au sens des articles L. 2152-2 et L. 2152-3 ont été présentées, le(s) marché(s) sera(ont) relancé(s) soit par voie d'appel d'offres ouvert, soit par voie négociée dans les conditions définies par le Code de la commande publique.

PRECISE que les dépenses correspondantes sont inscrites au budget communal.

Adopté à l'unanimité

Mesdames et Messieurs, nous passons maintenant aux questions."

M. le Maire.- "Mesdames et Messieurs, 20 minutes au plus sont consacrées aux questions en fin d'ordre du jour ; deux minutes au plus sont accordées pour poser la question et trois minutes pour y répondre. Nous passons à la première question. Monsieur VERNET, vous avez la parole. C'est M. KNUSMANN qui répond. Je me permets de vous rappeler qu'il n'y a pas de vote."

QUESTION ORALE N° 1 concernant le chantier de la ligne 15 présentée par M. VERNET, au nom de la liste Collectif Écolo et Social.

M. VERNET.- "Je vous remercie Monsieur le Maire.

Les camions du chantier de la station de métro ligne 15 passent très fréquemment et ne sont pas nettoyés de la boue extraite du chantier à leur sortie. Les rues avoisinantes, notamment la rue Aristide Briand, sont très régulièrement sales. D'une part, est-il prévu de remettre en état les chaussées détériorées à la fin des travaux ? D'autre part – ce qui nous paraitrait encore mieux –, ne devrait-il pas exister un point de rinçage des roues et des bas de caisse des camions en sortie de chantier ?"

M. le Maire.- "Monsieur KNUSMANN."

M. KNUSMANN.- "L'opposition semble bien en peine de sujets, puisque le Ville n'a enregistré aucune plainte relative dans ce domaine. Le dernier signalement remonte au 8 décembre 2020 et a été fait par la SGP elle-même pour signaler des écoulements originaires d'un camion.
La Société du Grand Paris (SGP) – si vous étiez allé sur place – a bien mis en place des points bas de nettoyage manuel par jets d'eau sur chacun des emplacements de travaux de la SGP, qui sont efficaces pour toutes les évacuations des déblais « terrassés », mais qui pour les boues de parois moulées ou lors de traitement des terrains par injection de coulis ciment à haute pression le sont moins, car les salissures ne proviennent pas directement des roues des camions, mais de ce qui s'échappe des bennes lorsque les boues sont trop liquides. La SGP dispose d'une balayeuse en poste de 6 heures à 22 heures et qui est donc susceptible d'intervenir à tout moment et qui le fait sur le sujet.
Les travaux de parois sont terminés sur l'ensemble des sites de la gare d'Issy. S'agissant des dernières évacuations de boues, elles sont terminées depuis le mardi 1er février ; il ne restera que quelques évacuations très disparates, au fur et à mesure du nettoyage fin de la fosse à déblais.
Concernant la remise en état des voiries, bien entendu, un constat a été établi par la SGP avant le chantier, et si les activités sont génératrices de désordres, la SGP remettra en état les voiries."

M. le Maire.- "Merci. Monsieur VERNET est rassuré.

Nous passons à la deuxième question, Madame VESSIÈRE."

Question orale n°2 concernant la pollution sonore place Corentin Celton présentée par M. VESSIERE au nom de la liste « Vivre Issy Pleinement ».

Mme VESSIÈRE.- "Aux abords de la place Corentin Celton, la pollution sonore due aux deux-roues à moteurs thermiques qui assument les livraisons des différents restaurateurs et traiteurs, persiste. En effet, même si depuis le mois de juin – ou peut-être juillet – vous avez déplacé le stationnement de ces engins de la place de la Fontaine à la place Corentin Celton, vous ne pouvez empêcher les scooters de prendre leurs livraisons devant chacun des restaurants ou traiteurs, puis de redémarrer… Cela génère du bruit toute la journée de 11h à minuit dont l'effet sera pire cet été lorsque les habitants du quartier auront la volonté de laisser leurs fenêtres ouvertes. Pourront-ils même le faire ?

Plus simplement, pourrions-nous prendre un arrêté imposant que tous ces engins de livraison soient obligatoirement des vélos ordinaires ou bien des vélos ou scooters électriques ? Il est indécent que certains quartiers soient victimes de nuisances sonores tous les jours de l'année, invivables l'été, parce que les modes de vie ont changé, augmentant les livraisons de repas à domicile."

M. le Maire.- "Merci. Monsieur RIGONI pour répondre."

M. RIGONI.- "Merci Monsieur le Maire.

Madame VESSIERE, sachez que les services de la mairie ont été saisis en 2021 de cette problématique par un Isséen domicilié dans le quartier Corentin Celton.
Ils n'ont depuis cessé d'œuvrer auprès, non seulement du gérant du Mc Donald's Corentin Celton mis dans la cause, mais également auprès des responsables des sociétés UberEats et Delivroo.
Des actions de sensibilisation régulières ont ainsi été portées auprès de leurs livreurs au sujet notamment des différentes réglementations en matière de respect du voisinage (bruit) et du Code de la route ou encore pour qu'un nombre limité de coursiers par restaurant soit mis en place.
Par ailleurs, il m'importe de vous faire savoir que depuis le mois de juillet 2021, une zone blanche (visant à exclure tout livreur en attente de réception d'une commande) a été mise en place autour du secteur incriminé, à savoir la place de la Fontaine ainsi que la place Paul Vaillant Couturier et ce, afin que la quiétude des Isséens soit préservée au maximum, mais aussi afin que cette activité commerciale puisse tout de même s'insérer harmonieusement au sein d'un quartier d'habitation.
Ces actions ont porté leurs fruits, puisque depuis leur mise en œuvre les services n'ont reçu qu'une plainte à ce sujet."

M. le Maire.- "Sauf Madame VESSIÈRE…"

M. RIGONI.- "Nous restons cependant particulièrement vigilants sur l'évolution de cette problématique et d'autres mesures pourront être mises en œuvre en cas de nouvelle dégradation de la situation.
Enfin, je tiens à vous préciser que les livreurs œuvrant auprès desdites sociétés de livraison agissent en qualité d'auto-entrepreneur ; l'utilisation ou le renouvellement des moyens de locomotions tels que le passage des scooters thermiques en électriques comme vous le proposez ne dépendent donc pas desdites sociétés. Il me parait donc délicat d'imposer cette solution aux jeunes indépendants.

M. le Maire.- "Merci.

Nous passons à la question 3."

Question orale n°3 concernant la limitation à 30 km/h présentée par M. VERNET au nom de la liste « Collectif Ecolo et Social ».

M. VERNET.- "La déclaration en zone de limitation de vitesse à 30 km/h n'est pas vraiment suivie d'effets. Les ASVP se concentrent sur les amendes de stationnement et la police nationale n'intervient pas sur le contrôle de la vitesse dans les rues de la ville. La suite logique est que le respect des 30 km/h n'est qu'un vœu pieux et que la circulation à vélo est toujours dangereuse. Les sas vélos aux feux tricolores ne sont pas respectés et des voitures stationnent sur les bandes cyclables, voire sur les trottoirs. Quand va-t-on faire respecter ces règles et quand va-t-on mettre en place des pistes cyclables sécurisées ?"

M. le Maire.- "C'est la question que nous posons au responsable, David DAOULAS."

M. DAOULAS.- "Merci Monsieur le Maire. Votre question comprend trois points qui sont le contrôle du respect de la limitation de vitesse à 30 km/h, le respect par les automobilistes des infrastructures dédiées aux vélos et des trottoirs, et enfin les perspectives de développement de pistes cyclables sécurisées.
S'agissant de la limitation de vitesse à 30 km/h, au préalable, je tiens à contester l'appréciation que vous portez sur son respect. En effet, une étude de vitesse réalisée de la mi-octobre à la mi-novembre 2021 par les services de GPSO, notamment sur l'avenue Victor Cresson, démontre au contraire que 80 % des véhicules empruntent cette voie pourtant très circulante et respectent aujourd'hui cette limitation, qui est donc largement suivie d'effets et n'a rien d'un vœu pieu.
Par ailleurs, je peux porter à votre connaissance des données statistiques entre 2020 et 2021 sur le respect de cette limitation qui démontrent un abaissement progressif de 23 km/h pour ce qui est de la vitesse moyenne et pour la vitesse maximum, qui est de27 km/h sur la Ville, à 26 km/h en 2021, et sur la vitesse moyenne qui passe de 23,2 à 22,2, soit un 1 km/h de moins en un an à la suite de cette mesure prise par mon prédécesseur, Olivier RIGONI, en avril 2020.
Sur le point des contrôles de vitesse, ces derniers ne relèvent pas des ASVP, comme vous avez l'air de l'ignorer. En effet, leur compétence administrative est limitée aux seuls véhicules en stationnement. Cette prérogative relève pour notre commune de la police nationale, et là encore il est faux de dire qu'elle n'intervient pas. À l'occasion de leurs patrouilles quotidiennes les effectifs du commissariat apportent une vigilance toute particulière à ce type d'infraction, et des actions spécifiques de contrôle routier sont également régulièrement menées – six depuis le début de l'année dont une de grande ampleur avec le renfort de motards pour intercepter les contrevenants. Le bilan du commissariat en la matière rien que pour le mois de janvier s'élève ainsi à 248 verbalisations réalisées.
Parallèlement à ces opérations de contrôle, la Ville est également engagée dans une démarche de pédagogie, un premier radar pédagogique ayant été installé avenue Victor Cresson en lien avec le Département.
Sur le sujet du stationnement de véhicules sur des aménagements vélos et trottoirs, il s'agit effectivement d'incivilités régulièrement constatées, mais face auxquelles la Ville n'est pas inactive. Les agents du service ASVP apportent une vigilance toute particulière à ces problématiques, et pour le seul mois de janvier, ce sont exactement 997 verbalisations qui ont été dressées pour des stationnements gênants tout type confondu.
Enfin, concernant la mise en place de pistes cyclables sécurisées, de nombreux projets sont portés depuis le début de la mandature et vont entamer cette année leur phase de réalisation, que soit dans le cadre de l'aménagement des Axes de Vie, mais également de la mise en œuvre des plans vélos du Territoire, du Département, de la Métropole et de la Région. Ces projets contiennent tous une part d'aménagements sécurisés dédiés aux vélos ayant cependant un impact non négligeable sur l'organisation des espaces publics et leur partage, et nécessitant donc de ne pas confondre vitesse et précipitation, comme on peut le voir sur une ville voisine.
À ce titre, la réalisation d'une phase de concertation approfondie dans le cadre des conversations citoyennes qui se sont achevées en décembre dernier était un préalable essentiel à la validation de ces projets, qui est désormais effective.
Nous sommes aujourd'hui dans une phase de coordination entre le très grand nombre d'acteurs impliqués pour s'assurer de la cohérence et de la complémentarité de ces démarches avant de lancer les premiers travaux dans les mois qui viennent."

M. le Maire.- "Merci Monsieur DAOULAS.

Point 4, Monsieur TANTI."

Question orale n° 4 concernant la Halle Eiffel présentée par M. VESSIERE au nom de la liste « Vivre Issy Pleinement ».

M. TANTI.- "Merci Monsieur le Maire.

De nouveaux permis de construire pour des modifications sont affichés sur la halle Eiffel que nous avons évoquée à de multiples reprises dans cette enceinte.
Qui en est le propriétaire actuel ? ORANGE, qui annonce que cette halle fait partie de son siège social ? BILTOKI, qui est le bénéficiaire du permis de construire pour changement de destination que vous avez délivré le 27 septembre 2021 et annonce que ces « halles vont reprendre vie » ? Les deux, puisque leurs noms s'affichent, à peu près côte à côte, sur les vitrines de cette halle ? Si tel est le cas, suivant quelle répartition ? À moins que ce ne soit Orange qui ait contracté avec BILTOKI… ?
Pourquoi ce changement de destination ? Et quel est le rôle exact de la société BILTOKI qui serait en charge de la « halle des saveurs », projet que vous avez promu pendant longtemps pour cette halle ? C'était même l'unique vocation primitive que vous évoquiez pour cette halle. Avec qui cette société a-t-elle signé ? Sur quelle partie de la halle ce marché des saveurs sera-t-il exactement réalisé, à moins que ce projet initial intéressant pour les Isséens ait été abandonné ? Où en sera l'accès ?"

M. le Maire.- "Monsieur KNUSMANN, répondez à l'angoisse de M. TANTI…"

M. KNUSMANN.- "Oui, justement, Monsieur le Maire, on va essayer de rassurer M. TANTI."

M. le Maire.- "Vous ne saviez pas qu'il rôdait la nuit autour de la Halle…"

M. TANTI.- "J'y suis passé deux fois aujourd'hui, Monsieur le Maire."

M. le Maire.- "C'est bien ce que je dis… la nuit…"

M. KNUSMANN.- "Vous n'avez pas bien regardé Monsieur TANTI. On va tout vous dire."

M. le Maire.- "Ah ! Alors, là, attention !"

M. KNUSMANN.- "Je ne m'attarderai pas sur le caractère affligeant et totalement décalé de la question ! Avant, nous avions M. PUIJALON, qui accusait le Maire de vouloir faire disparaître la Halle Eiffel alors en cours de réhabilitation."

M. le Maire.- "C'est vrai et c'est lui qui a disparu d'ailleurs !"

M. KNUSMANN.- "Maintenant, nous avons M. TANTI, qui s'interroge sur son devenir, alors même que s'achèvent les travaux qui vont permettre aux commerces des terroirs de s'installer.
Les autorisations d'urbanisme, dont le numéro et l'objet sont inscrits sur les panneaux d'affichage, sont publiques et consultables en Mairie, y compris par l'auteur de la question.
Pour sa parfaite information, le propriétaire en est la société Altarea Cogedim associée au Crédit Agricole Assurance. La société Orange est locataire des locaux. Cette dernière n'ayant pas vocation à gérer des commerces, a lancé une consultation pour l'occupation commerciale de la Halle. C'est la société BILTOKI, à l'issue de cette consultation, spécialisée dans la création de halles alimentaires, qui a été retenue. BILTOKI est chargée de la sélection des commerçants et sera gestionnaire du lieu.
Sur les 2 000 m² du bâtiment, 1 346 m² sont désormais dédiés à la partie commerciale, contre 905 m² initialement, grâce à la transformation supplémentaire de 441 m² de bureaux en commerces. Cette modification a fait l'objet une déclaration préalable délivrée en septembre 2021 à la société BILTOKI pour ce changement de destination au profit du commerce de proximité.
Soyez donc rassuré, cette Halle gourmande offrira une gastronomie de haute qualité. Elle regroupera une vingtaine d'artisans/commerçants très engagés dans leur filière et proposant des produits du terroir, un incubateur destiné aux métiers de bouche et un labo favorisant les expériences culinaires et l'entrepreneuriat solidaire. On y trouvera au rez-de-chaussée haut le marché (poissonnier, boucherie, fromagerie, volailler, maraîcher, charcutier), des traiteurs, bars et restaurants et au rez-de-chaussée bas un fablab dédié à l'alimentaire, des laboratoires de préparation et une cuisine ouverte.

La sélection des commerçants, à laquelle participe la Ville, n'est pas finalisée à ce jour, mais je peux d'ores et déjà vous dire que plusieurs enseignes dont la réputation n'est plus à faire ont signé dont « la Maison Marnay » (boulangerie-pâtisserie), « la Maison Maréchal » (volaille/rôtisserie) ...
Les accès seront doubles : un depuis l'angle Rouget de Lisle / quai du Président Roosevelt et l'autre depuis le quai du tramway."

M. le Maire.- "Voilà, M. TANTI est rassuré et il aura le temps de se promener, parce qu'un petit retraité, il faut bien qu'il se balade ! Voilà, Monsieur TANTI, les réponses que l'on pouvait vous faire.
Nous passons au point 5, relogement dans le quartier Sainte-Lucie. C'est M. VERNET qui pleure sur cette opération."

M. VERNET.- "Je ne pleure pas, Monsieur le Maire.

M. le Maire.- "Non, oh mais non ! Appuyez-vous sur BART, ça vous consolera…"

Question orale n° 5 concernant le relogement dans le quartier Sainte-Lucie présentée par M. VERNET au nom de la liste « Collectif Ecolo et Social ».

M. VERNET.- "Dans le cadre de ce projet de réhabilitation, je souhaite savoir ce qu'il adviendra des habitants de HLM et des résidents de l'EHPAD notamment qui pourraient se retrouver dans une situation de relogement. Les options de relogement sur lesquelles la Ville peut s'engager seront-elles à des conditions de confort et de coûts équivalentes ? Seront-elles sur le quartier ou tout au moins sur la Ville ?"

M. le Maire.- "Non, on envisage Argenteuil, Aulnay-sous-Bois… Merci de nous rappeler à nos devoirs… Vous nous prenez pour des cloches ! Merci Monsieur VERNET, vous êtes nouveau, mais quand même, il ne faut pas abuser ! Monsieur KNUSMANN, vous pouvez encore répondre à cette question métaphysique ?"

M. KNUSMANN.- "Les premières études du projet de réaménagement du quartier Sainte-Lucie ont été présentées, comme promis, au comité de riverains – nos interlocuteurs privilégiés – lors d'une réunion, qui s'est tenue le 13 janvier dernier, donc très récemment, afin notamment de recueillir un premier avis.
Comme déjà indiqué dans ma réponse à votre question orale le 16 décembre dernier, une requalification d'ampleur de ce quartier ne pourra pas se faire sans une opération globale d'aménagement et la mutation nécessaire de certains espaces.
La potentielle démolition de locaux d'habitations implique, bien entendu, le relogement des occupants évincés. Grâce à l'expérience et à la maîtrise déjà acquises dans ce domaine, notamment par SOHP pour la ZAC Léon Blum, des opérations dites « à tiroir » seront classiquement mises en œuvre, et tous les occupants, dont la situation sera examinée individuellement, seront bien évidemment relogés dans des logements correspondant à leurs besoins et ressources, et satisfaisant aux normes de confort et d'habitabilité.
S'agissant de l'EHPAD, et là encore comme je l'ai précisé ce même 16 décembre dernier, le Conseil Départemental des Hauts de Seine nous a informés que le bâtiment ne répond plus aux normes actuelles. Son devenir fait donc partie intégrante du projet."

M. le Maire.- "Voilà, vous êtes rassuré, Monsieur VERNET. On est vraiment très sensibles à votre sollicitude. Vous avez vu comment on a relogé les gens autour de Verdun et Aristide Briand et vous allez nous donner maintenant des leçons pour les autres ?
Je vais vous dire une chose : je suis très surpris de recevoir des lettres des gens qu'ils prennent le temps de m'envoyer – il y a même quelqu'un qui m'a envoyé du chocolat, vous vous rendez compte ! Ils ne sont pas si malheureux que ça ! Si vous lisiez un peu les sondages qui paraissent sur *OpinionWay,* 90 % des gens, Monsieur VERNET, se déclarent heureux de vivre sur la Ville ! Il ne faut pas lire uniquement le papier hygiénique qui traîne, il faut lire un petit peu ce qui se passe : 90 % des gens sont heureux de vivre à Issy ! Heureusement qu'on a neuf opposants, ça fait 99 d'ailleurs…
Merci à vous.

Dernière question, et c'est M. Jean-Baptiste BART, le grand BART…"

Question orale n° 6 concernant le classement des « Villes et Villages où il fait bon vivre » présentée par M. VESSIERE au nom de la liste « Vivre Issy Pleinement ».

M. BART.- Merci Monsieur le Maire.

Depuis plusieurs années, l'Association des « villes et villages où il fait bon vivre » publie en janvier son classement réactualisé et son Président, Thierry Saussez, est bien connu…
Ce classement bénéficie notamment de la publicité du *Journal du dimanche* qui le dévoile chaque année en « Une ».
Les critères retenus sont :

- la qualité de vie ;
- la sécurité ;
- la santé ;
- les commerces ;
- les transports ;
- l'éducation ;
- les sports et loisirs ;
- la solidarité.

Cette année, un nouveau critère est venu s'ajouter : l'attractivité immobilière, qui prend en compte les prix au m² des maisons et appartements, ainsi que le taux de logements vacants. La sécurité étant la deuxième priorité mise en avant par les citoyens, l'Association a aussi pris dorénavant en compte la présence d'une police municipale.
Notre Ville d'Issy-les-Moulineaux a connu un recul regrettable de 11 places dans le nouveau classement : 69ème en 2021, 80ème en 2022, sur l'ensemble des communes françaises. Mais en fait, il faut s'intéresser à la strate à laquelle notre ville appartient, celle des communes de 50 000 à 100 000 habitants. Au niveau national, nous passons, entre 2021 et 2022, de la 27ème place sur 79, à la 33ème place et sur les 11 communes de cette strate dans les Hauts-de-Seine, nous passons de la 8ème à la 10ème place, Clamart fermant la marche.
Quelle analyse faites-vous de ce recul ? Est-ce le nouveau critère sur l'attractivité immobilière qui l'explique, voire l'absence de police municipale (Issy est la seule ville de plus de 50 000 habitants des Hauts-de-Seine à ne pas en avoir) ? Ou bien les critères historiques nous ont-ils aussi pénalisés ?"

M. le Maire.- "Très belle question. Je vais m'occuper de vous après.

Monsieur KNUSMANN, pouvez-vous répondre ?"

M. KNUSMANN.- "Le classement que nous présente l'opposition se base, non pas sur les 8 critères…"

M. le Maire.- "Non, pas l'opposition mais M. BART, mettez-le à part. On m'avait dit quand il est arrivé : c'est un chef d'entreprise. Je ne sais pas quelle entreprise il peut diriger à part les pompes funèbres, mais d'après les questions qu'il pose, il sait tout sur tout. Alors, répondez, il ne faut pas tout à fait le rassurer, parce que sa question est plutôt stupide que négative. Nous verrons ça tout à l'heure."

M. KNUSMANN.- "Donc, ce classement se base, non pas sur les 8 critères que vous avez sélectionnés, mais sur 187 – il en manque donc quelques-uns. L'objectivité et la rigueur ne semblent pas avoir inspiré l'auteur de la question.
Il est difficile de faire plus déshumanisé pour prétendre classer les villes et les villages où il fait bon vivre… Sans remettre en cause la méthodologie de ce xième classement, qui nécessite tout de même pour les communes souhaitant obtenir cet ixième label « Ville où il fait bon vivre » une adhésion préalable de 3 840 € par an est exigée."

M. le Maire.- "Attendez ! Cela coûte 3 840 €. Si vous êtes dans la liste, vous avez droit à un rang. Évidemment, je ne dis pas que si on paye plus, on sera encore mieux, mais c'est pour rassurer Monsieur BART. Monsieur BART aurait-il voté notre adhésion à l'association de Monsieur SAUSSEZ, qui est l'association des organisateurs d'événements ? Quand vous payez, vous êtes membre et avez droit à un timbre. Voilà ce à quoi M. BART nous conseille d'aller. Je le croyais vraiment très intelligent, mais là, je trouve que c'est l'arnaque à gogo : si tu payes un peu plus, tu te retrouves un peu mieux.
Merci, Monsieur BART, de ces conseils.
KNUSMANN, rassurez-le finalement."

M. KNUSMANN.- "Nous préférons sonder directement notre population, qui est la première concernée.
Au cours de l'automne 2020, une vaste consultation a été initiée afin de recueillir les impressions, avis et idées des Isséens pour améliorer la qualité de vie. Près de 7 000 personnes y ont répondu, soit près de 20 % des foyers de la Ville.
90 % d'Isséens sont ainsi « heureux et satisfaits de vivre et/ou de travailler à Issy-les-Moulineaux ». Nous pouvons en être fiers !

M. le Maire.- "Voilà, Monsieur BART dormira tranquille et il fera attention quand il lira un sondage, il regardera un peu, c'est l'époque ; il ne faut pas se laisser manœuvrer, Monsieur BART, vous valez plus que ça, vous n'êtes pas chef d'entreprise, je l'ai appris après, mais quand même, vous auriez pu être chef de je ne sais pas quoi ! Là, vous formez une belle équipe avec Madame VESSIÈRE.

Mesdames et Messieurs, il n'y a plus de question et les réponses ont été données. Nous sommes un pays démocratique. Nous vous souhaitons une bonne soirée. Nous vous remercions de cette réunion. La séance est levée."

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus à s'exprimer, la séance est levée à 20H39.

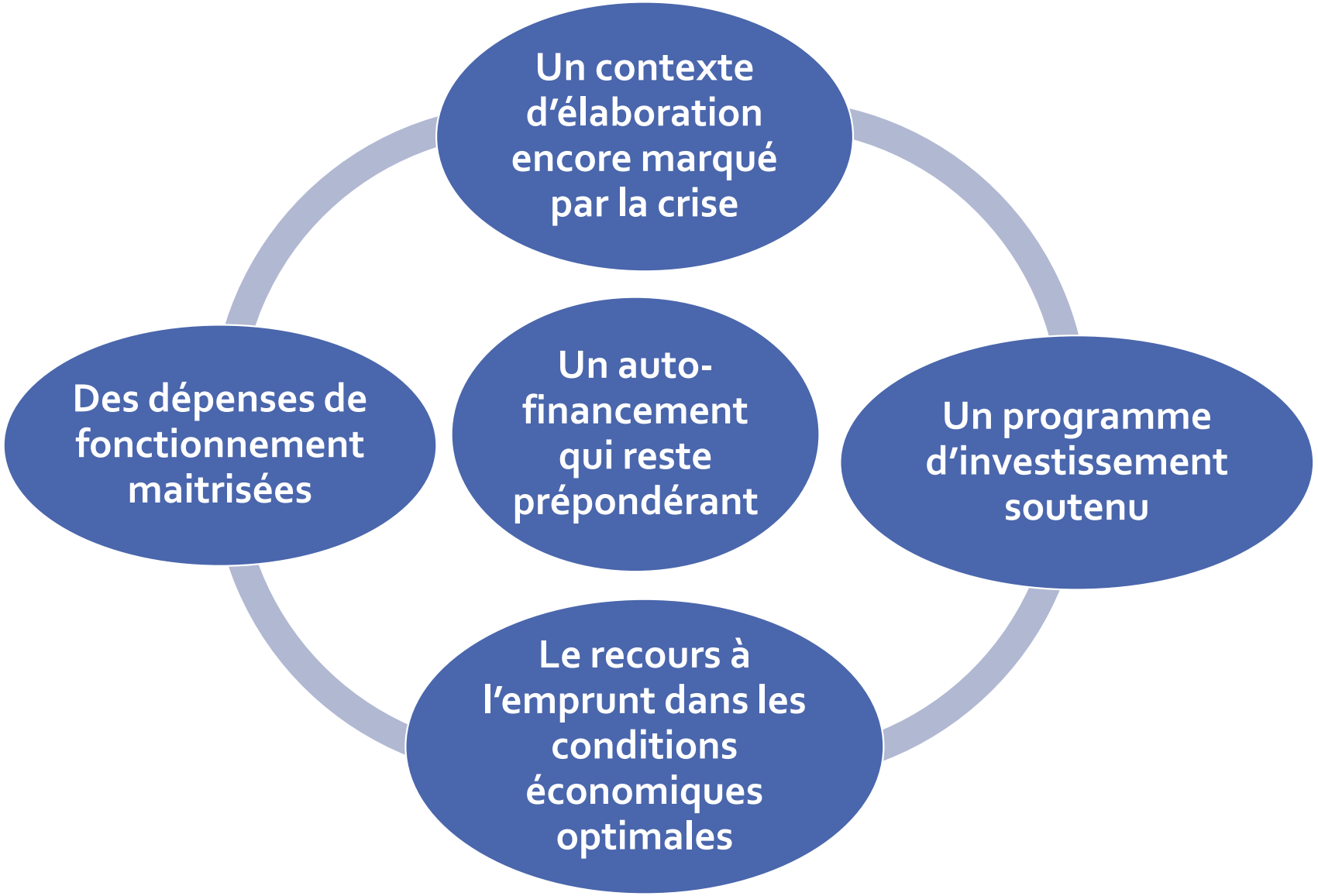
Le secrétaire de séance **Le Maire**

Claire GALLIOT **André SANTINI**

Conseil Municipal – 10 février 2022

Budget Primitif 2022

Les grands axes du Budget primitif 2022



L'équilibre du budget 2022

Les résultats 2021 sont, comme attendu, en recul pour des raisons essentiellement conjoncturelles

FONCTIONNEMENT	**164 606 973,15 €**
INVESTISSEMENT	**60 706 841,15 €**
BUDGET TOTAL	**225 313 814,30 €**

	Section de Fonctionnement	**Section d'Investissement**
Résultat brut de clôture 2021	**3 386 891,76€**	**-737 510,69€**
Résultat 2020 reporté	**20 098 620,39 €**	**242 268,96€**
RESULTAT DE CLOTURE	**23 485 512,15 €**	**- 495 241,73 €**

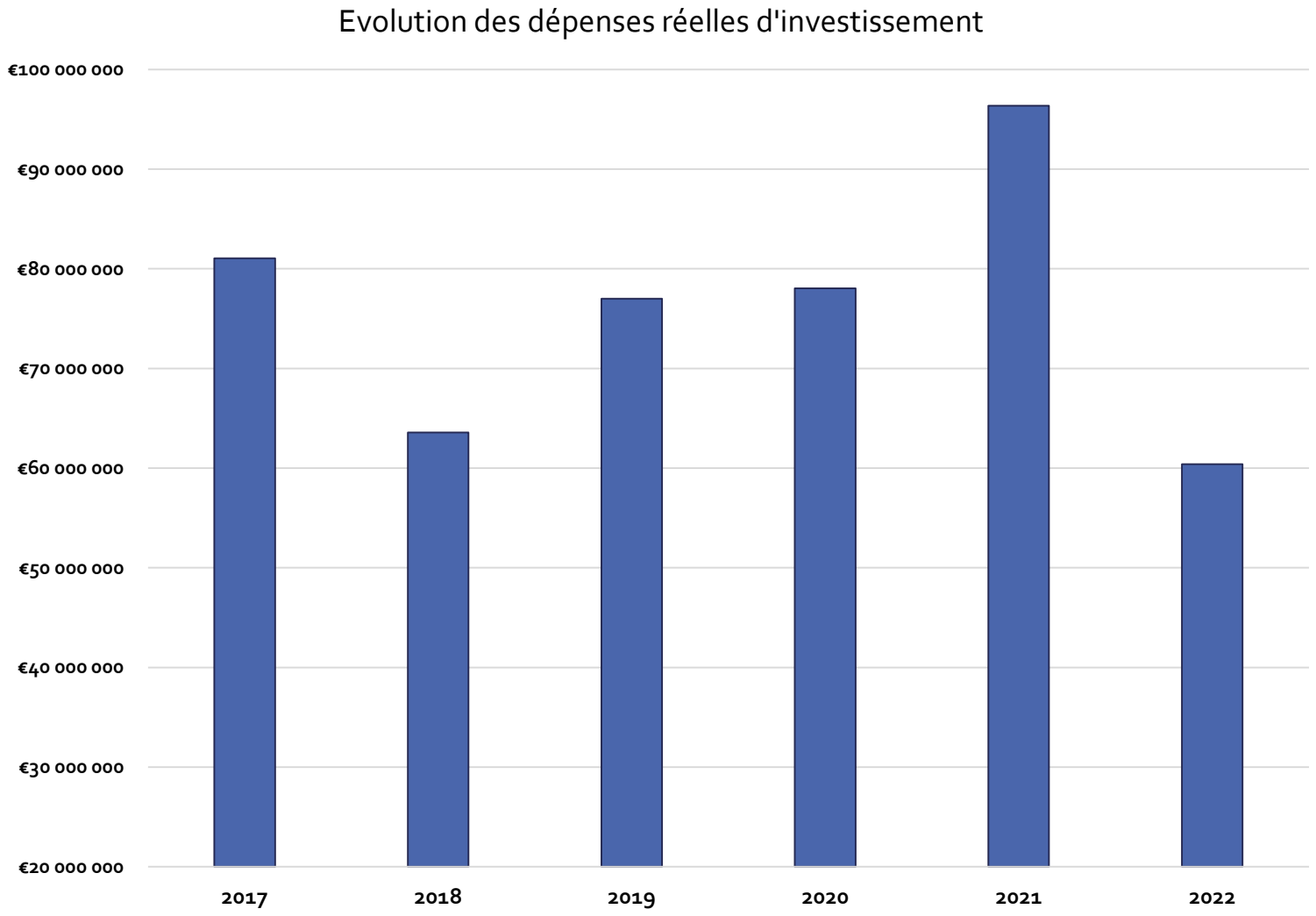
Un équilibre préservé

Des dépenses de fonctionnement maitrisées pour faire face à la baisse des recettes sur ces 2 dernières années

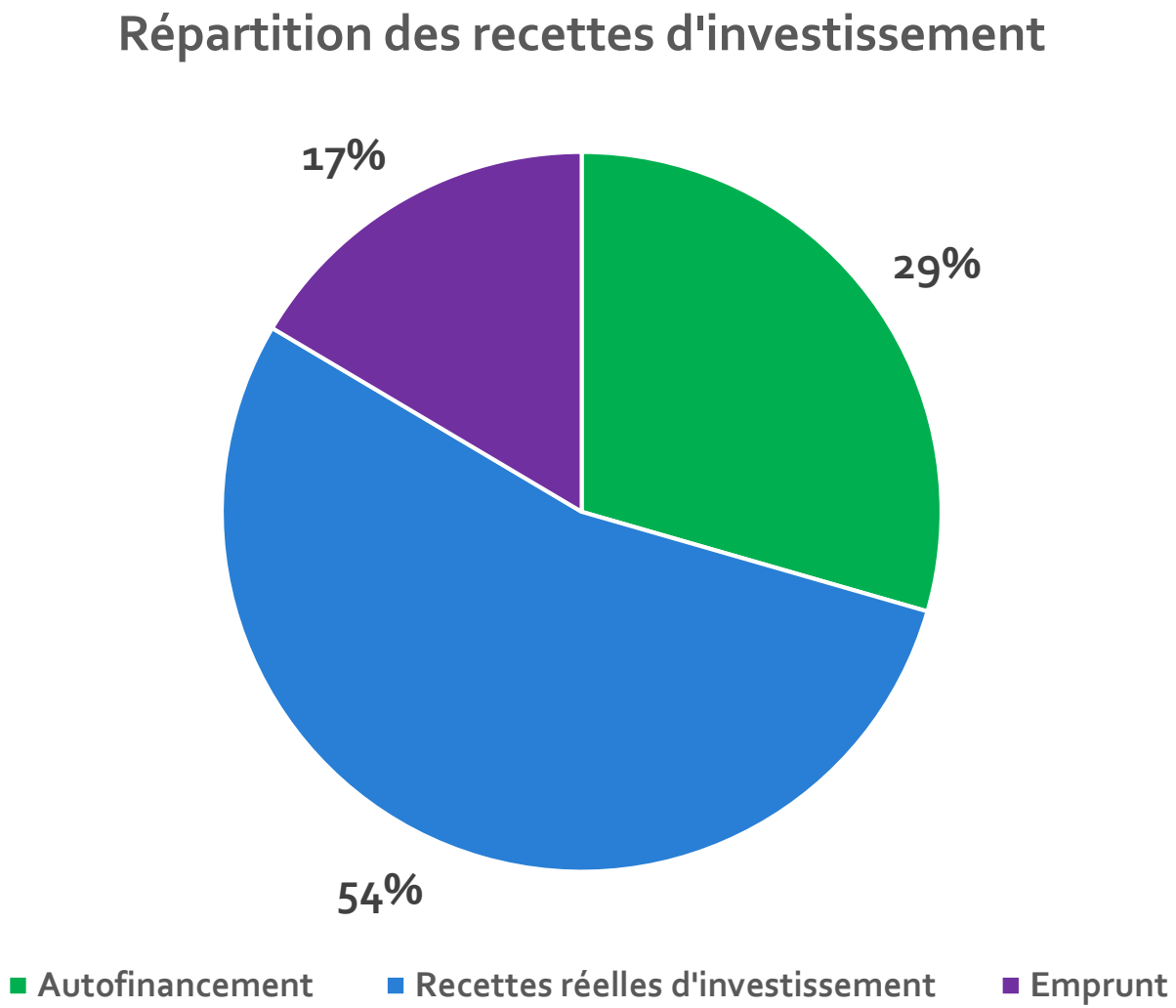
	Crédits Ouverts 2021 (BP+DM)	Budget Primitif 2022	Variation BP 2022/CO 2021
Dépenses réelles de fonctionnement	149 588	146 720	-1,92%
Recettes réelles de fonctionnement (Hors résultat reporté)	158 480	156 121	- 1,49 %

→ Diminution de 1,92% des dépenses réelles de fonctionnement
→ Diminution de 1,49% des recettes réelles de fonctionnement

Evolution des dépenses réelles d'investissement



Le financement de l'investissement



Conclusion

Le maintien d'un encadrement strict des dépenses de fonctionnement pour compenser la perte cumulée des recettes

Un programme d'investissement soutenu, et en grande partie financé de manière autonome

La poursuite des efforts de maitrise des dépenses sur 2022 pour reconstituer les excédents et garantir le financement des projets futurs